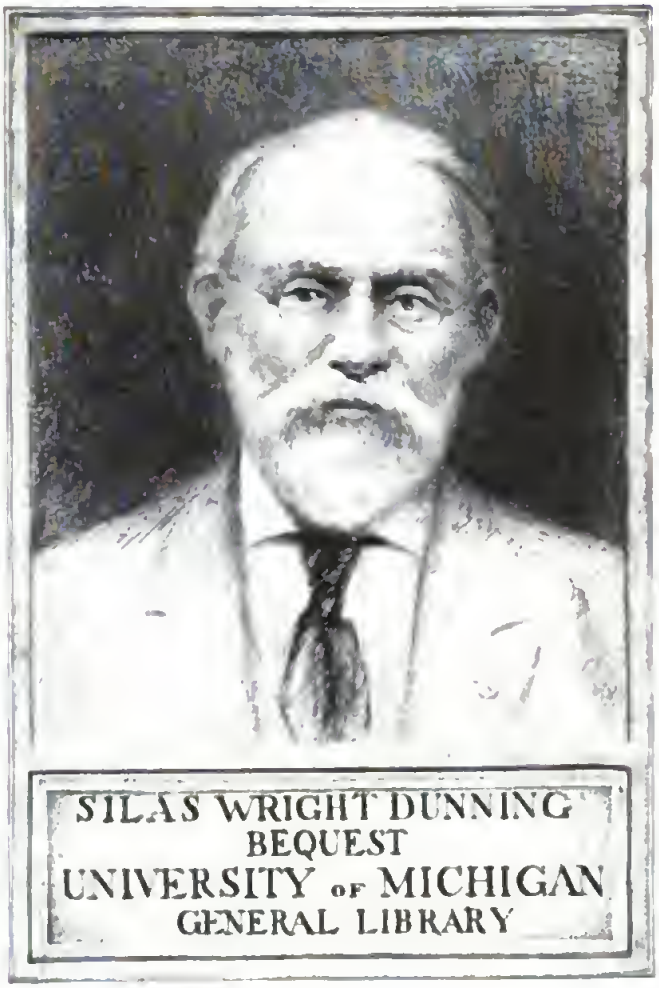
BUHR B

a39015 00026514 3b

Digitized by Google

A VIII c 1, p



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

Digitized by Google

Stramberg, Christian von

Denkwürdiger und nützlicher

Rheinischer Antiquarius,

welcher die

wichtigsten und angenehmsten geographischen, historischen und politischen

Merkwürdigkeiten

des ganzen

Rheinstroms,

von seinem Ausflusse in das Meer bis zu seinem Ursprunge darstellt.

Von einem

Nachforscher in historischen Dingen.

Freiherrl. von Romberg'sche Bibliothek

Mittelrhein.

Der II. Abtheilung 11. Band.

Coblenz, 1863.
Druck und Verlag von Rud. Friedr. Hergt.

Digitized by Google

DD
801
.R7
S89
Pt.2
V.11

Der Rheingau.

Historisch und topographisch

dargestellt

durch

Chr. von Stramberg.

Zweiter Band.

Freiherrl. von Romberg'sche Bibliothek

Coblenz.
Druck und Verlag von Rud. Friedr. Hergt.
1863.

T-24-27735

Der Rheingau, Schwalbach, Wiesbaden.

Johannesberg.

(Beſchluß.)

Clemens Wenceslaus Lothar, Fürſt von Metternich-Winnenburg, Herzog von Plaß und Portella, Graf von Königswart, unterließ niemals, wenn er in den Tagen ſeines höchſten Glanzes in Coblenz weilte, das Haus, worin er am 15. Mai 1773 das Licht der Welt erblickte, den Metternicher Hof zu beſuchen. Dann mußte auch der letzte Winkel ihm aufgeſchloſſen werden, in ſichtbarer Rührung betrat er, was einſtens der Mutter Boudoir geweſen, am längſten aber beſchäftigte er ſich mit den beſcheidenen Stuben des obern Stockes, in denen er zuſamt ſeinem Bruder und dem Hofmeiſter gehauſet hatte. Dieſe Anhänglichkeit deutet auf anmuthige Erinnerungen aus der Kinderzeit, bekundet insbeſondere, daß der Knabe nicht zu leiden gehabt hat unter einer Modethorheit jener Zeit. Der Taille, vielleicht auch der Küche zum Vortheil, und damit der Leib ſtets dem Geiſt unterthänig bleibe, wurden die Kinder in der Nahrung vielfältig verkürzt, nicht ſelten der körperlichen Entwicklung zu unwiederbringlichem Nachtheil.

Eine Thorheit, die Mode werden ſoll, muß nothwendig von der Seine herſtammen. Da war das Hungerſyſtem erfunden worden. Der Duc de Lauzun, geb. 13. April 1747, erzählt in ſeinen Denkwürdigkeiten: »J'étais d'ailleurs comme

tous les enfans de mon âge et de ma sorte; les plus jolis habits pour sortir, nu et *mourant de faim*, à la maison.« Die Souvenirs de la marquise de Créquy behandeln ungleich umständlicher die wunderliche Manie. »Une inconcevable folie de ce temps-là, c'était la manière de nourrir ses enfans. D'abord on commençait par les allaiter soi-même; on n'avait que du mauvais lait à leur donner, et même on n'en avait pas du tout; mais c'était égal: — à la Jean-Jacques! Vous pensez bien que tous les enfans de ce temps-là n'étaient pas assez résolument constitués pour résister à une nourriture insuffisante ou de qualité chétive; il en mourait les deux tiers à la mamelle, et le surplus n'en échappait que pour aller mourir d'étisie après dix-huit ou vingt années de souffrance continuelle et de consomption. Mesdames de Rieux, d'Estaing, de Lusignan et de Gouffier, s'étaient opiniâtrées à nourrir leurs poupons, attendu que le lait et la sollicitude d'une mère ne sauraient être remplacés par le lait et les soins d'une mercenaire, etc. Ce qu'il en est arrivé, c'est que leurs héritiers sont allés *ad patres,* ainsi qu'on aurait dû le pressentir avec de pareilles nourrices. La *sollicitude maternelle* de ces Dames ne s'étant exercée que sur leurs garçons, il ne leur est resté que des filles, et quand M. de Gouffier rencontrait chez moi Jean-Jacques Rousseau, il ne manquait pas de me dire: — C'est pourtant grâce à lui que ma maison va se trouver éteinte, vilain songe-creux! — Mais mon Dieu, Madame, qu'est-ce que c'est donc que la maison de Gouffier, me demanda-t-il ensuite (Jean-Jacques). Avez-vous jamais ouï parler de l'Amiral de Bonnivet? — Sans aucun doute. — N'avez-vous rien lu sur les Ducs de Roannez? — Voilà par exemple une famille dont je ne sais rien du tout. — Eh bien, lisez l'Histoire de France avant de faire des livres sur l'éducation. A la place du Marquis de Gouffier, je vous étranglerais!

»Une autre imagination folle, où Jean-Jacques Rousseau n'était pour rien, c'était celle d'empêcher les enfans de manger à leur appétit, laquelle sottise avait succédé à celles de Mes-

dames de Blot, de Monaco, de Valbelle et *tutte quante,* lesquelles avaient entrepris de ne pas manger pour leur propre compte. On empêchait donc les pauvres enfans de manger de la bonne soupe et de la viande, à dessein de ne leur introduire dans le sang et les humeurs aucun élément de putridité. On les privait de manger du fruit à cause des vers; point de confitures, à cause de la poitrine et de la terreur des acides; jamais d'autre boisson que de l'eau panée; c'est excellent pour les entrailles; et jamais de pâtisseries, ce qui va sans dire, à cause de l'estomac. On les nourrissait à la panade et la bouillie de gruau pour les bons repas, ensuite on leur donnait pour le goûter ainsi qu'au déjeûner, du colifichet emmietté dans du lait écrémé, comme on aurait fait pour élever des serins jaunes à la brochette. Le Marquis de Villeneuve de Trans disait que sa femme avait une perruche à qui l'on donnait bien autrement à manger qu'à ses quatre enfans! Comme tous les enfans mouraient de faim, ils pleuraient toute la journée. Ils en devenaient voleurs et menteurs: et même il y avait des garçons qui finissaient par se révolter. Les trois Béthune et les Choiseul s'étaient confédérés pour escalader je ne sais combien de murailles afin d'aller dévaster pendant la nuit, l'office et le garde-manger de la Duchesse de Sully, leur grand'mère; mais la situation des petites filles était la plus lamentable, et comme elles n'avaient pas la ressource et l'occasion de pouvoir voler commodément des croûtes de pain, des fruits verts et des carottes crues, les plus alertes et les plus déterminées s'en prenaient à la pâtée du chat.

»Le petit de Saint-Mauris et sa sœur qui est aujourd'hui Mme de Nassau, n'avaient pas eu la rougeole qui venait d'éclater à Versailles; la Princesse de Montbarrey s'en tourmentait outre mesure, et je lui fis dire par votre père d'envoyer ses deux enfans chez moi, rue de Grenelle, où je les ferais loger en bonne exposition du plein midi.

»On me les amène, et comme ils avaient les lèvres tachées de noir, de vert, de violet, de gros rouge et autres bar-

bouillages incompréhensibles, je m'insinuai dans leur confiance, et j'en appris qu'ils n'avaient fait autre chose que manger depuis Versailles jusqu'à Paris, des pains à cacheter dont ils avaient rempli leurs pochettes. La petite fille disait en pleurant qu'il ne fallait pas les dénoncer, parce qu'on les ferait mourir pour avoir été voler les pains à cacheter du Roi, dans un arrière-cabinet de leur père où les secrétaires de ce Ministre avaient leurs fournitures de bureau.

»Ils étaient affamés et maigres comme des chacals: — Attendez donc, leur dis-je, et je commençai par faire donner à chacun d'eux une pleine jatte de soupe au riz. Ensuite on leur servit, et méthodiquement pendant six semaines, un bon potage à déjeuner, et pour le second repas, des côtelettes grillées ou des pigeons étuvés à l'orge, des légumes au bouillon, de la compote; quelquefois des tartelettes en pâtisserie *brisée,* mais non pas *feuilletée,* ce qui va sans dire. On les faisait goûter avec des fruits, des tartines de confitures, ou du laitage, et leur souper consistait régulièrement dans un beau poulet rôti (dont ils ne mangeaient que les ailes), lequel était flanqué d'un plat de chicorée, d'épinards ou de laitues bien cuites, et lequel était accosté d'un compotier de bons pruneaux d'Agen, aiguisés, comme on dit à l'office, avec un peu de vin de Malaga, pour les faire dormir. Je les faisais bien laver avec de l'eau de veau, tous les matins, et de la tête aux pieds; on les baignait tous les samedis à la Dauphine, et puis tous les quinze jours une excellente petite médecine noire, avec du tamarin bien acide et de la bonne manne en larmes, quelques follicules de séné, un grain de soufre, un bouquet de cerfeuil, une pincée de rhubarbe, un scrupule d'aloès, un soupçon de jalap, enfin de la thériaque de Venise et de l'électuaire de kinorodon, le tout infusé dans de la tisane d'absinthe. Mais il doit vous en souvenir de mes bonnes petites médecines, et je suis sûre que l'eau vous en vient à la bouche? est-il friand!

»S'ils avaient trouvé des pains à cacheter dans mes cabinets, ce qui n'était guère possible à cause de mes belles

manières, je vous assure qu'ils n'auraient pas eu la tentation de les dérober pour les manger. A la suite de ce régime nouveau pour eux et qui était l'ancien régime pour moi, ils engraissèrent, ils s'égayèrent et s'embellirent; ils devinrent plus doux, plus confians, plus véridiques, et lorsque la Princesse ou le Prince de Montbarrey venaient les voir, ils ne s'y reconnaissaient plus. — Comment, disaient-ils, nos enfans mangent tout ce qu'ils veulent et n'en sont pas malades? ils sont devenus prodigieusement raisonnables!

»Les enfans qu'on fait manger dans leurs chambres et qu'on laisse manger à leur appétit, ne sont jamais gourmands. C'est la moralité de mon historiette.«

Glücklich waren demnach die Kinder Metternich dem Aushungerungs- und Entkörperungsſyſtem entgangen, was vielleicht nicht der Fall mit der Mutter, von welcher mir bekannt, daß ſie im J. 1807 nur 59 Pfund ſchwer. Sie, geborne Gräfin von Kageneck, mußte, bei den vielfältigen Abweſenheiten ihres Herren, vornehmlich mit der Erziehung der Kinder ſich befaſſen, von der zwar gar wenig bekanut. Ich weiß nur, daß derſelben ein eigens geſammelter Fonds beſtimmt, glaube gehört zu haben, daß Graf Clemens neben dem häuslichen Unterricht auch das Gymnaſium beſuchte, weiß aber von den Hauslehrern nur den einzigen Simon zu nennen. Der verdankte ſeine Ernennung dem Umſtand, daß er im Elſaß geboren, für die Gräfin demnach beinahe ein Landsmann war. Nicht allerdings glücklich iſt ſothane Wahl ausgefallen: von Simons pädagogiſchen Verdienſten habe ich nie gehört, wohl aber, daß er der eben im Werden begriffenen franzöſiſchen Revolution Enthuſiaſt, eingefleiſchter Jacobiner geworden iſt. Gar häufig kommen in den vornehmſten Häuſern dergleichen Mißgriffe vor, erinnere ich doch an la Harpe; glücklicherweiſe hat Simon keinen dauernden Einfluß auf ſeinen Zögling gewinnen können, wie ich das, anderer Umſtände nicht zu gedenken, aus einer dieſem entfallenen mündlichen Aeußerung ſchließe. Seit einem Vierteljahrhundert hatte er von Simon nichts gehört, als dieſer zu Paris ſich ihm vorſtellte, das traurige ihm gefallene Loos beklagend, die Vermittlung des vor-

maligen Schülers bei dem Herzog von Orléans anrief. Deſſen Töchtern gab Simon Unterricht in der deutſchen Sprache, gegen eine Remuneration von 1200 Franken jährlich. Daß dieſe verdoppelt werde, ſollte der Fürſt befürworten: das hat er auch gethan, „aber von dem ſchroen Kerl" nichts erhalten.

Der Unwillen über Ludwig Philipp, der zur Zeit jener Erzählung bereits den Thron beſtiegen hatte, riß den Diplomaten hin zu jenem leidenſchaftlichen Ausdruck, von eigentlicher Theilnahme für Simon ergab ſich hingegen nicht die mindeſte Spur. Schro, der Coblenzer Provincialismus, beweiſet, daß der Fürſt den in der Kindheit vernommenen Tönen nicht durchaus fremd geworden, wie auch aus ſeinem Geſpräch mit Görres zu ſchließen. Der hatte nach beendigter Audienz die Thüre beinahe erreicht, da wurde er zurückgerufen mit den Worten: „Sie haben aber die Coblenzer Sprache noch gar nicht vergeſſen. — Und es freut mich," entgegnete er, „mit Ew. Durchlaucht wenigſtens die eine Aehnlichkeit zu haben." In der That war in des Fürſten Organ, trotz allen Zuſätzen aus dem Wiener Dialect und dem Einfluſſe des vielſeitigen Verkehrs mit den gebildeteſten Kreiſen, die in Coblenz empfangene Grundlage nicht zu verkennen, während ſeinem Franzöſiſchen, bei aller Volubilität, eine deutſche, ich möchte ſagen allemanniſche, aus Straßburg herſtammende Färbung geblieben iſt.

Nach Straßburg war nämlich des Grafen erſter bedeutender Ausflug gerichtet. Der Mutter Vorliebe für dieſe Stadt mag wohl eher die Wahl dieſer Univerſität herbeigeführt haben, als der hohe Ruf, in welchem damals der Publiciſt Chriſtoph Wilhelm Koch ſtand. Doch haben deſſen Einfluß auf das Gemüth der Schüler dieſe allgemein anerkannt, und Metternich ſelbſt, ſeit 1788 Straßburger Burſche, hat ſich dieſes Lehrers jederzeit dankbar und in Hochachtung erinnert, in ganz anderer Stimmung als des auch für die Univerſität ihm gebliebenen Mentors Simon, ob er gleich dieſem im Laufe ſeiner akademiſchen Studien einen Genuß der eigenthümlichſten Art verdanken ſollte. Es war für alle Provinzen von Frankreich die Zeit der mehr oder minder blutigen Emeuten gekommen. Daß er eine ſolche anzuſehen wünſche,

äußerte der Graf, und ſofort machte der Mentor ſich anheiſchig, dieſes Vergnügen ihm zu verſchaffen. Die Anſtalten waren bald getroffen, an einem heitern Sommertag — das Wetter iſt für Emeuten, ja ſelbſt Revolutionen von der höchſten Bedeutung, Regen vorzugsweiſe wird ihnen tödtlich — wurde Graf Clemens einem Stübchen des Rathhauſes eingeführt, und vom Fenſter herab ſchaute er, wie gegenüber Patrioten ſich ſcharten, fortwährend ſich verſtärkend eine Katzenmuſik anſtimmten, darauf in ſteigender Begeiſterung dem nächſten Hauſe einbrachen, Fenſter und Thüren einſchlugen, die Einwohner mißhandelten, die Mobilien theilweiſe auf die Straße warfen, theilweiſe fortſchleppten, vermuthlich um ſie in Sicherheit zu bringen, das Holzwerk zu einem Scheiterhaufen ordneten, welchen zu vergrößern die nächſten fünf oder ſechs Häuſer beitragen mußten. Denn auch die wurden geplündert, gleich dem Hauſe des erſten Ariſtokraten. Schon bedrohte die Flamme, hoch aus dem Scheiterhaufen emporlodernd, einige andere Häuſer, da kam endlich herangezogen ein Trupp Nationalgardiſten, von einem Bürgergeneral befehligt, deſſen Anrede, beginnend mit dem Zauberwort Citoyens, dem einzigen, ſo über dem Höllenlärm der Neugierige vernehmen konnte, doch allmälig die Plünderer verſcheuchte.

Daß der Anblick von ſolchen Dingen, die Betrachtung der Weiſe, in welcher ſie herbeigeführt worden, dem jungen Manne einen unverlöſchlichen Eindruck hinterließen, läßt ſich nicht bezweifeln, einen ungleich tiefern Eindruck, als die Abhandlungen vom Katheder herab. Metternich, ſchreibt ſein Biograph, „ſtudirte, wie die Cavaliere jener Zeit (wohl auch der gegenwärtigen Zeit, wohl auch Nichtcavaliere) meiſtens ſtudirten, aus Zeitvertreib, hörte heut ein halbes Colleg, morgen ein ganzes, übermorgen keins, machte Partien zu Wagen und zu Pferde, ging auch ſchon in Dämmerſtunden heimlich in Liebchens Stübchen und geſtand in ſüßen melodiſchen Worten feurig die erſten Gefühle eines verlangenden Herzens.“ Daß hierzu der Mentor die erſte Anleitung gab, zweifle ich im mindeſten nicht nach den an dem Erzieher eines andern Jünglings gleicher Sphäre, an dem Abbé Horn gemachten Erfahrungen.

Das ultraliberale Treiben in Straßburg mag doch endlich die Gräfin beunruhigt haben; im Herbst 1790 rief sie den Sohn von dannen ab, und soll dieser, der Krönung Leopolds II in Frankfurt Zeuge, durch seine Schönheit schon damals die Aufmerksamkeit der Damen angezogen haben. „Auch ergraute Würdenträger waren davon berührt und gestanden laut ein, daß hier die Natur mit verschwenderischer Liebe gehandelt habe. Und dem war auch so: dieses feine Gesicht mit der sanft gebogenen Nase, umwallt von einem blonden, auf die Schultern sich ringelnden Haar, schwärmerisch belebt durch große blaue Augen, adelig und edel wie das Antlitz eines deutschen Ritterjünglings auf alten Gemälden; dazu eine stolze und doch in seltener Harmonie sich wiegende Figur, eine überraschende Sicherheit in jeder Bewegung, ein feiner Anstand im ganzen Wesen, und wenn die rothen, in sinnlicher Wölbung geschwungenen Lippen sich öffneten, eine Sprache, die zur ganzen vollendeten Erscheinung paßte und Ohr wie Herz gleich angenehm berührte (das mögen die ungerechten Detractoren des Coblenzer Dialects sich merken); in der That, eine solche Erscheinung hätte unter allen Umständen durch sich selbst und die mächtige Gunst gefühlvoller Frauen einen hohen Platz errungen, selbst wenn Name und Rang und Talent ihr gemangelt."

Dem vorübergehenden Aufenthalt in Frankfurt folgte der Besuch der Hochschule in Mainz, wo Clemens vier Jahre zubrachte, „weniger mit Studien, d. i. mit Hefteschreiben, denn mit fleißiger Ausbildung der hohen Cavaliereigenschaften ausgefüllt, wozu der glänzende Hof des Kurfürsten Erthal mit seinen schönen und geistvollen Frauen eine seltene Gelegenheit bot, besonders war es die galante Freundin Erthals (die Gräfin Coudenhove), welche sich des jungen Metternich annahm und ihn zuerst in die Schule der Frauen nahm, in der der spätere Staatskanzler die wahre Hochschule seiner Bildung erkannte." Er sollte der Diplomatie eingeführt werden, den Gesandtschaftsposten im Haag übernehmen, als die Ereignisse des J. 1794 des Vaters glänzende Stellung in Brüssel vernichteten, ihm die Ungnade des Kaisers und den Verlust seiner sämtlichen Besitzungen

auf dem linken Rheinufer zuzogen. Im Beginn von Ereigniſſen, durch welche ſeine nächſten Hoffnungen vereitelt werden ſollten, hatte der Sohn („ein guter aimabler junger Menſch von der niedlichſten verve, ein perfecter Cavalier," wie des alten Fürſten Kaunitz Zeugniß ſich ausdrückt) eine Reiſe nach England unternommen, der ſich ſofort nach dem Aufgeben der Niederlande der geſamten Familie Verzug nach Wien anſchloß. Ein volles Jahr war noch nicht verſtrichen, und es wurde am 27. Sept. 1795 dem Grafen Clemens angetraut des Fürſten Ernſt Chriſtoph von Kaunitz Tochter Maria Eleonore, geb. 10. Oct. 1775. Ihr Großvater, der Haus-, Hof- und Staatskanzler Wenzel Anton Fürſt von Kaunitz, war das Jahr zuvor, den 27. Juni 1794 mit Tod abgegangen, der Familie blieben aber die einflußreichſten Verbindungen, die ſicherlich nicht ohne Einfluß auf des jungen Metternich frühzeitige Beförderung, abgeſehen von dem ſchönen Beſitzthum der jungen Frau, die Herrſchaft Kojetein in der fruchtbaren Hana.

Der Verwendung der Kaunitz ſcheint auch Metternich, der Vater, ſeine Rehabilitirung verdankt zu haben, er wurde als kaiſerlicher Plenipotentiarius an die Spitze der Geſandtſchaft für den Reichsfriedenscongreß zu Raſtadt, 1798, geſtellt, während er als Director des katholiſchen weſtphäliſchen Grafencollegiums zu deſſen Vertreter den Grafen Clemens ernannte. Der war, berichtet Lang, „damals noch ein junger Mann von angenehmem Aeußern, ſehr höflich und durchaus nirgends vorlaut, daher auch wohl Niemand die große Rolle prophezeite, die er einſt als kaiſerlicher Staatskanzler ſpielen würde." Dagegen, fällt Hr. Schmidt-Weißenfels ein, „wußte man um ſo mehr und Ergötzliches von ſeinen Abenteuern mit Frauen zu erzählen, die auch als Ehemann in Auswahl zu lieben, dem Grafen Clemens, als perfecter Cavalier, nicht anſtößig erſchien, und in welcher Beziehung er, nach Art der Cicisbeos von Rom, mit ſeiner Gemahlin ein förmliches und beiden Theilen angenehmes Abkommen getroffen hatte, das in ſo frivoler Zeit nirgends und am wenigſten in der feinen Geſellſchaft Oeſterreichs Anſtoß erregte." Nur fürchte ich, daß in ſolchem Abkommen die gute Gräfin erlebte, was eine

in Coblenz ziemlich bekannte Frau im Geiſte vorherſah. Die hatte viel von den häufigen Untreuen ihres ungleich jüngern Ehemanns zu leiden und klagte einſtens einer Freundin, was ſo ſchmerzlich ſie drückte. „Ich würde ihm Gleiches mit Gleichem vergelten, einen Liebhaber mir anſchaffen," rieth die weltkluge Freundin. „O! ich kriege keinen, ich bin ja ſo ſchro," entgegnete die Troſtloſe. Schro iſt eigentlich ein pöbelhafter Ausdruck, Gebildete ſagen Schra.

In Bezug auf Liebſchaften waren Vater und Sohn Metternich lange ein Herz und eine Seele, „und thürmten ſich gar manchmal für den aimablen Grafen Clemens Verlegenheiten auf, ſo fand er im Vater gern einen erfahrenen Lehrer und Berather; oft freilich wurde dem alten Metternich ein wenig viel von der Naivetät ſeines Sohnes zugemuthet, denn es kam vor, daß Beide einem Gegenſtand der Liebe gleichzeitig huldigten und in erotiſchen Zuſammenkünften ſich gegenſeitig überraſchten. Doch dieſe Harmonie des Geſchmacks bot dem Leben einen pikanten Zuſatz von dramatiſchem Stoff, den denn auch Kotzebue, der ſich um jene Zeit in Wien aufhielt, einmal in ſeinem bekannten Luſtſpiel: Die beiden Klingsberge verwerthete, ohne daß die Originale noch die damalige Salonwelt ſich groß über ſolche Indiscretion verwundert hätte."

Im J. 1801 wurde Graf Clemens als Geſandter bei dem Hofe von Dresden accreditirt. Damals, wie heute noch, wurde für die Diplomatie nirgends eine wiſſenſchaftliche Baſis erfordert; ſie galt, in Oeſtreich zumal, „als eine angenehme Beſchäftigung desjenigen Adels, der Ehrgeiz oder Luſt zu Stellen und Aemtern beſaß, und man ſetzte voraus, daß ein Cavalier das nöthige Talent ebenſo wie den Rang und nothwendigen Reichthum mitbringe. Angenehmes Aeußere, Feinheit des Benehmens waren die einzigen Bedingungen, die man ſonſt noch zu ſtellen pflegte; wer noch mehr bieten konnte, war um ſo angenehmer. Das Recht von Gottes Gnaden war hier eben ſo ſtark vorhanden, wie bei den Souverainen, und die Kunſt zu regieren damals auch im Entfernteſten nicht ſo ſchwer, wie Unruhe und Anmaßung der Völker ſie jetzt gemacht." Um dieſes Syſtem hat

ſich auch nachmalen, 1857, der Fürſt gegen ſeinen Biographen ausgedrückt. „Ich habe keinen Ehrgeiz gehabt, ſondern der Wille des Kaiſers machte mich ohne mein Zuthun erſt zum Geſandten im Haag, dann in Dresden, ſo daß ich aus dem Salon ſogleich auf die höchſte Stufe des Staates trat. Es war dies keine Erhebung, denn meine Familie nahm mit den höchſten Rang der Geſellſchaft ein und ich hatte es nicht nöthig, Staatsſtellungen zu bekleiden; auch bin ich ſpäter nicht geſtiegen, denn ich wurde von Hauſe aus den höchſten Aemtern zugetheilt und habe ununterbrochen faſt ein halbes Jahrhundert in deren Genuß zugebracht. Wenn ich für meine Zeit eine große Bedeutung erhielt, ſo lag dies lediglich in meinen perſönlichen Eigenſchaften, und da ich auch zum Vergnügen Chemie und Geologie getrieben, ſo hätte ich vielleicht als Profeſſor dieſer Wiſſenſchaften ebenſo viel Glück wie als Staatsmann gemacht."

Uebermäßiger Anſtrengung bedurfte es in dem neuen Poſten nicht, der Dresdener Hof verharrte in der ganzen Zähigkeit der Inertie auf der ſeit dem bayeriſchen Erbfolgekrieg beliebten Abhängigkeit von Preuſſen, und darin ihn zu ſtören iſt dem Grafen Clemens nicht eingefallen. Gleichwohl hat er nachmalen Dresden als die eigentliche Wiege ſeiner ſtaatsmänniſchen Bildung angegeben: von anmuthigen Träumen war wenigſtens umgaukelt dieſe Wiege, bunte Abenteuer, Jagd- und Spielpartien mit Lord Minto, dem engliſchen Geſandten, mit den kurfürſtlichen Miniſtern von Loß und Boſe, Liebesaffairen mit dem kurfürſtlichen Hofe nahverwandten Damen, aus denen er nie Geheimniſſe machte, mit der Fürſtin Bagration, mit der Herzogin von Kurland, von der auch noch ſpäter Rede ſein wird. Aus dieſer Traumwelt ſollte Graf Clemens durch die politiſchen Ereigniſſe abgerufen werden. Oeſtreich ſchickte ſich an, das wie niemals bedrohte England gegen einen unwiderſtehlichen Eroberer in Schutz zu nehmen, ſuchte ſich aber für den verzweifelten Kampf durch Bündniſſe zu ſtärken. Zu dem Ende wurde Graf Stadion nach Petersburg entſendet, Metternich angewieſen, deſſen bisherigen Geſandtſchaftspoſten in Berlin einzunehmen, im Hochſommer 1803. Dort ebenfalls iſt er der fröhliche Lebemann ge-

blieben, wenn gleich der Ernſt der Situation ausſchließliche Hinneigung zu den Geſchäften zu gebieten ſchien. Indeſſen ſoll es ihm wiederholt gelungen ſein, halb und halb die Unſchlüſſigkeit des Königs zu überwinden, und nach Abſchluß des Potsdamer Vertrags vom 3. Nov. 1805, dem er ſehr förderlich geweſen iſt, konnte Preuſſens Theilnahme bei der Coalition kaum mehr zweifelhaft genannt werden. Am Ende brach ſich doch alles an dem Einfluſſe von Haugwitz und an einem in die Inſtruction für deſſen Sendung nach Wien aufgenommenen Punkt. Darin war im Intereſſe des Friedens nachgegeben, daß Oeſtreich Tyrol verliere, und hat die darüber empfangene Mittheilung den Kaiſer Franz beſtimmt, ſofort Frieden zu ſchließen, wie ſein Enkel in verwandter Situation zu Villafranca gethan hat. Daß Bayern, Würtemberger, Badener in dem unglücklichen Feldzug von 1805 unter den Fahnen des Reichsfeindes ſtritten, glaubte Metternich durch die Fehler der öſtreichiſchen Politik verſchuldet. „Wie kann man ſich denn nur einen Augenblick über den Abfall der ſüddeutſchen Fürſten wundern?“ ſagt er. „Man hätte wenigſtens ſeit dem Lunéviller Frieden aufrichtig und unaufhörlich daran denken müſſen, ihnen Vertrauen zu zeigen, ſich eine Vormauer aus ihnen zu bilden, den alten, bald offenen, bald heimlichen Erbkampf zwiſchen den Höfen von Wien und München gründlichſt zu beſchwichtigen, daß Bayern endlich im ruhigen Gleichgewicht eines wahren Mittelſtaates nimmer nöthig haben ſollte, gegen Oeſtreich ſtets den Schutz Frankreichs zu ſuchen.“ Mit den Geſchichten Arnulfs des Böſen und Kaiſer Ludwigs des Bayern, mit der Herzoge von Bayern Beziehungen zu Karl V, mit dem weſtphäliſchen Frieden, mit dem ſpaniſchen und öſtreichiſchen Erbfolgekrieg, mit der Neutralität von 1792 und ff. Jahren ſcheint er ſich nicht viel beſchäftigt zu haben, daß er aber den Charakter von Montgelas nicht erkannt hatte, iſt unverantwortlich. Eine der Folgen des Presburger Friedens war Stadions Ernennung zum Miniſter der auswärtigen Angelegenheiten. Deß Nachfolger in Petersburg ſollte Graf Clemens werden, das wünſchte Kaiſer Alexander, und er wurde auch im März 1806 von Berlin abgerufen, für die nordiſche Miſſion auserſehen.

„Doch Stadion, welcher den leichten und geſchmeidigen Charakter des Grafen ſehr wohl kannte, hielt ihn für geeigneter, die öſtreichiſchen Intereſſen Napoleon gegenüber zu vertreten, um ſo mehr, als ſich zu dieſem unangenehmen und vielen Uebermüthigkeiten eines hochfahrenden Siegers ausgeſetzten Poſten Niemand finden wollte."

In den Tagen der Stiftung des Rheinbundes begab Metternich ſich auf den Weg nach Paris, und war ungemein gnädig ſein Empfang bei dem Kaiſer, wie ſehr dieſer auch geneigt ſein mochte, den Vertreter einer jüngſt noch feindlichen Macht ſeinen Uebermuth empfinden zu laſſen. Napoleon ließ ſich ſogar herab, mit ihm über ſeine Jugend, die ſo auffallend contraſtire mit der Gravität des uralten Hauſes Oeſtreich, zu ſcherzen, und der Geſandte ſoll dem entgegnet haben: „Ew. Majeſtät waren bei Auſterlitz nicht älter als ich," ein ſchreckliches, ein ehrloſes Wort, ſo es geſprochen worden. „Neben der Gunſt des Kaiſers gewann Graf Metternich auch in den Salons perſönlichen Einfluß; ſeine Liebenswürdigkeit und Geiſtreichigkeit führte auch hier in der Hauptſtadt des Esprit dem lebefrohen Alcibiades liebeverlangende und mit Verſuchungen ſpielende Frauen zu, während die Höflinge ihn hoch wegen ſeines feinen Benehmens und ſeiner cavalieren Eigenſchaften ſtellten. Der Glanz, den er entfaltete, ſein Aufwand, ſein Haus waren überdies Urſachen genug, ihm die Gunſt eines Hofes zuzuwenden, der viel Gewicht auf dergleichen Attribute eines Geſandten legte. Genug, überall wo Metternich ſeine perſönlichen Eigenſchaften einſetzen konnte, feierte er Triumphe; nur gehörten dieſe dem Cavalier, nicht dem Geſandten." Wenig Glück machte er in diplomatiſchen Verhandlungen: nicht daß er an Talleyrand einen allzu überlegenen Gegner gefunden hätte, ſondern weil keine Möglichkeit, dem ſtarren Willen des Manues, vor dem Europa ſich beugte, zu gebieten. Talleyrand nicht, Napoleon hat den für Oeſtreich ſo nachtheiligen Vertrag vom 10. Oct. 1807 geboten; es mußte den langgedehnten Strich auf dem rechten Ufer des Iſonzo, ſamt dem wichtigen Gradiska abtreten, und für dieſes Stück der Erblande das venetianiſche Monſalcone, kaum ein Zehntel des Abgetretenen, annehmen.

Seit Anfang des J. 1808 hatte Metternich sich in einen Liebeshandel mit der Großherzogin von Berg eingelassen, die jedoch, seine Huldigungen hinnehmend, fortwährend mit Junot verkehrte, wie dessen Frau mit dem Gesandten. »Junot entretenait avec Madame Murat, qui n'était encore que grande-duchesse de Berg, des relations fort intimes, non qu'elle eût pour lui un goût véritable, mais elle espérait, en l'enchaînant par ses faveurs, l'amener à servir ses vues ambitieuses. En effet, elle ne songeait à rien moins qu'à ménager à son époux l'héritage de l'empereur dans le cas où il aurait été tué dans une de ses campagnes. Murat se flattait d'avoir pour lui l'armée. De son côté, l'impératrice Joséphine songeait au même héritage pour son fils Eugène Beauharnais; et les deux belles-sœurs sentaient réciproquement de quelle importance, le cas échéant de la mort de Napoléon, il serait d'avoir pour soi le gouverneur de Paris. Lorsque Bonaparte était à Tilsit, Joséphine invita Junot à déjeuner, et le sonda pour savoir ce qu'il ferait. Junot, embarrassé par le nom d'Eugène que mettait en avant Joséphine, fit une réponse évasive de manière à ne point se compromettre; mais s'il lui fut aisé d'éluder les insinuations timides de la pauvre impératrice, qui n'était plus d'âge à séduire personne, il n'en fut pas de même de la grande-duchesse Caroline qui était la plus agréable, sans contredit, des sœurs de Bonaparte. »»Elle était fort élégante, dit Madame d'Abrantès, ouvrait toujours le bal avec le gouverneur de Paris, jouait au wisk avec lui, montait à cheval avec lui, le recevait seul de préférence à tout autre; enfin ce pauvre gouverneur de Paris qui n'était pas un ange et dont la tête et même le cœur, pour être bien à moi et à ses enfants, n'en étaient pas moins accessibles à des impressions passagères, ne put résister aux séductions qui naturellement s'offraient à lui..; il devint amoureux avec passion... Les résultats de cette malheureuse affaire ont été la mort et le malheur de Junot..; il fut exilé: car le gouvernement ou vice-royauté de Portugal n'était autre chose qu'un *exil doré*.«« Madame d'Abrantès ne dit pas tout: elle aurait

pu ajouter une scène scandaleuse entre elle et son époux à propos de M. de Metternich, qui faisait marcher avec autant d'habileté que de bonheur une double intrigue avec Madame Murat et Madame d'Abrantès. Chacune des deux se croyait la seule aimée. L'empereur, voulant mettre fin à ces désordres, fit saisir par le moyen de sa police et tomber entre les mains de sa sœur une lettre que le galant diplomate adressait à Madame Junot. Madame Murat envoya au mari la lettre fatale. Junot, non content de traiter militairement son épouse infidèle, voulait appeler en duel son heureux adorateur. Marmont, son compatriote et son ami, lui représenta que ce serait jouer trop gros jeu: »»L'empereur, lui dit-il, a le plus grand intérêt à bien traiter M. de Metternich. Il n'est déjà pas trop satisfait de toi, je te conseille de ne pas l'irriter par une démarche peu sage. Les torts de Metternich sont de ceux qu'un homme d'esprit ne venge jamais directement.«« Puis il lui conseilla d'user de représailles à l'égard de l'ambassadrice. D'autres amis tinrent à Junot le même langage et finirent par le persuader; mais s'il se dirigea vers Madame de Metternich, ce ne fut que pour donner une preuve authentique de son ignorance des formes de la bonne compagnie. Il envoya un de ses aides-de-camp complimenter l'ambassadrice et la prier de passer chez lui, ayant, disait-il, une communication à lui faire. Madame de Metternich renvoya l'aide-de-camp avec la réponse que méritait l'insolence d'un pareil message. Junot comprit la leçon; mais marchant de sottise en sottise, il ne se rend chez l'ambassadrice que pour lui dénoncer platement l'infidélité de son mari, et lui porter sa tendre correspondance avec Madame Junot. Les lettres étaient sans signature; Madame de Metternich affecta de ne point les connaître, et congédia Junot en lui reprochant d'avoir manqué de délicatesse et d'égards. Elle se plaignit à Napoléon, qui envoya sur-le-champ chercher Junot, et lui reprocha sévèrement son peu de savoir-vivre. Le général, toujours brusque, et ne se soumettant qu'avec peine aux habitudes de respect qu'exigeait le nouvel em-

pereur, répondit: »»Vous allez voir qu'il faudra me laisser faire.... sans me plaindre. Je voulais assommer le beau fils, et lui passer mon sabre au travers du corps. Marmont qui se mêle de me donner des avis m'a retenu. Il fallait pourtant le punir. J'ai montré ses lettres à sa femme. J'aurais dû prendre ma revanche avec elle. — A la bonne heure, répliqua l'empereur, la vengeance eût été selon les règles de la bonne compagnie; celle que vous avez prise ne convient ni à un galant homme, ni à votre rang.«« Puis il ordonna à Junot de lui apporter toutes les lettres avant la nuit, ce qui fut fait; et le général, qui sans cet incident n'aurait peut-être pas emmené sa femme en ambassade, n'eut garde de la laisser à Paris. Au surplus, ce départ était une véritable disgrâce; Bonaparte n'ignorait pas la publicité de la liaison entre Junot et Madame Murat; il avait eu avec lui sur ce sujet une explication des plus vives, dans laquelle Junot s'était permis de répondre en matamore à l'égard de Murat.«

Metternichs Liebesliaiſon mit der Schweſter des Kaiſers wurde ſogar noch 1814, während die Alliirten in Frankreich, unterhalten, zum Erſtaunen von Lord Caſtlereagh, der ein Paar aufgefangene zärtliche Briefe Metternichs an die Gemahlin des Königs Joachim gerichtet, zu Troyes im Hauptquartier zu leſen bekam. Daß der Diplomat ſich bemühte, das vertraute Verhältniß mit einer dem Kaiſer ſo nahe ſtehenden Dame zu benutzen, um möglichſt dem Geheimniß von deſſen Entwürfen einzudringen, iſt eben ſo natürlich, als daß Napoleon auf den Einfall gerieth, die nämliche Verbindung in ſeinem Intereſſe auszubeuten. In einer großen Cour rief er der Schweſter zu: »Amusez ce niais-là! Nous en avons besoin à présent!« Ihm war es von Wichtigkeit, bei der unerwarteten Wendung, welche die Dinge in Spanien zu nehmen ſchienen, in dem Beginn einer neuen Aera, um die Entſchließungen des Wiener Hofs belehrt zu werden. Von beiden Seiten wurde jedes Mittel zur Anwendung gebracht, um das Räthſel zu löſen. Metternich ſoll Verbindungen mit Fouché und Talleyrand, den beiden Malcontenten angeknüpft,

von ihnen wichtige Belehrungen über die wahre Stärke und Lage des Rieſen, der ſich beigehen ließ, Europa erdrücken zu wollen, empfangen haben. In Beziehung auf Fouché hat Napoleon geäußert: »qu'il était sûr de trouver son vilain pied dans les souliers de tout le monde«; von dem andern iſt es ausgemacht, daß es ſeine ausgezeichneteſte Gabe, Reſultate, denen er durchaus fremd, ſich anzueignen. Beſtimmtere Aufſchlüſſe über den Einfluß, welchen der beiden Celebritäten Mittheilungen auf Metternichs Anſichten geübt, und ob ſie ihm die Ueberzeugung beigebracht haben, daß nie eine günſtigere Zeit kommen würde, um mit Napoleon anzubinden, wären daher höchſt wünſchenswerth.

In Paris waren Metternichs officielle Beſchäftigungen ziemlich einfacher Natur: er hatte die Beſchwerden des Wiener Hofs über die Occupation von Rom, die Uſurpation der drei öſtlichen Legationen und über die ſpaniſchen Angelegenheiten anzumelden; andererſeits mußte er fortwährende Klagen über Oeſtreichs zweifelhafte Anhänglichkeit zu dem Continentalſyſtem, über deſſen ausgedehnte, mehr und mehr erſtarkende Rüſtungen vernehmen. Ueber dieſen Punkt namentlich entſpann ſich zwiſchen Champagny und Metternich eine Correſpondenz von anfangs confidentiellem, dann officiellem Charakter. Metternich läugnete keineswegs, daß ſein Hof rüſte, erklärte aber zugleich, daß dieſer nur Vertheidigung bezwecke, daß Oeſtreich nicht an Feindſeligkeiten denke; man beabſichtige einzig auf Grund der gemachten Erfahrungen die militairiſche Organiſation der Monarchie zu verändern, worin Frankreich weder zu Beſchwerden, noch zu Beſorgniſſen Grund finden könne. Am 15. Aug. 1808, in großer Cour die Gratulationen für Namens- und Geburtstag empfangend, vergaß ſich der eben aus Spanien zurückgekehrte Napoleon zu einem wüthenden Ausfall gegen den neapolitaniſchen Geſandten, Marcheſe del Gallo: der ſei es, durch welchen er ſich verleiten laſſen, zu Leoben Waffenſtillſtand, zu Paſſeriano dem darniederliegenden Oeſtreich Frieden zu bewilligen, ſeine Königin Karoline, die unermüdliche Megäre der Zwietracht, ſei nicht nur die erſte Meſſaline des Jahrhunderts, ſondern auch eine Tribade. — Welche Königin Karoline hierunter zu verſtehen, hätte billig ein

Zweifel aufgeworfen werden können. Gallo konnte nicht mehr der Gesandte K. Ferdinands IV, des Gemahls der Erzherzogin Karoline, »qui avait cessé de régner,« sein, sondern muß den K. Joachim vertreten haben, der mit Karoline Bonaparte verheurathet, durch Dekret vom 15. Jul. 1808 zu dem Thron von Neapel berufen worden.

Zu subtil und zu gewagt wäre aber dergleichen Distinction den dort versammelten Staatsmännern gewesen. „Solcher unerhörten Beschimpfung eines Gesandten folgte eine ängstliche tiefe Stille des gesamten Hofes, der ahnete, daß das Ungewitter erst sein Vorspiel gehabt und seine Entladung nachfolgen werde. Unwillkürlich richteten sich Aller Blicke auf Metternich; denn wem anders als dem östreichischen Gesandten konnte der Hieb gegolten haben? In der That ging der Kaiser schnell, mit zusammengekniffenen Lippen und funkelnden Augen auf den östreichischen Gesandten los, nahm ihn, so sagte man, bei der Brust und fragte zornig: Was will denn Ihr Kaiser? — Er will, daß Sie seinen Gesandten respectiren, antwortete Metternich mit großer Geistesgegenwart," in scharfem Gegensatz zu dem, was sich in verwandter Situation am 1. Januar 1859 zu Paris ereignete.

Napoleon stutzte einen Augenblick, zog die Hand zurück, fuhr dann fort: „Meine Heere haben zwar jenseits der Pyrenäen einigen Verlust erlitten, doch werden, ehe das Jahr ablauft, keine Punkte in Spanien oder Portugal mehr aufständig, meine Adler in Lissabon und Cadiz aufgepflanzt, die scheußlichen Leoparden, deren Tritte noch das Festland besudeln, ins Meer gesprengt sein. Ich fordere gleichzeitig drei Conscriptionen ein, nicht nur um den spanischen Krieg schnell zu beendigen, sondern auch um Oestreich, mit dem ich übrigens in keiner Irrung mich befinde, Schach zu bieten. Nachdem Frankreich vier weit mächtigere Coalitionen besiegt hat, wird es gewiß auch vermögen, nöthigenfalls zugleich gegen Oestreich und Spanien siegreich die Waffen zu erheben. Die Kriege auf dem Continent haben jedesmal meine Macht gesteigert, England gröblich in seinen Hoffnungen getäuscht. Vergißt das Wiener Cabinet, aufgehetzt durch die Reichsritter und seine eigenen Aristokraten, daß ich den Kaiser Franz

an meinem Bivouac in Mähren begnadigt, und den ruſſiſchen Pralern vergönnt habe, friedlich abzuziehen, ſo hat das Haus Lothringen, ſo vieler übermüthigen Großofficiere von Frankreich Wiege, aufgehört zu regieren." Kaltblütig hielt Metternich das Sturzbad aus, und es folgte eine zweite Entladung, die noch gefährlicher ausfallen konnte. In ſchneidendem Ton verwies ihm Napoleon ſeine Conferenzen mit Fouché und Talleyrand, mit Führern der ſpaniſch-portugieſiſchen Oppoſition, mit Infantado, San Carlos, Caſtelfranco, Lima, Palmella, durch welche er ſich zu den falſchen Berichten an ſein Cabinet habe verleiten laſſen. Nichts brachte den Interpellirten aus der Faſſung.

„Wer greift Sie an, daß Sie an Vertheidigung denken?" fuhr nach einer Pauſe Napoleon fort. „Wer bedroht Sie, daß Sie glauben können, nächſtens angegriffen zu werden? Beſteht ſeit dem Presburger Frieden zwiſchen uns die mindeſte Uneinigkeit? Und doch erlaſſen Sie Proclamationen, zur Vertheidigung des Vaterlandes aufrufend .... Halten Sie die Gelegenheit etwa für günſtig? Sie irren. Meine Politik iſt einfach, weil redlich, weil ich das Bewußtſein meiner Kraft habe. Ich will 100,000 Mann nach Spanien ſchicken, werde aber gleichwohl im Stande ſein, Ihnen die Spitze zu bieten. Sie rüſten, ich werde rüſten. Sie werden keine Macht des Feſtlandes für ſich haben. Der Kaiſer von Rußland wird Sie zur Ruhe ermahnen, das wage ich in ſeinem Namen Ihnen zu erklären. Ihr Kaiſer will, das glaube ich, den Krieg nicht; ich traue dem Verſprechen, ſo er bei jener Unterredung mir gab. Ich hatte ſeine Hauptſtadt, den größten Theil ſeiner Provinzen eingenommen, gab faſt Alles zurück. Glauben Sie, daß ein glücklicher Sieger, von Paris Meiſter, die gleiche Mäßigung bezeigt haben würde? Sicherlich nicht. Ihr Kaiſer will den Krieg nicht, Ihr Miniſterium will ihn nicht, und doch iſt die Bewegung, durch Sie hervorgerufen, ſo ſtürmiſch, daß der Krieg bald gegen Ihren und meinen Willen ausbrechen wird. In einer Proclamation haben Sie verboten, vom Krieg zu ſprechen. Man glaubt aber den Thatſachen, nicht der Proclamation." Alles das hörte Metternich in der bewundernswürdigſten Faſſung, daß Napoleon ſelbſt zugeben mußte,

er habe in ſeltener Unerſchrockenheit den Sturm beſtanden, auch von dem an ſich einigermaßen befliſſen zeigte, das für den Grafen perſönlich Beleidigende durch Freundlichkeit und Anwandlungen von Vertraulichkeit auszugleichen.

Indeſſen wurde ſeit dem Erfurter Congreß die Spannung zwiſchen Wien und Paris immer bedenklicher, Metternichs Stellung immer peinlicher. Er ſollte beruhigen, täuſchen, friedliche Verſicherungen geben, und die Thatſachen ſtraften ihn der Lüge. Es wurde ihm letzlich eine beſtimmte Erklärung abgefordert, welche zu geben, er ſein Unvermögen bekannte, ſie einzuholen, müſſe er nach Wien reiſen. Das that er im Dec. 1808, vielleicht nur, um ſich zu überzeugen, daß für den Krieg Alles vorbereitet ſei; nach Paris zurückgekommen, blieb er ſtumm, die verheißene Erklärung ſchuldig. Das wußte Napoleon zu würdigen, er verhandelte nicht mehr mit Metternich, ſprach nicht mit ihm, ignorirte ihn. Perſönliche Angriffe konnte der Geſandte aushalten, ſolches Ignoriren war ihm unerträglich. Am 2. März 1809 dem Miniſter Champagny Oeſtreichs Kriegsbereitſchaft officiell notificirend, fragte er höchſt naiv: „Weshalb hat der Kaiſer nicht mit mir geſprochen?“ und Champagny entgegnete: „Der Kaiſer ſpricht nicht mehr mit Ihnen, weil er lange vergeblich mit Ihnen ſprach, und weil Sie durch trügeriſche Verſprechungen bei ihm den Einfluß verloren haben, den man einem Geſandten zugeſteht.“ Bei einer andern Gelegenheit, da er nochmals die Beſchwerden ſeines Hofs vortrug, klagte Metternich, daß man im täglichen Verkehr ihm ſelbſt nicht mehr die Rückſichten bezeige, die ein Geſandter Oeſtreichs verlangen könne, und Champagny erwiderte: „Der Kaiſer zürnt dem Grafen Metternich nicht. Ihr Hof allein, indem er ſeine Verſprechungen nicht erfüllte, hat die Würde Ihres Charakters verletzt.“

Bereits war der franzöſiſche Geſandte von Wien abgerufen, Metternich blieb zu Paris, und übergab ſeines Hofs Erklärung vom 27. März, in welcher, unter herben Anklagen, die von Rußland und Frankreich gebotenen Garantien, falls Oeſtreich Frieden halten würde, zurückgewieſen, und mit der Eingabe dieſes Ultimatums beinahe gleichzeitig überſchritten öſtreichiſche Heere den

Inn und die Etſch. Harte Unfälle erwarteten ihrer in Bayern, Wien war von den Franzoſen beſetzt, und Metternich verharrte immer noch in ſeiner frivolen, fröhlichen Stimmung, den Pariſern zu argem Scandal. Den 24. Mai endlich verlangte er ſeine Päſſe, deren Ausfertigung doch mancherlei Schwierigkeiten begegnete, indem er nur erſt den 2. Jul. unter militairiſcher Escorte zur Vorpoſtenlinie bei Komorn gebracht wurde, wo dann ſeine Auswechslung gegen das in Ungern zurückbehaltene franzöſiſche Geſandtſchaftsperſonal erfolgte. Sofort begab er ſich nach Wolkersdorf in das kaiſerliche Hauptquartier.

Mit Abſchluß des Waffenſtillſtandes von Znaim, 12. Jul. wurden Friedensunterhandlungen eingeleitet, die in Ungriſch-Altenburg zum Abſchluß gebracht werden ſollten. Die Bevollmächtigten waren Graf Metternich und Graf Nugent öſtreichiſcher, Champagny franzöſiſcher Seits. Die Verhandlungen wurden den 17. Aug. eröffnet, von Metternich mit lebhaften Klagen über die Behandlung der von den Franzoſen überzogenen Provinzen. Seine Abſicht war, Zeit zu gewinnen. In der That wurde in den zwölf erſten Sitzungen nichts von Belang erreicht. Aber dieſe Taktik war auf die Dauer nicht zu verfolgen und alle Kunſt und Geſchicklichkeit vermochte nichts gegen den eiſernen Willen eines Siegers, der ſich in durchaus veränderter Situation zu Prag und Châtillon nicht minder unbeugſam ergab. Nachdem ſchon das Project einer Abdankung des Kaiſers Franz auf die Bahn gebracht worden, gewannen die Unterhandlungen einen beſſern Verlauf, nur wurden ſie nicht in Altenburg fortgeſetzt, ſondern unmittelbar zwiſchen den beiden Kaiſern, und ergab ſich als ihr Reſultat der Wiener Frieden vom 14. Oct., neben der Abtretung weiter Provinzen, dem unterliegenden Theile abermals ungeheure Opfer in Geld auferlegend.

Noch während der in Altenburg gepflogenen Unterhandlungen zum Staatsminiſter ernannt, übernahm Graf Metternich am 8. Oct. das bis dahin von Stadion geführte Portefeuille der auswärtigen Angelegenheiten. „Könnte ich dieſen abgründlich leichtſinnigen Lebemann eines ſo ernſten und feſten, faſt altrömiſchen Gedankens fähig erachten,“ zürnte Stadion, auf Metternichs Antheil bei Ausbruch des Kriegs von 1809 deutend, „ich

hätte wahrhaftig geglaubt, er habe dieſe Rieſenglut entzündet, die jetzt in ihrer Aſche noch furchtbar drohend verglimmt, blos in der Gier, mein Porteſeuille an ſich zu reißen und auf meinem Platz zu ſtehen." Sehr bald ergab ſich, daß er eine der Richtung des Vorgängers ſchroff entgegengeſetzte Politik verfolgen werde. In der Erſchlaffung, welche die Folge außerordentlicher Anſtrengungen zu ſein pflegt, hatte insbeſondere unter der Generalität und dem Hofadel die Anſicht Platz gewonnen, daß jede fernere Auflehnung gegen die Napoleoniſche Herrſchaft eitel Thorheit, und fortan Oeſtreich ſeine Blicke dem Oſten zuzuwenden habe. Bei der Ohnmacht der Türkei ſei es nicht allzu ſchwer, in der Eroberung der Donaufürſtenthümer Erſatz für das Verlorne zu finden, ſollte auch die Ausſicht eines ſolchen Erfolgs die Wiederherſtellung Polens, die Abtretung Galiziens, einen Krieg mit Rußland erfordern. Da man glaubte, Napoleon beabſichtige jene Wiederherſtellung, ſo zweifelte man nicht, daß er auf dieſe Bedingungen die Eroberung der Donaufürſtenthümer erleichtern würde. Unter allen Umſtänden hielt es die Partei für vortheilhaft, ſich mit Napoleon zu verbünden, gegen Rußland Front zu machen. Sie bedachte nicht die unmäßige Ausdehnung einer Linie, die weit über die Naturgrenze, die ſiebenbürgiſchen Alpen hinausreichend, zu einem hoffnungsloſen Vertheidigungskrieg gegen den nordiſchen Nachbar führen, Oeſtreich in die Rolle verſetzen würde, welche nach Napoleons III wunderlicher Conception das improviſirte Reich der Rumänen, die vermeintliche eherne Mauer gegen Rußlands Vergrößerungsentwürfe, übernehmen ſoll. Wenn Oeſtreich dereinſt berufen ſein ſollte, einen Kampf auf Leben und Tod mit den Moskowitern auszufechten, ſo hätte er nicht der Wallachei und Moldau, ſondern ungleich höhern Zwecken, der Wiederherſtellung des Reichs der Jagellonen, des Katholicismus an Dnieper und Düna zu gelten, Ideen, wildfremd den Kreiſen, in welchen Metternich ſich bewegte, gleichwie er zu ſcharfſinnig, um die Monarchie mit den vorläufig für ſie durchaus werthloſen Donaufürſtenthümern belaſten zu wollen.

Anders verhielt es ſich mit den übrigen Plänen jener Partei. In dem Gedanken eines franzöſiſchen Bündniſſes leuchtete dem

Miniſter wohl der einzige Hoffnungsſtral für die Erhaltung des in ſeinen Grundfeſten erſchütterten Staats, ohne daß darin eine Erinnerung an die berühmte oder berüchtigte Allianz vom 1. Mai 1756, abgeſchloſſen zu einer Zeit, da von Frankreich weder etwas zu hoffen noch zu fürchten war, geſucht werden darf. Die Annäherung zu Napoleon, die ſomit die Baſis für Metternichs Politik werden ſollte, hat nur als Nothbehelf zu gelten, als ein Haſchen nach der Zukunft, als ein Verſuch, deſſen Erfolg ſich nicht im Geringſten vorausſehen ließ. Aber in der Lage der Dinge mußte der momentane Vortheil den Ausſchlag geben, und den zum Guten zu wenden, wurden Napoleons Heurathsprojecte das wirkſamſte Mittel. Es unterliegt keinem Zweifel, daß Metternich und eine ſtarke, ihm zur Seite ſtehende Partei am Wiener Hofe die Bewerbungen des Imperators um die Hand einer ruſſiſchen Großfürſtin mit Schrecken verfolgten, denn ſolche Vermählung beſiegelte die franzöſiſch-ruſſiſche Allianz und warf Oeſtreich aus allen ſeinen Bahnen. Daher hatte man kaum, Ausgang Januar 1810, in Wien Kenntniß erlangt von den Schwierigkeiten, welchen Napoleons Freiwerberei in Petersburg begegnete, als der Geſandte zu Paris, Fürſt Schwarzenberg angewieſen wurde, dem Herzog von Cadore (Champagny) bei paſſender Gelegenheit mitzutheilen, daß Kaiſer Franz gern bereit ſei, dem Beherrſcher von Frankreich ſeine Tochter zu geben. In überraſchender Haſt kam Napoleon dieſem Antrag entgegen: im Anfang Februars war bereits die Unterhandlung mit dem ruſſiſchen Hofe abgebrochen, die mit Oeſtreich gepflogene dem Abſchluß nahe. Am 7. März that Marſchall Berthier die feierliche Anwerbung, der am 11. die Trauung par procureur, den 13. die Abreiſe der jungen Kaiſerin folgte. Sie begleiten zu dürfen, hatte Metternich gewünſcht, und durch die Geſandtſchaft dieſen Wunſch anmelden laſſen. Es wurde ihm den 25. Febr. geantwortet, der Kaiſer werde ihn gern ſehen, nur möge er zu ſeinem Vergnügen, nicht als officieller Begleiter der Kaiſerin reiſen. Durch den Wink ließ er keineswegs ſich abſchrecken. Den 1. April traf er zu Compiègne ein, wo er der eigentlichen Trauung beiwohnte, dann beſchäftigte er ſich mit der Erneuerung alter Bekannt-

·chaften, mit der Sondirung des Terrains in Bezug auf die projectirte Allianz, mit der Ausgleichung einiger aus dem Friedensvertrag vom 14. Oct. 1809 sich ergebenden Schwierigkeiten. In dieser Hinsicht gelang es ihm zu erwirken, daß ein Contributionsrest von zwölf Millionen in monatlichen Raten abzutragen, was bei der fortdauernden Geldnoth eine Erleichterung von einigem Belang, dann wurde die Verpflichtung erlassen, daß Oestreich nicht über 150,000 Mann unter den Waffen haben dürfe, daß also äußerlich wenigstens die Ehre und Unabhängigkeit der Monarchie hergestellt ward. Daß aber bei dieser Gelegenheit die unter Sequester gelegten Besitzungen des Fürsten Metternich, desgleichen der Schwarzenbergischen Familie am Rhein und in den Gebieten des Rheinbundes der Kaiser freigegeben habe, wird nur von den Bundesstaaten zu verstehen sein, denn gerade um diese Zeit wurde das in den französischen Departements Rhein- und-Mosel, Saar und Donnersberg belegene Metternichische Eigenthum definitiv den Staatsdomainen einverleibt.

Am 10. Oct. 1810 kehrte der Graf nach Wien zurück. Dort hätte eine klaffende Wunde, die steigende Unordnung in den Finanzen, die sorgfältigste Pflege erfordert. Den Grund des Uebels hatte der Minister des Auswärtigen gar wohl erkannt, wie das aus Anekdoten, die er nicht selten erzählte, sich ergibt. Der Finanzminister Graf Joseph von Wallis, doch endlich, vorzüglich durch Metternichs Bemühungen, von einem Posten entfernt, welchen auszufüllen er durchaus unfähig, wurde in Betracht seiner darin erworbenen Verdienste zum Präsidenten der obersten Justizstelle ernannt. Als solcher erhielt er durch Couriergelegenheit, gleich nach Mitternacht, den berühmten, von K. Ludwig XVIII gestifteten, dem Gonzenheimer Bennel gleichgeachteten Lilienorden. Augenblicklich mußte alles, was von dienstbaren Geistern vorhanden, ausrücken, um, durch die weite Stadt sich verbreitend, die Herren von der Justizstelle zu dem Hrn. Präsidenten zu rufen. Stunden vergingen, bis sie insgesamt vereinigt, eine weitere Stunde noch brachten sie in der gespanntesten Erwartung gähnend zu. Dann endlich öffnete sich die Flügelthüre, und es trat unter sie der Minister, den Lilienorden

dem Schlafrock angeheftet, ſprechend: „Sie ſehen, meine Herren, die neue Auszeichnung, welche ich der Gnade des Königs von Frankreich verdanke; ich habe Sie in Kenntniß ſetzen wollen von dem mir gewordenen Glück und wünſche Ihnen geruhſame Nacht.“ Minder beſchwerlich war ein anderer Dienſt, den von ſeinen Räthen der Präſident forderte. Er hielt auch im Alter ſich für den vollendeteſten Reiter, und glaubte mit ſeinen Reitkünſten Aller Augen auf ſich ziehen zu können. Aber die Bewunderung verſagte ihm das eigenſinnige Publicum; dafür ſich zu entſchädigen, hat er ſeinen Räthen und Expedienten zur unwandelbaren Pflicht gemacht, jedesmal, wenn er zu Gaul ſteigen wollte, zu erſcheinen und in Begeiſterung dem kühnen Roßbändiger ihren Beifall zu bezeigen. Solchen Händen hat, wie geſagt, Metternich das wichtige Departement, die eigentliche Quelle des Staatslebens entwunden, aber weiter haben ſich nicht erſtreckt, konnten ſich vielleicht, nach Maasgabe ſeiner Stellung, ſeine Verdienſte um die Finanzen nicht erſtrecken, abgeſehen davon, daß ſie in der Regel für Staatsmänner, wie für Rechtsgelehrte ein verſchloſſenes Buch bleiben.

In Erwartung von Dingen, die da kommen ſollten, in mancherlei Vorbereitungen wurde das Jahr 1811 zugebracht. Das Cabinet der Tuilerien blickte mit einigem Mißtrauen auf das bunte Treiben in Wien, ließ ſich jedoch durch ſeinen Geſandten Otto beruhigen, der auch nicht anſtand, der Anfrage Champagnys, ob der tiefverſchuldete Graf Metternich ein Geſchenk Napoleons annehmen möchte, die Verſicherung entgegenzuſetzen, daß es einer Beſtechung keineswegs bedürfe, indem der Graf aus perſönlicher und politiſcher Ueberzeugung der Sache des großen Kaiſers ergeben ſei. In gleichem Sinne äußerte ſich nachmalen Bignon: „Der leichtfertige Mann (Metternich) war keineswegs ein falſcher, der Verſchwender kein beſtechlicher, und der, welcher für das Vergnügen allen Nationen angehörte, blieb 1811 und theilweiſe 1812 in der Politik Franzoſe.“

Für den ruſſiſchen Krieg ſich bereitend, fand Napoleon es nöthig, ſich der Beihülfe von Oeſtreich und Preuſſen zu verſichern. Nachdem er gleich nach der Heurath die ihm nahe ge-

legte Allianz mit Oeſtreich in gewiſſer Hochmüthigkeit abgelehnt hatte, fand er ſich das Jahr darauf in dem Falle, ſie zu ſuchen, ſchon um das Bemühen Rußlands, mit dem Wiener Hof wieder in freundliche Beziehungen zu treten, gleich im Beginn zu vereiteln. Metternich übereilte ſich nicht, das angebotene Bündniß einzugehen. Er zögerte, in der Abſicht, für den im Anfang geringen Preis eine Erhöhung zu erhalten, verhandelte, redigirte faſt ein Jahr. Das Bündniß, laut deſſen Oeſtreich einzig für den Krieg mit Rußland ein Hülfscorps von 30,000 Mann ſtellen ſollte, die unzertrennbar, ſtets ein eigenes Armeecorps ausmachen würden, kam den 14. März 1812 zu Stande.

Zu Sitz gelangt in dem Parterre von Kaiſern und Königen, welchem am 16. Mai 1812 Napoleon in ſeiner vollen Herrlichkeit ſich zeigte, will Metternich damals ſchon an das nahende Verderben des Weltſtürmers geglaubt, und auf dieſen Glauben ſeine fernere Politik gebaut haben. Er äußerte, ſeinem Biographen gegenüber: „Ich kam zweimal in Dresden mit Napoleon zuſammen, und jedesmal am Vorabend der größten Ereigniſſe; das erſte Mal, im Jahr 1812, ſtand Napoleon auf der Höhe ſeines Glücks, und ich glaubte nicht mehr daran; das zweite Mal, 1813, fand ich ihn am Rande des Abgrunds und zeigte ihm denſelben. Ich konnte nach den Unterredungen, die ich mit ihm 1812 in Dresden hatte, nicht daran zweifeln, daß der Kaiſer nicht mehr derſelbe war wie früher; er beſaß eine Heftigkeit, die aus der Selbſtunſicherheit entſpringt, eine Unſtätigkeit der Gedanken, die ſich auch im Blicke offenbarte und welche gewöhnlich bei einem Genie die Furcht vor dem eigenen Untergang bedeutet.“ Sollte in dieſen Worten angedeutet werden, was mir nicht klar, daß Metternich bereits im Mai 1812 eine Ahnung von dem Zuſammenſturz des Kaiſerthums gehabt habe, ſo möchte ich ihn wohl einer Selbſttäuſchung bezüchtigen, die einem lebhaften Wunſch entſprungen, allgemach unter der Gewalt der Ereigniſſe ſich zu dem Gedanken ausbildete, er habe das Alles vorausgeſehen. Als Oeſtreich der Coalition beitrat, ſtellte ſein Vertreter keinerlei Bedingungen auf, wie dringend nothwendig dergleichen z. B. in Bezug auf Weſtgalizien geweſen wären, er

durfte nur fordern, hat aber nichts gefordert, weil er die Möglichkeit eines glücklichen Kriegs nicht ahnte.

Nach Wien zurückgekehrt, hätte der Miniſter zunächſt mit ſeinem Herren um die einzuhaltende Richtung ſich verſtändigen müſſen, wäre er nicht gewohnt geweſen, die eignen Ideen denen des Kaiſers unterzuordnen, wie entſchieden ſie auch den ſeinigen entgegenſtehen mochten. Daraus erklärt ſich alle ſogenannte Metternichiſche Politik. „Scharfſinnig, gewandt, ausgeſtattet mit allen Vorzügen der äußern Form und Wohlgefälligkeit, war der Graf doch viel zu wenig ein Staatsmann, der für eine große Idee ſich aufzuopfern verſtand, und ein viel zu großer Hofmann, um ein politiſches Syſtem ſchaffen zu können. Er konnte das Gegebene dekoriren und ausbauen, theils ganz nach den Angaben des Bauherrn, theils nach eigenen Ideen; doch war es ihm ewig fern, die Feſtigkeit und innere Geſundheit, die Nützlichkeit und Schönheit in etwas Anderem als der äußern Wirkung und im Erfolge zu finden.

„Kaiſer Franz war es, der die Unterlage Deſſen gab, was Metternich ſpäter in nach ſeiner Weiſe ausgeſchmückten Vervollkommnung ſein Syſtem nannte. Der Kaiſer war ein ſtarrer, autokratiſcher Geiſt, ein unverſöhnlicher Feind der Revolution, erfüllt von dem Weſen der Grundſätze ſeiner Dynaſtie, die er als politiſches Syſtem aufſtellte. Er beſaß eine eiſerne Conſequenz, um ſeinen Zweck zu erreichen, und wich er auch, durch die Noth der Umſtände gezwungen, öfter von der geraden Bahn ab, ſo war er doch weit entfernt, das Ziel aus den Augen zu verlieren. In ihm repräſentirte ſich unter einfachem, ſchlichten Weſen das fürſtliche Patriarchenthum, das ſeinen Willen Niemanden unterordnete und nach eigenem Ermeſſen das Größte und Kleinſte im Reich zu beſtimmen liebte. Er war, wie Ludwig XIV, der Staat; in ihm identificirte ſich Oeſtreich, und ſeine Intereſſen ſollten die ſeines Reiches ſein.

„Ein unabhängiger, mit ſelbſtſtändigen Grundſätzen erfüllter Miniſter würde mit einem ſolchen Charakter in allzu viele Widerſprüche gekommen ſein, um lange das Vertrauen und die Sympathien des Kaiſers als vornehmſter Rathgeber zu beſitzen. Der

Geſchmeidigkeit und eigenen Unfertigkeit, wie ſie Metternich beſaß, war es allein möglich, nicht nur während der großen Kriſis von 1812 bis 1813, ſondern auch während der übrigen Zeit von Kaiſer Franzens Regierung das Ruder des Staatsſchiffes zu führen. Er that es auf und nach des Kaiſers Befehl, anfangs widerſtrebend und gegen die eigenen Anſchauungen, ſpäter aus wirklichem Intereſſe. Wie ſich der Kaiſer erſt allmälig zu ſeinem Miniſter hingezogen fühlte und ihm einen wirklichen Einfluß auf ſich geſtattete, ſo arbeitete ſich auch Metternich erſt nach und nach in die Prinzipien und Anſichten ſeines Herrn hinein, um ſie dann theils mit den ſeinigen zu identificiren, theils dieſelben doch als die eigenen auszugeben. Erſt ſpäter, nach dem Wiener Congreß, ließ der Kaiſer ſeinem Miniſter freie Hand hinſichtlich der auswärtigen Politik, während für die innere Verwaltung ſeine Stimme nur ſelten entſcheidend war und Kaiſer Franz, der ſo viel arbeitete, daß er ſich ſelbſt für einen ſehr brauchbaren Hofrath hielt, dieſe Angelegenheiten meiſtens allein erledigte.

„Metternich hatte freilich die Alliance mit Napoleon auch nicht für mehr als einen politiſchen Schachzug angeſehen; indeſſen ſeit der Vermählung hatte er ſich ſchon daran gewöhnt, in dem Anlehnen an Frankreich Oeſtreichs Kräftigung zu ermöglichen. Er war zu furchtſam und zu klug, ſich den Gefahren eines Krieges auszuſetzen; er liebte ſeine Stellung zu ſehr, um nur im äußerſten Nothfall und bei der möglichſten Garantie von Vortheilen ſich zu entſchloſſenen Handlungen zu verſtehen. In der Alliance mit Napoleon erkannte er, wenn auch kein Glück, ſo doch einen Vortheil Oeſtreichs, und ehe nicht des Weltbezwingers Geſtirn erbleichte, war Metternich nicht Willens, aus dem Gefolge des franzöſiſchen Kaiſers zu verſchwinden. In dieſer Hinſicht harmonirte er vollkommen mit ſeinem Gebieter; nur brachte dieſer dem momentanen Bündniß mit ſeinem Schwiegerſohn ſeinen Haß und ſeine Sehnſucht nach Vergeltung zum Opfer, während die Metternichſche Natur zu ſchwach und biegſam war, um Gefühlen des Haſſes und der Rache jemals Raum zu gönnen. Er meinte es bis zu einem gewiſſen Punkt ehrlich mit Napoleon, deſſen Genius er bewunderte und den er, nach ſeinen conſerva-

tiven Anſchauungen, als etwas Exiſtirendes erhalten wiſſen wollte. Kaiſer Franz fühlte ſich in ſeiner Souverainität ſelbſt bei zu erzielenden Vortheilen viel zu ſehr durch die in der Noth eingegangene Alliance gedemüthigt, um nicht bei erſter Gelegenheit die Feſſel abzuſtreifen und die volle Selbſtſtändigkeit möglichſt mit reicher Entſchädigung der durch die Kriege erlittenen Verluſte zu erlangen. So erhielt denn Metternich ſchon beim Ausbruch des ruſſiſchen Krieges vom Kaiſer Befehl, ſich nicht mehr als abſolut nöthig mit dem Geſchick Napoleons zu verflechten und beſonders die Hülfstruppen möglichſt zu erhalten. So ward denn auch der Krieg mit unleugbarer Zurückhaltung geführt."

Das hat Napoleon ſelbſt nicht wenig dem öſtreichiſchen Feldherren erleichtert durch einen dem Meiſter in der Kunſt unverzeihlichen Fehler. Er hatte nicht wahrgenommen, daß Volhynien für Polen iſt, was Böhmen für Deutſchland, ein Donjon, eine Citadelle, die alles unter ihr Gelegene beherrſcht, und überließ die Eroberung einer Provinz, die der Mittelpunkt aller ſeiner Operationen hätte ſein ſollen, ſeinem äußerſten rechten Flügel, dem öſtreichiſchen Hülfscorps. Dadurch wurden ſeine Communicationslinien gebrochen, ſobald die ruſſiſche Donauarmee ſich in Bewegung ſetzen konnte, und in grauenhafter Weiſe endete an der Bereſina das von Moskau her ihn verfolgende Desaſtre. Auf ſeine eigenen Kräfte reducirt, befand Schwarzenberg ſich einigermaßen in die Nothwendigkeit verſetzt, im Januar 1813 durch Vertrag den Ruſſen das Herzogthum Warſchau zu überlaſſen und mit den öſtreichiſchen, polniſchen und ſächſiſchen Truppen ſich auf Krakau zurückzuziehen.

Als vorläufig der Krieg geendigt, faute de combattans, fand die Diplomatie, daß es an der Zeit, aus ihrem Incognito hervorzutreten. Bereits im Nov. war dem Londoner Cabinet mitgetheilt worden, daß Oeſtreich gedenke, eine den Frieden anbahnende Stellung einzunehmen. Gleich nach Neujahr ließ Metternich die Ruſſen wiſſen, daß ſie getroſt gegen Oder und Elbe vordringen möchten, Oeſtreich würde handeln, ſobald es fertig ſei. Hinſichtlich Preuſſens fand insgeheim ein Austauſch der

Cabinetsansichten statt: vielleicht war schon zu Dresden im Mai 1812 eine Annäherung zwischen Hardenberg und Metternich angebahnt worden. Von der Stimmung in Wien mag doch eine Kunde an Napoleon gelangt sein. Noch aus Wilna, 3. Dec. wurde der Gesandte in Wien, Otto angewiesen, eine aufmerksame, selbst mißtrauende Beobachtung den Schritten und Meinungen des östreichischen Cabinets zuzuwenden. Schon am 5. Dec. mußte Otto von Metternich selbst hören, daß die Allianz mehr zu Napoleons, als Oestreichs Vortheil, und daß dieses in einem Revirement auf die mächtigsten Allianzen und großen Gewinn rechnen könne, abgesehen von der öffentlichen Stimmung, welche laut fordere, daß man gegen Frankreich Partei nehme. Der Zusatz, daß man im Cabinet die Allianz mit Frankreich viel zu hoch halte, um ihr untreu zu werden, wirkte beruhigend.

Am 3. Januar hatte der Ton sich bedeutend geändert. „Sagt uns offen," meinte im Gespräch mit Otto der Minister, „was Ihr thun wollet, und setzt uns in den Stand, gegen Euch als guter Bundesgenosse, gegen die Andern als selbstständige Macht zu handeln. Wir sind durchdrungen von dem Geist der Allianz und können Euch wesentliche Dienste leisten." Deutlicher tritt in den nächsten Tagen die eigentliche Meinung hervor. „Deutschland, Preussen, Polen, Oestreich besonders leiden unter dem Stand der Dinge. Es ist daher natürlich, daß wir den Frieden aufs Dringendste wollen. Sobald uns der Kaiser seine Ansichten darüber mittheilt, werden wir sie geltend machen. Er möge nur volles Vertrauen in uns setzen, offen mit uns reden." Dem schloß sich wie zufällig die Mittheilung an, daß man von der andern Seite um die Freundschaft von Oestreich werbe, England eine Subsidie von zehn Millionen Pfund angeboten habe, „die aber mit Verachtung zurückgewiesen worden".

Napoleon berücksichtigte kaum Metternichs Absichten, er hatte nichts dagegen, daß dieser sich mit der Einleitung eines Friedens beschäftige, aber Vollmacht dafür zu geben, oder Oestreich der durch das Bündniß vom 14. März 1812 eingegangenen Pflichten zu entbinden, oder, was vielleicht vor Allem Metternich wollte, eine neue Allianz zu erkaufen, dazu wollte Napoleon sich nicht

verſtehen. Metternich hingegen, den Worten nach die Allianz feſthaltend, ignorirte ſie in den Thatſachen, und operirte, als ſei er Napoleons Bevollmächtigter oder Schutzherr geworden. Weſſenberg mußte nach London, Lebzeltern ins ruſſiſche Hauptquartier gehen, um den Frieden zu befürworten, die Stimmungen zu ergründen, Anknüpfungsfäden zu ſuchen. Um ganz unabhängig von Frankreich ſich darzuſtellen, wurden die für den Bedarf neuer Rüſtungen angebotenen Subſidien in feiner Weiſe abgelehnt. So war aus einer Allianz allmälig und lediglich durch eine gut angebrachte Schwerverſtändlichkeit des Grafen von Metternich eine Verwendung, dann durch eine leichte Schwenkuug ſchon eine Intervention geworden. Der Standpunkt, den die Allianz dem öſtreichiſchen Cabinet anwies, war ſomit längſt verlaſſen. Freilich wollte Metternich dies weder wahr haben, noch merken laſſen, und er erklärte noch Ende Januar dem Geſandten Otto, daß man 100,000 Mann mobil mache und um 30,000 Mann das Hülfscorps vermehren, mithin mehr leiſten werde, als wozu man ſich verpflichtet habe. Zugleich wurde Fürſt Schwarzenberg von der Armee abgerufen, damit er, Bevollmächtigter an dem Pariſer Hofe, „vor ganz Europa einen ſchlagenden Beweis von den Geſinnungen Oeſtreichs gebe, indem er, Führer des Hülfscorps bei ſeinem Chef erſcheine, perſönlich deſſen Befehle einzuholen.“ Im halben Febr. verſicherte Metternich dem gläubigen Otto, daß man in Paris falſchen Begriffen von der Mobilmachung ſich hingebe, daß man das dort anſtößige Wort Vermittlung nie gebraucht habe, ſondern daß es ſich um eine Intervention handle, um die Intervention eines Alliirten, der erſchöpft durch den Krieg, ſich nach Frieden ſehne. „Unſere Allianz mit Frankreich iſt ſo nothwendig, daß, wenn Ihr ſie brechen ſolltet, wir Euch morgen eine neue vorſchlagen würden auf dieſelben Bedingungen.“ Schließlich wurde angedeutet, daß Rußland die Intervention billige und annehme, auch von den glänzenden Anerbietungen, die man Oeſtreich mache, geſprochen.

Eine der nächſten Folgen der Erhebung Preuſſens war des Grafen von Narbonne Sendung nach Wien: um jeden Preis ſollte er den auf der öſtreichiſchen Politik ruhenden Schleier

lüften. Zu dem Ende brachte dieſer in der Note vom 10. April die Theilung von Preuſſen zwiſchen Rußland, Oeſtreich und Sachſen in Vorſchlag: Oeſtreich ſollte Schleſien haben, etwan auch die illyriſchen Provinzen, wie man zu Paris dem Fürſten Schwarzenberg zu verſtehen gab. Kühl nahm Metternich das verſpätete Gebot auf, und einige Tage nachher, 1. Mai gab er die trockene Erklärung, daß Oeſtreich, den Frieden herbeizuführen, zur bewaffneten Vermittlung ſchreiten werde. Zugleich ſchrieb er an Narbonne: „Ich hoffe, daß der Kaiſer Napoleon dem Mann etwas Vertrauen ſchenkt, der zum großen Theil die zwiſchen Oeſtreich und Frankreich waltenden Beziehungen herbeigeführt hat. Kann es denn in der Natur der Dinge liegen, daß dieſer Mann zu dem Sturz des Wirkens von mehren Jahren in dem Augenblick beitragt, wo ein durchaus günſtiges Ereigniß dem Kaiſer, Ihrem Herren, jeden Zweifel benehmen muß?"

Den 2. Mai war bei Lützen geſchlagen worden. Zu Dresden in des Königs Cabinet fand Napoleon eine Correſpondenz, die vollſtändiger, denn Narbonnes Berichte, um Metternichs Beſtreben, ihn gänzlich zu iſoliren und auf dieſe Art den öſtreichiſchen Friedensvorſchlägen geneigter zu machen, ihn belehren konnte. Die letzten Zweifel mußten ſchwinden bei dem Anblick der am 8. Mai von Metternich in einer Note an Narbonne aufgeſtellten Friedensvorſchläge: darin war die Auflöſung des Rheinbundes, Rückgabe der illyriſchen Provinzen an Oeſtreich, Verzicht auf die Hanſeſtädte, Auflöſung des Herzogthums Warſchau und Wiederherſtellung der preuſſiſchen Monarchie verlangt. Tiefen Ingrimm empfand Napoleon, daß ihm, dem Sieger ſolche Demüthigung zugemuthet werde von einer Macht, die noch keine Kanone gelöſet hatte, aber er konnte ſeine Gefühle nicht ſofort geltend machen, verlangte nur in dem Schreiben vom 14. Mai, daß Oeſtreich die unbewaffnete Neutralität ergreife, erklärte dann auf ferneres Drängen ſeine Bereitwilligkeit, auf einem Congreß in neutraler Stadt den allgemeinen Frieden zu verhandeln. Die Freude um dieſen weſentlichen Erfolg wurde indeſſen dem Miniſter des Auswärtigen vergällt durch die Nachricht, daß Napoleon kurz vor der Schlacht bei Bauzen verſucht habe, mit Alexander einen

Separatfrieden zu ſchließen. Kaiſer Franz und ſein Miniſter geriethen in die äußerſte Beſtürzung, denn das Gelingen eines ſolchen Verſuchs, dem der Ruſſen neueſte Niederlage, die Desorganiſation ihrer Armee gebieteriſch das Wort redete, mußte Oeſtreich in vollſtändiger Iſolirung der Rache Napoleons anheimgeben. Raſch wurde die Reiſe nach Gitſchin beliebt, 31. Mai, für welche Metternich des Kaiſers Begleiter. Sie wollten den beiden Heeren und den Dingen näher ſein.

Kaum war Metternich zu Gitſchin angekommen, als ſich Graf Neſſelrod bei ihm einfand, mit der Erklärung, daß, wenn Oeſtreich jetzt nicht das Schwert ziehe, Rußland ſich genöthigt ſehen würde, auf die günſtigen von Napoleon gebotenen Bedingungen Frieden zu ſchließen. Ohne ſich hierdurch einſchüchtern zu laſſen, entgegnete Metternich, daß er in der Rolle des Vermittlers verharre, zugleich das Verſprechen gebend, er werde, ſofern Frankreich auf ſeine Vorſchläge nicht eingehe, der Allianz beitreten. Einſtweilen wurde nach vielen Streitigkeiten und Zögerungen Seitens der Verbündeten am 4. Juni Waffenſtillſtand auf ſechs Wochen abgeſchloſſen, während welcher Zeit die Vermittlung Früchte tragen konnte. Am 15. Juni ließ Metternich durch Bubna eine Note übergeben, worin Napoleon eingeladen, ſeine Vorſchläge für den Frieden aufzuſtellen, welchen dann Oeſtreich ſeine Unterſtützung leihen würde. Zugleich verlangte er die Suspenſion des Bundesvertrags für die Dauer der Vermittlung. Napoleon wollte nur die Suspenſion von zwei Artikeln zugeſtehen. Es wurden in dieſer Hinſicht mehre Noten gewechſelt, und ließ Metternich anfragen, ob der Kaiſer vorziehen würde, daß er perſönlich nach Dresden komme, um ſich mit ihm ohne fernern Zeitverluſt zu verſtändigen. In der Antwort ſagte Maret, ſchier unhöflich, daß man noch zu wenig vorgeſchritten ſei, um eine perſönliche Verhandlung nöthig zu finden.

Deſſen hätte es kaum bedurft, um die Ueberzeugung zu erwecken, daß Napoleon den Frieden nicht wolle, und die Nothwendigkeit eines nähern Anſchluſſes zu den Alliirten einſehend, fuhr der Miniſter nach Opoczna, um dort mit Kaiſer Alexander und dem König von Preuſſen mündliche Verabredungen hinſichtlich

von Oeſtreichs Beitritt zu der Coalition zu treffen. Daß man dort die ganze Tragweite eines ſolchen Ereigniſſes erkenne, mußte man aus dem Empfang des Miniſters ſchließen, aus der Bereitwilligkeit, mit der man auf ſeine hier wiederholte Erklärung, daß Frankreich lediglich den Rheinbund, die Hanſeſtädte, das Herzogthum Warſchau aufzugeben, die Reſtauration von Preuſſen zu bewilligen habe, einging. Es verpflichtete ſich demnach Kaiſer Franz in dem Vertrag von Reichenbach, 27. Juni, Frankreich den Krieg zu erklären, wenn es bis zum Ablauf der Waffenruhe die von Oeſtreich formulirten Bedingungen nicht angenommen haben würde. Ohne Zweifel hatte Napoleon doch endlich die Folgen, welche die Fahrt nach Opoczna für ihn haben konnte, bedacht, daß er für gut fand, einzulenken. Metternich, den 22. oder 23. Juni zu Gitſchin wieder eingetroffen, wurde überraſcht durch eine mittlerweile eingelaufene Depeſche, worin Napoleon ihn nach Dresden forderte, um die Zwiſtigkeiten perſönlich zu ordnen.

Den 25. Juni kam Metternich zu Dresden an, und wurde es ſein Beſtreben, in wiederholten Conferenzen mit Maret die ſtreitigen Punkte, als die Suspenſion der Allianz und die Art und Weiſe der Vermittlung, zu erledigen. Es ergaben ſich hierbei Reibungen, geeignet, den Ausgang des Hauptgeſchäftes vorherſehen zu laſſen. Am 28. Juni Nachmittags wurde des Kaiſers Franz Vertreter in dem Palaſt Marcolini von Napoleon empfangen. Die Vorzimmer waren erfüllt von Generalen und Diplomaten, die in ſichtbarer Aengſtlichkeit in des Grafen Zügen zu leſen ſuchten. Berthier geleitete ihn zur Thüre des Cabinets, verſchwand mit den Worten: „Bringen Sie uns den Frieden? Seid doch vernünftig ... beenden wir den Krieg, das thut uns Noth, und Euch nicht minder.“

Der Kaiſer, zum Empfang vorbereitet, den Degen an der Seite, den Hut unter dem Arm, in Zügen und Augen verhaltener Zorn, grüßte höflich, doch kalt. „Da ſind Sie alſo, Herr von Metternich, Sie kommen ſehr ſpät!“ Sofort ergoß er ſich in den heftigſten Vorwürfen, daß ſeit Abſchluß des Waffenſtillſtandes 24 Tage verlaufen ſeien, ohne daß irgend der Frie-

den gefördert worden. „Unter dem Vorwand, den Frieden herbeizuführen, habt Ihr gerüſtet, und jetzt, mit Euren Rüſtungen fertig oder beinahe, maßt Ihr Euch an, die von meinen Feinden gemachten Bedingungen mir aufzudringen; mit einem Wort, Ihr gebahret Euch als Leute, die bereit ſind, den Krieg zu erklären. Geſtehen Sie nur, Sie wollen Krieg mit mir. Die Menſchen ſind doch unverbeſſerlich; die Lehren nützen niemals! Ich habe die Ruſſen und Preuſſen geſchlagen, tüchtig geſchlagen, wenn ſie auch Ihnen das Gegentheil ſagten. Wollt Ihr auch Euer Theil haben? Gut, Ihr ſollt es haben. Auf Wiederſehen in Wien für den October!" Kalt und vornehm höflich entgegnete Metternich: „Sire, wir wollen Ihnen den Krieg nicht erklären, aber einem Zuſtand abhelfen, der für Europa unerträglich geworden, uns Alle, und jeden Augenblick mit allgemeiner Zerſtörung bedrohet. Eure Majeſtät ſind dabei gleich uns intereſſirt, denn auch Sie kann das Glück einmal verrathen, und bei dieſer ſchrecklichen Wandelbarkeit der Dinge wäre es keine Unmöglichkeit, daß Sie durch Unglücksfälle betroffen würden."

„Was wollen Sie denn, was verlangen Sie von mir?" fragte Napoleon. — „Den Frieden, einen nothwendigen, unumgänglichen Frieden, einen Frieden, deſſen Sie bedürftig ſind wie wir, der Ihre und unſere Lage ſichere." Dann trug in möglichſter Schonung Metternich die Bedingungen vor, welche den Frieden gewähren könnten. „O ich durchſchaue Euch," zürnte Napoleon. „Ihr Oeſtreicher wollt ganz Italien: Eure Freunde, die Ruſſen wollen Polen, die Preuſſen Sachſen, die Engländer Holland und Belgien, denn gebe ich heute nach, ſo fordert Ihr morgen dieſe Gegenſtände Eurer Begehrlichkeit. Aber dann macht Euch gefaßt, Millionen Menſchen auszuheben, mehrer Generationen Blut zu vergießen, bevor Ihr am Fuße des Montmartre mit mir verhandeln könnt. Eure Souveraine, auf Thronen geboren, können nicht verſtehen, was ich empfinde. Kommen ſie geſchlagen in ihre Reſidenzen zurück, das kümmert ſie wenig. Aber ich, der Mann des Krieges, bedarf der Ehre, des Ruhms, ich kann nicht verkleinert zu meinem Volk zurückkommen, ich muß groß, berühmt, bewundert bleiben."

Dem ſtellte Metternich entgegen: „Wann aber würde dieſes aufhören, falls Niederlage oder Sieg in gleicher Weiſe den Grund abgeben ſollte, dieſe unſeligen Kriege fortzuſetzen?" — „Ich gehöre mir nicht an, ſondern dem braven Volk, das bereit, auf meinen Ruf ſein edelſtes Blut zu vergießen." — „Sire, dieſes brave Volk, deſſen Muth die Welt bewundert, hat ſelbſt der Ruhe nöthig. Sie haben die letzten Rekruten, Kinder beinahe, aufbieten müſſen ... was beginnen, wenn dieſe dahin ſind? Werden Sie noch jüngere Leute einberufen?" Dieſe Worte reizten den Kaiſer von neuem; ſein Antlitz verzerrte ſich, und ſeiner nicht mehr Herr, warf er den Hut von ſich, oder ließ ihn zur Erde fallen. Das ſchien Metternich nicht zu bemerken, ließ den Hut liegen. „Herr," fuhr der Kaiſer auf, „Sie waren nie Soldat, haben nicht gelernt, wie ich, das eigene und Anderer Leben verachten. Was ſind mir 200,000 Menſchen?" — „Oeffnen wir," entgegnete Metternich, „Thüren und Fenſter, auf daß ganz Europa Sie höre (si fabula vera)." Einigermaßen betroffen, meinte der Kaiſer, er habe der Franzoſen weniger, als der Hülfsvölker geopfert, dann auf den ruſſiſchen Krieg kommend, wollte er ihn nur als eine verfehlte gewöhnliche Wintercampagne gelten laſſen. Während er alſo ſprach, ſchritt er haſtig auf und ab, ſchob wüthend mit dem Fuß den auf der Erde liegenden Hut in einen Winkel, und beklagte nochmals, als einen großen Fehler, die Heurath mit der Erzherzogin. „Für Napoleon den Eroberer ein Fehler," erinnerte Metternich, „für den Begründer des Kaiſerreichs kein Fehler." — „Fehler oder nicht! Ihr wollt mir alſo den Krieg erklären?" und damit zählte er ſeine Streitkräfte auf. Dann zog er den Miniſter in ein Seitengemach, zeigte ihm Karten und Angaben von der Stärke der öſtreichiſchen Kriegsmacht, woraus ſich ergeben ſollte, daß ſie für ihn keineswegs beunruhigend, und Kaiſer Franz am beſten mit der Neutralität fahren würde. „Ihr wollt Illyrien, gut, ich gebe es Euch, aber bleibt neutral, und ich ſchlage mich neben Euch, ohne Euch. Den Frieden, den Ihr wollt, geb ich, aber Eure Vermittlung will mir ihn dergeſtalt aufdringen, daß ich in den Augen der Welt als ein Beſiegter erſchiene, der ich doch eben zwei Siege erfochten habe." Der

Miniſter, auf die Nothwendigkeit der Vermittlung zurückkommend, verſicherte, daß ſie keineswegs Geſetze vorſchreiben, nur als freundſchaftliche Intervention auftreten wolle. „Alſo, Sie beſtehen dabei," brauſete Napoleon auf, „Sie wollen mir Geſetze vorſchreiben! Gut, ſo ſei denn Krieg, auf Wiederſehen in Wien!"

So endigte die berühmte Audienz, nachdem ſie an ſechs Stunden gedauert hatte, daß es beinahe Nacht geworden. Der Graf wollte ſich beurlauben, wurde aber durch einige verſöhnliche Worte aufgehalten, letzlich mit der Einladung, in den nächſten Tagen wiederzukommen, entlaſſen. In den Vorzimmern befand ſich Alles in der höchſten Spannung, welcher der Anblick des aufgeregten Miniſters noch ein Zuſatz. Berthier fragte, ob er mit dem Kaiſer zufrieden ſei? „Ich bin zufrieden, vollſtändig aufgeklärt, denn Ihr Herr hat, das ſchwöre ich Ihnen, den Verſtand verloren." (Das letzte möcht ich abermals bezweifeln.) Er war geſonnen, noch an demſelben Abend abzureiſen, wurde aber, nachdem kaum eine Stunde verlaufen, durch die von Maret ausgehende Erklärung überraſcht, daß man die öſtreichiſche Vermittlung anerkenne und eine darauf bezügliche Convention abſchließen wolle. Die wurde den 30. Juni unterzeichnet, ein Congreß, in Prag den 8. Juli zu eröffnen, beliebt, und, nach dem Wunſche des franzöſiſchen Kaiſers, verſprochen, daß für Verlängerung des Waffenſtillſtandes bis zum 10. Aug. Sorge getragen werden ſolle. Dieſe Verlängerung zu erhalten, war bei der Stimmung in dem Hauptquartier der Alliirten eine ſchwierige Aufgabe; ſie wurde doch endlich den 27. Jul. bewilligt. Jetzt traf auch Caulaincourt, der franzöſiſche Bevollmächtigte, zu Prag ein, wo ſeit dem 12. Jul. die ruſſiſchen und preuſſiſchen Vertreter warteten, und der Congreß, der kaum noch 14 Tage vor ſich hatte, konnte ſeinen Anfang nehmen. Bis Ende Juli hatte aber Graf Metternich darin nichts erreicht: man ſtritt ſich nur über den Modus der Verhandlungen. Ein luſtiges Leben führten die unbeſchäftigten Herren, ſelbſt Caulaincourt, dem doch Metternich faſt täglich einprägte, daß der 10. Aug. ein peremptoriſcher Termin ſei, am 11. Oeſtreich der Coalition beitreten müſſe, wenn Napoleon die Bedingungen nicht annehme. Das fruchtete doch ſo viel, daß Caulaincourt,

in Folge neuer Instructionen, am 6. Aug. in einer vertraulichen Besprechung mit Graf Metternich die Bedingungen, unter welchen der Frieden möglich, angab. Es wurde ihm die wenig tröstliche Antwort, daß hiernach zehn Tage früher die Einigung hätte erfolgen können, jetzt wäre es zu spät, da nur mehr drei Tage übrig, eine Verlängerung des Waffenstillstandes zu erhalten, unmöglich sei. Doch wolle er die Beantwortung der Vorschläge seinem Kaiser überlassen. In der That fuhr er sofort hinaus nach Brandeis, sie dem Monarchen vorzulegen, und es beantwortete sie das östreichische Ultimatum vom 8. August, die bestimmte Erklärung, daß wenn die früher gestellten Bedingungen nicht angenommen würden, Oestreich die Vermittlung aufgeben, der Coalition beitreten müsse. Daß bei den damaligen Communicationsmitteln bis zu dem festgesetzten Termin die Antwort aus Dresden nicht einlaufen könne, berechnete wohl jeder; in der Mitternacht, 10—11. August, empfing Graf Metternich in dem Salon der Herzogin von Sagan die Mittheilung, daß die preussisch-russischen Gesandten ihre Vollmachten als erloschen betrachteten, und daselbst unterzeichnete er die Note, wodurch Caulaincourt benachrichtigt, daß Oestreich der Coalition beitrete.

Am Morgen des 11. Aug. fuhr Caulaincourt bei dem Grafen vor, Ueberbringer der eben aus Dresden ihm zugekommenen Vorschläge. Fast alle östreichische Propositionen annehmend, wollte Napoleon doch Triest, Hamburg und Lübeck behalten, so daß er nur Illyrien und Warschau aufgegeben hätte. Es wurde ihm die Antwort, daß Triest für Oestreich zu wichtig, um darauf verzichten zu können, dabei habe sich dessen Stellung seit einigen Stunden der Art verändert, daß der Minister allein keine bindenden Zusagen machen könne, doch solle jeder annehmliche Vorschlag durch ihn bei den Alliirten nachdrücklich unterstützt werden. Das führte zu der weitern Mittheilung vom 15. August, laut welcher Napoleon alle von Oestreich gemachten Forderungen bewilligte. In gewichtigen Worten sprach sich hierauf Metternich gegen Caulaincourt aus: „Mit wenigen unbedeutenden Abänderungen würden die heute gemachten Vorschläge am 10. August noch zum Frieden geführt haben, weil Oestreich dann sein ganzes

Gewicht hätte benutzen können, um die Alliirten willfährig zu machen. Ich wiederhole mich, noch am 10. konnte Kaiſer Napoleon damit der Welt den Frieden geben. Wir können aber nicht einen öſtreichiſchen Frieden ſchließen; es handelt ſich nicht um unſere ſpeciellen Intereſſen, ſondern um die von ganz Europa. Unſere Handlungsweiſe war ehrlich, loyal, vernünftig. Heute ſind bereits 150,000 Ruſſen in Böhmen, und wir haben Verpflichtungen gegen ſie. Rußland und Preuſſen haben mit Schweden Verträge geſchloſſen, mit England Vereinbarungen getroffen. So weit ſind wir mit beiden Mächten nicht, und am 10., das wiederhole ich, waren wir noch ganz frei. An uns liegt es nicht, daß Ihr nicht ſpracht, da wir darum baten. Der Kaiſer von Oeſtreich wollte niemals Frieden dictiren, nur annehmbar ihn haben."

Was Caulaincourt noch erreichte, war das Verſprechen, den verbündeten Monarchen Kenntniß von den letzten Vorſchlägen zu geben, wobei Metternich noch bemerkte, daß er damit in eine ſehr unangenehme Stellung gerathe, da man bereits franzöſiſcher Sympathien ihn bezüchtige. Das Ergebniß dieſer Verheißung durfte Caulaincourt zu Königsſaal abwarten, wo er denn am 16. Aug. die Benachrichtigung empfing, daß die verbündeten Herrſcher die Vorſchläge als verſpätet und ungenügend verworfen, und hiermit die Unterhandlungen abgebrochen hätten. Am 19. Aug. erſchien das Manifeſt, am 17. hatten die Feindſeligkeiten begonnen, in Gefolge des von Metternich inſofern beeinflußten Feldzugsplans, daß es ihm gelungen, an der Stelle des Erzherzogs Karl dem Fürſten Karl von Schwarzenberg den oberſten Kriegsbefehl zuzuwenden. Aus perſönlichen Rückſichten dem Erzherzog abhold, hatte er den Kaiſer von Rußland auf den hohen Ruhm des Erretters von Deutſchland im J. 1796, des Siegers von Stockach, Caldiero, Aspern aufmerkſam gemacht, welchem nothwendig alle Ehren des bevorſtehenden Rieſenkampfs angehören würden. Das wirkte auf ein nach Thaten dürſtendes Gemüth.

Mit gleichem Erfolg war Metternich während des Kampfes bemüht, die Politik nach ſeinen Anſichten zu leiten, und begünſtigt durch Hardenbergs Schwäche, Neſſelrods perſönliche Anhäng-

lichkeit, Aberdeens und Caſtlereaghs geiſtige Armuth, dem Kaiſer Alexander, einem Stein und Blücher zu Trotz, den öſtreichiſchen Intereſſen die entſchiedene Präponderanz zu verſchaffen. Das einfachſte Mittel würde ohne Zweifel die Anrufung des Rechtes des Siegs gegeben haben, aber Metternich, »homme sans initiative,« wie Louis Blanc ihn nennt, zitterte vor den ſtürmiſchen Redensarten, die ſich in ſeiner Umgebung, in den allgemach der franzöſiſchen Cenſur entſchlüpfenden Zeitungen geltend machten. Aufgewachſen in den Agonien des 18. Jahrhunderts, hielt er feſt zu deſſen Traditionen, die einigermaßen zu verbeſſern ſeine Einſicht ihn lehrte, und das glaubte er zu bewirken, indem er die von Napoleon aufrechterhaltenen oder neugeſchaffenen Regierungen in Deutſchland anerkenne, in der Meinung, mittels derſelben den an vielen Stellen auftauchenden revolutionairen Geiſt zu hemmen. Es war dieſes die Grundidee bei Abfaſſung des Teplitzer Vertrags vom 9. Sept., des geheimen Artikels insbeſondere, wodurch die Auflöſung des Rheinbundes bei völliger, unbedingter Unabhängigkeit der darin begriffenen Fürſten ausgeſprochen. Die erſte Folge hiervon war der zu Ried mit Bayern abgeſchloſſene Vertrag, dem bald, nach den blutigen Ereigniſſen von Leipzig, ähnliche Verträge mit andern Regierungen folgten. Uneingedenk, was die Ehre des Hauſes Oeſtreich fordere, hat Metternich die auf deſſen Koſten von vormaligen Reichsfürſten gemachten Eroberungen anerkannt, als wofür er der Zuſtimmung ſeines Kaiſers gewiß, nachdem dieſer unter dem überwältigenden Eindruck des endlich errungenen Siegs, ihn und ſeine geſamte Nachkommenſchaft in den Fürſtenſtand erhoben hatte, 20. Oct. 1813. Was der alte Kaiſerſtaat ſeit beinahe einem Jahrhundert meiſt durch freiwillige Abnegation und Iſolirung verloren, was durch Napoleon für immer gebrochen ſchien, der Einfluß auf das Reich, dieſer fand ſich jetzt plötzlich, durch geſchickte Benutzung glücklicher Umſtände, hergeſtellt. Die kleinern Staaten, welche Metternichs Politik ſelbſtſtändig erhielt, vertriebene Fürſten, die er wieder einſetzte, ſie alle waren zur Dankbarkeit gegen Oeſtreich verpflichtet, ſeinem Einfluſſe zugethan, keiner doch, wie der viel zu früh aus ſeiner Heldenbahn abgerufene Herzog von Braunſchweig.

Gleichwie die Idee eines Staatenbundes in Deutſchland zunächſt von Metternich ausging, ſo trat er auch als Vordermann auf derjenigen, die in Frankfurt ſchon, Anfang Novembers, von der Fortſetzung des Kriegs auf franzöſiſchem Gebiet abmahnten, zum Frieden riethen. Napoleon hatte kurz vor der Schlacht von Leipzig dem gefangenen General von Merveld ein auffallendes Verlangen nach Frieden geäußert, auch, damit er ein Friedensbote werde, den Gefangenen freigegeben, jetzt glaubte Metternich zu dem gleichen Zwecke ſich eines franzöſiſchen Diplomaten, den er im Hauptquartier feſthielt, bedienen zu können. Am 8. Nov. ſprach er zu St. Aignan: „Jetzt will noch niemand an ſeine Dynaſtie, auch England bezeigt ſich viel gemäßigter als man dachte, und nie war für ihn ein Augenblick zum unterhandeln günſtiger. Wenn Kaiſer Napoleon ernſtlich einen dauerhaften Frieden will, ſo kann er der Welt und Frankreich viel Unglück erſparen, in dem Falle darf er aber die Verhandlungen nicht um einen Tag hinausſchieben." In einer Conferenz, zu welcher Metternich, Aberdeen und Neſſelrod am folgenden Tage vereinigt, wurde der Friedensentwurf aufgeſetzt, wonach Frankreich ſeine „natürlichen Grenzen", den Rhein, die Alpen und Pyrenäen behalten ſollte. Beklagenswerthe Unwiſſenheit, die nicht einſieht, daß das linke Rheinufer für Frankreich ein Angriffspoſten, welchem das nördliche Deutſchland bis zur Oder, nicht blos bis zur Elbe, offen ſteht, in gleicher Weiſe, wie der Elſaß Süddeutſchland bis zum Inn commandirt.

Samt dem ſchönen Document wurde St. Aignan nach dem feindlichen Lager gebracht. Es wurde dem friedlichen Antrag eine ausweichende Antwort, daher Metternich außer Stand, der kriegeriſchen Richtung im Hauptquartier länger zu widerſtehen: dem jetzt von den Verbündeten erlaſſenen Manifeſt folgte der Einbruch in Frankreich ſelbſt, welchem doch unbeſchadet, in einer Note an das franzöſiſche Cabinet, vom 14. Januar 1814, Metternich dringend zum Frieden mahnte und einen Congreß, in Châtillon abzuhalten, vorſchlug. Nur auf einen Waffenſtillſtand wollte Napoleon eingehen. Den zu bewilligen, wollte, konnte Metternich nicht. Dagegen bemühte er ſich, den Verblendeten

zu überzeugen, daß für ihn die Hoffnung auf der Verbündeten Uneinigkeit eitel, auch betonte er, mit auffallendem Nachdruck, daß Graf Stadion für den Congreß der östreichische Bevollmächtigte sein werde, mit welchem er über alle Punkte einverstanden. An Caulaincourt, den neuen Minister des Aeußern schrieb er: „Wenn der Kaiser Napoleon jetzt nur die Stimme der Vernunft hört, wenn er seinen Ruhm in dem Glücke eines großen Volkes sucht, so wird Kaiser Franz gern an den Augenblick zurückdenken, da er sein liebstes Kind ihm anvertraute. Wenn aber eine beklagenswerthe Täuschung Ihren Herrn taub machen sollte für den einmüthigen Wunsch seines Volkes, eines ganzen Welttheils, so wird der Kaiser von Oestreich zwar das Schicksal seiner Tochter beklagen, aber darum die Fortschritte seiner Heere nicht hemmen."

Immer noch verharrte Metternich in seinen friedlichen Bestrebungen, denen jetzt die Betrachtung der Gefahren, von welchen tieferes Eindringen in Frankreich begleitet sein könnte, sich gesellte. Noch spukte der so gründlich durch Julius Cäsar, durch der Plantageneten Siege widerlegte Wahn von der Unüberwindlichkeit der Franzosen in ihrer Heimath. Der Krieg wurde sehr schlaff geführt, was zum Theil die Niederlagen bei Champaubert, Montmirail und Vauchamps erklärt, Metternich ließ durch den Prinzen von Liechtenstein die Mittheilung machen, daß das Eintreffen der Bourbonen auf dem Kriegsschauplatz keineswegs Napoleons Herrschaft bedrohe, daß man nur den Frieden wünsche, und brachte endlich den fortwährend kriegslustigen Kaiser Alexander dahin, daß er an Rasumowsky Vollmacht gab, eventuell den Frieden zu unterzeichnen. Die Verhandlungen zu Châtillon, begonnen den 5. Febr. 1814, waren so weit gediehen, daß Caulaincourt nahe daran, die Bedingungen, deren wesentlichste die Reduction des Kaiserthums auf die Grenze von 1792, anzunehmen, als Napoleon die ihm, allerdings vor der Schlacht von Montmirail gegebene Carte blanche zurückzog, und lediglich auf die Frankfurter Bedingungen sich einlassen wollte, es als eine Gnade darstellend, wenn er den Rückzug der geschlagenen Feinde nicht weiter gefährden werde. Er schrieb 21. Febr. an Kaiser Franz, um ihn von der Coalition abzu-

ziehen, oder wenigſtens einen Frieden auf die zu Frankfurt beliebte Baſis zu erhalten. Seinen Antrag beantwortete auf das Bündigſte der Allianzvertrag von Chaumont (1. März), wodurch alle Sonderverträge nochmals unterſagt, und jede der vier Mächte für die Dauer von 20 Jahren ſich zur Stellung eines Contingents von 150,000 Mann verpflichtete.

Unter ſolchen Umſtänden ſchleppten ſich die Verhandlungen fruchtlos hin, „und wenn es Caulaincourt gelang, die Aufhebung des ganzen Congreſſes noch durch Zuſicherungen auf eigene Hand und das verzweifelte Manoeuvre mit Gegenvorſchlägen einige Wochen hinzuziehen, ſo war es der Freundſchaft Metternichs und deſſen Friedensliebe zu danken, welche bis zum Aeußerſten ging, um Napoleon Zeit zum Bedenken und zur Rettung zu verſchaffen. Denn die Nachſicht und Friedfertigkeit im verbündeten Lager war erſchöpft, die Einigkeit war wiederhergeſtellt und der energiſche Fortgang des Krieges ließ kaum einen Zweifel an deſſen Ausgang aufkommen.“ Auch jetzt noch verſuchte Fürſt Metternich das Aeußerſte. Er entſendete den Fürſten Eszterhazy nach Châtillon, um Caulaincourt wiſſen zu laſſen, daß an längeres Hinhalten nicht mehr zu denken, daß Oeſtreich ohne offene Verletzung der Verträge nichts mehr für Napoleon thun könne. „Gibt es denn kein Mittel,“ fragte Eszterhazy, „den Kaiſer aufzuklären um ſeine Lage? Will er durchaus ſein und des Sohnes Schickſal auf die letzte Lavete ſtellen?“ Und das that er; auf die letzte dringende Mahnung erhielt Caulaincourt lediglich die alte Weiſung, Zeit zu gewinnen, und dafür war es zu ſpät. Am 18. März erklärten die Verbündeten, daß die Verhandlungen zu Châtillon beendigt, und die Heere traten den Marſch an gen Paris.

Noch in der letzten Stunde war Metternich bemühet, dieſes Aeußerſte abzuwarten. Denſelben 18. März ſchrieb er an Caulaincourt: „Die Dinge, Herzog, gehen ſehr ſchlecht. Ich werde Alles aufbieten, was möglich, um Lord Caſtlereagh noch einige Tage zurückzuhalten. Reiſet er ab, ſo iſt der Frieden verloren.“ Auf ſolche Mahnung endlich ließ Napoleon aus Saint-Dizier an den Fürſten ſchreiben, daß er den Frieden unterzeichne. Aber

der Congreß hatte ſich aufgelöſet, Kaiſer Franz nach Süden ſich gewendet, daß es faſt, bei der außerordentlichen Maſſirung ſeiner Völker in den Thälern der Saone und Rhone, ſcheinen ſollte, er habe den vorübergehenden Gedanken gefaßt, ſeinem Enkel wenigſtens ein Königreich Burgund zu retten. Welche Wohlthat für Deutſchland, vielleicht auch für Frankreich, konnte ſich daraus ergeben! Durch die Bewegungen der inſurgirten Bauern wurden Kaiſer Franz und Metternich in Diſon, Weſſenberg in Nancy feſtgehalten, als ſie am 10. April zu Paris eintrafen, war Alles abgemacht, die Abdankungsurkunde unterſchrieben, die vollſtändige Reſtauration der Bourbonen erfolgt.

Die Fahrt nach London hat Kaiſer Franz nicht, wohl aber ſein Miniſter mitgemacht, als deren Ergebniß die Quadrupelallianz vom 29. Juni 1814 zu betrachten, während der Fürſt nebenbei die ſich offenbarende perſönliche Abneigung zwiſchen Kaiſer Alexander und dem Prinz-Regenten, zuſamt Caſtlereaghs Unbedeutendheit und Unbekanntſchaft mit den Angelegenheiten des Feſtlandes benutzte, um den engliſchen Miniſter näher an ſich zu ziehen und ihn für ſeine von Rußland ſich abwendende Politik zu gewinnen. Jedoch ſind ihm, bei aller Freundſchaft mit den engliſchen Diplomaten, kaum mehr als officielle Ehrenbezeugungen geworden. Nur verlieh ihm die Univerſität Oxford die hergebrachte läppiſche Auszeichnung, den Doctorhut, aber den Bathorden ihm zu bieten, wie den beiden Feldherren, hat man nicht gewagt, und das Hoſenband wollte man ihm nicht geben. Perſönlich ziemlich enttäuſcht, und mehr denn früher gegen England eingenommen, reiſete er Anfang Juli nach Wien zurück.

Eine feierliche Nachtmuſik wurde ihm auf Veranſtaltung des Grafen Ferdinand Palfy gebracht, dann eilte er nach Baden, wo nicht nur die Fürſtliche Gemahlin mit den Kindern, ſondern auch die Herzogin von Sagan ſich befanden, wo er mehre Monate in einem dolce far niente, in Zerſtreuung, in ſüßen Plaudereien verbrachte. Dort entſchlüpfte ihm das unglückliche Geſtändniß, „daß nach Regluug der intereſſanteren Territorial- und auswärtigen Fragen", die deutſche von ſelbſt ihre Löſung finden würde. So wenig hatte er das eine der beiden Haupt-

elemente der Größe Oeſtreichs begriffen, ſo fern geblieben war ihm die Ahnung von dem, ſo langſam, aber unwiderſtehlich in Deutſchland ſich vorbereitete. Der Congreß, nachdem er im Auguſt beginnen ſollen, ward aus mancherlei Veranlaſſungen bis zum October, dann bis zum 1. Nov. verſchoben. Trotzdem ſtrömten aber ſeit Anfang Sept. Fürſten und Staatsmänner, Geſandte, Deputationen, Bittſteller, Fremde, Abenteurer nach Wien, und die erſten Verhandlungen über Form und Gang der Sache nahmen gegen Ausgang Sept. ihren Anfang. Seit dem 14. waren nämlich Hardenberg, Neſſelrod, Caſtlereagh in Wien eingetroffen, und hatte Caſtlereagh in einem ſehr ernſten und feierlichen Billet den Fürſten aufgefordert, je eher je lieber das große Geſchäft zu beginnen. Die goldenen Tage von Baden waren abgelaufen.

In vorläufigen vertraulichen Berathungen wurde Fürſt Metternich zum Congreßpräſidenten erwählt; in zum Theil ſehr ſtürmiſchen Debatten verſtändigte man ſich hinſichtlich der Geſchäftsleitung und Behandlung der einzelnen Gegenſtände durch Ausſchüſſe, daher der Congreß in ſeiner Geſamtheit eigentlich nie, kaum bei der Schlußacte zur Wirklichkeit gelangte. Nach dieſen Vorarbeiten eröffnete ſich jene Aera von glänzenden Feſten, die von Manchen als die Saturnalien der dahinſterbenden Legitimität verdammt worden ſind, gleichwie man die Feſtlichkeiten zu Mainz, bei Anweſenheit von Kaiſer Franz II, 1792, als den Leichenſchmaus für das römiſch-deutſche Kaiſerthum betrachten wollte.

„Für dieſen geſellſchaftlichen, ſalonartigen Charakter des Congreſſes war der Fürſt von Metternich ein ausgezeichneter Präſident. Ihm ſtanden alle jene Talente und Vorzüge, welche hier ihre Triumphe feierten, in ſeltenſter Vollkommenheit zu Gebote, und ſie fielen um ſo mehr ins Gewicht, je mehr ſich die Machtſtellung und überwiegende Beeinfließung des öſtreichiſchen Miniſters auf den Gang der Congreßberathungen herausſtellte. Seine Soireen und Maskenbälle in dem Gartenhauſe, ſeiner Villa am Rennwege galten als die glänzendſten Feſte unter all dieſen glänzenden Vergnügungen; ſeine Verſchwendung

dabei war ungeheuer, aber ſie wurde für die Vornehmſten, Schönſten und Geiſtvollſten aufgeboten. Als Wirth bewunderten ihn Alle als den perfecten Cavalier, und wann das Entzücken über ſeine Liebenswürdigkeit und Feinheit endlich zu ermatten ſchien, ſo rief es die ſtolze Schönheit und unvergleichliche Anmuth ſeiner Tochter wieder neu ins Leben. Der Fürſt paßte für dieſen Congreß, der förmlich ſein eigenes Leben repräſentirte und den Boudoirs der Damen die Geſchäfte der Politik überließ. Und dies für ſeinen Zweck auszunutzen, darin war Metternich Meiſter. Man nannte ihn ſcherzweiſe le ministre papillon; die einflußreichſten Frauen, die Herzogin von Sagan, welche hier ins bayeriſche Lager übergegangen war, die Gräfin von Talleyrand, die Fürſtin von Taxis, die ſchönen Zichy, Lady Caſtlereagh, die Gräfin von Bernſtorf, die von Dresden her noch geliebte Fürſtin Bagration, faſt alle auf ihre Anbeter und höchſten Geliebten einflußreichen Damen ſtanden mit dem Fürſten in Verbindung und halfen ihm in ſeinen Intriguen. Denn das war des Fürſten Schwäche; er konnte Manches offen und ſchneller, auch beſſer erreichen; aber er zog es vor, den Hofmann auch beim Staatsmann zur Geltung zu bringen; ſeine Intriguen entſprangen keinerlei Bosheit oder Jagoleidenſchaft, ſie waren nur ſeine beliebten Mittel, Politik zu machen und politiſche Erfolge zu erzielen. Das Wort Napoleons über Metternich, il prend l'intrigue pour la politique, war in dieſer Hinſicht richtig. Dieſe Künſte im Verkehr mit Frauen auf die höhern Geſchäfte zu übertragen, gefiel freilich Denen, die mit dem ſtaatsmänniſchen Handeln andere Begriffe verbanden, wenig, und ſelbſt der ſonſt nachſichtige Noſtitz verdammte bitter dieſe trügeriſche Oberfläche des Congreſſes, nach deren Durchbruch man nur auf heilloſe Ränke ſtoße."

Am 3. Nov. fand die Eröffnung des eigentlichen Congreſſes ſtatt und gleich anfangs trat die polniſche zuſamt der ſächſiſchen Frage in den Vordergrund. Weder Hardenberg, noch Metternich hatten, der Allianz beitretend, an Sicherheiten in Bezug auf Polen gedacht. Jetzt ſah ſich Metternich genöthigt, mit der äußerſten Anſtrengung den ruſſiſchen Anſprüchen entgegenzutreten. Nicht

minder mußten ihn Preuſſens Gelüſte zu Sachſen beunruhigen, im Beſitz von Schleſien und Meiſſen wurde Preuſſen für Böhmen ein allzu gefährlicher Nachbar: hatte doch nur eben, zu dieſem Beſitz zu gelangen, Napoleon die Schlacht an der Katzbach gewagt. Daneben war die Expropriation von Sachſen ein directer Angriff auf die öffentliche Moral: hatte doch der Kurfürſt von Sachſen keiner Felonie gegen ſeinen Kaiſer ſich ſchuldig gemacht, nur, als ſouverainer Herrſcher, treu in dem Bündniß ausgehalten, welches einzugehen er genöthigt geweſen. Einſtweilen dieſen Punkt bei Seite laſſend, ſuchte vielmehr der Miniſter, der bereits auf England und Frankreich zählen konnte, auch Preuſſen zur Theilnahme bei dem Widerſtand gegen Rußland heranzuziehen. In der That erhob ſich Hardenberg in Beantwortung einer Metternichiſchen Note ſehr nachdrücklich gegen die ruſſiſche Politik. Des Schreibens Inhalt theilte Metternich am 14. Dec. dem Kaiſer Alexander mit, zugleich ſich erbietend, ſeine Entwürfe hinſichtlich Polens zu unterſtützen, wenn er dagegen helfen wolle, den preuſſiſchen Anſpruch auf Sachſen zurückzuweiſen. Der Kniff that aber die gehoffte Wirkung nicht, Alexander, ſchon längſt zürnend dem Schreiber, wie Metternich ihm hieß, eilte die Documente dem Kaiſer Franz mitzutheilen und erklärte, daß er mit einem ſolchen Miniſter ferner nicht verhandeln werde. Auch verbot er ſeiner Umgebung, fortan die Soireen des Fürſten Metternich zu beſuchen.

Die entente cordiale von Preuſſen und Rußland wurde inniger durch die verfehlte Intrigue, und dagegen ſich zu wahren, ſchloſſen auf Metternichs Veranlaſſung am 3. Januar 1815 Oeſtreich, England und Frankreich ein geheimes Bündniß zur Vertheidigung gegen Rußlands und Preuſſens Prätenſionen, welchem auch Bayern, Hannover, Niederland, Braunſchweig und Darmſtadt beitraten, und deſſen Exiſtenz über zwei Monate lang den Gäſten der Kaiſerburg, dem Kaiſer Alexander und dem König Friedrich Wilhelm verborgen blieb. Es erhob ſich auch etwas einem Kriegsgetümmel ähnliches, um welches zwar im Ganzen der Fürſt wenig bekümmert ſich zeigte, Politik nach ſeiner Weiſe trieb, Hoffeſte ordnete, den zu lebenden Bildern ſich hergebenden Damen eigenhändig die Schminke auflegte. Gerade in jener Zeit

war an der Tagesordnung die Angelegenheit der Mediatisirten, hochwichtig für Oestreich. Um einen entscheidenden Schritt sollten die Unterdrückten und ihre Beschützer sich einigen, nur Metternichs Unterschrift fehlte dem erschöpfenden Vortrag. Sie zu erhalten forschte drei Tage lang der Mediatisirten Sachwalter, der von Gärtner, nach demjenigen, von dem allein das belebende Princip ausgehen konnte. Vollkommen unsichtbar, introuvable war der Fürst geworden, als sei über ihn der Geist seines Ahns Philipp Adolf, Abth. I Bd. 1 S. 202, gekommen. Ein glücklicher Zufall führte den Bekümmerten in der Herzogin von Sagan Quartier, und er fand den schmerzlich Gesuchten auf der Leiter stehend, seit mehren Tagen mit dem Aufhängen von Draperien beschäftigt. Vielleicht wurde auf der Leiter das Placet legalisirt, was einen eigenthümlichen Pendant darstellen würde zu der Unterlage, deren der alte, damals doch nur 37jährige Kaunitz beim Unterschreiben des Aachener Friedensinstruments, 1748, sich gebrauchte. Zum Krieg kam es indessen 1815 nicht: nach verwickelten Unterhandlungen erfolgte die Theilung Sachsens, während Rußland unter dem Namen eines prätentiösen Königreichs Polen seine Grenzen weit über die Weichsel vorschob, nicht einmal das seit 1772 östreichische Zamosc zurückgab. Daß beide Streitfragen meist im östreichischen Sinne gelöset worden, kann doch kaum im Ernst gesagt worden sein. Triumphirend äußerte Castlereagh vor dem Parlament, er habe, im protestantinterest, jenes Oestreich, welches dreimal in dem Laufe des Revolutionskriegs seine letzte Karte einsetzte, damit England gerettet werde, um Westgalizien betrogen.

Mit einem andern Vorschlag machte Metternich vollends kein Glück, vielleicht weil er allzu vernünftig, um der dabei Interessirten Zustimmung zu finden. Durch den Vertrag vom 3. Juni 1814 hatte Bayern dem alten Besitzer Tyrol, Salzburg, Vorarlberg, das Hausruck- und Innviertel zurückgegeben, dafür reichliche Entschädigung stipulirend. Die sollte jetzt ermittelt werden, und Metternich erfaßte den kühnen Gedanken eines Austausches der Krone von Italien gegen jene von Bayern. Dadurch würde Oestreich statt der Länder, die keine Macht geben, das herrlichste Arrondissement bis zu Alb und Spessart hin, in

Bayern, Alemannien, Oſtfranken einen unſchätzbaren Zuwachs deutſcher biederer zuverläſſiger Männer erhalten haben. Nicht abgeneigt war K. Max Joſeph auf den Tauſch einzugehen, aber Wrede vorall wollte davon nichts wiſſen, und benutzte den Einfluß, welchen die ihm zugethane Herzogin von Sagan auf Metternich übte, um dieſen von ſothanem Project abzubringen.

Inmitten der vielen Ungewißheiten und Schwankungen war man doch mit einigen Hauptfragen ins Reine gekommen, Vieles aber lag noch beinahe unerörtert, da fand am 7. März 1815, erſchöpft durch eine Conferenz, die bis zum Morgen gedauert hatte, Fürſt Metternich eine als dringend bezeichnete Depeſche des Generalconſuls in Genua. Kaum daß er in der Ermüdung ſich entſchließen konnte, ſie zu erbrechen. Sie enthielt die lakoniſche Mittheilung, daß Napoleon aus Elba verſchwunden ſei. Am Morgen um 8 Uhr war Metternich bei ſeinem Kaiſer, eine Stunde ſpäter hatte er mit den beiden andern Monarchen ſich beſprochen, die Tripelallianz hergeſtellt, um 10 Uhr gingen die Couriere ab, den der Heimath zuziehenden Truppencolonnen Stillſtand zu gebieten. Am 13. März unterzeichneten die drei großen Mächte das Manifeſt, wodurch Napoleon in die Acht erklärt. Er hoffte den ihm zugedachten Todesſtoß abzuwenden, wenn es ihm gelinge, Zwieſpalt im verbündeten Lager hervorzurufen. Den auf Ludwigs XVIII Tiſch gefundenen Allianzvertrag vom 3. Januar 1815 überſendete er dem Kaiſer Alexander. Der ließ den Fürſten zu ſich bitten, zeigte, in Steins Gegenwart, ihm das Document, fragte: „Kennen Sie dies?“ Metternich ſuchte eine ausweichende Antwort, darin ſtörten ihn des Kaiſers Worte: „Metternich, ſo lange wir leben, ſoll über dieſen Gegenſtand zwiſchen uns niemals wieder Rede ſein! Jetzt haben wir Anderes zu thun; Napoleon iſt wieder da, unſere Allianz muß darum feſter beſtehen denn je!“ Und damit warf er den Vertrag in das Kaminfeuer. Vollſtändig hatte er ſich mit dem Fürſten ausgeſöhnt.

„Während nun ganz Europa ſich anſchickte, den großen Soldatenkaiſer in einem letzten Ringkampf für immer niederzuwerfen, tagte der Congreß in Wien weiter und führte in aller Haſt ſeine Arbeiten zu Ende. Auch die deutſche Verfaſſungs-

frage kam nun zum Austrag; sie spielte die vornehmste Rolle, seitdem der europäische Areopag durch die Nachricht von Napoleons Rückkehr in Harnisch gejagt wurde." Daß man bis dahin mit dieser Hauptsache nicht weiter gekommen, ist nicht allein Metternichs Schuld, wenngleich nicht zu läugnen, daß für ihn — unselige Verblendung — Deutschland nur eine Nebensache. Ihm genügte ein System von Alliauzen, wie er es im Kriege angebahnt, die Idee eines Bundesstaates oder der Wiederherstellung des Kaiserthums lag ihm noch ganz fern. Der für die Angelegenheit von Deutschland niedergesetzte Ausschuß hatte sich nach einer unfruchtbaren Thätigkeit von fünf Wochen wieder aufgelöset. Wieder kam im Januar 1815 die deutsche Frage auf die Bahn. In allem Ernst verlangte man jetzt die Wiederherstellung des Kaiserthums, für welche vornehmlich die kleinern Staaten stimmten. Aber Preussen widersprach, Metternich, verliebt in die bequeme Idee des abgeschlossenen Oestreichs, blieb unthätig. Im Mai endlich wurden, nachdem Preussen hierzu die Veranlassung gegeben, in eilf übereilten Sitzungen die Grundzüge einer deutschen Föderation, wie Wessenberg sie mit Benutzung des preussischen Entwurfs niedergelegt, angenommeu, unbestimmt und dehnbar, um in einer spätern Zeit nach Bedürfniß gedeutet und ausgebeutet werden zu können. Durch sie war das große Volk der Deutschen zu schimpflicher, regungloser Neutralität verdammt, oder, wie Metternich sich ausdrückte, „Deutschland soll den Beruf haben, in dem Centrum Europas eine große defensive Vereinigung zur Erhaltung der Ruhe des Welttheils zu bilden." Eine treffende Wahrheit hat damals in dem Rheinischen Merkur Görres ausgesprochen: „Man kann nicht verkennen, daß in diesem Verfassungsentwurf auf eine sehr glückliche Art die französische Constitution vom Jahr III mit der türkischen Verfassung verbunden ist und zwar so, daß Fürsten unter einander den Republikanismus sich gefallen lassen, ihren Völkern aber den Sultanismus herzlich gern gönnen."

Der Congreß war beendigt, 10. Juni 1815, und der Fürst eilte in das große Hauptquartier nach Heidelberg. Dort war er kaum eingetroffen, und es wurde bei Waterloo geschlagen,

als er Paris erreichte, fand er das Weſentlichſte abgemacht: Napoleon abermals entthront, die Rückkehr der Bourbonen geſichert, den zweiten Pariſer Frieden ſtipulirt. Eines Triumphes, der nicht ſein Werk, genoß er zu Paris, während eines Aufenthalts von mehren Monaten, in reichen Zügen. „Er erholte ſich, nachdem Alles zu Ende war und kein Sturm mehr drohte, von den großen Arbeiten und Erfolgen der zwei verfloſſenen Jahre in den Armen der Sinnlichkeit und des Salonlebens und zehrte behäbig von dem erſten Ruhm und den großen ihm von den fremden Fürſten verliehenen Auszeichnungen und Belohnungen an Orden, Geld, Titeln und Gütern, die in Verbindung mit dem vom eigenen Herrn Gegebenen ſich noch mehrere Jahre lang fortſetzten und die zerrütteten Vermögensverhältniſſe der Metternichſchen Familie wieder glänzend emporbrachten. Ihm ward ſein Theil an den franzöſiſchen Entſchädigungsmillionen, die Oeſtreich nahm; der König von Neapel, nachdem durch Metternichs Hülfe Murats Reich geſtürzt worden, hatte ihn zum Herzog von Portella erhoben (1. Aug. 1818), womit eine Dotation von 60,000 Francs jährlich verbunden ward; die Verbündeten ſchenkten ihm die reiche ehemalige Benedictinerprobſtei Johannisberg im Rheingau (was unrichtig) und der Kaiſer von Rußland ſuchte noch beſonders den Mann ſich verbindlich zu machen, der meiſt alle Politik gegen ihn gerichtet hatte. Ehe er nach Petersburg zurückkehrte, erſuchte er Metternich um eine freundſchaftliche nicht politiſche Privatcorreſpondenz, zu deren Koſten der Fürſt jährlich 50,000 Dukaten annehmen möge. Metternich befragte den Kaiſer darum, der ihm die Erlaubniß dazu auch gewährte, denn er halte ihn für einen ehrlichen Mann. Dieſe Revenue bezog der öſtreichiſche Miniſter bis zu Alexanders Tode und Nicolaus, nachdem er ſie ihm anfänglich aus Groll über Oeſtreichs orientaliſche Politik entzogen hatte, erhöhte ſie auf 75,000 Dukaten," Angaben, deren Gewähr lediglich auf der Wiener Abendzeitung vom Juli 1848 beruht, die daher höchlich der Beſtätigung bedürfen.

Kaum war der Waffenlärm verſtummt, die neue Ordnung für Europa feſtgeſtellt, als ſich aus der mit Mühe und Noth

geglätteten politiſchen Oberfläche das Bedenken um Italien ſtörend emporhob. Durch das von Metternich vorübergehend aufgefaßte Tauſchproject würde Oeſtreichs Druck auf Italien, wenn auch die Lombardei hingegeben, ungezweifelt noch fühlbarer geworden ſein. Italien iſt durch die Natur zur Abhängigkeit von Deutſchland verurtheilt, iſt lediglich deſſen Litoral. Dort, nicht in der gefrornen Oſtſee, in der durch die Engländer beherrſchten Nordſee liegen Deutſchlands Häfen. Wir ſehen, als noch das römiſche Kaiſerreich in ſeiner Blüthe, z. B. zu Marc Aurels Zeiten, häufig deutſche Heere in Toscana walten, bis zur Tiber ſich ausdehnen, und doch reichte damals die römiſche Herrſchaft bis zur, ja über die Donau, waren Noricum und Rhätien ihr unterworfene Provinzen. Heutzutage reicht der Deutſchen unbeſtrittenes Gebiet bis zu den Alpen, und wie Frankreich durch die weſtlichen Alpen ſcharf von Frankreich geſchieden wird, ſo iſt durch die öſtlichen Alpen, deren Gipfel überall von Deutſchen eingenommen, Italien an Deutſchland geheftet. Darum iſt Italien in der Theilung des großen karolingiſchen Reichs und das ganze Mittelalter hindurch bei Deutſchland geblieben, wie beharrlich auch die Anſtrengungen der Lombarden, ſich dieſer Abhängigkeit zu entziehen, wie geringfügig auch die Mittel, ſo die ſpätern Kaiſer den Erhebungen entgegenzuſetzen hatten. In der größten Erbärmlichkeit zeigt ſich das vereinigte Italien unter der ephemeren Herrſchaft der Wido, der Berengare, Harduin, und wenn auch von den Nachfolgern Rudolfs von Habsburg Italien ganz eigentlich vernachläßigt worden iſt, ſo haben doch deutſche Abenteurer, Condottieri, dergleichen Herzog Werner von Urslingen, Konrad und Luz von Landau, Hans von Horneck, Wolf von Wolfeck, gar fühlbar nachgewieſen, weſſen von Italien die Herrſchaft.

Lange vor dieſen Zeiten hatten die kühnſten, unternehmendſten Kaiſer den Gedanken einer Tarviſer oder Veroneſer Mark gefaßt, die vom Iſonzo zur Etſch reichend, und dem Herzog von Kärnthen untergeordnet, den Deutſchen jederzeit die Straße nach Italien offen halten ſollte. Bei der Beſchaffenheit des Heerweſens im 11. Jahrhundert mußte der Ausführung dieſes wohlberechneten Entwurfs verzichtet werden. Hingegen erſtarkte un-

vermerkt in der Burg Tyrol ein Grafengeſchlecht, das anfangs nur ſelten genannt, allgemach die ausgedehnte Herrſchaft an Etſch, Eiſach und Inn gewann, die Herrſchaft, welche den Entwurf der Saliſchen Kaiſer zur Wirklichkeit erhebend, als ein Rieſenalp auf die Bruſt von Italien drückt und nimmer von dannen zu entfernen ſein wird. Erkannt wurde die Wichtigkeit dieſer Schöpfung nur erſt im 16. Jahrhundert. Das immer noch die Hoheit des deutſchen Reichs erkennende Herzogthum Mailand den Händen des Reichsfeindes, des Königs von Frankreich zu entreißen, machte Kaiſer Karl V ſich zur Aufgabe, und daß ſie zu löſen, die Kräfte von Tyrol ausreichten, haben die beiden Tyroler, Georg und Kaspar von Freundsberg hinlänglich erwieſen. Die Lombardei wurde eine öſtreichiſche Provinz, von der doch Karl V ſelbſt die ausgedehnte Herrſchaft Aſti trennte, um damit den durch Frankreich ſeiner Staaten entſetzten Herzog von Savoyen zu erfreuen. Dieſe Staaten wiederzugewinnen, haben Karl V und ſein Sohn die außerordentlichſten Anſtrengungen gemacht, damit aber in dem Hauſe des Schützlings die bitterſte Feindſchaft geerndtet. Beinahe drei Jahrhunderte iſt die Lombardei öſtreichiſch geblieben, bis auf die zwiſchen Ticino und Seſia gelegene Hälfte, deren die beiden erſten Könige von Sardinien ſich bemächtigt haben, zum Dank für die hunderttauſende deutſcher Soldaten, die gefallen ſind, das Haus Savoyen gegen Frankreich aufrecht zu erhalten, den Piemonteſern einen durchaus unverdienten kriegeriſchen Ruhm zu verſchaffen.

Im J. 1814 wurde die an das franzöſiſche Kaiſerthum verlorne Lombardei dem rechtmäßigen Herrſcher wieder zurückgegeben, und haben die Mailänder dieſe Wendung freudig begrüßt, ihren ganzen Zorn an denjenigen ausgelaſſen, welche ihnen einen franzöſiſchen König aufzudringen vermeinten. Damals lebten noch viele, denen die goldenen Zeiten von 1748 bis 1796 eingedenk, und viel größer war die Zahl derjenigen, denen aus eigner Erfahrung bekannt, daß eitel Schwindelei die Wohlthaten, welche die Revolutionirung ihnen gebracht haben ſollte.

Aber ſchon hatte Metternich den folgenſchwerſten Fehler begangen, nicht nur die erwünſchteſte Gelegenheit verabſäumt, um

bei der allgemeinen Reſtauration den König von Sardinien zur Reſtitution der geſtohlenen Hälfte von Mailand zu nöthigen, ſondern ihm auch mit Genua die gefährlichſte Vergrößerung zukommen laſſen. Ohne Zweifel hatte er bedacht, daß das unbeſchützte Küſtenland von Ligurien 1796 die Pforte geworden für der Franzoſen Vordringen zu Po und Mur, und damit ſolches ſich nicht wiederhole, wurde Genua den Sarden überlaſſen, die ſo glorreich in dem Feldzug von 1796 ihre Meiſterſchaft in dem Vertheidigungskrieg bekundet haben, und 1859 den Beſitz von Genua benutzten, um die Franzoſen dem Herzen von Italien einzuführen. Der Menſch denkte, Gott lenkts; hatte doch auch Napoleon auf Verona, Legnago, Mantua und Peschiera ein Syſtem von Befeſtigung begründet, das für ewige Zeiten den Deutſchen den Eingang Italiens verſchließen ſollte. Die unpolitiſche, vollkommen überflüſſige Vergrößerung eines Erbfeindes brachte aber noch die weitere Folge, daß in Turin ein wahrer Heißhunger nach dergleichen wohlfeilen Erwerbungen erwachte, der nur auf Koſten Oeſtreichs zu befriedigen. Von dort iſt das Feldgeſchrei, Unita italiana ausgegangen, dem allmälig, nachdem man dem vor allen andern Landſchaften Italiens preſſurirten Piemont eine ſogenannte Conſtitution gegeben, auch anderwärts die Beſten und Edelſten, denen nach einem Plauderſtuhl, unbeſchränkter Preßfreiheit, behufs der Verbreitung von Abſurditäten oder Schändlichkeiten, reichbeſoldeten Aemtern, abſonderlich auch nach der Gelegenheit, das Doppelte von dem zu bewilligen, ſo der abſoluteſte Herrſcher jemals ſeinen Unterthanen abgefordert hätte, ꝛc. gelüſtete. Alles Dinge, von denen Kaiſer Franz nichts wiſſen wollte. Eine Deputation, die ſchon im Mai 1814 um eine freie Verfaſſung unter einem Erzherzog gebeten hatte, ward von ihm dahin beſchieden, daß er auch Italiener ſei, das Land durch ſeine Waffen erobert habe und es in ſeiner Weiſe regieren werde. Bei einer andern Gelegenheit äußerte er: „Die Lombarden müſſen vergeſſen, daß ſie Italiener ſind; meine italieniſchen Provinzen brauchen nur durch das Band des Gehorſams für den Kaiſer vereinigt zu ſein.“ Metternich äußerte gegen San Marzano: „Der Kaiſer, welcher den Geiſt der Unita italiana

bannen will, hat weder angenommen, noch wird je annehmen den Titel: König von Italien; deshalb hat er die Organiſation der italieniſchen Armee aufgelöſet, alle Inſtitute aufgehoben, welche ein großes nationales Königreich hätten vorbereiten können; er will den Geiſt des italieniſchen Jacobinismus zerſtören und ſo die Ruhe Italiens ſicherſtellen." Dieſer Jacobinismus äußerte ſich anfangs 1815 in Aufruhrverſuchen. Als der Ruf Napoleons Aufbruch von Elba verkündigte, wurde die Aufregung ſo lebhaft, daß Metternich doch rathſam fand, Conceſſionen zu machen. Es wurde am 7. April die Errichtung des lombardiſch-venetianiſchen Königreichs angekündigt, unter einem Vicekönig, wodurch „jene Nationalität, auf die mit Recht ſo großer Werth gelegt wird," erhalten und die Organiſation des Königreichs „dem Charakter und den Gewohnheiten der Italiener angepaßt" werden ſollte. Kaum war jedoch die Gefahr beſeitigt, als Metternich ſich für dieſe Zugeſtändniſſe durch eine Reihe von Maasregeln rächte, welche die öſtreichiſche Herrſchaft erſt unpopulär, dann verhaßt machten. Unter ſolchen Maasregeln wird vorab die Einführung der dem italieniſchen Charakter widerſtrebenden Conſcription genannt, wobei man ganz und gar vergißt, daß die Conſcription eine franzöſiſche, ſeit Jahren von den Befreiern nach Italien verpflanzte Erfindung war. Mit beſſerm Rechte mag wohl dem Fürſten ein in raffinirteſter Vollkommenheit ausgebildetes Polizei- und Spionirſyſtem zugeſchrieben werden, welches inzwiſchen der berühmten loi des suspects verglichen, nur ein Kinderſpiel genannt werden darf, auch in dem Ermitteln von Mazzinis Perſon und Umtrieben keineswegs in ſeinem Raffinement ſich bewährt hat.

Nicht genug, daß die Regierung mit dem böſen Willen vieler Eingebornen zu ringen hatte, ſelbſt unter den Auserwählten, die das unruhige Volk mit der deutſchen Herrſchaft zu verſöhnen dahin geſchickt, fanden ſich Förderer der vermeintlichen italieniſchen Nationalitätsbeſtrebungen. Als ein ſolcher iſt der Erzbiſchof Gaisruck von Mailand zu nennen. Auch in Ungern wie in Polen hat man die Erfahrung gemacht, daß dort anſäſſige Deutſche die enthuſiaſtiſcheſten Verfechter einer ihnen fremden Nationalität geworden ſind. Das erklärt ſich aus dem Bedienten-

ſinn, welchen der Bettelſtaat in ſeiner vielfältigen Verzweigung dem einſt ſo ſelbſtſtändigen Volk der Deutſchen aufgezwängt hat, wobei man aber doch auch dem allgemeinen Blödſinn, der die einſtweilige Vernichtung deutſcher Herrſchaft in Italien als ein freudiges Ereigniß begrüßt, Rechnung tragen muß. Zweimal in jener Periode, 1816 und 1817, hat Metternich Italien beſucht; im J. 1817 begleitete er als k. k. Uebergabe-Commiſſair die dem Prinzen von Braſilien, Dom Pedro, beſtimmte Braut, die Erzherzogin Leopoldine. Man muß bekennen, daß Kaiſer Franz viel Glück gehabt hat in der Wahl ſeiner Schwiegerſöhne. Den durch die Uebergabe verlängerten Aufenthalt ſuchte Metternich zu benutzen, um des Großherzogs von Toscana Abneigung für Bildung eines italieniſchen Bundes unter dem Protectorat von Oeſtreich zu überwinden. Es war das vergebliches Bemühen; ſo wenig wie ſein Vater hat Großherzog Ferdinand begreifen wollen, daß ſeine Herrſchaft nur ein Ableger von Oeſtreich, und zweimal, 1848 und 1859, ſollten ſich in Bezug auf Toscana die Ereigniſſe von 1797 wiederholen. Weniger darf es befremden, daß auch der Papſt auf die Idee einzugehen ſich weigerte, er hätte zwar der Gelegenheit genug gehabt, einzuſehen, wie nothwendig der Kirche ein ſtreitbarer Vogt, glaubte aber für jetzt den Einflüſterungen des Turiner Hofs, „eine ſolche Liga ſei nichts anderes, als der ſchön übertünchte Vorwand, die italieniſchen Mächte zu beklagenswerther Sklaverei herabzuſetzen".

Von dem Zuſtand von Unzufriedenheit und Sehnſucht nach Abhülfe der Mißſtände und Halbheiten, von dem, wie Italien, ſo Deutſchland heimgeſucht, ſoll ebenfalls nur Metternich die Schuld tragen. „So nahm er aus Italien den Haß gegen alle nationalen Beſtrebungen nach Deutſchland herüber, terroriſirte zuletzt hier wie dort mit der Furcht vor der Revolution die Souveraine und verpflanzte von dem Vicekönigreich das raffinirteſte Polizeiſyſtem nach Oeſtreich, das Princip, durch forcirte Ruhe jenen vulkaniſchen Ausbruch zu erſticken, nach Deutſchland." Hier müßte vor allem unterſucht werden, in wie fern ſeit des Fürſten politiſchem Austritt in dem Zuſtand von Unzufriedenheit und Sehnſucht nach Abhülfe Beſſerung ſich ergeben hat, welche

Art von Befriedigung durch den allgemeinen Sieg des Liberalismus, durch die vielen conſtitutionellen Schöpfungen dem Volke geworden iſt. In Erwartung des Ergebniſſes einer ſolchen Unterſuchung wird man zugeben, daß jenem von dem Fürſten ergriffenen Syſtem europäiſcher Erhaltungspolitik das Verdienſt unbeſtreitbar, „nach der Befreiung von der Napoleoniſchen Herrſchaft den wahrſcheinlichen Zuſammenbruch vieler Staaten und eine allgemeine Anarchie verhütet, in einzelnen der Dynaſtien aus dem Scheinleben zuletzt ein wirkliches ermöglicht zu haben. Der Fürſt hat die alte Ordnung der Dinge befeſtigt, nicht um ihr Ewigkeit zu geben, ſondern um den Einbruch der neuen Zeit minder unheilvoll für die Throne zu machen. Freilich trieb ſeine Methode das Gift, ſtatt heraus, in die Körper hinein und überwies ſie ſo periodiſchen Revolutionen und mehr oder minder großem Siechthum. Aber erhalten waren doch die Staaten, und das war Metternichs Zweck vornehmlich geweſen.“ Leider haben nicht alle Staaten dieſen Zweck begriffen, einer wahrhaften Umſturzpolitik vielmehr gehuldigt, wozu die Zeitungsſchreiber getreulich halfen.

Eine gewaltige Scheu vor den Zeitungsſchreibern gehörte zu Metternichs Schwachheiten, daher ſeine ſtete Furcht, den vermeintlichen Dolmetſchern der öffentlichen Meinung illiberal zu erſcheinen, welche Furcht dann nicht wenige Schuld tragt an der auffallenden Schwachheit der Monarchie in den letzten zwölf Jahren ſeines Waltens. Der in ſeinen Augen ſo fürchterlichen Waffe ſich zu gebrauchen, hatte er kurz vor dem Beitritt zu der großen Allianz den Oeſtreichiſchen Beobachter gegründet, der aber von der in den Kriegsjahren erlangten Bedeutung ſehr bald zu der tiefſten Flachheit herabſank. Eine andere ihm angehörende literariſche Schöpfung waren die Wiener Jahrbücher der Literatur, die auch Großes geleiſtet haben für arabiſche Philologie und Poeſie. Für die Politik hatte er in Gentz ſich einen Klopffechter zugelegt und den Mann, der doch eigentlich nur die Ueberſetzung von den meiſt unfruchtbaren Ideen des Parlamentsredners Burke, als den eigentlichen Diamant der Staatskanzlei betrachtet. Die Enttäuſchung, die Entdeckung, daß Gentz nichts weniger als ein Staatsmann, iſt ihm ſpät genug geworden.

„Gentz war ein Phantaſt," ſo drückte in ſeinen letzten Jahren der Fürſt ſich aus, „ein Idealiſt, der alle Augenblicke neue Pläne hatte und ſich von jedem Dinge leicht einnehmen laſſen konnte; während dieſes Verliebtſeins in die Dinge von oft ganz heterogenſter Natur war er zu Allem unfähig; dann deducirte er bloß, entfaltete ſeine Kunſt als Sophiſtiker und brachte ſich gern ſelber durch ſeine Phantaſien ins Feuer. Ich konnte mit ihm in ſolchen Kriſen gar nicht verkehren und war froh, wenn er mich nicht beſuchte; denn alle ruhigen Vernunftgründe nahm er nicht an. Beſonders in der letzten Zeit ſeines Lebens war er in dieſer Beziehung ſehr merkwürdig geworden; es gab zwiſchen uns die heftigſten Scenen und doch konnte ich wieder nicht grollen, weil ich ſeine Natur kannte. Denn kaum waren acht Tage vergangen, ſo pflegte Gentz wiederzukommen und vollſtändig ernüchtert mit mir über dieſelbe Sache zu reden, in welche er vorher ſo ſehr verliebt geweſen war, daß er darüber allen ihm ſonſt eigenen klaren Blick verloren hatte. Alsdann einigten wir uns ohne jede Schwierigkeit und er arbeitete den behandelten Gegenſtand mit dem Talente aus, welches mit Recht als ein glänzendes anerkannt worden iſt. Aber Alles in Allem genommen hatte ihn die Julirevolution zu einem ganz anderen Menſchen gemacht; er hatte ſeine Ruhe und Sicherheit eingebüßt, hielt Alles für verloren und blieb am liebſten aus der Staatskanzlei fort, ſchon weil ſein Liebesverhältniß ihn total beſchäftigte."

Ungleich bedeutender iſt, was bei dieſer Gelegenheit der Fürſt von ſich ſelbſt ſagte. „Ich muß immer lächeln, wenn ich leſe oder höre, ich ſei ein Abſolutiſt und Finſterling geweſen. Die Menſchen, die dies behaupten, kennen mich nicht und ich mag ſie auch nicht belehren, das hieße Eulen nach Athen tragen. Wahr iſt, daß ich für das heut Mode gewordene ſogenannte conſtitutionelle Syſtem keine Sympathien hege, weil es mir für die praktiſche Staatskunſt als unzweckmäßig erſcheint. Denn dieſer ſogenannte Vertrag zwiſchen Thron und Volk wird immer nur eingegangen, um ihn bei guter Gelegenheit zu brechen, und dieſe Kämpfe beider Parteien, welche das conſtitutionelle Staatsleben bilden, müſſen die Kraft der Staaten ebenſo wie die der monarchi-

ſchen Autorität auf die Dauer brechen. Meints ein Fürſt ehrlich, kann er ſicher darauf rechnen, daß man ſeine Macht bis zu einem bloßen Schattenbilde herabzudrängen ſuchen wird. Ich kann nun einmal nicht von der Ueberzeugung loskommen, daß dieſe Zwitterinſtitution demoraliſirend auf den Staat einwirkt und zu Parteikämpfen führt, die freilich das politiſche Leben fördern, aber den Staat in Zeiten äußerer Gefahr auch leicht ins Verderben ſtürzen können. Eine Republik iſt mir immer noch lieber; denn da iſt Alles einheitlich und die Form der Regierung iſt lange nicht ſo verſchieden von einer Monarchie, als gewöhnlich hingeſtellt wird. Ich glaube auch, daß alle Monarchien eher gute Republiken als conſtitutionelle Staaten werden. Das Beiſpiel von England ſchlägt mich nicht; dort iſt Volk und ſociale Einrichtung grundverſchieden von denen des Continents und dem wahren Weſen nach iſt England ein oligarchiſcher Staat, der bei uns gar nicht möglich iſt. Würden die Engländer ein Parlament haben nach dem franzöſiſchen Muſter, man ſollte ſehr bald die Wirkung kennen lernen. Für das alte Ständeweſen, welches unſeren Inſtitutionen entſpricht, habe ich immer Unterſtützung beanſprucht; es liegt darin, meiner Meinung nach, die echte Freiheit und zugleich eine Garantie für die Macht des Staats."

Auffallenden Eindruck machte auf den Miniſter, der gewohnt, jedem Zeitungswiſch Aufmerkſamkeit zu ſchenken, die Kunde von den Kindereien auf der Wartburg, von dem Heldenkind aus Lithauen ꝛc. Seiner Meinung nach mußte die Demagogie zerſtört werden, ehe ſie wie ein Krebs um ſich greife. Vor allem hatte Gentz im Beobachter das Treiben der Burſche, und mehr noch jenes der Lehrer zu geiſeln, dann wurden auf dem Congreß zu Aachen, Oct. — Nov. 1818, Verhandlungen eröffnet, um, nach den Grundſätzen der heiligen Allianz, das conſervative Syſtem für Europa feſtzuſtellen. Am 15. Nov. wurde zu Aachen die Declaration unterzeichnet, „worin die Souveraine als Grundlage des zwiſchen ihnen beſtehenden erhabenen Bundes den unwandelbaren Entſchluß bekennen, nie, weder in ihren wechſelſeitigen Angelegenheiten, noch in ihren Verhältniſſen zu andern Mächten, von der ſtrengſten Befolgung der Grundſätze des Völkerrechts

abzugehen, weil die unverrückte Anwendung dieſer Grundſätze auf einen dauerhaften Friedenszuſtand die einzig wirkſame Bürgſchaft für die Unabhängigkeit jeder einzelnen Macht und für die Sicherheit des geſamten Staatenbundes gewährt." Was in Aachen nur vorbereitet worden, dem ſollte die Conferenz in Karlsbad, eröffnet 6. Auguſt 1819, die Vollendung geben. Ihr dienten als Einleitung die ſeit zwei Jahren ſtattgefundenen, „von der größten Demoraliſation des Volks zeugenden Ereigniſſe," unter denen oben an ſteht die Ermordung Kotzebues, 23. März 1819. Unter deren Eindruck waren die Mitglieder der Conferenz im Voraus überzeugt von der Unentbehrlichkeit, „gegen die demagogiſchen Umtriebe die Mittel gerechter Nothwehr zu ergreifen," und es wurde anerkannt die Unumgänglichkeit einer wohlgeordneten, liberalen, in ſämtlichen Bundesſtaaten gleichförmigen Cenſur, gewiſſermaßen auch die Unvereinbarkeit repräſentativer Verfaſſungen mit der Autorität der Bundesverſammlung. In dieſem Sinne beſtimmte der Bundesbeſchluß vom 20. Sept. 1819, daß die Bundesverſammlung, damit nicht Deutſchland der Anarchie verfalle, eine feſte Norm für die einzuführenden landſtändiſchen Verfaſſungen aufzuſtellen habe; daß ihr, der oberſten geſetzgebenden Behörde, eine Executivmacht, behufs Vollziehung ihrer Befugniſſe beizulegen ſei; ſie erkannte, daß die Gebrechen des Univerſitätsweſens zur Ueberwachung der Jugend wie der Lehrer ſtrenge Maasregeln erforderten, daß der Mißbrauch der Preſſe die Einführung der Cenſur gebiete, und daß die Ausdehnung der revolutionairen Umtriebe die Beſtellung einer Centralunterſuchungscommiſſion nothwendig mache. Die Nothwendigkeit, Hand anzulegen dem Univerſitätsweſen ſelbſt, dieſer Tradition aus einer längſt verſchollenen Zeit, die keine Bücher beſaß und nur einzelne berühmte Namen von Lehrern kannte, hat auch in Karlsbad niemand einſehen wollen.

Sehr bald fanden des Fürſten trübe Ahnungen ihre Beſtätigung in Ereigniſſen, die zwar ohne directe Verbindung mit Deutſchland. Am 1. Januar 1820 kam zu Ausbruch der ganz Spanien fortreißende Soldatenaufruhr zu Cadiz, am 13. Febr. 1820 wurde der Herzog von Berry ermordet. Am 4. Mai 1820

ſchrieb der Fürſt an den Badiſchen Geſandten von Berſtett: „Die Zeit ſchreitet in Stürmen vorwärts; ihren ungeſtümmen Gang gewaltſam aufhalten zu wollen, wäre ein eitles Unternehmen. Nur durch Feſtigkeit, Mäßigung und Weisheit, durch vereinte und in der Vereinigung wohlberechnete Kraft ihre verheerenden Wirkungen zu mildern, das allein iſt den Beſchützern und Freunden der Ordnung übrig geblieben. Die Erhaltung des Beſtehenden iſt unſer nächſtes und wichtigſtes Augenmerk. Wir begreifen aber darunter nicht blos die alte und in wenigen Staaten unberührt gebliebene Ordnung im engern Sinne des Worts, ſondern auch neu eingeführte Inſtitutionen, ſobald ſie einmal verfaſſungsmäßige Kraft haben." Am 16. Mai 1820 unterzeichneten die in Wien verſammelten Miniſter der Bundesſtaaten die Schlußacte ihrer, die Karlsbader Conferenzen erläuternden und ergänzenden Berathungen.

Am 2. Jul. 1820 deſertirten aus Nola die Unterlieutenants Morelli und Silvati mit 120 Reitern vom Regiment Borbone, Cavalerie, denen ſich der Pfaffe Menichini und 20 andere Carbonari angeſchloſſen, um in Avellino die Revolutionirung des Königreichs beider Sicilien zu beginnen. Sie war alsbald vollbracht, aber Metternich zweifelte nicht, ſprach: „Man muß ſuchen, daß das nicht weiter gehe, es iſt ein Werk der Carbonari und ich hätte es längſt vorausſehen können." Gegen den Principe Cimitile, den dritten von der revolutionairen Regierung in Neapel nach Wien entſendeten Unterhändler, äußerte der Fürſt: „Die Revolution in Neapel iſt das Werk einer Secte und der Ueberrumpelung. Die Billigung derſelben von Seiten der Höfe würde die Keime der Revolution auch auf ſolchen Boden verpflanzen, der noch frei davon iſt. Es gibt nur ein Mittel, und das iſt nicht Verſöhnung, ſondern Abhülfe. Alle Männer, die das Beſte ihres Landes wollen, mögen den König bitten, die Zügel der Regierung wieder zu übernehmen und alle ſeit dem 5. Juli geſchehenen Handlungen aufzuheben." — „Denken Sie denn, daß ſolche Männer ſich finden würden?" entgegnete Cimitile. „Wenn Sie keine finden, ſo beherrſcht der Kaiſer, mein Herr, Männer, welche bereit ſind, zu thun, was ich Ihnen bezeichnet habe, verfügen Sie

darüber, 80,000, selbst 100,000 Mann werden auf Ihren ersten Wunsch marschiren und die Revolte niederwerfen." Beiläufig dieselben Worte, mit welchen Manteufel die Besten und Edelsten von Elberfeld entlassen hat.

Zu Wien war man fest entschlossen, zu interveniren, dafür die Genehmigung der Großmächte zu erhalten, wurde der Congreß zu Laibach, Nov. 1820, beliebt. Der Intervention traten Frankreich und am entschiedensten England entgegen, Kaiser Alexander schwankte, hingerissen aber durch die von Metternich empfangene Mittheilung eines Aufruhrs in der Garde zu Petersburg, fragt er: „Was ist zu thun?" Entgegnet Metternich: „Rußland, Preussen und Oestreich mögen sich, in Erneuerung der heiligen Allianz, für die Anwendung ihrer Grundsätze verbünden, dann verantworte ich die Zukunft." Damit ergriff er die Feder, den Entwurf einer Erklärung niederzuschreiben, worin gesagt, daß dieselben Principien, welche die Großmächte vereinigten zum Niederwerfen des militairischen Despotismus eines aus der Revolution hervorgegangenen Individuums, gegen jede revolutionaire Gewalt geltend gemacht werden sollen, sei es durch Vermittlung, sei es durch Zwang. Zu dem Ende würde man den König beider Sicilien einladen, einen fernern Congreß in Laibach zu besuchen, wo man sich mit ihm verständigen könne. Sofort genehmigte der Kaiser von Rußland den Entwurf, dem auch Preussen ohne Zögerung beitrat, während Lord Stewart mit Heftigkeit protestirte, den Fürsten beschuldigte, England getäuscht zu haben, versicherte daß dieses niemals den aufgestellten Grundsätzen beitreten werde. Wenig kümmerte sich jedoch der Fürst um solchen Protest, und noch weniger um die schwachen Versuche des französischen Hofs, die kleinen italienischen Staaten auf seine Seite zu ziehen. Troppau wurde verlassen; von einem Unfall, der auf der Rückreise bei Nikolsburg den Fürsten traf, ist Abth. I Bd. 2 S. 118 Rede gewesen.

Der Congreß wurde in Laibach eröffnet, und sehr willig von dem König von Neapel die Nothwendigkeit erkannt, gegen alle, von seinem Parlament vorgenommenen Veränderungen zu protestiren. Aber das Parlament hatte, ihn zu controliren, den

Duca, weiland Marcheſe del Gallo ausgeſendet, eben denjenigen, der zu Leoben als Vermittler auftrat, dann aus Kaiſer Napoleons Munde die herbe Apoſtrophe vernahm. Mit dem Duca zu verhandeln, wurde Metternich angewieſen. „Man hat Sie kommen laſſen," ſprach dieſer, „um die Ergebniſſe der Berathungen zu vernehmen. Ich handele im Namen der Großmächte und mit Zuſtimmung des Königs von Neapel. — Aber," entgegnete Gallo, „ich verlange meinen Herren zu ſprechen. — Sie werden ihn ſprechen und von ihm die Beſtätigung deſſen, was ich ſage, vernehmen. — Ich habe einige Bemerkungen zu machen. — Man hat Sie nicht gerufen um Ihre Bemerkuugen zu hören und Sie haben deren keine zu machen. Sie ſind hier um zu vernehmen, daß die Mächte keine der zu Neapel vorgenommenen Veränderungen anerkeunen, und daß der König in ſein Reich mit der durch den Vertrag von 1815 ihm zugeſicherten Machtvollkommenheit zurückkehren wird. Oeſtreicher, 50—80,000 Mann, ſollen Neapel beſetzen, um, für die Dauer von drei Jahren, die Ruhe zu ſichern; das Land hat ſie zu unterhalten. In ſein Recht wieder eingeſetzt, wird der König nach ſeiner Weisheit das für des Volkes Wohl Erſprießliche anordnen; ſollte man thöricht genug ſein, Widerſtand zu verſuchen, ſo werden weitere 100,000 Mann folgen. Uebrigens warten Sie dem König auf, er wird beſtätigen was ich ausgeſprochen habe."

Die öſtreichiſche Armee ſetzte ſich in Bewegung; gegen ſie gerichtet waren die Wünſche aller Deutſchen, die, nach einem Lieblingsausdruck jener Epoche, mit dem Geiſt der Zeit fortgeſchritten waren. Man erwartete nur Großthaten von den ſchwarzgekleideten Fabiern von Cocagna, man verfolgte mit Entzücken die Erzählungen von den Vertheidigungsanſtalten, mittels deren man die Leiſtungen der Guerillas überboten zu ſehen hoffte, man ſchwärmte in der Betrachtung des prächtigen Reiterregiments, das vergleichbar einem geſpenſtigen Zug von Matamoros, bei Fackelſchein durch die Strada de Toledo ſich wälzte, auf keiner Landkarte waren die in den erſten Berichten genannten Ortſchaften Froſinone und Ceprano zu finden. Das währte indeſſen nicht lange, und es kamen die Hiobspoſten raſch

hintereinander, von dem gänzlichen Mangel der Neapolitaner an modernem Selbſtbewußtſein, nach dem vortrefflichen Ausdruck der Cölniſchen Zeitung, von der Occupation der Hauptſtadt. Waren ſanguiniſch die Hoffnungen geweſen, ſo wurde in ihrer ganzen Bitterkeit die Enttäuſchung empfunden. Es ergab ſich unendliche Verachtung für den jüngſt noch ſo gefeierten italieniſchen Namen. Zu München ließ das Unglück die Schauſpieler, aus der Vorſtellung nach Haus gehend, mit einem Italiener zuſammentreffen, den erfaſſen, in eine Ecke drücken, der Reihe nach ..... war das Werk eines Augenblicks. Den 23. März 1821 zogen die Oeſtreicher der Stadt Neapel ein, und in denſelben Tagen kam zu Ausbruch die Revolution zu Turin, der jedoch eine öſtreichiſche Diviſion unter Bubna ſchon zu Anfang Aprils ihr Ende bereitete. In den wenigen Tagen hat der Prinz von Carignan die noble Rolle einſtudirt, die er ſpäterhin als spada d'Italia durchführen ſollte. Sie hätte wohl berechtigen können, ihn von der Succeſſion zu einem Thron auszuſchließen, deſſen das Haus Carignan durch ſeine Antecedentien ſo wenig würdig (Abth. II Bd. 4 S. 791—793). Zudem war Karl Alberts Urgroßvater an eine Baſtardtochter des erſten Königs von Sardinien verheurathet geweſen, daß mithin die Ebenbürtigkeit verloren. Zu thun, was hier Rechtens, mögen Familienrückſichten, für das Böſe ſo mächtig, für das Gute ſo unwirkſam, verhindert haben.

Noch tagte der Congreß, als die Nachricht von der Erhebung Griechenlands, beginnend mit dem Aufruhr zu Kalavrita, 24. März 1821, eintraf. Die Löſung der damit auftauchenden Fragen wurde einem neuen Congreß vorbehalten, und wie die Miniſter insgeſamt, trat auch Metternich die Rückreiſe an. In deren Lauf iſt ihm die glänzendſte Anerkennung ſeiner Verdienſte geworden; ſeine Ernennung zum Haus-, Hof- und Staatskanzler datirt vom 25. Mai 1821. Bereits nahmen die Ereigniſſe im Oſten ſeine ganze Aufmerkſamkeit in Anſpruch. Kaiſer Alexanders Sympathien für die griechiſche Revolution konnten zu einem allgemeinen Krieg führen, den zu verhindern bot der Staatskanzler die Vermittlung von Oeſtreich an, und als ſie nicht abgelehnt, nicht angenommen worden, reiſete er in Geſellſchaft des

Erzherzogs Ferdinand nach Hannover, wo eben, October 1821, K. Georg IV Hof hielt und ſeinen Miniſter Caſtlereagh um ſich hatte. Metternich und Caſtlereagh einigten ſich zu einer gemeinſchaftlich zu betreibenden Vermittlung, die denn auch das gewünſchte Ergebniß erbrachte, den ernſtlichen Zuſammenſtoß Rußlands mit der Pforte vorläufig hintertrieb. Vollends die Gefahren zu beſeitigen, welche die griechiſchen Wirren dem Weltfrieden bereiten konnten, die Revolution in Spanien, die jeden Augenblick dem beweglichen Frankreich ſich mittheilen konnte, zu bändigen, beantragte der Staatskanzler den Congreß zu Verona, auf welchem die Lage Europas auf das Neue erwogen, die heiklichſten Fragen erledigt werden ſollten.

Dahin abzugehen bereitete ſich Robert Marques von Londonderry Viscount Caſtlereagh, der Tag ſeiner Abreiſe war wohl bereits feſtgeſetzt, als er durch freiwilligen Tod, 12. Aug. 1822, ganz Europa in Erſtaunen verſetzte. »Cependant les affaires extérieures de l'Europe se compliquaient singulièrement,« ſchreibt Capefigue; »l'indépendance de l'Amérique espagnole amenait une situation exceptionelle; les puissances continentales avaient cru nécessaire de prendre des mesures extraordinaires pour arrêter le progrès des opinions démocratiques; lord Castlereagh, associé depuis 1811 à ces grandes assemblées de princes et de rois, pour la répression des idées désorganisatrices, aurait voulu maintenir l'Angleterre dans la même situation diplomatique, et cependant la position était changée. Un mouvement libéral plus prononcé se faisait sentir; le système politique de Castlereagh n'avait plus sa popularité, il avait fait son temps; la majorité incertaine, dans le parlement, se prononça dès ce moment pour l'émancipation des catholiques d'Irlande; une proposition de Canning, sur les catholiques, passa à la chambre des communes, elle ne fut repoussée que par les lords; un tel résultat devait amener un changement de ministère, et le suicide de lord Castlereagh rendit la modification du cabinet indispensable. Ce ministre, comme tous les hommes de cœur, n'avait pas voulu survivre à la grande pensée de son système; et c'était ce système qui avait

maintenu la force et la dignité de la Grande-Bretagne, pendant la révolution française et l'Empire de Napoléon. Le mouvement politique appelait Canning à former un nouveau cabinet ; c'était lui qui avait obtenu la majorité sur la question de l'émancipation catholique ; et d'après les usages anglais il devait être chef du gouvernement. Le roi n'aimait pas Canning; ses liaisons avec la reine Caroline l'avaient profondément blessé ; Canning n'était pas whig, c'était un tory un peu nuancé par l'ancien parti Grenville ; mais la position qu'il avait prise dans le parlement choquait les opinions personnelles de Georges IV. D'abord, en ce qui touchait l'émancipation des catholiques, le roi, comme gardien de la religion anglicane, n'acceptait qu'avec une extrême répugnance le ministre qui avait été dans le parlement l'expression même des opinions favorables à cette émancipation ; ensuite Georges IV savait les liaisons de Canning avec quelques personnages importants du parti whig; il connaissait les idées aventureuses sur la politique étrangère que cet homme d'état avait conçues. Ce ne fut donc qu'après de longues négociations et par suite d'une nécessité impérative que Georges IV accepta Canning comme chef du cabinet ; il subit là une nécessité passagère comme Georges III quand il avait formé le ministère Fox ; aussi, sous prétexte de la goutte, se retira-t-il à Brighton, et il n'ouvrit plus le parlement en personne. C'était dire hautement qu'il n'approuvait pas le système ministériel qui lui avait été imposé par les circonstances. Canning fit prononcer le discours de la couronne par commissaires, et prit en son nom propre la direction la plus absolue du cabinet. Ceci se passait durant le congrès de Vérone et les transactions diplomatiques qui préparèrent la guerre d'Espagne ; l'opinion de Canning fut formelle ; il parla avec beaucoup de netteté sur toutes les questions extérieures ; il commença un système politique tout entier dans les pensées révolutionaires. Jusqu'à la mort de Castlereagh, l'Angleterre avait été une puissance politique et continentale, se rapprochant des gouvernements conservateurs, afin d'amener un système de répression ; avec

Canning, au contraire, c'était la révolution qui allait trouver en Angleterre un auxiliaire, partout où elle pourrait se produire victorieuse. Ce système avait déjà triomphé dans les colonies espagnoles; la Grèce luttait vigoureusement contre l'empire ottoman; le Piémont, l'Espagne avaient arboré les couleurs révolutionnaires; un large champ était ouvert aux déclamations de Canning, et il en profita. Mais ici, nous le répétons, le roi Georges IV demeura étranger aux actes politiques de ce ministre; sa confiance royale fut plus spécialement placée dans la chambre des lords qui devint tout-à-fait pouvoir de résistance. Canning s'aperçut bien que dans cette haute chambre l'opposition serait formidable, et il entama plusieurs fois avec le roi la question d'une promotion de pairs, attendu les impossibilités qui entouraient son ministère. Le refus de la part du roi fut très-vif et persévérant; il voyait dans la chambre des lords la seule garantie constitutionelle pour son autorité qu'il ne voulait point abandonner. Canning, de son côté, exposait »»qu'il fallait accepter sa démission si on ne lui donnait les moyens de mener le gouvernement à bonne fin.«« Une première transaction fut faite; on convint de suspendre la nomination des pairs, et d'attendre un vote du parlement mieux prononcé sur la question catholique. Les pétitions arrivaient de toutes parts; et, comme les communes avaient déjà donné gain de cause aux catholiques, sir John Russel eut espoir de faire passer son bill de réforme, une des idées les plus anciennes de l'opposition. Ainsi se développaient toutes les questions politiques de l'Angleterre; elles marchaient lentement, mais depuis l'avènement de Canning il était bien constaté que la Grande-Bretagne tendait à la réforme de sa constitution. Si les catholiques d'Irlande obtenaient leur émancipation, c'était évidemment le premier pas de fait; il n'y avait pas de raison pour que l'on s'arrêtât, et la réforme viendrait après tout naturellement. Canning ne pouvait aller jusque-là; sa puissance sur l'esprit du roi n'était pas assez grande; aussi, pour maintenir sa popularité, le ministre anglais exagérait-il les

principes de libéralisme à l'extérieur. Ce fut à l'occasion de la guerre d'Espagne qu'il exposa ses doctrines de l'insurrection. Le gouvernement anglais appelait hautement les nations à se soulever contre leurs rois; il favorisait de tous ses efforts l'émancipation des colonies espagnoles, il cherchait à s'emparer des forces politiques de l'Espagne, il voulait organiser l'insurrection grecque contre la Porte, et ces systèmes quasi-révolutionaires exposés en parlement excitaient le plus vif enthousiasme, et faisaient décerner à Canning les titres les plus éclatants par le vieux libéralisme. Il éloignait, autant qu'il le pouvait, les questions intérieures, et particulièrement la réforme parlementaire. Les choses marchèrent ainsi jusqu'à la mort du ministre anglais, qui n'avait jamais eu la confiance de son souverain.«

An Caſtlereagh verlor Metternich einen ergebenen, ſeine Grundſätze theilenden Beiſtand, in deſſen Nachfolger traf er auf einen unabhängigen, trotzigen, geiſtreichen Feind. Als Englands Vertreter, der getreuſte Auffaſſer von Cannings Ideen kam Wellington zum Congreß, eigentlich nur, um gegen jede Intervention in Spanien zu proteſtiren. Seine Vorträge waren „nichts als traurige Monumente einer von allen guten Grundſätzen abgefallenen Regierung und zugleich des elendeſten Diplomaten, den dieſe Regierung vielleicht je in einem großen Geſchäfte verwendet hat.“ Metternich, überzeugt, daß Englands Widerſtand auf ungeſchlachte Redensarten ſich beſchränken werde, betrieb mit Eifer und Erfolg die Ausführung der zwiſchen den vier Mächten getroffenen Verabredungen. In ſeiner an die ſpaniſche Regierung erlaſſenen Note heißt es: „Die Verwirrung auf der Halbinſel iſt ſeit Kurzem in ſchreckhafter Weiſe gewachſen, die ſtrengſten Maasregeln, die kühnſten Schritte können nicht länger die Regierung aufrecht erhalten. Der Bürgerkrieg iſt in den Provinzen ausgebrochen; die Beziehungen zu dem größten Theil von Europa ſind geſtört, oder gebrochen, hinſichtlich Frankreichs haben ſie einen Charakter angenommen, der die ernſteſten Beſorgniſſe um deren Folgen erwecken muß. Dieſem Zuſtand von Iſolirung, durch die letzten Ereigniſſe herbeigeführt, hat Spanien ein Ende

zu machen. Vor Allem muß der König frei ſein, und wird er von dem Augenblick an frei ſein, da er an die Stelle eines unpracticabel befundenen Regiments eine Ordnung ſetzen kann, welche in einer glücklichen Vereinigung die Rechte des Monarchen mit den wahren Intereſſen und geſetzlichen Wünſchen aller Claſſen der Nation verbindet." Die Intervention erfolgte in einer die Erwartungen aller Gebildeten noch ſchmerzlicher täuſchenden Weiſe, als es mit den Ereigniſſen in Neapel der Fall geweſen. Die Männer der Bewegung hatten nicht Zeit gehabt, in Spanien die Maſſen von Geſindel aufzutreiben, welche aller Revolutionen nothwendigſter Factor ſind. Daß die Intervention ſchmähliche Früchte trug, dafür kann der Fürſt-Staatskanzler nicht verantwortlich gemacht werden.

Leichtern Kaufes wurde er fertig mit den Emancipationsgelüſten, zu denen die Höfe von München, Stuttgart, Karlsruhe, Darmſtadt und Caſſel ſich verleiten laſſen. Zwar fanden ſeine Vorſtellungen in München, wo er von Verona kommend, den 1. Januar 1823 eintraf, den gehofften Eingang nicht, in Würtemberg zeigte man ſich noch rückſichtloſer, verurtheilte die Beſchlüſſe von Verona, das Syſtem der heiligen Allianz und erklärte, von den ſo befriedigende Reſultate erbringenden Verwaltungsgrundſätzen nimmermehr abgehen zu wollen, aber in ſeinem Beſtreben, an dem Bundestage die Majorität zu gewinnen, verharrend, zog Metternich zuerſt Sachſen an ſich, dann auch Baden, das doch am mehrſten durch Umtriebe, deren Erfüllung dem J. 1848 vorbehalten, bearbeitete Land. In dem Gedächtniß von des Herzogs Friedrich Wilhelm von Braunſchweig Hinneigung zu Oeſtreich von deſſen Sohn das Gleiche erwartend, verwendete er ſich ſo eifrig für den Herzog Karl, daß dieſem, der am 30. Oct. 1823 das 19. Jahr zurücklegte, der Vormund, König Georg IV an demſelben Tage die Regierung überließ. Metternich hatte dem Grafen Münſter geſchrieben, daß er in dem jungen Herzog „eine Ruhe und Haltung gefunden habe, die ſeinem Alter voraus ſei, und dazu einen Reſpect für den erhabenen Vormund, der einer ſchönen Seele zu entſteigen ſcheine."

Am 6. Febr. 1823 begannen die Sitzungen des Bundestags. Es wurden ihm die Beschlüsse von Verona zur Annahme vorgelegt, die Majorität bekannte sich jedoch nur zu den Grundsätzen und Absichten der heiligen Allianz, ohne die Uebereinstimmung mit deren Maasregeln auszusprechen. Oestreich und Preussen im Verein erfaßten hierauf den Gedanken einer Epuration des Bundestags. Zuerst wurde von Hessen-Darmstadt, welches nächst Würtemberg die stärkste Opposition machte, die Zurückberufung seines Gesandten gefordert, und auf eine fulminante Depesche bewilligt. Die gleiche Forderung wurde an Würtemberg gestellt, und weil der König Anstand nahm, den von Wangenheim, als den entschiedenen Widersacher der östreichischen Politik abzurufen, erhielt der östreichische Gesandte den 28. Mai die Weisung Stuttgart zu verlassen. Dem Beispiel folgten Rußland und Preussen, und sah Würtemberg sich zur Nachgiebigkeit gezwungen, mußte auch den Deutschen Beobachter unterdrücken. Schon vorher waren andere mißliebige Gesandte, wie Gagern und Texel beseitigt worden. Ohne Aufstand ging durch der Antrag, die Veröffentlichung der Bundesprotokolle aufzuheben: wer noch etwas von Opposition in sich tragen mochte, der konnte sich freuen, daß solche Geständnisse absoluter Nullität der Aufmerksamkeit des Publicums entzogen. Mit derselben Leichtigkeit wurden auch fernere Anträge durchgesetzt, auf Verlängerung des Preßgesetzes vom J. 1819, Fortbestand der Mainzer Umtriebscommission, Beaufsichtigung der Universitäten lautend. Vollständig ward zur Anwendung gebracht was man das Metternichische System zu nennen pflegt.

Während sothanes System das namenlose Weh durch alle Gauen von Deutschland trug, die Presse dem Drucke der unwürdigsten Fesseln schier erlag, das freie Wort verstummte, einige Jungen auf der Festung büßten, daß sie, den reformatorischen Beruf in sich verspürend, dem Trieb des Geistes gefolgt waren, der edle Commersch sogar Hemmungen und Beschränkungen begegnete, offenbarte das nach Außen hin so despotisch erscheinende System in den Erbstaaten einen sehr gemüthlichen Charakter, wie er durch die Ruhe und Folgsamkeit der Nation bedingt. Ihr

war nach der kurzen, unvergängliche Früchte tragenden Preßfreiheit unter Joſeph II, die Schreiberdiarrhöe vollkommen fremd geworden, ſie begnügte ſich mit den wenigen von der Regierung privilegirten Zeitungen, ſie bemerkte kaum, daß man ihr, um das Einſchwärzen verdächtiger oder beunruhigender Anſichten zu verhüten, beinahe jeden geiſtigen Verkehr mit dem Ausland benommen hatte. Einzig in dem lombardiſchen Königreich traten fortwährend beunruhigende Symptome auf in geheimen Verbindungen und Verſchwörungen, denen die Regierung bei weitem nicht den gehörigen Nachdruck entgegenzuſetzen wußte, gleichwie ſie keineswegs ſich bemühet zeigte, den Urſachen der häufig und häufiger ſich äußernden Mißſtimmung nachzuſpüren, viel weniger ihnen abzuhelfen. Als einer der vornehmſten Agenten der gereizten Stimmung iſt zu betrachten die fortwährend im Steigen begriffene Ueberſchwemmung von Beamten aus den alten Provinzen, vornehmlich aus Welſch-Tyrol. Dieſe betrachtete mit Ingrimm die auf den Staatsdienſt angewieſene Bevölkerung, der mußte es eine höchſt anlockende Idee ſein, bei erſter Gelegenheit der unzähligen Intrüſen ledig zu werden. Wenn aber hierdurch nicht ſelten der Staat ſich veranlaßt ſah, Strenge zu üben, ſo hatte Metternich wenig andern Antheil bei dergleichen Maasregeln, als daß er bemühet, ſie in der Anwendung zu mildern oder gänzlich zu beſeitigen. Mancher Verbrecher hat ſeiner Fürſprache ſich erfreut; die verſagte er niemals, und vollends unerträglich war ihm der Anblick von perſönlichen Leiden. Man ſagt, er habe keine Mücke in Todesnöthen ſehen können, ſie regelmäßig aus dem Waſſer herausgezogen, um ihr das Leben zu erhalten. Kaiſer Franz, in deſſen Charakter eine gewiſſe Unerbittlichkeit begründet, läugnete nicht, daß er im Verzeihen ein ſchlechter, Metternich ein ungleich beſſerer Chriſt ſei. Dem hat der ungriſche Reichstag von 1825 das Indigenat taxfrei verliehen: es löſete auch dieſer Reichstag in Wohlgefallen ſich auf, nachdem die auf demſelben ſich ergebende mächtige Oppoſition mehrentheils dem Staatsdienſt eingetreten war. Es iſt das die Grundlage aller politiſchen Umwälzungen: »Ote-toi de là, afin que je m'y place.«

Wohl hatte Metternich die Nothwendigkeit erkannt, die ſpaniſchen Colonien zum Gehorſam gegen die Metropole zurückzuführen, ſeine Wünſche in dieſer Hinſicht mußten aber ſcheitern aus Abgang der Mittel, ſie geltend zu machen. Eben ſo wenig vermochte er in Bezug auf Portugal, wo er genöthigt, für Dom Miguel Partei zu nehmen, während Canning die ganze Macht von England anwendete, um der entgegengeſetzten Anſicht die Oberhand zu verſchaffen. Sorgen ungleich ernſterer Art bereitete dem Staatskanzler des Kaiſers Alexander Ableben, 1. Dec. 1825, und des Nachfolgers energiſcher, eroberungsſüchtiger Charakter. Gleich die engliſch-ruſſiſche Allianz vom 4. April 1826 bezweckte offenbar die Ablöſung Griechenlands von der türkiſchen Herrſchaft. Unſtreitig hat Metternich den größten Einfluß geübt auf die Nachgiebigkeit, welche in dem Vertrag vom 25. Sept. 1826, den Forderungen Rußlands gegenüber, die Pforte bezeigte. Aber nur vertagt war damit die Criſe: am 6. Jul. 1827 kam zu Stande der Vertrag, wodurch Rußland, England und Frankreich ſich verpflichteten, nöthigenfalls von dem Sultan die Freigebung Griechenlands zu erzwingen. Dem Bündniß folgte ſchnell genug Cannings Tod, 8. Aug. 1827, nichts deſto weniger wurde am 20. Oct. die Seeſchlacht bei Navarin geliefert, von dem neuen Miniſter, Herzog von Wellington vor dem verſammelten Parlament als eine große Kataſtrophe, einzig zum Vortheil von Rußland herbeigeführt, beklagt. Von der Schlacht empfing Metternich die Nachricht, da er eben zur Trauung fahren wollte.

Wittwer ſeit 19. März 1825, hatte er, der lebensluſtige 54jährige Herr, ſeit längerer Zeit unter den Schönen des Landes ſich umgeſehen, und als der Schönen ſchönſte befunden die in der That blendende Tochter der ehemaligen Geliebten K. Ferdinands von Neapel, Antoinette Freyin von Leykam, geb. 25. Aug. 1806. Die von Leykam, vormals in der Stadt Cöln und im Bergiſchen begütert, gehören nicht zu dem ritterbürtigen Adel, und begegnete daher des Fürſten Wahl von Seiten ſeiner Mutter und Schweſter lebhaftem Einſpruch, während die beabſichtigte „Mißheurath" vielfältig von der vornehmen Welt in Wien beſpöttelt wurde. In deren Sinn war die Braut keine Geborne: hat doch

einſt bei der Präſentation der Gemahlin eines Geſandten eine Eiferin für das reine Vollblut, für die Etiquette, die Runde bei den anweſenden Damen gemacht, einer jeden in die Ohren raunend: »ne lui parlez pas, elle n'est pas née.« Den Unterſchied des Heerſchildes einigermaßen auszugleichen, hatte der Kaiſer am 8. Oct. 1827 die Braut ſeines Miniſters in den Grafenſtand, als Gräfin von Beilſtein erhoben. Trotz der durch die Hiobspoſt von Navarin hervorgerufenen Beſtürzung fand die Trauung ſtatt den 5. Nov. 1827, zu Hetzendorf, in dem k. k. Luſtſchloß, bei des Fürſten Schwager, dem Herzog Ferdinand von Würtemberg, in Beiſein der fürſtlichen Mutter und Schweſter. Nicht lange hat dieſe Ehe Beſtand gehabt. Die Fürſtin ſtarb im Wochenbett, 17. Januar 1829, nachdem ſie am 7. Januar von einem Sohne, dem Fürſten Richard entbunden worden. Die von den hohen Damen empfangenen déboires haben ohne Zweifel weſentlich dieſen Trauerfall verſchuldet.

Die Folgen des Ereigniſſes von Navarin, der Pforte zu Gute, ſo viel möglich zu neutraliſiren, ſuchte Metternich die Allianz mit Frankreich, welche herbeizuführen, ganz gegen ſeine Weiſe, er ſogar einen Schreckſchuß wagte. Es wurde das Tuilerien-cabinet aufmerkſam gemacht auf die Gefahr, den Prinzen von Carignan, das Schooskind Frankreichs, von der Thronfolge in Sardinien ausgeſchloſſen zu ſehen, auf die ungleich dringendern Gefahren, welche der Sohn Napoleons der Monarchie der Bourbonen bereiten könne. Karl X haßte den öſtreichiſchen Staats-kanzler perſönlich, und ließ unbedenklich den Geſandten von Lebzeltern wiſſen, man bekümmere ſich wenig um die Wichtigkeit, welche ſeit einiger Zeit gewiſſe Leute dem Sohne des Exkaiſers beizulegen befliſſen. Auch den Gerüchten hinſichtlich Sardiniens trage man keine Rechnung, da ihre Realiſirung herbeiführen werde, was vor allem Fürſt Metternich zu vermeiden habe, eine franzöſiſche Alpenarmee, deren Anblick hinreichen werde, um die Halbinſel in Aufregung zu verſetzen. Zu einem wider Rußland gerichteten Bündniß werde das franzöſiſche Cabinet niemals die Hand bieten. Ungezweifelt hat dieſe in Bezug auf den erſten Punkt vollſtändig durch ſpätere Ereigniſſe widerlegte Anſicht,

neben der seit 1814 in Frankreich waltenden Russenfurcht, in der Ueberzeugung gewurzelt, daß so lange Metternich am Ruder, niemals eine ernstliche Anstrengung, höchstens nur passiver Widerstand zu erwarten sein dürfte. Später soll sogar Karl X geäußert haben, daß er einen Krieg mit Oestreich sehr gern haben würde, indem er darin die Gelegenheit ersehe, die innern Unruhen auszugleichen, die Nation im Großen zu beschäftigen.

Der Frieden von Adrianopel, 14. Sept. 1829, besiegelte Rußlands Unterwürfigkeit gegen die Türkei, die zwar schon früher durch Metternich aufgegeben worden. Hatte er doch bereits eine Annäherung zu Kaiser Nicolaus versucht, gegen dessen Vertrauten, den General Krasicki geäußert: „Ich weiß, daß, um den europäischen Vulcan zu ersticken, ein enges Band zwischen Oestreich und dem einzigen, starken, großen Selbstherrscher Nicolaus bestehen muß; aber wenn ein feindliches Geschick will, daß Europa dem Willen der Ideologen und wirren Köpfe, derjenigen verfalle, welche den Monarchen zu dienen scheinen, dann ist das Einzige, so ich Ihnen versichern kann, daß Oestreich das letzte sein wird zu weichen." Ferner, in einem andern Zwiegespräch: „In seiner jetzigen Lage kennt der Kaiser von Oestreich nur einen einzigen Feind, den aller Throne; er kennt nur zwei Parteien, die der Zerstörung und die der Erhaltung, diese die Basis unseres Systems." Dem folgten Klagen, daß man solche Wahrheiten nicht mehr einsehen wolle, daß Rußland, aufgefordert, dem System wieder seine Unterstützung zu leihen, in kränkender Weise für den Nothfall seine Armee angeboten habe. „Der Kaiser hat genug, um sich zu behaupten. Herr von dreißig Millionen Unterthanen, will er nur bewahren was er besitzt, von niemanden verlangt er etwas; er fürchtet den Krieg nicht, wird aber, deß gebe ich Ihnen mein Wort, keinen unternehmen. Wenn ihm etwas Noth thut, so ist es des Kaisers von Rußland moralische Unterstützung, damit dem Uebel die Zukunft benommen, dem verheerenden Strom, der bereits gegen die Stufen der Throne anschlagt, ein Damm gesetzt werde." In diesen Worten spricht sich die feige Politik aus, die so lange unter scheinbaren, nichtigen Erfolgen sich verbergend, die gewaltige Monarchie von Concessionen

zu Conceſſionen gegen das Ausland zuerſt, dann immer weiter geführt hat. Das iſt wahrlich nicht die Politik, geziemend einem Staat, der auf vier mächtige Nationalitäten, darunter die eine von allen die mächtigſte, geſtützt, zur Weltherrſchaft berufen ſchien, wenigſtens in dem Zwecke ſeiner Selbſterhaltung angewieſen, genöthigt war, dieſe Nationalitäten zu ergänzen. Dieſe Politik hat, ſtatt den reichen Grundſtoff zu benutzen, das Volk in ſeiner apathiſchen Selbſtgenügſamkeit beſtärkt, denn wenn der Deutſche überhaupt genügſam von Natur iſt, kein Arges dabei hat, wenn man ihn dieſer oder jener Provinz entledigt, ſo iſt der Oeſtreicher in ſothaner Genügſamkeit der Deutſche par excellence.

Solcher Politik iſt es zuzuſchreiben, daß die Geſtaltung von Griechenland ohne alle Zuziehung von Oeſtreich lediglich im ruſſiſchen Sinne erfolgte, daß einer der eifrigſten Träger ruſſiſcher Intereſſen, Kapodiſtrias zum Präſidenten von Griechenland erwählt wurde, daß bei der Wahl eines Königs auf den von Oeſtreich ſchwach angedeuteten Candidaten, den durch ſeine Selbſtſtändigkeit Ehrfurcht gebietenden Herzog von Modena, ſchlechterdings keine Rückſicht genommen wurde, während das von Louis Philipp regierte ohnmächtige Frankreich hier als eine der vermittelnden Mächte auftreten durfte. Die Annäherung des Sturms, welchem Karl X erlag, mag Metternich allerdings vorhergeſehen haben, ſollen ihm doch von dem wieder zu Athem gekommenen Bonapartismus den Sohn Kaiſer Napoleons betreffende Vorſchläge zugekommen ſein; ſo hat er auch im Mai 1830 an den franzöſiſchen Geſandten in Wien bedenkliche Worte gerichtet: „Ihre beiden klaffenden Wunden ſind allerdings das Wahlgeſetz und die Preßfreiheit; aber daraus folgere ich nicht, daß man ſie mit Brutalität angreifen, daß man einen Staatsſtreich unternehmen dürfe. Nur mittels der Kammern können Sie zum Ziele gelangen; auch wird Europa zu Anderm die Hand nicht bieten. Ich kenne den öffentlichen Geiſt in Frankreich zu genau, um nicht zu wiſſen, daß ein Staatsſtreich den Untergang der Dynaſtie herbeiführen würde.“ Durchaus aber muß ich in Abrede ſtellen, daß der Staatskanzler das ſofortige Eintreten der Kataſtrophe erwartet habe. So arg wird er freilich ſich nicht geirrt

haben wie Radowitz, der im Februar 1848 von der zu Paris vorgenommenen Recognoscirung heimgekehrt, versichern durfte, nie habe der Thron von Ludwig Philipp fester gestanden, noch wie jener Mann, der, nachdem er Jahre lang zu Paris in des preussischen Gesandten von Werther Intimität verlebt, in den ersten Tagen des Juli 1830 die Heimath besuchend, sich vermaß, von 14 zu 14 Tagen auf dem Pontneuf zu Paris eines der Häupter der Revolution, Lafayette, Foix u. s. w. guillotiniren zu lassen, ohne daß sich darum die leiseste Bewegung ergeben werde. Aber doch hat Fürst Metternich in dem Maße sich getäuscht, daß er unmittelbar vor den berühmten Julitagen in zahlreicher und glänzender Gesellschaft von Diplomaten, darunter z. B. der Gesandte Caraman, vom Johannesberg aus Coblenz besuchend, durch lustige sorglose Haltung bedenkliches Kopfschütteln der wenigen erregte, welche in ernstlicher Bekümmerniß den Gang der Dinge an der Seine verfolgten, indessen der große Haufen sich ergötzte oder scandalisirte an dem mehr als frivolen Zeitvertreib jener glänzenden Gesellschaft, an den romantischen Fluß- und Mondpartien ꝛc. ꝛc.

Der vielen Lust folgte schwere Unlust, wie durch einen Zauberschlag fand die ganze Weltlage sich umgekehrt. Bevor er noch zu einem Entschlusse hinsichtlich Frankreichs gekommen, war der Staatskanzler bedacht, der Schweiz, die längst als vieler Intriguen Herd verdächtig, sich zu versichern. Er sprach zu Effinger, ihrem Geschäftsträger: „Man wolle sich nicht in die innern Angelegenheiten Frankreichs mischen, aber auch von daher keine Rückwirkung auf andere Staaten zugeben. Mehr denn je sei die Schweiz zur strengsten Neutralität verpflichtet, in einem Moment, da es sich um Festhaltung des erschütterten Staats- und Völkerrechts handle; hauptsächlich dürfe sie keinen französischen Einflüssen sich hingeben. Oestreich werde diese kostbare Neutralität beschützen und, falls sie gefährdet sein sollte, gern bereit sein, nicht weniger schnell als zur Vertheidigung der eignen Gebiete, die Waffen zu erheben." Einstweilen blieb die Schweiz dieser Politik getreu, wie schwer auch hier an seinem eignen System Metternich sich versündigt hatte. Die Anerken-

nung der radicalen Cantone Aargau und Waadt, dieſer rebelliſchen Unterthanen der Berner, war ein grober Fehler, indem er die Kraft der Regierung brach, die durch ihren Sinn jederzeit ihre Nachbarſchaft mit Habsburg, mit dem Stamm, der unerſchütterlich im Unglück wie im Glück, bekundet hat, und die auch jetzt noch vor allen Cantonalregierungen befähigt geweſen wäre, dem Radicalismus zu gebieten, den ſie ſtatt deſſen, durch die Einverleibung von Bruntrut, bei ſich aufnehmen mußte. Dieſen Fehler namentlich hat Metternich zu verantworten, denn das Werkzeug, ſo er für Conſtituirung der Schweiz einem Kapodiſtrias und Pozzo di Borgo entgegenſetzte, war der von Lang als alterndes kniffiges Männlein bezeichnete Schraudt, einer jener Ulpianer, deren Unbrauchbarkeit der Miniſter von Duminique beklagt hat (Abth. I Bd. 2 S. 431).

Bunt ſah es bereits in Deutſchland aus, allgemein war, Sept. 1830, die Aufregung, im Aufruhr begriffen Heſſen, Sachſen, Braunſchweig, dazu ſich neigend Weſtphalen. Nach ſolchen Prämiſſen ſäumte Metternich nicht lange mit der Anerkennung des Bürgerkönigs; ſie wurde den 8. Sept. 1830 gegeben, und fand das Beiſpiel allgemeine Nachahmung. Sichtlich hat hier der Staatskanzler ſich durch die Furcht vor den Pralereien der franzöſiſchen Zeitungen beſtimmen laſſen. Es verhielt ſich aber mit dieſen wie mit allen Pralereien: Frankreich war damals gänzlich entwaffnet, vollkommen wehrlos. Das im Lager bei Urmütz ſtehende preuſſiſche Armeecorps hat man nur gegen die Emeuten in Cöln und Aachen verwendet. Zu Cöln hatte aber bereits die von den Behörden zu Hülfe gerufene Faſtnachtsgeſellſchaft die Ruhe hergeſtellt; den Ausgang der Aachener Revolution habe ich Abth. II Bd. 1 S. 791—794 erzählt. Die hierdurch disponibel gewordenen Preuſſen durften nur die Maas überſchreiten, vor Brüſſel ſich zeigen, und der letzte Tag der belgiſchen Erhebung wäre gekommen; vereinigt mit den Holländern, die man nicht weiter vor Brüſſel brauchte, oder auch ohne ſie, waren die Preuſſen ſtark genug, um durch raſches Vordringen der Buchdruckerrevolution in Paris mächtig zu werden. Aber das wollte die Politik nicht, die Preuſſen bezogen eine beobachtende Stellung, und die Vereinigung der abſoluten Gegenſätze, Holland

und Belgien, durch unwiſſenden Leichtſinn geboten, wurde mit demſelben Leichtſinn aufgehoben. Der gute Gagern hatte ſich eingebildet, in ſeinem Königreich der Niederlande ein neues Burgund, gegen Frankreich eine undurchdringliche Wehre, aufzubauen. Mit Belgien fielen alle den Franzoſen entgegengeſetzten Feſtungen, und mußte Preuſſen der Möglichkeit verzichten, auf dem linken Rheinufer eine Schlacht anzunehmen, es ſei denn, daß ihm wie 1815 die geſamte Streitmacht von Europa zur Seite ſtehe.

In ganz anderm Maaſe, als durch das, ſo in der weiten Ferne, wenn auch in einem noch unlängſt öſtreichiſchen Lande ſich ergab, wurde die öſtreichiſche Monarchie durch die Revolution in Warſchau (29. Nov. 1830) berührt. Sie erweckte in Ungern die lebhafteſten Sympathien, denen entgegenzutreten die Regierung keinen Anlaß fand, vielmehr deutlich merken ließ, daß auch ihre Wünſche für die Polen. Man fürchtete zu Wien ganz außerordentlich die weitere Berührung mit Rußland, die bisher nur auf den Landſchaften Volhynien und Podolien beruhend, nach der gewaltſamen Unterdrückung der polniſchen Bewegung über die ganze Nordgrenze von Galizien ſich ausdehnen würde: eigentlich doch eine kindiſche Furcht, da der Zar ſchon durch die Nachläſſigkeit des öſtreichiſchen Miniſteriums vor der Kriegserklärung vom 10. Aug. 1812 und durch die Beſtimmungen des Congreſſes König von Polen geworden war, mithin über alle Mittel des Scheinkönigreichs zu gebieten hatte. Dieſe Furcht ging ſo weit, daß ſelbſt Metternich, der Mann des Nachgebens und des Friedens, für einen Augenblick wenigſtens den Gedanken ergriff, zur Wiederherſtellung Polens, ſogar mittels der Abtretung von Galizien, die Hand zu bieten, falls die Polen einen Erzherzog zum König wählen, Frankreich und England ſolche Wahl in Vorſchlag bringen würden. Man intereſſirte ſich auch zu Paris wie zu London für dieſe aus Warſchau dahin getragene Idee, weil man aber ihre Bedeutung nicht zu würdigen vermochte, ſo blieb es bei den Wünſchen, und was in jedem Betracht eine Chimäre geworden, mußte aufgegeben werden.

Nimmermehr würde Kaiſer Franz, in ſeiner Scheu vor Revolutionen, einer ſolchen zum Beſten einen Krieg unternommen

haben, dann iſt es, vermöge der Zerriſſenheit der Nation, ſelbſt wenn es möglich ſein ſollte, ihre Grenze herzuſtellen, wie Stephan Bathory, Wladislaw IV ſie gegeben haben, eine abſolute Unmöglichkeit, unmöglich wie die Selbſtſtändigkeit von Ungern, daß Polen mittels ſeiner eigenen Kräfte beſtehe. Die Nation hat nur die eine Wahl, der engſte Verband mit den Deutſchen, oder die Unterthänigkeit gegen Rußland. Sollte alſo für Polen etwas geſchehen, ſo konnte Erſprießliches nur durch die Vereinigung mit dem öſtreichiſchen Staatskörper, nicht durch die Wahl eines Schattenkönigs, eines Erzherzogs erzielt werden. Dafür aber mußte Oeſtreich ſeine ganze Kraft einſetzen, auf den Beiſtand von Frankreich und England zählen können. Daß aber für eine ſolche Mitwirkung keine Ausſicht, hat ſchon Napoleon I gezeigt. Der Erfolg ſeines Kriegs mit Rußland war geſichert, ſobald er ſich entſchloß, das Reich der Jagellonen nach ſeinen drei Abtheilungen, Böhmen, Ungern, Polen in der Hand ſeines Schwiegervaters zu vereinigen: unſterbliche Fehde zwiſchen dem weſtlichen und dem öſtlichen Panſlavismus wäre hiervon die Folge geweſen, unangefochten hätte er die Wiederherſtellung des abendländiſchen Kaiſerthums vervollſtändigen mögen, aber die Unerſättlichkeit ließ den einfachen Gedanken bei ihm nicht aufkommen, zu dem ſich die verbündeten Mächte in dem Krimkrieg eben ſo wenig erheben konnten, daher auch ihre großartigen Anſtrengungen ohne alles Reſultat bleiben mußten.

Der Staatskanzler ſelbſt iſt ſehr bald von ſeiner kriegeriſchen Wallung zurückgekommen. Nachdem er im Januar 1831 hinſichtlich der Anſtrengungen der Polen geäußert hatte: „Glaubt man, daß ich als Menſch beim Anblick ſo vielen Muths unempfindlich bleiben kann, und denkt man, daß ich, der Miniſter, nicht lieber ein ſtets wohlwollendes und befreundetes Polen, als ein ſtets ehrgeiziges und nach Vergrößerung ſtrebendes Rußland zum Nachbar haben möchte?“ ſo begnügte er ſich doch, die Polen im Geheimen zu begünſtigen und zu beſchützen, ohne dabei die ſtrengſte Neutralität zu verletzen. Wie ſich aber mehr und mehr, ſamt der Unfähigkeit der Führer, die Hoffnungsloſigkeit des Kampfes ergab, erkalteten in dem gleichen Maaſe die Sympa-

thien. Schon Ende Juli 1831 ſchrieb der Fürſt an Skrzynecki, er könne den Polen keinen andern Rath geben, als ſich ihrem rechtmäßigen Herren zu unterwerfen, und nach dem Falle Warſchaus bekannte man unumwunden, wie ſehr man auch geneigt geweſen, den Anſtrengungen eines ſchwärmeriſchen Rittergeiſtes Nachſicht zu gewähren, habe man doch einen reichlichen Zuſatz von Unbeſonnenheit und aufrühriſchen Principien nicht verkennen können. „Dieſes früher auszuſprechen, da die Polen noch kämpften und ein ſolches Eingeſtändniß ihnen ſchädlich ſein konnte, wäre ungroßmüthig geweſen. Jetzt, nachdem ihr Schickſal entſchieden, behaupten die Thatſachen, den Meinungen gegenüber, ihren Rang.“ Selbſt die Verwendung um das Schickſal der beſiegten Polen wurde lau betrieben: niemals zu feſtem Auftreten geneigt, offenbarte Metternich in allen Beziehungen zu Rußland eine in der That ſtrafbare Schwäche.

Dafür konnten in dem gegenwärtigen Falle ſelbſt die Ereigniſſe in Italien nicht entſchuldigen. Wie hinſichtlich der Waadt und des Aargaues hatte der Congreß auch mit den transalpiniſchen Landvogteien der Schweiz, woraus der Canton Teſin entſtanden, geſündigt. Nach der alten Verfaſſung gehörten die drei Landvogteien Bellenz, Riviera und Bollenz den Cantonen Uri, Schwiz, Unterwalden unter dem Kernwald allein, waren Lavis, Luggarus, Meynthal, Mandris den ſämtlichen eidgenöſſiſchen Orten, mit Ausnahme von Appenzell, unterthänig, das Livinerthal ließ der Canton Uri, hier alleiniger Gebieter, durch einen Landvogt regieren. Unter Landvögten, durch die verſchiedenen Cantone der Reihe nach ernannt, ſtanden auch die übrigen Bezirke, und konnten unter ſolchem Regiment die gewöhnlichen Folgen einer abwechſelnden Herrſchaft, verſtärkt durch der regierenden Herren Bedürfniß ſich zu bereichern, nicht ausbleiben. Lange vor Revolutionirung der Schweiz waren die italieniſchen Landvogteien, gleich dem benachbarten Veltlin, die Hochſchule für Diebe, Räuber und Mörder, der Tummelplatz von Taugenichtſen jeglicher Art geworden. Noch toller mußte das werden, nachdem man das Völkchen ermächtigt, ſich ſelbſt zu regieren, und geſtaltete es ſich, bis beinahe zu den Thoren von Mailand reichend, zu einem

höchſt unbequemen, gefährlichen Nachbar für die Lombardei. Der Gefahr, welcher man doch ſo leicht zur Zeit des Congreſſes hätte abhelfen können, wurde man erſt im J. 1830 in Wien inne, nachdem die Landſchaft, die italieniſchen Flüchtlinge und Banditen ohne Unterſchied aufnehmend, der Herd aller Conſpirationen geworden. Man ſchrieb indeſſen noch 1831, nicht 1848, und nach längerm Bedenken wurden die Flüchtlinge aus dem Canton Teſin fortgeſchafft.

Viel mehr Mühe haben die Revolten in Parma, Modena, Ferrara, Bologna den Oeſtreichern nicht gemacht, ſie erlagen ſchnell dem von dem Staatskanzler geltend gemachten Interventionsprincip. Vorher hatte er um die Sache mit dem franzöſiſchen Cabinet ſich benehmen wollen, und zur Antwort erhalten: „es trete die Möglichkeit eines Kriegs ein, ſobald die Oeſtreicher Modena occupiren, die Wahrſcheinlichkeit, falls ſie dem Kirchenſtaat einrücken, Gewißheit, wenn ſie Piemont antaſten. Daſſelbe, nur in trotzigerer Weiſe, mußte der Geſandte zu Wien, Marſchall Maiſon ausſprechen, und Metternich erwiderte: „Bisher haben wir zugegeben, daß Frankreich das Princip der Nichtintervention aufſtelle, jetzt iſt es an der Zeit, ihm zu bedeuten, daß wir daſſelbe in Bezug auf Italien nicht anerkennen. Wir werden unſere Waffen überall hintragen, wo Empörung ſich ergibt. Sollte dieſe Intervention einen Krieg herbeiführen, wohlan! wir wollen uns lieber einer ſolchen Chance ausſetzen, als unter Emeuten umkommen.“ Modena und der Kirchenſtaat wurden von den Oeſtreichern überzogen, und Metternich erklärte auf das Beſtimmteſte, daß ein Gleiches für Piemont beſchloſſen, ſobald dort ein Aufruhr ausbrechen würde. Louis Philipp regte ſich nicht. Als aber 1832 Bologna abermals die Fahne der Revolution aufpflanzte, eine neue Intervention im Kirchenſtaat nöthig geworden, ermannte ſich der König der Franzoſen zu verwegener That, er ließ Ancona beſetzen, wie es ſcheint, im geheimen Einverſtändniß mit dem päpſtlichen Staatsſecretair Bernetti, der in ſolcher Weiſe der öſtreichiſchen Occupation ledig zu werden hoffte. Zum höchſten erzürnt durch ſolchen Handſtreich, erklärte der Staatskanzler dem franzöſiſchen Geſandten, „daß die Maasregel an ſich, minder

nicht die ſie begleitenden Umſtände, ſie nothwendiger Weiſe zu einer europäiſchen Angelegenheit machen, da alle Cabinete gleich ſehr bei dergleichen kühnem Bruch des Völkerrechts intereſſirt." Weiter hat ſein Zorn aber ſich nicht erſtreckt; ſtillſchweigend gab er zu, was er um keinen Preis hätte dulden dürfen, was einzig von Oeſtreich die Angelegenheit.

Dafür ſetzte Frankreich um ſo eifriger den ſtummen Krieg in Italien fort: „Junker Philipps ward genannt der Stumme von Falkenſtein, nicht daß er ein Stummer wäre von Reden, dann er war ein Stummer von Werken." Es fand auch für ſolchen Krieg Louis Philipp den thätigſten Beiſtand in England, nicht nur von Seiten der Regierung, ſondern von den Engländern überhaupt, für die es ſchon damals Manie geworden, mittels Aufwendung aller Kräfte Italien für den Proteſtantismus zu gewinnen, den Untergang der Popery herbeizuführen. Bald wurde der Einfluß der entente cordiale auf allen Punkten bemerkbar; beide Höfe, wenig befriedigt mit den in Gefolge des Memorandum der fünf Großmächte vom 21. Mai 1831 durch den h. Stuhl gemachten Conceſſionen, verlangten deren noch fernere, welche zu erhalten Oeſtreich ihnen behülflich ſein ſollte. Aber der Papſt weigerte ſich entſchieden und Metternich erklärte dem engliſchen Geſandten in der Note vom 28. Jul. 1832, „durch ſolche Einmiſchung würde der Souverainität des Papſtes Eintrag geſchehen, zumal ſeit der Occupation von Ancona jedes Zugeſtändniß als durch Gewalt errungen ſcheinen müſſe. Die Malcontenten würden dann jedesmal die Fremden herbeirufen. Dem Kaiſer erlaube ſein Gewiſſen nicht mehr, als dem h. Vater zur Ausführung und Handhabung der von ihm ausgehenden Bewilligungen zu rathen, welches zu fördern ihm von Oeſtreich erfahrne Beamte überlaſſen worden."

Mehr Glück machten die beiden Höfe in Belgien, von welchem ſchließlich abzulaſſen, die Holländer durch der Franzoſen Expedition nach Antwerpen genöthigt wurden. Deutlich war damit und in der Begünſtigung des Savoyerzugs die Abſicht von Louis Philipp, als Protector des Liberalismus aufzutreten, an Tag gelegt. Mit Recht hierdurch beunruhigt, ſuchte Metternich

die perſönlich (Sept. 1833) zu Münchengratz anweſenden Monarchen von Rußland und Preuſſen zur Erneuerung der heiligen Allianz, dann zu einer gegen die demagogiſchen Gelüſte des Tuilerіencabinets gerichteten Erklärung zu beſtimmen. Die Erklärung wurde auch gegeben, doch von jedem Hofe individuell, und hat der öſtreichiſche Geſandte die ihm aufgegebene Note in den erſten Tagen des Nov. 1833 dem franzöſiſchen Miniſter des Auswärtigen, Duc de Broglie vorgeleſen. Sie beſprach die furchtbare Ausdehnung der revolutionairen Propaganda, der zu widerſtehen einzig die gemeinſamen Maasregeln aller Regierungen vermöchten, und erklärte ſchließlich, daß, wenn Frankreich nicht dem Treiben der Umſturzpartei wehre, Unruhen in den alſo bearbeiteten Ländern entſtehen könnten, durch welche die drei Mächte gezwungen zu interveniren, und daß ſie jedes Entgegentreten in dieſem Falle als eine Feindſeligkeit gegen jede einzelne von ihnen betrachten würden. Broglie, der Erbe aller ſtaatsmänniſchen Weisheit der Necker und Lafayette, ſetzte dem Vorwurf der Begünſtigung der Propaganda eine Denegation entgegen, und beantwortete die Drohung in nicht minder gereiztem und ſcharfen Ton mit der Erklärung, daß Frankreich eine Intervention in Belgien, der Schweiz oder Piemont niemals zugeben werde. Anders Louis Philipp, der, den wiederholten officiellen Erklärungen zu Trotz, doch allmälig einer gewiſſermaßen reactionairen Richtung ſich zuwendete.

Ihm bangte vor dem gewaltigen Hebel, den er in den Händen von Oeſtreich ſah, und der befähigt, jeden Augenblick das Ende der Julidynaſtie herbeizuführen. Napoleon Franz Karl Joſeph, der einzige Sohn des großen Napoleon und der Erzherzogin Marie Louiſe war in Oeſtreich erzogen worden, hatte dort den in der h. Taufe empfangenen Namen Napoleon aufgeben, dagegen den Titel eines Herzogs von Reichſtadt annehmen müſſen, obgleich der Staatsvertrag vom 11. April 1814 der Kaiſerin Marie Louiſe die Herzogthümer Parma, Piacenza und Guaſtalla mit aller Proprietät und Souverainität überlaſſen, die Nachfolge in denſelben ihrem Sohn und deſſen Nachkommenſchaft zugeſichert, verordnet hatte, daß dieſer Sohn ſofort den

Titel Prinz von Parma, Piacenza und Guaſtalla annehme. Nichts deſto weniger wurde in der Congreßacte (Art. 99) der Beſitz der Herzogthümer der Kaiſerin Marie Louiſe nur für ihre Lebenszeit zugeſichert, ohne des Sohnes und des früher ihm zugeſtandenen Titels zu erwähnen. Alſo hat für ſeinen Enkel Kaiſer Franz geſorgt, alſo Metternich ſeine angebliche Civil-Hegemonie bewährt. Und doch war der Staat von Parma öſtreichiſches, durch die Abtretung von Neapel und Sicilien und von großen Stücken der Lombardei übertheuer erkauftes Land geweſen, bis die Wechſelfälle des Erbfolgekriegs und der Aachener Frieden von 1748 ihm auch die Abtretung dieſes Entſchädigungslandes auferlegten.

Nicht zufrieden, den Enkel um der Mutter dürftiges Erbe gebracht zu haben, war Kaiſer Franz auch bedacht, ihm eine Erziehung geben zu laſſen, „die ihn gegen die Verlockungen der Parteien ſichere.“ Dazu war förmlich angewieſen der Staatskanzler, als welchem ſeit dem Ende der zwanziger Jahre die oberſte Leitung der Erziehung des Prinzen anvertraut. Wie ernſtlich gemeint aber dieſe Vorkehrungen, ſie konnten dem Sohne Napoleons ſeine Wichtigkeit für eine große, rührige, in ſtetem Wachsthum begriffene Partei nicht benehmen. Vielfältige Verſuche wurden angeſtellt, das öſtreichiſche Cabinet für die Idee einer Wiederherſtellung des franzöſiſchen Kaiſerthums zu gewinnen, nicht ohne Aufmerkſamkeit von Metternich angehört, aber durch Hoffnungen niemals belebt. „Was verlangen, erwarten Sie denn von uns?“ fragte er einen dieſer Agenten. „Daß Sie den Herzog von Reichſtadt zu den Grenzen Frankreichs bringen laſſen; ſeine Gegenwart und der magiſche Namen Napoleon werden mit einem Schlag das gebrechliche Bauwerk zertrümmern, das ſchwankend auf unſerm Vaterland ruht und mit ſeinen Trümmern das Ihrige bedroht. — Und welche Bürgſchaft,“ fragte weiter der Fürſt, „wird für ſeine Zukunft der Herzog von Reichſtadt finden? — Ihn werden der Franzoſen Liebe und Muth umgeben, einen Wall um ihn bilden. — Nicht doch,“ erinnerte Metternich, „nach den erſten ſechs Monaten würden ihn die zudringlichen trotzigen Anforderungen von Ehrgeiz, Neid, Haß,

Verſchwörung belagern, er am Rande eines Abgrundes ſich befinden. Wie ich Ihnen bereits ſagte, der Kaiſer hält zu feſt zu ſeinen Grundſätzen, zu dem was die Pflichten gegen ſeine Völker ihm auferlegen, iſt viel zu beſorgt für ſeines Enkels Wohl, als daß er jemals Vorſchlägen ſolcher Art das Ohr leihen könnte. Uebrigens täuſchen Sie ſich vollſtändig hinſichtlich des Ausgangs Ihres Unternehmens, oder vielmehr ſeines Beſtandes. Denn ohne Bonaparte Bonapartismus zu verſuchen, iſt eine durchaus eitle Idee. Der ſogar, als es mit einem Genie, das ſo leicht nicht wiederzufinden, ihm gelang, die Revolution zu beſiegen und niederzuhalten, bedurfte eines Zuſammenwirkens von günſtigen Umſtänden, namentlich einer ununterbrochenen Siegesfolge, um die Ergebenheit ſeiner Soldaten zu befeſtigen, und die Maſſen durch eine Miſchung von Furcht und Enthuſiasmus zu betäuben. Geblendet durch die Stetigkeit ſeiner Triumphe glaubte er an ſich und Alle glaubten an ihn. Aber der Beſtand einer ſolchen Gewalt kann nur vorübergehend ſein, weil ſie durch die Dauer der Erfolge begründet iſt. Die Niederlagen würden ſeine Herrſchaft über die Gemüther gebrochen haben, wenn auch ſein Thron nicht ſofort eingeſtürzt wäre. Und was würde in dem gegenwärtigen Zuſtand ſelbſt ein Napoleon vermögen? Iſt es doch, als habe ein böſer Geiſt ſich vorgeſetzt, Frankreich zu der vollſtändigſten Nichtigkeit herabzubringen! Alles dort zerſtört, zerſetzt ſich, in Staub löſet die Geſellſchaft ſich auf. Aus den Trümmern einer umgeſtürzten Geſellſchaft hatte Napoleon wiederum ein Gebäude errichtet, Sie ſtreben nur darnach, auch die Trümmer zu zertrümmern." Noch andern Verſuchungen der Art wurde durch das Schickſal der Fürſt entzogen. Sein Mündel, „deſſen junges Leben ſichtlich in Ausſchweifungen und Schwindſucht ſich abſpulte," ſtarb zu Schönbrunn, 23. Jul. 1823. Abermals hat des Grafen Münſter Ausſpruch ſich bewährt: „Und wenn Metternich Alles kann, Eines kann er doch nicht werden, Educationsrath." Mit dem Prinzen ſank für Metternich eine Sorge ins Grab, ſagt des Fürſten Biograph. Eine Sorge alſo, was einem andern Staatsmann vielleicht das Mittel zu den rieſenhafteſten Entwürfen und Erfolgen werden konnte. Hat er aber ſo wenig

mit dem noch grünenden Reis zu bewirken gewußt, wie durfte man ihm zumuthen, daß er aus dem dürren Reis, aus König Karl X und deſſen Familie, irgend etwas den Intereſſen der Monarchie Zuſagendes zimmere. Dieſe Pfänder hatte doch ſichtlich das meiſt für Oeſtreich ſo parteiiſche Glück dahin geführt, damit durch ſie erſetzt, was in dem Herzog von Reichſtadt verloren worden.

Hingegen machten dem Fürſten noch keine Sorgen die ſeit 1830 in dem proteſtantiſchen Theile von Deutſchland hin und wieder auftauchenden, die Hegemonie von Preuſſen bezweckenden Einheitsbeſtrebungen, und das eigentlich nur unter den Zeitungsſchreibern ſich kund gebende Verlangen nach einer der Bundesverſammlung beizugebenden Miſchung von Volksrepräſentation: ihm genügte einſtweilen der Bundesbeſchluß vom 21. Oct. 1830, worin ſich die Regierungen zu gegenſeitiger Hülfe im Falle des Aufruhrs und zur Anrufung des Bundes verpflichteten, auch ſich verſprachen, die Cenſur zu üben und keiner unzeitigen, der Geſamtheit gefährlichen Nachgiebigkeit Raum zu geben. Groß ward auch die polizeiliche Thätigkeit im Laufe des J. 1831, ohne doch der Gährung abzuhelfen. Sie offenbarte ſich zu Hambach, Mai 1832, daß der Staatskanzler nicht umhin konnte, am Bundestag durch Präſidialvortrag vom 28. Juni 1832 die Ueberzeugung ausſprechen zu laſſen, „in Deutſchland gehe die Revolution mit ſtarken Schritten vorwärts," was ſofort zu neuen Beſchlüſſen gegen Steuerverweigerung, auswärts gedruckte deutſche Schriften, politiſche Vereine, Volksverſammlungen und Feſte, politiſche Reden, Abzeichen in Bändern und Cocarden, aufſtecken von Fahnen, errichten von Freiheitsbäumen führte. Das Alles wurde aber von den Maſſen kaum bemerkt, geſchweige dann empfunden, und die fortwährend ſich äußernde Mißſtimmung beruhete auf ungleich ſolidern Gründen, als auf den durch den Bundestag gebotenen Beſchränkungen. „Es hat mir immer weh gethan," äußerte der Fürſt in viel ſpäterer Zeit gegen ſeinen Biographen, „wenn man mich der Rachſucht und des feindſeligen Auftretens gegen das Volk im Allgemeinen beſchuldigte, nie aber mehr als in jener Zeit wo die Julirevolution ihre Wirkungen auch nach Deutſchland ſandte und der Bundestag ſich genöthigt

ſah, mit ſtrengern Maasregeln der Bewegung entgegenzutreten. Man glaubt gar nicht wie ſchwach es mit manchen Regierungen beſtellt war und wie ich oft ermuthigen und beruhigen mußte, um das Preisgeben fürſtlicher Würde zu verhindern. Andererſeits bin ich nie ſo verſchrien worden wie damals; was mir nie paſſirte, es kamen mir Warnungen und Drohbriefe zu und ich konnte jeden Tag denken, von irgend einem Fanatiker angefallen zu werden. Eine ſolche Wirkung war mir unangenehm; nicht daß ich Furcht oder Reue empfand, ſondern weil ſie bewies daß man mich für einen Erzfeind des Volkes hielt. Ich glaube ſelbſt, die Bundesbeſchlüſſe jener Zeit trugen einen gehäſſigen Charakter an der Stirn, aber dergleichen Maasregeln werden nie populair ſein, das liegt in der Natur der Sache. Ich kann geirrt haben, doch nach meiner Ueberzeugung habe ich das gethan, was zur Aufrichtung mancher Fürſten, zur Erhaltung mancher Staaten und damit zur Abwehr unermeßlicher Uebel nöthig war. Ich konnte Alles vor meinem Gewiſſen uud vor meinem Kaiſer verantworten."

Der Frankfurter Putſch, April 1833, war auch keineswegs geeignet, die Furcht vor Revolutionen zu beſchwichtigen. Gleich nach dem Attentat ſchrieb der Staatskanzler nach Frankfurt an den Geſandten: „In mangelhaftem Ausgang dieſer Unterſuchung geht eine vielleicht nie wiederkehrende Gelegenheit verloren, auf den eigentlichen Grund des Uebels, welches ſeit Jahren feindſelig auf den Fürſten wie auf den Völkern laſtet, zu kommen." Es erließ auch in Folge dieſes Ereigniſſes der Bund neue Beſchlüſſe, Verbote, Polizeimaasregeln, mit denen der Fürſt ſich doch für jetzt weniger beſchäftigte, als mit ſeinem Lieblingsgedanken, das ſogenannte Repräſentativſyſtem durch Stände nach dem alten Zuſchnitt zu erſetzen. Der Angriff auf die Repräſentation erfolgte in den zu Anfang des J. 1834 in Wien abgehaltenen Miniſterialconferenzen, in welchen Bevollmächtigte der einzelnen Regierungen zu gemeinſamen Beſchlüſſen für die vollſtändige Unterdrückung der revolutionairen Partei in Deutſchland ſich einigen ſollten. „Aus den Stürmen der Zeit," ſprach der Fürſt Staatskanzler, die Conferenzen eröffnend, „aus den Stürmen der Zeit

iſt eine Partei entſproſſen, deren Kühnheit, wenn nicht durch Entgegenkommen, doch durch Nachgiebigkeit bis zum Uebermuth geſteigert iſt. Jede Autorität anfeindend, weil ſie ſelbſt zur Herrſchaft ſich berufen wähnt, unterhält ſie mitten im allgemeinen politiſchen Frieden einen innern Krieg, vergiftet den Geiſt und das Gemüth des Volks, verführt die Jugend, bethört ſelbſt das reifere Alter, trübt und verſtimmt alle öffentlichen und Privatverhältniſſe, ſtachelt mit voller Ueberlegung die Völker zu ſyſtematiſchem Mißtrauen gegen ihre rechtmäßigen Herrſcher auf und predigt Zerſtörung und Vernichtung von Allem, was beſteht. Dieſe Partei iſt es, welche ſich der Formen der in Deutſchland eingeführten Verfaſſungen zu bemächtigen gewußt hat. Ob ſie dieſen ſcheinbar geſetzlichen, langſamen und ſicheren Weg, oder den des offenen Aufruhrs einſchlage, immer verfolgt ſie den nämlichen Zweck. Planmäßig vorſchreitend, begnügte ſie ſich damit, in den ſtändiſchen Kammern den Regierungen gegenüber eine Poſition zu gewinnen. Allmälig ging ihr Streben weiter; die gewonnene Stellung ſollte thunlichſt verſtärkt werden; dann galt es, die Regierungsgewalt in möglichſt enge Grenzen einzuſchließen: endlich ſollte die wahre Herrſchaft nicht länger in dem Staatsoberhaupt concentrirt bleiben, ſondern die Staatsgewalt in die Omnipoteuz der ſtändiſchen Kammer verpflanzt werden... Und in der That dürfen wir uns nicht verhehlen, daß die Partei mit größerm oder geringerm Erfolge, leider! ihren Zweck hier und da zu erreichen gewußt, und daß, wenn nicht bald dem überfluthenden Strom dieſes Geiſtes ein hemmender und rettender Damm entgegengeſetzt und in dem mächtigen Entwickluugsgang jener Fortſchritte der Faction eiu Abſchnitt gemacht wird, in Kurzem ſelbſt das Schattenbild einer monarchiſchen Gewalt in den Häuden mancher Regenten zerfließen könnte."

Die Rede hat ihres Eindrucks nicht verfehlt. In dem Schlußprotokoll der Conferenzen, vom 12. Juni 1834, aus 60 Artikeln beſtehend, wurde die Wirkſamkeit der ſtändiſchen Verſammlungen namhaft beſchränkt, beſonders durch Einführung eines Schiedsgerichtes für Conflicte zwiſchen Regierung und Ständen, wodurch, nach Metternichs Aeußerung, die Uebermacht der repub-

licaniſchen Kammern gebrochen, „der ſchlichte Pfad der natürlichen Verhältniſſe“ wieder betreten. Es wurde den Ständen das Recht genommen, Steuern zu verweigern, oder derſelben Bewilligung von Bedingungen abhängig zu machen. In Hinſicht der Univerſitäten, des Unterrichts- und Erziehungsweſens, der Preſſe und der Competenz der Schwurgerichte in politiſchen und Preßproceſſen blieb es bei den Karlsbader Beſchlüſſen. Hiermit ſollte, nach des Fürſten Schlußrede, ein Weg gefunden ſein, „der, wenn er mit treuem und beharrlichen Feſthalten an dem einmal als recht Erkannten verfolgt wird, ohne feindliche Gegenwirkungen hervorzurufen, nicht bloß aus dem Labyrinth der im Augenblick drohenden Gefahren und Bedrängniſſe zu führen, ſondern auch für alle Zukunft auf einen beſſern Pfad der Ordnung, der echten Freiheit und des Rechts zu leiten geeignet iſt.“

Kaiſer Franz, geb. 12. Febr. 1768, ſtarb 2. März 1835, ein unerſetzlicher Verluſt für Metternich, deſſen weiche Natur und weichliche Gewohnheiten, Abhängigkeit vom Körper, Hang zum Vergnügen, Arbeitsſcheu, in dem ſehr brauchbaren Hofrath, in dem ernſten zähen Sinn des Monarchen ein unſchätzbares Correctiv gefunden hatten. Drei Jahre früher, 1832, war ihm ſein alter ego, ſeine Feder, Friedrich von Gentz durch den Tod entriſſen worden, und von dem an ſah er ſich doch genöthigt, die eigenen Kräfte mehr anzuſtrengen. Ueber ſeine Weiſe zu arbeiten, läßt er folgendermaßen ſich vernehmen: „Im Anfang bin ich meiſt etwas unſicher und ſuche den richtigen Faden; daher geſchieht es oft, daß ich mehrere Anfänge hintereinander, bisweilen ſchon halbe Seiten verwerfe und friſche Bogen nehme: habe ich aber einmal den richtigen Anfang gefunden, dann geht es unaufhaltſam fort, und je tiefer hinein, deſto ſtrömender und beſſer. So wie der Bogen eilig vollgeſchrieben iſt, gebe ich ihn in das Bureau, wo er ſogleich ins Reine gebracht wird. Dieſe Reinſchrift laſſe ich dann durch vertraute Gehülfen, die an meinen Geiſt und an meine tournure de phrase gewöhnt ſind, mit Sorgfalt durchſehen, doch nur allein wegen des äußerlichen Redegangs.“ In ſolchen Beſchäftigungen mag er doch nicht ſelten

geſtört worden ſein durch eine neue Herzensangelegenheit. Am 30. Januar 1831 war er die dritte Heurath eingegangen mit der reizenden Gräfin Melanie Maria Antonia von Zichy, geb. 28. Jan. 1805, eine Verbindung, in welcher zum erſtenmal er Familienglück kennen lernen ſollte.

Der junge Kaiſer bezeichnete den Antritt ſeiner Regierung durch Handlungen der Gnade. Namentlich wurden die Gefangnen auf dem Spielberg und auf Munkacz meiſt freigegeben, ermächtigt, nach America auszuwandern, wie der Fürſt Staatskanzler vorgeſchlagen hat. Dieſer, als beſter Freund und treueſter Diener von dem ſterbenden Kaiſer ſeinem Sohne empfohlen, war nach kurzem Bedenken in ſeiner bisherigen Stellung beſtätigt worden, wie das auch dem Polizeiminiſter Grafen Sedlnitzky und dem Staats- und Conferenzminiſter Grafen Franz Anton von Kolowrat-Liebſteinsky geſchah. Neben Metternich und Kolowrat nahm ein Bruder des Kaiſers Franz, Erzherzog Ludwig, den bedeutendſten Antheil bei der neuen Regierung, er repräſentirte gleichſam die Perſon des Kaiſers, deſſen Geſundheitszuſtand ihm nicht erlaubte, ſich viel mit den Sorgen des Regiments zu befaſſen. Ein Geſchäftsmann von ſtrenger Gewiſſenhaftigkeit, feſt in ſeiner Anhänglichkeit zu dem Syſtem des verſtorbenen Kaiſers, dabei aber ungemein bedenklich und furchtſam, hegte der Erzherzog die günſtigſte Meinung von des Staatskanzlers Talent und Erfahrung, die ſich denn auch in dem größern ihm vergönnten Spielraum ausſprach und gegen mancherlei Intriguen ihn ſchirmte.

Abſonderlich war in Kolowrat, dem Freimaurer, dem Fürſten ein Gegner von Belang erwachſen. Die Differenzen, namentlich in Betreff des Staatsraths, deſſen Präſident Kolowrat, dem Namen nach, beſtimmten dieſen, im Herbſt 1836 den Geſchäften abzuſagen und auf ſeine Güter zu gehen. Da man ihn keineswegs zu erſetzen wußte, ſah man ſich genöthigt, mit dem Mißvergnügten zu capituliren, und es wurde mit Kolowrats Zuſtimmung eine oberſte Behörde creirt, die Staatsconferenz, aus dem Erzherzog Ludwig, als Präſidenten, dem muthmaßlichen Thronerben, Erzherzog Franz, und den Miniſtern Metternich und Kolowrat beſtehend. Hingegen blieb der Staatsrath in ſeiner alten Verfaſſung, und

begnügte ſich Kolowrat der Section des Innern und der Finanzen vorzuſtehen. Um die Mitte des Dec. 1836 war dieſe Cabinetsmutation vollbracht, Metternich zu einer Stellung erhoben, ausgedehnter und einflußreicher, als er ſie je unter Kaiſer Franz gehabt; es wurde aber auch ſofort ſichtbar, wie nothwendig ihm der Rückhalt an dem Selbſtherrſcher geweſen. Mit deſſen Energie, mit ſtaatsmänniſchem Blick und der Fähigkeit zu ernſtem Eingehen auf die Geſchäfte begabt, würde der Fürſt, getragen durch das Vertrauen des Erzherzogs Ludwig, gar wohl den einheitlichen Willen in der Regierung haben vertreten können, aber, wie das durch ſeine Individualität bedingt, die Staatsconferenz diente bloß den Rivalitäten der drei Mitglieder, und die Staatsmaſchine begann zu ſtocken, oder vielmehr zu erlahmen, beſonders in Anſehung der Tendenzen, welche ſein ganzes Leben hindurch Metternich zu bekämpfen geglaubt hatte. Allen Sünden, gegen den Abſolutismus begangen, wurde durch die Finger geſehen, die Bahn der Conceſſionen angetreten, obgleich das Volk im Allgemeinen in einem beneidenswerthen Zuſtand von Glückſeligkeit, dergleichen kaum einem andern Lande gegeben, ſich befand. Mit einigem Stolz, und nicht ohne Grund, mochte der Staatskanzler in ſeinen an fremde Cabinete gerichteten Depeſchen hinweiſen auf den väterlichen Charakter des öſtreichiſchen Regiments, „das durchaus nicht ſtationair ſondern progreſſiv ſei, unter dem es mehr Freiheit als irgendwo anders in Europa gebe, vielleicht Böhmen und Ungern ausgenommen, wegen des alten dort herrſchenden Oppoſitionsgeiſtes.“

Die Oppoſition in Ungern, nachdem ſie bereits 1830 bedenklich genug aufgetreten, war der ſchlummernden Regierung vollends über den Kopf gewachſen, und kaum durch ehrloſe Nachgiebigkeit in ihren extremen Forderungen zu beſchwichtigen. Ueberhaupt hat Oeſtreich in Beziehung zu Ungern jederzeit eine verkehrte Politik verfolgt. Als Leopolds I glückliche Waffen das Königreich von Peſt und Paſchas befreit hatten, ohne daß die eine Hälfte der Nation den geringſten Antheil bei dem ſie betreffenden Kampfe genommen hätte, während die andere Hälfte ihre letzten Kräfte anſtrengte, um den Sieg der Barbarei herbeizuführen, wollten

die kaiſerlichen Miniſter das theuer Erſtrittene als ein eroberles Land behandelt wiſſen. Dazu konnte der gütige Kaiſer ſich nicht verſtehen, verlangte nur, daß Ungern als ein Erbreich jederzeit dem Erſtgebornen im Hauſe Oeſtreich bleibe, und die Abſchaffung der abgeſchmackten, von K. Andreas II 1222 bewilligten Clauſel, wonach die Unterthanen berechtigt, die Waffen wider ihren König zu ergreifen, ſintemal dieſelbe göttlichen und menſchlichen Rechten zuwider ſei; dagegen verhieß er, die Stände bei ihren hergebrachten Freiheiten zu ſchirmen. Das Ausmerzen jener Clauſel war die einzige Veränderung, ſo Leopold in einer Verfaſſung ſich erlaubte, die in gar vielen Punkten kaum die Möglichkeit des Regierens, viel weniger einer geregelten Verwaltung zuläßt.

Demſelben Fehler verfiel Leopolds Nachfolger, nachdem er durch die verzweifelteſten Anſtrengungen einer Empörung Meiſter geworden, die in ihrer Abſurdität, in ihren nichtswürdigen Motiven Bd. 4 S. 591—631 geſchildert iſt. Blutend, vollſtändig beſiegt lag Ungern zu den Füßen Kaiſer Karls VI, es ſtand in ſeiner Macht, er war eigentlich verpflichtet, mit der Wurzel das Uebel auszureuten, eine Ariſtokratie, die lieber Türkenknecht als deutſch ſein will, zu vertilgen. Er ließ Gnade für Recht ergehen.

Vollſtändig haben das die Ungern in eines Jahrhunderts Lauf vergeſſen, abſonderlich jene Familien, die in den Empörungen von 1605, 1621, 1672, 1701 die thätigſten, die ſtrafälligſten geweſen ſind. Das Cabinet mußte während des Landtags von 1832—1836 Zugeſtändniſſe machen, welche das Geſtändniß unglaublicher Schwäche enthaltend, die verderblichſten, die ſchrecklichſten Folgen vorausſehen ließen. Auf jenem Landtage trat zum erſtenmal Koſſuth, der Mime, der Vorbeter von Kapolna auf: er ließ, was bis dahin nicht erlaubt, Berichte von den Sitzungen veröffentlichen und durch die Lithographie im Lande verbreiten. Das ſuchte zwar die Regierung zu verhindern, ſie erhob ſich zu dem Verſuch, durch einzelne Verhaftungen die Führer der Oppoſition einzuſchüchtern, aber ihr linkiſches ſchüchternes Auftreten fachte nur den Sturm weiter an; auf dem Reichstag von 1839 mußten noch ausgedehntere Zugeſtändniſſe gemacht, geſtattet werden, daß die Sitzungsberichte ausführlich

in den ungriſchen Zeitungen erſchienen, daß die deutſche Sprache aus allen officiellen Erlaſſen verſchwinde. Die Revolution war faktiſch eingetreten.

Auch in Italien ward die Erſchlaffung bemerkbar, zunächſt in der Amneſtie von 1838 und 1840. Mit politiſchen Amneſtien iſt nicht viel ausgerichtet: die Dankbarkeit der Begnadigten wird ſich darauf beſchränken, daß ſie bei erſter Gelegenheit dem frummen Klotz, nach Kaiſer Friedrichs IV Ausdruck, den Garaus machen. Vorläufig ſchien die Lombardei beruhigt. Dagegen trat die Oppoſition in Böhmen laut genug auf, und es erhob ſich ein Sprachenkampf, hinter welchem wie in Ungern ſeparatiſtiſche Tendenzen verborgen, nur daß in Böhmen das in Ungern verpönte ſlaviſche Idiom zur Herrſchaft gelangen ſollte. Bereits ergab ſich in dem unlängſt noch ſo ruhigen Kaiſerthum eine wahrhaft babyloniſche Verwirrung, bei der ſich zu betheiligen ſogar die Stände von Niederöſtreich und Tyrol ein Gelüſten empfanden. Dort ſo wenig wie in Ungern und Böhmen hat man erwogen, daß Revolutionen, angebahnt durch die höhern Claſſen, jederzeit zu ihrem Verderben ausſchlagen. Glücklicherweiſe ließ hier, der Ohnmacht gegenüber, die Regierung ſo viel Ernſt blicken wie anderwärts Schwachheit. Wie ſchwach ſie aber überhaupt, auch dem Ausland gegenüber geworden, ergibt ſich am deutlichſten in dem Zollverein, dem erſten, aber höchſt bedeutenden Schritt zu einer preuſſiſchen Hegemonie in Deutſchland.

Doch konnte Metternich immer noch diplomatiſche Erfolge feiern. Nachdem es ihm nicht gelungen, den blutigen Zuſammenſtoß zwiſchen dem Sultan und dem Paſcha von Egypten zu verhindern, war doch der Vertrag von Kutajah, durch welchen vorläufig den Störungen des Weltfriedens vorgebeugt, ausſchließlich ſein Werk, ſo jedoch Rußland, zu dem Bündniß von Unkiar-Skeleſſi die Pforte vermögend, alsbald zu neutraliſiren wußte. Bedrohlicher denn jemals ergaben ſich die Ausſichten eines großen europäiſchen Kriegs, den zu verhüten ſeit zehn Jahren Metternich unabläſſig beſchäftigt. Mäßigen, beruhigen, betrachtete er als das einzige Mittel, die Gefahr zu beſchwören, und dazu auf das dringlichſte rathend, brachte er es dahin, daß Frankreich

und England ſich beruhigten, mindeſtens ſtillſchweigend die öſtreichiſche Vermittlung annahmen. Rußland gab die bündigſten, von Metternich garantirten Erklärungen, daß dem Bündniſſe von Unkiar-Skeleſſi keine eigennützigen Abſichten zum Grunde liegen, und abermals war die Erhaltung des Friedens den Bemühungen des Fürſten Staatskanzlers zu verdanken. Bevor es dahin gekommen, hatte er gegen Saint-Aulaire, den franzöſiſchen Geſandten geäußert: „Worüber beſchwert man ſich denn? über eine Stipulation, die keinen Werth hat, wenn man ihr nicht Gelegenheit zum Handeln gibt. Die Hauptſache iſt beendigt oder beſeitigt, da die Truppen des Paſcha ſich zurückgezogen haben; die ruſſiſche Armee ſelbſt hat das ottomaniſche Gebiet geräumt; der Kriegsfall liegt alſo ſehr fern. Oeſtreich war ebenfalls beunruhigt, als es noch an ein abſolutes Uebergewicht Rußlands in der Türkei glaubte, und blieb keineswegs der letzte Staat, den naheliegenden Möglichkeiten gegenüber zu rüſten. Darum mißbilligte es nicht, daß Frankreich und England ein Gleiches thaten. Aber wozu jetzt, da Alles ſich aufklärt, dieſer Kriegslärm, dieſe Rüſtungen? Man ſollte allerſeits an die allgemeine Entwaffnung denken, um ſich nicht zu ruiniren, das iſt mein ſehnlichſter Wunſch. Seit Erledigung der revolutionairen Fragen befinden ſich keine ernſtlichen mehr in der Schwebe. Der Vertrag von Unkiar-Skeleſſi iſt ſo gut wie nicht vorhanden, kann auch dergeſtalt gedeutet werden, daß er nie zur Ausführung kommt."

Dem verſöhnlichen Streben des Staatskanzlers wurden einige Nebenereigniſſe förderlich. Das ruſſiſche Lager bei Kaliſch intriguirte, beunruhigte die Cabinete nicht wenig. Dann kam Kaiſer Nicolaus plötzlich nach Wien, und dem folgte ſehr bald der Congreß zu Teplitz, wo die Monarchen von Oeſtreich, Rußland und Preuſſen, begleitet von ihren Miniſtern, über die Lage von Europa, abſonderlich über die Bewegung in Deutſchland ſich beriethen, wohl die Einleitung zu neuen Maasregeln des deutſchen Bundes gegen den Zeitgeiſt. Es wurde Krakau von Oeſtreichern, Ruſſen, Preuſſen beſetzt, was mit der Ausweiſung der Flüchtlinge verbunden, es vernichtete Kaiſer Nicolaus den letzten Schatten polniſcher Selbſtſtändigkeit. Wegen Krakau pro-

teſtirte K. Louis Philipp, der eben die Septembergeſetze durchgebracht hatte, in lauen Noten, wogegen Metternich ihm wegen dieſer Geſetze gratulirte, mit dem Zuſatz, „daß man von nun an mit ihm auf vernünftiger Grundlage verhandeln könne, da Ordnung und allgemeine Politik nicht weiter durch Preſſe und Propaganda, aller Regierungen gemeinſame Feinde, beunruhigt werden."

Aber ſchon wieder trat die orientaliſche Frage in den Vordergrund. Der Paſcha von Egypten ſchickte ſich an, nochmals ſeinen Oberherren zu bekriegen, 1839, für die Pforte waren Rußland und England, dem Paſcha hielt Frankreich zu; um Oeſtreich buhlten Alle, wie denn Kaiſer Nicolaus, für ſeine Politik den Staatskanzler zu gewinnen, perſönlich nach Teplitz ſich erhob. „Oeſtreich," alſo ſprach zu ihm der Fürſt, „Oeſtreich kann und darf nicht Partei nehmen: im Falle eines Conflicts wird es den Ereigniſſen zuſchauen, um ſchließlich als vermittelnde, verſöhnende Macht einzutreten. Vor Allem muß man das blutige Zuſammentreffen der Egypter und Türken zu verhindern ſuchen." Frankreich ebenfalls ſuchte den Staatskanzler zu gewinnen, und war von beiden Seiten das Werben und Drängen um ihn unbeſchreiblich, als er im Herbſt auf Johannesberg einkehrte, diesmal von ſeiner ganzen Kanzlei begleitet. Aber auch jetzt ſcheiterten alle Verſuche ihn zu einer Partei herüberzuziehen, wie er denn damals dem franzöſiſchen Geſandten ſagte: „Ich bin der Rathgeber Aller, höre an, beſchwichtige die Leidenſchaften, kann und will aber nicht entſchieden Partei nehmen. Ich wünſche die Erhaltung des Friedens, die Eintracht der Mächte; während man in London berathſchlagt, ſehe ich nicht ein, weshalb Frankreich, in unerklärlicher Vorliebe für den Paſcha, dem europäiſchen Concert ſich entfremdet. Hätte ich Rath zu ertheilen, ſo würde ich dafür ſtimmen, daß man ſich dem gemeinſam Beſchloſſenen füge, weil dieſes weiſe und beſtimmt ausfallen dürfte. Wir wollen Frankreich nicht ausſchließen, wollen aber noch viel weniger uns von Frankreich ins Schlepptau nehmen laſſen; bei einem Vertrag gibt es eben mehrere Parteien und eine allein kann keine Geſetze machen." Allem Anſehen nach hatte er doch bereits ſeine

Partei ergriffen, und nach längerm Zögern trat Oeſtreich mit Rußland, England und Preuſſen in die Quadrupelallianz vom 15. Jul. 1840, die ſich vorſetzte, des Paſcha von Egypten Forderungen zurückzuweiſen, in dem bisherigen Verhältniß zu der Pforte ihn zu belaſſen. Große Aufregung ergab ſich darum in Frankreich, laut ſprach man davon, am Rhein für Waterloo Rache zu nehmen, den Oeſtreichern die Lombardei zu entreißen. Nicht viel gab Metternich auf dieſe Demonſtrationen. „Was bedeuten," äußerte er im Geſpräch mit Saint-Aulaire, dem Geſandten, „dieſe übertriebenen Rüſtungen? Wollt ihr Krieg? Wir waren friedlich geſinnt, und ihr ſchreckt uns! Wollt ihr, daß Deutſchland wie 1813 ſich erhebe? Iſt das einmal erfolgt, ſo muß es auch zu etwas dienen, und dann ſtehen wir für nichts.... Ein wenig ſeid ihr doch immer von der Tarantel geſtochen; tanzt ihr nicht, ſo richtet ihr die Zähne gegen alle Welt. Sagt nur was die Deutſchen euch gethan haben?"

Den Worten hat der Ernſt ſich angeſchloſſen. Wie unverantwortlich Metternich die Armee, heutzutage die einzige Stütze des Stabilitätsſyſtems, vernachläſſigte, ließ er doch eine Flotille, auf welcher auch Erzherzog Friedrich ſich einſchiffte, ausrüſten. Von dem Admiral Bandiera geführt und der engliſchen Escadre unter Stopford zugetheilt, wirkte ſie zu der Einnahme von Sidon und den umliegenden Gebirgen, es beugte ſich das gewaltige Ptolemais, das ſo lange den Angriffen des geſamten Islam widerſtanden hatte, vor dem ſelbſt der große Napoleon zurückweichen mußte. Unter dem Einfluß ſolcher Erfolge ſchrieb Metternich nach London an den öſtreichiſchen Geſandten: „Syrien iſt verloren, unwiederbringlich für den Paſcha verloren, laſſen wir Frankreich keine Illuſionen mehr. Heute handelt es ſich nur mehr um Egypten allein; Mehemet Ali unterwerfe ſich ohne Zögern und die egyptiſche Frage iſt erledigt." Bereits begann Frankreich nach dem Abgang des kriegeriſchen Thiers einzulenken. Nur mehr für Mehemet Ali das erbliche Paſchalik von Egypten beanſprechend, gab es Syrien auf. Die Pforte hatte die Abſetzung des Paſcha ausgeſprochen, Lord Ponſonby, der Geſandte in Conſtantinopel, und Palmerſton ſelbſt verriethen noch ungemeine Kriegsluſt.

Metternich ſcheute die Verlängerung des Kriegs, wollte den Paſcha nicht fallen laſſen. Er zürnte dem Lord Ponſonby: „Das iſt ein Tollkopf, fähig Frieden zu ſchließen oder Krieg zu erklären, ohne Rückſicht für die beſtimmten Befehle ſeines Hofs; er iſt im übrigen der beſte Menſch, aber toll. Zum Glück mag er heut treiben was er will, er wird doch nicht verhindern können, daß die Geſchichte vollſtändig und gründlich zu Ende geht.“ Solchen Anſichten hingegeben, ließ er durch Saint-Aulaire im Nov. 1840 den neuen Miniſter Guizot wiſſen, „daß bezüglich auf Egypten Oeſtreich keine Schwierigkeiten erheben wird, und zwar aus Rückſicht für Frankreich. Hr. Guizot mag das den Kammern mittheilen, wenn er es dienlich findet.“ England ſuchte aber Zweifel zu erwecken, hinſichtlich der Unterwerfung Mehemeds, Frankreich wurde ſchwieriger. Jetzt äußerte ſich Metternich in den heftigſten Ausdrücken über Palmerſtons „chicanirenden und boshaften Geiſt,“ ſuchte zugleich Frankreich zu beruhigen. „Zerbrechen wir uns nicht ohne Noth den Kopf, weder Sie noch ich,“ meinte er gegen Saint-Aulaire. „Binnen wenigen Tagen werden wir Antwort aus Alexandria, das letzte Finale der orientaliſchen Angelegenheiten haben.“ Er hatte ſich nicht geirrt, die Antwort Mehemed Alis, eingetroffen den 28. Juni 1841, hob alle Bedenklichkeiten: er begnügte ſich mit dem erblichen Paſchalik von Egypten unter der Hoheit der Pforte.

Einen Augenblick beſchäftigte ſich der Fürſt mit der Idee eines Anſchluſſes der Monarchie zu dem unlängſt von ihm angefeindeten deutſchen Zollverein, die aber nur zu Schreibereien führte, noch ſchneller ließ er ab von dem Verſuch, in Benutzung der Ereigniſſe von 1843 und 1844 einigen Einfluß in Griechenland zu gewinnen, dann ſah er ſich genöthigt zu der Incorporation von Krakau in das Kaiſerthum die Hände zu bieten. Zu Münchengratz im J. 1833 war ſtipulirt worden, daß die Stadt Krakau, im Fall ſie der Herd aller auf Polen bezüglichen Verſchwörungen bleibe, ihre Selbſtſtändigkeit einbüßen, einem der drei nordiſchen Reiche einverleibt werden ſolle. Dem folgerecht wurde die Stadt von Ruſſen, Preuſſen und Oeſtreichern beſetzt und beaufſichtigt, bis die neuen aufrühriſchen Bewegungen in

Galizien und preuſſiſch Polen den Kaiſer Nicolaus beſtimmten, auf Grund des geheimen Protokolls von Münchengratz Oeſtreich einzuladen, daß es ſich das unverbeſſerliche Fragment von Galizien einverleibe.

Ueber das eroberte Herzogthum Warſchau verfügend, hatten die drei Mächte hinſichtlich Krakaus, militairiſche Poſition vom erſten Rang, ſich nicht einigen können, man war genöthigt geweſen, aus dem für alle drei begehrlichen Punkt einen Freiſtaat zu bilden. Darin ergab ſich jedoch gleich nach ſeiner Entſtehung das getreueſte Bild der altpolniſchen Verfaſſung, unausgeſetzter Parteikampf, fortwährende Agitation im Innern und nach Außen, überhaupt ſolche Verwirrung, daß z. B. der Landtag die Veröffentlichung ſeiner Verhandlungen gebot, die Polizei ſie unterſagte und gegen die Repräſentation obſiegte. Mit einem ſolchen Nachbar war nicht zu capituliren, und wie Oeſtreich nur höchſt ungern zu der erſten Theilung von Polen gewirkt hatte, eben ſo ungern fand es ſich jetzt in dem Fall, das über den Freiſtaat Krakau geſprochene Urtheil vollziehen zu müſſen (1846). Metternich ſchwankte längere Zeit, bevor er ſich entſchließen konnte. Aber der Zuwachs an Land (21 □Meilen), die Furcht, daß Rußland oder Preuſſen ihm zuvorkommen möchte, hob ſeine Bedenklichkeiten, und er ließ erklären, daß Oeſtreich in Betracht der fortwährend von Krakau ausgehenden revolutionairen Verſchwörungen, zum Heil der drei großen Staaten, unter welche Polen getheilt, und „lediglich der politiſchen Nothwendigkeit folgend", den bisherigen Freiſtaat Krakau ſich einverleibe.

Das zu dulden weigerte ſich Preuſſen auf das beſtimmteſte, als Grund angebend, daß man das Münchengratzer Geheimprotokoll dem Wortlaut nach nicht kenne, da der Miniſter Ancillon, der es von Seiten Preuſſens unterzeichnete, mittlerweile verſtorben ſei. Nachträglich wurde doch der Widerſpruch aufgegeben, indem das Protokoll ſich verſiegelt unter Ancillons Papieren gefunden hatte. Eine gewiſſe Analogie des in Privathänden gebliebenen wichtigen Protokolls mit dem, ſo Lang von ſeinem Geſandtſchaftstreiben in Raſtadt berichtet, wird man nicht verkennen. „Herr von Dohm bearbeitete gewöhnlich die deutſchen Geſandt-

ſchaftsberichte an das Departement des Herrn von Alvensleben, über den Gang und die öffentlichen Verhandlungen der Reichsdeputationen, mit den beigelegten öfters commentirten Reichsdeputationsprotokollen. Mir wär' es eigentlich obgelegen, ſolche per dictaturam aus der Kanzlei des Herrn von Albini aufzunehmen; ich erhielt ſie aber um eine Kleinigkeit, durch meinen Stiefelwichſer und Kleiderausputzer, und eben ſo leicht machte ich mir die zugemuthete abſchriftliche Beilage derſelben für die Dohmſchen Berichte, indem ich aus dem Pack von 10 bis 15 Bogen ein kleines Heft von höchſtens zwei, ein Stück aus dieſem und dann ein Stück aus dem andern, oft aus zwei Votis, was manchmal ſehr ſchnackiſch lautete, z. B. dem Hannoveraner und Würzburger, ein einziges aus Anfang und Ende karrikaturmäßig zuſammenſetzte, was ich auch ohne alle Gefahr wagen konnte, in der abſoluten Gewißheit, daß in Berlin keine Seele dieſe, ſchon vier Wochen vorher in allen Zeitungen gedruckt geſtandenen, abſcheulichen Protokolle, jetzt noch einmal umgedruckt würde leſen wollen. Ich und Herr von Bever, dem ich meine Kunſt ebenfalls mittheilte, konnten uns daher des Lachens nicht enthalten, wenn dann von Zeit zu Zeit aus dem Departement des Herrn von Alvensleben belobende Reſcripte eintrafen, welche den Empfang dieſer intereſſanten Mittheilungen beſtätigten und deren regelmäßige Fortſetzung verlangten."

Die Unterdrückung des intereſſanten Freiſtaats Krakau erregte einen Höllenlärm, abſonderlich in England und Frankreich, ſcharfe Kritiken von Seiten Palmerſtons, drohende Reden von einzelnen Ariſtiden in dem Londoner Parlament. Durch ſie wollte und will man jeden Bruch der Verträge ab Seiten einer andern Macht entſchuldigt finden; das Recht der Eroberung, durch die heilige Allianz verpönt, war von ihr wieder anerkannt, wovon eine nothwendige Folge, daß wenn die Wiener Verträge für die Weichſellande ihre Verbindlichkeit verloren hatten, ſie auch nicht weiter an Rhein und Po zu gelten hatten. Das nur haben jene Politiker vergeſſen, daß Krakau bis 1809 öſtreichiſch geweſen, daß es von Rechtswegen dem letzten Beſitzer wieder hätte zufallen ſollen, und daß lediglich der Willen der drei Mächte, durch welche die Eroberung des Herzog-

thums Warſchau vollbracht, dem Freiſtaat die transitoriſche Exiſtenz gegeben hatte. Es ſollte damit ein Zankapfel beſeitigt, keineswegs ein Herd für verbrecheriſche Umtriebe gegründet werden.

Um dieſelbe Zeit hatte die Bewegung in Italien einen höchſt beunruhigenden Charakter angenommen, offenbar ſollte es wieder der von Julius II, von Paul IV projectirten Austreibung der Barbaren gelten. Dieſer Idee hatte Karl Albert ſich bemächtigt und ſie durch alle erdenklichen Künſte der Verführung einem Volke eingeimpft, dem doch recht gut bewußt, daß von allen Regierungen Italiens jene von Piemont die theuerſte, die am mehrſten despotiſche ſei. Solchem Wahn konnte nur die Gewalt entgegentreten, aber die Gewalt in ihrer vollſtändigſten Anwendung, nicht ein Syſtem von Verordnungen, auf die niemand achtet, von Prohibitionen und Neckereien. Mehr noch als in irgend einem andern Lande iſt für die vollſtändig revolutionirte Lombardei ein ſtets ſchlagfertiges zahlreiches Heer Bedürfniß geworden. Dieſes Bedürfniß verkannte Metternich ganz und gar, hatte er ſich doch gewöhnt, ſeine leicht errungenen, meiſt ſpurlos verſchwindenden diplomatiſchen Erfolge als das höchſte Ergebniß ſtaatsmänniſcher Weisheit zu betrachten. Mehr als in einem andern Kronlande war in Italien die Armee vernachläſſigt worden. Das wußte ſehr genau Karl Albert, und daher die unglaubliche Frechheit der Pygmäe in allen ihren Beziehungen zu dem Rieſen. In ſeiner Langmuth für ſolche Frechheit wurde Metternich nicht wenig geſtärkt durch das Ableben (1. Juni 1846) des energiſchen, ſeiner Politik durchaus ergebenen Papſtes Gregor XVI. Daß er verſucht habe, auf die Wahl des Nachfolgers den Einfluß zu üben, welchen man von jeher einem Kaiſer, der keinen Fußbreit Landes in Italien beſaß, zugeſtanden hatte, davon ergibt ſich keine Spur. Frankreich, wie unbedeutend auch unter Ludwig Philipps Regiment, machte den neuen Papſt (16. Juni 1846), und Pius IX, deſſen ganze Familie wegen ihrer revolutionairen Tendenzen in Reclusion ſich befand, verkündigte ſofort allgemeine Amneſtie, wogegen die Partei der Bewegung ihn als den Förderer der Nationalbeſtrebungen begrüßte. Pius IX konnte ſich berufen wähnen, die Ideen Pauls IV zu verwirklichen.

Metternich ſäumte nicht mit dem Verſuch, den Neuerer einer Bahn zu entführen, die er revolutionair, die päpſtliche Autorität ſelbſt bedrohend nannte. Er mißbilligte die Amneſtie, hielt es für gefährlich, daß man im Kirchenſtaat über die nach dem Memorandum vom Mai 1831 zu bewilligenden Reformen hinausgehe. Um ſich einigermaßen gegen den fortwährend an Ausdehnung gewinnenden Schwindel der Bevölkerungen zu ſichern, ließ er die Beſatzung von Ferrara verſtärken. Dagegen proteſtirte das römiſche Miniſterium mit vielem Eclat, darauf ſich ſtützend, daß der Congreßacte Ausdruck, place de Ferrare, nur von der Citadelle, nicht von der Stadt zu gelten habe. Abgeſehen davon, daß dieſer Proteſt ſogleich von England und Frankreich zu einer Cabinetsfrage erhoben wurde, gab er den Vorwand zu der auf allen Punkten des Kirchenſtaats vorgenommenen Errichtung der Guardia civica. Die Entrüſtung gegen die Tedeschi noch höher zu treiben, wurde angenommen, daß ein Aufruhr in Rom, gegen des Papſtes reformatoriſche Verſuche gerichtet, den Fürſten Metternich zum geheimen Anſtifter habe. Mit Unwillen dieſe abſurde Beſchuldigung zurückweiſend, ſchrieb er an den päpſtlichen Staatsſecretair, „man habe nur die beſtimmte Frage zu ſtellen, ob ſich ein Complot ergebe; es ſolle ja genau auf den Grund gegangen und anher mitgetheilt werden, wenn ein öſtreichiſcher Unterthan darein verwickelt ſei. Oeſtreichs Betheiligung ſei lediglich Parteilüge.“ Etwas ſpät glaubte doch Metternich im Hintergrunde der Bewegung engliſche Verhetzung wahrzunehmen, erklärte ſich gegen den Papſt zu Truppenhülfe und Intervention bereit. Das lehnte man in Rom mit auffälliger Oſtentation ab, meinte daß die Italiener ſich allein beſchützen könnten, ſtellte unverholen die Einheit Italiens in Ausſicht, welche durch einen Zollverein anzubahnen, mit Sardinien und Toscana unterhandelt wurde. Die Unruhe, ſo er ob ſolcher Dinge empfand, hat der Fürſt gegen den Grafen Apponyi ausgeſprochen: „Ich bezweifle nicht die guten Abſichten des heiligen Vaters, aber wird er können, was er will? Die Revolutionaire, die Uebelgeſinnten werden neue Kraft aus den an ſich erſprießlichen Reformen ziehen, die Oeſtreich ohnehin bereit iſt, gutzuheißen, da es ſelbſt 1831

ſie anrieth. Aber wird man den Papſt nicht weiter drängen? Soll er ſich leiten laſſen? Kann er leiten? Er laſſe ſich nicht verführen durch die Doctrinen der Gioberti und Lamennais, die ihm einreden, ſich auf das Demokratiſche in den katholiſchen Ideen zu ſtützen, auf die falſche, unheilbringende Kraft. Ihr vertrauend, würde er Europa größern Gefahren ausſetzen, als je daſſelbe ſeit dem Sturz des franzöſiſchen Throns beſtanden hat."

Von der Bewegung in Italien überhaupt handelt der Staatskanzler in einem Schreiben an Guizot: „Ich glaube an den Triumph der gemäßigten Ideen in Ländern, welche gleich Frankreich mehre Revolutionen durchlaufen haben. Das iſt dann ein Compromiß, welches ſich den Werth einer Wohlthat erwirbt. Aber ich glaube nicht an den Erfolg des juste-milieu in der Phaſe, in der ſich die italieniſchen Staaten befinden; das wäre keine Revolution, die ſich ſchließt, ſondern eine Revolution, die beginnt; denn die Staaten ſind revolutionirt, ſobald die Macht aus den Händen der beſtehenden Regierungen in die einer andern, welche die auch ſei, übergeht. Es iſt nicht wahr, daß ich zu dem abſoluten Widerſtand mich bekenne; es gibt nichts Abſolutes als die Wahrheit. Die Politik iſt ein Geſchäft der Folgerungen, welches das Abſolute nicht kennt. In Theorie wie in der Praxis wurde niemals Abſolutes verſucht. Mein Widerſtand, dem revolutionairen Geiſt gegenüber, war zuweilen thätlich, wie 1820, oftmals defenſiver Natur, wie 1831. Für jetzt warte ich ab. Was in Italien vorgeht, iſt eher Revolte, denn Revolution. Die Revolten ſind greifbarer als die Revolutionen; ſie haben einen Körper, den man faſſen kann. Die Revolutionen ſind wie Geſpenſter, und man muß, ſein Benehmen ihnen gegenüber zu beſtimmen, warten, bis die Geſpenſter mit einem Körper ſich bekleiden.... Ich bin in Frankreich erzogen worden, unter der Leitung eines Lehrers, der 1792 die Rolle eines Präſidenten des Zehnereomités geſpielt hat, jener Schöpfung der Marſeiller, beſtimmt, die Ereigniſſe vom 10. Aug. zu bewirken und zu leiten, und der 1793 durch ein Revolutionsgericht verurtheilt wurde (1).

(1) Beides iſt ein Gedächnißfehler, oder eine rhetoriſche Floskel, vergl. S. 5.

Ich habe mithin allen Perſonen der Revolution zur Seite gelebt und in einer Welt, die wohl verſchieden war von jener Welt, aus welcher man ſie aller Wahrſcheinlichkeit nach hervorgegangen wähnen mußte. Dieſer Lauf war die natürliche Folge der Unabhängigkeit und Ruhe, welche die Baſis meines Charakters bildeten."

In einer Note an die vier Großmächte vom 2. Aug. 1847 ſagt der Fürſt: „Italien iſt ein geographiſcher Namen. Die italieniſche Halbinſel wird durch ſouveraine, von einander unabhängige Staaten gebildet. Die Exiſtenz und territoriale Abgrenzung dieſer Staaten beruhen auf den Grundſätzen des allgemeinen öffentlichen Rechts und ſind durch in keiner Weiſe anzufechtende politiſche Transactionen gekräftigt. Der Kaiſer ſeinerſeits iſt entſchloſſen, dieſe Transactionen zu achten und zu ihrer vollſtändigen Aufrechthaltung nach ſeinen Kräften und Rechten beizutragen." Schließlich wird gefragt, wie die verſchiedenen Höfe die Garantie der italieniſchen Staaten betrachten und welchen Werth ſie ihr noch beilegen? Die Frage hätte man wohl ſich erſparen können. Preuſſen und Rußland bezeigten nicht die mindeſte Luſt, ſich mit den italieniſchen Angelegenheiten zu befaſſen, Frankreich verharrte in der von Louis Philipps Charakter unzertrennlichen zweideutigen Politik, England, durch Palmerſton vertreten, bot alle ſeine Mittel auf, um die von ihm ausgehende Agitation immer höher zu treiben. Savoyen war nämlich, ſeit man gelegentlich des durch den Ryswyker Frieden beendigten Kriegs, in London deſſen ehrloſe Tendenzen kennen gelernt, für England ein Schooskind geworden, dem man die ſorgfältigſte Pflege widmete. Ihm zum Beſitz der Lombardei zu verhelfen, glaubte Palmerſton in der totalen Umwälzung von Italien die erwünſchte Gelegenheit zu finden, freilich nicht ahnend, daß er eigentlich für Napoleon III, für die Wiederherſtellung franzöſiſcher Herrſchaft in Genua, Turin, Florenz, Rom arbeite. Das muß man dem Whig, dem Radicalismus zu Gute halten. »Georges IV, incertain et décousu tant qu'il fut en dehors des affaires, hérita, une fois au pouvoir, de la conviction profonde de Georges III: »»qu'il n'y avait de gran-

deur pour l'Angleterre qu'avec un ministère tory.« A la fin de ses jours cette conviction se fortifia encore; il prit Canning avec la même répugnance que Georges III avait pris Fox; quoiqu'il aimât personnellement lord Goderich, il n'avait aucune confiance dans son ministère, et il ne fut véritablement satisfait que lorsque le duc de Wellington et le comte d'Aberdeen eurent pris le timon des affaires. Ainsi, durant les deux règnes les tories gouvernèrent presque constamment l'Angleterre, et l'élevèrent à ce point de grandeur où elle est parvenue; tandis que les whigs, au contraire, occupèrent quelque temps la direction du cabinet, et furent obligés presque immédiatement de quitter les affaires politiques. L'école des conservateurs se lie mieux aux intérêts d'une nation qui ne peut être grande que par l'aristocratie. Le gouvernement anglais tombera du jour, où le radicalisme pourra faire triompher ses maximes, et dominer la législation de la Grande-Bretagne.«

Metternich war einmal der Mann der Noten und Protokolle. Der Rebellion in Galizien 1847 Meister zu werden, hätte er nimmer vermocht. Die Unthätigkeit der Regierung ersetzte die durch sie gehobene russniakische Bevölkerung, in einer Weise zwar, wie sie von rachedürstenden Barbaren zu erwarten. Für die von Bela und seinen Horden verübten Grausamkeiten wollten Montalembert und andere Philanthropen die Regierung verantwortlich erklären. Sie ahnten nicht, daß Oestreich in seiner damaligen Verfassung den erboßten Bauern weder gebieten noch verbieten konnte. Statt in Italien eine furchtbare Militairmacht zu entwickeln, überschickte der Staatskanzler an Palmerston einen aufgefangenen Brief Mazzinis vom 4. Oct. 1847, worin der ganze Plan des jungen Italiens enthüllt, erklärt war, der Zweck der Agitation sei, „den Haß gegen die Tedeschi zu steigern und durch alle mögliche Mittel Oestreich zu reizen." Dem fügte er hinzu: „Der Geist der Umwälzung, welcher unter der Fahne der Reform in einigen Staaten der Halbinsel zum Durchbruch gekommen ist, hat den Haß gegen Oestreich zum Feldgeschrei erwählt. Ereignisse, deren Schauplatz heute die Schweiz (des Sonderbundes Fall),

werden die Intenſität der Bewegung in Italien ſteigern und müſſen ſo auf die Stellung der Regierungen zu den Parteien, wie auf die materielle Lage des lombardiſch-venetianiſchen Königreichs Einfluß üben." Damit ſollte gleichſam entſchuldigt werden, daß Oeſtreich ſeine Truppen am Po verſtärkte, keineswegs zwar in genügender Weiſe, durch ſie das Modeneſiſche beſetzen ließ. In Folge einer glücklich durchgeführten Negociation mit Modena und Parma träumte Metternich bereits von Intervention zu Neapel und ließ er zu dem Ende bei dem Papſt um Verſtattung des Durchzugs anfragen. Indem aber eine entſchieden verneinende Antwort erfolgte, Sardinien und England immer provocirender auftraten, verloren ſich von ſelbſt die tapfern Entſchließungen, und Metternich dachte höchſtens nur mehr an Erhaltung der Ruhe in der Lombardei, wiewohl er bereits den Krieg mit Sardinien für unvermeidlich hielt. Unverholen ſpricht ſeine Verlegenheit in der an den Geſandten in London, Grafen von Dietrichſtein gerichteten Note, 27. Febr. 1848, ſich aus: „Durch Circulair vom 2. Auguſt 1847 hat unſer Hof ſeine Stellung gegenüber den ernſten Ereigniſſen, welche ſchon damals in einzelnen italieniſchen Staaten ſich ergaben, gezeichnet. Trotzdem hat das brittiſche Cabinet wiederholte Anfragen hinſichtlich unſerer ſo deutlich ausgeſprochenen Politik geſtellt. Worauf konnten ſie begründet ſein? Doch nur auf den Zweifel, und wie war der möglich? Wir wollen uns nicht zu der Annahme verſteigen, man habe den in dem angeführten Circulair entwickelten Ideen Sr. Kaiſerlichen Maj. kein Zutrauen geſchenkt, wir wollen lieber der Meinung beipflichten, daß man die Ausführung unſerer Ideen für unmöglich hielt. Wie ſollen wir uns dann erklären, daß die italieniſchen Regierungen in ihrem Mißtrauen gegen uns durch die officiellen Organe des brittiſchen Cabinets genährt werden? Wie erklären wir uns beſonders die neuliche Anweſenheit eines Geſchwaders im adriatiſchen Meer und das Ausbleiben jeglicher Erklärung darüber von Seiten der brittiſchen Regierung, die der allgemein verbreiteten Meinung widerſpreche, es ſei die Beſtimmung dieſes Geſchwaders, Oeſtreich zu überwachen? Die uns geziemende Stellung in der gegenwärtigen Situation Italiens

zu finden, ist eine höchst schwierige Aufgabe, die durch eine befreundete Macht nicht erschwert werden sollte."

Der Briefsteller hatte noch keine Kunde von den Februarereignissen in Paris, sie vernehmend sprach er zu Lord Ponsonby: „Das Cabinet, so ich vertrete, nährt die feste Ueberzeugung, daß die Februarereignisse auf die brittische Regierung denselben Eindruck machen werden, den sie der unsrigen gegeben haben. Sie constatiren eine vollständige Revolution, und Revolutionen können auf jede Regierung, welches auch ihre politische Verfassung, nur dieselbe Wirkung hervorbringen. Die Stellung, in welcher die italienische Halbinsel sich befindet, vermehrt für unsern Hof den Ernst der Situation. Das Urtheil, welches wir von Anfang her über die italienischen Angelegenheiten fällten, ist in der Circulardepesche vom 2. Aug. 1847 niedergelegt. Wenn der Eindruck, durch die Unternehmungen einzelner italienischen Regierungen bei manchen Höfen hervorgerufen, nicht derselbe, der sich für uns herausstellte, so ist das dadurch bedingt, daß wir die unter der Asche lauernden Gefahren besser kannten. Wenn wir ferner in den gemachten Erklärungen die Richtung der Politik angeben, welche der Kaiser hinsichtlich der italienischen Staaten einzuhalten gesonnen, so werden die Thatsachen jetzt beweisen, daß Se. Maj. nicht von dem Wege, den sie sich vorgezeichnet hatte, abgewichen ist, und der jetzt, da die jüngsten Vorgänge in Frankreich die Situation noch ungleich bedenklicher machen, am allerwenigsten verlassen werden dürfte. Nicht Oestreich allein, ganz Europa ist um ein halbes Jahrhundert zurückgesetzt, und Angesichts der entsetzlichsten Jahre der ersten französischen Revolution. Welche Folgen wird die Wiederkehr der schrecklichsten Jahre dieser Revolution bringen? Die nächste Zukunft wird darauf zu antworten wissen."

Das erzählt des Fürsten Depesche an den Grafen von Dietrichstein, 4. März 1848, und heißt es darin weiter: „Im vergangenen Sept. erhielt ich von Lord Palmerston eine Interpellation in Betreff der feindlichen Absichten, welche der sardinische Hof uns gegen sich zuschrieb. Meine Antwort vom 23. Sept. war die einzige, welche darauf zu geben möglich. Heute hat sich die Sache

geändert, und was im Sept. einer Verlegenheit der ſardiniſchen Regierung zuzuſchreiben, kann heute, in Folge der Ereigniſſe in Frankreich, keine Entſchuldigung mehr finden. Wir wiſſen mit Beſtimmtheit, daß die in den verſchiedenen italieniſchen Staaten zur Macht gelangten Parteiführer, daß dieſelben Männer, die in der Schweiz geſiegt, in Frankreich den Thron von 1830 umgeſtürzt haben und Willens ſind, ganz Europa zu erſchüttern, unter dem Vorgeben das geſamte Oberitalien unter der Herrſchaft von K. Karl Albert vereinigen zu wollen, lediglich dahin trachten, daß dieſer Fürſt Oeſtreich aus ſeinen Beſitzungen jenſeits der Alpen vertreibe. Indem wir einfach dieſe Thatſache conſtatiren, bleibt es uns fern, des Königs von Sardinien Gemeinſchaft, Einverſtändniß mit den Urhebern dieſes Vorhabens anzunehmen, aber wir glauben nicht, daß der Turiner Hof die Kraft beſitze, ſolchem Andrängen zu widerſtehen. Auch wenden wir uns nicht an die ſardiniſche Regierung, ſondern an den Hof, dem ſie ihre eingebildeten Befürchtungen vortrug und der ihr Unterſtützung gewährte. In Folge deſſen ſind Sie beauftragt den erſten Staatsſecretair zu befragen, ob das brittiſche Cabinet einen Angriff Sardiniens auf das lombardiſch-venetianiſche Königreich als ein Ereigniß betrachten würde, welchem es fremd zu bleiben habe, und welche Schritte es im entgegengeſetzten Falle bei dem Turiner Hof thun würde, um zu verhüten, daß bei der bereits ſo ſchwierigen allgemeinen ſocialen und politiſchen Lage eine ſolche Verſchlimmerung des Uebels eintrete." Die Antwort ſollte der Fürſt nicht mehr empfangen.

Nicht viel weniger Sorge bereitete ihm die Schweiz, wo zwei Parteien, jene der Reform, meiſt aus proteſtantiſchen Elementen beſtehend, und die conſervative Partei, Katholiken und ſeit 1844 in dem ſogenannten Sonderbund vereinigt, einander unfreundlich gegenüberſtanden, bis dahin die Berufung der Jeſuiten nach Luzern den Vorwand gab zu offener Feindſchaft. Deutlich genug war durch die Erfahrung von drei Jahrhunderten Oeſtreich um die in ſolchem Falle einzuhaltende Richtung belehrt worden, zumal die Folgen ſeiner in dem Toggenburger Krieg von 1712 beobachteten, einigermaßen zwar durch die Umſtände

gebotenen Neutralität ganz nicht geeignet, in künftigen Fällen zu ähnlicher Impassibilität einzuladen. Nach der allgemeinen Ansicht der frühern Jahrhunderte war ein römischer Kaiser als der Kirche oberster Vogt verpflichtet, ihre Beschlüsse zu vollstrecken, ihre Rechte zu wahren. Für einen großen Theil der Christenheit wurde diese Verpflichtung durch die Reformation annullirt, um so fester schlossen sich, in Deutschland vorall, die Katholiken dem weltlichen Oberhaupt der Kirche an. Einzig diese Anhänglichkeit vermag die Wunder des dreißigjährigen Kriegs zu erklären. Das Kaiserthum war ein Spott geworden, durch Familienstreitigkeiten das Erzhaus zerrissen, in offenem Aufruhr begriffen das Königreich Böhmen samt den einverleibten Ländern, von Ungern die eine Hälfte in der Türken Gewalt, die andere Hälfte anhängend einem Rebellen von der schrecklichsten Befähigung, der tollsten Anarchie hingegeben das eine wie das andere Oestreich, buchstäblich befand sich Ferdinand II in der Lage seines Vetters, »senza prattica, senza soldati, senza danari.« Aber was der Kaiser nicht vermochte, das brachten dem obersten Vogt der Kirche seine Glaubensgenossen willig zum Opfer; wir haben gehört von den 21 Limburgern, die auszogen für Ferdinand II zu streiten (Bd. 3 S. 558), und in Treue ihm gleich hat Leopold I bewahrt, festgehalten Joseph I und Karl VI die Ehren, zusamt den Pflichten eines obersten Schirmvogtes der Kirche, wenn gleich schon einige Stralen von sogenannter Aufklärung bemerkbar werden.

Wesentlichen Eintrag thaten dem alten System K. Friedrichs II Angriffe auf Karls VI Erbe. Deren sich zu erwehren, mußte Maria Teresa ungleich straffer die Zügel der Regierung anziehen, und es bildete sich in dem Interesse der Selbsterhaltung die unermeßliche materielle Macht, in deren Ueberschätzung Joseph II es verschmähte, fernerhin der Kirche Vogt zu sein. Viele gläubige Herzen wendeten sich ihm ab, der ein Feind der Kirche geworden, und den Bruch zu ergänzen, hat keiner seiner Nachfolger gewagt, bis Kaiser Franz Joseph das vielleicht verspätete, jedenfalls von allen Aufgeklärten grimmig angefeindete Experiment mit dem Concordat anstellte. Am wenigsten war Metternich geeignet, den

Fehler, durch welchen die Anhänglichkeit der Katholiken überhaupt verſcherzt, einzuſehen, zu beſſern. Hat er doch niemals begriffen, daß, indem Preuſſen in ſo conſequenter, aufopfernder, ehrenhafter und zugleich Vortheil bringender Weiſe das Protectorat des Proteſtantismus übt, es für Oeſtreich Pflicht wäre, die verſcherzte Stellung an der Spitze des Katholicismus wieder einzunehmen, und eben ſo wenig hat er wahrgenommen, daß es in dem heutigen Zuſtand der Welt nur zwei Parteien gibt von wahrhafter Bedeutung, die Demokratie und die clericale Partei, und daß dieſe, geordnet, unter einem Oberhaupt vereinigt, der Demokratie gewichtigſter Gegner werden könnte. Der Fürſt war, ſeinen eigenen Worten nach, ein gläubiger Katholik, jedoch, als ein Sohn des aufgeklärten Jahrhunderts, allen religiöſen Tendenzen fern. Nach ſeiner Anſicht durfte der Staat in ſeinem Gang ſo wenig durch Hierarchie, als durch Factionsgeiſt gehemmt werden, und deswegen hielt er die Joſephiniſchen Anordnungen unverändert bei, obgleich Kaiſer Franz häufig die Neigung verrieth, der Kirche größere Freiheit zu verleihen. Das Streben darnach machte ſich noch bemerkbarer ſeit dem Ableben des Kaiſers Franz, und der Staatskanzler konnte nicht umhin, dem allgemeinen Wunſch, deſſen eifrige Vertreterin die Fürſtin ſelbſt, einige Conceſſionen zu machen, wenn gleich der von Joſeph II herrührende kirchliche Zopfſtyl im Weſentlichen unverändert beibehalten wurde. Namentlich hat die Rückkehr der Jeſuiten ſtets an ihm einen entſchiedenen Gegner gefunden, ob aus der Geſpenſterfurcht, die einſtens zur Aufhebung des Ordens gewirkt hatte, oder aus der andern, auf ihn mächtig einwirkenden Furcht, den Zeitungsſchreibern illiberal zu erſcheinen, dieſes laſſe ich dahin geſtellt ſein. „Ich bin der Mann der Wahrheit," erklärte er einſtens, „und brauche das Tageslicht nicht zu ſcheuen. Ich bewundere die Inſtitution der Jeſuiten, aber ich haſſe den Jeſuitismus; der hat keinen größern Feind als mich; ich bin gläubiger Katholik, aber den Pietismus verabſcheue ich! Ebenſo geht es mir mit dem Liberalismus, ich bin ihm ein unverſöhnlicher Feind; aber im beſten Sinne liberal zu ſein, darf ich mich wohl rühmen." Hiernach läßt ſich wohl annehmen, daß das

Decret von 1845, wodurch den Jeſuiten unbegrenzte Zulaſſung oder Duldung ihrer Concurrenz für alle Fächer des Unterrichts geſtattet, gegen ſeinen Willen erlaſſen worden ſei.

Dieſe Abneigung gegen jegliche Erhöhung der Kirche, gegen eine Geſellſchaft insbeſondere, hinſichtlich deren er ſich durch Nicolai und Bieſter belehren laſſen, verſchuldet in hohem Grade Metternichs Zögerungen und Schwankungen, dem Liberalismus und den Einheitsgelüſten in der Schweiz gegenüber. Den Sonderbund nach ſeiner Weiſe unterſtützend, unterhandelte er mit England und Frankreich, die damals ebenfalls keine Modification der Schweizerbundesacte wollten: zugleich aber war er bemühet, die beabſichtigte Berufung der Jeſuiten nach Luzern zu hintertreiben; daß ſie davon abſtehe, dann wenigſtens die Sache auf unbeſtimmte Zeit vertage, hat er an die daſige Regierung geſchrieben. Dem Papſt Gregor ließ er vorſtellen, „wie es im wohlverſtandenen Intereſſe der katholiſchen Kirche liege, im verſöhnlichen Sinne aufzutreten, und zur Vermeidung eines Bürgerkriegs den Jeſuitenorden zu vermögen, daß er von der zu Luzern ihm bewilligten Vergünſtigung keinen Gebrauch mache.“ Auf ſeinen Betrieb ließen auch die übrigen Mächte zu Rom und Luzern ſich mit Abmahnungen und Proteſten vernehmen, ohne doch die Berufung nach Luzern, der Jeſuiten Einführung verhindern zu können.

Solche Rückſichtloſigkeit nahm der Fürſt dermaßen übel auf, daß er nahe daran, den Sonderbund aufzugeben. Schon hatte er, den Cabineten zum Erſtaunen, erklärt, daß es nöthig ſein dürfte, den ſchweizeriſchen Bundesbehörden größern Einfluß, verſtärkte Executionsmittel zu verſchaffen, als zu welchem Ende er die ſchweizer Regierung aufforderte, die Mediation der Mächte anzurufen. Gleich darauf, Mai 1845, ließ er den Hof der Tuilerien wiſſen, daß man zu Wien „keinen Grund mehr habe, ſich der Inſtallation der Jeſuiten in Luzern zu widerſetzen“. Damit war verbunden der Vorſchlag einer gemeinſamen Note an den Vorort, des Inhalts, daß jede Einmiſchung der Tagſatzung in die innere Verwaltung von Luzern oder jedem andern Canton, beſonders in Betreff des Unterrichtweſens, als eine Verletzung des

Bundesvertrags anzuſehen, welcher in ſeglicher Weiſe ſich zu widerſetzen, die Cantone berechtigt ſein würden. Eines ſolchen Bekenntniſſes von Verſatilität hätte es keineswegs bedurft, um die übrigen Mächte von jeder ernſtlichen Verwendung zu Gunſten des Sonderbundes abzuhalten. Dagegen hatte Metternich manche Vorwürfe zu hören, daß er, früher der entſchiedene Gegner der weitern Verbreitung des Jeſuitenordens in der Schweiz, in der gegenwärtigen Conjunctur ſo wenig Beſtändigkeit zeige. Er verſuchte eine Rechtfertigung: „Man ſcheine im Ausland die Stimmung des kaiſerlichen Hofs in Betreff der Jeſuiten wenig zu kennen, wenn man behaupten wolle, daß er ſie unterſtütze, oder gar ſie anderwärts aufdringe. In Wahrheit habe man für ſie in Oeſtreich keine Vorliebe, aber von der andern Seite ſei man wenig um ihren Einfluß beſorgt, da wo ſie innerhalb der Monarchie ſich befänden. Sie wären den Biſchöfen unterworfen, denen es vollkommen freiſtehe, deren zu halten oder nicht zu halten; die Regierung bleibe durchaus indifferent. Hiernach werde man begreifen, daß er nicht gemeint geweſen, mit ſeinen Vorſchlägen den Einzug der Jeſuiten als ſolche in Luzern zu begünſtigen, ſondern einen Grundſatz aufrecht zu erhalten, den der Cantonalſouverainität, welcher der Grundſtein des Bundesvertrags, und den der Wiener Hof mit ſeinen Alliirten ſich ſtets verpflichtet halten würde, gegen jede Beeinträchtigung, woher ſie auch kommen möge, zu vertheidigen."

Auch ſeine Mediationsgelüſte hatte der Fürſt gegen den von der ſchweizer Regierung aufgeſtellten Proteſt zu verfechten: „Was eine Mediation anlangt, ſo fehle nach ſeiner Anſicht das Subſtrat dazu: denn eine Mediation ſei nur denkbar, wo zwei ſich bekämpfende Parteien beiderſeits einen dritten um Vermittlung angehen, was eben mit der Schweiz nicht der Fall. Eine Mediation müſſe ſtets angerufen werden. Anders verhalte es ſich dagegen mit einer Intervention. Dieſe ſei ein völlig ſelbſtſtändiger und willkürlicher Act, der jedoch in der Regel auf Widerſtand ſtoße und zum Krieg führe." Wenig achteten des Geplauders die Agitatoren in der Schweiz, ſie zählten auf die zahme Stimmung in Wien, auf ihren innigen Zuſammenhang mit der Um-

ſturzpartei in Frankreich und Italien. Dieſer Verbrüderung mit einiger Ausſicht auf Erfolg entgegenzuwirken, bemühte ſich der Staatskanzler, das Miniſterium von Louis Philipp für die Idee einer Intervention in der Schweiz zu gewinnen. Damit glückte es ihm inſoweit, daß Frankreich allen Fleißes ſich bemühte, auch in England Sympathien für die öſtreichiſche Politik in der Schweiz zu erwecken. Das mußte freilich ein vergebliches Beginnen bleiben, dagegen brachte Metternich Rußland, Preuſſen und den franzöſiſchen Geſandten in der Schweiz, dieſen zwar ohne Vorbewußt ſeines Cabinets, zur Unterzeichnung eines Allianzentwurfs, welcher ſich die Pacification der Schweiz, die Abwendung der projectirten Reform in der Bundesverfaſſung zur Aufgabe machte. Aber es verweigerte Louis Philipp ſeine Ratification.

Hingegen erklärte die Tagſatzung am 20. Juni 1847 den Sonderbund für einen Bruch der Verfaſſung, das Austreiben der Jeſuiten für eine Angelegenheit des Bundes. Auch jetzt noch verharrte Louis Philipp in ſeiner furchtſamen Unthätigkeit, und England ſporute die radicale Partei in der Schweiz, ſchnell über den Sonderbund herzufallen, bevor die Cabinete zu einer Entſchließung kämen. Der Rath wurde ſofort zur Anwendung gebracht und ſchmachvoller, denn vor Jahren Neapel oder Spanien, erlag der Sonderbund. Am 4. December machte der Schweizer Geſchäftsträger dem Staatskanzler Anzeige von der Auflöſung des Sonderbundes, trocken entgegnete dieſer, „wie er eine Antwort zu ertheilen nicht im Falle ſei.“ Um ſo eifriger zeigte er ſich bemühet, den Folgen dieſes Siegs der Umſturzpartei entgegen zu arbeiten. Der an der Verweigerung der Ratification durch Louis Philipp geſcheiterte Plan der Intervention wurde neuerdings aufgefaßt. Im Januar 1848 reiſeten Radowitz im Auftrag Preuſſens, Colloredo als öſtreichiſcher Bevollmächtigter nach Paris, um eine Allianz zum Abſchluß zu bringen. Bedenklichkeiten des Tuileriencabinets nöthigten die beiden Geſandten, perſönlich bei ihren Höfen neue Inſtructionen einzuholen. Mit Ende Januar trafen ſie wieder zu Paris ein, und war die Ratification des Allianzvertrags für den 15. März 1848 verheißen. Wie verlautet, ſollte demnächſt an die Schweizer Regierung die

Aufforderung ergehen, von allen Reformen in der Bundesverfaſſung abzuſtehen. Im Falle der Weigerung, dieſer Intimation nachzukommen, würde ein ſtarkes öſtreichiſches Corps die öſtliche Schweiz beſetzen. Darob anſcheinend erzürnt, ſollte Frankreich, unter dem Vorgeben, die Schweiz von den Oeſtreichern zu befreien, ihre weſtliche Hälfte durch eine zweite Interventionsarmee überziehen laſſen. Das würde ungezweifelt die Demagogen in Bern und Aarau, in Zürich zur Beſinnung gebracht haben. Aber der 24. Februar und der 13. März waren nahe, und es blieb den Völkern die vollkommenſte Ueberzeugung von der tiefen Ohnmacht der Souveraine, welche ihr Verhalten in der Angelegenheit des Sonderbunds hervorgerufen hatte.

Seinen politiſchen Seherblick hatte Metternich namentlich in Beurtheilung der Richtung des unlängſt zur Regierung gelangten Königs Friedrich Wilhelm IV von Preuſſen bekundet, wenn er am 14. Febr. 1841 ſchrieb, es möchten ſich in ihrem Gefolge „Verlegenheiten für alle Regierungen in Deutſchland, Aufregung, weitergehende Wünſche der Völker, Unruhe, Gefahr und Ohnmacht der monarchiſchen Autorität" ergeben. Er ſuchte und fand ſehr bald die Veranlaſſung zu perſönlicher Verſtändigung mit dem König. Als dieſer im Sept. 1842 den Grundſtein zum Dom in Cöln legte, fand auch Metternich daſelbſt ſich ein, und hatte zu Coblenz eine Unterredung mit dem Monarchen, deren Zweck, ſo hieß es, einerſeits die Uebereinſtimmung von Oeſtreich und Preuſſen in Bezug auf allgemeine Politik und den deutſchen Bund zu kräftigen, andererſeits aber und hauptſächlich, den König auf die nachtheiligen Folgen für ſeine Machtvollkommenheit und ſomit für das conſervative Princip überhaupt aufmerkſam zu machen, die aus „zu raſch auf einander folgenden, den politiſchen Ideen des Jahrhunderts gebrachten Conceſſionen hervorgehen könnten". In Bezug auf den letzten Punkt wurde Weſentliches nicht erzielt, wie denn auch die 1845 zu Coblenz ſtattgefundenen Conferenzen, gelegentlich des Beſuchs der Königin von England ein beruhigendes Reſultat nicht gebracht haben. Wenigſtens wurde damals eine auffallende Bekümmerniß des Fürſten ſowohl, als ſeiner nächſten Umgebung bemerkt: der Fürſt,

ſo erzählte man ſich, empfinde große Niedergeſchlagenheit um eine Danaidenarbeit, an die er in der treulichſten Ueberzeugung ſein ganzes Leben geſetzt, und die jetzt, in dem allgemeinen Abfall, ſpurlos verſchwinde. Den letzten Verſuch nach Außen vielleicht hat er gemacht in den an K. Friedrich Wilhelm IV gerichteten „wohlmeinenden Vorſtellungen über die Schwierigkeit, auf der einmal betretenen Bahn ſich nicht von den Umſtänden fortreißen zu laſſen."

Bereits hatte die Flamme das eigene Dach ergriffen. In Ungern trat auf dem Landtag 1843—1844 die Oppoſition offen auf mit dem Streben nach Emancipation und vollſtändiger Losſagung von Oeſtreich, welchem die Regierung nur die zahmſte Nachgiebigkeit, die bedenklichſten Conceſſionen entgegenzuſetzen wußte. In dem leidenſchaftlichen Sprachenkampf, welcher dem Liberalismus Gelegenheit gab, ſeine despotiſchen Neigungen in ihrer vollen Widerwärtigkeit blicken zu laſſen, verſündigte ſich die Regierung gleich ſehr an den Aborigenen, den jüngſten Einwanderern gegenüber, und an den Deutſchen, welchen Ungern ſeine ganze Geſittigung verdankt. Jene, die zahlreichen Slavenſtämme, die Rumänen wurden verurtheilt, Magyaren (ſprich Madiaren) zu werden. So lohnte Oeſtreich dem Stamm der Kroaten, dem es doch die ungeheuern Verbindlichkeiten hat, der in den letzten 12 Jahren des dreißigjährigen Kriegs allein noch die Ehre ſeiner Waffen aufrecht erhielt, dem beinahe ausſchließlich angehört, was man von den Thaten der Ungern im Laufe des Erbfolgekriegs erzählt; ſo wurde der Serben geprüfte Treue anerkannt. Doch mögen die Koſſuth und ihre Nachbeter immerhin decretiren, nimmermehr wird ihr unharmoniſches, höchſtens eine Verwandtſchaft mit Lappen und Kalmüken bekundendes Idiom, den ungleich cultivirtern, reichen, eine ganze Sprachwelt öffnenden Idiomen der Böhmen, Ruſſen, Kroaten, Serben obſiegen können. Zumal unverantwortlich erſcheint die Feigheit der Miniſter in dieſem Streite, wo das Recht ſo ganz für ſie. Weniger will ich ihnen verargen, daß ſie durch Koſſuth ſich überliſten ließen. Den hatte man 1841 gefangen geſetzt, weil er eine handſchriftliche Zeitung circuliren laſſen, jetzt erhielt

er ein Privilegium für den Druck einer großen Zeitung, Pesti Hirlap, die ſo manches arme Gehirn durch den Wiederhall von längſt verbrauchten verkümmerten Floskeln verwirren ſollte. Das Privilegium habe Koſſuth, ſo erzählt man, erſchlichen durch das Vorgeben, er müſſe wohl anfangs oppoſitionell ſchreiben, um Abonnenten zu gewinnen, nachher aber werde er einlenken und die Oppoſition mäßigen. Ganz unwahrſcheinlich iſt das Vorgeben nicht, von wegen Metternichs blinder Verehrung für Zeitungen. Eine kleine Bemerkung, die Zeitungsſchreiber betreffend, kann ich hier nicht unterdrücken. In unſerm geſegneten Preuſſen iſt die Befähigung zu dem unerheblichſten Aemtchen durch ein dreifaches examen rigorosum nachzuweiſen, als Zeitungsſchreiber, d. i. Publiciſt, Organ, Bildner der öffentlichen Meinung, mag auf eigne Fauſt jeder Schulknabe auftreten.

Gleich nach dem Schluſſe des ſtürmiſchen Landtags von 1844, Angeſichts der fortwährend ſich ſteigernden Verwirrung und Auflöſung, riethen energiſche Männer zu einer dem Radicalismus entgegenzuſetzenden radicalen Cur, zur Aufhebung aller ſtändiſchen Verfaſſungen, zunächſt in Ungern. Daran hatte Metternich ſchon 1825 gedacht, jetzt bangte ihm vor einem ſolchen Staatsſtreich, wie ſich aus ſeiner Denkſchrift über die ungriſchen Zuſtände zu Ende das Jahrs 1844 ergibt. „Geſetzliche Begriffe und Formen, welche Jahrhunderte durchlebt haben, laſſen ſich durch Machtſprüche nicht auslöſchen. Das Unternehmen der Umwandlung eines conſtitutionellen Verhältniſſes in ein abſolutes wäre in unſerer Zeit ein unausführbares. Iſt eine Lage auf das Erwieſenſte der Umwandlung bedürftig, ſo bieten jene Begriffe und Formen der reformirenden Gewalt eine feſte und zugleich die ſicherſte Grundlage durch ihren hiſtoriſchen, durch Nichts zu erſetzenden Werth. Ungerns Verfaſſung iſt von jeher eine repräſentative im freieſten Sinne des Worts geweſen, wo die geſetzgebende Gewalt zwiſchen dem Fürſten und den Ständen getheilt.“ Es ſei der richtige Weg, „daß der König nicht ſuche die repräſentative Berechtigung zu Gunſten eines abſoluten Monarchieprincips aufzuheben, ſondern vielmehr, daß er in der ihm zur Hälfte zuſtehenden Berechtigung die Initiative ergreife und

ſelbſt mit der Reform vorangehe, nicht aber ſolche anzuſtreben der vulgairen Partei überlaſſe." Bisher habe die Regierung in Ungern und Siebenbürgen ein negatives Syſtem verfolgt, den Ständen die Ausarbeitung der Vorlagen überlaſſen. Solche Paſſivität ſei gefährlich, denn jedes Land müſſe regiert werden; verſiege die Regierungsgewalt in der oberſten Region, welcher die Geſetze das Recht und die Pflicht des Regierens zuweiſen, dann würden ſich Gewalten in den untern Schichten erheben, ſtets bereit, Sorgen, denen ſie im geringſten nicht gewachſen, zu übernehmen. Der König habe die Zügel der Regierung zu ergreifen, voranzugehen in der Richtung, welche Recht und Pflicht ihm vorzeichnen; er übernehme die materielle Belebung des Landes, erfülle ſeinen Beruf und bereite für den nächſten Landtag Alles, wofür er der geſetzlichen Beihülfe der Stände nicht bedarf. Die Dinge in Ungern ſeien der Art, daß von oben herab etwas geſchehen müſſe, ſtatt der Reformen und unumgänglichen Verbeſſerungen ſei Ueberflüſſiges, Nebenſächliches oder Verkehrtes eingeführt worden. „Das Land bedarf vor Allem der Belebung des Grund und Bodens; Geſetze, welche das Eigenthum ſchirmen und in Evidenz zu ſtellen geeignet ſind; es bedarf der Arme zur Bebauung des Bodens, dieſer Urquelle alles Nationalreichthums; Communicationsmittel zum Abſatz ſeiner Naturprodukte; Fabriken bedarf es in erſter Linie nicht, denn es kann die Capitalien noch beſſer in einer andern Richtung verwenden; ſie werden entſtehen, wenn ihre Stunde geſchlagen hat." Ferner begehrt die Schrift Gleichheit vor dem Geſetz, Anfertigung eines Cataſters, der, im Vorbeigehen geſagt, aller Regierungen Liebhaberei iſt, weil er Gelegenheit gibt, die Steuern, unter dem Vorwand der Peräquation, unvermerkt und unaufhörlich zu erhöhen; ſie will vorab die Gründung einer Hypothekenbank und Beſchaffung von Communicationen in Straßen, Eiſenbahnen, Flußſchiffahrt. „Die erſten Schritte zur Rettung ſind im Werk, ſie müſſen verfolgt und zu Ende geführt werden, denn das Einhalten in deren Ausbildung würde unausbleiblich den Ausbruch der offenkundigen Revolution zur Folge haben. Dort, wo die Dinge einmal ſtehen wie in Ungern, bleiben ſie nicht ſtehen,

denn ſie können es nicht. Ungern muß durch die Fürſorge des Königs einer verſtändigen Lage zugeführt werden, oder es wird einer ſolchen Lage auf ſelbſt geſuchten Wegen nachſtreben, d. h. auf Wegen, die denen gleichen, welche Ströme ſich bei Waſſerfluthen, ohne Rückſicht auf ihr Abfließen und die Verwüſtungen, welche ſie anrichten, bahnen."

Auch in Böhmen traten in fortwährend geſteigerter Lebhaftigkeit die Emancipationsgelüſte auf. Immer leidenſchaftlicher äußerte ſich das Streben nach ſogenannter Nationalität, und die Czechomanie wetteiferte mit den in Ungern vorkommenden Thorheiten, während die Stände, blind für die aus der Tiefe ſie angähnenden Gefahren, luſtig voranſchritten auf der Bahn der Oppoſition, vielfache Nachgiebigkeit von Seiten der Regierung erzwangen. Viel unbequemer noch wurden die in Wien ſelbſt tagenden Stände von Niederöſtreich, in welchen die Stimmung von 1619 wieder aufzuleben ſchien, und die, wie damals, auf jene der Hauptſtadt ungemeſſenen Einfluß übte. Der Staatskanzler, obgleich ihm fortwährend undenkbar eine Revolution in Oeſtreich, fand jetzt ſelbſt, in der allgemeinen Gährung, daß man auch hier „nicht länger ſtillſtehen dürfe, daß Modificationen in dem Stabilitätsſyſtem einzutreten hätten, daß die Bahn der Reform zu verſuchen ſei, bevor man darauf gedrängt und gewaltſam bis zu unbekannten Endpunkten fortgeſtoßen würde." Einſtweilen, bei der entſchiedenen Abneigung des Erzherzogs Ludwig für Neuerungen, als welcher ſich unlöslich gefeſſelt wähnte durch die von Kaiſer Franz auf dem Sterbebett ihm hinterlaſſenen Worte, „daß er um keinen Preis Veränderungen einführe, das Beſtehende erhalte," blieb es bei Herabſetzung der Militairdienſtzeit von 14 auf 8 Jahre, der Verordnung wegen Ablöſung von Zehnten und Frohnden in Böhmen und den deutſchen Provinzen, bei dem Eintritt der Cenſur-Oberdirection, 1. Januar 1848, und des Oberſten-Cenſurgerichts, 1. Febr., bei der Eröffnung der Wiener Akademie, 2. Februar 1848, wenn auch der Schweizer Geſchäftsträger, Effinger, in der Depeſche vom 19. Febr. äußert: „Seit ungefähr einer Woche iſt in Wien viel davon die Rede, daß mehrere dem Thron naheſtehende Mitglieder des Kaiſerhauſes die Ueberzeugung

ausgesprochen hätten, wie die östreichische Staatsverwaltung dem Andringen moderner Ideen von außen und von innen auf die Länge ohne Concessionen nicht mit Erfolg widerstehen könne. Aeußerungen dieser Art scheinen wirklich gefallen zu sein. Hochgestellte Staatsbeamte, die stets dem Fortschritt in einem gewissen Maße huldigten, sind in Folge davon veranlaßt worden, vorhandene Pläne, welche die Rechte sowohl der Ständeversammlungen als auch der italienischen Congregationen auszudehnen bezwecken, zur Hand zu nehmen und neu zu bearbeiten, damit sie der Staatsconferenz vorgelegt werden können."

In der That arbeitete der Staatskanzler bereits an einer Verfassung für Böhmen und die deutschen Erblande, nachdem es seinen Bemühungen gelungen, die „theilweise Erweiterung der ständischen Befugnisse" durch die Staatsconferenz beschließen zu lassen. Es war auch bereits im Werke, der sämtlichen Provinzialstände Deputirte nach Wien zu berufen, auf daß sie mit den Behörden beriethen. Als es aber um die Ausführung sich handelte, traten die Zweifel und Zögerungen wieder ein. Erzherzog Ludwig und mit ihm ein Theil des Hofs wollten die Sache noch einmal in Erwägung gezogen wissen, die Erzherzogin Sophie äußerte gegen den Staatskanzler: „Man muß bedenken, daß sich die Umwandlung Oestreichs zu einer constitutionellen Monarchie nicht durchführen läßt, ohne daß ganze Stücke davon abfallen und alle Fugen des Reichs auseinandergehen." Am 28. Febr. Abends brachte ein Courier dem Fürsten die Nachricht von der Abdankung des K. Louis Philipp, von der Regentschaft der Herzogin von Orléans. „Abdanken darf jeder," bemerkte der Fürst, „die Regentschaft ist nicht verfassungsmäßig, das hat Frankreich mit sich auszumachen." Am folgenden Morgen kam die Mähre von der Republik Frankreich, für den Staatskanzler wie für viele Andere ein betäubender Schlag.

Dem Gedanken, der Republik eine Coalition mit Preussen und Rußland, eine Intervention entgegenzusetzen, der vielfältig am Hofe sich geltend machte, widersprach er auf das Entschiedenste. Er meinte, man müsse abwarten, „welchen Verlauf die Revolution nehme, wie weit deren Folgen sich erstrecken, bis

wohin ihre Schwingungen gehen.“ Man habe viel zu viel zu Hauſe zu thun, um an einen Krieg denken zu können, deſſen Gefährlichkeit durch die Stimmung im eigenen Lande ſo ſehr erhöhet werde. Oeſtreich ſei durch Ungern und Italien zu viel gehemmt, um ein Wagniß zu unternehmen, welches die Geſamtkraft des Staats in Anſpruch nehme. Beklagenswerthe Verblendung! In der Lage der Dinge konnte der Monarchie nichts vortheilhafter ſein, als ein großer Krieg, deſſen Erfolg durch die mächtigſten Allianzen verbürgt: wenn Oeſtreich für ſich ſelbſt eine Million Soldaten aufbrachte, und daß ihm ſolches möglich, haben die Ungern noch in demſelben Jahr gezeigt, wenn es dieſe Sündfluth auf die neue Republik warf, ſo erſtickte es alle Bewegungen im Innern, und gleich einem Morgennebel verſchwand die armſelige Republik und Karl Albert und der Demagogen Herrſchaft in der Schweiz.

Nochmals wurde des Staatskanzlers Anſicht maasgebend, und im Beginn des Lenzmonats erklärte Oeſtreich ſich keineswegs mit den innern Angelegenheiten jener Republik befaſſen zu wollen; kaum aber hatte die kriegeriſche Wallung ſich beſänftigt, als um ſo lauter der Ruf nach umfaſſenden politiſchen Reformen ertönte. Dagegen eiferte Metternich, der im Princip und lange ſchon Umwandlungen in der beinahe unthätig gewordenen Staatsmaſchine angeſtrebt hatte, weil fortan jede Conceſſion als unfreiwillig erſcheinen, die Verlegenheiten der Regierung ſteigern mußte. Eine Hofpartei, ſtark durch die ihr beigetretenen Perſönlichkeiten aus dem regierenden Hauſe, forderte jetzt mit Ungeſtümm ſchnelle und radicale Conceſſionen, vollſtändige umfaſſende Reformen. Sie, unlängſt noch dem äußerſten Conſervatismus zugethan und deshalb vielfältig Metternichs reformatoriſchen Tendenzen zürnend, trat ihm nun mittels einer vollſtändigen Seitenbewegung feindlich entgegen. An der Spitze dieſer Partei ſtand die Erzherzogin Sophie, ausgehend von dem Princip, daß man einzig durch einen kühnen Entſchluß den von allen Seiten drohenden Gefahren, dem Schickſal der Bourbonen entgehen köune. Sie rieth dem Kaiſer, einer allzuſchweren Laſt ſich zu entledigen, zu Gunſten ihres Sohns abzudanken, damit eine Neugeſtaltung der Monarchie möglich zu

machen. Ihre Anſicht wurde jedoch von Erzherzog Ludwig und von dem Staatskanzler beſtritten. Sie fanden die Gefahr keineswegs ſo dringend, eine Revolution undenkbar, wenn man nicht dem aufgeregten Volk Gelegenheit gebe, ſich noch weiter aufzureizen und in ihm durch den Glauben an die Schwäche der Regierung die Luſt zu fernern ausgedehnteren Forderungen wecke. Darüber kam es in den Familienberathungen vom 6. und 7. März zu ſehr heftigen Debatten, und damals ſchon ſoll Erzherzog Johann, des Staatskanzlers perſönlicher leidenſchaftlicher Gegner, deſſen Entfernung verlangt haben, mit ſeinem Begehren aber an des Kaiſers Willen verwieſen worden ſein.

Eines beſſern Erfolgs ſich zu vergewiſſern, trat die Partei in Verbindung mit den Leitern des am 13. März zu eröffnenden Landtags von Niederöſtreich, damit von dort aus das Verlangen von Metternichs Rücktritt wiederholt werde. Die Loſung dazu ſollte der Gewerbsverein, eine ganz neue Art von Tribunat, geben. In Gegenwart des Erzherzogs Franz, des präſumtiven Thronerben, und des Miniſters Kolowrat votirte dieſer am 6. März eine Adreſſe an den Kaiſer, worin zwar Niemand genannt, aber doch ziemlich deutlich die Beſeitigung eines Machthabers beantragt, Angeſichts deſſen der „Anſchluß der Regierten an die Regierung" unmöglich ſei. Die Adreſſe wurde dem Erzherzog überreicht und von ihm mit einer Dankſagung aufgenommen, anſtatt die Deputirten, die Gnoten ins Stockhaus zu ſchicken.

Am 12. März erfolgte der zweite Angriff. Die Univerſität hatte ſich mit der meuteriſchen Partei in der Ständeverſammlung geeinigt und eine Petition beſchloſſen, die beſtimmte Forderungen ſtellte, hauptſächlich den Rücktritt Metternichs forderte. Eine Deputation, geführt von den Profeſſoren Hyd und Endlicher, zog nach der Burg, trug auch mündlich dem Erzherzog Ludwig ihr Begehren vor. Beinahe hätte dieſe Deputation, zwei Ludimagistri und einige hundert Knaben, den Untergang einer Monarchie herbeigeführt, die den Angriffen Solimans des Prächtigen, des großen Guſtav, eines Richelieu, Ludwigs XIV, Friedrichs II, der franzöſiſchen Republik, Napoleons widerſtanden hatte. Erzherzog Ludwig entließ die Deputation mit ſichtlicher

Ungnade und ohne Beſcheid; er war keiner der gekrönten Philoſophen, über welche die Aebtiſſin von Saint-Antoine, eine Beauvau, ſich luſtig machte: »Mon Dieu, comme tous ces Princes philosophes ont l'air fadè et comme ils sont doucereux! On dirait qu'ils vous poissent aux doigts et que ce sont des Rois de pâte de guimauve.« Doch verſammelte er den Staatsrath, um die der Lage angemeſſenen Maasregeln zu berathen. Es kam die Rede auf die ſchulmeiſterliche Deputation, die geforderte Abdankung Metternichs, und der Erzherzog meinte, daß der Kaiſer den ſo vielfältig um die Dynaſtie verdienten Mann einer Petition wegen nicht fallen laſſen werde. Die künſtlich erzeugte Agitation gegen den Staatskanzler dürfe nicht in Betracht kommen, gerade jetzt bedürfe man am mehrſten der erprobten Männer. Der Fürſt Staatskanzler, mild, würdig, doch wohl nicht ohne innerliche Bewegung, erklärte, wenn es des Kaiſers Wunſch, ihn ſeiner Stellung zu entheben, werde er dem augenblicklich nachkommen. Zu alt, um noch ehrgeizig zu ſein, habe er lange genug ſeinen Platz eingenommen, daß er ihn wohl höhern Rückſichten gegenüber verlaſſen könne. Dem Streben nach Popularität ſtets fremd, würde er eben ſo wenig wie bei frühern Anläſſen aus ſeiner allenfallſigen Unbeliebtheit ein Motiv hernehmen, um von dem von dem Kaiſer ihm anvertrauten Poſten zurückzutreten. Nur mit der gebürenden Würde gedenke er ihn zu verlaſſen. Der Kaiſer ließ ſich bewegen, die Jungen vorzulaſſen, ohne doch beſtimmte Hoffnungen ihnen zu geben, Metternich aber beſprach noch an demſelben Abend mit dem Landmarſchall Grafen Montecuccoli die Vereinigung der Ausſchüſſe der Provinzialſtände, ließ auch noch an demſelben Abend die darauf bezüglichen kaiſerlichen Handſchreiben ausfertigen. Schließlich erſuchte er den Grafen, auf die am andern Morgen bevorſtehende Eröffnung des Landtags verſöhnlich zu wirken, damit durch deſſen Haltung das Volk beſchwichtigt werde.

Mit dem frühen Morgen des 13. März traten die Mitglieder der Staatsconferenz zuſammen, die ganze kaiſerliche Familie hatte ſich um den Kaiſer geſchart. Hier wie dort berieth man die über Nacht bedenklicher gewordene Lage. Es wurde berichtet, daß die

Straßen um das Ständehaus, das Universitätsgebäude, die Burg selbst, mit Menschen sich füllten, die Studenten sich anschickten, eine neue Deputation ausrücken zu lassen. Diese Nachrichten veranlaßten die Aufstellung schwacher Truppendetachements, um die Burg abzusperren, und durch Aussendung von Patrouillen jeden beginnenden Tumult zu zerstreuen. Was anderwärts vorging, scheint nicht in Betracht gekommen zu sein. Die Volksmassen vor dem Ständehaus, auf der Freiung, dem Hof und dem Ballplatz wurden durch Redner, Studenten vorzugsweise aufgeregt, in dieser Aufregung durch die Vorlesung von Kossuths Reden bestärkt; es erhoben sich begeisterte Sprecher für Preßfreiheit, Constitution, Nationalgarde; die dem Staatskanzler gebrachten Pereats wiederholten sich, und vor dem Ständehaus ergab sich ein heftiger Tumult, den das nicht ernstlich gemeinte Einschreiten der bewaffneten Macht verstärkte.

Während dem standen in der Burg die beiden Parteien einander schroffer gegenüber. Erzherzog Ludwig bestand auf der Verweigerung weiterer Zugeständnisse, die Erzherzogin Sophie, Erzherzog Johann drangen in den Kaiser, ungesäumt durch Concessionen aller Art den Sturm zu beschwören. Diesem Streit entgegengesetzter Ansichten gesellten sich die Nachrichten von der Erstürmung des Ständehauses, von der Verachtung, mit welcher die verheißene Einberufung der ständischen Ausschüsse aufgenommen worden, von der Erbitterung, veranlaßt durch den Fall einiger Narren, die im Streit mit den Truppen erschossen worden, Erbitterung, die in dem wohlthätigsten Schrecken sich aufgelöset haben würde, wenn man von den Truppen vernünftigen Gebrauch gemacht hätte. Nichts ist gefährlicher, verderblicher, als die bewaffnete Macht, der höchste Ausdruck der Staatsgewalt, in einem Kinderspiel herabzuwürdigen. Der Unruhe in der Burg machte einige Diversion das Eintreffen der zu einer Deputation sich hergebenden Landstände von Niederöstreich. Ruhig hörte ihr Geplauder, ihre Wünsche Erzherzog Ludwig, entließ sie dann mit dem Bescheid, daß ein Comité prüfen, der Kaiser das Zweckmäßige beschließen werde.

Metternich war inzwischen nach Haus gefahren; unter seinen Fenstern hielt der Pole (Jude?) Burian eine donnernde Rede

von der Entſetzlichkeit des Metternichiſchen Syſtems, welche der mehrfach wiederholte Ruf: „Nieder mit Metternich!“ beantwortete. Gelaſſen überblickte der Fürſt, von ſeinem Fenſter aus, das ſinnloſe Geſchrei, dann eilte er zurück nach der Burg. Dort befand ſich in fortwährendem Steigen die Rathloſigkeit, die Verwirrung, der ein mächtiger Zuſatz das Anhäufen von Menſchen, angebliche Deputirte. Kaum eingetreten, wurde der Staatskanzler beſtürmt durch die Erzherzoge, die ſeit mehren Tagen geſchäftig, ſeinen Sturz herbeizuführen. Sie verlangten, daß er, eine der Dynaſtie bedrohliche Gefahr zu entfernen, abdanke, indem ſeine Beſeitigung der vielen Deputationen weſentlichſtes Anbringen ſei. Es ſchwiegen der Kaiſer und diejenigen, die bis dahin feſt zu Metternich gehalten hatten, eine leichte Röthe überflog ſein Antlitz, kaum daß er die äußere Faſſung beizubehalten vermochte. Er ging in das Zimmer der Staatsconferenz.

Fortwährend mehrten ſich die Deputationen, es geſellte ſich ihnen eine Menge anderer Müſſiggänger, auf eigene Hand gekommen um zu warnen, zu rathen, zu horchen. Mit jedem Augenblick wuchs die Verwirrung. Man erzählte von dem Einſchreiten der Truppen, dem das Volk Steinwürfe, wohl auch Flintenſchüſſe entgegenſetze. Erzherzog Ludwig ließ endlich einige Deputationen vortreten: ſie verlangten Conceſſionen, Preßfreiheit, die Abdankung des Gehaßten, Einſtellung des Gefechts, Bewaffnung der Bürger, damit nicht, wie bereits in den Vorſtädten, auch in der Stadt der raſende Pöbel brenne und morde, drohten mit dem Aergſten, falls man nicht ſchnell nachgebe. Mit andern Schreiern beſchäftigte ſich Graf Hartig. „Glauben Sie,“ zürnte er, „daß Se. Maj. einen Mann wie den Fürſten Metternich, einen Mann der ſeit dreißig Jahren und in den ſturmbewegteſten Zeiten das Staatsruder geführt hat, nun plötzlich den Launen des Volks opfern werde?“ Erzherzog Ludwig, unbeweglich in dem Sturm, lehnte die Forderungen ab und entzog ſich fernerm Drängen. In dem Zimmer der Staatsconferenz wechſelte er einige Worte mit Metternich, ihm anheimgebend, ob er ſelbſt mit den Leuten ſprechen wolle oder nicht; er möge ihnen zugeſtehen was er nöthig finde.

Sofort begab ſich der Fürſt nach dem Audienzzimmer, wohin die Erzherzoge Ludwig, Albrecht und Maximilian ihm folgten; auch die meiſten übrigen Glieder des Kaiſerhauſes hatten ſich dort eingefunden. Alles befand ſich in der lebhafteſten Spannung, die doch durch die Vorlaſſung einer Deputation von bürgerlichen Officieren unterbrochen wurde. Metternich ging ihr langſam entgegen, klopfte den Sprecher auf die Schulter, redete ihn an: „Sie ſind ein Bürger; die Bürger Wiens haben ſich bei jeder Gelegenheit ausgezeichnet und wäre es Schande für ſie, wenn ſie nicht im Verein mit dem Militair einen Straßenkrawall zu beſiegen vermöchten. — Durchlaucht," entgegnete der Mann, „hier handelt es ſich nicht um einen Straßenkrawall, ſondern um eine Revolution, an der alle Stände Theil nehmen. — Das iſt nicht wahr," entgegnete mit Heftigkeit der Fürſt, „es ſind Italiener, Polen, Schweizer, welche das Volk aufwiegeln. — Durchlaucht, die überreichten Petitionen enthalten Tauſende von Unterſchriften aus allen Ständen, vom hohen Staatsbeamten bis zum letzten Handwerker, und würden Durchl. einen Blick in die Straßen werfen, Sie würden ſich von der Wahrheit meiner Angabe überzeugen. So viel unſer Einſchreiten betrifft, können wir unmöglich im Verein mit dem Militair wirken, denn dieſes iſt, ſeit man auf das Volk geſchoſſen, ungemein verhaßt, und allein ſind wir zu ſchwach." Im November deſſelben Jahrs hat man etwas mehr auf das Volk geſchoſſen, und ſein Haß gegen das Militair war alsbald gedämpft.

Der Fürſt entließ dieſe Deputation ohne allen Beſcheid: ſie wurde aber in der Burg feſtgehalten, damit ſie nicht durch ihren Bericht eine Aufregung erhöhe, die an ſich lebhaft genug. Von allen Seiten erhob ſich, wiederhallend in dem Audienzſaal, das Geſchrei: „Nationalgarde! Preßfreiheit! Abdankung Metternichs! Conſtitution!" Von allen Seiten beſtürmt, vom Hof geopfert, ließ der Staatskanzler die Deputationen bedeuten, daß man Nationalgarde nicht, wohl aber eine Bürgerwehr, die Aufhebung der Cenſur, eine Conſtitution bewillige, und daß er ſogleich die darauf bezüglichen Erlaſſe aufſetzen und dem Kaiſer vorlegen werde. Während er damit in ſeinem Arbeitscloſet beſchäftigt,

erhob ſich in den Vorzimmern und Hallen immer gebieteriſcher, immer drohender das Verlangen ſeiner Abſetzung, die von dem Kaiſer zu erhalten, die Erzherzogin Sophie, Erzherzog Johann unabläſſig beſchäftigt. Ihrem Drängen vermochte nicht länger Ferdinand V zu widerſtehen, er ließ den Fürſten bitten, daß er dem Frieden zu lieb, die Gefahren, durch welche der Thron bedroht, zu beſeitigen, von ſeinem Poſten abtreten möge. Das ihm zu eröffnen hat Erzherzog Johann übernommen; theilweiſe mögen die Thränen, mit welchen er im Sommer zu Cöln den König von Preuſſen empfing, in der Betrachtung dieſes Ereigniſſes und ſeiner Folgen gefloſſen ſein. Kaiſer Ferdinand V ſelbſt hat den 2. Dec. 1848 abgedankt.

Die Botſchaft deſſen, ſo von ihm gefordert, nahm in tiefem Ernſt, bleich, mit einem verächtlichen Lächeln der Fürſt auf. Er ging nach dem Audienzſaal, wohin eben die Deputationen ſtürmiſch — ſchon war die Zeit der Sturmpetitionen gekommen — nach dem Kaiſer verlangten, um ihrerſeits des Fürſten Entlaſſung zu ertrotzen. Ruhig und bedächtig, in all der Würde die ihm eigen, gelangte der greiſe Miniſter in des Saales Mitte und ſprach, zu den Wortführern der Deputationen gewendet: „Wenn Sie glauben, meine Herren, daß ich dem Staat durch meinen Rücktritt einen Dienſt erweiſe, ſo bin ich mit Freuden dazu erbötig.“ Und es entgegnete der nächſte: „Durchlaucht, wir haben nichts gegen Ihre Perſon, aber Alles gegen Ihr Syſtem und darum müſſen wir Ihren Rücktritt mit Freuden begrüßen. — Die Aufgabe meines Lebens,“ nahm wiederum der Fürſt das Wort, „war für das Heil der Monarchie von meinem Standpunkt aus zu wirken; glaubt man, daß mein Verbleiben auf demſelben dies Heil gefährde, ſo kann es für mich kein Opfer ſein, ihn zu verlaſſen; ich lege mein Amt in die Hände des Kaiſers nieder. Ich wünſche Ihnen Glück zur neuen Regierung, ich wünſche Oeſtreich Glück.“ Es antwortete lautes Triumphgeſchrei, ein Lebehoch für den Kaiſer. Einen ruhigen prüfenden Blick warf der Fürſt auf die wogende Menge, dann hob er wieder an: „Ich ſehe voraus, daß ſich die falſche Behauptung verbreiten werde, ich hätte die Monarchie mit mir davon getragen. Dagegen lege

ich feierlichen Proteſt ein. Weder ich noch irgend jemand hat Schultern breit genug, um einen Staat davon zu tragen. Verſchwinden Reiche, ſo geſchieht dies nur, wenn ſie ſich ſelbſt aufgeben." Er verließ den Saal, ohne weiter den Kaiſer oder einen der Prinzen zu ſehen; Kammerdiener und Lakaien, gewöhnlich ſo dienſtwillig, ſcheuten ſeinen Anblick; das hat er belächelt, dafür aber noch am Abend der Beſuch eines der Erzherzoge, der in dieſer Weiſe ſich ehrte, empfangen.

Ein kleiner Kreis war in denſelben Stunden um den Fürſten verſammelt, und es kam die Meldung von dem fortwährenden Raſen des Pöbels der Vorſtädte, und wie die Metternichiſche Villa am Rennweg erſtürmt, verwüſtet, kümmerlich durch die Anſtrengungen der Studenten vor gänzlicher Zerſtörung bewahrt worden ſei. Es waren das die erſten Früchte der raſenden Idee, dem Volk Waffen zu reichen, von der unglaublichen Thorheit, die eben darum in allen Gauen Deutſchlands nachgeahmt worden. Glücklicherweiſe haben die Kinder, welchen der unverzeihlichſte Leichtſinn die Meſſer in die Hand gegeben, mit demſelben gedankenloſen Leichtſinn die Meſſer ſich entwinden laſſen. Die Meldung von dem Angriff auf die Villa, von den blutigen Exceſſen in den Vorſtädten erweckte in der kleinen Geſellſchaft dringende Beſorgniſſe. „Fürchtet nichts," beruhigte der Fürſt, „es ſind das Exceſſe, die, unter ſolchen Umſtänden unvermeidlich, die allgemeine Abkühlung beſchleunigen. Ich hoffe morgen wird Alles beſſer ſein, und die Wiener ſelbſt werden ſich über den heutigen Tag am meiſten wundern." Damit ging er zu Bett.

Die für den andern Morgen verheißene Beſſerung wollte ſich nicht ergeben. Die Zeitung brachte die Decrete, wodurch die Volksbewaffnung genehmigt, ein Comité „zur Erwägung des Zeitgemäßen" angeordnet, meldete, „daß der geheime Haus-, Hof- und Staatskanzler Fürſt von Metternich ſeine Stelle in die Hände Sr. Maj. des Kaiſers niedergelegt habe;" keineswegs gedämpft, fortwährend im Steigen begriffen zeigte ſich die Gährung im Volk, daß jeden Augenblick der angekündigte Sturm auf die Staatskanzlei zu befürchten. Von namenloſem Schrecken ergriffen, drang die Fürſtin auf ungeſäumte Flucht. Dem Begehren zu willfahren,

verlangte ihr Herr von der Staatscaſſe, behufs der Reiſekoſten, einen Vorſchuß oder aber einen Rückſtand; ſeine Anweiſung wurde mit trotzigem Hohn zurückgewieſen. Er und die Seinen, von zwei Getreuen geführt, eilten über die Baſtei in den Liechtenſteiniſchen Palaſt, um daſelbſt bis zum Einbrechen der Dunkelheit zu weilen. Ein Miethkutſcher trug ſie in ſchnellem Lauf zum Rothenthurmthor, wo zwar die Paſſage geſperrt, doch ließ man den Wagen durchſchlüpfen ohne zu unterſuchen. In der Jägerzeil wurde bei einem Freunde eingekehrt, das Fuhrwerk gewechſelt; drei Tage brachten die Flüchtlinge, wie endlich die Linien von Wien hinter ihnen, auf einem benachbarten Gute zu, dann wurde die Reiſe nach Ollmütz angetreten. Dort wurde dem Wagen der Einlaß der Feſtung verſagt, nur auf einem Umweg die Eiſenbahn erreicht, ein Frachtwagen gemiethet, dem die dicht verſchloſſene, als leer angegebene Kutſche aufzuſetzen. So fuhr Metternich, ſtets die Fürſtin und einen Getreuen zur Seite, in einem Güterzug nach Prag. Aber man hatte die von einem Güterzug unzertrennliche Langſamkeit, und daß er an manchen Stationen Stunden lang anzuhalten pflegt, nicht bedacht. Es fehlte den Reiſenden an Speiſe und Trank; nachdem er 17 lange Stunden in dem Gefängniß ausgehalten, ſprach der Fürſt: „Erdürſten oder anders ſterben, iſt alles Eins, ich muß trinken," und damit öffnete er den Schlag, ein Glas Waſſer zu begehren. Das konnte zu den peinlichſten Verlegenheiten führen, indem ſich noch andere Paſſagiere bei dem Zug befanden, denen, wie dem Zugführer eine ſolche Reiſemethode höchſt verdächtig vorkommen mochte. Es blieb nichts übrig, als dem Zugführer ſich anzuvertrauen, und der gab ohne Weiteres das Zeichen abzufahren.

Einem Gaſthof innerhalb der böhmiſchen Grenze eingekehrt, erregten die Flüchtlinge, angeblich engliſche Reiſende, Verdacht, indem ſie fortwährend Franzöſiſch ſprachen, es fielen auch die ihrer Wäſche eingeſtickten Zeichen auf. Einige Winke, dem Geſinde entfallen, daß der Engländer wohl Fürſt Metternich ſein möge, beſtimmten zu übereiltem Aufbruch, der indeſſen keine Nachforſchungen veranlaßte. Zu Dresden mochte die bedrängte

Familie von den überſtandenen Mühſeligkeiten ſich erholen, dann ging es nach Frankfurt, wo man einen Tag ſich aufhielt. Der Fürſt ging bei hellem Mittag aus, den Obriſten Grafen Nobili, vom k. k. Generalquartiermeiſter-Stab, zu beſuchen. Es erkannten ihn einige Pflaſtertreter, ſie ſchlugen Lärm, und vor dem Hauſe ſammelte ſich ein Haufen Volk, das unter Drohen und Schimpfen den Fürſten forderte. Er flüchtete durch eine Hinterthür in den anſtoßenden Garten von Rothſchild: anderweitige Beläſtigung fand nicht ſtatt, eben ſo wenig im weitern Verlauf der Reiſe, die Rheinabwärts nach Holland, ſchließlich nach England gerichtet.

In dem ſichern Hafen angelangt, den Träumen des Ehrgeizes vollkommen abgewendet, verfolgte der Fürſt doch mit Aufmerkſamkeit das wirre Treiben auf dem Continent, das Gebahren einer Partei, die, nachdem ſie alle ſeine Beſorgniſſe um die Zukunft gerechtfertigt, jetzt ihre gänzliche Unfähigkeit zu Allem, einzig Lärm und Geſchrei ausgenommen, an Tag legte. „Man wird froh ſein," äußerte er einſtens, „wenn man nach einem Jahr noch die Hälfte dieſer Errungenſchaften beſitzt. Dieſe Gährung, welche den Schlamm bis an die Stufen der Throne erhebt, wird wieder ſinken, muß wieder fallen." Die Republik in Frankreich hielt er für unmöglich, die Reſtauration der Orléans für wahrſcheinlich, die Wiederherſtellung des Kaiſerthums undenkbar. Den Gedanken davon erfaßte er doch im Augenblick, da Louis Napoleon die Erlaubniß erhielt nach Frankreich zurückzukehren. „Nie hätte ich geglaubt," dies ſeine Worte, „daß ſich die Weltgeſchichte ſo ſchnell und ſo genau wiederholt; am allerwenigſten, daß der Bonapartismus wieder zu einer Macht gelangt, die immer für Europa etwas Gefährliches beſitzt, weil ſie um Alles ſpielt und die merkwürdigſte Verbrüderung von Umſtänden ſie zum Symbol des Ehrgeizes und der Ruhmſucht gemacht hat. Der Bonapartismus iſt immer mehr eine Drohung gegen die Monarchen als gegen die Völker," denen es, nach des Abbé de Pradt Ausſpruch, gleichgültig ſein mag, ob aus Paris oder Petersburg, aus Wien oder Berlin der Präfect kommt.

Bemerkenswerth iſt die Anſicht von der politiſchen Bedeutung Frankreichs, zu welcher in ſpäterer Zeit der Fürſt ſich bekannt hat. „Es wird noch lange unmöglich ſein, ſich dem Einfluſſe dieſes Staats, der in der That ungemein iſt, zu entziehen, weil alle geſellſchaftlichen Verhältniſſe der civiliſirten Staaten in innigſtem directen Verkehr mit ihm ſtehen. Darin liegt ein großes Unglück für die Welt, deren Ruhe und innere Zufriedenheit dadurch mindeſtens auf ein Jahrhundert geſtört iſt. Dieſe geiſtige Centraliſation, welche bewirkt daß jede Bewegung des franzöſiſchen Volks bis in die fernſten Theile der Civiliſation vibrirt, reizt hauptſächlich die Franzoſen zu Revolutionen, wie denn meiner Meinung nach das pointirte Selbſtgefühl und die Eitelkeit derſelben die innerſte Urſache davon geweſen iſt. Frankreich wird ſich in dieſen innern Kämpfen aufreiben und ermatten, und einmal verfallen, wenn das Ausland, überdrüſſig dieſer jetzt noch intereſſanten Unruhe, in die es mit hineingezogen wird, ſich emancipirt hat. Schon der Verfall aller romaniſchen Stämme deutet auf dieſe Zukunft hin, und bereits iſt die politiſche Iſolirung Frankreichs eine Thatſache. Jede Allianz mit ihm kann nur noch künſtlich und vorübergehend ſein, das ſagte ſchon der Fürſt Kaunitz, als die Revolution ſeine große Idee zerſtörte. Eine Conſolidation der Regierung iſt dort unmöglich geworden, wenn ſie nicht mindeſtens zwei Generationen überdauern kann und in auswärtigen Kriegen die revolutionairen Ideen der Franzoſen ertödtet. Aber das iſt heute ein gewagtes Spiel. Ich erhielt einmal von einem etwas exaltirten Mann einen Plan, wonach Frankreich geviertheilt werden ſollte, ſo daß England die nördlichen Provinzen, Deutſchland die öſtlichen bekäme. Der Reſt ſollte zwei franzöſiſche Staaten bilden, einen Bourboniſchen mit Paris, und einen ſüdlichen Napoleoniſchen mit Marſeille als Hauptſtadt. Wer weiß, ob ſich von dieſem Plan nicht doch einmal etwas realiſirt!“

Daß es damit noch im weiten Felde, hat der Fürſt in ſeinen letzten Tagen einſehen, beklagen gelernt. „Der Bonapartismus iſt eine Drohung für Europa, ſein Zweck iſt der alte, nur geht er einen andern Weg. — Der Kaiſer Napoleon hat ſchöne Karten in

Händen; er spielt sein Spiel gut, glückliche Aussichten thun sich ihm auf. Er ist geschickt und glücklich und wird es weit bringen. Aber es gibt eine Klippe, die er vermeiden muß. Ich fürchte, er wird als revolutionairer Kaiser umkommen. Ich denke an 1831, das ist ein böses Blatt in seiner Geschichte. Wenn er als revolutionairer Kaiser umkommt, so wird es in Italien sein, und an dem Tage, wo er seine Politik von der Politik Oestreichs und Europas absondern wird."

Die Tage des Exils waren vorüber, der Fürst gedachte der Rückkehr nach dem Lande, das seine Heimath geworden. Vorläufig ließ er darum in Wien anfragen, und erhielt er von höchster Stelle den gnädigsten Bescheid, gleichwie hinsichtlich der Stimmung im Volk die beruhigendsten Mittheilungen ihm zukamen. Vollständig hatte dieses Volk ihn vergessen, niemals ihn eigentlich gehaßt. Wenig drückend war ihm des Fürsten Regiment gewesen, nicht sowohl regiert, als in der mildesten Weise verwaltet, hatte es größerer Freiheit genossen als unter jeder andern Regierung. Das Auflehnen gegen ihn war keineswegs das Ergebniß von Rachegefühlen, sondern, neben den Einwirkungen von Polaken, Juden, Magyaren und Italienern, vornehmlich jene Furcht, die auch auf Metternich, auf die Regierung überhaupt, stets überwiegenden Einfluß geübt hatte, die Furcht thöricht, illiberal zu erscheinen. Seit Jahren hatten die Wiener so viel gehört und gelesen von dem Unwillen des Auslandes über Metternichs System, daß sie befürchten mußten in den Augen der Herren Preussen und Sachsen, auch der jüdischen Zeitungsjugend, als Böotier zu gelten, so sie nicht auf eigene Faust ein Revolutiönchen gegen den modernen Sejanus machten.

In der Ueberzeugung, daß er der kaiserlichen Regierung keine Verlegenheiten bereiten werde, trat der Fürst die Rückreise nach dem Continent an. Zu Cöln, Juni 1851, ließ sich wohl hinter ihm einiges Pfeifen vernehmen, aber von weiterer Aufregung ergab sich keine Spur. Fort ging es nach Johannesberg, wo den Fürsten Aufmerksamkeiten der Souveraine und Behörden, wohl auch Bezeugungen der Theilnahme für ein unverdientes Geschick erwarteten. Des Kaisers Legaten in Mainz und Frank-

furt, der Präſident des Bundestages kamen nach Johannesberg, dem Schloßherren die mündliche Verſicherung zu überbringen, daß es anders geworden. Auch der Herzog von Naſſau, der König von Preuſſen beſuchten ihn, und der Johannesberg, erſt von fanatiſirten Nachbarn bedroht, dann ſcheu gemieden, wurde wiederum, wie vordem, von Fürſten, Miniſtern, Diplomaten das Rendezvous. Aber darin lag keine politiſche Bedeutung. Die Aufmerkſamkeiten ſchuldete man der Perſon, der Bedeutung und dem Rang eines Mannes, der, vollkommen erkennend, daß ſeine Laufbahn geſchloſſen, dem Ehrgeiz früherer Tage abgeſagt hatte. Ein Beſucher, aus voriger Zeit ihm wohl bekannt, beſpricht alſo den Eindruck, den das Wiederſehen ihm hinterlaſſen:

„Die Perſon und die Perſönlichkeit Metternichs war ziemlich dieſelbe geblieben. Wenn das Haar mir weißer erſchien und dünner, der Fürſt ſelbſt dürrer und ſchmächtiger, ſo war dieſe Veränderung wohl nur dem Einfluß von vier Jahren zuzuſchreiben, während welcher ich ihn nicht geſehen hatte. Vier Jahre in ſolchem Alter zählen ſchwer und markiren ſich deutlich. Aber der Geiſt, der Charakter, der Humor des Fürſten war wohl noch immer derſelbe; nichts, ſelbſt in vertrautem Erguß des Herzens, ließ daran mahnen, daß ihn das Geſchick gewaltſam von der Höhe einer politiſchen Stellung ins Privatleben herabgeſtoßen hatte, daß man einen geſtürzten Miniſter vor ſich habe, der unfreiwillig von der Stätte ſeines Wirkens, ſeiner Macht und ſeiner Gewohnheit geſchieden war. Was ich bei allen Perſonen gefunden, hohen wie niedrigen, daß ſie durch das Exil, freiwillig oder gezwungen, verbittert und ſehr reizbar werden, die Dinge, die während ihrer Abweſenheit ſich zugetragen haben, einſeitig und falſch beurtheilen, gloſſiren, wenn ſie ihren Intereſſen oder Anſichten widerſprechen, auf Perſönlichkeiten hinleiten, um über dieſelben ihre Verdammungsurtheile zu fällen — von alle dem bemerkte ich keine Spur bei dem Staatskanzler von ehemals und glaube auch nicht, daß er ſich anders gab als er war; denn dazu iſt er zu naiv, ehrlich und unbefangen. Metternich hat ſich immer nur ſelbſt getäuſcht (nach den Ereigniſſen von 1848—1861 fürwahr eine arge Täuſchung

von Seiten des Schreibers) und täuschte auch Andere dabei, ohne es, wenigstens meistentheils, zu beabsichtigen oder sich vorgenommen zu haben. Er sprach jetzt über alle politischen Ereignisse, die schleswig-holsteinsche Angelegenheit, die Stellung und Politik Oestreichs, so objectiv, als habe er nie selbst Politik gemacht und nie mehr als geschichtliches Interesse an den Fragen der Zeit genommen. Seine Liebenswürdigkeit war dabei unverändert geblieben: auch der Geist war noch frisch, klar und elastisch, aber gleichwohl zeigten sich die Spuren des Alters in der beginnenden Schwerhörigkeit und Redelust."

Im Sept. 1851 verließ der Fürst den Johannesberg, um über Dresden seine Güter in Böhmen zu besuchen. Kurz war sein Aufenthalt in Königswart, schon am 2. Oct. ist er in Wien eingetroffen, wo er die mittlerweile wiederhergestellte Villa am Rennweg bezog. Am andern Morgen schon gab ihm den ersten Besuch der Kaiser, der eben am 2. aus Italien zurückgekommen war, und am 5. Oct. machte er seine Aufwartung bei Hof, wo alsbald wieder ein bedeutender Einfluß ihm geworden ist, wie dann der Kaiser selbst ihm oft seinen Rath abverlangte, ohne ihn doch jedesmal zu befolgen oder befolgen zu können. Daß Metternich des Fürsten von Schwarzenberg Politik in Deutschland mißbilligte, kann nicht befremden, er, der Mann der Vermittlung und Begütigung, mußte zurückbeben vor dem kühnen Auftreten, welches indessen das einzige Mittel, das deutsche Volk aus seiner trübseligen Erniedrigung zur Einheit zu erheben, so nicht Schwarzenbergs Tod, 5. April 1852, den Faden der großartigsten Entwürfe gebrochen hätte. Viel weniger konnte Metternich den Gang der östreichischen Politik in dem Krimkrieg, dessen nothwendiges Resultat ihre vollständige Isolirung, billigen. Die Freundschaft mit Napoleon hielt er für einen bloßen Nothbehelf, aller eigentlichen Bedeutung bar: im Gegentheil werde durch sie die Isolirung vervollständigt, das Anknüpfen neuer freundlichen und nützlichen Beziehungen unendlich erschwert.

Eine bedeutende Abnahme in des Fürsten Lebenskraft trat ein mit dem Tode seiner Gemahlin, 3. März 1854; verbittert wurden ihm gar sehr seine letzten Augenblicke durch die Ereig-

niſſe in Italien, welche längſt er vorgeſehen hatte, ohne ſie doch abwenden zu können. „Wie ſchwer mußte dieſen Greis, der ſich ſeit zehn Jahren daran gewöhnt hatte, aus dem Munde der Leute gekommen zu ſein, der Vorwurf und die allgemeine Behauptung treffen, er ſei an dieſem Kriege ſchuld, weil er die Italiener durch ſeine Politik erbittert und Oeſtreich zu Feinden gemacht habe! Wie mußte jetzt die laut geäußerte Beſchuldigung drücken, der jetzige Krieg ſei eine Conſequenz ſeines Syſtems von Einſtmals, die Sühne für all das was er verbrochen habe?" alſo argumentirt Hr. Schmidt-Weißenfels, der nicht zu bedenken ſcheint, daß ſeit acht Jahrhunderten die Italiener bemühet, die deutſche Herrſchaft abzuſchütteln, daß dieſe acht Jahrhunderte zwar zur Genüge beweiſen, wie unerheblich ihre Feindſchaft oder Freundſchaft, daß aber gleichwohl repreſſive Maasregeln unumgänglich nothwendig, die ſchleichende heimtückiſche ſtupide Nationalabneigung, die Meuchelmörder im Zaum zu halten, daß endlich Metternich keineswegs das Wiederaufleben des Bonapartismus, durch welchen allein die Stimmung in Italien einige Bedeutung erhalten konnte, verſchuldet. Ob Metternich ſelbſt das bedacht hat, weiß ich nicht, wohl aber, daß die Schlacht von Magenta, der Rückzug der öſtreichiſchen Armee, das ehrloſe, ſtupide Gewehrſtrecken ganzer Abtheilungen, jene alte Krankheit, die vorlängſt mit Kraut und Loth, oder aber mit dem Strick, als ſolcher Galgenvögel verdientem Lohn, hätte ausgemerzt werden müſſen, den 86jährigen Greis tödtlich traf. Aber bis zu den letzten Augenblicken bewahrte er den freien klaren Geiſt; am Vorabend ſeines Todes las er wie gewöhnlich die verſchiedenen Zeitungen mit lebhafter Theilnahme. Am 11. Juni 1859, um 2½ Uhr Nachmittags, am Tage alſo von der Franzoſen Einzug in Mailand, ſtarb, entſchlummerte eigentlich in der ſanfteſten Weiſe der Fürſt. Dieſes ſanfte Einſchlummern iſt, wie eine vieljährige Erfahrung mich belehrt, häufig, gewöhnlich den Sanftmüthigen beſchieden.

Am 15. Juni fand das Leichenbegängniß ſtatt. Die Erzherzoge Franz Karl, Ludwig, Albrecht, Ernſt, Leopold, Rainer, Ludwig Victor; die Miniſter, das diplomatiſche Corps hatten

ſich in dem Sterbhauſe vereinigt, um dem Verſtorbenen, der auf dem Paradebett ausgeſetzt geweſen, die letzte Ehre zu erweiſen; eben ſo hatten die Ritter des Tereſenordens, zahlreiche Civil- und Militairbeamte, Biſchöfe, Ordensleute, Weltgeiſtliche in großer Zahl, Gelehrte und Künſtler ſich eingefunden. Vor dem Sarg, auf dem mit Wappen ausgeſchmückten Leichenwagen, hatten die Franziscaner ſich geordnet: dem Sarg folgten die nächſten Angehörigen, die Freunde und Diener des Hauſes und eine Menge von Hof- und Staatsbeamten, Officiere aller Grade und Waffengattungen. Dem Sarg zu beiden Seiten gingen Fackelträger in langen Reihen; auf vier ſchwarzen Sammetkiſſen wurden die Orden des Verſtorbenen, die höchſten aller Staaten, von England keiner, getragen. Dieſe Maſſe von Bändern und Kreuzen bekundete nur zu ſehr, wie man von den Traditionen der alten Zeit, wahrer Größe abgewichen. Dem goldenen Vließ ſoll kein anderer Orden ſich geſellen. Am Portal der Pfarrkirche zum h. Karl Borromäus auf der Wieden empfing der Pfarrer, umgeben von acht Prieſtern, den Chorknaben und der Trauermuſik, den Sarg, der dann zu den Stufen des Hochaltars getragen wurde. Schwarz ausgeſchlagen, mit dem Wappen des Verſtorbenen behängt, war der Chor, ſchwarz verhängt der Altar gleichwie die Kirchenſtühle. Unzählige Kerzen und Wachsfackeln brannten auf den Altären und in den Seitenſchiffen und beleuchteten die bunte große Verſammlung, die dem Todten und der alten Zeit Oeſtreichs die letzte Ehre erwies. Nachdem die Einſegnung vollbracht, wurde die Leiche einem ſchlichten Packwagen aufgeſetzt, um ſie zur Nordbahn zu bringen: ihr folgten wenige Equipagen des fürſtlichen Hauſes.

Sie wurde nach Plaß im Pilſener, weiland Rakonitzer Kreiſe gebracht, um in der dortigen Familiengruft ihre Ruheſtätte zu finden. Der Fürſt hatte das vom Kaiſer Joſeph II im J. 1785 aufgehobene Ciſterzienſerſtift Plaß im J. 1826 auf öffentlicher Verſteigerung angekauft, und noch in demſelben Jahr den Neubau der Capelle zum h. Wenceslaus begonnen. „Außerhalb des Stiftsgebäudes, der Prälatur gegenüber, ſteht auf einem kleinen Hügel die vom Abte Andreas Troſer im Jahr 1690 erbaute

Begräbnißkirche zum heil. Wenzel; ſie iſt aus dem Verfalle, in welchen ſie nach Aufhebung des Stifts gerathen war, im Jahr 1826 prächtig wieder hergeſtellt, neu und im edlen Geſchmacke verziert worden, und unter dem erhöhten Fußboden wurde die fürſtliche Familiengruft eingerichtet. Ueber dem äußern Eingange zur Gruft iſt die Ueberſchrift: Pax vobis. Dieſe Kirche wurde von Sr. Heiligkeit dem Papſte Leo XII im J. 1827 mit einem Ablaßbreve begnadigt und mit den Reliquien der heiligen Valentiana in einem koſtbaren Sarkophage beſchenkt. Bei derſelben iſt ein eigener Geiſtlicher angeſtellt, welcher von der hohen Obrigkeit dotirt iſt, jedoch auch in der Seelſorge des Pfarrſprengels Aushülfe zu leiſten verpflichtet iſt. An den 10 Ablaßtagen, nämlich am Sterbetage des letzten fürſtlichen Familienhauptes, am St. Wenzelstage und in der Octave vom Allerſeelentage, iſt hier feierlicher Gottesdienſt." Zu der Herrſchaft Plaß, wie ſie durch den Fürſten erworben worden, gehören 56 Dörfer und 4 Dorfantheile; unweit des Dorfes Plaß hat er das große Eiſenhüttenwerk angelegt, 1 Hochofen mit Gußwerk, Drehwerk, 6 Friſchfeuer, 1 Streck- und 1 Zainhammer und eine große Dampfmaſchine von 26 Pferdekraft.

Von Kaiſer Franz hatte der Fürſt als Dotation die in der Temeswarer Geſpannſchaft belegene Herrſchaft Daruwar erhalten, es könnte jedoch ſein, daß ſie nachmalen gegen die ebenfalls im Banat liegende Herrſchaft St. Peter vertauſcht worden. Das Fürſtenthum Ochſenhauſen, über $^3/_4$ des Gebiets der vormaligen Reichsabtei, nach der officiellen Angabe ein Einkommen von 70,000 fl., wovon aber an Schaesberg, Sinzendorf ꝛc. Annuitäten, zuſammen 20,000 fl. zu entrichten, wurde im Sept. 1806 unter Würtembergiſche Hoheit gezogen. Auf der Landſchaftscaſſe lag damals eine bedeutende Schuldenlaſt, noch bedeutendere Schulden, 335,000 fl. Capital und 21,950 fl. rückſtändige Zinſen, brachte der Fürſt von ſeinen weſtrheiniſchen Beſitzungen herüber. Die Landſchaftsſchuld wurde im J. 1807 zu 555,000 fl. feſtgeſtellt, davon jedoch im J. 1821 die Staatscaſſe 350,000 fl. übernahm. Bei Ausbruch des Kriegs von 1809 wurde das Fürſtenthum von Würtemberg eingenommen, nach dem Frieden indeſſen

zurückgegeben. Bereits im J. 1805 hatte der Fürſt das Amt Sulmetingen an Thurn und Taxis verkauft. Durch Vertrag vom 14. Nov. 1808 wurden, die an Wartenberg zu entrichtende Rente abzulöſen, mehre Ortſchaften abgetreten. Im J. 1825 endlich verkaufte der Fürſt die ganze noch übrige Beſitzung, mit Ausnahme des Schloßguts Herſchberg, überhaupt 14 Dörfer, 15 Weiler und 14 Höfe in dem Preis von 1,200,000 Gulden an Würtemberg; außerdem wurden gegenſeitige Forderungen aufgehoben, die auf der Herrſchaft ruhenden Renten von Würtemberg übernommen. Im J. 1830 verkaufte der Fürſt auch noch das Schlößchen Herſchberg am Bodenſee mit den Weinbergen und ſonſtigen dazu gehörenden Gütern. Die Abtei Ochſenhauſen hatte in den letzten Jahren eine Bruttoeinnahme von 180,000 Gulden gehabt.

Hingegen iſt die ſeit 1630 Metternichiſche Herrſchaft Königswart in dem Ellbogner, vormals Pilsner Kreis von Böhmen, mit ihren reichen Waldungen, 7043 Joch, dem Fürſten verblieben, und hat er auf die Ausſtattung des daſigen Schloſſes große Summen verwendet. „Es pflegt jeden Sommer einige Zeit vom fürſtlichen Beſitzer bewohnt zu werden. Die pracht- und geſchmackvolle Einrichtung, die ausgezeichneten Kunſtwerke, welche Säle und Zimmer ſchmücken, die in ihrer Art einzige Hauskapelle und die wiſſenſchaftlichen Sammlungen machen nebſt dem ſchönen engliſchen Park dieſes Schloß zu dem anziehendſten Punkte der Umgebung des nahen Marienbades, wohin zahlreiche Kurgäſte Ausflüge machen und, da mit größter Liberalität jedem Beſucher der Zutritt geſtattet iſt, mit reicher Befriedigung für Geiſt und Herz zurückkehren. Die Kapelle iſt im Jahr 1832 im joniſchen Styl ganz neu gebaut worden. Ihre höchſte Zierde iſt der Altar, den weiland Papſt Gregor XVI dem Fürſten zum Geſchenk gemacht hat, ein ſehenswerthes Kunſtwerk, welches aus den ſeltenſten Marmorarten, Ueberreſten der am 15. Jul. 1823 abgebrannten St. Paulus-Kirche zu Rom, dieſes erſten großen chriſtlichen Tempels Kaiſer Conſtantius, gebildet worden iſt. Ein Sarkophag aus Rosso antico umhüllt die ſterblichen Reſte eines wenige Jahre nachher in den Katakomben mit eigener Grabſchrift und

den Zeichen des Märtyrerthums gefundenen Heiligenleibes. Das im Schloſſe aufgeſtellte Münz-, Mineralien- und Naturalien-Cabinet ſteht nebſt der dazu gehörigen Sammlung alter Waffen unter der Aufſicht eines eignen Cuſtos, Hrn. Karl Huß, welcher, ehemals in Eger wohnhaft, dieſe Sammlungen gegründet und erweitert hatte, und ſie im J. 1828 dem Fürſten von Metternich vertragsmäßig gegen eine Leibrente von 300 fl. C.-M., nebſt freier Wohnung im Schloſſe und einem Deputat von Brennholz, als Eigenthum abtrat." Anderes, freilich nicht bedeutendes Stammgut, die Vogtei Craich, der Hof Blumenrod, eine Hube zu Niederbrechen, alles bei Limburg gelegen, war nach des Dompropſtes von Hohenfeld Ableben, vertragsmäßig an den Fürſten zurückgefallen.

Die Villa am Rennweg zu Wien war ſeit dem Jahre 1851 ſein gewöhnlicher Wohnſitz. „Der Bau wie die Einrichtung dieſes Hauſes zeugen von dem gediegenen Geſchmack und dem Reichthum des ehemaligen Miniſters von Oeſtreich. Ein ſchöner Park, ein wahres Muſter der Landſchaftsgartenkunſt, dehnt ſich hinter dem Gebäude aus, überreich an Georginen, Semper-Florensroſen, Camelien, engliſchen Pelargonien, hochſtämmigen Bäumen, und garnirt mit einer herrlichen, in Töpfen gezogenen Orangerie. Nach der Straße hinaus iſt kein Portal, es liegt nach der Parkſeite und zwei Auffahrten zu beiden Seiten der Villa führen dahin." Von der Hofhaltung des Fürſten weiß ich nur, daß er in den Zeiten ſeiner Herrlichkeit, neben dem Staatsgehalt, freien Servis, Licht und Holz hatte. Das Licht wurde in Wachskerzen gegeben, und da der Abfall der Dienerſchaft gehörte, betrug dieſer einzige Artikel 30,000 Gulden jährlich. Der Gehalt war zu 100,000 Gulden feſtgeſetzt; Fürſt Kaunitz hatte nur 40,000 Gulden Gehalt, dabei aber, weil er Tafel geben mußte, 100,000 Gulden Tafelgelder bezogen.

Aus des Fürſten erſter Ehe kamen ſieben Kinder: 1. Marie Leopoldine, geb. 17. Jan. 1797. Verm. 16. Sept. 1817 mit dem Grafen Joſeph Eszterhazy, iſt ſie 20. Jul. 1820 geſtorben. 2. Franz Karl Georg, geb. 21. Febr. 1798, geſt. 3. Dec. 1799. 3. Clemens Eduard, geb. und geſt. 15. Juni 1799. 4. Franz

Karl Victor, k. k. Kammerherr, Attaché bei der Gesandtschaft zu Paris, Malteserritter, geb. 12. Jan. 1803, gest. 30. Nov. 1829. 5. Clementine Maria Octavia, geb. 30. Aug. 1804, starb 1821 als eines Grafen Eszterhazy Braut. 6. Leontine Adelheid Marie Pauline, geb. 18. Juni 1811, wurde den 8. Febr. 1835 dem Grafen Moriz Sandor angetraut. Sie besitzt die von dem Bruder ererbte Herrschaft Kosetein. 7. Hermine Gabriele Marie Eleonore Leopoldine, geb. 1. Sept. 1815, ist Honorar-Stiftsdame des savoyischen Damenstiftes zu Wien. Der zweiten Ehe gehört einzig an Fürst Richard Clemens Joseph Lothar Hermann, k. k. Gesandter zu Paris, geb. 7. Jan. 1829, verm. 30. Juni 1856 mit der Gräfin Pauline Clementine Walpurga von Sandor, von der ein Töchterlein, Sophie, geb. 16. Mai 1857. In der dritten Ehe wurden geboren: 1. Melanie Marie Pauline Alexandrine, geb. 27. Febr. 1832, verm. 20. Nov. 1853 mit dem Grafen Joseph Zichy. 2. Clemens Franz Ferdinand Lothar, geb. 21. April, gest. 4. Juni 1833. 3. Paul Clemens Lothar, geb. 14. Oct. 1834, Rittmeister bei Horvath, Dragoner, Nr. 6. 4. Lothar Stephan August Clemens Maria, geb. 13. Sept. 1837.

Fürst Clemens von Metternich, nochmals auf ihn zurückzukommen, war kein selbstständiger Charakter, und darum allen kühnen und entschiedenen Maasregeln abgeneigt. Mit Versprechungen verschwenderisch, hielt er sich nicht immer durch sie gebunden. Schwierigkeiten suchte er stets zu umgehen, und wo es ihm dienlich schien, im Gespräch die Wahrheit zu entstellen, fand er darin so wenig Bedenken wie andere Staatsmänner. In wesentlichen Dingen verdienten seine Worte indessen Glauben, zu Zeiten nur entsprang sein scheinbarer Unbestand dem Gefühl seiner Ohnmacht und der Nothwendigkeit, seinen geringen Einfluß auf die innern Angelegenheiten des Staats zu verbergen. Seine Machtvollkommenheit beschränkte sich unter Kaiser Franz und ebenso unter dem Nachfolger auf das Departement der äußern Angelegenheiten. Er konnte den Staat in einen Krieg von unübersehbaren Folgen stürzen, mußte aber im Innern eine Menge Dinge geschehen oder

beſtehen laſſen, die er durchaus verdammte. Nie hat er durchzuſetzen vermocht, daß die Weine vom Schloß Johannesberg, das doch öſtreichiſches Eigenthum, zollfrei eingeführt würden.

Er war vorzugsweiſe Verſtandesmann und darum ſcheinbar jeglicher Leidenſchaft bar, hörte mit Ruhe an und wußte ſich in eines Jeden Lage zu verſetzen. Wie unangenehm ihm auch, in Gefolge der Gewohnheiten einer hohen Stellung, ein Widerſpruch, ſelten ließ er darum in Discuſſionen ſich ein, nur durch ein geringſchätziges Schweigen gab er etwelche Mißſtimmung zu erkennen. In vielen Fällen hat ganz eigentlich unwiderſtehlich der Fluß ſeiner wohlgeſetzten, durch richtigen Periodenbau ausgezeichneten Rede ſich ergeben. Nicht minder hinreißend zeigte er ſich durch Leutſeligkeit und Liebenswürdigkeit, Eigenſchaften die er noch im höchſten Alter in vielſeitigem Verkehr entfaltete. Nichts erinnerte gefliſſentlich daran, daß man dem Manne gegenüber, der ein Vierteljahrhundert lang der europäiſchen Diplomatie Obmann, in einem Abſchnitt der Weltgeſchichte die Hauptperſon geweſen. Aller Manierirung, Vornehmthuerei, Steifigkeit oder einſtudirtem Mienenſpiel fremd, zeigte er ſich natürlich, einfach, herzlich, und doch vornehm im ſchönſten Styl. Seiner geiſtigen Ueberlegenheit und Feinheit unbeſchadet, war der Fürſt mit einer Gutmüthigkeit, Einfalt begabt, die im täglichen Verkehr ihn um ſo verführeriſcher erſcheinen ließ. Ueber dieſer Gutmüthigkeit konnte wahre Menſchenkenntniß, die einem Machthaber unentbehrlichſte Eigenſchaft, bei ihm nicht aufkommen. Viel wäre zu erinnern geweſen an den Trägern ſeiner Gewalt, in den Zeiten ſeines kräftigen Mannesalters, an dem Polaken Mier, an dem Weſtphalen von Spiegel, an dem Sachſen General von Langenau, an dem Hofrath Floret, dem Bonner, der das Hausweſen regierte. In dieſem Hausweſen ergab ſich das treueſte Bild von der unerſchöpflichen Güte des Fürſten. Alle ſeine Diener ſind zu Veteranen erwachſen.

Lebhaft ſich betheiligend bei den Fortſchritten der Literatur, hat er bis ins höchſte Alter vorzugsweiſe mit Chemie und Medizin ſich beſchäftigt. Medizin ſtudirte er zumal eifrig während der Muße, die ſeiner Ernennung zu dem Geſandtſchaftspoſten

in Dresden vorherging. Er besuchte abwechselnd alle Hospitäler der Kaiserstadt und verfehlte nie bei wichtigen Operationen zu erscheinen. Es war auch unter seinen Bekannten die Ansicht gemein, daß ein Kranker unter den Händen des Haus-, Hof- und Staatskanzlers häufig besser fahren würde, als mit einem Arzt von Profession. Den kranken Staat zu heilen hat er nicht unternommen, konnte er kaum unternehmen. Dazu wäre vor Allem eine gänzliche Umwandlung in dem Unterrichtssystem erforderlich gewesen, und an das durfte Metternich nicht Hand legen, abgesehen davon, daß er in den Ideen des aufgeklärten Jahrhunderts erwachsen, zu einer heilsamen Thätigkeit in diesem Fach keineswegs berufen. An der Zeit, etwas zu leisten, hätte es von 1809 bis 1848 nicht gefehlt. Im J. 1618 wurden die kaiserlichen Minister zu Prag von ihren noblen Vettern aus dem Fenster herabgestürzt, keine menschliche Seele wagte es den schwer Verletzten Beistand zu leisten, bis die Frau von Lobkowitz ihrer sich erbarmte, und im J. 1648 widerstand das wiederum katholisch gewordene Prag in der heldenmüthigsten Weise allen Anstrengungen eines bis dahin sieghaften Feindes. Das Wunderwerk hätte sich wohl im 19. Jahrhundert wiederholen können, aber niemand konnte oder wollte dazu die nothwendige Einleitung treffen. So beschränkte denn Metternich sich auf bloße Palliativmittel, die in ihrer letzten Einwirkung, in Gefolge einer seltenen Verkettung von Widerwärtigkeiten, unwirksam. Daß nicht ungegründet seine Furcht vor Revolutionen, haben die Ereignisse von 1848 und 1860 bewiesen, daß er in der Anwendung der Gegenmittel auf Irrwege gerieth, ist nicht lediglich seine Schuld. — Noch muß ich erinnern, was bei Marienthal, Bd. 10 S. 635, vergessen worden, daß der Fürst die verfallene Kirche ankaufte, in der Absicht dahin eine klösterliche Gemeinde zu setzen. Diese Absicht begegnete manchen Schwierigkeiten, bis der Bischof von Limburg, in sothaner Hinsicht des Fürsten Legatar, doch endlich die Ermächtigung erhielt, für die Bedienung der vollständig restaurirten Kirche drei Priester vitae communis zu bestellen. Das Nähere wird in der Lebensbeschreibung von Bartholomäus Holzhauser, dem würdigsten Wiederhersteller der vita communis, unter der Rubrik Bingen gegeben.

Die vormals von Schloß Johannesberg abhängende Fuldiſche Au, zwiſchen Geiſenheim und Winkel, iſt vermöge ihrer Lage, dem Leinenpfad zur Linken, dem linken Rheinufer zugetheilt und durch die franzöſiſche Domainenverwaltung verkauft worden. Hingegen hat Fürſt Metternich um Gut und Schloß Johannesberg mannichfaltiges Verdienſt ſich erworben. Große Anſtrengungen wurden gemacht, dem von Kellermann vernachläſſigten Weinbau wieder aufzuhelfen; wenigſtens iſt im J. 1819 von dem Wirthſchaftsamt für den Ankauf von Dünger die Summe von 9000 Gulden verrechnet worden, verhältnißmäßig doch etwas weniger als die Zündhölzchen, die während des Herzogs von Braunſchweig letztem Beſuch ſeines Schloſſes in Oels zu dem Betrag von 70 Rthlr. verbraucht wurden. Das Schloß Johannesberg, 1826 den Gebäuden nach hergeſtellt und einfach aber geſchmackvoll meublirt, enthält des eigentlich Sehenswerthen nicht viel, doch einige Landſchaften, zwei große neue Bilder, die Kurfürſten Lothar von Trier und Karl Heinrich von Mainz, beide des Geſchlechtes Metternich, vorſtellend, das Bild des Kaiſers Franz II, des Johann Schweikard von Kronberg, jenes großen Kurfürſten von Mainz, des Deutſchmeiſters Walther von Kronberg, Büſten des Fürſten und ſeines Lehrers, Nic. Vogt, Statuetten von Kaiſer Maximilian und ſeiner Gemahlin, der burgundiſchen Erbin, von ihrem Enkel, Kaiſer Karl V, von Ulrich von Hutten (ein Beleg für das von des Fürſten religiöſer Richtung Geſagte), von Franz von Sickingen, von K. Guſtav Adolf.

Dem Schloſſe zur Seite ſteht die im 12. Jahrhundert erbaute, nachmals erneuerte Baſilica unter Anrufung des h. Johannes des Täufers, deſſen Statue, 1854 von Geertz in Löwen gearbeitet, den freien Platz vor der Kirche ziert. In dieſer Kirche hat, bis auf Herz und Gehirn, Nicolaus Vogt ſeine Ruheſtätte gefunden, und heißt es auf der ſie bezeichnenden Platte: Hier wählte ſeine Ruheſtätte Nicolaus Vogt, geb. zu Mainz am 6. Dec. 1756, geſt. zu Frankfurt a. M. am 19. Mai 1836. Dem treuen Verfechter des alten Rechtes, dem begeiſterten Freunde des deutſchen Vaterlandes, dem eifrigen Förderer der heimathlichen Ge-

ſchichte widmet dieſen Grabſtein ſein Freund und dankbarer Schüler C. W. L. Fürſt von Metternich. Sehenswerth ſind auch die faſt ganz dem Felſen eingehauenen Keller mit den gewaltigen Stückfäſſern und den Minenlöchern, dieſe ein Monument des damaligen Diviſionsgenerals, nachmaligen Marſchalls Lefebvre. Er hatte der Propſtei eine unerſchwingliche Brandſchatzung auferlegt. Der Propſt ſuchte der Forderung gegenüber die Unmöglichkeit geltend zu machen, und Lefebvre ließ ſeine Sapeurs dem Keller einbrechen und die Minen anlegen, mittels deren das ganze Gewölbe in die Luft zu ſprengen. Es ſitzen auf demſelben die Weinberge, welche den edelſten Wein, die Blume vom Johannesberg erzeugen. Ohne Zweifel hat man Mittel gefunden, den General zu befriedigen, die Weinberge wurden gerettet, die Löcher aber mahnen an eine Zeit, die man erlebt haben muß, um an ſie zu glauben.

Die vornehmſte Merkwürdigkeit des Johannesberg, nächſt dem Wein, wird ſtets die Ausſicht bleiben, deren man von dem langgedehnten Erker aus genießt. Sie wird herkömmlich in Göthes Worten beſchrieben; dem Herkommen mich entziehend, laſſe ich den Bürger Becker ſprechen: „Die Ausſicht von dem Balkon des Schloſſes auf Johannisberg iſt bezaubernd. Man hat den ganzen Rheingau vor ſich von Biberich bis nach Bingen hinab. Unſer Führer hatte die Güte, uns auf dieſer herrlichen Stelle mit kalter Küche zu bewirthen, die aus jungen Hühnern und friſchem Lachs beſtand und uns trefflich ſchmeckte. Um den Fuß dieſes Hügels laufen Weingärten hin, und man bemerkt mit Vergnügen, wie die Induſtrie der Bewohner alles ſo ſorgfältig aneinander gereiht und mit der lobenswürdigſten Sparſamkeit den Raum der kleinen Mauern eingeengt hat, die zum Auffangen der Sonnenſtralen unentbehrlich ſind. Im Vorgrunde hatten wir den Rhein, der hier in einem trägen Laufe ſich fortbewegt und unter Bingen in den dort zuſammengedrängten Gebirgen verliert. Die grünen Wälder im Hintergrunde ſchienen uns die Hitze des Tags zu mildern. Das Vergnügen, hier zu verweilen, iſt ruhig, ungeſtört und ländlich. Hier wäre der Ort, wo ich mich vor dem Geräuſche der Stadt hin retten

würde, wenn ich in Mainz leben müßte. Der Grund, warum mir Johannisberg ſo ſehr gefällt, liegt nicht in blendenden und großen Anlagen der Natur und der Kunſt rund umher, die wir erſt weiter herab finden werden, mich ergötzt hier die einfache Natur und die Mannichfaltigkeit der kleinen ſchönen Parthieen und die weite Ausſicht, die man hier genießt und die von keiner Oede unterbrochen wird. Man ſieht hier Dörfer und Menſchen und Fluren in lieblichem Gemiſche, und die Inſelchen, die auf dem Fluſſe zu ſchwimmen ſcheinen, ziehen mich beſonders an. Dort, am entgegengeſetzten Ufer geht eine Heerde Rinder. Die Schallmei des Hirten können wir hier noch hören." — Bedeutender als dieſe Ergießung iſt ungezweifelt eine Stelle in des Herrn D. Wittmann ungemein werthvoller Chronik der niedrigſten Waſſerſtände des Rheins, die ich darum buchſtäblich, als einen Nachtrag aufnehme. „Das Kloſter hatte wahrſcheinlich mehr nach Oſten zu geſtanden als das heutige ſeit 1730 errichtete Schloß, indem man vor einigen Jahren beim tiefern Roden von Weinbergen, öſtlich von der jetzigen Kirche, auf alte Mauerreſte und Kloſterutenſilien ſtieß. Der Berg ſelbſt war bei Errichtung des Kloſters noch öde und wild (noch heute heißt eine Gewann nordöſtlich von der Schloßkirche hinter den Eichen), indem in der Grenzbeſchreibung, welche Adalbert von ſeines Vorgängers Ruthard Stiftung in einer Urkunde vom J. 1130 gibt, von einem Anbau nichts gemeldet wird; auch geht der damalige noch wilde Zuſtand des Berges, der erſt von den Mönchen zu Weinbergen angelegt wurde, daraus hervor, daß ſeine Grenzen auf drei Seiten, in Oſt, Süd und Weſt, bis zum angebauten Felde gingen (was nicht geſagt wäre, wenn er ſelbſt angebaut geweſen), wie aus der Schenkung hervorgeht, welche Ruthard dem Kloſter mit einem in Norden gelegenen Theil eines Waldes machte, welcher ſich vom Bache Hunenklingun nach dem Kalevunberch (Kalvenberg, jetzt Kahlenberg) hinzog, wo es heißt: circumpositi nemoris aliquantam partem, scilicet usque ad alveum, qui dicitur Hunenclingun, et ita deorsum, usque ad locum, qui vocatur Kalevunberch in Septentrionali montis plaga, et in aliis tribus plagis usque ad ruralia loca, in dotem super sacras

reliquias delegavit. Dieſe Stelle liefert den Beweis, daß der Wald damals noch ſehr nahe an das Kloſter heranging, denn die hier bezeichnete Waldſtrecke war eine damalige Fortſetzung des heutigen ſogenannten Abtswaldes, welcher jetzt noch auf der linken Seite des Klingelbaches von Stephanshauſen her, bei Marienthal bis gegen das heutige Braunſteinbergwerk vorbeiläuft. Dort endigt heutzutage der Wald und öſtlich von dieſem Bergwerke mündet ein Seitenthälchen, welches der Schafgraben genannt wird. Auch heißen die dort angebauten Felder noch das Klingelhäuſer Feld. Von dieſem Klingelhäuſer Felde bis zum Kahlenberge ſetzt ſich ein Bergrücken fort, welcher damals, wie die Urkunde ſagt, noch mit Wald bedeckt war, heutzutage aber mit Weinreben bepflanzt iſt und die Hölle (Helle, Halde) genannt wird. Dieſer Bergrücken wird durch drei Fahrwege jetzt in drei Theile oder Weinlagen geſchieden, wovon die untere an das Wieſenthal grenzende Lage die Unterhölle, die mittlere die Mittelhölle und die obere die Oberhölle heißt. Dieſe Weinlagen ziehen ſich bis zum Dorfe Johannisberg hin und enden mit dem Kahlenberge, welcher einen ganz nach Süden hervortretenden Vorſprung oder Kopf bildet und unweit des Brunnens im Schweizerthale und ganz nahe hinter der neuangelegten Kaltwaſſeranſtalt zu Johannisberg liegt und ſich in das Wieſenthal herabſenkt.

„Genannter Kahlenberg, nach dem ſüdlichen Theile des Schloßberges, die beſte Johannisberger Weinlage, war als integrirender Theil eines Weingutes ſchon im Anfange des 18. Jahrhunderts im Beſitze der Familie meines Großoheims, des kurfürſtl. Mainziſchen Leibarztes, Profeſſors und Hofraths Dr. Ittner. (Ein Neffe deſſelben war der auch als Schriftſteller und großer Kenner des Alterthums bekannte Großh. Badiſche Staatsrath und Kanzler des Malteſer-Ordens, Joſeph Albr. von Ittner, Geſandter bei der Eidgenoſſenſchaft der Schweiz ꝛc.) Nach dem Tode von deſſen Gattin, Maria Thereſia Ittner, geb. Renauld, Edle von Kellenbach (geb. 1737 auf dem Schloſſe Wartelſtein bei Kirn an der Nahe), ging jenes Weingut im J. 1821 nebſt dem genannten Kahlenberg, Aeckern und Wieſen an

ihre beiden Nichten erblich über, wovon die jüngste, meine Mutter, Johanna Christine Wittmann, geb. Renauld, Edle von Kellenbach war. Die ältere der Erbinen verkaufte schon 1822 ihren Gutsantheil an den Weinhändler P. A. Mumm in Frankfurt a. M. und im J. 1841 verkaufte auch mein sel. Vater den andern Theil nebst Haus, Wiesen, Aeckern und Gärten ebenfalls an den Weinhändler Mumm, so daß jetzt das ganze Gut mit dem Kahlenberge und seinen andern vorzüglichen Weinlagen in den Händen dieser bekannten Weinhandlung sich befindet." Noch verdient ein Erzeugniß des Johannesberg ehrende Erwähnung, es ist das Brod, weißer und feinkörniger, als es in irgend einer Hauptstadt zu finden, und dabei von Geschmack ungemein kräftig, überhaupt eine Leckerei sonder Gleichen.

St. Bartholomä, Winkel, Mittelheim.

Von langen Zeiten her werden diese drei Ortschaften in dem gemeinsamen Namen Winkel, Lang-Winkel aus guten Gründen, vereinigt. St. Bartholomä, an der Mündung der von Stephanshausen herabkommenden, den Fuß des Johannesberg und die Claus berührenden Klingelbach, steht wohl zum Theil auf dem Boden der einst für den Rheingau, von wegen der Abhaltung des Haingerichts und des Landtags so wichtigen Lützelau. Dahin hatte Simon, der Domdechant, im J. 1279 die zwei feierlichen Convente in Betreff der Differenzien des Klosters Eberbach ausgeschrieben. Von dem Landtag schreibt Bodmann: „Ein schönes Bild ist die Erwägung der unbegränzten Freyheit unserer alten Rheingaubewohner, mit welcher sie bis auf jüngere Zeiten herab ihr gemeinsames Landwesen und die darauf zielenden Anstalten selbst angeordnet, allmählich ausgeformt und nach dem Bedürfnisse der Zeit und Umstände umgeschaffen haben. Sie waren somit Schöpfer und Baumeister ihrer eigenen Landesverfassung, und schritten dabey mit einer Einfalt, Biederkeit und Klugheit zu Werke, die, soweit uns die noch vorhandenen Ueberbleibsel schriftlicher Denkmäler davon unterrichten, in der That noch

unſere Hochachtung und Bewunderung verdienen. Ihre Sorgfalt, ihre kleine Republik in Friedens- wie in Kriegszeiten zu beſtellen, äußerte ſich auf ihren feyerlichen Landthaidingen oder Landtägen auf der Lützelaue, die ſo oft gehäuft wurden, als es der Vorfall erheiſchte. Daß ſie ſtändig und ungeboten geweſen ſeyen, finde ich nirgends angemerkt. Eine Inſel wählte man wahrſcheinlich hierzu abſichtlich, weil damals noch ein nicht unbeträchtlicher Theil des am linken Rheinufer liegenden, obgleich zu einem andern Gau gehörigen Landſtrichs, dem Rheingau beigeſellet war und an ſeiner Verfaſſung, Rechten, Nutzbarkeiten ꝛc. Antheil nahm.

„Die dort gehaltenen Landverſammlungen, deren Urſtände ſich in das graueſte Alter verlieren, hatten zweyerley Zwecke und Eigenſchaften; ſie waren politiſche Zuſammenkünfte, um dort des Landes Beſte in Landesverfaſſungs- und Verwaltungsgegenſtänden, in eigentlichen Landespolizey-, Landwirthſchafts-, Defenſions- ꝛc. Sachen zu beachten; ſie waren aber auch das Landgericht, wohin bürgerliche Sachen in höherer Inſtanz, dann peinliche zu Hals und Hand, und jene zu Haut und Haar gehörten; hier war es nämlich, wo dem landſchädlichen Manne das Landrecht genommen und nach Befund wieder gegeben ward. Die älteſten Urkunden erwähnen ihrer unter dem Ausdrucke: placitum generale, placitum terrae, mallus provinciae, Conventus primorum terre in Luzelnowe etc. und immer erſchienen dabey milites, armigeri, et ceteri terre incole Ringavie. Wie nun kein Stand, keine Geburt, kein Gewerb ꝛc. Jemanden abhielt, dort zu erſcheinen, und wenigſtens von dem, was dort vorging, ein Augen- und Ohrenzeuge zu ſeyn: ſo war hingegen doch frühzeitig, um ſich durch Ordnung gegen tumultuariſche Auftritte eines unberechtigten und gerne zügelloſen Zuſammenlaufs zu bewahren, eine Repräſentantſchaft gewillkührt, wornach ſchon in den allererſten Zeiten nur die anſehnlichern Geſchlechter jeder Gemeinde (meliores parentelae) und nachdem ſich dieſe in den Stand des heutigen Adels emporgeſchwungen und getrennt hatten, nebſt ihnen die Schultheißen, Sitz und Stimme zu führen berechtigt waren, jedem andern Bürger jedoch vergönnt war, dort beizuwohnen,

auch die abgefaßten Beschlüsse durch seine Collaudationen zu begnehmigen und zu sanktioniren, dergleichen Urtheils- und Schlußbestätigungen des umstehenden Volks wirklich allgemein und tief in der Sitte der deutschen Landeskonventen lagen, wie bereits Andere erwähnt haben.

„Dabey erschien vormals der Rheingraf, späterhin der Landvogt, das ist, der erzbischöfliche Vizedom; aber etwa als erzbischöflicher Stellvertreter? als Präsident? als Direktor des Landkonvents? keineswegs; nur um zu wachen, daß seines Herrn Gerechtsamen nicht zu nahe getreten werde, um diese durch den dort versammelten Landrath herkömmlich weisen zu lassen, hatte er den Beysitz, verhinderte übrigens die Freyheit der Versammlung so wenig, als jene der Berathungen und Stimmführung, und maßte sich weder einige Geschäftsleitung noch Vollziehungsgewalt an. Die Sammenung geschah unter freyem Himmel, in Anwesenheit des Volksumstandes; die Berathungen und Beschlüsse wurden nur in den wichtigsten Vorfällen schriftlich, und hier ganz kurz, aufgezeichnet; Protokolle waren unbekannt; der Hauptinhalt ward sonächst in eine Urkunde verfaßt und von den anwesenden Landräthen bezeugt, späterhin auch durch das Eltviller angehängte Stadtsiegel beglaubiget. Die Gegenstände der Berathungen waren mannigfaltig und durchaus wichtig, nachbarliche und einheimische Vorgänge, man beschloß dort Aus- und Heimzüge, Sühne und Orlogen, regulirte dort Landes- und Markgrenz-Differenzien, verhandelte über nachbarliche Verhältnisse mit dort erschienenen Fürsten, Grafen und Herren, rathschlagte über Aufnahme neuer Bürger zur Landesbewohnung, über allgemeine Landespolizey, Rechte einzelner Landstände ꝛc.; nicht selten liefen auch dahin Beschlüsse der Haingeraidetage, ja sogar Urtheile von Stadt- und Dorfgerichten zur Bestätigung ein, falls sie nebenher in die allgemeine Landesverfassung einschläglich schienen. Hier war es auch, wo dem neuen Landesfürsten die feyerliche Huldigung geleistet, wo ihm die Landesbeschwerden vorgetragen, seine Rechte gewiesen, wo neue Verordnungen beschlossen, die beschlossenen dem Volke vorgelesen und bekannt gemacht wurden; der Landtag war das Organ des Rheinganes in Rücksicht auf den Fürsten

und Auswärtige; durch ihn ging alles an dieſe, und von dieſen hinwieder unmittelbar an ihn zurück; nichts einſeitig konnte hier der Adel, nichts Städte, Flecken und Dörfer, nichts Klöſter und Geiſtlichkeit, nichts Forenſen und Bürger unternehmen; alles war an dem Wege gemeiner Berathung, Vorwiſſen und Beyhülfe gebannet. Den vortrefflichſten Nutzen gewährte dieſe Ordnung der Dinge dadurch, daß unter dem Ohre und Herzen ſo vieler biedern Rathmänner nichts allgemein Schädliches ins Land einſchleichen konnte. Daher das hohe Zutrauen auf den Landtag, daher die Ehrfurcht für ſeine Beſchlüſſe, daher der blinde Gehorſam und die ungezwungene Befolgung derſelben. Gerne ward allgemein bethatet, was vorher allgemein berathen war; hingegen wußte man ſich auch zu hüten, das einmal Beliebte leichtſinnig abzuändern, wozu überhaupt nur die höchſte Noth beſtimmen konnte." In der Folge ging zwar die Lützelau ſelbſt großentheils, und ihr Name im gemeinen Leben faſt gänzlich verloren: dennoch blieb ihre Gegend noch lange die Malſtatt, und noch im 15. Jahrhundert, namentlich 1468, wurde das Haingericht regelmäßig zu St. Bartholomä abgehalten, als welcher Namen längſt ſchon des Oertchens eigentlichen Namen, Klingelmünde verdrängt hatte. Der Rheingraf Richolf, der Stifter der Claus, erbaute nämlich bei dem ihm zuſtändigen Klingelmünde eine Kirche, ſo er dem h. Bartholomäus zu Ehren weihen ließ, und daneben ein Siechenhaus, ſo er 1109 ſamt der Kirche, der Grafenau (ungezweifelt die Lützelau), drei Manſen in Gaualgesheim, zwei Weinbergen im Gräfenberg und drei Mancipien dem Kloſter Johannesberg ſchenkte. Von wegen Aufnahme der Siechen »in domum et familiam leprosorum, que ad scum Bartholomeum intitulata esse dinoscitur, et wlgariter dicitur Vszessinhus« hatte das Kloſter einſt mit den Tempelherren in Mainz zu rechten, laut Urkunde vom 1. Febr. 1226.

Samt dem Kloſter Johannesberg wurde St. Bartholomä unter kurfürſtliche Verwaltung gezogen, bis Kurfürſt Johann Schweikard von Kronberg die Kirche mit dem Anhang von Gebäulichkeiten und 3¼ Morgen zehntfreien Weinbergen bedingungsweiſe den Jeſuiten zu Mainz überließ. Er ſchreibt, d. d. Aſchaffen-

burg, 1. Dec. 1605, dem Ehrſamen und hochgelehrten, unſerm lieben Andechtigen und getrewen Petro Winaeo, der heil. Schrift Doctorn, und unſers Collegii Societatis Jesu Rectorn in Unſer Statt Maintz. „Johann Schweickhardt, von G. G. Ertzbiſchoff zu Maintz und Churfürſt. Ehrſamer, Hochgelehrter, lieber Andechtiger. Wir mögen dir gnediglich nit verhalten, daß Wir onlengſt von Pater Joanne Michaelis, als er eben alhir geweſen, demüthigſt durch ein Memorial und ſonſten pitlich angelanget worden, Wir genediglich geruhen wolten, Unſerem Collegio Societatis in Unſerer Statt Maintz Sacellum divi Bartholomaei, welches onferr von Winkel in Unſerm Landt des Rheingawes gelegen, ſampt deſſen Pertinentiis und Zugehorungen aus Gnaden anzuaignen und zu übergeben. Ob nun wol Wir deſſen umb allerhand erheblichen Motiven und Urſachen willen nit onbillig bedenkens tragen, ſo ſtellen Wir es jedoch aus ſonders wolmainenden Gnaden, damit Wir die Societet, und inſonderheit Unſer Collegium zu Maintz mainen, dahin, daß du dich von wegen Unſers Collegii berurter Capellen, ſampt deſſen Zugehör, Crafft dieſer Unſerer genedigen Concession und Bewilligung würklich unterfangen und annehmen mögeſt, doch mit der ausdrücklichen Maß und Condition, wan über kurtz oder lang Unſer Cloſter S. Johansberg, darzu dieſe Capellen gehörig, widerumb in ein ander Standt ſolte geſtelt und gerichtet werden, daß auch auff ein ſolchen Fall mehrbemelt Unſer Collegium jederzeit one einigen Auszug oder Weigerung ſchuldig und verbunden ſein ſolle, gedachte Capellen alsbalden wiederumb guetwilliglich abzutretten, und das immittelſt dieſelbe Capelle und Kirchlein ſampt dem Hoffhaus uff eweren Coſten ohne Beſchwerung Unſerer Unterthanen reparirt, die divina certis temporibus durchs Jahr darinnen peragiret, die vierthalb Morgen Weingarten, ſo vor undenklichen Jahren aller Beſchwerung frey, in guetem weſentlichen Baw und Beſſerung erhalten, und da es vielleicht vorangedeutetermaßen zu einem andern Stand gelangen ſolte, Euch dieſer Reservation und limitirten Concession bequemen und gemeß zu verhalten, ſonſten auch Euch mit dem Hoffman bey gedachter Capellen ſeiner Arbeit halber zu vergleichen wiſſen werdet. Darüber

Wir dan deiner weiteren Erclerung vor allen Dingen erwarten wöllen, alsdan deshalben gepürende Verordnung zu thun haben mögen."

„Nach Maasgabe dieser Erklärung erfolgte endlich am 3. Aug. 1626 von dem nämlichen Erzbischof Johann Schweikard, da dem päpstlichen Stuhle Obiges angezeigt, wohlgefällig aufgenommen und dem Erzbischof auferlegt worden: „„ermeldtes Sacellum sampt allen dessen pertinentiis und Zugehörung absolute vom Closter S. Johannesberg abzusöndern, und solches ewiglich gedachten Collegio zu incorporiren ꝛc."", die förmliche und unumwundene Einverleibung. Von Zeit der klösterlichen Aufhebung bis zur Zeit, als die Jesuiten in den Besitz eintraten, ward dieses Kirchlein mit Gottesdienst anfänglich von dem Pfarrer des Fleckens Johannesberg und nachher von einem Priester zu Marienthal bedient, der dafür jährlich 16 Malter Korn und 1 Fuder Wein erhielt. Im Jahr 1650 erhob das Stift St. Victor zu Mainz gegen die Jesuiten darüber einen Prozeß, bestritt die Zehendfreyheit, und gründete sich auf langen, durch alte Oestricher Zehendregister vom Jahr 1423 u. ff. beglaubigten Besitz ihres Bezehndungsrechts ꝛc.; die Sache scheint aber in der Folge liegen geblieben zu seyn. Im Jahr 1718 ward diese Kapelle von den Jesuiten zu Mainz erneuert. In dem Hausprotokolle derselben heißt es davon: »»Hoc anno sacellum S. Bartholomaei infra pagum Winkel situm, et ad Collegium Moguntinum spectans, interius et exterius renovatum, novoque altari et fenestris exornatum est. Probata est haec renovatio non tantum incolis, sed etiam vicinis, quorum nunc major quam antecedenter ad id confluxus est; et plures festo S. Bartholomaei devotione accensi cerei, et pecuniae oblatae; imo qui sacello propriores habitant, per quadragesimam in eo convenientes, cantilenas de Christo patiente, et litanias decantarunt etc.«« Im Jahr 1774 wurde die Kirche abgebrochen und dem Boden gleich gemacht.

Von Winkel handelt P. Hermann Bär mit sichtbarer Vorliebe. „Nach Elfelt zeigen sich an Winkel die Merkmale des höchsten Alters. Auch dieser Ort hat wahrscheinlich den Römern

ſeine Erbauung und erſten Namen zu danken. Er hieß urſprünglich Vinicella, und ward auch mit einer geringen Aenderung in die gemeine Sprache der Fränkiſchen und nachfolgenden Zeiten übertragen. Die uralten, von Pithöus herausgegebenen Jahrbücher nennen ihn aufs Jahr 850 Winzella. Ja, noch im Anfange des 12. Jahrhunderts kömmt Winkel in einer Urkunde des Rheingauiſchen Grafen Richolphs unter dem Namen Winzella vor. Dieſer Ort hieß alſo damalen in der gemeinen Sprache Winzell. Denn die Schriftſteller des mittlern Alters drückten die Namen der Städte und Dörfer nach dem Laut aus, den ſie in der Mutterſprache hatten, und fügten nur öfters eine lateiniſche Termination bei. Winzell iſt offenbar eine Ableitung vom lateiniſchen Stammworte Vinicella. Dies war alſo der urſprüngliche Namen von Winkel, und verräth nicht nur deſſen Römiſche Stiftung, ſondern auch ſeine erſte Beſtimmung. Die ganz offenbare Bedeutung des urſprünglichen Namens erklärt nämlich, daß Winkel für ein Weinlager errichtet ward. Eine alte, unter den Winklern hergebrachte Sage beſtätigt dieſe Meinung. Nur ſpricht ſie die erſte Anſtalt, gewiß irrig, Karl dem Großen zu. Das große Verdienſt dieſes Monarchen um die Aufnahme unſers Vaterlandes habe ich ſchon ſelbſt anerkannt. Ich will auch zugeben, daß er die mit ſeinem Palaſte zu Ingelheim nächſt verbundene Gegend von Winkel zum Hauptziele ſeiner Verbeſſerung genommen, daß er die aus ſeiner Anlage erzogenen Weine zu Winkel niedergelegt habe. Aber für den Urheber dieſer Anſtalt, für den erſten Stifter Winkels kann ich ihn nicht halten. Denn warum hätte er, ſelbſt ein Deutſcher, dieſer von ihm errichteten Kolonie einen lateiniſchen Namen gegeben? Hat alſo die Erbmeinung der Winkler einen Grund, ſo kann ſie nicht mehr beweiſen, als daß Karl die ſchon von den Römern zu Winkel getroffenen Anſtalten fortſetzte, oder vielleicht erneuerte. (1)

„(1) Bei der im 5. Jahrhundert epidemiſchen Völkerwanderung, bei den abwechſelnden Heerzügen der Franken, Hunen, Alemannen und anderer Nationen mag wohl der von den Römern in der Anlage Winkels bezielte Zweck, nämlich, wie ich zeigen werde, der Weinhandel, ins Stocken gerathen ſeyn. Doch blieb Winkel ſelbſt ſtehen, und das Gedächtniß ſeiner vormaligen Beſtimmung ſowohl,

„Nun läßt ſich auch die Epoche und beſondere Veranlaſſung dieſer neuen Kolonie mit einigem Grund angeben. Wahrſcheinlich kam ſie im 3. Jahrhundert durch eine veränderte Politik der Römer auf. Der Kaiſer Probus hatte ein vormaliges Staatsverbot aufgehoben, und ſowohl den Galliern, als überrheiniſchen Deutſchen in Ober- und Nieder-Germanien den Weinbau geſtattet. Durch dieſe Erlaubniß wurden die Römiſchen Handelsleute, welche ohnehin überall ſehr geſchäftig waren, berechtigt und beſſer in Stand geſetzt, ihren Weinhandel unter den dieſſeitigen Deutſchen auszubreiten. Dieſe hatten von jeher eine große Trinkluſt. Um ihre Neigung beſſer und leichter benützen zu können, ſchuf ſich die Römiſche Gewinnſucht auf dem deutſchen Ufer beſtändige Niederlagen. Zwiſchen Mainz und Bingen wählten ſie zu dieſem Etabliſſement die wegen der gemächlichen Rheinfahrt bequeme Gegend von Winkel, und errichteten daſelbſt ein Weinmagazin, das ſie in ihrer Sprache Vinicella nannten. Dieſer Namen blieb dem in der Folge aus dem Weinlager erwachſenen Dorf eigen, bis er hernach durch Winzell der deutſchen Sprache angepaßt, und endlich gar in dieſelbe überſetzt worden iſt. Denn Winkel iſt ohne Zweifel nichts anders, als der durch eine in der gemeinen Sprache gewöhnliche Abkürzung verſtümmelte Namen Winkeller. Das jenſeitige Weinheim, ein kleines, aber ſehr altes Dörfchen, ſcheint dieſe Etymologie von Winkel zu beſtätigen. Sein ächtdeutſcher Namen gründet ſich ohne Zweifel, wie andere ſeines Gleichen, auf ein natürliches oder ſonſt zufälliges Verhältniß, welches durch ihn bedeutet wird. Eigener Weinertrag konnte zu ſeiner Benennung keinen Stoff reichen. Denn er war in dieſem Dörfchen nie zu Hauſe, und ſein ganzer Bezirk iſt von der Natur für denſelben nicht geeigenſchaftet. Sein Namen rührt alſo wahrſcheinlich daher, weil es gleichſam die jenſeitige Stapel

---

als die für ſelbe getroffene Einrichtung erhielt ſich bis auf Karl den Großen. Dieſer mag denn wohl den vormaligen Plan der Römer hervorgeſucht und Winkel neuerdings zu einem Weinlager beſtimmt haben. Auf dieſe Art ließ ſich die alte Tradition der Winkler mit den wahrſcheinlichern Spuren des höhern Alters vereinigen."

der über Rhein in das große Weinmagazin (Vinicella) gehenden Weine war. (2)

„Ein Ort, zu deſſen Anlage die Handlung den erſten Stein legt, hat ſchon daher die beſten Ausſichten zu ſchneller Aufnahme und Erweiterung. Dies traf eben bei Winkel glücklich ein. Es wuchs ſchleunig an, und gewann bald das Anſehen eines namhaften Orts. Auch unter den Franken erhielt es über andere einen vorzüglichen Rang. In der Mitte des 9. Jahrhunderts war es ſchon ſo empor gekommen, daß ſich Raban, der Erzbiſchof von Mainz, daſſelbe zu ſeiner ordentlichen Reſidenz beſtimmte. In der Folge nahm es immer zu, und die frühzeitige Ausbreitung ſeines eignen Weinbaues erſetzte bei ihm den Abgang ſeines erſten Berufs. Im 12. Jahrhundert zeigt ſich Winkel als der weitſchichtigſte Flecken des Rheingaues und begriff die zwei heutigen Oerter Mittelheim und Oeſtrich unter ſeinem Namen. So fremd dieſe Behauptung ſcheinen mag, ſo ſicher iſt ſie auf deutliche Zeugniſſe des Alterthums gegründet. In meinem oft belobten Schenkungsbuche, worin die älteſten Erwerbungen des Kloſters Eberbach bis zum Jahr 1211 verzeichnet ſind, werden die in der Oeſtricher Feldmark noch jetzt bekannten Diſtrikte Laugflecht, Ernart, Dasberg auf Winkel gezählt. Vom beſondern noch heute beſtehenden Winkel waren alle dieſe Pflegen zu weit entfernt, als daß man ſie, mit Ausſchließung Oeſtrichs, für deſſen Zugehörungen halten könnte. Kein Irrthum des Rezenſenten läßt ſich wahrſcheinlich denken. Denn er war ein Eberbacher Mönch, dem wohl die Nachbarſchaft ſeines Kloſters bekannter war, als daß er eine Ortſchaft mit der andern verwechſeln ſollte. Ohnehin hatte er bei ſeiner Ausziehung die Original-Urkunden vor ſich, aus denen er die Lage der Güter zuverläßig kennen lernte. Sein Zeugniß ſetzt daher unläugbar voraus, daß Oeſtrich damalen noch ein Theil von Winkel und unter deſſen Namen begriffen war.

„(2) Weinheims erſte Anlage beſtand wahrſcheinlich nur in wenigen Fiſcher- und Schiffershütten, dergleichen Leute ſich wegen dem bequemen und ihnen verdienſtlichen Rheinfahr daſelbſt niederließen. Durch Winkels Emporkunft und den vermehrten Weinhandel nahm es allmählich zu, wuchs zu einem Dörfchen an, und erhielt vom Weinfahr ſeinen Namen."

„Dieſe Verbindung Oeſtrichs mit Winkel unter einem Namen erhellet noch deutlicher aus der daſigen Pfarrgeſchichte. Die Pfarrei von Winkel mit dem ſich bis über den Mapperhof erſtreckenden Zehendrechte gehörte ſchon in der Mitte des 12. Jahrhunderts dem St. Victorsſtifte zu Mainz, und der Pfarrſatz vorzugsweis dem dortigen Probſt. Die Kirche, worauf dies Recht haftete, ſtand aber in jenem Theile von Winkel, der hernach als ein beſonderer Ort unter dem Namen Oeſtrich bekannt ward. Dies erhellet offenbar aus zwo wichtigen Urkunden. Im Jahr 1219 ward dem St. Victoriſchen Probſt Chriſtian vom Erzbiſchof Sifrid II der Pfarrſatz zu Winkel gegen die Anſprüche der dortigen Bürgerſchaft beſtätiget. Hier heißt es noch durchaus die Kirche von Winkel, und von Oeſtrich geſchieht gar keine Meldung. Allein bald hernach änderte ſich die Sprache. Denn als nach 35 Jahren (1254) der Probſt Ludwig, Chriſtians Nachfolger, den nämlichen Pfarrſatz mit ſeinen Nutzbarkeiten dem St. Victoriſchen Kapitel zur Verbeſſerung der Präbenden abtrat, hieß es ſchon nicht mehr die Kirche von Winkel, ſondern von Oeſtrich. Unſtreitig war alſo dieſer letzte Ort vormalen mit Winkel vereint und deſſen anſehnlichſter Theil.

„Um ſo mehr war dann auch der viel geringere Ort Mittelheim vor dem 13. Jahrhundert ein Zugehör und Namensgenoß des großen Winkels. Eine Behauptung, die ſich nicht allein auf ſeine zwiſchen Oeſtrich und Winkel befangene Lage, ſondern auch auf poſitive Zeugniſſe gründet. Das Kloſter Gottesthal wird in den Urkunden des 12. Jahrhunderts einſtimmig nach Winkel verſetzt. Ja, es hieß gleichſam antonomaſtiſch das Kloſter zu Winkel. Daſſelbe beſtand aber zuverläßig in dem heutigen Mittelheim, und eben dieſer Ort hat jenem zum Theil eingegangenen Kloſter ſeine Pfarrkirche zu danken. Es iſt alſo auch entſchieden, daß ſich noch im 12. Jahrhundert der gemeine Namen Winkel über Mittelheim, wie über Oeſtrich erſtreckt habe. Dieſer große, ſich der Länge nach über eine halbe Meile ausdehnende Raum eines Dorfs zeiget uns noch im 12. Jahrhundert ein Ueberbleibſel der alten, zerſtreuten Anſiedlungsart unſerer Vorfahren, und war ohne Zweifel auch die Urſache, warum man

Winkel allmälig theilte, und endlich in drei Ortſchaften trennte. Ich ſtelle mir die im gemeinen Leben nach und nach vorbereitete und endlich ganz realiſirte Abſonderung alſo vor. Um bei der ſo weiten Strecke des Orts die Wohnungen einzelner Bürger näher beſtimmen zu können, theilte man Winkel anfänglich in Nieder-, Mittel- und Ober- oder Oſt-Winkel. Dieſe Eintheilung ward in der gemeinen Sprache, nach dem gewöhnlichen Gange ſo abgekürzt, daß man bei zween Theilen den Hauptnamen Winkel allmälich ausließ, und ſie ſchlechtweg Mittelheim und Oeſtrich nannte. (3) Dieſer Sprachgebrauch ward durch die geänderte Anſiedlungsart, kraft welcher ſich jeder der drei Theile von Winkel mit ſeinen Wohnſtätten näher zuſammen that, noch mehr befeſtigt, und endlich durch bürgerliche und kirchliche Abſonderung der Gemeinheiten gänzlich authoriſirt. (4)"

Bei Bodmann hingegen heißt es: „Hat irgend ein Ort unſers Rheingaues Anſpruch auf römiſchen Urſprung zu machen, ſo

---

„(3) Der Namen Mittelheim ſcheint allerdings relativ zu ſeyn, und das Mittel eines vormaligen Ganzen anzudeuten. Die Lage des kleinen Oertchens zwiſchen Oeſtrich und Winkel ſtimmt mit dieſer Etymologie gänzlich überein. Der Namen Oeſtrich, wie er damalen hieß, verräth ein gleiches Verhältniß und zeigt den öſtlichen Theil an, ſo wie das den Hungarn entriſſene vormalige Avarien hernach Oſterichi (Oeſtreich) oder die öſtliche Mark im Vergleiche mit andern deutſchen Markgrafſchaften genannt ward. Aus dieſem, ſchon lange vor der würklichen Trennung des alten Winkels eingeführten Sprachgebrauche laſſen ſich nun gar leicht einige Stellen erklären, worin Oeſtrich und Mittelheim im 12. Jahrhundert als beſondere, ſelbſtſtändige Dörfer vorkommen. Z. B. in einer Urkunde von 1123 heißt es: »In pago Reni in villis Hosteriche et Richardeshusen,« und von Mittelheim im Jahr 1191: »Predium et villicatio in villa Mittilaha.« Bei Gud. T. I. pag. 307. Hier werden nämlich dieſe beiden Theile von Winkel nach der ſchon gewöhnlichen Redensart genommen, um die Lage der Güter näher zu bezeichnen."

„(4) Die gänzliche Umſchaffung Winkels in drei Dörfer geſchah zwiſchen 1219 und 1254. Doch muß der Namen Oeſtrich im Anfange des 13. Jahrhunderts ſchon viel gemeiner als vorher geweſen ſeyn. Denn auch der Verfaſſer meines Schenkungsbuchs thut endlich, da er die jüngſte Erwerbung vor 1211 rezenſirt, von Oeſtrich mit folgenden Worten Meldung: »Hoc concambium factum est in Osterich ante maccella coram villico episcopi, Heinrico Grifenclawen.« C. 13. pag. 61. Dies geſchieht aber auch zum erſten und einzigen Mal, daß er in ſeinem Buche, wo er ſo viele zur Oeſtricher Feldmarke gehörige Grundſtücke des klöſterlichen Neu- und Reichardshäuſer-Hofs verzeichnet, ſich des Namens Oeſtrich gebrauchet."

ſind es die uralten Flecken Winkel und Lorch. Von erſterem iſt es unzweifelhaft, daß er, nicht zwar von eigenem, unter oder bald nach der Regierung des K. Probus, angeblich am Rheine begonnenen Weinbaue (denn dafür hatte Winkel doch wirklich damals noch keine Empfänglichkeit), ſondern von einem dort angelegten römiſchen Weinlager oder Magazin für die dort ſtationirten und weiter nach Deutſchland vorrückenden römiſchen Truppen ſeine Benennung habe. Als Schweſtern dieſes römiſchen Weinmagazins zu Winkel nennen wir in der Nähe den unſern Bretzenheim bei Mainz noch heutigen Tags ſogenannten Heidenkeller, ingleichen einen andern bei Heidesheim, deren unterirdiſche Stellen zwar wohlbekannt, aber von Freunden des römiſchen Alterthums noch nicht unterſucht ſind. Was hingegen Bär von dem gegenüber liegenden Ort Weinheim und dem aus ſeinem Namen abgeleiteten Verhältniſſe meldet, fällt ſchon dadurch hinweg, weil dieſer Ort urſprünglich Wigenheim geheißen, auch auf ein gleiches Alter mit Winkel keinen Anſpruch machen kann. Den wirklichen Aufenthalt dieſer Weltſtürmer bei und in Winkel bewähren noch einige Namens-Ueberbleibſel dortiger Plätze, obgleich keine römiſche Steinſchrift mehr davon vorhanden iſt. Ein Stück Feld zwiſchen Oeſtrich und Reichartshauſen, vormals Eigenthum der Jeſuiten zu Mainz, heißt das Heidenloch (vielleicht das Bustum der dortigen Station), auch befand ſich zu oder bei Winkel eine Gaſſe, Namens Heidenthalsgaſſe, wovon es in dem Protoc. Capit. des Victorſtifts zu Mainz ad an. 1493, S. 29, bei der Greuzbeſchreibung des Zehends zu Winkel, zwiſchen denen von Scharfenſtein und dem Stifte, heißt: et inferius intra stratam terminus decime Scharpenſteyns extenditur a vico der Mittelheymer Gemarke, usque ad vicum dictum Dyl von Heyddendalsgaſſen.

„Dem verfallenen römiſchen Weinkeller ſoll hiernächſt Erzbiſchof Hraban (IX Jahrhundert) wieder auf die Beine geholfen haben. Er hielt ſich hier öfters auf (jedoch ohne feſte Reſidenz), hatte hier ein Bethaus und ſtarb auch daſelbſt. Vielleicht entſtand hiernächſt aus dieſem Bethauſe die nachherige Pfarrkirche zu Winkel. Zu Hrabans Zeiten gab es noch keine Hauscapel-

len (?); jene in dem alten Gebäude, welches man ihm beileget, war demnach ſicher nicht deſſen Bethaus, ſie rühret aus ſpätern Zeiten. Unſtreitig trug der öftere und lange Aufenthalt dieſes ſo gelehrten, als überaus angeſehenen Mannes zu Winkels früher Aufnahme und Cultur-Erweiterung trefflich bei; noch will man die Reſte ſeiner Wohnung und den, wo nicht römiſchen, doch älteſten Rheingauer Keller in einem dort noch vorhandenen uralten Gebäude (nunmehr Eigenthum der Freyherren von Greifenklau, wahrſcheinlicher Ueberbleibſel des alten Sitzes der Herren de Winkelo, ſey es des Dynaſten- oder Rittergeſchlechts des XII Jahrhunderts) erkennen, und Winkel fröhnet auch ſonſt noch ſeinem Andenken durch einige Sagen von Wundern, welche dieſem Ueberbleibſel eigen ſein ſollen.

„Ein Beweis des hohen, frühzeitigen Wohlſtands unſers Winkels liefern die vielen dort angeſeſſenen beſſern Parentelen, woraus häufige und uralte erzſtiftiſche Dienſtleute hervorgingen. Ein Aſt des älteſten Rheingrafen-Geſchlechts hatte hier ſeinen Sitz und nannte ſich de Winkela.“ An einer andern Stelle ſetzt jedoch Bodmann an die Spitze des Stammbaums der Herren von Winkel einen Dudo von Lorch, 1071, Vater von drei Kindern. Die Tochter, Dankmud, wurde des Rheingrafen Richolf Gemahlin und nahm am Abend ihres Lebens den Schleier auf Johannesberg. Der jüngere Sohn, Ruthard, Abt zu St. Peter in Erfurt, wurde 1088 zu dem erzbiſchöflichen Stuhl in Mainz erhoben und zeigte ſich, kaum daſelbſt eingeführt, als ein Eiferer für die Kirchenzucht und als der großmüthige Beförderer kirchlicher Inſtitute. Im J. 1091 beſchenkte er das Kloſter auf dem Jacobsberg, die Brüder vom Dom begabte er 1092 und 1108 mit 12 Pfund Heller zu Bingen, dem Hof zu Bleinig und den Vogteien zu Oberheimbach, Finten, Ulm, Badenheim und Ebersheim. Ihnen die von Erzbiſchof Wezelo gemachte Stiftung, jährlich 4 Carraten Wein aus Lahnſtein beſtätigend, fügte er noch eine fünfte hinzu. Der Abtei St. Alban verlieh er St. Juſtins Kirche in Höchſt mit allen davon abhängenden Gütern, Rechten und Freiheiten. Der Klöſter Burſfeld und Komburg Stiftung hat er beſtätigt, nach Komburg zugleich 1090 Wein-

güter in Rüdesheim und Lorch geſchenkt. Das ſeit mehren Jahren im Schutt liegende Kloſter Diſibodenberg wurde durch ihn wieder aufgebaut und reichlich beſchenkt, 1108, auch gab er den dahin geſetzten Benedictinern den bisherigen Abt auf dem Jacobsberg, den Burkard zum Vorſteher. Für die Cultur des Rheingaues aber wurde zumal wichtig die von ihm 1106 unternommene Stiftung der Abtei auf dem Biſchofs- oder Johannesberg.

Im J. 1098 war Ruthard in des Kaiſers Ungnade gefallen, entweder weil er keine Gemeinſchaft mit dem Gebannten haben wollte, oder weil man ihn der Theilnahme bei der Judenſchlacht, zu Mainz unter des Grafen Emicho Anführung von den Kreuzfahrern verübt, beſchuldigte. Jedenfalls ſind des Erzbiſchofs nächſte Vettern ungemein thätig bei dem Frevel geweſen. Er ſelbſt ſuchte zwar, ſo wird von ihm gerühmt, die Juden zu ſchützen, ließ ihre Güter an einen ſichern Ort bringen und die Eigenthümer in den großen Saal des Biſchofshofs aufnehmen. Aber den fanatiſirten Kreuzfahrern war des Kirchenfürſten Wohnung nicht heilig, ſie erſtürmten den Palaſt, brachen die Thüre des Saals und mordeten 700 Juden. Von den übrigen retteten einige durch ſcheinbare Annahme des Chriſtenthums das Leben, viele tödteten ihre Weiber, Kinder und ſich ſelbſt. Des Mordens war vollends kein Ende, als auch Graf Emicho, nach Bodmanns nicht ungegründeter Meinung ſelbſt ein Rheingraf, »vir nobilissimus et in hac regione (Moguntiae) potentissimus,« nach Albert von Aachen, mit ſeinen Scharen zu Mainz eintraf, und weit entfernt dem Unfug des Geſindels zu ſteuern, es vielmehr zur Fortſetzung der Greuel ermunterte: »Non solum prout ejus decebat generositatem, nec morum censor nec correptor enormitatis, sed maleficiorum particeps et incensor« (Wilhelm von Tyrus). Der Chronik von Ursberg zufolge wäre auch Erzbiſchof Ruthard bei dieſen blutigen Händeln nicht ſo ganz unſchuldig geweſen. Als Kaiſer Heinrich IV der ermordeten Juden Gut für ſich in Anſpruch nahm, eine Unterſuchung gegen die Raubmörder anſtellte, nahm ſich ihrer der Erzbiſchof ſehr lebhaft an, und erzählt die Chronik ferner: »Extiterunt autem qui dicerent, etiam ipsum pontificem multam partem de pecuniis invasis accepisse.«

Der kaiſerlichen Ungnade oder Ahndung ſich zu entziehen, flüchtete Ruthard mit ſeiner ganzen Sippſchaft nach Thüringen, wo die Mainzer Kirche reich begütert, und er, bei der Nähe von Sachſen, auf mächtigen Beiſtand zählen konnte. Sieben Jahre hatte er dort zugebracht und während ſolcher Zeit das Kloſter Steina bei Nörthen, auch St. Martinszelle zu Falkenau geſtiftet, dieſe 1104 der St. Petersabtei zu Erfurt einverleibt, als zu Ausbruch kamen die Zwiſtigkeiten zwiſchen dem Kaiſer und ſeinem Sohn. Zur Oſterfeier 1105 hatte der jüngere Heinrich in Quedlinburg ſich eingefunden, wo er alsbald, hauptſächlich auf Ruthards Betrieb, von den Sachſen als ihr König anerkannt wurde. Auch der Sachſen allgemeine Ausſöhnung mit dem h. Stuhl, jene der Biſchöfe von Hildesheim, Paderborn und Halberſtadt, die Synode zu Nordhauſen hat Ruthard zu Stand gebracht. In der beſagten Synode, wo Biſchöfe, Aebte und andere Große in Menge verſammelt, wurde beſonders gegen den Verfall der Kirchenzucht geeifert, die Simonie und die Ketzerei der Nicolaiten verdammt.

Die kaum beſtrittenen Erfolge ſollte Ruthards Wiedereinführung in das Erzbisthum krönen. Zu dem Ende führte der jüngere Heinrich ſein Heer aus Sachſen nach dem Rhein, deſſen Uebergang ihm jedoch der Vater verwehrte. Hier abgewieſen, wendete der Sohn ſich dem obern Main zu. Er belagerte Nürnberg, das die tapferſte Gegenwehr leiſtete, bis der Kaiſer, beſorgt um das Schickſal, ſo eine gewaltſame Einnahme der ihm ſo theuern und ſo treu ergebenen Stadt bereiten könnte, Befehl gab, dem Sohne die Thore zu öffnen. Auf Regensburg hatte der jüngere Heinrich ebenfalls ſein Augenmerk gerichtet, der Vater folgte ihm aber in großer Geſchwindigkeit, daß man ſeine Annäherung nicht ehender gewahrte, als da die Vorläufer ſeines Heeres dem Thore einritten. Genöthigt zu weichen, zog der jüngere Heinrich Verſtärkungen aus Bayern und Schwaben heran, daß er wohl im Stande dem Vater die Stirne zu bieten. Nur der Fluß Regen trennte noch die beiden Heere, und eine Schlacht ſchien unvermeidlich. Allein die Großen von beiden Seiten traten zuſammen, um eine Ausgleichung zu verſuchen. Man hatte ſich beinahe geeinigt, als Spuren von Abfall und Auflöſung unter

den Kaiſerlichen bemerkbar wurden, deren Folgen der Monarch durch ſchleunigen Rückzug nach der böhmiſchen Grenze abzuhelfen vermeinte; von dannen gelangte er auf Umwegen durch Sachſen und Weſtphalen nach dem Rhein. Aber auch hier gab man ihn von wegen dieſer Flucht verloren, Alles neigte ſich dem Sohne zu, der ſofort einen großen Reichstag nach Mainz ausſchrieb. Es folgten die Ereigniſſe in Coblenz und Hammerſtein, Abth. III Bd. 6 S. 65, die Abſetzung Heinrichs IV.

Schon vorher hatte der Sohn den Erzbiſchof wieder ſeinem Stuhle eingeführt, deſſen ihn zu entſetzen, Papſt Paſchalis II unternahm, weil er unterlaſſen hatte, der Einladung zu dem Concilium in Troyes Folge zu leiſten. Er wurde ſuspendirt, entſchuldigte ſich in der demüthigſten Weiſe wegen ſeiner vorgerückten Jahre und erhielt Begnadigung 1108. Es ſchrieb damals Paſchalis an den Biſchof Gebhard von Conſtanz: »Novit fraternitas tua, quia Moguntinensis Archiepiscopus per Dominum Urbanum praedecessorem nostrum catholicae est restitutus Ecclesiae. Nos quoque accepto pro infamia eius competentium personarum iuramento, petentibus vestrarum partium, tam clericis quam laicis bonis viris, plenitudinem ei officii Pontificalis indulsimus. Nisi igitur post hac certior causa persuadet, suum ei ius, vel in electo primo, vel in aliis aufferre possumus.« Nur kurze Zeit hat Erzbiſchof Ruthard dem Concilium überlebt. Er ſtarb den 30. April 1109 und wurde der Sage nach in der von ihm erbauten Kirche auf dem Johannesberg beigeſetzt.

Den Stamm hat fortgepflanzt ſein Bruder Embricho, neben dem man zwar noch zwei andere Brüder, Dudo und Piligrim kennt (Bd. 10 S. 70). Embricho wurde der Vater Wulferichs I, von Winkel genannt, 1104, geſt. vor 1108, der in der Ehe mit des Grafen Ludwig II im Rheingau Tochter Hiltrud, geſt. 1118, den Sohn Wulferich II von Winkel gewann. Dieſer, Stifter des Kloſters Gottesthal, ſtarb um das J. 1148, unbeerbt.

Neben den Dynaſten von Winkel kommt aber noch ein Rittergeſchlecht gleichen Namens, ſpäter von Greifenklau genannt, vor. Davon iſt Abth. I Bd. 3 S. 598—614 gehandelt, und wird deſſen

auch bei Vollraths Erwähnung geschehen. „Außer diesen zwei Hauptgeschlechtern mögen noch mehre andere in Winkel gewohnt haben, von denen weitere Nachrichten abgehen; so lernen wir z. B. aus dem uralten rheingräflichen Lehensverzeichnisse einen 1211—1228 lebenden Henricus rufus de Winkelo, — im Jahr 1130 einen Hartwinus et frater eius Arnoldus de Winchela kennen; und wenn der in dem alten Necrologium des Stiftes St. Victor vorkommende Ruthard, Chorherr daselbst, nicht etwa mit unserm gleichen Namens, Domdechante zu Mainz, ein und dieselbe Person ist, so versetzen wir ihn ebenmäßig, bis auf bessern Beweis, unter den Winkler Adel dunklen Geschlechts."

Von dem Ort Winkel heißt es in dem Güterverzeichniß der Abtei Bleidenstatt, 9—10. Jahrhundert: »In Pinguia sunt duo mansi fiscales, et 18 jurnales, qnos dedit Luitbertus Archiepisc. cum uno manso in Wynkele, de quo servit Milo cum filiis suis ad opus senioris (du seigneur, Robot); in vindemia dat 2 carratas vini et solidos 6, quos habet Hatto comes, advocatus ecclesie nostre. In eadem villa habemus 8 iurnales vinearum, et mancipia 6, quorum duo nichil serviunt, sed operant in vineis ad vindemiam tres dies, triturant uvas et cetera faciunt servicia; reliqui autem serviunt in vineis, navigant, et solvunt in festo s^{ti} Martini denarios 6.« Die nämliche Abtei erwarb hier Weinberge: »Anno Domini 1078 acquisivi in placito Ludewici comitis curiam nostram in Ibingen, cum vineis in Winkelo, quas Volmarus ultra sex annos iniuste possedit,« und Hemma, des Rheingrafen Ludwig Schwester, schenkte ihr 1052 einen Hof: »Domina Hemma tradidit pro anniversario mariti sui curtem in Winkelo cum consensu et voluntate Lndewici comitis fratris sui, qui addidit vineam in Ibingen ad 3 carratas. Testes sunt Embricho comes, Dudo comes et frater eius Udalrich.«

Erzbischof Siegfried bestätigte 1071 die von der Matrone Hiltrud dem St. Victorstift gemachte Schenkung: »Noverit dilectio fidelium ... qualiter nobilis matrona Hiltrudis nomine, legalis vidua, filiusque eius Reinfridus, et Ludovicus comes mundiburdus eorum — omnem proprietatem suam in pago

Rinegowe, videlicet in villis Winkela, Eybinga et in Loricha — Ecclesie st[i] Victoris extra muros Moguntine civitatis — tradiderunt perpetuo possidendam.« Giſelbert vermacht 1096 nach Bleidenſtatt einen Weinberg in Winkel, »in uno latere S. Mauritius et in alio latere Richolfus comes, ad altare S. Ferrucii in Blidenstat, ut annis singulis, si sanus Jherosolimis rediero, urnam vini fratribus propinam.«

Rheingraf Richolf, in der Stiftungsurkunde für St. Bartholomä, 1109, nennt den Ort Winzellam, daß alſo die römiſche Ableitung nicht ſo ſchlechterdings zu verwerfen, wie mehre Neuere thun. Im April 1213 vertauſchte die Abtei St. Alban ihren Hof zu Winkel, einſchließlich eines Aufgeldes von 25 Mark Aachener Pfennige, gegen der Abtei Bleidenſtatt Hof zu Erbenheim, dann 1 Manſus und 6 Morgen Ackerland, das gelegen iſt bei dem Königsſtuhl, und ſollen die Herren von Bleidenſtatt inskünftige die Memorie des Erzbiſchofs Adelbert I, der den Hof zu Winkel an St. Alban gab, in St. Gotthards Capelle am Dom zu Mainz in gebürender Form begehen, gleichwie die Herren von St. Alban den Jahrstag des ſeligen Erzbiſchofs Heiſtulf, durch welchen das Gut zu Erbenheim an St. Ferrucien Altar geopfert worden, ebenfalls im Dom feierlichſt abhalten und den Brüdern von Bleidenſtatt und vom Dom in ihrem Dormitorium am Tage der Ordination des beſagten Erzbiſchofs Heiſtulf eine Mahlzeit ausrichten und zugleich ſeiner fleißig im Gebet gedenken werden. Außerdem ſoll der von der Kirche zu Winkel abhängende Weinberg in Mittelheim, aus welchem St. Ferrucien Stift jährlich 4 Ohm Wein bezog, fortan in der gleichen Weiſe an Dudos von Geiſenheim Schweſter Willegis zinſen, wie das in einer beſondern Urkunde vorgeſchrieben iſt. — Auch das uralte Kloſter zu Amöneburg, von deſſen Urſprung, Schickſalen und Untergang beinahe nichts bekannt, beſaß von den erſten Zeiten ſeiner Stiftung her in Winkel beträchtliche Güter; nach ſeinem Erlöſchen, wahrſcheinlich im Anfang des 13. Jahrhunderts, verſchrieb aus dem hiermit vacant gewordenen Eigenthum Erzbiſchof Siegfried II dem Mariengradenſtift zu Mainz 15 Schilling Cölniſch aus Lorch und zwei Carraten hun-

niſchen Weins aus Winkel, 12. idus aprilis 1217. Auch die übrigen Kloſtergüter kamen in fremde Hände, daher Erzbiſchof Gerlach, 1346—1371, als er an des vormaligen Kloſters Stelle das Collegiatſtift zu St. Johann Baptiſt erbaute, daſſelbe ganz neu aus erzſtiftiſchen Mitteln begiften mußte.

In Bezug auf die Pfarrei ſchreibt Bodmann: „Seine (Winkel nämlich) in der Folge emanzipirte Töchter, Mittelheim und Oeſtrich, bildeten mit ihm urſprünglich nur eine einzige Gemeinde — hatten eine gemeinſchaftliche Kirche — und ſtanden in Anſehung ihrer Dorf- und Feldmarken, ihres Gerichts, und des örtlichen Heerbanns, Reiß und Folge ꝛc. in voller Gemeinſchaft. Die zerſtreute Anſiedlungsart des alten Rheingaues, in dieſer eben ſo fruchtbaren, als maleriſch ſchönen Ebene, hatte nämlich frühzeitig dem Flecken Winkel eine ungemein große Ausdehnung verſchafft; ſeine Kirche war uralt, und deren Pfarrſatz verlieh, wenn anders die Nachrichten gegründet ſind, die wir davon unten mittheilen (1), bereits Erzbiſchof Willigis dem Stift St. Victor zu Mainz; ſie lag nach Bär in jenem Theile, welches heut zu Tage Oeſtrich heißt und das anſehnlichſte Stück vom alten Winkel geweſen ſein ſoll. Wenn uns nun dieſer Mönch berichtet, Oeſtrich habe nur erſt im 13. Jahrhundert dieſen Namen geführet und komme früher überall nur noch unter dem kollektiven Namen von Winkel vor, ſo iſt ihm, bei ſeinen

(1) Am 8. März 1493 verordnet Erzbiſchof Berthold, als erbetener Schiedsrichter für den Streit um die Collation und Präſentation der Kirche zu Winkel: »Quod prefati validi de Gryfenclaen manebunt posterius et semper in possessione juris praesentandi, quemadmodum hactenus fuerunt longo tempore, idoneam personam ad predictam ecclesiam; et quia Prepositus noster una cum Capitulo, licet olim ipsis competebat jus, sicut claruit ex donatione Willigisi, et juramento Prepositi nostri, etiam quodam decreto bone memorie Dñi Syfridi Archiepiscopi, tamen longo tempore non fuit practicatum, nec probatum, quod aliquis fuerit per eosdem presentatus et investitus &c., attamen idem D. Prepositus noster, una cum Capitulo Sti. Victoris habebunt unam idoneam personam ad unum ex beneficiis in eadem ecclesia Wynckela, quamprimam vacaverit, nominare, quem predicti Gryfenclae presentabunt Preposito Sti. Mauritii investiendum sine contradictione aliqua semel tantum, de cetero manebit jus presentandi ejusdem beneficii apud eosdem validos Gryfenclaen.«.

eingeschränkten Quellen, dieser Irrwahn leicht zu verzeihen — nun wissen wir es besser. Wir liefern unten drei ungedruckte Urkunden vom J. 1021, 1123 und 1171, welche dieses Orts schon unter jenem Namen erwähnen; und wenn eben derselbe die Epoche der Umschaffung Winkels in drei Dörfer zwischen die Jahre 1219—1254 setzt, so scheint uns dieß seinen Grund in dessen irriger Hypothese von der Winkelschen Kirche zu Oestrich zu haben. Wir wollen zwar wegen jener Umschaffung apodiktisch hier nichts bestimmen, glauben jedoch annehmen zu dürfen, daß sie weit früher, und zwar am Schlusse des 12. Jahrhunderts erfolgt sein möge; die noch immer fortwährende Verbindung der Marke, des Gerichts, Zehends, Heerfolge ꝛc. zwischen Oestrich und Winkel bewirkte zwar, daß noch lange hernach, und selbst im 13. Jahrhundert, unser Oestrich immer noch unter dem Namen: Winkelo in Saal- und Lagerbüchern, Registern ꝛc. aufgeführt ward; sicher aber war ihre Trennung als Gemeinden längst vorhergegangen." Jedenfalls hat Winkel bereits im 11. Jahrhundert seine eigene Pfarrkirche gehabt, als welche seit unfürdenklichen Zeiten zu Ehren der h. Walpurgis geweihet ist. Diese Kirche samt dem Zehnten schenkte Rheingraf Wolfram der Abtei auf Johannesberg, was Erzbischof Siegfried II am 7. April 1218 bestätigte. Von der Abtei mag sie als Lehen an die Greifenklau gekommen sein. Das heutige Winkel, mit 1733 Einwohnern in 382 Familien, ist gewissermaßen nur eine lange Straße, in der viele Frankfurter und Mainzer Kaufleute ihre Landsitze haben. Auch die Grafen von Schönborn haben hier Besitzungen samt einer Mühle. Von dem römischen Keller, von des Erzbischofs Hraban Bethaus, als den größten Merkwürdigkeiten des Ortes, ist geredet worden, von Hraban selbst zu handeln, liegt mir noch auf.

Gar vornehmer Herkunft soll er gewesen sein. Trithemius läßt ihn der Familie der Magnentier entstammen, als welche Angabe durch zwei, dem gelehrten Erzbischof gleichzeitige Handschriften, einigermaßen auch durch eine von Julian dem Abtrünnigen ausgehende Notiz bestätigt wird. Es berichtet dieser nämlich, Magnentius, des Constantius Gegenkaiser, habe unter Franken

und Sachſen viele Anverwandte und Stammgenoſſen gezählt. Betrachtend jedoch die unendlichen Schwierigkeiten für die Nachweiſe einer Genealogie, die vom Anfang des 4. zu jenem des 9. Jahrhunderts reicht, bin ich ſehr geneigt anzunehmen, daß der gelehrte Erzbiſchof an einer unter den Gelehrten aller Zeiten nicht ſelten vorkommenden Schwachheit, an dem Drang, einen glänzenden Stammbaum ſich zu geben, gelitten hat. Erinnere ich doch nur an unſere Zeitgenoſſen, den Mann des Fortſchrittes, den Republikaner, an den ſogenannten Sismondi, an Bilderdyk, den Grafen von Teiſterband. Wie es aber mit Hrabans Beziehungen zu dem alten römiſchen Kaiſerhaus ſein mag, er war der Sohn anſehnlicher Eltern in Mainz, nach Trithemius des Ruthard und der Adelgunde, die auch noch einen zweiten Sohn gewannen, jenen Tutin, dem Hraban ein unter ſeinen Gedichten vorkommendes Epitaphium ſetzte. Dieſe Angabe des Moſellaners ſcheint unter allen Umſtänden beſſer begründet, als die Meinung eines Eckart und Schannat, welche durch den öfter vorkommenden Namen Hraban verleitet, als des Erzbiſchofs Eltern den Bualtrame und die Bualtrat, »Moguntiae cives, sed genere claro ortos,« nennen. Ein ſolcher Zweifel hinſichtlich der Namen der Eltern iſt allein hinreichend, um die Verwandtſchaft mit den Magnentiern zu verdächtigen.

Auch Hrabans Geburtstag iſt von mancherlei Zweifel umgeben. Frühere Schriftſteller haben ihn zu einem Schüler des Beda venerabilis machen wollen, verleitet ohne Zweifel durch die Chroniken, welche auf dem Concilium zu Frankfurt 794 einen Hraban, Schüler des Beda venerabilis, erſcheinen laſſen. Es iſt aber ein ganz anderer Raban gemeint, als welcher an der Seite ſeines Abtes, des h. Benedict von Aniane, jenes Concilium beſuchte. Des Trithemius Angabe, laut welcher unſer Hraban im J. 788 geboren ſein ſoll, wird durch deſſen in den erſten Jahren des 9. Jahrhunderts beginnenden Briefwechſel mit Alcuin widerlegt. Mabillon hat nach dem Jahr, in welchem Hraban das Diaconat empfing, jenes ſeiner Geburt berechnet, und hiernach ſich für das J. 776 entſchieden. Dahls Annahme, Hraban ſei im J. 780 geboren, weil er im J. 810, in dem

Alter von 30 Jahren ſein Werk De Laudibus s. Crucis geſchrieben, wird durch den von Mabillon angegebenen Grund und durch den Umſtand widerlegt, daß die Epoche der Vollendung jenes Werkes nicht bekannt iſt, deſſen Abfaſſung aber jedenfalls früher angenommen werden muß, als im J. 810, weil ſchon Alcuin dieſe Arbeit Hrabans kannte und auf ihre Vollendung drang. Mabillons Berechnung ſcheint jedenfalls die verläßlichſte.

Den Knaben haben die Eltern der Kirche beſtimmt. In dem Alter von neun Jahren wurde er als puer oblatus in das Kloſter Fulda gegeben, um dort der ſeinem Beruf angemeſſenen Erziehung zu genießen. Unter des Abtes Baugolf Leitung begann er ſeine Studien, als deren Genoſſen genannt werden: Baturicus, der nachmalige Biſchof zu Regensburg; Hatto, ſpäter Abt zu Fulda; Brun, der künftige Abt zu Hersfeld; Freculf, ſpäter Biſchof zu Liſieux; Haymo, nachmalen Biſchof zu Halberſtadt. Hraban ſcheint durch Fleiß und Frömmigkeit ſich dem Abt empfohlen zu haben; dieſer, im Begriffe, die Regierung der Abtei niederzulegen, ließ, 800 etwan, dem Jüngling die Diaconatsweihe ertheilen. „In jener Zeit, in welcher Aebte dieſer Weihe nicht theilhaftig waren, muß die Ertheilung derſelben an einen Mönch als Ausnahme betrachtet werden, insbeſondere bei Hraban, wenn er ſie noch in demſelben Jahre erhielt, in welchem ihn die Geſetze zum Empfange derſelben befähigten, da ſie Niemand vor dem 25. Jahre ertheilt werden durfte.“

Baugolfs Nachfolger, Abt Ratgar, bezeichnete den Antritt ſeiner Regierung durch Anordnungen für die weitere Ausbildung der ihm untergebenen Cleriker. Candidus wurde an Eginhard, Modeſtus mit einigen andern an Clemens Scotus, Hraban und Hatto nach Tours an Alcuin, bei dem auch Samuel, der ſpätere Biſchof zu Worms, ſich einfand, entſendet. Sie ſollten ſich, unter des Meiſters Augen, befähigen, den Schulen in Fulda vorzuſtehen. Nur ein Jahr hat Hraban in Tours zugebracht, doch bildete ſich in deſſen Verlauf das innigſte Verhältniß zwiſchen Alcuin und ſeinem Schüler Hraban, in welchem Alcuin nicht nur als Lehrer, ſondern auch als geiſtiger Vater ſich darſtellt, wie denn von ihm Hraban den Namen Maurus, einſt dem Lieb-

lingsſchüler des h. Benedict eigen, empfing. In ſeinen Gedichten nennt Alcuin den Hraban, von wegen deſſen Sittenreinheit, den heiligen Knaben Benedict, auch ſpricht er in herzlichen Worten ſeine väterliche Sorge für Hrabans Wohl aus:

Has tibi, sancte puer Benedicti Maure, camoenas
Albinus vates versiculis cecinit:
Valde optans animo tibi prospera cuncta fideli,
Ut felix vivas semper ubique Deo.
Pro quo funde preces solita pietate, tonanti
Conservet famulum ut Christus ab hoste suum.

Aus einem Schreiben Alcuins an Hraban ergibt ſich, daß dieſer ſein Werk de Laudibus sanctae Crucis in Tours begann, und ermuntert ihn der Lehrer, daſſelbe zu vollenden, damit auch er deſſelben ſich freuen könne. Hingegen gedenkt Hraban in ſeinen Gedichten zum öftern in freudiger Dankbarkeit des Aufenthalts in Tours. Von dannen zurückgekehrt, übernahm er, gemeinſchaftlich mit Samuel, die Leitung der Kloſterſchule in Fulda. Trithemius zufolge ertheilten darin Unterricht zwölf der am mehrſten befähigten Mönche, die ſogenannten Senioren; ſie ſtanden unter dem Magiſter, in deſſen Verrichtungen Hraban und Samuel ſich getheilt zu haben ſcheinen; der Magiſter war unmittelbar dem Abt untergeben. Vorgetragen wurden, neben den theologiſchen Wiſſenſchaften, die ſieben freien Künſte, Grammatik, Rhetorik, Dialectik, Arithmetik, Geometrie, Muſik und Aſtronomie. Daneben wurde auch, wie ſpäterhin zu Prüm, Unterricht in der deutſchen Sprache ertheilt. Im dreißigſten Lebensjahr vollendete Hraban ſein Werk de Laudibus sanctae Crucis, beiläufig um 806, laut ſeiner poetiſchen Zugabe:

Ast ubi sex lustra implevit, jam scribere tentans
Ad Christi laudem hunc condidit arte librum.

Eine andere poetiſche Zugabe iſt an den h. Martinus gerichtet:

Sancte Dei praesul, meritis in saecula vivens,
Causam quam ferimus suscipe mente pia ...

Worte, welche in einer Handſchrift aus dem 9. Jahrhundert durch eine Abbildung verſinnlicht. Der Heilige iſt in ſitzender Stellung dargeſtellt. Ihm nähert ſich ein jugendlicher wohlgenährter Mönch, den Folianten zu überreichen, den Schriftſteller begleitet

ein ältlicher Mann, Alcuin, Kahlkopf und Schnurbart, die Dedication mit empfehlender Geberde begleitend. Das Werk zerfällt in zwei Bücher. Davon enthält das erste 28 Gedichte (aus deren einzelnen Buchstaben und Worten Figuren des Kreuzes gebildet sind), samt den Erklärungen; das zweite Buch, in Prosa, gibt die Erklärungen zu allen Figuren. Einer dauernden Ruhe sollte Hraban im Kloster nicht genießen. Die Pest vom J. 807 raffte den größten Theil der jüngern Mönche hinweg, die Schuljugend kam zu Aufruhr und entfloh den heiligen Mauern. Auch war Abt Ratgar auf Abwege gerathen: er schaffte die heilsamen Satzungen der Vorfahren theilweise ab, beschränkte den Gottesdienst, hob die Studienanstalt auf, wogegen er, behufs seiner Bauten, von den Untergebenen übermäßige körperliche Anstrengungen forderte, denen mehre erlagen. Das geschah absonderlich von wegen der Kirche, die er auf einem benachbarten Berge aufführte, und aus welcher in der Zeiten Verlauf eine der reichsten Propsteien erwachsen sollte.

Hraban, dessen Lehramt mit dem Eintritt der Seuche aufgehört hatte, und nicht wieder hergestellt worden zu sein scheint, mußte seiner Brüder Geschick theilen, vielleicht am bittersten empfinden, denn der Abt nahm ihm seine Bücher, wie er das in einer an Ratgar gerichteten Epistel beklagt:

Jam mihi concessit bonitas tua discere libros,
Sed me paupertas suffocat ingenii.
Me quia quaecunque docuerunt ore magistri,
Ne vaga mens perdat, cuncta dedi foliis.
Hinc quoque nunc constant glossae, parvique libelli,
Quos precor indigno reddere praecipias.
Servi quidquid habent, dominorum jure tenentur,
Sic, ego quae scripsi, omnia jure tenes.
Nec mihi ceu propria petulans haec vindico scripta,
Defero sed vestro omnia judicio,
Seu mihi haec tribuas, seu non, tamen omnipotens
Divinitas semper det tibi cuncta bona.

Dazu bemerkt Mabillon, vielleicht seiner Fehde mit dem Abbé de Rancé eingedenk: „Wohl sollte ein ehernes Herz durch so gerechte, so bescheidene Bitte gerührt worden sein: er hat aber dem Felsen gesungen. Deß Folge war schweres Uebel, der Mönche Trennung oder Verbannung, die Einsamkeit in der Einsamkeit."

Vergeblich wendeten die Bedrückten ſich um Abhülfe an den kaiſerlichen Hof. Vergeblich ſang Hraban von dem tyranniſchen Abt:

Trux deturbat oves, caede cruentat:
Nullius miseret, saevit in omnes.
His commota malis turba reliquit
Antiquum stabulum; fit peregrina,
Laesis una salus pergere longe est.

Erzbiſchof Richolf von Mainz, 809 nach Fulda entſendet, um die Streitigkeit zwiſchen Abt und Convent zu unterſuchen, ſprach ſich zu Ratgars Gunſten aus, und hat dieſer noch ferner die Kirchen auf dem Johannis- und Frauenberg, dann jene in Schlitz erbaut, in gewohnter Weiſe die Mönche mißhandelnd. Sie ſchickten, ihre in dem Libellus supplex niedergelegten Klagepunkte weiter zu entwickeln, zwölf aus ihrer Mitte an das kaiſerliche Hoflager, wo auch Ratgar, ſeine Rechtfertigung zu führen, ſich einfand. Ausgemacht wurde jedoch nichts, daher neue Unruhen in der Kloſtergemeinde ſich ergaben, bis der Kaiſer den Erzbiſchof Richolf von Mainz und die Biſchöfe Bernhard von Worms, Hatto von Augsburg und Wolgar von Würzburg nach Fulda entſendete, die dann in einem förmlichen placitum die Ruhe im Kloſter für einige Zeit wieder herſtellten, 812.

Am 20. Dec. 814 wurde Hraban von dem neuen Erzbiſchof von Mainz, Heiſtulf, zum Prieſter geweihet, die Quälereien von Seiten des Abtes begannen aber ſchon wieder und führten ſchließlich zu der Abſetzung Ratgars im J. 817. Die Vertriebenen kehrten in das Kloſter zurück, welchem einſtweilen Altfried und Aaron, vermuthlich Mönche aus Aniane, von dannen ſie der Kaiſer nach Fulda verſetzt hatte, vorſtanden. Später erlaubte der Kaiſer die Wahl eines Abtes, die nach manchem Bedenken auf Eigil fiel. Den hatte wegen ſeines vorgerückten Alters und körperlicher Schwachheit Ratgar aus dem Kloſter vertrieben, er bewährte ſich aber, nachdem er von Hraban die Benediction empfangen, als ein getreuer, umſichtiger Vorſtand. Unter ihm, ſo rühmt Candidus, waren Abt und Convent eines Sinnes im Herren; Hraban erlangte wiederum ſeine frühere Magiſterwürde, und die Schulen von Fulda blühten in erneuertem Glanz. Eigel und Hraban waren Freunde, unterhielten ſich

häufig über gelehrte Gegenstände. Während jener seinen Schülern Theologie vortrug, beschäftigte er sich zugleich mit dem Werke de institutione clericorum, so er 819 dem Erzbischof Heistulf, der die neue Kirche zu St. Michael zu weihen, nach Fulda gekommen war, widmete. Besonders von jenen Mönchen, sagt er in der an Heistulf gerichteten Vorrede, welche schon die heiligen Weihen empfangen hätten, sei er sehr häufig über die Ausübung ihres Amtes und den Kirchendienst befragt worden, und habe er nach Gelegenheit von Zeit und Ort geantwortet, wie es den Aussprüchen der Alten geziemend, ohne doch damit jenen zu genügen, welche von ihm ein Werk erwarteten, worin alle die vereinzelten Antworten zusammengestellt und ihnen eine Uebersicht des Ganzen gewährt.

Dem Werke gehen zwei Dedicationen voraus, die metrische an die Mönche von Fulda, die andere, in Prosa, an Heistulf gerichtet. Dann folgen drei Bücher, besonders die Schriften von Cyprian, Hilarius, Damasus, Ambrosius, Hieronymus, Augustinus, Cassiodorus, Gregor dem Großen berücksichtigend. Das erste Buch handelt von der Kirche, den kirchlichen Weihen, der priesterlichen Kleidung, den Sacramenten, dem Meßopfer. Das zweite Buch bespricht die Verpflichtung zu den kanonischen Stunden, Fasten, Beichte und Buße, Fest- und Fasttage, die kirchlichen Lectionen, den Kirchengesang, das Glaubensbekenntniß, die verschiedenen Ketzereien. Im dritten Buche wird gezeigt, was zur Bildung des Clerikers, sowohl aus der heiligen Schrift, als aus den wissenschaftlichen und künstlerischen Werken der Heiden erforderlich; es wird hierbei des h. Augustin Schrift de doctrina christiana zum Grunde gelegt und ausgeführt, wie die Lehrer nach den Eigenthümlichkeiten ihrer Schüler ihre Vorträge ordnen, vor allem aber die Lehren der Kirche getreulich wiedergeben sollen. Wie man sieht, blieb bei solchem Unterricht die römische wie griechische Literatur nicht unberücksichtigt. Den einzelnen Disciplinen eingehend, bezeichnet Hraban „die Grammatik als die Wissenschaft, die alten Poeten und Geschichtschreiber auszulegen, und zugleich ohne Fehler zu reden und zu schreiben. In diesem Stücke dachte man in dem neunten

Jahrhundert noch beſſer, als an manchen Orten in dem achtzehnten, wo die Grammatik nichts anders war, als die Wiſſenſchaft, ein ſchlechtes Deutſch in ein noch ſchlechteres Latein ohne Fehler gegen die Regeln des Syntaxes zu überſetzen. Wenn man nur nicht leere Wortſtreite liebt, fährt Rhaban fort, ſondern nur ſich recht ausdrücken lernen will, ſo iſt es nicht nur allein nicht ſträflich, ſondern auch löblich, ſich auf dieſe Wiſſenſchaft zu legen. Weil auch die heiligen Schriftſteller, fährt er ferner fort, manchmal der Tropen und uneigentlichen Redensarten ſich bedienen, muß man wiſſen, was ſie ſeyn, damit man nicht das Uneigentliche für das Eigentliche nehme. (Wer hätte wohl die letzte Urſache erwartet?) Auch iſt es nicht unanſtändig, die Tonmeßkunſt zu erlernen, weil bei den Hebräern die Pſalmen bald jambiſche, bald alcäiſche, bald ſapphiſche Füße haben, jedoch räth er den heidniſchen Poeten erſt die Haare abzuſchneiden, wie man es den fremden Weibern bei den Juden gemacht, das iſt, dasjenige, was von der Liebe und den heidniſchen Gottheiten bei ihnen vorkäme, auszumerzen.

„Die Rhetorik ſey zwar die Wiſſenſchaft, wohl zu reden in Rechtsſachen, könne aber auch auf geiſtliche Dinge angewandt werden, und derjenige ſündige nicht, der ſich darauf lege; doch rathe er nicht, das reifere Alter damit zu beſchäftigen, ſondern blos Jünglinge, und das nur zu einer Zeit, wo man ſie noch nicht zu nothwendigern Dingen anhalten könne; man könne ſie übrigens auch aus den Schriften der heiligen Väter lernen. Nun folget die Dialectik. Dieſe iſt nach dem Rhaban die Kunſt aller Künſte, die Wiſſenſchaft aller Wiſſenſchaften. Dieſe lehrt lehren und lernen. In dieſer offenbaret ſich die Vernunft, und gibt an Tag, was ſie wolle und was ſie ſehe. Dieſe weiß allein, daß ſie weiß, und kann und will auch allein Wiſſende machen. In dieſer erkennen wir durch die Vernunftſchlüſſe, was und woher wir ſeyn. (War Rhaban nicht ein glücklicher Mann, wenn ihn ſeine Dialectik alles dieſes gelehrt hat? Aber noch nicht genug.) Durch dieſe verſtehen wir, was gut oder böſe iſt, was der Schöpfer und das Geſchöpf ſey. Durch dieſe unterſuchen wir die Wahrheit und entdecken die Falſchheit. Durch

dieſe machen wir Vernunftſchlüſſe, und finden, was aus einer Sache folge und was nicht folge, was Widerſprüche in ſich enthalte, was wahr, was wahrſcheinlich und was falſch ſey in den Streitigkeiten .... Nun können wir uns leicht einbilden, was Rhaban ferner daraus folgere. Daher müſſen dann, ſagt er, die Geiſtlichen dieſe edelſte unter allen Künſten wiſſen und ihre Regeln beſtändig meditiren, damit ſie die Kunſtgriffe der Ketzer auf eine feine Art unterſcheiden und ihre Sätze mit vergifteten Vernunftſchlüſſen widerlegen lernen. (Rhaban ſpielt in dieſem letztern an auf die Pfeile, die man vergiftete, damit jede Wunde tödtlich würde.)

„Daraus ſehen wir ſchon zur Genüge, was der letzte Zweck alles damaligen Studirens geweſen. Rhaban war in Anſehung der noch übrigen freien Künſte in einiger Verlegenheit, wie er ihre Verbindung mit der Religion herausbringen ſollte; doch wußte er ſich noch zu helfen. Denn wenigſtens, ſagt er, wird durch ſie unſer Gemüth großen Theils von fleiſchlichen Dingen abgehalten. Die Arithmetik, ſagt er weiter, ſey nicht zu verachten, weil in der Schrift ſtehe, Gott habe alles in einem gewiſſen Maaß und Zahl gemacht. Jede Zahl habe ihre Eigenſchaft, und in den Zahlen, die in der Schrift vorkommen, ſeyen oft Geheimniſſe verborgen, die man ohne Arithmetik nicht errathen könne. Die Geometrie ſey nützlich, weil bei dem Bau der Arche und des Tempels allerhand Figuren, als Zirkel, halbe Zirkel, Viereck und dergleichen ſeyen gebraucht worden. Die Kenntniß dieſer Figuren diene einem Schriftausleger ſehr, ihren geiſtlichen Verſtand einzuſehen. Die Muſik ſey eine ſo edle und nützliche Wiſſenſchaft, daß man ohne ſie nicht im Stande ſey, den Gottesdienſt zu halten. Endlich müſſe auch ein Geiſtlicher ſehr genau ſuchen, den Lauf der Sonne, des Monds und der Sterne kennen zu lernen, damit er nicht allein die vergangene Zeit, ſondern auch die zukünftige wohl beſtimmen könne, und für ſich ſowohl wiſſe, wenn die Oſtern oder andere Feſttage in der Kirche zu halten ſeyen, als es auch dem Volk verkündigen könne.

„Ein ſolcher Plan konnte nun freilich nicht viel Einfluß auf die Sitten der Nation haben, oder die Aufklärung geſchwind befördern; indeß, wenn auch alles nur auf die Religion ange-

ſehen war, ſo mußten doch auch bei der Bearbeitung dieſer Wiſſenſchaften zu Zeiten Funken abſpringen, die auf andere Gegenſtände gleichſam von ungefähr Licht verbreiteten. Unter den Wahrheiten iſt ohnehin eine ſo genaue Verbindung, daß, ſobald es anfängt, in dem Kopf auch nur auf einer Seite hell zu werden, auch ſchon die Dämmerung auf der andern anbricht. Es iſt doch allemal viel, daß in einem Lande, wo man noch ſeine eigene Sprache nicht ſchreiben konnte, man nach Verlauf von 50 bis 60 Jahren nicht allein dieſes that, ſondern auch Syllogismen, lateiniſche Verſe und aſtronomiſche Berechnungen machte. Wenigſtens mußte ein nach Rhabans Plan erzogener Prieſter unendliche Vorzüge vor einem andern haben, der nichts als Rinder und Pferde, und zur Noth auch Menſchen ſchlachten und ſeine Träume für Wahrſagereien verkaufen konnte, und höchſtens noch einige Kräuter näher kannte, als ſein Nachbar. Ich ſage, ein nach Rhabans Plan erzogener Prieſter. Denn es war allemal auch ein Plan, wie ſo viele andere, die ſich zwar gut leſen laſſen, aber ſelten ganz in das Werk gerichtet werden. Auch war die ganze Vorſchrift mehr auf die angeſehen, die Kirchenprälaten oder förmliche Gelehrten werden wollten. Wie unwiſſend manche Landprieſter noch müſſen geweſen ſeyn, ſieht man aus den Fragen, die ihnen in den jährlichen Viſitationen vorgelegt wurden, worin es unter andern hieß: ob ſie im Stande ſeyen, die (lateiniſche) Formeln der Sacramente in der einfachen und vielfachen Zahl, in dem männlichen und weiblichen Geſchlecht nach Beſchaffenheit der Umſtände herzuſagen; ob ſie die Epiſteln und Evangelien leſen können, und wenigſtens dem buchſtäblichen Sinn nach verſtehen; ob ſie die Pſalmen auswendig wiſſen und 40 verdeutſchte Homilien des heiligen Gregorius nebſt einer Auslegung des apoſtoliſchen Glaubensbekenntniſſes und des Vater Unſers beſitzen. Dieſes war vermuthlich die ganze Bibliothek eines Landprieſters. Da ſelbſt die ganze Bibel bei einem Pfarrer eine äußerſt ſeltene Sache war, ſo darf man um ſo weniger klaſſiſche Auctoren oder andere Bücher bei ihnen ſuchen.

„Man ſieht hieraus wenigſtens ſo viel, daß Deutſchland ſeinen erſten Hauptſchritt zur Kultur der chriſtlichen Religion zu

danken hat. Wer würde wohl jemals in Deutschland darauf verfallen seyn, eine todte und noch dazu die Sprache der ältesten Feinde des Landes mit so großer Mühe zu lernen, wenn diese nicht gewesen wäre? Freilich brauchte es Zeit, bis man im Stande war, die gehörigen Vortheile daraus zu ziehen. Was die Musik und den gregorianischen Gesang, den Karl einführte, insonderheit betraf, wollte es, wenigstens nach dem Zeugnisse der Ausländer, den Deutschen am wenigsten gelingen."

Im folgenden Jahre 820 schrieb Hraban auf Bitten des Bruders Macarius den Dialog de computo. Macarius hatte ihm das Werk eines Ungenannten, worin diese Materie behandelt, zugesendet, auf daß er Berichtigungen und Erläuterungen einschalte, Hraban fand aber die Darstellung dermaßen ermüdend und verworren, daß er nicht umhin konnte, eine ganz neue Bearbeitung des Gegenstandes vorzunehmen. So entstanden die 96 Capitel, welche nicht nur für Anfänger in der Zeitrechnung berechnet, sondern auch für Männer vom Fach, die besonders mit Arithmetik und Astronomie sich beschäftigen. Auch in diesem Werke entfaltet Hraban seine Belesenheit in der klassischen Literatur. Er vornehmlich hat sich mit dem Abt Eigil in die Sorge für die Translation der Gebeine des h. Bonifacius (1. Nov. 819) getheilt, den Bau der Doppelkirche auf dem Kirchhof großentheils geleitet, und deren Altäre metrisch beschrieben. Das Gedicht findet sich in der von unserm Browerus besorgten Ausgabe: Venantii Honorii Clementiniani Fortunati carminum, epistolarum, expositionum libri XI, accessere Hrabani Mauri Fuldensis, archiepiscopi Maguntini, poemata sacra nunquam edita. Omnia recens illustrata notis variis a Christophoro Browero, societ. Jesu presbytero, Maguntiae 1617. 4. Die Sammlung umfaßt drei Abtheilungen: 1° Gedichte an verschiedene Personen, Epigramme und Inschriften auf Kirchen, Altäre ꝛc., 2° Hymnen, 3° Epitaphien. Noch bei Lebzeiten Eigils schrieb Hraban seinen Commentar zu Matthäus, behufs dessen er über dem Studium der Kirchenväter sich die nothwendigen Auszüge gemacht hatte, so weit es die klösterlichen Geschäfte und das Lehramt erlaubten: »Horum ergo lectioni intentus, quantum

mihi prae innumeris monasticae servitutis retinaculis licuit, et prae nutrimento parvulorum, quod non parum nobis ingerit molestiam.« Die Schrift ſelbſt, mittels welcher Hraban die Reihenfolge ſeiner exegetiſchen Werke eröffnet, befolgt genau die Methode der Kirchenväter und gibt eine Auswahl von Stellen aus Euſebius, Hilarius, Ambroſius, Hieronymus, Auguſtinus, Fulgentius, Victorinus, Fortunatianus, Droſius, Leo, Gregor von Nazianz, Gregor dem Großen, Johann Chryſoſtomus und den übrigen Vätern, „deren Namen im Buche des Lebens verzeichnet ſind.“

Auf Abſterben Eigils wurde Hraban zum Abt erwählt, zwiſchen dem 3. Aug. und 28. Oct. 822, und ward die Sorge für die Verbreitung und Befeſtigung der chriſtlichen Lehre deß dringendſte Sorge. Die Schule übergab er an Candidus, nur die Cleriker wollte er auch ferner ſelbſt unterrichten. Gleich im erſten Jahr beſtellte er ſeinen Schüler Liutbert, dem noch andere Mönche aus Fulda beigegeben, zum Abt des neugeſtifteten Kloſters Corvey. Indem er aber die Lehrer des Volkes zu bilden bemühet, verfehlte er nicht, mittels ſeiner Homilien auf das Volk zu wirken. Es umfaſſen dieſelben die vorzüglichſten Feſte des Kirchenjahrs, Weihnachten, Beſchneidung des Herren, Epiphania, Darſtellung Jeſu im Tempel (Hypapanti), Oſtern, Chriſti Himmelfahrt, Pfingſten, Mariä Geburt und Himmelfahrt, die Feſte Johannis des Täufers, der Apoſtel Peter und Paul, des Apoſtels Andreas, des Erzengels Michael, der hh. Martin, Bonifacius und Alban; es wird darin manichfache Belehrung über die chriſtliche Tugend, über die Sünde, Warnung vor den Gelegenheiten zum Sündigen gegeben. Vor allem verpönt Hraban den Umgang mit Heiden, als deren Geſellſchaft von den Chriſten geſucht, deren Gebräuche von ihnen nachgeahmt würden. Das habe er ihnen, namentlich auch die Theilnahme bei den ſündhaften Gaſtmählern der Heiden, häufig verboten, gleichwohl ſei ihm vor wenigen Tagen, da er die Mittel, die Fortſchritte der Gläubigen in dem Wege des Heils zu fördern bedachte, gegen die Nacht ein Geſchrei im Volke aufgefallen, ſo erſchütternd, als begehre dieſer Höllenlärm zum Himmel zu dringen, er habe um deſſen Veranlaſſung ſich erkundigt und

vernommen, es ſolle damit dem abnehmenden Mond beigeſprungen werden. Am andern Morgen erzählte man ihm ferner, daß in ſolchem Falle die Hörner geblaſen würden, als eine Aufmunterung für die Streiter, daß man das Grunzen der Schweine nachahme, Pfeile und Wurfgeſchoß gegen den Mond richte, Feuer gegen den Himmel ſchleudere. Alles dieſes geſchehe dem Mond zu Beiſtand, denn es wollten unbekannte Ungeheuer ihn zerreißen, und würden ihn ganz und gar verſchlingen, ſo man ihm nicht zu Hülfe käme. Aus demſelben Grunde, den Dämonen im Intereſſe des Mondes eine Diverſion zu machen, fällen Andere die Einzäumung der Grundſtücke, und zerſchlagen all ihr Hausgeſchirr. Hraban lehrt, daß die Ungeheuer, welche den Mond zerfleiſchen ſollen, Truggebilde ſind, und daß die Abnahme des Mondes durch den Schatten der Erde bedingt wird. In einer andern Homilie klagt er über jene Chriſten, welche die Gebräuche der Heiden nachahmen, er warnt vor Zeichendeutern, Weiſſagern und Hexenmeiſtern. Chriſten ſollen weder den Flug der Vögel beobachten, noch ihrem Geſang lauſchen, um daraus zu wahrſagen, noch im Falle einer Reiſe für Ausgang und Rückkehr beſtimmte Tage wählen, denn jeder Tag ſei von Gott, der alles wohl gemacht hat, geſchaffen. Eben ſo wenig ſoll man des lächerlichen verwerflichen Nieſens achten, vielmehr unter dem Zeichen des Kreuzes und mit Gebet die Reiſe antreten.

Freculf, zur biſchöflichen Würde erhoben, hatte ſich an Hraban gewendet, um aus deſſen Feder eine Auslegung des Pentateuch zu erhalten. Wie die Biene, ſchreibt der Biſchof, in grünen lachenden Fluren die Blüthen ſammelt, um ſie dem Bienenſtock einzutragen, ſo möge auch Hraban ſammeln und dem Freunde den duftenden Honig ſamt der Wachsſcheibe bieten. Wolle der Abt fragen, warum Freculf ſich nicht ſolcher Arbeit unterziehe, ſo möge er bedenken, daß er, falls er auch dazu befähigt ſein ſollte, in ſeinem Bisthum Liſieux die nöthigen Bücher nicht vorfinde, nicht einmal das alte und neue Teſtament, geſchweige denn Schriften zu deren Auslegung. Hraban erwidert, wie kärglich ihm auch die Zeit zugemeſſen, habe er doch die Arbeit begonnen, und theile ihm das Buch der Geneſis mit, weil er aus Liebe

zu ihm nichts verweigern, aus Ehrfurcht nicht ungehorſam ſein dürfe.

In ſe vier Büchern erklärt Hraban die Geneſis und den Exodus. In der Vorrede zu dem Exodus zeigt er, es ſeien darin beinahe alle Sacramente der Kirche enthalten. In dem leiblichen Auszug der Kinder Iſrael aus Egypten ſei unſer Auszug aus dem geiſtigen Egypten angedeutet; der Durchzug des rothen Meers, der Untergang des Pharao ſtelle figürlich die Taufe, den Untergang der geiſtigen Feinde, dar; das Opfer des Lammes, die Oſterfeier bezeichnen die Leiden des wahren Lammes und unſere Erlöſung. Manna und Waſſer aus dem Felſen werden dem Volk gegeben, auf daß wir verlangen Brod und Trank des Lebens. Auf Sinai werden die Gebote Gottes erlaſſen, damit wir Unterwürfigkeit dem höchſten Weſen lernen. In der Bundeslade, der Anordnung der Gefäße und des Gottesdienſtes, in den Opfern ſpiegeln ſich der wundervolle Schmuck der Kirche und die geiſtigen Opfer. Durch die geiſtliche Salbung und das Räucherwerk wird uns die Heiligung des göttlichen Geiſtes und das Geheimniß des Gebets anempfohlen. Den Leviticus behandelt Hraban in ſieben Büchern, als deren Grundlage annehmend den Satz des h. Hieronymus, daß die einzelnen Opfer, ja die einzelnen Sylben, die Kleider Aarons und die ganze Einrichtung der Leviten himmliſche Geheimniſſe andeuten. In derſelben Weiſe werden die Bücher Numeri und Deuteronomium, jedes in vier Büchern abgehandelt. Der Auslegung des Pentateuch folgte jene des Joſua, der Richter und der Ruth, und bezeichnet Hraban das Ganze mit dem auch bei den hh. Hieronymus und Gregor vorkommenden Ausdruck Heptateuch.

Ein Commentar über das Buch der Könige wurde in Jahresfriſt vollendet und dem Kaiſer, gelegentlich von deſſen Beſuch in Fulda, dargebracht. Von einer Betheiligung Hrabans bei den Ereigniſſen zu Compiègne und Nimmegen 830 liegt nichts vor. Da er ſtets dem Kaiſer treu ergeben, ſo könnten dieſe Ereigniſſe ihn wohl veranlaßt haben, an Ludwig den Deutſchen, der zu Compiègne ſeines Vaters Abſetzung verhindert, zu Nim-

megen ihm getreulich beigeſtanden hatte, in der Einleitung zu der Arbeit über die Chronik, etwelche Lobſprüche zu ſpenden. Dem Archidiacon des kaiſerlichen Palaſtes, dem Gerold ſeine Erklärung der Bücher der Machabäer zuſendend, ſchreibt Hraban, er habe für dieſen Commentar nicht allein das alte Teſtament, ſondern auch den Joſephus und die Hiſtoriker der Heiden benutzt, weil in der Geſchichte der Machabäer nicht nur der Juden, ſondern auch fremder Völker gedacht. Es ſei dabei ſeine Abſicht geweſen, die Wahrheit der heiligen Geſchichte um ſo deutlicher erſcheinen zu laſſen und den Sinn der Erzählung dem Leſer um ſo begreiflicher zu machen.

Nachdem der Kaiſer, der in Gefolge der Ereigniſſe auf dem Lügenfeld, 833, des Thrones verluſtig ſein ſollte, wiederum in ſeine Rechte eingeſetzt worden, ſchrieb Hraban eine Abhandlung von der Ehrfurcht der Söhne gegen den Vater und von der Pflichttreue der Unterthanen, welche er ſofort dem Kaiſer überſendete. Darin zeigt er, auf Stellen aus dem alten und neuen Teſtament ſich ſtützend, daß die weltliche Obrigkeit berechtigt ſei, die Verbrecher mit dem Schwert zu beſtrafen, daß aber dagegen die göttliche Milde denen verzeihe, die ſich in Wahrheit bekehren und ihre Sünden büßen. Auf des Monarchen öffentliche Buße in dem Kloſter St. Medard zu Soiſſons kommend, lehrt er, der ſich im Allgemeinen als Sünder bekenne, und doch von Andern ſchwerer Verbrechen nicht überführt werden könne, ſei weder zu richten, noch zu verdammen. Zugleich für Lothar, den ſtrafbaren, aber reuigen Sohn ſich verwendend, ermahnt der Schreiber den Monarchen, das Beiſpiel des Vaters im Evangelium zu befolgen, als welcher den verlornen Sohn bei ſeiner Heimkehr mit offenen Armen empfing. Am Schluſſe erinnert Hraban, er habe nicht geſchrieben, um als Vielwiſſer zu gelten, ſondern als treuer Diener geſprochen, um den Kaiſer, den ſo viele in der neueſten Zeit zu Unrecht, theils aus Bosheit, theils aus furchtſamer Schwäche beleidigten, zu mahnen, daß er zur Richtſchnur ſich erwähle, was Gott am wohlgefälligſten und mit den Ausſprüchen der heiligen Schrift übereinſtimmend, um darnach zu handeln. In einer zweiten auf Befehl des Kaiſers

verfaßten Schrift, de vitiis et virtutibus, beweiſet er, daß der Untergebenen Gehorſam und Unterwürfigkeit belohnt, Hartnäckigkeit und Stolz beſtraft werden. Vergeblich ſeien daher die Bemühungen jener, welche die kaiſerliche Würde beneidend, ſie durch bodenloſe Schmähung zu beſudeln ſuchten, denn die Kraft des Allmächtigen ſei mit dem, der ihr vertraue, und fälle die Hartnäckigkeit der Stolzen. Aus der heiligen Schrift beweiſet Hraban, daß man auch der heidniſchen Obrigkeit Gehorſam ſchulde, wie viel mehr einem gütigen tugendhaften Fürſten. Dann vermahnt er den Kaiſer, fortzuſchreiten in dem Weg des Guten und, eingedenk der göttlichen Vorſchrift: ſeid barmherzig, auch Barmherzigkeit zu üben.

Der Kaiſerin, die nicht länger an Tortona, den Ort ihres Exils gebunden, widmete Hraban ſeinen Commentar über die Bücher Eſther und Judith. Dieſe beiden Bücher, bemerkt er, ſeien im allegoriſchen Sinn für die Kaiſerin bearbeitet, weil ſie den Namen der einen dieſer Frauen der heiligen Schrift trage, mit der andern den gleichen Rang einnehme. Die lobenswerthe Klugheit der Kaiſerin habe die mehrſten ihrer Feinde beſiegt, und werde ſie, im Guten ausharrend und höhere Vollkommenheit anſtrebend, auch die übrigen beſiegen. Doch erwarte ihrer noch fernerer Kampf, und ſie habe die göttliche Hülfe anzurufen. Der nämlichen Zeit dürfte die von dem Abt gegebene Auslegung des Propheten Daniel in 32 Capiteln angehören. Er widmete dieſe Arbeit dem K. Ludwig, indem deſſen Lebenswandel in allem jenem des Propheten gleiche. Im Sommer 835 erwarb er von dem römiſchen Diacon Deusdona Reliquien in großer Zahl, von Alexander Papſt, von dem Diacon Felicisſimus, von der h. Concordia, von den Blutzeugen und Päpſten Fabian und Urban, von den hh. Caſtulus, Sebaſtian, Pamphilus, Papias, Maurus, Victor, Felicitas, von den hh. Jungfrauen und Blutzeugen Emerentiana und Baſilla. Den Reliquien ſeine Ehrfurcht zu bezeigen, empfing er ſie bei der Kirche zu St. Johann Baptiſt, 9 Stadien vom Kloſter. Im f. J. 836 erhielt er von dem Römer Sabbatinus, einem Layen, Gebeine des h. Quirinus, der Päpſte Cornelius und Calliſtus, der hh. Nereus,

Achilleus, Turturinus und Stacteus, gleichwie der Priester Addo ihm den Leib des h. Venantius, der lange in dem Gebiet von Rimini geruhet hatte, verschaffte. Es war der 15. Mai, und wurde die litania major im Kloster begangen, als die Gebeine des h. Venantius anlangten. Für den Schrein des h. Venantius, von kunstreicher Arbeit, hat, wie für das Reliquar der hh. Alexander und Fabian, Hraban die Aufschriften in gebundener Rede verfaßt.

Bereits war Hraban mit dem Commentar zu den Briefen Pauli beschäftigt; er nennt seine Arbeit ein Sammelwerk, collectarium, weil alle Erklärungen den Kirchenvätern entnommen sind. Im J. 837 entsendete er 15 seiner Mönche, darunter der durch ihn gebildete Liutbert als Abt, nach dem durch Graf Erlefried von Kalw gestifteten Kloster Hirsau. Dagegen wird er von Kaiser Ludwig in einer zu Fulda ohne Angabe des Jahrs ausgestellten Urkunde belobt für den Eifer, mit welchem er die Erwerbung von Reliquien betreibe, und ihm vergönnt, wie er darauf angetragen hatte, Boten überall hin, und besonders nach Rom zu schicken, welche auf Vorzeigung kaiserlicher Briefe die Mittheilung von Reliquien verlangen könnten. Damals arbeitete Hraban unverdrossen an einem Commentar über das Buch der Weisheit in drei und über Jesus Sirach in zehn Büchern. Begonnen, aber nicht vollendet war, als Kaiser Ludwig am 20. Juni 840 mit Tod abging, die Erklärung des Propheten Jeremias in zwanzig Büchern, wofür hauptsächlich die Vorarbeiten des h. Hieronymus, von Gregor dem Großen und Origenes benutzt. Jetzt verlangte von ihm Kaiser Lothar einen Commentar über Jeremias, dann über Ezechiel im moralischen und mystischen Sinn, der sich der Auslegung des Papstes Gregor in der zehnten Homilie anschließe. Darauf antwortete Hraban in der an den Kaiser gerichteten Vorrede zu Jeremias, ihm, der nicht blos körperlich krank, sondern auch in seiner geistigen Thätigkeit gehemmt, falle es ungemein schwer, sich an eine Arbeit zu wagen, welche die scharfsinnigsten und beredetesten Lehrer aufgaben, als ihre Kräfte übersteigend. Niemals habe er einer festen Gesundheit sich erfreuet, jetzt fühle er sich viel weiter herabgekommen.

Schwere Krankheit feſſele ihn meiſt an ſein Lager, anſtatt daß er vordem in ſeinem Arbeitszimmer mit Leſen und Schreiben ſich habe beſchäftigen können. Deshalb überſchicke er dem Kaiſer für jetzt nur die Auslegung des Jeremias, ſo er bei des Kaiſers Ludwig Lebzeiten begonnen, nach deſſen Sterbfall vollendet habe, und behalte die Arbeit über Ezechiel einer beſſern Zeit bevor, wenn Gott in ſeiner unendlichen Barmherzigkeit ihm die Fähigkeit zu leſen und zu ſchreiben wiedergeben werde.

War Hraban nicht vermögend, des Kaiſers Wünſche in der einen Hinſicht zu erfüllen, ſo diente er ihm deſto eifriger, in dem was den einen unbändige Herrſchſucht, den andern der rechtmäßige Anſpruch der Erſtgeburt ſchien. Zu dem Ende hatte er ſich dem Erzbiſchof Otgar von Mainz angeſchloſſen. Es unterlag aber Lothar in der Schlacht bei Fontenay, 25. Juni 841, welche die Könige Ludwig und Karl als ein Gottesurtheil betrachteten, gleichwie die Biſchöfe ihrer Partei erklärten, der Ausgang der Schlacht beweiſe zur Genüge, daß die beiden Brüder lediglich für Recht und Billigkeit geſtritten hätten. Da aber Manchen menſchliche Leidenſchaft geführt habe, andere im Streit wider ihren Willen ſündigten, ſei ein dreitägiges Faſten nothwendig. Dieſe Anſicht mißbilligt Hraban, der in ſeiner Ergebenheit für Lothar das Beginnen von deſſen Brüdern als ein Auflehnen gegen die Legitimität betrachten mußte. Viele, ſchreibt er, entſchuldigen das Morden, neuerlich durch den Aufruhr und die Feindſchaft unter den Fürſten veranlaßt, und halten eine Buße für unnöthig, weil die Völker nach dem Befehl ihrer Gebieter handelten, Gott ſein Urtheil verkündigt hat. Dieſes Urtheil iſt aber für männiglich ein undurchdringliches Geheimniß; ſagt doch die Schrift, die Gerichte Gottes ſind ein tiefer Abgrund. Die ſolch verruchtes Morden entſchuldigen wollen, mögen doch erwägen, ob ſie vor dem Auge Gottes als ſchuldlos hinſtellen können jene, welche aus Geiz, der wie Götzendienſt ſündhaft, oder in dem Ringen um die Gunſt ihrer zeitlichen Herren, nicht zufällig, ſondern abſichtlich ihre Brüder geſchlachtet haben. Deshalb irrt ſchwer, der da wähnt, ohne angemeſſene Buße von Gott Vergebung ſeiner Miſſethaten erhalten zu können, und be-

haftet ſich, wenn er auch andere in ſeine Täuſchung zu verwickeln verſucht, mit doppelter Schuld, indem zugleich Selbſttäuſchung und Anderer Verleitung zu Irrthum ihm zur Laſt fallen. Dabei überſehe man nicht den gewaltigen Unterſchied zwiſchen einem rechtmäßigen Herrſcher und dem aufrühriſchen Tyrannen, zwiſchen demjenigen, welcher die Ruhe des chriſtlichen Friedens zu brechen verſucht, und dem, welcher mit gewaffneter Hand das Recht gegen Unrecht zu vertheidigen ſtrebt. Wie verderblich das Blutvergießen bei Fontenay dem Frankenvolk, abſonderlich dem fränkiſchen Element in Gallien geworden, ſcheint Hraban nicht bemerkt zu haben. Anders Rheginо, wenn er beklagt, daß in jener Schlacht die Franken ſo ſehr geſchwächt worden, daß ſie nicht allein von dem an unvermögend geworden, ihre Grenzen zu erweitern, ſondern auch nur die eigenen zu vertheidigen.

Hraban verharrte in ſeiner Anhänglichkeit zu Kaiſer Lothar, dem er in Aachen und in Mainz aufwartete, ſeine Hoffnungen beruheten aber vornehmlich auf Erzbiſchof Otgar, deſſen Schutz er ſchriftlich anruft, mit dem Zuſatz, wenn Otgar ihn nicht ſchirme, müſſe er ſamt ſeinen Anhängern in den Zellen ſich verbergen. In dem Hauptkloſter zu Fulda hatte ſich demnach bereits eine Partei gebildet für Kaiſer Ludwigs I jüngere Söhne. Scharfſinniger, denn ihr gelehrter Abt, hatte dieſe Partei in dem deutſchen Ludwig den Repräſentanten des eigentlichen Frankenvolks erkannt. Nachdem des Erzbiſchofs Otgar Verſuch, durch die 842 am Rhein bezogene Stellung die Vereinigung der Heere der beiden jüngern Könige, und deren Vordringen gegen Moſel und Maas zu hintertreiben, mißlungen war, konnte Hraban nicht länger in Fulda ſich behaupten, er reſignirte, April 842, zu Gunſten ſeines Schülers und Freundes Hatto oder Bonifacius. Ein geſegnetes Andenken hat er ſeinen Söhnen in Fulda hinterlaſſen.

Großentheils ſein Werk war die außerordentliche Erweiterung des klöſterlichen Eigenthums, welches zu verwerthen, gegen unbefugte Anſprüche zu handhaben, er unermüdet thätig ſein mußte, nachdem er lange mit ſchweren Sorgen, den Unterhalt ſeiner Gemeinde betreffend, zu kämpfen gehabt hatte. Denn

wie erfreulich auch der durch ihn der Abtei gegebene Aufſchwung, der Andrang derer, ſo unter ſeiner Leitung ſich zu heiligen verlangten, war ſo bedeutend, daß kaum die nothwendigſten Bedürfniſſe für den zahlreichen Convent zu beſchaffen. Der war zu 250 Köpfen angewachſen, ungerechnet diejenigen, welche in den Zellen oder ſonſtigen Kloſtergütern wirthſchafteten. Hraban wußte nicht, womit die vielen Menſchen zu bekleiden, und ſchickte deshalb im J. 836 einige Mönche nach Aachen, um dem Kaiſer vorzutragen, wie beſchwerlich dem Kloſter der Abgang hinlänglicher Bekleidung und wie wenig der Abt der überaus zahlreichen Kloſtergemeinde das Nöthige an Kleidungsſtücken zu reichen vermöge, als wodurch die Bitte gerechtfertigt, der Monarch wolle dem Kloſter den zollfreien Ankauf von Tüchern u. dgl. geſtatten. Auf dieſes Geſuch eingehend, will der Kaiſer, daß weder ein öffentlicher Richter, noch ſonſt jemand aus richterlicher Gewalt von den in des Kloſters Namen ausgeſchickten Agenten, ſie mögen zu Waſſer oder zu Land reiſen, Zoll fordere: dafür, hofft er, werden die Mönche um ſo eifriger für des Kaiſers, der Kaiſerin, ihrer Nachkommen und des geſamten Reiches Wohlfahrt beten.

Den von Eigil begonnenen Kloſterbau brachte Hraban vollends zu Stande, er ließ auf allen Zellen, auch auf ſonſtigen Gütern Kirchen aufführen, die Beſitzungen, welchen Kirchen beigegeben, nicht mehr durch Maier, ſondern durch Prieſter verwalten, baute mehr denn 30 Oratorien. Er vollendete den Bau auf dem Petersberg, deſſen Oratorium er 838 einweihen ließ. Die in fremde Hände gerathene Zelle zu Sollenhofen, wo die der Lithographie ſo wichtigen Steine lagern, hat er wiederum für das Kloſter gewonnen. Die Bibliothek wurde durch ihn bedeutend bereichert, in einem an den Bibliothekar Gerhohus gerichteten Gedicht ſpricht er in Begeiſterung von den hier aufgehäuften Schätzen:

Dicere quid possum de magna laude librorum
Quos sub clave tenes, frater amate, tuo?
Quidquid ab arce Deus coeli direxit in orbem
Scripturae sanctae per pia verba viris,
Illic invenies, quidquid sapientia mundi
Protulit in medium temporibus variis.

In Vorliebe überwachte Hraban die Kloſterſchule, die ihm vorzüglich ihren hohen Ruf verdankte und ſo viele treffliche Lehrer ausſendete. Alle Augenblicke, die er den ausgedehnten Amtsſorgen abgewinnen konnte, wurden für die Ausarbeitung von Erklärungen der heiligen Schrift, oder aber um Andere im Verſtändniß derſelben zu unterrichten, benutzt. Die Kunſt zu fördern, erzeigte Hraban ſich nicht minder thätig, denn für die Wiſſenſchaft; von den ſchon früher dem Abt angewieſenen Tafelgütern ſetzte er beſtimmte Intraden aus für die Verzierung der Kirche und für künſtleriſche Arbeiten. Die neue Kloſterkirche erhielt durch ihn reiche Verzierungen in Metall und koſtbare Bekleidung. Ausgezeichneten Fleiß ließ er auf die Anfertigung der Reliquienſchreine verwenden; die bleiernen Reliquienkaſten wurden ſteinernen Särgen eingefügt, und darüber erhob ſich, mit Gold, Silber und Edelgeſtein verziert, der hölzerne Schrein: die Inſchriften an den Schreinen, von Hraban angegeben, waren in Gold ausgelegt, an einem Schrein in St. Bonifacien Kirche auch die Cherubim angebracht. Auf des Abtes Geheiß fertigte der Mönch Iſanbert zur Bewahrung von Reliquien eine Kapſel, die ein anderer Mönch, Rudolf, anmalte; der beiden vortreffliche Arbeit belobt Hrabans Carmen 106, de capsa quam Isanbertus monachus fecit. Rudolf war aber nicht der einzige Maler im Convent, auch Candidus und Hatto trieben die edle Schilderkunſt. Ueber die Stelle, wo früher der h. Bonifacius begraben lag, ſetzte Hraban einen ſteinernen Thurm, in deſſen Mitte er die Reliquien der hh. Cornelius, Calliſtus, Siſtus u. ſ. w. in einem ſteinernen Sarg beiſetzen ließ; darüber erhob ſich, von vier Säulen getragen, mit Gold und Silber verziert, ein hölzernes Dach; darunter war angebracht ein Schrein in Geſtalt eines länglichen Vierecks, geſchmückt mit Gold, Silber und Edelgeſtein, dann mit den Bildniſſen der Heiligen, deren Reliquien hier verwahrt.

Die Decke des Gewölbes, welches über den Leichnam des h. Bonifacius geſpannt, bemalte Candidus, und zwar nach ſeiner Beſchreibung zu urtheilen, mit den Bildniſſen derjenigen, welche bei der Translation der Gebeine des Heiligen anweſend waren.

Hatto aber, indem er die Kunſt mit Hintanſetzung der Wiſſenſchaft betrieb, empfing von ſeinem Abt eine leichte Zurechtweiſung, Carmen 28 ad Bonosum:

Nam pictura tibi cum omni sit gratior arte,
Scribendi ingrato non spernas, posco, laborem,
Psallendi nisum, studium curamque legendi,
Plus quia gramma valet, quam vane in imagine forma ...

Endlich hat auch Hraban dem Kloſter Fulda eingeführt einen in der ſpätern Zeit den Benedictinern allgemeinen Gebrauch, vermöge deſſen, auf Abſterben eines Bruders, deſſen pitancia dreißig Tage lang an die Armen abgegeben wird. — Dem in ſo vielen andern Beziehungen durch ihn umgeſchaffenen Fulda valedicirend, wendete er ſich zunächſt nach Halberſtadt, zu ſeinem Freund, dem Biſchof Haymo, wo er einen Beſuch von Otgar, dem immer noch in der Verbannung ſich befindenden Erzbiſchof von Mainz, empfing. Dieſer, milder geſtimmt durch das Schickſal, verlangte von Hraban eine Schrift über die Art und Weiſe, für begangene Sünden Buße zu thun, und fand ſofort Erhörung. Hraban verfaßte eine Bußordnung in vierzig Capiteln, aus den Vorſchriften der Canonen und den Lehren der Kirchenväter geſchöpft; beſonders benützte er hierbei die Sammlung des Dionysius Exiguus. Nicht lange vorher hatte er an Biſchof Humbert von Würzburg geſchrieben, deſſen Frage, für welche Verwandtſchaftsgrade die Ehe zuläſſig, zu beantworten; mit dieſer Beantwortung war Hatto, der neue Abt von Fulda, nicht allerdings zufrieden, indem er die Ehegeſetze des alten Teſtaments, welchem Hraban alle Beweisſtellen entlehnt hatte, nicht für anwendbar fand der Neuzeit. Er legte daher dem großen Theologen zwei Fragen vor, die eine die gründlichere Erörterung der bei der Ehe in Betracht kommenden Verwandtſchaftsgrade verlangend, die andere diejenigen betreffend, welche durch magiſche Künſte oder dämoniſchen Zaubergeſang die Menſchen täuſchen, verwandeln ſollen.

In der Antwort an den Abt, „den ihm theuerſten aller Menſchen und den eifrigſten Hirt," nimmt Hraban die an Humbert gerichteten Sätze wieder auf, citirt, ſie zu erläutern, da er im

neuen Teſtament nichts ſie betreffendes habe finden können, mehre Beiſpiele aus den Kirchenvätern, erinnert daneben, daß das alte wie das neue Teſtament von Gott gegeben. Hinſichtlich der zweiten Frage handelt er vorderſamſt von dem im alten Teſtament gegen die Zauberer erlaſſenen Strafgeſetze, weiter unterſcheidet er die Hauptzweige der ſchwarzen Kunſt, ſamt ihren Unterabtheilungen. Magie treiben die eigentlichen Magier, oder malefici, wie ſie ihrer verderblichen Werke halber genannt werden, die necromantici, hydromantici, geomantici, aëromantici, pyromantici, incantatores, arioli. Zur Claſſe der Wahrſager rechnet er die aruspices, augures oder Pythones, welcher Namen dem Apollo Pythius entlehnt, astrologi, genethliaci, mathematici, horoscopi, sortilegi, salisatores. Dazu werden Beiſpiele von ihrer manichfaltigen Thätigkeit aus dem alten Teſtament und der Mythologie, nebſt Erklärungen aus Claſſikern, Varro und Lucan angeführt. Von Tempestariis und Defensoribus wird nicht gehandelt, und mag ein Zeitgenoſſe dieſe Benennungen erklären.

„Der berühmte Agobard, Erzbiſchof von Lyon, der unter Ludwig dem Frommen gelebt, ſagt, die Chriſten ſeiner Zeit glaubten ſolche abgeſchmackte Dinge, die ſich nicht einmal die Heiden würden haben aufbürden laſſen. Unter dieſe zählt Agobard hauptſächlich die damals faſt allgemeine Meinung, daß es Menſchen gebe, die Ungewitter und Hagel machen könnten. Ein ſolches gemachtes Wetter wurde aura levatitia, diejenigen aber, die vorgaben, es machen zu können, Tempestarii genannt. Karl hatte zwar mehrmals Gebote gegeben, daß keiner ein Tempestarius werden ſolle; aber eben daraus erſehen wir, daß das Volk von dem Aberglauben nicht durch Verbote, ſondern durch Ueberzeugung abzubringen ſey. Die Meiſten, ſagt Agobard ferner, ſind ſo albern und unſinnig, daß ſie glauben und behaupten, es gebe ein Land, Magonia mit Namen, aus welchem Schiffe in den Wolken ankommen, die die Früchte, die durch Ungewitter und Hagel zu Grunde gehen, aufladen, und in dieſes Land zurückbringen, indem dieſe Luftſchiffleute mit den Wettermachern in Verbindung ſtünden, und durch gewiſſe Geſchenke das Getreide an ſich erhandelten. Eben dieſer erzählet auch, daß er ſelbſt

vier Menſchen, drei Männern und einem Weibe, das Leben gerettet, die das Volk durchaus ſteinigen wollte, weil es dieſelben für Leute hielt, die bei einem Donnerwetter aus ihren Luftſchiffen herab auf die Erde gefallen wären. Eine andere Art von dergleichen Betrügern waren die, welche man Defensores, das iſt, Beſchützer oder Bewahrer, nannte. Dieſe gaben vor, ſie könnten zwar kein Wetter machen, jedoch aber Felder und Früchte davor bewahren, wenn man ihnen ein Gewiſſes von dem Ertrag zukommen laſſe. Viele ſind, ſagt der nämliche Agobard, die den Prieſtern niemals freiwillig den Zehnten, den Wittwen und Waiſen und andern Armen nie ein Almoſen geben, wenn man ſie auch noch ſo oft dazu ermahnet, ihren Defenſoren aber ihr Gewiſſes auf das pünktlichſte auch ungemahnt entrichten. Doch ſpürte man auch anderer Seits, wenigſtens einigermaßen, die Folgen der guten Anſtalten, die Karl getroffen hatte. Ludwig I hatte einen Mann an ſeinem Hofe, der die Kometen nicht fürchtete, die man noch an dem Hofe Ludwigs XIII fürchtete. Agobard ſah nicht allein die Thorheit in Anſehung des Wettermachens ein, ſondern er ſchrieb auch ein Buch gegen die verdammenswürdige Meinung derjenigen, die dafür hielten, man könne die Wahrheit durch das Feuer, das Waſſer und den Zweikampf erforſchen. Was vermochten aber dieſe wenige Vernünftigdenkende gegen die große Menge der andern?"

Uebrigens bedarf die Angabe, daß der Astronomus, Verfaſſer von dem Leben Ludwigs des Frommen, die Cometen nicht fürchtete, der Beſchränkung. Hier die Stelle nach der von Guizot beſorgten Ueberſetzung. »Mais, au milieu de ces saints jours, un phénomène toujours funeste et d'un triste présage, je veux dire une comète, parut au ciel sous le signe de la Vierge, en cet endroit où se réunissent sous son manteau la queue du serpent et le corbeau. Ce météore qui ne marchait point, comme les sept étoiles errantes, vers l'Orient, après avoir, dans l'espace de vingt jours, ce qui est miraculeux, traversé les signes du Lion, du Cancer, des Gémeaux, vint enfin déposer, à la tête du Taureau et sous les pieds du Cocher, le globe de feu et la multitude de rayons qu'il avait jusque-là portés de tous

côtés. Dès que l'empereur, très-attentif à de tels phénomènes, eut le premier aperçu celui-ci, il ne se donna plus aucun repos qu'il n'eût fait appeler devant lui un certain savant et moi-même qui écris ceci, et qui passais pour avoir quelque science dans ces choses. Dès que je fus en sa présence, il s'empressa de me demander ce que je pensais d'un tel signe. Et comme je lui demandai du temps pour considérer l'aspect des étoiles, et rechercher par leur moyen la vérité, promettant de la lui faire connaître le lendemain, l'empereur, persuadé que je voulais gagner du temps, ce qui était vrai, pour n'être point forcé à lui annoncer quelque chose de funeste: »»Va, me dit-il, sur la terrasse du palais, et reviens aussitôt me dire ce que tu auras remarqué, car je n'ai point vu cette étoile hier au soir, et tu ne me l'as point montrée; mais je sais que ce signe est une comète dont nous avions parlé ces jours derniers; dis-moi donc ce que tu crois qu'il m'annonce;«« puis me laissant à peine répondre quelques mots, il reprit: »»Il est une chose encore que tu tiens en silence: c'est qu'un changement de règne et la mort d'un prince sont annoncés par ce signe;«« et comme j'attestais le témoignage du prophète qui a dit: »»Ne craignez point les signes du ciel, comme les nations les craignent,«« ce prince, avec sa grandeur d'ame et sa sagesse ordinaire, me dit: »»Nous ne devons craindre que celui qui a créé et nous-mêmes et cet astre. Mais nous ne pouvons assez admirer et louer la clémence de celui qui daigne, par de tels indices, nous avertir, au milieu de notre inertie, de nos péchés et de notre impétinence. Ce signe se rapporte à moi, comme à tous également. Marchons donc de toutes nos forces et de toute notre volonté dans une meilleure voie, de peur que, si nous persévérons dans notre impénitence au moment où le pardon nous est offert, nous ne nous en rendions enfin indignes.«« Après avoir dit ces paroles, il prit quelque peu de vin, ordonna à tous ceux qui l'entouraient de l'imiter, et commanda ensuite à chacun de se retirer. Il passa toute cette nuit, comme il me le fut rapporté, à offrir à Dieu des louanges et d'humbles prières.

Le lendemain, quand l'aurore parut, il fit appeler les ministres de son palais, et ordonna que de grandes aumônes fussent distribuées aux pauvres et aux serviteurs de Dieu, tant parmi les moines que parmi les chanoines. Ensuite il fit célébrer un grand nombre de messes, moins par crainte pour lui-même que par prévoyance pour l'Église confiée à ses soins. Ces ordres exécutés selon qu'il l'avait desiré, il alla chasser dans les Ardennes, ce qui lui réussit plus heureusement que de coutume; et tout ce qu'il entreprit en ce temps eut un heureux succès.« Dem Comet von 837 folgte jener vom Januar 838, und davon heißt es: »Durant cet hiver, c'est-à-dire, vers le commencement de janvier, une comète apparut au signe du Scorpion, peu de temps après le coucher du soleil. Or l'apparition de ce signe funeste fut bientôt suivie de la mort de Pepin.«

Im J. 844 hatte Hraban Sachſen wiederum verlaſſen, um ſich in der Einſamkeit des Petersberges bei Fulda ausſchließlich mit den Wiſſenſchaften zu beſchäftigen. Die Zeiten waren bereits ſo ruhig geworden, daß er ſeine Verbindungen mit Kaiſer Lothar erneuern durfte. Dem hatte er ſeinen Commentar zu Joſua überſendet. Sothanes Geſchenk nahm der Monarch freudig auf, verlangte ferner eine Erklärung des Anfangs der Geneſis und der Propheten Jeremias und Ezechiel. Von den zwei Briefen, welche der Kaiſer bei dieſer Gelegenheit an den erprobten Freund richtete, iſt der eine verloren gegangen; in dem andern äußert der Kaiſer ſeine Sehnſucht nach perſönlichem Zuſammentreffen mit Hraban und preiſet zugleich den Aufenthalt, den dieſer in der ſtillen Gebirgslandſchaft geſucht habe, ein ſolcher ſei über alles dem innern Menſchen förderlich, weil da weder Neid noch Schmeichelei ſeine Seelenruhe ſtöre. In ſeiner Antwort verſichert Hraban, daß er unausgeſetzt für des Kaiſers Wohl bete; die Arbeit über Jeremias habe er befohlner Maßen eingeſendet, den Ezechiel, gleichwie den Jeremias, in zwanzig Büchern abgehandelt.

Derſelben Zeit mag angehören ein anderes Werk, de universo, ſo in zweiundzwanzig Büchern den ganzen Cyclus wiſſenſchaftlicher Bildung vortragt. Vieles, äußert Hraban in der

Zueignung an Biſchof Haymo, haben die Alten von der Natur der Dinge, von den Etymologien der Namen und Wörter geſchrieben, ich will für dich ein Werk ſchaffen, das außerdem auch die myſtiſche und hiſtoriſche Erklärung der Materien gibt. In freundſchaftlicher Erinnerung beſpricht er die Zeit, da er und Haymo dem gemeinſamen Studium der heiligen Schrift und der Claſſiker oblagen, und es folgen dieſer Einleitung fünf Bücher, eitel kirchliche Gegenſtände behandelnd. Das erſte Buch ſpricht von Gott, den göttlichen Perſonen, der Dreieinigkeit und den Engeln; das zweite und dritte von den merkwürdigen Perſonen des alten Teſtaments, den Patriarchen und Propheten; das vierte Buch von Perſonen aus dem neuen Teſtament, den Apoſteln und Evangeliſten, den Märtyrern, von Kirche und Synagoge, von der Religion und dem Glauben, den Clerikern, Mönchen und Gläubigen, von Ketzerei und Schisma, von den Glaubensbekenntniſſen und Sacramenten, von dem Exorcismus, von dem Symbolum, Gebet und Faſten, Reue, Beichte und Genugthuung. Das fünfte Buch behandelt die heilige Schrift alten und neuen Teſtaments, ſowie ihre Verfaſſer, die Canones der Evangelien und Concilien, den Oſtercyclus, die Kirchenväter und Opfer.

Das 6te und 7te Buch beſchäftigen ſich mit dem Menſchen und deſſen mancherlei Beziehungen, Verwandtſchaft, Ehe ꝛc. Im 8ten Buch iſt die Rede von dem Thierreich und den verſchiedenen Thiergattungen, in dem 9ten von der Welt und den Weltgegenden, von den Elementen, Geſtirnen u. ſ. w., im 10. von Zeit und Zeitmaß, von den Weltaltern, von den Feſttagen, dem Sabbath und Sonntag; in 11 von dem Waſſer, dem Meer, den Flüſſen, Quellen, von Schnee, Regen, Eis, Hagel, Thau, Nebel; in 12 und 13 von der Erde und derſelben Beſchaffenheit; in 14 von den Gebäuden nach ihrer verſchiedenen Eintheilung; in 15 von Philoſophen, Poeten, Sibyllen, Magiern, heidniſchen Gottheiten und Gebräuchen; in 16 von der Sprache; in 17 von Steinen und Metallen; in 18 von Maas, Gewicht und Zahl, von Muſik, Krankheiten und Arzneien. Das 19te Buch iſt dem Landbau und den Gewächſen, das 20te dem Krieg und den Kriegsgeräthſchaften, das 21te Kunſtarbeiten, Gemälden, Farben,

Kleidung, Schmuck u. ſ. w. gewidmet. Das 22te Buch handelt vom Tiſch, von Tiſch- und Hausgeräthen.

Gelegentlich eines Aufenthalts in Hersfeld, October 845, ſcheint K. Ludwig der frühern freundſchaftlichen Beziehungen zu Hraban, die durch deſſen Verbindung mit K. Lothar getrübt worden, eingedenk worden zu ſein. Er entbot ihn zu ſich nach Ratsdorf in Heſſen, wo eine von dem Kloſter Fulda abhängige Zelle, und äußerte dort im Geſpräch den Wunſch, von Hraban eine allegoriſche Erklärung der Geſänge in der heiligen Schrift zu erhalten. Eine ſolche glaubte Hraban im Pult zu haben, es fehlten aber die Geſänge bei Jeſajas und Habakuk. Als die Lücke ausgefüllt, wurde das Ganze während der Faſten dem König zugeſendet. Für die Auslegung hatte Hraban die Itala und die Ueberſetzung des h. Hieronymus zum Grunde gelegt, die Geſänge aber geordnet nach der für die kirchlichen laudes angenommenen Folge: am Sonntag das canticum trium puerorum, feria secunda der Geſang aus Jeſajas, worin die Ankunft des Erlöſers geprieſen wird, feria tertia der Geſang des Ezechias, feria quarta jener der Prophetin Anna, feria quinta das Lied der Israeliten bei dem Auszug aus Egypten, feria sexta der Geſang aus Habakuk, die Geheimniſſe des Leidens, der Auferſtehung und Himmelfahrt des Erlöſers verkündigend, sabbatho der Geſang aus Deuteronomium, die Wohlthaten Gottes gegen ſein Volk preiſend. Beigefügt ſind das Canticum Zachariae und das Canticum b. Mariae, dieſes in der Veſper, jenes in der Mette zu ſingen. Indem der König während des Aufenthaltes zu Ratsdorf auch eine Abſchrift des Werkes de universo gewünſcht hatte, beeilte ſich Hraban, dieſe ebenfalls, ſamt einer von Lobſprüchen für K. Ludwig erfüllten Vorrede, einzuſenden.

Dergleichen Aufmerkſamkeit trug ihre Früchte. Auf Ableben Erzbiſchof Otgars, 21. April 847, wurde Hraban zu dem erledigten Stuhl von Mainz erhoben, erhielt auch 26. Juni n. J. die biſchöfliche Weihe. Im Beginn des Oct. verſammelte er zu Mainz ſeine erſte Synode, welcher die Biſchöfe von Worms, Würzburg, Paderborn, Hildesheim, Chur, Halberſtadt, Verden, Eichſtädt,

Augsburg, Conſtanz und Speier beiwohnten. Die Synodalbeſchlüſſe verfügen Strafen für die Verletzung der Immunität der Kirchengüter und für Prieſtermord, behandeln auch von andern Verbrechen den Mord, nicht vorſätzlich verübten Todtſchlag, Blutſchande, Vatermord. Vatermörder, heißt es in dem 21. Canon, treiben ſich aller Orten umher. Sie ſollen künftig an einen beſtimmten Aufenthalt gebunden ſein und ſtrenge Buße thun, um Gottes Zorn zu verſöhnen. Heurath und Kriegsdienſt werden ihnen unterſagt. Auch mit der angeblichen Prophetin Thiota und dem ketzeriſchen Mönch Gottſchalk hatte die Synode zu thun. „In dem Conſtanzer Kirchſprengel," erzählt P. Maurus Feyerabend, „wanderte eine gewiſſe Prophetin, Thiota mit Namen, umher, die ſich mit falſchen Prophezeiungen abgab, die Leute mit dem nächſt bevorſtehenden letzten Gerichtstage erſchreckte, andere mit andern vorgeblich göttlichen Verheißungen tröſtete, von allen aber einige Beiträge für ihre Gewinnſucht forderte. Salomo, welcher damals die Conſtanziſche Kirche regierte, konnte derſelben nicht habhaft werden; ſie ließ ſich aber zu Mainz eben zu einer Zeit betreten, wo unter dem berühmten Erzbiſchof und Abt zu Fulden Rhaban Maurus von den verſammelten Biſchöfen eine Synode gehalten wurde. Plötzlich rief man die Betrügerin vor die Kirchenverſammlung, und nachdem man ihre gewinnſüchtigen Betrügereien entdeckt hatte, wurde ſie öffentlich gegeißelt und ihr hiemit die weitere Amtsverrichtung einer Prophetin niedergelegt. Die Dummheit des 9ten Jahrhunderts war alſo nicht ſo groß, wie die Glaubensneuerer ehedem vorgaben und die heutigen Ungläubigen ſo gerne nachſprechen, welche den finſtern Jahrhunderten, wie ſie dieſelben nennen, alle geſunde Unterſcheidungs- und Beurtheilungskraft abſprechen und dagegen nur blinde Leichtgläubigkeit andichten.

„Nicht viel beſſer erging es einem gewiſſen Mönch Gotheſchalk, der in Sachſen geboren und zu Fulden erzogen, nachmals Baiern, Schwaben und andere Gegenden Deutſchlands durchwanderte und allenthalben jene gottloſe Lehre, welche die Glaubensneuerer im 16. Jahrhundert wiederum aufwärmten, ausſtreuete, daß nämlich Gott einige unabänderlich zur ewigen Glück-

ſeligkeit und andere eben ſo unabänderlich zur ewigen Verdammniß beſtimmt habe. Auch dieſer traf zu Mainz ein, als eben die Biſchöfe nach der Oſterzeit, wie gewöhnlich, verſammelt waren. Der gelehrte Erzbiſchof Rhaban gab ſich Mühe, den Mann zurechtzuweiſen; als aber alle Gegenvorſtellungen wider deſſen Eigenſinn nichts vermochten, wurde derſelbe in der Mainzer Synode verdammt und auf Befehl des Königs Ludwig nach Rheims an den Biſchof Hinkmar mit dem Auftrage geſchickt, denſelben in ſeinem Kirchſprengel wohl zu bewachen und alle weitere Verbreitung des Irrthums zu hindern. Jedoch Hinkmar ließ dem Schwärmer gegen das Verbot freiere Zügel, und daher geſchah es, daß Gotheſchalk im folgenden Jahre wieder verdammt, mit Ruthen geſtrichen und in ein engeres Gefängniß verwieſen wurde."

Während K. Ludwig die Rüſtungen zu einem Feldzug gegen die Böhmen betrieb 848, beſuchte Hraban das Hoflager im Lahngau, und verſprach er bei dieſer Gelegenheit dem Biſchof Noting, gegen den Irrthum, daß der zum Leben Prädeſtinirte nicht zu Grund gehen, der zum Tod Prädeſtinirte nicht ſelig werden könne, zu ſchreiben. Das Verſprechen hat Hraban in einem »opusculum« gelöſet, in deſſen Eingang er äußert, wenn der vernünftige Menſch die Kräfte ſeiner Natur und die Macht ſeines Schöpfers richtig erkennte, würde er ſich nie in thörichte Fragen verwickeln und Dinge, welche der chriſtlichen Religion widerſtreben, weder in Gedanken hegen, noch weiter verbreiten. Da aber der alte Feind, welcher ſeit Anbeginn von Neid gegen des Menſchen Heil erfüllt, niemals aufhöre, in die Saat des Herren Unkrautſamen zu ſtreuen, ſo erzeuge er auch in dem eiteln Gerede der Menſchen nicht nur unnütze, ſondern auch ſchädliche, von Gotteslästerung erfüllte Ausſprüche, ſo daß einige Gott zum Urheber ihres Verderbens machen durch die Behauptung, die Menſchen, welche durch Gottes Vorherwiſſen und ſeine Vorherbeſtimmung zur Theilnahme am ewigen Leben berufen, müßten ſelig werden, während die, welcher ewiges Verderben erwartet, durch die Vorherbeſtimmung Gottes dazu genöthigt ſind, und daher dem Untergang nicht entgehen könnten. Das

Ungereimte ſolcher Behauptungen könne auch der Ungelehrte einſehen, denn wer alles Gute erſchaffen, alle Völker der Erde zum Heil befähigt habe, nach deſſen Willen alle Menſchen ſelig werden und zur Erkenntniß der Wahrheit gelangen ſollen, zwinge niemand zum Verderben, ſondern bewirke vielmehr, daß wer den rechten Glauben und gute Werke aufweiſe, zum ewigen Heil gelange. Wenn, wie jene meinen, die Vorherbeſtimmung Gottes den Menſchen wider ſeinen Willen zur Sünde treibt, wie könnte Gott, der gerechte Richter, den Sünder verdammen, der nicht freiwillig, ſondern gezwungen geſündigt hätte? Gleich vielen ſeiner Zeitgenoſſen, nahm Hraban mit Entſetzen auf die Lehre von einer zwiefachen Prädeſtination; er widerſprach ihr beharrlich, als ſpäter Theologen, die er zu achten gewohnt, zu ihr ſich bekannten. Die Lehre von einer Prädeſtination der Böſen ſchien ihm, wie ſeinen Zeitgenoſſen, unzertrennlich von der Prädeſtination zum Böſen. Verzweiflung hielt man für ſolcher Lehre nothwendige Folge.

Mit einem Schreiben an Erzbiſchof Hinkmar von Rheims beſchließt Hraban ſeine Thätigkeit in dem Streit um die Prädeſtination. In die innern Fragen über die Lehre von derſelben war er überhaupt nie eingegangen, ſondern hatte ſich mit der Bekämpfung von Lehren begnügt, wie er ſie vielleicht von weniger gebildeten Anhängern Gottſchalks gehört haben mochte. Zudem drückten ihn ſchon Alter und Krankheit, und die Laſt ſonſtiger Geſchäfte ließ ihm wenig Zeit übrig auf jenen Streit zu verwenden. Er hatte Fragen über die Bußdisciplin, an ihn durch ſeinen Chorbiſchof Reginbold gerichtet, zu beantworten, dann die Vertheidigung der jetzt auch in Gallien angefochtenen Chorbiſchöfe übernommen, mittels des Liber de chorepiscopis et dignitate atque officio eorum ad Drogonem episcopum Metensem, konnte aber nicht verhindern, daß die Pariſer Synode 849 alle Chorbiſchöfe in Gallien der biſchöflichen Würde entſetzte.

Die große Hungersnoth von 850 gab dem Erzbiſchof Gelegenheit, ſeine Mildthätigkeit gegen die Armen in größerm Maasſtab noch wie weiland in Fulda zu bekunden. Seine Villa zu Winkel wurde der Sammelplatz aller Nothleidenden, und ſpeiſete der Erzbiſchof deren täglich an dem einen Orte dreihundert, wäh-

rend er fortwährend den Studien hingegeben, ſeine Homilien, ſein Werk über die Euchariſtie, ſein Martyrologium, den Commentar über Jeſajas zu Stande brachte. Kaiſer Lothar hatte an ihn geſchrieben, nach ſeiner Gewohnheit habe er die Faſtenzeit in dem Studium von Erbauungsbüchern zugebracht, und, ſein Gemüth vollends zu erheben, geſucht, die Lectionen, welche nach dem Laufe des Kirchenjahrs über dem Amt geſungen werden, mit den Erklärungen der Kirchenväter zu vergleichen, die beſchäftigten ſich aber vorzugsweiſe mit dem was an den Sonntagen und eigentlichen Feſttagen vor der Verſammlung der Gläubigen abgeleſen werde, wogegen ſie die Ferien, die Faſten, die Bittage, die Lectionen für Kriegs-, Hungers- und Waſſernoth, bei Erdbeben und Dürre, die vielen Feſte der Heiligen, Jahrgedächtniſſe, Ertheilung der geiſtlichen Weihen, Quatembertage und die zwölf Lectionen für Oſtern und Pfingſten übergehen. Wie Hraban wohl wiſſe, könne der Kaiſer nicht die ganze Menge der Commentare, in welchen die Lectionen ſamt der Auslegung enthalten, auf allen Reiſen nachführen, falle es doch ſchwer, nur die historiarum bibliotheca zu haben.

Darum fühle ſich der Kaiſer zu unendlichem Dank für die Allmacht verpflichtet, welche neben andern Gaben der Milde ihn, wie einſt ſeine Vorfahren, mit einem Stralenglanz ihrer Lehre erleuchtet habe. Wie der Schöpfer den Vorfahren einen Hieronymus, Auguſtinus, Gregorius, Ambroſius und andere geſendet, ſo habe er ihm einen Hrabanus Maurus, an Verdienſt und Wiſſenſchaft jenen gleich, gegeben. „Deßhalb, heiliger Vater und vortrefflicher Lehrer, leihe den Bitten des Flehenden ein geneigtes Ohr, ſei ſeinen Wünſchen in einer großartigen Anſtrengung günſtig, und unternimm die Arbeit, welche unſere ſehnlichſten Wünſche verwirklicht.“ Es folgt das Geſuch, Hraban möge die Auslegung aller Lectionen dergeſtalt zu einem Band ammeln, daß auf die Erklärung der Epiſtel oder die ſtellvertretende Lection jedesmal die des Evangeliums folge, und im ganzen Lectionarium nicht eine Lection ohne Auslegung oder homiletiſche Anrede bleibe. Dem allen möge er die Erklärung der Segnungen Jacobs über ſeine Söhne, der letzten Segnung durch Moyſes über ſein Volk geſprochen, die Rede zum Feſt Allerheiligen und die Erzählung

von Auffindung und Erhöhung des wahren Kreuzes hinzufügen. Schließlich bemerkt der Kaiser, Hraban dürfe sich vor dem Umfang solcher Arbeit nicht fürchten, denn süß sei der Lohn, und glänzen würden die Gerechten gleich den Sternen, auch möge Hraban sich mit seinem Alter nicht entschuldigen, denn sein Geist blühe in Jugendfrische, eben so wenig sich durch das Verzeichniß der Lectionen, wie es der Kaiser ihm übersende, stören lassen, falls er dasselbe unvollständig oder ungeeiguet finde. Seien zwei Bände nicht zureichend, so könne auch der dritte beigefügt werden.

Hraban antwortet, er habe im Gefühl seiner körperlichen und geistigen Schwachheit sich gefürchtet, die gewünschte Arbeit zu übernehmen, indem das Alter schwer auf ihn drücke, und er nicht wie einstmals den Studien obliegen könne, sondern viele Zeit im Bett verlieren müsse, statt sie auf Studien und Ausarbeitungen zu verwenden, dessenungeachtet sei er bereit, dem kaiserlichen Willen nach Kräften zu gehorchen, wie er denn hiermit den ersten Theil einreiche. Dem ihm mitgetheilten Verzeichniß habe er aber nicht überall sich nachachten können, weil sein eigenes Lectionarium dieselbe Ordnung nicht beobachte, und das Verzeichniß die vollständige Reihenfolge der Episteln und Evangelien des Kirchenjahrs nicht darbiete. Darum habe er häufig das Verzeichniß nach dem Ritus der Mainzer Kirche abgeändert. Diese Sammlung von Homilien ist demnach von derjenigen, welche Hraban dem Erzbischof Heistulf widmete, wesentlich verschieden, indem sie auf Begehren des Kaisers planmäßig angelegt wurde, auch das ganze Kirchenjahr umfassen sollte. Als eine Eigenthümlichkeit dieser Sammlung mag gelten, daß von Epiphanien bis zum Sonntag quinquagesima, von Ostern bis Pfingsten und in den Wochen nach Pfingsten für feria quarta jedesmal zwei Homilien, eine über die Epistel, die andere über das Evangelium gegeben sind, und feria sexta nur eine Homilie über das Evangelium hat. Der erste, ungedruckte Theil der Sammlung beginnt mit der Vigil zur Non des Weihnachtsfestes und schließt mit der Vigil zum Osterfest. In der Weihnachtswoche haben der h. Stephan, Johannes Evangelist, die Unschuldigen Kinder, Sylvester ihre Homilien. Dann folgen

Chriſti Beſchneidung, Sonntag nach Chriſttag, die Vigil von Epiphania und das Feſt ſelbſt, der erſte Sonntag nach Epiphania ſamt feria quarta und sexta, die Octave von Epiphania; für St. Felix wird auf die Bekenner im Allgemeinen verwieſen. Dem zweiten Sonntag nach Epiphania iſt feria quarta und sexta beigefügt, wie nicht minder dem dritten, ſamt dem Feſt der heil. Agnes. Der vierte Sonntag mit feria 4 et 6 und der Lichtmeſſe. Der fünfte Sonntag, ohne Homilien für die Ferien. Septuagesima mit feria 4 et 6. Sexagesima mit feria 4, 6 et 7. Quinquagesima mit feria 4, 5, 6 et 7. Den Schluß machen die Faſten; jede Ferie der Woche hat ihre Homilie.

Dem zweiten Theil geht vor ein Schreiben an den Kaiſer, des Inhalts, es folge hiermit dem erſten Theil, vom Chriſttag bis zur Oſtervigil, die andere, von Oſtern bis zum 15. Sonntag nach Pfingſten reichende Abtheilung; die dritte, bis zum Schluß des Kirchenjahrs, ſei ebenfalls in Arbeit, und ſollten ihr zum Schluß die Auslegung über die Feſte der Heiligen, über andere Feierlichkeiten und die Trauermeſſen beigefügt werden. Den Homilien für ſämtliche Ferien der Oſterwoche folgen jene vom Weißen Sonntag ſamt feria 4 et 6; angezeigt ſind demnächſt die Homilien für Mariä Verkündigung, Leo, Tiburtius, Valerianus und Maximus. Dem reihen ſich an die Homilien für den erſten Sonntag nach der Oſterwoche ſamt fer. 4 und 6, für den zweiten mit Philipp und Jacob, fer. 4 und 6, für den dritten mit Kreuzerhöhung und den zwei Ferien, für den vierten mit der litania major, der Vigil für die Himmelfahrt und dem Feſt ſelbſt, für den Sonntag nach Himmelfahrt mit fer. 4 und 6, und den Vigilien für Pfingſten, für das Pfingſtfeſt und ſämtliche Ferien der Pfingſtwoche, den erſten Sonntag nach Pfingſten mit fer. 4, den zweiten Sonntag mit Erwähnung von dem Feſte der hh. Nabor und Nazarius, ſamt fer. 4 und 6, für den dritten Sonntag mit den beiden Ferien und dem Sabbath, für den vierten Sonntag mit den beiden Ferien, für den fünften mit der Vigil für Johannes den Täufer und dem Feſt ſelbſt, den ſechſten Sonntag mit der Vigil für Peter und Paul und dem darauf folgenden Feſt, den ſiebenten Sonntag mit der Octave von den

Apoſteln und den beiden Ferien, den achten bis eilften Sonntag ſamt den Ferien, den zwölften mit fer. 4 und 6, der Vigil und dem Feſt des h. Laurentius und Mariä Himmelfahrt, den dreizehnten Sonntag mit den beiden Ferien, Bartholomäus und Johannis Enthauptung, endlich für den vierzehnten Sonntag nach Pfingſten mit fer. 4 und 6.

Der dritte Theil, der bis zum Schluſſe des Kirchenjahrs reichen ſollte, hat ſich nirgends gefunden; der Verfaſſer mag durch zunehmende Kränklichkeit oder durch des Kaiſers Lothar Ableben, 28. Sept. 855, in ſeiner Thätigkeit geſtört worden ſein. Hingegen hat Hraban noch dem Kaiſer gewidmet ſeinen tractatus de anima, meiſt nach Caſſiodor bearbeitet und von Mittheilungen aus des Vegetius Kriegskunſt begleitet. Bei den häufigen Einfällen der Barbaren, meint er, könnten dieſe nützlich werden. Dem Abt Radlaic, geſt. 851, widmete er kurz vor deſſen Ableben das von ihm ausgearbeitete Martyrologium. Für ſeinen Commentar zu Jeſajas, 18 Bücher, hat er vornehmlich die Arbeiten der hh. Gregorius und Auguſtinus benutzt. So viel Kränklichkeit und die Schwäche des Greiſenalters ihm erlaubten, ſagt Hraban, habe er das zum Verſtändniß des Jeſajas Nothwendige zuſammengeſtellt, um für ſich und ſeine Leidensbrüder, die von den Gebrechen des Alters und Krankheit gedrückt, aus dem Worte Gottes Nahrung zu gewinnen; auch diejenigen, welche noch wohlbehalten an Geiſt und Körper, könnten ſich an dem reichlichen Mahl, welches die Auslegung des Jeſajas nach der Bearbeitung der Kirchenväter biete, ſtärken. Einen Commentar zu Johannes, in 14 Capiteln, hat Hraban ebenfalls ausgearbeitet.

Der Synode zu Mainz, am 3. Oct. 852 auf Befehl K. Ludwigs zuſammengetreten und alle Biſchöfe von Oſtfranken, Bayern und Sachſen vereinigend, präſidirte Hraban, und zwar nicht blos dem Namen nach, wie ſich aus verſchiedenem durch ihn Durchgeſetzten ergibt. Gegen die von Paſchaſius Radbertus in einer Abhandlung von der Transſubſtantiation aufgeſtellte Behauptung, nach der Conſecration ſei auf dem Altar gegenwärtig eben das Fleiſch, welches von der Jungfrau Maria geboren, am Kreuz gelitten habe und auferſtanden ſei, erhoben ſich mehre, darunter

Hraban in einer um das J. 853 an Abt Eigil von Prüm gerichteten, jedoch nicht vollſtändig auf uns gekommenen Schrift. Jeder Gläubige, äußert er, müſſe glauben und bekennen, daß der Leib und das Blut des Herren wahrhaft Fleiſch und Blut ſei, unerhört aber wäre die Behauptung, daß es eben das Fleiſch, welches von Maria geboren, am Kreuze litt und wieder auferſtanden iſt. Hraban, auf Auguſtinus ſich ſtützend, nimmt vielmehr an, nicht der Natur, ſondern der Art nach ſei der Leib Chriſti, welchen unter den Geſtalten von Brod und Wein der Prieſter täglich darbringt, der Leib, welcher von Maria geboren. Er führt ferner aus, daß ſich das Leiden Chriſti keineswegs erneuere in der Feier des heiligen Geheimniſſes des unblutigen Opfers. Gelegentlich ergibt ſich aus dieſer Arbeit, daß Hraban einen Zug gegen die Theiß-Bulgaren mitmachte, und hier einen vornehmen und mächtigen Heiden traf, von dem er erſucht wurde, zu trinken »in illius Dei amore, qui de vino sanguinem suum facit«. Dahin hatte demnach bereits die chriſtliche Lehre einen Weg gefunden. Der Bulgaren Chan Mortagon glaubte, dem Chriſtenthum, welches ſeinem Volk durch Slaven und Gefangne eingeführt worden, mit Gewalt entgegenwirken zu können, ließ auch den Biſchof Manuel und mehre von deſſen Verwandten aus den vornehmſten Geſchlechtern des Landes hinrichten. Der Krieg mit den Franken, 824 bis 829, galt jedoch nicht dem Chriſtenthum, ſondern den Grenzen des von den Franken beherrſchten Pannoniens, deß nächſte Nachbarn die Theiß-Bulgaren.

Um das Jahr 854 oder 855 richtete Hraban an den Biſchof Heribald von Auxerre ein Werk, worin im Auszug die Canonen über die Buße für verſchiedene Verbrechen und die Disciplin der Cleriker gegeben, wie ſie ausführlicher in das Pönitentialbuch für Erzbiſchof Otgar aufgenommen. Des nämlichen Biſchofs Heribald Frage, ob die Euchariſtie nach dem Genuſſe, wenn ſie gleich andern Speiſen in Verweſung übergehe, nicht wieder die Natur, ſo ihr vor der Conſecration eigen, annehme, beantwortet Hraban verneinend, indem er zwiſchen den ſichtbaren Geſtalten und dem unſichtbaren Werk des Sacraments und deſſen Wirkungen unterſcheidet. Von den ſichtbaren Geſtalten lehrt er, daß ſie gleich

andern Speiſen der Verweſung verfallen, was Paſchaſius nicht zugeben wollte. Ungeachtet des hiermit gemachten Unterſchieds wurde ihm noch in ſpäterer Zeit, namentlich von Heriger, der Vorwurf des Stercoranismus gemacht. Der Brief an Heribald wurde Hrabans Schwanengeſang: er ſtarb zu Winkel in ſeiner Villa, den 4. Febr. 856. Ganz unabhängig von ſeinen Schriften wird ihm bis auf den heutigen Tag von den Rheingauern ein dankbares Andenken bewahrt und rufen ſie nicht ſelten ſeine Fürbitte im Himmel an, wie denn das Volk zu allen Zeiten Heilige verehrte, über welche die Kirche ſich noch nicht ausgeſprochen hatte. Als ſolchen nenne ich zunächſt den h. Johann von Nepomuk.

Daß er in ſeinen Werken nicht ſowohl die Erzeugniſſe eigener Betrachtung, als vielmehr die Ausſprüche der Kirchenväter wiedergebe, iſt dem Erzbiſchof ſchon in der Vorzeit zum öftern vorgeworfen worden. Er entgegnet: daß er Erläuterungen, von den ehrwürdigſten Lehrern gegeben, ſamt ihren Namen den geeigneten Stellen einführe, könne ihm nicht als ein Fehler angerechnet werden; es erſcheine ihm nützlicher, in Demuth die Auslegung der Kirchenlehrer feſtzuhalten, als in den von ihm gelieferten Erklärungen die eigene Verherrlichung zu ſuchen. Ungezweifelt hat er durch dieſe Methode die theologiſche Bildung jener Zeit ungleich mehr gefördert, als dieſes durch eine von ihm ausgehende Exegeſe hätte geſchehen können. Er wurde für die Auslegung der heiligen Schrift gleichſam der Begründer einer Schule, welche die Kenntniß der Lehren des Chriſtenthums, wie ſie in den Traditionen der Kirchenväter niedergelegt, nach allen Seiten hin verbreitete, und die verſchiedenen Anſichten und Erklärungen der Väter mittheilend, den menſchlichen Geiſt von mechaniſchem Nachbeten abhielt und ihn zu ſelbſtſtändiger Thätigkeit erzog. Hrabans Schreibweiſe erhebt ſich durch die Einfachheit der Darſtellung über ſeine Zeitgenoſſen; ſie iſt klar, natürlich, meiſt der erkünſtelten Beredſamkeit und dem ſchwülſtigen Vortrag anderer Schriftſteller des neunten Jahrhunderts fern. Auch in ſeinen Gedichten ſind die Schilderungen gewöhnlich einfach und rein, ohne darum von Härten und Fehlern in Proſodie und Metrum freier zu ſein, als andere Poeſien des Jahrhunderts. Ein großer Kenner der

Literatur und der gelehrten Sprachen, bekundet er durchgehends in ſeinen Werken eine ſeltene Beleſenheit in den claſſiſchen Schriften des Alterthums. Zum Verſtändniß der heiligen Schriften hielt er die Kenntniß der hebräiſchen, griechiſchen und lateiniſchen Sprache für unentbehrlich. Griechiſche Wörter mit den von ihm oder von andern Schriftſtellern gegebenen Erklärungen kommen in ſeinen Werken häufig vor, daß ihm alſo eine gewiſſe Kenntniß der Sprache nicht zu beſtreiten. Des Hebräiſchen wird er ebenfalls nicht unkundig geweſen ſein, wenigſtens beruft er ſich in ſeinen Arbeiten über das Buch der Könige und die Chronik auf die von einem Juden der Neuzeit gegebene Auslegung, ohne ihr doch irgend eine Autorität beizulegen. Vielmehr will er ſie dem Urtheil ſeiner Leſer anheimgeben. Auch die deutſche Sprache hat ihm Manches zu danken. Die ihm irrig zugeſchriebene glossa ordinaria, dieſes für die Erklärung der Bibel in den mittlern Zeiten ſo beliebte Werk, das zwar größtentheils den Commentaren Hrabans über die einzelnen Theile der heiligen Schrift entnommen, berichtet, der Unterricht ſei zu Fulda in deutſcher Sprache gegeben worden, unſtreitig, bei der hohen Bedeutung der daſigen Schule, eine für die Ausbildung des Idioms folgenreiche Anordnung. Mehr vielleicht that Hraban als Erzbiſchof, indem er, ein altes Herkommen erneuernd, den Geiſtlichen befahl, die dem Volke beſtimmten Homilien in das Deutſche zu übertragen.

Alles erwogen, wird man ſehr gern der Anſicht des gelehrten Abtes Trithemius beipflichten, daß vor Hraban kein Deutſcher von ferne zu der von ihm erreichten Stufe der Bildung ſich erhoben habe, wie denn vor ihm nur Ausländer als der Deutſchen Lehrer aufgetreten ſeien. Obgleich nun, fahrt Trithem fort, für Verbreitung chriſtlicher Lehre, für die Förderung deutſcher Sprache und Sitte, ausgezeichnetes Verdienſt ſich zu erwerben, er der erſte Deutſche geweſen iſt, ſo hat doch bis auf dieſe Zeit kein Schriftſteller uns eine vollſtändige Darſtellung ſeines Lebenslaufs überliefert, nur daß Verſchiedene hier und da ſeiner mit dem gebürenden Lob gedenken. Dieſer Betrachtung und dem Wunſche des Kurfürſten Albrecht von Mainz verdanken wir die von Trithemius

im J. 1515 verfaßte Biographie Hrabans, deren erſtes Buch ſein Leben in der Abtei Fulda abhandelt, indeß die beiden andern Bücher ſein Wirken als Erzbiſchof und ſeine ſchriftſtelleriſche Thätigkeit umfaſſen. Verdienſtlich an ſich, leiden ſie doch an dem gewöhnlichen Gebrechen von des Moſellaners hiſtoriſchen Arbeiten, deren eigentlicher Grund die Mangelhaftigkeit der Quellen, auf welche er angewieſen. Des Trithemius drei Bücher haben die Bollandiſten in den erſten Band des Februars aufgenommen. Von ſeinem Freund Diederich von Elz, der zu Fulda Capitular, wird er mit Hrabau verglichen, weil ihn zu Sponheim das Loos betraf, ſo Hraban in Fulda erlebte: »qui cum essent animarum idonei optimique pastores, odium monachorum suorum propter justitiam inciderunt, et quos venerari summo honore debuerant, invidis machinationibus persecuti sunt.« Das Ziel, nach welchem Trithemius trachtete, hat in der glänzendſten Weiſe mein verehrter Freund, D. Kunſtmann erreicht in ſeinem Hrabanus Magnentius Maurus. Eine hiſtoriſche Monographie von Dr. Friedrich Kunſtmann. Mit einer Abbildung. Mainz, 1841 in 8° S. IV und 228. Es iſt das nach Forſchung, Gründlichkeit, Scharfſinn ein Meiſterwerk, von dem hier freilich nur ein dürftiger Auszug gegeben werden konnte.

Die Abhandlung über Winkel und den Erzbiſchof Hraban mag beſchließen ein Aufſatz des verdienten Kirchenraths Dahl, der Frankfurter Didascalia von 1827, Nr. 155, 156, 158, 160 entlehnt. „Man gibt dem bekannten großen Flecken Winkel oder Langenwinkel im Rheingau einen römiſchen Urſprung, und das mit Recht. Denn wenn irgend ein Ort des Rheingaus Anſprüche auf römiſchen Urſprung zu machen hat, ſo ſind es die alten Flecken Winkel und Lorch (Vinicella et Lorecha). Von erſterem iſt es unzweifelhaft, daß er von einem dort angelegten römiſchen Weinlager (Weinkeller) zum Behufe des unter der Regierung des Kaiſers Probus wahrſcheinlich am Rhein begonnenen Weinbaues ſeine Benennung erhalten habe. Den wirklichen Aufenthalt der Römer bei und in Winkel bewähren noch einige Namen dortiger Plätze, obſchon keine römiſche Steinſchriften bis jetzt aufgefunden worden ſind. So heißt ein Stück Feld zwiſchen

Oeſtrich und Reichardshauſen das Heidenloch, und eine Gaſſe in oder bei Winkel hieß die Heidenthalsgaſſe. Ein Diſtrict in der Winkeler Feldmark erſcheint unter dem Namen Märzacker, welchen Bodmann (in ſeinem Rheingau, S. 502) für ein uraltes Stativ einer römiſchen Legion (campus Martius ad discurrendum), nicht aber für die älteſte Stätte der Rheingauer Provinzialverſammlungen (wie P. Bär in ſeinen Nachrichten vom Rheingau, S. 239, not. h) hält und angibt, womit auch ich einverſtanden bin. Den verfallenen römiſchen Weinkeller — das alte Vinicella — hat hiernächſt Erzbiſchof Hraban (Raban) von Mainz ſehr wahrſcheinlich, im 9. Jahrhundert, wieder hergeſtellt. Er hielt ſich öfters hier auf (jedoch ohne feſte Reſidenz), hatte hier ein Bethaus (Oratorium) und ſtarb auch daſelbſt. (1) Unſtreitig trug der öftere und lange Aufenthalt dieſes berühmten Mannes zu Winkels früher Aufnahme und Kultur-Erweiterung trefflich bei, und noch zeigt man die (angeblichen) Reſte ſeiner Wohnung und den, wo nicht römiſchen, doch älteſten Weinkeller im Rheingau in einem zu Winkel, zunächſt am Rheine, vorhan-

---

„(1) Hraban oder Raban, mit dem Beinamen Maurus, welchen ihm ſein Lehrer Alkuin beigelegt hat, war in Mainz den 2. Febr. 788 geboren, und ſtammte aus einem edlen und vornehmen Geſchlechte, und zwar, nach der Angabe Tritheims, aus dem Geſchlechte der Magnenzier, und ſoll ſein Vater Ruthard geheißen haben. Von Jugend an ward er im Kloſter Fulda erzogen, machte allda guten Fortgang in der Tugend ſowohl als in den Wiſſenſchaften, die er zu Turon unter dem Lehramte des großen Alkuins in einem hohen Grade ausbildete. Nach ſeiner Zurückkunft nach Fulda ward er zum Vorſteher der dortigen Schule beſtellt, welche durch ſein Lehramt einen großen Ruhm erlangte. Im Jahr 822 ward er zum Abte zu Fulda gewählt, welchem Amte er 20 Jahre lang zu großem Vortheile des Kloſters vorgeſtanden, dann aber ſelbiges freiwillig niedergelegt hat. Nach dem Tode des Mainzer Erzbiſchofs Otgar ward Raban am 27. Juni 847 an deſſen Stelle zum Erzbiſchofe geweihet. Im nämlichen Jahre hielt er auf Befehl des Königs Ludwig des Deutſchen eine Kirchenverſammlung in dem St. Albanskloſter bei Mainz und in der Folge noch mehrere. Die ſeiner Obſorge anvertraueten Schulen brachte er in den größten Flor und ſtarb nach einem höchſt thatenreichen Leben am 4. Febr. 856 zu Winkel, in einem Alter von 68 Jahren, ward nach St. Alban bei Mainz begraben, im J. 1515 aber von dem Erzbiſchofe Albrecht II nach Halle in Sachſen verſetzt. Die Schriften Rabans ſind, wie Tritheim ſich ausdrückt, gleichſam ohne Zahl, wodurch er den Namen und den Ruhm eines Kirchenlehrers erhalten hat.“

denen Gebäude, das gegenwärtig und ſchon lange ein Eigenthum des Freiherrlichen Geſchlechtes von Greifenklau zu Vollrats iſt. Der in dieſem Gebäude befindlichen Erde, vorzüglich aber dem Bauſchutte und Mauerſpeiſe, ſchreibt der Volksglaube Wunderkräfte zu, namentlich in Vertreibung der Ratten und Mäuſe. Mehr noch als dieſes verdient bemerkt zu werden, daß Erzbiſchof Raban in dieſer ſeiner Wohnung bei einer im Jahre 850 ausgebrochenen großen Hungersnoth gegen 300 Arme täglich ſpeiſte. Dieſe und mehr andere, aber gräßliche, Begebenheiten aus bemeldter Hungerzeit erzählen uns die uralten Annalen des Pithöus. Der Ort Winkel wird daſelbſt Winzella genannt. (1) Man wird leicht begreifen, daß dieſes eine Ableitung von dem lateiniſchen Worte Vinicella iſt. In Urkunden des 9. Jahrhunderts kommen die Namen Wynklelum und Wynkelum vor. Im 11. Jahrhundert und ſpäter findet man die Benennungen Wynkela und Wynkelo, aber noch im Anfange des 12. Jahrhunderts erſcheint wieder der Name Winzella in einer Urkunde des Rheingauer Grafen Richolf.

„So wie aus dem Geſagten das hohe Alter des Fleckens Winkel hervorgeht, ſo beweiſen auch den hohen und frühzeitigen Wohlſtand deſſelben die vielen dort ehemals angeſeſſenen Perſonen und Familien des Adels; namentlich hatte ein Aſt des älteſten Rheingrafengeſchlechtes ſeinen Sitz in Winkel. Dankmud, die Tochter Dudos I von Lorch, ward die zweite Gemahlin des Grafen Richolf im weſtlichen Rheingau, † nach 1109. Letzterer ſtiftete die St. Georgsklauſe, erbaute die St. Bartholomäuskirche (wovon weiter unten) führte dabei ein Siechenhaus auf und trug nicht wenig zur Stiftung des Kloſters Biſchofsberg (Johannesberg) bei. Ja er machte letzterem ſogar ein Präſent mit ſeinem eigenen und einzigen Sohne, dem Grafen Ludwig III, und ſeiner Tochter Werntrud. (2) Richolf und ſeine Gemahlin Dankmud begaben ſich in das Kloſter Johannesberg, lebten dort

„(1) Morabatur autem ex tempore Rabanus Archiepiscopus in quadam villa parochiae suae, cui vocabulum est Vinzella.“

„(2) Die Abtei Johannesberg war ein Doppelkloſter, wovon weiter unten ein Mehreres.“

als Mönch und Nonne und ſtarben auch darin. Das Nämliche that auch der Sohn Ludwig, jedoch erſt nach des Vaters Tod und erſt kurz vor dem Jahr 1123. Nach einem ſtreng geführten Leben ſtarb er daſelbſt nach 1140 in einem hohen Alter. Mit ihm erloſch der Zweig der Rheingrafen, welche in Winkel ihren Sitz hatten. Ein großer Theil ſeiner Güter, Rechte und Gefälle, ſammt dem Wohnſitze in Winkel kamen an den Brudersſohn ſeiner Mutter, Wulferich I von Lorch, der ſich hierauf von Winkel benennete, aber allſchon 1118 todt war.

„Dieſer Wulferich hatte eine Hiltrud, Tochter des Rheingrafen Ludwigs II, zur Gemahlin. Ihr Sohn, Wulferich II von Winkel, wurde der Stifter der Kanonie zu Winkel (ſpäter Gottesthal genannt), und mit ihm endete das Dynaſtengeſchlecht von Winkel. Gleichzeitig mit dieſem wohnte ein Rittergeſchlecht in Winkel, das ſich ebenfalls von dieſem Orte benennte. Der erſte bekannte Ritter dieſes Geſchlechts iſt Heinrich I von Winkel, welcher von 1131 bis 1140 urkundlich vorkömmt und eine Tochter Volmars II von Heppenheſte zur Gemahlin hatte. Deſſen Enkel, Embricho II und Heinrich III ſchrieben ſich von Winkel, genannt Greifenklau, und kommen auch unter letzterm Namen allein vor. Sie lebten bis zu den Jahren 1226 und 1227. Friedrich I, des obgedachten Embrichos Enkel, ſchrieb ſich von Greifenklau zu Winkel; er ſtarb ums J. 1270. Ein Sohn oder Enkel von dieſem, der Ritter Friedrich von Greifenklau, nahm den Beinamen zum Volrades an. Vermuthlich hatte er dieſes Schloß, wovon er den Namen annahm, und zwar noch vor 1332, erbaut. Es war dieſes eine Erbſchaft, wie es ſcheint, von den alten Volraden, einer adelichen Familie, welche in Winkel ihren Sitz hatte. Des obgedachten Friedrichs Nachkommen, die Freiherren von Greifenklau zu Vollrats, haben ihren Stammſitz auf dem Schloſſe Vollrats bei Winkel, beſitzen aber auch, wie geſagt, die alte Rabans-Wohnung — vielleicht der Sitz der Volraden — als Eigenthum. Der Flecken Winkel bildete urſprünglich mit Oeſterich und Mittelheim nur eine einzige Gemeinde, und dieſe hatte nur eine Kirche und ſtand in Anſehung ihrer Feldmarken, ihres Gerichts ꝛc. in voller Gemeinſchaft. Die Umſchaffung des

alten Fleckens Winkel in drei besondere Gemeinden, Gerichte, Flecken und Gemarken, Oesterich, Mittelheim und Winkel, geschah wahrscheinlich zu Ende des 12. Jahrhunderts, ohnerachtet noch lange nachher eine gewisse Verbindung unter denselben stattfand.

„Der alte Flecken Winkel hatte schon frühzeitig ein Bethaus (Oratorium), welches Erzbischof Raban, einer alten Tradition zufolge, in seiner kleinen Residenz errichtete. Bodmann nimmt zwar ersteres auch an, glaubt auch, daß Raban solches erbaut habe, will aber nicht zugeben, daß solches in Rabans Wohnung gewesen, auch sucht er letztere nicht in dem alten Gebäude am Rheine, als welches die allgemeine Meinung bisher dafür angenommen hat, indem er vorgiebt: 1) damals (zu Rabans Zeiten) habe es noch keine Hauskapellen gegeben, und 2) sey jenes alte Gebäude am Rheine bei weitem so alt noch nicht, daß es an die Zeiten des bemeldten Erzbischofs reiche. Dagegen glaubt er, daß jene Wohnung und die darin als Ruine befindliche Kapelle etwa diejenige sey, welche die adliche Dame Bertha, eine Tochter des Mainzer Stadtkämmerers Embricho (in den Jahren 1090 und 1099 vorkommend) dem Kloster Johannesberg mit Haus und Zugehör schenkte. Das von Raban erbaute Oratorium — meint Bodmann — sey auf einem andern Platz gestanden, und aus demselben seye vermuthlich die Pfarrkirche erwachsen.

„So sehr ich die Ansichten und Meinungen Bodmanns ehre, so finde ich doch in seinen Angaben noch nicht Gründe genug, um die uralte Tradition von der Wohnung des Erzbischofs Raban am Rheine und dessen noch sichtbaren Reste der Hauskapelle oder eines Oratoriums ganz umzustoßen. Sehr gern will ich aber glauben, daß schon zu den Zeiten Rabans ein Oratorium für die christliche Gemeinde zu Winkel bestanden habe, an dessen Stelle, da es zu klein geworden für die daselbst stets zunehmenden Bewohner, Erzbischof Willegis eine Pfarrkirche zu erbauen und eine Pfarrei zu stiften bewilligte, wovon das St. Victorstift bei Mainz das Patronatrecht erhielt, wie aus dem Protokolle des bemeldten Stiftes vom Jahre 1493 erhellet, wovon

Bodmann einen Auszug liefert. Wenn derſelbe aber das Victorſtift und die Dynaſten von Winkel als Gründer der Kirche und Stifter der Pfarrei angibt, ſo iſt dies ein Widerſpruch, der ſich nur dadurch heben läßt, daß erſteres ſowohl als letztere das Meiſte zur Erbauung der Kirche und Stiftung der Pfarrei beigetragen und beide auch Antheil an dem Patronatsrecht erhalten haben. Das St. Victorſtift machte von ſeinem Rechte nur wenig und endlich gar keinen Gebrauch mehr, woher es ohne Zweifel kam, daß der Rheingraf Wolfram (vermuthlich aus einem Erbrechte der Dynaſten von Winkel) bemeldtes Patronatrecht dem Kloſter Johannesberg, mit Erzbiſchöflicher Bewilligung, im Jahr 1218 überließ. Dieſe Schenkung ſcheint jedoch nicht zu Stande gekommen zu ſeyn, denn wir finden im J. 1219 das Victorſtift und deſſen Propſt im Beſitze dieſes Rechtes, welches aber von beiden abermals außer Acht gelaſſen worden zu ſeyn ſcheint, indem wir ſpäter die Herren von Greifenklau, als Erben der Ritter von Winkel, im Beſitze des Patronatrechtes finden. Endlich fiel es dem Propſte Johannes von Gudenberg wieder ein, von dem alten Kollationsrechte Gebrauch zu machen, wozu das Kapitel 1492 ſeine Einwilligung gab. Dadurch kam aber letzteres in Streit mit der Familie von Greifenklau, welcher im J. 1493 dahin verglichen wurde, daß bemeldte Familie im Beſitze ihres Rechtes ohngekränkt bleiben ſoll, jedoch in der Art, daß dem St. Victorſtift und deſſen Propſte das Recht verbleibe, zu einem der Beneficien in der Pfarrkirche zu Winkel ein taugliches Subject vorzuſchlagen, welches dann die Familie von Greifenklau dem Propſte von St. Moriz in Mainz, als Archidiakon, zu präſentiren habe. Auch dieſe Bedingungen hörten in der Folge auf, und das völlige Präſentationsrecht blieb der Familie von Greifenklau allein. Dagegen kam der Pfarrſatz der ſpäter erbauten Pfarrkirche zu Oeſterich nicht allein gleich Anfangs an das St. Victorſtift, ſondern dieſes blieb auch in ohngeſtörtem Beſitze bis zu ſeiner Auflöſung. Vermuthlich hat die Kirche daſelbſt ihre Erbauung bemeldtem Stifte zu verdanken. Der Flecken Oeſterich ſelbſt iſt eine ſpätere Ausdehnung des alten Fleckens Vinicella, denn im J. 817 waren auf dem Platze, wo

jetzt Oesterich steht, Weingärten, und derselbe Platz hieß damals Elisa, so wie der nahe Bach.

„Zu Mittelheim — dem mittlern Theile des alten Winkels — bestand bereits unter Erzbischof Markulf, im J. 1141, eine Augustiner-Kanonie, und zwar als ein Doppelkloster, dergleichen man im Rheingau, zu Mainz und andern Orten mehrere fand. Die Schwestern dieser Kanonie wohnten mit den Brüdern unter einem Dache, welche Art von Gemeinschaft aber nicht von langer Dauer war. Die Chorherren mußten noch vor dem Ende des 12. Jahrhunderts auswandern und überließen Kirche, Haus und Güter den Schwestern allein. Diese wurden jedoch des dortigen Aufenthaltes, aus unbekannten Ursachen, müde, und unternahmen in der Nähe von Mittelheim im Anfange des 13. Jahrhunderts einen neuen Klosterbau, welchen der Rheingraf Sifrid zwar sehr beförderte, der aber doch erst gegen das Jahr 1250 ganz vollendet wurde. Inzwischen scheinen die Nonnen alle bereits im J. 1217 in dem neuen Kloster — Gottesthal — gewohnt zu haben, und nicht erst im J. 1250 dahin gezogen zu seyn. Das Haus und die Kirche zu Mittelheim wurden später der Gemeinde überlassen. Ersteres ward und blieb bis auf den heutigen Tag das Pfarrhaus und letztere die Pfarrkirche. Beide haben eine schöne Lage am Rhein. Das Patronatrecht bemeldter Pfarrei hatte sich das Kloster Gottesthal vorbehalten, und es blieb im Besitz bis zu seiner Auflösung.

„Zur Gemeinde Winkel (circa 1400 Seelen stark) gehört auch noch das gleich unterhalb des Fleckens Winkel liegende ehemalige Dorf Klingelmünde, von der daselbst in den Rhein mündenden Klingelbach also benennt. Als im Jahr 1108 der Graf Richolf vom Rheingau eine Kapelle dort erbaute, welche zu Ehren des h. Apostels Bartolomäus eingeweihet wurde, so erhielt das Dorf den Namen St. Bartolmä. Dieses ist jedoch nach und nach bis auf einige Häuser eingeschrumpft, die Kirche aber bis auf die neuesten Zeiten stehen geblieben und erst im J. 1774 völlig abgebrochen worden. Von dem bei St. Bartolmä vormals gehaltenen Haingerichte und der noch ältern Landgerichtsstätte oder Malstatt Lützelaue, bei Winkel, soll in der Folge noch die Rede seyn.

„Maleriſche Anſichten von Winkel und Johannesberg haben geliefert: Vogt, in den Maleriſchen Anſichten des Rheines von Mainz bis Düſſeldorf, 1807, in gr. 8., mit 32 nach der Natur von Schütz aufgenommenen und von Günther geſtochenen Kupfern. Sodann J. Nour, in den Maleriſchen Anſichten vom Rhein ꝛc. in 72 Blättern, mit Text von A. Schreiber. Ein in Kupfer von G. Reinheimer geſtochenes und von Schütz dem Vetter gezeichnetes, illuminirtes Bild von Winkel, Johannesberg, Geiſenheim und Umgebungen, iſt wohl eins der ſchönſten, welche der Verfaſſer kennt."

Mittelheim, Mittilaha im Jahre 1191 und 1259, dürfte ſeinen Namen der Mittilaha, Mittelbach zwiſchen den größern Bächen, der Elſe, Elzbach bei Oeſtrich und der Winkeler Bach, entlehnen. Das Stift St. Johann zu Mainz beſaß gegen Ausgang des 12. Jahrhunderts »in Mittilheim vinearum iugera III cum area una ad edificandum, que nobis dedit Alda beate memorie gloriosa«. Alda, in Weſtphalen geboren, und als freigebige Wohlthäterin verſchiedener Geſtifte geprieſen, ſtarb nach dem Necrolog von St. Johann im Laufe des 12. Jahrhunderts. Auch die Propſtei Ravengirsburg beſaß hier Güter, die ſie jedoch im J. 1313 an den Rheingrafen Siegfried gegen Güter zu Boppard vertauſchte: »Nos vero Stephanus (der Propſt) predictus dedimus Ringravio omnes vineas nostras, quas a Godefrido de Merle apud Lorchen et Mettelenheim ex nostra pecunia comparavimus.« Der Ort blieb aber lange höchſt unbedeutend, bis die von Hohe (Eberbach) ausgewanderten regulirten Chorherren daſelbſt ſich niederließen, eine Kirche erbauten und in dieſer Weiſe den Grund zu dem Aufkommen einer ſelbſtſtändigen Gemeinde legten. Gleichwohl verharrte Mittelheim, das dem Auge als die Fortſetzung von Winkel erſcheint, noch lange, ſowie Oeſtrich, in der Gemeinſchaft der Feldmark mit Winkel, wie denn erſt im Jahre 1386 Erzbiſchof Adolf die Marken von Mittelheim und Oeſtrich ſchied, verordnend:

„Um ſolche Zweiung, als unſe Dörfer die von Oeſtrich und die von Mittelheim bisher gehabt han, und der beiderſeit an uns gangen ſind, deß ſcheiden wir und ſetzen ſie in der Maßen,

als hernach geschrieben steht. Zum ersten setzen und scheiden wir sie, daß die Dörfer Oestrich und Mittelheim mit ihrer Feldmarken geschieden sollen sein in der Maß, als jeglichs Dorf die bisher behüt und beschatzet hat. It. so setzen und scheiden wir sie um den Wald, daß sie den theilen und untersteinen sollen, also daß den von Mittelheim das Fünftheil an dem Wald fürbaß werden und zugehören soll, dabei wir auch unsen Vitzthum schicken wollen, sie darum zu unterscheiden. It. so wollen und setzen wir auch, daß die von Mittelheim zu Gericht und zu ungeboten Dingen gehen sollen gen Oestrich, als sie das bisher gethan han, als lange als wir sie anders darum heißen. It. wollen und bescheiden wir sie, daß die von Oestrich und Mittelheim fürbaß in einem Amt bleiben sollen, darin sie mit andern Dörfern, die dazu gehören und bisher gewest sind, doch also, daß die von Mittelheim uns, unsen Nachkommen und dem Stift zu Mainz an Beden, Steuern, Reisen, Ausziehen, Diensten und andern Sachen ein Fünftheil thun und geben sollen für sich besonders, als die von Oestrich und sie gemeinlich bisher gethan und gegeben han. It. mögen die von Mittelheim fürbaß solch fünfte Theil an Beden, Steuren, Reisen, Ausziehen, Diensten und andern Sachen unter ihnen, und ohne die von Oestrich setzen und machen und thun, als sich das gebüren mag; und mögen auch fürbaß, ob ihnen gebürt auszuziehen und zu reisen, ihre eigene Kost und Zehrung haben besonders, oder mit welchem Dorf, das in das Amt gehört, sie gelüstet zu thun. Was auch die vorgenannten Dörfer Oestrich und Mittelheim in ihren gemeinen Sachen kundlichen verschrieben han von Gülten oder anderer Schuld, dabei wollen wir unsere Freunde schicken, das zu verhören, und sie darum setzen und scheiden, daß ihnen beiderseit nach Anzahl gleich geschehe, als vorgeschrieben steht. Datum Eltvill in festo Omnium Sanctorum anno 1386."

Im J. 1396, wie auch nach des Kurfürsten Albrecht Neuer Ordnung und Regiment der Landschaft Rheingau, 1527, gehörte Mittelheim nach Oestrich in das Gericht. Laut der von dem schwäbischen Bund ausgeschriebenen Brandschatzung enthielt der Ort damals 62 Herdstätten. Die Pfarrkirche zu St. Egidien, ur-

ſprünglich eine Kloſterkirche, wurde bei der Verlegung des Kloſters nach Gottesthal im 13. Jahrhundert der Benutzung der Gemeinde überlaſſen, doch blieb den Nonnen das Patronatrecht. Auch beſtanden hier vordem drei Capellen, zur h. Jungfrau, St. Laurentius und nahe am Rhein St. Nicolaus. In die Pfarrei, 486 Seelen, gehört einzig die drei Viertelſtunden entfernte Pfingſtmühle.

Vollraths, Gottesthal.

„Da ein Rittergeſchlecht, das den Namen Volrades führte, bereits 1268 urkundlich vorkommt, nämlich Cunradus dictus Volrades armiger und 1298 Henricus miles dictus Volraids, ein Beiname, der an den bereits 1218 erwähnten Volradus de Winkela miles anklingt, ſo iſt die von Bodmann aufgeſtellte Meinung, daß erſt der 1349 als unzweifelhafter Ahnherr des Geſchlechtes Greifenklau erſcheinende Ritter Friedrich zum Volrades als der Erbauer der Burg Vollraths zu betrachten ſei, dahin zu berichtigen, daß das Mainziſche Miniſterialgeſchlecht von Winkel, von dem die Greifenklau urkundlich abſtammen, bereits im 13. Jahrhundert im Beſitze von Vollraths war, ſich in einzelnen Gliedern davon nannte, und daß der Name der Burg mit hoher Wahrſcheinlichkeit von einer Anſiedelung jenes 1218 erſcheinenden Volradus de Winkela miles herrührt, welche ſchlechtweg „zum Volrades" genannt wurde, indem man dabei die genauere Bezeichnung, Volrads Haus oder Burg, wegließ. Damit wäre die moderne klöſterlich-fromme Interpretation des Namens Voll Raths — entſprechend dem Namen der biſchöflichen Burg zu Trient in Wälſchtyrol, Buon consiglio, zum Andenken an den guten Rath der Erbauung einer Zwingburg, den ein Hofmann dem Biſchof in ſeinem Hader mit der Stadt Trient gab — beſeitigt und ein nicht ritterlicher Urſprung des Stammhauſes der edlen Greifenklau von Vollraths gerettet.

„Es iſt bereits erwähnt, daß die Greifenklau ein Zweig der alten Mainziſchen Miniſterialen von Winkel ſind und daß ſie

ihren Stammbaum urkundlich ſicher auf einen Heinrich von Winkel, Gem. von Heppenheſt, zurückführen, der 1131—1140 erſcheint. Zwei Enkel deſſelben, Embricho und Heinrich von Winkel, führen zuerſt den Beinamen Greifenklawe, 1196—1227, und iſt zu vermuthen, daß der 1268 erſcheinende Conradus dictus Volrades armiger mit dem 1228—1244 erſcheinenden Conrad von Winkel genannt Greifenklau, Embrichos Sohn, entweder identiſch oder doch mit ihm, wie mit dem 1298 urkundlich aufgeführten Henricus miles dictus Volraids, ſtammverwandt iſt. Im J. 1332 tritt Herr Friderich Greiffenklauwe, Ritter, zuerſt mit dem ſtändigen Beinamen zum Volrades auf und hat ſeitdem das Geſchlecht an dem Doppelnamen und dem feſten Wohnſitze auf der Burg Vollraths feſtgehalten, während der urſprüngliche Name von Winkel aufgegeben wurde. Eine eigene Fügung des Schickſals war es, daß am 14. März 1860 der letzte Sproſſe dieſes uralten Hauſes, der Freiherr Otto Philipp Johann von Greifenklau zu Vollraths, nicht auf ſeiner Burg Vollraths, ſondern in dem älteſten und eigentlichen Stammhauſe zu Winkel verſtarb, von wo das Geſchlecht vor 700 Jahren ausgegangen war, und daß ſich damals noch beide Stammſitze — wenn auch unter Sequeſter — im Beſitze der Familie erhalten hatten.

„Das Schloß Vollraths, ſtets im Allodialbeſitze der Familie, liegt am Abhange des Rheingauer Gebirges an dem obern Ende einer flachen Thalſenkung, die ſich von dort nach Mittelheim hinabzieht, rings umgeben von den herrlichſten Weinbergslagen, einen prachtvollen Proſpect über den lachenden Rheingau vor ſich ausgebreitet. Das jetzige Schloß iſt dem Character der übrigen mittelrheiniſchen Burgen ganz entgegengeſetzt, kein übereinander gehäuftes, confuſes, aber maleriſches Durcheinander von Thürmen und thurmartigen Häuſern in Mitten von terraſſenartig aufſteigenden Ringmauern und crenelirten Eckthürmen, ſondern ein breit und bequem hingelagertes regelmäßiges Viereck niedriger, unter einem Dach hinlaufender Herrſchafts- und weitläuftiger Wirthſchaftsgebäude mit mehren Höfen, großen Gärten und — die kleine Thurmcitadelle im Hofe abgerechnet — ohne jegliche Befeſtigung. Die ganze Anlage gleicht daher mehr einem der

großartigen Magnatenſitze in den Flächen von Franken, Bayern, Oeſtreich oder Schleſien, als einer rheiniſchen Ritterburg. Die Beſchreibung wird zeigen, daß wir in dem gegenwärtigen Schloſſe auch nicht mehr die alte Burg Vollraths des Mittelalters, ſondern einen großen herrſchaftlichen Wohn- und Wirthſchaftscomplex des 17. und 18. Jahrhunderts vor uns haben, wie er ſonſt am Mittelrhein nicht leicht gefunden wird.

„Tritt man durch das hohe, weitgeöffnete, mit dem Greifenklauiſchen Wappen gezierte Schloßportal im ſchweren Barockſtyl des 17. Jahrhunderts in den vordern herrſchaftlichen Hof, ſo hat man die herrſchaftlichen Wohngebäude, zwei Stock hoch mit vielen Fenſtern, zur Linken. Die Eingangsthür derſelben tragt das Greifenklau-Sickingiſche Allianzwappen und bezeichnet alſo Johann Erwin von Greifenklau und Anna Liobe von Sickingen zwiſchen 1688—1704 als die Bauherrſchaft. Aus dem vordern herrſchaftlichen Hof tritt man durch ein zweites Thor in einer niedern Trennungsmauer in den großen Wirthſchaftshof mit einem Brunnen und dem rieſigen Miſthaufen in der Mitte, rings von ſtattlichen Wirthſchaftsgebäuden, Stallungen und Scheuern umgeben, die auf ihren mächtigen Steingiebeln die Wappen Johann Philipps Greifenklau von Vollraths, Fürſtbiſchofs zu Würzburg 1699, und Johann Erwins Greifenklau von Vollraths und ſeiner zweiten Ehefrau Maria Katharina Kottwitz von Aulenbach (nach 1705) tragen. Oeſtlich und ſüdlich, dem herrſchaftlichen Flügel gegenüber und ſich weit hinter die Wirthſchaftsgebäude ausdehnend, liegen große Zier- und Küchengärten, Baumſchulen, Orangerie- und Gartenhäuſer, ſowie ein modernes Wohngebäude, von einer hohen Ringmauer umgeben, welche ſich rechtwinkelig dem Gebäudeviereck anſchließt und ſomit ein faſt regelmäßiges Quadrat von 450 Fuß Länge und 430 Fuß Breite darſtellt, ſo daß alſo das Schloß mit ſeinem Zubehör eine Grundfläche von faſt 4 Morgen einnimmt.

„Intereſſant wegen der eigenthümlichen Anlage — nur am Niederrhein und in Holland findet ſich Aehnliches — iſt eine in der Mitte des Schloſſes zwiſchen den Gärten und Wirthſchaftsgebäuden ſich erhebende kleine Citadelle, offenbar beſtimmt, dem

wehrlosen Ganzen in Kriegszeiten als Vertheidigungs- und Zufluchtsort zu dienen. Mitten in einem rings ausgemauerten tiefen Weiher erhebt sich nämlich ein 5 Stock hoher, mit einem Kuppeldach gekrönter Thurm mit Treppenthürmchen und zierlichem Erker, jedenfalls der einzige Rest der mittelalterlichen Burg Vollraths, wenn auch nicht von zu hohem Alter, da die Thüre des Treppenthurmes bereits den Eselsrückspitzbogen aus dem Ende des 15. Jahrhunderts mit dem Greifenklauischen Wappen von zwei Greifen gehalten, die Hauptthüre des Thurmes aber das noch jüngere Greifenklau-Reifenbergische Allianzwappen mit der Inschrift D(iederich) G(reifenklau) V(on) V(ollraths) und A(nna) V(on) R(eifenberg) mit der Jahreszahl 1589 zeigt. Ein kleiner, von einer Schießschartenmauer umgebener Vorhof deckt den einzigen Zugang zum Thurm auf einer hölzernen Brücke, die vom Wirthschaftshofe her über den Wassergraben gelegt ist. War die Brücke aufgezogen, so befanden sich die Schloßbewohner mit der werthvollsten Habe in dem massiven hohen Thurme und das Vieh in dem kleinen Vorhofe in vollkommenster Sicherheit, eine Maasregel, die gegen die Räuberbanden des 30jährigen Krieges und der folgenden Schreckenszeiten gewiß häufig nothwendig war. Zur Zeit gehört Vollraths dem Grafen Hugo von Matuschka in Schlesien, der die Greifenklauische Erbtochter Sophie geheurathet hat." Es ist ein sehr bedeutendes Gut, beiläufig zu 400,000 Rthlr. gewürdigt, das nur an Wein seine 40 Stückfaß ertragen kann, ein werthvolles, liebliches, dem Nachbar vom Johannesberg ähnelndes Gewächs, dessen verhältnißmäßige Leichtigkeit vielleicht lediglich durch die vieljährige Sequestration verschuldet ist.

Den gütigen Mittheilungen des Hrn. Elteſter mögen einige Zusätze für die Abth. I Bd. 3 S. 598—730 gegebenen Nachrichten von dem Geschlecht der Greifenklau sich anschließen. Johann Erwins, S. 609, erste Frau, Anna Lioba von Sickingen, verm. 29. Juni 1688, starb 1704, eine Mutter von fünf Söhnen und zwei Töchtern. Die zweite, Maria Katharina Kottwitz von Aulenbach, verm. 8. Febr. 1705, starb 1715. Von ihren zwei Kindern starb der Sohn in früher Jugend, die Tochter, Anna Lioba, geb. 1708, heurathete 1727 den Karl Heinrich von Wars-

berg. Die dritte Frau, Maria Anna Walbott von Baſſenheim, verm. 1716, ſtarb, zuſamt dem Kinde im Wochenbett, 1717. Die vierte Frau, Maria Dorothea Ferdinandine von Frankenſtein, verm. 1719, hatte ſechs Kinder, Maria Anna Sophia, geb. 1722, verm. 1739 mit Johann Ferdinand Sebaſtian von Sickingen zu Hohenburg. Der älteſte Sohn ſtarb in der Kindheit. Damian Hugo Kaſimir Friedrich ward Domicellar zu Mainz 1738, gleichwie Philipp Ernſt Marſilius das 1741 zu Würzburg geworden iſt. Dieſer ſtarb jedoch 12. Jul. 1750. Franz Karl Philipp Anton war geboren 1726, und kommt deſſen Bruder, Adolf Wilhelm Franz, geb. 1727, im J. 1757 als kurmainziſcher Kammerherr, adlicher Hof- und Regierungsrath vor. Ihn, der mit Guntheim und Vollraths abgefunden, halte ich, salvo meliori, für den Vater von Karl Friedrich, deſſen Heurath mit der von Horix ſo großes Aufſehen erregte. Karl Friedrich kommt 1776 und 1781 als kurmainziſcher Kammerherr vor, wird aber 1787 nicht mehr unter den Kammerherren genannt. Ob er damals nicht mehr bei Leben, oder ob ihm der Schlüſſel wegen der Heurath, oder aus andern Gründen entzogen worden, weiß ich nicht. Von den Töchtern der erſten Ehe heurathete Maria Anna 1713 den Wolf Eberhard von Dalberg, Maria Tereſa Helena 1725 den Franz Wolfgang von Stechau. Der erſtgeborne Sohn ſtarb in der Wiege. Karl Philipp Heinrich iſt der Fürſtbiſchof zu Würzburg, von welchem Abth. I Bd. 3 S. 609—611 gehandelt. Franz Erwin, Domherr zu Bamberg und Würzburg, Stiftsherr zu Comburg, ſtarb 16. April 1720. Wilhelm Damian ſtarb als Knabe. Lothar Gottfried Heinrich, von dem Abth. I Bd. 3 S. 611 geſprochen, verm. 1714 mit Maria Anna Franziſca Eſther Schenk von Staufenberg, Wittwer 26. Aug. 1723, nahm 1724 die zweite Frau, Anna Margaretha von Hoheneck.

Lothar Gottfried Heinrich gewann in der erſten Ehe vier Söhne und zwei Töchter, in der andern Ehe fünf Söhne und ſo viel Töchter. Der älteſte Sohn, Johann Philipp, iſt Abth. I Bd. 3 S. 611 vorgekommen. Dort iſt auch Lothar Franz Philipp Erwin Heinrich Karl genannt, als welcher noch 1796 als Dompropſt zu Würzburg, Propſt zu St. Alban in Mainz und

zu St. Burkard in Würzburg, Capitular zu Comburg, Herr zu Bodenheim, Kanzler der Universität Würzburg genannt wird. Er muß 1797 gestorben sein und gab seine reiche Erbschaft Veranlassung zu dem unglücklichen Ankauf der Herrschaft Hermanmiestetz. Franz Wilhelm Friedrich Ferdinand Reichard, geboren 1. Aug. 1723, war Domicellar zu Augsburg. Von den Töchtern heurathete die eine, Maria Philippina Franziska, 1732 den Johann Friedrich Anton Valentin Zobel von Giebelstatt, die andere, Maria Sophia Teresa, 1736 den Karl Joseph Boos von Waldeck. Die Kinder der zweiten Ehe folgen also: 1. Christoph Franz Adam Marsilius, 2. Adolf Karl Philipp, 3. Maria Anna Josepha, 4. Friedrich Franz Philipp Peter, 5. Maria Teresa Anna Lioba, 6. Maria Anna Sophia Polyxena Antonia, 7. Maria Eleonora Amalia Sophia, 8. Philipp Karl Anton Ignatius, 9. Maria Karolina Teresa Esther, 10. Franz Gottfried Lothar. Franz Gottfried Lothar, geb. 16. Dec. 1738, wird noch im Jahr 1798 aufgeführt als Domherr Jubiläus zu Würzburg, Dechant des Ritterstiftes Comburg, Propst der Collegiatstifte zu Hauch und Neuenmünster in Würzburg. Philipp Karl Anton Ignatius, des St. Josephordens Ritter, kurmainzischer und fürstlich Würzburgischer Geheimrath, Oberstallmeister zu Würzburg, Oberamtmann zu Aura-Trimberg, auch kaiserlicher wirklicher Rath, des Cantons Baunach Ritterrath, endlich großherzoglich Würzburgischer Oberstallmeister, geb. 3. Aug. 1735, starb im J. 1814. Von den Kindern seiner Ehe mit Maria Eleonora Katharina Wolfskehl von Reichenberg, Johann Philipps Tochter, kann ich nur drei mit voller Gewißheit aufführen, zwei Töchter, von denen die eine an den k. k. Obristen von Bogdan, die andere, Philippine, gleich verehrungs- und liebenswürdig, an Emmerich von Eltz-Rübenach verheurathet. Der Sohn, Aloys Otto Philipp Johann Freiherr Greifenklau von Vollraths, geb. zu Würzburg, 28. April 1777, Domicellar zu Trier 1787 und 1798, erkaufte 1798 um 600,000 Gulden die große Herrschaft Hermanmiestetz in Böhmen, um sie nach kurzen Jahren wieder zu veräußern, und starb in dem Alter von 83 Jahren, der letzte Mann seines Stammes, zu Winkel, 14. März 1860.

Ich war, ſchreibt P. Hermann Bär, der ſich nicht leicht erwärmt, „ich war den Freiherrn von Greifenklau, als dem noch einzigen unbezweifelten Reſt des alten Rheingauer Adels, größre Rückſicht ſchuldig. Aber nicht nur ihr Alter macht ſie für die Geſchichte des Rheingaues merk- und ehrwürdig. Auch andre Verhältniſſe räumen ihnen beſondre Vorzüge ein. Sie ſind und waren von jeher die einzigen, welche im mittlern Rheingaue, der die Ortſchaften Oeſtrich, Winkel, Mittelheim, Hallgarten und Johannsberg begreift, ritterſchaftliche Güter beſaßen. Dies gab ihnen bei der ehmaligen Verfaſſung des Rheingaues großes Anſehen und Gewicht. Zwei von ihnen geſtiftete Klöſter, von welchen das eine noch beſteht, zwo aus ihren Mitteln begiftete Pfarrkirchen nebſt andern geringern Pfründen verkünden ihre Wohlthätigkeit und verdienen den Dank der ſpäteſten Rheingauer. Um das Beſte des Landes haben ſich mehrere aus ihren Stammgliedern als Viztume verdient gemacht. Doch von allem dieſem mehreres an ſeinem Orte."

In keinem Falle iſt Aloys Otto Philipp Johann Greifenklau des Oberſtallmeiſters einziger Sohn geweſen. Ein anderer Sohn war Franz Karl Friedrich Joſeph, geb. 1770, adelicher Hofrath zu Würzburg, Landgerichtsbeiſitzer und Oberamtmann zu Eltman und Haßfurt im J. 1798. Verm. mit einer von Hettersdorf, in anderer Ehe mit einer von Reinach, iſt er 1814 geſtorben. Noch ein Sohn, Aloys Philipp Karl, k. k. Kämmerer, geb. 1778, geſt. 1825, war in erſter Ehe mit der Gräfin Walpurgis von Wallis, in anderer Ehe mit der Gräfin Eliſabeth von Noſtitz verheurathet. Er hinterließ zwei Töchter, Adolfine, der erſten Ehe angehörend, und zu Bergamo 23. März 1813 geboren, vermählte ſich 16. Juni 1836 mit Karl Adolf von Salis-Samade. Sophie, die Tochter zweiter Ehe, geb. 1825, iſt an den Grafen Hugo von Matuſchka auf Rohrwieſe verheurathet, und rechtet mit dem Freiherrn Clemens Wenceslaus von Eltz-Rübenach, der Philippine Greifenklau Sohn, um den Beſitz von Vollraths. Die Umſtände des Proceſſes ſind mir durchaus unbekannt. Einſtweilen iſt die Gräfin Matuſchka dem Beſitze eingewieſen.

Die Matuſchka ſind eines alten urſprünglich böhmiſchen Rittergeſchlechtes mit dem Prädicat von Topolczan. Eine kurze

Stammtafel, mit Matthias, um 1540, beginnend, liefert Balbin. Deß Urenkel, Heinrich Matuschka von Topolczan, mit einer Skrbenski verheurathet und Vater des Appellationsgerichtsraths Johann Karl, von dem Nachkommenschaft, soll einen Bruder des Namens Friedrich gehabt haben. Dieser, k. k. Obriſtwachtmeiſter, oder vielmehr sein Sohn Franz Friedrich (1670), der Möſtichen in dem Kreiſe Schwiebus erwarb, begründete die ſchleſiſche Linie. Ernſt Rudolf, auf Börnchen bei Bolkenhain und Thomaswaldau bei Striegau, geb. 1669, war Anfangs Regierungsrath für das Fürſtenthum Liegnitz, ſpäter k. k. Rath, der Fürſtenthümer Schweidnitz und Jauer Landeskanzler, wurde am 3. Mai 1715 in den böhmiſchen Freiherrenſtand erhoben, und ſtarb 13. Febr. 1725. Sein Sohn Friedrich Rudolf, geb. 1. April 1706, kön. preuſſiſcher Oberamtsrath, erheurathete mit Joſepha Barbara von Spättgen die Herrſchaft Zülz, im J. 1747 von der Oberamtsregierung in Oppeln zu dem Werth von 237,762 Rthlr. feil geboten, und Pitſchen, weiland biſchöfliches Lehengut, in dem Kreiſe Neumarkt, wurde von K. Friedrich II in den Grafenſtand erhoben, auch ermächtigt, der Freiherren von Spättgen Namen und Wappen den ſeinen beizufügen, erbaute das Schloß Pitſchen und ſtarb 10. Febr. 1770. Er hinterließ zwei Söhne, deren einer, Johann Nepomuk, ſich den geiſtlichen Stand erwählte und noch 1805 als reſidirender Domherr zu Breslau vorkommt. Er hat auf die Sammlung eines ſehr bedeutenden Naturalien- und Kunſtcabinets „große Summen verwendet und hiermit den Beweis abgelegt, daß er ſein Vermögen auf eine ſeines gelehrten Bruders würdige Art anzuwenden weiß. Das gedachte Cabinet iſt in Betreff der Conchylien von ungemeinem Werthe und wohl ohne ſeines Gleichen, da das allbekannte Martiniſche Cabinet mit demſelben vor einigen Jahren vereiniget worden iſt. Vor dem Brande (1759) ſchätzte man die Sammlung auf 40,000 Rthlr., der Brand hat zwar nur dem Bildercabinet etwas geſchadet: allein ein Freund des Beſitzers hatte wider den Willen deſſelben das Naturaliencabinet einräumen und fortſchaffen laſſen; auf dieſe Art iſt dann ein beträchtlicher Theil zu Grunde gerichtet und geſtohlen worden. Ungeachtet nun dieſe Sammlung

selbst seit dem Brande im Thierreiche so manchen Zuwachs erhalten hat, so schätzt man sie gegenwärtig (1794) doch nur auf 30,000 Rthlr. Außer vielen Tausenden See- und Flußmuscheln, außer den ungemein vielen Doubletten, Tripletten waren an eigentlichen Conchylien 1923 Arten verzeichnet. Unter den Gemälden befanden sich ein Rubens, Arbeiten von Rottmayer, Willmann, Caracci, Ruysdale, Rosa, Rembrand, Espagnol ꝛc."

Des Domherren Bruder, Graf Heinrich Gottfried, Oberamts-Regierungsrath zu Breslau und seit Errichtung der schlesischen Landschaft General-Landschaftsrepräsentant von Mittelschlesien, auf Zülz und Pitschen, geb. 23. Febr. 1734, starb 19. Nov. 1779. Man hat von ihm, dem entschiedenen Anhänger Linnés, eine Flora Silesiaca oder Verzeichniß der in Schlesien wildwachsenden Pflanzen, 2 Theile, Breslau, 1777, 1778, die nach dem damaligen Standpunkt der Wissenschaft ungemein verdienstlich. Seiner Ehe mit der Gräfin Bernhardine Clairon d'Haussonville gehören an Joseph, Heinrich und Bernhard, dieser geb. 17. Sept. 1764, gest. 27. Sept. 1820. Mit der Gräfin Teresa von Lodron, gest. 6. Oct. 1836, hat er die Herrschaft Arnsdorf bei Schmiedeberg, wozu Kromhübel und Plagnitz, Glausnitz, Querseifen und Steinseifen gehören, erheurathet, und ist sein Nachfolger darin geworden der Sohn Benno Maximilian Hugo. Graf Heinrich, geheimer Oberjustizrath, geb. 18. Aug. 1766, heurathete am 22. Nov. 1792 die Gräfin Maria Josepha von Oppersdorf. Sie besaß gemeinschaftlich mit ihrer Schwester Antonie die Herrschaft Drewohostitz in dem Prerauer Kreise von Mähren, und starb 26. Febr. 1799, nachdem sie zwei Tage vorher, den 24. Febr. durch Testament ihren Gemahl, den Grafen Heinrich für die eine Hälfte ihres Vermögens, für die andere ihre drei Söhne Eduard, Albrecht und Hermann zu Erben ernannt hatte. Die sind alle drei im Jünglingsalter verstorben, und der Vater nahm, 20. Nov. 1801, die zweite Frau, die Schwägerin Antonie, gest. 1815. Auch sie hatte durch letzten Willen vom 26. Mai 1815 den Gemahl zusamt der Tochter Maria Franzisca zu Haupterben eingesetzt, worauf der Graf am 4. Nov. 1820 als Besitzer der ganzen Herrschaft Drewohostitz

gerichtlich ausgezeichnet wurde, sie auch bis zu seinem Ableben, 14. Oct. 1845 behielt. Reinhold, der Sohn seiner dritten Ehe (2. Juni 1816) mit Antonia Maria Rosalia Wiesner, besitzt Gorkau bei Köben.

Graf Joseph auf Zülz, Pitschen (Majorat) und Kupferberg, unweit Hirschberg, starb 2. Juni 1829, die Söhne Anton, Victor, † 1851, Gustav auf Kupferberg, Otto auf Ober-Schönfeld und Kosel bei Bunzlau und Valerius auf Florsdorf und Sohr-Neuendorf bei Görlitz hinterlassend. Graf Anton Matuschka von Topolczan, Freiherr von Spättgen, Inhaber des Majorats Pitschen, geb. 1. Sept. 1786, ist mit Maria Aloysia von Montbach verheurathet und Vater von vier Kindern. Der ältere Sohn, Alfons Maria, geb. 1822, besitzt Klein-Pramsen und Eloysenhof bei Zülz, und ist in der Ehe mit der Gräfin Gabriele von Matuschka, des Grafen Hugo Schwester, ein Vater von sechs Kindern, darunter vier Söhne, geworden. Der jüngere Sohn, Eloy Maria, geb. 1834, besitzt Bechau, Rottwitz, Schlaupitz, Antheil Klodebach, Gläsendorf und Guttwitz, sämtlich bei Neiß gelegen und vordem derer von Montbach Eigenthum. Gustav, verm. 16. Jul. 1815 mit der Gräfin Julie von Hoverden-Plencken, wurde ein Vater von vier Kindern. Der älteste Sohn, Graf Hugo auf Rohrwiese, unweit Naumburg am Bober, geb. 12. Febr. 1822, hat sich die Erbin der Greifenklau gefreiet.

Des letzten Greifenklau Mutter war, wie gesagt, eine Wolfskehl von Reichenberg, des fränkischen Geschlechtes, das in keiner Verbindung steht mit den Wolfskehl des Maifeldes oder des Gerauer Landes, das ich aber hier in einigen Worten zu feiern mir nicht versagen kann, in Betracht ihm angehörte der heldenmüthige Christian Wolfskehl, gefallen in dem Treffen an der Piave, bei S. Salvadore, 8. Mai 1809; außerdem muß ich sühnen schweres Unrecht, begangen in dem Unmuth über den kläglichen Ausgang des herrlichen Ordensstaats an Weichsel, Pregel und Düna, und seiner ehrwürdigen Trümmer im Jahre 1809, indem ich von unächten Franken sprach. Als solche haben sich zu keiner Zeit die Ritter der Orte Odenwald, Rhön und Werra, Baunach, Steigerwald, Gebirg, Altmühl gezeigt, und

abſonderlich in den Agonien des deutſchen Kaiſerthums dargethan, daß ſie die unverfälſchte Nachkommenſchaft der von Chlodwig nach dem obern Main geführten Colonia equestris. Damit haben ſie in hohem Grade ſich den Unwillen des Machthabers in Frankreich zugezogen. Chriſtians Wolfskehl Heldenbahn iſt Abth. I Bd. 2 S. 646—647 in mangelhafter Kürze dargeſtellt, wo nicht angemeldet, daß er im Jahre 1797 Obriſt und Commandeur des prächtigen Carabinierregiments, Herzog Albert von Sachſen-Teſchen, das zwar im f. J. in ein Cüraſſierregiment umgeſchaffen wurde, im J. 1800 Generalmajor und Brigadier, mit der Station Güns bis 1804, dann 1805 in Lindau, 1806 in Peterwardein, 1807 in Szikſö, endlich, ſpät genug, 1808 Feldmarſchall-Lieutenant geworden iſt. Sein Geſchlecht iſt uralten Herkommens. Heinrich Wolfskehl der Junge kommt 1101 als Zeuge vor. Seines Ureukels Friedrich Söhne, Wilhelm und Friedrich, geriethen, wie es heißt, zu Streit hinſichtlich des Wappens, indem Friedrich den Roſenzweig mit 3 Roſen, welchen der Mohr in der Hand tragt, verändern wollte, in der That auch verändert hat, ſo daß der Mohr der Grumbach, denn dieſen Namen entlehnen ihrer Beſitzung Burg-Grumbach Friedrich und ſeine Nachkommen, rechts, jener der Wolfskehl links ſchauet, dieſe auch der Helmzier, dem doppelten Flug, ein Fähnlein hinzufügen. Während die Grumbach ihren ſehr bedeutenden Güterbeſitz auf dem rechten Mainufer durch Wilhelms von Grumbach Frevel und Aechtung einbüßten, indem daraus das Würzburgiſche Amt Rimpar-Proſelsheim gebildet worden, haben die Wolfskehl ihr Stammgut auf dem linken Mainufer, Albertshauſen, Allersheim, Fuchsſtadt, Geroldshauſen, Lindflur, Reichenberg, Rottenbauer, Uettingen, Ungershauſen und Zöllingen, einen zuſammenhängenden Landſtrich in dem fruchtbaren Ochſenfurter Gau, beinahe unverſehrt erhalten. Darin übte die Herrſchaft bis zum J. 1806 die peinliche Gerichtsbarkeit durch ein ſelbſtſtändiges Zentamt. Otto Wolfskehl, den 30. Aug. 1333 zum Fürſtbiſchof von Würzburg erwählt, vermehrte das Hochſtift durch den Ankauf der Städte Rothenfels, Gemünden und Mainbernheim, des Antheils an Kitzingen, Heidingsfeld und Schloß Ingolſtatt, erkaufte für ſich

und seine Brüder am Freitag vor Jacobi 1345 Albertshausen samt dem dasigen Hälsgericht, und starb 13. August 1345. Wiprecht Wolfskehl kommt bei Spangenberg als ein berühmter Kriegsheld vor, Hans Erhard hat sich im 30jährigen Kriege durch seine Tapferkeit hervorgethan. Nach dem Matricularanschlag des Cantons Odenwald zahlten die Wolfskehl zu Reichenberg 22, die zu Uettingen 40, die zu Rottenbauer 50, die zu Albershausen 40, Jacob Ernst Wolfskehl 40 Gulden.

Etwas weiter aufwärts wie Vollraths an der nach Oestrich heruntergehenden Bach lag bis auf die neueste Zeit das Kloster Gottesthal, ursprünglich ein in Mittelheim bestehendes Doppelkloster, wo Brüder und Schwestern unter einem Dache wohnten. Es war besagtes Kloster in dem Wald Hobe, bei der villa Eberbach durch Erzbischof Adalbert I von Mainz, beiläufig um das J. 1116 begründet. „In das auf seine Kosten erbaute Kloster nahm Adelbert Mönche auf, die sich unter dem kanonischen Institut des h. Augustin dem religiösen Stand gewidmet hatten.(1) Wo er sie herberufen, ist nicht bekannt. Es waren ihrer aber wenige und diese vielleicht aus irgend einem volkreichen Kloster ausgezogen, um sich anderswo eine neue Wohnung zu suchen. Dergleichen auf anderwärtige Ansiedelung ausgehende Scharen waren damals nicht selten, und das berühmte Clarevall selbst hatte einer solchen auf gutes Glück unternommenen Auswanderung seinen Ursprung zu verdanken. Wie dem aber auch seyn mag, Adelbert nahm die regulirten Chorherren auf und wies ihnen Eberbach mit seiner Aussteuer zur Niederlassung an. Diese war aber noch gering und für eine Familie, die vielleicht ihr Beruf weniger, als andere Mönche, zur Handarbeit verpflichtet, nicht wohl hinreichend. Der Hausbezirk erstreckte sich nicht weit über die Gebäude und lag dabei noch ganz verödet. Das Uebrige der Mitgift bestand in einer halben Hube Wiesen, die Adelbert selbst geschenkt, in einer Mühle, Weinbergen und einigen Wiesen,

„(1) In der Urkunde geschieht zwar vom Augustinerinstitut nicht ausdrückliche Meldung; damit waren aber alle nicht lange vorher aufgekommene reguläre Chorherren gemeint und wir werden bald die Eberbacher Kanoniker in einem anderen Kloster auch aus Urkunden als Augustiner kennen lernen.“

die ſein Miniſterial Wolfram, und endlich in einer halben Hube Landes zu Erbach, die ein anderer Edelmann, Konrad, dem neuen Kloſter vermacht hatten. Ein unzulängliches Patrimonium für einen auch nicht ſehr zahlreichen Kloſterconvent!

„Die erſten Anſiedler hatten aber auch zu Eberbach keinen langen Aufenthalt. Worin immer die Schuld lag? ſie arteten bald aus, vergaſſen aller Zucht, vernachläſſigten den Gottesdienſt und brachten mit ihrem Wandel mehr Aergerniß, als Früchte der Erbauung. Der gottſelige Adelbert ſah dieſes Verderbniß und empfand Reue über ſein Werk. Da Ermahnungen, Verweiſe und Drohungen fruchtlos waren, beſchloß er im frommen Eifer, die ungerathene Pflanzung auszurotten. Um ſich jedoch in einer ſo wichtigen Sache nicht zu übereilen, ſchlug er den kanoniſchen Weg ein, zog ſeine geiſtlichen und weltlichen Magnaten zu Rath und forderte darüber ihre Stimmen. Der Beſchluß entſprach ſeiner Geſinnung, und brach den irregulären Chorherren den Stab. Sie mußten auswandern, und der Erzbiſchof räumte Eberbach einer andern Gattung von Mönchen ein.

„Dieſes in ſo kurzer Friſt bis zur Unheilbarkeit angewachſene Verderbniß iſt auffallend. Gewöhnlich iſt im Anfange der Eifer rege und erhält ſich wenigſtens durch die erſte Generation. So ging es aber zu Eberbach nicht; denn auch angenommen, daß ſelbiges von Adelbert in ſeinem erſten Jahre 1112 geſtiftet worden, hätte ſich dennoch die gänzliche Umwandlung bis 1131, wo ſie verbannt wurden, binnen nur zwei Jahrzehenten ereignet. Entweder waren alſo die Chorherren ſchon vor ihrem Einzuge in Eberbach zuchtlos (1), oder ihr Abfall wurde durch ſonderbare Umſtände beſchleunigt.

„Vielleicht irret man nicht, wenn man ſich die unſelige Erſcheinung einer ſo ſchnellen Ausartung größtentheils aus der Unzulänglichkeit der Mittel erklärt; denn Mangel von dieſer

„(1) Vielleicht gehören ſie zu der Gattung von Mönchen, die der h. Benedikt in ſeiner Regel Gyrovagen nennet und die von einem zum andern Kloſter herum ſchwärmten, ohne irgendwo eine bleibende Stätte finden zu können oder zu wollen. Wir werden eben dieſe Chorherren bald ein anderes Kloſter beziehen, aber auch nicht gar lange nachher wieder räumen ſehen.“

Seite kann der klösterlichen Disziplin eben so gefährlich, ja oft nachtheiliger seyn, als selbst der Ueberfluß (1); und daß sich in einer Familie, worin jedem Glied alles Nöthige gereicht wird, auf Zucht und Ordnung strenger halten lasse, als in einer andern, worin die Individuen für manche ihrer Bedürfnisse selbst sorgen müssen, ist, ohne das Zeugniß der Erfahrung aufzurufen, auch nach der Sache selbst, leicht begreiflich. Daß aber Eberbachs erster Fond für ein selbstständiges Kloster unzureichend war, haben wir gesehen; und der Plan, welchen Adelbert nach Austreibung der Kanoniker befolgte, giebt leicht zu erkennen, daß er selbst von diesem Mangel überzeugt war; denn er hob Eberbachs Selbstständigkeit auf und wies es, als ein Priorat, einem andern wohl fundirten Kloster zu.

„Wo sich die Exilirten von Eberbach hingezogen, läßt sich zwar nicht genau bestimmen; aus der Folge wird aber sehr wahrscheinlich, daß sie eine Zeitlang ohne Sitz und Oberhaupt in der Nähe herum irrten und auf ein besseres Schicksal harrten. Das Glück söhnte sich auch mit ihnen aus und schaffte ihnen nicht weit von Eberbach eine neue Wohnung in dem berühmten, zum Theil noch heute bestehenden Kloster Gottesthal, welches ein gewisser Wulferich von Winkel bei dem heutigen Ort Mittelheim auf seinem Eigenthum erbaut hatte. Dieser fromme und reiche Edelmann hatte sich schon vorher gegen die Abtei Johannisberg mit Wohlthaten ausgezeichnet. Nun sah er die von Eberbach verwiesenen Chorherren im Elende schmachten, bedauerte ihr hartes Schicksal, und faßte in der Hoffnung, daß sie durch ihren Schaden klug und besser geworden, den großmüthigen Entschluß, ein anderes Kloster für sie zu errichten. Als Rathgeber und

„(1) Es versteht sich, daß hier nur von Klöstern die Rede sey, welche nach ihrem Institut Patrimonien und gemeinschaftliches Eigenthum besitzen können; denn solche, denen ihre größere Armuth Alles, auch gemeines Eigenthum untersagt, haben wohl auch in ihrer Verfassung andere Mittel, das Leben, wie auch die Disliplin zu erhalten. Auf der andern Seite will ich aber eben auch nicht vom Ueberfluß oder Luxus im klösterlichen Leben (denn dieser wäre schon für sich selbst ein Verderbniß), sondern vom reichlichen Fond verstanden seyn, wodurch den Privatmönchen alle persönliche Sorgen des Unterhalts und mit diesen manche Ausschweifungen abgeschnitten werden."

Mitgehilfe bot ſich ihm Erenfrid, ein gottſeliger Stiftsherr zur Lieben Frauen in Mainz, dar, welcher ſich aus freiem Triebe dem Weltgetümmel zu entreißen und in religiöſe Einſamkeit zu verbergen beſchloſſen hatte. Dieſem räumte Wulferich ſein, zur Ehre des h. Aegidius geweihtes Kloſter ein und überließ ihm deſſen weitere Einrichtung. Ereufrid ſammelte die von Eberbach ausgewanderten Chorherren, nahm ſie als ihr Propſt unter ſeine Disciplin, und gab dadurch gegen 1138 dem Kloſter Gottesthal ſeinen Anfang. (1)

„Die zuverläſſige, bisher aber noch unbemerkte Nachricht, daß Gottesthal durch die von Eberbach vertriebenen Chorherren angepflanzt wurde, findet ſich in einer feierlichen Urkunde, worin Erzbiſchof Heinrich I im Jahr 1151 einen wichtigen Rechtsſtreit und Vergleich zwiſchen beiden Abteien verkündet. Abt Folbert von Winkel (2), Erenfrieds Nachfolger, nahm den Grund, worauf

---

„(1) Erzbiſchof Arnold berichtet die Stiftung des Kloſters Gottesthal in einer Urkunde vom Jahr 1158 alſo: »Notum sit, quod quidam felicis memorie Wulfricus de Winkele, ministerialis S. Martini, cupiens pro temporalibus eterna et pro transitoriis metere perpetua, quondam cellam in eadem villa videlicet Winkela in honore S. Egidii in proprio fundo construxit et quendam beate recordationis Erenfridum S. Marie ad Gradus canonicum aridum cum suo flore mundum fugere satagentem, illuc vocavit et ei cum eadem cella quoddam allodium suum, quod dicitur Rendewindeshuba, perpetua possessione contradidit. — Actum MCLVIII.« Dieſe von Wulfrich geſtiftete Zelle wurde bald nachher Gottesthal genannt, und kommt ſchon 1145 mit ihrem Propſte Erenfried unter dieſem Namen vor, bei Gud. Tom. I. p. 167: »Regularibus fratribus in Valle Dei juxta Winkelo« — und weiter unten: »Erenfrido preposito regulari de loco predicto.« — Sonſt wurde es damals auch ſchlechtweg das Kloſter von oder zu Winkel genannt, z. B. bei Gud. Tom. I. pag. 208: »D. Marcolfus motus miseratione super pauperitate fratrum et sororum sub regula Sti. Augustini communi vita *in Winkelo* degentium,« und daſelbſt pag. 211. — Die Stiftung Gottesthal fällt höchſt wahrſcheinlich in das Jahr 1137 oder 1138; denn 1130 kommt ſchon Erenfried als Propſt in Winkel vor: »Erenfridus prepositus regularis in Winkel,« — bei Joannis Tom. II. pag. 585; und bei Lebzeiten Adelberts († 1137, am 23. Juni) würden es Wulfrich und Erenfried kaum gewagt haben, die von ihm gebrandmarkten Kanoniker in das neue Kloſter einzuführen."

„(2) Das Kloſter Gottesthal ſtand wirklich bei Mittelheim und die Pfarrkirche daſelbſt iſt noch heute zu Tag ein Ueberbleibſel davon. Es wurde aber in den Urkunden des 12. Jahrhunderts nach Winkel verſetzt, weil damals auch

Eberbach und die Zellen der dortigen Mönche ſtanden, mit einer halben Landhube zu Erbach in Anſpruch, und forderte ſie als Eigenthum ſeiner Kanonie zurück. Will man dem Prätendenten nicht allen Scheintitel abſprechen, ſo muß man eingeſtehen, daß er ſich auf das Poſtliminium gegründet habe. Ein näherer Blick in die Akten ſelbſt gibt ſeine Tendenz deutlich zu erkennen.

„Folbert, vermuthlich ſelbſt noch einer von den aus Eberbach von Adelbert verbannten Chorherren, glaubte nämlich mit den

---

Mittelheim und Oeſtrich unter dem Namen Winkel begriffen waren. Vergleiche darüber Bärs diplomatiſche Nachrichten vom Rheingau, Cap. V. §. 37, Seite 121—124, wo beſonders S. 124 not. m. die hierher einſchlagenden Beweisſtellen dargelegt werden. Gudenus, Indice III. ad T. I., und Würdtwein, Dioeces. Mogunt. Comment. VI. in praef. geben zwar den Abt Folbert von Winkel als einen Benediktiner an, aber gewiß irrig, denn außer dem Johannisberg war bei Winkel nie eine andere Benediktiner-Abtei, und dort war 1151 nicht Folbert, ſondern Anſelm Abt (bei Gud. T. I. pag. 210), der auch noch 1158 dieſem Kloſter vorſtand. (Daſelbſt pag. 231.) Ohnehin beweiſet eben die Urkunde, aus der wir den Abt Folbert von Winkel kennen lernen, daß er den regulirten Chorherren von Gottesthal vorgeſtanden. — Erzbiſchof Markolf hatte dieſer Kanonie eine Rheinaue, gegen Eltville über, geſchenkt (bei Gud. T. I. pag. 165), außer zwei Huben derſelben, die er ſchon vorher dem Kloſter Eberbach eingeräumt hatte. (Daſelbſt pag. 209.) Nun behauptete Abt Folbert, die ganze Inſel gehöre ſeinem Kloſter zu, und forderte daher auch die zwei Huben von Eberbach zurück. »»In tertio capitulo duos mansos in quadam insula Reni, que curti nostre in Altavilla adjacet, ad usum fratrum suorum contraditos aiebat.«« Gud. T. I. pag. 212 (und Ocul. mem. fol. 51.) — Folbert war alſo zuverläſſig Abt der regulären Chorherren zu Gottesthal, und nicht Benediktiner. Wir werden die nämliche Prätenſion vom Kloſter Gottesthal in der Folge erneuert ſehen. Ob übrigens Folbert dem Erenfried unmittelbar oder nach Robert gefolget ſey, kann ich nicht entſcheiden; denn beide kommen nur ein Mal in einem und demſelben Jahre 1151, ohne Monats-Anzeige vor, bei Gudenus T. I. pag. 209 und 212. — Vielleicht liegt aber in der erſten Urkunde ein Druckfehler, und muß ſtatt Robert, Folbert geleſen werden; denn daß in der andern Urkunde der Name Folbert richtig ſey, erhellet aus dem vor mir liegenden Originale. Eben ſo unausgemacht iſt es, ob noch der erſte Propſt Erenfried in ſeinen letzten Jahren den Titel eines Abts angenommen habe, oder ſein Nachfolger. Jener kommt nach 1145 als Propſt vor, bei Gud. T. I. pag. 167, und erſcheint nachher gar nicht mehr in Urkunden; dagegen wird im Jahre 1151 Robert und im nämlichen auch Folbert Abt genannt. Mögen ſie alſo beide nur eine oder zwei Perſonen ſein, ſo iſt doch gewiß, daß ſchon der unmittelbare Nachfolger Erenfrids den abteilichen Titel führte."

Seinigen, daß ihnen durch die Proſcribirung Unrecht geſchehen und darum wenigſtens das zu erſtatten ſey, was ſie in ihrer erſten Station nicht vom Erzbiſchofe, ſondern durch Freigebigkeit Anderer empfangen hatten. Daher verlangte er nicht das Kloſter Eberbach ſelbſt, welches ohne Zweifel Adelbert auf ſeine Koſten erbauet hatte, ſondern nur den von der Landſchaft dazu geſchenkten Grund, nicht die vom Stifter übergebenen Wieſen, ſondern das von Miniſterial Konrad angeſchaffte Landgut zu Erbach (1). Er ging auch mit ſeinem Anſpruch nicht leer aus; denn obgleich Erzbiſchof Heinrich, vor deſſen Gericht die Fehde beſtanden wurde, ſeine Forderungen ungegründet fand, ſo gab ihm doch Abt Ruthard von Eberbach, um des lieben Friedens willen, ſieben Morgen Weinberge zurück, und machte dadurch dem Streit ein Ende. Dieſe nicht ganz abgewieſene Spolienklage ſetzet offenbar voraus, daß Folberts Convent ſchon ehemals im Beſitze der angeſprochenen Güter war, und beweiſet unwiderſprechlich, daß ſich die von Eberbach verwieſenen Chorherren im Kloſter Gottesthal neuerdings angeſiedelt haben.

„Allein auch hier verfolgte ſie ihr böſer Genius und ließ ſie keiner bleibenden Stätte genießen. Wahrſcheinlich gaben die Kanoniker ſelbſt durch eine an ſich unſchuldige und von ihnen wohlgemeinte Anſtalt die Grundurſache dazu. Bald nach ihrem Einzug in Gottesthal nahmen ſie eine Familie von Kloſterfrauen in ihr Juſtitut auf, welche den Fond, die Kirche, ſo wie das Kloſter mit ihnen theilten und nur in Wohnung und Tiſch von ihnen geſchieden waren. Dieſes klöſterliche Zwittergeſchlecht war damals ſehr gemein, und die Gottesthaler Chorherren ſahen ein Beiſpiel davon in der Nähe. Erzbiſchof Markolf von Mainz hatte die Einrichtung gutgeheißen, und den „„gemeinſchaftlich lebenden Brüdern und Schweſtern zu Gottesthal zur Steuer ihrer Noth die Rheinaue bei Eltville geſchenkt““. Deſſen Nachfolger, Heinrich I, beſtätigte in den Jahren 1145 und 1151 das

»(1) In primo asserebat capitulo, *fundum illum*, in quo situm erat *Eberbacense cenobium et fratrum mansiuncule*, ecclesie sue in Winkelo pertinere. In secundo dimidium mansum in villa Erbach — in jus proprietatis item ecclesie sue requirebat.«

Geſchenk und dadurch eben auch das Inſtitut. (1) Das bei dem erſten Anblick ein wenig zweideutige Unternehmen ſolcher Mönche, die wegen Zuchtloſigkeit ſchon ein anderes Kloſter hatten räumen müſſen, war alſo von dieſer Seite gegen Vorwürfe geſchützt, und die zweifache Niederlaſſung ſchien von der erzbiſchöflichen Begünſtigung eine feſte Dauer hoffen zu können.

„Dennoch war die Nonnengemeinſchaft den Chorherren nachtheilig und beſchleunigte ihre Erlöſchung oder zweite Flucht, ſey es nun, daß der geringe Fond zum Unterhalte beider Familien nicht zureichte, oder ein ihrem vorigen gleiches Schickſal eintrat. Die Kanoniker wanderten auch von hier bald wieder aus und überließen das Kloſter Gottesthal mit ſeinem Patrimonium ihren Schweſtern allein. Die Epoche dieſer zweiten Auswanderung läßt ſich zwar nicht beſtimmt angeben, wahrſcheinlich ging ſie aber noch im 12. Jahrhunderte vor, denn in den zahlreichen Urkunden dieſes Zeitraums, die über den Rheingau ſprechen, fand ich nach Folbert weder einen Abt, noch einen Chorherrn von Gottesthal oder Winkel angeführt. Zuverläſſig war aber Gottesthal ſchon im Anfange des 13. Jahrhunderts nur von Kanoneſſen bewohnt, wie ſich aus einer gerichtlichen Verhandlung vom J. 1213 offenbart. In dieſem Jahre wurde eine wiederholte Streitigkeit zwiſchen Gottesthal und Eberbach über die ſchon gedachte Rheinaue bei Eltville durch Compromiß geſchlichtet, die Mäler abgeſteint, die Abſteinung in einer Synode zu Mainz beſtätigt und der ganze Verlauf von den erzbiſchöflichen delegirten Richtern, Dompropſt Konrad und Dombechant Gottfried, authentiſch beurkundet. In dieſer ganzen Fehde treten von Seite Gottesthals nur die Kloſterfrauen auf, und von Chorherren, denen doch vormals die Aue hauptſächlich angehörte, geſchieht in der Verhandlung gar keine Meldung (2). Gewiß hatten alſo dieſe

---

„(1) Der Erzbiſchof Markolf überlebte das Jahr 1142 nicht. († 1142, 9. Juli.) Die Chorherren zu Gottesthal hatten ſich alſo wenigſtens ſchon in eben dieſem Jahre die Kanoneſſen beigeſellt."

„(2) In der authentiſchen Relation über den Streit und den Vergleich heißt es: »Cujus insule pars *inferior* pertinet fratribus Eberbac., *superior* vero sanctimonialibus in Gotsdal;« und weiter unten: »Cum fratres de

ſchon lange vor 1213 das Kloſter Gottesthal mit der Aue aufgegeben und den Nonnen allein überlaſſen."

Der Wohlthäter Wolfricus von Winkel, Miniſterial des h. Martinus, hatte die von ihm begründete Zelle zu St. Egidien in Mittelheim mit ſeinem Allod Rendewineshube begiftet. Der Propſt Erenfried, 1144 Erenfridus de Winckela genannt, kam zu ſtreiten mit dem Rheingrafen Emmerich, der als Blutfreund des Wolfricus geſamtes Erbe in Anſpruch nahm. Solchen Anſpruch zu beſeitigen, iſt der klugen Mäßigung des Propſten gelungen. Auf des Rheingrafen tödtlichen Abgang wurde im Namen von deſſen Söhnlein durch die Vettern Emmerich von Winkel und Konrad von Heppenheſt der Streit erneuert, und mußte der Propſt Friedrich lange Zeit rechten, bis dann Erzbiſchof Arnold 1158 ein Abkommen zu Stande brachte, vermöge deſſen die Rendewineshube dem Kloſter verblieb. Es fanden ſich für daſſelbe noch andere Wohlthäter. Einer der vorzüglichſten ward Erzbiſchof Heinrich: er beſtätigte nicht nur die von ſeinem unmittelbaren Vorgänger, Erzbiſchof Markulf, gemachte Schenkung einer Rheinau, 1145, ſondern ſchenkte auch der Canonie das zu Mainz bei der Domkirche beſtehende Hospital für arme Pilgrime, mit dem Tauf- und Begräbnißrecht, nebſt zwei Morgen Weinberg zu Marienborn; dieſem folgte eine abermalige Beſtätigung der Rheinau und der von dem Miniſterial Megingaud geſchenkten Güter zu Winkel, und um die neue Abtei Eberbach und die von dannen vertriebene Canonie vollends zu verſöhnen, ſchlichtete er 1151 ihre Differenzien, vier Punkte. „Der erſte betraf den Grund und Boden Eberbachs, worauf die Zellen der Mönche ſtanden; der andere einen halben Manſus von Gütern zu Erbach; der dritte zwei Huben Landes auf der Aue bei Eltville, die er ſämmtlich als Eigenthum ſeiner Canonie anſprach und von den Eberbachern zurückforderte. Der vierte Klagepunkt, welchen die Aebtiſſin von Altenmünſter zu Mainz mit ihm theilte, ging auf ein

---

Eberbach et Arnoldus prepositus sanctimonialium in Gotsdal super lite —«« etc. Offenbar zeigen ſich hier nur die Kanoneſſen im Prozeſſe mit Eberbach und als Alleinbeſitzerinnen der Aue."

Waſſer, Reſilinsbrunnen genannt, deſſen Quelle und Ablauf er ſeinem Kloſter zueignen wollte. (1)

„Da ſich die Partheien über Forderungen, aus denen bei einigen die Chikane nicht undeutlich hervorleuchtete, nicht ſelbſt vereinigen konnten oder wollten, ſo kam die Sache vor den Erzbiſchof Heinrich. Dieſer ſah den Ungrund aller Anſprüche gegen Eberbach wohl ein. Um jedoch Liebe und Frieden um ſo gewiſſer herzuſtellen, war es ſein Beſtreben, beide Klöſter gütlich mit einander zu vergleichen. Abt Ruthard von Eberbach zeigte ſich, ungeachtet ſeines klaren, vom obern Richter ſelbſt anerkannten Rechts, nicht ungeneigt dazu, und beförderte die fromme Abſicht des hohen Vermittlers. Er bot dem Folbert ſieben Morgen Weinberge von der angeſprochenen halben Hube zu Erbach freiwillig an und entwaffnete durch dieſe Nachgiebigkeit die Eiferſucht ſeines Gegners, der mit dieſem Erbieten befriedigt, von allen anderen Forderungen abſtand. Durch ſein Beiſpiel und des Erzbiſchofs Heinrich Zureden bewogen, gab nun auch die Abtiſſin von Altenmünſter ihren Anſpruch auf und überließ dem Kloſter Eberbach den freien Gebrauch des beſtrittenen Gewäſſers.“

„(1) Was dieſes für ein Waſſer und wo es gelegen war, zeigt die Urkunde nicht deutlich an, und der angeführte Namen deſſelben iſt mir wenigſtens unbekannt. Ich vermuthe aber, daß von jener Quelle die Rede ſei, die bei Heidesheim auf der Höhe über dem Sandhof entſpringt und ſich mit einem durch das nahe Thal herabgehenden Bächlein vereinigt, welches am Sandhof vorüberläuft. Die Theilnahme der Abtiſſin von Altenmünſter an dieſem Klagpunkte begründet meine Muthmaßung. Bekanntlich hatte dieſes Frauenkloſter zu Heidesheim Güter, ja damals noch größtentheils die Ortsherrſchaft ſelbſt, und auch Gottesthal war in daſiger Feldgemarkung mit Ländereien angeſeſſen. Nun erhielten auch die Eberbacher daſelbſt 10 Huben Feld, und darunter eben jenes Grundſtück, worin das gedachte Waſſer entſpringt. Die Hofbrüder ſahen den Brunnen als Zubehör ihres Ackers für ihr Eigenthum an und benutzten deſſen Ablauf zum Vortheile ihrer Güter. Vermuthlich war aber dieſe Operation neu und entzog den Klöſtern Gottesthal und Altenmünſter einigen Genuß, den ihnen die vorigen Beſitzer Gottfried und Bertha, die bei ihrem großen Reichthum auf ſolche Kleinigkeiten nicht achteten, nachgeſehen hatten. Dadurch mag wohl die Klage verurſacht worden ſein. Da ich keine andere Veranlaſſung zu dem Streit zwiſchen dieſen drei Klöſtern mir denken kann, ſo mag wohl meine Muthmaßung nicht ungegründet ſein. Uebrigens iſt von dieſer Quelle merkwürdig, daß ihr Waſſer nicht weit vom Urſprunge zwei Mühlen treibt, auch in den heißeſten Sommertagen nie verſiecht und ſich dann unter dem Sandhof verliert.“

Auch war es Erzbiſchof Heinrich, der die Propſtei zu einer Abtei erhob, wie denn 1151 Robert und in demſelben Jahr Folbert als Abt vorkommt. Darum heißt es von ihm in dem Necrolog von Gottesthal, VI non. Julii: »Anniversarium reverendi patris et domini Henrici Archiepiscopi Moguntini, qui post exilium fratrum et sororum largis subventionibus misericorditer astitit, et pii patris officio functus nobis multa beneficia et solamina concessit, pro quibus memoria apud nos iugiter servetur in seculorum secula.« Kaiſer Friedrich I nahm das Kloſter »Gotsdale prope Winkelam« in ſeinen Schutz und verlieh ihm die Zollfreiheit an allen Reichszollſtätten an Rhein und Main, 28. Nov. 1186. Die ſpätern Erzbiſchöfe erzeigten ſich nicht minder freigebig gegen das Kloſter, und ihrem Beiſpiel folgten nicht nur die Rheingauer, ſondern ſelbſt entferntere Nachbarn. Indeſſen mußten vielleicht noch vor Ausgang des Jahrhunderts die Canonici das Doppelkloſter räumen, und iſt von ihrem ſpätern Aufenthalt, von ihren Schickſalen nichts bekannt; vielleicht ſind ſie, meint Bodmann, nach Eberbach zurückgekehrt. Heißt es doch in dem Oculus Memoriae: »Bona que habemus apud villam, que dicitur Osterspeia, inchoata sunt anno Domini 1221, temporibus Erckenberti abbatis. Primo comparavimus a filiis nostris, domino Rehinnero abbate et conventu suo de Valle Dei, omnia bona, que habebant in eadem villa, tam in monte quam in vineis et edificiis, omnibusque attinentiis sibi, pro 80 marcis Colon. presente domino Wilhelmo abbate Clarevallis.« Unter Valle Dei wird aber nicht ſowohl das rheingauiſche Gottesthal, als die Abtei Val-Dieu, Godsdael, die 1216 geſtiftete Tochter von Eberbach, zu verſtehen ſein.

St. Egidien Kirche in Mittelheim, Haus und Güter, blieben den Schweſtern allein. Daß die Trennung vor dem J. 1213 erfolgt ſei, ergibt ſich aus einer Urkunde vom beſagten Jahr, den alten Hader mit Eberbach betreffend. „Er galt abermals der unter beide Klöſter vertheilten Rheinaue gegen Eltville über und beſtand in einer Grenzſtreitigkeit, die bis zur Erbitterung und wechſelſeitigen Animoſitäten ausgeartet war. Die Vorfahrer hatten die gemeinſchaftlichen Grenzlinien, wie es auf Auen und

Wieſen bräuchlich iſt, mit Weiden beſetzt, um jedem ſein Mal kennbar und dauerhaft auszuzeichnen. Allein eben dieſes Mittel zur Erhaltung der Einigkeit ward in der Folge ſelbſt ein Stoff zur Entzweiung. Die eigentlichen Malbäume kamen bei den Gottesthalern in Vergeſſenheit, und nun wollten ſie ihren Weidenſchlag weiter ausdehnen, als ihr Eigenthum reichte und die Eberbacher zugaben. Der Nonnenpropſt Arnold ließ den widerſprochenen Holzhieb mit Gewalt unternehmen, und die handfeſten Brüder vom Sand- und Draiſer Hof ſetzten ſich mit gleicher Entſchloſſenheit dem Attentat entgegen. Da keine Partie weichen wollte, kam es dahin, daß ſich beide, nicht ohne wechſelſeitige Mißhandlungen, in periodiſchem Holzhiebe einander vorzukommen beeiferten. Daß ſolche fauſtrechtmäßige Balgereien zwiſchen Klöſtern nicht erbaulich waren, verſteht ſich von ſelbſt, und wirklich fielen die Neckereien der weltlichen Nachbarſchaft auf. Beſonnene und billig denkende Männer, welche das Aergerniß gehoben wünſchten, ſchlugen ſich daher ins Mittel und ſtimmten die Parteien zum Vergleich. (1) Dieſer kam auch durch vier Schiedsrichter zu Stande. Das ſtreitige Mal ward von ihnen beſtimmt und ſogleich, zu Verhütung neuer Anſtände, feierlich ausgeſteint. Im Namen der Klöſter wohnten Prior Erkenbert und Propſt Arnold als Deputirte der Handlung bei und genehmigten das ganze Reſultat.

„Um dieſem mehr Feſtigkeit zu verſchaffen, gingen beide Sachwalter mit einander nach Mainz und wollten es von dem geiſtlichen Gericht autoriſiren laſſen. Eben ward daſelbſt eine Synode gehalten, welcher die zwei Gottfriede, Domdechant und Domcuſtos, im Namen des Erzbiſchofs präſidirten. (2) Beide

(1) »Factum est quod antiqua lis innovata fuit propter quarundam salicum succisiones, que sub quodam rancore nunc ab his, nunc ab illis succise sunt. Propter quod cum fratres de Eberbach et Arnoldus prepositus monialium in Gotsdal super lite, que minime sanctam decebat religionem, a vicinis commonerentur, pars utraque — arbitrio se submittentes etc.«

(2) »Cumque Erckenbertus prior de Eberbach, quod solempniter factum et diffinitum erat, S. Moguntine synodo, cui ego Godefridus major decanus et Godefridus major custos vice D. Maguntini presedimus.« Die

Deputirten traten in die Versammlung, und Prior Erkenbert legte den Receß zur Bestätigung vor. Nun that aber der Nonnenpropst einen Querschritt. Aus Laune, oder aus was immer für einer Grille angewandelt, rief er vor der Synode den von ihm unterschriebenen Vergleich auf, nahm die ganze Insel für seine Damen in Anspruch und kündete dem Eberbacher Deputirten einen förmlichen Prozeß darüber an. (1) Diese eben so unvorsichtige als unvorhergesehene Wendung machte bei der Versammlung große Sensation und konnte dem Protesteinleger übel ausschlagen. Er besann sich aber bald eines Bessern. Durch Zureden und freundschaftlichen Verweis angesehener Männer zurechtgebracht, gab er seinen Anspruch auf und erklärte öffentlich, daß die untere Hälfte der Aue dem Kloster Eberbach rechtmäßig zugehöre. Dompropst Konrad und Domdechant Gottfried, delegirte Richter des Mainzer Stuhls, beurkundeten den Verlauf, ließen ihn von mehreren Synodal-Beisitzern bezeugen und machten dem wiederholten Auestreit 1213 auf immer ein Ende. (2)"

Nicht lange, und die Klosterfrauen gefielen sich nicht mehr in dem Aufenthalt zu Mittelheim, beschlossen außerhalb des Dorfbannes sich anzusiedeln. Sie wählten für den Neubau in der Nähe, zwischen dem Wald und ihrer bisherigen Wohnstätte, eine sehr schöne Lage, und wurden in ihrem Unternehmen durch verschiedene Wohlthäter unterstützt. Als ein solcher wußte vor

---

Synode war vermuthlich nur eine Versammlung des Mainzer Klerus, oder höchstens ein Send der Stadt Mainz. Denn auf einer Seite zeigen sich in derselben nur Kleriker von Mainz, und auf der andern kein einziger von dortigen Stiftspröpsten, als welche alle, selbst Landarchidiakonen und Sendherren, am Mainzer Stadtsende keinen Theil hatten. Dompropst Konrad erscheint in der Urkunde nicht als Synodal-Beisitzer, sondern als geistlicher Richter.

(1) »Arnoldus prepositus de Gotsdal quodam casu interveniente commotus, ipsum Priorem traxit in causam, coram nobis asserens, quod tota insula ecclesie sue pertinere deberet. Cujus causam quasi injustam cum tota Synodus ammiraretur etc.«

(2) »Acta sunt hec anno D. Inc. M.C.C.XIII Indictione prima.« Aus der umständlich dargelegten Geschichte dieser Verhandlung, wobei gar keine Meldung von Chorherren, sondern nur von Nonnen vorkommt, erhellt nach meinem Bedünken deutlich genug, daß jene schon lange vor 1213 das Kloster Gottesthal geräumt hatten.

andern Rheingraf Siegfried ſich den Titel eines Stifters zu verdienen, wie ihn namentlich eine Urkunde bezeichnet, die man jedoch darum lange für verdächtig gehalten hat. Man fand nämlich im J. 1724, bei Erneuerung der Kirche von Gottesthal, über dem Abbrechen eines Altars, ein bleiernes Käſtchen, worin einige Gebeine mit der auf Pergament in Fractur ausgeführten Inſchrift: „Diß iſt das Gebein Sigfrids eines Ringrafen, der da iſt geweſt ein Stifter des Kloſters. Wan man die Beſeſſenen off ir Grapp bracht, ſo hant ſie gegrisgramt und grülich gelebt, und hat der bös geiſt uß eynr geſprochen, er brunne ſie me, den das holliſche Feuwer." Die Urſchrift ſamt den Gebeinen ward im nämlichen Jahr neuerdings unter dem wiederhergeſtellten Altar verwahrt, eine Abſchrift aber nach Kirn geſchickt. Hier wußte man nicht, wie dieſe Urkunde mit ältern ganz unbezweifelten Nachrichten in Uebereinſtimmung zu bringen; denn nach der unverdächtigen Urkunde des Erzbiſchofs Arnold von 1158 war kein Rheingraf, ſondern Wulferich von Winkel der Stifter, es gab auch zur Zeit der Stiftung keinen Rheingraf Siegfried, indem dieſer Namen erſt im 13. Jahrhundert dem neuen Geſchlecht der Rheingrafen von Stein eingeführt worden, nachdem Gottesthal ſeit 1137—1139 bereits über 60 Jahre beſtanden hatte. In Beziehung auf die erſte und eigentliche Stiftung von Gottesthal verdient alſo jener Grabzettel keinen Glauben, weil ihm ältere und ganz ſichere Zeugniſſe offenbar entgegenſtehen; nachdem aber nun aus unverdächtigen Originalbriefen zuverläſſig bekannt, daß in der Mitte des 13. Jahrhunderts das Kloſter von ſeiner alten Stelle verſetzt und gleichſam zum zweitenmal geſtiftet worden, ſchwindet aller Widerſpruch mit ſonſtigen Nachrichten, denn der Zettel bezieht ſich nicht auf des Kloſters erſte Stiftung, ſondern auf deſſen ſpätere Uebertragung nach dem heutigen Standort, die wohl als zweite Stiftung gelten mag, uud ſtimmt demnach zu anderweitigen Nachrichten, denn in der Mitte des 13. Jahrhunderts lebte ein Rheingraf Siegfried, und kommt häufig mit ſeinem Bruder Werner in Urkunden vor.

Gegen das Jahr 1250 befand ſich das neue Kloſter in bewohnbarem Stande und wurde von den Nonnen bezogen. Unter

ihnen ergab ſich beinahe gleichzeitig eine Spaltung. Die Mehrzahl des Convents war entſchloſſen, mit der Wohnung auch die Regel zu verändern und ſich dem Orden von Ciſterz anzuſchließen: einige der Schweſtern wollten Canoniſſen bleiben und widerſetzten ſich der Reform. Da ſie aber gegen die Mehrzahl nichts vermochten, verließen ſie das neue Haus, um die verlaſſenen Zellen in Mittelheim wieder zu beziehen. Das konnte für das Kloſter bedenkliche Folgen haben, zumal einflußreiche Vettern der Ausgewanderten bei dem Handel ſich betheiligten. Erzbiſchof Chriſtian II trat ins Mittel und ſteuerte dem Uebel durch eine eben ſo kluge als der Lage der Dinge angemeſſene Verfügung, indem er, nachſichtig für die Anhängerinen der alten Regel, ſie keineswegs zwang, der ihnen nicht zuſagenden Reform beizutreten, ſondern ſie den Reſt ihrer Tage nach der alten Ordonnanz zubringen ließ, ihnen das Kloſter zur Wohnung, zu ihrem Unterhalt angemeſſene Renten anwies, und alſo zugleich mit der Gemeinſchaft der beiden Familien den Stoff weiterer Mißhelligkeit aufhob; zugleich aber, um das Schisma nicht zu verewigen, oder durch ſtändige Theilung beide Klöſter zu Grunde zu richten, den Canoniſſen in Mittelheim die Aufnahme von Novizen unterſagte, außerdem verfügend, daß die ihnen nutznießlich angewieſenen Güter nach ihrem Ausſterben an das Hauptkloſter zurückfallen ſollten, wie das auch Chriſtians Nachfolger, Erzbiſchof Gerhard I beſtätigte. Im J. 1241 war die neue Kirche vollendet, und deren Einweihung um ſo feierlicher zu begehen, erwirkte das Kloſter eine Bulle, worin Papſt Innocentius IV allen Gläubigen, die ſich dabei einfinden und ihre Gaben niederlegen würden, beſtimmte Indulgenzen verleihet. Mit Gewißheit iſt nicht zu behaupten, daß Gottesthal, einmal dem Orden von Ciſterz einverleibt, ſogleich unter die Paternität von Eberbach gekommen ſei. Wahrſcheinlich übernahm der daſige Abt, von wegen der Nähe, die Viſitation, einſtweilen proviſoriſch, bis ſie ihm nach 15 Jahren von Erzbiſchof Werner beſtätigt wurde, als welcher 1265 die Klöſter Marienkron bei Oppenheim, Sion bei Alzei, Dalheim bei Mainz und Gottesthal dem Abt von Eberbach als Viſitator untergab.

Gegen die Mitte des 14. Jahrhunderts befand ſich das Kloſter in bedrängten Umſtänden, und mußte von ſeinen Gütern mehres veräußern. In der Urkunde vom Febr. 1347 verkaufen Gerlindis, Meiſterin, Adelheid, Priorin, und ganzer Convent ihre Weinberge zu Algesheim, »ut sic nostre necessitatis miseria posset aliquantulum relevari.« Die Aebtiſſin Eliſabeth Anßelm, geſt. 24. Mai 1499, hat ſich in der Reform des Kloſters hohes Verdienſt erworben, und nicht minderes Lob verdient während ihres 32jährigen Regiments Anna Kitz, geſt. 18. Juni 1609; ſie hat Gottesthal vollſtändig reſtaurirt. Maria Höffling, 1631 zu Waſſer den Schweden entfliehend, wurde bei Bingen ereilt, und haben die Räuber das ganze Archiv, ſo die Aebtiſſin bei ſich führte, in den Rhein geworfen. Im J. 1757 wird als Aebtiſſin Micheline Algesheimer, 1776—1786 Maria Franziska Müller, 1787 und noch 1796 Francha Dietz genannt. In dem allgemeinen Sturm auf geiſtliches Eigenthum wurde auch das Kloſter Gottesthal mit der Kirche und ſämtlichen Kloſtergebäuden an Herbert aus Winkel verkauft, als welcher im J. 1812 alles von Grund aus abriß, die Steine und Grabdenkmäler zu Chauſſeen und Baulichkeiten verwendete, und den Platz zu Weinbergen anlegte.

Oeſtrich.

Oberhalb Winkel, Freiweinheim gegenüber, bildet der Rhein die Jungau, nach Dielhelm auch die Ingelheimer Au genannt, „ſo eine ziemlich lange, aber ſchmale Inſel iſt, die mit vielen grünen Erlenbäumen, Weiden, Feld- und Gartenfrüchten, einer ſchönen Schweizerzucht, bequemen Luſt- und Wohnhäuſern, nebſt Fiſchweihern angefüllt iſt. Auf der Inſel ſoll Kaiſer Ludwig der Fromme im Jahr 840 verſtorben, von dannen aber nach Mainz geführt und allda begraben worden ſeyn.“ Von dem rechten Ufer wird dieſe Ingelheimerau getrennt durch die Karthäuſerau, „auf welcher ein wohl angelegter Obſt-, Küchen- und Luſtgarten befindlich, im übrigen aber auch mit Weiden und andern Büſchen

ſtark bewachſen iſt.“ Der Karthäuſerau zur Seite liegt die Grünau, von Oeſtrich bis Hattenheim ſich erſtreckend, die Langau oder Langwerther Au, „ſo 38 Morgen hält, mit vielen Obſt- und andern Bäumen bepflanzt iſt, einen ſtarken Weidenhau hat und zu dem Gut des Freiherrn von Langwerth in Hattenheim gehört.“

Von Mittelheim führt der Landweg nach Oeſtrich, von deſſen früherer Verbindung mit Winkel ſattſam gehandelt. Das heutige Oeſtrich iſt ein anſehnlicher Flecken von 1713 Einwohnern mit einer alten ſchönen Pfarrkirche zum h. Martin, deren Patronat dem St. Victorſtift in Mainz zuſtändig war, mit einem Kranen am Rhein und mehren ſchönen Landhäuſern. „Der wichtigſte und intereſſanteſte Ort des alten Rheingaues,“ ſchreibt Decan Vogel, der nicht ſattſam Winkel und Oeſtrich unterſcheidet. „In ſeiner Nähe lag die Lützel- oder Graſenau, und als dieſe vom Rheine weggeſpült worden war, wurden Rheingau's allgemeine Landesverſammlungen in ſeinem Dorfberinge, in dem ausgegangenen Klingelmünde, gehalten. Hier erwartete die Landſchaft einen jeden neu erwählten Erzbiſchof, wenn er in pomphaftem Zuge auf dem Rhein ankam, um die Huldigung anzunehmen und des Landes Freiheiten zu beſtätigen, welches unter freiem Himmel geſchah, wo ein großer Kreis von Reiſigen den neuen Landesherrn, die Prälaten, Ritterſchaft und Landſchaft umgab. Hier verſammelte ſich der Landtag noch im 16. Jahrhundert, wenn bedeutende Streitigkeiten zu ſchlichten und wichtige Beſchlüſſe für die ganze Provinz zu faſſen waren. Hier war die erſte und älteſte Kirche des ganzen Gaues, von der alle übrigen als Töchter ausgegangen, und an ihr der Sitz des Erzprieſters und des Ruralcapitels aller Rheingauiſchen Pfarrer durch das ganze Mittelalter durch. Erſt als ſich Eltville, Lorch und Rüdesheim zu heben begannen, trat dieſes Dorf in den Hintergrund. Es bildete urſprünglich mit Winkel ein Heimgereide und noch 1358 einen gemeinſchaftlichen Centgerichtsſprengel, weshalb es dann auch öfter unter deſſen Namen mitbegriffen vorkommt. Im J. 1021 erwarb und vererbleihete das Albansſtift in Mainz einen kleinen Hof in Hoſterche, und Meingoz, der Mainzer Kämmerer, ſchenkte 1123, als er einen Kreuzzug antreten wollte, all ſein

Eigenthum in Hosteriche und Richarteshusen an das Kloster Altenmünster in Mainz, was dieses 1388 an Eberbach verkaufte. Dieses letzte Kloster hatte hier auch schon 1215 einen Hof, der zu seinem Hospitale gehörte, und wovon es der Gemeinde zur Zeit der Noth gewappnete Mannen stellen mußte, was ihm diese aber 1340 nachließ. Das Kloster Bleidenstatt vertauschte dem Victorstift in Mainz 1171 seinen hiesigen Hof gegen einen andern in Lorch. Die zu der hiesigen erzbischöflichen Fronhube gehörigen Leibeigenen, die auf dem Einrich saßen, waren 1242 an den Ritter Dyemo von Katzenellenbogen verpfändet. Die uralte Kirche war durch Schenkung des Erzbischofs Willigis an das Victorstift in Mainz gekommen, dem dadurch auch der ganze Zehnte im ganzen Mittelrheingau zwischen Hattenheim und Geisenheim bis Gladbach hinauf zu eigen wurde. Sie war im Besitze des Probstes dieses Stifts, der sie 1250 an das Capitel abtrat, dessen Vicar nun Pfarrer wurde, dem man 1257 und 1498 sein Congruum oder seine Besoldung bestimmte. An ihr standen später noch drei Altaristen, und die Kreuzkapelle in Gottesthal und die in der Clause waren ihr zugetheilt worden. Die Schweden legten sie 1635 mit dem ganzen Dorfe in die Asche."

Das berühmte Geschlecht Zumjungen besaß zu Oestrich eine Burg, von Freile Zumjungen zu einem Stammhaus erbaut 1391. Dabei hatte es eine Capelle, wahrscheinlich des nämlichen Freile Werk. Sie gelangte letzlich in den Besitz des Mainzer Domcapitels, und hieß, trotz ihrer gänzlichen Umgestaltung, noch immer die Burg. Von dem Geschlecht schreibt Lersner: „Diese sehr alte Familia hat sich unterschiedlich geschrieben, als Tilmann und Petermann in circa 1288 ad juvenem, Jacob und Arnold 1330 zum Frosch, Petermann 1356 zum Blaßhoff, Heinrich zum alten Schwaben, Jeckel zu Leidenfelß, Henrich und Jacob gnt. Berwolff, Henrich gnt. zu der Weiden, Jungo gnt. zum Born, Jeckel gnt. zum Dameliţen, Petermann gnt. zum Riedesel, Petermann gnt. zum Silberberg, Heun gnt. Lang, Henn gnt. zu Gudenberg, Heinrich zum Juckel, Henn zum Herbold, Orth gnt. zur Eichen, Henn zu Hattenheim, Philipp gnt.

Waſſertrunck, Orth zu Schöneck ꝛc., meiſtentheils aber ſchreiben ſie ſich Vonjungen und Zumjungen, die übrigen Beynahmen ſeind entſtanden, weilen dieſe Familia öffters an Manns-Stamm ſehr ſtarck geweſen.

„Ihren Urſprung haben ſie aus Ungern, ziehen mit Kayſer Friderico Barbarossa in Italien, werden 1173 Freytag nach Uffarts Tag zu Verona durch Henricum Zumjungen wegen ſeiner treuen Dienſten im Zug wider die Mayländer geadelt.

1239 wohnte Walther Zumjungen in Maynz im Hauſe zum Düßberg.

1288 vermacht Tilmann, der ſich ſchreibt ad juvenem, einige Gülten denen Minoriten-Brüdern in Maynz.

1308 iſt Salman Zumjungen und N. von Breitenbach zu St. Quintin in Maynz begraben, laut Epitaphium alldorten.

1311 ſtifftete und dotirte Petermann Zumjungen, oder de juveni, nebſt ſeiner Frauen Greda von Bebenhoſen, zwey Altär in dem Cloſter zu St. Claren zu Maynz, als einen in honorem SS. Johannis & Petri und den andern in honorem S. Catharinæ, davon dieſe Familia noch heut zu Tag Collatores und Patroni ſeind. Beyde Eheleuthe liegen in St. Clara begraben. Dieſes Petermann vier Brüder, als Tielmann und Berwolff de juveni und Jacob zum Froſch nebſt Arnold ad Ranam, begeben ſich mit ihrem Vettern, Tiel gnt. zum Herbolt, 1332 wegen der Auffruhr in Maynz in die Pfaltz.

1317 Februarii 4. hielt Nicolaus Zumjungen das adliche Ambt eines weltlichen Richters in Maynz.

1318 erhält Petermann Zumjungen zum Blaßhoff von Kayſer Ludwig dem Bayern Confirmationem des Adels, wird 1356 von Kayſer Carolo mit dem Burglehen zu Oppenheim begnadet.

1332 ziehet Geipel Zumjungen zum Blaßbalck, mit andern adlichen Familien aus Maynz: Heintz Zumjungen, zum alten Schwaben gehet gleichfalls aus Maynz, hilffet mit der Gemeine daſelbſt den auffgerichteten Burgfrieden beſchwören, ſtirbt 1366. Henneckin Zumjungen zum Froſch ſtirbt 1332, liegt mit ſeiner Frauen Anna Rebſtockin bey den Auguſtinern in Maynz begraben, und iſt dieſes ihr Epitaphium: Anno Domini MCCCXXXII

die Divisionis Apostolorum, obiit honorabilis Domicellus Johannes dictus Zumjungen c. a. r. i. p. a.

1337 turnirte Diepholb Zumjungen zu Ingelheim im 18. Turnier.

1345 stifftet Götzemann Zumjungen dem Teutschen Orden in Maynz 16 Pfund Geldes und 20 Achtel Korn zu einer ewigen Messe.

1350 war Henn Zumjungen Edelknecht und weltlicher Richter zu Maynz.

1356 war Heintz Zumjungen, Ritter, Reichs-Schultheiß und Ambtmann zu Oppenheim, Odernheim, Nierstein, Ober- und Nieder-Ingelheim und Winterheim. Damalen wurde ihm von Kayser Carl IV die neue Burgk Wolffstein vor 5000 fl. versetzt; ferner belehnte ihn der Kayser mit 300 fl. auff dem Zoll zu Oppenheim, und Pfaltzgraff Ruprecht Churfürst auff dem Zoll zu Cube oder Caub mit 200 Pfund Heller jährlichen; in eben diesem Jahr weiset der Kayser ihn mit seinem Bruder Dill Zumjungen wegen der 2100 fl., so Er ihnen schuldig, auff den Zoll und Schultheisenambt zu Oppenheim an; Petermann Zumjungen, zum Rindesahl, erhaltet von Kayser Carolo IV das zweyte Burcklehen zu Oppenheim, und wurde ihm auf das neue der Adel bestättiget.

1357 belehnet Graf Walram von Sponheim Henrich Zumjungen mit 400 fl. klein von Florentz auf Eych und zu dem Sande, seinen Höffen mit dero Zugehör; dieser Henrich oder Heintz Zumjungen Ritter wird von dem Kayser abermaleu mit einigen Gefällen auff dem Zoll zu Maynz belehnet, worinnen auch alle Churfürsten verwilligten. Petermann Zumjungen zum Blasehoff, Edelknecht, wurde auf Befehl Kayserś Caroli IV mit der Awe gegen Ginsheim über belehnet, welcher Brieff 1359 von dem Kayser confirmiret worden; auch befreite ihme der Kayser alle seine und seiner Nachkommeu Güther zu ewigen Zeiten. Jungo oder Jungelin Zumjungen zum Born wird in diesem 1357. Jahr von Kayser Carolo IV alle seine Güther befreiet, bey Pœn 50 Marck Goldes.

1359 legete Henrich Zumjungen dem edlen Hrn. Gerlach von Hohenloch 4000 fl. ab, so er auf den Zölleu und Ge-

fällen des Reichs zu Maynz, Oppenheim, Odernheim und Ingelheim stehen gehabt, und wird darüber vom Kayser belehnet; hernach wurde er in eben diesem Jahr wegen seiner treuen Dienste und grossen Unkosten mit 2000 fl. guten Geldes auff dem Zoll zu Maynz und 2000 fl. auff dem Zoll zu Oppenheim belehnet; 1361 wird er abermal mit 2000 fl. und 100 fl. vor seine Diener auff dem Zoll zu Maynz belehnet, und ware denen Zoll-Bedienten anbefohlen, die Zoll-Gelder von Maynz und Oppenheim nirgend anders anzuwenden, als es gedachter Henrich Zumjungen befehlen würde.

1360 stirbt Henrich Zumjungen gnt. zu der Weyden, wird bey denen Augustinern in Maynz begraben, dessen Epithaphium: An. D. MCCCLX in die SS. Ciriaci & Joh. obiit Domicellus Henricus Zumjungen.

1362 besasse Jeckel Zumjungen zum Dameliten das adliche Ambt eines weltlichen Richters zu Maynz.

1363 ware Heintz Zumjungen der Jung, Edelknecht, des Reichs Schultheiß und Ambtmann zu Oppenheim und umbliegenden Orten; er hatte Kayser Carolo IV und Wenceslao grosse Dienste gethan und sehr viel Gelds vorgeschossen, darvor er Oppenheim und die daselbst insamt gehörige Orte, saint den Gefällen, auch denen Zöllen zu Oppenheim und Maynz ingehabt, mit einigen Burcklehen zu Oppenheim und Wolffstein, endlichen aber auff Kayserl. Befelch sowohl Oppenheim als Wolffstein an Chur-Pfaltz cediret, nachmals das Schultheissen-Ambt und die Burgk-Lehen wieder von der Chur zu Lehen empfangen, und hat sich wegen seiner Forderung an den Zoll zu Maynz müssen anweisen lassen, laut vieler Brieffe vom Jahr 1359 bis 1398, in welchem Jahr dieser Heintz zu Maynz gestorben.

1369 hilfft Henn Zumjungen, nebst seinem Bruder Diel und Petermann, seine Vettern Götz und Heintzen Zumjungen zu Oppenheim mit dem Stifft zu St. Paul in Wormbs vertragen, wegen des Dorffs zu Eychen, und wurde ein Vertrag aufgericht, welchen unter andern unterschrieben und untersiegelt, Hr. Eckhard von Dersch, Probst zu St. Paul, Hennelin von der Hauben, Petermann zum Gänßfleisch, Dielmann, Petermann und Henchen

Zumjungen, Gebrüdere, beneben Hermann Zumjungen Abendt, alle Edelknecht, laut Vertrags in Vigilia S. Michaelis Anno ut supra.

1372 wird Götz Zumjungen mit ſeinem Bruder Heintz von den Graffen von Leiningen, Friedrich dem ältern und jüngern, mit 200 fl. belehnet, ſo ihr Vatter hiebevor zu Lehen gehabt. In dieſem Jahr verſchreibt Kayſer Carl Götz und Heintz Zumjungen 50 fl. jährlich auf der Steuer und Beede zu Oppenheim bis auf Wiederlöſung. Gleichfalls haben Graff Emmich von Leiningen, Henrich Zumjungen, Schultheiß zu Oppenheim, die Städte Maynz, Wormbs, Speyer und Oppenheim, auch einige Ritter und Edelknechte, auf Bewilligung Kayſer Carol des Vierten, wegen Sicherheit der Straßen einen Buud und Vereinigung gemacht.

1374 kauffen Petermann Zumjungen zum Rindeſahl von Hrn. Bechtolff Schmitzel von Dirmſtein, Ritter, und Fr. Eliſa von Selſen 20 Malter Korn Geldes und ein halb Fuder Weins, Zeugen Johannes von Arnisheim und Peter von Cronberg.

1374 bekam Henn Zumjungen von Kayſer Carl dem Vierten eine Gülte auf dem Zoll zu Maynz, welche er 1391 verkaufte, ſamt einem Theil an dem Hoff Gudenberg und andern Gütern.

1377 überlaſſen Götz und Heintz Zumjungen, auf Geheiß des Kayſers, die Burg neuen Wolffenſtein an Pfaltzgraff Ruprechten gegen 5000 fl.

1382 hatte Götz Zumjungen bey der Stadt Wetzlar 1500 fl. zu fordern, und Petermann 507 fl.

1385 erhielt Diel Zumjungen einen Ablaßbrief vor ſich und die Seinen; ſtirbt 1415, wird zu St. Clara vor St. Eliſabethen Altar in Maynz begraben.

1391 bauete Freile Zumjungen die Burg zu Oeſterrich im Ringau zu einem Stammhauſe, wie ſolches das Wappen daran bezeuget; ſtirbt 1399 zu Maynz, liegt zu den Barfüſſern begraben.

1393 iſt Henrich Zumjungen zum Juckel, Burgmann zu Leyen, hilfft als Gemeiner den Burgfrieden zu Leyen aufrichten.

1398 lebte Heintz oder Henrich Zumjungen, Edelknecht; wegen dieſes ſchreibet Wenceslaus, Röm. König, an Biſchoff

Rabanum zu Speyer, daß er die Zollgefälle zu Udenheim, ſo Volmar von Wickersheim gehabt, niemand anders, dann dieſem Heintzen ſoll folgen laſſen, bis gedachter Volmar die Heimſteuer, die er ihm zu ſeiner Tochter zu geben verſprochen, entrichtet habe. Dieſer Heintz ſtirbt 1437 den 12. Jan. und liegt mit ſeiner Frauen zu St. Catharinen in Oppenheim begraben. Das Epitaph. lautet alſo: A. D. 1437 feria sexta post Epiphan. obiit Henricus Zumjungen armiger. Gysel de Wyckersheim Ux.

1407 wird Götz Zumjungen genannt Müle von Churfürſt Joh. zu Maynz vor ſich und ſeine Söhne mit dem Haus Hanau genannt, zwiſchen des Biſchoffshoff und Marſtall und dem Haus zum Stall gelegen, belehnet.

1409 wohnte Jeckel Zumjungen zum Juckel zu Erbach im Ringau, verkauffte ſein adliches Gut alldar, wie auch das Gut zu Deutgenshauſen (Trechtingshauſen). Peter Zumjungen wohnte zu Oeſterrich in der Burg; dieſer verkauffte 1409 6 Heller auf dem Zoll zu Maynz vor 800 fl. von den 21 Heller, ſo er darauf gehabt und zuſammen 2800 fl. gekoſtet, an Heurich Zumjungen, ſtirbt 1450, liegt zu Oeſterrich in der Kirchen vor St. Marien Altar.

1413, 1. Oct. ſtarb Peter Zumjungen, ſo Dhomherr und Sänger zu Speyer geweſen, deſſen Epitaphium iſt noch kurtz im Creutzgang zu ſehen geweſen. Er hat einen Teppich in den Dhom geſtifftet, mit ſeiner Ahnen Wappen, ſolchen auf die Feſte aufzuhangen.

1413 hat Arnold Zumjungen genannt zum Flois, weltlicher Richter zu Maynz, Erbweinpacht zu St. Alban, wie auch an der Mühlen, an dem Fiſchwaſſer und an der Fronwagen im Kauffhaus zu Maynz.

1414 wird Henrich Zumjungen und ſein Bruder Werner von Kayſer Sigismundo mit dem Zehenden zu Krichingen und zwey Auen auf dem Rhein belehnt.

1419 verkauffet Peter Zumjungen ein freyadlich Gut zu Nierſtein bey Oppenheim und begibt ſich nacher Franckfurt.

1420 zog Ort oder Ortlieb Zumjungen zur Eich mit andern adlichen Geſchlechtern aus Maynz, weilen denſelben von der

Gemeinde zu hart zugeſetzt worden, begab ſich nach Oeſterrich ins Ringau zu ſeinem Vettern Peter Zumjungen, nachgehends iſt er nacher Franckfurt gezogen, und 1483 dorten geſtorben; liegt mit ſeiner Frauen Anna zum Maulbaum in der Barfüſſer Kirch begraben.

1426 ſtifftet Peter Zumjungen ein Gotteshaus zu Maynz, deſſen Patroni die Familia lange Zeit geweſen.

1429 lebte Philipp Zumjungen genannt Waſſertrunck, Edelknecht und Burgmann zu Oppenheim, verkaufft ſein Freygut zu Erbach, ſtirbt 1454, liegt zu Oppenheim in der Kirche begraben.

1431 verkauffet Ort Zumjungen denen Herren zu St. Johann in Maynz ſeine Güter zu Haiſenheim vor 1050 fl., trugen jährlich zu Pfacht 57 Malter Korn und 14½ fl. in Goldt, ein Pfundt Heller, zwey Ohm Wein und 2 Hüner, galt das Malter damalen 17 Schilling.

1433 ſtirbt Henn Zumjungen, liegt zu den Predigern in Maynz begraben, wird der alte zum Herboldt genannt, erbte von Clas von Scharpffenſtein, Ritter, und Neſa von Fürſtenberg deſſen Frauen, und ſein Hennen Schwiegermutter Schweſter, das adliche Gut zu Hattenheim und Erbach im Ringau und das Haus Horneck.

1435 machte Arnold Zumjungen genannt Flois ſein Teſtament, ſtifftete eine Jahrgezeit bey den Predigern in Maynz.

1437 wurde Werner Zumjungen, nebſt ſeinem Vettern Philipps Zumjungen, von Churpfaltz mit dem Mannlehen zu Weißenau belehnet.

1439 wird Philipps Zumjungen genannt Waſſertrunck mit dem Burglehen zu Oppenheim von Pfaltzgraff Friedrich Churfürſten belehnet.

1440 kauffte Henn Zumjungen der junge, ſo zu Hattenheim im Ringau wohnte, von Jeckel Judden von Elfeldt, ſeinem Vettern, einen Theil des Hauſes zu Hattenheim vor 200 fl.; ſtirbt 1478 zu Maynz, liegt zu den Barfüſſern zu Hattenheim (?); in der Kirchen bey dem H. Grab iſt er in einem Harniſch, wie auch ſeine beyde Weiber in Stein gehauen. Er hatte zwey Söhne, als Johann, dem gab er Henn Stempeſen, jährlich um 7 Pfd.

Heller ihn aufzuziehen, und Hermann, welchen Gerlach Benders Hausfrau von Halgarden jährlich um 8 Pfd. Heller und 1 Achtel Korn aufzohe.

1450 wird von Pfaltzgraff Friedrichen Philipp Zumjungen mit dem Burglehen zu Oppenheim belehnet; 1455 ware seiner Wittibe Eva von Oppenheim Lehenträger Claus von Dienheim.

1451 zog Peter Zumjungen, Orten Sohn, nach Erffurt, studirte alldar mit seinem Hoffmeister Cloß Greffenrode von Lindenfels, verzehrten mit einander in einem Jahr 23 fl. und 4 Groschen, darvon hatte der Hoffmeister 3 fl. zu Lohn, laut Rechnung. Dieser Peter war Müntzgenossener, und seynd die Zumjungen Müntzgenossene gewesen, stirbt 1467 Dienstag vor Mariä Empfängnüß lydigen Standes, liegt allhier zu den Barfüssern begraben.

1455 lebte noch Henn Zumjungen zu Gudenberg, welchem viele die Erfindung der Buchdruckerey zuschreiben.

1456 kosten Kone und Dynchen Zumjungen, Geschwistere, in allem in das Closter zu St. Claren in Maynz zu bringen, 100 fl. und vor Kleydung an Röck, Mäntel, Hembdern und Schleyern 43 fl.

1459 kam Elsge Zumjungen auf Recommendation und per primarias preces Ertzbischoff Diethers in das Closter Dalem bey Maynz, und dieweilen ihre Voreltern dem Closter viel Gutes gethan und ihrer Anverwandten schon viele darinnen gewesen, wurde sie gegen 50 fl. aufgenommen, Kleidung und andere Kosten trugen 37 fl. in Gold.

1460 empfing Adam Zumjungen, Edelknecht und Burgmann zu Oppenheim, die Lehen von Pfaltzgraff Friedrich Churfürsten.

1466 war Henrich Zumjungen Chorherr zu Hörde in dem adlichen Stifft, ist nachmals Propst darinnen worden, resignirt 1490 seinem Vettern Georg Zumjungen.

1466 wurden Henrich Zumjungen, Orten Sohn, und seinen Mitgesellen der Zoll zu Maynz genommen, darauf haben Henrich Zumjungen, Chorherr zu Hörde, Hr. Eitel von Sickingen, Ritter, Hermann und Henne Hundt, Gebrüdere von Saulenheim, Diederich von Angelach, Georg von Altzen, Hans und Philipps von Scharfenstein, Gebrüdere, Philipps Bock von Erpfenstein,

Wigand von Dienheim, Henrich Zumjungen, Orten Sohn, Henchen Zumjungen zu Hattenheim, Walter von Molsberg, Peter von Fürſtenberg und andere Mitgeſellen, ſo an dem Zoll zu Maynz gehabt, ein Schreiben an die Stadt Franckfurt gethan, mit Bericht, daß ihnen der Kayſer den Zoll zu Maynz genommen, bitten derohalben, Sie vorbittlichen zu verſchreiben, daß ihnen Gnad und Recht um das ihre widerfahre. An der Missiv haben geſiegelt Henn Hundt von Saulenheim, Wigand von Dienheim und Henrich Zumjungen.

1470 kauffte Joh. Zumjungen 20 fl. Leibgeding auf dem Dorff Ober-Eſchbach, mit und beneben ſeinem Bruder Orten, wie ſie dann auch auf Wormbs, Speyer, Wetzlar und Augſpurg Leibgeding hatten.

1471 turnirte Ort Zumjungen mit Hans von Rhein, ſtiftet 1477 in unſer Lieben Frauen Capell zu den Barfüſſern in Franckfurt ein Erbbegräbnuß.

1478 erbte Ort Zumjungen von Henn Zumjungen dem jüngern zu Hattenheim die halbe Aue zu Ginsheim, welche von dem Reich zu Lehen rühret, und wurde nach ſchwerem Rechtsſtreit mit Hans Horneck von Heppenheim, Walrab von Koppenſtein und Georg Flach von Winternheim am Kayſerl. Hoff vor Orten Zumjungen geſprochen, und er mit der halben Aue von Kayſer Friedrich dem Dritten den 17. May 1479 belehnet, welche er auch alles Widerſprechens ohngehindert erhalten.

1479 hat Ertzbiſchoff Diether, nachdem bey Eroberung der Stadt Maynz ihm Ort Zumjungen vom Ertzbiſchoffen Adolf ſeine Güter und Gefälle daſelbſt entzogen worden, ihm und ſeiner Schweſter alles wieder frey überlaſſen.

1498 lebte Henrich Zumjungen, Burgmann zu Oppenheim, wohnte zu Flörsheim; er und ſein Bruder Werner hatten Lehen von dem Reich, von dem Ertzſtifft Maynz die Dörffer Haue und Eych, auch einige Auen im Rhein von Churpfaltz, vom Abt zu Weißenburg, von dem Graffen von Naſſau, von dem Abt von Fulda und denen Herren von Falckenſtein.

1506 wurde Ort Zumjungen bey Schwalbach mit einer Lantzen durchſtochen; er war in des Graffen Eberhart von

Königſtein Dienſten, liegt zu Königſtein begraben. Ihm wurde eine Jahrgezeit geſtifftet zu Königſtein bey den güldenen Brüdern vor 3 fl. jährlicher Gülten; ſein Epitaphium: 1506 auff Sontag nach St. Galli iſt in GOtt verſchieden der Edel und Ehrenveſt Orth Zumjungen ſeelig.

1515 wird Margaretha Zumjungen Cloſter-Jungfrau zu St. Clara in Maynz; zu der Zeit war Abtiſſin Potentiana von Schönborn und Priorin Anna von Walborn; ihre Eltern gaben in das Kloſter 60 fl. an Gold.

1518 empfängt Hermann Zumjungen das Burglehen zu Oppenheim vor ſich und ſeinen Vetter Henrich Zumjungen.

1521 wird Johann Zumjungen von Kayſer Carol. V belehnet mit der Aue bey Ginsheim.

1525, Dienſtag nach Matthäi, beſchreibet Pfaltzgraff Ludwig Churfürſt ſeine Graffen und Edelleut, worunter Hermann Zumjungen, vergl. Jacob Schluſſer von Suderburg im bäuriſchen Krieg, p. 132.

1530 iſt Ort Zumjungen mit dem Reichslehen von Kayſer Carolo V belehnet worden, erhaltet 1539 von Ertzbiſchoff Alberto, Churfürſten zu Maynz, ein Erblehen, ſo vorhero die Judden von Elfelt gehabt. 1544 wurde er auch von dem Graffen von Iſenburg mit einem Burglehen im Hayn, von ſeiner zweyten Frauen herkommend, belehnet.

1548, 1559, 1566 empfing Daniel Zumjungen das Reichslehen und auch das Maynziſche Erblehen vor ſeines Bruders Orten Kinder von Sebaſtian Churfürſten.

1556 empfing Chriſtoph Zumjungen das Maynziſche Erblehen von Churfürſt Daniel.

1571 und 1577 hat Carl Zumjungen, Amtmann und Hoffmeiſter zu Königſtein, das Reichslehen empfangen, ſtirbt 1587, liegt zu Königſtein in der Pfarrkirchen begraben.

1588 empfängt Chriſtoph Zumjungen das Reichslehen von Kayſer Rudolpho II.

1590 empfängt Joh. Hector Zumjungen, mit dem Zunamen der Groſſe, die Reichslehen. Dieſer war lange Zeit dem Krieg gefolget, ſowohl in Ungern, als in den Niederlanden; er ver-

ordnete, daß seine Fahne, die mit dem Burgundischen Creutz gezeichnet und von ungemeiner Grösse war, mit dem Regimentsstab, samt seinem Harnisch, Gewehr und Conterfait bey denen Documentis familiæ bleiben und solche jederzeit der älteste von der Familien in Verwahrung haben solle. Stirbt 1594, liegt zu St. Peter.

1594 empfängt Hieronymus Zumjungen das Reichslehen.

1595 war Simon Peter Zumjungen auf dem Rittertag zu Maynz; dieser wohnte in der Pfaltz zu Freinsheim in der Burg, allwo die Zumjungen das adliche Schultheißenamt viel Jahr besessen; stirbt 1620, 17. Nov.

1611, den 6. Aug. stirbt Emmich Philipps Zumjungen, Stifftsherr zu Bleidenstatt.

1614 und 1620 empfängt Hans Hector Zumjungen das Reichslehen, hat auch das Jsenburgische Lehen besessen, ist lang in Frantzösischen Diensten gewesen.

1626 war Joh. Gottfried Zumjungen Gewaltsbott zu Maynz, nachmals Obrister und Ertzhertzog Leopold Wilhelms Oberjägermeister und Commendant zu Passau, hat sich zuletzt von und Zumjungen geschrieben, stirbt zu Passau, liegt in der Kirche zum Salvator begraben.

1630, 30. Nov. stirbt Hieronymus Augustus Zumjungen zu Ettenheim, allwo er auch in dem Chor der Kirchen begraben; dieser war Obrister, anbey Kayserl. auch Königl. Majest. in Spanien geheimer und Kriegsrath, Statthalter zu Breisach, auch Ertzhertzogs Leopolds der Zeit Bischoff zu Straßburg, Oberamtmann zu Ettenheim. Stirbt zu Ettenheim und ist alldorten in dem Chor der Kirchen begraben.

16.. war Johann Reinhard Zumjungen Johanniter Ordensritter.

1630 wurde Johann Max Zumjungen noch bey seines Vatters Leben von dem Graffen von Jsenburg belehnet, und empfanget 1641 das Reichslehen. Dieser hatte sehr wohl studiret und gereiset, wie er dann die Gesandten in Lateinischer, Hispanischer, Frantzösischer, Italiänischer und Teutscher Sprache empfangen; von ihm ist die berühmte Bibliothek colligiret worden; stirbt 1649

den 6. Jun. und liegt zu St. Catharinen allhier begraben. Die Bibliothek wurde von der Stadt Frankfurt um 3500 Gulden erkauft.

1634 war Wolff Friedrich Jumjungen Obriſt-Wachtmeiſter unter den Schweden, ſtirbt 1635 zu Wormbs, daſelbſt er zu St. Paul begraben.

1640 empfing Hans Henrich Jumjungen das Reichslehen von Kayſer Ferdinando III, beſaß noch das alte Jumjungiſche Gut zu Mittelheim im Ringau, ſtirbt 1640.

1649 hat Hans Hector Jumjungen das Lehen von Iſenburg empfangen; machet 1666 ſein Teſtament, unter andern legiret er darinnen dem allgemeinen Allmoſenkaſten allhier in Franckfurt wie auch dem Hoſpital, jedem abſonderlich 500 Rthlr., darvon die jährige fallende Intereſſen von 50 Rthlr. unter die Haus-Armen, ſonderlich aber vor diejene, ſo man in der Kirchen bittet, und unter die Krancken im Hoſpital, auf den Pfingſt-Montag auszutheilen, und beider Orten den armen Krancken und Bettlägerigen etwan jedem eine halbe Maaß Wein reichen zu laſſen. 1650 empfanget dieſer Hans Hector von Kayſer Ferdinando III und von Chur-Bayern und Chur-Pfaltz, ſo um des Reichs Vicariat ſtritten, 1658, und endlichen von Kayſer Leopoldo 1659 das Reichslehen.

1669 empfängt Daniel Jumjungen das Reichslehen.

1679 empfängt Johann Max Jumjungen, Freyherr, das Reichslehen."

Frilo oder Freile, der Burg zu Oeſtrich Erbauer, geſt. 1399, hinterließ die Söhne Freile zu Oeſtrich, der unvermählt blieb, Jeckel zum Juckel, Wallbott zu Mainz, von dem eine zahlreiche, noch in der erſten Hälfte des 18. Jahrhunderts blühende Nachkommenſchaft, und Peter zum Juckel, der in erſter Ehe mit einer von Falkenberg, in anderer Ehe mit Clara zum Landeck verheurathet, nur Töchter gewann und 1450 zu Oeſtrich verſtarb, wo ſein Leichenſtein, von der beiden Frauen Wappen begleitet, ſamt der Inſchrift: † Anno Dñi MCCCCL obijt Domicellus Petrus zum Jungen, c. a. r. i. p. a. Peter Jumjungen iſt vornehmlich merkwürdig durch ſeine Händel mit Eberhard Windeck, dem Argentier, Biographen und Günſtling K. Siegmunds, des ehrloſen

Monarchen, der, einige Groſchen zu erſchnappen, hingab, was nicht ſein Eigenthum, die Trennung der Schweiz von dem Reich vervollſtändigte und alſo Deutſchlands natürliche Grenze brechend, den allmäligen Verluſt aller ſeiner Außenwerke vorbereitete und zugleich die Waffen ſchmiedete, mit welchen allein die Könige von Frankreich über ein Jahrhundert lang Deutſchland beſtritten. In der vollen Nichtswürdigkeit zeigt ſich Windeck in ſeinen Beziehungen zu dem Kaiſer; indem daneben beigehender Auszug ſeiner Biographie die Unruhen in der Stadt Mainz im Jahr 1429 darſtellt, und zugleich ein treues Sittengemälde der Zeit gibt, finde ich mich veranlaßt, ihn mitzutheilen.

„Eberhard Windeck, aus Mainz gebürtig, war aus einer zu den alten Geſchlechtern gehörigen Familie entſproſſen, die indeſſen in ihren Glücksumſtänden ſehr herabgekommen ſeyn muß, da er ſelbſt verſichert, daß er nebſt ſeinen Geſchwiſtern „„gar arm"" geweſen und durch 40jährigen Herrendienſt erſt zu „„groſſer erbarer narung"" gekommen ſey. In dieſem Familienverhältniß ſcheint der Grund zu liegen, warum er ſpäter als Demagog in ſeiner Vaterſtadt auftrat und die Geſchlechter, gegen welche ein perſönlicher Haß ihn beſeelt zu haben ſcheint, zu ſtürzen ſuchte. Seine Geburt fällt in das Jahr 1378, denn in dem Jahr 1393 zog er als ein Knabe von 15 Jahren mit einem „„groſſen mechtigen"" Kaufmann von Mainz nach Prag. Die frühere Zeit ſeiner Jugend brachte er auf Reiſen zu. Drey Jahre hielt er ſich in Paris auf. Später begleitete er den Herzog Stephan von Bayern nach Frankreich und den Niederlanden, der ihm aber, ſeiner Verſicherung nach, nicht zahlte, was er ihm ſchuldig war. Mit dem Jahre 1402, wo er aufs neue nach Böhmen ging, ſcheint ſein Leben an dem Hofe König Siegmunds begonnen zu haben. In den Jahren 1416 und 17 begleitete er den König Siegmund auf deſſen Reiſe nach Frankreich und England. Ohne Zweifel war er einer von deſſen vertrauteſten Hofdienern. Beſonders ſcheint die Kaſſe des Königs ihm anvertraut geweſen zu ſeyn. Von Avignon ſandte ihn Siegmund nach Genf, wo er eine Geldſumme abholen und dem König nach Lyon bringen muſte. Bei den mislichen Lagen, welche Siegmunds Geldmangel

öfters herbeiführte, ward Eberhard vor andern zum Dienſte des Königs gebraucht. Bei der Zurückkunſt Siegmunds nach den Niederlanden ließ er die Geſchenke an Silber und Gold, mit denen der freigebige engliſche Hof ihn beehrt hatte, durch Eberhard Windeck für 18,000 fl. zu Brügge in Flandern verſetzen, und der letztere muſte ſelbſt als Bürge 17 Wochen in dieſer Stadt bleiben. Windeck ging, da die Einlöſung nicht erfolgte, ſelbſt nach Conſtanz zu dem Könige, von dem er die erforderliche Summe nach vieler Mühe erhielt und ſie theils baar, theils in einer Verſchreibung in acht und einem halben Tag zu Wagen von Conſtanz nach Brügge brachte, eine für die Hinderniſſe, die in jenen Zeiten überall dem Reiſenden entgegenſtanden, unglaublich ſchnelle Fahrt, die ſo eilend zurückgelegt werden muſte, um den Verfalltag des Pfandes nicht zu verſäumen. Nach geſchehener Einlöſung jener Koſtbarkeiten bedurfte es vieler Schlauheit, um dieſe ſicher an Ort und Stelle zu bringen und allen Nachſtellungen auf der Reiſe zu entgehen. Um nicht unterwegs angefallen und ermordet zu werden, da es öffentlich bekannt worden war, von wie vielem Werth das ſey, was er bei ſich führe, ließ Windeck dieſe Koſtbarkeiten durch Nürnberger Kaufleute, unter ihre Waaren verſteckt, nach Kölln bringen, wohin er ſelbſt mit ſeinen Knechten nachkam. Bei der Abreiſe von Brügge ritte er über die Hauptplätze der Stadt, um zu zeigen, daß er und ſein Knecht ohne alles Gepäcke, ſelbſt ohne Mäntel dieſen Ort verließen, wodurch er die Anſchläge auf ſeine Perſon und das ihm Anvertraute vereitelte. Von Kölln brachte er dieſe Koſtbarkeiten zu Waſſer nach Mainz und von da nach Conſtanz. Solche mit Treue und Klugheit ausgeführte Aufträge waren es, die ihm die fortdauernde Gunſt König Siegmunds erwarben, der ihn von da an auch zu Staatsgeſchäften brauchte. Er folgte dem königlichen Hofe auf deſſen Wanderungen. 1418 befand er ſich mit König Siegmund in Breslau und 1422 in Regensburg, wo ihn der König mit einem, wie es ſcheint in der Wetterau gelegenen, verfallenen Reichslehen belehnte. In den folgenden Jahren hielt er ſich theils in Mainz, theils an dem königlichen Hoflager in Hungarn auf, wo er für den Kurfürſten Conrad von Mainz

mehrere wichtige Unterhandlungen betrieb. Hier bat er den König, ihn ſeiner treuen Dienſte wegen mit einer Gülte auf den Zoll zu Mainz zu belehnen, welches ihm bewilligt und 1426 auf dem Reichstag zu Nürnberg beſtätigt ward.

„Von dieſem Jahre an begann ſein bleibender Aufenthalt in Mainz, der nur ſelten durch Reiſen in das Hoflager unterbrochen ward. In ſeiner Vaterſtadt eröffnete ſich nun eine neue Epoche ſeines Lebens. Die Zerrüttung der Finanzen und die große Schuldenlaſt, welche die Kräfte des gemeinen Weſens völlig überſtieg, führte in Mainz zu bittern Beſchwerden gegen die Alten (wie die Geſchlechter daſelbſt genannt wurden) und deren bisher geführte Stadtregierung. Es erhellt aus allem folgenden, daß Eberhard Windeck ſich es zum Geſchäft machte, die Zünfte beſonders gegen den Rath aufzubringen, um bei der Umwälzung der beſtehenden Verfaſſung (gleich ſo vielen Männern unſerer Zeiten) einen Einfluß auszuüben, den er bei der bisherigen Ordnung der Dinge nicht zu erhalten hoffen durfte. Die dringende Geldnoth zwang den Rath in Mainz, Zehn aus den Zünften ſich zum Beiſtand der Geſchäftsverwaltung zu erbitten. In der Zahl dieſer erwählten zehn Volksrepräſentanten befand ſich Eberhard Windeck, der nebſt Henne Knauch oder Knauff und dem Schreiber der Gemeinde, Niclaus von Werſtadt, die erſte Rolle bei der Partei der Zünfte ſpielte. Das Schuldenweſen der Stadt, welches nun zur Unterſuchung kam und ſich immer mehr aufdeckte, hatte zur natürlichen Folge, daß das Anſehen des Raths und der Geſchlechter, aus denen er beſtand, in demſelben Grade ſank, als die Anſprüche und Forderungen der Zünfte ſich vermehrten. Die Zehner erklärten nach geſchehener Durchſicht der Schatzbücher, die Schulden machten eine Verminderung des zu zahlreichen Rathes nothwendig, und es erfordere das Wohl des Ganzen, den Rath abzuſetzen und einen andern zu erwählen, welches die Alten vergeblich zu hintertreiben ſuchten. Die Zehner verſtärkten ſich nun mit zweien aus jeder Zunft Erwählten, in allem 28 Perſonen, die nun zuſammen auf die Abſetzung des Rathes drangen. Alle Zünfte ſchworen einen Eid, den Zehnern thätig beizuſtehen, und dieß würkte ſo ſehr auf die Geſchlechter,

daß dieſe aus Furcht für ihre Sicherheit ſich aus der Stadt entfernten.

„Die ganze Gemeinde erſuchte nun die drei Reichsſtädte Worms, Speier und Frankfurt, Abgeordnete aus ihren Rathsfreunden zu ſchiedsrichterlicher Entſcheidung auf einen anzuſetzenden Tag nach Mainz zu ſenden. Auf dieſen Tag erhielten die entflohenen Geſchlechter freies Geleite, um auf demſelben auch ihre Klagen vorzubringen. Zu beſtimmter Zeit erfolgte dieſe Sitzung des Schiedsgerichtes. Für die Volkspartei traten als Redner Eberhard Windeck und die beiden andern obgenannten auf, für den alten Rath Peter Rebſtock und Johann Mentzer, des Raths Schreiber.

„Dieſe Vorfälle, welche im Jahre 1429 ſich ereigneten, beſchreibt Eberhard Windeck in Reimen, welche in der Beilage 1 ſich befinden. Es wird in dieſen ferner beſchrieben, daß der angeſetzte Gerichtstag ohne ein entſcheidendes Reſultat ſich endete, weil der alte Rath für jetzt lieber nachgeben, als die Geheimniſſe der Stadt den andern Städten offenbaren wollte. Es ſcheint, daß man durch völlige Aufdeckung dieſer Geheimniſſe, die in dem übeln Finanzzuſtand des gemeinen Weſens beſtanden, den Credit der Stadt völlig zu vernichten fürchtete. Eine Beſorgniß, welche die Volksrepräſentanten mit dem Rathe theilten. Doch machte die endliche Entſcheidung dieſer immer mehr ſich verwirrenden Angelegenheiten eine zweite ernſtlichere ſchiedsrichterliche Entſcheidung unentbehrlich, wozu die obenbenannten Städte und die Pfafheit (vermuthlich iſt unter dieſem Ausdruck das Mainzer Domcapitel verſtanden) ſich erboten. An dem dazu beſtimmten Tage erſchienen auch die Dynaſten von Epſtein und Iſenburg und der Rath des Grafen von Katzenellenbogen, welche die Alten ohne Vorwiſſen der Gemeinde, und zu deren großer Erbitterung, eingeladen hatten.

„Nach den öffentlichen Sitzungen, die zwei bis drei Tage dauerten, während denen beide Theile den Abgeordneten ihre Klagen vorbrachten, überließ die Pfafheit den Rathsfreunden der drei Städte die völlige Entſcheidung, die nun acht Tage lang heimlich unterhandelt ward. Nach dem erfolgten Spruch, der

sogleich in Ausübung gebracht wurde, mußte der alte Rath Sonntags vor U. F. Kerzweihe abdanken, und die neue Rathswahl ward in die Hand der Zünfte gegeben. Diese erkoren vier von jeder Zunft zu der Wahl, so daß über hundert Wählende zusammenkamen. Es ernannten diese vier neue Rathsherren, die nun zusammentreten und durch Ernennung des fünften, sechsten u. s. w. die fünf und dreißig Personen vollzählig machen mußten, aus denen der neue Rath bestehen sollte. Die drei Häupter der Volksparthei, Eberhard Windeck, Henne Knauff und Georg Gruel der Weber, welche Mitglieder der Zehner gewesen waren und nun in den neuen Rath gewählt wurden, mußten indessen wieder aus demselben austreten und durch drei andere ersetzt werden, wahrscheinlich auf Verfügung der Schiedsrichter, welche zu Erhaltung der Ordnung diese Unruhestifter von der Leitung der öffentlichen Angelegenheiten entfernen wollten. Da übrigens niemand aus der Gemeinde sich diesem Ausspruch widersetzte, so scheint es, daß diese drei Personen schon damals in der öffentlichen Meinung verloren hatten. Eberhard Windeck versichert zuletzt, der Hochmuth der Alten, welcher die Stadt in großen Schaden gebracht, seye billig bestraft worden; durch ihre eigene Schuld hätten sie ihre Rechte, die in dem Vorsitz bei dem Rathe sowie in der Besetzung der Hälfte der Rathsstellen bestanden, eingebüßt, und nur sieben aus ihrer Mitte seyen wieder in den neuen Rath erwählt worden, wo nun Zünftige die ersten Stellen einnähmen und sogar drei der Bürgermeisterstellen bekleideten.

„Die Beilage 2 enthält eine Privatnotiz über die Absetzung des alten und Einführung des neuen Raths sowie über manche dabei vorgefallene Begebenheiten. Windecks gereimte Erzählung der Begebenheiten des Jahres 1429 scheint von diesem ziemlich allgemein bekannt gemacht worden zu seyn; deshalb erfolgte eine Beantwortung derselben, gleichfalls in Reimen, welche die Beilage 3 enthält. Diese ist gegen Eberhard Windeck und die übrigen Häupter der Zunftpartei in Mainz gerichtet und scheint einen der Alten selbst zum Verfasser zu haben. Es wird in derselben gesagt, daß König Siegmund beide Parteien zur endlichen

Entſcheidung nach Nürnberg vorgeladen habe. Uebrigens enthält dieſes Gedicht, außer mehreren leidenſchaftlichen Aeußerungen gegen die Häupter der Zünfte, wenig geſchichtlich Neues über die damaligen Verhältniſſe in Mainz; Eberhard Windeck und Niclas von Werſtadt werden als die vornehmſten Aufwiegler der Gemeinde dargeſtellt und auf die Begebenheiten des erſtern in Presburg angeſpielt.

„Wenn alles bisherige höchſtens erweiſt, daß Eberhard Windeck der Partei des Volks nicht aus Vorliebe für die Sache ſelbſt, ſondern aus leidenſchaftlichem Haß gegen die Geſchlechter beitrat, ſo erſcheinen nun mehrere Thatſachen, die ihn in einem ſehr nachtheiligen Lichte darſtellen. Windecks langer Aufenthalt an Höfen und auf Reiſen ſcheint ihn der ehrbaren Lebensweiſe der Bürger in Städten entfremdet zu haben. Auf Vorfälle, die ihn übel berüchtigen mußten, ſpielt bereits die Beilage 2 an. Die Beilage 5 enthält ein wahrſcheinlich an den Rath zu Mainz gerichtetes Schreiben Peters zum Jungen vom J. 1430, welches dieſen als einen erklärten Gegner Windecks darſtellt. Der letztere ſcheint die häusliche Ruhe Peters auf eine empörende Weiſe geſtört zu haben, und dieſer, zur Rache gereizt, legt nun urkundliche Beweiſe der früheren Vergehungen Eberhard Windecks in Hungarn hier bei, von welchen er in dieſem Lande ſelbſt die näheren Erkundigungen eingezogen hatte. Der Sitte jener Zeiten gemäß, wo jeder Städtebewohner außer dem Geſchlechtsnamen noch den des Hauſes, welches ſein eigen war, und zwar im gewöhnlichen Leben den letztern allein zu führen pflegte, was beſonders bei zahlreichen Familien zur perſönlichen Unterſcheidung diente, nannten Peter zum Jungen und ſeine Brüder ſich zum Juckel von ihrem Hofe in Mainz. Frilo zum Juckel, Peters Bruder, hatte im Jahr 1414 in dieſem Hofe den Ulmann von Erfurt getödtet; dies war einer der Vorwürfe, die Eberhard Windeck dieſem Peter machte, welchen er in ſeinem Schreiben im Allgemeinen von ſich abwendet.

„Ueber dieſen Streit mit Peter zum Juckel äußert ſich Eberhard in der Lebensbeſchreibung K. Siegmunds folgendermaßen: Peter zum Nickel (nach dem in den meiſten Namen von Oertern

und Personen verfälschten Abdruck der Menkenschen Sammlung) habe ihn zu Presburg (wo Peter, wie es scheint, in den Angelegenheiten der Mainzer Geschlechter Hülfe am königl. Hofe gegen die Beeinträchtigung ihrer Rechte gesucht hatte) gescholten, „„und das doch was erlogen alse sich denne in der warheit erfand.““ Windeck reiste, um sich gegen diese Anklagen zu vertheidigen, selbst zu dem Könige, den er auf dem Wege aus Ungern nach Deutschland antraf; in Straubingen brachte er in Gegenwart vieler Fürsten und Herren seine Klagen gegen Peter zum Juckel vor dem König in der großen Stube des Schlosses vor; doch erwähnt er weder den nähern Inhalt derselben, noch irgend etwas über den fernern Ausgang dieses Streites in der Fortsetzung jener Biographie, welches Grund zu der Vermuthung gibt, daß er in derselben nicht als Sieger endete, oder die Sache ganz auf sich erliegen blieb. Er suchte dagegen seinen Muth an Peter durch die Erzählung einer schändlichen Mordthat zu kühlen, welche dieser in Presburg an Arnold zum Gelthuse, einem Kaufmann, im J. 1431 begangen haben soll, eine That, die in Mainz später erst bekannt geworden und unbestraft geblieben sey. Diese durch keinen Beweis unterstützte Behauptung trägt indessen zu sehr das Gewand der Leidenschaft und des Hasses, um sie als wahr anzunehmen.

„Ungleich erwiesener ist das, was Peter gegen den Windeck vorbrachte und in den folgenden Beilagen sich findet. Die Beilage 5 enthält ein 1429 ausgestelltes Zeugniß des Stadtrathes zu Presburg, daß Eberhard Windeck und Ulrich Rauhewarter ehemals einen Aufstand der Gemeinde gegen den Rath daselbst zu stiften suchten, worauf beide gefangen genommen wurden und Eberhard nur durch die Vorbitte einiger Bewohner des Orts, die sich zu Bürgen für ihn stellten, auf die Bedingung und sein Versprechen, sich zu festgesetzter Zeit wieder vor Gericht zu stellen, losgelassen worden sey. Er habe sich indessen nie wieder gestellt, schriftlich aber seine Aufhetzungen der Bürger gegen den Rath fortgesetzt, worüber seine eigenhändige Briefe zum Beweis dienen könnten. In Presburg habe er eine ehrbare und vermögende Frau geheurathet und diese nach Verschwendung ihres

Vermögens im Elende verlaſſen, in welchem ſie noch lebe. Auch zu dieſer Beſchuldigung findet ſich ein eignes Geſtändniß Windecks in der oft erwähnten Biographie. Seine Gefangennehmung zu Presburg fällt in das Jahr 1410. In dieſem Jahre erwähnt er: „„do vingen mich die Presburger wider Got, recht und beſcheidenheit und hetten mir gern Unzucht beweiſet, hetten ſie eine ſchulde an mir funden, do lieſen ſie mich geen.““ Er zog zu dem K. Siegmund nach Cremona, im Jahr 1411 auf Faſten, „„do hies ich mir geben ſin konigliche Guade min brieff nach miner nothdorfft, do ſandte ich mine brieffe gen Presburg, die mir der konige gegeben hatte, ſie hulfen mich aber nit.““ Die Unzulänglichkeit des königlichen Vorſchreibens beweiſt eben nicht für unſern Biographen. Zuletzt enthält die Beilage 6 die Erzählung eines Gaunerſtreichs, welcher, wie die Urkunde ſelbſt erweiſt, auch dem geübteſten Betrüger unſerer Zeit zum Meiſterſtück dienen könnte.

„Wenngleich alle dieſe Beſchuldigungen ihn auf der ſchlimmſten Seite bezeichneten, ſo ſchützte ihn die Vorliebe K. Siegmunds doch, wie es ſcheint, vor den Folgen derſelben. Mit dem Tode dieſes hohen Gönners hörte dagegen manche Rückſicht gegen ihn auf, und er ſah ſich der Verachtung ſeiner Mitbürger preisgegeben. Dies geſteht er ſelbſt, wo er erwähnt, daß auf Weihnachten die Nachricht von dem Tode K. Siegmunds in Mainz ankam, „„das was mir Eberhart Windeck gar ſere lait, und ich muſte viel rede horen, die ich nit gerne horte.““ Er ſetzte die Aufzeichnung der Begebenheiten ſeiner Zeit bis zu der Krönung König Friedrichs III im Jahre 1442 fort, wo ſie ſich endigt. Es ſcheint daraus zu erhellen, daß er in dieſem Jahre, dem 64. Jahre ſeines Alters, ſtarb.

„Zum Schluß folgt noch in der Beilage 7 eine Erzählung in Reimen, die ſich in derſelben gleichzeitigen Handſchrift befindet, welche das bisher Mitgetheilte enthielt. Die Begebenheit, von welcher ſie ſpricht, beſtätigt ſich durch keinen urkundlichen Beweis in den Annalen der Geſchichte Frankfurts und gehört, wenn ſie als wahr ſich beſtätigen ſollte, zu der Reihe der friedbrüchigen Vorfälle, die von den Bewohnern benachbarter Städte gegen

einander damals nicht ganz ungewöhnlich waren. Sie beſchließen die hier mitgetheilte Reihe der Schilderungen jener Zeit, die keiner der Leſer dieſer Blätter ſich wieder zurückwünſchen wird."

1.

Maria muter konygyn
Gib lere und myr die ſynne
Dynem dyner und auch dyme knechte
Wan ich y gerne zu ryme brechte
Eyn geſchicht daz mer wart kunt
Als ſich daz hub zu eyner ſtund
Zu Mentze in der widen ſtad
Da mych manch gud geſelle bat
Daz ich etwaß da von dichte
Wan ich von in wart berichte
Des handels wy ſich der hatte gemacht
Wan etlich hatten myn keyn achte
Und hatten mich myt gedicht dor in gezougen
Dar an ſy gentzlich woren betrogen
Alſe mich die gemeynde myt alle
Wole und getruwelich entſchuldigen ſolle
Die wyle ich nu dar in gezougen bin
So wil ich y ſtellen auch mynen ſynne
Daz ich ſolich geſchicht bedichten wil
Ob ich dor in icht redde zu viel
Daz ſal nymant han vor ubel myr
Wan ye myns hertzen beger
Dichten muß ob ich eß kan
Wie daz der rad zehen man
Zu ynen begert zu radſlagen
Als ich eß hort ſagen
Uß den zunfften ubir alle
Des gerten ſy myd glichem ſcalle
Beyde alt und die gantze gemeyn
Daz keyner ſprach under en neyn
Die da zu male zu rade gingen
Wan ſy vochten yn ſolde myslingen
Daz ſie die ſtad in wirde und ere
Nicht mochten gehalten mere
Als ſy byß her gethan hatten
Wan yr verſſarn wolde nu nume batten
Den ſie byß her hant getrebin
Alſe man daz hirnoch vindet geſcrebin
Dy zunfte beriden ſiech zu hant
Da yn dy ſachen worden bekant
Sy ſprachen kyſent wen er habent gerne
Under den zunfften der ſal uch gewern
Da ſy daz vernomen
Wy balde ſy zu ſamen quamen
Sy koren da in kortzer friſt
Zehen manne von gudin liſte
Ebirhart Windecke myd dem bart
Hetten ſie gewiſt, daz er wer geweſen ſo hart
Sie hettens yn erlaßen wole
Den andern ich ouch neunen ſal
Daz was Henne Knauch der getruwe
Der macht yn dy alten ſcholt nuwe
Wan er iſt ye eyn ſolch man
Iß dreſſe an dye alden adir die gemeyn ratsman
Er ſaget uß yn gantz und gar
Des ſint ſie kortzlich worden gewar
Hetten ſie en gekant vor als noch
In were noch ym nyet geweſen ſo gäch
Der dritte iſt Henne Zaen zum Spanheymer
Der vierde Roſenſtil der ſpengeler
Der funffte uff dem holtzmarcte Eckart
Der feſte Joſt Lewenbart
Der ſobende Gorge Gruel
Der achte Medenbach ſin geſelle
Der nunde Jeckel Scherer uff dem brande
Der zehende Henne zum Wagemann genande
Da ſy alſo gekoren worden
Sy wprden beladen mit großen burden
Und myd eyden ſtarg und groß
Jr iglicher und ſin genoß
Sweren muſt alda eynen eyt
Daz er wedder durch lib noch leyt
Laßen wolde er kerete ye vor
Gottes lob und hette yn bevor
Der gantz gemeyn notz und frommen
Da yß dar zu was kommen
Und auch waß ſy worden rat ſlagen

Daz ſolden ſy vor eynen raed dragen
Mocht der raet eyn beſſers gedencken
Sy ſolden von irme ratſlagen wenckin
Kunde abir vn dar an nyet gelingen
Sie ſolden er ratſlagen an die zunffte bringen
Waz dan der meiſteyl rad und zunffte
Mit eyde und virnumfft
Erkenten vor daz beſte
Darby ſolde eß bliben feſte
Si ratſlagen ouch gar balde
Sy weren iung abir alde
Daz ſie zehen iar by eyn ander blyben ſolden
Des die von alden nyt dun wolden
Und ſatzten ſich dor widder
Daz quam yn zu ſchaden ſidder
Wan die zehen hatten acht
Wy ſy yn behilden die macht
Sie baden zehen erber man uß dem rade
Zu ratſlagen frn und ſpade
Mit den zehen von der gemeyn
Daz muſt ſyn und was dar an keyn neyn
Nicolaus von Werſtad der ſcriber
Und ſin geſelle Johann Mentzer
Worden den zwenzgen zu gegebin
Daz quam in gar glich und ebin
Doch ging eß dem eyme gar ubel hinde nach
Wan ym wart geſprochin ſchach
Ich meyne den von der alten ſiten
Der muſt widder heym ryten
Den weg den er was herkomen
Daz brecht yme keyn frommen
Die ſelben zehen als ich hau geſeyt
Muſten ſweren auch den eyt
Als die zehen hie vor daben
Und daz ſy auch alſo wolden helffen raden
Nu hort wy eynen liſtigen vunt
Henne Knach vant myt dem ſußen munt
Er ſprach nu radent geſellen zu
Ich gewan noch hint keyn ruwe
Sint wir ſo vere iß haben brocht
So han ich vor daz beſte gedacht
Daz wir den eyt heſcriben han
Und wy wir ſollen ratſlaen
Mochten wir ouch behalden da in
Daz wir zu brechten myt hubiſſchen ſynne
Macht zu habin gantz und gar
Ir ſoldent werden wol gewar
Iß were daz beſte vor arm und riche
Und ich virſtene uycht beſſers mych
Dan wo wir habin die macht nicht
Keyn gud da von geſchycht
Des volgeten eme myd glichem ſchalle
Sin geſellen gentzlich alle
Da daz vernam Peter Rebeſtock
Er wart ſich ſtruben als eyn bog
Und ſprach der briff begriffet vil
Des nyemant under uch mercken wil
Er wart gebeten faſte und fere
Daz er en doch gebe lere
Waß der brieff doch in eme hette
Daz er doch myt nychte dette
Er ſprach er helt vil wonders inne
Und wyßet nycht daz ſie in irme ſynne
Daz vormals hatten wol bedocht
Alſo wart daz vor den raet brocht
Wy lange ſie ſich des beriden
Zu leſt die vyher borgermeiſter beſchiden
Jn zu gebin vor eyn antwort
Als die zehen hatten begert
Jn zu geben ſiegel und brieff
Daz nymant dor widder riff
Der raet wolde eß dun gar gerne
Wan ſy mochten der zehen nyet enperen
Alſo wart der briff vorſigelt
Und feſtecklich vyrryggelt
Und uff den diſſche ym rade geleyt
Wy wenyg Eberhart Windecke da beyt
Er nam den briff gar balde zu ym
Nyman ſprach Drutz nyt en neme
Alſo bracht er den briff hen en weg
Do daz vernam Henne Knauch der gecke
Er ſprach ich wil uch machen kunt
Waz beduden myn liſtigen funt
Mit diſſen briff als er in hort
Habin wir gentzlich verſtort
Sune briff nu und alt
Do ſy daz horten ſy gingen balde
Zu hauff und raetſlugen vorbaß
Ja waz waz aber daz

Daz groſſte daz ich gehort ye
Wan ſie raetſlageten wy daz ſy
Den raet enſetzen mochten
Mit gelimp und myd zochten
Wan ſy hatten gemacht der ſchult zu viel
Wor umb adir wy ich nycht ſagen wil
Wan mich mochte etlicher ſcelden
Dar umb en dar ich nyet zu viel melden
Ich laſſe iß umb daz beſte hye
Horent aber waz daben ſy
Sy worden zu rade balde und ſnelle
Wy en wurden die ſluſſel
Zu ſigel und zu ſchatzbucher
Daz was dem rade eyn groß ſwere
Dor widder dorſten ſy ſich doch ſetzen nicht
Wan ſi des ſelbin worden wol bericht
Daz iß muſt ſin ane widder redde
Wie wole etlicher gar node daz bede
Da ſie die ſluſſel hatten ynne
Si quamen vor den myt ſynen
Und ſprachen er heren ſehent zu
Wie man diſſen dingen do
Myr vinden ſcholt die nyet iſt kleyn
Waß nu ſie unſer meyn
Daz ſagen wir uch in kortzer friſt
Der raet vil zu wyt iſt
Dar zu gedeilt iſt der rat
Dar uß der gemeynde groß ſchade gat
Dan were eyn eymudig raet geweſen
Die ſtat were vor ſchult wol geneſen
Waz iglicher in dem rade genoßen habe
Daz laßen ich aber myn dichten abe
Und griffen verbaß an myn ſlahe
Waß die zwentzig man daben da
Dar zu die zweyne ſchriber von der ſtat
Die man dar zu gebeden hatte
Sy frageten umb gar balde myt eyde
Daß er iglicher ſeyde
Ob eß beſſer weſen mochte
Odir ob iß nyt endochte
Daz man den rat enſetzet gar
Und eynen andern ſetzet dar
Der zu ewigen zyden blibe
Und ſolich dinge nyt me enbribe
Als diſſe biß her han gethan
Alſo wart gefraget yderman
Off den eyt zu der ſtund
Getruwelich ſo man beſt kunde
Da ſprachen ſunſſzehen under yne
Iß duncket uns eyn guder ſynne
Syt der raet iſt gar zu wyt
Daz man ſie enſetze in der zyt
Und mache eynen rad der eymudig ſy
Da ſprach Rudolff zum Gedancke da bliben ich by
Darzu Niclaus der ſtad ſcriber
Daz was den von alden ſwere
Und ſatzten ſich dar widder viher
Die ich uch ouch wil nennen ſchire
Daz eyne was Rudolff zum Humbrecht
Daz ander gar eyn wyſer knecht
Peter Rebeſtock genant
Den dritten han ich auch irkant
Zum Wydenhoff Reynhart
Und Heintz Rebeſtog der was gar hart
Dar zu halff yn er ſcriber
Genant Johannes Mentzer
Die zehen gekorn von der gemeyn
Die heyſſchen alle zunffte by eyn
Und baben uß iglicher zunfft zweyne
By er ratſlagen zu gene
Wan iß were nit bequemelich
Ir ratſlagen zu dragen vor arm und rych
Wy balde daz wart von yn gedan
Sy gabin echt und zwentzig man
Den zehen zu myd voller macht
O wy ſere iß die von alden erſcrag
Des achten dy zehen alles kleyne
Wan ſy ir ratſlagen und ir meyn
Als ſy vor wole bedachten
Vor die echt und zwentzig brachten
Die berieben ſich an underſcheit
Und erkanten gemeynlich uff den eyt
Daz widder ir ratſlagen
Ir keyner mochte geſagen
Sunder er were nutz und gut
Und ſtunde dar tzu alle er mut
Da daz irhorten die zehen recht
Sy daben alſe fromme knecht
Und brachten iß myd wyſer daet
Virnunfftiglichen vor den raet
Und beluden ſy auch myd dem eyde

Daz ir iglicher ſeyde
Ob nach gehandelten ſachen
Gut were eyn nuwer rat zu machen
Der raet irkante myd eyde da
Daz meiſtebeyl waz zu rade da
Da daz irkennet wart alſo
Da worden die von alden gar unfro
Und fochten daz ſy zu ſchaden quemen
Und yn den halben raet nemen
Sy retten dar yn waß iglicher kunde
Dar nach ubir etliche ſtunde
Die zehen an die zunffte iß brachten
Den handel und wy ſie eß gedachten
Und begangen was biß dar
Do ſy des alles worden gewar
Sy worden zornyg und bobiten ſere
Und ſprachen waß ſal der raet mere
Wir ſolen yn abe ſetzen gar balde
Ir ſy iung abir alde
Do ſy die redde alſo virnomen
Dy zehen aber zu ſamen quamen
Und ratſlugen ſere dy ſache were groß
Sy muſten liden manchin ſtoß
Iß were gud daz ſy verſorget weren
Dar umb wolden ſy nyd enperen
Die zunffte muſten ſweren
Daz ſie getruwelich wolden weren
Ob ymant wolde geweldigen ſie
Byſtendig yn zu ſin und wy
Sy er ratſlagen hetten an gefangen
Numer da von wurde gegangen
Daz ſwuren ſie alle gliche
Alt iung arm und ryche
Den zehen alſo beſtendig zu ſin
O wy eyn groß pyne
Bracht iß den von alden under den gaben
Sy ſprachen waß ſchande und ſchaden
Habin wir gelebit hie
Iderman der flyhe
Iß iſt nyt mer hir unß bliben
Sy wollen uns in den ſack driben
Alſo quamen ſy alle von hynne
Da daz die zehen worden ynne
Sy ſcriben balde und endelich
Dry ſtedde horten zum ryche
Wormeß Spire und Franckinfort
Daz ſy ſenten er frunde vorte
Zu yn geyn Mentze in dy ſtat
Dar umb die gantz gemeyne bat
Umb er bede daz wart gethan
Vor ſy quamen dy zehen man
Und ſageten yn den handel gar
Da daz die von alden wurden gewar
Die von dan waren gefaren und geritten
Schicketen die gemeyn umb eyn geleide zu bitten
Wan ſie wolden auch vor den ſtedden
Sagen waß yn noet were zu redden
Wy balde wart yn gegeben daz
Dar zu ſolden auch ſagen waß
In noet were und weſen mochte
Daz er keiner die gemeyne fochte
Dun wolden ſie auch des glych
Sy beridden ouch ſich
Daz iß nyt hindern ſolde an dem geleide
Waz iglich parthie da ſeyde
Da virliff ſich redde widder redde
Wer den parthien daz wort bede
Den von den alden Johanes Mentzer
Der ſelbin aldin ſchriber
Wan iß der nycht mocht bryngen vort
So bet Peder Rebeſtock daz wort
Dor tzu Heintz Dulin
Und ander die geſellen ſin
Mit harten worten hochmudeklich
Glich alſe ſolden die gemeyn fochten ſich
Daz was ſicher gar verlorn
Wan ſi gaben nycht uff eren zorn
Der gemeyn ſcriber Nielaus von Werſtad
Die ganz gemeynde bat
Ir wort zu dun wan yn was kunt
Der handel und auch die geſchicht
So ſolde Henne Knauff auch laßen nicht
Er rette dar yn waz yn duchte gud
Des glich man Ebirhart Windeck gebot
Suſt wart geret vaſt und vyl
Solich redde ich hie bliben laßen wil
Doch macht ſich er ſach zu leſt als verre
Daz dar yn vil eyn groß gewerre
Und daz di zehen von der ſtat
Sagen wolden was der alde raet
Vor manchem iar getriben hatten

Dar vor gar flißiglichen bat
Peter Rebeſtog und ſin geſellin
Er ſprach ouch wir wullen
Mit den unſern redden recht
Als getruwe erber knecht
Die umb dagelon ſollen arbeyten
Als getruwelich wir arbeiten wollen
Und hoffen auch uns ſolle gelingen
Daz wir die ſachin zu gudim ende bringen
Und wollen dar inne nyt beiden
Dar umb laßet die ſtedde widder heym riden
Daz ſy der ſtedde heymelicheyt nyt wurden gewar
Des volgeten die zehen alleß gar
Und wonten iß were alſo gantz
Da was ſolchir redde eyn hobiſchen glantz
Den man hubislich bedecken dut
Wan uff uſſſlege ſtund er mut
Ob ſie des wyſten icht mochten gedencken
Da ſy dy zehen muchten krengken
Sy ſuchten rad beyde hir und dort
Wy vil ſy ſuchten iß muchte nyt vort
Hort waz wil ich uch ſagen
Sy baden iß erſt zu dagin
Daz hatten ſy in dem vortzog gelernt
Den ſie nu driben hinver alſe vernt
Als ich dicke han horen ſagen
Waß der menſche lernet in iungen dagen
Daz volget ym in dem alder mydde
Alſo iſt auch der von alden ſidde
Daz off virtzog ſtet al er muet
Wy wole yn daz dicke ſcaden dut
Doch in dem virtzog ſy nycht lißen
Sy baden die eren ſarn und ſtißen
Zu furſten hern ritter und knecht
Und lachten yn vor ir ſache gar ſlecht
Und lißen etlich briff auch leſen
Wern die von der gemeyn dar by geweſen
Sy hetten geſaget nycht alſo vyl
Sehent da was komen daz zyl
Daz die gemeyn eyn antworte ye haben wolt
Dar umb die von alden waren yn nyt holt
Da die von yn mocht werden nyet
Zu hant die gemeyn er frunde beſchyt
Zu heren ſtedden rittern und knechten
Daz ſie ir vornemen auch kunt mechten
Sy yn auch da by ſagen laßen
Daz ſi ſich ye gerne wolden maßen
Waz nyt glich abir recht en were
Do die von Wormeß vernomen di mere
Den was leyt ſolich zweydracht der ſtadt
Dar umb ſy beyde parthie ſcreyb und bad
Zu dagen zu kommen vor ſie und die ſtedde
Frankenfort und Spier durch er bede
Daz baden ſy myt wyllen gern
Do die paffheyt virnam die meren
Die ſanten ir frunde auch zu yn
Sy baden ſy myd guden ſynne
Daz ſy an ſehen wolden got
Und ſich ſelbin nycht mechten zu ſpot
Und auch wyslich er ſache nemen virhant
Dar zu wart yn auch bekant
Und ſaget der paffheit mut
Wer ſie irgent zu gut
Sy wolden nyt ſparn gud abir arbeyt
Daz wart yn zu Montbaſilir (1) geſeyt
Dem gemeyn rade und auch den zehen
De worden da der paffheit ſtehen
Ir frunde ſanten zu yn uff den dag
Zu virhoren beider parthien ſage
Des glichen ward den von alden geſeyt
Die baden auch die paffheit
Umb er frunde dar zu zu ſenden
Daz wolde die paffheit gern vollen enden
Sy bevoln irn frunden myt fliß zu enbern
Daz ſy von keyner parthien weren
Sunder beiden parthien glich
Und daz ſy auch flyßen ſich
Waz ſy gudes dar in mochten gereden
Daz ſy daz myt fliße beden
Hort aber wy ein ubir mut
Die von alden drehen waz nyt gut
Alſe ſy dicke me habin gethan
Wan ſie hatten unterſtan
Mit hemelichen dingen

(1) Montbaſilir, der Name eines Hauſes in Mainz ohnweit St. Quintinskirche gelegen.

Off ſolichen dag zu bringen
Furſten graven und auch herren
Die wolden ſy nyt gewern
Ane die zweyne von Eppeſteyn
Dy quamen myd irn rittern alleyne
Und von Iſenburg Dither
Umb zu vernemen ſolich mere
In der ſtad weſen mochte
Und ob ſy zu ycht dochte
In fruntſchafft dar yn zu rebin
Daz ſy gar gerne beden
Ich han dar an nyt gelogen
Iß hatte auch der graffe von Katzenellenbogen
In ſin rat geſendet dar
Do daz die gemeyn wart gewar
Sy worden zornyg und unſro
Daz ſy nyt auch alſo
Vil lude gebeden hatten
Zornen dar umb wolde nyt baten
Dar umb lan ich daz bliben hie
Und ſagen auch furbaß wye
Der dag an gehaben wart
Di beide parthie hatte ſich geſchart
Ir iglich den an hab habin wolt
Daz yn der quam myd gebolt
Der paffheit frunde und auch der ſtede
Gar gutlich myd fruntlicher bede
Daz ſy daz ſtellen wolden zu yn
Daz duchte die heren eyn guder ſin
Und riden daz getruwelich
Daz ſy dar yn ergeben ſich
Daz wart geban myd gudin ſitten
Die paffheit und ſtede ſy balde entſcheden
Daz dy gemeyn den aneſang hatten
Wan iß den alden nuſt en ſchette
Der paffheit frunde und auch der ſtede
Die da waren yme irbede
Saßin nedder um zu virhoren
Beide umb uns da durch koren
Wer gelymp abir ungelymp hette
Ir ytweder ſchriber da daz wort bette
Und redde umme redde virliff ſich vil
Solde ich daz ſcriben uff daz zyl
Iß lenget dy zit und auch die redde
Wan iß volleklich gewert hedde
Zwene adir drye dage
Waß were zu ſcriben ſage umme ſage
Iß hant gehort arm und ryche
Und wer da wolde gar uffintlich
Iß wart auch wole von beider ſyt
Gerette dor in zyt vor zyt
Eyner hie der ander dort
Als daz ouch menlich wol virhort
Da von nyt noet iſt vil zu ſcriben
Daz lan ich da by bliben
Und ſagen wy der paffheit
Frunde baben die parthien beide
Mit willen und der ſtedde rat
Daz ſie beide ſolich gebat
An die ſtede wolden kommen
Sy duchte iß brechte in großin fromen
Wan yn geburt dar yn zu reddin
Daz fromde lude nit endeden
Und geburt yn auch vil ticht zu ſagen
Daz man den andern muſte gedagen
Alſo ward yn geſolget daz
Wy iß aber ginge darnach baß
Daz wart alliß heymelich geban
Do von muß ich myn dichten lan
Und ſagen wy eß vort erging
Do dy ſache alſo geſing
Vor den ſtedden heymelich
By acht dagen da beſchide man mich
Daz die ſachen weren gar verricht
Und iglich radhere ſolde laßen nicht
Er ſolde uff ſagin rad und ampt
Wy wole ſich etlicher des ſchampt
Doch muſt iß ſin uff einen dag
Off ſondag der da neſt lag
Vor unſer frauwen dag kerwy
Da ſtund die ſtad rades fry
Ydoch die zehen fingen an
Nach zu geyn irme ratſlaen
Und beſchiden uß yeder zunffte ſchyr
Zu komen erber man viher
Der worden hundert adir me
Die muſten alle zu der kor gene
Und kyſen uff den eyt einen man
Der ratbar were und raden kan
Alſo daz dar weren viher und nyt me
Wy iß nu vort auch gee

Daz wyl ich auch beſcheyden
Die viher muſten by eren eyden
Den funffſten kyſen auch alſo
Die funffe den feſten do
Und alſo vort ging ye die wale
Biß daz funff und dryßig wart die zale
By ſolicher zale muſt iß bliben
Nu muß ich aber ſorte ſchriben
Wy in ſolicher zal wart auch gekorn
Dry man an den wart verloren
Dy kore die an ſy was geleit
Wan iß was den zunfften leyt
Und ſy waren auch under den zehen
Sehet dar begunde der nu rat zu flehen
Die gantz gemeyn gar flißeklich
Daz ſy baß beriden ſich
Und yn dy dry laßen ſolden
Des ſy ye nyt dun wolden
Alſo muſten her widder uß die drye
Wer der dryer iglicher nu ſy
Daz dun ich uch gar ſchire bekant
Iß was Ebirhart Windecke myd dem bart genant
Der ander Henne Knauff myd dem ſußen monde
Den dritten mach ich uch ouch kunt
Iß was Gorge Gruel der weber
Ach wy gern wer der in dem rade verliben
Die zunffte iß alleß vort driben
Daz der drier keiner blebe nicht
Alſo wart ich vort bericht
Daz ſy vor dy dry dry ander koren
Daz brachte Gorge Gruwel großen zorn
Doch wy ſere er zornet iß halſ yn nyet
Dor noch zu hant man aber ryet
Wy man die ampt beſtellen mocht
Daz iß vor arm und rych wole bocht
Sehet da was beſtald vor
Daz ye zu ſolicher kore
Komen ſolde uß iglicher zunfft
Ein erber man von guder virnunfft
Dy koren da zu borgermeiſter
Jeckel Fyſſcher den metzler
Johan Apteker un Johan Stange
Daz bet abir den von alden bange
Wan in dem radeſlagen vor
Uber komen was daz man kore
Zu borgermeiſter nyt me wan drye
Sehen nu da ſie ſahen daz ſy fry
An ſolicher kor waren verlebin
O wie ſere ſie eß da dreben
Als ſy dicke me haben gethan
Und waß ſy ye haben underſtan
Daz muſte dy lenge doch komen vort
Sy ſuchten dayt und ſuchten wort
Alſo lange byß ſie iß dar zu brachten
Daz ſy Peter Sylberberg auch machten
Zu borgermeiſter diß iar allein
Und dan vort me yr numer me kein
Me koren wan alles dry
Da ſolde iß vortme bliben by
Hort aber waß den von alden geſchach
Daz yn bracht leyt und ungemach
Dar zu brachte ſy er uber muet
Der ſelben dut die lenge gud
Alſo muſt auch geſcheen hie
Ich wil uch ſagen aber alſo wy
Waz ſy daben abir waz ſy worn
Sy wolden ye hochmudeklich gebarn
Myd forgang und auch myd redde
Wy wole ein ander vil baß bede
Daz wort getan daz mocht nyt weſen
Dar umb die ſtad nyt mochte geneſen
Sy moſt in ſchult und liden komen
Des glichen han ich dicke virnomen
Daz hoffart ſtort lude und lant
Von hoffart wirt auch dicke geſchant
Manch menſche und von ubir muet
Da mydde er ſich dicke nyddern duet
Alſo iſt auch hie geſcheyn
Des muß menlich mer veriehen
Wan mancher under yn ſaß und ging auch vor
Der nu blibet ſitzen by der thor
Dem er ginge vor dem geyt er nach
Iſt daz nicht von gode ein rache
Umme hoffart volleklich getan
Wan ſy ſaßen vor hin obin an
Und hatten auch einen halben raet
Umb ſolich ubirmutlich getat
Iſt yn daz gar benomen

Sy ſitzen nu alſe weren ſy ſtommen
Mindes fry und ſchembe roet
Daz iſt en gemeynt gar zum bode
Sy ſaßen auch vor zu der rechten ſyten
Und wolden nymant by yn lyden
Von ubirmut ſy baden daz
Dar umme die zehen nyt waren laß
Sy ſatzten zu der rechten ſyten an
Der gemeynde edelſte radesman
Alſo daz vort einer von der gemeyn
Sitzet oben an und anders der keyn
Und uff die linken ſyten einer von den alden
Sehent alſo kan hoffart walden
Hude uff und morne abe
Alſe ich daz dicke geſeyn habe
Sy han auch virloren gar
Irn halben raet das nam ich war
Als ich in dem rade zu einer zyt
Saß und myn augen wyt
Lauffen ließ hin und her
Zu mercken wer ein iglicher were
Da vant ich von den alden numme dan fuben
Die in dem rade worn bliben
Ich han auch glauben ſicher zwar
Und ſolden ſy lebin duſent ior
Sy gewynnen kein rad numer me
Und wy eß auch umme die ſiben ergee
Ob die nu bliben ewiklich
Daz wil nyt beduncken mich
Doch lan ich die gemeynde myde walden
Wy ſy wollent myd den alden
Iß geyt mich hie nyt me an
Wan ich myn dichten nu wil lan
Von den alden und der gemeynde
Ob ich under en dy keyn
Erzornet habe myd myme gedicht
Daz iß keiner habe vor ubil nicht
Daz bidden ich myd fliß und ernſt
Wan ich doch zwar aller gernſt
Igliches wolde geſchonet han
Daz kunde myn ſynne nyt underſtan
Nach dem ſich die ſachen
Gemacht han und werden machen
Wer uns nu diſſen ſproch macht
Und diſſe geſchicht zu ryme bracht
Den han ich uch noch nyt genant
Ydoch daz er uch werde bekant
So wil ich uch en nennen
Uff daz man yn moge irkennen
(1) Ebirhart Schenck den Win laß drincken
Die zunge wyl mer nu ſincken
Daz ich nyt mag gedichten vort
Von diſſen geſchicht ein enigeß wort
Ich bid dich muter godes reyne maget
Synt nymant nyt wirt von dir virſaget
Daz dyner gnaden myldekeyt
Dem nuwen rade und der gemeyn ſy unverſeyt
Daz ſy alſo regeren werden
Daz ſy lob hy uff erden
Und dort immer ewecklich
Virdinen mogen daz ewige rych
Amen ſprechent alle
Daz myn gedicht den alden wol bevalle.

(1) Eine Buchſtabenverſetzung des Namens Windeck.

2.

Alſo der Stedde Wormeß, Spire und Frangfort erber Ratsfrunde die uff dyßmal von den vorgeſcreben Steten dar zu geſchicket und geſant ſint, erkant und geheyßen hant daz eyn iglicher der dyßher des Rats zu Mentze geweſt iſt, ſin Ratampt doch myt Beheltnyſſe ſyner Eren uffſagen ſal nochdeme daz an ſy geſtalt geweſt iſt. Alſo ſagen wir Claes Dulyn, Wylkyn Salmon, Jeckel zur Eyche, Henne zum Jungen, Hentze Sommerwun, Peder Werwolff, Reynhart Widenhoff, Peder Vizthumb, Peder Rebeſtog,

Heintze Dulin, Hentze Rebeſtog, Cleſchin Vizthum und Henne Nußbom von Erkenntniſſe und Geheyſſes wegen der vorgenanten Stete erbern Ratslude unſer Ratampt uff. Kuntlich in diſſem Briffe Urkunde unſere Ingeſiegel zu Ende diſſer Schrifft gedrucket. Geben uff den Samſtag nach ſente Pauels Tag alſe he bekert wart, alſe man ſcrep duſent virhundert und nun und zwentzig Jar. Item uff den Sondag vor uns liben Frauwen Tag Kerzwy in dem nun und zwentzigſten Jar ſchickte man uß yder Zunfft vier Männer uff das Rathus und uns Frunde auch vier und darzu Richter Arnold und Gotzen zur Eych die die Kore hulffen innemen und die andern vier von unſen Frunden und auch von den Zunfften ſworen mit eyn zu den Heilgen da vier bidderver unverſprochener ratbarer Männer zu kyſen nyt umb Lib adir umme Leyt, noch umb Gabe adir umb Mogeſchafft adir umb keinerley Sachen daz zu laßen, alſo koren die vorgenant uff den Tag zum erſtin Jeckel zur Eych, Henne Appoteker, Cleischen zum Aſtheymer und Ernſt den Becker, die viher koren den funfften, die funffe den ſeſten, die ſeſſe den ſibenten myt daz er funff und drißig worden, geſchach diſſe Kor uff den vorgenant Sondag, Mandag und Denſtag in dem vorgenant Jar und waren diß die Ratherrn, die man zu den vier erkoren zum erſtin Jeckel Fyſch, Heintze Herheim, Cleyſe Ros, Cleſe Schenkinberg, Ebirhart Windecke, Hermann Windecke, Henne Daysburg, Knoff, Gorge Gruel, Meiſter Johan der Smet, Buſer der Metzler, Hans Bracht der Korſener, Heyl Froſch, Peder Lunſchenbry der Viſcher Stangen Son des Snyders, Cuntze von Hocheym ein Stirmann, Monch der Snyder, Frammach der Wober, Heintze Oppinheymer der Wober, Schop der Steinmyzze, Caſper der Schuchman, Heintze Melbach der Soddelor, Ebirhart Noriches Son Steffen Gertner, Winckelhenne der Loer, Peder Silberberg, Peder Rebeſtog, Heintze Rebeſtog, Cleischen Vizthum, Henne Noßbom, Rudolff zu Landeck ꝛc.

Item uff Mandag darnach hatte yedye Zunfft eyn vor den Rat geſchicket und unß Frunde auch eyn die Ampt zu kyſen, alſo worden die von den Zunfften uneyns, daz man daz uffſlug myt uff den Aſchmytwochen da quamen ſy widder uff daz Rat-

hus und korn da zu Borgermeiſtern Jeckel Fiſcher den Metzler, Henchin Appeteker, Stangen Son des Snyders, und zu Rechenmeiſtern Peder Rebeſtog, Heyl Froſch und Cleiſchen zum Aſtheymer, und zu Bumeiſtern und Werkmeiſtern Henne Nußbom und Frambach den Wober, zu Scheffen Cleiſchen Vizthum, Heintze Herheim, Steffen Gertner, Winkelhenne den Loer, zu Schatzmeiſtern Peder Silberberg den Smet an Gaporten und Bracht Haus den Korſener, und zu Almundern und Rinmeiſtern Rudolff zu Landecke und Cuntze von Hocheym den Stirman. Alſo worden die Zunffte uneins, daz man kein Borgermeiſter von unſern Frunden gekorn hatte, und koren ſy Peder Silberberg zu Borgermeiſter zu den andern drey, daz er vieher warden, und koren Hermann Windecke zu eyme Schatzmeiſter an Peder Silberbergs ſtat und koren Heintz Rebeſtog zu eyme Rechenmeiſter an Peder Rebeſtogs ſins Bruder ſtat ꝛc.

Item uff den Donerſtag darna quamen die zehen in den Rad und ſatzten uns Frunde und auch die von der Gemeyn, die dan zu Rade gekorn wern, noch dem Alder alſe ſy beduchte wy ſy ſitzen ſolten, auch virboten die zehen, daz keiner zu Rade ſolte geyn der ein uffin Ebrecher were adir ein uffin Wucherer adir ein Hantſpeler. Auch ſolte keiner des Rats in ein uffin Tavern zu Win geyn.

Item uff den Samſtag darna wart man zu Rade, daz man drey andere ſolte kyſen anſtat Jorge Grueln, Ebirharts Windecks und an Knoffes ſtat, und kor man an yr ſtat Henne von Hern Peders Eyden zum Oxen, Spiß den Bender und Gerhard den Sarwechter.

Item uff denſelbin Samſtag forderten die zehen ein Briff an den Raet, daz ſy zu ewigen Dagen bliben ſolden.

Item uff den Samſtag darnach ungeverlich wart den zehen ein Briff von dem Rade, den ſy auch haben wolten, daz ſy adir ander zehen zu ewigen Tagen ſyn ſolten, alſe verre die Zunffte daz gehalten wolten han, adir ſy und die Zunffte wolten nyt hulden.

Item uff den Strytſondag zu Morgen ſworn die Zunffte in der Ratſtuben und Wilkin Salmon, Reynhart Wydenhoff, Peder

Vizthum den Burgermeiſtern bieſtendig und gehorſam zu ſyn und den Raet vor uns Hern zu halten an alle Geverde.

Item uff Mandag darnach ſchicket man nach unſen Frunden die nyt da waren geweſt uff dem Rathus, die ſworn denſelben Eyt auch.

Item darnach uff Sondag und Mandag verbot man die Zunffte und auch unßer Frunde und ließ die den Ußſpruch horen den die Stedde gedan hatten, und ſageten yn auch, wie die Schatzunge und die Umgelde erhoet weren und wy hoe, und korn uff den Dinſtag Hentze Sommerwun, Steffan Gertner, Peder Werwolff und Joſt zum Volker, daz die warten uff Lonecke des großen Ungeldes, der Ruden, des Mutte und des Mel Ungeldes. So kor man Knauff in daz Kauffhus und ghyt man den vorgenanten funff Perſonen ydem 26 Punt Heller zum Jor zu Lon. So kor man an den Zol Jeckel Duppengyßer und den Scherer zum Wagemann von Aſchaffenburg.

Item uff Mytwochen zu Morgen ſworn alle Becker zu den Heilgen, daz ſie nymant kein Brot in ſin Hues backen ſolten, er brechte dan ein Zeichen von Lonecke, daz die Hounge bezalt were. Do gingen die Ungelder uff Lonecke nach eßen und auch darnach umme ynne alle leygen Keller und beſagen wasz Win die Lude da hatten, und muſt man von eyme Fuder Wins, das eyme gewaſſen was, eyn Gulden geyn, daz vor ein halben gab, und von eyme Fuder Wins, daz dar gekoufft was, zweyne Gulden geyn, daz vor ein gegeben hatte.

Item uff Sondag vor Halbfaſten wolten ſie wyßen, wer von unſen Frunden in der Sune ſin wolte adir nyt, daz die die Stedde auch hulffen bitten, daz ſie ſolch Briffe vorſigelten, als ſie dan geſprochen hatten, und waren unſer Frunde uff den Tag dryzehen adir virzehen ungeverlich die da inne ſin wolden.

Item uff Mandag nach Halbfaſten quamen der zehen ſubin und der echt und achtziger auch ſubin vor den Rad und meynten, es koſte vele die Perde zu huren wan man von der Stedde wegen riden ſolte und wer man dannoch nyt wol geredyn. Nu hette Knauff groß Arbeit und Muhe gehabt in diſſen Sachen, ſo kunte er riden und ſtund eme ſin Harnas wol und wer ein

gerade Man und kunte auch wal redden, daz man yme Jors anderhalb hundert Gulden gebe, so wolde er zwey gute Perde halden und ein Knecht, und wan man ryden solde von der Stedde wegen, daz man dieselben Perde neme und gebe eme sin Nachtgelt davon, und verderfft man sie eme, daz man sie eme dan bezelte, so solde sin Knecht uff die Warthe riden und dun alse ein ander Dyner. Auch hetten die Zunffte Unwillen, daz sie Nachts also musten wachen, daz solde abe sin und solde Knauff in der Wochen zwirnt adir drywerbe in der Stat Nachtes ume ryden, alse dicke er wolde, daz slug der Raet abe, da sprochen sie also ver er hette vil Arbeit gehabt, nu wolde er abe heischen, ging er davon, so wolden er auch mer davon geyn. Nu hette yn die Gemeynde lip und sehen gerne, daz er noch ses Jor adir echte daby blebe, daz man yn die zehen Jor, alse man sich vorbunden hette, doch Schatzunge fry wolde laßen, daz was dem Rade auch nyt zu Willen.

Item darnach uff Fridag quamen sie aber in den Raet und forderten daz aber Cyns. Der Rad sayd en aber abe, da sprochen sy, sy wolden yß eren Gesellen den echt und achtzigen vorlegen und hyßen uff denselben Tag unßern Scriber Johannes Mentzer abe sagen und wolden sin nyt han, des er doch nyt verdient en hatte, darnach in der Palmwochen quamen der echt und achtziger ses adir subin in den Raet mit Namen Arnold Buwichen, der daz Wort det, Peder Schornsheymer der Duchscherer, Roshenne der Leyendecker, Heintze im Galhoffe, Henchin zu Franckensteyn, Reynhart Brumsser der Wober und der Goltsleger, der die zwentzig Gulden vor den Meyneyt gap dem Rade, und sprochen, die echt und achtzig weren des eyns, daz der Rad Knauff solte geben Jors ses und zwentzig Gulden, daz er ein zeher virlibe er wolde anders abe heisschen, ginge er dan davon, so wolden yr auch me davon geyn, daz sich doch vant, daz iß der zeher und der echt und achtziger Meynunge nyt en was, alse die ses adir die subin deme Rade gesagt hatten, und sprach der zeher eynr, gebe man Knauff die Gulde nyt Jors, da geschey numer gud von, das Volck gebe wieder Satzunge adir Mist, und was daz mit Namen Ebirhart Windeck, auch kor der Rad zu derselben Zyt Jeckel

Duppengyſſer an Steffen Gertners ſtat, als Steffan den Rad uff ſatzt, ſo kor man Cleyße Gyſen an den Zol an Duppengyſſer ſtat.

Item uff Frytag vor dem Palmendage wart Arnold Buwichen der ſich nant der echt und achtziger Munt und yr Wort alles gedan hatte rumyg und bleyb der Stad ſculdig und dem Rade dru hundert Gulden und me an daz er gheſten und andern erbarn Luden enporte des was zu hoffe me dan dru duſent Gulden und was ſere in er Fryheit myt, daz er ſich myd ſynne Schuldigen beſahete.

Item darnach nar dan ein Jor wart man gewar, wie ſich Ebirhart Windeck zu Bresburg und in dem Lande gehalten hatte, alſe man daz eins Theils in Inſtrumenten und Briffe Abeſchrifft hernach geſcreben vint. Auch iſt vel Luden kuntlich, wie der vorgenante Ebirhart Windeck mit Elchin Gygengack von Haſemanshuß umme ging und mit dem Thornwechter Henne Korſener uff dem Iſen-Thorlin, da Henne van Caſtel doben lag, dem der vorgenante Ebirhart Geld gelobet hatte, die obgenant Elchin darneder zu ſlahende.

3.

In dem almechtigen namen heben ich diß an
Von dem iamer in der wernde zu ſaen
Wie iß leider da in umb gaet
Die criſtenheit lutzel truwen me haet
Nieman krud des andern unrecht
Alſo virtyrbet herre und auch der knecht
Sie iſt vererret in irme gemuthe
Das wende bergot durch dine gute
Iß dunckt mich nu wol weſen an der zyt
Vorworff den großen haß und nyet
Und auch die große gyrrekeit
Die yderman haet an underſcheyt
Die paſſen ſprechen iß ſy en leyt
Uff daz ſie bliben an werdekeyt
Sie ſtelten gerne numme nach großem gude
Wan ine Got daz ſelbe behut
Daz ſie yzund han in erer gewalt
Vorzygent mer ob ich vorbaß ſchalt
Daz myn ſynne doch niet alles bedrachten kan
Nu heben ich yzund widder an
An den hogeſten hobten der werdekeit
Die da gewalten ubir die gantzen criſtenheit
Ich ridden uß ſonder allen wan
Die glidder muß ich ſweben lan
Dan iß were zu viel ußzurichten
Solde iß alles myn houbt erdichten
Babiſt Mertin und koning Sigemunt
Hetten die zweyne den ſelben grunt
Den da hatte babiſt Petrus
Und der große keyſer Karolus
Zu den gezyden was yderman do
Mit der gerechtikeit fro
Und waren die furſten lobelich
An creſſten und an eren rich
Und die gledder des romeſchen richs
Do det yderman dem andern glich
Sie hatten lip die gerechtekeit
Det ymandes unrecht daz was yn leid
Und daden auch der gliche
Was daz nicht lobeliche

Nu hat uns leider die gyricheit uberwunden
Syt iſt uns mancherley plage komen
Wolten wirs vor augen han
Zwar ir muſtent mirs beſtan
Dan pruſſent iß ſy herre adir knecht
Sagent mir wer iſt uff recht
Daz ſin hertze ſy als ſin munt
Ich du iß lichte zyu wyde kunt
Doch klagen ich daz man niet ſtraffet daz man ſtraffen ſolt
Ach hergot wes iſt nu die ſcholt
Daz niemant me wil frolich ſin
Was dribeſtu Jacob Stoßzelin
Zwar mich druget niet min thummer ſyn
Die ſtedde mußin auch her in
Sie wenten anders iz were alles ſlecht
Die von Noremberg dun imme recht
Sie hant nu daz werdigeſte heligdum
Daz dar uß beheimer lant iſt komen
Von godes waffen und anders mere
Daz iſt en wol ein groß ere
Daz yn daz iſt bevoln zu walden
So mogent ſy mit yrren alden
Behut ſie got vor ubirmut
Und bliben ſie in rechter huet
Nu ritte ich gerne widder umme
So iſt mer zu ferre die krumbe
Dan ich bliben uff dem ryne
Waz mochte den von ſtrazborg ſyn
So ſie hatten ere und gud
Werde ritterſchafft by en und hogen muet
Hetten ſie die behalden daz wer en ere
Und laßen ſitzen als von alter here
Der budel were yn nyt alſo lere
Und mochte auch vil mere
Sonſt eren glaubens han
Alda by laßen ich daz ſtan
Daz contzilium haet auch vil gudes gedan
Den von Coſtentz horen ich ſagen
Hetten ſie daz mit wysheyt behalden
Und ir erbern rat die von den alden
Nit vorſchalden und virtriben hen
Daz mochte yn wol gud ſin
Sonder orſache und ſchult
Iß bringet en ſchande und ungedolt
Des popels groß unredelicheit
Konyng Sigemunt ſprach iß ſolde en werden leyt
Ich ſolde ſwigen und niet zu vyel koſen
Die von Spier haut in daz buſchen gebloſen
Und wolde ich nyt zu viel ballen
Den von Wormeß iſt ein roſchen entphallen
Gote gebe daz uß da by wolde bliben
Sie ſagen daz die zuuffte wonder driben
Wo daz mysvile ſo lege ez hart
Zu Mentze iſt einer komen mit dem bart
Men ſaget er heiße Ebirhart
Von dem ſaget man nacht und dag
Der hat es zu Mentze ſer vorkart
Man ſprichet er habe einen wilden mut
Were er zu Brespurg ez dete eme nit gut
Niclae der ſchriber von Werſtat der hat ein langen hut
Sin wyſe en dut numer gut
Da er mangen haß haet imme
Daz nyt ſint gute ſynne
Dar uß hant ſie daz genomen
Daz nu zu yn ſint komen
Sie hant mit rade iß angeſangen
Schenken en den win er wer ſin billig mußig gangen
Sie hant der gemeynde ſo vil geſcreben
Geſaget und gelogen daz der alde raet iſt verdreben
Beide ir wibe und auch ir kint
Als ſidder herre und ſint
Daz die zehen ſint komen
Und die gemeynde iſt worden dommen
Des hant ſie lutzel frommen
Die zehen wolden iß alleß gar erlich walten
Brieff und ſigel nun zu halten
Des muß er ungelucke vorbaß ſchalten
Und widder eren rechten heren ſtreben
Und dem konge die ſtat geben
Hetten ſie daz gedan
Hinder den koppen ſolden ſie billig hene gan
Werde paffheit ſich vor dich

Der ſeß iſt werlich verlich
Die ſynt erre in erem weſen
Und ſolden ſie nummer des geneſen
Yß muſte gar ein guder artzet ſyn
Der yn hulffe von der pin
Dan ir ſichtum iſt viel zu ſwere
Sie ſind an lude an gelde und an eren lere
Wolden ſie doch ein briffelin halden
Sie hant ane ſchult die erbern geſchlicht von den alden
Verſtoßen ſonder alle orſache
Daz bringet yn ſicher ungemache
Sicherlich koning Sigemunt
Hat des wal ein gudin grunt
Und die werden furſten gut
Hant iß auch wol iren en mut
Manich edel herre auch da by ſtont
Do man verhorte ir beyder parthien munt
Ir brieffe und ſiegel und auch ir recht
Daz man daz widder vor koning Sigemont brecht
Der horte da wol den rechten grunt
Er ſprach eß iſt ein boſer funt
Den die zehen da hant gedan
Und die yn da gehulffen han
Geyn Noremberg ſal man ſie komen lan
Yderman zu recht umb ſin ſcholt
Dor umme bin ich dem konge holt
Daz er der von Ache nit vorgaß
Dar an was ir nit ſere laß
Von den horte man fromde mere
Iß waren etliche wammaſelere
Die auch da heren ſyn wolden
Und verdriben den rat von den alden
Der doch nie ubel hat gedan
Als ich von yn han horen ſagen
Daz was den edeln heren gar zorn
Fyrnburg, Hensburg und von Lon geborn
Die hant auch wal der gliche gedan
Mit manchen edeln frommen man
Und hant ſich ſo lobelich daran gehalten
Daz got muße irs weſens walten
In was daz unglich ſere leyt
Und des hant ſie lob gar wyt und breit
Iß was dem konge auch gar zorn
Als ir hant gehort hie vorn
Da by ſtunt einer der hiß Stange
Dem wart von hertzen bange
Iß duchte auch Nielaen von Werſtat nit gut
Wie wal er hat einen langen hut
Lygen kan er genug
Und hant ſie der gemeynde bracht die rechte mer
Ich zwiſel nit iß ſy en gar ſwere
Und iſt daz auch wol mogelich
Dan er ding iſt gar unreddelich
Als iß auch wol billich mag ſyn
Man ſprichet iß machet ſere ſchencken den wyn
Dan ginge man uff einem guden grunt
Und bede der armen gemeyne die warheit kunt
Und wyſten ſie daz wonder weſen
Die ſprechen mir mogen alſo nit geneſen
Dan yn gantzer warheit
Noch nie gantz wart geſeyt
Wie ſie komen in daz liden hart
Und glouben dem Ebirhart mit dem bart
Mit ſinen boſen ſnoden dunckelin
Hat er zu im gebracht nun
Jurge Grueln ſetzen ich billich oben an
Dan ich horen nuſt boſes von eme ſan
Stunde vil an eme iß were licht gut
Her Knauff der dreyt ein hogen mut
Daz kompt eme licht von art er iſt ein baſthart
Er hanget auch an dem bart
Und einer heißet Cuntze Roſinſtiel
Der kan gertel machen viel
Ungelucke wil er erdrachten
Luge nu der wunderlichen ſachen
Were eß nit zyt zu lachen
Dan Medenbach iſt ein gut geſelle
Er ſcheyß Wernher gelt den wyn uff die ſwelle
Er wart verſtoßen alſe Luciſer mit ſinen genoßen
Jeckels Scherers wil ich ytzunt geſwigen
Der lyt uff der heilgen ſchrifft zu gygen

Auch iſt einer der heißet Zan
Sin fader konde wol worſſel dran
Und ſin geſelle Joſt zum Spanheymer
Der kan logen meren
Nie menſche wart ſin getroſt
Eckart uff dem holtzmarcket
Hat yn em viel ſwynder wort
Die andern wil ich laßen ſweben
Sie wullen ſich beßtern ſollen ſie lebin
Wil iß anders Schenck in den win
Er ſulte ſin billich mußig ſin
Doch ſint ander ſeſſe gekorn
Die hant ir pruſſen noch hievorn
Daz wil ich laßen driben
Biß daz da war von ſteyt zu ſcriben
Dan nement die ſeſſe eynen beßern rat
Wan die zehen gehat hant
So mochte iß god wol machen gud
Und laß uns haben guden muet
Nit Schencke yn den roden wyn
Ir wolde dan ſußer an dem brancke ſyn
Got helffe dem armen kyndelin
Man ſprichet iz ſy von diſſem ein ſprache zu Mentz gemacht
Mot valſchen logen wol erdacht
Der lyt verborgen und verholn
Als ein dyp der da hat geſtoln
Quem er ſo vere daz man da von mochte ſprechen
Mit warheit kunde ich daz gebrechen
Und geſagen den rechten grunt
An zwifel geſtoppen den valſchen munt
Uß dem da ſpringet die boſe vorgift
Die da verderbet die ſtat und auch den ſtifft
Dan eigen wille iſt da ein verderben
Und der ſelen ein ewige ſterben
Von eygen wille ging Beheym an
Daz hat der criſtenheit vil leides geban
Maria kongin vil here
Du durch dines kyndes ere
Hilff den werden furſten gut
Und habe uns alle in dyner hut
Und du uns dine gnade ſchyn
Mit dyme liben kindelin
Diß iſt ein ſprach in einer yle gemacht
Eß were anders vil baß bedracht
Dan wil man ſich nyt baß verſennen
So muß man mit der banner rennen
Und auch luder kallen
Solde iß manchen myßvallen.

4.

Mynen fruntlichen willigen Dinſt zuvorn erſamen beſundern guden Frunde. Ich hatte unkortzlich den Burgermeiſtern und dem Rade zu Mentze geſcreben und ſie umb ein Geleyde mir zu geben geboten, uff daz ich den vorgenant Burgermeiſtern, Rade und auch der erbarn Gemeynden muntlich und eygentlich geſagen und zu wiſſen gedun mochte, wie ſich der ſnoyde boſe lantverlouffen Boſewicht Ebirhart Windeck in andern Landen verhandelt und gehalten hat, uff daz er uch vor eme zu hutene gewyſt hettent und auch uff daz ich Claren miner Husfrauwen kindechin daz der egenante Ebirhart Windeck doch iemerlich verderbet etlicher maße mochte nach uwerm Rade verſorget haben, uff daz iß — von eme nit zumale verderplich gemacht wurde und alſe ich alſo der Antworte von dem Rade zu Mentze wartende geweſt bin, die mer doch noch nit von yne wurden iſt, ſo han ich vernommen und von etlichen mynen guten Frunden verſtanden, daz der ege-

nant Ebirhart Windeck vor viel frommen Luten geſtanden habe und myn und myner Altern myd ſynen boſen logenhafftigen Worten und herdrachten und unwarhafftigen Worten und ungloublichen Redden ubel gedacht, daz er doch als ein Boſewicht gelogen hat, daz ſich dan wol erfinden ſal, ſo ſich daz geboren wirdet, darane ich ungerne fyren noch minen Lip ſparen wolte, dan ich hoffen und getruwen ane Zwyvel dem almechtigen Gode, daz er adir ymant anders von minen Altern adir mir nuſt nit anders geſagen moge dan allis Gut und Bidderbekeyt. Sundern liben Frunde ob ich einen Bruder gehabt han, der ſich in boſer Handelunge vergeſſen hette, daz iſt mer und al ſynen und myuen Frunden getruwelichen leid, dan wir wolten yme auch ſoliches ungerne mogelichen adir billichen und hoffen und getruwen, daz ich adir myn erbarn Frunde unbillich finer dar engulten adir davon boſe Rede horen ſolten und uff daz daz uwer Erſamkeit nu ſehen und luter erkennen mogen, daz der Boſewicht Ebirhart Windeck mit ſyner boſen Zungen ſynen ubeln Handeln, der er mannichfelteklich begangen hat myt mer adir keinen frommen Manne bedecken ſolle und uff daz yr ſehent mogent, daz ich ungerne uff yn lygen noch Logene erdrachten wolte, als er uff mych und myne erbarn Altern geſaget und herdrachtet hat, die yr und manyng bederbe Man in erem Weſen von der Genade Goddis in Eren wal yrkannt hant. So ſchicken ich uwer erbarn Wysheit zwo globliche Abeſcryfft, die eine die der erſame und wyſe Rat der erbarn Stat zu Bresburg von dem Handel, den Ebirhart Windecke by yne begangen hat mit irer Stedde Ingeſiegel vorſigelt gegeben hat und dan eyne eyns uffen Inſtrumentis, daz der erbarn Stat von Erffurte offin Scriber und Notarie zu Gezugniſſe eins Deyls von ſyner Bosheit gemacht hat, darinne ir ſyner Bosheit eins Deyls in der Warheit wol vernemen werdent. Dan ſolte ich uch von ſolich warer und reddelicher Orkunde ſyner Bosheit, die mangen bederben Manne wol wyßentlich und offenbar iſt alle ſcryben, wie er mit der erbarn Stat Bresburg, dem Rade und der Gemeynde daſelbis und andern Luden ſo boslich umbgangen hat und wie er dem Rade daſelbis truwelos und meineydig worden iſt, wie er dem Spital daſelbis funff hundert Gulden boßlichen endragen

hat und noch schuldig ist, wie er zu Ofen gefarn hat, sine erbar eliche Husfrauwe umb groß Narunge und Gut boslich bracht hat und nu im Jamer und Ellende in dem Spital zu Wien sitzen und ligen leßet, daz sie sich des Hungers kume erweren mag, als daz mangen frommen bederben Luten, die die und anders syne bose Handlunge dicke gehort hant, wol wyßentlich ist. Dan solte man syne manychfeldige Bosheit ganz scriben, die ich uff en weiß, iß were myr ein Krot zu scriben und were uch und allen bederben Luten verdrißlich und zu lang zu horende. Sunder ich han keinen Zwyvel, so uwer Erbarkeit die vorgenante Orkunde und Kuntschafft horen sehen und vernemen werdent, yr laßen uch darynne nymant raden, yr haltent yne vor sin Wert und straffet yn, als sich dan daz gebort, und bitten uch liben Frunde diese mine Scrysst nit vor Unwillen, sonder vor gut wullet nemen, wan ich es in dem besten scriben. Geben unter mime Ingeß. uff den Sontag noch purificacionis Marie Anno Domini Millesimo Quadringentesimo Tricesimo.

Peder zum Jungen.

5.

Ich Hans Buwer, die Zyt Stadrichter der Stad zu Bresspurg, und der gesworn Rat daselbes bekennen und tun kunt uffentlichen allen und iglichen, die diesen unsern Briff sehent, horent lesen, daz vor uns komen ist der feste Edelman Peder zum Jungen von Mentze und hat uns flyßeklichen gebeten, daz wer eme und alle den vorgescreben, den dieser geynwurtige Briff vorbracht wurt, wyßen, erkennen und kunt tun sollen, wie sich der Ebirhart Windeck von Mentze by uns und in unser Mitte gehalten habe. Als haben wir angesehen die flyßlichen Bitten des vorgescreben Peders zum Jungen und haben yme kunt, erkennen und zu wyßen geban und dun zu wyßen allen und iglichen in Krafft dieses Briffes, daz sich der obgenante Ebirhart Windeck also gehalten hat, daz er einen Ufflauff gemacht wolte haben und Zweydracht zuschen dem Rade und der Gemeyn der Stat zu Bresspurg und ein ander Man mit yme, der da geheyßen hat Ulrich Rauhewarter, der es mit demselben Ebirhart Windeck festeklichen gehalden hat, denselben Ufflauff und soliche Zwey-

drachtunge zu machen, und denſelben Ulrich Rauhewarter haben wir umb ſoliche und ander Sache vor dem allerdurchluchtigeſten Furſten und Heren Heren Sygemunde von Godis Genaden Romſchen und zu Ungern ꝛc. Kunige unſern gnedigen Heren myt eyme rechten uberwynden, und derſelbe unſer gnedige Here der Koning hat uns denſelben Ulrich Rauhewarter um die vorgeſcreben Sachen ſelber in unſer Geſengniſſe geantwortet, und alſo iſt derſelbe obgeſcreben Ulrich Rauhewarter umb die vorgeſcreben und ander Sachen in unſerm Geſengniſſe geſtorben, umb des wyllen der obgenante Ebirhart Windeck auch gefangen iſt worden myt Gericht. Nu ſynt da geweſen die erbarn Manne Joſt Laſchporte uß unſers Rades und Peder Lyſt und auch Reyndel Sneykitel, auch Borger der obgenant Stat Bresburg, die geſtorben ſint, den Got gnade, und habent den vorgenant Ebirhart Windeck uß unſer Geſengniſſe uff Wiederſtellunge uß gebeden und uß genomen uff einen Dag zu rechten, und derſelbe Ebirhart Windeck hat verheyſſen und verſprochen mit ſynen Truwen den obgenanten erbern Luden ſynen Burgen ſich wieder zu ſtellen zum rechten. Alſo hat ſich der vorgeſcreben Ebirhart Windeck, als er ſich ſtellen zum rechten und ſine Burgen ledigen ſolte, davon gemacht und entwechen yſt und hat ſich me geſtellet zum rechten noch ſynen Burgen und hat ſyne Burgen darinne yn Burgeſchafft blyben laßen, und darnach hat er geſcriben offt und dicke manige Briffe dem Rade und gantzen Gemeynde by ſunderlich der obgenanten unſer Stat Bresburch manige Sache und Zweytracht, daz dieſelbe Gemeyne ſolte widder den gantzen Rad ſyn und ander viel Sachen und Artickel, die nit erber enſynt, gedan hat, der man nit alſamet ytzunt geſcreben kan und zu ſweyr und auch verdroſſen weren zu horen. Alſe ſich dieſelbe Sache und Zweydracht und viel Artickel, die er zuſchen dem Rade und der Gemeyn hat wollen machen, wol in ſynen vorſcreben Brieffen lutterlich gewyſen ſal und erſynden werdet, wan ſyn Notdorfft geſchyet, dieſelben Briffe er mit ſynes ſelbes Henden geſcreben hat, die wir noch alſo haben, die er der obgenanten Gemeyne unſer Stat und dem Rade geſcreben hat und merklich Zwydracht zuſchen dem Rade und der Gemeyn Armen und Richen mit ſinen Schryben hat wollen machen und

dun und gerne gemacht hette, wan wyr es nit unterſtanden hotten, auch hat er eyn erbar Frauwe by uns genomen zu der E, die Huſer und Wyngarten und farnde Habe genug hat gehabt, als eyn erbar bydderwer from Frauwe ſal haben, dieſelben Huſer und Wyngarten hat er derſelben Frauwen gantz und gar verdan und hat dieſelbe Frauwe, ſin eliche Husfrauwe Ebirhart Windecke genant, in großen Ellende und in Armut ſitzen laßen, bekennen wer und vor iehen by unſern Truwen, daz wer nyet anders wyſſen, daz die obgenante Frauwe Windecken ſich alhie in unſer Myt und anderswo erbarklychen und fromlychen gehalten hat und von erbarn und fromen Luden komen iſt und ein from erbar Frauwe iſt und helt ſich noch hude des Tages fromlych und erbarklych. Myt Orkunde dieſes Briffes vorſigelt mit unſer Stat angedruckten Ingeſigel der da gegeben iſt zu Bresburg noch Chriſti Geburte vyrzehenhundert Jare und darnach in dem nuhen und zweyntzygſten Jare an dem neſten Frytage des heilgen Zwölffbodden ſant Thomas Dage.

6.

In dem Namen des Heren amen. Von Jare der Geburte deſſelben Heren duſent vyrhundert im nuhen und zweyntzygeſten Jare in der ſobenden Indicien und keyſerlichen Gebodes des hogeſten Bysthumes des heilegeſten in Got Vater und Heren Heren Mertins von gotlycher Vorſichtekeyt Babiſt der funffte in ſime zwolfften Jare an Maudage der nutzende Dag des letzten Mandes an der Zale Decembri in latin genant zu Bresburg des Bisthums Strigonia adir Gran in dußcher Sprache genant in dem Hoffe zu der Gans in der ergenannten Stat Bresburg gelegen by dem Ußgange deſſelben Hoffes zu tercie Zyt adir nah daby in mynen nachgeſcryben offinbarn Schriber und dieſer nachgeſcryben Gezugen Gegenwurtykeyt iſt perſonlichen und lyblichen geſtanden der erſamer Man Conrad Hochhuet, Borger der Stat Oſen in Ungern, und hat da unbetwunglichen ſondern mit fryen Willen und rechtem Gewiſen an alliß Geverde nymande zu Leyde noch zu Lybe luterlychen bekant und gerett, wie daz Ebirhart Wyndecke yme etwan ein Sommen Geldes nemelichen funfftzig Gulden rechter und reydelicher Scholt ſchuldig were geweſt, als

het er en wolt vornemen gefordert und erlanget habe mit Rechte daſelbſt zu Oſen umb die obgenante Scholt, des hette der ytzgenante Ebirhart yme etliche Cleynnode nemlichen von Geſteyne als Pallas, Saphir, große Perlyn und etlyche ander Stucke willigliehen zu Phande geſatzt vor dem Richter der egenanten Stat Oſen, als worden dieſelben Cleynnode und Phande von Geſchyckes und Befelunge wegen nach Rechte und Gewonheyt der Stat Oſen von dem Rade durch ire Schezzer daſelbes, die darzu geſchworn und geſatzet waren, erkant, gewerdiget, geſchatzt von irs Amptes wegen, daz die obgeſereben Cleynnode und Phandſchafft gut genug weren vor ſoliche Sommen funffzig Gulden, und daz Ebirhart die vermachen und pytſcheren ſolt und by den Richter nederlegen zu Pfandſchafft bis ſo lange daz er den vorgeſcreben Hochhuet ſoliche ſine Sommen Geldes bezalte, darzu er vyrtzehen Tage Friſt Zyl und Dagezyt haben ſolte, als daz der obgenanten Stat Rechtlauff und Gewonheit were, und wo er ſolich Gelt nyt bezalte in den vorgeſcreben vyrtzehen Dagen, ſo muchte der vorgenante Hochhuet alsdan ſoliche Cleynnode und Phandunge verkeuffen und vorwenden vor ſin Geld und Summen Gulden, als vorpytſcherte der obgenante Ebirhart ein Seckelin mit den obgenanten Cleynnoden in der obgenanten Schetzer der Stat Oſen Gegenwurtykeyt, nachdem als daz uffgeſatzt was und eme ward von den Schetzern alſo entpholen, daz er daz Seckelin in ſolicher Maaße verpytſchert und verzeychent dem Richter brengen und by eme nederlegen ſolde. Alſo legete der obgenante Ebirhart ein Seckelin neder by den Richter, mit ſime Pytſcheyt wol verzeychent vormacht, darin der Richter und die Schetzer wenten und glaubten, daz ſolich Cleynnode, Pallas, Saphier und Perlyn weren alſo die ſie vor geſehen und geſchetzet hatten, und der Richter alſo zu eme nam und behilt zu eyme Rechten in ſolicher Meynunge alſe vorgeſcreben iſt, und do die Zyt der vyerzen Dage alſo gantz umbgangen und verlauffen waren und Ebirhart dem obgenanten Hochhuet kein Ußrachtunge noch Bezalunge gedan hatte, als daz dan der Hochhuet myt forder klagenden vorquam und Hulffe und Raet forderte dorch daz Recht, alſo wurde yrkant zum Rechten, daß Hochhuet ſoliche Cleynnode mochte vort vor-

penden, verkauffen adir verwandeln vor syn Gelt, und als man das Seckelin myt den Cleynnoden also man meynt daz die darinne weren mit des Ebirhartes Pitzschet und Gemercke vormachet und vorfestent und solde daz uffdun und uffen von Gerichtes wegen als daz dan von Rechtes wegen und in Gerichtes Wyse geoffent wart, do vant man der Cleynnote Pallas, Saphir und Perlyn nit daz man an funfzig Gulden geschatzt hatte, sondern daz da in dem Seckelyn was und funden wart mit desselben Ebirharts Gemercke und Pytscheyt wol verschlossen, daz was alles kume 6 Gulden wert, als daz von den Schetzern und Geswarn der Stat obgescreben geschatzt und irkant wart, und also balde man wolde und schoff von dem Richter der Stat Ofen noch dem Ebirhart zu senden und zu bestellen die Sachen vorbaßzer zu handeln und damyt gebarn als dan billich und recht were, do was Ebirhart davon gewechen und fluchtig worden, also daz man yne nit antreffen noch synden mochte. Darnach alse etlich Zyt verlauffen was, in der Zyt der Rat zu Ofen noch ymme vaste gedochte und gearbeyt hatten, also fugete sich Ebirhart by denselben Hochhut und richtede sich mit eme umb sin Geld. Also liß er daz umb flyßiger Bede willen bestehen und blyben daz dor nit me Geschefftes uß en wurde und alle abgescreben Redde und Stucke hetten sich so verlauffen und weren also gantz gescheyn und ergangen in obgescrybener Maße und in gantzer Warheyt gerett und weren kuntlichen dem Rade und viel frommen Luden der Stat zu Ofen. Daruber der ferte Man Er Peter zum Jungen der da geginwertig was personlich mych nachgescryben uffenbarn Scriber geheyschet und ermanet hat, die obgescriben Rede und Bekentenysse ware uffen Instrument und Brieff zu machen, also offt des noet gesche. Dyß ist gescheyn in Jare Indicien Keyserlichen Gebottes des hogesten Bisthumes Tage, Monde, Stunde und Stede alse oben gescreben steet, daby und uber syt gewest die ersamen bescheiden Lude Jorge Huttel, Frysynges, und Niclaus Wentze von Heissesheym, Mentzer Bisthum, Gezugen zu den obgescryben Sachen geheischet und gebeden.

Unde ich Heynricus Cleynsmet, Phase Mentzer Bisthums von Keyserlicher Gewalt uffinbar Scriber, bekennen, daz ich by

den vorgeſcreben Reden und Bekenteniſſen geweſt bin gegenwortiglichen myt den vorgeſcreben Gezugen und daz alſo geſehen und gehort habe, darumb ſo han ich diß geynwurtyge Inſtrument und uffenbaren Briff doruß gezogen und in uffinbore Wyſe bracht und daz myt myme gewonlichen Zeychen und Namen verzeychent und auch mit mynes ſelbes Hant geſcreben und underſcrebin, als ich dan daruber geheyſchet byn und gebeten zu Gezugnyſſe und waren Glauben der vorgeſcreben Sache und Dynge.

7.

Die Burgere von Franckinford ſtoltze und ryche
Die gabin den von Mentze ein geleyde fur ir burger gemeinliche
Daruff riden ſie zu dem Hirtzenhan (1)
Unſer liebe frauwe baden ſie fruntlich an.
Do ſie riden off der widerfart
Die Burger von Franckinford quamen ſcharp
Geriden mit armbroſten und mit ſwerten
Der burger von Mentze ſie da begerten
Sie ſlugen ſie ubir houpt und ubir armen
Daz muße got erbarmen
Sie furten ſie ubir ſtocke und ubir ſteyn
Do hin gen Hoenfels heym
Do hin gen Hoenfels.
Man lacht ſie in ein loch daz was helß
Do ſach ir einer den andern gar truwelichen an
Sie gedachten an Ebirhart Windecke und an Zan
Dachsperg hanget auch daran
Der ſprach mit guden witzen
Sall ich in dem rade by hantwercksluden ſitzen
Und an Knauffen den man nennet das hurenkynd
Der ſchriber die lugen ſint
Die ſie hant erdacht
Und hinder die Zunfft hant bracht
Der ſchriber die nottel da geleſen hat
Damit hat er verſtort den alden rat
Zu Mentze al in der guden ſtat
Mannig hyderbman das claget
Wo wir hin faren adir fließen
Sie mit augen auf uns ſchießen
Eß ſy in kirchen adir in cluſen
Wir armen wißen wo behuſen
Wan wir komen for die ſtat
Manche hyderpman uns nachgat
Er ſchilt uns ſchelke und meyneyd
Das iſt uns ye von hertzen leyd
Darnach hat der ſchriber geworben nacht und dag
Mit das er die von den alden hat getriben uß der ſtat
Die uns doch nutzer weren drynne
Eß muſte alles gon nach ſynne ſynne
Er hat gefaren mit dem ſigel her und dar
Des wird die arme gemeyne wol gewar
Er hat verkaufft vil gulde
Des ſtet die rechnunge in großer ſcholt
Der ſchriber iſt in dem rade gar werde
Manche hyderbman ſins libs ußer der ſtat begert
Daz were ye ſinen huren leit
Die er winter und ſommer cleyt
Warumb ſalt er nit dragen ein langen hut
Er hat doch zu Altzey ein rittermeßig gut
Hette er geſchriben mit ſilber und mit golt
Er endörfft nit verdient han richern ſold
O herre got in dynem trone

(1) Ein Kloſter, das ehemals an der Nidder in der Wetterau zwiſchen Ortenburg und Gedern lag.

Gib dem ſchriber ſinen rechten lon
Den er umb die gemeynde verdienet hat
Des helffent mir bidden daz iſt myn rat
O herre got und mylder criſt
Sint du der aller obirſte biſt
Und alle die wornde haſt erloſt
Komme der erbar ſtat zu helffe und zu droſt.

Von Peters zum Juckel Enkel Konrad, geſt. 3. Sept. 1519, entſtammt die Linie, in welcher am längſten das Geſchlecht Zumjungen ſich fortpflanzte. Konrads gleichnamiger Sohn wurde der Urgroßvater von Johann Maximilian, geb. 11. Sept. 1596, „ein ſehr gelehrter und vieler Sprachen erfahrner Mann, ſo mit denen gelehrteſten Leuten ſeiner Zeit durch ganz Europa correspondiret.“ Er ſtarb 6. Juni 1649, neben zwei Töchtern den Sohn Daniel hinterlaſſend. Dieſer, geb. 16. Jun. 1627, geſt. 30. Nov. 1678, gewann eine zahlreiche Nachkommenſchaft, darunter die Söhne Johann Maximilian und Johann Hieronymus. Von dieſem heißt es in einer gleichzeitigen Biographie: „Johannes Hieronymus Freyherr von und zum Jungen, ſtammet aus dem Geſchlechte derer von und zum Jungen her, die in denen alten Lateiniſchen Diplomatibus de Juveni heiſſen. Es hat ſolches ſchon in dem XII. Seculo den Adelſtand beſeſſen, welchen Kayſer Fridericus I de dato Verona Anno 1173 dem Herrn Henrico zum Jungen beſtätiget, weil ſich derſelbe im Kriege wider die Meyländer ſehr ritterlich gehalten. Es beſitzet daſſelbe im Ertzſtiffte Maynz, in der Pfaltz und der Orten treffliche Güter und Lehen; wie denn die noch lebende Linie, nebſt ihren Vor-Eltern, in die 400 Jahr her des Reichs unmittelbare Vaſallen geweſen, und es noch wirklich ſind. Aus dieſem Geſchlechte ward den 17. Oct. 1660 unſer tapfferer General geboren. Sein Herr Vater iſt geweſen Herr Daniel zum Jungen, und die Frau Mutter Anna Maria Weißin von Limburg, die letzte ihres Geſchlechts. Er war unter 11 Geſchwiſtern das ſechſte, und trat gar zeitig in Kriegsdienſte. Anno 1705 den 2. Jul. ward er Kayſerlicher General-Feld-Wachtmeiſter, in welcher Qualität er denen Feldzügen in Italien beygewohnet.“ In demſelben Jahr erhielt er auch das erledigte Infanterieregiment Nigrelli, Nr. 36, ſo im J. 1682 errichtet worden. Nach dem unglücklichen Gefecht bei Calcinato, 19. April 1706, deckte er die Retirade, welcher die Franzoſen bei Salo einfielen. „Er ſchlug ſie mit Verluſt 200

Mann zurück, daß er ihnen die bei Calcinato erhaltene Victorie ziemlich einbrachte." Des Prinzen Eugen Waffengefährte in dem Siegeszug nach Turin, wurde er am 7. Nov. mit einem Detachement vor Mortara geschickt, das sich auch nach einigem Widerstand ergab. „Die aus 400 Franzosen bestehende Besatzung wurde nach Valenza begleitet; es liefen aber unter Wegs viele derselben über, und nahmen unter den Kaiserlichen Dienste."

Zu der Impressa auf Toulon wirkend, hat Zumjungen sich sonderlich „Anno 1707 vor Susa signalisirt, da er die Citadelle dieser Stadt, nachdem er einige Aussenwercke mit Sturm eingenommen, in dem Angesichte der Frantzösischen Armee den 3. Oct. auf Discretion eroberte. Anno 1708 ward er General-Feld-Marschall-Lieutenant, und brach in solcher Qualität aus seinen Winterquartieren auf, setzte den 27. mit 8000 Mann über die Sesia bey Vercelli und rückte in das bey Buzolino abgestochene Savoyische Lager. Er wohnte hierauf dem feindlichen Einfall in Dauphiné bey und commandirte ein besonder Corps von 7 Bataillonen bey Chambre, allwo er anfänglich durch allerhand verstellte Arbeit die Feinde wegen des eigentlichen Orts des Einfalls irre zu machen suchte. Endlich, da solcher an einem andern Orte würcklich geschehen, muste er sich mit seinen Bataillonen zu S. Jean de Maurienne, jenseits des Arç-Flusses lagern, auch von der Armee allemal einen Marsch zurück bleiben. Anno 1709 wurde er anstatt des nach Rom gesendeten Marquis von Prié zum Gevollmächtigten bestellt, mit denen Italiänischen Fürsten wegen derer Contributionen zu handeln, daher er in diesem Feldzuge zu Meyland verblieben. Anno 1710 behielt er die Aufsicht über den Proviant und die Contributionen zu Meyland. Anno 1711, zu Ausgang des Jahrs, rückte er mit einem starcken Corpo Kayserlicher Trouppen in das Florentinische und bezog daselbst die Winter-Quartiere, um denen Spanischen Seehafen am Toscanischen Meere desto näher zu seyn, welche er im folgenden Jahre dem Könige Philippo V wegnehmen sollte. Den 14. März 1712 rückte er mit seinen 4500 Mann vor Porto Ercole, faste den 15. vor dem Fort di S. Philippo Posto und eroberte solches nebst Porto Ercole und Stella im May mit

Accord, nachdem sich solches fast 2 Monat lang tapffer gewehret hatte. Der General fand sich darauf den 12. May mit einer Suite von 160 deutschen Officiers zu Florentz ein, um sich vor die den Winter über im Florentinischen genossenen Quartiere gegen den Großherzog zu bedanken. Er kehrte hierauf wieder zurück nach Meyland, von dannen ihn der commandirende General Graf von Daun nach Wien sendete, das Reglement wegen der Winter-Quartiere vor die aus Savoyen in dem Meyländischen ankommenden Kayserl. Trouppen dem Kayser zur Confirmation zu überbringen."

Anno 1713 vermählte er sich mit der Gräfin Anastasia Basilica von Pergen, des Feldmarschall-Lieutenants von Martini Wittwe. Nach der Hochzeit „begab er sich von dem Kayserlichen Hofe mit seinem ganzen Gefolge wieder zurück nach Meyland. Anno 1715 befand er sich abermals zu Wien und ward daselbst in den Reichs-Freyherrenstand erhoben, auch in dem Gouvernement zu Novara bestätiget, worauf er den 14. Sept. sich von Wien wieder nach Meyland erhube und bey 200,000 Thlr. baar Geld zu Bezahlung der dasigen Trouppen mitbrachte, wodurch er bey den Soldaten grosse Freude anrichtete. Anno 1716 declarirte ihn der Kayser zum General-Feldzeugmeister, in welcher Qualität er bald darauf etliche Kayserliche Regimenter in das Genuesische rücken ließ, welche 2800 Mann stark, mit 6 Stücken in Novi auf Discretion lebten und täglich auf 3000 Ducaten Unkosten verursachten. Diesen Dorn aus dem Fuße zu ziehen, muste die Republic Genua sich mit dem Kayser gütlich vergleichen und selbigem die freye Ein- und Durchfuhr des Sardinischen Salzes gegen einen geringen Impost verwilligen, worauf die Kayserlichen das Genuesische wieder verliessen. Anno 1718 kriegte er Befehl, das Commando in dem Königreiche Sicilien an die Stelle des Generals Grafen von Caraffa auf einige Zeit zu übernehmen, worauf er mit einem starken Transport den 17. Nov. aus Neapolis in dem Lager unweit Melazzo anlangte, wiewohl er im May des folgenden 1719ten Jahres durch den Grafen von Mercy in dem Commando abgelöset wurde. Er wohnte darauf dem blutigen Treffen bey Francavilla und der harten

Belagerung der Citadelle von Meſſina, allwo er den 8. Oct. das Ravelin beſtürmen halff, bey. Den 27. Nov. rückte er mit einem ſtarken Corpo vor Palermo, welches ſich den 30. freywillig ergab. Anno 1720 ward das Königreich Sicilien von denen Spaniern evacuiret und denen Kayſerlichen völlig überlaſſen, worauf unſer General zum Jungen das General-Commando in dieſem Königreiche erhielte. Anno 1723 ward er General-Feldmarſchall, nachdem er kurz zuvor das General-Commando im Hertzogthum Meyland erhalten. Anno 1725 declarirte ihn der Kayſer zum Geheimen Rath und General-Commandanten aller Trouppen in den Niederlanden, wobey er zugleich den Rang gleich nach dem Grafen Viſconti, Obriſt-Hofmeiſter der General-Statthalterin, erlangte. Er ſtarb endlich den 25. Aug. a. c. (1732) zu Brüſſel plötzlich. Denn da er im Parc ſpazieren ging, überfiel ihn jähling ein ſo gefährlicher Schlagfluß, daß er auf der Stelle todt blieb. Er hat ſein Alter auf 72 Jahr gebracht, aber ſo viel uns wiſſend, keine Kinder hinterlaſſen." Indem auch des Generals Bruder und deſſen Söhne verſtorben, wurde bei der Beerdigung der Zumjungen Wappen zerbrochen und in dieſem Zuſtand in das Grab geworfen. Die Wittwe ſtarb 1734.

Dielhelm, bei dem keine Meldung von der Burg, ſpricht von dem großen Hof und adlichen Gut, ſo einem Herrn von Marquard in Oeſtrich zuſtehe. Ein ſolches Gut beſitzt auch die Familie Herber, welcher entſproſſen Hofrath Herber, in einer ſtürmiſchen Zeit der Naſſauiſchen Nationalverſammlung Präſident. Ihm, der ein durchaus rechtlicher und würdiger Mann, hat man Alles, was damals an kühnen Reden und Gedanken vorgekommen, angerechnet, und deshalb, nach Beſeitigung der Gefahr, einen Tendenzproceß gegen ihn erhoben. Es wurde Zuchthausſtrafe für einige Monate gegen ihn erkannt, eine Schmach, welche ein gütiges Schickſal dem Beklagenswerthen, von der Welt ihn abrufend, und auch Andern, erſparte. Wie weit man damals noch bei uns in der Theorie und Praxis der Revolutionen zurück, wird erſichtlich aus dem Gang jener ſehr exaltirten Partei, welcher doch in keiner Weiſe der Präſident angehörte. Eine ſolche, den Umſturz des Beſtehenden beabſichtigend, hat

vor allen Dingen zweierlei durchzuſetzen, 1. die Unverletzlichkeit der Volksvertreter, in deren Wahl gleich ſehr die eigentliche Meinung und die Weisheit des Volkes ſich zu ergeben pflegen, 2. die Abſchaffung der Todesſtrafe. Beides ſind die unentbehrlichen Garantien, in deren Ermanglung eine Revolutionirung niemals gedeihen wird. Hat ſie eine gewiſſe Höhe erreicht, daß für die Führer jede Gefahr beſeitigt, dann mag immerhin die Todesſtrafe in ihr verjährtes Recht mit Zinſen und Zinſeszins wieder eingeſetzt werden. An literariſchen Celebritäten war Oeſtrich nicht ganz arm. Als eine ſolche iſt zu nennen Heinrich von Oeſtrich, Pfarrer daſelbſt, endlich zugleich, ſeit 13. Juni 1319, Cuſtos des St. Victorſtiftes bei Mainz, früher Pfarrer zu Biſchofsheim. Man hat von ihm ein ungedrucktes Werk: Commentarii in Dialogos S. Gregorii Papæ, gr. 4° Am 18. Januar 1305 ſtiftete er ein Beneficium in der Pfarrkirche, auf Haus und Weinberge daſelbſt gegründet, ſo er dem Patronat des Capitels zu St. Victor untergab. Ueberhaupt hat er ſich dieſem Stift, auch andern Kirchen und Klöſtern als ein freigebiger Wohlthäter erzeigt. Er ſtarb 11. Mai 1327. Sein Nachfolger in der Pfarrei Oeſtrich, Nicolaus von Rockenhauſen, Stifter und reichlicher Begiſter der St. Nicolauscapelle zu Oeſtrich, geſt. 1335, verdient ebenfalls ehrende Anmerkung. Im J. 1492 wird Heinrich von Ehrenberg, Domherr zu Worms, als Pfarrer zu Oeſtrich genannt.

Es war derſelbe nicht dem Geſchlecht der von Ehrenberg an der Moſel, als welches im J. 1400 erloſch, angehörig, ſondern eines ganz andern, in dem Neckarthal anſäſſigen Stammes, deſſen Wiege die vorlängſt in Ruinen liegende Burg Ehrenberg, zwiſchen Wimpfen und Gundelsheim, gleich unterhalb Heinsheim, eine Stunde von dem Soolbad Rappenau, auf dem linken Ufer des Neckars. Beſagtes Ehrenberg gewährt den herrlichſten Proſpect über das romantiſche Thal, und liegt zu ſeinen Füßen ein Hof, mit der Burg gleichen Namen tragend. Johann von Ehrenberg, Domſcholaſter zu Speier, ſtiftete im J. 1157 die daſige St. Peterskirche. Hermann von Ehrenberg, portarius major ecclesiae Argentinensis, erſcheint im J. 1237. Heinrich von Ehrenberg tritt dem Land-

frieden vom J. 1247 bei. Johann von Ehrenberg, Bisthumsverweſer (episcopus vicarius) zu Straßburg, verkaufte im Jahr 1297 an den Biſchof Konrad von Straßburg das Schloß zu Weiler oder Wihr bei Horburg, im Oberelſaß, ſo er ſelbſt von Goscelin um 200 Mark Silber erkauft hatte. Eberhard von Ehrenberg, Gerhards Sohn, und Peter von Bertholdisheim (Bechtolsheim) vertauſchen im J. 1247 die Güter, die ſie zu Huſen (Kirſchgartshauſen) bei Worms von dem Grafen Heinrich von Zweibrücken zu Lehen tragen, mit deſſen Bewilligung an das Kloſter Frauengarten zu Worms gegen zu Dirmſtein belegene Güter. Der nämliche Eberhard hatte die Vogtei zu Oſthofen, ſüdlich von Alzei, an ſich gebracht, und bedrückte die dem Liebfrauenſtift in Mainz angehörigen Unterthanen dergeſtalt, daß der Kirchenbann über ihn und ſeinen Sohn Konrad verhängt werden mußte. Der Vergleich vom J. 1268 ſchien eine Ausſöhnung bewirkt zu haben; aber noch in demſelben Jahre erneuerte Eberhard ſeine Erpreſſungen, die vorzüglich in dem ſogenannten Wegeſchnitt, resectio viarum, beſtanden haben, und der Biſchof von Worms, Eberhard von Bopneburg, zog ihn darum zur Verantwortung. Der Ritter vermochte es nicht, ſich zu rechtfertigen, und der Biſchof nöthigte ihn, Donnerſtag vor Lätare 1269 wegen des Geſchehenen dem Domcapitel zu Worms, dem Abt von Hornbach, dem Liebfrauenſtift zu Mainz, dem Magiſter des Templerordens, den Nonnen zu Mülen und der geſamten Einwohnerſchaft von Oſthofen Abbitte zu thun, auch ſich ſamt ſeinem Sohne Konrad und ſeinem Tochtermann, Johann von Randeck, zu verſchreiben, daß für alle Zukunft dergleichen Bedrückungen unterbleiben würden. Eberhard kommt noch am zwölften Tage 1276 vor. Er hatte für ſich und ſeine Erben ein Jahrgedächtniß in dem Stifte Hegen bei Worms, regulirter Chorherren St. Auguſtini, und hierzu eine Rente von acht Malter Korn zu Lammersheim und ſieben Malter Weizen zu Kirſchgarten angeordnet; es bewilligen aber Theoderich, der Propſt, und geſamtes Capitel zu Hegen, daß dieſe Rente jederzeit von Johann von Randeck oder deſſen Erben zu beſtimmtem Preiſe eingelöſt werden möge, Donnerſtag vor Mariengeburt 1297.

Eberhards Sohn, Konrad der Aeltere, genannt unter Andern im J. 1270, wurde der Vater von Diederich, der am 23. Sept. 1320 als des Deutschordens Comthur zu Heilbronn vorkommt, von Gerhard und von Konrad dem Jüngern, als mit welchem das Geschlecht sich in zwei Hauptlinien vertheilte.

Gerhard, 1316—1341, der Stammvater der ältern Linie, hinterließ die Söhne Gerhard den Aeltern, Gerhard den Jüngern und Heinrich. Dieser, Domsänger zu Speier, starb im April 1394. Gerhard der Aeltere war noch Domicellar zu Speier, und folglich einer der Jüngsten im Capitel, auch eben auf der Zechstube in fröhlichem Würfelspiel begriffen, als Abgeordnete des Capitels ihm verkündigten, wie er erkiest worden sei zu einem Bischof von Speier (den 25. Nov. 1336). Er rechtfertigte in glänzender Weise das ihm geschenkte Zutrauen. „Ein hochverständiger, geschickter und weiser Herr," tilgte er nach Verlauf der ersten zwei Jahre eine Schuld von 30,000 Pfund, die der vormalige Stiftsverweser, Balduin von Luxemburg, an dem Bisthum zu fordern hatte. Beharrlich auch ferner in diesem Geiste der Sparsamkeit, fand er sich vermögend, pfandschaftsweise die Kastenvogtei des Stiftes Udenheim zu erwerben, minder nicht die Pfandschaft auf Landau und Weibstadt durch neue, dem Reichsoberhaupt dargeschossene Summen zu bessern. Sein Münster bereicherte er mit Gütern, Zehnten und Zinsen. Zu Ehren und Lob Gottes stiftete er auf ewige Zeiten im hohen Chor zwei Priesterpfründen, und die Sacristei empfing von ihm einen reichen Schatz von Zierathen und Gewändern, deren Pracht und Kostbarkeit noch von späten Jahrhunderten bewundert wurde. „Seine Priesterschaft hielt er in gar schöner Zucht und Forcht, auch guter Ordnung," wie er denn selbst getreulich die Pflichten eines Oberhirten erfüllte. Dem Städtchen Udenheim gab er Marktrecht und Ringmauern. In dem Streite Ludwigs des Bayern mit dem Papste war er für den Kaiser, und mehrmals schickte er demselben das Stiftsvolk zu Hülfe, gleichwie er die dem Papste ergebenen Dominicaner aus der Stadt Speier verjagte. Mittwoch nach Jubilate 1359 gab Bischof Gerhard den Bürgern der nämlichen Stadt einen Brief, wonach seine Amtleute von ihnen

in dem ganzen Bisthum auswendig der Stadt keine Beth, Steuer, noch irgend eine Schatzung heiſchen, fordern oder nehmen ſollen, noch ſchaffen, daß dergleichen genommen werde, und ſollen ſie an ihren Gütern nicht beleidigen, noch ſchaffen, daß ſie beleidigt werden, ſonder Gebotten oder Verbotten, in keiner Weiſe. Gerhard ſtarb den 28. Dec. 1363.

Sein Bruder Gerhard der Jüngere kommt noch im J. 1381 in Urkunden vor und hinterließ aus ſeiner Ehe mit Anna Hoffwarth von Kirchheim ſechs Söhne. Die beiden älteſten, Heinrich, Domſcholaſter zu Speier, und Gerhard, Domherr zu Speier und Worms, ſtarben dieſer am 12. April 1404, jener im J. 1406. Erhard, der jüngſte Sohn, hinterließ allein dauernde Nachkommenſchaft, die mit deſſen Urenkeln, Johann und Peter, ſich in zwei Linien vertheilte. Peter erkaufte im J. 1513 einen Antheil an dem Zehnten zu Böckingen und lebte noch 1519; ſein Sohn Dieter wurde belehnt im J. 1529; ſein Enkel Dieter ſtand im J. 1533 unter Vormundſchaft. Johann führte die ältere Linie fort, wird in Urkunden von 1464 und 1474 genannt und erzeugte in der Ehe mit Margaretha von Gemmingen die Söhne Johann, Domcuſtos zu Speier, geſt. 10. Nov. 1513, Gerhard, Heinrich, Domherr zu Worms, Pfarrer zu Oeſtrich, geſt. 19. März 1505, Albrecht und Eberhard. Dieſer kommt 1469 und 1489 als Domherr zu Mainz vor. Gerhard ſtarb als Domſcholaſter zu Mainz und Chorherr zu St. Alban den 20. Januar 1498; er hatte im J. 1469 der Univerſität Baſel als Rector vorgeſtanden. Albrecht führte die ältere Hauptlinie fort und lebte noch im J. 1491. Heinrich, der älteſte ſeiner Söhne, Domherr zu Worms und Speier, ſtarb im J. 1540; der jüngſte, Johann, war Domdechant zu Mainz, Dompropſt zu Speier, Kämmerer des weltlichen Gerichts zu Mainz, und ſtarb den 5. Nov. 1544. Dieter, der mittlere von Albrechts Söhnen, war vermählt mit Barbara von Berlichingen, und iſt mit deſſen Söhnen, Johann, verheurathet mit Amalia von Adelsheim, und Heinrich, verheurathet mit Roſina von Aſchhauſen, die ältere Hauptlinie des Geſchlechtes erloſchen. Johann kommt im J. 1513 und 1548, Heinrich 1555 vor.

Die jüngere Hauptlinie. Ihr Stammvater, Konrad der Jüngere, lebte im J. 1316. Deſſen Söhne, Friedrich und Hans der Alte hinterließen beide Nachkommenſchaft. Friedrichs Urenkel, Konrad (1472), hinterließ eine einzige Tochter, Margaretha, die im J. 1503 als Kloſterfrau zu Roſenthal am Donnersberg vorkommt. Hans von Ehrenberg der Alte hatte der Söhne drei, Friedrich, Hans der Junge und Heinrich. Hans des Jungen Sohn, Heinrich, bekennt im J. 1411, daß er das Dorf Bargen bei Weibſtadt ſamt dem Kirchenſatz, auch das Weilerlein Wollenberg von einem Biſchof von Worms zu Lehen trage, und befand ſich im J. 1414 auf der Kirchenverſammlung zu Conſtanz. Sein Enkel Philipp verkaufte Bargen an Hans Neidhard Horneck von Hornberg, löſte ſolches aber im J. 1487 wieder ein, wird in Kaiſer Friedrichs IV Mandat von 1488 als einer derjenigen genannt, welche dem ſchwäbiſchen Bunde beitreten müßten, und lebte noch 1523. Seine Hausfrau, Gertraud Horneck von Hornberg, hatte ihm die Söhne Lucas, Peter und Johannes geboren. Lucas, Domherr zu Mainz an. 1499, wird am 24. Mai 1500 der Pfarrei Bärſtatt bei Schwalbach als Rector vorgeſetzt, war Amtmann zu Bingen und Ehrenfels und ſtarb den 23. Dec. 1536. Johannes, von den drei Brüdern der jüngſte, vermählte ſich im J. 1541 mit Barbara von Roſenberg, dann, als Wittwer, nochmals mit Amalia von Wittſtatt genannt Hagenbach, und zum drittenmal mit Maria Echter von Mespelbrunn, und ſtarb im J. 1570. In ihm glaube ich, Alles wohl erwogen, den edlen und ehrenfeſten Johanſen von Ehrenberg zu erkennen, deſſen Reiſe zu dem heiligen Grabe in dem Reyſe-Buch, Warhaffte eigentliche Reyſe-Beſchreibung deß Heiligen Lands und andern Oertern, S. 510–514 der Ausgaben von 1609 und 1670, abgedruckt worden. Die Reiſe, angetreten zu Venedig den 30. Jul. 1556, beendigt den 26. Dec. n. J., als an welchem Tage Johannes wiederum zu Venedig anlangte, beſchäftigt ſich ausſchließend mit den heiligen Orten und den an ihnen haftenden kirchlichen Erinnerungen und gibt nicht die mindeſte Nachricht weder von der Perſon noch von den Begleitern des Reiſebeſchreibers, noch auch von anderweitigen

Beobachtungen, die er angestellt haben könnte. Nur erfahren wir von Melchior von Seydlitz, der zur Zeit seiner Gefangenschaft in Rama von dem von Ehrenberg besucht worden, daß dieser „ehrliebende Kriegsmann" von einem Domherrn von Mainz begleitet gewesen. Auch erzählt Johann selbst, daß, vermöge Vertrags mit dem Schiffer, die Person 50 Goldkronen bezahlte, wofür sie zu führen gewesen gen Jerusalem und nach allen heiligen Orten, und wiederum frei nach Venedig zurückzuliefern. Johanns Tochter erster Ehe, Magdalena, geb. 1541, wurde an Christoph von Venningen verheurathet; Johanns Sohn anderer Ehe, Johann Heinrich der Alte, starb 1611, aus seiner Ehe mit Margaretha Echter von Mespelbrunn die Söhne Peter, Johann Heinrich der Junge und Philipp Adolf hinterlassend. Peter, geb. 30. März 1578, ward 1584 Domicellar zu Würzburg, resignirte 1606 und starb 15. Nov. 1617, nachdem er seit 1606 die Stelle eines Würzburgischen Rathes bekleidet hatte. Er blieb kinderlos, so scheint es nach Biedermanns Stammtafeln, in seiner Ehe mit Eva von Wiesenthau, verm. 4. Febr. 1606, und kinderlos blieb auch Johann Heinrich der Junge, der sich im J. 1618 mit Veronica Ursula von Gebsattel verheurathet hatte. Dieser, geb. 3. Juni 1580, wurde am 3. Juni 1631 Bambergischer Statthalter zu Forchheim und starb den 30. April 1647; seine Wittwe starb im J. 1661.

Philipp Adolf von Ehrenberg, geb. 27. Sept. 1583, wurde den 8. Januar 1600 als Domherr zu Würzburg aufgeschworen, nachdem sein Bruder, Peter von Ehrenberg, ihm seine Präbende abgetreten hatte, ging zu Capitel den 26. Mai 1609, wurde zum Domdechant erwählt 29. Januar 1619 und zum Fürstbischof von Würzburg 6. Febr. 1623. Man rühmt ihn als einen strengen Eiferer der Gerechtigkeit, und daß er in 42 wider die Zauberer und Hexen vorgenommenen Executionen 219 Personen allerlei Standes, Alters und Geschlechtes, endlich sogar seinen eigenen Nepoten, die letzte Hoffnung des Geschlechtes, der Zauberei halber, hinrichten lassen. Der angebliche Neffe (1), Ernest von Ehren-

(1) Daß (nach Biedermann) des Bischofs beide Brüder ohne Kinder gewesen, ist bereits erinnert worden. Daß der Protestant Biedermann aus Ehrfurcht für

berg, wurde unter den Edelknaben des Biſchofs erzogen und hatte ſich durch körperliche Schönheit, ausgezeichnete Talente, großen Fleiß, glänzende Fortſchritte in den Studien und unſchuldig-frommes, beſcheidenes Betragen die allgemeine Liebe zu erwerben gewußt. Als aber im J. 1627 der Fürſtbiſchof anfing, mit Feuer und Schwert die Zauberer zu verfolgen, wurde von Einigen, in den durch die Marter erzwungenen Ausſagen, der Junker von Ehrenberg als Mitſchuldiger angegeben und behauptet, er habe ſich dem Böſen verſchrieben, zum öftern die Hexentänze beſucht, einige Mordthaten verübt und mehre ſeiner Vertrauten für den hölliſchen Bund angeworben. Als ſeine Verführerin wurde eine ihm nahe verwandte, ſchöne und geiſtreiche Edelfrau angegeben. Zu derſelben Zeit und ſchon etwas früher glaubte man wahrzunehmen, wie daß der Junker ſich gar ſehr zu ſeinem Nachtheil verändert habe, daß ſein Fleiß nachlaſſe, daß von der vormaligen Frömmigkeit und Andacht alle Spuren verſchwunden ſeien, er vielmehr ſich dem Trinken und Spielen ergebe, freie Reden und unehrbare Scherze ſich erlaube und gegen Knaben und Mädchen ea agere, quibus leges ignem decreverunt.

So bedeutende Anklage durfte dem Oheim nicht verſchwiegen bleiben; äußerſt beſtürzt über den ihm gemachten Vortrag beſchloß der Fürſt, den Verirrten nicht zu ſtrafen, ſondern zu beſſern. Der Jüngling wurde außergerichtlich vernommen und nach abgelegtem freimüthigen Bekenntniſſe den Vätern der Geſellſchaft Jeſu und nachhin den Franziscanern zur Aufſicht, Belehrung und Beſſerung anvertraut. Er gab die beſte Hoffnung, betrug ſich tadellos bei Tage, ſoll aber zur Nachtzeit, wie er ſpäter ſelbſt bekannte, öfter aus dem Collegium und dem Kloſter verſchwunden ſein, um den Hexentänzen beizuwohnen — »dies ad Deum, nox ad diabolum spectabat.« Jeſuiten und Franziscaner mußten bekennen, daß

---

den Biſchof ſie verſchwiegen haben ſollte, iſt ſo wenig wahrſcheinlich, als des Biſchofs finſtere Strenge gegen eines Bruders Sohn. Wenigſtens würde Philipp Adolf den andern Bruder, der ihn ſelbſt überlebte, in der gemeinſchaftlichen Angelegenheit zu Rathe gezogen haben. Ich vermuthe daß ein Vetter, von dem unten die Rede ſein wird, Ernſt Dietrich von Ehrenberg, der Unglückliche geweſen, aus dem man den biſchöflichen Nepoten macht.

alle ihre Mühe fruchtlos geblieben ſei. Den unverbeſſerlichen Sünder übergab der Fürſt, ſo ſchmerzlich es ihm fiel, dem heimlichen Gericht, als in welchem ein Todesurtheil geſprochen wurde. Um 7 Uhr Morgens — Tag, Monat und Jahr ſind nirgends angegeben — holten einige Jeſuiten den Junker aus dem Bett und führten ihn nach dem Schloſſe, wo das Urtheil vollſtreckt werden ſollte. Das ſagten ihm die Begleiter; er blieb unerſchrocken und bei der beſten Laune. Als er aber in das Gemach trat, in die Verſammlung der Richter, und die mit ſchwarzem Tuch bekleidete Bühne erblickte, entſank ihm urplötzlich der Muth; blaß und zitternd am ganzen Leibe bat er ſo inſtändig und beweglich um Gnade, daß die bis zu Thränen gerührten Richter Aufſchub verfügten und ſelbſt bei dem Fürſten die nachdrücklichſte Fürbitte einlegten. Sie fanden ein geneigtes Gehör, und nach einigen Tagen ſendete Philipp Adolf dem Unglücklichen einen ſeiner vertrauteſten Räthe zu, volle Begnadigung und gänzliche Vergeſſenheit des Geſchehenen zu verheißen für den Fall ernſter und dauernder Beſſerung. Wie mag der Rath erſtaunt ſein, als er die Antwort für ſo gnädige Botſchaft empfing. „Mein Herr, wenn Sie geſehen hätten, was ich geſehen habe, würden Sie der Nämliche geworden ſein, der ich bin, und wenn ich nicht ein ſolcher wäre, ſo würde ich es noch werden.“ Alle Vorſtellungen und Ermahnungen des Abgeordneten blieben vergeblich. Dieſes bewog den Fürſtbiſchof zu der Erklärung, daß nun die Gerechtigkeit ohne Weiteres ihren Lauf haben ſolle. Die traurige, ſchon einmal vorgefallene Scene wurde an dem nämlichen Orte wiederholt. Behend beſtieg der Jüngling, von zwei Jeſuiten begleitet, die Todesbühne. Die Väter ermahnten ihn zur Buße; er erwiderte, daß er nichts zu bereuen habe. Als er aber den ſchrecklichen Ernſt bemerkte, ſo riß er ſich los und ſuchte unter jämmerlichem Geſchrei in allen Ecken und Winkeln Zuflucht. Endlich wurde dem Scharfrichter von den Beiſitzern des Frongerichts befohlen, er ſolle dem Trauerſpiel ein Ende machen und jede Gelegenheit wahrnehmen, um ſeinen Auftrag zu vollführen. Dem geſchah alſo. Der Unglückliche, bewußtlos ſchreiend und hin und her laufend, kam unter den

gerichtlichen Schwertſtreich und fiel. Biſchof Philipp Adolf ſtarb 16. Jul. 1631, daß er alſo die Einnahme der Marienburg durch die Schweden und die ſchreckliche Metzelei nicht mehr erlebte.

Die einzig noch vorhandene jüngere Linie des Hauſes beruhte nur noch auf der Nachkommenſchaft Peters, der ein älterer Bruder von Johannes, dem Reiſebeſchreiber, war. Peter, verm. mit Katharina von Oberſtein, lebte im J. 1526. Sein Sohn Dietrich, geb. 1514, ward im J. 1532 Vater eines andern Dietrich, der als kurmainziſcher Hofjunker und Amtmann zu Miltenberg der Kaiſerkrönung Ferdinands I am 24. Oct. 1562 beiwohnte und am 13. Aug. 1585 das Zeitliche geſegnete. Seiner Söhne waren vier. Johann Dietrich, Domherr zu Mainz und Würzburg, Propſt zu U. L. Frauen und Cuſtos zu St. Alban in Mainz, ſtarb zu Würzburg 2. Aug. 1612. Wolf Albrecht, Amtmann zu Miltenberg, auch markgräflich Badiſcher Rath und Amtmann zu Raſtatt, ſtarb im J. 1604 in dem Alter von 32 Jahren. Mit Kunegunde Jacobe Zand von Merl verheurathet, hatte er einen Sohn und eine Tochter. Der Sohn, Ernſt Dietrich, ſtarb frühzeitig (Biedermanns Worte); mir ſcheint er jener Ernſt von Ehrenberg zu ſein, der ſo tragiſch endete unter Biſchof Philipp Adolf, und wird meine Meinung beſtätigt durch ein Schreiben in dem Archiv der Familie von Zand zu Liſſingen, worin die ganze Mordgeſchichte erzählt. Die Tochter, Anna Maria, wurde an Johann Konrad von Helmſtatt verheurathet. Hans Wolf Eberhard von Ehrenberg, der jüngſte von Dietrichs Söhnen, Amtmann zu Miltenberg im J. 1592, ſtarb 16. Jul. 1597, ohne Kinder zu haben in ſeiner Ehe mit Agnes Eliſabeth Knebel von Katzenellenbogen. Georg Chriſtoph, der dritte von Dietrichs Söhnen, beſaß Weißbach oder Weilbach und hinterließ aus ſeiner Ehe mit Anna Sibylla von Helmſtatt die Tochter Anna Margaretha, vermählt mit Johann Philipp von Gemmingen (ſie ſtarb 1635), und den Sohn Johann Philipp von Ehrenberg, der geſtorben iſt als der letzte ſeines Namens, Geſchlechtes, Schildes und Helms, ohne Leibeserben. Wappen: im ſilbernen Felde ein quer liegender rother Flug mit aufwärts gekehrten Schwingen und einem goldenen Monde.

Reichardshauſen, Hattenheim, Erbach.

Zur Gemeinde Oeſtrich gehört das in kurzem Abſtand von Hattenheim gelegene Reichardshauſen, urſprünglich eine villa, die im Jahre 1123 genannt, doch von geringer Bedeutung geweſen ſein wird. Die Localität, geeignet dem Kloſter Eberbach eine directe Verbindung mit dem Rhein zu verſchaffen, erregte die Aufmerkſamkeit des klugen weitausſehenden Abtes Ruthard. „Zwei leibliche Brüder von Winkel und Mönche zu Eberbach hatten dem Kloſter eine Hube Landes aus ihrem dortigen Erbe zugebracht und ſeine daſigen Ländereien zwar anſehnlich vermehrt, das Ganze war aber für ein beſonderes Etabliſſement nicht zureichend, und ein Hof in dem großen Orte Winkel nicht dem Syſtem von Ciſterz, auch vielleicht noch weniger dem Geſchmack der Eberbacher entſprechend. Dieſe ſuchten daher ihre dortigen Güter auf eine ſchickliche Art zu verlegen und erreichten bald ihren Zweck. Dudo, ein Edelmann und Miniſterial von Mainz, beſaß eine Hube Landes zu Reichardshauſen, deren Zins er vom Erzſtifte zu Lehen trug. Darauf leitete Abt Ruthard einen Tauſch ein, der ihn in Stand ſetzte, ſeinen Plan zu einem neuen Hof auszuführen. In dieſer Abſicht gewann er zuerſt den Erzbiſchof Heinrich, der über ſeinen Vaſallen Dudo großen Einfluß hatte und als Lehensherr bei dem projectirten Tauſche weſentlich betheiligt war. Klagend trug er ihm vor, daß ſeine dem Güterbau zu Winkel vorgeſetzten Brüder dem Weltgetümmel zu nahe wären und die ordensmäßige Einſamkeit in dem kleinen Reichardshauſen weit beſſer zu erzielen ſei. Ein Tauſch mit Dudo ſei daher dem Kloſter für den geiſtlichen Beruf zweckmäßiger, ohne den Dudo in Rückſicht auf den zeitlichen Werth, den er ihm vollſtändig erſetzen wolle, zu benachtheiligen. Ein ſolcher Antrag, der ſeinen religiöſen Beweggrund unterſtützte, verfehlte bei dem frommen Erzbiſchof ſeine Wirkung nicht. Um den Erbachern die verlangte Stille zu gewähren, nahm er ſich der Sache mit allem Ernſte an, ſtimmte ſeinen Miniſterialen ihren Wünſchen und brachte den Tauſch wirklich zu Stande.

Dudo verlor dabei nichts, ja er gewann zu Winkel an Ländereien mehr, als er zu Reichardshauſen abgab; denn Abt Ruthard räumte ihm nebſt der benannten Hube noch einen Theil daſiger Weingärten ein. Es waren dieſe jedoch mit acht Unzen zur erzbiſchöflichen Tafel zinsbar, und des Dudo Hube zu Reichardshauſen frei, indem er ihren Zins ſelbſt zu Lehen trug. Aber auch dieſe Ungleichheit wurde vom Erzbiſchofe aufgehoben. Er erließ dem Kloſter den Zins vom Gute zu Reichardshauſen gänzlich, belehnte den Dudo mit den acht Unzen der Weinberge zu Winkel, und erhielte ihn dadurch in ſeinem vorigen Verhältniſſe zum Mainzer Stuhl. So vermittelte der großmüthige Gönner Eberbachs mit der paſſendſten Ausgleichung einen Tauſch, den er auch 1152 ſelbſt beurkundete und wodurch das Kloſter zu einem ſeiner vortrefflichſten Höfe den Grund legte.

„Eben dahin ging aber auch Abt Ruthard's kluge Speculation. Das kleine Dörfchen Reichardshauſen eröffnete ihm die Ausſicht, daß es mit ſeinen wenigen Hütten nach und nach eingehen und den von ihm projectirten Kloſterhof, ſeinem Wunſch und dem Ordensplane gemäß, ganz iſoliren würde. Der neue, zu ſeiner Zeit ſchon rege Anſiedelungsgeiſt, in Folge deſſen die Ortſchaften ihre vormals nach altdeutſcher Sitte weit zerſtreuten Wohnſtätten näher zuſammen legten, kündete manchem geringen Dörfchen ſeine Auflöſung an, wie ſie dann nicht nur im Rheingau, ſondern auch in andern Ländern wirklich erfolgte. Das nämliche Schickſal ließ ſich alſo von Reichardshauſen um ſo wahrſcheinlicher vorausſehen, weil es bei ſeiner nahen Lage zwiſchen anſehnlichen Orten auf eigenes Wachsthum keinen Anſpruch hatte. Außer dieſer günſtigen Ausſicht in die Zukunft bot aber der Tauſch für Eberbach einen offenbaren Vortheil in der Lage der Dudo'ſchen Hube ſelbſt, die ihm eine zweckmäßige Verbindung mit andern Beſitzungen gewährte. Es hatte ſowohl zu Hattenheim, als im obern Theile von Winkel (zu Oeſtrich) mehrere Güter, zu weit von einander entfernt, als daß ſie ſich aus einem oder dem andern Orte bequem bewirthſchaften ließen, und für zwei beſondere Wirthſchaften waren ſie zu gering. Die zwiſchen beiden gelegene Hube zu Reichardshauſen zeigte alſo das einzige

Mittel, worin ſich beide gewiſſermaßen zuſammen reiheten und den ſchicklichen Raum für einen Hof zu ihrer gemeinſchaftlichen Bearbeitung darboten. Abt Ruthard ſäumte daher auch nicht mit der Anlage und ſtellte den Hof noch ſelbſt her. Wenigſtens ſtand derſelbe 1162, ungefähr fünf Jahre nach ſeinem Tod, ſchon da und diente außer dem Güterbaue noch zu einem andern Zweck. Er war nämlich ſchon damals zu einem Magazin beſtimmt worden, um die auf dem Rheine zugeführten Früchte und andere Bedürfniſſe niederzulegen. Das Dörfchen Reichardshauſen ging nicht lange nachher ein und Ruthards Abſicht wurde erfüllt."

Im J. 1219 wurde dem Kloſterhof hinzugefügt die von Erzbiſchof Siegfried II an die Abtei vergabte, nahe anliegende Rheinau zwiſchen Hattenheim und Ingelheim, im Jahr 1234 erhielt der Hof neuen Zuwachs durch die von Sibold dem Schultheiß zu Winkel eingetauſchte Länderei, welche zugleich die Gebrüder Embricho von Lohneck und Konrad von Winkel genannt Greifenklau von der Lehenseigenſchaft freigaben, und 1388 trat der Edelknecht Markolf von Neſen den auf Reichardshauſen haftenden Weinzins an die Abtei ab. Der Hof, eines der werthvollſten Güter der Abtei und eines Propſten Sitz, blieb ihr bis zur Säculariſation. Im Jahre 1807 „urkunden und bekennen hiermit für Uns, unſere Erben und Nachkommen an der Regierung, Wir Friedrich Auguſt, von Gottes Gnaden ſouverainer Herzog zu Naſſau, und Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden ſouverainer Fürſt zu Naſſau, daß Wir Unſerer reſp. Frauen Gemahlin und Baaße, der Durchlauchtigſten Herzogin Louiſe zu Naſſau Liebden, Unſeren Hof zu Reichardshauſen im Rheingau, nebſt dazu gehöriger Aue und dem dabei liegenden Weinberg, der Pfaffenberg genannt, als ein künftiges wahres Eigenthum erb- und eigenthümlich geſchenkt haben. Thun dies auch alſo hiermit und dergeſtalt, daß §. 1. Höchſtgedachte Unſere reſp. Frau Gemahlin und Baaße Liebden ſothanen Hof, beſtehend in den erforderlichen Wohn- und Oekonomiegebäuden, erſteren ſammt den darin befindlichen, in der Anlage Lit. A verzeichneten Mobilien, zuſammen 2½ Morgen 6 Ruthen haltend, ſodann aus 9¾ Morgen 32 Ruthen Gartenland, 18¾ Morgen 17½ Ruthen

Wieſen und 67¾ Morgen 25 Ruthen Ackerland, ſo wie die dazu gehörige ſogenannte Mönchsaue, beſtehend in einem Wohnhaus und dazu gehörigen Wirthſchaftsgebäuden ad ½ Morgen, aus 3¼ Morgen 22 Ruthen Gartenland, 20¼ Morgen 37½ Ruthen Wieſen, 15¾ Morgen 6½ Ruthen Ackerland und 24¾ Morgen 21 Ruthen Gebüſch; ferner den zunächſt dabei gelegenen und mit einer Mauer umgebenen Weinberg, der Pfaffenberg genannt, ad 22 Morgen, ſo wie alle dieſe Güter in der Anlage Lit. B näher beſchrieben ſind, mit allen darauf ruhenden Gerechtſamen und Freiheiten, als ein wahres Eigenthum nutzen und genießen, auch §. 2. den von dem Reichardshäuſer Hofgut und dem Hofbeſtänder Johann Jörg vermöge Pachtbriefs vom 9. Jäuner 1806 bedungenen jährlichen Pacht ad 1105 Gulden vom 22. Februar d. J. an — den Pacht von der Mönchsaue aber, welche vermög Pachtbriefs vom 9. Mai 1806 an Herrn Grafen von Weſtphal auf 12 Jahre verliehen, vom 1. Mai dieſes Jahres an mit jährlichen 515 Gulden zu genießen und einzunehmen haben ſollen. §. 3. Alle in den Hofgebäuden befindliche Herrſchaftliche Inventariat-Stücke, exclusive zweier Keltern und der vorhandenen Weinfäſſer, werden als künftiges Eigenthum mit übergeben und wird §. 4 in dem Oekonomiehof ein freier Platz gegen den Rhein, zu Auferbauung einer Remiſe, welche zu Aufbewahrung des für die Herrſchaftliche Weinberge im Rheingau erforderlichen Strohes, der Wingertspfähle und Faßholz, auf Cameralkoſten nachmals erbaut werden ſoll, ſo wie die freie Gerechtſame, jenes Stroh und Gehölz am Rhein ausladen und in gedachte Remiſe ein- und ausfahren zu dürfen, vorbehalten. §. 5. Alle übrige Gebäude und Hofraum werden gänzlich zur Benutzung als Eigenthum abgetreten und andurch Unſere reſp. Frau Gemahlin und Baaſe Liebden in den ruhigen und ungeſtörten Beſitz aller vorbenannten Stücke andurch und in Kraft dieſes eingeſetzt. Urkundlich Unſerer eigenhändigen Unterſchrift und beigedruckten Herzoglich und Fürſtlichen Inſiegeln."

Durch ſpätere Schenkung vom 29/30. Oct. 1810 erhielt die Herzogin auch noch, ſtatt des Georgenthaler Hofs im Oberamt Idſtein, verſchiedene ihrem Hof Reichardshauſen bequemer gelegene

Grundſtücke, nämlich an Weinbergen in Hallgarter Gemarkung 22 Morgen 3 Viertel 13 Ruthen, in Hattenheimer Gemarkung 19 Morgen 2 Vrtl. 10 Rth., an Wieſen zu Hallgarten 22 M. 1 V. 8 R., zu Hattenheim 8 Morgen 3 V. 20 R., an Ackerland zu Hallgarten 24 Morgen 3 V. 27 R., daß demnach die ganze Donation 285 Morgen 5½ Ruthe umfaßte. Die Herzogin, geborne Prinzeſſin von Waldeck, ſtarb zu Frankfurt 17. Nov. 1816, vier Töchter hinterlaſſend, und Reichardshauſen wurde zu dem Preis von 143,000 Gulden an den Grafen Erwin von Schönborn verkauft. Dieſer hat die Gebäude bedeutend erweitert und verſchönert, ihnen auch weitläuftige und geſchmackvolle Parkanlagen, die ſich bis zum Rhein ausdehnen, hinzugefügt. Daneben hatte er in dem Schloſſe eine ziemlich zahlreiche Sammlung von Gemälden neuerer Meiſter vereinigt, dergleichen Overbecks heilige Familie, Arbeiten von David, Gros, Hakkert, Vernet u. a., auch Bildwerke nach Modellen von Thorwaldſen, Schadow ꝛc. Die Sammlung iſt aufgelöſet, und das Gut ſelbſt ſteht zum Verkauf. Wie man in Belgien den Reichthum der Großen nach der Zahl ihrer vollſtändig meublirten Schlöſſer, inſonderheit nach der Zahl der darin aufgeſtellten Betten berechnet, ſo gibt im Rheingau die Zahl der in die Weinberge führenden Thüren einen Maasſtab für die Beurtheilung des Umfangs der einzelnen Beſitzungen. Seit dem Erwerb von Reichardshauſen begreift das Schönborniſche Eigenthum zu Hattenheim 16 Thüren. Der alte Dichter Püterich von Reicherzhauſen war ungezweifelt ein Bayer.

Hattenheim, ſchon vor 954 vorhanden, wird von Erzbiſchof Siegfried I im J. 1069 Hatherheim genannt, und als viculus bezeichnet, war auch damals ein Filial von Eltville, iſt aber für jetzt einer der anſehnlichſten und netteſten Orte des Rheingaues (910 Einwohner), ſchöne Landhäuſer enthaltend und von zierlichen Gärten umgeben. Die anſehnliche Pfarrkirche iſt dem h. Vincentius, 22. Januar, gewidmet, für eine Gemeinde, deren Wohlſtand großentheils auf dem Weinbau beruhet, ein ſehr glücklich gewählter Patron. Heißt es doch in dem alten Spruch: Vincentius hell und klar, gibt ein gutes Weinjahr. Eine Capelle

mit eigenem Gottesdienſt beſtand ſchon 995, und kommt noch im J. 1211 als Filial von Eltville vor. Antonius Clericus von Hattenheim wird 1208—1212 genannt, daß er alſo damals noch von Eltville abhängig, und keine ſelbſtſtändige pfarrliche Gerichtsbarkeit auszuüben hatte. Nicht lange und es nennt der Oculus memoriae von Eberbach einen Antonius plebanus de Hattenheim, der vielleicht eine Perſon mit dem Antonius von 1208, wo dann aus dem vormaligen Vicar der erſte Pfarrer, und zwar vor dem J. 1232 geworden wäre. Jedenfalls beſtand bereits 1232 die Pfarrei in Hattenheim, und war 1239 die Gemeinde bedacht, der Kirche ein neues Steingewölbe aufzuſetzen. Die Koſten davon zu decken, verkaufte ſie dem Kloſter Eberbach ihr Recht zu dem Wege, der durch die Mitte des Steinbergs nach dem Walde führte. »Universitas in Hattenheim vendidit fratribus in Eberbach omne jus, quod habebat in via que directe tendit per medias vineas in Steinberg versus silvas, et recepit a fratribus tres marcas ad opus nove testudinis in ecclesia sua ex lapidibus faciendum, actum 1239 circa initium Quadragesime,« ſagt der den Verkauf bekundende Propſt Wilhelm zu St. Moriz als Archidiacon im Rheingau. Der Kirchenſatz ging von dem ritterlichen Geſchlecht von Hattenheim über an die Langwerth von Simmern, die ihn noch beſitzen. Die Pfarrei, 1214 Menſchen, begreift die vormalige Abtei, jetzt Correctionshaus Eberbach, das Irrenhaus Eichberg, das Pförtnerhaus zu Reichardshauſen, den Neuhof, den Hof Geisgarten, die beiden Kiſſelmühlen und das Auhaus.

Das Kloſter Ilbenſtatt beſaß hier gleich nach ſeiner Stiftung, ſo wie zu Winkel, Weinberge, die es im J. 1141 an den erzbiſchöflichen Miniſterial Embricho vertauſchte. Eberhard, in Hattenheim zu Hauſe, »indigena et civis huius ville« que dicitur Hatternheim, hatte bei Lebzeiten ſeiner Frau Bertha den Schluß gefaßt, ins Kloſter Eberbach zu gehen und dort unter den Mönchen den Reſt ſeiner Jahre zu verleben. Die Frau ſtarb, und der Wittwer traf Anſtalt zur Vollziehung ſeines Vorſatzes. Er hatte nur eine ſchon verheurathete Tochter. Mit dieſer und ihrem Manne theilte er ab, und behielt ſich aus dem Seinigen nebſt

einem Hauſe gewiſſe Weinberge vor, die er mit ſich ſelbſt dem Kloſter zubrachte. Dieſe Wingerte waren aber mit jährlichem Weinzins behaftet, für welchen die Eberbacher das ihnen ohnehin unnöthige Haus gerne vertauſcht hätten. Eberhard, entweder von ſelbſt mit ſeiner erſten Verfügung unzufrieden, oder von den Mönchen dazu beredet, änderte vor der Profeſſion die vorige Anordnung, traf mit ſeinem Tochtermann einen neuen Vertrag, überließ ihm das Haus mit einer Mark Geld und legte ihm dafür den jährlichen Zins auf, um das Kloſter davon zu befreien. Wenn er je den Zins nicht entrichtete, ſollten das Haus und die Geldmark ans Kloſter zurückfallen. Die Urkunde iſt 1160 in ſeinem Namen ausgeſtellt, und beweiſet die ſchon damalige Sitte, daß die Novizen vor der Profeſſion über ihre Patrimonien dispouirten."

Die von Hattenheim, Dienſtmannen der Mainzer Kirche, beſaßen hier den noch jetzt unter dem Namen die Burg bekannten uralten Ritterſitz. Wolpero und ſein Bruder Rudeger von Hatterheim hatten dem Kloſter Diſibodenberg alle ihre Güter zu Windesheim, Hof, Aecker und Weinberge geſchenkt. Deren ging das Kloſter verluſtig, nachdem die Mönche gelegentlich des Sturzes ihres Gönners, des Erzbiſchofs Ruthard, aus ihrem Hauſe vertrieben worden, es nahm ſich jedoch Erzbiſchof Adelbert I der Bedrängten an, und ſeiner Vermittlung war es zu verdanken, daß Rudeger von Hatterheim, ſeines Bruders Wolpero Wittwe Adelheid und ihr Sohn Wilhelm die Güter in Windesheim an Diſibodenberg zurückgaben, 30. April 1118. Wolfram von Hatterheim, 1130, 1145. Sifried 1225. Engelfried, mancus, Friedrich und Hartung, 1226. Mengoz und Friedrich, Ritter beide, 1228. Konrad 1253. Engelfried vergabte an Eberbach ſeinen Weinberg in Cullibige, 1253. Siegfried 1280, war todt 1292, und ſind durch ſein Ableben bedeutende Güter an Giſelbert von Rüdesheim gefallen. Engelmann, ein Edelknecht, ſeine Hausfrau Eliſabeth, ſeine Tochter Gudela, »Johannes et Nicolaus fratres milites de Scharpfenstein, consanguinei predictorum« verſchenken all ihr unbeweglich Gut in Hattenheim und Walmeloch an das Kloſter Eberbach, 1321.

Von Johann von Hattenheim, der wohl noch im Jahre 1411 vorkommt, sagt Erzbischof Johann: „Um solche halbe Wildhube, die gelegen ist in Heppenheimer Mark, und gen Lorsch gehört an das Hubegericht, dasselbe halbe Theil Johann von Hattenheim, Ritter, unser lieber Getreuer von uns und unserm Stift gehabt hat, daß wir dieselbe halbe Wildhube geliehen haben und leihen mit Krafft dießes Briefs für uns, unser Nachkommen und Stift Wilhelm Juden von Steine, Konnen seiner ehelichen Hausfrauen und ihren Erben, Söhnen und Töchtern," 2. Nov. 1405.

Des vor 1292 verstorbenen Siegfried von Hattenheim Erben, Giselbert von Rüdesheim und seine Hausfrau Elisabeth, wahrscheinlich eine Hattenheimische Erbtochter, vergabten all ihr Gut zu Gaulsheim an Eberbach, zum Heil ihrer und ihrer Eltern Seelen, des Dido und der Elisabeth von Scharfenstein, des Giselbert und Happecho von Rüdesheim. Den Ertrag dieses Guts, dann zwei Ohm fränkischen Weins aus ihrem Wachsthum im Wistelborn zu Hattenheim soll der Küchenmeister zu Eberbach alljährlich verwenden, um dem Convent eine Pitanze Weißbrod, Fisch und Wein am Festtage des h. Bartholomäus auszurichten. Sollte darin der Küchenmeister sich nachlässig erweisen und den festgesetzten Termin verabsäumen, so hat die Abtei unweigerlich 5 Mark Cöln. und die besagten zwei Ohm Wein an die Meisterin zu Aulhausen abzuführen. Der verbleiben, als verfallene Pön, zwei Mark und die zwei Ohm Wein, drei Mark aber wird sie, zu einer Tröstung, dem Prior und Convent zu Eberbach darbringen. Also geschehen 25. Aug. 1292. Durch eine zweite Urkunde vom 6. Dec. 1292 widmen die nämlichen des Siegfried von Hattenheim sämtliche Güter in Geisenheim, nämlich den Capellhof und St. Niclasen Capelle samt zwei anliegenden Morgen Wingert, 5½ Morgen Wingert im Fuchsberg, noch 3½ Morgen Wingert, 10 oder 12 Morgen Ackerland, auch Zinsen, zum Kloster Eberbach, unter der Bedingung, für ewige Zeiten dreimal die Woche in St. Niclasen Capelle zu Geisenheim eine Seelmesse lesen zu lassen für Giselbert, Ritter, Elisabeth, Sifried, Eigelmann, Guda, Dido und Elisabeth. Claus, Nicolaus von

Scharfenſtein, der eine der oben als Vettern der von Hattenheim bezeichneten Scharfenſtein, war in Hattenheim begütert, und ſtarb 3. Nov. 1357, kinderlos in ſeiner Ehe mit Neſa Salmann, Rudolfs zum Silberberg Tochter. Er wurde von ſeiner Bruderstochter Katharina von Scharfenſtein beerbt. Die und ihr Gemahl Dieter Kämmerer von Worms, geſt. 9. Jul. 1351, erhielten im J. 1344 von Graf Georg von Veldenz die Anwartſchaft und Eventual-Belehnung auf die Hälfte aller von Veldenz lehnrührigen Güter derer von Scharfenſtein, die gelegen ſind zu Hattenheim oder anderswo, es ſeyen Aecker, Weingärten, Auen oder andere Güter, wie das genannt ſei. Katharina wurde zugleich auf ſolche bewitthumt. Nach Ableben (1381) Frau Neſen, geb. Salmann, Clauſens von Scharfenſtein Wittwe, erhielt Katharinens Sohn Dieter für ſein Erbtheil auch noch viele andere in der Umgebung von Mainz und im Rheingau gelegene, von den Salmann von Silberberg herrührende Güter und Gefälle, wie ihm denn in der Theilung mit ſeinen Schweſtern, Anna, an Johann von Frankenſtein verheurathet, und Juliana, Wittwe Heinrichs von der Thann, 13. Dec. 1381, in der Stadt Mainz der Hof, zum Mühlhuſer, als ihn die Baumeiſter von dem Hof genannt zu Nierſtein, getheilt han, It. der Hof zu Comede „höret halber zu dieſem Loos," viele Zinſe in der Stadt, noch mehr Länderei in ihrer nächſten Umgebung zugewieſen wurden. „Auch ſind ihm worden alle die Güter, es ſind Höfe, Hofſtätten, Weingärten, Aecker, Wieſen, Garten, Hellergült, Weingült und andere Gülten und Zinſe in den Dörfern und Marken zu Winkel, Mittelheim und Oeſtrich, als ſie getheilt und gelooſet ſind von den Bürgern zu Mainz, It. Nordenſtatt und was dazu gehöret und gefallen iſt mit Loos, It. iſt ihm gefallen Olm, Steinheim und die zwei Waldaffen mit allen Zinſen, Baugüter, Wieſen und Aecker, wie ſie gefallen und getheilt ſind mit den Bürgern zu Mainz, It. die Zinſe, Güter und Weingärten zu Diebach und Caub." Eine Reihe von Jahren ſpäter bekennet derſelbe Dieter Kämmerer von Worms, Edelknecht, „daß ich all mein Gülten, Nutzen und Zinſe, die ich han zu den zwei Waldaffen, zu Steinheim, Hattenheim, Oeſtrich, Mittelheim und zu Winkel in dem Ringau, und die

Mannwerk zu Hattenheim und die Au gen Hattenheim über gelegen, und was davon gefallen mag, es sei Wein, Frucht, Pfähle, Obst und Geriß, Holz und Nüsse oder anders, und die Wiesen zu Erbach und mein Theil Haus und Garten zu Hattenheim und was darzu gehöret, und meinen Theil der Gülte zu Nastetten geliehen han Herrn Johanns von Spier, Frühmesser zu Hattenheim, daß er das nutzen und nießen soll und mag fünf Jahr, die nächst nach einander nach datum dieß Briefs kommend, alle Jahr umb 190 Gulden. Dieselbe 190 Gulden soll er mir geben zu zwei Zielen alle Jahr, uff St. Georgien Tag 100 Gulden und uff St. Remiges Tag 90 Gulden. Auch soll der Mist und das Geströh auf der Aue bleiben und soll die Bäume impfen und dem Holz kein Schade sein, und wär es, daß derselbe Herr Johann bauet am Hause zu Hattenheim oder auf der Aue mit meinem Willen und Wissen, das soll ich ihm an der obgenannten Gülte abschlagen. Wär es auch Sach, daß Miswachs käme, also daß ihm nit alle 7 Fuder Weins würden aus der Mannwerk, was ihm dann minder würde dann 7 Fuder Weins, so soll ich ihm 10 Gulden für das Fuder Wein abschlagen nach Marktzahlung, als sich das dann gebürt. Auch soll er mir alle Jahr 200 Pfähle von der Aue geben. Datum anno Domini 1393, feria tertia ante Remigii Episcopi."

Die Burg zu Hattenheim gelangte, wohl vor 1440, an ein Geschlecht, das nach Humbracht in der Wetterau heimisch, ursprünglich von Langerle geheißen haben soll. Wahrscheinlich ist es durch Erbgang zu dem Besitz in Hattenheim gekommen, indem damit das Patronat der dasigen Pfarre verbunden, und könnte es füglich die spätere Benennung, von Langwerth, dem langen, von Winkel bis Hattenheim sich erstreckenden Werth entlehnt haben. Des Nicolaus Langwerth (1440) Sohn Nicolaus erscheint 1464 und ff. J. als des Pfalzgrafen Ludwig Kanzler zu Simmern, daher wohl das von ihm auf die Nachkommen vererbte Prädicat von Simmern entstammen mag. Er starb 5. Juni 1502, 1545 sein Sohn Georg, welcher der erste sich in dem Rheingau niedergelassen haben soll, und der Vater geworden ist von Johann Georg zu Hattenheim, 1547. Von dieses Ur-

enkeln ſtarb Johann Adolf 1700 als Deutſchordens-Comthur zu Ober-Flörsheim, kurmainziſcher Kämmerer, Obriſt und Commandant zu Erfurt, während ſein älterer Bruder, Georg Chriſtoph, des Cantons Mittelrhein Ritterrath, in der Ehe mit Maria Katharina von Gemmingen Vater von ſechs Kindern wurde, darunter die Söhne Gottfried und Philipp Reinhard. Gottfried Johann Weiprecht erwählte ſich als Convertit den geiſtlichen Stand, wurde Domdechant zu Regensburg, Weihbiſchof und Biſchof zu Germanopolis, kurbayeriſcher und Fürſtl. Regensburgiſcher Geheimrath, Präſident des Conſiſtoriums zu Regensburg, in welcher Eigenſchaft er noch 1739 vorkommt, endlich Adminiſtrator des Hochſtifts Regensburg. „Ein hohes Muſter geiſtlichen Wandels, darum eines Biographen vollwürdig," äußert Bodmann. Sein Bruder, Philipp Reinhard, geſt. 1729, war Naſſau-Idſteiniſcher Oberforſtmeiſter, dann Baden-Durlachiſcher Oberjägermeiſter; die neun Kinder ſeiner Ehe mit Chriſtina von Gemmingen folgen alſo: Karl Philipp, geſt. als Heſſen-Hanauiſcher Regierungsrath, Johanna Chriſtina, verheurathet an N. von Thon, kön. ſchwediſcher Landrath, Georg Reinhard, Auguſte Louiſe, vermählt mit N. von Bettendorf, kurmainziſcher Geheimrath, Hofmarſchall und Oberamtmann zu Königſtein, Chriſtoph Ludwig, holländiſcher Major, dann Ritterhauptmann vom Canton Mittelrhein, Gem. Juliana Löw von Steinfurt, Henriette Karoline, verm. mit Karl Philipp von Stein und Mutter des Miniſters von Stein, Adolf Friedrich, kurſächſiſcher Obriſtlieutenant, aus deſſen Ehe mit Johanna Roſina von Bürgel genannt Fleckenbühl ein Sohn, Johann Georg Ernſt, geb. März 1766, Maria Franziska, Gem. N. von Kayn, kurſächſiſcher Hauptmann, und endlich Marianne, Stiftsdame zu Schacke. Georg Reinhard, Hannöveriſcher Hofrath ſeit 1739, Oberappellationsrath und Landdroſt, mit Meluſina Sophie von Campen, Tochter von Chriſtian Wilhelm, dem Hannöveriſchen General der Infanterie, und von Anna Louiſe von Hammerſtein verheurathet, wurde Vater von ſechs Kindern, darunter Louiſe Charlotte, Stiftsdame zu Marienſee an der Leine, Friedrich, Hofrath, Karl, Hofgerichtsrath zu Hannover, und Ernſt Eber-

hard Kuno. Dieser, 1777 kön. großbritannischer Fähnrich und letzlich General, starb 28. Jul. 1809, mit Hinterlassung von zwei Söhnen. Davon besitzt der jüngere, Adolf Friedrich Freiherr von Langwerth zu Simmern, Hannöverischer Oberappellationsgerichtsrath a. D., geb. 16. Nov. 1802, Wichtringshausen im Hannöverischen, ist der ältere, Adolf Friedrich Ulrich, geb. 15. Mai 1797, als Hannöverischer Major a. D. den 26. Sept. 1846 verstorben. Er hinterläßt einen Sohn und zwei Töchter, deren Mutter, Isabelle Sophie, Tochter des geheimen Conferenzraths von Bülow-Bothkamp, zu Eltville residirt. Daselbst besitzen die von Langwerth den Sanecker Hof.

Zu Hattenheim, das bereits 1225 sein Scheffengericht hatte, geht die Limmerbach in den Rhein. Im Orte wurde geboren den 11. März 1741 Valentin Heimes, Sohn des Landmannes, welcher die dasigen Weinberge der Abtei Eberbach bearbeitete, und mag der Verkehr mit den Klosterherren nicht ohne Einfluß auf die Ausbildung der Fähigkeiten des Knaben geworden sein. Priester, Pfarrer zu Neuhausen bei Worms, empfahl sich Valentin durch eine seltene Brauchbarkeit für Geschäfte und durch seine stattliche Persönlichkeit der Aufmerksamkeit des Kurfürsten Friedrich Karl von Mainz, der zugleich Fürstbischof zu Worms. Er wurde von demselben zum geistlichen Rath und bald darauf, mit Hintansetzung älterer Bewerber, zum Weihbischof in Worms und Referendarius in geistlichen Angelegenheiten befördert. Nach dem im Sept. 1782 erfolgten Ableben des Weihbischofs Augustin Franz von Strauß ward er Weihbischof der Mainzer Diöcese; am 18. Jul. 1783 erhielt er das Bisthum Valona in partibus infidelium. Seine vielseitige Gewandtheit ließ ihn fortwährend höher steigen in des Fürsten Gunst, dem er zumal unentbehrlich in dem Streit mit dem h. Vater. Er soll den Rath gegeben haben, die Beschwerden gegen Rom in Gemeinschaft mit dem deutschen Episcopat zu betreiben, was denn zu den berüchtigten Conferenzen in Ems führte. Die besuchte Heimes als Bevollmächtigter seines Kurfürsten, und hat er die Emser Punctation vom 25. Aug. 1786 unterzeichnet. Obgleich damit nicht viel ausgerichtet, blieb sein Einfluß bei Hof unbegrenzt, und wurde nicht leicht Wichtiges ohne seinen Rath

vorgenommen. Biſchof zu Valona, in Pontificalibus Vicarius generalis, in Spiritualibus Provicarius, wirklicher geheimer Staatsrath, Dechant zu U. L. Frauen in Mainz und zu St. Paul in Worms, Canonicus zu St. Victor und St. Johann in Mainz, Präſes des erzbiſchöflichen Seminariums, Vicepräſes des Examen synodale adprobandorum, verließ er, nachdem Mainz im J. 1797 den Franzoſen überliefert worden, die bisherige Reſidenz, um ſich nach vorübergehendem Aufenthalt zu Frankfurt in Aſchaffenburg niederzulaſſen. Von des Kurfürſten Karl Friedrich Nachfolger Karl von Dalberg in allen ſeinen Würden beſtätigt, auch zum Staatsminiſter ernannt, ſtarb er an einem Schlagfluſſe zu Hattenheim, 23. Jul. 1806. Er wurde in der daſigen Pfarrkirche beerdigt. Viel Scharfſinn, ausgebreitete Kenntniſſe, ein zuverläſſiger Geſchäftstact ſind Eigenſchaften, die ihm nicht abzuſprechen. Chriſtian Heimes, der Dechant zu St. Johann und Scholaſter zu St. Victor möchte wohl ſein Bruder geweſen ſein.

Von Hattenheim iſt es keine halbe Stunde bis Erbach, und führt der Weg dicht an dem gefeierten Markobrunn vorbei. Es iſt das eine prächtige Quelle, in dem niedrigſten Abhang des Stralenbergs entſpringend und in rothen Sandſtein gefaßt. Der Fries des Brunnens tragt die Aufſchrift: Markobrunn. Markenburne wird er in der Stiftung eines Jahrgedächtniſſes, 1269, genannt. Bereits zu Anfang des 12. Jahrhunderts war der Hügel, der einen der edelſten Rheinweine tragt, bebaut und theilweiſe der Grafen von Veldenz Eigenthum. Die Lage gehört zum Theil nach Hattenheim, die Quelle ſelbſt ſpringt in Erbacher Markung. Eine andere Quelle in der Nähe, der Nußbrunnen, gibt ebenfalls einer guten Weinlage den Namen.

Das erſte Haus in Erbach iſt der Palaſt Ihrer Königl. Hoheit der Prinzeſſin Marianne von Preuſſen, geborne Prinzeſſin der Niederlande, als welche ihn von der gräflichen Familie von Weſtphalen übernommen, vielfach verſchönert und gebeſſert hat, namentlich durch einen Anbau für die Aufnahme der reichen Bildersammlung. Beinahe jedes Fenſter dieſes fürſtlichen Anſitzes genießt der herrlichſten Ausſicht. Erbauet wurde er von dem Grafen Cle-

mens Auguſt von Weſtphalen, daher über dem Portal ſein und der Gemahlin Wappen, die drei Leopardenköpfe von Bocholz erſcheinen. Früher ſtand auf der Stelle derer von Marioth Ritterſitz, zu dem, außer dem anſehnlichen Wohnhauſe, 90 Morgen Acker und Weinberg zuſamt der Jagdgerechtigkeit gehörten. Die Rheinau, von Hattenheim bis Erbach ſich erſtreckend, „welche, nebſt einem Häuschen und Stall, auf 30 Morgen Lands begreift," beſaßen die Marioth in Gemeinſchaft mit den Grafen von Gersdorf, die ebenfalls in Erbach begütert (von den Gersdorf iſt Abth. III Bd. 8 S. 578—594 gehandelt). Später erkaufte Graf von Weſtphalen auch den Gersdorfiſchen Antheil der Rheinau, um die ganze Inſel in eine liebliche, mit dem Schloß in Verbindung gebrachte Parkanlage zu verwandeln.

Die von Weſtphalen gehören zu den älteſten und vornehmſten Geſchlechtern des Landes, von welchem ſie den Namen führen, wenn auch ihre Abſtammung von Hermann Billung, dem Sachſenherzog, eine müßige Erfindung iſt. Nach der Fabel hinterließ Hermann einen Sohn Benno, dieſer Vater eines Sohns Hermann, welcher ſeinen Namen de Westphalia auf die Nachkommen vererbte und als der erſte Graf von Arnsberg anzuſehen iſt. Späterhin ſoll das Grafenhaus von Arnsberg ſich in zwei Linien, die von Arnsberg und von Rudenberg getheilt haben. Hermann, der erſte Graf von Rudenberg hatte, ſo heißt es weiter, zwei Enkel, wovon einer, namentlich Hermann, das Geſchlecht der Burggrafen von Stromberg fortpflanzte, der andere, Heinrich als der eigentliche Stammvater der jetzt blühenden gräflichen Familie von Weſtphalen zu Fürſtenberg ꝛc. zu betrachten iſt. Offenbar iſt lediglich der Namen das Fundament dieſer Erfindung geworden, und hat man nicht bedacht, daß aus gleichem Grunde die unzähligen Sachs, Frank, Bayer, Schwab ihre Abſtammung von den alten Herzogen der Sachſen, Franken, Bayern, Schwaben herleiten könnten.

Andreas von Weſtphalen, des Deutſchordens Vicelandmeiſter in Liefland 1271, wurde 1274 von den heidniſchen Lithauern erſchlagen. Der Biſchof Heinrich III von Paderborn, ein Spiegel zum Deſenberg, 1361—1380, hat die Herrſchaft Wünnenberg

denen von Westphalen zu Pfand gegeben und blieb sie beinahe 300 Jahre in deren Händen, bis der Fürstbischof Theodor Adolf (von der Reck), 1650—1661, die Pfandschaft mittels der Summe von 2626 Rthlr. ablöfete. Lubert von Westphalen war 1441 Domherr zu Paderborn und würde die Dompropstei zu Osnabrück erhalten haben, so nicht Graf Konrad von Diepholz, Propst zu Deventer, bei dem päpstlichen Hofe Mittel und Wege gefunden hätte, die Pfründe für sich zu gewinnen. Arnold von Westphalen, Domdechant und 1449 Bischof zu Lübeck, wird gepriesen „als ein redlicher und kluger Mann, welcher den Bischofsstab mit Ruhm führet, die eingerissenen Mißbräuche abgeschaffet und die Stiftseinkünfte, so durch die unordentliche Haushaltung seiner Vorfahren in ziemliche Verwirrung gerathen, verbessert, die das Stift drückenden Schulden abgetragen, und der sonst nicht unterlassen, alles anzuwenden, was zu innerlicher und äusserlicher Verbesserung seines Stifts gereichen möchte, wozu denn das von ihm erbauete und wohl eingerichtete Schloß zu Eutin, nebst der gleichfalls von ihm angelegten neuen Sacristey oder Gerwekammer in der Domkirche zu Lübeck zu rechnen ist. Und weil er bei seinen Wissenschaften eine ausnehmende Staatsklugheit besaß, so konnte er sich dadurch die Hochachtung des Königs Christiani I in Dänemark und andrer Fürsten in Deutschland gar leicht erwerben, wie denn selbige ihn in den wichtigsten Staatsangelegenheiten mit Vortheil gebrauchet, worunter wir die bekannten Streitigkeiten, so zwischen dem deutschen Orden und den preussischen Städten, wie auch zwischen dem Rath zu Lüneburg und den Geistlichen und Prälaten lange Zeit obgewaltet, und durch Arnolds Bemühungen beigelegt worden, nur allhie erwähnen." Daß des Bischofs Vermittlung in Preussen, 1464, die gewünschten Erfolge nicht erbrachte, erklärt sich aus dem vollständigen Wahnsinn, welchem die Städte verfallen. Nur Wahnsinnige konnten polnische Herrschaft und Wirthschaft dem Ordensregiment vorziehen. Der Bischof starb 1466 und fand seine Ruhestätte in dem vordern Chor seiner Domkirche, laut der Inschrift: Arnoldus Westphal Episcopus an. 1466.

Lubert Weſtphalen beſaß 1457 Scheidingen bei Werl, ſo eines andern Lubert (1584) Tochter Anna Margäretha dem Jan Evert von Kleinſorge zubrachte. Wilhelm von Weſtphalen, Propſt zu Meſchede um 1480, Domdechant zu Paderborn, wurde ſamt dem Archidiaconus zu Horhuſen, Krafft von Weſtphalen, dem Heinrich von Weſtphalen und mehren andern Perſonen aus dem Ritter- und Bürgerſtand delegirt, um des Fürſtbiſchofs Streitigkeiten mit der Gemeinde Delbrück durch ein ſchiedsrichterliches Erkenntniß zu ſchlichten, was denn am Mittwoch nach Misericordia 1507 erfolgte. Ein anderer Wilhelm von Weſtphalen, Domherr zu Lübeck und Schwerin, 1502 Domdechant und 1505 Biſchof zu Lübeck, ſtarb 1509, daß demnach Hobbelings Anzeichnung, D. Wilhelmus Weſtphalen, Episcopus Lubecensis electus anno Dñi 1510, sub quo Lubecae religio catholica abrogatur anno 1530, auf einem Irrthum beruhet. Philipp von Weſtphalen war 1567 Dompropſt zu Paderborn und Propſt zu Meſchede. Friedrich auf Dringenberg bekleidete um 1570 das Amt eines Landdroſten, in welchem der Sohn Friedrich ſein Nachfolger geworden iſt. Wilhelm, der Liga Obriſter, vertheidigte im Aug. 1632 die Stadt Paderborn mit Einſicht und Muth gegen Baudiſſin und deſſen Schweden, daß Pappenheim Zeit gewann, den Entſatz zu bewerkſtelligen. Von ihm heißt es ferner: „Man hat auch nunmehr in Cöln verſpüret, worauf es mit der Beveſtigung von Deuz angeſehen, denn im Monat Januari 1633 von der Gronsfeldiſchen Armee unter dem Obriſten Weſtphalen 6 Compagnien zu Pferd und etlich hundert zu Fuß umb Deuz ankommen und dorten gemuſtert worden. Seynd in der Muſterung in allem auf 28 (oder 8) Fähnlein zu Fuß und 20 Cornet Reuter, doch nicht allerdings complet befunden. Darzu Ihre Churfürſtliche Durchläuchtigkeit zu Cöln 34,000 Reichsthaler zum Monatsſold hergeben laſſen." Ein Bruder des Obriſten war vermuthlich Friedrich von Weſtphalen, kurcölniſcher Rath, welchen Kurfürſt Johann Schweikard von Mainz am Sonntag Reminiscere 1623 zum Amtmann auf dem Eichsfeld beſtellte. Von den Schweden aufgehoben im März 1632, wurde er am 2. März 1634 von Kurfürſt Anſelm Kaſimir in ſeinem Amt beſtätigt. Dem

hohen Ruf von seiner Geschäftskenntniß verdankte er seine Ernennung zum „Assistenzrath zu Behuf der kaiserlichen Bundsarmada unterm Feldmarschalk Graf Philips von Mansfeld," 27. März 1634. Unerschütterlich treu dem alten Glauben, haben die von Westphalen, gemeinschaftlich mit den von Niesen, die Kosten getragen für die Anschaffung eines neuen Sargs, die Gebeine des h. Liborius aufzunehmen, nachdem der alte Sarg durch Herzog Christian von Braunschweig geraubt worden. Aus seinen silbernen Herzthalern gefertigt, stark vergoldet, ist er 2 Ellen lang, und heißt es darauf: Duse Arwet heffe ik Hans Krako Goldschmit tom Dringenberge maket von lauter Dalers ose hi bilagt siet, anno 1635.

Friedrich Wilhelm Freiherr von Westphalen, Herr zu Fürstenberg, Herbram, Alme, Laer, Dinkelburg, Borcholz, Lippspring, Herfort, Mülsbern, kurcölnischer Kämmerer und Geheimrath, adlicher Rath für das Herzogthum Westphalen und ritterschaftlicher Deputirter, lebte 1722. Wilhelm wird 1736 als Domdechant zu Paderborn und Propst zu St. Peter in Magdeburg aufgeführt. Friedrich Wilhelm Ludwig, geb. 5. April 1727, Domkellner zu Paderborn, concurrirte bei der Bischofswahl zu Hildesheim, 7. Febr. 1763, mit den Kurfürsten von Trier und Cöln, mit dem Prinzen Clemens Wenceslaus von Sachsen und dem Domherren von Mengersen. „Als es zur Wahl kam, hatte Friedrich Wilhelm Freiherr von Westphalen das Glück, durch die meisten Stimmen zum Fürsten und Bischof zu Hildesheim erwählt zu werden. Allein es protestirten 13 Canonici darwider und ließen das sogenannte nihil transeat super confirmatione electionis an die Dataria zu Rom gelangen. Als diese Sache allda untersucht wurde, ward dem neuerwählten Bischofe einstweilen die Verwaltung des Bisthums auf 4 Monate, bis die Bullen ausgefertiget, zugestanden, ihm auch die Domherrenstellen zu Münster und Paderborn gelassen. Den 16. Mai wurde die Wahl des neuen Bischofs von dem Pabste bestätiget." Schon am 7. März war er nach Paderborn gekommen, wo seiner Mutter Bruder Wilhelm Anton von Asseburg nur eben die Insul empfangen hatte. Feierlich bewillkommt, hielt er bei den dasigen Franziscanern die

Geiſtesübungen, dann wurde er noch vor Oſtern zum Prieſter geweihet, las am 3. April, Oſterſonntag, im Dom die erſte Meſſe und wohnte am Oſtermontag dem großen Friedensfeſt bei. Den 10. Oct. 1763 hielt er zu Hildesheim einen ſehr prächtigen Einzug. Den 11. wurde er dem Dom und der Capitelſtube eingeführt, den 23. Oct. mit vielem Gepränge durch den Biſchof von Paderborn geweihet. Bereits am 29. April hatte er die Regierung angetreten.

Vor allem war der neue Fürſtbiſchof bemühet, die Folgen des ſiebenjährigen Kriegs zu tilgen, wenn er auch in ſeiner Hauptſtadt mit dem ſeiner Würde angemeſſenen Aufwand lebte. Vorzüglich wurde es ſein Beſtreben, durch Geſetze und nützliche Inſtitute das Beſte des Landes zu fördern. Noch im J. 1763 erging eine Verordnung in Betreff des Schulweſens, 1765 wegen Errichtung einer Brandverſicherungs-Geſellſchaft, 1766, 1773 und 1780 wegen der Feldbeſichtigungen, 1770 wegen Errichtung einer Wittwencaſſe und wegen der Depoſiten. „Der Fürſtbiſchof hat auch das Vergnügen gehabt, daß die Irrungen wegen der Grenzen des Churhannöveriſchen Amts Meinerſen und Hildesheimiſchen Amts Peina, die über 200 Jahr gewährt, durch einen errichteten Vertrag zu großer Freude der beiderſeitigen Unterthanen beigelegt worden. Es wurde dieſer Vertrag den 17. und 18. Oct. 1771 durch Setzung der Grenzſteine in Beiſein der hierzu bevollmächtigten Commiſſarien, nämlich, von Seiten der Churhannöveriſchen Regierung, des Oberappellationsraths Krnſe und Geheimenraths-Secretairs Flügge, von Seiten des Biſchofs aber, des Hof- und Regierungsraths Blume, unter Abfeurung der Kanonen von dem Walle der Stadt Peina in Gegenwart einer großen Menge Menſchen glücklich vollzogen.“ Wegen der Dienſte zu den unter ſeiner Regierung faſt neu geſchaffenen Heerſtraßen erließ der Fürſt 1774 eine Verordnung, welcher folgten 1780 jene wegen der Dienſtboten und der Vormundſchaften, 1781 die wegen der Ablagen und Leibzuchten, welches Geſetz die ſo lange beſtrittene Erblichkeit des Meierrechts vorausſetzt und faſt die einzige Beſtimmung für die Meierverhältniſſe überhaupt iſt, die Medicinalordnung von 1782, welche auch den von

dem Fürſten begründeten Unterricht der Hebammen und deren Anſtellung umfaßt, die Verminderung der Feiertage und die Errichtung eines Leihhauſes 1784, 1787 die Einführung eines neuen Geſangbuchs und neuer Schulbücher, alles Verordnungen, welche jetzt noch als die bedeutendſten Grundlagen des Provinzialrechts und der Provinzialverfaſſung beſtehen. Am 7. Junius 1777 hatte Papſt Pius VI erlaubt, die Karthauſe zu Hildesheim aufzuheben und ihre Güter dem Seminarium zuzulegen. Und ſo viel von Friedrich Wilhelms Wirkſamkeit in dem einen Bisthum.

Er war nämlich am 1. Mai 1773 auch in Paderborn einſtimmig zum Coadjutor ſeines Oheims, des Fürſtbiſchofs Wilhelm Anton erwählt worden und hatte gleich nach deſſen Ableben die Regierung des Bisthums angetreten. „Er kam deswegen am 31. Dec. 1782 von Hildesheim nach Paderborn, wo ihm vom Magiſtrate am Thore die Schlüſſel überreicht wurden, trat am ſelben Tage als Fürſtbiſchof von Paderborn auf, indem er den Tod ſeines Oheims bekannt machte. Die Leiche des Fürſten wurde am 3. Januar 1783 mit großem Gepränge in der Mitte des Doms geſenkt und die Leichenfeierlichkeit am 13. von Felix Tüllman, Prälaten in Abdinghof, im Dome gehalten. Friedrich Wilhelm reiſete wieder nach Hildesheim und bereitete ſich vor zum feierlichen Einzuge in unſer Hochſtift und in die Hauptſtadt, der im Mai mit großem Gepränge erfolgte. Der Magiſtrat in Paderborn ließ, wohl in Abſicht auf dieſe Feierlichkeit, am 4. April ſtatt der ausgegangenen Balder-Linde zwei neue an denſelben Ort pflanzen und errichtete Ehrenpforten. Die angeſehenſten Bürger vereinigten ſich zum feierlichen Empfange. Bei ſeiner Ankunft ins Hochſtift am 16. Mai wurde er im oberwaldiſchen Diſtrict empfangen und von den dortigen Beamten in den vorwaldiſchen Diſtrict begleitet, wo man ſich zu ſeinem Empfange bereit hielt und ihn unter lautem Jubel in die Stadt begleitete. Der Einzug auf das Reſidenzſchloß Neuhaus erfolgte am 21ſten. Die Luſtbarkeiten dauerten zehn Tage in einem fort.

„Der allgemeine Lehentag wurde am 24. Mai des folgenden Jahrs, wie gewöhnlich, auf dem großen Capitelhauſe der hieſigen Domkirche gehalten. Die Zahl der Kreuze und ſoge-

nannten Heiligenhäuser an den Feldwegen und Landstraßen hatte sich so sehr vervielfältiget, daß eine Vermehrung derselben dem Zwecke, gute religiöse Gedanken und fromme Entschlüsse zu bewirken, hinderlich gewesen seyn würde. Zudem waren viele derselben entweder durch die Zeit so sehr verdorben und verstümmelt, oder so widerlich ausgearbeitet, daß sie in den Vorübergehenden eher Verachtung, als Verehrung erwecken konnten. Daher erneuerte der Fürst den Befehl des Hermann Werner, alle unanständige Bilder von den Landstraßen und Feldwegen zu entfernen, und verstattete nur da, wo schon eins gestanden und dann nur mit Bewilligung des Archidiaconus und Pastors, ein neues steinernes aufzurichten. Sollte aber einer an so einen Ort ein neues geziemendes Bild von Holz setzen lassen wollen, so sollte er zugleich an den Pastor des Orts so viel Geld erlegen, als das Bild kostete, damit es von den Zinsen im Stande gehalten werden könnte. Die Anzahl der Feiertage hatte sich ebenfalls nach und nach in jüngeren Zeiten zu sehr vermehrt. Die zu große Menge von Tagen, an welchen niemand knechtliche Arbeiten verrichten und Gewerbe treiben durfte, begünstigte den Müßiggang, und eben dadurch auch die Ausschweifungen, statt daß sie zur Andacht und zur treuen Erfüllung aller Pflichten eines Christen führen sollten. Deswegen verminderte Friedrich Wilhelm mit Genehmigung des Pabstes Pius VI vom 1. Jan. 1785 an ihre Anzahl, setzte einige ganz ab und versetzte andere auf Sonntage, hob in Betreff der abgesetzten Feiertage die Pflicht auf, dem öffentlichen Gottesdienste beizuwohnen, und erlaubte die Verrichtung aller gewöhnlichen Geschäfte. Aber statt der Vigilien und Fasttage, welche mit den abgestellten Feiertagen verbunden waren, wurde nun nach dem Willen des Pabstes jede Mittwoche und jeder Freitag im Advente ein gebotener Fasttag.

„Bisher hatten einige ihre schatzbaren Grundstücke von den darauf haftenden Steuern zu befreien gesucht und dafür bisweilen ein Kapital an die Städte oder Gemeinheiten, zu denen diese Güter gehörten, hergegeben. Ging nun ein solches Kapital zu Grunde oder mehrte sich nach dem Bedürfnisse der Zeit die Zahl der Steuern, so war das offenbar zum Nachtheile der

Steuerpflichtigen. Die Landesstände machten darüber Vorstellungen an den Fürsten und drangen auf Abstellung dieses Mißbrauches. Daher erklärte derselbe (1783) dergleichen Verträge für ungültig, benahm aber doch den Städten und Gemeinheiten die Freiheit nicht, eine oder andere auf Grundstücken haftende Gerechtigkeit zu veräußern, wenn sie dieses nützlich oder nothwendig finden und die Summe zum Besten der Gemeinheit verwenden würden. Die Kaufleute ließen bisher ihre Buchschulden bisweilen zu lange stehen und klagten auf das Ansehen ihrer Bücher, deren Richtigkeit sie mit einem Eide bekräftigten, nicht selten Schulden ein, die über 30 oder gar 40 Jahre gestanden hatten. Die Landesstände trugen dem Fürsten die bedenklichen und nachtheiligen Folgen dieses Verfahrens vor und bewirkten dadurch das Edict, die Bücher der Kaufleute sollten nur auf drei Jahre vom Tage des letzten Borgs oder der letzten abschlägigen Zahlung Glauben haben, und keine Klage sollte darauf statt finden, wenn die binnen dieser Zeit vorgeschriebene Anmahnung versäumt wäre. Lotterien, Lotto- und Hazardspiele, welche so manchen, der sich durch ein blindes Glück zu bereichern sucht, in Armuth stürzten und noch stürzen, wurden in unserem Lande nicht geduldet; letztere schlichen sich aber heimlich immer mehr ein, und zu den ersteren, die im Ausseulande nicht selten bestanden, reizten oft diejenigen, welche durch Ausbringung der Loose Gewinn suchten. Die Landesstände machten (1787) auf die Folgen aufmerksam. Daher die Verordnung: wer überwiesen werden kann, daß er sich mit einer Sammlung für Lotterien oder Lottospielen abgegeben hat, der soll für die ersten zwei Uebertretungsfälle eine Geldstrafe erlegen, für den dritten aber Gefängniß- oder Zuchthausstrafe erleiden, und wenn der Uebertreter dieser Verordnung ein Jude ist, seines Geleits verlustig erklärt werden. Beim Hazardspiele soll alles baare Geld, welches auf ein solches Spiel ausgesetzt wird, verwirkt seyn und den Armenhäusern zufallen, der Hauswirth aber, welcher solche Spiele in seinem Hause duldet, jedes Mal bestraft werden. Die Schwächlichkeit, wovon unser Fürstbischof 1764 befallen wurde, machte die Wahl eines Coadjutors in seinen beiden Bisthümern nöthig. Zu Hil-

desheim schritt man zu dieser Wahl am 7. März 1786, zu Paderborn am 12. Junius desselben Jahrs." Zu Paderborn wie zu Hildesheim wurde Franz Ego von Fürstenberg gewählt.

„Um diese Zeit wurde auf Betrieb der Landesstände die Straße (Chaussee) am sogenannten Mikkenpatte zwischen Kleinenberg und Hardehausen angelegt und 1788 beendigt. Dieser Strich war bisher ein Mordweg, an welchem alle andere Ausbesserungen nur auf kurze Zeit eine geringe Hülfe gewährten. Weit wichtiger und folgenreicher war die Aufmerksamkeit auf die Landschulen. Durch eine fürstbischöfliche Verordnung vom 31. Aug. 1788 wurde auf die Wichtigkeit des jugendlichen Unterrichtes aufmerksam gemacht und die Jugendzeit vom fünften oder sechsten bis zum vollendeten vierzehnten Jahre für den Schulbesuch gesetzlich bestimmt, der Anfang der Unterrichtsgegenstände festgesetzt, eine eigene Commission angeordnet, von welcher die Fähigkeit der Schullehrer geprüft und auf deren Zeugniß den fähigen eine Zulage aus der Landeskasse gezahlt, den weniger fähigen aber, welche sich in einem Zeitraume von drei oder vier Monaten die nöthigen Kenntnisse zu verschaffen fähig befunden würden, ein eigener Lehrer und Unterhalt aus derselben Kasse verschafft werden sollte." Der Fürstbischof Friedrich Wilhelm starb nach langwieriger Geistes- und Körperschwäche zu Hildesheim, 6. Januar 1789.

Sein jüngerer Bruder, Clemens August Wilhelm, kurcölnischer Kammerherr seit 1742, Drost zu Ebersberg und Medebach, Landdrost des Hochstifts Paderborn, fürstlich Hildesheim- und Paderbornischer Geheimrath und Oberstallmeister, war den 12. Oct. 1778 gestorben. Kinderlos in der Ehe mit Teresa Isabelle von Brabeck zu Söder, hatte er sich die zweite Gemahlin, Ferdinandine Adolfine von der Asseburg zur Hünneburg beigelegt. Die schenkte ihm einen Sohn und eine Tochter, Marianne, geb. 2. Febr. 1755, welche an Clemens August von Mengersen verheurathet wurde. Clemens August Wilhelm von Westphalen, geb. 12. Jan. 1754, fürstlich Hildesheimischer Oberstallmeister, wurde 1782 des Fürstbischofs zu Paderborn, Anton Wilhelm, des ausgezeichneten Regenten und trefflichen Haushälters Universal-Fideicommißerbe;

angeblich eine Erbſchaft von 900,000 Rthlr. K. K. Kämmerer und Geheimrath, auch bevollmächtigter Miniſter bei den Kurhöfen von Trier und Cöln, bei dem weſtphäliſchen Kreis, kurmainziſcher Staatsminiſter und des Hochſtifts Paderborn Landdroſt, hat er zu Friedberg als Burgmann 4. Oct. 1779, als Regimentsburgmann 2. Juni 1783 geſchworen, und iſt er zum Burggrafen daſelbſt und Großprior des St. Joſephordens erwählt worden den 28. Mai 1805. Im Jahr 1806 wurde die Burg unter die Landeshoheit von Heſſen-Darmſtadt gezogen, doch übte ſie fortwährend aus beſonderer landesherrlichen Begünſtigung die ſtandesherrlichen Rechte aus. Durch den am 10. März 1817 abgeſchloſſenen Vertrag überließ der Graf von Weſtphalen (er war den 28. Juni 1792 von Kaiſer Franz II in des H. R. Reichs Grafenſtand erhoben worden) die ihm auf die Burggrafſchaft Friedberg zuſtehenden Rechte an den Großherzog von Heſſen, unter lebenslänglichem Vorbehalt der Würde eines Burggrafen und Standesherren. Ueber das Eigenthum der Burgmänner oder Ganerben konnte er freilich nicht verfügen, es iſt daſſelbe gleichwohl ein unmittelbarer Beſtandtheil des Großherzogthums Heſſen geworden.

Von den vielen Antiquitäten in der Reichsverfaſſung war eine der merkwürdigſten die Reichsburg Friedberg mit einer Burgmannſchaft, die ihre Conſtituirung vielleicht von Kaiſer Friedrich II empfing, ſamt der Beſtimmung, das Reichsgut in der Wetterau zu ſchirmen und den Frieden unter den zahlreichen Landherren zu unterhalten. Sehr bald buhlte der niedere Adel um die Ehre, in dieſe Burgmannſchaft, die mitunter dem Einzelnen kräftigen Schutz gewähren konnte, aufgenommen zu werden. Zur Aufnahme waren berechtigt alle diejenigen, welche von einem Burgmann, ſei es auch in weiblicher Linie, abſtammten. Es konnte demnach niemals an Burgmännern fehlen, wie man denn ihrer einſt 300 gezählt haben will. Im J. 1805 waren der Burgmänner 102. Die geſamte Burgmannſchaft wählte aus ihrer Mitte den Burggrafen, deſſen Beſtätigung von dem Kaiſer zu erbitten. Zugleich mit deren Ertheilung empfing er die Belehnung mit den Reichslehen. Ihm war vor-

nehmlich die Sorge für Erhaltung der Privilegien der Burg und die Regierung der Grafschaft Kaichen anvertraut, so zwar, daß für alle wichtigen Angelegenheiten des Regiments Beirath und Einwilligung erforderlich. Das Regiment bestand aus zwölf Regiments-Burgmannen, zur Hälfte Katholiken, zur Hälfte Protestanten. Zwei davon wurden, jedesmal für die Dauer von 6 Jahren, zu Baumeistern erwählt, als welche in dringenden Fällen, wo die meistens abwesenden Regiments-Burgmänner nicht sofort zu befragen, dem Burggrafen mit ihrem Rath beistanden. Aus den Regiments-Burgmännern wurden auch die adlichen Sechser erkieset, welche von Reichswegen in dem Stadtrath von Friedberg saßen, mit den Rathsbürgern den ganzen oder vollen Rath ausmachen, und ohne deren und des Burggrafen, als des Präsidenten Zuziehung nichts Gültiges beschlossen werden konnte. „Als der Burgerrath den Obristen von Bünau, den Hofmeister Diede zum Fürstenstein und Philips Ludwigen von Frankenstein als adeliche Sechser benamset, so seynd dieselbe auf dem den 29. Martii 1660 gehaltenen Rathstag erschienen und haben den ihnen vorgelesenen Rittereid dem Herkommen gemäß auf die hölzerne Hand, worein ein Loch gebohret und worin das auf Papier geschriebene Evangelium S. Johannis verwahret ist, abgeleget." Der Burggraf hatte, da der Burg eine nach ihrer Behauptung unablösliche Reichspfandschaft auf der Reichsstadt Friedberg zustand, an der Reichspfandschaft einen uneingeschränkten Antheil, und präsidirte demnach in des Kaisers Namen als obrister Richter und Reichsamtmann in allen Reichs-, Kreis-, Justiz-, Polizei- und andern, das gemeine Stadtwesen betreffenden Angelegenheiten. Aus den Gefällen der Burg bezog er seine Besoldung, 6000 Gulden jährlich, neben welcher er auch von der Jagd, Waldung, Schäferei und Fischerei bestimmte Gefälle erhob. Unter den gemeinen Burgmännern hatte des Deutschordens Landcomthur in Hessen den ersten, den zweiten Rang des nämlichen Ordens Comthur zu Frankfurt. Das Recht zur Burgmannschaft wurde bloß durch Heurath oder Geburt erworben, und der Sohn oder Tochtermann eines aufgeschwornen Burgmanns, nach Beobachtung der statutenmäßigen Vorschriften,

dazu recipirt. Jeder angehende Burgmann hatte den im 13. Jahrhundert errichteten Burgfrieden, worin die Pflichten der Burghut bestimmt, zu beschwören.

Von jeher erfreute sich die Burg des besondern Schutzes der Kaiser, wie sie denn von diesen für ihre stete und treue Ergebenheit durch Güterverleihungen, durch Privilegien und andere Gnadenbezeigungen belohnt wurde. Am 19. Januar 1299 bestätigte K. Albrecht, am 8. März 1309 K. Heinrich VII die Privilegien der Friedberger Burgmannen; zweifelhaft bleibt es, ob Albrecht für die in dem Streit mit Adolf von Nassau ihm bezeigte Anhänglichkeit, oder Heinrich VII nach Aussterben der Grafen von Kaichen ihre Grafschaft der Burg verliehen habe. Sie übte darin alle landesherrlichen Rechte, einschließlich des freien Gerichtes, sie übte ferner das Geleitsrecht, unter ihrem Schutze standen die Juden in der Stadt, die Judengasse; K. Karl V verlieh ihr das Münzregale, so Joseph I im J. 1707 bestätigte. „Den 12. Febr. 1590 ist Engelbrecht Abelach als Münzmeister und den 1. Julii d. a. Johann Hegmann, Goldschmidt zu Frankfurt, als Wardein angenommen und verpflichtet worden. Es hat auch die Burg Friedberg, weilen sie im J. 1589 wieder münzen zu lassen resolviret, nicht nur besagten Jahrs, sondern auch in denen Jahren 1590 und 1591 durch ihren Rentmeister, in denen Jahren 1594 und 1595 aber durch respective Solms-Lichische und Nassau-Idsteinische Räthe die Münz-Probationstage zu Worms beschicket und sich dabei vertreten, auch ihre Münzmeistere und Wardeine allda beeidigen lassen. Unter des Burggrafen Konrad Löw von Steinfurt (erw. 23/13. Nov. 1617, gest. 17. März 1632) Regierungszeit ist auch das der Burg vi Privilegii Caesarei zustehende Münz-Regale wiederum exercirt und zu dem Ende im Jahre 1618 Hans Rück, gewesener Fürstlich Hollsteinischer Münzmeister zu Bremervörde, zum Münzmeister der Burg, nach geleisteter Caution von 4000 fl. unter der Stadt Hamburg Insiegel, Peter Bender von Frankfurt aber, welcher sowohl bei gedachter Stadt, als bei Hanau und Stolberg als Wardein bestellet ware, gleichfalls darzu angenommen, der Münzmeister auch zur Fürstlich Wormsischen Cantzley, um den gemeinen Eid allda abzulegen,

geſchicket worden. Weilen aber die Stadt Friedberg, in welcher das Münzhaus damalen geſtanden, die zur Probe angefangene Ausmünzung von 3Kreuzerſtücken nicht leiden wollen, ſo iſt ein neues Münzwerk in dem ſogenannten Saal, auf welchem Platz dermalen die Burg-Cantzley ſtehet, erbauet, Sebaſtian Reeß von Röſſin als der Burg Münzmeiſter angenommen, bei der Fürſtlich Wormſiſchen Cantzley verpflichtet und mit Schlagung ganzer, halber und Ortsthaler, auch Goldgulden fortgefahren worden."

Streithändel mit der Stadt füllen in den Annalen der Burg manches Capitel. Einmal wurde ſie von den Bürgern überfallen und zerſtört, was K. Rudolf durch Urkunde d. d. Mainz 3. April 1276 den Thätern verzieh. Einen für die Stadt bedenklichern Charakter nahmen dieſe Händel an, nachdem ſie von K. Karl IV im J. 1349 für 10,000 Gulden an die Grafen von Schwarzburg verpfändet worden, vorbehaltlich ihrer Reichsfreiheit. Im folgenden Jahrhundert kam nämlich die Pfandſchaft an Mainz, Epſtein, Iſenburg und die Stadt Frankfurt. Die drei Herren überließen ihre Antheile von der Pfandſchaft an die Burg Friedberg, was der Kaiſer nicht nur beſtätigte, ſondern auch der Stadt Frankfurt befahl, das Gleiche zu thun. Hiermit begann eine neue Aera von Streitigkeiten, die ſich bis zur Auflöſung der Reichsverfaſſung fortſpannen. Die Stadt mußte jedem neuerwählten und vom Kaiſer beſtätigten Burggrafen auf einem offenen Platz, die Freiheit genannt, huldigen, er präſidirte in dem Stadtrath und ernannte den Schultheiß und den Büttel. Die Beziehungen von Burg und Stadt zu ordnen, haben die Kaiſer Rudolf I 1285, Albrecht I 1306, Ludwig IV 1335, Karl IV 1349, Ruprecht 1410, Karl V 1531 ſich bemühet. In der Abſicht, der drückenden Abhängigkeit von der Burg ſich zu entziehen, ſuchte die Stadt mehrmalen der Landgrafen von Heſſen Schutz. Aber in dem ſchimpflichen Verherrungs-Revers, um 1480, mußte ſie verſprechen, ohne den Willen der adelichen Sechſer ſich nie mit einem Herren zu verbinden. Ein zweiter Verſuch wurde unter Landgraf Georg II, 1653—1657, gewagt. Im J. 1706 kündigte die Stadt die Pfandſchaft auf und erbot ſich, den Pfandſchilling zu erlegen. Als ſie deshalb ein kaiſerliches Mandat mit Strafe belegte,

wollte sie 1713 sich mit Landgraf Ernst Ludwig verbinden, was indessen hintertrieben wurde. In einer 1710 eingereichten Deduction hatte die Stadt aufgestellt, „sie habe von Kaiser Richard 1257, 1317 von K. Ludwig IV ein Privilegium erhalten, daß sie nicht versetzt werden könne; es habe sich auch Karl IV, als er sie versetzte, reversirt, daß es ihr an der Reichsfreiheit unvorgreiflich sein solle. Nun könnten ja die Burgmänner, wenn es anders mit der Pfandschaft seine vollkommne Richtigkeit habe, nicht mehr Recht als der erste Pfandbesitzer haben, da ihr, der Stadt, dann zu Statten kommen müßte, daß eine Pfandschaft eigentlich keine Hoheit und Landesherrschaft ausmache. Daß die Stadt die sechs Burgmänner in ihrem Rath leiden müsse, und der Burggraf des Reiches Amtmann bei ihr sei, solches könne ihr so wenig an ihrer Reichsfreiheit schaden, als andern Reichsstädten, welche ehemals und jetzo der Kaiser Vögte in ihren Rathsversammlungen zulassen müßten. Endlich übe ja die Stadt alle Hoheit und Regalien, so andern Reichsstädten gehörten. Sie habe alle Reichsabschiede bis an. 1641 unterschrieben, habe ihren Anschlag in der Reichsmatricul und schicke ihre Reichsgelder unmittelbar der Reichscassa ein." Wie schon bemerkt, blieb die Rechtsfrage unentschieden. Die Burg wurde zu Reichstagen berufen, pflegte aber nicht zu erscheinen, gab auch keine Steuern, sondern war durch Privilegium Wilhelms von Holland, so Maximilian I bestätigt hat, von allen Real- und Personal-Oneribus frei. Hinsichtlich der dem Kaiser zu entrichtenden Rittersteuern oder Charitativgelder hielt sie sich, wie dies 1577 auf das Neue bestätigt worden, zu der gesamten rheinischen Ritterschaft, wollte aber nicht zugeben, daß sie ein dem Canton Mittelrhein einverleibtes Mitglied sei. Sie gehörte keinem Reichskreise an und galt als evangelischer Stand, obwohl auch Katholiken Burgmänner, ja auch Burggrafen werden konnten, wie denn 1727 die katholischen Burgmänner die Burg für einen Status mixtus ausgeben wollten. Seitdem haben sie das vollkommene Uebergewicht erlangt, so daß Ernst Ludwig von Breidenbach, gest. 21. Januar 1755, der letzte evangelische Burggraf geworden ist. Heißt es doch von ihm: „A. 1749 den 7. Aug. hatte er das

Glücke, zu Friedberg durch die meiſten Stimmen zum Kayſerl. Reichs-Burggrafen daſelbſt erwählt zu werden, obgleich die Catholiſchen Wahlglieder bereits den Baron Franz Heinrich von Dalberg proclamirt hatten." Dieſer iſt auch, durch Wahl vom 30. Jul. 1755, des von Breidenbach Nachfolger geworden. Er ſtarb den 9. Dec. 1776, und es wurde am 11. Juni 1777 erwählt Graf Johann Maria Rudolf Walbott von Baſſenheim, geſt. den 15. Febr. 1805. Es folgte dieſem in der Würde ſein Schwiegerſohn, der Graf von Weſtphalen.

Die Burg hat ſich ehedeſſen ſelbſt eine Ganerbſchaft genannt, in der neuern Zeit aber behauptet, ſie ſei dergleichen im eigentlichen Verſtande nicht. Im J. 1769 wurde ſie, oder genauer die Burgmannſchaft von Kaiſer Joſeph II mit dem St. Joſephsorden begnadigt, von welchem Bd. 10 S. 583—584. Alljährlich wird ein Regiments-Convent und alle 6 Jahre ein allgemeiner Convent gehalten. Die gemeinen Rechnungen werden auf dem ſogenannten Quartal-Convent, der ſich alljährlich einigemal verſammelt, abgenommen. In der letzten Zeit betrugen die Einkünfte 40—44,000 fl. jährlich. Der Beamtenſtand war im Jahr 1805 folgender: Kanzleidirector, L. Conr. von Preuſchen, auch Conſiſtorialrath und des St. Joſephsordens Secretarius. Kanzleirath: Jul. Gottfried Siegfrieden, auch Conſiſtorialrath. Kammerrath und Rentmeiſter: C. L. Helmolt. Kammeraſſeſſor: J. Ph. Hofmann, Bauinſpector und Geometer. Kanzleiſecretair: G. Fr. Phil. Koch, des St. Joſephsordens Kanzliſt. Regiſtrator: W. Büſſer. Gerichtsſchreiber und Kanzliſt: Geo. Heinr. Rolfs. Kanzliſt: J. Ph. W. Rolfs. Kanzleibote: J. G. Meyer. Das Conſiſtorium bildeten der Kanzleidirector von Preuſchen, der Kanzleirath Siegfrieden, der Inspector consistorialis und Burgpfarrer Fr. Ferd. Fertſch, der Conſiſtorialaſſeſſor J. Rud. Rößing, Pfarrer zu Altenſtatt und Rodenbach. Von ſonſtigen Bedienten werden genannt C. Aug. Schazmann, Stadtſchultheiß in der Stadt Friedberg, Dr. J. Fr. Kritter, Burgmedicus und Physicus ordinarius; J. C. Marquard, Capitain der Garniſon, auch Landhauptmann, Marſchcommiſſar und Oberförſter; Ph. Lebr. Koch, Amtmann zu Büdesheim,

Rendel und Kaichen; Fz. L. Helmolt, Amtmann zu Großen-, Kleinen- und OCarben, wie auch zu Ilbenſtatt; W. L. Mader, Amtmann zu Altenſtatt, Oberau, Rodenbach, Rommelhauſen und Heldenbergen. Advocati und Procuratores, J. Fr. Dietſch, C. W. Schäfer, C. J. Barth, Mart. Rau.

Zu der Burg gehörige Pfarren waren Großen-Carben, Büdesheim, Kaichen, Altſtatt, Kleinen-Carben, OCarben, Rendel, Heldenbergen und Oberau. Außerdem ſtand an der Burgkirche, ſowie zu Altenſtatt mit dem Filial Rodenbach ein Caplan. Des Kanzleidirectors von Preuſchen Vorgänger hießen mehrentheils Syndici. Zu einem ſolchen wurde im J. 1598 ernannt Dr. Tilemann Göthe. Friedrich Karl Mader war der Burg Syndicus und Kanzleidirector ſeit Aug. 1751. Man hat von ihm, † 26. April 1770, eine ungemein fleißige Arbeit, wenn auch darin zu ausſchließlich der Juriſt vorherrſcht, unter dem Titel: Sichere Nachrichten von der Kayſerl. und des heiligen Reichs-Burg Friedberg und der dazu gehörigen Grafſchaft und freyen Gericht zu Kaichen. Lauterbach, 1766—1774, 3 Thle. in 8°. Von der Kriegsmacht der Burg, von den ſogenannten Himmelmeiſen, iſt Bd. 1 S. 644—645 gehandelt.

Die Burg Friedberg, auf einer felſigen Anhöhe, dicht an der Stadt gelegen, und nach der Weiſe vergangener Jahrhunderte befeſtigt, enthält ein altes Schloß, vordem regelmäßig von dem Burggrafen bewohnt, oder das ſogenannte Burggrafiat, den Kanzlei-, Archiv- und Bibliothekbau, das Rathhaus, die Hauptwache, das Krankenhaus, das 1768 erbaute Waiſenhaus, in dem 14 arme Landeskinder unter der Aufſicht eines Präceptors und Pflegers erzogen werden, die Wohnungen für die Burgbedienten und beiläufig 20 Burgmannshäuſer, verſchiedenen adelichen Geſchlechtern gehörig und großentheils verfallen, wie dies namentlich und ſeit lange der Fall mit dem der Deutſchordenscomthurei Frankfurt zuſtändigen Hauſe. Die Burgkirche, zum h. Georg, wird noch 1306 eine Capelle genannt, kommt aber 1372 als Kirche mit einem Pfarrer und fünf Altariſten vor. Der Juſpector oder Pfarrer führte die Aufſicht über alle evangeliſchen Pfarrer des Gebiets. Die Burgpfarre beſtehet noch heute, während die Burggebäude

theils als Caſerne, theils als Local eines evangeliſchen Schullehrerſeminariums benutzt werden, die Burg überhaupt 71 Häuſer zählt. Zu derſelben gehörten vordem die gleich unter ihr belegene Vorſtadt, zum Garten genannt, und ein eigenes Territorium von Gärten, Wieſen, Feld und Wald, die Grafſchaft Kaichen und Antheil der Grafſchaft Staden.

Die Grafſchaft Kaichen, durch mehre fremdherriſche Ortſchaften von Friedberg getrennt, beſtand aus einem größern Stück in der Gabel der zuſammenfließenden Nidda und Nidder, und aus dem kleinen Strich etwas nordöſtlich davon an der Nidder, zwiſchen Hanauiſchen und Solmſiſchen Landen. Daraus hatte man das Amt Altenſtatt gebildet, worin der große Marktflecken Altenſtatt mit einem denen von Günterod zuſtändigen Schloß, das dahin eingepfarrte Filial Rodenbach, das Pfarrdorf Oberau mit dem Filial Rommelshauſen, und endlich das katholiſche Pfarrdorf Heldenbergen, in dem andern Abſchnitt der Grafſchaft Kaichen gelegen. Die Evangeliſchen, 118 Köpfe, hatten ihren Gottesdienſt in der Capelle auf der Naßburg, dem anliegenden Rittergut, ſo die Burg 1776 für 105,000 Gulden von denen von Bechtolsheim erkaufte. Außerdem beſitzt hier der Graf von Solms-Rödelheim den Herrenhof und der Graf von Rhode die Oberburg, die Neuburg hingegen, ebenfalls ein freies Rittergut, ſo der große Graf Hahn in Mecklenburg erkauft hatte, vermuthlich in der Abſicht, darauf eine Reichsſtandſchaft zu begründen, möchte wohl in dem allgemeinen Wechſel aller Verhältniſſe wieder veräußert worden ſein. Das zweite Amt der Burggrafſchaft, Büdesheim, hat ſeinen Namen von dem unterhalb Heldenbergen an der Nidder belegenen evangeliſchen Pfarrdorf Büdesheim, deſſen Pfarrer zugleich die evangeliſche Gemeinde in Heldenbergen beſorgt. Das daſige Schloß iſt derer von Edelsheim. Das evangeliſche Pfarrdorf Kaichen enthält 95 Häuſer mit 609 Einwohnern. Eine mächtige Linde vor dem Ort bezeichnete die Stelle, wo in der Vorzeit das Freigericht Kaichen unter freiem Himmel abgehalten wurde. In dem evangeliſchen Pfarrdorf Rendel hat es mehre adliche Höfe. Den Pfarrer ernannte die Abtei Ober-Ilbenſtatt, in Gefolge der von Heinrich von Iſenburg 1358 ihr gemachten

Schenkung. Zum Amt Carben endlich gehörten OCarben, das evangelische Pfarrdorf, woselbst der Deutschorden einen Hof und beträchtliche Güter besaß, Groß-Carben, evangelisches Pfarrdorf mit mehren adlichen Höfen, in dessen Nähe zwei Mineralquellen, Klein-Carben, evangelisches Pfarrdorf, bei welchem die Nidda eine bedeutende Insel bildet, Ilbenstatt, das katholische Pfarrdorf, als dessen Pfarre die anliegende Abtei Ober-Ilbenstatt mit einem ihrer Conventualen besetzte. Es stand diese Abtei, gleichwie das Frauenkloster Nieder-Ilbenstatt, unter dem Schutze der Burg, welcher jedoch zu fortwährenden Streitigkeiten Anlaß gab. Die Carber Mark, in welcher begriffen Groß- und Klein-Carben, Kaichen, Büdesheim und Burggräfenrode, war ursprünglich ein kaiserlicher Bannforst; der Wald, auf anderthalb Stunden sich erstreckend, hat jedoch von den Nachbarn arge Verwüstung erlitten. Der regierende Burggraf war Obermärker und setzte einen Markschultheiß. Kloppenheim, ursprünglich zu der Grafschaft Kaichen gehörig, war 1659 an den Deutschorden für die Summe von 25,000 Gulden verkauft worden. An der Ganerbschaft Staden, vormals den Flecken Staden und die Dörfer Ober- und Niedermockstatt, Hegheim, Stammheim und Ober- und Unterflorstatt, letzlich aber nur mehr Staden, die beiden Florstatt und Stammheim begreifend, besaß die Burg Friedberg, laut Entscheidung des Reichs-Kammergerichts vom J. 1750, drei Neuntel.

Des Palastes zu Erbach Erbauer, hat Graf Clemens August von Westphalen auch das stattliche Gut Rixdorf bei Eutin in Holstein, von 54 Pflügen erkauft. Es gehören dazu Terefenhof, Tramm, Prostorf u. s. w. Er starb 26. Dec. 1818, aus der ersten Ehe mit der Gräfin Antoinette Walbott von Bassenheim, verm. 16. Jul. 1778, gest. 30. Sept. 1787, fünf Kinder hinterlassend. Die zweite Ehe mit Maria Teresa von Bocholz ist kinderlos geblieben. Die ältere Tochter, Ferdinandine Isabelle, geb. 19. Oct. 1781, heurathete 26. Jul. 1802 den Grafen Erwin Franz von Schönborn-Wiesentheid; die jüngere, Antoinette, geb. 6. Januar 1783, war seit 20. April 1800 des Grafen Friedrich Karl Joseph von Ingelheim Gemahlin und ist seit Oct. 1814 Wittwe. Rudolf Philipp Victor, Domicellar zu Hildesheim, Paderborn

und Eichſtädt, geb. 6. März 1787, ſtand 1813 als Rittmeiſter bei der Hanſeatiſchen Cavalerie und wurde bei Zarenthin gefangen. Er ſtarb im Bad zu Muska als hannövriſcher Obriſtlieutenant 1. Jul. 1828. Aus der Ehe mit Karoline von Lützow, verm. 1825, kam die einzige Tochter Karoline Auguſte Eliſabeth, geb. 26. Aug. 1826 und den 3. Aug. 1847 dem Freiherrn Albert von Campen angetraut. Joſeph Clemens, Domicellar zu Hildesheim, geb. 7. März 1785, commandirte 1813 die Cavalerie der Hanſeatiſchen Legion als Major und erwarb ſich dort allgemeine Liebe. In dem Feldzug von 1815 war er als preuſſiſcher Premier-Lieutenant dem Feldmarſchall Grafen von Ziethen attachirt. Obriſt-Lieutenant a. D. hat er, Vormund der Kinder ſeines Bruders Friedrich Wilhelm, deſſen Wittwe Eliſabeth Gräfin von Thun am 29. April 1817 geheurathet. Es war das die Tochter des Grafen Wenzel Joſeph von Thun, des Majoratsherren zu Tetſchen, geſt. 15. Dec. 1796, und der Gräfin Marianne von Kolowrat. Dieſe, Erbin der Herrſchaft Kulm, im Leutmeritzer Kreiſe von Böhmen, ſtarb im J. 1829 zu Laer, dem gräflich Weſtphalenſchen Schloſſe, nachdem ſie durch Teſtament ihren Sohn, den Grafen Franz Anton von Thun, zu einem Drittel ihrer Erbſchaft, zu zwei Dritteln ihre Tochter die Gräfin von Weſtphalen berufen hatte. Des Sohnes Erbtheil, ſamt dem geſetzlichen Pflichttheil auf fünf Zwölftel der Herrſchaft Kulm angewieſen, erkaufte ſein Schwager, Graf Weſtphalen, dem die andern ſieben Zwölftel zugefallen, und hat er in dieſer Weiſe die ganze Herrſchaft, 23 Ortſchaften, darunter das durch die Schlacht vom 29—30. Aug. 1813 welthiſtoriſch gewordene Kulm, 10 Meierhöfe, davon 8 in eigener Regie, einer auf Zeitpacht, ein anderer zu Erbpacht ausgethan, 2 Schäfereien, 2534 Joch Waldung, 101 Joch Weingärten, vereinigt, und beſitzt er neben derſelben auch Kirdorf am Plöner See. Seine Gemahlin wurde ihm nach einer 43jährigen ſehr glücklichen Ehe durch den Tod entriſſen am 5. Dec. 1860. Sie hinterläßt ihm vier Kinder. Der ältere Sohn, Graf Wilhelm Clemens Auguſt, geb. 15. Febr. 1818, iſt Obriſt im k. k. Dienſt und Commandeur von Clam-Gallas Uhlanen. Sein jüngerer Bruder, Friedrich Joſeph, geb. 17. Januar 1824, ſtand als

k. k. Rittmeiſter bei Kaiſer Alexander II Uhlanen, war dem Generalſtab zugetheilt und erhielt in den glorreichen Feldzügen unter Radetzky eine Kugel in den Leib und 5 Lanzenſtiche. In Gefolge des unſeligen Friedens von Villafranca nahm er den Abſchied. Ein dritter Sohn, Franz Anton, geb. 24. Juni 1819, war als Major im k. k. Dienſt geſtorben. Die beiden unverheuratheten Töchter leben bei dem Vater.

Friedrich Wilhelm Ferdinand, des Grafen Clemens Auguſt älteſter Sohn, geb. 12. Oct. 1780, vermählte ſich den 11. Juni 1804 mit der Gräfin Eliſabeth von Thun, Wenzel Joſephs Tochter, ſchloß ſich der glorreichen Erhebung Oeſtreichs an und fiel, für den Kaiſer ſtreitend, bei Thann 19. April 1809. Er hinterließ die Söhne Clemens Auguſt Wilhelm, Otto Franz Rhaban und Rudolf Joſeph. Rudolf Joſeph, geb. 21. Dec. 1808, ſtand bei den preuſſiſchen Garde-Cüraſſieren, vertauſchte dieſen Dienſt mit dem öſtreichiſchen, wird 1834 als Unterlieutenant bei Kaiſer Cüraſſieren genannt, ſcheint aber bald darauf unverheurathet geſtorben zu ſein. Otto Franz Rhaban, geb. 26. Sept. 1807, ſtarb 13. Oct. 1856 als k. preuſſiſcher Kammerherr und außerordentlicher Geſandter und bevollmächtigter Miniſter am Hofe zu Stockholm. Verm. 2. Febr. 1845 mit Chriſtiane Charlotte Amalie Auguſte von Kanitz und Dallwitz, hinterließ er fünf Kinder, darunter zwei Söhne. Die Wittwe wohnt auch im Winter zu Kulm. Ihr Schwager, Graf Clemens Auguſt Wilhelm von Weſtphalen, geb. 12. April 1805, Erbſchenk im Hochſtift Hildesheim, Erbküchenmeiſter von Paderborn, Erboberjägermeiſter von Osnabrück, auf Fürſtenberg, Eilern, Wohlbedacht, Herbram, Grundſteinheim, Dreckburg, Alme, Borgholz, Hervord, Großenheim, Boſenholz, Talle, Dinkelburg, Heinholz, Kleehof, Natzungen, Laer, Lippſpring, Meſchede und Mülsborn, gewann in der Ehe mit der Gräfin Kunegunde von Aicholt vier Söhne und eine Tochter. Die beiden ältern Söhne, Friedrich und Joſeph ſtanden 1860 im k. k. Dienſt, als Rittmeiſter in der Armee. Die Mutter, die Gräfin Kunegunde ſtarb den 10. Januar 1843.

Die Grafen von Aicholt ſind urſprünglich in Kärnthen zu Hauſe, wo ſie unter mehrem auch die in den alten Geſchichten

von Kärnthen häufig genannte Herrschaft Portendorf zwischen Klagenfurt und Völkenmarkt befaßen. „Diß Schloß hat denen Herren Portendorffern ehedessen zugehört, welche den Brand in Kärndten gehabt, so lang ein Ertz-Hertzog auf dem Stuhl im Zollfeld die Lehen geliehen. Eine halbe Viertelstund unter der Kirchen, auf einer Gemein, stehet der also genannte Königs-Stuhl. Es ist aber in Kärndten ein altes Herkommen, daß ein jeder neu angehender Lands-Fürst von einem Bauern dieses Land zu Lehen zu empfangen pflegt, und zwar auf folgende Weis: Es ist ein Bauern-Geschlecht unter den Edelthümern, die Hertzogen zu Glasendorff genannt (so erblich bey selbigem Geschlecht verbleibt), von Alters hero befreyet; so offt ein neu-angehender Lands-Fürst die Huldigung in Kärndten empfahen und die Lehen verleihen will, so setzt sich der Bauer aus erblicher Gerechtigkeit auf einen runden flachen Marmelstein (welcher gleichwie eine runde Tafel formirt und zu Kärnburg unweit von Maria Saal auf der einen Seiten stehet. Neben ihn herum stellet sich das Land-Volck und die Bauerschaft ausserhalb der um den Stein aufgerichten Schrancken: alsdann kommt der angehende Lands-Fürst daher in einem groben Bauren-Kleid, auch dergleichen Hut und Schuhen, einen Hirtenstab in der Hand haltend; denselben führen zwey Land-Herren, und folget darauf der gantze Adel, in zierlichen Kleidern aufgeputzt, mit dem Panier des Ertz-Hertzogthums Kärndten. Vor ihnen her gehet zwischen zweyen Panieren der Graf von Görtz, als Erb-Pfaltz-Graf in Kärndten; neben dem Lands-Fürsten aber werden geführt auf einer Seiten ein schwartzes Rind und auf der andern ein mageres ungestaltes Roß. Sobald der Lands-Fürst dem Bauern zunahet, so schreyet er den Lands-Fürsten mit folgenden Worten an: Wer ist der, der also hochfärtig daher pranget? Hierauf antwortet das umstehende Volck: der Fürst des Lands kommt. Auf diß fragt der Bauer: ist er auch ein gerechter Richter und Liebhaber des Heils unsers Lands? freyer Eigenschafft? ist er auch ein Beschirmer des Christlichen Glaubens und der Wittiben und Waisen? Da antworten sie denn: ja, er ists und wirds seyn. Folgends muß der Lands-Fürst dem Bauern, um die obgemeldten

zwey Stuck bey ſeinen Treuen geloben, daß er Gerechtigkeit wolle halten, ob er wol deßwegen ſo arm werden ſollte, daß er ſich mit ſolchem Vieh, als dem Stier und Roß, ernähren müßte. Nach dieſem fragt der Bauer wiederum: wie und mit was Gerechtigkeit wird er mich von dieſem Stuhl bewegen? Dem gibt alsdann der Graf von Görtz Antwort: Man wird dich mit 60 Pfenningen von dannen kauffen; dieſe zwei Haupt-Vieh, der Ochs und das Pferd, werden auch dein ſeyn, und du wirſt des Fürſten Kleid nehmen, nicht weniger wird dein Haus frey und unzinsbar ſeyn. Hierauf nimmt der Bauer zwar das angebotene Vieh an und weichet dem Lands-Fürſten; jedoch erinnert er ihn, mit einem ſanfften Backenſtreich, gerecht zu richten. Welches dann der Ertz-Hertzog, ſobald er auf dieſen Stuhl (wohin er von obbemeldten zweyen Land-Herren geführet wird) geſtiegen, zu thun gelobet, immaſſen er ſich mit bloſſem Schwert etlichmal um und um kehret, daſſelbe in die Luft ſchwinget und anbey verſpricht, ohne Unterſcheid der Perſonen gleich zu richten. Nach dieſem begiebt er ſich in die nechſt dabey auf einem Berg gelegene St. Peters Kirchen und ziehet darin nach Vollbringung des Amts und Kirchen-Geſangs die Bauern-Kleider ab, hingegen ſeine Fürſtliche an, und ſpeiſt allda mit dem Adel und der Ritterſchafft. Folgends reitet er zu dem Lehen-Stuhl (König-Stuhl genannt), ſetzt ſich darauf und leiſtet einer Löbl. Landſchafft mit entblöſtem Haupt und aufgehobenen Fingern den gewöhnlichen ihme fürgehaltenen Eid, daß er nemlich gemeldte Landſchafft bey allen ihren Genaden und Freiheiten, wie das von Alters herkommen, erhalten, handhaben und bleiben laſſen wolle; hergegen nimmt er auch die Huldigung von ſeinen Landleuten auf und an, läßt hierauf die Lehen daſelbſten beruffen und verleihet ſolche. Heutiges Tags aber werden ſolche Lehen durch hierzu verordnete Commissarios vor den Lands-Rechten zu vier Tägen beruffen und alsdann dieſelben allda im Land verliehen. Der Graf von Görtz, als (wie obgemeldt) Pfaltz-Graf in Kärndten, ſetzt ſich hinter dem Lands-Fürſten auf die andere Seiten und verleihet auch nach ſeiner Gerechtigkeit. Der Erbland-Marſchalck aber nimmt des Lands-Fürſten Pferd, der Erb-Schenck den guldnen Kopff und

der Erb-Truchſeß die ſilbern Schüſſel. So lang nun der Fürſt auf dem Stuhl ſitzt und leihet, ſo haben die Gradnecker von Alters die Gerechtigkeit und Gewalt, was ſie für Wiesmaten unterdeſſen abmähen mögen, daſſelbe Heu iſt ihr, man löſe es dann von ihnen; gleichfalls haben die von Portendorff (und anjetzo, weil dieſes Geſchlecht abgeſtorben, die Herren Mordaxen, welche nun Freyherrn in Crain ſind, die Gerechtigkeit erblichen erlangt), ſo lang der Lands-Fürſt auf bemeldtem Lehen-Stuhl ſitzet und leihet, im Lande zu brennen, wo ſie wollen, wenn man ſich anderſt mit ihnen nicht abfindet. Endlich ziehet der Lands-Fürſt, ſamt allen Herren und Land-Leuten, in Saal, in Unſer Frauen Kirchen, allwo das Te Deum laudamus geſungen und mit ſolchem dieſer Actus beſchloſſen wird. Und dieſes wurde vorzeiten alſo veſt observirt. Nun aber wird der Lands-Fürſt dieſer Ceremonien erlaſſen, doch gegen gefertigten Revers, daß nemlichen ſolches der Löbl. Landſchafft an ihren Freyheiten gantz unpræjudicirlich ſeye.

„Obige Ceremonien aber haben ihren Urſprung daher bekommen: Als Carolus Magnus (hernach Römiſcher Kayſer) den Inguon, einen Grafen aus Franckreich, zum Hertzogen in Kärndten eingeſetzt, und derſelbige geſehen, daß faſt das gantze Land unchriſtlich war, hat er die Inwohner von ſolcher heydniſchen Abgötterey durch Chriſtliche Prediger abwenden laſſen, worüber ſich die meiſten Bauern bekehrt, der Adel aber annoch verſtockt geblieben; in welcher Anſehung der Hertzog Inguon im Jahr 790 nach Chriſti Geburt eine ſtattliche Mahlzeit an einer mächtigen langen Tafel angeſtellt und dazu ſowol die Bauern als Edelleut eingeladen, die Bauern aber oben, die Edelleut hingegen unten angeſetzt. Ferner befahl er oben aufs beſte in ſilbernen, unten aber in hültzernen Schüſſeln mit gantz gemeinen und ſchlechten Speiſen zu tractiren, auch in guldenen und ſilbernen Geſchirren denen Bauren Wein, denen Edelleuten aber in hültzernen Bechern Waſſer fürzuſetzen. Als er nun um die Urſach befragt wurde, gab er zur Antwort, daß die Bauren viel edler ſeyen, als die Edelleute, weilen ſie eine edle und reine Seel im Leib hätten, indeme ſie den Chriſtlichen Glauben angenommen; der Adel aber

wäre gantz verſtockt in der Abgötterey und bey weitem nicht ſo hoch zu achten. Welcher argliſtige Fund ſo viel gewürcket, daß die Edelleut auch ſich tauffen laſſen und zum Chriſtlichen Glauben bekehret haben. Dannenhero Hertzog Inguon zu ewiger Gedächtniß, weil die Bauerſchafft lang vor dem Adel die Abgötterey verlaſſen und zu Chriſto bekehret worden, angeordnet, daß künfftig die angehenden Lands-Fürſten durch einen Bauern ſollten eingeſetzt werden. — Nach deren von Portendorf Ableben haben die Herren Mordaxen nicht allein dieſes Schloß, ſondern auch die Gerechtigkeit, obgedachter maſſen im Land zu brennen, anererbt; von welchem Geſchlecht noch anjetzo die Freyherren Mordaxen in Krain floriren. Das Schloß aber gehört der Zeit (1688) dem Herrn Johann Jacob Freyherrn von Aicholdt."

Schmutz, Hiſtoriſch-topographiſches Lexikon von Steyermark, berichtet: „Die Grafen von Aicholt waren noch zu Anfang des 17. Jahrhunderts einfache Edelleute. D. d. Prag den 2. September 1604 gab Kaiſer Rudolf II dieſem Geſchlechte eine Wappenverbeſſerung. D. d. Wien den 31. März 1644 erhielten ſie die Befugniß, das Wort von vorzuſetzen. D. d. Wien den 12. Oct. 1685 wurde Hans Jacob von Aicholt in den Freyherrnſtand erhoben. D. d. Wien den 18. Februar 1730 wurde Franz Joſeph Freyherr von Aicholt in den Grafenſtand erhoben. In Klagenfurt den 5. December 1647 wurden die von Aicholt in die Landmannſchaft von Kärnthen aufgenommen. Chriſtian Graf von Aicholt, k. k. Kämmerer, geheimer Rath und Beſitzer des goldenen Civil-Ehrenkreuzes, langte den 21. April 1815 als Gouverneur in Gratz an, und erhielt für ſeine Perſon als Gouverneur von Inneröſterreich am 5. May 1815 die ſteyeriſche Landmannſchaft." Anton Aicholder von Aicholden, immatriculirter Landmann in Kärnthen, lebte 1647. Johann Jacob Freiherr von Aicholt, der Beſitzer von Portendorf, war 1695 Generaleinnehmer in Kärnthen und 1699 ſtändiſcher Verordneter. Franz Joſeph Freiherr von Aicholt war Generaleinnehmer in Kärnthen 1725. In den Grafenſtand erhoben 1730, wird er 1734 und 1748 als ſtändiſcher Verordneter genannt. Norbert Graf von Aicholt, Kreishauptmann für Mittelkärnthen 1757, iſt vielleicht

eine Perſon mit „Excell. Graf von Aicholdt Kreishauptmann zu Klagenfurt“ 1782. Aloys Graf von Aicholt, fürſtl. Paſſauiſcher Obriſtküchenmeiſter, war Director der deutſchen Schulen im Hochſtift und kurbayeriſcher Kämmerer, ſeit 1790 k. k. wirkl. Geheimrath und kurtrieriſcher Kämmerer. Ein Bruder von ihm wird ſein Graf Franz Robert (Norbert?), der als der Prinzeſſin Kunegunde von Sachſen Obriſthofmeiſter mit dem übrigen Hofperſonal der Prinzeſſin an das Hoflager ihres Bruders des Kurfürſten Clemens Wenceslaus von Trier kam, und iſt von ihm nicht ſelten in der I Abth. des Antiquarius, Bd. 1 und 2, Rede geweſen. Als der Hof Coblenz verließ, ernannte ihn die Prinzeſſin zum Statthalter für das Fürſtenthum Eſſen, wo er in der Ehe mit des Erbdroſten von Schell Tochter Vater von drei Kindern geworden iſt, alle drei des Vaters, des ſchönen prächtigen liebenswürdigen Mannes vollbürtige Erben. Der Sohn, Graf Wilhelm, ſtand 1834 zu Gyöngyöſch in Ungern, als zweiter Rittmeiſter bei Schwarzenberg Uhlanen, quittirte nachmalen und privatiſirt in Münſter, wenn er nicht, ein zweiter Seume, rüſtig von dem Cabo Finisterra zum Nordkap ſchreitet. Seine Schweſter Auguſte, mit dem Grafen Maximilian Droſte zu Viſchering vermählt, iſt noch vor der Gräfin von Weſtphalen im J. 1840 geſtorben. Der Grafen von Aicholt ſelbſtredendes Wappen iſt vierfeldig: 1 und 4. ein Männlein, das eine Eiche erfaßt, 2. und 3. drei Sterne, oben zwei, unten einer. — Der Grafen von Weſtphalen 1751 geſtiftetes Majorat beruhet auf Laer mit Mülsborn in dem heutigen Kreis Meſchede, Dreckburg, Fürſtenberg und Herbram mit Grundſteinheim und Wohlbedacht, Kreis Büren, Dinkelburg und Heinholz mit Natzungen, Kreis Warburg, Kleehof und Talle, Kreis Paderborn. Nach des Hochſtiftes Paderborn Rittermatrikel vom J. 1662 bezahlten die von Weſtphalen von den fünf Ritterſitzen zum Fürſtenberg (Stammhaus), von den drei Ritterſitzen zu Herbram, von dem Ritterſitz Dinkelburg 63 Rthlr. Das Wappen zeigt in Silber einen rothen Querbalken, und über demſelben einen ſchwarzen Turnierkragen. Wahlſpruch: Fais que dois, arrive que pourra.

Die Kirche von Erbach, gleich hinter dem Palaſt auf erhöhtem Standort, iſt aus einer Capelle entſtanden, die urkundlichen

Nachrichten zufolge bereits im J. 995 vorhanden, und der Abhängigkeit von der Pfarrei Eltvil unbeschadet, ihren eigenen Vicarius mit dem Recht zu taufen und zu begraben hatte. Diese gegen Ende der dreißiger Jahre erneuerte Kirche ist bemerkenswerth, zumal der eigenthümliche Thurm, der im J. 1829 eine neue Spitze erhielt. Sie ist dem h. Marcus geweihet und seit undenklichen Zeiten eine selbstständige Pfarrei, welche, den drei Viertelstunden entlegenen Wachholderhof einbegriffen, 1230 Eingepfarrte zählt. Das Patronat überließ Kurfürst Lothar Franz 1714 dem St. Petersstift in Mainz tauschweise gegen jenes von Rauenthal. Den St. Michaelsaltar stiftete Kraft von Allendorf im J. 1396, daher die von Allendorf in dieser Kirche ihr Erbbegräbniß hatten. Deren Burgsitz hierselbst, im J. 1356 erbauet, ist aber keineswegs als das Stammhaus zu betrachten. Dieses stand in dem mit Katzenellenbogen rainenden Dörfchen Allendorf, nicht zu verwechseln mit Altendorf bei Merenberg, wovon die Fasti Limburgenses erzählen: „Ein Jahr darnach ward derselbige Cuno von Falkenstein Vormunder des Stiffts zu Trier, und zog aus mit der Stadt zu Limburg und gewann Altendorf, eines Ritters Wohnung, gelegen bei Merenberg, und war ein wüstes Haus, und verbrannte das und zerschleifte es zumal.“ Giselbert von Altendorf selbst wurde des Erzbischofs Kuno Gefangner 1363. Das mußt ich erinnern, weil namentlich Arnoldi diese von Altendorf in der Grafschaft Diez mit denen von Allendorf im Katzenelleubogischen zusammenwirft: jene sind ein Zweig des Ministerialengeschlechts von Merenberg; die von Allendorf hingegen waren der Grafen von Katzenellenbogen Ministerialen, und erscheint als solcher Heinrich von Allendorf unter den Zeugen der Urkunde, wodurch Friedrich von Frankenstein dem Grafen von Katzenellenbogen seine Burg Frankenstein öffnet, 23. Jul. 1292. Am 16. Juni 1295 verspricht Erzbischof Gerhard von Mainz den Gebrüdern Kraft und Emercho, Krafts von Allendorf Söhnen, »qui militarem habitum noviter assumpserunt, in subsidium et plenitudinem eorum militie,« 30 Mark Cöln. die bis zu dem nächsten St. Walpurgen Tag bezahlt werden sollen. Als ein pünktlicher Zahler scheint der Erzbischof nicht berufen gewesen

zu ſein, deshalb will er zugeben: »Quodsi in solutione predicte pecunie quoad terminum premissum, quod absit, fuerimus negligentes, ex tunc iidem milites pignora nostra capere poterunt, et ad castra nostra seu munitiones ducere, et ibidem absque nostra offensa et indignatione qualibet tamdiu detinere, quousque ipsis de predictis triginta marcis justiciam faciamus.«

Kraft von Allendorf, Ritter, wird 1309 von Graf Wilhelm von Katzenellenbogen zum Burgmann auf Reichenberg angenommen. Heinrich von Allendorf, ein Ritter, Lukardis, ſeine Hausfrau, Chriſtian und Ulbert, ſeine Brüder, vergeben an Peter, den Stiftsdechant zu St. Goar, einen Jahreszins von 4 Mark, 1311, und wird am 25. April n. J. Heinrich zu einem der vier Raitmänner erkoren für den Burgfrieden, welchen die Grafen Eberhard und Wilhelm von Katzenellenbogen hinſichtlich der Feſte Dornberg errichtet haben. Am 12. Nov. 1328 bekundet „Crafft, ein Ruter von Aldindorff, daß ich Burgmann bin worden zu Reichenberg des edlen Grafen Wilhelm von Katzenellenbogen und ſeiner Erben um vier Mark Gelds, die ſoll er mir reichen binnen Jahresfriſt, alſo daß ich zu Reichenberg ein Haus ſoll bauen, und ſoll da wohnen, und ſoll nit kehren von dem vorgenannten Herren. Die vorgenannt vier Mark ſoll er mir geben alſo lange, bis daß er 40 Mark mir bezahlt. Wann mir die 40 Mark werden bezahlt, ſo ſind die vorgenannte 4 Mark los und ledig, und ſoll ich die 40 Mark Pfennige belegen an eigen Gut und beweiſen, davon ſoll ich und mein Erben Burgmann ſein zu Reichenberg.“

Kraft von Allendorf, Ritter, Gem. Liſa, wird 1331 des K. Johann von Böhmen Mann. Kraft heurathet 1337 des Johann Genne von Scharfenſtein einzige Tochter Gutta, mit welcher der Gennen Allodien an die von Allendorf gelangten, was deren Ueberſiedelung nach dem Rheingau zur Folge hatte. Als die Grafen Johann und Wilhelm Raitleute beſtellten, „um alle Bruche, Zweiung, Krieg und Auflauf,“ die zwiſchen ihnen geweſen, zu richten, war der Erkornen einer Kraft von Allendorf, Ritter, 29. Januar 1339. Kraft iſt wohl derſelbe, welchen Graf Eberhard von Katzenellenbogen 1387 mit einem Mannlehen

auf den Hof Naſtetten belehnt. Im J. 1397 beſſerte Erzbiſchof Johann II von Mainz Krafft des Alten Burglehen auf Scharfenſtein, als deſſen Zubehör genannt werden Hofſtatt auf der Burg, 3 Pfund Geld vom Weinmarkt zu Erbach, Befreiung vom Rheinzoll für 20 Fuder, 6 Mark Geld von der Bede zu Hallgarten, Salmenwaſſer zu Eltvil, 30 Schilling Heller von einem Hof zu Erbach, 100 Pfund jährlich vom Zoll zu Ehreuſels. Kraft der Alte ſtarb 5. Oct. 1403 und fand ſein Grab zu Eberbach in der Kloſterkirche neben ſeiner Hausfrau, geſt. 13. März 1403, laut folgender Inſchrift: Anno Dñi MCCCCIII tertio Non. Octobr. fer. sexta prox. post fest. beati Michaelis o. strenuus miles, Dñs Craffto de Altendorff senior. It. eodem anno predicto XIII Kal. Marcii in vigilia Benedicti Abbatis o. Dña Guda vxor eius c. a. r. i. p. Dieter von Allendorf, Edelknecht, 1394, iſt wohl jener Diederich von Aldendorff, der am 25. Juni 1397 bekennet, „daß mir Graf Eberhard von Katzenellenbogen zu rechtem Mannlehen geliehen hat die Waldpodie auf dem Einrich, als ferne ſie ihn antrifft, mit allen ihren Rechten, alſo daß ich und meine Lehenserben dem obgedachten meinem lieben gnädigen Herrn Graf Eberhard und ſeinen Lehenserben thun ſollen von derſelben Waldpodieu als von Alters gewöhnlichen iſt ein Waldbotte ſeinem Herrn zu thun." Dietrich, Gem. Jutta, und ſein Bruder Heinrich werden auch 1418 genannt, Werner lebte 1423, Henne Burggraf auf Rheinfels 1435, Johann Benedictiner auf dem Jacobsberg zu Mainz 1467. Kraft der Junge, Ritter, ſtarb 16. Jul. 1403, ſeine Wittwe Eliſabeth Knebel von Katzenellenbogen 18. Aug. 1422, beide zu Eberbach begraben. Frau Eliſabeth hatte den zweiten Mann, Kuno von Scharfenſtein genommen. Adam von Allendorf, Krafts Sohn und des Kuno von Scharfenſtein Stiefſohn, wurde am 9. Oct. 1435 von Erzbiſchof Dietrich zum Vicedom im Rheingau ernannt und bekleidete ſothanes Amt bis zu ſeinem Ende. Am Freitag nach Neujahr 1428 hatte Margaretha von Baden Gräfin zu Naſſau den Erzbiſchof Konrad gebeten, daß er ihre Lehen zu Lorch auf Adam von Allendorf übertrage. Adam ſtarb 18. Dec. 1454 und fand ſeine Ruheſtätte zu Eberbach in der Kloſterkirche; auf dem Grabſtein heißt es:

Anno Dñi Millesimo CCCCLIIII xv Cal. Januarii o. nobilis domicellus Adamus de Aldendorff vicedominus Ringavie c. a. r. i. p. Neben ihm ruhet seine Hausfrau, Margaretha von Staffel, gest. 2. Nov. 1471: Anno Dñi MCCCCLXXI iii Non. Novembris o. Margaretha de Staffel, uxor eiusdem. Laut Urkunde von St. Georgen Tag 1458 hat Frau Margaretha für den Chor der Weißen Frauen in Mainz eine Tapete und für die dasige Karthause ein Meßgewand mit dem Wappen gestickt: beides war noch gegen Ausgang des vorigen Jahrhunderts vorhanden; wohin es in den Zeiten der großen Spoliation gekommen ist, weiß ich nicht. Von Adams Söhnen starb der jüngste, Johann, Conventual im Jacobsberg zu Mainz, den 9. Mai 1467. Der älteste, Kraft, Ritter, Schultheiß zu Mainz 1456, als in welchem Jahr er des Heinrich Wolf von Sponheim Tochter Elisabeth heurathete, starb 14. Oct. 1474, daß demnach seine Wittwe, gest. 1500, ihm 26 Jahre überlebte. Der jüngste ihrer Söhne, Nicolaus von Allendorf wird als Chorherr zu St. Alban genannt 1524. Der älteste, Philipp, 1494, empfing in Gemeinschaft seines Bruders Werner von der vordern Grafschaft Sponheim aus den Maigefällen zu Kreuznach 12 Gulden Geld, starb jedoch ohne Kinder, wogegen sein Bruder Werner, † im Jan. 1527, die Söhne Hans Heinrich und Hans Werner hinterließ. Die wurden 1527 von Sponheim mit den 12 Gulden aus den Maigefällen zu Kreuznach und 5 Malt. Hafer aus dem Zehnten zu Mörsburg, dann auch von derselben Herrschaft mit Schallodenbach belehnt. Sie sind beide ehelos gestorben, Hans Werner im J. 1534. Ihr Bruder Kaspar war Schultheiß zu Geisenheim 1520, ein anderer Bruder, Adam, Ritter, geb. 1469, heurathete 1501 die Maria Specht von Bubenheim und starb 28. März 1518; auf seinem Grabstein zu Eberbach heißt es: Anno Dñi MDXVIII off den xxviii Tag Marcii starb der ehrenvest Adam von Allendorf dem Gott gnad. Er hat drei Söhne hinterlassen: der älteste, Kraft, kurtrierischer Haushofmeister 1542, Amtmann auf Ehrenbreitstein 1550 und 1557, starb 29. März 1560, unverehlicht. Nicolaus resignirte seine Präbende zu St. Alban in Mainz im J. 1526, freite sich 1531 die Anna Brömser von Rüdesheim und starb

14. April 1546. Von seinen fünf Söhnen starb der älteste, Heinrich, Domherr zu Trier und Chorherr zu St. Alban, 26. Mai 1557, Eberhard, ledigen Standes, 26. März 1568, Nicolaus 13. April 1546, Johann 1548, dieser, gleichwie Nicolaus, unbeweibt. Wilhelm endlich, gest. zu Erbach 8. Oct. 1568, war ohne Kinder geblieben in seiner Ehe mit Anna von Riedt, daß also mit ihm der Namen der Allendorf zu Grabe getragen wurde. Die Lehen wurden von den Lehenhöfen eingezogen, Dorf und Gericht Wambach, bei Schlangenbad, und Hettenheim unweit Schwalbach von Nassau; diese Ortschaften, Nassau-Saarbrückisches Lehen, wurden seit 1434 von den Allendorf besessen. Die Allodien mögen den Hilchen von Lorch zugefallen sein. Des Nicolaus Schwester Anna von Allendorf hatte 1540 den Adam Hilchen von Lorch geheurathet.

Der Allendorf Wappen zeigt im silbernen Feld einen rothen Schild und an dessen rechter Ecke einen goldenen Ring; das Helmkleinod besteht in einem roth und weiß abwechselnden Wulst, worauf rechts ein rothes, links ein silbernes Eselsohr, beide unten verbunden, sich erheben. „Warum ehemals so viele adeliche Geschlechter, besonders an unserm Rheinstrom," fragt Bodmann, „dieses illiberale Zeichen zum Helmkleinod, ja einige zugleich zur Unterscheidung der Aeste, gewählt haben? bleibt in der That noch symbolisches Problem. Man stritt um den Besitz von — Eselsohren, man verkaufte sie als Ehrenstücke ꝛc. Zuverläßlich aber würde man es unglaublich finden, daß hie und da die Mode des hochadelichen schönen Geschlechts im Mittelalter selbst den Esel beim Ohr erwischt und sich daraus einen Kopfputz zu verschaffen gewußt habe, wenn nicht mit diesem possierlichen Schmuck auf einem vor mir liegenden Siegel einer Urkunde vom J. 1450 die hochgeborne Frau Margareth von Sombreffe Gräfin zu Birnenburg und zwar mit einem gar respektablen Paar Eselsohren in optima forma paradirte, und an unsere heutigen Herrn Luxus- und Mode-Journalisten die Frage stellte, ob sie nicht Lust fänden, diesen exotischen Kopfputz unter irgend einer Pariser Einkleidung und Benennung, als nagelneues Produkt des unerschöpflichen Erfindungsgeistes in diesem Fache, unsern Schönen neuerdings in

Anregung und Empfehlung zu bringen? Mag dabei doch wohl ſo mancher graue Ritter ſchon damals ſich erinnert haben, wie ewig wahr es geweſen und bleiben werde, was von uns armen männlichen Adamskindern ſpäterhin ein ſcharfſinniger J. Balde, Lyr. II 5 ſingt:

Raro vertice non scatet
Seu cornutum aliquid, seu bene mobile
Et par *auriculis Mydae.*

„Doch es bedarf, Scherz bei Seite, keiner neuen Demonſtration, daß bereits in der Urwelt der Eſel, ſeiner ſchlechten Garderobe und erbärmlichen Singtalents ungeachtet, die Ehre gehabt habe, das Bild der Stärke und Symbol der Helden zu ſein. Vater Homer vergleicht den tapfern, im Streite begriffenen Ajax einem Eſel (Patin. Numism. Impp. p. 390) und der Sohn Jakobs und Lea heißt ſeiner Feſtigkeit und Unverzagtheit halber Iſſachar oder der ſtarke Eſel. So wenig Schmähliches tragen dann auch die Münzen auf ſich, worauf Dacien unter dem Bilde der einen Stab mit aufgeſtecktem Eſelskopfe tragenden Perſon, bei Vaillant, Num. aer. Impp. in Colon. 306, — bei Banduri, Num. Impp. I 4, — im Musae. Farnes. IV Tab. IX und a. O. erſcheint; und es verdient daher überhaupt zur Rettung der Ehre der auf ſo vielen Schildern und Helmen angeſehener alten Adelsgeſchlechter paradirenden ganzen und halben, gehenden, tanzenden und zum Streit aufgerichteten Eſeln, Eſelsköpfen, Eſelsohren u. ſ. w. jenes verglichen zu werden, was darüber ein vortrefflicher Numismatiker, L. Jobert, dans la Science des Médailles antiques et modernes I 403, ein Pedrusi, ad Mus. Farnes. c. I. p. 157, und Chr. A. Klotz, de nummis contumeliosis et satyricis (in deſſen Opusculis nummariis p. 14) mit dem Aufwande einer ausgebreiteten Gelehrſamkeit zu Tage gefördert haben." Dem Wappen nach eben ſo ſehr, als vermöge der Lage ihrer Stammſitze ſind mit den Allendorf eines gemeinſamen Herkommens die Gerolſtein, Breder von Hohenſtein, Katzenellenbogen, ſämtlich der Grafen von Katzenellenbogen Miniſterialen, und werden der Analogie nach die Katzenellenbogen, ohne Zuſatz, von allen dieſen Geſchlechtern die Stammväter ſein, wie das auch Helwich, Tapho-

graphia Nobilitatis rhenanae, anerkennt. Nachdem er 1. die von Katzenellenbogen, 2. die Sure von Katzenellenbogen, 3. die Keſſelhut von Katzenellenbogen, 4. die Knebel von Katzenellenbogen genannt, fügt er hinzu: „Die Dritten haben den Namen gehabt Keſſelhut von Katzenellenbogen, aus welchen Markolff, dazumal Castrensis oder Burgmann zu Katzenellenbogen, der letzte dieſes Geſchlechtes, 1387 ohne Mannserben geſtorben, von welchen Geſchlechtern weitläuftiger in den ausgeſtorbenen alten Geſchlechtern des Rheinſtrombs, ſo von mir colligirt und beſchrieben, gehandelt würd. Die Vierte ſeint nun die jetzt noch lebende Knebel von Katzenellenbogen, welche ich ſchätze, daß ſie ſamptlich von Alters und Anfangshero eines Herkommens, Stammes und Geblütß geweſen, welches dann aus der Gleichheit der Wappen erſcheint, indem ſie faſt einerley Wappen führen, nemblich ein rodt Schildlein im weißen Veldt, außgenommen, daß ſie darneben underſchiedlich Beyzeichen, wie auch Cleynoder haben. Eß ſeint auch ſonſt noch viel andere adeliche außgeſtorbene Geſchlechter, welche ſich mit dieſer der Schilden, wie auch etliche dem Helm nach ganz vergleichen, als nemblich die von Allendorff, die von Girſtein, die von Hohenſtein, die Breder von Hohenſtein, die von Glumendal oder Glymendal (von denen bei Neudorf) ꝛc. ꝛc."

Gewöhnlich wird Heinrich von Katzenellenbogen, Domherr zu Mainz 1196, geſt. 9. Januar 1213, dem Rittergeſchlecht zugetheilt, Johannis und Wenck halten ihn jedoch für einen Grafen, wiewohl der Mönch von Arnſtein von ihm nichts weiß. Hartbert von Katzenellenbogen und ſein Sohn Dietrich werden 1219 als Zeugen genannt. In der Brudertheilung zwiſchen den Grafen Dieter und Eberhard von Katzenellenbogen, um das Jahr 1250, heißt es: »Concordavimus et ex festucando consensimus ut ratum haberemus et firmiter teneremus quidquid octo ex castrensibus nostris et amicis, Heinemannus, Thilmannus, Heinricus milites de Kazenelenbogen, Petrus notarius, Cunradus, Boemundus, Theodericus de Loifenselden, Hermannus dapifer, castrenses in Hohinstein, super particione bonorum nostrorum decreverint ordinare, qui taliter dicta bona dividere curaverunt ... Zeugen einer Zollbefreiung für die Abtei

Eberbach vom 1. Juli 1252 ſind Theodoricus de Katzinelnbogin, Henricus filius suus, Heinricus dapifer, Theodericus filius suus, Cunradus filius dapiferi, und daß der dapifer ein Junker von Katzenellenbogen, glaube ich um ſo ſicherer annehmen zu können, da eine Urkunde vom 21. April 1259 Theodericum et Heinricum dapiferum de Katzenelenbogen nennt. Thilmannus de Kazenelnbogen kommt im Jul. 1262, Henricus dapifer de Katzenelnbogen den 25. April 1263 vor. Dietrich und Heinrich von Katzenellenbogen, beide Ritter, befinden ſich unter den Zeugen, welche am 11. Januar 1276 bekunden, daß Heinemann von Katzenellenbogen, Ritter, den obern Hof zu Klingelbach ſamt der Vogtei an die Abtei Bleidenſtatt verkauft hat. Hermann von Katzenellenbogen iſt Zeuge 23. Juli 1292. Gerhard, Domherr zu Mainz, ſtirbt 7. Januar 1297. Thilemann, Ritter, 1304. Dietrich, Domherr zu Mainz, 1315. Gilbert und Johann 1316. Liſa, Gem. Daniel von Langenau der Alte 1320. Johann 1330, strenuus miles, ſiegelt mit einem über den ganzen Schild gezogenen rechten Schrägbalken. Johann und Markolf, Ritter, und Heinrich, Edelknecht, verbürgen ſich für Graf Wilhelm von Katzenellenbogen 12. Dec. 1338. Heinrich und Giſelbert, Gebrüder, beide Ritter, 1350. Heinrich erſcheint als des Grafen Eberhard von Katzenellenbogen Vormund 24. Dec. 1351. Wiprecht, Edelknecht, Nitza ſeine Hausfrau, 1351. Johann 1376. Henchen 1383. Sinn 1383. Heinrich, Domherr zu Mainz 1388. Volmar 1409, 1424. Philipp der Alte 1422, 1433, Katharina ſeine Hausfrau 1422. Johann von Katzenellenbogen genannt vom Rine 1434. Philipp der Junge 1438. Konrad 1473, Amtmann zu Dornberg 1488. Philipp Follmar von Katzenellenbogen, Burgmann daſelbſt, um 1450. Gem. N. Klüppel von Elkerhauſen, Johanns Tochter; ſie wurde die Mutter jener Irmgard von Katzenellenbogen, die 1464 Thiel Vogt von Klingelbach ſich beilegte. Philipp von Katzenellenbogen, todt 1481, gewann in der Ehe mit Erlaud von Gerolderod die Tochter Clara, ſo in erſter Ehe an Engelbrecht vom Thurm zu Sinzig, in anderer Ehe an Werner Holzſattel von Naſſenerfurt genannt Frankenhauſer verheurathet, im J. 1526 als verſtorben bezeichnet

wird. Jutta von Katzenellenbogen, 1471 an Otto von Schönberg bei Wesel verheurathet.

Die Sure von Katzenellenbogen kommen bereits 1252 vor. Heinrich Sure von Katzenellenbogen, Vicedom im Speiergau, 1331—1362, starb vor 1369. Henn und Heinrich Sure, Gebrüder, Else ihre Schwester, Herrn Heinrichs Sure, Ritter, selige Kinder, Johann von Katzenellenbogen, ihr Vetter, Herrn Heinrichs ihres Vaters Bruder, 1369 und 1376. Johann Sure, Ritter, 1381. Heinrich Sure von Katzenellenbogen, Gauerbe zu Reifenberg 1400. Die Sure führten zum Beizeichen, oben am rechten Eck des rothen Schildleins, eine goldene Krone, und könnten wohl in Beziehung gestanden haben zu der im Surthal auf dem Heiligenberg liegenden Surburg, Sauerburg, Bd. 5 S. 177—179.

Die Kesselhut von Katzenellenbogen, nicht nur der Grafen, sondern auch des Stiftes St. Alban Vasallen, waren Märker der Fuchshöle bei Holenfels. Johann Kessilhut 1276 oder 1277. Konrad Kesselhut, Deutschordensritter und Oberster Treßler vom 14. Febr. 1327 bis 12. Jul. 1331, hatte zum Nachfolger in dieser Würde den Ludolf König, wo er dann 1331 als Großcomthur auftritt. Daneben war er vom 27. Juni 1333 bis 10. Aug. 1334 Landcomthur zu Kulm. Die Großcomthurei gab er im Juni 1334 auf, wogegen er 1341 als Comthur zu Papau erscheint. Markolf Kesselhut von Katzenellenbogen, Edelknecht, 1367. Markolf Kesselhut der Alte und Markolf der Junge 1383. Markolf Burgmann auf Katzenellenbogen besaß zu Mannlehen einen Hof in Nastetten, den Graf Eberhard von Katzenellenbogen 1387 als heimgefallenes Lehen dem Kraft von Allendorf verlieh.

Von den Katzenellenbogen zum Thurm wird im September 1258 Dietrich genannt, zugleich mit Heinrich dem Truchseß in Katzenellenbogen. Am 26. Juni 1274 bekennt Hermann, Dietrichs von Katzenellenbogen zum Thurm Sohn, daß Graf Dieter von Katzenellenbogen ihm zu Burglehen 4 Mark jährlich, nämlich zu Greberod 35, zu Ruppertshofen 13 Schilling angewiesen hat, und verpflichtet sich Hermann, wenn diese 4 Mark mit 40 Mark abgelöset werden, das Burglehen der 40 Mark auf seine Erbgüter anzuweisen. Heinrich von Katzenellenbogen zum

Thurm und ſein Bruder Hermann befinden ſich unter den Bürgen, welche Ludwig von Iſenburg der Gräfin von Katzenellenbogen, zur Sicherheit des für ihre beiderſeitigen Kinder verabredeten Ehebündniſſes ſtellt und betreffenden Falles zum Einlager in Vilmar verpflichtet, 1276 oder 1277. Johann Pyner von Katzenellenbogen, Trieriſcher Burgmann zu Hohenberg, führt über dem rothen Schild einen blauen Turnierkragen um 1340, dagegen ſetzt Johann Pyner von Katzenellenbogen zum Beizeichen neben den rothen Schild, oben am rechten Eck, einen wachſenden Mond, 1397.

Gerolſtein, Girſtein, urſprünglich Gerhardſtein, im obern Theil des Wisperthals, an der nordöſtlichen Grenze des Rheingaues, iſt heutzutage ein Dörfchen mit den Ruinen zweier Burgen. Die höher, auf dem linken Ufer der Wisper gelegene, der eigentliche Gerolſtein muß ſchon zu Anfang des 13. Jahrhunderts vorhanden geweſen ſein, da es in der Beſchreibung der Rheingräflichen Güter, 1209, heißt: »In Rumsceit et in Milingen reditus unius marce et dimidie obligati sunt Cunoni de Gerhartstein pro 15 marcis quas pro bonis dabit et in beneficio de Ringravio et pueris suis habebit.« Ungezweifelt tragt das Haus den Namen ſeines Erbauers, der vielleicht der im J. 1159 in einer Urkunde des Kloſters Ilbenſtatt vorkommende Graf Gerhard von Nüringen. Der einzige Graf von Katzenellenbogen des Namens Gerhard iſt vor dem 10. Aug. 1312 geſtorben. Die Ruinen dieſes eigentlichen Gerolſtein liegen genau über dem Dörfchen auf einem ſteilen Schieferfelſen von etwa 400 Fuß Höhe und zeigen nur unbedeutende Ueberbleibſel eines runden Eckthurms, dem ſich ein langes Wohngebäude und einige Reſte der Ringmauer anlehnen. Vogels, den Gestis Trevirorum entlehnte Angabe, daß Erzbiſchof Balduin von Trier im J. 1353 den Gerolſtein belagerte, jedoch wegen Waſſermangel abziehen mußte, beruhet zweifelsohn auf einer Verwechslung mit Gerolſtein in der Eifel. Der Hauptburg gegenüber, auf dem rechten Ufer der Wisper, auf einen viel niedrigern Felſen, ſind die Ruinen von Haneck gelagert, oder der Junkerburg, wie das Schlößlein im gemeinen Leben genannt wird. Im J. 1405

ſtiftet Philipp von Gerhardſtein zu dem Altar auf Haneck bei Gerhardſtein Güter zu Ockenheim, Keſſelbach und Bleidenſtatt. Haneck ſcheint identiſch zu ſein mit der Mülleuburg zu Gerolſtein, deren Capelle zu dotiren die beiden Philipp von Gerolſtein 1424, cathedra Petri, einen Weinberg bei Lorchhauſen erkauften. Im Dorfe Gerolſtein war bereits 1363 eine Capelle, in welcher Philipp, Gerhard und Kuno von Gerhardſtein einen Altar zu Ehren U. L. Frauen errichteten, 1363. Später wird ein Pfarrer von Gerardſtein genannt; gegenwärtig iſt der Ort, mit einer Bevölkerung von 191 Köpfen, Filial von Niedergladbach.

Von Kuno von Gerhartſtein, 1209, iſt Rede geweſen. Henricus de Gerhardstein Ritter 1261 und 1262. Kuno miles et Kuno, reliquique liberi sui de Gerolstein, 1268. Im J. 1291 wird Heinrich von Gerhardſtein des Herzogs Johann I von Brabant Lehensmann: »Henri sire de Gerardstein par ses lettres données audit an 1290, jour de S. Mathieu apotre, transporta en main de notre duc sa cour de Blidenstatt, située au district d'Adolf comte de Nassau, valant annuellement cent marcs, et la reçut de lui en fief et à hommage, de l'aveu dudit comte de Nassau, qui scella lesdites lettres avec ledit sire de Gerardstein.« Ganzelin, Ritter, ſtirbt 13. Aug. 1332. In demſelben Jahr hatte er ſein Teſtament errichtet, worin er zum Vortheil des Prieſters an der Capelle Bethlehem in des Kloſters Eberbach Hof zu Rüdesheim Gefälle ſtiftet, auch zu Treuhändern den Eberbacher Prior Nicolaus von Scharfenſtein, Friedrich zum Volrades und Conradum nothum quondam Conradi militis, beſtellt. Ganzelin wurde zu Eberbach beerdigt, wie dieſes auch mit ſeiner Hausfrau Liſa von Rüdesheim, geſt. 1332, der Fall ſein wird. Irlindis von Gerolſtein ſtarb 13. Jul. 1358; ihr Grabſtein befindet ſich zu Eberbach und ihr Namen in dem daſigen Nekrolog. Kuno, Edelknecht, geſt. 1360, Grabſtein ebendaſelbſt. 1363, Philipp, Ritter, Gerhard und Kuno, Edelknechte, Stifter des Liebfrauenaltars zu Gerolſtein. 1366, Kuno, Edelknecht, und Elſe von Liebenſtein, ſeine Hausfrau, wohnen zu Lorch; Richwin, Kunos Bruder. Kuno, Edelknecht, des Ritters Philipp von Gerhardſtein Sohn, ſtirbt 8. Febr. 136*; Grabſtein

zu Eberbach. Philipp, Ritter, Kunos Vater, geſt. 1. Oct. 1375; ſein Grabſtein ebendaſelbſt. Richwin, Edelknecht, geſt. laut des Seelbuchs von Lorch, 1382, in festo SS. Perpetuae et Felic.; Dyttela, ſeine Hausfrau. Stephan, Edelknecht. 1398, Philipp der ältere und der jüngere, Brüder. Heinrich, Domherr zu Mainz, reſignirt und tritt in den Ciſterzienſerorden. Philipp, Ritter, geſt. 3. Jul. 1400; Grabſtein zu Eberbach. 1405, Philipp, Ritter, Wohlthäter der Capelle auf Haneck. 1417, Philipp, Amtmann zu Drommersheim. 1427, Philipp und Philipp der junge, Brüder. Heinrich, Domherr zu Mainz 1429, 1430. 1436, Philipp der ältere, ſtirbt 1456; ſeine Hausfrau Florina von Saneck zu Waldeck. 1443, Heinrich. Philipp, Domherr zu Mainz, Dr. Decret., ſtudirt ſich zu Tod, 18. April 1478, begraben im Kreuzgang der Domkirche, an der Domſchule. 1452, Johann und Philipp; ihr Vater, Philipp der ältere war in demſelben Jahr geſtorben, als ihre Schwäger werden genannt Philipp von Lindau und Friedrich von Schönberg. Dietrich von Gerolſtein, Edelknecht oder Wäpeling, ſtritt unter den Fahnen des Grafen von Charolais und fiel in der Schlacht von Montlhéry, 16. Jul. 1465.

Es gab dieſe Schlacht die Loſung zu dem Ausbruch der ſeit längerer Zeit waltenden Eiferſucht zwiſchen Burgund und Frankreich, folglich zu allen Kriegen, von welchen ſeit beinahe einem halben Jahrtauſend Central-Europa heimgeſucht wird; ſie und die Umſtände, durch welche ſie herbeigeführt, erfordern daher eine genauere Betrachtung. Ludwig XI hatte nicht ſobald den Thron der Valeſen beſtiegen, als ſich ſeines Herzens Drang, der Durſt nach böſer That kund gab. Den Vater hatte er dergeſtalten gekränkt, daß dieſer in der Furcht des von dem Sohn ihm zu reichenden Giftes jegliche Nahrung verweigerte und alſo eines jammervollen Todes ſtarb. Alle Freunde Karls des Siegreichen wurden durch den Nachfolger angefeindet, ſeine Einrichtungen verworfen. Der gute Herzog von Burgund, bei dem Karls VII Sohn eine Freiſtätte, die großmüthigſte Aufnahme gefunden, wurde der Gegenſtand der giftigſten, kaum unter gleißneriſchen Achtungsbezeigungen verborgenen Anfeindung, ſein Sohn, des Hauſes einzige

Hoffnung, ward von steten, bald offenen, bald schleichenden Nachstellungen umgeben, Philipp durch ungetreue Rathgeber verleitet, das Land an der Somme, das Sühnopfer für den an Johann dem Unerschrockenen verübten Mord, der Preis, welchem Frankreich die Fortdauer seiner Existenz verdankte, gegen ein Sündengeld von 400,000 Schilden zurückzugeben.

Behandelte Ludwig XI in solcher Weise denjenigen, der ihm seine Krone gerettet, so war er, der Vatermörder, nicht minder des einzigen Bruders giftigster Feind. Daß Karl Herzog von Berry, ein schwacher, fügsamer, der Eitelkeit ergebener Jüngling sich hergab, einer Partei Oberhaupt zu sein, hat K. Ludwig ihn gezwungen, minder nicht den Herzog von Calabrien, Karl von Anjou schnöde behandelt, schwer sich versündigt an dem greisen Held, an dem großen Bastard von Orléans, der einst der Jungfrau von Orléans Siegesgenosse, den Engländern das drei Jahrhunderte lang von ihnen besessene Aquitanien entrissen hat. Am lebhaftesten spricht sich jedoch des Königs Art aus in seinem Verfahren gegen den Marschalk von Dammartin, von dessen bewegtem Leben ich hier eine Skizze gebe, weil es so genau französische Zustände schildert.

Anton von Chabannes, Graf von Dammartin, Baron von Touey und du Tour, ein jüngerer Sohn des bei Azincourt gefallenen Robert, geb. 1411, war des Grafen von Ventadour, dann des tapfern Lahire Page, wurde in dem Treffen bei Verneuil von den Engländern gefangen und wohnte, nachdem er sich aus dieser Gefangenschaft gelöset, der Belagerung von Gergeau, dem Gefecht bei Patay, 1429, und dem Entsatz von Compiègne, 1430, bei. Im Jahre 1432 wurde ihm die Hauptmannschaft von Stadt und Schloß Creil, und er unternahm von dort aus häufige Streifzüge, insbesondere warf er den Bastard von St. Pol und den Baron von Humières nieder, und mußten beide ihm ein starkes Lösegeld bezahlen. Sein wachsender Ruf versammelte um ihn eine große Schar von Abenteurern; sie zu beschäftigen und zu ernähren, führte er sie 1437, wiewohl der Herzog von Burgund seit zwei Jahren mit dem König ausgesöhnt war, nach Cambresis und Hennegau. In diesen reichen Provinzen verübten seine Ecorcheurs, wie man sie nannte, arge

Gewaltthätigkeiten, bis ſie in den Sold des Grafen von Vaudemont traten und hierdurch Gelegenheit fanden, Lothringen in gleicher Weiſe zu verheeren. Im Auguſt 1438 ſchloß Chabannes einen neuen Soldvertrag mit dem Herzog von Bourbon, in deſſen Erfüllung er zu der Wiedereroberung von Meaux, 1439, mitwirkte. Nebenbei trieb er gleichwohl auch das vorige Gewerbe, daher ihn der König eines Tages als Capitaine des Ecorcheurs begrüßte. „Euere Feinde allein," verſetzte der Beleidigte vielmehr trotzig als wahr, „Euere Feinde allein habe ich geſchunden, und wie mich bedünkt, iſt ihre Haut Euch einträglicher geweſen, denn mir." Sich weiter zu rächen, nahm Anton Antheil an der Praguerie, und auch nach ihrer Unterdrückung hielt er feſt zu dem Dauphin; er befand ſich in deſſen Gefolge bei der Einnahme von Pontoiſe, 1442, bei dem Entſatz von Dieppe, 1443, und in dem Zug nach Baſel, 1444, war er unter allen Hauptleuten der gewaltigſte, wenn er auch nicht, wie Johannes Müller will, Marſchalk von Frankreich.

In der Schlacht bei St. Jacob, 26. Aug. 1444, begegneten ſich in dem Felde von Prattelen die Armagnaken und über anderthalbtauſend Schweizer. Die Schweizer kamen nicht unerwartet. Zeichen von Farnsburg und ſchnelle deutſche Reiter, die für den Marſchall Graf Dammartin bis hinauf nach Sekingen lagen, unterrichteten von ihrem Zug und ihrer Zahl. Er — Anton von Chabannes, ein Held, ſo bieder, als man mit heftigen Leidenſchaften es ſein kann — hervor nach Prattelen, tet alles Troßvolk von Im, ordnete 100 Pferde, die Feinde zu locken, andere um jene zu unterſtützen, andere um dem Feind in die Seite zu fallen. So erwartete ſie Dammartin auf den Wieſen. Sie kamen. Nachdem die hundert leicht umgeworfen worden, rannten viele an den Zeug; er war bedeckt: ſie ſprengten die Bedeckung und drangen mit einer ſo fürchterlichen Gewalt und Kraft ein, daß die Kunſt zu Schanden wurde und der Marſchall das einzige Heil in der Uebermacht erkannte. Da er ſich mit beträchtlichem Verluſt (40 Mann, ein michlen Teil, et wie vill) in die Stellung bei Muttenz zurückzog, da er mit verdoppelter Macht und auf verſchanztem Boden jetzt wieder ſtand, vermochte

weder dieſes noch die Ermüdung des Marſches und der That, die Eidgenoſſen dem Befehl ihrer Hauptleute gelehrig zu machen, und ſie warfen mehr Tauſende, als ſie ſelbſt Hunderte hatten, in die Flucht über die Birs. Die Scharen des Marſchalls, den Feind bewundernd, doch getroſt auf die weit überlegene Zahl und auf die Anſtalt ihres Führers, hielten in Vereinigung mit dem Gewalthaufen des Dauphins nicht weit von dem Waſſer. Wie getrieben von unverſöhnten Schatten der bei St. Jacob an der Sil Mißhandelten, der bei Greifenſee Ermordeten, rannten die Schweizer Haufen ſtürmiſch in die Birs, um vor der Mündung des feindlichen Geſchützes und im Angeſicht der unzähligen Scharen am andern Ufer hinauf zu klettern. Die ganze franzöſiſche Artillerie brannte los. Hans von Rechberg, Ritter, mit 600 deutſchen Reitern, nach ihm 8000 ſchwere Pferde, die ganze Macht der Armagnaken, der Heerhaufen Ludwigs (des Dauphin), drang, brach, ſpreugte mit äußerſter Gewalt in die Reihen der Schweizer, welche, da ſie durch die Birs nicht ohne Verluſt gekommen waren, jetzt vergeblich trachteten, ſich wieder zu formiren: denn die Scharen wurden dergeſtalt getrennt, daß 500 Mann auf eine Au zwiſchen den Waſſern herabgedrängt und ſofort umringt, die übrigen genöthigt wurden, mitten durch die Feinde einen Weg nach Baſel zu ſuchen; finden aber konnten ſie ihn nicht, denn Chabannes, den Gang der Schlacht vorausſehend, hatte ſchon früher 8000 Mann auf die der Stadt nahe liegenden Höfe Gundoldingen und nach St. Margarethen gelegt, damit nicht die Beſatzung durch Ausfall oder Vereinigung die Kräfte des Feindes erneuere oder in die Stadt ihn aufnehme. Der Hülfe aus der Stadt beraubt, ermüdet vom Marſch, ermüdet von Siegen, des Todes gewiß, entſchloſſen, unbezwungen, bemächtigten ſich die 500 des Gartens und Siechenhauſes bei St. Jacob, ſo daß dieſe eingeſchloſſen, jene auf der freien Au, in verſchiedener Lage gleich offenbar verloren waren. Der Dauphin, der ihre Tapferkeit ehrte, und viele franzöſiſche Feldherren, überzeugt, daß keiner ungerochen ſterben würde, wünſchten durch Capitulation den Weg zum Frieden zu bahnen. Da fiel der öſtreichiſche Ritter Peter von Mörsberg dem Marſchall von Dam-

martin zu Füßen, flehentlich erinnernd, wie er verſprochen, keinen zu ſchonen. Und es folgte der dreimal erneuerte, dreimal abgeſchlagene Sturm, bis der Kampf ein Ende nahm, weil keiner der Schweizer mehr am Leben, um ihn fortzuſetzen. Der Dauphin aber führte ſein Heer nach dem Elſaß zurück, um bald darauf, 28. Oct. 1444, zu Enſisheim mit den Eidgenoſſen Frieden zu ſchließen.

Hiermit ſcheint zugleich Antons Verbindung mit dem Dauphin aufzuhören; er trat neuerdings in Karls VII Dienſte, empfing von demſelben mancherlei Aufträge, auch Penſionen, und war der erſte, welcher dem König Kenntniß gab von der Verſchwörung des Dauphin (1446). In dem Verhör, welches er deshalb am 17. Sept. 1446 vor dem Kanzler beſtand, erklärte Chabannes, noch vor der Reiſe, die er auf des Königs Befehl nach Savoyen thun müſſen, habe er mit dem Dauphin in dem Schloſſe zu Chinon am Fenſter gelegen; da habe der Prinz, auf einen vorübergehenden Schützen von der ſchottiſchen Leibwache deutend, zu ihm geſagt: „Hier ſehet ihr die Leute, die das Königreich Frankreich in Unterthänigkeit erhalten, mit denen, meine ich, ſollte man bald fertig werden können.“ Als er dagegen von der Nothwendigkeit einer Sicherheitswache für den König geſprochen, habe der Prinz die Unterredung abgebrochen mit den Worten, daß er geſonnen ſei, ihm Chabannes eine erbliche Rente von 1000 Livres auf die Grafſchaft Valentinois zu geben. Aus Savoyen heimgekehrt, habe er dem Dauphin ſeine Aufwartung gemacht, und das Geſpräch ſei wieder auf die Schotten gekommen. Vertraulich den Arm auf ſeine Schulter lehnend, habe der Prinz zu ihm geſagt: „Es iſt Zeit, daß wir darauf denken, ſie fortzuſchaffen.“ Das möchte ſchwer fallen, habe er erwiedert. „Fünfzehn bis zwanzig Armbruſtſchützen habe ich,“ ſo fuhr der Prinz fort, „und dreißig reitende Schützen wenigſtens, auf die ich mich verlaſſen kann. Ihr gebt mir noch fünf oder ſechs Schützen, insbeſondere den Richard, den Ihr von dem Herzog von Bourbon habt. In Naſilly, wo der König ſich jetzt aufhält, findet jedermann freien Eingang, auch meine Leute kann ich einen nach dem andern einſchwärzen, und dann bin ich der

Burg Meiſter: denn Ihr ſollt wiſſen, daß ich auch unter dem Hofadel meine Freunde habe; als ein ſolcher iſt mir kürzlich noch Nicole Chambre angegeben worden." Chabannes entgegnete, er würde ſich, wenn er auch die Burg Raſilly gewinne, ſchwerlich halten können, indem in allen Städten der Nachbarſchaft Ordonnanzcompagnien lägen, die ſich alsbald dem König zu Hülfe einfinden würden. „Das laßt Euch nicht kümmern, ich werde dabei ſein. Jeder fürchtet freilich dem König in die Augen zu ſchauen, und glaube ich gern, daß meinen Leuten dann der Muth entgehen ſollte; aber in meiner Gegenwart wird ein Jeder thun, was ich haben will." Dieſen Worten folgten große Verheißungen; der Graf von Dammartin ſollte Güter erhalten, wie er ſie noch nicht gehabt. Auch ſprach Chabannes von geheimen Berathungen zwiſchen Johann von Daillon, Ludwig von Bueil und Ludwig von Laval-Châtillon, deren bekannte Ergebenheit für den Dauphin ſie als Mitwiſſende um die Verſchwörung bezeichnete. Eine ſo wichtige Mittheilung veranlaßte genaue Unterſuchungen; mehre der Verbrecher zweiten Ranges wurden überführt und beſtraft: aber der Dauphin ſelbſt nannte Alles, was Dammartin vorgebracht, eitel Unwahrheit und Betrug. Sie wurden confrontirt, und der Ankläger ſagte dem Prinzen ins Angeſicht, daß er nichts vorgebracht habe als die reine Wahrheit. Der Dauphin ſtrafte ihn Lügen, worauf jener erwiederte, zu gut kenne er die Ehrerbietung, die er dem Sohne ſeines Herren ſchulde; aber er ſei bereit, gegen einen jeden von des Dauphin Hofe, der ihn der Lüge bezüchtigen wolle, ſeine Ehre zu wahren.

Der Dauphin verließ den Hof; Chabannes aber, deſſen Geſinnung nicht weiter zweifelhaft ſein konnte, wurde des königlichen Vaters Liebling. Den 18. Nov. 1449 empfing er die Würde eines Groß-Panatier von Frankreich, und am 8. Sept. 1450 die Amtmannsſtelle zu Troyes, welcher er bis zum 20. Mai 1452 vorſtand. Seiner Hut wurde Jacob Coeur anbefohlen, nachdem der König deſſen Einziehung verordnet hatte, und er präſidirte auch der Commiſſion, welche ſich mit der Unterſuchung der angeblichen Verbrechen dieſes Mannes beſchäftigte. Wie er

sich nicht geschämt, zu Gericht zu sitzen über Coeur, dem er stets ein erbitterter Feind gewesen, so nahm er noch weniger Anstand, sich dessen confiscirte Güter, insonderheit St. Fargeau, in dem Licitationstermin um 20,000 Goldthaler zusprechen zu lassen, nachdem ihm der König eine bedeutende Summe aus Coeurs Confiscation zu erheben geschenkt hatte. Im J. 1455 zog er in Gesellschaft des Marschalls von Loheac nach Rouergue, um die dort gelegenen Festungen des Grafen von Armagnac einzunehmen, und mehre derselben wurden ihm von dem König verliehen, gleichwie schon den 1. April 1453 mit Blancafort in Guyenne geschehen. Diese Herrschaft forderte Chabannes als seiner Frauen Erbstück, und hatte er sie mit gewaffneter Hand den Engländern entrissen. Im J. 1456 wurde er zum Seneschalk von Carcassonne und zum Anführer des Heeres ernannt, welches bestimmt, den fortwährend rebellischen Dauphin zu züchtigen. Von seinen Unterthanen in Dauphiné gehaßt, zählte Ludwig für den bevorstehenden Kampf hauptsächlich auf den Beistand seines Schwiegervaters, des Herzogs von Savoyen. Chabannes besuchte diesen an seinem Hofe und fand es nicht allzu schwer, ihn der Verbindung mit dem unzuverlässigen Schwiegersohn zu entziehen, gleichwie der Herzog solches Vergnügen an dem gewandten und angenehmen Unterhändler fand, daß er demselben eine Summe von 10,000 Goldthalern anwies, zu deren Sicherheit die Baronie Clermont in Genevois dienen sollte. Ohne Aussicht auf Hülfe aus Savoyen, wollte der Dauphin den Anzug der Kriegsvölker nicht abwarten, er entfloh in geringer Begleitung unter dem Schein einer Wallfahrt nach St. Claude (Aug. 1456).

Der Graf von Dammartin blieb in hohem Ansehen, so lange Karl VII bei Leben, erhielt auch zu seinen vielen Aemtern noch eine Compagnie von 100 Lanzen. Kaum hatte aber der König am 22. Jul. 1461 zu Mehun die Augen geschlossen, als der Graf die Gefahren bedachte, die seiner unter der neuen Regierung warten mußten. Sein erster Gedanke war, Zuflucht im Ausland zu suchen. Seine Diener sollten ihn begleiten, und er befragte darum einen nach dem andern, ob er wohl gesonnen, eines Flüchtlings Loos zu theilen: so gütig und wohlthätig er

ſich gegen ſie erwieſen, antworteten doch alle verneinend; viele verſicherten ohne Hehl, ſie würden ſich um ſeinetwillen nicht in die mindeſte Gefahr begeben. »Et mesmement un nommé Carville, son valet-de-chambre et tailleur, auquel ledit comte demanda un petit courtault, qu'il avait, qui ne valait pas cent sols, pour envoyer un page dehors; lequel Carville lui répondit tels mots ou semblables: Mgr. si vous me voulez donner le mulet, que Mgr. de Nemours vous a donné, je vous baillerai mon courtault, et non autrement, dont ledit comte eut grand deuil, et lui dit: Ha! Carville, vous ne montrez pas que vous soyez bon serviteur, ni loyal, de m'abandonner maintenant en ma grande nécessité, et de me refuser si petite chose, c'est mal reconnu les biens et honneurs, qu'avez eu de moi.« An der Möglichkeit einer Flucht verzweifelnd, gelang es dem Grafen doch zuletzt, unter ſeinen Leuten einen Getreuen zu finden, der es übernahm, die Briefe zu befördern, ſo er an den Herzog von Burgund, an den Admiral von Montauban, an den Piemonteſer Bonifaz von Valperga und an Joachim Rouault geſchrieben, um ihre Vermittelung bei dem zürnenden König nachzuſuchen.

Boyault Dimonville, ſo hieß der Abgeſandte, erreichte ohne Hinderniß Avesnes, wo Ludwig XI damals noch weilte, ſah den Admiral und den von Valperga und fand bei den beiden kläglichen Empfang; der Admiral insbeſondere ertheilte ihm die Verſicherung, daß der König, wenn er den von Chabannes nur hätte, ſein Herz den Hunden vorwerfen laſſen würde, und ſo viel ihn ſelbſt betraf, ſollte er erſäuft werden, wenn er um ſieben Uhr Abends noch an dem königl. Hoflager zu finden. Der Bote flüchtete zu einem königl. Secretair, der ihm die verſchiedenen Bittſchriften zeigte, in denen um Antheil an der gegen den Grafen von Dammartin auszuſprechenden Confiscation gebeten war, und der ihm zugleich die Mittel verſchaffte, den bereits nach Laon abgegangenen Rouault zu ereilen. Rouault bewährte ſich als ein Ehrenmann, äußerte ſeine Bereitwilligkeit, dem gefährdeten Freund zu dienen, empfahl jedoch vor der Hand als das Weſentlichſte, daß er ſeine Perſon in Sicherheit bringe.

Das Nämliche rieth der Herzog von Burgund, den die Krönungsfeier nach Rheims führte, und an den Boyault erſt bei dieſer Gelegenheit ſein Schreiben abgeben konnte. Darum hielt ſich Chabannes eine Zeitlang verborgen, dann aber wurde das Gefühl ſeiner Unſchuld in ihm allzu mächtig, und er trat vor den König, ſich ein Urtheil nach aller Strenge der Geſetze, »sans consulter sa miséricorde,« zu erbitten. Der Monarch behandelte ihn mit Härte, ließ ihn nach der Conciergerie, ſpäter nach dem Thurm vom Louvre bringen und ſeine Güter in Beſchlag nehmen; auch wurde Karl von Melun, der Großmeiſter, »homme qui ne perdait aucune occasion de ruiner les personnes auprès du Roi, desquelles il pouvait espérer la confiscation,« zum Verwalter dieſer Güter ernannt, »avec promesse de confiscation en cas de condamnation.« Melun war nicht ſäumig, und ſeinen Bruder Nantouillet zu Hülfe nehmend, bemeiſterte er ſich aller beweglichen Habe des Grafen von Dammartin; Silber- und Bettwerk, Tapeten, Mobilien, was ſich der Art zu Dammartin, Saint-Fargeau, Rochefort, Bourges, oder in dem Hôtel de Beautreillis, Straße St. Antoine zu Paris vorfand, das zu Boulne in Auvergne aufbewahrte Hausarchiv, ſogar ein eiſernes Gitter, welches noch nicht befeſtigt, ließ Melun wegnehmen, das Gitter namentlich, um ſolches an ſeinem Hauſe zu Paris anzubringen. Die Einkünfte der Güter verwendete er nach Belieben, und da auch die Baronie Clermont auf die erſte Nachricht von Antons Kataſtrophe von dem Herzog von Savoyen eingezogen wurde, gerieth ſeine Hausfrau dergeſtalt in Noth, daß ſie mit ihren Kindern drei Monate lang von der Mildthätigkeit ihres Pächters zu Mitry bei Dammartin leben mußte.

Mittlerweile ging der gegen Chabannes eingeleitete Proceß ſeinen raſchen, vorzüglich durch Meluns Bemühungen und Betrügereien beförderten Gang, und durch Urtheil vom 20. Aug. 1463 wurde er des Majeſtätsverbrechens für ſchuldig befunden, für immer aus dem Königreich verwieſen und ſein Eigenthum confiscirt. Mitry vergab der König an Karl von Melun, Saint-Fargeau an die Kinder des Jacob Coeur, welche ſich in den Proceß eingelaſſen und die ihrem Vater genommenen Güter zu-

rückgefordert hatten; doch mußten sie an den von Melun 2000 Schilde bezahlen. Vaste de Montespedon, der Amtmann von Rouen, erhielt die Herrschaften Rochefort und Auriere in Auvergne, der von Lau die Herrschaft Blancafort. Durch einen weitern Parlamentsbeschluß vom 2. Jul. 1464 wurde die Insel Rhodus als Verbannungsort für Anton angewiesen. Allein dergleichen Beschlüsse pflegten den König wenig zu kümmern; er ließ den Verbannten nach der Bastille bringen und enger verwahren als vorher.

Bei dem Ausbruche des Kriegs für das Gemeinwohl fand Anton Gelegenheit, dem Kerker zu entrinnen (12. März 1465); von seinem Neffen und seinen Freunden unterstützt, wendete er sich stracks nach Saint-Fargeau, wo Gottfried Coeur sich in tiefer Sicherheit wähnte: die Burg wurde erstiegen und geplündert, gleichwie das benachbarte Saint-Maurice-sur-l'Averon, Coeur selbst als Gefangener fortgeführt. Von da sich nach Süden wendend, durchzog Chabannes die Auvergne; im Vorbeigehen nahm er Saint-Pourçain, und ohne Hinderniß gelangte er zu dem Herzog von Bourbon. Er kämpfte bei Montlhéry und erlangte, daß dem Friedensschlusse vom 27. Oct. 1465 der Art. 18 beigefügt wurde, der seine vollkommene Restitution verordnete. Diese erfolgte auch in aller Form Rechtens durch eine Reihe von Decreten und Parlamentsbeschlüssen, und was noch auffallender, Chabannes kam alsbald bei dem König in Gunst. Am 23. Febr. 1466 wurde ihm die Würde eines Großmeisters von Frankreich, die noch eben Karl von Melun gehabt, am 19. Oct. 1466 eine jährliche Pension von 9000 Livr. verliehen; am 6. April 1467 erhielt er Bestallung als Lieutenant général der Champagne, »avec pouvoir de remettre tous crimes et délits,« und am 5. Dec. 1472 eine weitere Pension von 3000 Livr. Er wurde in den Staatsrath gezogen, auch bei der Stiftung des St. Michaelordens in denselben aufgenommen; ein Umstand, der den Herzog von Bretagne veranlaßte, die ihm zugesendete Ordenskette zurückzuweisen, mit den Worten: »qu'il ne voulait point tirer au collier avec Chabannes.« Der Herzog schien demnach nicht an des Chabannes Abkunft von den Grafen von Angou-

lême zu glauben. Reichlichen Erſatz für ſeine Verachtung mußte Anton in der ſteigenden Vertraulichkeit des Königs finden. Ein eigenes Chiffre wurde ihm angewieſen, um mit dem Monarchen zu correſpondiren und zu den delicateſten Angelegenheiten vorzugsweiſe verwendet zu werden.

Eine ſolche war insbeſondere der Kampf der Lütticher gegen den Herzog von Burgund; der König von Frankreich durfte eben ſo wenig die Lütticher ſinken laſſen, als den Herzog von Burgund herausfordern, und beides erreichte Ludwig XI, indem er zu Anfang des J. 1468 den Lütticher eine ſtarke Hülfsmacht zuſendete, dieſe aber paralyſirte, indem er ſie unter den Befehl des in alle Geheimniſſe des Cabinets eingeweihten Grafen von Dammartin ſtellte. Als Ludwig XI ſich im Herbſt 1468 nach Péronne und in die Gewalt des Herzogs von Burgund begab, ließ er an der Grenze ein kleines Heer unter Antons Befehlen zurück. Von Péronne aus richtete Ludwig am 9. Oct. ein Schreiben an den Grafen, worin geſagt, daß er dem Herzog verſprochen habe, mit ihm die Lütticher zu überziehen, und Befehl gegeben, die Lehenpferde und die Francs-archers, eine Art von Landwehr, zu entlaſſen. Von Zwang, von einem Mißbehagen an des Herzogs Benehmen findet ſich in dem Schreiben keine Spur; gleichwohl konnte der Graf ſich nicht überzeugen, daß der König ernſtlich ſpreche; es ſchien ihm, als müſſe der Befehl, das Volk abzudanken, durch die Umſtände erzwungen ſein. Darum heißt es in ſeinem Antwortſchreiben, er halte ſich überzeugt, daß der König ſich nicht in vollkommener Freiheit befinde und wider Willen gegen die Lütticher ausziehen müſſe: darum könne er ſich nicht entſchließen, die Lehenpferde und die Francs-archers zu entlaſſen; man würde ihrer vielleicht ſehr bald bedürfen. Er erhielt darauf einen zweiten Brief, d. d. Namur, 22. Oct., worin der König verſichert, daß er willig gegen die Lütticher ſtreite, niemals in größerer Zufriedenheit eine Reiſe angetreten habe, und daß auch nicht die fernſte Veranlaſſung zu einem Zwiſt mit dem Herzog von Burgund vorliege. Er erkenne die ausgezeichnete Ergebenheit, die ihm der Graf bei dieſer Gelegenheit bezeige; es habe derſelbe ihm den größten Dienſt, der nur zu erwarten

geweſen, erwieſen: „denn," ſetzt er hinzu, „des Herzogs von Burgund Leute möchten beſorgen, ich wolle ſie betrügen, und jene dort (die Franzoſen) dürften meinen, ich ſei ein Gefangner, daß ich alſo, bei gegenſeitigem Mißtrauen, unglücklich werden könnte." Ludwig XI erklärt ſich nicht deutlicher über den großen Dienſt, den er von dem Grafen empfangen hat. Faſt will es ſcheinen, daß derſelbe vielmehr darin beſtand, daß die Truppen entlaſſen, als zuſammengehalten wurden, indem durch des Grafen Verfahren den Burgundern der Argwohn eines Betrugs, den Franzoſen der Gedanke an Gefangenſchaft benommen wurde; beides konnte aber nur durch die Abdankung, keineswegs durch das Zuſammenhalten der Truppen erlangt werden, und es ergibt ſich daher die Wahrſcheinlichkeit, daß Dammartin vor dem Empfang des zweiten Briefs gehorcht habe. Das letzte Schreiben wurde durch einen königl. Officier überbracht, den ein Burgunder, Nicolaus Boiſſeau, begleitete. Dem Burgunder ſagte der Graf, er wundere ſich gewaltig über ſeines Herren Verfahren, und daß derſelbe ſo treulos handle an einem König, dem er ſo viele Verbindlichkeiten ſchuldig ſei. Wenn der König nicht nächſtens wiederkomme, würde das ganze Reich ſich erheben, ihn zu holen. Man würde mit des Herzogs Landen verfahren, wie er mit den Lüttichern verfahren wolle; Frankreich ſei nicht arm an wackern Rittern, die ihren Herren wohl zu finden und zu rächen wüßten.

Nach der Verurtheilung Karls von Melun verſchenkte der König deſſen confiscirte Güter an Chabannes, der ſich jedoch aus Mitleiden für die zurückgelaſſenen minderjährigen Kinder mit den Gütern Saint-Mars und les Tournelles begnügte; dieſe wollt er als eine Entſchädigung für ſeine von Melun verkauften Mobilien und für die von demſelben während eines Zeitraums von vier Jahren gehobenen Einkünfte ſeiner Güter gelten laſſen. Im J. 1469 ſchickte der König den Grafen nach Guyenne, mit Vollmachten, wie ſie wohl ſchwerlich jemals ein Unterthan gehabt, um den Landfrieden herzuſtellen, zunächſt aber den Grafen von Armagnac zu unterwerfen. Dieſer verſuchte der Mittel viele, um das drohende Ungewitter abzuwenden oder wenigſtens den Marſch des Heeres aufzuhalten; allein Anton ließ ſich nicht

irren, rückte vor Lectoure und nahm Beſitz von der ganzen Grafſchaft, während der ſeiner Länder entſetzte Fürſt Zuflucht in Fuenterabia ſuchte. Alles bewegliche Eigenthum des Grafen von Armagnac wurde eingezogen und verkauft, mit ſeinen Beamten ein allgemeiner Wechſel vorgenommen und die Beſtrafung derjenigen, die man als ſeine Mitſchuldigen anſehen konnte, verordnet. Die Vertheilung der confiscirten Beſitzungen blieb dem König vorbehalten, und wie zu erwarten, erhielt Chabannes von denſelben ſeinen reichlichen Antheil; durch zwei verſchiedene Urkunden vom Nov. 1470 wurden ihm die Herrſchaften Severac, la Guyole, Cabrespines, Banavant, Monteſce, Lepuech und la Care in Rouergue verliehen.

Als der König und der Herzog von Burgund ſich am 10. April 1470 zu einem Waffenſtillſtand auf drei Monate einigten, war Chabannes unter den Bürgen des Königs, und zwar betraf ſeine Bürgſchaft die Grenzen von Amiens, an denen er nachmals als Generallieutenant für Beauvoiſis, ſeit dem 8. Dec. 1470, den Oberbefehl führte. Bei dem Ausbruch des Krieges nahm er Amiens, Montdidier und Roye, und es richtete der wegen dieſes Verluſtes nicht wenig erzürnte Herzog von Burgund an ihn ein ſehr hartes und trotziges Schreiben, welches aber Chabannes in gleichem Ton beantwortete: »Très-haut et puissant Prince,« ſo beginnt die Antwort, »j'ai vu vos lettres, que vous m'avez écrites, lesquelles je crois avoir été dictées par votre conseil et très grands clercs, qui sont gens pour faire lettres mieux que moi, car je n'ai point vécu du métier de la plume ..... pour vous faire réponse touchant l'article de Conflans, que vous appelez le bien public, et que véritablement doit être appelé le mal public ..... je veux bien que vous entendiez, que si j'eusse été avec le Roy, lorsque commençates le mal public, vous n'en eussiez pas échappé à si bon marché, que vous avez fait, et mêmement à la rencontre de Montlhéry, par vous induement entreprise.« Daß er hierin nicht prahle, bewies Chabannes hinreichend im folgenden Jahre bei der Vertheidigung von Beauvais, von dannen der Herzog von Burgund mit Verluſt und Schande abziehen mußte.

Seitdem zumal galt Chabannes als der erſte Krieger ſeiner Zeit, wie ſich das beſonders aus dem Standpunkt, welchen die Romane des 15. Jahrhunderts dem Grafen von Dampmartin anweiſen, ergibt. Peter von Rohan, der Marſchalk von Frankreich, erbat ſich das Schwert, mit dem ſein Freund ſo rühmliche Thaten verrichtet hatte. „Ich will," ließ Chabannes ihm entbieten, „das Verbot des ſeligen Königs nicht überſchreiten: man ſoll ſeinem Freunde nichts Spitziges ſchenken. Aber ich ſchicke das Schwert an Bajaumont, und aus deſſen Händen ſoll der Marſchall es empfangen." Bajaumont erhielt die Weiſung, das Schwert um Six-blancs an einen Bettler zu verkaufen, für das erlöſte Geld eine Meſſe zu Ehren de Monſieur Saint-George leſen zu laſſen, ſodann das Schwert zurückzukaufen und es dem Marſchall von Rohan zuzuſtellen.

Auch das Glück ſchien in ſeiner Gunſt für Chabannes unermüdlich; es ließ ihn den Untergang ſeiner beiden mächtigſten Feinde, des Connétable von St. Paul und des Herzogs von Burgund, erleben, und damit ſein Triumph vollſtändiger werde, übergab Ludwig XI ihm den Befehl des Heeres, das beſtimmt, die Eroberung oder vielmehr Verwüſtung von Flandern zu vollführen. Er ſollte, ſo lautete ſein Auftrag, die Verheerung ſo weit treiben, daß es dem Lande nimmer möglich werde, davon ſich zu erholen. „Denn," ſchrieb ihm der König, „Ihr ſeid ebenſowohl ein Beamter der Krone wie ich, bin ich König, ſo ſeyd Ihr Großmeiſter." Indeſſen nährte der König ſchon geraume Zeit einen Verdacht gegen ſeinen Großmeiſter; bereits am 1. Oct. 1476 ſchrieb er an Saint-Pierre: »Il me semble que vous n'avez qu'à faire une chose, c'est de sçavoir, quelle sureté le duc de Nemours avait baillée au connétable d'estre tel comme lui, pour faire le Duc de Bourgogne régent, et pour me faire mourir, et prendre M. le Dauphin, et avoir l'autorité et gouvernement du royaume, et le faire parler clair sur ce point-ci, et le faire gehenner bien étroit. Le connétable en parle plus clair par son procès, que ne fait Messire Palamedes et si notre chancelier (d'Oriolle) n'eut eu peur qu'il eut découvert son maître, le comte de Dammartin et lui aussi,

il ne l'eut pas fait mourir sans le faire gehenner et sçavoir la vérité de tout.« Dieser Verdacht erwuchs im J. 1480 zu solcher Stärke, daß Ludwig dem Großmeister seine Ordonnanzcompagnie nahm, ihm auch erklärte, daß er beschlossen habe, „ihn nicht weiter zum Kriegsmann zu machen, ungeachtet ich sehr wohl erkenne, daß kein Mann in meinem Reiche den Krieg besser versteht wie Ihr, und daß ich keinem mehr vertrauen könnte, falls mir Wichtiges zustoßen sollte." Ueber solchen Entschluß beklagte sich der Großmeister in den ehrerbietigsten Ausdrücken; er blieb aber bis zu Ende der Regierung Ludwigs XI in Ungnade. Karl VIII hingegen bestätigte ihn am 23. Sept. 1483 in der Würde eines Großmeisters und verlieh ihm am nämlichen Tage die Hauptmannschaft von Harfleur, Moutierviller und Château-gaillard.

Als auf dem Reichstage zu Tours, im Januar 1484, Karl von Armagnac sich dem König zu Füßen warf, beredt und wahr die an seinem Hause verübten Greuel erzählte, und hierauf die erbetene Erlaubniß erhielt, die Urheber solcher Greuel gerichtlich zu belangen, da sagte Chabannes laut, in Allem sei dem Grafen von Armagnac ganz recht geschehen, denn er sei an dem König zum Verräther geworden. Der Graf von Comminges und andere Freunde des Hauses Armagnac versetzten, daß der Graf von Dammartin in seinen Hals hinein gelogen habe. Sogleich entflogen die Schwerter der Scheide, und wäre der König nicht zugegen und mit aller Macht bemüht gewesen, diese Zwistigkeit beizulegen, so würde viel Blut vergossen worden sein. Chabannes selbst hatte keinen Antheil an der Ermordung des Grafen von Armagnac, an der Vergiftung der hochschwangern Gräfin, wohl aber sein Neffe Balsac, und wir haben gehört, wie bedeutend sein Antheil an der Beute gewesen. Am 2. Febr. 1486 wurde Chabannes zum Commandanten und Gouverneur von Paris ernannt. Er starb daselbst im 77. Altersjahre, den 25. December 1488, und wurde in der Stiftskirche zu Dammartin beerdigt (er hatte bei derselben sechs Präbenden und eben so viele, laut Urkunde vom Dec. 1483, bei der Kirche zu St. Fargeau gestiftet). Durch Eheberedung vom 20. Sept. 1439 hatte

er ſich mit Margaretha von Nanteuil, Gräfin von Dammartin, der einzigen Tochter und Erbin von Reinald von Nanteuil, Herrn von Acy und von Maria von Fayel, Gräfin von Dammartin, Vicomteſſe von Fayel, verheurathet, und mit ihr den Sohn Johann, dann drei Töchter erzeugt.

Die Maſſe von Malcontenten, ſo der König muthwilliger Weiſe herangezogen, fand alsbald in ſeinem Bruder einen Mittelpunkt. »Si fut uue journée tenue à Notre-Dame de Paris, où furent tous les scellés envoyés de tous les seigneurs qui voulurent faire alliance avec mondit seigneur le frère du roi, et portoient iceux qui avoient les scellés secrètement, chacun une aiguillette de soie à sa ceinture, à quoi ils connoissoient les uns les autres; et ainsi fut faite cette alliance, et dont le roi ne put oncques rien savoir. Toutefois il y avoit plus de cinq cents, que princes, que chevaliers, que dames et damoiselles, et écuyers, qui étoient tous acertenés de cette alliance, et se faisoit cette emprise sous ombre du bien public, et disoit-on que le roi gouvernoit mal le royaume et qu'il étoit besoin de le réformer.

»En ce temps se mirent sus en armes de tous côtés iceux alliés et autres du royaume de France, et cuidoit le roi que ce fût pour venir à son aide, mais il trouva bien le contraire. Et au regard du comte de Charolois, il avertit le duc son père de l'alliance qu'il avoit faite avec mousieur de Berry, frère du roi, où étoient compris les ducs de Bretagne, de Bourbon et d'Alençon, ensemble le comte du Maine, le comte d'Armaguac, le comte de Dunois et moult d'autres grands personnages; et en ce temps se conduisoit mondit seigneur de Berry par le conseil du duc de Bretagne et par le comte de Dunois, et requirent leurs alliés de toutes parts; et quand le bon duc entendit que son fils étoit allié avec tant de gens-de-bien, il fut content qu'il s'acquittât et qu'il tint promesse aux autres princes, et qu'il fît son armée en ses pays telle qu'il la pourroit avoir.« Jedoch mußte, dafür ihn zu gewinnen, der Herzog von Bourbon, Johann II ſich auf die Reiſe nach Lille begeben, »feignant venir voir son oncle le

duc Philippe de Bourgogne, lequel, entre toutes les maisons du monde, aimoit cette maison de Bourbon. Cedit duc de Bourbon étoit fils de la soeur dudit duc Philippe, laquelle étoit veuve, long-temps avoit, et étoit là avec ledit duc son frère, et plusieurs de ses enfants, comme trois filles et un fils. Toutefois l'occasion de la venue dudit duc de Bourbon étoit pour gagner et conduire ledit duc de Bourgogne de consentir mettre sus une armée en son pays, ce que semblablement feroient tous les princes de France, pour remontrer au roi le mauvais ordre et injustice qu'il faisoit en son royaume, et vouloient être forts pour le contraindre, s'il ne se vouloit ranger. Et fut cette guerre depuis appelée le Bien-public, pource qu'elle s'entreprenoit sous couleur de dire que c'étoit pour le bien public du royaume. Ledit duc Philippe, qui depuis sa mort a été appelé le bon duc Philippe, consentit qu'on mit sus des gens, mais le noeud de cette matière ne lui fut jamais découvert, ni ne s'attendoit point que les choses vinssent jusques à la voie de fait.«

Die Bedenklichkeiten des alten Herzogs zu beseitigen, wird nicht wenig beigetragen haben das zahlreiche Gefolge, mit welchem sein Sohn zu Lille sich eingefunden hatte, 7—800 Ritter und Edelknechte, darunter der Graf von Saint-Pol, Ludwig von Luxemburg mit seinen Söhnen, den Grafen von Marle und Brienne, und dem Herren von Rouſſy, seiu Brudersſohn Jacob von Luxemburg Herr von Fiennes, des Prinzen von Oranien Sohn, der Sire de Château-Guyon u. ſ. w. Die zahlreiche Begleitung deutet zur Genüge an, daß Karls Entſchluß ſeit längerer Zeit gefaßt, wie denn auch ſeine Rüſtung ſehr bald beendigt wurde. Der Graf von Saint-Pol, »principal-conducteur de ses affaires, et le plus grand chef de son armée,« führte beiläufig 300 Gleven und 4000 Schützen. Nicht minder zahlreiche Geſchwader befehligten des Herzogs von Cleve Bruder, Adolf von Ravenſtein, und Anton der Baſtard von Burgund. Außer ihnen ſtanden dem Grafen von Charolais zur Seite als ſein General-Lieutenant Johann von Luxemburg Herr von Hautbourdin, des Grafen Walram von Saint-Pol unehelicher Sohn, ein

in den Kriegen der Franzoſen und Engländer vielfältig geprüfter Degen, und Wilhelm von Contay, dieſer ebenfalls ein tapferer und vorſichtiger Rittersmann. Ueberhaupt zählte das Heer etwan 1400 Gleven, »mal armés et mal adroits, car long-temps avoient été ces seigneurs en paix, et depuis le traité d'Arras avoient peu vu de guerre qui eût duré. Les hommes-d'armes étoient très-forts, bien montés et bien accompagnés, car peu en eussiez vons vu qui n'eussent cinq ou six grands chevaux.« Der Bogenſchützen mochten 8—9000 ſein, »et quand la monstre fut faite, y eut plus à faire à les renvoyer qu'à les appeler, et furent choisis tous les meilleurs.« Hierzu kamen noch Cranequiniers, Coulevriniers, Couſtilliers, jeder als Zugabe einen bleiernen Hammer führend.

Die erſten Feindſeligkeiten verübte Johann von Longueval auf Vaur, Hauptmann bei den Schützen des Baſtards von Burgund. Er nahm den 1. Mai Arleux und Crevecoeur. Es wurde das die Loſung für mehre Edle der Picardie, ſich zu Gunſten von Burgund zu erklären, und im Schrecken um ſolche Bewegung flüchteten der Graf von Nevers und Joachim Rouault, der Marſchalk von Frankreich, die mit einer Beſatzung von 4000 Mann das feſte Péronne hüten ſollten, in Eile auf Noyon und Compiègne, doch in Péronne das adliche Aufgebot der Provinz und 500 francs-archers zurücklaſſend. Dem Vortrab folgte auf der Ferſe die Hauptmacht der Burgunder. Den 15. Mai brach der Graf von Charolais von Quesnoy auf. Zu Honnecourt, an der Schelde, wartete ſeiner die Artillerie, »dont il avoit foison, car parmi la ville d'Arras avoient passé 236 chars chargés d'artillerie, tant bombardes, mortiers, veuglaires, serpentines et autres traits à poudre, laquelle artillerie avoit été prise au château de Lille; et disoit-on que autre grande quantité d'artillerie étoit passée par Cambray, que on avoit prise à Bruxelles et à Namur, et tout vint en l'ost du comte à Honnecourt.« Den 4. Juni hatte der Graf von Charolois kaum vor Bray-ſur-Somme ſich gezeigt, und es wurden ihm die Stadtſchlüſſel überreicht. Den 7. wurden Nesle und Roye genommen, und zwei Tage ſpäter öffnete Montdidier ſeine Thore; »et étoient ceux de Montdidier ceux qui plus

aimoient de toutes les terres dessus la rivière de Somme le duc de Bourgogne, et avoient toujours aimé. Environ le 25. juin, après que la ville de Montdidier se fût rendue, le comte de Charolois se partit de Roye et alla mettre le siège devant le châtel de Beaulieu, qui est un fort château, appartenant au seigneur de Nesle, et y avoit un gros village; auquel châtel y avoit plusieurs compagnons de guerre qui, sachant sa venue, boutèrent le feu en la ville, et ardirent le plus beau et meilleur de la ville. Auquel siège y fut environ huit jours, durant lesquels le château fut moult endommagé de canons et autres traits à poudre, et fut tellement battu que ceux de dedans se rendirent, saufs leurs vies, biens et harnais, et se rendit le jour Saint-Jean-Baptiste. Tout au long du chemin ne faisait ledit comte (de Charolais) nulle guerre, ni ne prenoient rien ses gens sans payer. Aussi les villes de la rivière de Somme et toutes autres laissoient entrer ses gens en petit nombre, et leur bailloient ce qu'ils vouloient pour leur argent: et sembloit bien qu'ils écoutassent qui seroit le plus fort, ou le roi ou les seigneurs.« Alſo Commines. Weiter zogen die Burgunder gen Port-Saint-Marence, ſo, ſamt der Brücke über die Oiſe, der Commandant, Madrey, gegen ein Stück Geld ihnen überlieferte. »Et à cette cause vinrent et passèrent parmi l'Isle-de-France, qui par les dessusdits fut fort dommagée, nonobstant qu'ils disoient partout où ils passoient, qu'ils venoient pour affranchir le pays de France, et pour le bien public. Et incontinent après le passage fait audit Pont-Saint-Maxence, les Bourguignons eurent la place de Beaulieu, qui longuement avoit été tenue contre iceux Bourguignons par aucuns de la charge et compagnie de Joachim Rouault, qui s'en allèrent par composition, eux et leurs biens saufs. Et lesdits Bourguignons, ainsi venus en ladite Isle-de-France, se répandirent en divers lieux en icelle, et y prirent Dampmartin, Nantouillet, Villemonble, et autres menues places; et puis allèrent à Lagny-sur-Marne, où ils firent plusieurs exploits, comme de ardre et brûler tous les papiers qu'ils trouvèrent sur le fait des aides, et ordonnèrent en la-

dite ville que tout y seroit franc; et si ordonnèrent que le sel qui étoit au grenier dudit lieu pour le roi, fut baillé et distribué à tous ceux qui en voudroient avoir, en payant le droit du marchand seulement. Et le dimanche, dernier jour du mois de Juin, Joachim Rouault, maréchal de France, atout 110 lances, vinrent et arrivèrent en la ville de Paris pour la garde d'icelle, combien qu'il n'en étoit guères de métier, car les habitans d'icelle, qui tous étoient bien unis et loyaux au roi, étoient assez suffisants pour la garde d'icelle ville. Voyant à Paris que les Bourguignons approchoient, fut ordonné et établi en icelle ville de Paris un grand guet à cheval, qui alloit toutes les nuits sur les murs et en ladite ville, depuis l'heure de minuit jusques au jour apparent: pour la conduite duquel guet y avoit capitaines ordonnés par icelle ville par chacune nuit, de gens de façon d'icelle, auquel guet étoient ordinairement de 160 à 200 chevaux, aucunes fois plus et à l'autre fois moins. Et le mardi 2. juillet, maître Jean Balue, évêque d'Evreux, fit le guet de nuit parmi ladite ville, et mena avec lui la compagnie dudit Joachim Rouault avec clairons, trompettes et autres instruments sonnants par les rues et sur les murs, qui n'étoit pas accoutumé de faire à gens faisants guet.

»Le vendredi ensuivant la compagnie ou la plupart des Bourguignons vinrent et arrivèrent à Saint-Denys, eux loger illec. Et ce jour venoient à Paris 30 chevaux de marée, dont les Bourguignons en prirent les 22; les autres 8 chevaux se sauvèrent et vinrent à Paris. Et bientôt après que les Bourguignons eurent été ainsi arrivés audit lieu de Saint-Denys, partie d'eux s'en allèrent devant le pont de Saint-Cloud pour le cuider avoir (ce qu'ils ne purent pour cette fois) et atant s'en retournèrent. Et le dimanche 7. juillet lesdits Bourguignons vinrent voltiger devant Paris, et n'y gagnèrent rien, sinon qu'il n'y en eut aucuns d'eux tués de l'artillerie étant sur les murs d'icelle ville, et puis s'en retournèrent audit lieu de Saint-Denys. Et le lundi ensuivant, 8. juillet, les Bourguignons vinrent derechef devant Paris, et délogèrent

tous dudit Saint-Denys, et en amenèrent avec eux toute leur artillerie. Et par grande cautelle et subtilité envoyèrent, avant qu'ils se montrassent, quatre de leurs hérauts aux portiers de la porte Saint-Denys. Et vinrent lesdits quatre hérauts demander des vivres pour leur ost, et aussi que on leur donnât passage parmi la ville, et dirent que si on ne leur bailloit ledit passage et les vivres, qu'ils entreroient dans la ville au déshonneur et grande confusion d'icelle ville et de ceux dedans. Et ainsi qu'on écoutoit les quatre hérauts, et avant qu'on eût pu avoir loisir de leur rendre aucune réponse, les Bourguignons cuidants prendre à dépourvu les habitants de ladite ville, et mêmement ceux qui gardoient ladite porte de Saint-Denys, vinrent à grande fureur, grosse compagnie et armée passer jusqu'à Saint-Ladre et plus avant, cuidants gagner les barrières qui aux faubourgs devant ladite porte de Saint-Denys avoient été faites, et venir jusques à ladite porto et dedans la ville, en jetant par eux canons, serpentines et autres traits: à quoi leur fut moult asprement et vaillamment resisté par les bourgeois et autres étant illec de par ladite ville, et aussi par les gens dudit Joachim et de lui-même, qui s'y vinrent trouver. Et y eut lors des Bourguignons tués et navrés, et puis s'en retournèrent aux champs sans autre chose faire, et se mirent en bataille devant la ville; et lors il y eut beau heurtibilis de canons, veuglaires, serpentines, coulevrines et autre trait, qui leur fut envoyé de la ville et dont y eut aucuns de tués et navrés. Et durant ladite escarmouche y eut un paillard sergent à vergo du Châtelet, nommé Casin Chollet, qui en courant fort échauffé par plusieurs des rues de Paris, crioit à haute voix ces mots: »»Boutez vous tous en vos maisons, et fermez vos huis, car les Bourguignons sont entrés dedans Paris.«« Et à cause de l'effroi qu'il fit, y eut plusieurs femmes grosses qui en accouchèrent avant terme, et d'autres en moururent et perdirent leur entendement.« Ein ernſtlicher Angriff erfolgte nicht.

»Toutefois,« fügt Commines hinzu, »monseignour de Hautbourdin, lequel avoit été nourri à Paris, lorsque la ville n'étoit

point si forte qu'elle est à présent, eut été assez d'opinion qu'on l'eût assaillie. Les gens-d'armes l'eussent bien voulu, tous méprisant le peuple, car jusques à la porte étoient les escarmouches, au désavantage de ceux dedans. Toutefois il est vraisemblable que la ville n'étoit point prenable. Le lendemain au matin se tint conseil, savoir si on iroit audevant du duc de Berry et du duc de Bretagne, qui étoient près, comme disoit le vicechancelier de Bretagne, qui montroit lettres d'eux: mais il les avoit faites sur des blancs, et autre chose n'en savoit. La conclusion fut que l'on passeroit la Seine, combien que plusieurs opinèrent de retourner, puisque les autres avoient failli à leur jour, et qu'avoir passé la Somme et la Marne, c'étoit assez et suffisoit bien, sans passer la Seine, et y mettoient grands doutes aucuns, vu qu'à leur dos n'avoient nulles places pour eux retirer, si besoin en avoient. Fort murmurèrent tous ceux de l'ost sur le comte de Saint-Pol et sur ce vicechancelier: toutefois le comte de Charolois alla passer la rivière et loger au pont Saint-Cloud. Le lendemain dès qu'il fut arrivé, lui vinrent nouvelles d'une dame du royaume qui lui écrivoit de sa main, comme le roi partoit de Bourbonnois, et à grandes journées alloit pour le trouver.

»Le mardi ensuivant ne fut rien fait devant Paris, sinon que le comte de Saint-Pol, qui étoit audit lieu de Saint-Denys avec le seigneur de Charolois, se partit de Saint-Denys avec aucuns Picards et Bourguignons, pour s'en aller au pont Saint-Cloud et pour le prendre et avoir (ce qu'il ne put avoir ce jour). Et le mercredi ensuivant fut menée audit de Saint-Pol certaine quantité d'artillerie comme de 50 à 60 chariots. Et ce même jour aucuns de la compagnie de messire Pierre de Brezé issirent dehors Paris pour aller à leur adventure dessus les Bourguignons, qui ainsi alloient audit Saint-Cloud, desquels Bourguignons en fut par eux tué deux, et en fut pris cinq, dont l'un d'iceux fut fort navré et tellement que tout le devant de son visage lui fut abattu d'un coup d'épée, et lui pendoit le visage à sa peau sur sa poitrine. Et par

iceux Bourguignons fut pris un archer, serviteur de messire Jean Mohier, chevalier de la compagnie dudit de Brezé. Et ledit jour de mercredi, environ six heures de nuit, les Bourguignons baillèrent une escarmouche terrible et merveilleuse au boulevard dudit Saint-Cloud, qui fort épouvanta ceux dedans, qui le tenoient pour le roi; tellement qu'ils prirent composition de rendre ledit pont à l'heure présente, ce qu'ils firent, et s'en revinrent à Paris, eux et leurs bien saufs, et si promirent de livrer et bailler lesdits cinq Bourguignons pris ledit jour.

Jeglicher Zweifel war hiermit beſeitigt, das Ufer der Seine verlaſſend, wendete der Graf von Charolais ſich gen Longjumeau, während ſein Vortrab, unter dem Grafen von Saint-Pol, Montlhéry, 2 Stunden weiter, beſetzte. »Et envoyèrent espies et chevaucheurs aux champs, pour savoir la venue du roi et son chemin. En la présence du comte de Saint-Pol fut choisi lieu et place pour combattre audit Longjumeau: et fut arrêté entr'eux, que le comte de Saint-Pol se retireroit à Longjumeau, au cas que le roi vint, et y étoient les seigneurs de Hautbourdin et de Contay présens.«

Lange durften die Burgunder ihrer Feinde nicht erwarten. In Gewaltmärſchen kam der König von Montluçon, wo er noch am 6. Jul. weilte, herangezogen, und mocht er wohl, nachdem ſeine Vereinigung mit dem Grafen von Maine erreicht, 2200 Geharniſchte in ſeinem Heer zählen, ungerechnet das Aufgebot der Ritterpferde von Dauphiné, dann 40—50 Edelleute aus Savoyen, »gens de bien«. Gleichwohl war er nicht des Willens zu ſchlagen, ihm hätte genügt, Paris zu erreichen, das vereitelte jedoch Peter von Brezé, der Großſeneſchalk der Normandie, welchem die Vorhut anbefohlen. »Je les menerai aujourd'hui si près l'un de l'autre,« hat dieſer gegen einen Vertrauten geäußert, »qu'il sera bien habile qui les pourra démêler. Et ainsi le fit-il, et le premier homme qui y mourut, ce fut lui et ses gens: et ces paroles m'a contées le roi, car pour lors j'étois avec le comte de Charolois.« Den 16. Jul. vor Tag brach der König von Châtres (Arpajon) auf, kurz vor

Sonnenaufgang befand er sich auf den Höhen von Montlhéry, und es entwickelten sich sofort seine drei Heersäulen: der Vortrab unter Brezé, im Mitteltreffen der König, in der Nachhut der Graf von Maine, mit 7—800 Gleven. »Et disoit-on que ès dites trois batailles y avoit 2200 hommes d'armes portant lances, les mieux en point et les mieux montés que gens d'armes furent oncques; et là étoit la fleur des gens de guerre, qui étoient en grand nombre, combien que plusieurs fussent demeurés derrière, qui étoient mal montés et à pied, pour le grand chemin que le roi fit en hâte. Le roi de France et son ost étant en bataille sur le Montlhéry et voyant au-dessous du mont, en la vallée, en tirant vers Paris, le comte de Charolois et son ost mis en ordonnance, qui les attendoit de pied coi, fut par l'espace de quatre heures ou plus en bataille sans l'assaillir, combien qu'ils fussent à un trait d'arc près l'un de l'autre, durant lequel temps le comte de Charolois faisoit jeter ses engins sur les gens du roi, et en tuèrent plusieurs; mais pour ce que le roi ni les siens ne descendirent, ni firent manière d'assaillir, ains faisoit aussi jeter ses engins à poudre pareillement ès gens du comte, desquels il n'avoit pas tant que le comte, car tous n'étoient pas encore venus (et quand tous eussent été venus qu'il faisoit venir, si n'en avoit-il guères au regard de ceux du comte) durant ce temps, plusieurs des gens du roi commencèrent à touppier (tournoyer) autour de l'ost du comte, comme pour l'environner, ou pour lui donner le soleil en l'oeil. Ce apercevant le comte et ses gens, si prirent les capitaines conseil ensemble, et combien que le comte n'étoit point venu pour combattre le roi, doutant que ceux de Paris ne fussent avertis que le roi étoit illec, et ne vinssent à grosse puissance en son aide, et ne fussent assaillis d'un lez du roi et de l'autre de ceux de Paris, conclurent de marcher avant, et issir de leur fort, et assaillir le roi et sa puissance. Lors commanda le comte de Charolois de marcher avant, et se partirent en deux ailes, l'une vers le bois, l'autre du côté du village, et la bataille au front emprès le charroi, ayant les bois au dos. Et com-

bien que on ne sait bonnement qui premier assaillit des trois batailles, au commencer la bataille fut boutée au village, pour empêcher que les François ne descendissent par le village de Montlhéry.«

So wenig war der Erbe von Burgund geſonnen zu ſchlagen, daß, nachdem der Graf von Saint-Pol die Annäherung des Feindes melden laſſen, er lediglich den Baſtard Anton von Burgund mit ſeinem Geſchwader vorgehen ließ, er ſelbſt aber längere Zeit im Zweifel blieb, ob er ein Gleiches zu thun habe. Zuletzt ſetzte er ſich doch in Bewegung, daß er gegen 7 Uhr vor Montlhéry eintraf. »Et déja y avoit cinq ou six enseignes du roi qui étoient arrivées au long d'un grand fossé, qui étoit entre les deux bandes. Encore étoit en l'ost du comte de Charolois le vicechancelier de Bretagne, Romillé, et un vieil homme d'armes, appelé Maderey, qui avoit baillé le Pont-Saint-Maxence: lesquels eurent peur pour le murmure qui étoit entr'eux, voyant qu'on étoit à la bataille, et que les gens de quoi ils s'étoient faits forts, n'y étoient point joints. Si se mirent les dessusdits à la fuite avant qu'on combattît, par le chemin où ils pensoient trouver les Bretons. Ledit comte de Charolois trouva le comte de Saint-Pol à pied, et tous les autres se mettoient à la file comme ils venoient, et trouvames tous les archiers dehoussés, chacun un pal devant soi, et y avoit plusieurs pipes de vin défoncées pour les faire boire: et de ce petit que j'ai vu, ne vis jamais gens qui eussent meilleur vouloir de combattre, qui me sembloit un bien bon signe et grand reconfort. De prime-face fut advisé que tout se mettroit à pied sans nul excepter, et depuis muèrent propos, car presque tous les hommes-d'armes montèrent à cheval. Plusieurs bons chevaliers et écuyers furent ordonnés à demeurer à pied, dont monseigneur des Cordes et son frère étoient du nombre. Messire Philippe de Lalaing s'étoit mis à pied (car entre les Bourguignons lors étoient les plus honorés ceux qui descendoient avec les archiers) et toujours s'y en mettoit grande quantité de gens de bien, afin que le peuple en fut plus assuré et ombattît mieux, et tenoient cela des Anglois.

»Le comte de Charolois,« berichtet Olivier de la Marche, »mit ses batailles en ordre, et là furent faits chevaliers d'une part et d'autre, et en puis parler, car je fus ce jour chevalier. Le seigneur de Clecy, Jehan de Montfort, Heiner Bouton, et pour notre chef le seigneur de Châteauguyon, fils du prince d'Orange et de la soeur du comte d'Armagnac et plusieurs autres fumes chevaliers à ce premier rencontre.« Es wurde aber, meint Commines, die Zögerung mit dem Ab- und Aufsitzen der Reisigen den Burgundern sehr nachtheilig. »Les gens du roi venoient à la file de la forêt de Torfou, et n'étoient point 400 hommes-d'armes quand nous les vimes, et qui eût marché incontinent, semble à beaucoup qu'il ne se fut point trouvé de résistance, car ceux de derrière n'y pouvoient venir qu'à la file, comme j'ai dit, toutefois toujours croissoit leur nombre. Voyant ceci, vint ce sage chevalier monseigneur de Contay dire à son maître, monseigneur de Charolois, que s'il vouloit gagner cette bataille, il étoit temps qu'il marchât, disant les raisons pourquoi, et si plutôt l'eût fait, déjà les ennemis fussent déconfits, car il les avoit trouvés en petit nombre, lequel croissoit à vue d'oeil, et la vérité étoit telle. Et lors se changea tout l'ordre et tout le conseil, car chacun se mettoit à en dire son advis. Et jà étoit commencée une grosse et forte escarmouche au bout du village de Montlhéry, toute d'archiers d'un côté et d'autre. Ceux de la part du roi conduisoit Poncet de Rivière, et étoient tous archiers d'ordonnance, orfevrisés et bien en point. Ceux du côté des Bourguignons étoient sans ordre et sans commandement, comme volontaires. Si commencèrent les escarmouches, et étoit à pied avec eux monseigneur Philippe de Lalaing et Jacques du Maes, homme bien renommé, depuis grand-écuyer du duc Charles de Bourgogne. Le nombre des Bourguignons étoit le plus grand, et gagnèrent une maison, et prirent deux ou trois huis, et s'en servirent de pavois. Si commencèrent à entrer en la rue et mirent le feu en une maison. Le vent leur servoit, qui poussoit le feu contre ceux du roi, lesquels commencèrent à désemparer et à monter à

cheval et à fuir: et sur ce bruit et cri commença à marcher et à chasser le comte de Charolois, laissant, comme j'ai dit, tout ordre paravant devisé.

»Il avoit été dit que l'on marcheroit à trois fois, pource que la distance des deux batailles étoit longue. Ceux du roi étoient devers le château de Montlhéry, et avoient une grande haie et un fossé au devant d'eux. Outre étoient les champs pleins de bleds et de féves et d'autres grains très-forts, car le territoire y étoit bon. Tous les archiers dudit comte marchoient à pied devant lui, et en mauvais ordre: combien que mon advis est que la souveraine chose du monde pour les batailles sont les archiers, mais qu'ils soient à milliers (car en petit nombre ne valent rien) et que ce soient gens mal montés, à ce qu'ils n'ayent point de regret à perdre leurs chevaux, ou du tout n'en ayent point; et valent mieux pour un jour en cet office ceux qui jamais ne virent rien, que les bien exercés. Et aussi telle opinion tiennent les Anglois, qui sont la fleur des archiers du monde. Il avoit été dit que l'on se reposeroit deux fois en chemin, pour donner haleine aux gens de pied, pource que le chemin étoit long, et les fruits de la terre longs et forts, qui les empêchoient d'aller, toutefois tout le contraire se fit comme si on eût voulu perdre à son escient.

»Le comte marcha tout d'une boutée, sans donner haleine à ses archiers et gens de pied. Ceux du roi passèrent par cette haie par deux bouts, tous hommes d'armes, et comme ils furent si près que de jeter les lances en arrêt, les hommes-d'armes bourguignons rompirent leurs propres archiers et passèrent par-dessus, sans leur donner loisir de tirer un coup de flèche, qui étoit la fleur et espérance de leur armée. Car je ne crois pas que de 1200 hommes-d'armes ou environ, qui y étoient, y en eût 50, qui eussent su coucher une lance en arrêt. Il n'y en avoit pas 400 armés de cuirasses, et si n'avoient pas un seul serviteur armé. Et tout ceci à cause de la longue paix, et qu'en cette maison de Bourgogne ne tenoient nulles gens de solde, pour soulager le peuple des

tailles. Ainsi rompirent eux-mêmes la fleur de leur armée et espérances: toutefois Dieu qui ordonne de tel mystère, voulut que le côté où se trouva le comte (qui étoit à main dextre derrière le château) vainquit, sans trouver nulle défense, et me trouvai ce jour toujours avec lui, ayant moins de crainte que je n'eus jamais en lieu où je me trouvasse depuis, pour la jeunesse en quoi j'étois, et que je n'avois nulle connoissance de péril; mais étois ébahi comme nul s'osoit défendre contre tel prince à qui j'étois, estimant que ce fut le plus grand de tous les autres.«

Während in blinder Haſt der Erbe zu Burgund ſeinen Vortheil auf dem rechten Flügel hinter der Burg, um ſie herum, bis eine halbe Stunde weit von Montlhéry verfolgte, ſtand es ganz anders auf dem linken Flügel. »A la main senestre étoit le seigneur de Ravestein et messire Jacques de Saint-Pol et plusieurs autres à qui il sembloit qu'ils n'avoient pas assez d'hommes-d'armes pour soutenir ce qu'ils avoient devant eux, mais dès lors étoient si approchés qu'il ne falloit plus parler de nouvel ordre. En effet ceux-là furent rompus à plate couture et chassés jusques au charroi, et la plupart fuya jusques en la forêt, qui étoit près de demie lieue. Au charroi se rallièrent quelques gens de pied bourguignons. Les principaux de cette chasse étoient les nobles du Dauphiné et Savoisiens, et beaucoup de gens-d'armes aussi, et s'attendoient d'avoir gagné la bataille, et de ce côté y eut une grande fuite des Bourguignons, et fuyoient la plupart pour gagner le Pont-Saint-Maxence, cuidant qu'il tint encore pour eux. Du côté du comte de Charolois s'enfuirent le tiers de ses gens ou plus, entre lesquels le seigneur d'Aimeries, son premier chambellan, lequel avoit cent lances d'ordonnance, le seigneur de Haplincourt, qui portoit le penon des archiers du comte de Saint-Pol, le seigneur de Rabodanges, et autres sans nombre, tous lesquels s'enfuirent au pont Saint-Cloud, réservé le seigneur de Rabodanges, qui n'alla point plus de deux lieues loin qu'il ne retourna, et avec lui quatre mille combattants, mais ce fut après qu'un héraut lui vint dire que

le comte de Charolois se combattoit encore, et qu'il avoit gagné la bataille. Beaucoup de fuyards demeurèrent en la forêt, et entre autres le comte de Saint-Pol, qui étoit assez bien accompagné, s'y étoit retiré, car le charroi étoit assez près de ladite forêt, et montra bien depuis qu'il ne tenoit pas encore la chose pour perdue. Du côté du roi prit la vilaine fuite le comte du Maine, frère du roi de Sicile, oncle du roi; le seigneur de Montauban, admiral de France, le capitaine des archiers du roi, et autres sans nombre, et jusques au nombre de 800 lances ou plus, qui tous tournèrent vers Estampes, sans nul d'eux retourner d'un côté et d'autre. Tous les chemins étoient couverts de bagues, comme malles, bouges, vaisselles, joyaux, harnois, chevaux, que laissèrent cheoir les fuyants, et nuls d'eux n'avoient loisir de recueillir, de peur qu'ils avoient, car d'un côté et d'autre il sembloit que les ennemis fussent à leurs talons, et si ne les suivoit-on pas. Du côté du roi fut un homme d'état qui s'enfuit jusques à Lusignan sans repaître, et du côté du comte un autre homme de bien jusques au Quesnoy. Ces deux n'avoient garde de se mordre l'un l'autre.

In der tollen Hetze verfiel zu wiederholtenmalen der Erbe von Burgund dringender Gefahr. »Un vieil gentilhomme de Luxembourg, Antoine le Breton, le vint quérir et lui dit que les François s'étoient ralliés sur le champ, et que s'il chassoit plus guères, il se perdroit. Il ne s'arrêta point pour lui, nonobstant qu'il lui dît par deux ou trois fois. Incontinent après arriva monseigneur de Contay, qui lui dit semblables paroles, et si audacieusement qu'il estima sa parole et son sens, et retourna tout court; et crois s'il fût passé outre deux traits d'arc, qu'il eût été pris, comme aucuns autres, qui chassoient devant lui: en passant par le village, trouva une flotte de gens à pied qui fuyoient. Il les chassa, et si n'avoit pas cent chevaux en tout. Il ne se retourna qu'un homme à pied qui lui donna d'un vouge parmi l'estomac, et au soir s'en vit l'enseigne. La plupart des autres se sauvèrent par les jardins, mais celui-là fut tué. Comme

il passoit rasibus du châtel, vimes les archiers de la garde du roi devant la porte, qui ne bougèrent. Il en fut fort ébahi, car il ne cuidoit point qu'il y eût plus ame de défense. Si tourna à côté pour gagner le champ, où lui vinrent courir sus quinze ou seize hommes-d'armes ou environ (une partie des siens s'étoient jà séparés de lui), et d'entrée tuèrent son écuyer tranchant, qui s'appeloit Philippe d'Ognies et portoit un guidon de ses armes: et là ledit comte fut en très-grand danger et eut plusieurs coups, et entre les autres un en la gorge d'nne épée, dont l'enseigne lui est demeurée toute sa vie, par défaut de sa bavière qui lui étoit cheue et avoit été mal attachée dès le matin, et lui avois vu cheoir, et lui furent mises les mains dessus, en disant: Monseigneur, rendez-vous, je vous connois bien, ne vous faites pas tuer. Toujours se défendoit, et sur ce débat le fils d'un médecin de Paris, nommé maître Jean Cadet (qui étoit à lui) gros et lourd et fort, monté sur un gros cheval de cette propre taille, donna au travers et les départit. Tous ceux du roi se retirèrent sur le bord d'un fossé, où ils avoient été le matin, car ils avoient crainte d'aucuns qu'ils voyoient marcher qui s'approchoient, et le comte, fort sanglant, se retira à eux comme au milieu du champ, et étoit l'enseigne du bastard de Bourgogne toute dépecée, tellement qu'elle n'avoit pas un pied de longueur, et à l'enseigne des archiers du comte il n'y avoit pas quarante hommes en tout; et nous y joignames (qui n'étoient pas trente) en très-grand doute. Le comte changea incontinent de cheval, et le lui bailla un qui étoit lors son page, nommé Simon de Quingey, qui depuis a été bien connu. Ledit comte se mit par le champ pour rallier ses gens, mais je vis telle demie heure que nous qui étions demeurés là, n'avions l'oeil qu'à fuire, s'il fût marché cent hommes. Il venoit seulement à notre secours des troupes de 10 ou 20 hommes des notres, tant de pied que de cheval: les gens de pied blessés et lassés, tant de l'outrage que leur avions fait le matin, qu'aussi des ennemis, et vis l'heure qu'il n'y avoit pas cent hommes, mais peu à peu en venoit. Les bleds étoient

grands, et la poudre la plus terrible du monde, tout le champ semé de morts et de chevaux, et ne se connoissoit nul homme mort pour la poudre.

»Incontinent vimes saillir du bois le comte de Saint-Pol, qui avoit bien 40 hommes-d'armes avec lui et son enseigne, et marchoit droit à nous, et croissoit de gens, mais ils nous sembloient bien loin. On lui envoya trois ou quatre fois prier qu'il se hâtât, mais il ne se mua point et ne venoit que le pas, et fit prendre à ses gens des lances qui étoient à terre et venoit en ordre, qui donna grand reconfort à nos gens, et se joignirent ensemble avec grand nombre, et vinrent là où nous étions, et nous trouvâmes bien 800 hommes d'armes. De gens de pied peu ou nuls, ce qui garda bien le comte qu'il n'eut la victoire entière, car il y avoit un fossé et une grande haie entre les deux batailles. Lesquelles étant ainsi rangées l'une devant l'autre, se tirèrent plusieurs coups de canon qui tuèrent des gens d'un côté et d'autre. Nul ne désiroit plus de combattre, et étoit notre bande plus grosse que celle du roi: toutefois sa présence étoit grande chose, et la bonne parole qu'il tenoit aux gens-d'armes, et crois véritablement que si n'eût été lui seul, tout s'en fût fui. Aucuns de notre côté désiroient qu'on recommençât, et par espécial monsieur de Hautbourdin, qui disoit qu'il voyoit une file ou flotte de gens qui s'enfuyoient. Qui eût pu trouver archiers en nombre de cent pour tirer au travers de cette haie, tout fût marché de notre côté.

»Etant sur ce propos et sur ces pensées, et sans nulle escarmouche, survint l'entrée de la nuit, et se retira le roi à Corbeil, et nous cuidions qu'il se logeât et passât la nuit au champ. D'aventure se mit le feu en une caque de poudre, là où le roi avoit été, et se prit à aucunes charrettes, et tout du long de la grande haie, et cuidions que ce fussent leurs feux. Le comte de Saint-Pol, qui bien sembloit chef de guerre, et monseigneur de Hautbourdin encore plus, commandèrent qu'on amenât le charroi au propre lieu où nous étions et qu'on nous cloit, et ainsi fut fait. Comme nous étions là en

bataille et ralliés, revinrent beaucoup des gens du roi qui avoient chassé, cuidant que tout fut gagné pour eux, et furent contraints de passer parmi nous. Des gens de nom de ceux du roi moururent messire Geofroi de Saint-Belin, le grand sénéschal de Normandie et Floquet, capitaine. Du parti des Bourguignons moururent Philippe de Lalaing et des gens à pied et menus gens plus que de ceux du roi, mais de gens de cheval en mourut plus du parti du roi. De prisonniers bons les gens du roi en eurent des meilleurs de ceux qui fuyoient. Des deux partis il mourut 2000 hommes du moins, et fut la chose bien combattue, et se trouva des deux côtés des gens de bien, et de bien lâches.

»Quand nous fumes clos de ce charroi, chacun se logea le mieux qu'il put. Nous avions grand nombre de blessés, et la plupart fort découragés et épouvantés, craignant que ceux de Paris, avec 200 hommes-d'armes qu'il y avoit avec eux, et le maréchal Joachim, lieutenant du roi en ladite cité, sortissent et que l'on eût affaire des deux côtés. Comme la nuit fut toute close, on ordonna 50 lances, pour voir où le roi étoit logé. Il y en alla par adventure 20. Il y pouvoit avoir trois jets d'arc de notre camp jusques où nous cuidions le roi. Cependant monseigneur de Charolois but et mangea un peu, et chacun en son endroit; et lui fut adoubée sa plaie qu'il avoit au col. Au lieu où il mangea, il fallut oter quatre ou cinq hommes morts pour lui faire place, et y mit l'on deux botteaux de paille, où il s'assit: et remuant illec, un de ces pauvres gens nuds commença à demander à boire. On lui jeta en la bouche un peu de tisane, de quoi ledit seigneur avoit bu, dont le coeur lui revint et fut connu, et étoit un archier du corps dudit seigneur, fort renommé, appelé Savarot, qui fut pansé et guéri.« Es wurde gerathſchlagt, was nun vorzunehmen, die mehrſten, Saint-Pol und Hautbourdin darunter, waren der Anſicht, man müſſe mit dem grauenden Tage aufbrechen, um Freundesland, Burgund zu erreichen. »Le dernier qui opina fut monseigneur de Contay qui dit que sitôt que ce bruit seroit en l'ost, tout se mettroit en

fuite, et qu'ils seroient pris devant qu'ils eussent fait vingt lieues, et dit plusieurs raisons bonnes, et que son advis étoit que chacun s'aisât au mieux qu'il pourroit cette nuit, et que le matin à l'aube du jour on assaillît le roi, et qu'il falloit là vivre ou mourir. A l'opinion dudit de Contay conclut monseigneur, et dit que chacun s'en allât reposer deux heures, et que l'on fût prêt quand sa trompette sonneroit, et parla à plusieurs particuliers, pour envoyer reconforter ses gens.

»Environ minuit revinrent ceux qui avoient été dehors, et pouvez penser qu'ils n'étoient point allés loin, et rapportèrent que le roi étoit logé à ces feux qu'ils avoient vus. Incontinent on y envoya d'autres, et une heure après se remettoit chacun en état de combattre; mais la plupart avoit mieux envie de fuire. Comme vint le jour, ceux qu'on avoit mis hors du camp, rencontrèrent un charretier qui étoit à nous et avoit été pris le matin, qui apportoit une cruche de vin du village et leur dit que tout s'en étoit allé. Ils envoyèrent dire ces nouvelles en l'ost, et allèrent jusques là. Ils trouvèrent ce qu'il disoit et le revinrent dire: dont la compagnie eut grand'joie, et y avoit assez de gens qui disoient lors, qu'il falloit aller après, lesquels faisoient bien maigre chere une heure devant. Quand il fut grand jour, tout monta à cheval, et les batailles qui étoient bien éclaircies; toutefois il revenoit beaucoup de gens qui avoient été cachés ès bois. Le comte de Charolois fit venir un cordelier, ordonné de par lui à dire qu'il venoit de l'ost des Bretons, et que ce jour ils devoient être là. Ce qui réconforta assez ceux de l'ost: chacun ne le crut pas, mais tantôt après environ dix heures du matin, arriva le vicechancelier de Bretagne, appelé Romillé, et Madrey avec lui, dont ai parlé ci-dessus, et amenèrent deux archiers de la garde du duc de Bretagne, portant ses hocquetons, ce qui réconforta très-fort la compagnie, et fut enquis et loué de sa fuite (considérant le murmure qui étoit contre lui) et plus encore de son retour, et leur fit chacun bonne chere.«

Den ganzen Tag brachte der Graf von Charolais auf dem Schlachtfeld zu, »fort joyeux, estimant la gloire être sienne.

Ce qui depuis lui a coûté bien cher: car oncques puis il n'usa de conseil d'homme, mais du sien propre: et au lieu qu'il étoit très-inutile pour la guerre paravant ce jour, et n'aimoit nulle chose qui y appartint, mais depuis furent muées et changées ses pensées, car il y a continué jusques à sa mort: et par là fut finie sa vie, et sa maison détruite, et si elle ne l'est du tout, si est-elle bien désolée. Trois grands et sages princes, ses prédécesseurs, l'avoient élevée bien haut, et y a bien peu de rois (sauf celui de France) plus puissans que lui: et pour belles et grosses villes, nul ne l'en passoit. L'on ne doit trop estimer de soi, par espécial un grand prince, mais doit connoître que les grâces et bonnes fortunes viennent de Dieu. Deux choses plus je dirai de lui: l'une est, que je crois que jamais nul homme pût porter plus de travail que lui, en tous endroits où il faut exercer la personne; l'autre, qu'à mon advis je ne connus oncques homme plus hardy. Je ne lui ouï oncques dire qu'il fût las, ni ne lui vis jamais faire semblant d'avoir peur, et si ai été sept années de rang en la guerre avec lui, l'été pour le moins, et en aucunes l'hiver et l'été. Ses pensées et conclusions étoient grandes; mais nul homme ne les savoit mettre à fin, si Dieu n'y eût adjouté de sa puissance.«

Den dritten Tag wurde aufgebrochen und in Montlhéry übernachtet, »dont le peuple en partie s'étoit fui au clocher de l'église, et partie au château. Le comte les fit revenir et ne perdirent pas un denier vaillant, mais payoit chacun son écot, comme s'il eût été en Flandres. Le château tint, et ne fut point assailli.« Den andern Tag wurde der Marſch fortgeſetzt bis Etampes, »qui est bon et grand logis, et en bon pays et fertile, afin d'y être plutôt que les Bretons, qui prenoient ce chemin: afin aussi de mettre les gens las et blessés à couvert, et les autres aux champs, et fut cause ce bon logis et le séjour que l'on y fit, de sauver la vie à beaucoup de ses gens.« Zu Etampes trafen auch endlich ein, die längere Zeit zu Châteaudun die Ereigniſſe abgewartet hatten, der franzöſiſche Prinz, der Herzog von Bretagne,

Dunois, Andreas von Laval, der Marſchall von Loheac, Anton von Bueil Graf von Sancerre, Peter von Amboiſe-Chaumont und deſſen nachmalen ſo berühmter Sohn Karl. Sie hatten 800 Reiſige, »de très-bonne étoffe, dont il y en avoit très-largement de Bretons qui nouvellement avoient laissé les Ordonnances. D'archiers et autres hommes de guerre, armés de bonnes brigandines avoit en très-grand nombre et pouvoient bien être 6000 hommes à cheval, très-bien en point. Et sembloit bien à voir la compagnie, que le duc de Bretagne fût un très-grand seigneur, car toute cette compagnie vivoit sur ses coffres.«

Gleich in den erſten Berathungen ergaben ſich Zerwürfniſſe, wie ſie unter Verbündeten gewöhnlich. Die Bretagner, nach deren Wahn Ludwig XI der Krone verluſtig, der Prinz Karl ſein Nachfolger, ſchienen nur bedacht, die Burgunder, als gefährliche Nebenbuhler, nach Haus zu ſchicken, und eine Aeußerung des Prinzen ſelbſt beunruhigte den Grafen von Charolais nicht wenig. »Avez-vous ouï parler cet homme?« äußerte der Graf gegen ſeine Vertrauten, »il se trouve ébahi pour 7 ou 800 hommes qu'il voit blessés, allant par la ville, qui ne lui sont rien, ni qu'il ne connoît: il s'ébahiroit bientôt si le cas lui touchoit de quelque chose et seroit homme pour appointer bien légèrement et nous laisser en la fange: et pour les anciennes guerres qui ont été le temps passé entre le roi Charles son père, et le duc de Bourgogne mon père, aisément toutes ces deux parties se convertiroient contre nous, pourquoi est nécessaire de se pourvoir d'amis,« das iſt, eine Allianz mit England zu ſuchen. Auch in anderer Beziehung hatten die Ereigniſſe eine ungünſtige Wendung genommen. Der König, mit einem Gefolge von höchſtens hundert Reiſigen, befand ſich ſeit dem 12. Juli in Paris, beſchäftigt, ſein flüchtiges Volk zu ſammeln, die Anſtalten für die Sicherheit der Hauptſtadt zu fördern und ihre träge Bevölkerung zu bewaffnen. »Illec, à son de trompe, allèrent parmi la ville crier alarme et que tôt on allât à l'aide du roi, lequel se combattoit au comte de Charolois; mais oncques, pour cris qu'ils fissent, la commune

ne se bougea, mais Joachim Rouault, maréchal de France, avec environ 500 hommes de guerre, tous à cheval, partirent prestement de Paris et s'en allèrent au pont Saint-Cloud, où ils ne trouvèrent personne des gens du comte de Charolois; car ceux que le comte avoit laissés pour garder le pont, ils l'abandonnèrent et s'enfuirent quand ils virent les seigneurs d'Aimeries, Haplincourt, Inchy et autres sans nombre fuir, et disoient que le comte avoit tout perdu. Le maréchal entra dedans la ville, et tous les fuyants qui depuis y vinrent, détint prisonniers, dont il y eut grand nombre, et les mena à Paris. Les seigneurs d'Aimeries, Inchy et autres qui étoient passés parmi le pont Saint-Cloud, fuirent jusqu'au Pont-Saint-Maxence, cuidants passer la rivière d'Oise, mais ils ne purent pour le seigneur de Mouy, capitaine de Compiègne, et plusieurs gens de guerre des garnisons de Corbie, Senlis, Clermont, Crespy et autres places, lesquelles avoient jà ouï nouvelles de la bataille et cuidoient que le comte de Charolois eût tout perdu, et que le roi eût eu la victoire; pourquoi ils s'étoient assemblés et étoient allés mettre le siége au Pont-Saint-Maxence, du côté vers Montdidier; et livrèrent un assaut au pont, par lequel assaut ceux dedans se rendirent, sanf leurs biens. Là furent pris le seigneur d'Aimeries et moult d'autres; le seigneur de Haplincourt fut pris entour Paris et mené à Paris. Pour bref dire, oncques nul homme de nom de ceux qui s'enfuyoient, n'échappèrent, qu'ils ne fussent pris, ou morts, ou noyés, et en fit-on à Paris plusieurs noyer.« Auch der Graf von Charny hatte Unglück gehabt, »lequel s'étoit parti de Bourgogne, avec lui 50 lances ou environ, pour venir avec le comte de Charolois, et non voulant aller ni soit mettre sous le maréchal de Bourgogne, lequel conduisoit et étoit chef de l'armée de Bourgogue, fut rencontré d'aucuns des gens du roi, et par force fut rué jus et pris prisonnier, et le remanant de ses gens, qui ne furent ni pris ni morts, se sauvèrent; èt depuis fut le comte de Charny mis à rançon, à 20,000 couronnes d'or. Le comte avoit épousé la fille bastarde du duc de Bourgogne; il avoit été en son

temps vaillant chevalier, et fait plusieurs armes, mais il étoit ancien, et avoit environ 68 ans ou plus.«

Der Aufenthalt zu Etampes beſchränkte ſich auf einige Tage, dann wurde eine Seitenbewegung gegen Saint-Mathurin de l'Archant und Moret, in deſſen Nähe der Loing ſich in die Seine ergießt, vorgenommen. »Monseigneur Charles et les Bretons demeurèrent en ces deux petites villes, et le comte de Charolois s'en alla loger en une grande prairie, sur le bord de la rivière de Seine (bei Moret), et avoit fait crier que chacun portât crochets pour attacher ses chevaux. Il faisoit mener sept ou huit petits bateaux sur charroi et plusieurs pipes par pièces, en intention de faire un pont sur la Seine, pour ce que ces seigneurs n'y avoient point de passage. Monseigneur de Dunois l'accompagna, lui étant en une litière (car pour la goutte qu'il avoit, il ne pouvoit monter à cheval) et portoit l'on son enseigne après lui. Dès qu'ils vinrent à la rivière, ils y firent mettre de ces bateaux qu'ils avoient apportés, et gagnèrent une petite isle qui étoit comme au milieu, et descendirent des archiers qui escarmouchèrent avec quelques gens de cheval qui défendoient le passage de l'autre part, et y étoient le maréchal Joachim et Salazar. Le lieu étoit très-désavantageux pour eux; parce qu'il étoit fort haut et en pays de vignoble, et du côté des Bourguignons y avoit largement artillerie, conduite par un canonnier fort renommé, qui avoit nom maître Gerauld, lequel avoit été pris en cette bataille de Montlhéry, étant lors du parti du roi. Fin de compte il fallut que les dessusdits abandonnassent le passage et se retirèrent à Paris. Ce soir fut fait un pont jusques en cette isle, et incontinent fit le comte de Charolois tendre un pavillon, et coucha la nuit dedans, et 50 hommes-d'armes de sa maison. A l'aube du jour furent mis grand nombre de tonneliers en besogne, à faire pipes de mérain qui avoit été apporté, et avant qu'il fut midi, le pont fut dressé jusques à l'autre part de la rivière, et incontinent passa ledit seigneur de Charolois de l'autre côté et y fit tendre ses pavillons dont il y avoit grand nombre, et fit passer tout son ost et toute

son artillerie pardessus le pont et se logea en un coteau pendant devers la rivière, et y faisoit très-beau voir son ost pour ceux qui étoient encore derrière.

»Tout ce jour ne purent passer que ses gens. Le lendemain à l'aube du jour passèrent les ducs de Berry et de Bretagne, et tout leur ost, qui trouvèrent ce pont très-beau et fait en grande diligence. Si passèrent un peu outre et se logèrent sur le haut pareillement. Incontinent que la nuit fut venue, nous commençames à apercevoir grand nombre de feux bien loin de nous, autant que la vue pouvoit porter. Aucuns cuidoient que ce fut le roi, toutefois, avant qu'il fut minuit, on fut adverti que c'étoit le duc Jehan de Calabre, seul fils du roi René de Sicile, et avec lui bien 900 hommes-d'armes,« theils Lothringer, mehrentheils aber Burgunder aus dem Herzogthum und der Grafschaft. »Bien fut accompagné de gens de cheval, mais de gens de pied peu. Pour ce petit de gens qu'avoit ledit duc, je ne vis jamais si belle compagnie, ni qui semblassent mieux hommes exercés au fait de la guerre. Il pouvoit bien avoir six-vingts hommes-d'armes bardés, tous Italiens ou autres, nourris en ces guerres d'Italie, entre lesquels étoit Jacques Galiot (Galeotto), le comte de Campobasso, le seigneur de Baudricourt, pour le présent gouverneur de Bourgogne, et autres; et étoient ses hommes-d'armes fort adroits, et pour dire vérité, presque la fleur de notre ost; il avoit 400 cranequiniers, que lui avoit prêté le Comte-Palatin (1) gens fort bien montés et qui sembloient bien être gens de guerre, et avoit 500 Suisses à pied, qui furent les premiers

(1) Vermöge des unlängst mit Kurfürst Friedrich dem Streitbaren erneuerten Bündnisses. »Cranequin,« erklärt Lenglet du Fresnoy, »est un pied de biche, duquel on bande une arbaléte, et sont appelés Cranequiniers ceux qui usoient d'arbalétes à tels bandages, qui étoient proprement arbalétriers à cheval.« Johannes Müller überſetzt Cranequiniers einmal mit Hallparteniere, ein andermal hält er ſie für Artilleriſten. Ich bin nicht ungeneigt anzunehmen, daß der alte Namen beibehalten wurde, als man den Leuten ſtatt der Armbruſt die Feuerwaffe gab, und daß der ſtreitbare Pfalzgraf vornehmlich den reitenden leicht beweglichen Hackenſchützen ſeine Erfolge verdankte.

qu'on vit en ce royaume (1) et ont donné le bruit à ceux qui sont venus depuis, car ils se gouvernèrent très-vaillamment en tous les lieux où ils se trouvèrent. Cette compagnie que vous dis, s'approcha le matin, et passa ce jour pardessus notre pont.« Alſo Commines, dem doch Oliv. de la Marche theilweiſe widerſpricht:

»Si reviendrons à parler en celui temps des Bourguignons, que menoit et conduisoit le maréchal de Bourgogne, messire Thibaut de Neufchâtel seigneur de Blamont. Il avoit avec lui son frère, le seigneur de Montagu, le marquis de Rotelin, les deux frères de Toulongeon, messire Claude et messire Tristan, lesquels étoient bien accompagnés. Aussi avoit-il le seigneur d'Epiry, le seigneur de Rye, le seigneur de Soye et les enfans de Vaudrey que conduisoit Philippe de Vaudrey, gruyer de Bourgogne. Il avoit Guiot Dusie et plusieurs autres bons personnages, et d'autre part se joignit avec eux le duc Jehan de Calabre, un moult noble prince; et certes quand les Bourguignons et les Lorrains furent assemblés ensemble, c'étoit une moult belle armée et puissante d'hommes d'armes; et au milieu de la Beauce leur vinrent nouvelles que le roi de France avoit gagné cette bataille de Montlhéry et que le comte de Charolois étoit ou mort ou pris, dont de plein saut la compagnie fut moult effrayée. Mais ce noble prince de Calabre reconfortoit toute la compagnie et disoit qu'il ne croyoit point que cette noblesse et puissance fut déconfite pour un jour, et pria qu'on eût patience d'ouïr les secondes nouvelles, et que les premières nouvelles de la guerre ne sont jamais sûres ni vraies, et que quand il seroit vrai de la déconfiture, il s'offrit en sa personne de demeurer avec les Bourguignons et conseilloit d'eux tirer devers le bon duc Philippe, pour prendre vengeance de ce grand méchef à lui avenu, et se montroit le duc de Calabre vrai et loyal prince en cette partie; et combien qu'il y eut des piques et des

(1) Es iſt demnach eine Aufſchneiderei von Joh. Müller, daß an dem Tage bei Montlhéry die ſchweizeriſche Ordonnanz geleuchtet habe.

partialités entre lui et le maréchal de Bourgogne, toutefois il mit tout arrière dos, et besognoit de conseil et d'aide avec ledit maréchal familièrement, et le maréchal avec lui; et en devisant de ces matières et regardant qu'il étoit de faire, il vint un certain messager qui lui certifia sur sa vie que le comte de Charolois avoit obtenu la journée et gagné la bataille. Si fut ce grand deuil mis en toute joie, et marchèrent pour venir devers le comte, et étoient tous en escadres, qui étoit moult belle chose à voir. Quand les ducs de Berry et de Bretagne surent la venue des Bourguignons et du duc de Calabre leur cousin, ils partirent de Moret en Gâtinois pour aller audevant, et d'autre part se partit le comte de Charolois et se joignit avec monseigneur de Berry pour aller audevant du duc Jehan de Calabre. Et pouvez croire qu'ils se firent grand honneur et grande fête à l'assembler, et pendant ce temps le comte de Charolois fit tendre ses tentes et ses pavillons sur la rivière de Seine, et sembloit que ce fut Raimondin qui eut fait une nouvelle ville. Là tinrent les seigneurs un conseil comment ils soutiendroient la bataille, si les seigneurs de France revenoient encore une fois. Mais monsieur de Beuil, qui moult savoit de la guerre, affirmoit toujours qu'ils ne reviendroient plus à la bataille, et que le roi de France en avoit assez pour cette fois; et fut conclusion de tirer à Saint-Martin-de-Larchamp, et que là se prendroient conclusions de ce qu'il seroit de faire, et fut cette grosse armée séparée pour celle fois. Le duc de Calabre, le comte de Charolois et le comte de Saint-Pol demeurèrent à Saint-Mathurin. Les ducs de Berry et de Bretagne et grande partie de la seigneurie se logèrent à Nemours, et le seigneur de Hautbourdin se logea en une ville qu'il avoit gagnée.« —

»Le tout ensemble s'étoit joint pour venir plus assurément avec monseigneur de Calabre, lequel sembloit aussi bien prince et grand chef de guerre comme nul autre que visse en la compagnie, et s'engendra grande amitié entre lui et le comte de Charolois. Quand toute cette compagnie fut passée, que l'on estimoit cent mille chevaux tant bons que mauvais,

ce que je crois, se delibérèrent les seigneurs de partir pour tirer devant Paris, et mirent toutes leurs avant-gardes ensemble. Pour les Bourguignons, les conduisoit le comte de Saint-Pol. Pour les ducs de Berry et de Bretagne Oudet de Rye (d'Aydie) et le maréchal de Loheac, comme il me semble, et ainsi s'acheminèrent,« auf dem rechten Ufer der Seine, Stromabwärts. »Le comte de Charolois et le duc de Calabre prenoient grande peine de commander et de faire tenir ordre à leurs batailles, et chevauchèrent bien armés, et sembloit bien qu'ils eussent bon vouloir de faire leurs offices. Les ducs de Berry et de Bretagne chevauchoient sur petites haquenées à leur aise, armés de petites brigandines fort légères, pour le plus encore disoient aucuns qu'il n'y avoit que petits clous dorés pardessus le satin, afin de moins leur peser, toutefois je ne le sais pas de vrai. Ainsi chevauchèrent toutes ces compagnies jusques au pont de Charenton près Paris, à deux petites lieues, et le 19. août, lundi, les Bretons et Bourguignons et autres de leur compagnie vinrent devant le pont de Charenton, auquel lieu ils assirent plusieurs pièces d'artillerie et d'icelles tirèrent aucuns coups contre la tour dudit pont. Et incontinent ce fait, ceux qui avoient la garde dudit pont, l'abandonnèrent et s'en vinrent à Paris; parquoi, et qu'ils n'eurent nulle résistance, passèrent incontinent pardessus ledit pont avec leur artillerie. Et ce même jour, environ vèpres, iceux Bretons et Bourguignons vinrent voltiger par-devant Paris, et celle nuit aucuns d'eux s'allèrent loger dedans le parc du bois de Vincennes, environ de 3 — 4000 hommes.« Vom 24. Aug. an bezogen die Fürſten die ihnen zugetheilten Quartiere. Der Graf von Charolais nahm ſeinen Aufenthalt in dem ihm zuſtändigen Schloß Conflans; »le comte et ceux de sa compagnie furent logés à Conflans, c'est à savoir le comte, pour son corps au château, le comte de Saint-Pol et l'avant-garde entre Paris et Conflans, le bastard de Bourgogne et l'arrière-garde entre Conflans et le pont de Charenton, et ferma ledit comte un grand pays de son charroi et de son artillerie, et avec lui se logea le duc de Calabre. A

Saint-Maur-des-fossés et à Beauté et autour du bois de Vincennes avec leurs armées furent logés les ducs de Berry et de Bretagne, et tout le demeurant envoyèrent loger à Saint-Denys. Les gens du comte d'Armagnac et du duc de Nemours demeurèrent en Brie, lesquels on estimoit à 5 ou 6000 combattants.

»Et tous les jours se faisoient de grandes escarmouches devant Paris, du côté de la porte Saint-Antoine. Le roi de France avoit assemblé à Paris grosse armée et grands gens-d'armes, et les étoit allé quérir jusques en Normandie, et par une noire nuit envoya les francs-archers normands faire un tranchis garni d'artillerie, tellement qu'il battoit du long de la rivière et du travers, et se pouvoit on tenir à grande peine à Conflans. Mais le duc de Calabre et le comte de Charolois visitèrent en leur personne ledit tranchis, et prestement firent apporter grandes cuves à vendanger (car légèrement pouvoit-on recouvrer desdites cuves, pource que grands vignobles sont en ce quartier); et de ce firent gros boulevards, garnis de bonne artillerie, et tellement battoient du travers de la rivière, que les Normands qui étoient ès tranchis n'osoient lever la tête: et firent iceux princes faire un pont sur la rivière (zum linken Ufer führend), par lequel les Bourguignons passoient, et tous les jours y avoit grande escarmouche de là l'eau; et quand François se venoient montrer, le duc de Calabre avoit une petite compagnie de Suisses qui prestement passoient l'eau, et ne doutoient point les gens de cheval, car ils étoient communément trois Suisses ensemble, un piquenaire, un coulevrinier et un arbalétrier, et étoient si duits de ce métier, qu'ils secouroient l'un l'autre au besoin; et se bouta avec eux un archier du corps du comte de Charolois, nommé Savarot, qui se montra moult bien avec lesdits Suisses.

»La tranchée que les gens du roi avoient faite, étoit fort longue, tirant vers Paris, et toujours la tiroient avant, et jetoient la terre de notre côté, pour soi taudir de l'artillerie, car tous étoient cachés dedans le fossé, ni nul n'eut osé montrer la tête. Ils étoient en lieu uni comme la main et

en belle prairie. Je n'ai jamais tant vu tirer pour si peu de jours, car de notre côté on s'attendoit de les chasser de là à force d'artillerie. Ainsi se passa trois ou quatre jours. La crainte fut plus grande que la perte des deux côtés, car il ne se perdit nul homme de nom. Quand ces seigneurs virent que ceux du roi ne s'émouvoient point, il leur sembla honte et péril et que ce seroit donner coeur à ceux de Paris. Car le roi y vint en très-grande compagnie et mit bien deux mille hommes-d'armes en la ville: tous les nobles de Normandie, grande force de francs-archers, les gens de sa maison, pensionnaires et autres gens de bien qui se trouvent avec tel roi en semblables affaires. Pour remédier à cela, il fut conclu en conseil que l'on feroit un très-grand pont sur grands bateaux: et couperoit-on l'étroit du bateau et ne s'asseyeroit le bois que sur le large, et au dernier couplet y auroit de grandes ancres pour jeter en terre. Avec cela furent amenés plusieurs grands bateaux de Seine, qui eussent pû aider à passer la rivière et assaillir les gens du roi. A maître Girauld, canonnier, fut donnée la charge de cet ouvrage, auquel il sembloit que pour les Bourguignons étoit grand avantage de ce que les autres avoient jeté les terres de notre côté, pource que quand ils seroient outre la rivière, ceux du roi trouveroient leur tranchée beaucoup au-dessous des assaillans, et qu'ils n'oseroient saillir dudit fossé, pour crainte de l'artillerie.

»Ces raisons donnèrent grand coeur aux notres de passer, et fut le pont achevé, amené et dressé, sauf le dernier couplet, qui tournoit de côté, prêt à dresser, et tous les bateaux amenés. Dès qu'il fut dressé, vint un officier d'armes du roi dire que c'étoit contre la trêve, pource que ce jour et le jour précédent y avoit eu trêve, et venoit pour voir ce que c'étoit. A l'aventure il trouva M. de Bueil et plusieurs autres sur ledit pont, à qui il parla. Ce soir passoit la trêve. Il y pouvoit bien passer trois hommes-d'armes, la lance sur la cuisse, de front; et y pouvoit bien avoir six grands bateaux, que chacun eût bien passé mille hommes à la fois, et plusieurs

petits: et fut accoustrée l'artillerie pour les services à ce passage. Si furent faites les bandes et les rôles de ceux qui devoient passer, et en étoient chefs le comte de Saint-Pol et le seigneur de Hautbourdin.

»Dès que minuit fut passé, commencèrent à s'armer ceux qui en étoient, et avant jour furent armés, et oyoient les aucuns messe en attendant le jour, et faisoient ce que bons chrétiens font en tel cas. Cette nuit je me trouvai en une grande tente qui étoit au milieu de l'ost, où l'on faisoit le guet, et s'attendoit l'heure de voir cet ébat. Soudainement nous ouïmes ceux qui étoient en ces tranchées, qui commencèrent à crier à haute voix: Adieu, voisins, adieu, et incontinent mirent le feu en leurs logis et retirèrent leur artillerie. Le jour commença à venir. Les ordonnés à cette entreprise étoient jà sur la rivière, au moins partie, et virent les autres jà bien loin, qui se retiroient à Paris. Ainsi donc chacun s'alla désarmer, très-joyeux de ce département. Et à la vérité ce que le roi avoit mis de gens, ce n'étoit que pour battre notre ost d'artillerie, et non pas en intention de combattre, car il ne vouloit rien mettre en hasard, mais son intention étoit de traiter paix et départir la compagnie, sans mettre son état en péril de chose si incertaine qu'une bataille.

»La trève ne duroit jamais guères qu'un jour ou deux. Aux autres jours se faisoit la guerre tant aspre qu'il étoit possible, et continuoient les escarmouches depuis le matin jusqu'au soir. Je ne vis jamais une seule journée qu'il n'y eût escarmouche. Un jour fut entrepris à Paris de nous venir combattre, et crois que le roi n'en délibéra rien, mais les capitaines, et de nous assaillir de trois côtés. Les uns devers Paris, qui devoit être la grande compagnie. Une autre bande devers le pont de Charenton, et ceux-là n'eussent guères su nuire, et 200 hommes-d'armes qui devoient venir par devers le Bois-de-Vincennes. De cette conclusion fut averti l'ost, environ la minuit, par un page qui vint crier de l'autre part de la rivière, que aucuns bons amis des seigneurs les advertissoient de l'entreprise et en nomma aucuns, et incon-

tinent s'en alla. Sur la fine pointe du jour vint messire Poncet de Rivière devant le pont de Charenton, et M. du Lau d'autre part devers le Bois-de-Vincennes jusques à notre artillerie, et tuèrent un canonnier. L'alarme fut fort grande, cuidant que ce fût ce dont le page avoit adverti la nuit. Tost fut armé monseigneur de Charolois, mais encore plutost Jean duc de Calabre: car à toutes alarmes c'étoit le premier homme armé, et de toutes pièces, et son cheval toujours bardé. Il portoit un habillement que ces conducteurs portent en Italie, et sembloit bien prince et chef de guerre, et tiroit toujours droit aux barrières de notre ost, pour garder les gens de saillir, et y avoit d'obéissance autant que monseigneur de Charolois, et lui obéissoit tout l'ost de meilleur coeur; car à la vérité il étoit digne d'être honoré.

»En un moment tout l'ost fut en armes, et à pied, au long des chariots par le dedans, sauf quelques deux cents chevaux qui étoient dehors au guet, et excepté ce jour, je ne connus jamais que l'on eût espérance de combattre, mais cette fois chacun s'y attendoit. Et sur ce bruit arrivèrent les ducs de Berry et de Bretagne, que jamais je ne vis armé que ce jour. Le duc de Berry étoit armé de toutes pièces. Ils avoient peu de gens, ainsi ils passèrent par le camp, et se mirent un peu au dehors pour trouver messeigneurs de Charolois et de Calabre, et là parloient ensemble. Les chevaucheurs qui étoient renforcés, allèrent plus près de Paris, et virent plusieurs chevaucheurs qui venoient pour savoir ce bruit en l'ost. Notre artillerie avoit fort tiré, quand ceux de M. du Lau s'en étoient approchés si près. Le roi avoit bonne artillerie sur la muraille de Paris, qui tira plusieurs coups jusques à notre ost, qui est grande chose (car il y a deux lieues?), mais je crois bien qu'on avoit levé le nez bien haut aux bâtons. Ce bruit d'artillerie faisoit croire de tous les deux côtés quelque grande entreprise. Le temps étoit fort obscur et trouble, et nos chevaucheurs qui s'étoient approchés de Paris, voyoient plusieurs chevaucheurs, et bien loin outre devant eux voyoient grande quantité de lances de-

bout, ce leur sembloit, et jugeoient que c'étoient toutes les batailles du roi, qui étoient aux champs, et tout le peuple de Paris, et cette imagination leur donnoit l'obscurité du temps.

»Ils se reculèrent droit derrière ces seigneurs qui étoient hors de notre camp, et leur signifièrent ces nouvelles et les assurèrent de la bataille. Les chevaucheurs saillis de Paris s'approchoient toujours, pource qu'ils voyoient reculer les notres, qui encore les faisoit mieux croire. Lors vint le duc de Calabre là où étoit l'étendard du comte de Charolois et la plupart des gens de bien do sa maison, pour l'accompagner, et sa bannière prête à déployer, et le guidon de ses armes, qui étoit l'usance de cette maison, et là nous dit à tous ledit duc Jehan: »»Or ça nous sommes à ce que nous avons tous désiré: voilà le roi et tout ce peuple sailli de la ville et marchent, comme disent nos chevaucheurs; et pour ce, que chacun ait bon vouloir et coeur. Tout ainsi qu'ils saillent de Paris nous les aunerons à l'aune de la ville, qui est la grande aune«« (1). Ainsi alla reconfortant la compagnie. Nos chevaucheurs avoient un petit repris de coeur, voyant que les autres chevaucheurs étoient foibles, se rapprochèrent de la ville, et trouvèrent encore ces batailles au lieu où ils les avoient laissées, qui leur donna nouveau pensement. Ils s'en approchèrent le plus qu'ils purent, mais étant le jour un peu haussé et éclairci, ils trouvèrent que c'étoient grands chardons. Ils furent jusques auprès des portes, et ne trouvèrent rien dehors: incontinent le mandèrent à ces seigneurs, qui s'en allèrent ouïr messe et dîner, et en furent honteux ceux qui avoient dit ces nouvelles, mais le temps les excusa, avec ce que le page avoit dit la nuit de devant.«

Was vollends das lächerliche Abenteuer in Vergessenheit brachte, war eine nicht unbedeutende Verstärkung, so Philipp von Saveuse dem Heer der Fürsten zuführte. Der, »ancien chevalier de soixante-douze ans ou plus,« hatte in der allgemeinen Muthlosigkeit, so eine Folge der falschen Nachricht von

(1) Die alte Pariser Elle ist ungemein groß.

dem Verluſt der Schlacht bei Montlhéry, durch ſeine Feſtigkeit die Landſchaft Artois vor dem Einfall der Feinde bewahrt. »Et environ vingt archiers avec lui voulut entrer dedans Bapaume, laquelle entrée ceux de la ville lui refusèrent, et sembloit que aucuns de la ville ne fussent pas léals au duc de Bourgogne, leur seigneur. Quand il vit ceci, dit à ceux de la ville que, s'il n'y entroit pas par beau, il y entreroit par force; ce voyant, ceux de la ville le laissèrent entrer ens à petite compagnie. Il fut moult ébahi du refus, et à la vérité c'étoit chose pour ébahir, car ils étoient nuement tenus de la comté d'Artois et au duc de Bourgogne, et sembloit que si la chose fût allée comme on disoit, qu'ils se fussent tournés avec le comte de Nevers, duquel comte un de ses archiers étoit mayeur de la ville. Le seigneur de Saveuse y coucha la nuit, et le lendemain, 20. juillet environ midi se partit et alla à Arras, et logea en la cité, en sa maison. Illec manda prestement ceux de la ville d'Arras, auxquels il rémontra comme il étoit de nécessité de mettre gens sus pour garder les pays du duc, pour aller conforter et requérir leur prince, le comte de Charolois, si métier étoit. Et étois présent moi qui ai mis ces choses par écrit, quand il réquit qu'on lui voulût prêter dix-mille écus, en soi obligeant à rente viagère ou héritière, ou qu'on voulût acheter pour dix-mille écus des meilleurs héritages qu'il eût ni lui ni sa femme, au rachat d'un an; et que cet argent étoit pour employer à mettre gens de guerre sus, avec tout ce qu'il avoit d'argent, de vaisselles et de bagues; que tout vouloit emploÿer avec son corps pour secourir et aider le comte de Charolois et servir son prince; lequel argent il ne put recouvrer. Toutefois autant d'argent qu'il avoit ni qu'il put emprunter, il employa à mettre gens-d'armes sus; et manda par toutes les villes du duc, dont il étoit seigneur, car il tenoit bien huit-mille florins de rente ou plus, à tous ceux qui s'étoient accoutumés d'armer avec lui, et aux gens de guerre, que prestement vinssent en armes devers lui; et à ceux qui n'avoient de quoi leur armer, leur faisoit bailler jacques, arcs, trousset et chevaux, ou trouvoit

manière qu'ils étoient habillés; et à ce faire s'y employoit diligemment la dame de Saveuse, sa femme, pour complaire à son mari. Et tant fit de lui-même que, ains qu'il fut quinze jours, assembla de trois à quatre cents compagnons de guerre bien en point, tant à pied que à cheval. Ce tems pendant, le duc de Bourgogne envoya audit seigneur de Saveuse un mandement par lequel il le commettoit capitaine-général d'Artois, et manda aux bonnes villes, châtellenies d'Artois et de Lille, qu'on mît sus des gens de guerre au plus grand nombre que on pourroit, et allassent devers le seigneur de Saveuse. Lesquels y envoyèrent tellement qu'ils se trouvèrent en dedans quinze jours devers le seigneur de Saveuse deux-mille combattans et plus de pied; le seigneur de Roubais, riche de dix-mille florins de rente ou plus, grand terrien; Jehan de Montmorency, chevalier, seigneur de Neveles en Flandres, riche et grand terrien; le seigneur de Beaufremont, chevalier.«

Alſo geſtärkt, nachdem er ſich vollends der Städte Bapaume, Montdidier und Bray-ſur-Somme verſichert, trat Saveuſe an der Spitze von 120 Lanzen und 1500 Schützen den Marſch zur Seine an, mit ſich führend eine ſchwere Geldſumme (120,000 Schilde), ſo der Herzog von Burgund dem Sohne zuſchickte. Zu Montdidier hat der von Hautbourdin mit ſeinen Reiſigen ſich eingefunden, dem Geldtransport zu mehrer Sicherheit. »Et leur fut nécessité d'être bien accompagnés de gens-d'armes, car plusieurs garnisons des gens du roi s'assemblèrent et firent plusieurs embûches pour les ruer jus et prendre lesdites finances; desquelles embûches le seigneur de Saveuse en fut advertí. Si se tinrent lui et ses gens toujours en bonne ordonnance, jusques à tant qu'ils vinrent à Conflans devers le comte de Charolois. Quand le seigneur de Saveuse approcha de Conflans, si tira de ses gens, sans plus, d'une part avec lui, et se mit en bataille et belle ordonnance, et vint où le comte de Charolois étoit. Lequel il faisoit beau voir, car, combien qu'il eût soixante-douze ans, si étoit-il monté et habillé comme si ne eût que quarante ans, et avoit quatre ou cinq pages après

lui, atout riches salades, leurs chevaux et le sien chargés d'orfévreries, semés de croix de Saint-Andrieu. Le comte de Charolois le vit en cet état moult volontiers, et lui fit grande chère, et dit-on que, en lui faisant le bien-veignant, il lui dit: »»Seigneur de Saveuse, soyez le très-bien venu; je voudrois que eussiez été avec moi au Mont-le-Héry, et m'eût coûté quarante mille écus d'or.«

In Kurzem wurde die Freude noch erhöhet durch die Nachricht von der Einnahme von Péronne und der Gefangenschaft des Grafen von Nevers. »Le 3. octobre 1465 un gentilhomme, natif de Bourgogne, nommé Arcquembaut, lequel un mois paravant avoit été plusieurs fois à Péronne, devers le comte de Nevers, par le moyen du seigneur de Saveuse, et puis, par sauf-conduit du roi, avoit été en France devers le comte de Charolois, et retourné devers le duc, son père, et disoit-on que c'étoit pour trouver le traité du comte, et que le comte devoit rendre Péronne, icelui Arcquembaut, en la compagnie du seigneur de Roubais, du seigneur de Fourmelles et autres, jusques au nombre de cinq à six cents combattans, environ quatre heures du matin vinrent devant Péronne, et quand ils approchèrent de la ville, ledit Arcquembaut, lui douzième à pied, avec les autres, alla au boulevard devant le châtel et monta dedans par échelles, et prit ledit boulevard et ceux dedans, par le moyen desquels il entra incontinent dedans la tour du châtel, où il trouva le comte de Nevers, le seigneur de Sailly et autres en leurs lits, lesquels il prit prisonniers; et ce fait, environ le point du jour, le comte et ses gens jetèrent cris au prendre, tellement que ceux de la ville l'ouïrent, lesquels vinrent en armes devant le châtel, auquel étoient jà entrés 60 à 80 hommes des gens du duc de Bourgogne qui vinrent sur les murs montrer à ceux de la ville comment ils étoient au duc de Bourgogne, et qu'ils se rendissent à lui. Lesquels prirent advis de répondre à trois heures après dîner, et de trois heures à cinq; à laquelle heure ils obéirent au commandement des gens du duc et ouvrirent les portes au seigneur de Roubais et aux autres.

Et par cette façon fut prise la ville et mise en la main du duc, dont aucuns disoient que le comte de Nevers l'avoit ainsi voulu laisser prendre, afin que le roi de France, auquel il avoit fait serment, ne le voulût charger de sa foi, et que son traité étoit fait au duc et à son fils. Mais quoiqu'il en fût, on mena prestement ledit comte prisonnier au châtel de Béthune, et ledit Arcquembaut demeura à Péronne, lequel avoit le renom de bien écheller villes et châteaux, et par lui fut prise et échellée la ville de Luxembourg, comme on disoit, en l'année 1442.«

Dergleichen Erfolg, ſtatt der verbündeten Fürſten Eintracht zu fördern, diente vielmehr dazu, die Eiferſüchteleien zu ſteigern und den Umtrieben des Königs von Frankreich, der nur bedacht, ſeine Gegner einzuſchläfern und zu theilen, einen weitern Spielraum zu eröffnen. Im Sept. ſchon wurde unterhandelt, wie denn Olivier de la Marche ſchreibt: »Ainsi se continuoit la guerre du côté de Conflans, et quasi tous les jours se tenoit conseil à Beauté devant M. de Berry et les autres princes.« Beauté war ein königliches Schloß, zwiſchen dem Park von Vincennes und Nogent auf einem der die Marne beſchließenden Hügel gelegen. »Et tous les jours y alloient le duc de Calabre et le comte de Charolois, armés et l'épée ceinte, et étoient habillés de journades pareilles, et sembloient bien deux princes et deux capitaines qui désiroient plus le débat que la paix; et toujours étoient ces deux princes d'opinion de mener la guerre outre, pource qu'ils trouvoient le roi de France variable en ses promesses. A ce conseil venoient les députés de Paris, et nommément l'évêque de Paris, un moult notable clerc, frère de maître Alain Chartier; mais à nulle fois ne se put trouver nulle bonne conclusion. D'autre part le roi de France, qui moult étoit subtil en ses affaires, mit sus de son côté un parlement qui se tenoit en la Grange-aux-Merciers, assise assez près de Conflans, et duquel parlement étoit chef monsieur Charles duc d'Anjou. Et monsieur de Berry et les princes y envoyèrent leurs députés. Et tendoit icelui parlement à fin de trouver un expédient sur la

réformation du royaume et sur le bien public, dont les princes faisoient plainte. En ce temps furent prises plusieurs trèves d'une part et d'autre, et durant lesdites trèves nous allions à Paris faire grand'chère, pour notre argent, où nous étions les très-bien venus. Et qui me demanderoit comment se trouvoient les vivres pour si grande et puissante armée qu'il y avoit à Paris et dehors, tant de gens-d'armes comme de chevaux, je réponds certes que la cité de Paris étoit lors fort pleine de blés et de vins, et fit grandement son profit de l'armée. D'autre part le comte de Roussy, fils du comte de Saint-Pol, avoit trouvé manière de soi bouter et tenir main forte dedans la ville de Lagny-sur-Marne, dont moult de biens et de pourvéances vinrent aux princes et à l'armée qui étoit hors de Paris.«

Daß in jenen Friedenshandlungen das öffentliche Wohl der letzte Gegenstand der Betrachtung, wird niemand bezweifeln. Sie galten lediglich dem Privatintereſſe der Conföderirten, und als dieſe ſcheinbar geſichert durch die in dem Friedensvertrag von Conflans, 5. Oct. 1465 von dem König gemachten Conceſſionen, nahm der Krieg ein Ende. An den Grafen von Charolais trat der König ab, »pour lui et ses hoirs males ou femelles, descendants de lui en directe ligne, à toujours les villes, cités, terres, forteresses et seigneuries appartenantes à nous de et sur la rivière de Somme, d'un côté et d'autre, comme Amiens, Saint-Quentin, Corbie, Abbeville, ensemble toute la comté de Ponthieu deçà et delà ladite rivière de Somme, Dourlens, Saint-Riquier, Crevecoeur, Arleux, Montreuil, le Crotoy, Mortagne, avec leurs appartenances et appendances quelconques, et tous autres qui nous peuvent appartenir à cause de notre dite couronne, depuis ladite rivière de Somme inclusivement, en tirant du côté d'Artois, de Flandres et de Hainaut, tant de notredit royaume, que de l'Empire, lesquelles notre oncle de Bourgogne tenoit et possédoit naguères au moyen du traité d'Arras, et avant le rachat et désengagement que nous avons fait. En y comprenant aussi, au regard des villes séantes sur ladite rivière de Somme, du côté de notre royaume, les

banlieues et échevinages d'icelles villes, et tout ainsi et en la forme et manière que notredit oncle les tenoit et possédoit, pour jouir par notredit frère et cousin et sesdits hoirs, et les hoirs de sesdits hoirs males ou femelles, descendants d'eux en directe ligne, desdites cités, forteresses, villes, terres et seigneuries en tous profits et revenus, tant de domaines comme des aides ordonnés pour la guerre, et aussi des tailles et autres émoluments quelconques, ainsi que faisoit notredit oncle, et sans y retenir aucune chose, fors les foi et hommage, ressort et souveraineté: et lequel transport nous avons fait et faisons au rachat de deux cents mille écus d'or bons et de poids, à présent ayants cours. Lequel rachat nous et nos successeurs ne pourront faire de notredit frère et cousin, ni durant sa vie: mais seulement nous et nosdits successeurs ne pourront faire desdits hoirs de notredit frère et cousin, descendants d'eux en directe ligne, qui tiendront icelles terres, parmi leur baillant et payant à une fois ladite somme de 200,000 écus, à présent courants.« Weiter gibt der König zu, »que lui et ses enfants males ou femelles, procrées en mariage de son propre corps, tant seulement durant leur vie, tiennent et puissent tenir la comté de Boulogne par la forme et manière, que par le traité d'Arras notredit frère et cousin la peut tenir ... Et aussi avons promis et accordé, promettons à notredit frère et cousin, que nous lui ferons bailler et dépêcher pleinement, purement et franchement, et en tant qu'à nous est, lui baillons et délivrons dès maintenant les châteaux, villes, châtellenies et prévôtés de Péronne, Montdidier et Roye, avec toutes leurs appartenances et appendances quelconques, déchargés de toutes gagères et rachats, en tels et semblables droits qu'elles furent baillées et transportées à notredit oncle son père, par ledit traité d'Arras. Et avec ce avons baillé et transporté à notredit frère et cousin pour lui, ses hoirs et successeurs quelconques, et en héritage perpétuel la comté de Guines.« Nachträglich wurden dem Grafen auch noch die Prévôtés Vimeu, Beauvoisis und Foulloy, Dependenzen des Bailliage Amiens, zugetheilt. Diese Bestimmungen gebe ich hier

umſtändlich, weil ſich daraus ergibt, daß Karl der Kühne ſo ziemlich die alte Naturgrenze von Flandern wieder erobert hat: eitel Uſurpation war aller Beſitz der Könige von Frankreich auf dem rechten Ufer der Somme; ein Umſtand, den vielleicht Groß-Deutſchland bei ſeinem Erwachen aus ſiebenhundertjähriger Erſtarrung beherzigen wird.

Dem Tage von Montlhéry überlebte das Geſchlecht der Gerolſteiner um ein volles Jahrhundert. Johann und Kuno von Gerolſtein werden 1466 genannt. Flongin von Geroltſtein, des Kaspar von Mielen genannt Dieblich Hausfrau, und Philipp de Gerenstein, 1480. Peter, Beſitzer von Haus und Hof zu Lorch, war todt 1496. Philipps ſtarb Dienſtag nach Judica 1522. Hermanns von Gierſtein und der Anna Knebel von Katzenellenbogen Tochter, Philipps von Langeln, des Amtmanns zu Wiesbaden Hausfrau, wurde Wittwe 1524. Heinrichs von Gierſtein und der Anna Knebel von Katzenellenbogen Tochter Eliſabeth kommt 1550 als des Wolf Hermann von Geiſpizheim Hausfrau vor. Wilhelm Friedrich von Gerolſtein ſtarb 1569, Heinrich, der letzte Mann des Geſchlechts, im J. 1573. Die Allodien ſcheinen denen von Geiſpizheim geworden zu ſein; das Lehen hat Landgraf Philipp II von Heſſen eingezogen. Es gehörten dazu die Doppelburg Gerolſtein, das gleichnamige Dorf von 12 oder 15 Unterthanen, das Dorf Ober- und Nieder-Fiſchbach, 24 Hufen Land zu Pohl, mehre Zehnten und Gefälle. Eine Nebenlinie mögen ausmachen die von Gerſtein zu Hohenſtein, woſelbſt ſie Burgmänner. Sie unterſchieden ſich durch das Beizeichen eines Ringes und blühen vielleicht noch in Preuſſen, wie denn mehre von Gerſtein genannt Hohenſtein in der Armee dienen.

Von Hohenſtein, der in der Nähe von Schwalbach, an der Aar, kühn und romantiſch gelegenen Burg, führten den Namen verſchiedene Geſchlechter, die vielleicht insgeſamt von den von Laufenſelden, Burgmänner auf Hohenſtein um 1250, abſtammen, dem Wappen nach aber ungezweifelt derer von Gerolſtein Vettern waren. Als ſolche kann ich jedoch nur die von Hohenſtein kurzweg, die Breder von Hohenſtein und die Breder genannt Bochler anerkennen, wogegen die Hohenſtein mit dem Sparren

offenbar eines andern Stammes ſind. Die von Hohenſtein, welche neben dem rothen Schild eine ſchwarze Blume mit goldenem Kelch führen, waren von Katzenellenbogen belehnt mit dem Burgſitz zu Hohenſtein, zwei Höfen zu Ruppenrod, dem Zehnten zu Kemel und Wisper (Wußbar). Von Naſſau empfingen ſie Güter zu Breithard, abſonderlich den Zehnten 1359, auch Güter in der Eſterau und bei Wiesbaden, von der Grafſchaft Sponheim Güter zu Nievern und 14 Pfund Heller zu Caſtellaun, von der Abtei Prüm den halben Hof zu Badenhart, zwiſchen St. Goar und Pfalzfeld, auch Güter bei Stromberg. Walther von Hoynſtein 1322. Neſe von Hohenſtein, Aebtiſſin zu Beſſelich in der Grafſchaft Diez 1428. Philipp, Deutſchordensritter, Comthur zu Würzburg, Statthalter der Ballei Lamparten 1485. Philipp von Hoinſtein wird 1521 von Sponheim belehnt mit der Vogtei zu Nievern und Fachbach und den 10 Pfund Heller. Dietrich, des Fürſtbiſchofs von Speier Rath und Fauth zu Bruchſal 1549, ſtarb 23. Febr. 1571. Die einzige Tochter ſeiner Ehe mit Katharina Roth von Burg-Schwalbach, Anna, wurde an Gernand von Schwalbach verheurathet, ſtarb 3. Januar 1606 und ruhet zu Kiederich. Von Dietrichs Brüdern war Philipps von Hohenſtein zu Kiederich ſeit 1512 mit Walpurg von Engelſtatt verheurathet und durch ſie Vater der einzigen Tochter Bilhildis, die an Emmerich von Engelſtatt verheurathet, oder nach andern in der Wiege verſtarb. Philipps ſtarb 1529. Ein anderer Bruder, Georg von Hohenſtein, gewann in der Ehe mit Margaretha Schlichter von Erpfenſtein drei Kinder. Eliſabeth war Kloſterfrau zu Gummersheim bei Odernheim. Johann, Domherr zu Mainz, Worms und St. Alban, ſtarb 22. Febr. 1558. Philipps von Hohenſtein heurathete 1547 des Vincenz von Stein bei Naſſau Tochter Maria, überlebte auch der zweiten Frau, Quirins von Naſſau Tochter Anna, und ſtarb, der letzte des Geſchlechts, 14. Sept. 1586.

Die Breder von Hohenſtein führen die Blume nicht, wohl aber, als jüngere Linie, den blauen Turnierkragen. Sie trugen zu Lehen: von Katzenellenbogen Haus und Güter zu Katzenellenbogen, Schwalbach, Wilsperg, Schiesheim (Schuſſen), Ober-

hausen, Selbach, St. Goar, Laufenfelden, zu der Erlen, Gefälle zu Dörsdorf, Singhofen und Kemel; von Naſſau das Molsbergiſche Gut zu Niedergladbach, ſeit 1452, ſamt der niedern Gerichtsbarkeit; einen Hof zu Mielen, Zehnten zu Pohl und Lollſchied, Mannгelder zu Hadamar; von Sponheim Güter zu Badenhart, Speſſert, Leideneck, Leiningen, Hahn, Dudenroth, zu Burglehen auf Caſtellaun; von Kurpfalz Gefälle zu Weſel; von Mainz Gefälle zu Altenwieſen und Gaubeckelheim; von der Grafſchaft Rieneck Gericht und Güter zu Lindſchied und Heimbach. Am 2. April 1240 erlaubt Rheingraf Emmerich, daß Hermann von Hohenſtein ſeine Gemahlin Wiltrud bewitthume auf das Burglehen zu Rheinberg, nämlich in Hirzenach 24 Malter Hafer Bopparder Maas, in Lorch 25 Schilling Trieriſcher Pfennige, die um St. Remigien Tag fällig, in Springe die Vogteigefälle, in Heimbach und Watzelheim zwei Antheile von dem Rauchkorn, in Bärſtatt ein Antheil Zehnten, zu Wiesborn die Mühle, zu Hauſen, neben Wieſen und Bungert, 10 Schilling Trieriſch.

Heinrich, Henn oder Hermann und Philipp Breder von Hohenſtein, Gebrüder, 1320. Im J. 1446 theilen ſich Henn der Junge, Otto und Dieter Breder, Gebrüder, dergeſtalt, daß Henn das Burghaus auf Greifenſtein, die beiden andern jenes auf Hohenſtein haben ſollen. Philipp Breder von Hohenſtein und Johanna von Kynthuſen, Eheleute, verkaufen dem Hospital zu Zweibrücken eine Korнrente von 5 Malter, 4. Dec. 1517. Mittwoch nach Egidien 1543 conſentirt Graf Jacob von Zweibrücken, als Lehensherr, daß die Gebrüder Breder von Hohenſtein ihr Schloß Hattweiler, unweit Zweibrücken, ſeit 1721 die Guſtavsburg genannt, dem Erzſtift Trier öffnen. Philipps und der von Kynthauſen Sohn, Philipp ebenfalls genannt, auf Hattweiler geſeſſen, heurathete 1557 die Salome Wurmſer zu Bendenheim und Schaftolsheim. Seine Tochter Barbara erſcheint 1570 und 1593 als des Friedrich von Stein-Callenfels Hausfrau. Sein Sohn Peter Breder von Hohenſtein ſtarb als der letzte des Geſchlechtes zu Frauenſtein, 1605. Deſſen Ehe mit des Johann Mauchenheimer von Zweibrücken Wittwe, Margaretha Klüppel von Elkerhauſen (Abth. II Bd. 3 S. 661—663)

war kinderlos geblieben. Noch ſind zu nennen Anna, Kloſterfrau auf dem Rupertsberg, Meiſterin zu Eibingen, geſt. 22. Dec. 1499. Werner, Abt zu Limburg ſeit 1510, geſt. 8. Oct. 1531. Peters und der Anna von Irmtraud Sohn Konrad, mit Margaretha von Rheinberg verheurathet, ſtarb 30. Sept. 1589. Sein Sohn Konrad führte dem Herzog von Südermanland (1), nachmaligen K. Karl IX von Schweden, liebens- und verehrungswürdigen Andenkens, ſeine erſte Gemahlin zu, des Kurfürſten und Pfalzgrafen Ludwig Tochter Anna Maria. Beſagter Konrad Breder von Hohenſtein, Schultheiß des Rittergerichts zu Nierſtein ſeit 1574, ſtarb 30. Sept. 1589. Er ruhet zu Nierſtein, gleichwie ſeine zweite Gemahlin, Anna Maria von Scharfenſtein, verm. 1576, geſt. 1613. Seine erſte Gemahlin, des Geſchlechts Seuft aus dem Elſaß, hatte ihm die einzige Tochter Suſanna hinterlaſſen, als welche ein Mecklenburger, Hartwich Pentz von Beſendorf ſich freite. Der zweiten Ehe gebören an Konrad Breder von Hohenſtein, todt 1606, und Anna Katharina, die 1609 den Kaspar Wilhelm von Bubenheim heurathete. Wilhelma Breder von Hohenſtein, Chorfräulein auf Rupertsberg, ſtarb 18. März 1612. Ein Seitenaſt der Breder entlehnte den Beinamen Bocheler oder Bochler dem Dorf Bochel zwiſchen Naſtetten und Welmich und führte in dem Schilde eine Binde und als Helmzier zwiſchen zwei Flügen einen Knaben, der den innern Rand der Flüge anfaßt. Henne Breder von Hohenſtein genannt Bocheler und ſein Sohn Nicolaus geloben dem Erzſtift Mainz und den Ganerben zu Waldeck im Wisperthal, die Burg Waldeck wohl zu bewahren. Nicolaus kommt auch 1445 und 1456, Heinz Bochler genannt Breder 1450 und 1452 ſamt Emmerich Breder vor. Die Knebel von Katzenellenbogen ſind Bd. 7 S. 231—244 behandelt, daß demnach die ganze Sippſchaft Katzenellenbogiſcher Vaſallen, welche den Schild im Schilde führen, dargeſtellt. Die Materie vollends zu erſchöpfen, gebe ich die Vögte von Klingelbach, die nicht nur Vaſallen, ſondern auch

(1) Bekanntlich hat ein ſpäterer Herzog von Südermanland, Karls IX Beiſpiel befolgend, ebenfalls ſeinem Neffen die Krone genommen.

unächte Abkömmlinge des Grafengeſchlechts geweſen zu ſein ſcheinen. Thiele oder Diele, Vogt zu Klingelbach, Burgmann zu Katzenellenbogen, ſtellt am Sonntag nach unſers Herrn Leichnam 1472 zu Handen des Abtes Johann von Prüm einen Lehenrevers aus, betreffend den Hof zu Bochel, wie ihn der ſchwarze Konrad beſaß. Dieles Hausfrau Irmgard, Tochter des Philipp Folmar von Katzenellenbogen, Burgmann daſelbſt, kommt 1464 als Wittwe Klüppel von Elkerhauſen vor. Die Vogtei zu Klingelbach beſaß Diele bereits 1456, als Lehen von der Herrſchaft Schaumburg. Sein Sohn Adam, 1483, kinderlos in der Ehe mit N. von Mudersbach, Daniels Tochter, nahm die zweite Frau, Eilgen Büſſer von Buſeck, und gewann mit ihr den Sohn Dietrich. Dem brannte 1550 ſein Haus zu Lorchhauſen ab, daher er 1552 zu Lorch wohnte; Gem. Margaretha Stumpf von Waldeck, von welcher der Sohn Hans Reinhard von Klingelbach, der ſich 1595 die Eliſabeth von Nordeck zur Rabenau beilegte. Aus ſothaner Ehe kamen drei Kinder, Wolf Adam, Hans Endres, Apollonia. Hans Endres von Klingelbach, 1579, heurathete die Judith von Hoenburg zu Faulbach, welche als kinderloſe Wittwe ihre Güter zu Lorch 1612 den Kindern ihrer Schweſter Juliane von Langenbach ſchenkte. Wolf Adam von Klingelbach zu Lorch 1631, Fürſtlich Naſſauiſcher Rath, gewann in der Ehe mit Anna Urſula von Stein bei Naſſau die einzige Tochter Dorothea Eliſabeth von Klingelbach. Die wurde an Hermann Riedeſel zu Eiſenbach verheurathet, als mit welchem die Wittwe von Klingelbach rechten mußte. D. d. Eltvil, 22./12. März 1655 ertheilt ſie dem Oberſchultheiß zu Naſſau, Jörg Philipp Buſch, Vollmacht, in dieſem Rechtsſtreit ſie zu vertreten, und nimmt ſie gegen ihren Schwiegerſohn die Güter zu Eltvil und Naſtetten als Witthum, dann das Drittel der Errungenſchaft in Anſpruch. Von dem Beſitzthum derer von Klingelbach iſt Abth. II Bd. 9 S. 301, 307 und 308 gehandelt worden; im Wappen führten ſie eine ſchwarze Bärentatze im ſilbernen Feld.

In frühern Zeiten hatte Erbach, Eberbach eigenen Adel. Theodericus de Everbach 1189. Brunecho et filius suus 120*, in einem alten Rheingräflichen Lehensverzeichniß. Wigandus

1226. Dudo miles de Eberbach dictus Schade verpflichtet ſich durch Urkunde vom J. 1275 an St. Peters Stift zu Mainz alljährlich 3 Mark Cölniſcher Pfennige zu entrichten, »quos dare debet de vinea habente mensuram 5½ juger. sita in Eberbach, in Schadenberg, juxta Markenbrunn.“ Im Jahre 1836 erhielt die für den Rheingau errichtete evangeliſche Pfarrei zu Eberbach ihren Sitz und für die Abhaltung des Kirchendienſtes ein eigenes Local.

Der Neuhof, der Steinberg, Hallgarten.

Zu Erbach mündet in den Rhein die aus dem Petersbörnchen oberhalb des Hofs Geisgarten kommende Eberbach, und das von ihr durchſtrömte Thal führt allmälig hinan zu der Abtei Eberbach, zunächſt zu dem Neuhof, von deſſen Entſtehung Bär Folgendes erzählt. „Noch zu Lebzeiten des Stifters Adelbert erwarb Eberbach in ſeiner Nähe durch deſſen Unterſtützung ein neues Gut, die Grundlage des noch heute beſtehenden Neuhofs. Das Collegiatſtift zu St. Johann in Mainz beſaß in der Winkeler (Oeſtricher) Feldgemarkung, nicht ferne vom Kloſter, ein Allod mit einer Hofraithe. Es hieß Hargarten und wurde entweder von dem ſchon beſtehenden Orte ſo genannt, oder gab dem in der Folge daſelbſt entſtandenen Dorf ſeinen Namen. Im J. 1112 hatte der Propſt Ceizolf einen gewiſſen Ruthard von Winkel mit demſelben belehnt. Das Lehen wurde aber in den letzten Jahren des Erzbiſchofs Adelbert offen und frei. Die Lage empfahl es den Eberbachern und erregte bei ihnen das Verlangen, es ſelbſt zu beſitzen. Ob ſie ihren gütigen Stifter um ſeine Vermittlung erſucht haben, oder ob er ihrem Geſuche zuvorgekommen ſei, läßt ſich mit Grund nicht beſtimmen. Genug, Adelbert nahm ſich ihrer bei dem Stift an und erwirkte ihnen gegen einen jährlichen Zins von zwei Talenten das Gut als Eigenthum, wie es vorher Ruthard von Winkel als Lehen beſeſſen hatte. Die eigentliche Lage, die Grenzen und der Inhalt des Gutes laſſen ſich aus der Urkunde nicht genau angeben. So viel ſcheint aber

aus seinem Namen und andern Umständen, die wir bald vernehmen werden, gewiß, daß es mit seiner Hütte in der Nähe des heutigen Ortes Hallgarten lag, wohin sich noch jetzt ein Theil der Neuhöfer Flur erstreckt, und auch in die Hallgarter Feldgemarkung einschlägt, die damals noch in der Oestricher begriffen war.

„Dieses Allod war nach einem Archivalbericht, den ich sogleich anführen werde, die erste Grundlage zum heutigen Neuhof. Es kam aber nach einigen Jahren auf der andern Seite in der Hattenheimer Feldgemarkung ein neuer Zuwachs hinzu. Heinrich Zache, ein Cleriker zu Coblenz und wahrscheinlich von Hattenheim gebürtig, besaß in diesem Ort eine Hube (30 Morg.) Landes, die in Aeckern, Wiesen und besonders in vortrefflichen Weinbergen bestand. Durch seine, mit der auswärtigen Pfründe verbundene persönliche Anwesenheit davon entfernt, beschloß er sein Erbgut abzugeben und verschenkte es an die Eberbacher, denen er selbst mit ganzer Herzensneigung zugethan war, und denen das Gut besser als ihm convenirte. Beide waren nur noch über einen eben nicht gar wichtigen Umstand in Verlegenheit. Der Mansus war dem Erzbischof zu Mainz mit Wein- und anderm Zins verpflichtet, und sowohl der Geber wie die Empfänger wünschten die Befreiung von dieser ständigen Last. Der wohlthätige Stifter Eberbachs war kurz vorher (1137) gestorben und sein Brudersohn, Adelbert II ihm nachgefolgt. In der Vermuthung, daß dieser von seines Oheims Gesinnungen für Eberbach nicht abweiche, trug man ihm das Anliegen vor und fand williges Gehör. Adelbert erließ dem Kloster auf immer den Zins, und sein nächster Nachfolger bestätigte die Befreiung.

„Die Grundstücke dieser Hube lagen von dem erstgedachten Hargarten zu fern, als daß sich ihr Bau mit demselben bequem hätte verbinden lassen. Ruthard folgte daher dem Ordensplan und errichtete in der Nähe der Hattenheimer Güter ein kleines Höfchen (curticula), aus dem sowohl der Zacheische Mansus wie die von Adelbert I geschenkten Weinberge einstweilen und so lange bearbeitet werden sollten, bis sich in der Folge die Gelegenheit zu einer größern Anlage eröffnete. Diese blieb nicht lange aus.

Glück und Industrie der Eberbacher beschleunigten die Vorbereitung. Von dem nahen Steinberg wurde bald ein guter Theil gekauft oder eingetauscht, und die meisten der im Zwischenraum der zwei kleinen Höfe gelegenen Felder kamen durch wiederholte Schenkungen allmälig in einer zusammenhängenden Flur an das Kloster. Nun war der Plan vollständig gereift, und Abt Ruthard konnte ihn selbst noch ausführen. An der südlichen Grenze des von ihm zur Rebenflur in Aussicht genommenen Steinbergs, worin er den nöthigen Raum von einigen Bürgern aus Hattenheim für seinen Zweck erlangt hatte, auf einer aussichtreichen Anhöhe begann er einen größern Hof, in welchem er nachher die vorhin zwischen den zwei kleinen Hütten vertheilte Wirthschaft vereinigte. Die Wahl der Lage machte seinem Verstand alle Ehre und verräth einen weit aussehenden, gleichsam prophetischen Geist. Noch heut zu Tage, nachdem durch spätere Erwerbungen die ursprünglich dazu gehörige Landflur ansehnlich erweitert ist, steht der Hof an seiner passenden Stelle, und kaum würde sich eine zweckmäßigere Lage für ihn auffinden oder wünschen lassen. Gleich einer Warte gewährt er einen freien Ueberblick über seine, ihn von allen Seiten weit und ohne Trennung umgebenden Ländereien, und die ausgedehnte Fernsicht über die Rheingebirge und Thäler erhöht den Reiz der Bewohnung. Anfänglich und bis 1163 hieß er noch, wie das Höfchen, das er ablöste, Hargarten; bald änderte sich aber die Sprache, und schon 1178 kömmt er in einer Bulle des Papstes Alexander III unter dem Namen Nuenhoven (Neuhof) vor.

„Abt Ruthard und die Seinigen hatten aber schon vorher in der Anlage eines andern Hofes, eben auch in der Nähe desselben, ein vielleicht noch größeres Meisterstück öconomischer Bewirthschaftung dargestellt, wie wir sogleich sehen werden. Dem jüngern Adelbert war 1141 Markolf auf dem Mainzer Stuhl wie in der Zuneigung für Eberbach gefolgt. Seine Regierung war sehr kurz und füllte nicht einmal ein ganzes Jahr aus. Aber sein Gedächtniß ist in Eberbachs Jahrbüchern durch eine doppelte Wohlthat verewigt, die sich bis auf unsere Tage erhielt. Die erste legte den Grund zu dem Draiser Hof, dessen Ursprung

einer umſtändlichen Erzählung nicht unwerth iſt. Schon bei der erſten Stiftung waren dem Kloſter Eberbach Güter zugefallen, die in der Erbacher Feldgemarkung und nicht weit vom Ort entfernt lagen. Sie waren nachher mit dem Kloſter ſelbſt an die Colonie von Clarevall gekommen und durch deren gutes Glück binnen einem Jahrzehnt beträchtlich angewachſen. Es fehlte nur noch an der ordensmäßigen Einrichtung und an einem ſchicklichen Platz zur zweckmäßigen Anlage des Hofes. Dieſen fand Ruthard ganz ſeinen Wünſchen entſprechend zwiſchen Erbach und Eltville; allein das Grundeigenthum gehörte zum biſchöflichen Fronhof in Erbach. Kauf und Tauſch, die gewöhnlichen Erwerbsmittel, waren hier nicht anwendbar, und die Erreichung des Ziels hing blos von dem Wohlwollen des Fürſten ab. Ruthard trug dem Erzbiſchof ſein Anliegen vor, und Markolf ſchenkte bereitwillig 1141 dem Kloſter den zur Erbauung des Hofes auserſehenen Platz. Der zugeſagte kleine Feldbezirk, damals faſt werthlos und wegen der ſumpfigen Beſchaffenheit ſeines Bodens ganz unbenutzt, ſchien ſich zur Anlage geſunder Wohnungen wenig zu eignen. Aber die Mönche von Eberbach wußten das ungünſtige Terrain durch Fleiß und Beharrlichkeit für ihren Zweck vortheilhaft herzurichten; ſie gruben Teiche aus, leiteten die Quellen hinein und verſchafften durch Canäle dem Waſſer einen ſteten Abfluß in den nahen Rhein. Bald war der Boden ausgetrocknet, zur Landwirthſchaft brauchbar, und der ausgehobene Teichgrund leiſtete durch Erhöhung des Bodens für die Anlage der Gebäude ſelbſt die weſentlichſten Dienſte. Zwei mit fließendem reinem Waſſer ſtets angefüllte Teiche, mit ſchmackhaften Fiſchen beſetzt, befriedigten nicht nur die Bedürfniſſe der Bewohner des Hofes, ſondern gewährten auch der zur ſtändigen Enthaltung von Fleiſchſpeiſen verbundenen zahlreichen Kloſterfamilie zu Eberbach die wichtigſten Vortheile. So trefflich wußte Ruthard mit ſeinen Mönchen auch die Fehler des Terrains zu nützen, und man überzeugt ſich hieraus, mit welcher Klugheit und Umſicht ſie die von ihrem Inſtitut empfohlene Landwirthſchaft zu betreiben verſtanden. Kaum war der Hof vollendet, ſo wetteiferten die Bewohner von Eltville, Kiedrich und Erbach mit einander, ſeinen noch geringen

Flächengehalt durch Schenkung, Tausch oder käufliche Abtretung zu vermehren. Hieraus erwuchs bald ein beträchtliches Gut, dessen Oeconomiegebäude von ihrer eigenen Feldflur ohne Unterbrechung umgeben sind. Noch jetzt, auf seiner ursprünglichen Stelle, führt der Hof den alten Namen, und seine Ländereien sind ebenso wegen ihres innern Werthes wie wegen des schicklichen Verhältnisses der Aecker, Wiesen und Weinberge geschätzt. Nicht minder bietet die angenehme und günstige Lage der Gebäude in der Nähe des Rheinstroms für den Betrieb der Haus-, und Landwirthschaft die größte Bequemlichkeit. So besteht heute noch das klug ausgewählte und noch klüger ausgeführte Werk Ruthards, und seinen betriebsamen Brüdern zu Eberbach gebührt das Verdienst, einen ungesunden Sumpf in einen freundlichen Garten umgeschaffen zu haben.

„Unter den Acquisitionen des Jahrs 1141 zeichnet sich eine besonders aus, wodurch der Neuhof ansehnlich verstärkt und besser arrondirt worden. Eine Edeldame, Margarethe von Wiesbaden, besaß zwischen Hallgarten und dem Hof ein aus Weinbergen, Aeckern und Wald bestehendes Gut, das von mehreren Seiten die klösterliche Flur berührte. Die Wittwe starb, und das Allodium ward unter ihren Sohn Konrad und zwei Tochtermänner, Erpho von Geispizheim und Volkmar von Sonnenberg vertheilt. Durch die Zerstückelung verlor das sonst wichtige Gut von seinem Ansehen, und die drei Loose hatten für keinen der Erbnehmer einen beträchtlichen Werth; sie waren daher zum Verkauf geneigt und boten das Gut zusammen dem Kloster feil. Die Eberbacher ergriffen die ungesuchte Gelegenheit zu einer so zweckmäßigen Erwerbung mit beiden Händen, ließen sich in Handlung ein und schlossen um 38 Marken den Kauf. Dadurch war aber das Kloster noch nicht sicher gestellt. Gedachte Edelfrau hatte nebst den drei Gutserben noch einen Sohn und eine Tochter hinterlassen, denen zwar durch die Verloosung kein Theil an dem Gut, aber doch als Miterben überhaupt das Einlösungsrecht zustand. Um dann auch von dieser Seite den Kauf zu befestigen, mußten die Verkäufer mit Bürgestellung versprechen, binnen einer gewissen Frist den Verzicht aller deren zu erwirken, die auf das Gut einen

Anſpruch machen könnten. Sie hielten auch Wort. Der Sohn, Adam von Wiesbaden mit ſeiner Gattin, und die Tochter Alberade mit ihrem Gemahl Embricho Greifenklau ſtellten ſich in Geſellſchaft der drei Verkäufer zu Hattenheim vor ein Gericht und verzichteten für ſich und ihre Nachkömmlinge auf alles Recht zu dieſem mütterlichen Erbe. Nun erlegten die Mönche vor der nämlichen Verſammlung den Kaufſchilling, nahmen das Gut feierlich in Beſitz und verſchafften ihrem Neuhof einen eben ſo wichtigen als paſſenden Zuſatz.

„Minder beträchtlich, aber noch weit bequemer für denſelben Hof war ein im nämlichen Jahr vollzogener Tauſch. Im Mittel des vom Kloſter ſchon ganz angeflurten Steinbergs lag noch ein ungebautes, von Hecken und Sträuchen verwildertes Stück Landes, das einer gewiſſen Lutgard in Hattenheim zugehörte. Es war ihr unlängſt durch den Tod ihres einzigen Kindes aus erſter Ehe zugefallen, und ſie hatte mit ihrem dritten Gatten Luſt, ein wirklich unnützes und nur mit vielen Koſten rottbares Feld zu veräußern. Die Lage und Qualität konnten aber Niemanden als die Eberbacher zum Ankauf reizen. Dieſe ſtellten ſich auch als Kaufluſtige dar, nicht ſowohl weil ſie aus naher Erfahrung die Güte des Bodens kannten, als damit ſie aus ihrem Steinberg alles fremde Eigenthum entfernten. Bei dieſen wechſelſeitigen Verhältniſſen kam alſo der Handel bald zu Stande. Nur war noch der Scrupel zu heben, ob auch Lutgard das ihr vom erſten Ehemann durch das gemeinſchaftliche Kind angefallene Gütchen rechtsgültig veräußern könne? Um alſo nichts dabei zu wagen, legte man die Rechtsfrage dem Munizipal-Gericht zur Entſcheidung vor. Die Gemeine zu Hattenheim kam nach dortiger Sitte vor dem Kirchhof zuſammen, prüfte die Aufgabe nach ihren Landesgeſetzen und gab den feierlichen Spruch, daß Lutgard mit Einwilligung ihres dritten Gemahls das befragte Grundſtück auf was immer für eine Art zu veräußern befugt ſei, ohne daß die Erben ihrer beiden erſten Ehemänner einen gültigen Einſpruch machen könnten. Nun ward der Handel vollzogen. Das Kloſter gab den Eheleuten nebſt dritthalb cölniſchen Marken einen Weingarten zu Hattenheim am Zimberwege, und ſie wieſen dem Kloſter

ihre Wildniß im Steinberg an. Wilhelm, Propſt zu St. Moritz in Mainz, wohnte der Verhandlung bei und beurkundete den ganzen Verlauf mit Brief und Siegel.“ Wegen des Zehntens vom Neuhof hatte aber die Abtei ſpäterhin manchen Anſtand auszufechten und beſonders viele Neckereien von denen von Scharfenſtein zu ertragen, bis dahin Johann von Scharfenſtein der Abtei ſein Zehentrecht am Neuhof überließ, wogegen dieſe ihm tauſchweiſe einige Weinberge in Kiedericher Mark abtrat.

Dem Hofe ſchließt der Steinberg ſich an, das berühmte Weingeländ, um deſſen Geſchichte ich abermals den gelehrten Burſarius befragen muß. „Der zwiſchen dem Kloſter und ſeinem Neuhof gelegene und als Rebenflur auch nur für beide zweckmäßige Steinberg erhielt ohne Zweifel ſeinen Namen von dem Schieferboden, der ſich, nach ſo vielhundertjähriger Cultur, noch heute mehr oder weniger darin zeigt. Anfänglich war dieſer Namen einem beſondern Diſtrict eigen, ward aber in der Folge dem ganzen Berg beigelegt, ſo weit derſelbe von Eberbach erworben und mit Reben beſetzt worden. Er kam nur ſtückweiſe ans Kloſter, und durch mehr als hundertjährige Sammlung zur heutigen Integrität. Sein ehemaliges Verhältniß ließ auch nur allmälige Erwerbung zu. Denn er war, als Privat-Eigenthum, unter mehrere Beſitzer getheilt und ohne Zweifel zum Anbau beſtimmt. Allein die Wildniß, Rauhigkeit und Entfernung ſchreckten die mehrſten Inhaber von der Unternehmung ab. Nur einige hatten ſich über alle Schwierigkeit hinweggeſetzt und vom ganzen Bezirke ungefähr 14 Morgen mit Reben bepflanzt. Der weit größte Reſt blieb wüſt liegen und wartete auf nähere und mehr entſchloſſene Beſitzer. In dieſem Zuſtande trafen die erſten Eberbacher den Steinberg an. Sie ſahen die ihnen bequem gelegene, von ihrer Situation zur Rebenflur beſtimmte Wildniß, und ſchloſſen aus dem Ertrage der wenigen Rottſtücke, daß auch der übrige Bergraum einer nicht undankbaren Cultur empfänglich wäre. Zur Handarbeit berufen und in Rottungen geübt, machten ſie daher Speculation auf deſſen Erwerbung, und eben die Schwierigkeit, welche den Privat-Beſitzern ihre dortigen Grundſtücke unnütz machte, erleichterte den Mönchen die Ausfüh-

rung ihres großen Planes. Nur einige Morgen davon fielen ihnen durch Schenkung zu. Den weit größten Distrikt erwarben sie nach und nach durch Kauf und besonders durch Tausch von den Bürgern zu Hattenheim, denen es erwünschlich war, für ödes und ihnen darum unnützes Außenfeld einen billigen Geldpreis oder nähere und schon urbare Grundstücke zu erhalten. Das ganze Detail dieser hundertjährigen Acquisition ist in dem Archival-Auszug und zum Theil in den Kauf- oder Tauschbriefen selbst bis auf uns schriftlich erhalten worden.

„Zuverlässig hatte schon der erste, weitaussehende Abt Ruthard zu dieser großen, für Eberbach eben so ganz als einzig zweckmäßigen Erwerbung den Plan entworfen und zum Theil auch ins Werk gesetzt. Da seine Nachfolger auf der ihnen vorgezeichneten Bahn rastlos fortstrebten, war nach Verlauf eines Jahrhunderts (1232) der ganze Steinberg mit seinem schon vorhin urbaren und noch öden Inhalt Eberbachs Eigenthum. Nur blieb der Gemeinde Hattenheim, wohin er eingemarkt ist, durch dessen Mitte ein Wegrecht übrig, das man aber bald hernach (1239) eben auch abkaufte. Wie so ein Wust nach dem andern angeschafft war, schritt man sogleich zur Rottung, und die Mönche selbst legten Hand an diese saure Arbeit. Um diese mehr zu befördern, ward bald nach 1150 das Höfchen Hargarten wegen seiner Entfernung verlassen und nächst am Steinberge der Neuhof erbaut. Dadurch ward nebst andern Bequemlichkeiten für die Rottung mehr Zeit gewonnen, weil die Arbeiter ihr Tagewerk, wegen der Nähe ihrer Ruhestätte, früher anfangen und länger fortsetzen konnten. Bei so zweckmäßigen Anstalten konnte es an Beschleunigung der Cultur nicht fehlen, und war also kein Wunder, daß die vorige Wildniß schon vor Ende des 12. Jahrhunderts weit größten Theils in eine schöne Rebenflur umgeschaffen war.

„Was die Eberbacher vom Steinberger Bezirke schon gebaut und zehntbar an sich brachten, davon gaben sie auch selbst Zehnten, ohne sich an den ganzen Umfang ihres Privilegiums zu halten. Den Ertrag ihres Neurot sammelten sie aber unverzehntet ein und, so lange derselbe noch nicht so beträchtlich

war, ohne Ein- und Widerspruch der Decimatoren. Die Rottung und mit ihr die Weinerescenz nahmen allmälig zu und reizten nun auch den Appetit zu ihrem Zehnten. Die Pastoren von Eltville, oder vielleicht nur erst das gegen 1200 in diesem Pastorat und den ihm einverleibten Zehnten von Hattenheim nachgefolgte St. Peterstift, suchten daher ihr Recht zu erweitern und nahmen auch einen guten Theil des Steinberger Neurot in Anspruch. Den ordentlichen Rechtsweg zu seinem Ziele wollte das Stift nicht sogleich betreten, sondern versuchte nur, oder ließ doch Versuche zu, seinen Anspruch durch Thathandlungen geltend zu machen und sich so einen Besitz zu verschaffen. Da sich die herzhaften Brüder vom Neuhof in öffentlichen Fehden nichts abgewinnen ließen, schlug man von der andern Seite einen Schleichweg ein und ließ durch gedungene Räuber an einem Sonntag unter dem hohen Amt im Kloster, welchem die Conversen vom Neuhof beiwohnen mußten, von einem Noval-Acker, der hernach eben auch mit Reben angelegt worden, den Fruchtzehnten wegnehmen.

„Derlei für geistliche Körperschaften allerdings unanständige Mißhelligkeit und besonders die faustrechtmäßigen Attentate konnten nicht lange ohne öffentliches Aergerniß fortgesetzt werden. Um es zu heben, begann endlich das Stift den königlichen Weg und belangte das Kloster bei dem päpstlichen Stuhl. Von diesem wurden die drei Wormser Prälaten, der Dechant Johann von Neuhausen, Dechant Konrad zu St. Andreas und Custos Wernher zu St. Paul als Richter mit der Vollmacht ernannt, drei andere für sich zu bestellen. Da sie in der Ferne nur mit Aufwand von Zeit, Mühe und Kosten sich dem Geschäfte selbst unterziehen konnten, bedienten sie sich ihrer Berechtigung und subdelegirten die Mainzer Chorherren, den Domsänger Christian, den Domherrn Herold und den Scholaster Raimund zu St. Stephan. Diese Dreimänner griffen im Jahre 1217 das Werk an und gaben den Parteien Audienz. Da sich das Kloster nebst der ohnehin auch factischen Frage über den Umfang des Neurot zugleich auf seinen Besitzstand berief, ward ein Zeugenverhör beliebt und im Mai 1217 vorgenommen. Dreizehn der ältesten Mönche

und Converſen, die zum Theil über 50 Jahre im Kloſter gelebt hatten, wurden über den Streitpunkt vernommen und ihre beſchworenen Ausſagen gerichtlich protocollirt. Ich habe dieſes ſchöne Actenſtück, woraus der Gegenſtand des Prozeſſes und die urſprüngliche Beſchaffenheit des Steinbergs am beſten erſichtlich iſt, ſchon anderswo aus der Urſchrift geliefert. Die Zeugniſſe fielen eben nicht günſtig für das Stift aus, und die Eberbacher durften mit vollem Zutrauen dem Sieg entgegenſehen. Dennoch blieben ſie ihren Grundſätzen der Mäßigung getreu und willigten in einen gelindern Austrag. Die zwei Subdelegirten, Herold und Raimund, und mit ihnen Theobald, Cuſtos zu St. Stephan, durch Compromiß von den Parteien als Schiedsrichter gewählt, ſtimmten zuſammen gegen das Peterſtift und ſprachen das Kloſter durch einen definitiven Beſcheid vom jenſeitigen Anſpruch auf den Novalzehnten frei. Die für Neurot gemeinſchaftlich anerkannten Diſtricte wurden namentlich beſtimmt, und da über ungefähr 28 Morgen Acker und Weinberge, ſo wie über den Bezirk des Hofes Steinheim einiger Anſtand übrig blieb, ſo wurden zwar auch dieſe vom Naturalzehnten freigeſprochen, doch aber dem Kloſter ein jährlicher Geldkanon zu 5½ Talenten dafür auferlegt. Die Schiedsrichter promulgirten ihr Laudum feierlich im Dec. 1217 und ließen es mit den Zeugniſſen und Siegeln aller Mainzer Stiftskirchen bekräftigen. Die Parteien hatten ſich aber ſchon vorher ganz nach deſſen ihnen ſchon bekannten Inhalt freundlich vertragen und die Conventualacte am 14. Nov. deſſelben Jahres gegen einander ausgewechſelt. So ward nicht nur der Streit beigelegt, ſondern auch die gute Harmonie wieder hergeſtellt und eine Fehde, die anfänglich mit einigem Aergerniß den Grundſätzen und Maximen der Welt gemäß geführt worden, endlich doch ganz nach dem Geiſt des Evangeliums geendet."

Der Zehnte von einigen im Streit begriffenen Diſtricten wurde in eine Geldabgabe verwandelt, welche St. Peters Stift bis zu ſeiner Auflöſung bezog. Der Naturalzehnte blieb nur auf beiläufig 14 Morgen haften, die in der Folge, fernern Zwiſtigkeiten vorzubauen, beſonders abgeſteint wurden, und dem

Stift bis zu seinem Untergang zehntbar blieben, indem es die mehrmals wiederholten vortheilhaften Anträge auf Ablösung jenes Zehentrestes, sei es durch Tausch gegen einen bedeutenden Güterstrich, sei es gegen Entrichtung einer starken Geldsumme, beharrlich zurückwies. Die Stiftsherren scheinen also doch eine Ahnung von der Preiswürdigkeit des Steinberger Weins gehabt zu haben. Im Kloster selbst wußte man von Anfang her ihn zu schätzen, wie denn noch 1332 einer Matrone aus Hattenheim Weinberg eingetauscht wurde, um den Steinberg zu erweitern; seine eigentliche Vollendung hat er aber erst durch Abt Raimund erhalten. „Schon war dessen ganzer Raum, so weit er mit Reben bepflanzt oder der Bepflanzung fähig war, in Eberbachs ungetrenntem Besitze. Nur bestand darin noch eine fremde, lästige und der Integrität nachtheilige Servitut. Die Mitte desselben war nämlich von einem öffentlichen Wege durchschnitten, dessen sich die Hattenheimer zu ihren Waldfuhren bedienten. Dieser genirte die Mönche in der Behandlung ihres Weinbergs und setzte sie bei schon reifen Trauben mancher Räuberei lockerer Passagiere aus. Sie wünschten daher längst, den noch übrigen Dorn auszureißen und alles fremde Oeffnungsrecht vom Steinberge zu entfernen. Die Hattenheimer konnten des Wegs leicht entbehren, indem sich ihnen in der Nähe mehrere zum nämlichen Ziel führende und, so viel sich noch jetzt aus der Situation abnehmen läßt, bequemere Straßen darboten. Allein man hatte es hier mit einer Gemeine zu thun, die nach Gewohnheit viel hartnäckiger auf altes Recht und Herkommen hielt und sich darum nicht so leicht zu einer Abtretung stimmen ließ.

„Doch erschien endlich für Eberbach der günstige Zeitpunkt. Die Gemeine war 1239 im Baue ihrer Kirche begriffen und wollte sie mit einem Steingewölbe ausrüsten. Dazu waren Gelder nöthig, und man suchte Quellen auf, die man, ohne den Privatkassen wehe zu thun, benutzen könnte. Unter den gemeinen Fonds stellte sich auch der ihnen ganz entbehrliche Weg durch den Steinberg dar. Die Bürger willigten nun um so lieber in dessen Veräußerung, weil sie ihn auf der einen Seite für ein Opfer zur Ehre Gottes ansahen, und auf der andern ihre eigenen Säckel

dadurch geſchont wurden. Der Handel kam alſo bald zu Stande. Die Gemeine trat dem Kloſter den Weg mit allem Recht als volles Eigenthum auf immer ab und empfing dafür zu ihrem Kirchengewölbe drei Marken. Wilhelm, der Propſt zu St. Moriz und Archidiacon im Rheingau, wohnte der Verhandlung bei und beurkundete den Verkauf mit einem feierlichen Briefe. Nun waren die Eberbacher unbeſchränkte Herren vom Steinberg und konnten ihre Rebenflur gegen allen fremden Eintritt ſchließen. Die Sperrung geſchah aber nach Sitte der Zeit nur mit einem lebendigen Zaune, der zwar die Einbrüche erſchweren, die Frevel vermindern, aber nicht ganz verhindern konnte. Für einen von den gemeinen Fluren iſolirten und ſich bis an den Wald, den gewöhnlichen Schlupfwinkel der Räuber, hinſtreckenden Weinberg war die Hecke ein zu ſchwacher Damm gegen vorſätzliche Diebereien. Dennoch blieb es durch fünf Jahrhunderte bei dieſer unzulänglichen Barrière, und aus Kraft- oder Muthloſigkeit zu einer ſolidern Verwahrung begnügte man ſich, durch Schützen und Wächter die Traubendiebereien, ſo viel thunlich, zu verhüten. Dieſe wuchſen aber endlich in ſpätern Jahren zu häufig an und beſtimmten den jüngſt verlebten Abt Adolf Werner zu Errichtung einer ſtärkern Schutzwehr. Er unternahm es, den ganzen Weinberg ſammt einer an deſſen Fuße nach der Länge hinziehenden Wieſe mit einer tüchtigen, 12 Fuß hohen Mauer zu umfangen, beſiegte alle ſich entgegenſtellenden Schwierigkeiten, vollendete binnen drei Jahren (1761—1763) das große Werk und verewigte durch dies dauerhafte Monument ſein auch von andern Seiten her rühmliches Gedächtniß." Indeſſen lag dort noch 1366 manches ungebaut, wie denn im beſagten Jahr die Abtei einen Theil des mit dem Weinberg rainenden Wildlandes an Johann von Rüdesheim verlieh. Der alſo vervollſtändigte Weinberg, der größte im Rheingau, hält an 100 Morgen.

Daß der Steinberger bereits im vorigen Jahrhundert als eines der geprieſenſten Gewächſe des Rheingaues berufen, mag die hier folgende Abhandlung von Rheinweinen aus dem Jahre 1792 darthun. „Die Rheinweine wachſen im Lande Rheingau. Dieſes wird in die obere und untere Gemarkung eingetheilt,

d. h. in die Dörfer, die hoch an den Wald heran liegen, und in die, so am Rheinstrome liegen. Die ersten haben größtentheils in den hitzigen Jahren wegen ihres schweren Bodens den Vorzug und ihre Weine erhalten auch früher eine hochgelbe Farbe. Die andern gewinnen aber in den Jahren, die nicht so hitzig sind. Die übrigen Rheinweine werden theils an dieser Seite des Rheins, theils an jener Seite gezogen. Mainz zum Standort genommen, sind die besten diesseitigen Rheinweine die, welche zu Laubenheim, Bodenheim, Bischheim, Nierstein, Dienheim, Harschheim wachsen, die besten jenseitigen aber sind die, welche zu Hochheim, zum Theil auch zu Wickert und Kostheim in den besten Lagen wachsen. Hernach in dem Rheingau selbst sind vorzüglich die besten: 1) zu Asmannshausen und Rüdesheim, der dasige Hauptberg, das Rodtland und die sogenannten Hinterhäuser (d. h. die Berge, die hinter einem gewissen Distriet von Häusern dort liegen), 2) zu Geisenheim, der Rothenberg und Kapellgarten, 3) auf dem Johannesberg, der Fuldische Schloßberg, 4) zu Hattenheim der Markerbrunner, 5) bei dem Kloster Eberach der Steinberg, 6) zu Kiederich der Gräfenberg, 7) zu Rauenthal der Hauptberg. Auf den Bergen, die einen schweren, steifen und steinigten Grund haben, wachsen die stärksten, schwersten und dauerhaftesten Weine. Die Berge hingegen, die einen hitzigen Kiesboden haben, bringen starke, geistige und sehr flüchtige Weine hervor. Zur Gesundheit sind die für Jedermann am besten und sichersten, die auf mittelmäßigen Anhöhen, wie zu Hochheim ꝛc., gezogen werden, weil sie den Reben ein zartes und leichtes Erdreich geben, welches mehr locker ist und das Regenwasser besser annimmt. Hingegen sind die Weine schädlicher, die in tiefen Gegenden wachsen und einen feuchten, kalten und schweren Grund haben, sie werden auch nach langen Jahren erstlich trinkbar. Die den angenehmsten Geruch haben, sind die, die einen mit Leim, rothem Mergel und verwitterten Schiefersteinen vermischten Boden haben. Ueberhaupt aber ist die zum besten Weinwachs dienlichste Lage diejenige, wo der Berg zu steigen anfängt, und wo der Abhang des Berges von Norden südwärts sich neiget. Die Weine, die auf einem ganz

frisch oder neugedüngten Weinberge wachsen, sind zwar fett, feurig und kostbar von Geschmack, aber der Gesundheit schädlich, weil der frische Dünger ein fressendes Salz und groben Schwefel in sich hat, der sich durch Regen und Schnee auflöset und in einen scharfen Mistschlamm verwandelt wird, den der Weinstock in sich zieht ꝛc. Im Rheingau werden die Gattungen von Reben gebaut: 1) Allgemeine, welches die kleinen Rißlinge sind, und die nach den Orleaner Reben den besten und stärksten Wein geben und früher zeitig werden. 2) Die Orleaner, der Kleb-roth oder rothe Burgunder. 3) In den Hausgärten hat man Kleinberger und Muscatellerreben. Die ersten zwo Sorten hielt der Herr von Forster für die zuträglichsten im Rheingaue, die meisten andern, besonders die Rutlanderreben, sind schädlich, zumal da die letztern sogleich ihr Feuer verlieren. Vielmehr hält er sehr vortheilhaft, die rothen Burgunderreben, die man zu Asmannshausen hat, weiter im Rheingaue einzuführen, weil 1) die rothe Farbe dem ächten weißen Rheinwein nicht schadet, 2) derselbe 14 Tage früher reif wird, als der Rißling, mithin auch in schlechten Jahren zeitig wird, 3) weil er gleich im Herbst verkauft werden kann, welches dem gemeinen Mann vortheilhaft ist.

„Die Weinberge werden hier alle 5 bis 6 Jahre gedünget. Alte Erde, Gassenkoth, alter Lehm von abgebrochenen Häusern, kurz, alter ausgelegener Dünger ist der beste, weil die Trauben davon nicht so viel Geschmack und Feuer annehmen. Das Düngen ist am vortheilhaftesten vor dem Winter. Der Küh- und Pferdemist ist der beste. Wenn der Weinstock öfters umgehackt und gelockert wird, so ist ihm dies sehr gut, weil das Unkraut ihm alsdann die Nahrung nicht entzieht. Die Spitzen und Seitenranken werden zu rechter Zeit abgeschnitten, zusammengebunden und dünn oben auf den Stock zum Trocknen gesteckt, im Winter den Kühen gebrühet zum Futter gegeben. Bei der Weinlese ist zu beobachten, daß die Trauben eigentlich mit Messern abgeschnitten und nicht abgerissen werden, weil sonst viele Beeren abfallen. Hernach werden sie in große Bütten getragen und gemostert (d. h. sie werden mit Kolben, wie im Rheingau und

bei Worms geſchieht, zerſtoßen, oder mit Füßen von Moſterkuechten getreten, wie zu Frankfurt und in dieſer Gegend Gebrauch iſt, welches aber nicht ſehr appetitlich ausſieht). Hiernächſt werden die gemoſterten Trauben in Fäſſern, welche oben einen großen hölzernen Trichter haben, wodurch ſie ins Faß geſchüttet werden, an die Kelter geführet und von Kelterknechten gekeltert, und zuletzt wird der gekelterte Moſt durch Röhren in die Keller geleitet. Die Kelter oder Moſtpreſſe iſt von verſchiedener Art. Im Rheingau hat man entweder eine große Baumkelter oder die hölzerne Schraubkelter, oder auch eine eiſerne Schraubkelter; die letzte iſt noch nicht lange im Gebrauch, hat auch verſchiedene Fehler. Bei dem Keltern iſt der erſte Ablauf aus der Preſſe der lieblichſte und ſchwächſte, der zweite der ſtärkſte und raſcheſte, der dritte der ſchlechteſte; daher müſſen ſie alle drei zuſammen vermiſcht werden, wenn der erſte Ablauf ſich lange halten ſoll. Jeder Kuchen (den man dort Secker nennt) wird viermal friſch beſchnitten und gepreſſet, ſo daß endlich nichts mehr herausläuft. Die ausgepreßten Kuchen ſind zum Braudteweinbrennen ſehr gut. Sie müſſen aber, ſobald ſie von der Kelter kommen, bevor ſie ſich entzünden und ihre Kräfte verdünſten, mit den Händen zerrieben, in ein Faß feſtgetreten und oben einen halben Schuh dick mit feuchtem Lehm zugeſchmiert und mit Sand überſchüttet werden; dieſe eingemachten Treſter (ſie ſind eben das, was die Treber bei dem Bierbrauer ſind) können auch im Nothfalle zum Futter für Ochſen und Rinder gebraucht werden, für die Kühe aber ſind ſie zu hitzig, weil ſie die Milch darnach verlieren.

„Ein rheiniſches Stückfaß muß 7½ Ohm halten. Alte Fäſſer, worauf ein guter Wein gelegen, der einen guten Weinſtein angeſetzt hat, ſind zum Füllen die beſten, weil eben der gute Weinſtein dem eingefüllten Moſt beſondere Kräfte gibt und zu deſſen reinigender Gährung weit mehr als ein neues Faß beiträgt. Sie müſſen aber wohl gereinigt und ausgebrühet ſeyn. In neuen Fäſſern bekömmt der Wein einen zärtern und lieblichern Geſchmack, in den alten aber mehr Stärke und ein raſcheres Weſen, indem die neuen bei Gährung des Weines viel von ſeinem Schwefelſalz und öligten Theilen einziehen, welches die alten

wegen des angesetzten Weinsteins nicht thun. In kleinen Fässern wird der Wein lieblicher, zärter und früher trinkbar, in großen aber stärker und kräftiger, in welchen er auch nur halb so viel zehrt, als in den kleinen. Die Gährung des Weins ist die natürliche Reinigung des Weins. Sie scheidet den Most in vier Hauptheile: 1) in den Schaum oder Gescht, welcher den obersten Platz einnimmt, 2) in die dicke Weinhefe oder sogenannte Druse, die auf den Boden des Fasses sinkt, 3) in die arbeitende und gährende Feuchtigkeit, die sich in der Mitte hält, 4) in den Weinstein, der sich am Faß selbst ansetzt. Der geistige Theil des Weins ist die wirkende Ursache der Gährung, die eine warme Witterung gleich in den ersten Tagen nach der Füllung befördert. Die besten Weine gähren am ersten. Wenn der neue Wein ausgegohren und nicht mehr aufstößt, so müssen die Spundlöcher mit Filz u. s. w. bedeckt werden, damit die Kräfte nicht zuviel ausdünsten. Bei nicht zu kalter Witterung kann dieses nach Martini geschehen. Noch ist zu bemerken, daß die alten, ausgelegenen Weine mit jüngern von gleicher Art und Güte aufgefüllt werden müssen. Die Kennzeichen eines ächten, gesunden Rheinweins sind folgende: er muß 1) einen lieblichen Geschmack haben, 2) sich in einem reinen Glase klar und deutlich zeigen, 3) bei dem Einschenken muß man ein rauschendes Säuseln hören, und der Wein mit vielen kleinen Perlen über sich springen, 4) beim schnellen Einschenken muß sich mitten im Glase ein kleiner Schaum mit kleinen Bläschen zeigen, der aber gar bald verschwinden muß; wenn der Schaum sich langsam ansetzt und auch langsam vergeht, so ist es kein gutes Zeichen, sondern Künstelei zu vermuthen."

Indessen war es vielmehr dunkele Sage, was man sich von der Güte des Steinberger Weins erzählte, als eigentliche Kenntniß, er scheint vornehmlich im Kloster getrunken worden zu sein, wie das wohl anderwärts der Fall. So hatte man im Lande selbst, in Hochburgund, nicht die feruste Kenntniß von dem herrlichen Wein von Château-Chalon, der in Stärke, Feinheit, Lieblichkeit die edelsten Champagnersorten übertreffend, in der Abtei, Frauenkloster Benedictinerordens, lediglich in der Küche

verbraucht wurde. Es begab ſich, daß für einen reiſenden Mönch, dem gar kurz die Zeit zugemeſſen, in der Küche ſelbſt getiſcht worden. Einige Jahre ſpäter kam derſelbe Reiſende wiederum zum Kloſter; indem er aber jetzt im Orden zu hohen Ehren gelangt, verfehlte die Aebtiſſen nicht, ihn an ihre Tafel zu ziehen. Hoch ging es da auf, und wie in jenem Lande manche germaniſche Sitte bis auf den heutigen Tag florirt, ſo fand man ſich veranlaßt, den werthen Gaſt der Reihe nach die herrlichen Weine des Kloſters koſten zu laſſen. Er muſterte ſie mit Kennerzunge, war unerſchöpflich in fortwährend ſich ſteigerndem Lobe; wie er aber letzlich ein ſchließliches Urtheil, welcher der vielen Proben er den Preis zuerkenne, abgeben ſollte, entgegnete er trocken, köſtliche Weine durchaus habe man ihm vorgeſetzt, aber — in vino veritas — keiner erreiche den vor Jahren ihm hier vorgeſetzten. Erſtaunt über ſolchen Beſcheid, ließ die Aebtiſſin ſich erzählen, wann, unter welchen Umſtänden der Gaſt einſt im Kloſter geſpeiſet habe; er referirte, und als ſich ergab, daß es am Küchentiſch geweſen, erhob ſich ein einziger Schrei der Verachtung über des Mannes elende Probe. Er beharrte aber ſteif und feſt in ſeiner Anſicht; um ſo ſicherer ihn zu beſchämen, ließ die Aebtiſſin ein Pröbchen von dem Küchenwein umgeben, und daß er alles übertreffe, was zeither im Kloſter vorgekommen, hat die Geſellſchaft ſchließlich anerkannt. Alſo kam zu Ehren der Wein von Château-Chalon, der ſeitdem die Krone aller mouſſirenden Getränke geblieben iſt.

Der wahre Werth des Steinbergs war in den erſten Jahren nach der Säculariſation von Eberbach noch ſo wenig ermittelt, daß der Herzog von Naſſau den Neuhof ſamt ſeinem unſchätzbaren Zubehör gar gern um 50,000 Gulden, wenn ich mich recht erinnere, verkauft hätte. Wodurch der Handel rückgängig geworden, weiß ich nicht, das aber weiß ich, daß ſeitdem dem Johannisberg in dem Steinberg der furchtbarſte Nebenbuhler erwachſen iſt. In der Verſteigerung von 1831 wurde das beſte Stück, da der Wein noch kein Jahr alt, mit 2705 Gulden bezahlt. Daß in den Jahren 1857 und 1858 der Steinberger ſogar den Johannisberger übertroffen habe, behauptet ein Kenner erſten

Ranges. Im J. 1857 wurden im Steinberg 80 Stück Wein gewonnen, und kam das halbe Stück von 1800 bis 3090 Gulden zu ſtehen. Im J. 1858 waren es nur 50 Stück, zu 660 bis 2970 Gulden; 40 Stück im J. 1859. Im J. 1822 hatte Prinz Emil von Heſſen-Darmſtadt ein halbes Stück Steinberger, oder 3½ Ohm zu 6105 Gulden geſteigert, daß er mithin die Flaſche beinahe mit 11 Gulden bezahlte.

Nicht viel über eine Viertelſtunde von dem Neuhof, etwas tiefer, ſeitwärts, unweit der Quelle der Limmerbach, beherrſcht das Dorf Hallgarten das nach Hattenheim hinabgehende Thal. Zu Hallgarten, Hagenboingartun, Hargardun, Hargarten, beſaß das St. Johannisſtift zu Mainz ein Allod, ſo der Stiftspropſt Zeiſolf zu Handen des Erzbiſchofs Adalbert dem Ruthard von Winkel überließ, tauſchweiſe gegen einen der beiden Manſen, welche Ruthard jenſeits Rheins, Winkel gegenüber, beſaß. Dabei wurde bedungen, daß Ruthard und ſeine Erben einem jeweiligen Propſt zu St. Johann den Treueid ſchwören und alljährlich an St. Martins Feſttage an des Stiftes Corpus praebendarum zwei Pfund Pfennige entrichten. Wird der Termin verabſäumt, ſo iſt das am folgenden Tage mit 5 Schilling zu büßen, worauf 14 Tage Anſtand, auch zum zweiten- und drittenmal zu bewilligen, nach Ablauf der drei Friſten iſt aber der Manſus ſamt den Gütern verfallen, »quia quicunque hec bona habet, eundem mansum habere debet.« Es wurde ferner beſtimmt, daß ſothanes Allod niemals unter mehr als vier Erben zu vertheilen, niemals ohne Wiſſen und Willen des Propſtes zu verkaufen, daß auch niemals der Zins herabzuſetzen. Endlich ſollte das Gut im Falle der Vernachläſſigung und mangelhaften Anbaues in gleicher Weiſe verfallen ſein. Alſo beſtimmte 1112 Propſt Zeiſolf, der überaus würdige und gottesfürchtige Prälat, deß Abſtammung man von den alten Gaugrafen zu Worms herleitet. Sein Andenken lebte noch 1789 in einem Kunſtdenkmal im Kloſter Jacobsberg, in einem ſeitdem verſchwundenen bronzenen Weihwaſſerkeſſel mit folgender Inſchrift:

Omnis mundus aquis distinguitur iste quaternis,
Quod scriptis totidem renovandum signat eundem.

Jacobe sancte Dei prece nos dignare tueri,
Istud Christe datum Ceizolfi sit tibi gratum.

Kein volles halbes Jahrhundert blieb das Erblehen denen von Winkel: es wurde dem Kloſter Eberbach, vorbehaltlich der zwei Pfund Zins, verliehen, wie denn ſchon in des Papſtes Alexanders III Schutzbrief für das Kloſter, 6. Febr. 1162 (1163), unter deſſen Beſitzungen »grangia proxima abbatie que dicitur Hargarden cum pertinentiis suis,« vorkommt.

Zugebend, daß der Namen des Waldorts Hallgarten ſchon im Anfang des 12. Jahrhunderts vorkommt, erinnert P. Herm. Bär, er ſcheine „dort noch mehr nur einen gewißen Felddiſtrikt, als ein Dorf zu bezeichnen. Auch in der Folge, bis ins 13. Jahrhundert zeigen ſich mehrere Spuren ſolcher Bedeutung. Mein Schenkungsbuch von 1211 thut von Halgarten mehrmalen ähnliche Meldung, z. B. »Ab Eberhardo frigido cambivimus I duale apud vineam Hargarten.« Und »Rubertus de Solmerso dedit nobis duas particulas terre infra vineam nostram Hargarten. Andre gleichlautende Stellen zu geſchweigen, werd ich in meiner Vermuthung dadurch geſtärkt, weil weder in dem erwehnten Schenkungsbuche, noch in einer andern mir bekannten Urkunde des 12ten Jahrhunderts von Halgarten, als einem Dorfe, ausdrückliche Meldung geſchieht, und alle Erwerbungen des Kloſters Eberbach über der ſchon damalen beſtimmten Grenzlinie der Hattenheimer Feldmarke nicht nach Halgarten, wo ſie doch lagen, ſondern nach Winkel (Oeſtrich) gerechnet werden. Nach einer hergebrachten Sage, die ich weder hinlänglich begründen, noch widerlegen kann, war Halgarten urſprünglich nur ein Jagdhaus. So viel iſt aber gewiß, daß es noch in der Mitte des 13ten Jahrhunderts ein kleines, unbedeutendes Dörfchen war, wie mir aus einer Urkunde vom Jahr 1255 erhellet: Ejusdem villule presentibus his colonis. Auch das Wort Coloni ſcheint Halgartens damalige Jugend und noch neue von Frembdlingen geſchehene Anſiedlung zu verrathen.

„Dieſe Nachrichten zuſammen genommen ſprechen dem Orte Halgarten kein hohes Alter zu und reichen wahrſcheinlichen Grund, ſeine Entſtehung nicht über die zwote Helfte des 12ten Jahr-

hunderts vorzurücken. Seine Genealogie ſcheint mir mit jener des Dorfs Johannisberg parallel, und Halgarten gewißermaßen eine Colonie des Kloſters Eberbach zu ſeyn, wie jener dem Kloſter Biſchofsberg ſein Aufkommen zu danken hat. Die Gründe meiner Hypotheſe darf ich eben nicht weit ausholen; ſie bieten ſich aus der Nähe dar. Zur Anrottung des großen felſigten Steinbergs waren den Eberbacher Mönchen viele Arbeiter nöthig. Aus den Landeseinwohnern, die in dieſem Zeitraume ſelbſt ihre ganze Induſtrie auf eigenen Anbau richteten, ließen ſich ſolche nicht hernehmen. Man dingte ſich alſo Fremdlinge, die, von häußlichen Geſchäften frei, dem ſchweren Rottungswerk ununterbrochen obliegen konnten. Dieſen gefiel das Klima des Rheingaues beſſer als ihre Heimath, und mehrere davon ſiedelten ſich in der Nähe des Steinbergs an. Sogar ſcheint das Kloſter aus ſeinem Eigenthum ihnen den Grund zu ihrer Anbauung abgetreten zu haben. Wenigſtens ſind noch heute zu Tage wenige Hofraiten in Halgarten, die dem Kloſter mit Grundzinſe nicht behaftet wären. Dieſe Schuldigkeit konnte in der Folge zwar aus andern Quellen herrühren. Aber ihre Allgemeinheit, mit den übrigen Umſtänden verglichen, ſcheint was Beſondres anzudeuten und läßt einen urſprünglichen Beitrag des Kloſters zur Entſtehung oder doch merklichen Erweiterung des Orts Halgarten argwöhnen."

Dagegen erinnert Bodmann: „Es beſtand demnach ſchon eine Cultur zu Hargarten, ehe ſolches Eberbach erhielt. Die erſte Cultur, ſo weit ſich zurückgehen läßt, erhielt der Ort durch die Hofleute der Herren von Winkel (Greifenklau), denen ſie ihre Erbleihe zum Bau überlaſſen hatten. Daß die erſte Anſiedelung Hallgartens, aus einzelnen Bauernhöfen beſtehend, ſchwach geweſen ſey, iſt wohl begreiflich; aber der Rodungsgeiſt brachte ſie gar bald in die Höhe; durch die Anlegung des klöſterlichen Steinbergs, welche bald darauf erfolgte, mögen nach dem von Bär wahrſcheinlich gemachten Wege ſich die Colonen gar ſehr vermehrt, und aus einer Villula, welche gleichwohl ſchon 1255 Schultheiß und Schöpfen hatte, eine anſehnliche Gemeinde erwachſen ſeyn."

Die hier von Bodmann angezogene Urkunde, vom 5. März 1255, ſtellt aus Giſelbert Fuchs von Rüdesheim, der Vicedom

im Rheingau, und wird darin bekundet, daß die Eheleute Dietrich und Mechtild von Hargarden zur Sacristei in Eberbach eine Ohm rothen Weins aus ihrem einen Morgen haltenden Weinberg auf dem Hargarthen alljährlich zu entrichten, gestiftet haben. Besagten Wein soll ein zeitlicher Sacristan für den Bedarf der täglichen Messen verwenden. Tragt der Wingert keine volle Ohm rothen Weins, soll, die Ohm zu ergänzen, weißer Wein, und zwar vom besten, der da gewachsen, geliefert werden. Den Zeugen der Verhandlung, worunter Peregrinus, des Orts Schultheiß, hat der Sacristan Gottfried, ihr Gedächtniß zu stärken, den sogenannten Bodenwein gereicht. Im Jahre 1246 verkauften Konrad von Wiesbaden und Lukard, Eheleute, dann ihr Sohn Arnold dem Kloster alle ihnen noch übrigen Güter in der Terminei Hallgarten und dem Neuhof. Nur ein halbes Talent jährlicher Gült nahm Konrad bei dem Verkaufe aus, das er vom Grafen zu Sponheim lehenweis besaß und darum nicht veräußern durfte. Der Handel ward in der Stille, wie unter Freunden, abgeschlossen und berichtigt. Damit er aber wegen dieser Heimlichkeit keinen Anstoß leiden möchte, ließ man ihn vor Schultheiß, Scheffen und der ganzen Gemeinde zu Hattenheim ausrufen und vom Archidiacon Wilhelm öffentlich verbriefen. Frau Lukard und ihr Sohn Arnold werden in der von Hrn. Rossel gelieferten Stammtafel derer von Wiesbaden nicht genannt, wohl aber ist darin aufgenommen Konrad von Wiesbaden genannt Poto, Wäpeling, der in Gemeinschaft seiner Frauen Anna 1237 all sein Gut zu Hattenheim, Weinberge, Aecker, Häuser, Zinsen an die Abtei Johannisberg verkaufte, vor Schultheiß und Scheffen, in iudicio quod dicitur Botding. Bodo von Wiesbaden, Ritter, wird 1268 genannt. Lena, des Ritters Johann von Wiesbaden Wittwe, und ihre Kinder Johann und Grete werden 1318 genannt, und wird Erkenbold von Wiesbaden, der Scholaster zu St. Peter in Mainz, diesen Kindern beizuzählen sein. Katharina von Wiesbaden, domicella, starb 1379. Jenem adeligen Geschlechte scheint Nicolaus von Wiesbaden, der Bischof zu Speier, nicht anzugehören. Heißt es doch von ihm: „war von geringen Eltern, aber von großer Gelehrsamkeit, regierte

15 Jahre und ſtarb 1396." Ich werde ſeiner bei Wiesbaden gedenken.

Unter Vermittlung des Erzbiſchofs Gerlach verglich ſich die Abtei Eberbach 1370 mit der Gemeinde hinſichtlich der Bede, und ſollte das Kloſter von ſeinen daſigen Beſitzungen jährlich 12 Pfund Heller entrichten. Auch die von Rüdesheim waren hier begütert. Aus dem Umſtand, daß das Dorf in den Zehntbezirk des St. Victorſtiftes gehörte, ergibt ſich, daß Hallgarten Anfangs zu Oeſtrich eingepfarrt war. Das war noch 1333 der Fall, aber ſeit 1338 kommt hier ein eigner Pfarrer und namentlich 1345 Konrad, „Pharner" zu Hallgarten vor. „Dieſer war vielleicht aber auch der erſte, und ich finde dafür eine nicht ganz zweideutige Spur. Im J. 1333 ſchenkten Reinhard und Dyna, Eheleute von Halgarten, dem Kloſter Eberbach ihr ganzes Hab und Gut mit der Verfügung, daß nach eines von beiden Hintritt die Abtei alle ihre Güter in Beſitz nehmen, für ſich benutzen und dem Ueberlebenden jährlich eine an Geld, Frucht, Wein und Heu beſtimmte Penſion abreichen ſollte. Gemeinſchaftlich hatten ſie unter einander beſchloſſen, nach eines von ihnen Tode nicht wieder zu heirathen. Dieſe ihre Wahl vertrauten ſie dem Abte von Eberbach und dem Pfarrer von Oeſtrich an und legten ſich ſelbſt vor ihnen die Strafe auf, daß der Ueberlebende, wenn er ohne ausdrücklichen Conſens Eberbachs zur zweiten Ehe ſchreiten würde, ſogleich der ganzen Penſion verluſtig ſein ſollte. Alles das ſetzten ſie ſchriftlich auf und ließen es von den zwei Vertrauten, dem Abt von Eberbach und dem Pfarrer von Oeſtrich, beſiegeln. Allerdings erhellet aus der ſelbſt gewählten Strafe, daß beiden ſehr daran gelegen war, den überlebenden Theil von der andern Heirath abzuhalten. Wahrſcheinlich machten ſie alſo ihren ordentlichen Seelſorger in einer ſo wichtigen Sache und zwar um ſo mehr zu ihrem Vertrauten, weil er auch mit dem Abte von Eberbach der ſchicklichſte war, die zweite Verehelichung zu hintertreiben. Halgarten hätte alſo damals noch ganz in den Oeſtricher Pfarrſprengel gehört und nur zwiſchen 1333 und 1345 einen eigenen Plebanen, vielleicht in der Perſon des oben erwähnten Konrads den erſten erhalten." Im J. 1360 ſtiftete der

Pfarrer Diel von Guttenberg die Frühmeſſerei. Die Kirche iſt zu Ehren von Mariä Himmelfahrt geweihet. Zu ihr pfarrten, das Mapper Schützenhaus bei Stephanshauſen eingerechnet, 1166 Menſchen im J. 1851.

Eberbach.

Von dem Neuhof gelangt man in einer kleinen Viertelſtunde, ſanft aufſteigend, nach Kloſter Eberbach, 1 Stunde von dem Dorfe Erbach. Noch thront hoch über dem antiken Eingangsthor, wie vor Jahrhunderten, das Bild der Gebenedeiten, aber der nächſte Schritt ſchon wird den Wanderer belehren, daß hier nicht mehr das Gotteshaus, deſſen Untergang vor 40 Jahren Bodmann ſo ſchmerzlich beklagte. „Unter Rheingaus ſämmtlichen Klöſtern zeichnete ſich keines vortheilhafter und ruhmwürdiger aus, als die Abtey Eberbach. Dieſe war es wirklich, die ſich um dieſen Landſtrich durch neu eingeführte Cultur faſt aller Zweigen, durch muſterhafte Haushaltung und Induſtrie, ſtrenge klöſterliche Diſciplin und auferbauliche Religioſität das redendſte Verdienſt erwarb, und daher unter ihnen wie der Mond unter den kleinern Geſtirnen glänzte. Dem gründlichen Kenner deſſen, was ſie von Anbeginn bis zu ihrer Unterdrückung war und that, muß es wahrhaft ſchwer fallen, ihren Biographen nicht zu machen; wenigſtens verdient von ihren Mitſchweſtern keine ein bleibenderes, dankbares Denkmal, und daher mit höherm Rechte eine ausführliche, beurkundete, eigene Geſchichte, welche aber außer unſerm Plane liegt. — Kaum waren die aus Bernhards Pflanzſchule hoher Frömmigkeit und beiſpielloſen Fleißes zu Clarevall ausgehobene Sprößlinge auf unſerm Rheingauer Boden angelangt und hatten die wenigen Beſitzungen der Kanonie von Erzbiſchof Adelbert als kärgliche Mitgift einer neuen Kloſterſtiftung in einige Ordnung gebracht, als ſie auch auf der Stelle anfingen, nachgeradehin hier alles auszubreiten und in Anwendung zu bringen, was ehemals bey Clarevals Anlegung geſchehen, und ſonächſt ſelbſt in die Grundgeſetze des Inſtituts übergegangen

war. Genau modelten sie nicht nur ihre häusliche Einrichtung nach jener ihres Mutterklosters, legten ihre Wohnungen nach dem nämlichen Plane an, errichteten klösterliche Fabriken, führten dahin Wasserleitungen, rodeten rings umher Waldungen aus, ordneten den Gottesdienst, sangen und beteten unter freudiger, fast ununterbrochener Handarbeit im freyen Felde u. s. w., sondern übertrugen gar frühzeitig ihren so ganz in Fleisch und Säfte verwandelten Culturgeist auch außer ihren Mauern. Wie sich die Kreise um den ins Wasser geworfenen Stein allmälig erweitern, so verbreitete sich auch jener in Kurzem weit umher; von Eberbach aus, gleich einem neuen Deukalion, schien gegen die Mitte des 12. Jahrhunderts eine neue Schöpfung des Rheingaus auszugehen: man sah, man staunte und — ahmte nach.

„Auch häusliche Frömmigkeit und Sittlichkeit auswärts war das hohe Unterscheidungszeichen der neuen Stiftung von allen andern Klöstern und Ständen dieses Landstrichs; in diesen war eben Eingezogenheit, Disciplin und Religiosität in demselben Maaße im Verfall, wie umgekehrt die roheste Unsittlichkeit, Unwissenheit und geistige Barbarey über die sämmtlichen Stände der Layen längsthin die Ueberhand gewonnen hatten. Auch hier ward Eberbach Muster. Alle Klöster rings umher dachten itzt an Reformen ihrer Disciplin und häuslichen Wirthschaft; der größte Theil der weiblichen ließ es dabey nicht einmal bewenden, er ging gegen die Mitte des 13. Jahrhunderts noch einen Schritt weiter, trat ohne Zwang und unaufgefordert, ganz von freyen Stücken, von dem alten Orden ab und zog das neue Ordenskleid der Eberbacher (Cisterzienser), damit aber auch — fast möchte man sagen — den neuen Culturmenschen an. Die geistliche Vaterschaft und Visitatur Eberbachs unterhielt den ausgestreuten guten Samen und ließ ihn, wie die Klostergeschichte bewährt, in vortreffliche Pflanzen und heilsame Früchte übergehen.

„Und gerade so verhielt es sich auch mit den übrigen Ständen unseres, sonst von der Natur so reichlich ausgestatteten Landstrichs. Der unbändige Rittergeist fand in Eberbach ein hohes Muster von Sittlichkeit und Sanftmuth, zugleich auch ein Modell, wie er seinen Finanzzustand, der gewöhnlich nichts taugte,

ohne die ihm ſo eigene bekannte Fauſtmittel auf Koſten Anderer in Ordnung bringen möge. Selbſt Eberbachs Kloſterkirche verbürgte es, daß hohes Gefühl von Hochachtung im Leben und Beſpiegelung der ſanften Tugenden dieſer Verſammlung ein mächtiges Triebrad in der Maſchine ſo mancher unmenſchlichen Menſchen dieſer Klaſſe ſeyn mußten, ſich noch vor ihrem Ende mit Gott und der Welt auszuſöhnen und in den unzähligen dort gewählten Grabſtätten eine Ruhe zu ſuchen, die ſie andern im Leben ſo ſelten vergönnet hatten. Auf den Rheingauer Bürger und Landmann ging von dieſer neuen Pflanzſchule eine überaus ſegenreiche Handleitung aus, wie er durch neue Anrodung wüſter Strecken ſeinen Reichthum erhöhen, ſeine Producte mit Gewinnſt abſetzen und ſelbſt an der Hand angelegter Fabriken, Niederlagen, Ausfuhren und damit verbundener Handelsſpeculationen Schöpfer neuen Erwerbs und erhöhten Wohlſtandes werden könne; die im Schooße Rheingaus von Eberbach neu angelegte Kloſterhöfe (Grangien) waren in der Hinſicht wirklich für das Land ſo viele Ackerbau- und ländliche Wirthſchaftsſchulen, und die darinnen angelegten Capellen trugen mächtig bey, auch religiöſen Geiſt in eben dem Grade zu verbreiten, wie ſittlicher und ſanfter durch die Hofmeiſter und die Converſen dort eingeführt und unterhalten ward; das nämliche Glück führte Eberbach, vornehmlich im 12. und 13. Jahrhundert, auch benachbarten Ländern durch die zahlreichen dorthin angepflanzten Höfe zu, deren größter Gütertheil dem Anrodungsfleiße Eberbacher Mönchen ſeine Cultur zu verdanken hat. Die Geſchichte der alten obern Grafſchaft Katzenellenbogen kann dieſes unter andern nicht mißkennen.

„Eberbach betraf geſchichtlich manch harter Unfall, der andern Klöſtern einen gänzlichen Untergang würde bereitet haben; in ſeiner Sparſamkeit, Klugheit, Nachgiebigkeit und häuslichen Ordnung aber fand es immer eben ſo viele Kraftmittel, die Wunden auszuheilen und ſich bald wieder auf den alten Fuß zu ſetzen. Es hielt immer ſtreng an ſeinen Erzbiſchöfen, wußte die Gunſt der benachbarten Fürſten und Grafen zu gewinnen und zu unterhalten, war nachgiebig gegen die Habſucht ſo mancher Edelleute, von denen es Ruhe und Eintracht nicht ſelten durch

freiwillige große Opfer erkaufte, mischte sich nicht in politische Welthändel, deren Strom so manche andere unrettbar mit sich fortriß, und entging durch practische Anwendung des Grundsatzes: Weiche der Zeit, unzähligen Gefahren, die es bestürmten. Mit Neid und Mißgunst, auch Verfolgung, hatte es manchen harten Kampf zu bestehen, wußte sich aber dagegen mit Glimpf und Sanftmuth, nicht selten selbst mit Großmuth und Opfern, so trefflich zu bewaffnen, daß jene sich ausgesöhnt sahen, ehe sie es selbst glaubten, und oft aus Neidebengeln noch überdies Eberbachs große Wohlthäter wurden. — Dies ist der kurze Umriß des politischen Bildes von Eberbach, welches auszumalen wir seinem Geschichtschreiber überlassen.

„Auch wissenschaftliche und Kunstcultur blühte in den Mauern der alten Erbacher Aseeten. Frühzeitig hatten sie für eine Kammer in ihren Ordens-Collegien gesorgt, dahin Zöglinge abgeschickt und dort auf ihre Kosten unterhalten, welche bey ihrer Rückkehr durch Unterricht ihren Brüdern nützten. Eberbach stand demnach im 13. und 14. Jahrhundert auch in hohem Rufe der Gelehrsamkeit, wozumalen die Mönche, mit Verlassung des alten Ordens-Grundgesetzes, sich nicht auf Studien zu legen, und mit Aufgebung der Hacke und Spate für Selbsthandarbeit, diesem edlern Zweige der Cultur zu fröhnen angefangen und durch Abschreiben sowohl als Selbstfertigen brauchbarer Werke sich selbst und andern auch in dieser Hinsicht nützlich zu werden begonnen. Uebrigens werden wir im Verlaufe dieser Schrift gewahr werden, daß nicht leicht eine einzige Vision derselben, seye es die geist- oder weltliche, und in dieser die ökonomische oder politische, letztere selbst wieder nach allen ihren Aesten, sich darlege, wozu nicht Eberbach reichliche Beiträge steure, ja manchmal gar wie Oel oben schwimme; so wichtig wußte sich demnach durch seine manchfaltigen Verhandlungen in- und auswärts unseres Rheingaues dieses Kloster im Mittelalter zu machen. Einen trefflichen Beweis hiervon, obgleich nur von der ökonomischen Seite, gab uns ein vor Kurzem verewigtes, sehr würdiges Mitglied desselben durch eine brauchbare Schrift; für die übrigen ergreifen wir um so lieber die Arbeit, den Faden fortzuspinnen, als er

mit vielen Nebenkenntniſſen und Hilfsmitteln verwebt werden muß, welche jenem ſonſt gelehrten und ſcharfſinnigen Manne nicht zu Gebot ſtanden. Schließlich war Eberbach auch der Stammſitz der Humanität und des Wohlwollens gegen den Fremdling, wie gegen den Einheimiſchen; ſeine Gaſtfreundſchaft, ihm durch das Ordensinſtitut und mehre dazu eigens beſtimmte Stiftungen zum Geſetz gemacht, — ſein altes, vormals in ſeinen Mauern befindliches Hoſpital, und die in der Folge an deſſen Stelle getretene reichliche Ausſpendungen an Rheingaus Kinder der Armuth, verpflichteten auch von dieſer Seite die Nachkommen, ihm den Tribut eines dank- und ehrenvollen Andenkens zu zollen. So ging demnach Eberbach mit dem Glanze der unumwölkten Sonne an einem ſchönen Sommerabende unter und hinterließ eine ſanfte Abendröthe, welche das Gefühl von Anmuth, Dankbarkeit und Hochachtung noch lange in dem Herzen manches Biedermanns erhalten wird."

Keineswegs waren jedoch Ciſterzienſer des Ortes erſte Bewohner. Erzbiſchof Adalbert, des Kloſters Erbauer, hatte regulirte Chorherren dahin geſetzt, ſich jedoch bereits 1131 genöthigt geſehen, ſie von dannen zu verweiſen, worauf ſie nach längerm Umherirren in Gottesthal ſich niederließen (S. 222). An die Stelle der Vertriebenen traten Benedictiner vom Johannisberg, welche nach des Erzbiſchofs Verordnung der Oberaufſicht des daſigen Abten unterworfen blieben. Eberbach war demnach als ein Priorat vom Johannisberg zu betrachten, eine Stellung, welche wohl durch die geringe Ausſtattung des Hauſes geboten: ſie blieb ſpärlich, wenn ihr gleich einige Güter in Eltvil zugelegt wurden, auch der Erzbiſchof, auf der Rheingauer Wunſch, dem Kloſter aus der nächſten Umgebung eine Strecke Landes anwies, ſo er zugleich für immer vom Zehnten und jeglichen Dienſtbarkeiten befreite. Ausgemacht iſt es nicht, daß Eberbach von den Benedictinern bezogen wurde, gewiß aber, daß ſie noch in demſelben Jahr das für ſie werthloſe Eigenthum um den Preis von 50 Pfund Silber dem Erzbiſchof überließen. Dieſer wünſchte auf ſeinem Eigenthum ein Ciſterzienſerkloſter zu ſtiften, wie er denn in der dritten Stiftungsurkunde für Eberbach äußert:

„Ich hatte ein beſonderes Verlangen, eine Abtei des Ordens von Ciſterz auf meinem eigenen Grunde zu ſtiften. Ich habe deshalb durch mein Bittſchreiben den ehrwürdigen, wegen der ihm verliehenen Gnaden der Welt bekannten Mann, Herrn Bernhard Abt von Claravall, nach Alemannien berufen und ihn angelegentlich erſucht, mir aus ſeinem eigenen Hauſe einen Convent von Mönchen zuzuſchicken, wie er auch gethan hat.“ Des h. Bernhard Anweſenheit in Eberbach wird nicht nur durch eine uralte Tradition, ſondern auch durch ein Denkmal bekundet. Eine Stelle, ungefähr 300 Schritte von dem Kloſter, dem Neuhof zu, heißt ſeit Jahrhunderten Bernhardiruhe. Dieſer Namen war vordem, nach alter Sitte, einer Eiche eingeſchnitten und bewahrte das Gedächtniß von dem, was hier vorgefallen, bis auf die ſpäteſten Nachkommen. Nachdem der Baum Alters halber eingegangen, widmete einer der Kloſterbewohner ſeine Erſparniſſe zur Errichtung eines andern, die Tradition aufzubewahrenden Monuments. Er ſetzte auf den Platz, wo die Eiche geſtanden hatte, dem h. Bernhard zu Ehren und zum Andenken von deſſen perſönlicher Gegenwart, eine kleine Capelle. Die über der Thüre angebrachten Verſe, deren Zahlbuchſtaben als des Baues Datum das Jahr 1701 ergeben, ſetzen den alten Namen als bekannt voraus, und enthalten den vielleicht zu buchſtäblich aufgenommenen Sinn, daß Bernhard, ermüdet, hier ausgeruhet habe: Divus Bernhardus fessos hic sarcuit artus, juxta Eberbaci claustra locare volens. Hunc precibus puris cura celebrare viator, illius ut meritis sit tibi sancta quies. Richtiger in der Faſſung ſcheint der unter die lateiniſchen Verſe geſetzte Reim:

Allhier es heißt Bernhardiruh,
Lieb geb der Ruh die Werk hinzu.

Der Namen war auch vor beinahe vierhundert Jahren ſo bekannt, daß Bernhardiruh 1497 in einer feierlichen Grenzbeſchreibung als eines der Mäler bezeichnet wird: „Gayn ſant Bernhartiruge heraber obwendig des Walkmolenwegs. Geſchehen 1497.“

Die Lage von Eberbach fand der Heilige genau ſo, wie er ſie für ſeine Klöſter wünſchte. Im Hintergrund eines nicht ſehr

geräumigen Thals fast versteckt und nur aus weiter Ferne sichtbar, sind die Gebäude von mächtigen Bergen umgeben, den Schutzwehren für des Rheingaues Rebengeländ. Da ist die Hamm, 1690 Pariser Fuß über der Meereshöhe, mit den weiter entlegenen Höhen bei Hausen vor der Höhe und dem Mapperhof. In weiter Ferne tritt nordöstlich, südlich von Rauenthal, der Hausekopf hervor, 1597 Fuß. Westlich vom Kloster, nördlich von Hallgarten, zeigen die Rabenköpfe Spuren germanischer Befestigung, 1720 Fuß. Weiter entlegen, den Rabenköpfen nördlich, erheben sich die kalte Herberg, 1720, und der graue Stein, 1457 Fuß, zwischen dem Mapper Bollwerk und Stephanshausen. Diesen schließen sich an Rheinabwärts der Dachsköppel bei Winkel, 1334, das Forsthaus am Weißenthurm, 1299, das Jägerhorn, 1598, der Kammerforst, 1220 Fuß, die zu dem Niederwald und der Rossel oberhalb Rüdesheim, 1000 Fuß, herabsinken. Gegen Süden ist die Aussicht freier, gleichwie das gelind abhängige Terrain den Klosterbering vor den Ueberschwemmungen bewahrt, welche, von den Bergen herabstürzend, bei plötzlichem Abgang des Schnees den Niederungen nicht selten gefährlich werden. Vom Thale aus betrachtet und den Höhen ringsum verglichen, scheint Eberbach sehr tief zu liegen, und doch ist es bedeutend höher als der Johannisberg, von dem man doch wähnen sollte, daß er über den ganzen Gau sich erhebe.

Noch im Laufe des J. 1131 traf die von dem h. Bernhard entsendete Colonie aus Clairvaux zu Eberbach ein, der Sage nach am 14. Sept. Sie bezog das unlängst noch von den Chorherren bewohnte Haus, auf der linken Seite der durch den Klosterbering gehenden Eberbach, und es nahm ihren Anfang die gleichnamige Abtei, die wohl in Deutschland die erstgeborne Tochter von Clairvaux sein könnte. „Die langher eingewurzelte und durch die bei den Ordenscapiteln selbst eingeführte Rangordnung gleichsam authorisirte Meinung spricht zwar dem Kloster Himmerod in der Eifel vor Eberbach ein Altersvorrecht zu. Diese Rangordnung gründet sich aber auf den in mehrere Verzeichnisse der Clarevaller Klöster eingeschlichenen Irrthum, daß Eberbach nur erst im J. 1135 gestiftet worden. Zuverlässig nahm

es aber ſchon 1131 ſeinen Anfang und zwar mit wirklicher regulärer Einrichtung, wie aus Adelberts Stiftungsbriefe und andern Denkſchriften unläugbar erhellet. Himmerod wurde nur erſt im Jahr 1134 geſtiftet, wie der faſt gleichzeitige Cäſarius von Heiſterbach, dem wohl der Urſprung ſeines Mutterkloſters nicht unbekannt war, ausdrücklich bezeuget. Will man aber auch mit der Genesis ecclesiarum Clarevallensium Himmerods Anfang in das Jahr 1132 ſetzen, ſo war ihm dennoch Eberbach um ein Jahr zuvorgekommen. So lange alſo die Stiftungsepoche der Abtei Himmerod aus unverdächtigen Urkunden nicht als früher dargethan wird, kann man dem Kloſter Eberbach unter den deutſchen Töchtern von Clarevall die Erſtgeburt nicht abſprechen; denn der Rang, welchen Himmerod in Ordensconventen ſchon lange vor ihm behauptete, gründet ſich entweder auf Irrthum, oder wahrſcheinlicher auf eine alte Gewohnheit, nach welcher deſſen Aebte wegen näherer Lage in der Vorzeit faſt die Erbvicarien der Clarevaller Archimandrite in Deutſchland waren, und dadurch auch den ordentlichen Rang vor Eberbach erſchlichen." Alſo Bär, hingegen behaupteten im Orden alle Aebte, deren Stiftung aus dem J. 1134 herrührt, vor jenen von Eberbach den Rang, gleichwie zu Ciſterz und Clairvaux idus februarii 1135 als der Stiftungstag von Eberbach galt.

Noch im J. 1173 wurde der urſprüngliche Bau von den neuen Eigenthümern bewohnt, im J. 1186 bezogen ſie aber das neue Dormitorium auf der andern Seite, welches mit der in demſelben Jahr geweihten Kirche in Verbindung ſtand. Der von dem h. Bernhard ſelbſt ernannte Abt Ruthard erfüllte unermüdlich in dem langen Verlauf ſeines Regiments die um ihn von dem großen Meiſter gehegten Erwartungen. Kaum war die Stiftung vollzogen, als Ruthard und ſeine Gefährten freudig Hand anlegten, in Anwendung zu bringen, was vordem bei der Gründung von Clairvaux geſchehen, und hiermit in die Grundgeſetze des Inſtituts von Ciſterz übergegangen war. Genau wurde die häusliche Einrichtung nach jener der Mutterklöſter gemodelt, ein Wohngebäude nach dem nämlichen Plan errichtet, es entſtanden Werkſtätten, in welchen die Converſen je nach den

Bedürfniſſen des Kloſters die rohen Stoffe verarbeiteten, es wurden Waſſerleitungen geführt und Waldungen gerodet, und während in dieſer Weiſe Eberbach ſich zu einer Muſterſchule für die umliegende Landſchaft ausbildete, war die klöſterliche Gemeinde zugleich eine Schule ächter Religioſität und der reinſten Sittlichkeit, auch bereits der Sitz eines gemeinnützigen literariſchen Treibens.

Abſonderlich folgenreich für die Landescultur ſind Ruthards öconomiſche Einrichtungen geworden. Davon gab er das erſte Beiſpiel in dem Hof Leheim. Daſelbſt hatte Erzbiſchof Adalbert dem Anſelm von Gummeldingen zu dem Preis von 80 Mark 13 Hufen Land abgekauft, die er nach Eberbach ſchenkte. „Das Gut lag aber in der Feldmark von Leheim zerſtreut und das zugehörige Haus im Dorfbann, ein Umſtand, der ſich mit dem Syſtem der Ciſterzienſer nicht wohl vertrug. Ruthard ſchaffte daher mit den Seinigen bald Rath. Sie erſahen ſich außer dem Ortsbezirk eine Stelle, die ſie zur Anlage eines Hofs zweckmäßig fanden. Alsdann ſuchten ſie ihre, auf der andern Seite davon entfernteren Ländereien gegen ſolche einzutauſchen, die ihrer erwählten Niederlaſſung näher lagen. Das Project kam bald zur Ausführung. Die verſchiedenen Gutsbeſitzer fanden ſich zum Tauſche geneigt, weil ſie dabei nichts verloren. Ohnehin waren die Ciſterzienſer in dortiger Gegend noch eine neue Erſcheinung, ſtanden wegen der Strenge ihres Inſtituts in großem Ruf und machten darum auf die Einwohner deſto wirkſamern Eindruck. Dadurch wurde binnen kurzer Zeit ſo viel Landes in eine Flur vereinigt, wie es zu einer beſondern Anſiedelung nöthig ſchien. Nun begannen ſie den Bau, und nach einigen Jahren ſtand der Leheimer Hof vollendet da. Albert der Stifter berichtet ſelbſt die Entſtehungsgeſchichte deſſelben auf dieſe Weiſe. Der Hof war alſo im J. 1137, in welchem Jahre der Erzbiſchof ſtarb, ſchon erbaut. Bei den Eberbachern war dies das erſte Reſultat des Ciſterzer Landwirthſchaftsbetriebs und das Muſter für die ſpäter gegründeten Höfe. Mit dieſem, obgleich ſehr anſehnlichen Geſchenk war die Freigebigkeit des frommen Stifters noch nicht erſchöpft. Da der Hof fern vom Kloſter und gleichſam in der

Fremde lag, wollte er auch in der Nähe ſeinem Eberbach einen Zuwachs verſchaffen. Er kaufte daher abermals aus ſeiner Privatkaſſe mehrere Weinberge zu Hattenheim, die, außer dem Zehnten, von aller Abgabe frei waren, und vermehrte mit denſelben ſeine erſte Schenkung. Auch dieſe Mitgabe war für Eberbach von Dauer. Die Weingärten wurden in der Folge an Bürger zu Hattenheim erblich vergeben und ſind bis jetzt dem Kloſter zinsbar.

„Im dritten Jahre nach ſeiner Stiftung erwarb Eberbach ſchon den zweiten Hof, und auch dieſen hatte es der Empfehlung ſeines Gönners Adelbert zu danken. Die Geſchichte dieſer neuen Erwerbung iſt merkwürdiger als der Hof ſelbſt und verdient wegen ungewöhnlicher Umſtände aus einem faſt gleichzeitigen Bericht genauer erzählt zu werden. Auf dem Berge zwiſchen Bingen und Drechtingshauſen, damals Nenthres, in der Folge Lenthers und Faizberg genannt, lag ein unbedeutendes, aus Wald angerottetes Stück Feld, welches mit dem ganzen dortigen Landbezirk der Stadt Bingen, als gemeines Ament, zugehörte. In dieſem Revier hatte ſich mit ihrer Bewilligung ein gewiſſer Einſiedler, Namens Ruthard, niedergelaſſen, eine Einſiedelei errichtet und vermuthlich auch ſelbſt den kleinen Anbau der Wildniß unternommen. Er war ſehr fromm, und ſein Eifer für die Ehre Gottes gab ihm eine ſeiner Andacht würdige Entſchließung ein. Ganz für ſich, ohne äußere Unterſtützung, begann er den Bau einer Capelle, um vielleicht ſeine Einſiedelei für die Zukunft zur Fortſetzung ſeines Inſtituts einzuweihen. Die Arbeit war ſchon weit gediehen und das Kirchlein der Vollendung nahe. Aber nun erkrankte der fromme Baumeiſter und mußte wegen Körperſchwäche ſeine Capelle unausgeführt liegen laſſen. Da keine Geneſung für ihn zu hoffen war, ſahen ſich die Grundherren um einen neuen Colonen für das Gütchen um. Durch die fromme Abſicht des Anachoreten gleichſam geweiht, ſchien dieſe Anſiedelung einen geiſtlichen Beſitzer zu verlangen. Selbſt Erzbiſchof Adelbert, dem die Sache bekannt war, betrachtete ſie aus dieſem Geſichtspunkt, übernahm die Vermittelung und machte die Binger ſeiner neuen Pflanzung zu Eberbach geneigt. Dieſe willigten ein, traten dem Kloſter das urbare Land ſammt der Hütte und

dem Capellchen als Eigenthum ab, wieſen ihm eine größere Feldfläche zum weitern Anbau an, und Adelbert beſtätigte 1134 die von ihm vermittelte Schenkung in einer feierlichen Urkunde. Bald nachher ſtarb der fromme Eremit, und der Ruf ſeiner Heiligkeit veranlaßte einen Streit über ſeine Reliquien. Die Binger forderten ſeine Leiche als die Verlaſſenſchaft ihres Alumnen, und die Eberbacher dieſelbe als Zugehör ihres Gutes; doch wurde der geiſtliche Prozeß durch Vergleich bald beigelegt: die Mönche verſprachen der Stadt, das vom ſeligen Ruthard begonnene Capellchen auszubauen, und erlangten dafür ſeinen Körper, den ſie im Kloſter ſelbſt beiſetzten. So entſtand Eberbachs zweiter Hof Nenthres. Er war anfänglich ſehr unanſehnlich, bekam aber bald ein beſſeres Anſehen. Die dahin geſetzten Brüder fuhren mit dem Anbau der Wüſtenei fort und erweiterten durch Anrottung der Wildniß ſeine Fluren. Zwar gelangte er ſelbſt nie zu der genügenden Größe, empfahl ſich aber von einer andern Seite: denn wie vom Hofe Leheim allmälig zwiſchen Rhein und Main andere Höfe und Güter wenigſtens veranlaſſungsweiſe abſtammten, ſo bot auch Nenthres die fruchtbare Gelegenheit dar, zwiſchen dem Rhein und der Nahe ſehr beträchtliche Güter zu erwerben; er blieb über 300 Jahre bei dem klöſterlichen Fond und ward 1451 an den Mainzer Kurfürſten Diether vertauſcht."

Im J. 1141 ſchenkte Erzbiſchof Markolf, des frommen Stifters zweiter Nachfolger, aus den Grundſtücken des erzbiſchöflichen Fronhofs zu Erbach den zur Erbauung eines Hofes auserſehenen Raum (ſ. S. 403). „Ein wichtiger Zuwachs fiel dieſem Hof bald nach ſeiner Entſtehung am jenſeitigen Rheinufer zu. Gerade dem Hofe gegenüber lag eine Inſel, durch einen ſchmalen Kanal, der noch jetzt wegen ſeiner Verſandung Altrhein heißt, vom feſten Lande getrennt. Sie war von beträchtlicher Ausdehnung und gehörte, wie faſt alle Auen im Mainzer Gebiete, dem Erzbiſchof. Markolf ließ ſie ihrer Länge nach in zwei Theile abmeſſen und ſchenkte ſie an die Klöſter Eberbach und Gottesthal, ſo daß die beiden unteren Huben dem beginnenden Hof zur Ausſtattung dienen ſollten, von dem ſie auch bis heute noch den

Namen Draiser-Aue führt. Heinrich I bestätigte seines Vorfahren Schenkung, und die ganze Insel blieb nach der Abtheilung im bleibenden Besitze der beiden Klöster."

Bereits war die Klostergemeinde so angewachsen, daß sie im J. 1142 eine Zahl von Brüdern aussenden konnte, um das neugegründete Kloster Schönau, bei Heidelberg, die erste Tochter von Eberbach, zu besetzen; nach der Regel müssen also schon damals der Brüder wenigstens sechzig gewesen sein. „Auf der linken Rheinseite, zwei Stunden von Mainz, wo die Feldgemarkungen der drei Ortschaften Finthein, Oberolm und Eseuheim zusammentreffen, lag ein ausgedehnter Landstrich, zum dasigen Birkenwald gehörig, aber meistens verwüstet und nur mit unnützen Gebüschen, Hecken und Sträuchen bewachsen. Ob er als väterliches Erbe oder als Domäne dem Erzbischof zugehörte, läßt sich aus dem Schenkungsbriefe nicht sicher schließen. Genug, daß in jedem Falle dessen Veräußerung hauptsächlich von ihm abhing. Die Eberbacher kannten Lage und Beschaffenheit dieser Haide, wünschten sich ihren Besitz und zeigten Lust, die Wildniß in eine ergiebige Flur umzuschaffen. Heinrich gab bald ihrem Plan seine Zustimmung. Aus dem, was sie zu Renthers und Draise schon geleistet hatten, war ihm ihr Fleiß und ihre Geschicklichkeit in Umarbeitung von Wüsteneien schon bekannt. Gern wies er ihnen also den Stoff zu einem neuen Versuche an und gab ihnen 1144 von gedachter Wildniß 20 Huben zum ewigen Eigenthum. Die Mönche legten sogleich Hand an das Werk, bauten sich eine Wohnung, rotteten das Gesträuch, wo es ihnen am zweckmäßigsten schien, aus, und errangen sich binnen kurzer Zeit ein ansehnliches Pflanzgut. Noch heute läßt sich der Umfang ihrer Schöpfung genau bestimmen. Aller Neurot war sowohl durch ihr Ordensprivilegium vom Papst, wie durch die Anordnung des Erzbischofs Heinrich selbst, vom Zehnten befreit, und diese Befreiung wurde in der Folge, 1170, von Christian I feierlich bestätigt. Die zehntfreie Flur des Birkenhofs betrug noch in jüngeren Zeiten 150 Morgen. So viel, also wenigstens den vierten Theil des Ganzen, haben die Eberbacher selbst von der Wildniß urbar gemacht.

„Sie ließen aber bald mit der Rottung nach oder ſetzten ſie doch nur langſam fort, da ſich ihnen eine doppelte Ausſicht darbot, deren eine den weiteren Umfang als unnöthig und die andere den Stillſtand als vortheilhaft ankündigte. Auf einer Seite bekamen ſie Gelegenheit, eben dort ſo viel wirkliches Saatfeld zu erwerben, als für eine vollkommene Landwirthſchaft nöthig ſchien. Dudo, ein reicher Edel- und Dienſtmann von Mainz, beſaß neben ihnen ein Allodium von ſechs Huben Ackerland und bot ſie gegen ihre Weingärten zu Geiſenheim an. Der Tauſch ſelbſt war ihnen genehm, aber das Aequivalent zu gering. Um es alſo mit den verlangten Weinbergen auszugleichen, verſprach Dudo noch drei Huben daſelbſt, welche den Mönchen der Lage und Güte wegen convenirten, vom Kloſter St. Maximin bei Trier anzuſchaffen. Er hielt Wort, erwarb die drei Huben und vollzog mit Eberbach den projectirten Tauſch. Auf der andern Seite lernten die Mönche durch die Rottung ſelbſt die Qualität des Bodens beſſer kennen und fanden, daß er ſich zur Waldung zweckmäßiger benutzen ließ. Ohnehin waren im dortigen Gaue, durch die ſchon längſt weiter gediehene Cultur, die Waldungen ſeltener geworden, und die nähere Bekanntſchaft mit dem Lande machte ſie ohne Zweifel auf dieſes Mißverhältniß aufmerkſam. Sie änderten daher ihren erſten Plan, gaben dem übrigen Theil der Wildniß eine andere, dem Boden angemeſſenere, wie dem ländlichen Bedürfniſſe mehr entſprechende Beſtimmung, vertilgten nur das unnütze Geſträuch, bepflanzten die Blöſen mit Eicheln und erzogen durch ſorgſame Cultur einen Holzbeſtand, der wegen der ſchönen ganz ebenen Lage ſowie ſeinem reichen Ertrag eher einem Luſtwald zu gleichen ſchien.

„Die Weinberge zu Geiſenheim, welche nach obigem Bericht an den Edelmann Dudo vertauſcht worden, waren vorher ein geiſtliches Lehen der Mainzer Kirche. Hartwig, ein Domherr, hatte ſie von Erzbiſchof Adelbert empfangen und bis nach deſſen Tod beſeſſen. Dem Kloſter Eberbach ganz ergeben, wünſchte er ihm dieſes ſchöne Beneficium zuzuwenden und erreichte glücklich ſein Ziel. Er reſignirte daſſelbe dem Erzbiſchof Markolf, und dieſer übergab es auf ſein Verlangen dem Kloſter als Eigenthum.

Nur den lebenslänglichen Genuß der Weinberge hatte sich Hartwig gegen den jährlichen Zins einer Karrate Wein vorbehalten und wurde nun aus einem erzbischöflichen Vasall ein Gutspächter Eberbachs. Der ansehnliche Betrag der Weingärten läßt sich daraus ermessen, daß sie bei dem nachfolgenden Tausche als ein zureichendes Aequivalent für 9 Huben (270 Morgen) Ackerfeld geschätzt wurden. Und dennoch war Hartwigs Freigebigkeit noch nicht erschöpft. Er war inzwischen Domsänger und Propst zu St. Johann geworden und sah durch beide Würden auch seine geistlichen Einkünfte merklich vermehrt. Seine Patrimonialgüter wurden ihm daher entbehrlich, und er faßte den Entschluß, dem Kloster Eberbach einen Theil davon abzutreten. Im J. 1144 vollzog er den frommen Vorsatz und schenkte dem Kloster ein Haus zu Mainz, ein anderes mit zugehörigen Weinbergen zu Eltville und sein ganzes Erbe an Aeckern und Weinbergen zu Walluf. Erzbischof Heinrich bestätigte die Schenkung, welche den Grund zum Steinheimer Hof legte, der noch heute zwischen Eltville und Walluf besteht. Weil aber die von Hartwig überlassenen Güter für eine besondere Oeconomie noch nicht zureichten, auch zu sehr zerstreut lagen, so wurden sie einstweilen noch vom Draiser Hof aus gebaut, bis sie durch allmäligen Zuwachs vermehrt und durch Tausch abgerundet, ein eigenes Etablissement verdienten, das nach dreißig Jahren wirklich erfolgte."

Im J. 1144 erhielt Eberbach die zweite Tochter, indem es eine Colonie nach Otterberg bei Kaiserslautern aussendete, und im folgenden Jahre begründete Ruthard den Sandhof, der auf dem linken Rheinufer, Eltvil gegenüber, gelegen. Eine vornehme Frau, Bertha „hatte vor einigen Jahren dem Kloster ein in der Feldgemarkung des kleinen Dörfchens Walsheim bei Heidesheim gelegenes Landgut von 9 Huben vermacht und ihr Gemahl Gottfried, ein freier Edelmann von Imsweiler, in ihre Schenkung eingewilligt. Das fromme Paar fand sich um so mehr zu milden Stiftungen geneigt, weil ihre Ehe kinderlos war; doch hatten sich beide unter gewissen Bedingnissen den lebenslänglichen Genuß der Güter vorbehalten. Bald nachher starben sie. Das Vermächtniß wurde vollendet, und Eberbach nahm die 9 Huben Landes in

Beſitz. Dies ging aber nicht ohne Widerſpruch vorüber. Drei Brudersſöhne der Bertha proteſtirten gegen die Beſitznahme, ſtellten ſich als rechtmäßige Erben ihrer Verwandten dar und nahmen die Walsheimer Verlaſſenſchaft in Anſpruch. Die Mönche wurden betroffen und fürchteten, zwar nicht das Recht, ſondern die Macht und das Anſehen ihrer Mitbewerber, an deren Freundſchaft ihnen gelegen war. Um ſich daher mit guter Manier der Verlegenheit zu entziehen, ſuchten ſie die Vermittelung des Erzbiſchofs Heinrich nach, der ihnen beſonders wohlwollte und über die Prätendenten Alles vermochte. Dieſer nahm ſich auch der Sache nachdrücklich an, ſtimmte die drei Bewerber zum Frieden und ſtiftete zwiſchen beiden Parteien einen freundſchaftlichen Vergleich. Das Kloſter blieb im Beſitz des ſtattlichen Vermächtniſſes und erbot ſich zur gänzlichen Beſeitigung der jenſeitigen Anſprüche 30 Mark an Geld zu erlegen. Auch dieſes Löſegeld wurde ihnen durch einen günſtigen Zufall erſetzt. Hartwin, der jüngſte Bruder, erkrankte bald nach dieſem Vertrag, wurde der Reue und Milde zugänglich und erließ dem Kloſter nicht nur ſeinen Theil an der bedungenen Summe, ſondern gab ihm in derſelben Gegend aus ſeinem Eigenthum noch eine Hube Landes dazu.

„Der Inhalt dieſer 10 Manſen beſtand in Aeckern, Wieſen, Weinbergen, Wald und Weide, die zuſammen ein in ſeiner Art vollkommenes Landgut ausmachten. Allein die einzelnen Grundſtücke waren zerſtreut und lagen theils in der Fläche nach dem Rheinufer zu, theils an und jenſeits eines in ziemlicher Ferne ſich erhebenden Berges. Zur Beſeitigung der mit der Lage verbundenen Unbequemlichkeit waren zwei kleine Höfchen, eines in dem Dörfchen Walsheim am Rhein in der Gegend des jetzigen Heidenfahr, das andere auf dem noch heute ſogenannten Hünelberge, wo dermalen zwei Mühlen und eine Ziegelhütte ſtehen, erbaut worden. Zu dem erſten waren die niederen, zum andern die oberen Felder gezogen worden, um deren Beſtellung zu erleichtern. Dieſe zwei Hütten mit ihren zugewieſenen Ländereien waren die Elemente des Sandhofs, welcher nachher, zwiſchen 1162 und 1177, am Fuße des Berges und im Mittel der von einander entlegenen Felder, 1000 Schritte vom Rhein, errichtet

worden. Nun wurde das obere Höfchen, als unnöthig, sogleich abgelegt. Das untere, zu Walsheim am Rheinufer, blieb einstweilen als Absteigequartier stehen, kommt noch 1205 in einer Bulle des Papstes Innocenz III vor, ging aber auch nicht gar lange nachher und vor 1238, vielleicht mit dem Dörfchen Walsheim selbst, gänzlich ein. Dieses ist die wahre Herleitung des noch heute bestehenden und seiner physischen Lage nach ganz passend so genannten Sandhofs bei Heidesheim. Er nahm in der Folge an Erwerbungen so reichlich zu, daß er an Menge der Güter fast alle andere übertraf und auch von Seiten der Einkünfte vormals zur ersten Classe gezählt wurde. Allein durch wiederholte Sandfluthen, die einen weitläuftigen Feldraum überströmten, kam er nach und nach sehr weit herab, und in jüngern Zeiten stand sein Ertrag mit dem Maaße der Güter und seiner ehemaligen Ergiebigkeit gar nicht mehr im Verhältniß." Von Eberbach aus wurde auch, zwischen 1147—1160, die Abtei Valdieu in der niederländischen Grafschaft Daelhem besetzt, und wird sie noch 1282 zur Filiation von Eberbach gezählt; im J. 1323 war sie aber davon eximirt und allem Ansehen nach dem Abt von Clairvaux unmittelbar unterworfen.

Dagegen war der Wohlstand von Eberbach fortwährend im Zunehmen begriffen. Die Erwerbung von Reichardshausen ist S. 294—296 besprochen. Ihr folgte jene des bei Kreuznach gelegenen Hofs Breitenfels, ursprünglich Breitenfaß. „Er wurde noch unter Abt Ruthard, zwischen mehreren Ortschaften, einsam erbaut und dadurch zur Erwerbung seiner Fluren gelegener. Auch Große stellten sich jetzt zu seinem Aufkommen mit milden Beiträgen ein, worunter sich die Herren von Stein, Wierbach und Waldeck auszeichnen. Dadurch wuchs er an Aeckern, Wiesen, Weinbergen, Wald und Weiden allmälig zu einer bedeutenden Größe an, ward in der Nähe mit einer Mahlmühle ausgestattet und nahm lange Zeit unter den Sternen zweiter Größe den ersten Platz ein. Nach zweihundertjährigem Flor kam er aber durch fremde Zudringlichkeiten von seinem Wohlstand herab, ward mit Azzen, Frohnden und anderen Servituten fast über seine Kräfte beschwert und endlich im 16. Jahrhundert aus Noth an die Familie von Dienheim verkauft.

„Wie der eben beſchriebene Hof Breitenfaß von Nenthers, ſo ging in derſelben Zeit der Hof Haßlach von jenem zu Leheim hervor. Er war ſchon in ſeinem Anfange groß, aber auch mit beſonderen Umſtänden verbunden, die ſeine Entſtehung merkwürdig machen. Im Oberrheingau, nicht weit vom Main und Rhein, lag zwiſchen Bauſchheim und Rüſſelsheim ein geringes Dörfchen, Haßlach genannt, deſſen Grundeigenthum der Abtei St. Alban bei Mainz zuſtand. Schon vorlängſt hatte dies Kloſter ſein dortiges Gut an mehrere Hübner gegen jährlichen Zins erblich ausgethan, die ſich dabei anſiedelten, das Dörfchen errichteten und geraume Zeit ihre Huben bearbeiteten, ohne von ihrer Grundherrſchaft die mindeſte Störung zu leiden. Allein von einer andern Seite waren ſie in der Folge deſto ärgeren Plagen ausgeſetzt. Das Gut ſelbſt und darum auch ſeine Colonen ſtanden nämlich unter fremder Vogtei. Die Grafen von Rieneck trugen ſie von der Mainzer Kirche und von ihnen das niederadelige Geſchlecht von Eſcholbrücken zu Lehen, das ſeine Gerichtsbarkeit auf den ſchon gewöhnlichen Fuß mit aller Strenge und Härtigkeit ausübte. Die guten Hübner wurden ſo ſehr beläſtigt, ausgeſchält, tyranniſirt, daß ſie unter ſolchem Joche nicht mehr ausharren konnten. Der größte Theil von ihnen war daher wirklich ſchon ausgewandert, die übrigen darauf gefaßt, und ſowohl dem Ort als der zugehörigen Feldmark ſtand die gänzliche Verödung bevor.

„Eberbach beſaß daſelbſt ſchon zwei von St. Alban erbrührige Huben, die ihm Heinrich von Rüſſelsheim, ein junger Edelmann, mit Einwilligung ſeiner Mutter geſchenkt hatte, und dieſe waren das erſte Element zum dortigen Hofe. Sie wurden einſtweilen von den Brüdern zu Leheim beſorgt, und dadurch lernten dieſelben den Zuſtand des Oertchens und der Ländereien von Haßlach genauer kennen. Sie ſahen den größten Theil öde, den Grundherren unnütz, und bekamen Luſt, an die Stelle der Ausgewanderten zu treten und die verlaſſenen Güter in Bau zu nehmen. Man ſprach die Albaniter darum an und fand ſie geneigt. Im J. 1155 kam ein Erbvertrag zu Stande, kraft deſſen das ganze Dörfchen mit ſeinen Fluren an die Eberbacher überging. Frei vom Zehnten und allen weiteren Abgaben ſollten

dieſe jährlich 100 Malter Roggen an ihre Erbherren abliefern, und was die noch übrigen Colonen unter ihrem Pflug hatten, in dem Pacht mitbegriffen ſein. Würden auch dieſe, wie zu vermuthen war, ihre Huben verlaſſen, ſo ſollten ſie gleich den andern ohne weitere Verhandlung an Eberbach fallen. Dagegen bedung ſich auch die verleihende Abtei aus, daß, wenn in der Folge die Eberbacher ſelbſt den Erbbeſtand aufgeben wollten, das völlige Gut mit allen Gebäuden und Meliorationen an ſie ohne irgend einen Erſatz zurückfallen ſollte.

„Auf dieſe Art kam Haßlach als der zehnte Hof 1155 an Eberbach und ward ihm drei Jahre hernach von Erzbiſchof Arnold beſtätigt. An Ländereien war freilich die Erwerbung ſehr groß und begriff die ganze Markflur des heutigen Dorfes Haßlach. Sie war aber auch ſehr beſchwert und nach der vormaligen Erfahrung manchen Chikanen ausgeſetzt. Ohne Zweifel wußten die Eberbacher, warum die dortigen Einwohner ihre Hütten und Huben verlaſſen hatten, und mußten alſo gleiches Schickſal beſorgen. Sie hatten aber, wie es ſcheint, die Freundſchaft des damaligen Vogtes gewonnen, und im Vertrauen auf die allgemeine Achtung, in der ſie ſtanden, dachten ſie auch in der Folge ſich gegen ungerechte Zudringlichkeiten verwahren zu können.

„Faſt zur nämlichen Zeit entſtand auf dem jenſeitigen Rheinufer in dem kleinen Orte Dulzenheim ein anderes Höfchen, das mit dem Hofe Haßlach verbunden ward. Benanntes Dörfchen lag zwiſchen Mainz und Weißenau, ungefähr da, wo hernach die Karthaus errichtet worden. Es kommt in den damaligen Urkunden öfters vor, ging aber in der Folge, wie mehrere ſeines Gleichen, ſo ein, daß es weder eine Spur, noch im gemeinen Leben ein Gedächtniß von ſich zurückließ. Daß es am Rheinufer lag, erhellet daraus, weil es von Fiſchern bewohnt war. Einer aus dieſer Zunft, mit Namen Gißler, hatte einen Sohn in den Schulen, der ſich zum klöſterlichen Stand erklärte und nach Eberbach ging. Die Eltern freuten ſich über ſeinen Entſchluß und gaben dem Kloſter zu deſſen Ausſteuer ein Häuschen mit einer halben Hube Acker und Weinberge. Dies war der erſte Grund zum dortigen Höfchen. Andere gute Leute vermehrten ſogleich den kleinen

Anfang bis zur ganzen Hube. Bald hernach kam eine Zulage, die nicht sowohl wegen ihrer eignen, als wegen der Größe ihres Urhebers und der charakteristischen Veranlassung merkwürdig ist. Erzbischof Arnold hatte sich eines Tages mit seiner edeln Gesellschaft in der Gegend von Haßlach auf der Jagd verspätet, kam Abends auf den Hof und übernachtete bei den Eberbacher Conversen. Diese von so hohem Besuch überrascht und in Verlegenheit gesetzt, boten zwar Haus und Alles, was in ihren Kräften stand, gutmüthig an; sie hatten aber keinen Wein, den sie ihren erhabenen Gästen vorstellen konnten. Arnold ward dadurch gerührt, und da ihn der Viztum Helfrich mit Anderen von dem Gefolge, welche eben auch die guten Brüder wegen dieses Mangels bei ihrer schweren Arbeit bedauerten, zu einer Wohlthat noch mehr aufforderte, wies er auf der Stelle dem Kloster einen Weinberg von drei Morgen zu Dulzenheim mit der ausdrücklichen Verordnung an, daß die Hofbrüder zu Haßlach den Ertrag desselben beziehen und, so lange sie von diesem Wein trinken, den an die Hofpforte kommenden Armen zu seinem Gedächtniß täglich einen vollen Becher davon abreichen sollten. So erzählet der Archivalauszug die Geschichte, aus der wir zwei Züge in Arnolds Charakter, Herablassung und Gutherzigkeit, ganz schmucklos und darum zuverlässiger, als aus feierlichen, absichtlich vorbereiteten Handlungen kennen lernen." Nachmalen scheint das Gütchen Dulzenheim gegen Güter in Kiedrich vertauscht worden zu sein.

Ruthards letzte Schöpfung, die er, gleichwie die Kirche, nur beginnen sollte, war der Hof Wahlheim bei Hahnheim an der Selz. Bei keinem andern wurde so systematisch, mit so rastloser Thätigkeit und so großem Aufwand fortgearbeitet, als eben bei dem Wahlheimer. Wenn man die im schönsten Zusammenhang und gleichsam nach Vorschrift zum nämlichen Zweck fortschreitenden Handlungen verschiedener Aebte betrachtet, wenn man fast den ganzen Inhalt der zwei Dörfer Wahlheim und Bleidesheim, den Zehnten und die Vogtei durch einzelne sehr zahlreiche und meistens theure Ankäufe an den Hof zusammengebracht sieht, wird man fast überzeugt, daß Ruthard schon bei der ersten Anlage dessen künftige Größe ins Auge gefaßt, die Stufen und Mittel dazu

berechnet und den Plan seinen Nachfolgern zur steten Befolgung hinterlassen habe. Der Hof nahm aber, wie der Archivalauszug wörtlich berichtet, auf folgende Art seinen Anfang: „Zu Niederolm wohnte ein gewisses Ehepaar, Ulrich und Gertrude, die in der Feldmark des Oertchens Wahlheim, wovon der Hof seinen Namen zog, fünf und eine Viertelhube Landes besaßen. Diese verkauften sie gesammter Hand und im Beisein vieler angesehenen Zeugen dem Kloster Eberbach um 62 Marken." Ruthards Sterbejahr läßt sich mit Zuverlässigkeit nicht angeben; Bodmann glaubte 1157 annehmen zu können. Der Tag steht fest, 14. Aug..

Sein Nachfolger wurde Eberhard, ebenfalls St. Bernhards Schüler und dessen Reisegefährte bei den Wanderungen durch Deutschland, wo ein neuer Kreuzzug zu predigen. Das verschaffte ihm den Stoff zu der glänzenden Reisebeschreibung, die unter dem Titel Buch von Bernhards Mirakeln bekannt ist, und die er, 1147 nach Clairvaux zurückgekehrt, dort vollendete. Nach Verlauf von etwa 10 Jahren wurde er nach Eberbach abgefertigt, um als Ruthards Nachfolger das Kloster zu regieren. Als solcher erscheint er zum erstenmal 1158. Von ihm geht aus die Gründung des Hofs Gebenbrunnen, Gehaborn, zwischen Darmstadt, Griesheim und Weiterstatt, der indessen wegen der Neckereien der Nachbarn niemals recht gedeihen wollte, und im J. 1578 an den Landgrafen Georg I von Darmstadt abgetreten wurde, gegen Erlaß der Atzungsgerechtigkeit, welche Hessen auf diesem, wie auf dem Hainer- und Riedhauserhof hergebracht hatte. Im J. 1163, oder nach römischem Styl, den 6. Febr. 1162 erhielt Eberhard von Papst Alexander III den großen Schutzbrief, der besonders merkwürdig durch die Aufzählung des außerordentlichen Reichthums in Grundgütern, den Eberbach in dem Zeitraum von 23 Jahren zusammengebracht hatte. Es besaß hiernach: 1) die Grangia Hargarden, der nachmalige Neuhof, 2) duo Cellaria, sita super ripam Rheni, Treysen et Richardeshusen, der Draiserhof und Reichardshausen, 3) Grangia de Lehem, Leheim, auf dem rechten Rheinufer, beiläufig in der Richtung von Oppenheim, doch von dem Strom entfernt. Aus der Grangia ist der Heuer- oder Henauerhof erwachsen, 797

Morgen Ackerland, welche das Kloſter mit 10 Pflügen bauen ließ, 4) Grangia de Haselach, in dem heutigen Dorf Haßloch bei Rüſſelsheim. Sie gab 100 Malter Frucht, wurde aber im J. 1331 an die Herren von Falkenſtein vertauſcht. 5) Grangia de Birkehe, der ſehr bedeutende Birkerhof bei Oberolm. 6) Grangia de Berge, welche vielleicht ſpäter unter dem allgemeinen Namen Sandhof einbegriffen. 7) Grangia de Walesheym; ſo hieß vordem der Hof Heidenfahr, dicht am Rhein, bei Heidesheim. 8) Grangia de Hetdenesheym oder Heddesheim. 9) Grangia de Nenteres, der Lendershof. 10) Grangia de Walehem, der Wahlheimerhof, bei Hahnheim und Dienheim. Dazu mag wohl auch der ſehr bedeutende Hof in Dienheim ſelbſt, welchem ſpäter St. Niclaſen Clauſe einverleibt wurde, gehört haben. 11) Grangia de Gebenbrunnen, Gehaborn. 12) Domus et cellarium Colonie situm. Von ſeinem Anbeginnen war das Kloſter auf den Weinbau angewieſen. Die erſten Erwerbungen beſtanden entweder in Weinbergen, oder in öden Feld- und Waldſtrichen, deren Lage und Boden zum Weinbau einlåden mußten. Dadurch wurde dieſer Bau gleich Anfangs des Kloſters wichtigſter Erwerbzweig, und von ſelbſt ergab ſich die Nothwendigkeit, den darin gewonnenen Ueberfluß zu verſilbern. Dies geſchah, mit Bewilligung der Ordensobern, durch Vermittlung Cölniſcher Kaufleute. Nachdem man eine Zeitlang mit dieſen gehandelt, ſuchte das Kloſter den zeither von den Zwiſchenhändlern bezogenen Gewinn ſich anzueignen. Dieſes konnte jedoch mit Vortheil nur in Cöln geſchehen. Dahin wurden die Weine auf eigene Rechnung und in eigenen Schiffen geführt, und dort in dem Wohn- und Lagerhauſe, domus et cellarium, bis zum Verkauf aufbewahrt. Des Kloſters Weinhandel gelangte zu ſolchem Ruf, daß demſelben von allen Seiten Begünſtigung zu Theil wurde, daß Kaiſer und Fürſten wetteifernd Befreiung von allen Rheinzöllen ertheilten, wie dieſes namentlich von Kaiſer Friedrich II im J. 1213, von dem Grafen Dieter von Katzenellenbogen 1219, von dem Pfalzgrafen Otto 1247, von den Grafen Dieter und Eberhard von Katzenellenbogen 1252, von den Herren von Falkenſtein 1261, von denen von Schönberg ob Weſel 1266 geſchah, und die Stadt Cöln

ſchenkte ſogar dem Kloſter, zu beſſerm Betrieb ſeines Geſchäftes, das St. Servatien-Thor (Freitag vor Dreikönigen 1291).

In des Kaiſers Friedrich I Streit mit der Kirche hielt Abt Eberhard, wie ſein Orden im Allgemeinen, getreulich zu dem h. Stuhl und zu ſeinem Erzbiſchof. „Im J. 1166 (1165) ward Erzbiſchof Konrad von ſeinem Stuhl verſtoßen, weil er den Abgott des Kaiſers nicht anbeten wollte, und Chriſtian ſtatt ſeiner eingeſchoben. Der Abt Eberhard von Eberbach floh nach St. Anaſtaſien, das unweit Rom gelegene Kloſter grauen Ordens, und viele, Mönche ſowohl als Converſen, flohen nach Clarevall und andern verſchiedenen Orten.“ Die Regierung des verwaiſeten Kloſters übernahm der Prior Mefrid. „Der Prior Mefrid war, ſoviel göttliche Dinge betrifft, ein Mann von ausbündiger Frömmigkeit, hoch angeſehen von der Welt, der auch in den gefährlichſten Zeiten der Spaltung, welche von Kaiſer Friedrichs Partei ausgehend, viele Jahre lang die Kirche zerriß und kreuzigte, unter den fürchterlichſten Stürmen durch bewundernswürdige Sorgfalt ſein Haus vor Schiffbruch und gänzlichem Untergang bewahrte. Neben andern Geiſtesgaben ſind ihm zu Zeiten auch geheime Offenbarungen geworden.“ Standhaft hielt er die klöſterliche Zucht aufrecht und der Lohn iſt ihm nicht ausgeblieben. Bis in die ſpäteſten Zeiten hat ſich der Ruf ſeiner Heiligkeit unter den Brüdern vererbt. Zum letztenmal wird er 1173 als Prior genannt. Man hat von ihm einen Brief, im eigenen und des Convents Namen an die heilige Seherin Hildegard gerichtet, und freuen ſich darin die Eberbacher der mannichfaltigen Gaben, „mit denen Gott die heilige Jungfrau erleuchtet, und empfehlen ſich nach frommer Sitte in ihr Gebet. Sie hatten aber noch eine beſondere Angelegenheit, wegen der ſie das Schreiben abfertigten. Es ging ein Ruf, Hildegard habe in prophetiſchem Geiſte eine Schrift von den Converſen der Ciſterzienſer aufgeſetzt. Davon baten ſie ſich ein Exemplar aus, um ſich unterrichten und ihre heilſamen Lehren befolgen zu können.“ Der Seherin Antwort iſt den Converſen durchaus ungünſtig, brandmarkt ihre Heuchelei und weiſſagt in ziemlich deutlichen Ausdrücken die ſchweren Unruhen, mit welchen ſie die Klöſter bedrohen. Mitt-

lerweile hatte die Verfolgung aufgehört, Abt Eberhard kehrte nach Eberbach zurück, etwan 1168, und ist daselbst 1170 oder 1171 gestorben. Außer dem Buch von den Mirakeln des h. Bernhard besitzen wir von ihm einen an die h. Hildegard gerichteten Brief.

Abermals wurde aus Clairvaux ein Abt begehrt und dafür Gerhard, zeither Prior in Clairvaux, ausersehen. „Gerhard bezeichnete den Antritt seines Regiments mit der Erwerbung eines dem Kloster anstoßenden Wäldchens, so die Einwohner von Erbach freundnachbarlich ihm überließen. Dafür nahm er die Erbacher in die Gemeinschaft des Tricenarius auf. Es ist das ein feierliches Jahrgedächtniß bei den Cisterzienſern, begreifend „die 30 Tage, die zwischen dem 17. Sept. und 18. Oct. verlaufen, und ist für die Seelenruhe der im jüngst verstrichenen Jahre abgeschiedenen Brüder, Schwestern, Eltern, Anverwandten und Gutthäter gewidmet. Am 17. Sept. werden gedachte Seelen feierlich losgesprochen. Am folgenden Tage wird mit solenner Vigil und Seelenamt der Anfang gemacht, und von nun an muß jeder Priester zu gleicher Intention binnen einem Jahre 20 Messen lesen, die, weil ihre Ansagung auf St. Lambertustag (17. Sept.) geschieht, gewöhnlich Lambertiner genannt werden. Statt dieser Messen haben die Conversen 1500 mal das Vater unser und die Klosterfrauen 10 mal den ganzen Psalter zu beten, die aber beide ihre Schuld durch Procurirung von 20 Lambertinern lösen können. Dadurch ward der sonst nur den Cisterzienſern eigene Namen dieser Messen auch manchem Cleriker bekannt, mit deren Aushülfe sich die Klosterfrauen ihre zehn Psalter vom Halse schafften. Uebrigens wird noch binnen dem Dreißiger täglich einem Armen eine (statt ehemaliger zwei) gute Mönchsportion in Speise, Brod und Wein abgereicht. Diese sind die guten Werke, an deren Verdienstlichkeit sich die Erbacher, wie Brüder, Theilnahme wünschten und erhielten." Außerdem schenkte der Abt in die noch sehr mangelhaft ausgestattete Capelle zu Erbach einen anständig vergoldeten Kelch. „Die Gemeinde, durch ein für ihr gegenwärtiges Bedürfniß so zweckmäßiges Anerbieten überrascht, nahm zwar den Kelch gutmüthig an, aber nicht als Preis ihrer Gabe, sondern ausdrücklich nur als ein

ewiges Denkmal der wechselseitigen Harmonie, und gelobte dabei, daß solcher auf ewige Zeiten für den Dienst ihres Altars geweiht sein und bleiben sollte."

In demselben Jahr 1173 erwarb Gerhard den Waldgrund, aus welchem allmälig der Mapperhof gebildet worden. Wie der Abt berichtet, hatte in dem Forst, Appo genannt, an dem Zusammenfluß der Bächlein, der Eremit Heinrich seine Wohnung, mit dem guten Willen der Eigenthümerin, Frau Dagemudis, Wittwe des Ritters Heinrich von Geisenheim. Die Brüder von Eberbach wünschten das Gut an sich zu kaufen, zögerten aber damit, in der Hoffnung, etwas von dem geforderten Preise herabzudingen. Das bekam ihnen übel, denn Dagemudis verkaufte das Gut um 60 Mark an Konrad den Vicedom von Rüdesheim. Jetzt erkannten die Brüder, wie vortheilhaft das Grundstück ihnen gelegen, welches Aecker, Wiesen, Weide und, was im Rheingau von eigenthümlichem Werth, eigene Waldung umfassend, zugleich ihr Eigenthum auf dieser Seite abrundete, und sie bequemten sich, von dem Vicedom um 70 Mark zu erkaufen, was sie für 60 hätten haben können. Der neue Klosterhof zum Appen, später Mappen, war bereits 1178 ausgebaut, mußte aber im J. 1649 an die Greifenklau verkauft werden. Den von der Abtei Bronnbach, ebenfalls Cisterzienserordens, erhobenen Anspruch auf den Hof Gehaborn beseitigte Gerhard durch Vergleich und durch ein bares Opfer von 6 Mark; er war es auch, der im J. 1174 aus den Händen Konrads von Münzenberg den Ort Arnsburg übernahm, daselbst eine Colonie von Cisterziensern einführte und ihr einen Professen aus Eberbach, den ehrwürdigen Ruthard vorsetzte, daher Arnsburg bis zu seinem Ende eine Tochter von Eberbach geblieben ist. Vermuthlich ist auch der Hof Steinheim eine von Gerhards Schöpfungen, wiewohl nach dem J. 1174 von ihm keine Meldung geschieht. Von ihm heißt es auf dem Grabstein: Gerhardus, dolus in quo non fuit ullus. So hatte ihn den angehenden Novizen der h. Bernhard bezeichnet in dem Ausruf: „Sehet da einen wahren Israeliten, in dem kein Trug ist."

Gerhards Nachfolger, Arnold, wird zuerst in der von Papst Alexander III für Eberbach gegebenen Bestätigungsbulle, d. d.

Anagni 26. Januar 1177 (1178) genannt. Darin werden als des Kloſters Beſitzungen aufgeführt: Gevenbrunnen, Leheim, Haßlach, Walheim, Birken, Walsheim, Sand, Heddesheim, die curia zu Bingen, Reichardshauſen, Draiſen, Steinheim, Neuhof, Mappen, Eigenhoven (fehlerhaft, ſtatt Wizenowe, Weiſſenau), die curia zu Mainz, die curia zu Cöln. Außerdem werden zwei neue Privilegien bewilligt. Das erſte gibt den Eberbachern das Recht, alle freien Cleriker und Laien, woher ſie immer kommen möchten, in ihre Mitte aufzunehmen. Das andere weihet ihre Höfe zu Freiſtätten und verwahrt ſie gegen Raub, Brand, Mord, Captur und alle Gewaltthätigkeit durch den apoſtoliſchen Bannfluch. Im J. 1178 ließ Arnold in der allgemach ihrer Vollendung entgegengehenden Kloſterkirche zwei Altäre conſecriren, die Einweihung der Kirche ſelbſt erfolgte aber erſt am 23. Mai 1186, und wurde die heilige Handlung von Erzbiſchof Konrad I, in Beiſein der Biſchöfe Konrad von Worms, Heinrich von Straßburg und Hermann von Münſter unter großen Feierlichkeiten vollzogen. „Es war Sitte, daß Hauptkirchen, um die Ceremonien feſtlicher zu machen, unter Beiſtand mehrer Biſchöfe conſecrirt wurden, und ein glücklicher Zufall verſchaffte dem Eberbacher Tempel die nämliche Solennität. Konrad war eben von den drei Biſchöfen von Worms, Straßburg und Münſter in Mainz beſucht. Dieſe lud er zur Beiwohnung ein und vollzog mit ihnen am 23. Mai 1186 die feierliche Weihung. Nach dem Urgeſetze von Ciſterz ward die Kirche mit dem hohen Altare zur Ehre der jungfräulichen im Himmel aufgenommenen Mutter Gottes und aus Privatandacht zur Ehre des h. Johannes des Täufers gewidmet.

„Soweit ſich bisher Eberbachs Beſitzungen ſchon verbreitet hatten, waren ſie doch außer dem Hauſe zu Cöln noch alle in den Mainzer Kirchſprengel eingeſchränkt. Im Jahr 1190 ward ein Schritt weiter gethan, und auch in der Trieriſchen Diözeſe der Anfang zu Erwerbungen gemacht, die ſich nachher durch zwei Jahrhunderte auf beiden Lahn- und Rheinufern beträchtlich vermehrten. Die Erſtlinge keimten zu Hadamar auf, wo Heinrich Frio und ſeine Gemahlin Judith dem Kloſter ein Häuschen und

anderthalbe Huben Ackerlandes ſchenkten, den Urſtoff eines neuen Hofes, der ſich bald zu anſehnlicher Größe emporſchwang; denn bald nachher, vielleicht noch im nämlichen Jahre 1190, erhielt der erſte Grund durch andere Schenkung einen viel beträchtlichern Zuwachs, als er ſelbſt nicht war. Hermann Würſting und ſeine Gattin Chriſtine, beide reich und edel, aber kinderlos, hatten ſich aus Andacht zur freiwilligen Enthaltung und einem frommen Leben verbunden. Der erſte beſchloß ſogar, den Reſt ſeiner Tage Gott im Kloſterſtande zu weihen und erklärte ſich für Eberbach. Damit er aber nicht ohne ſtandesmäßiges Apportat ins Kloſter einträte, muſterte er ſeine Güter, traf mit ſeiner Gemahlin über das gemeinſchaftliche Allodialvermögen feſte Uebereinkunft und wies dem Kloſter ſein ganzes Landgut zu Hadamar als wirkliches Eigenthum an. Nur war der Frau die Wohnung im Haus und der halbe Genuß von den Ländereien lebenslänglich vorbehalten. Beide Eheleute verkündeten ihre Schenkung auf einem Landgerichte zu Reckenforſt, welches Graf Gerhard von Diez feierlich abhielt, und thaten auf das verſchenkte Gut öffentlich Verzicht. Nun vollzog Hermann ſeinen Beſchluß und ging ins Kloſter. Das von ihm abgetretene Gut war von großem Inhalt und begriff, nebſt einem anſehnlichen Haus, Wieſen, Aecker, Weiden und 22 Leibeigene. Dieſe letzten wurden aber vermuthlich vom Kloſter bald freigelaſſen, denn ſie vertrugen ſich nicht wohl mit den Geſetzen von Ciſterz, und in der Folge zeigt ſich auch von ihnen keine weitere Meldung. Mit dieſer Zulage ſah der Hof von Hadamar ſeinen Güterſtock ſchon ſehr reichhaltig, und er nahm ferner binnen wenig Jahren ſo zu, daß er vor 1211 ſechs Converſen mit ſeinem Feldbau beſchäftigte. Doch ging man hier von der ſonſt befolgten Regel ab und ließ den Hof im Ortsbanne ſtehen, es ſei nun, daß die Lage der Feldgüter keinen zweckmäßigen Standpunkt zur äußern Anſiedelung gewährte, oder daß man in einer noch waldigen Gegend die iſolirte Wohnung für gefährlich hielt. In der Folge traf man zwar mit andern Höfen im Lahngau die nämliche Einrichtung und verſetzte ſie nicht außer den Ortſchaften. Bei dieſen fand ſich aber ein eigener mit jenem zu Hadamar nicht analogiſcher Beweggrund ein, denn

die meiſten davon waren für einen abgeſonderten Anbau ſo gering und alle entſtanden nur erſt in ſpätern Zeiten, da Eberbachs Landwirthſchaft größtentheils geändert war und die ſchon eingeführten Verpachtungen der Güter an hausſäſſige Colonen die einſamen Höfe entbehrlich machten."

Das Jahr zuvor, 1189, hatte Arnold durch Tauſch von Kaiſer Friedrich I die Rheininſel Fahrwerth bei Gimsheim, zwiſchen Oppenheim und Worms, erworben, als worüber K. Heinrich VI am 1. Febr. 1190 die Beſtätigungsurkunde ausfertigen ließ. Ohne Zweifel gehört ebenfalls in das J. 1190 ein anderer Tauſch, durch welchen, gegen Hingabe des einen Hauſes in Bingen, Eberbach einen Weinberg bei Büdesheim von den Herren von St. Alban erwarb, und kommt in dieſer Verhandlung Arnold zum letztenmal vor, daher ſein Todestag wohl auf den 15. Sept. 1190 geſetzt werden könnte. An ſeine Stelle trat Mefrid, nicht zu verwechſeln mit dem oben genannten Prior dieſes Namens, um mit Klugheit und Erfolg das Kloſter gegen die vielfältigen meiſt ungegründeten Anſprüche und Anfechtungen der Nachbarn zu vertheidigen. Vorzüglich lebhaft war der Streit in Betreff des Hofs Dadenborn in der Markung von Walhauſen, der ſeinem Anfang nach ein Vermächtniß des h. Bernhard. Godebold der ältere von Wierbach hatte das Kreuz genommen, ſuchte aber nachmalen Dispenſation. Die ertheilte ihm der Heilige, und dafür ſeine Dankbarkeit zu bezeigen, übergab ihm für ſeine Tochter Eberbach Godebold ein Allod, „das er in ſeinem eigenen Gebiete zu Wallhauſen von einem gewiſſen Heſſo erkauft hatte. Dieſes geſchah wahrſcheinlich 1147 und alſo noch unter dem alten Abt Ruthard.

„Nicht gar lange nachher kam eine neue Erwerbung hinzu. Hermann Brucho, ein Edelmann, verließ die Welt und ward Mönch zu Eberbach. Bevor er aber ſeinen Beſchluß vollzog, kaufte er von ſeinen eignen Hübnern ein anſehnliches Stück Landes und ſchenkte es dem Kloſter. Dieſes Gut war größer als das Godeboldſche, hing mit demſelben zuſammen und lag eben ſo wie jenes verwildert da. Beide zuſammen gaben nun Stoff genug für eine beſondere Anſiedelung und machten es auch um ſo nöthiger, weil ſie öde waren und zur bequemern Rottung

nähere Anſiedelung forderten. Man baute daher in ihrer Mitte eine Hütte, die aber noch eine Zeit lang mit dem Hofe Breitenfaß oder Heddesheim vereint blieb und darum 1178 in der päpſtlichen Bulle noch nicht unter eigenem Namen vorkommt. Doch wuchſen beide in der Folge durch mehre Erwerbungen ſo an, daß ihre Vereinigung nicht wohl länger beſtehen konnte. Man trennte ſie daher noch im 12. Jahrhundert von einander, ſchuf die Hütte bei Wallhauſen in einen vollſtändigen Hof um und beſtellte ihn unter dem Namen Dadenburne mit einer eignen Wirthſchaft. Er ſtieg, wie andere, nach und nach zu einer merklichen Größe, blieb vierhundert Jahre lang in Eberbachs Beſitz und ward im 16. für die Klöſter fatalen Jahrhundert an das freiherrliche Geſchlecht von Dahlberg verkauft, deſſen wahrſcheinlicher Urahn, Godebold von Wierbach, den erſten Grund dazu gelegt hatte.

„Weil dieſer Hof, wie wir ſahen, aus Neurot entſtanden war, genoß er von Anbeginn aus dem römiſchen Privilegium der Zehntfreiheit. Sie beſtand bis auf Mefrid und den jüngern Godebold von Wierbach ungekränkt. Nun gab es aber Neckereien. Der Sohn oder Enkel wich von den Wegen ſeines Vaters oder Ahnherrn ab und begann das Kloſter im Beſitz der Immunität zu ſtören. Die Haupttriebfeder war deſſen Bruder Gotfried, Propſt zu Kreuznach und Paſtor zu Wallhauſen, der ſeine dortigen Pfarrgefälle mit dem Zehnten zu Dadenburne zu vermehren ſuchte. Da beide für gütliche Anträge kein Ohr hatten, und Eberbach ſeine durch Verjährung beſtätigte Freiheit nicht ſo ſchlechterdings aufgeben wollte, kam es zum Prozeß. Das Kloſter triumphirte und ward in ſeinem rechtmäßigen Beſitz gegen die Anſprüche aufrecht erhalten. Aber auch als Sieger verleugnete Mefrid ſeinen Charakter nicht. Hatte er vor dem Rechtsſtreite Erbietungen gethan, um dieſen zu verhüten, ſo führte er nun ſeine Anerbietungen aus und erwirkte dadurch, daß er, was ihm der Richter zugeſprochen hatte, ohne Widerwillen, ja mit Gunſt ſeiner Gegner deſto ruhiger erhielt. Den Plan führte er durch folgende Mittel aus. Godebold war an Eberbach aus ſeines Bruders Eberhard Teſtament, der ſich im Kloſter ſein Begräbniß

erwählt hatte, zwölf Marken schuldig. Diese ließ ihm Mefrid nach und legte noch sechs Marken aus der Klosterkasse zu, wofür er zum Ersatz des Dadenburner Zehnten der Kirche zu Wallhausen ein eigenes Gut anschaffen sollte." Für den Hof zu Hadamar machte Mefrid eine bedeutende Erwerbung. Im Jahr 1196 wird er noch als Abt zu Eberbach genannt, er schied aber von dannen, um die Regierung der Abtei Arnsburg zu übernehmen, wo er 1219 gestorben sein wird.

Albero von Stein, in Eberbach der 6te Abt, erlebte den Aufruhr der Conversen, der an sich schon auf arge Unordnung in dem klösterlichen Haushalt schließen läßt. Die mag auch vornehmlich die Abdankung des Abtes Mefrid veranlaßt haben: der häufige Wechsel in Klöstern, wie in den größten geistlichen Staaten ist allemal ein Zeichen von Verfall und schlechter Zeit. Daß dergleichen über Eberbach gekommen, bekundet Cäsarius von Heisterbach in der fünften Distinctio de daemonibus, cap. 29. Wilhelm, der Abt von Sainte-Agathe oder Valdieu wollte im J. 1210 sein Mutterkloster Eberbach besuchen. Zu Cöln angelangt, sprach er zu seinen Begleitern, dem Mönch und dem Conversen, dieser Adolf genannt: „Es wird ein Werk der Barmherzigkeit sein, wenn wir jene Besessene, die Schwester unseres Conversen in Eberbach besuchen, damit wir diesem von dem Zustand seiner Schwester berichten können." Das war ihnen recht, sie gingen nach dem Hause, wo die Person mit und unter vielen saß, und der Abt richtete eine Frage an sie, erhielt aber keine Antwort. Er fragte weiter: „willst Du deinem Bruder etwas sagen lassen?" Sie blieb stumm, und der Abt fuhr fort: „Ich beschwöre Dich bei demjenigen, welchen heute in der Messe meine Hände faßten, antworte mir." Alsobald gehorchte der Teufel und antwortete durch des Weibes Mund. Darauf gebot der Abt seinen beiden Begleitern, das unglückliche Geschöpf zum Boden hinauf zu führen, damit er das Gespräch außerhalb des Bereichs von Zeugen fortsetzen könne.

Dieses geschah, der Teufel aber, um Verschiedenes von dem Abt befragt, häufte Lügen auf Lügen, und es sprach der Abt: „Bei dem Allerhöchsten beschwöre ich Dich, nur Wahrheit mir zu sa-

worten." Nachdem er hiervon das Versprechen empfangen, hieß der Abt den Mönch und den Conversen bei Seite gehen, fragte darauf nach dem Zustand verschiedener Seelen, die unlängst zu Eberbach und St. Agatha den Weg alles Fleisches gegangen, und empfing er von diesen allen, deren doch das Weib keinen jemals gesehen hatte, so genaue Nachricht, daß jeder Zweifel um die Wahrheit schwinden mußte. Von den einen hieß es, sie befänden sich in der Herrlichkeit, von den andern, sie seien noch in der Pein; für diese hat der Abt besondere Gebete angeordnet. Die Besessene belehrte ihn noch um vieles andere, daß er höchlich sich verwunderte. Nachmalen von dem Conversen um die Erlaubniß ersucht, mit der Besessenen unter vier Augen sprechen zu dürfen, zog er sich samt dem Mönch in etwas zurück. Es begann der Converse: „Gleichwie mein Abt Dich ermahnte, daß Du seine Fragen nur mit Wahrheit beantworten solltest, also ermahne ich Dich, daß Du, irgend meiner Seele Nachtheiliges in mir wahrnehmend, dieses mir zur Stunde bezeichnen wollest." Antwortet der Teufel: „Dergleichen habe ich wahrgenommen. Gestern hast Du, ohne Vorwissen deines Abtes, zu Maastricht, da und da, von jener Frau zwölf Denare angenommen, sie in ein Tüchlein gewickelt, und den Bündel tief in dem Busen verborgen." Das war allerdings richtig. Denn der Converse erinnerte sich, daß er damals bei sich gedacht habe: wenn dein Abt Dich vielleicht irgendwohin schickt, magst du mit diesem Schilling die Ausgabe bestreiten. Darauf fragt er: „Weißt Du noch etwas mehr?" und es entgegnet der Teufel: „ich weiß, Du bist ein Dieb. — Seit ich in den Orden aufgenommen worden, bin ich keines Diebstahls mir bewußt." Wiederum spricht der böse Feind: „Ich will Dir den Diebstahl nachweisen. In den Zeiten jener Theurung hast Du Frucht und andere Dinge, welche des Klosters, aber nicht dein Eigenthum, den Armen gereicht." Antwortet der Converse: „Ich habe nicht geglaubt, daß solches Werk der Barmherzigkeit Sünde sei. — Bei meiner Treu," erinnert der Teufel, „die ist es, indem es ohne Erlaubniß geschah, und ohne daß Du davon geplaudert hättest." Die Beichte heißt dem Teufel ein Geplauder. Ungesäumt geht der Converse hinunter, ruft den

Abt bei Seite, eröffnet dem in demüthiger Beichte die aus des Teufels Mund vernommenen Vorwürfe und empfangt dafür die verdiente Buße. Sodann geht er wieder hinauf zu der Beſeſſenen und fragt, ob ſie von ihm noch andere Sünden wiſſe, und vernimmt den tröſtenden Beſcheid: „Bei dem über mich verhängten Urtheil, ich weiß nichts mehr von Dir, denn in dem Augenblick, daß Du behufs jenes Geplauders die Knie beugteſt, war Alles, was ich früher wußte, ausgelöſcht.

Durch den Abt beſchworen, daß er ſich von dannen hebe, antwortet der Teufel: „Wohin ſoll ich gehen?" Spricht der Abt: „Sieh, mein Mund iſt geöffnet, vermagſt Du da einzukehren? — Ich kann nicht einkehren, wo heute der Allerhöchſte eingekehrt iſt. — So laß Dich nieder auf dieſe beiden Finger," und er ſtreckt den Daumen und Zeigefinger aus. „Ich kann nicht," klagt der Verſucher, „indem Du heute den Allerhöchſten angefaßt haſt." Der Abt hatte nämlich am Morgen Meſſe geleſen. Es beſtand dieſer darauf, daß der Böſe ausgehe. „Das will der Höchſte nicht, ich werde noch zwei Jahre in ihr weilen, demnächſt ſoll ſie auf dem Wege zum Grab des h. Jacobus befreiet werden," wie das auch eingetroffen iſt. Jetzt vereinigten ſich der Mönch und der Converſe, um den Abt zu bitten, daß er dem Teufel befehle, ſich ihnen nach ſeiner wahren Geſtalt darzuſtellen. Es meint der Abt: „das ſcheint mir nicht wohlgethan; begnügt Euch mit dem, ſo ich ihm auferlegt habe." Die beiden beſtanden auf ihrem Begehren; ihnen endlich nachgebend, ſpricht der Abt: „Ich befehle Dir in Chriſti Namen, daß Du in deiner natürlichen Geſtalt vor uns erſcheineſt. — Ihr wollt Euch nicht zufriedengeben, Ihr habet mich dann geſehen? — Nein," entgegnet der Abt, und es beginnt, Angeſichts ihrer, das Weib zu ſchwellen, und zu eines Thurmes Geſtalt ſich zu erheben, während ſeine Augen funkeln und gleich einem Ofen glühen. Ueber dem Anblick fällt in Ohnmacht der Mönch, verliert alle Beſinnung der Converſe, und hätte nicht der Abt, ſtandhafter als beide, in Haſt dem Teufel geboten, daß er die vorige Form wieder annehme, ſollt er wohl ebenfalls ſeiner Sinne verluſtig geworden ſein. Scheinen Dir dieſe meine Worte

nicht allerdings glaubhaft, so frage die, sie sind noch, meines Wissens, bei Leben, und sie, die Ordensmänner, werden Dir reine Wahrheit erzählen.

Der Teufel, dem Gebot gehorsam, nahm die frühere Gestalt einer Frauen wieder an, sprach aber zugleich zum Abt: „Niemals hast Du gleich Thörichtes gefordert. Sei versichert, daß, so Du nicht heute das heilige Meßopfer dargebracht hättest, keiner von Euch irgend jemanden wieder erzählt haben würde, was ich eben Euch mittheilte. Meinst Du, es könne ein Mensch mich sehen und leben? Keineswegs." Die Leute, welche erwartungsvoll unten geblieben waren, eilten herauf, als sie den Lärm auf dem Boden vernahmen, fanden den Converſen und den Mönch, beide halbtodt, begossen sie mit Wasser, um sie ins Leben zurückzurufen und trugen sie die Stiege hinab. Der Teufel aber fragte den Abt: „Wo gehst Du jetzt hin? — Nach Eberbach. — Ich auch," versetzte der unheimliche Gast, „war in Suverbach (Säuferbach oder Sauf-Erbach) und habe daselbst wacker zugeschürt."

Bekanntlich ist Cäsarius ungemein reich an solchen Teufelsgeschichten. Dramatischer und wohl auch besser erzählt sind die beiden folgenden, der neueren Zeit angehörend und historische Namen berührend. »M. de Caylus, qu'il ne faut pas confondre avec son oncle l'antiquaire, était un des adeptes les plus zélés de la nouvelle secte. Il avait eu la satisfaction de communiquer avec Belzébuth, et quand il ne pouvait s'empêcher de jurer en bonne compagnie, c'était par Coeur de Satan. Il avait une fois emmené votre père avec M. de Lauzun, M. de Fronsac et le Duc de Chartres, dans les carrières de Montmartre, afin de leur y faire voir le diable; mais, à leur entrée dans la caverne, ils furent assaillis par une grêle de coups de bâton dont ces quatre messieurs ont été couverts de meurtrissures et d'emplâtres pendant près d'un mois. Ils ne furent pas autrement maltraités, car on ne les dévalisa point. Lauzun m'a dit que c'était comme des coups de fléau qui seraient tombés sur eux du même côté d'un certain passage assez étroit et fort obscur qu'il fallait traverser avant d'arriver dans la carrière. On apercevait

mais de très loin, la faible lueur d'une lampe qui devait être suspendue à la voûte de la grande caverne ; et voilà tout ce qu'ils virent pour cette fois-là.

»La Gazette de France annonça que Mgr le Duc de Chartres était tombé de cheval et qne sa tête avait porté sur la barrière de son manége. Le Duc de Fronsac en fut quitte pour se tenir dans son lit avec ses rideaux et les volets fermés, sans rien changer à ses habitudes. Je fis dire à ma porte que M. votre père était allé voir le diable et qu'il ne s'en était pas bien trouvé, ce qui m'affligeait et m'étonnait médiocrement. Enfin le Duc de Lauzun ne fit rien dire et ne dit rien du tout, qnoiqu'il allât partont comme à l'ordinaire ; et quand M. le Dauphin voulait le questionner sur le bras qu'il avait en écharpe et les marqnes noires qu'il avait à la figure, il répondait à M. le Dauphin : — Qu'est-ce que cela vous fait ? ce qui lui servait parfaitement à détourner l'attention, tant on avait à parler sur la prodigieuse étrangeté d'une pareille réplique.

»Eh bien ! ma tante, je l'ai vu, me dit Lauzun un jour, j'ai vu le diable. — Est-ce que c'est encore à Montmartre, mon garçon ? Comment t'en trouves-tu pour aujourd'hui ? — Ma tante, c'était dans la nuit de vendredi dernier, chez M. le duc de Chartres, et Mme Agnès de Buffon y à pleuré comme une gouttière. — Mon Dieu ! comment cette jeune femme ose-t-elle afficher une intimité pareille ?... — Voilà qui ne me regarde pas du tout, et j'oserai même ajouter que vous avez trop de bonté pour cette comtesse Agnès de Buffon : Mme de Genlis en dit qu'elle est comme ce papillon du cabinet de son beau-père qui s'appelle la grande coquette, et qu'elle n'a rien de bon que ce qu'elle a de beau. — Laissez-moi tranquille avec les médisances de Mme de Genlis, et parlez-moi plutôt du diable.

»Lauzun me dit alors avec une simplicité sérieuse et qui finit par me donner le frisson, car il a toujours été d'une véracité parfaite et nullement conteur. . . . . *Il se trouve ici deux pages raturées.* . . . . . et qu'ayant mis sur cette

table une coupe de cristal dans laquelle on voyait flotter un crapaud, lequel avait reçu tous les sacremens de l'église, depuis le baptême jusqu'à l'extrême-onction..... — Mais l'ordre et la confirmation, vous n'y pensez pas, lui fis-je observer. — Ma tante, reprit-il avec un air d'amertume et de mépris douloureux, est-ce que le duc de Chartres n'a pas à sa disposition les deux mains consacrécs et sacrilèges d'un évêque?... Après quoi, cette horrible personne, car Lauzun n'avait pu démêler si c'était un homme ou une femme, se mit à genoux devant la table, en disant tendrement à son crapaud: — Saint Ange, mon cher Ange, mon bel Ange, l'Enfer triomphera-t-il pour nous? Michel dénouera-t-il ce que Satan a lié? Oyez-moi, oyez-moi, oyez-moi! L'animal fit alors des évolutions tellement brusques que l'eau de la coupe en jaillit jusque sur le duc de Chartres, qui devint blême et qui s'essuya le visage. Ce fut pour lors que les évocations commencèrent, et qu'il fut prescrit à toutes les personnes présentes de se mettre à genoux, ce que M. de Lauzun refusa pour son compte, en disant qu'il se trouvait mal aussitôt qu'il était dans cette posture. Les autres s'agenouillèrent à l'imitation du duc de Chartres.

»On vit apparaître alors à l'autre bout de la salle, ajouta Lauzun, sans aucun bruit et de la manière la plus inexplicable, une figure d'homme absolument nu. Il était de grandeur un peu plus que naturelle, ayant le teint d'un beau pâle et les yeux merveilleusement noirs; cheveux bouclés, belle poitrine, avec des membres parfaitement bien proportionnés, les hanches et l'abdomen admirablement juvéniles; une belle barbe frisée, fine et touffue, et du reste *nullum cujusvis sexus indicium,* ce qui, par-dessus toute chose, avait préoccupé le duc de Lauzun.

»Il me dit aussi que cette figure du diable avait une cicatrice qui lui partait du front, en tournoyant en arêtes aiguës jusqu'à son talon gauche, ainsi qu'un lacet de soie d'un pourpre vif..... (A FULGURE ET TEMPESTATE LIBERA NOS DOMINE! m'écriai-je en baissant la tête;) et cette belle

apparition fut terminée par un éclat de voix sonore qui parut sortir de la bouche de ce diable, laquelle était alors grande ouverte, mais sans aucun mouvement d'articulation visible. Lauzun ne voulut jamais me rapporter ce que Satan leur avait dit; mais on a su par la duchesse de Gèvres, à qui M. de Caylus disait toutes choses, que c'étaient les mots suivans, avec des intervalles assez marqués pour y donner une interprétation qui, j'en fais ma coulpe, est revenue souvent à ma pensée.«

Die unordentliche Wirthſchaft in Eberbach beſchleunigte den Ausbruch der Empörung, die zunächſt durch die Fußbekleidung, die Boten (bottes, Stiefel) veranlaßt. Deren bekamen nach der Obſervanz die Mönche alljährlich ein Paar, indeſſen die von ihnen abgelegten Stiefel vielleicht den Converſen zu Theil wurden, wie denn dieſe überhaupt den Mönchen nachſtehen mußten. Das wurmte ſie aber, die vielleicht an Zahl den Conventualen überlegen, auch auf ihre Wichtigkeit pochten, indem die Verwaltung des Zeitlichen größtentheils in ihren Händen. Sie einigten ſich zu gemeinſamem Handeln, kündigten den Obern den Gehorſam auf und wählten ſich aus ihrer Mitte einen eigenen Abt. Daß hierbei die Mönche viel zu leiden hatten, iſt begreiflich; glücklicherweiſe wurde man zeitig der Rebellen Meiſter, vielleicht ohne des Abtes Zuthun. Dafür aber verdankte das Kloſter deſſen Verwandtſchaft mit dem Rheingrafen Wolfram die Erwerbung des Gutes zu Elzheim, unweit des Birkerhofs, welches der Rheingraf nach Eberbach ſchenkte.

Ein ungleich bedeutenderer Zuwachs war das Gut zu Dienheim, ſo ein Burgmann zu Oppenheim, Walbrun, dem Kloſter zuwendete. Unbeweibt, war er des Willens, ſeine Tage in Eberbach zu beſchließen, vorher aber dahin ſein ganzes Eigenthum in Dienheim zu geben. „Er hatte aber zwei Brüder, von denen er nicht wußte, ob ſie nicht vielleicht ſeine Verſchenkung als rechtswidrig beſtreiten würden. Um daher ſicher zu handeln, ließ er ſeine Befugniß in einem öffentlichen Gericht unterſuchen und die Frage darin entſcheiden, ob er das unbeſchränkte Recht und freie Macht hätte, ſeine Güter, wie und an wen er immer

wollte, ohne gültigen Widerspruch zu veräußern. Diese Frage ward nach seinem Wunsch mit ja beantwortet. Der ältere Bruder Baldemar unterschrieb den Ausspruch und willigte mit Vergnügen in Walbruns fromme Schenkung. Nicht so dachte der jüngere Bruder Godbert. Er kehrte sich nicht an die Entscheidung und protestirte gegen Walbruns frommes Vermächtniß. Sein Widerspruch veranlaßte ein neues Gericht. Die Sache ward noch einmal reiflich untersucht, der erste Spruch bestätigt und Godberts Protestation für ungültig erklärt. Nun vollzog Walbrun seinen Beschluß, trat dem gegenwärtigen Abt Albero mit allen Rechtsfeierlichkeiten seine Güter ab, ging selbst ins Kloster und starb noch in demselben Jahr als Hospes oder als Noviz. Damit der jüngere Bruder Godbert daraus keinen Stoff zu neuen Chikanen auffassen möchte, kam das Kloster zuvor, fand sich in Güte mit ihm ab und erwirkte von ihm durch ein freiwilliges Opfer von vier Marken seine Verzichtleistung auf allen Anspruch. Das Walbrunische Gut begriff 110 Morgen urbares Ackerfeld und 22 Morgen Weinberge, ein Inhalt, der sowohl durch innern Werth der Grundstücke als wegen der blühenden und durch die Nähe des Rheins dem Kloster bequemen Lage das Geschenk zu einem der größten erhob, die je mit einem Male nach Eberbach gekommen waren. Man säumte daher auch nicht, die nöthigen Anstalten zu treffen. Sogleich wurden zwei Häuser am Ende des Ortes Dienheim erkauft, eine besondere Wirthschaft angelegt und ein neuer Hof errichtet, der binnen sechs Jahren durch Kauf, Tausch und wiederholte Gaben so zunahm, daß er 1211 schon 300 Morgen zählte und von fünf Conversen gepflegt ward."

In der Bulle vom 30. Mai 1205, an „die lieben Söhne, Albero Abt und seine Brüder in Eberbach" gerichtet, nimmt Papst Innocentius III des Klosters Höfe und Güter, absonderlich die neuen, Bensheim, Laubenheim, Heimbach, Dienheim, Dadenborn und Hadamar in seinen Schirm, bestätigt die alten und ertheilt neue Privilegien. „Die Professen zu Eberbach sollen in ihren und des Klosters eignen Sachen rechtsgültig zeugen können. Alle Veräußerungen liegender Güter ohne Einwilligung des größern oder bessern Theiles vom Kapitel sind nichtig. Der Con-

vent haftet nicht für Schulden und Bürgschaften, die ein Privatglied ohne Vollmacht auf- und übernommen. Die Eberbacher können nicht auf Synoden, nicht zu öffentlichen Tagsatzungen, nicht wegen ihres Hab und Gut vor einen weltlichen Richterstuhl gefordert werden. Im Kloster und seinen Höfen sollen keine öffentlichen Zusammenkünfte oder Gerichtshaltungen Statt haben. Niemand soll die regelmäßige Wahl der Aebte hindern, noch sich in die Ein- oder Absetzung derselben auf was immer für eine Art einmischen. Wenn der ordentliche Bischof dem neugewählten Abt die Einsegnung versagt, soll er dennoch alle Amtsgewalt ausüben und die ihm vom eignen Hirten widerrechtlich abgeschlagene Weihung von einem fremden empfangen können. In Rücksicht auf die Profession (noch nicht Jurament), welche die Aebte bei ihrer Einsegnung ablegen, sollen die Bischöfe mit der hergebrachten Formel: ohne Nachtheil des Ordens, zufrieden sein. Die Kirchen-, Altäre-, Gefäße-, Oel-Weihungen soll ihnen der Ordinarius, was immer für eine Gewohnheit entgegenstehen möchte, unentgeldlich verrichten oder sie widrigenfalls und bei Erledigung des Stuhles befugt sein, sowohl diese als auch die höheren Ordensweihen von jedem andern mit der römischen Kirche vereinten Bischofe zu nehmen. Alle Censuren, die von Bischöfen über die Eberbacher oder die Ihrigen wegen nicht entrichteten Zehenten oder sonst aus Veranlassung ihrer Privilegien verhängt werden, sind unkräftig. Alle römischen Bullen, die gegen Eberbach mit Verschweigung des Cisterzer Ordens ausgebracht werden mögen, sollen als erschlichen keine Autorität und Wirkung haben. Den Schluß machen die gewöhnlichen Segenswünsche für die Gönner und Bannflüche gegen die Feinde Eberbachs und der Bulle."

Der in dieser Bulle genannte Hof zu Laubenheim „ward von zwei Brüdern aus Bingen, Walpert und Berthold gestiftet, die aus ihrem dortigen Erbe dem Kloster 10 Morgen Weinberge schenkten. Für das zugehörige Haus gab man ihnen 30 Marken, schaffte bald durch Kauf und Tausch mehrere Weingärten mit einigem Ackerland dazu und richtete eine Niederlassung ein. Sie kam aber doch nie zu merklichem Ansehen, blieb als Filial mit Weißenau verbunden und ging vermuthlich mit diesem im 14.

Jahrhundert durch Tauſch an die dortige Karthaus über. Zum Hof in Heimbach, der ſich bis auf unſere Zeiten erhielt, ward nur der erſte, eben nicht ſehr wichtige Stoff geſchenkt. Der ganze, ſehr ſchnelle Anwuchs zur Bedeutenheit war Frucht der Induſtrie und ward von den Mönchen, nachdem einmal die Niederlaſſung daſelbſt beſchloſſen war, mit ihrer gewohnten Raſtloſigkeit in Benutzung aller Gelegenheiten erkauft oder eingetauſcht. Im 14. und 15. Jahrhundert, da ſein Inhalt noch beträchtlicher als in den jüngern Zeiten war, ſtand er bei den Eberbachern ſo wie überhaupt das dortige Weingewächs in vorzüglicher Achtung."

Noch im J. 1206 kommt vor als Alberos Nachfolger Theobald, bis dahin Abt zu Schönau. Als Abt zu Eberbach hatte er von wegen des Hofs zu Heidesheim mit Herdegen von Winternheim, 1209, dann auch mit vielen andern Nachbarn zu rechten. Im J. 1211 ließ er ein Urkundenbuch, den ſpäterhin ſogenannten Oculus memoriae anfertigen, das mit dem Urſprung des Kloſters anhebend, die betreffenden Stiftungs- und Beſtätigungsurkunden mittheilt, hierauf zu den Höfen übergeht, von jedem einzelnen in der Kürze den Urſprung beſchreibt, dieſen mit einer oder andern der früheſten und wichtigſten Urkunden belegt, endlich auszugsweiſe alle bis zum J. 1211 gemachten Erwerbungen anführt. Im J. 1212 wurde dem Kloſter ein halbes Haus in Cöln zu Theil. Werner Birklin daſelbſt und ſeine Hausfrau Bilhilde hatten ihr halbes Haus einem Kloſter vermacht, deſſen Beſtimmung ſie jedoch ihren vier Kindern überließen. Die entſchieden ſich für Eberbach, bedingten ſich aber dabei einen ungewöhnlich ſchweren Zins, nämlich ein Jahrgedächtniß für den Vater und eines für die Mutter, 36 Paar neue Schuhe und 12 Röcke, davon ſechs zu 5, die übrigen zu 4 Ellen, und ſollten dieſe Kleidungsſtücke alljährlich in Beiſein des Pfarrers zu St. Brigitten den Armen ausgetheilt werden. Im J. 1213 wurde der Grafen von Rieneck Gut in der Markung von Eſchenheim und Elzenheim, 13 Hufen, mit dem Birkenhof grenzend, zum Preis von 204 Mark angekauft. In demſelben Jahr ſchenkte Frau Ottilia von Worms ihr bedeutendes Gut zu Dienheim und ein Haus zu Worms, ſo ſie um 23 Pfund Silber erkauft hatte. Am

24. Oct. 1216 wurde der Hof Haßlach von der drückenden Vogtei frei gekauft: das koſtete 30 Mark und ein Streitroß von 4 Mark. Am Charfreitag 1219 ſchenkte Werner von Bolanden die ausgedehnte Rheininſel zwiſchen Hattenheim und Ingelheim, die Langau.

Abt Theobald ſtarb 21. Febr. 1221. „Von ſeiner Grabſtätte wie von denen ſeiner Nachfolger bis ins 14. Jahrhundert iſt keine Spur übrig. Aber ſein Namen ſteht in allen Katalogen, und ſein Gedächtniß blühte immer im Segen und Rufe der Heiligkeit. Daß ſich Theobald dieſes ſchönen Nachruhms ganz würdig gemacht habe, zeigt ſich aus ſeinen Acten, die ihn als einen um Eberbach verdienſtvollen Mann und vollkommenen Prälaten darſtellen. In Behandlung der Geſchäfte eben ſo geſchickt und unermüdet, als glücklich, gab er ſeinen Unternehmungen immer die zweckmäßigſte Richtung und wußte die mißlichſten Fälle zum mindeſten Nachtheil zu lenken. Den Chikanen der Uebelgeſinnten begegnete er immer mit Liebe, oft mit Freigebigkeit. Habſucht, Neid oder Mißverſtand der Gegner konnten ihn zu Rechtsſtreiten nöthigen, nichts ihn von ſeiner Friedfertigkeit abbringen, und eben darum verdiente er alle Proceſſe zu gewinnen, weil er ſich auch nach dem Siege zur freundſchaftlichen Uebereinkunft noch eben ſo geneigt erwies, als er vor begonnener Fehde war. Unſtreitig verdient Theobald einen Rang unter Eberbachs beſten Aebten und die ihm in dem Ordensalmanach angewieſene Stelle unter den Seligen.

„Daß ſich unter einem ſo exemplariſchen Abt auch Mönche zur Heiligkeit bildeten, läßt ſich wohl denken. Ich will nur von zweien Erwähnung thun, deren Ruf ſich bis auf uns in feſterm Andenken erhielt. Der erſte war Wernher, von Jahren ein Jüngling, von Verſtand ein Mann, in der Jugend ein Greis, an Leib und Seele eine Jungfrau und ein ausgemachtes Bild der klöſterlichen Vollkommenheit. Nach wenigen Jahren ſeines religiöſen Wandels näherte er ſich in Unſchuld dem Ziel und ſtarb gegen 1219, nicht ohne Vorgeſchmack der ſeiner wartenden Glückſeligkeit. Der andere, mit Wernher gleichzeitige, aber viel länger geprüfte war Anian, ein Convers, der von ſeiner Jugend

bis zum grauen Alter unter dem Joche der Disciplin ohne Tadel ausharrte. Mit der Heilungsgabe begnadigt, zog er manche Preßhafte zu sich und machte sie mit Auflegung der Hand gesund. Er lebte noch 1220, starb aber nicht lange hernach im Rufe der Heiligkeit." Noch sind unter Theobalds Zeitgenossen der Prior Enfridus, von dem hernach, und der Mönch Theoderich, von welchem Cäsarius, zu merken.

Am 1. Mai 1221 wurde die Wahl eines neuen Abtes vorgenommen. Wilhelm I, der Abt von Clairvaux, kam mit den Aebten von Fontenay und Hemmerode selbst dahin; von Eberbachs Filial-Aebten erschienen drei, die von Schönau, Otterberg und Valdieu. Es gab dabei, wie es scheint, keine Schwierigkeit, und Konrad, ein Mönch von Clarevall, trug den Stab davon. In Jahren vorgerückt, saß er nicht viel über vier Monate († 18. Sept. 1221), aber ein unvergängliches Andenken hat er sich gestiftet in dem Exordium magnum Cisterciense, das nicht nur ein Erbauungsbuch sein soll, sondern auch die Nebenabsicht hat, die über alle Reiche der Christenheit verbreiteten Brüder mit dem Ursprung des Instituts von Cisterz und den heldenmüthigen Tugenden seiner ersten Väter näher bekannt zu machen, und nebenbei die schwarzen Mönche, die Cluniacenser abzufertigen, als welche fortwährend die Cisterzienser verleumdeten, ihr Scheiden von Molesme als Vermessenheit und ihre Reformation als eine Geburt des Stolzes, der Heuchelei und Neuerungssucht verschrien. In seiner Amtswürde erscheint Konrad in der Urkunde vom Mai 1221, laut welcher die Abtei Valdieu ihm ihr Gut in Spay zu dem Preis von 80 Mark überließ.

An Konrads I Stelle trat Erkenbert, der Sohn der um ihrer Wohlthätigkeit gegen Eberbach gepriesenen Ottilia von Worms, und demnach ohne Zweifel ein Sprößling des alten Geschlechtes der Kämmerer von Worms. Er war aus Eberbach als Abt nach Arnsburg gegeben worden, zu Eberbach hatte er nicht nur die gewöhnlichen Streitigkeiten mit Vögten und andern ritterlichen Nachbarn auszufechten, sondern er sah sich auch in einen viel ernstlichern Handel mit den Rheingauern verwickelt. Die meinten dem Kloster das hergebrachte Mark- und Beholzigungs-

recht beſchränken oder gar entziehen zu können. Es war nämlich ſeit der Stiftung von Eberbach mit dem Hauptgegenſtand des Rheingauer Märkerbunds, der noch heute beſteht, und unter dem Namen Haingeräth bekannt iſt, eine wichtige Aenderung vorgegangen. Nach der Grundlage dieſes Vereins waren noch in der erſten Hälfte des 12. Jahrhunderts alle zwiſchen der Waldaf und Wisper zum Rheingau gehörige Waldungen der ganzen Landſchaft gemein, und jeder Ort, jeder Bürger hatte das Recht, ſich darin, wo er wollte, zu beholzen. Außer einigen Lehen und Allodien, die im großen Bezirk zerſtreut lagen, wußte man damalen vom Unterſchiede der Privat- und Landeswaldungen nichts, und der Vorder- und Hinterwald waren in der gemeinen Sprache nur wegen phyſiſcher Situation, ohne den heutigen Begriff des Privat- und gemeinen Eigenthums, ſo genannt. Rückſichten von Belang beſtimmten aber die Inſaſſen, die allzu weitſchichtige Gemeinſchaft aufzulöſen; es wurde der ganze Waldbezirk vor der Höhe getheilt, und jeder ſelbſtſtändigen Gemeinde nach Verhältniß ihrer Volksmenge und mit Rückſicht auf die Lage ihrer Feldmark ein abgeſonderter Diſtrict zu Eigenthum angewieſen. Vermöge dieſer Theilung, die im J. 1173, vielleicht bereits 1158 vollzogen, bedeuteten in der Volksſprache des Rheingaues Privat- und vordere Waldungen eines und daſſelbe. Denn die hintern, der Wisper zu ſich ausdehnenden Forſten blieben unzertheilt und dem ganzen Land bis auf den heutigen Tag gemein, daher in der Volksſprache Hinterwald und allgemeiner Landeswald gleichbedeutende Ausdrücke ſind. „Eberbach, ſowie der Adel und andere Klöſter, die ſchon exiſtirten, zogen zwar bei der Theilung kein beſonderes Loos. Aber dergleichen Körperſchaften, die das Markrecht hatten, waren doch darin nicht mitbegriffen, und traten nun in Beziehung auf die Privatwälder mit den umliegenden Ortſchaften in die nämlichen Rechte und Verhältniſſe, in denen ſie bei der vorhinigen Gemeinſchaft mit dem ganzen Lande ſtanden. Nach geſchehener Theilung ließen ſich die Ortſchaften ihre nun eigene Waldungen viel näher als vorhin angelegen ſein und duldeten mit Verdruß jede auswärtige Genoſſenſchaft. Sie ſuchten daher Eberbach aus den Privat-

wäldern zu verdrängen und ſcheinen dazu einen gemeinſamen Plan in der Stille abgefaßt zu haben. Da es bei ſolcher Stimmung ohne vorläufige Neckereien nicht wohl abgehen konnte, ſo wurden die Mönche dadurch aufmerkſam und entdeckten ohne Zweifel den ſie bedrohenden Anſchlag." Sie riefen den Schutz des Erzbiſchofs Sigfrid II an, und dieſer, 1225, aus Dankbarkeit für die »dilecta nobis filia, Eberbacensis ecclesia, que vitulos labiorum suorum incessanter pro salute nostra Domino immolat,« ertheilte, erneuerte, beſtätigte ihnen das bis auf ſeine Zeiten hergebrachte Markrecht in den von allen Seiten das Kloſter umgebenden Waldungen, unterſagte den benachbarten Rhein- und Waldflecken ohne Conſens der Eberbacher einen Bann (Hege) anzulegen, befahl aber, daß, wenn dergleichen Hege durch gemeinſame Uebereinkunft angeordnet worden, ſie von beiden Theilen, dem Kloſter nämlich und den Ortſchaften, beobachtet werde. Dieſes beſtätigte auf der Synode zu Mainz, 10. Dec. 1225, der päpſtliche Legat, Konrad, der Cardinal-Biſchof von Porto, jeden Frevler an dieſem Markrecht mit dem apoſtoliſchen Bannfluch bedrohend, und die Rheingauer, »milites et comprovinciales« zu Margaretheu 1226 in dem Kloſterhof Mappen zu einem Haingericht vereinigt, ſprachen dem Kloſter durch einen feierlichen Abſchluß nach dem Herkommen an allen ſich weit und breit erſtreckenden Waldungen die vollkommene Gemeinſchaft zu. Dieſe Erklärung war deutlich, aber noch zu allgemein, und konnte in beſondern Fällen leicht verdreht werden. Um daher das daraus fließende Recht näher zu beſtimmen, ward in Gemäßheit der erzbiſchöflichen Dictatur den nahe ums Kloſter gelegenen Ortſchaften auferlegt, die ihnen geſtattete Waldhege nur mit Conſens und Mitwirkung der Eberbacher anzulegen." Der ſo vielfältig um das Kloſter verdiente Abt Erkenbert reſignirte 1228, und den erledigten Stuhl nahm Raimund ein, Cölner von Geburt.

Der neue Abt, thätig für die Ummauerung von Oppenheim, wie er denn ein Stück Mauer und Graben mit einem Aufwand von 28 Mark aus der Kloſtertruhe herſtellen ließ, erwarb zu Boppard, durch der Eheleute Wasmud und Lutgard Schenkung ein Haus ſamt vielen Weinbergen, wozu er noch die Güter der

brabäntiſchen Abtei Villers, abſonderlich den großen Weinberg Schindehengſt erwarb, ſo daß er der Begründer der nachmaligen ſehr wichtigen Beſitzung Boppard geworden iſt. Eine mächtige Stütze fand er in dem frommen und gelehrten Prior Enfridus, geſt. 16. März 1246 (Henriquez ad 26. Oct.). Raimund ſtarb 28. Oct. 1247. „Er war ein Mann von Talenten, gelehrt, ſcharfſinnig und reif in Anſchlägen, die er auch nach dem Beiſpiel ſeiner beſten Vorfahrer meiſtens ſelbſt ausführte. Dem Papſt Gregor IX und Erzbiſchof Sifrid III, zwei competenten Richtern, hat er in den wichtigſten Aufträgen ſeine Einſicht und Klugheit bewährt. Selbſt bei dem König Heinrich VII ſtand er in Anſehen und erſchien mehrmalen unter den erſten Reichsfürſten an ſeinem Hofe. Sein unbeſcholtener Leumund erwarb ihm ein ſo volles Zutrauen, daß er durch bloße Eiderbietung Partei und Richter von ſeinem Recht überzeugte. So ruhmvoll dadurch ſeine Regierung für ihn ſelbſt, ſo geſegnet war ſie für das Kloſter. Er ſchaffte zwar keinen neuen Hof, aber den Höfen ſo viele Güter an, die zuſammen einen der größten Höfe ausmachten. Durch Verpachtung einiger Ländereien führte er zuerſt eine Art von Wirthſchaft ein, die nach ihm zur ſteten Regel ward. Durch eben ſo bekannten Eifer für die Kloſterzucht hatte er ſich ſeinem Erzbiſchof ſo empfohlen, daß dieſer ihm die Reformation der Abtei Lorſch vorzüglich anvertraute.“ Von ihm iſt noch zu erinnern, daß er die dem Kloſter durch Betrug entfremdete Au bei Budenheim wiedergewonnen hat, 1240. Um dieſelbe Zeit „legte ſich im Rheinbett nicht weit von Reichardshauſen eine Inſel, oder vielmehr eine Sandſtrecke an, die ſich zu einer Aue umſchaffen ließ. Aus dem Grund der Regalien gehörte ſie dem Mainzer Stuhl, weil ſie in deſſen Gebiete entſtanden und keinem Privateigenthum angewachſen war. Ihre Situation machte ſie für die Eberbacher ſehr paſſend und reizte ohne Zweifel ihre Luſt, die Inſel als einen Pendant zu dem nahen Hof zu beſitzen. Erzbiſchof Siſrid willfahrte ihrem Geſuch, oder kam vielleicht ihren Wünſchen zuvor, indem er ihnen das rohe Werth unter dem jährlichen Zins eines Käſes zu ewigem Eigenthum ſchenkte. Nun hatten die Brüder neuen Stoff, ihre ſchon geprüfte Kunſt und

Industrie in Cultur der Auen auszuüben und den ungeschlachten Sandhügel in eine ergiebige Flur umzuwandeln. Sie legten auch Hand an und stellten bald eine fruchtbare Insel her, die sich bis auf den heutigen Tag im klösterlichen Eigenthum erhielt und unter dem von ihrem ehemaligen Erbzins angestammten Namen Käsbret im Rheingau bekannt ist." Um die Bepflanzung und Urbarmachung der vielen Auen, um ihre Vertheidigung gegen Fluthen und Eisgang erwarb sich das Kloster überhaupt besonderes Verdienst. Wenn viele der in alten Nachrichten aufgeführten Rheininseln, großentheils durch die Nachlässigkeit der Besitzer, vorlängst verschwunden sind, dergestalt, daß ihre Lage nicht mehr zu ermitteln, haben sich hingegen alle von Eberbach abhängende Rheinauen ohne Ausnahme bis zu unsern Tagen glücklich erhalten.

Durch des Erzbischofs Siegfrid III Urkunde vom 18. Januar 1231 waren die Güter des klösterlichen Hospitals, ein mäßiger Hof und 12 Morgen Weinberg zu Winkel, von allen Abgaben befreiet worden, »ne aliquis unquam de bonis illis quicquam exquirat, quoniam ad pauperum elemosinam ad predictam portam (monasterii) indifferenter supervenientium sunt deputata.« Das Hospital bestand in dem alten, ehemals von den Chorherren und sodann von den ersten Cisterziensern bewohnten Gebäude und wurde nach Bärs Meinung von dem ruhmvollen Abt Theobald gegründet. Wenigstens findet sich zu dessen Zeit die erste Nachricht von der Existenz eines Hospitals. „Eigentlich war es nur für die Armen bestimmt; denn in allen sich darauf beziehenden Urkunden erscheint es nur als Armenhospital. Da aber solchen eine längere Unterhaltung darin gestattet war, und man diejenigen, die während ihres dasigen Aufenthalts erkrankten, mit Anstand nicht fortschaffen konnte, so gibt sich von selbst, daß wenigstens nebenher auch Krankenpflege in den Stiftungsplan mit aufgenommen war. Eben dies erhellet auch deutlicher aus späteren Nachrichten. Im 16. Jahrhundert gab es Mehrere, die sich in das Hospital einkauften und ihre lebenslängliche Verpflegung, wie solche im Hospital gäng und gebe war, mit einer gewissen Summe contractmäßig erwarben. Sie

wurden Hospitalpfründner genannt, sowie Andere, die sich eine lebenslängliche Mönchsportion anschafften, Conventspfründner hießen. Daß bei solchen Verträgen auch die Krankenpflege mit einbedungen war, liegt hell vor Augen. Sie war also in der Einrichtung des Hospitals mitbegriffen und kam wenigstens jenen Armen zu statten, welche darin siech wurden. Zur Verwaltung des für das Institut geordneten Fonds und zur Pflege der Armen waren anfänglich zwei Mönche und wenigstens auch zwei Conversen angestellt, die in einer Urkunde vom Jahr 1225 Hospitalbrüder, in einer andern von 1241 Provisoren genannt werden. Die Zahl der Mönche ward aber in der Folge nur auf einen reducirt, der unter dem Namen Spitalmeister die Oberaufsicht und Rechnung führte und so viele Brüder, als dazu nöthig waren, zur Aushülfe bekam. Dies Hospital bestand bis ins 16. Jahrhundert (1), ging aber noch in oder bald nach dem ersten Viertel desselben, und wahrscheinlich durch den berufenen Aufstand der Rheingauer 1525, wodurch das Kloster selbst bis fast in Bettelstand gerieth, gänzlich ein. Wenigstens finden sich von dessen Existenz in der Folge keine weitern Nachrichten, und die bis über die Mitte des Jahrhunderts fortgedauerte Zerrüttung des häuslichen Zustandes gibt dem Stillschweigen der Urkunden volle Beweiskraft." Besagtem Hospital schenkten im April 1241 die Wittwe Carissima und ihre Schwester Glismud ihr Haus in Boppard, samt allem dem, so Carissima dazu erworben hatte. Bekanntlich hatte Eberbach seines Gleichen kaum in der reichlichen Austheilung von Almosen.

„(1) Bei Gelegenheit des großen Jubeljahrs 1500 ernannte Abt Martin von Eberbach besondere Beichtväter in und für das Hospital. »»Ad recipiendum et audiendum confessiones in hospitali nro Eberb.«« Unter diesen war auch der Spitalmeister: »»et Fr. Johannes de Heydelberga Hospitalarius.«« Für die Conversen und weltliche Dienerschaft des Klosters ward unter andern der h. Geistaltar im Hospital zum Besuch angewiesen. »»Pro conversis et laicis familiaribus nostris — Primo altare S. crucis in choro conversorum — et altare S. Spiritus in hospitali nostro.«« Die ganze Anordnung, wahrscheinlich von Abt Martin eigenhändig geschrieben, ist noch vorhanden und Beichtstühle, ein Altar im Hospital und der Spitalmeister, die darin vorkommen, zeugen von damaliger Existenz des Hospitals."

Ungemein poſſierlich iſt die von Bär vorgebrachte Entſchuldigung, daß er doch am Schluſſe ſeiner verdienſtlichen Arbeit des Hospitals gedenkt. „Um auf einer Seite ſchwache Brüder nicht zu ärgern, und auf der andern manchem Uebelgeſinnten keinen Scheingrund zur Chikane zu reichen, that ich in der Geſchichte ſelbſt bei den einſchlägigen Epochen davon keine Meldung und ließ auch, um mich auf keinerlei Weiſe zu compromittiren, die ſich darauf beziehenden Urkunden weg. Nun aber die Kriſe ganz geändert und dadurch aller Stein des Anſtoßes weggeräumt iſt, erſetze ich hier den Mangel und lege die Data von dieſem ehemaligen Hospital öffentlich vor.“ Gleich darauf äußert er: „Vor einigen Jahrzehnten kam eine Druckſchrift zum Vorſchein, worin der Verfaſſer, ſelbſt ein Mönch, verſchiedene Data anführte, um die ehemalige Exiſtenz eines ſolchen Hospitals bei ſeinem Kloſter zu beweiſen und die Erlöſchung deſſelben gewiſſermaßen ſeiner eignen Abtei als Raub an der Armuth Schuld zu geben. Nach dem Bericht einer öffentlichen Zeitſchrift kam die Sache zur Unterſuchung, die aber, vielleicht zum Verdruß oder wenigſtens zur Schande des wo nicht falſchen, doch zweideutigen Bruders für ſein Kloſter keine nachtheiligen Folgen hatte.“ Hinc illae lacrymae. Autor des armſeligen Buchs, welchem dieſe Verwahrung gilt, iſt Michael Winkelmann, weiland Mönch zu St. Maximin bei Trier, von welchem Bd. 2 S. 752. In der von Merian gelieferten Abbildung von Eberbach iſt noch die Hospitalskirche zu ſehen.

Des Abtes Walther Regiment, 1248—1252, iſt dem Kloſter nicht minder vortheilhaft geworden als jenes ſeines Vorgängers. Im J. 1249 erkaufte er zu dem Preis von 300 Mark der Abtei Ilbenſtatt Hof Riedhauſen bei Dornheim, der 932 Morgen haltend und 10 Pflüge beſchäftigend, ſtets eine der wichtigſten Beſitzungen der Abtei geblieben iſt. So hat auch Abt Walther den Hof Wahlheim durch glücklichen Kauf ungemein vergrößert und durch Schenkung des Schiffers Friedrich deſſen Haus zu Oberweſel mit 3 beträchtlichen Weinbergen erworben. Gleich im f. J. 1253 erhielt „der neue Hof einen wichtigen Zuwachs. Arnold und Heinrich, zwei leibliche Brüder, von Weſel gebürtig,

hatten ſich zu Eberbach Gott geweiht. Sie ſtammten aus einer zwar nur bürgerlichen, aber reichen Familie, und die Klöſter waren noch durch kein Verbot von der Erbſchaft ihrer Proſelyten ausgeſchloſſen. Dennoch machten die Eberbacher keine Speculation darauf und nahmen beide Candidaten unbedingt in ihr Mittel auf. Dies unintereſſirte Betragen rührte die Aeltern und ſpornte ſie zu ähnlicher Generoſität an. Aus eigner Bewegung beſtimmten ſie alſo zur Ausſteuer ein Haus in der Stadt mit mehren Weingärten, die ſie mit Einwilligung ihrer übrigen Kinder bei lebendigem Leibe dem Kloſter übergaben und von dem Stadtgerichte verſichern ließen. So war nun ſchon der Hof mit den von Caub und andern Orten dahin gezogenen Gütern von merklicher Größe, wuchs durch wiederholte Schenkungen immer an und ſtand bei den Eberbachern in den zwei folgenden Jahrhunderten wegen ſeines reichen und unter den ſogenannten Thalweinen ſchon damals hervorſtechenden Ertrags in beſonderm Werth und Anſehen. Wie ſich aber Eberbachs Verhältniſſe in daſiger Gegend überhaupt ſehr änderten, ſo verlor auch dieſer Hof in ſpätern Zeiten ſeinen Rang und fiel in die Klaſſe derjenigen, welche nur die Zahl vermehren."

Im J. 1253 erkaufte Abt Walther, gemeinſchaftlich mit dem Abt von Himmeroth, eine Kammer in dem Hauptkloſter Ciſterz, groß genug, um ſie und die Aebte ihrer Filiation, Schönau, Otterberg, Valdieu, Arnsburg, Bebenhauſen, Heiſterbach, Marienſtatt zur Zeit des Generalcapitels zu beherbergen, zu welchem Ende Citeaux zehn Bettſtätten zu ſtellen hatte. Dafür wurde ein für allemal die Summe von 40 Pfund Turnoſen erlegt. „Um aber auch für Diener und Pferde ſichere Unterkunft zu haben, gab Walther für ſich und ſeine Suffragane noch 16 Pfund für einen Stall, der ihnen immer offen ſtehen und von Ciſterz in brauchbarem Stand erhalten werden mußte." Am 18. März 1254 wurde Eberwin, des edlen Mannes Eberhard von Echzell Sohn, in das Kloſterhoſpital aufgenommen, um darin zu haben »stipendium, quale uni de nostris fratribus solet ministrari,« wogegen der Vater 11 Morgen Weinberg und einige Zinſen in Steinheim, dann 5 Morgen Weinberg in Mummen-

heim dem Kloſter übertrug. Im J. 1255 erkaufte Walther von der Abtei Arnſtein um den Preis von 40 Mark Cölniſch das Frenkenfeld bei Gernsheim, ein geſchloſſenes Stück Land von mehr als 30 Hufen, 900 Morgen, die damals zwar noch großentheils Wildniß und nur erſt im 16. und 17. Jahrhundert vollſtändig angebaut wurden. Indeſſen hatte Walther ſich bereits 1254 einen Coadjutor beigelegt, in deſſen Hände er nach dem 1. Dec. 1257, etwan 1258 den Hirtenſtab niederlegte; dieſer Handlung überlebte er aber wenigſtens um 6 Jahre. Sein Andenken ſcheint zeitlich im Kloſter erloſchen zu ſein, „ob er gleich mit ſeinen Thaten vor vielen andern die Unſterblichkeit verdient hatte. Den einzigen Ruthard ausgenommen hat keiner von den Aebten das klöſterliche Patrimonium ſo reichlich vermehrt. Der Hof Riedhauſen, von erſter Größe, das noch wichtigere Frenkenfeld und die faſt eben ſo beträchtlichen Erwerbungen zu Wahlheim ſind noch beſtehende Denkmäler ſeiner Thätigkeit und ſichern ihm bei der ſpäten Nachkommenſchaft den Anſpruch auf ihre Dankbarkeit zu. Kein Jahr ſeiner Regierung, das er nicht mit einer löblichen That auszeichnete. Kein Hof, den er nicht mit neuem Anwuchs vermehrte."

Der bisherige Coadjutor Werner war ſeit 1248 Abt zu Arnsburg geweſen. Ihm hat, April 1262, Embricho von Caub die Hälfte des herrlichen Gräfenberg bei Kiedrich als ein Almoſen dargebracht. Um dieſelbe Zeit „erhielt Eberbach ein wichtiges Vermächtniß und darin den Urſtoff zu ſeinem Hof in Mosbach. Sifried von Frauenſtein, ein angeſehener Edelmann, war im Begriff, eine Wallfahrt nach Rom anzutreten. Er lebte in einer ungeſegneten Ehe, und indem er die Ungewißheit der menſchlichen Dinge überhaupt und beſonders die Zufälle bei ſich überdachte, die ihm auf ſeiner Wanderſchaft begegnen könnten, beſchloß er, ſein Haus zu beſtellen, und traf mit Einſtimmung ſeiner Gemahlin über ſeine Habſeligkeiten eine Verfügung, wie ſie ſich von einem frommen Pilgrim erwarten ließ. Er wählte ſich fünf Klöſter aus, denen er alle ſowohl eigene als erbliche Güter beſtimmte. Sie waren Eberbach, Tiefenthal, Gnadenthal, Gottesthal und Aulhauſen. Dem erſten wies er ſelbſt alle ſeine

Beſitzungen zu Mosbach und Biebrich an. Die anderwärtigen Güter ſollten durch Abt und Prior zu Eberbach und noch vier andere Executoren unter die Frauenklöſter nach der für jedes bequemſten Lage vertheilt werden. Von dieſer Portion ſequeſtrirte er einen Betrag von zwölf Marken, welche Abt und Prior zu Eberbach jährlich ſo lange erheben und verwenden ſollten, bis ſeine etwa rückſtändigen Schulden getilgt wären. Uebrigens ſollte das Vermächtniß bei Erzielung eines Leibeserben aufhören und im andern Falle nur erſt nach ſeinem und ſeiner Gattin Tode in Erfüllung gehen. Das Teſtament ward ſowohl von ihm und ſeiner Schwiegermutter, als von den fünf Executoren verſiegelt. Sifried kam von ſeiner Pilgrimſchaft glücklich zurück und traf im folgenden Jahr mit dem Eberbacher Legat eine wichtige Aenderung. Nebſt den Seitenverwandten ſchloß er auch ſeine etwaigen Töchter von allem Anſpruch aus. Würde ihm aber ein Sohn geboren, ſollte dieſer zwar die erblichen Güter zu Mosbach und Biebrich in Beſitz nehmen, die eignen aber mit allem Genuß dem Kloſter ſo lange überlaſſen, bis er ſolche mit hundert baaren Marken eingelöſt hätte. Doch nahm er auch in dieſem Falle 12 Morgen an Aeckern und Weinbergen namentlich aus, die dem Kloſter als ewiges Eigenthum verbleiben ſollten. Um dieſer Verfügung die legale Feſtigkeit zu geben, machten ſie beide Eheleute öffentlich kund und reſignirten die eignen Güter zu Mosbach auf der freien Straße, die erblichen aber vor dem Frohnhof und Landgericht in die Hände des Abtes Werner, des ehemaligen Abtes Walther und des Priors Dieterich. Mit alle der Aſſecuration nicht zufrieden, ſtellten ſie ſich im folgenden Jahr 1262 vor dem Erzbiſchof Werner ein, erneuerten ihr Geſchenk und ließen es von ihm mit einem Briefe autoriſiren. Feierlich ward der erſte Grund zu Eberbachs Hofgut in Mosbach gelegt, das in der Folge nicht nur ſelbſt merklich zunahm, ſondern auch der Samen von zwei andern Höfen, in Wiesbaden und Schierſtein, war. Im J. 1260 erkaufte Werner des Kloſters Aulhauſen Gut zu Trechtingshauſen, wofür er 160 Mark bezahlte. Er ſtarb aber den 17. Juni 1261; ſo kurz ſeine Regierung, ſo rühmlich war ſie für ihn und erſprießlich für das Kloſter. Seine

schönen Erwerbungen hatten alle das Glück, auf die späte Nachwelt zu kommen."

Heinrich I, zur Abtswürde gelangt im Sommer 1261, erwarb die andere Hälfte des Gräfenbergs durch Tausch mit Heinrich von Heppenheft, der dafür 5 Weinberge bei Caub erhielt, Aug. 1263; der Abt resignirte aber im Sept. oder Oct. desselben Jahrs und wurde durch Ebelin ersetzt, als welchem Erzbischof Werner im J. 1265 die vier Frauenklöster, Sion bei Alzei, Marienkron vor Oppenheim, Mariendalheim bei Mainz und Gottesthal im Rheingau untergab, mit dem Auftrag, nach den Gesetzen von Cisterz zu binden, zu lösen, zu reformiren und alle regulaire Gewalt auszuüben. Siebzehn Jahre früher, um 1248 hatte Erzbischof Siegfrid das Kloster Altenmünster zu Mainz, Benedictinerinen bis dahin, dem Orden von Cisterz einverleibt, unter des Abtes von Eberbach Aufsicht. Ein Gleiches geschah nach und nach mit andern Frauenklöstern, so daß deren einst 17 von Eberbach abhingen, nämlich Altenmünster, Weißefrauen und St. Agnesen zu Mainz, Dalheim (Vallis sacra) bei Mainz, Gottesthal, Aulhausen und Tiefenthal im Rheingau, Nonnen- oder Marienmünster bei Worms, Marienkron, Rosenthal bei Kirchheim-Boland, St. Johann bei Alzei, Sion bei Alzei, Kumd bei Simmern, St. Katharinenthal in der Nähe von Kreuznach, Marienborn oder Weidas, unweit Alzei, Engelthal zu Ober-Ingelheim, Deimbach, unweit Erbesbüdesheim. Sion und Deimbach wurden bald von Eberbach emancipirt. Die sechs Klöster in der Pfalz und zwei zu Mainz gingen in der Folge wieder ein. Uebrigens litt das Kloster zu Ebelins Zeiten unter drückendem Geldmangel, der besonders gelegentlich eines Hauskaufs zu Oppenheim bemerkbar wird. „Humbert vom Widder, ein Patricier von Frankfurt und Bürger zu Mainz, hatte sich zu Oppenheim, ich weiß nicht, durch Kauf oder Erbschaft die dem vormaligen Stadtschultheis Marquard von Wunnenberg zugehörige Kurie erworben. Er war sehr reich und nicht minder geneigt zu frommen Stiftungen. Da er nicht Lust hatte, sich in Oppenheim niederzulassen, widmete er auch dasiges Haus zu mildem Geschenk und übergab es der Stadt für ihr Hospital, das nicht weit davon

entfernt lag. Dieſem war es zu eiguem Gebrauch nicht nöthig und konnte ihm nur durch Vermiethung oder Verkauf nützlich ſein. Ein günſtiger Umſtand für die Eberbacher, denen das Haus gar wohl behagte. Es war geräumig, von andern Wohnungen und dem Getümmel der Straßen abgeſondert und darum nach ihrem Wunſch und den Ordensmaximen in der Stadt ſelbſt iſolirt. Sie wollten es ſich dann auch anſchaffen und boten dem Magiſtrat den Kauf an. Er war ſelbſt nicht abgeneigt, wollte aber für ſich über ein ſo neues Geſchenk nichts beſchließen und wies die klöſterlichen Agenten mit einer Deputation aus ihrer Mitte an Humbert. Dieſer wollte anfänglich vom Verkaufe gar nichts hören, ſondern das Haus nur um jährliche 50 Malter Roggen, eine Karrate Huniſchen Wein, ein Talent Heller und das Brennöl für zwei Lampen, eine ewige in der Kirche und eine nächtliche auf dem Krankenhauſe des Hospitals, erblich überlaſſen. Ein ſo ſchwerer und dabei ewiger Hauszins ſtand den Eberbachern nicht an, und ſie brachten es durch Vorſtellungen dahin, daß Humbert in den Verkauf willigte. Der Handel ward um hundert dreißig cölniſche Mark abgeſchloſſen und nach löblichem Gebrauch mit einem Trinkgebote ſolenniſirt. Nur fehlten nun dem Kloſter die baaren Gelder. Seine Deputirten ſtanden daher um zweijährige Zahlungsfriſt an und erboten ſich, bis dahin den obgedachten Zins vom Hauſe zu entrichten. Das Erbieten war allerdings annehmlich und für das Hospital vortheilhaft. Allein Humbert verwarf es als wucheriſch, und wenig fehlte, daß er den Kauf nicht ganz aufſagte. Doch überließ er die Sache dem Rath von Oppenheim, mit dem ſie zwar unter Bedingung der zweijährigen Penſion zu Stande, aber nicht zu Ende kam. Denn Humbert beharrte auf ſeinem frommen Eigenſinne, verdammte die Convention als ungerecht, und forderte ſogleich den Kaufſchilling oder das Haus zurück. Daher ein neuer Umtrieb, bis endlich der Rath dem Kloſter durch ſeine Vermittlung einigen Zahlungsverſchub, ohne allen Zins, erwirkte." Nichts deſto weniger hat Ebelin doch noch des Grafen von Keſſel Allod zu Trechtingshauſen angekauft. Er ſtarb oder reſignirte im März — April 1272.

Der muthmaßlich im Mai 1272 erwählte Abt Richolf mußte alsbald nach dem Antritt seines Regiments, um nur die dringendsten Gläubiger befriedigen zu können, die Güter zu Ockenheim veräußern. Dann erwirkte er von Kaiser Rudolf die Urkunde vom 18. Januar 1274, worin es heißt: „In Erwägung, daß Abt und Convent zu Eberbach — mit erbaulicher Andacht und stetem Eifer dem Gottesdienst obliegen, in Ansicht der ungeheuchelten Treue und Anhänglichkeit, durch die, wie man uns glaubhaft berichtet, sie sich gegen uns und das römische Reich besonders auszeichnen, willfahren wir ihrem Bitten und nehmen ihr Kloster und Personen, Leute, Höfe, Güter, alle gegenwärtige und zukünftige rechtmäßige Besitzungen in unsern und des Reichs besondern Schutz, und bestätigen aus Königlicher Freigebigkeit, erneuern und bekräftigen mit diesem Brief alle Privilegien, Freiheiten und Rechte, die ihnen vom seligen Kaiser Friedrich vor seiner Absetzung und dessen Vorfahren am Reich ertheilt worden." In demselben Jahr, den 16. Aug., vergabte Rüdger von Oestrich seine Güter zu Oestrich und Olm an das Kloster, unter dem Beding: »ut annue in festo S. Potentianae conventui consolationem faciat, et refectionem solennem in pane triticeo, vino franconico et piscibus copiose; quicquid vero superfuerit de redditibus dictorum bonorum ad usum pauperum in hospitali decumbentium convertat; quodsi non observaverit, solvet pro qualibet subtractione ecclesie S. Victoris VI marcas; negligentem autem deferet plebanus in Oesterrich ad decanum et capitulum S. Victoris.« Ueberhaupt schien zu Richolfs Zeiten die vormalige Freigebigkeit gegen Eberbach neu aufzuleben. Eine gute Anzahl von Schenkungen sind urkundlich bekannt, doch werden sie bei weitem überboten durch die Erwerbungen zu Schierstein und Limburg. „In erstgedachtem Orte und zu Dotzheim waren dem Kloster durch mildes Vermächtniß einige Ländereien zugefallen, die es nur durch Verpachtung nützen konnte. Philipp Marschall von Frauenstein, ein angesehener Edelmann und Eberbachs Gönner, war eben auch in beiden Orten, besonders zu Schierstein, mit einem wichtigen Allodium angesessen, und konnte die klösterlichen Grundstücke bei den

ſeinigen bequem mitbauen. Er bot ſich daher 1275 als Pachter an und erhielt ſie in lebenslänglichen Beſtand. Nie war dem Kloſter eine Verpachtung einträglicher, als dieſe. Philipp, durch den auf ihn genommenen Bedacht aufgefordert, verſicherte dasſelbe nicht, wie gewöhnlich, durch Verſatz, ſondern durch Schenkung eines Eigenthums und trat ihm ſeine Güter in beiden Feldmarken feierlich ab. Alsdann nahm er ſie vom Kloſter in lebenslänglichen Pacht, und verſprach von den Schierſteinern jährlich 21 Malter Roggen und 26 cölniſche Soliden, von den Dotzheimern aber 4 Marken jährlich zu entrichten und dabei alle darauf haftende Beſchwerden allein zu tragen. Philipp beurkundete ſelbſt die von ſeiner Gemahlin bewilligte Anordnung und ließ ſie vom geiſtlichen Gerichte zu Mainz beſtätigen. Dies war die Hauptanlage zu dem Schierſteiner Hofgut, das in der Folge, wie andere, zunahm und ſich bis auf unſere Zeit erhielt.

„Die zweite nicht gleichgültige Schenkung iſt vom J. 1277. Mechtild, eine Beguine zu Limburg an der Lahn, von Vele genannt, hatte nur einen Bruder, Hermann, der zu Eberbach Mönch geworden. Ihrem Inſtitut gemäß ſelbſt nicht geſinnt zu heurathen, folgte ſie ihrem Bruder gewiſſermaßen nach, verſchweſterte ſich durch ein geiſtliches Bündniß noch enger mit dem Kloſter, trat ihm mit Vorbehalt der lebenslänglichen Nutznießung all ihr beweg- und unbewegliches Vermögen ab und legte den Grund zum daſigen Kloſterhof. Nach einer alten Tradition war Limburg damals viel größer, als es heute noch iſt, und dabei eine wichtige Handelsſtadt. Dieſer Umſtand, mit ihrer Situation verbunden, machte ſie den Eberbachern intereſſant. Sie beſaßen in der Nähe zu Ober- und Niederhadamar zwei Höfe und in andern geringern Orten derſelben Gegend mehrere Güter. Dieſe waren alle vom Kloſter zu weit entfernt, als daß ſich die erzielten Früchte bequem dahin bringen ließen. Man mußte ſie alſo an der Stelle vertreiben, und zu einem vortheilhaften Umſatz war eine ſchickliche Niederlage nöthig, bei der man die günſtigſte Gelegenheit abwarten und ſogleich benutzen konnte. Dazu hatte Limburg wegen ſeiner Lage und Beſchaffenheit den natürlichen Beruf. Die Eberbacher folgten dieſem Wink und ſiedelten ſich

in der Stadt allmälig an. So zweckmäßig aber die neue Ansiedelung für den gegenwärtigen Zustand war, fiel doch erst in der Folge dessen Wichtigkeit in die Augen. Im vierzehnten Jahrhundert erwarb das Kloster in den umliegenden Ortschaften mehre Güter, die es wegen der Zerstreuung und nach der schon allgemeinen Sitte um einen Theil des Ertrags verpachtete. Nun stand der Limburger Hof ganz an seinem Orte. Denn er ward das Centrum, wohin die Pächte von allen Seiten einkamen und woraus die Aufsicht über die im Umkreise gelegenen Höfe bequemer war. Er blieb aber auch nur in dieser Rücksicht dem Kloster wichtig und kam für sich selbst nie zu einem bedeutenden Ertrag." Im J. 1277 erkaufte Richolf von den Wolfskehl und denen von Kronberg den wichtigen Bünsheimerhof bei Leheim, dessen 1303 Morgen das Kloster in der letzten Zeit mit 13 Pflügen bearbeiten ließ, nachdem er lange Zeit schwere Lasten, besonders in Azzung und Fuhrfronden, tragen müssen. „Durch einen sehr kostbaren Vergleich mit dem Landgrafen Georg I (1578) sind jene gänzlich abgethan und diese auf einen festen Fuß gesetzt, nach welchem Eberbach von seinen drei noch übrigen Höfen bei der landesfürstlichen Residenz drei Wägen mit 12 Pferden und 6 Knechten in Allem, außer der Mundprovision, unterhalten mußte."

Ein abermaliger Angriff der Landschaft des Rheingaues auf des Klosters Markrecht wurde im J. 1279 durch richterliches Erkenntniß abgewiesen und Eberbach bei all seinen Gerechtsamen geschützt. Da sich gelegentlich der Ordenscapitel viele Aebte der Filiation von Clairvaux aus Deutsch- und Niederland einzufinden pflegten, „so ward oft das Gedränge über den Hausraum zahlreich, und manche von den Aebten mußten sich in ihren Quartieren sehr enge behelfen. Dieser Ungemächlichkeit auszuweichen, kaufte Richolf für sich, seine Suffraganen und alle ihre Nachfolger um 50 Tourer Pfunde ein besonderes Zimmer, das für sie jederzeit frei und offen stehen sollte." Richolf starb den 3. Januar 1284 oder 1285. „Nach Inhalt der Acten war seine Präfectur für ihn selbst eben so rühmlich, als heilsam für das Kloster, und sichert ihm einen Platz unter den besten Aebten zu.

Durch kluge Wirthſchaft ſtellte er die unter ſeinem Vorfahren ein wenig zerrütteten Finanzen ſo weit her, daß ſie, ohne Recurs zu außerordentlichen Mitteln, für das häusliche Bedürfniß zureichten. Wenigſtens findet ſich unter ihm keine Spur eines Verkaufs oder nur Feilgebots liegender Gründe. Denn die bei ſeinem Antritt geſchehene Veräußerung der Ockenheimer Güter war ſchon vor ſeiner Wahl beſchloſſen. Durch Ankauf des Hofs Bönsheim, durch Gründung der Höfe zu Mosbach, Schierſtein und Limburg hat er ſich auf die ſpäte Nachwelt bleibende Denkmäler geſtiftet. Selbſt eben ſo thätig als geſchickt, gab er zu den wichtigſten Geſchäften, wie oft geſchieht, nicht nur den Namen, ſondern, wie die beſten ſeiner Vorweſer, auch Hand und Kopf her, ging an Ort und Stelle und pflog mit Großen und Kleinen perſönliche Unterhandlungen. Nicht minder auf das geiſtliche Wohl bedacht, erhielt er die Kloſterzucht in ihrem urſprünglichen Flor und pflanzte Eberbachs guten Ruf, den es von Clarevall hergebracht und ſchon durch ein und ein halbes Jahrhundert unverſehrt behauptet hatte, weiter fort.“ Gleichzeitig mit Nicholf lebte in Eberbach der Prior Gebeno, von dem, außer einer Lebensgeſchichte des h. Ulrich, des Biſchofs von Augsburg, auch Speculum futurorum temporum seu pentachordum, ein Commentar zu den Revelationen der h. Hildegard, in der Handſchrift vorhanden.

Abt Heinrich II, wahrſcheinlich des Geſchlechts von Scharfenſtein, zeigte ſich in den wenigen Jahren ſeines Regiments des Stabes würdig, wie er denn durch Kauf und Tauſch den zeitlichen Wohlſtand des Kloſters beförderte. Die letzte von ihm bekannte Urkunde iſt vom 7. Juni 1287 datirt. Sein Nachfolger Sigfrid kommt von 1290 — 1298 häufig vor, mag auch jener Abt von Eberbach ſein, welchen der Papſt Nicolaus IV im J. 1290 zum Conſervator der ſämtlichen Privilegien, Freiheiten und Indulgenzen der mächtigen Stadt Mainz beſtellte. Ihm hat die Stadt Cöln im J. 1292 das Rheinthor zu St. Servatien abgetreten: „Es zeugt das von der großen Hochachtung und dem unbeſchränkten Zutrauen, mit welchem Magiſtrat und Bürgerſchaft den Eberbachern zugethan waren. Die wußten aber auch die

Wohlthat zu ſchätzen und nicht minder großmüthig zu erwiedern. Auf ihre Koſten führten ſie über das Thor einen Thurm auf, welcher die Stadt im Frieden verſchönerte, im Krieg beſchirmte und ihnen ſelbſt zur Warte für ihre Rheinſchifferei diente. Man hielt auch zu Eberbach dies Etabliſſement wie ein Palladium dreihundert Jahre lang im Beſitz und in Ehre. Die Harmonie zwiſchen Stadt und Kloſter dauerte bis ins 16. Jahrhundert unzerrüttet fort, und das letzte übte die ihm geſtatteten Vorrechte ganz ungeſtört aus. Endlich begann bei dem Magiſtrat eine Eiferſucht über die ihm faſt gleiche Autorität eines auswärtigen Kloſters und fachte nach einander verſchiedene Mißhelligkeiten an. Dennoch erhielt ſich Eberbach gegen alle Zudringlichkeiten im Beſitze und benutzte ſein Rheinthor fort, bis nach Erlöſchung des Hanſebundes auch die Bedeutenheit der Stadt Cöln in der Handlung allmälig ausging. Dadurch minderte ſich für die Eberbacher das Intereſſe der dortigen Anlage, die nun ihrem Hauptzweck nicht mehr ſo ganz entſprach und dabei mancherlei Widerſprüche leiden mußte. Um ſich dann weiterer Chikane los zu machen, verkaufte es 1596 Thor und Thurm mit allem Recht an die Stadt und behielt nur ſein urſprüngliches Haus. Nach dem dreißigjährigen Kriege kam unter den Eberbachern ſelbſt die Meinung aus, das Kloſter habe zu Cöln eine ganze Straße mit den daran gelegenen Häuſern im Beſitz gehabt, und während der Auswanderung und des Aufenthalts des Convents in dieſer Stadt von 1631 bis 1635 ſeien Straße, Häuſer und Thor aufgezehrt worden. Dieſe Sage iſt aber gewiß falſch. Denn weder findet ſich in den vorherigen Urkunden eine Spur von einer ganzen Straße zu Cöln, noch in den ſpätern von einer ſo theuren Zehrung eine Nachricht. Und das Rheinthor mit dem Thurme war zuverläſſig ſchon über 30 Jahre früher verkauft. Ohnehin iſt auch irrig, daß ſich der ganze Convent 3 Jahre lang in Cöln und auf Kloſters Koſten aufgehalten habe. Die meiſten vertheilten ſich zum Hospitiren in niederländiſche Klöſter." Die finanzielle Lage von Eberbach ſcheint ſich unter Sigfrids Regiment keineswegs gebeſſert zu haben; im J. 1298 waren die 42 Mark, ſo für ein dringendes Bedürfniß zu verwenden, nur

durch einen Rentenverkauf aufzubringen. Das mag dem Abt seine Stellung verleidet haben, er resignirte in demselben Jahr und kehrte nach Heisterbach zurück, wo er bis zum J. 1312 lebte. Zu Heisterbach hatte er Profeß gethan.

Abt Johann I kommt am 10. Aug. 1299 vor. Ihn ebenfalls drückte schwer die auf dem Kloster ruhende Schuldenlast. „Unter Eberbachs Gläubigern zeichneten sich einige Juden als die lästigsten aus. Diese Nation hatte damals in Deutschland den Geldhandel großentheils in ihrer Gewalt. Sowohl ihr politischer, obgleich harter Zustand, als die religiösen Begriffe, gaben ihr dazu wichtigen Vorschub. Durch Staatsgesetze vom Besitze der Ländereien und von Betreibung zünftiger Handwerke ausgeschlossen, hatten sie nur die Handelschaft als einziges Nahrungsmittel übrig. Dazu wurden dann auch die jungen Israeliten, wie noch heute, von Kindheit angeführt, und da sich darin nur mit Geld fortkommen ließ, so lernten sie mancherlei Arten, sich dies Element zu vermehren und größere Vortheile davon zu erzielen. Dabei kam ihnen ihre Religion wohl zu statten. Kraft dieser wähnten sie sich den Wucher gegen fremde Glaubensgenossen unbeschränkt erlaubt, und da die Reichsgesetze über den Gewinn aus Geldanleihen noch nichts verordnet hatten, so konnten sie die ihrer Hülfe bedürftigen Christen nach Willkür ausschälen. Bei unablöslichen Anleihen, die unter den Christen fast allein üblich waren, bestimmte der damalige Curs jährlich Eins von Zehen, wie wir aus mehren Beispielen ersehen haben. Es läßt sich daher leicht denken, welch unmäßigen Gewinnst sich die Juden aus ihren Anleihen bedingen mochten. Daß wenigstens die Eberbacher von ihren Creditoren dieser Nation sehr hart gehalten worden, ergibt sich aus dem Mittel, das sie endlich gegen solche Schinderei ergriffen haben. Sie wandten sich nämlich an König Albert I und baten um seinen Schutz gegen ihre wucherische Zudringlichkeit, den sie auch sogleich erhielten. Albert erließ 1299, 10. Dec., an alle Juden im deutschen Reich einen feierlichen Brief, worin er ihnen allen Wucher gegen Eberbach scharf untersagte und sie auf bloße Rückforderung der Capitalien einschränkte. Damit war aber den gewinnsüchtigen Israeliten nicht gedient,

und es fehlte ihnen auch nicht an Ausflüchten gegen das königliche Edict. Die Eberbacher hatten ihnen in ihrer Noth die schweren Zinsen handschriftlich zugesagt und durch Bürgschaften gesichert. Darauf beriefen sich nun die Creditoren und wollten sich an ein späteres Verbot nicht kehren. Allein König Albert bestätigte im J. 1300 sein voriges Edict, erklärte alle dergleichen wucherische Verträge für ungültig und zernichtete allen Anspruch der Juden auf Bürg- und Pfandschaften für solches Aufgeld. Die wichtigsten Gläubiger Eberbachs waren die Wittwe und Söhne eines gewissen Schönemann von Düren und Simon von Bergheim. Da sie auch gegen das andere nur noch allgemeine Patent auf ihrer Forderung gegen das Kloster bestanden, so erließ Albert im nämlichen Jahr 1300 am 29. des Brachmonats an sie selbst einen engern Befehl von gleichem Inhalt und verbot dabei allen Christen, erwähnte Juden bei ihren wucherischen Prätensionen gegen Eberbach auf was immer für eine Weise zu unterstützen.

„Dieser Keil drang endlich durch, stürzte aber das Kloster in eine andere Verlegenheit. Denn weil die dadurch betroffenen Juden des gewöhnlichen Gewinns aus ihrem Geld nicht entbehren wollten, kündigten sie die Hauptsummen auf, um solche bei andern, nicht so wie Eberbach Privilegirten einträglicher anzulegen. Dagegen konnte man sich nun nicht sträuben, und da es an zureichender Baarschaft fehlte, so beschlossen Abt und Convent, einen ständigen Zins von 32 Marken zu verkaufen. Um aber auch dabei allen möglichen Vortheil zu erzielen, wählten sie den Weg der Vergantung und stellten den Zins um das Meistgebot feil. Der Versuch gelang, und Gerhard von Aachen, ein reicher Bürger von Mainz, erstand den Zins der 32 Marken um 480 Marken, nämlich eine um fünfzehn, obgleich sonst noch zehn für eine gäng und gäbe waren." Bereits am 16. Oct. 1306 erscheint der neue Abt, Peter, in seiner amtlichen Thätigkeit, die besonders wohlthätig durch so manche ihm dargebrachte Schenkungen. In Verpachtung der Weinberge folgte er fleißig dem Beispiel seines Vorgängers, und sind noch viele durch ihn ausgefertigte Leihbriefe vorhanden. Sie beziehen sich meist auf

Boppard und Oſterſpay, und ſtipuliren regelmäßig die Entrichtung der halben Trauben. „Sonderbar iſt es aber und faſt wundermäßig, daß die urſprünglichen Bedingniſſe in dortiger Gegend bis auf den heutigen Tag unverrückt beſtanden.“ Das Kloſter ſcheint ſich unter ſeinem kurzen Regiment — er ſtarb 12. Sept. 1310 — erholt zu haben, woraus zu ſchließen, daß unter ihm die Disciplin blühte.

Wilhelm, der 20te Abt, wurde aus Arnsburg berufen, wo er, Proſeß zu Eberbach, ſchon mehre Jahre das Ruder geführt hatte. Seit dem Advent 1310 in Eberbach thätig, konnte er ſchon am 14. Sept. 1311 die ſchwere Schuld von 3600 Pfund kleiner Turnoſen, ſo bei dem Orden gemacht worden, tilgen. Im J. 1313 bezahlte er andere 100 Pfund großer Turnoſen, oder 300 Mark Cöln., ſo das Kloſter dem Kurfürſten Peter von Mainz ſchuldete. Auch unter dieſem Abt floſſen die Spenden reichlich, als wozu der Drang, die von dem Ordenscapitel beſtimmte Zahl von Religioſen durch neue Stiftungen zu vermehren, vorzüglich Veranlaſſung gegeben haben wird. Der Abt Heinrich von Ciſterz hat nämlich für Eberbach 1314 das Indultum suscipiendi prebendarios ausgeſtellt, wonach »si aliqui devotione ducti — pro aliquibus prebendis apud vos instaurandis redditus ad hoc sufficientes perpetuo vestro monasterio deputare decreverint, tot personas quot per huiusmodi redditus sine grauamine et dampno monasterii vestri sustentari et nutriri poterunt ultra numerum, vobis et monasterio vestro per vestrum visitatorem taxatum vel taxandum, recipere et vestire libere valeatis.« — „Durch die hier vorkommenden Präbenden darf ſich Niemand irre führen laſſen. Präbende hieß das ordentliche Tractament an Speiſe, Trank und Kleidung, das den Mönchen oder auch den weltlichen Dienſtleuten im Kloſter gereicht ward. Daher der Unterſchied zwiſchen Conventual- und Laical-Präbende oder Spende, davon ſich Manche eine oder die andere vom Kloſter erkauften und Präbendiſten oder Pfründner genannt wurden, ſo wie auch der Copiſt des Privilegiums die ſupernumerären Mönche Præbendarios in der Aufſchrift nennet.“ Noch unter dieſem Abt mußten für überzählige Mönche in der Kloſterkirche zehn neue Altäre errichtet werden.

Am 17. April 1320 ließ Wilhelm die Capelle in dem neuen Kloſterhof zu Boppard und 1324 jene in der Kellnerei zu Limburg einweihen. „Daß man bei ſolchen Capellenbauten auch die Höfe ſelbſt nach Würde zu beſſerm Anſehen hergeſtellt habe, verſteht ſich von ſelbſt. Abt Wilhelm war zu derlei Pracht geneigt, und die glückliche Aenderung der Bewirthſchaftung bot ihm dazu hinreichenden Stoff. Binnen ſeinen erſten acht Jahren ſah er nicht nur die Paſſivſchulden getilgt, ſondern einen ſo ergiebigen Ueberſchuß in der Kaſſe, daß er ſelbſt Capitalien hinleihen und ſehr wichtige Ländereien mit eigner Baarſchaft erwerben konnte.“ Zu den anſehnlichſten Erwerbungen der Art gehört der Ankauf eines Hauſes zu Bretzenheim mit 126 Morgen prächtigen Ackerlandes, 3 Morgen zu Marienborn und einem Stückchen Wald bei Treiſen. „Unter dieſen häufigen und meiſt glücklichen Sorgen für das zeitliche Wohl ließ ſich Abt Wilhelm mit eben ſo raſtloſem und fruchtbarem Eifer die Disciplin und reguläre Ordnung angelegen ſein. Von keinem ſeiner Vorfahren ſind ſo viele Reiſen zum Generalcapitel bekannt.“ Behufs dieſer Reiſen erwarb er für ſeine und ſeiner Suffraganäbte zu Schönau, Otterberg, Arnsburg, Bebenhauſen und Diſibodenberg Bequemlichkeit in drei verſchiedenen Abteien, nämlich zu Longvay (Longum vadum) im Bisthum Langres, 1323, zu Auberive, deſſelben Bisthums, 1327, und zu Pont-Jeſroy in der Stadt Metz, 1334, Kammern und Ställe, und zwar iſt in den Kaufbriefen von 1323 und 1327 einzig Rede von Raum für Menſchen und Pferde. Allein 1331 bedingte man auch Wagenremiſen: »Preterea currus eorum, si non possent locari in stabulo, in curia seu in alio loco utili infra septa monasterii debemus collocare.« — „Seit 1327 war man alſo von der alten Einfalt abgewichen und hatte zur gemächlichern Reiſe die Kutſchen eingeführt. Manchem ſchon betagten Abt mag freilich das ſo weite Reiten beſchwerlich und das Fahren ein Bedürfniß geweſen ſein, welches dann auch in dergleichen Fällen ohne Zweifel ſchon vorher als Ausnahme geſtattet worden. Allein dieſe Ausnahme ward in den jüngern Jahren zur Regel, und die Sorge, mit welcher ſich die ſechs oben genannten Aebte 1334 zu Pont-Jeſroy auch für ihre Wägen eine ſchickliche Unter-

kunft beſtellten, gibt nicht dunkel zu verſtehen, daß die bequemere Art zu reiſen damals ſchon allgemein war. Doch wich man nicht ſogleich ganz von der Ordensvorſchrift ab und ſchränkte ſich noch auf die ſtatutenmäßige Pferdezahl ein. Denn ſechs Aebte ſchafften ſich nur für 12 Pferde Stallung an. Uebrigens, wie ſonderbar es auch ſcheinen mag, begannen die Generalcapitel von der Zeit, als ſich die Aebte ihren Beſuch durch Anſchaffung der Kutſchen bequemer gemacht hatten, allmälig ſeltener zu werden, wurden auf weitere Friſten hinausgeſetzt und hörten endlich gar auf, periodiſch zu ſein." Man denke ſich aber unter dieſen Wagen keine Kutſchen, die ſind eine in Ungern gemachte Erfindung ſpäterer Zeit, und ſollen ihren Namen von dem Städtchen Kitſee empfangen haben.

Wichtiger als jene die Miethe von Kammern bezweckende Transactionen, und für Eberbach auszeichnend „war eine geiſtliche Erwerbung, die Abt Wilhelm auf ſeiner Comitialreiſe 1332 bewirkte und die bis auf den heutigen Tag exiſtirt. Die Eberbacher trugen heißes Verlangen, in ihrem Kloſter, das der h. Bernhard ſelbſt gepflanzt und im Leben mit ſeiner Gegenwart beehrt hatte, ein reelles Denkmal von ihrem Vater, nämlich von ſeinem Leichnam eine Reliquie zu beſitzen. Der heilige Körper ruhte noch ganz zu Clarevall, und eine fromme Eiferſucht der dortigen Mönche für dieſen Schatz ließ andern wenig Hoffnung, in ihre Reliquienſchreine ein Stückchen davon zu erhalten. Dennoch glückte dem Abt Wilhelm ſein Verſuch. Er hatte ſich durch ſeinen Religionseifer und ſonſt rühmliche Eigenſchaften bei den Ordensprimaten, beſonders bei ſeinem Archimandriten zu Clarevall in großes Anſehen geſetzt, das ihn zu einigem Anſpruch auf ſolche Mittheilung vor andern zu berechtigen ſchien. Er wagte daher auch die Bitte, und ſie ward ihm gewährt. Abt Johann von Clarevall, um Bernhards erſtgeborne Tochter in Deutſchland auszuzeichnen und deſſen Verehrung ſowohl in Eberbach ſelbſt, als in dortigen Landen mehr zu verbreiten, beſchenkte den Abt Wilhelm mit einigen Partikeln vom Haupte, nämlich von der Kinnbacke, vom Hirn und reinſten Fleiſche des h. Vaters und ſtellte zugleich die Authentik darüber aus, deren Urſchrift

bis auf uns erhalten worden. Sie ist 1332 am 7. September und also bei der Gelegenheit gefertigt, da Wilhelm auf seiner Reise nach Cisterz zur vorläufigen Unterredung mit seinem Archimandriten in Clarevall eingekehrt war. Diese, obschon kleine Reliquie ihres h. Vaters ward zu Eberbach mit größter Freude aufgenommen, in Gold eingefaßt und von jeher eben so religiös verehrt, als sorgfältig verwahrt. Ein auffallender Beweis davon zeigte sich noch in spätern Zeiten. Als die Eberbacher im Jahr 1631, durch den schwedischen Einfall überrascht, die Flucht ergriffen und den ganzen häuslichen Vorrath, Archive, Bibliothek, ja selbst einen großen Theil des Kirchenschatzes im Stich ließen, packten sie doch das Bernhardinische Heiligthum, wie ihr Palladium, ein und brachten es nach Cöln. Aber auch hier glaubten sie es noch nicht sicher genug und schickten es, vielleicht aus Mißtrauen gegen die reliquiengeizige Stadt, selbst nach Brabant, von woher sie es nach dem Krieg durch einen deputirten Geistlichen zurückbringen ließen und mit feierlichem Gepränge im Kloster empfingen. Ohne Zweifel gewann die Reliquie ihres h. Vaters bei den Eberbachern einen größern Werth aus der hergebrachten Meinung, daß sie solchen Schatz, außer Clarevall, mit keinem andern Kloster theilten. Nach einer häuslichen Tradition ward in vorigen Zeiten der größere Theil davon in der Absicht nach Clarevall verlangt, um durch Vergleich die Echtheit sicher zu stellen. Die Eberbacher ahnten aber eine Nachstellung und schickten nur in Wachs einen ganz gleichen Abdruck dahin. Man hielt ihn zu dem h. Körper und fand dessen kleinen Defect gänzlich dadurch ersetzt, wodurch dann auch aller Verdacht einer Unterschiebung verschwand. Da ich jedoch von dieser Geschichte kein schriftliches Zeugniß finde, so kann und will ich die Tradition nicht verbürgen. Sie ist aber auch für die Echtheit der Reliquie ganz entbehrlich. Denn ihre ursprüngliche Erwerbung aus der Quelle ist diplomatisch bekannt, und die fast eifersüchtige Sorgfalt der Eberbacher für ihre Bewahrung schließt allen Verdacht einer nachgefolgten Verwechslung aus."

Am 21. Dec. 1330 vertauschte Abt Wilhelm den so vielen Anfechtungen ausgesetzten Hof Haßlach mit Kuno von Falkenstein

gegen den Antheil Zehnten zu Oberaſchbach und Dorfgülle, der jährlich 130 Malter Korn, 37 Achtel Weizen und 9 Mark 8 Schilling Geld abwarf. Abt Wilhelm, „ein in und nach ſeinem Berufe wirklich großer Mann, der ſich durch lange ruhm- und thatenvolle Regierung ſehr glänzend ausgezeichnet hat," ſtarb 3. Juni 1346; kurz vor ſeinem Tod ſcheint er reſignirt zu haben. Doctor der Theologie wird er in einer alten Handſchrift genannt, und mag er verſchiedene gelehrte Männer um ſich gehabt haben. Ein ſolcher war zumal, unter den Senioren, Giſelbert, der im J. 1330 als Magiſter und der Decrete Lehrer, 1333 als jurium Doctor vorkommt.

Es folgen: 21) Nicolaus I, erwählt 1346, reſignirte 1352 und ſtarb 22. April 1359. 22) Heinrich III, aus Cöln gebürtig, ſtarb 13. April 1369. 23) Konrad II ſtarb 15. Nov. 1371, sepultus in choro Eberbacensi, ubi non longe a summo altari (gemeinſchaftlich mit Erzbiſchof Gerlach) pulcherrimam et elevatam habent sepulturam, juxta quam continuo lampas ardet, ſchreibt Jongelin. 24) Jacob von Eltvil, erwählt 1372, »gymnasii quondam Parisiensis decus et S. Theologiae Doctor insignis (Trithemius).« Von ſeinen ſchriftſtelleriſchen Arbeiten werden genannt: Quaestiones variae Parisiis disputatae, Sermones ad fratres, Epistolae ad diversos (deren Zierlichkeit gerühmt wird) und ein ausführlicher Commentar in quatuor libros Sententiarum, der noch um die Mitte des 17. Jahrhunderts in der Abtei des Dunes, Flandern, aufbewahrt wurde. Jacob reſignirte 1392 und ſtarb 9. Nov. 1393. 25) Nicolaus II von Boppard, erw. 13. Nov. 1392, erhielt für ſich und ſeine Nachfolger den Gebrauch der Pontificalien und ſtarb 3. Nov. 1407. 26) Arnold II von Heimbach, erw. 1407, ſtarb 31. März 1436. Einer ſeiner Conventualen, Gerhard Coci, wurde am 6. Nov. 1411 von Papſt Johann XXIII zum Biſchof von Chriſopolis geweihet. 27) Nicolaus III von Caub, erw. 1436, ſtarb 10. März 1442. 28) Tillmann aus Johannisberg, erw. 1442, ſtarb 7. Juli 1456. 29) Richwin aus Lorch, erw. 1456, ſtarb 5. Nov. 1471. 30) Johann II aus Germersheim, ſtarb 5. Nov. 1475. 31) Johann III Bode aus Boppard, »priscae pietatis

amans et servantissimus aequi,« ſtarb 14. Dec. 1485. 32) Johann IV Edelknecht aus Rüdesheim, »vir tam in theologiae, quam in utriusque juris scientia optime versatus,« regierte bis ins 14. Jahr und ſtarb 5. Oct. 1499. 33) Martin Ryfflink aus Boppard, erw. 1499, ſtarb 4. Oct. 1506. Er hat das große Weinfaß von 74 Fuder Gehalt, welches der Abt Johann Bode anfertigen laſſen, vermuthlich um ein Seitenſtück zu St. Bernhards Toune in Clairvaux zu haben, vollkommen zu Stand gebracht und zum erſtenmal am 1. Dec. 1500 füllen laſſen. »Hoc magnum vas ebiberunt Rinckavienses aõ 1525 in tumultu rusticorum, ita ut jacuit per annos 19 vacuatum, et per D. rev. Andream Abbatem Confluentinum renovatum est aõ 1543; continet quartam partem mensuræ prædictæ. Hoc magnum vas nichil emolumenti monasterio attulit, immo plus damni, magnum nomen et vacuam bursam. Qui se exaltat, humiliabitur, et qui se humiliat, exaltabitur.« Abt Martin hat auch viel gebaut, die ganze Kirche ſamt dem Kreuzgang im J. 1500 erneuert und bemalt, den kunſtreichen Hochaltar und das Chorgeſtühl errichtet. 34) Nicolaus IV von Eltvil, erwählt 1506, geſt. 1. Juni 1527, hat den Bauernaufſtand 1525 erlebt und ſah ſich genöthigt, den Rebellen beigehenden Revers auszuſtellen. „Wir Bruder Niclas Abt, Bruder Jacob Prior, Burſirer, Alten und der gantze Convent des Kloſters zu Erbach im Rheingau, bekennen hiermit und thun kund gegen allermänniglich in und mit Kraft dieſes Briefs, daß wir uf heut dato uns gäntzlich vereinigt und vertragen haben mit den ehrenveſten gemeiner Ritterſchaft, ehrſamen vorſichtigen Räthen und Bürgerſchaft der gantzen gemeinen Landſchaft im Rheingau um nachfolgende Artikel, welche ſie ſich gegen uns in Beſchwerung anmaſſen und beklagt haben. Zum Erſten. So ſollen und wollen wir Abt und Convent und alle unſere Nachkommende nun hinfür und zu allen Zeiten von unſern liegenden Gütern, welcherley die ſeynd, im Rheingau in einer jeden Gemarke gelegen, die Bethe gleich andern Bürgern und Inwohnern geben, dabey achten, wachten, raiſen und alle andere Dienſten in dem Flecken, darin wir häuslich Wohnung haben, und derhalben mit nichts, wie bisher, gefreyt ſeyn. Zum

Andern. So ſollen und wollen wir an keinem Ort im Rheingau, da wir Hof und Güter liegen haben, einige Schäferey, wie bishero geſchehen, halten oder haben, ſondern ſollen die gänzlich abthun und verlaſſen, als wir auch gethan haben. Zum Dritten. So ſollen und wollen wir alle gemeine Alment, die bis anhero in unſern des Kloſters Nutzen und Gebrauch mit Waiden und andern Nutzungen gehabt, verlaſſen, und die alle in Gebrauch gemeiner Landſchaft und männiglich liegen laſſen. Zum Vierten. Nachdem unſer Hof zum Appen auſſerhalb der Landſchaft zwiſchen der Gehege gelegen, und die Landſchaft ſich beſorgt, daß dem Stift Mainz und Rheingau ein Schaden durch ſolchen Hof zu Handen kommen möchte, ſollen und wollen wir denſelbigen Hof abthun und ſchlaifen, und die Bäu hinwegſchaffen und keine mehr dahin bauen oder ſchaffen dahin gebaut zu werden, und der Begriff des Hofs in Gebrauch gemeiner Landſchaft gebraucht und gekert werden ſoll. Zum Fünften. Sollen und wollen wir nun hinfürter kein Zins oder Gült, Pfacht oder Gefälle im Rheingau mehr haben noch fordern, ſondern haben uns deren gänzlich und zumal verziehen und begeben, wo aber Gült um Gült erkauft jetzund kürzlich angenommen und die Hauptſumme noch nicht vergnügt, ſoll hinfürters bis zur Hauptſumme ausgericht und bezahlt werden, und alsdann todt und ab ſeyn, auch nicht mehr gegeben werden. Zum Sechsten. Sollen alle Teſtament und geſtiftete Bruderſchaften bey uns todt und ab ſeyn und derhalben nichts erfordern oder erſuchen. Zum Siebenten. So ſollen wir nun hinfürter keine Perſon in unſer Kloſter annehmen, ſondern ſollen alſo ausſterben, und ſolche Güter unſers Kloſters im Rheingau gelegen nach dem Ausſterben hinfüro einer gemeinen Landſchaft zuſtändig ſeyn, damit zu erhalten Hausarme und alle andere nothdürftige Dinge eines gemeinen Nutzen der Landſchaft, und ob einer jetzund im Kloſter eines Abfalls worden wäre, deß ſollen wir uns hierin auch begeben und gänzlich verzeihen. Zum Achten. Ob einer oder mehr in unſerm Kloſter wären, die nicht gern hierin, ſondern heraus begehrten, dem ſollen und wollen wir ſolches vergünſtigen und zulaſſen, und ſollen ihm 200 Gulden zuſamt ſeinen Kleidern und Büchern vor ſeinen

Abſcheid geben und folgen laſſen zu ſeiner Ernährung und Unterhaltung. Zum Neunten. Alle Drittelgüter, ſo den Armen verliehen und daſſelbige fünfzig Jahr gereichet, ſoll todt und ab ſeyn und nicht mehr gegeben werden; ſo aber ſolches nicht ſo wäre erhoben und gegeben worden, ſoll hinfürter gegeben und gereicht werden das Drittel, bis es ſich an die obgemeldte 50 Jahre erſtreckt, alsdann ſoll es auch ab und todt ſeyn. Zum Zehnten. So ſollen und wollen wir kein geiſtlich Recht oder fremd Recht gebrauchen in weltlichen Sachen wider die Bürger und Inwohner des Rheingaues, ſondern uns bey ländlichem Rechten begnügen laſſen, wie andere Bürger. Zum Eilften. So ſollen und wollen wir zwo Nothſchlangen, 24 Schuh lang und mit allem Zugehör, dazu zwei Gezelt, zu Nutz und Nothdurft gemeiner Landſchaft beſtellen und verſchaffen; auch ſollen wir durch Edel und Bürger gemeiner Landſchaft alle Viertel Jahrs uns beſichtigen laſſen und alle nothdürftige Dinge dazu anzeigen und Rechenſchaft von allen unſern Habituren und Gütern, wie ſolches angelegt ſey, berechnen. Auch ſo ſollen wir uns nun fürterhin keiner eigener Waldungen unterziehen, ſondern ſolche zu Nutzung gemeiner Landſchaft geſtellt werden. Und ob es wäre, daß noch etwas durch gemeine Landſchaft des Rheingaues beſchloſſen, verordnet, bewilligt oder erlangt würde, ſollen und wollen wir alles, als andere Bürger, annehmen und denſelbigen nachleben und nachkommen. Dies alles, wie obſteht, haben wir Abt, Prior, Burſirer und Convent gemeiniglich und ſonderlich vor uns und unſere Nachkommende alſo ſtet und feſt zu halten zugeſagt und verſprochen, in Beyſeyn etlicher, der Ehrwürdiger, wohlgebohrn, Edeln, unſern Gnädigen Herrn des Hochwürdigen Dhomkapitels ſonderlich verordneten, auch in Beyſeyn des Ehrenveſten Henrich Brömbſers von Rüdesheim, Vizedom im Rheingau, und anderer von Adel im Rheingau. Deß zu Urkund haben wir obgemeldte Abt, Prior, Burſirer, Altern und Convent vor unſern und unſers Convents wegen gebeten die ehrwürdige vorgemeldte unſere Gnädige Herrn des Dhomkapitels, daß ſie ihre Kapitels-Inſigel hieran wollen hencken, welche wir Dechant und Kapitel des hochwürdigen Dhomſtiftes zu Mainz uf Zuſagung

der Unſern, ſo bey dieſem Handel geweſen, mit Bitte der gemeldten Geiſtlichen Brüder gethan; und deß zu mehrer Sicherheit haben wir Abt, Prior, Burſirer, Altern und Convent unſer Convents-Inſigel auch hieran gehangen. Datum uf Sambſtag nach dem Sonntag Cantate, Anno Domini 1525 (20ter May)."

In einer zweiten Verſchreibung vom 30. Mai heißt es: „Wir Bruder Niklas Abt und Convent, Herrn und Brüder gemeiniglich des Kloſters Erbach im Rheingau gelegen, bekennen uns offentlich in und mit Kraft dieſes Briefs, vor uns und unſere Nachkommende, als wir uns mit den ehrenveſten gemeiner Ritterſchaft und gemeiner Landſchaft im Rheingau gütlich vertragen nach Inhalt Brief und Sigel, auch ihnen dabey zugeſagt, uf Mondtag nach Urbani alle Brief und Sigel ſamt Zinsbücher zu überliefern, daß ſich gemeine Landſchaft alſo in Mangel beklagt und nicht gäntzlich erfunden, ſo haben wir doch unſern merklichen Fleiß angethan und vorgekehrt, geredn, geloben und verſprechen, ob einige Brief, Sigel und Regiſter durch uns oder von unſers Convents wegen veräuſſert wären, dieſelbige wieder beyheimiſch zu verſchaffen, auch nun hinfürter keinige zu veräuſſern, zu verkaufen, zu verpänten oder niemands zuzuſtellen, ſondern hier ufgerichtem Vertrag, Brief und Sigel getreulich und ungefährlich bleiben laſſen. Deß zu wahrer Urkund haben wir Abt und Convent unſer Inſigel zu Ende dies Briefs gehangen. Datum uf Dienſtag nach unſers Herrn Auffahrt. Anno 1525 (30ter May)." Der Aufſtand hat überhaupt große Noth über das Kloſter und dem Hospital namentlich den Untergang gebracht.

35) Laurentius aus Dornheim, vorhin zu Schönau, wurde am 4. Juni 1527 zum Abt in Eberbach erwählt und am 18. Juni von Erzbiſchof Albrecht confirmirt. Er ſtarb zu Zons unterhalb Cöln 14. Januar 1535 und wurde in der Kirche der Abtei Knechtſteden, Prämonſtratenſerordens, begraben. 36) Wendelin von Boppard, erw. 24. Januar 1535, ſtarb, bevor er die Beſtätigung empfangen, 24. Nov. 1535. 37) Karl Peffer aus Mainz, erw. 1. Dec., confirmirt 31. Dec. 1535, benedicirt 11. März 1537, ſtarb 1. Januar 1539. »Hic magnæ authoritatis fuit apud Albertum archiepiscopum.« 38) Johann V Bertram

aus Boppard, erwählt 9., confirmirt 14. Januar 1539, wurde am Sonntag Jubilate deſſelben Jahrs von Erzbiſchof Albrecht in Perſon eingeſegnet und ſtarb 23. Sept. 1541. 39) Andreas Bopparter aus Coblenz, erw. 30. Sept., confirmirt 12. Oct. 1541, wurde am 9. Juli 1542, zugleich mit dem Fürſtabt von Fuld, durch Erzbiſchof Albrecht zu Aſchaffenburg eingeſegnet und ſtarb zu Frankfurt, während der Herbſtmeſſe, 14. Sept. 1553. In demſelben Jahr wurden hier gezählt 26 Conventualen und 26 Converſen. 40) Pallas (Palladius) Brender aus Speier, erw. 22. Sept. 1553, auch in demſelben Jahr durch den Biſchof von Myſien, Balthaſar Waneman benedicirt, ſtarb am Jahrtage ſeiner Wahl, zu Mainz 1554. 41) Daniel aus Bingen, erw. 29. Oct. 1554, confirmirt den 12. Dec. und in demſelben Monat des Jahrs 1554 durch den Weihbiſchof Waneman benedicirt, reſignirte 23. Aug. 1565 und ſtarb zu Geiſenheim, 18. März 1571. 42) Johann VI Monreal aus Boppard, erwählt im Aug. 1565, ſtarb 7. März 1571 auf dem Kloſterhof Reichardshauſen. 43) Philipp Sommer aus Kiederich wurde in Beiſein erzbiſchöflicher Commiſſarien, das erſte Beiſpiel der Art, erwählt und ſtarb auf dem Draiſerhof, 29. Mai 1600. 44) Valentin Molitor aus Rauenthal, erw. 25. Juni 1600, geweihet 14. Oct. 1601, ſtarb 19. Januar 1618. 45) Leonhard I Klunckhart aus Rüdesheim, erw. 21. März 1618, erlebte den ſchwediſchen, eigentlich heſſiſchen Einfall 1631, der mit einer grauſamen Plünderung begann. Die reiche Bibliothek wurde beinahe gänzlich zerſtört, die Kirche zu einem Pferdeſtall gemacht. Vorher war der Abt mit dem geſamten Convent nach Cöln geflüchtet, wo dann Leonhard am 29. Nov. 1632 entſchlief und ſeine Ruheſtätte in dem Kloſter Mariengarten, Ciſterzienſerordens, fand.

Während noch der Krieg in ſeiner ſchauerlichſten Geſtalt auf Eberbach laſtete, hatte dahin Axel Oxenſtjerna einen Abſtecher gemacht, ſintemalen für ihn daſelbſt Beſitz ergriffen, auch eine beſondere Verwaltung durch den neuen Herren angeordnet worden. Er tafelte in dem geleerten Bibliotheksſaal und überſchaute aus deſſen Fenſter die herrlichen Fluren, ſo auserſehen, einen Theil der Dotation des ſchwediſch-römiſch-deutſchen Reichserzkanzleramtes auszumachen.

Von dieſem Manne, der für Deutſchland die unſelige Wichtigkeit erlangen ſollte, von ſeinem Geſchlecht will ich doch Einiges mittheilen. Als der Stammvater deſſelben gilt gewöhnlich der Lagman in Upland, Torgny Torgnyſon, der, ein Verwandter der Gemahlin des Königs Erik Segerſäll, denſelben in der Schlacht auf Fyriswall, 983, ſo wirkſam unterſtützte, insbeſondere durch eine Anzahl von Senſenwagen nach des Lagmans eigener Erfindung. Als der Jarl Ragwald Ulfſon nach der Ehre ſtrebte, in dem verderblichen Kriege zwiſchen Olof Skötkonung und Olof Haraldſon, dem König von Norwegen, Vermittler zu werden, fand er es vor Allem nothwendig, ſich des Beiſtandes des Lagmans zu verſichern: denn was dieſer zu dem Reichstag ſprach, pflegte als das Ergebniß göttlicher Weisheit angenommen zu werden; bei allen Zeitgenoſſen hieß Torgny der Weiſeſte in Schweden. Ragwald und ſein Begleiter, der norwegiſche Stallare (Marſchall) Biörn, wurden dem Lagman in der großen Halle ſeiner Burg Saliſtaborg in Upland vorgeſtellt. Auf einem Throne ſitzend hörte er ihr Anbringen; ein Bart, der bis auf die Knie reichte, bedeckte ihm die ganze Bruſt. Biörn mußte bekennen, einen ſo ſtattlichen Mann habe er noch nicht geſehen. Nach den erſten Begrüßungen wies Torgny dem Jarl den Platz an, den dieſer früher, als er noch im Hauſe erzogen wurde, einzunehmen pflegte; es vergingen aber mehre Tage, bevor von Geſchäften gehandelt werden konnte. Torgny tadelte den Jarl, daß er ſich in Dinge eingelaſſen, die über ſeine Kräfte gingen, verſprach aber doch den Reichstag zu beſuchen und wenigſtens ſo viel durchzuſetzen, daß Vetter Ragwald ohne Gefahr ſeine Friedensvorſchläge würde hören laſſen können.

Der Reichstag fand ſtatt 1023; der Friedensbote wie der Vermittler wurden aber gleich hart von König Olof Skötkonung abgewieſen, und dem Jarl insbeſondere erklärte Olof, wie er den von ihm eingegangenen Waffenſtillſtand als Hochverrath anſehe, der wenigſtens mit Landesverweiſung zu beſtrafen ſei; denn daß er hierin ſeiner Frau Willen gethan, könne ſeine Strafbarkeit nicht mindern. Erſchöpft von der zornigen Rede ſetzte ſich der König nieder; darauf ſtand der Lag-

man Torgny auf, und mit ihm gerieth die ganze Verſammlung, die bis dahin ſtumm geweſen, in Bewegung. Jener ſprach mit einer Stimme, die das Waffengeklirr übertönte: „Wie hat ſich doch der Könige von Schweden Sinn verändert! Mein Großvater Torgny erzählte mir oft von Erik Emundſons großen Thaten in verſchiedenen fernen Ländern, von der Eroberung von Finnland, Karelen, Eſthland und Kurland, von den Burgwällen und weitläufigen Feſtungswerken, die der König dort als Zeugen ſeiner Herrſchaft zurückließ. Aber ſo hochtrabend war er nicht, daß er denen das Reden verbot, die ihm Wichtiges vorzutragen hatten. Mein Vater Torgny war lange um König Biörn Erikſon, der mit großer Macht regierte, weil er ſich freundlich gegen ſein Volk erwies. Mir iſt Erik Segerſäll in friſchem Andenken: er hat ſein Reich auf das Tapferſte vertheidigt, die Grenzen von Schweden erweitert; aber ſeine Männer ließ er frei im Rathe ſprechen, wenn es ihnen gefiel. Der jetzige König hingegen will nur von Dingen hören, die ihm gefallen und auf denen er mit kindiſcher Heftigkeit beſteht. In Nachläſſigkeit läßt er ſeine öſtlichen Zinsländer, eins nach dem andern, verloren gehen; dagegen ſtrebt er nach dem Beſitz von Norwegen, welchen die Könige von Schweden nie begehrt haben: darum alle dieſe Unruhe. Deren iſt aber ſämtliche in Schweden anſäſſige Gemeine müde und ihr Wille, daß der König mit Norwegen Friede mache und dem König von Norwegen ſeine Tochter Ingierd zur Ehe gebe. Will er das, ſo iſt das ganze Volk bereit, mit ihm in den Tod zu gehen und ihm zu helfen, die Länder jenſeit der Oſtſee wieder zu gewinnen, die ſeiner Väter geweſen. Will er nicht, ſo mag er den Unwillen des Volkes fürchten, des Volkes, welches ſchon früher fünf nicht minder hochmüthige Könige auf dem Mora-Thing erſäufte.“ Der kühnen Rede gab der ganze Kreis auf gewöhnliche Art, durch Waffengeklirr, ſeinen Beifall; Olof aber war, wie ſich das von ſelbſt verſteht, weder zweifelhaft noch ſäumig in ſeiner Wahl. Torgny mag dem Frieden mit Norwegen nicht gar lange überlebt haben; ihm wurde ohne Zweifel der in Lisiena-Kirchſpiel unweit der Kirche befindliche Runenſtein, ein Meiſterwerk des berühmten Bali, geſetzt; unter

Drachen- und Pferdegeſtalten iſt hier zu leſen: Katr . . dem Tornaig (oder Torgny) ihrem guten Mann, und dem Jorundr und Abiörn. Dieſer Name Abiörn iſt beſonders merkwürdig, weil er auch ſpäter häufig bei dieſem Geſchlechte vorkommt.

Sirten Sirtenſon zu Toſta und ſein Sohn Nils, beide Reichsräthe, waren unter den erſten Schweden, welche in gerechtem Abſcheu der an den Kindern von König Knut Erikſon verübten Grauſamkeit die Waffen gegen den Mörder erhoben und dem Prinzen Erik Knutſon, der allein dem Blutbade in Elgarähs entkommen war, halfen, den Thron ſeines Vaters wieder einzunehmen, 1205 — 1210. Für ſein Geſchlecht aber iſt Sirten Sirtenſon noch wichtiger als Stammvater aller ſchwediſchen Oxenſtjerna und Sparre: denn von ſeinem Sohne Knut Sirtenſon kommen die Sparre von Hiulſtad und Engſö her, die einen rothen Sparren im goldenen Felde führten, und ſein Enkel Abiörn Sirtenſon zu Toſta, Saleſtad und Engſö, verheurathete ſich mit der Tochter des Reichsrathes Nils Bengtſon, aus dem alten Oxenſtjernaſchen Hauſe zu Langſerum in Smaland, bei Nydala-Kloſter, in dem Kirchſpiele Svenerum, in Waſtra-Härad; dieſes Sohn aber, Nils Abiörnſon, nahm nach dem Erlöſchen der Smalandſchen Oxenſtjerna ihren Namen und ihr Wappen an und vererbte dieſelben auf ſeine Nachkommenſchaft. Es iſt das der nämliche Nils Abiörnſon, der als einer der einflußreichſten Räthe von König Magnus Erikſon vorkommt und der im J. 1325 Bergshammar auf Togdö und Stenby, auf Thoſterö, an den Dompropſt zu Strengnäs um 500 Mark verkaufte. Des Nils Sohn, Bengt, der noch im J. 1365 als Reichsrath lebte, wurde in ſeiner Ehe mit Brigitta ein Vater von drei Kindern: die Tochter, Martha, heurathete den Guſtav Sture; ein Sohn, Arfwed, war Erzbiſchof zu Upſala (?); der andere, der Reichsrath Johann auf Saleſtad, war verheurathet und Vater zweier Söhne, des Nils Jönſon und des Bengt Jönſon. Nils Jönſon, auf Diursholm und Fräſewick, nahm ſchon unter Eriks von Pommern Regierung lebhaften Antheil an allen politiſchen Bewegungen, wie er dann im J. 1436 bei der Belagerung von Stockholm den Angriff auf die weſtliche Stadtſeite leitete, wurde

als Reichsrath 1442 von König Chriſtoph während deſſen Reiſe nach Norwegen zu einem der fünf Reichsvorſteher ernannt und regierte nach Chriſtophs Tod unter gleichem Titel, unter dem alleinigen Beiſtande ſeines Bruders Bengt, das ganze Reich. Dagegen ſcheiterte er in dem Beſtreben, bei der vorgenommenen Königswahl ſich ſelbſt oder ſeinen Bruder auf den Thron zu erheben; nur fünf Stimmen waren für die Oxenſtjerna, 63 für Karl Knutſon Bonde, 20. Jun. 1448. Nils Sohn, Erik Nilſon, kommt im J. 1456 als des Königs Karl Marſchalk vor, ward aber ſpäter dieſes Königs erbitterter Gegner. Sein Bruder Bengt Jönſon, auf Saleſtad, erſcheint im J. 1442 und 1448 in dem wichtigen Amte eines Reichsvorſtehers als ſeines Bruders College und zugleich als Reichsmarſchalk.

Von deſſen Söhnen wurde Jöns Bengtſon, nach des Erzbiſchofs Nils Tod, im J. 1448 von den Domherren zu Upſala zu ihrem Erzbiſchof erwählt und ſowohl von dem Papſt als von dem Concilium zu Baſel beſtätigt. Kaum als Erzbiſchof inſtallirt, hatte er ſeine ganze Aufmerkſamkeit der bevorſtehenden Königswahl zuzuwenden. Mit der geſamten Geiſtlichkeit behauptete er, eine rechtmäßige Wahl könne nur durch die Abgeordneten der drei in der Calmarſchen Union begriffenen Reiche geſchehen. Als aber ſein Vater und ſein Oheim als Bewerber um die Krone auftraten, mußte die erzbiſchöfliche Partei unterliegen. Jöns meinte den in Stockholm verſammelten Reichstag durch ſeine Abreiſe nach Upſala zu zerreißen, erleichterte aber dadurch nur den vollſtändigen Sieg der Gegenpartei. Karl Knutſon wurde gewählt zu des Erzbiſchofs nicht geringer Beſtürzung, der aber doch nach Stockholm kam, dem König huldigte und von ihm die Härade Oelande und Norunda, in Upland, als Lehen empfing. Sein Groll gegen Karl war aber hiermit nicht beſchwichtigt, vielmehr trat er in geheime Verbindungen mit Dänemark, als deren erſte Folge der für Karl Knutſon ſo nachtheilige Halmſtader Vertrag vom J. 1450 betrachtet werden muß. Den Erzbiſchof dafür zu züchtigen, wurde ihm das neuerlich erworbene Lehen Borkholm genommen, und ſein und der geſamten Geiſtlichkeit Mißvergnügen, gleichwie es der

Dänen Hoffnungen steigerte, beschleunigte den Ausbruch des Krieges. Westergothland wurde durch des Erzbischofs Einfluß vermocht, dem König von Dänemark zu huldigen; er selbst aber, obgleich er alle für die Lösung des Palliums aufgebrachten Gelder zu besserer Verwahrung seiner Burg Stäke anwendete, wagte es noch nicht, offene Feindseligkeiten zu verüben. Er suchte vielmehr und erhielt Verzeihung für das Vorgefallene, und das Reich hätte sich vielleicht einiger Ruhe erfreuen können, wäre nicht durch die von König Karl im J. 1453 verordnete Untersuchung des geistlichen Eigenthums, der eine Reduction folgen sollte, eine wahrhaftige Herausforderung an die Geistlichkeit ergangen.

Ehe Jöns den keck hingeworfenen Handschuh aufnahm, wollte er wenigstens den Versuch machen, seine eigenen Ansprüche durchzusetzen. Er forderte Ersatz für einige im Dienste der Krone verlorene Schiffe, vornehmlich aber die Rückgabe der ihm entrissenen Lehen. Die zu Stockholm auf dem Reichstag von 1457 versammelten Reichsherren fanden den Anspruch billig und meinten, der König müsse ihm gerecht werden. Aber Karl wollte sich nicht übereilen und dachte vielmehr mit Freundlichkeit und glatten Worten zu bezahlen. Am Sonntag nach St. Kanuts Tag, dem Ende der Julfeier, richtete er die Hochzeit seiner Muhme Brigitta Bonde auf dem Schlosse zu Stockholm aus, und die Großen wurden bei dieser Gelegenheit auf das Herrlichste bewirthet. Der Erzbischof und der Bischof Sigge von Strengnäs saßen an des Königs Seite, aßen und tranken wie die Uebrigen drei Tage lang mit ihm aus einer Schüssel und einem Becher und machten sich lustig wie er, so daß nur Eintracht und Vertrauen zu walten schienen. Des Erzbischofs Mutterbruder, Nils Christerson Wasa, saß als Drost, sein Vatersbrudersohn, Erik Nilson Oxenstjerna, als Marschalk zu Tische, beide voll Aufmerksamkeit für den König, aber bereits mit dem Prälaten im Einverständniß. Der Reichsrath fand es nöthig, daß der König Truppen sammle, um den Dänen Borckholm wieder zu entreißen; dieser Ansicht nachgebend, brach Karl nach Kalmar auf, und solche Gelegenheit nahm der Erzbischof wahr, um seinen Groll zu äußern. Zuerst ließ er des Königs Vogt, den Hakan Suenson, greifen und zu Salestad

einkerkern. Darauf heftete er an die Hauptthüre des Doms zu Upſala einen Fehdebrief, worin er dem König Karl die Treue aufſagte; dieſer habe, hieß es in dem Briefe, Geiſtliche und Weltliche unterdrückt, ſich mit dem Laſter der Ketzerei befleckt, böſe Diener gehalten, das Reich in langwierige Kriege verwickelt und allen guten Rath verachtet. Dann zog Jöns ſelbſt nach ſeiner Domkirche, legte Hut und Stab auf St. Eriks Schrein nieder, waffnete ſich mit Harniſch und Helm, umgürtete ſich mit dem Schwert und gelobte, daſſelbe nicht in die Scheide zu werfen, es ſei dann Schwedens Zuſtand anders geworden.

Während ſeine Reiſige des Königs nächſt belegene Höfe plünderten, ließ er ſich von dem Landvolke huldigen; dann zog er, verſtärkt durch die aufgebotenen Dalkerle, über Weſteräs aus, den König aufzuſuchen. Auf halbem Wege trat Karl ihm, zwar nur mit geringer Macht, entgegen. Gleichſam als wolle er ſein geringes Häuflein noch mehr in Gefahr bringen, machte der König bei Togde und Elgſund, unweit Strengnäs Halt, 9. Febr. 1457, und ließ bei der ſtrengen Kälte das Volk ſich wärmen, kochen und trinken, wie jedem beliebte. Plötzlich fiel der Erzbiſchof über die berauſchten ſchlaftrunkenen Reiter her; ſie ſtellten ſich in Unordnung auf dem Eiſe bei Kungsberg, wurden aber ſogleich zerſtreut, und der von Allen verlaſſene, ſchwer verwundete König entrann kümmerlich nach Stockholm. Hier meinte er ſich zu vertheidigen; aber der Erzbiſchof folgte ihm auf dem Fuße. Die Belagerung begann mit Ernſt; in einem Ausfall lernte der König nicht nur der Bürger Feigheit, ſondern auch ihre Neigung zu Verrath kennen, und er fand es zuletzt gerathen, bei Nacht und Nebel zu Schiff zu gehen und nach Danzig zu flüchten. Die Stadt wurde alsbald übergeben, alle Feſtungen des Reiches, bis auf das einzige Kalmar, folgten dieſem Beiſpiel, und Jöns trat als Schwedens Fürſt und Vorſteher an die Spitze der Geſchäfte, erwirkte für ſich, ſeinen Kanzler und ſeine Capelläne päpſtliche Abſolution, daß er mit gewaltſamer Hand ſeinen König, der zwar in der Bulle ein Tyrann und Prieſterfeind genannt wird, aus dem Lande getrieben hatte, und empfing von dem Reichsrath die Zuſage, daß alle von ihm dem Reich zum Beſten ge-

machten Schulden bezahlt werden ſollten, und zugleich eine Dankſagung, daß er das Vaterland aus der Knechtſchaft erlöſet habe.

Jöns war indeſſen keineswegs geſonnen, im eigenen Namen zu regieren, er wollte den König von Dänemark, Chriſtian I vorſchieben und zweifelte nicht, von deſſen Dankbarkeit den Beſitz der höchſten Gewalt ohne ihre Verantwortlichkeit zu erlangen. Die eine Hälfte ſeines Beſtrebens war bald erreicht: Chriſtian wurde am 24. Juni 1457 auf Morawieſe zum König von Schweden erwählt und ſtellte zur Stunde eine Urkunde aus, wodurch er den Erzbiſchof und deſſen Erben von allem Anſpruch wegen erhobener und auf den Krieg mit Karl Knutſon verwendeten Gelder losgab, ihm auch erlaubte, Almar-Stäke als ein Kirchenſchloß nach Gefallen zu bauen und zu nutzen; aber wenn Jöns gerechnet hatte, in Chriſtians Namen Schweden zu beherrſchen, ſo hatte er ſich geirrt: ein ſehr ausgedehnter Einfluß war das Einzige, ſo der thätige König ihm zukommen ließ, und auch dieſen ſuchte Chriſtian allgemach zu mindern. Im Begriff, einen Zug nach Finnland vorzunehmen, 1462, übertrug er dem Erzbiſchof die Erhebung einer ſchweren und darum ſehr gehäſſigen Steuer. Aber bei ſeiner Zurückkunft fand er ſtatt des Geldes nur ein allgemeines und drohendes Mißvergnügen. Ihm ſchien es, als habe der Prälat allein daſſelbe veranlaßt, und Chriſtian ließ denſelben verhaften, auch im J. 1463 das Schloß Stäke wegnehmen. Augenblicklich empörten ſich die Bauern von Upland, und der Papſt befahl den Erzbiſchöfen von Riga und Magdeburg und dem Biſchof von Strengnäs, den König mit dem Bann zu belegen, wenn er nicht ſofort den Erzbiſchof freigebe. Aber Chriſtian meiſterte den Aufruhr, zwang den Erzbiſchof, ſich vor dem Reichstag zu verantworten, Sept. 1463, und ließ ihn, ungeachtet ſeiner gediegenen Vertheidigung, nach Kopenhagen abführen.

Jetzt trat indeſſen der Biſchof von Linköping, Kettil Karlſon Waſa, als der Vertheidiger der Kirche auf; ſeine Siege riefen den König Karl Knutſon aus der Verbannung zurück, und Chriſtian, in der Hoffnung, die wankende Krone auf ſeinem Haupte zu befeſtigen, verglich ſich mit dem Erzbiſchof und gab

ihm Vollmacht, mit den abgefallenen ſchwediſchen Herren zu handeln, und Verſicherung, daß er fortan allen ein huldvoller König ſein wolle, 1464. Des Erzbiſchofs Rückkehr zeigte ſich alsbald verderblich für Karl Knutſon; ſeine Anhänger, Biſchof Kettil an der Spitze, verließen ihn. Jöns kam nach Upſala, bewilligte einen Nachlaß in den Steuern, beſtellte mehre Reichsvorſteher, worunter Biſchof Kettil, nahm Karls Vögte gefangen, ſammelte Truppen und handelte überhaupt als ein König. Unweit Upſala ſtieß er auf das königliche, von Bo Dyre Karlſon Bonde geführte Heer; ſtatt der erwarteten Schlacht kam es am 14. Dec. 1464 zu einem Waffenſtillſtand, der mit Dreikönigen ablaufen ſollte. Bonde entließ den größten Theil ſeines Heeres; der Reſt wurde von dem Biſchof von Linköping angegriffen und zerſtreut. Die Belagerung von Stockholm begann unmittelbar mit Ablauf des Waffenſtillſtandes, und nach dem auf dem Eiſe gegen den Riddarholm am 23. Januar 1465 gelieferten Treffen fand Karl keinen andern Ausweg, als vor der Kirche die Knie zu beugen, der Krone zu entſagen und ſich lediglich den Beſitz von Raſeborg und einem Theile von Finnland zu bedingen.

Kurz vorher hatte der Erzbiſchof geſucht, ſeine Verhältniſſe zu einem künftigen König feſtzuſtellen, und war ihm von den Biſchöfen und der Mehrheit der Reichsräthe für den erlittenen Schaden und die unverſchuldete Gefangenſchaft Stäkes-Lehen auf immer, doch daß es der König mit 10,000 Mark Stockholmiſch löſen möge, zugeſprochen worden. Mancherlei Umſtände verzögerten indeſſen die Wirkung dieſes Entſcheids, und erſt im folgenden Jahre konnte die Beſitznahme der Burg erfolgen; zugleich wurden auch die Krongefälle aus der Stadt Upſala dem Erzbiſchof übergeben. Dagegen verſchrieb er ſich d. d. Wadſtena, Lichtmeſſe 1466, zwei Pfründen von 100 Mark jährlich, die von dem Reichsrath geſtiftet worden, zu unterhalten; wollte der König hierin eine Aenderung treffen, ſo müſſe er Stäke mit 12,000 Mark löſen und für ewige Zeiten zwei Singmeſſen zu Ehren der Reichspatronen ſtiften. Noch mehr verzögerte ſich das Geſchäft, um deſſen willen Jöns eigentlich zurückgekommen war;

denn obgleich er als Reichsvorſteher mit der Krone Schlöſſern und Gerechtſamen nach Belieben ſchaltete, ſo durfte er doch bei des Volkes Abneigung gegen die däniſche Regierung kaum den Namen Chriſtians nennen. Er dachte ſich des Hauptes der Oppoſition, des Nils Boſon Sture zu Ekſiö und Penningby zu entledigen, wollte denſelben zu ſich locken, dann in Penningby greifen laſſen; aber Sture entkam nach Finnland, und bei der fortdauernden Widerſpenſtigkeit des Reichstages von Wadſtena war ſchon der Vertrag von Jonköping, die indirecte darin ausgeſprochene Beſtätigung der Kalmarſchen Union, als ein ſehr bedeutender Fortſchritt zu Chriſtians Gunſten zu betrachten. Aber auch dagegen erhob ſich alsbald mächtiger Einſpruch, insbeſondere von Seiten des Pfandbeſitzers von Gothland, des Iſwar Axelſon Tott; des Erzbiſchofs nützlichſter Verbündeter, der Biſchof Kettil wurde ihm durch den Tod entriſſen; der aus Finnland wieder eingetroffene Nils Sture klagte ihn vor dem Reichstag an.

Unter ſolchen Umſtänden mußte der Erzbiſchof eine beſtimmtere Richtung annehmen. Seine Gewalt zu ſanctioniren, ließ er ſich von einer freilich nicht vollzähligen Reichsverſammlung in Telje zum Reichsvorſteher erklären, und ſuchte ſich des Schloſſes zu Stockholm zu verſichern, indem er daſſelbe an Iſwar Gren übergab und von demſelben Verſicherung nahm, daß das Schloß zunächſt ihm, dann dem König Chriſtian, deſſen Gemahlin und Kindern zu Handen gehalten werden ſolle. Dieſer letzte Zuſatz öffnete Allen und Jedem die Augen. Ein unabhängiger Reichstag ſammelte ſich zu Stockholm; das Schloß wurde dem Erzbiſchof abgedrängt, und Nils Sture, der ſeine Abſicht, den König Karl wieder auf den Thron zu erheben, öffentlich ausſprach, plünderte den erzbiſchöflichen Schatz in Geſle, nahm Jöns Vögte gefangen und fand überall Anhang. Unter dem Vorwand einer Wallfahrt zu St. Brigitten Heiligthum in Wadſtena näherte Jöns ſich den Grenzen von Dänemark. Während er hier mit König Chriſtian über den weitern Betrieb ihres gemeinſamen Unternehmens handelte, Neujahr 1467, ſiegten ſeine Feldherren, Erik Nilſon Oxenſtjerna und Erik Karlſon Waſa bei Arboga und in Helſingland. Schon war Stockholm von allen Seiten ein-

geſchloſſen; der Erzbiſchof ſelbſt hatte ſich, von däniſchen Völkern begleitet, bei der Belagerung eingefunden: aber Erik Oxenſtjerna, der auf der Seite von Nerike den Angriff führte, ließ ſich von dem unter Ifwar Sture herbeieilenden Entſatz ſchlagen, und die Belagerung mußte aufgehoben werden. Gleich darauf erlitt Erik Waſa bei Weſteräs von den Sturen und den Dalkerlen eine gleiche Niederlage, und ganz Schweden erhob ſich, um den König Karl zurückzurufen. Dem Erzbiſchof brach das ſtolze Herz; er begab ſich nach Borkholm auf Oeland, um in der Einſamkeit zu trauern, und ſtarb daſelbſt den 15. Dec. 1467.

Des Erzbiſchofs Brüder, Chriſter Bengtſon und David Bengtſon folgten in allen Dingen der politiſchen Anſicht ihres Bruders, und iſt unter ihnen Chriſter merkwürdiger, weil von ihm das ganze folgende Geſchlecht Oxenſtjerna abſtammt. Einer ſeiner Söhne, jener Sten Chriſterſon, dem bei einer Grenzbeſichtigung, durch Entſcheid vom Montag nach St. Eriks Tag 1500, der Lachsfang bei Elfkarleby, bisher ein Zubehör von Saleſtad, abgeſprochen worden, ließ, um ſich dafür zu rächen, den königlichen Vogt erſchlagen, veranlaßte dadurch den Ausbruch der Empörung gegen König Johann II und wurde dafür, ſamt den andern Herren des ſchwediſchen Rathes, durch den in Kalmar verſammelten Reichsrath von Dänemark und Norwegen für einen Meineidigen und Aufrührer und aller Güter und Freiheit, ſeiner Ehre und ſeines Adels für verluſtig erklärt, 1505. Zuletzt ließ er ſich mit dem Erzbiſchof Trolle in eine geheime Verbindung gegen den Reichsvorſteher Sten Sture ein; weil er aber das Geheimniß nicht zu bewahren wußte, wurde er von dem Reichsvorſteher in der Burg zu Nyköping, die ihm anvertraut war, überfallen und gefangen weggeführt. Seine Geſtändniſſe, ſo umfaſſend ſie auch waren, konnten ihm die Freiheit nicht wieder verſchaffen, er ſtarb im Gefängniß 15. Aug. 1516.

Chriſters anderer Sohn, Bengt, auf Saleſtad, Mörby und Steninge, wurde im J. 1476 Reichsrath, in welcher Eigenſchaft auch ſein mit Anna Seſted vermählter Sohn, Chriſter Bengtſon, auf Mörby und Steninge, der einzige Stammhalter des Geſchlechts, erſcheint. Dieſes jüngern Chriſter Sohn, Gabriel Chriſterſon

Oxenſtjerna, auf Eka und Lindö, Freiherr auf Mörby und Steninge, Herr auf Gäddeholm und Fanö, wurde ſchon im J. 1544, nachdem er früher Mönch geweſen, zum Reichsrath ernannt und am 4. Oct. 1559 mit der Bewahrung von Stockholm, Stadt und Schloß, betrauet. Am Krönungstage, 29. Jun. 1561, erhielt er von König Erich XIV den Freiherrnſtand und die Würde eines Reichsmarſchalls; am 1. Jul. 1568 wurde er Admiral von der ganzen königlichen Flotte, am 12. Oct. 1568 Statthalter von Eſthland und 1569 Lagman von Südermanland. Er ſtarb im J. 1585, aus ſeiner Ehe mit Beata, einer Tochter des Erik Trolle auf Ekholm und Lagnö, ſechs Söhne und fünf Töchter hinterlaſſend. Von den Söhnen ſind insbeſondere Guſtav und Bengt, als Stifter der Linien in Kronburg und Korsholm, zu merken. Guſtav Gabrielſon, zu Fiholm, Rinkeſtad und Fanö, war mit Barbara Bjelke verheurathet, diente in der Jugend wider die Spanier in den Niederlanden, wider die Türken in Ungern, und war als Reichsrath in den Händen des Herzogs Karl ein ſehr nützliches Werkzeug, um den Sturz des Königs Sigismund herbeizuführen. Ein Sohn von ihm war der berühmte Reichskanzler Axel Oxenſtjerna Freiherr zu Fiholm, Kinitha und Tidöe.

Geboren zu Fanö in Upland, 16. Juni 1584, genoß Axel anfänglich eine ſtrenge und, wie es ſcheint, für die Kirche beſtimmte Erziehung. Man gab ihm den, nachmals als Biſchof zu Abo bekannt gewordenen Iſaak Rothorius zum Lehrer, einen jungen Mann, der arm, doch kenntnißreich, ſich die Liebe ſeines lernbegierigen Zöglings erwarb und dieſelbe ſtets bis an ſeinen Tod bewahrte. Nach dem Tode ſeines Vaters, 18. Januar 1597, wurde der junge Axel mit ſeinen Brüderu unter der Aufſicht des Rothorius von ſeiner vorſichtigen Mutter ins Ausland geſchickt, theils um ſich beſſer ausbilden zu können, theils damit er den damaligen politiſchen Ereigniſſen in Schweden fern bleibe. Axel ging mit ſeiner Begleitung nach Deutſchland, ſtudirte fünf Jahre lang in Roſtock, Jena und Wittenberg Theologie, Staats- und Rechtswiſſenſchaften neben den alten und einigen neuern Sprachen, unter welchen ihm die lateiniſche und deutſche

am geläufigſten wurden, und lag zugleich den damals üblichen Ritterübungen ob. In Wittenberg hielt er mehre Disputationen. Hierauf beſuchte er etliche angeſehene deutſche Städte und Höfe; aber auf die Verfügung Karls IX, welche alle im Ausland lebenden ſchwediſchen Edelleute zurückrief, begab ſich Axel im J. 1603 wieder in die Heimath. Als Kammerjunker an den Hof gezogen, und im J. 1606 zu einer Geſandtſchaft nach Mecklenburg verwendet, dann in Anerkennung ſeiner Geſchicklichkeit 1609 in den Reichsrath gezogen, wurde er, Jul. 1609, dem Hofkanzler beigegeben in der Sendung, die widerſpenſtige Handelsſtadt Reval zur Nachgiebigkeit zu zwingen. Weniger glücklich war Axels Sendung nach Dänemark zu Anfang des Jahrs 1610, wo er die Streitigkeiten beider Reiche durch einen dauerhaften Frieden beilegen ſollte. Dennoch aber ſoll der alternde König Karl IX den jungen Staatsmann ſo zu ſchätzen gewußt haben, daß er in ſeinem letzten Willen ihn zu einem der ſechs Reichsräthe ernannte, welche unter dem Präſidium der Königin Mutter und des Herzogs Johann, bis dahin der Kronerbe das 18te Jahr erreiche, die Vormundſchaft führen ſollten. Vielleicht war es Karls Abſicht, hierdurch den hohen Adel, welchen er ſo ſchwer mißhandelt hatte, für den jungen Fürſten zu gewinnen. Guſtav Adolf und ſein Rathgeber Oxenſtjerna glaubte jedoch, dieſes auf kürzerm Wege erreichen und zugleich die Nachtheile beſeitigen zu können, welche die Anwendung jener Vorſchrift herbeiführen mußte. Denn ein achtköpfiges Regiment taugte nicht für eine wenig befeſtigte Herrſchaft, die auf allen Seiten von drohenden Gefahren umgeben. Im Namen der königlichen Wittwe, des Herzogs Johann und der ſechs Reichsräthe wurde ein Landtag nach Nyköping ausgeſchrieben. Anfangs Dec. 1611 traten die Stände zuſammen. Den 10. erfolgte der erſte Vortrag, noch in der Regentſchaft Namen. Mehre Tage vergingen in lebhaften Unterhandlungen zwiſchen Guſtav Adolf, ſeiner Mutter, den übrigen Vormündern und der Ritterſchaft. Den 17. Dec. ließ die verwittwete Königin dem Landtag durch Oxenſtjerna eröffnen, daß ſie nicht geſonnen ſei, länger an der Regierung Theil zu nehmen, hingegen wünſche, ihren Sohn Guſtav

Adolf, nachdem derſelbe nun ſein 18tes Jahr angetreten, für mündig und zum Herrſcher des Reichs erklärt zu ſehen. Ihrem Beiſpiel folgte Herzog Johann, der zugleich die feierliche Entſagung auf ſein Recht zur Krone wiederholte. Adel und Prieſterſtand wurden durch umfaſſende Conceſſionen gewonnen, und der jugendliche Herrſcher empfing die Huldigung der geſamten Stände.

In Anerkennung ſeiner Verdienſte um dieſe Angelegenheit wurde Axel am 6. Jan. 1612 zum Reichskanzler ernannt, jedoch iſt er damit nicht ſofort zur Alleinherrſchaft im Cabinet gelangt. Längere Zeit mußte er ſie mit Johann Skytte theilen, der Sage nach ein natürlicher Sohn K. Karls IX, welcher der Erzieher Guſtav Adolfs geweſen. Es erzählte um 1680 Graf Lindſköld, nach einer in Guſtav Adolfs Zeit hinaufreichenden Tradition: „Herr Johann Skytte war heimlich in politiſchem Streit mit dem Reichskanzler Oxenſtjerna. Skytte wollte vollends Kohlen machen aus dem alten vornehmen Adel, deſſen Anmaßung K. Karl IX ſo mächtig gebrochen hatte. Der König glaubte, daß er nunmehr nicht ſo gar gefährlich wäre, und daß, da Se. Majeſtät beide Parteien kurz hielt und beiden ſchmeichelte, könne es wohl hingehen, daß ſie auf einander wachten, nicht aber, daß ſie juſt obenauf käme. Der König hatte überdies ſeine eigenen Gedanken an Skyttes Idee und deren Folgen für die königliche Macht ſelbſt in größerm Verdacht, als die nunmehrigen Projecte des alten Adels. Er äußerte gegen den klugen Sten Bjelke, zu welchem er großes Vertrauen hegte: „„Die Skyttianer mögen wohl den Gedanken haben, ohne König zu regieren, während ihr Andern ihn doch wenigſtens für den Schein haben wollt. Der Adel iſt ein Mittelſtand, inſonders die Reichen, der den Skyttinern die Wage halten kann, um zu hindern, daß ſie den König nicht unter ihre ſchmeichelnde Katzenpfote krällen. Ihr Andern ſeid von Natur zu vornehm, einen ſo anzugehen: man muß ſich bloß wahren vor Euch, daß Ihr nicht das Steuer führt im Namen des Königs; denn die Ariſtocratie iſt gar harthändig. Ich halte aber doch mit dem Reichskanzler, daß die Demokraten dagegen blutdürſtig ſind, wenn ſie zur Macht kommen. Ueberdies grünt keine gloire über ihrem ewigen Streiten und Zanken;

das beweiſet zu allen Zeiten die Regierungsweiſe dieſer Partei, und beklagenswerth der König, der ſich von ihrer Lockſpeiſe bethören läßt, die ſchlimmer als der harte Händedruck der Andern.""

Wenn aber Skytte die Incunabeln einer demokratiſchen Partei vorſtellt, ſo zeigte ſich Oxenſtjerna als der entſchiedenſte Gegner ſolcher Tendenzen, als eingefleiſchter Ariſtokrat. „Es iſt disreputirlich," ſagte er im Rath, „von subditorum motibus zu reden. Gibt man nach, ſo folgt innerer Aufruhr. Weigert man subditis in ſolchen Fällen das Wort, ſo pflichtet man bei und ſchleppt tyrannidem in rempublicam et rerum omnium confusionem. In ſolchen Fällen, wo Einer ſein Vaterland opprimiren ſieht, alle jura majestatis über den Haufen werfen, und das ganze regnum in formam provinciae redigiren, ſollte man da Einen zum Schweigen überreden können? Das iſt ein Unterfangen, das viele Köpfe koſtet. Hätten unſere Vorfahren unter Engelbrecht und dem alten König Guſtav nicht eine gute Reſolution gefaßt, ſo hätte uns der heutige Tag unter Dänemark gefunden mit derſelben Condition wie Norwegen." In einer ſpätern Sitzung von 1650 äußert er: „Jedermann weiß, welche bestia respublica iſt. Schweden kann nur regie gubernirt werden. In Schweden iſt populus am mächtigſten, wenn nicht von regibus Zucht gehalten wird." Viel zu ſcharfſinnig war Guſtav Adolf, um nicht unter zwei Uebeln das minder bedrohliche zu wählen. In der mildeſten Weiſe, allmälig wurde Skytte bei Seite geſchoben.

Am 6. Juli 1613 klagt Skytte in einem Schreiben an Oxenſtjerna, er werde in ſeiner Ruhe geſtört, durch mancherlei Aufträge ſuche man ihn von der Perſon des Königs zu entfernen; ſolches geſchehe mit des Königs Willen, und ſei es in Frage geweſen, ob er nicht gänzlich ſeines Dienſtes zu entlaſſen. Der Kanzler möge doch ſolchen Plänen entgegenwirken, und ſcheint dieſer auch des gedemüthigten Feinds ſich angenommen zu haben. Aber der Groll blieb auf beiden Seiten lebendig. „Ihr habt Euch vermuthlich in das Leſen Machiavells vertieft," redete Oxenſtjerna den Collegen vom Reichsrath an, der auf ſich warten laſſen. „Ihr kennt ihn von Natur aus," entgegnete Skytte. Im Jul. 1636 nach Stockholm zurückgekehrt, ſpeiſete der Reichs-

kanzler bei Skytte, und es fragte deſſen Enkel: „Iſt das einer der fünf Könige?“ Das verwies der Großvater dem Knaben. Oxenſtjerna, niemals ſeiner Sitte wegen geprieſen, lächelte und ſprach: „Das Ferkel grunzt der Sau nach.“ Mit einer von Skytte im Rath vorgebrachten Meinung nicht einverſtanden, äußerte er: »Rem acu tetigisti,« eine Anſpielung auf das Gewerbe des Bürgermeiſters zu Nyköping, der vor dem Geſetz als Skyttes Vater geltend, im gemeinen Leben Bengt Schneider hieß.

Allem Anſehen nach that mehr noch als Oxenſtjernas politiſche Richtung und was er auf dem Landtag zu Nyköping geleiſtet, um ſeinen Sieg über Skytte zu entſcheiden, ſeine adminiſtrative Tüchtigkeit. Geld und Soldaten waren die Dinge, deren vorall für ſeine weitausgehenden Abſichten der König bedurfte. Das Conſcriptionsgeſetz, nach Oxenſtjernas Entwurf durchgeführt, ſchuf eine militairiſche Macht, wie ſie keinem andern Herrſcher zu Gebot ſtand. In finanzieller Hinſicht iſt Oxenſtjerna weit über ſeine Zeit hinausgegangen, der eigentliche Erfinder des großen Grundſatzes geworden, worauf die ganze Staatsklugheit unſerer Zeit beruhet, die Einnahme zu dem Betrag der Ausgabe zu erheben, nachdem Jahrhunderte lang beſchränkte Köpfe ſich abgemühet hatten, die Ausgabe nach der Einnahme zu reguliren, kleinliches Streben, das niemals zu Großem führen kann. Schwere Opfer, namentlich in den vielen Monopolen, hat der Reichskanzler ſeinem armen Vaterland abgefordert. Dazu wußte er als reicher Grundbeſitzer trefflich ſich vorzubereiten. Er war vorlängſt ſeiner Bauern Tyrann geworden, wie er denn noch heute bei Schwedens Bauerſchaft in fürchterlichem Andenken ſteht. Das iſt ein Zug, der nicht ſelten bei den Heroen des Liberalismus, bei den ausgezeichneteſten Beglückern der Menſchheit ſich ergibt. Der König, welcher jedem ſeiner Unterthanen für den Sonntag ein Huhn im Topfe wünſchte, und ſein geprieſener Miniſter Sully werden von unparteiiſchen Zeitgenoſſen als die unbarmherzigſten Bauernſchinder geſchildert. Der citoyen des deux mondes, la Fayette war für die Neger ſeiner Plantage auf Cayenne ein möglichſt ungnädiger Gebieter. Daß Oxenſtjerna ebenfalls zu den Befreiern und Beglückern der

Menſchheit gehört, iſt für uns Deutſche zwei Jahrhunderte lang eine ungezweifelte Wahrheit geweſen. Er hat unſere Freiheit gerettet, ſo ſagten einſtimmig die Weiſen der Nation, und erſt in der neueſten Zeit hat die Anſicht ſich geltend gemacht, daß die Freiheit, wie er ſie uns gebracht, nur den Höchſtbeglückten zu gute kommt, daß die Maſſe des Volkes von ihr nicht den mindeſten Genuß hat, daß ſie vielmehr die ſchreckliche Verarmung und Herabwürdigung des Volkes beſtimmt, des Volkes, welches, durch die Natur auserſehen, das erſte der Erde zu werden, nur mehr ein Volk von Heloten iſt.

Von des jugendlichen Königs reifem Urtheil, wie von ſeines Miniſters Geſchäftstüchtigkeit zeugt die Unwandelbarkeit der zwiſchen ihnen beſtehenden Beziehungen. Meinungsverſchiedenheit, die nicht ſelten auffallend hervortrat, ſtörte das trauliche Verhältniß im mindeſten nicht. Beide hatten, dieſer von jenem und jener von dieſem, eine hohe Meinung. Entlud ſich des Königs ſtürmiſches Weſen in Ungeduld über des Reichskanzlers Ruhe und Bedenklichkeiten, ſo dämpfte dieſer mild die unzeitige Hitze, und war das nicht möglich, ſo pflegte der König ihm die Sachen zuzuweiſen, damit die Heftigkeit, wenn ſie nicht gezügelt werden konnte, keinen Schaden verurſache. Dieſe Ruhe und Beſonnenheit war Urſache, daß Oxenſtjerna die Perſonen, mit denen er zu thun hatte, leicht durchſchauen lernte. Ohne ihn hätte der König, was er auch ſelbſt geſtand, nicht unternehmen können, was er mit Erſtaunen der Mit- und Nachwelt vollbrachte. Gleich nach der Thronbeſteigung riefen die von Karl IX ererbten Kriege den Sohn an die Grenzen des Reichs und über dieſelben hinaus, während ſein Freund und Miniſter Oxenſtjerna ihm theils dort rathend zur Seite ſtand, theils die innern Angelegenheiten des zerrütteten Reiches verwaltete. Der Frieden mit Dänemark mußte durch große Opfer erkauft werden; deſto glänzender dem Schein nach fiel der Frieden mit Rußland, 1617, aus. Als dieſe beiden Kriege geendet und die Unruhen im Innern des Reichs gedämpft worden, rieth Oxenſtjerna die Krönung vorzunehmen. Sie erfolgte am 12. Oct. 1617, wobei der Reichskanzler zum Ritter geſchlagen wurde. Die Beilegung

neuen Zwiſtes mit Dänemark beſchäftigte ihn hierauf ſo angelegentlich, als die Bekämpfung der leidenſchaftlichen Liebe ſeines Monarchen für die ſchöne Ebba Brahe, wobei die Königin Mutter treulich ihm beiſtand. Als aber Guſtav Adolf auf ſeiner Reiſe nach Deutſchland die Brandenburgiſche Prinzeſſin Maria Eleonora kennen gelernt und ſie ſich zur Gemahlin erwählt hatte, wurde Oxenſtjerna im Aug. 1620 nach Berlin geſchickt, um das Ehebündniß abzuſchließen. Er führte im Oct. n. J. die königliche Braut nach Stockholm.

Im folgenden Jahre begann der König den Krieg mit Sigismund von Polen, des Wahlreichs ſollte dieſer, wie früher des Erbreichs entſetzt werden; da vertraute Guſtav die Staatsverwaltung ſeinem Reichskanzler mit neun Reichsräthen als Gehülfen und Stützen zur Seite. Nur ſelten begab Axel ſich ins königliche Feldlager, und als Dänemark im J. 1624 abermals Beſorgniſſe erregte, eilte Oxenſtjerna, dieſelben durch Verhandlungen zu beſeitigen, bis der Dänenkrieg in Deutſchland, von 1625—1629, während deſſen Schweden eine zuwartende Stellung einnahm, alle Beſorgniſſe von ſelbſt zerſtörte. Im Sommer 1622 war die Eroberung von Liefland vollbracht. Noch in dieſem Jahr erhielt Oxenſtjerna in dem eroberten Lande eine reiche Dotation: man weiß, wie gern, wie häufig Guſtav Adolf das von Grotius aufgeſtellte Recht der Eroberung ausübte. Oxenſtjerna erhielt zu ſeinem Antheil die Stadt Wolmar, die Staroſtei und das Bisthum Wenden, zu welchem auch die großen Güter Schmilten und Burtneck gehörten, und hat er ſich durch Erwerbung von Cremon, Breslau, Schillingshof, Serbigall noch weiter im Lande ausgebreitet. Für Wolmar war ſeine Herrſchaft ſehr wohlthätig: er gab der Stadt einen eigenen Magiſtrat, von deſſen Ausſprüchen er zwar die Appellation ſich vorbehielt; er ließ ſie auch in regelmäßige Quadrate eintheilen und mit ſchweren Koſten durch Wälle und Graben, auch verſchiedene Baſtionen befeſtigen. Aber der Stadt Wenden war er kein ſo gütiger Herr; ſie mag ihm wegen des Bisthums gehäſſig geweſen ſein. Er bemächtigte ſich der Stadtgüter, und konnte der Abgang, welchen die Bürger dadurch in ihrer Nahrung empfanden, weder durch die neue

Befeſtigung, noch durch die grundherrliche Beſatzung, darunter auch Artillerie, noch durch den von dem Kanzler angeordneten Magiſtrat und die von ihm beſoldeten Officianten erſetzt werden.

Als im J. 1626 der Krieg ſich nach Preuſſen zog, hatte auch dahin Oxenſtjerna dem König zu folgen, nicht bloß zur Leitung der diplomatiſchen Geſchäfte, ſondern auch zur Beaufſichtigung des Kriegsweſens, ſo oft im Laufe jeden Winters die Angelegenheiten ſeines Reiches den König in die Heimath riefen. Oxenſtjerna hingegen wurde nur einmal in jener Zeit entfernt, als er im Aug. 1628 nach dem geängſtigten Stralſund geſandt ward, die Stadt mittels Bündniſſes in ſchwediſchen Schutz nahm und ſich wegen deren Vertheidigung auf ſeiner Rückkehr mit K. Chriſtian IV von Dänemark beſprach. Seine merkwürdigſte Handlung in dieſem Zeitraum bleibt jedoch der Abſchluß des ſechsjährigen Waffenſtillſtandes mit Polen, welchen der Cardinal von Richelieu durch ſeinen Unterhändler Charnacé vermitteln ließ. Daß dieſer dabei einen ſchweren Stand gehabt habe, ergab ſich bei der zweiten im Dorfe Altmark bei Stuhm gehaltenen Zuſammenkunft (die erſte war durch einen Titelſtreit vereitelt worden). Es ſollte dabei alles Zeit raubende Ceremoniell möglichſt vermieden werden. Mit abgemeſſenen Schritten näherten ſich einander die beiderſeitigen Bevollmächtigten, indem aber keiner, in der Furcht, der Ehre ſeines Gebieters irgend etwas zu vergeben, den erſten Gruß darbringen wollte, ſtarrte man einander an. Das wurde dem Podagriſten, dem polniſchen Großkanzler und Biſchof Jakob Zadzik zu lang, mit den Worten: „damit der erſte Act der Höflichkeit von den Polen ausgehe, wünſchen wir Euch ſchwediſchen Herren einen guten Morgen," machte er Anſtalt, ſich zu ſetzen, und mit der ihm ſtets zu Gebot ſtehenden göttlichen Grobheit erwiderte Oxenſtjerna: „Und damit wir nicht undankbar erſcheinen mögen, ſo wünſchen wir Euch polniſchen Herren Erleuchtung des Geiſtes."

Aus dem polniſchen entſpann ſich ſofort der deutſche Krieg. Seit längerer Zeit mit deſſen Vorbereitungen beſchäftigt, ſchrieb Guſtav Adolf an den Reichskanzler im Sommer 1629, ſein Vorhaben ihm mitzutheilen, ſeine Meinung darum zu vernehmen.

Oxenſtjerna antwortete: „Wenn ich die Schwäche unſerer Hülfsmittel und die Stärke unſerer Feinde in Erwägung ziehe, ſo kann ich unmöglich einen Angriffskrieg billigen. Angenommen auch, Eure Maj. ſetzen ihr Heer in den möglichſt beſten Stand, ſo bleibt es doch im Vergleich der zahlreichen kaiſerlichen Streitkräfte immer unbedeutend. Und womit ſoll ein ſo wichtiger Krieg beſtritten werden? Der Kaiſer oder ſeine Feldhauptleute erpreſſen von allen Ständen des deutſchen Reichs ungeheure Summen, und ihre Soldaten leben auf Koſten der Länder, die ſie in Beſitz genommen. Die unterjochten Stände, welche auf dieſe Art ihre Feſſeln ſelbſt bezahlen müſſen, ſeufzen zwar nach Befreiung, aber ſie ſind unvermögend, das Mindeſte dafür beizutragen. Schweden allein kann die großen Koſten nicht aufbringen. Ich weiß wohl, daß man für Geld Soldaten genug bekommt, allein wie geneigt ſind dieſelben zu Meutereien, ſobald die Bezahlung des Soldes verzögert wird, oder wenn man ihnen keine guten Winterquartiere verſchafft! Vortheilhafter würde es meinem Erachten nach ſein, wenn wir warteten, bis der Kaiſer uns angreift. Wir ſind zur See mächtig genug und haben für Schweden nichts zu befürchten; unſere Landmacht iſt hinreichend, Preuſſen zu vertheidigen." Auch ſpäter blieb Oxenſtjerna der Meinung, des Königs Entſchluß ſei ein fatum, dispositio divina, impetus ingenii geweſen. „Ich rieth ſeiner ſeligen Majeſtät, daß er ſich nicht mit der Armee auf deutſchen Boden begeben ſolle, — hätte der König meinen Rath befolgt, ſo wäre er arbiter totius septentrionis geworden."

Vielleicht war es dieſe Meinungsverſchiedenheit, welche den Monarchen beſtimmte, bei ſeiner Abreiſe aus Polen den Reichskanzler in Preuſſen zurück zu laſſen, auf daß er die Verwaltung der eroberten Provinzen leite und friſche Kriegsvölker, welche Feldmarſchall G. Horn im J. 1630 dem König in Deutſchland zuführte, ausrüſte. Außerdem ſollte er bei dem projectirten Congreß zu Danzig den kaiſerlichen Geſandten gegenüber auftreten; er begnügte ſich, die Forderungen ſeines Gebieters ſchriftlich aufzuſtellen. Nach dem Sieg bei Leipzig wurde, wegen Vervielfältigung der Geſchäfte, der Reichskanzler zum König gefordert. Den

in Frankfurt treffend, begrüßte er mit den Worten, daß er ihm lieber in Wien zu ſeinem Sieg Glück hätte wünſchen mögen. Im gleichen Sinne äußerte er, 18 Jahre nach des Königs Tod, vor verſammeltem Reichsrath: wenn Guſtav Adolf unmittelbar nach der Schlacht von Leipzig des Kaiſers Erbland überzogen, den Marſch nach dem Rhein unterlaſſen hätte, ſo würde der Kaiſer nimmermehr haben ſubſiſtiren können. Bei des Königs Aufbruch nach Franken und Bayern empfing Oxenſtjerna die Leitung der diplomatiſchen Geſchäfte und des Kriegsweſens an Rhein und Main. Für jene gab ihm der König den in deutſchen Reichsangelegenheiten erfahrenen würtembergiſchen Vicekanzler, Jacob Löffler, als tüchtigen Gehülfen an die Seite; in Kriegsſachen unterſtützten ihn zwei junge ehrgeizige deutſche Reichsfürſten, der Pfalzgraf Chriſtian von Birkenfeld und Herzog Bernhard von Sachſen-Weimar. Ihre Unfügſamkeit und Eiferſucht aber brachte ihm die Ueberzeugung bei, daß es höchſt nachtheilig ſei, Fürſten und andern hohen Perſonen, welche weder Verweiſe noch Vorſtellungen achteten, wichtige Kriegsämter anzuvertrauen. Seine Klagen bei dem König bewirkten, daß Bernhard abgerufen und Feldmarſchall Horn ihm untergeordnet wurde. Sein diplomatiſches Werk war der unter franzöſiſcher Vermittlung am 12. April 1632 mit Kurtrier abgeſchloſſene Neutralitätsvertrag, der ihm aber ſpäter viele Sorgen verurſachte.

Als der Krieg um Nürnberg ſich zu concentriren ſchien, wurde Oxenſtjerna, immer noch in Mainz anweſend, beordert, alle in den vordern Reichskreiſen entbehrlichen Truppen an ſich zu ziehen und damit dem König zu Hülfe zu eilen. Das ſtürmiſche Drängen, in welchem der Marſch geboten, gereichte dem Kanzler zu nicht geringer Beſtürzung, er ſputete ſich um ſo mehr, und ein tüchtiges Heer führte er den Main hinauf. Bei Windsheim zog er das Volk an ſich, mit welchem Herzog Bernhard aus Oberſchwaben gekommen, den 19./9. Aug. 1632; kurz vorher war auch Johann Baner mit ſeinen Regimentern eingetroffen. Jetzt hatte der Kanzler 36,000—40,000 Mann beiſammen, eine mächtige Hülfe, die den Angelegenheiten um Nürnberg eine ganz andere Geſtalt geben mußte, wenn nicht Wallenſtein die Vereinigung dieſes

Heeres mit dem König hintertrieb. Dafür that aber der kaiſerliche Feldherr nicht das Mindeſte. Durch keinen Schuß aufgehalten, erreichte der Kanzler am 23./13. Aug. Neuſtadt an der Aiſch. Am folgenden Tage traf er in Bruck bei Erlangen mit dem König zuſammen. An der Spitze von mehr als 50,000 Schweden und Mamluken ſich befindend, wagte Guſtav Adolf den verfehlten Angriff auf der Kaiſerlichen Lager bei Fürth. Wie er demnächſt im Begriff, auf weiten Umwegen der Donau ſich zuzuwenden, ließ er in Nürnberg eine Beſatzung von 5000 Mann unter Kniphauſen zurück, während Oxenſtjerna von dort aus die politiſchen Angelegenheiten leiten ſollte. Von der Donau durch die Ereigniſſe in Sachſen abgerufen, nahm der König auf dem ſchnellen Zuge dahin den Kanzler mit ſich bis Arnſtadt, wo er entlaſſen wurde, um in Frankfurt den Bund der vier obern deutſchen Reichskreiſe mit Schweden abzuſchließen. Wäre Guſtav bei Leben geblieben, ſo ergab ſich als des Bundes Reſultat ein proteſtantiſches Kaiſerthum, jetzt blieb es bei dem Heilbronner Vertrag. Auf die Kunde von Guſtav Adolfs Tod wehklagte der gemüthliche aber gedankenloſe deutſche Bürger, inſofern er der neuen Lehre zugethan, und gab ſich verloren; der große Haufen der Katholiken frohlockte, und wurde zu Madrid auf der Bühne des Helden Fall in einem zwölf Tage hintereinander wiederholten Auto vorgeſtellt. Der Kaiſer, gewohnt an großartigen Wechſel der Dinge, bezeigte keineswegs Freude, ſondern vielmehr herzliches Mitleiden, deſſen Aeußerung er bei dem Anblick von Guſtav Adolfs blutigem Koller wiederholte, während Papſt Urban VIII, franzöſiſchen Intereſſen ergeben, ſeinen Antheil bei einem für die Kirche ſo wichtigen Ereigniß nur durch eine ſtille Meſſe, dargebracht in Santa Maria dell' Anima, der Nationalkirche der Deutſchen, bekundete; erſt am folgenden Morgen, Sonntag, donnerten die Kanonen der Engelsburg, ob aus Freude über den Fall des fürchterlichen Ketzers, oder über die Nachricht von der Wahl Wladiſlaws IV zum König von Polen, dieſes blieb zweifelhaft.

Zu Hanau 21./11. Nov. empfing Oxenſtjerna die Nachricht von ſeines Herren Fall, und ſtracks eilte er nach Sachſen, um, ſo Barthold, „als der Stellvertreter des Gefallenen in raſcher

Besonnenheit das Heft der Dinge zu Handen zu nehmen. Der Reichskanzler in seiner kühlen Verständigkeit schon früh ein Gegner der ins Unbestimmte, Romanhafte sich verlierenden Pläne Gustav Adolfs, sah den deutschen Krieg aus einem ganz veränderten Gesichtspunkte an. Der umfassende Geist seines Königs war nahe daran, das arme Schweden über Deutschland zu vergessen; in Deutschland gedachte er ein großes Reich zu gründen, zu welchem Schweden nur provinzielle Bedeutung behielt: deshalb war er entschlossen, Frankreich nicht einen Fußbreit Landes abzutreten; der verständige, kalt überlegende schwedische Mann dagegen, welcher eine Verbindung seines weniger fähigen Sohnes mit der Kronerbin, dem Kinde Christine, nimmer ernstlich sich einfallen ließ, bezweckte Mäßigeres, das aber lohnend genug war und auch ihm persönliche fürstliche Stellung verbürgte. Schweden sollte ein mächtiges Glied des deutschen Reiches werden, als Entschädigung für seine Theilnahme am Kriege und für das Blut seines Königs einen starken Zusammenhang von Ländertheilen sich zusprechen und darum mit den bisherigen Verbündeten so lange unter Waffen bleiben, bis der Kaiser zum Frieden gezwungen sei. Ein vollständiger Sieg der protestantischen Partei in Deutschland lag ganz außerhalb seiner Pläne; Sicherheit seiner Glaubensgenossen genügte ihm. So war Oxenstjerna, obgleich zur Nachgiebigkeit gegen Frankreich gedrungen, dennoch mehr conservativ für Deutschlands uralte geschichtliche Verhältnisse gesinnt, als sein König, der den Boden des Reichs zwar zusammenhalten wollte, aber eine revolutionair zu nennende Stellung für sich bezweckte. Indem Oxenstjerna in dieser Weise schon früh den hohen Gedankenflug seines Herren auf historischem Boden niederzuhalten gesucht, durfte Frankreich hoffen, durch ihn zu gewinnen, was hinzugeben Gustav Adolf als Verrath am Heiligsten betrachtete; deshalb wies denn Richelieu die Gesandten an, den Reichskanzler zur Abtretung des linken Rheinufers rasch zu bestimmen, wiewohl der kluge Schwede keineswegs geneigt war, die erlangten Waffenvortheile an Frankreich sogleich für mäßigen Beistand zu verkaufen, er vielmehr die Franzosen durch Verzögerung zu kräftigerm Antheil am deutschen Kriege zu ver-

mögen gedachte, vom harten Stande ſeiner Partei gegen Oeſterreich, Spanien und die Liga im voraus überzeugt.

„Nachdem der Kanzler ſich daher vorläufig der Standhaftigkeit der oberdeutſchen Stände zu Frankreich verſichert und ein allgemeines Bündniß der proteſtantiſchen Reichsglieder mit Schweden, das unterbrochene Werk Guſtav Adolfs eingeleitet, eilte er über Würzburg nach Erfurt, berichtete von da aus über den Zuſtand der deutſchen Angelegenheiten nach Schweden (14./4. Dec.), traf das vom König geführte Hauptheer in Altenburg und langte am 25. Dec. in Dresden an. Obgleich Oxenſtjerna, im Hoflager Johann Georgs faſt wie ein König ſelbſt empfangen, die Verſicherung, man wolle den Krieg fortſetzen, erhielt, mußte er doch auch bald merken, daß man von ſeinen drei Vorſchlägen," die genauere Verbindung mit Schweden und die ſchwediſche Satisfaction betreffend, keinen annehmlich finde. Mit dem wenig verheißenden Beſcheid, man werde die wichtige Angelegenheit mit Brandenburg berathen, verließ er Dresden, „fand in Berlin beifälliger Gehör, da man an die Verbindung des Kurprinzen mit der Erbin von Schweden noch ernſtlich dachte, befahl Sachſen den Kriegsvölkern des Kurfürſten einzuräumen, trennte eigenmächtig in Altenburg, wo er am 8. Januar 1633 angekommen," das Heer in drei verſchiedene Armeen für Franken, Weſtphalen und Niederrhein und ließ ein viertes Heer als Reſerve um Magdeburg und in Thüringen ſich bilden. „Ungeachtet Oxenſtjerna damals noch nicht die Vollmacht des ſchwediſchen Reichsrathes, welcher ihn zum Legaten der Krone im römiſchen Reiche und bei allen Herren mit faſt unumſchränkter Gewalt verordnete, in Händen hatte, da dieſelbe erſt am 13./3. Januar 1633 ausgeſtellt wurde, konnte der energiſche, umſichtige Kanzler doch ſo willkürlich ſchalten, und als ſchwediſcher Edelmann dem ſtolzen, aber unentſchloſſenen, ſchwerfälligen und politiſch unfähigen Kurfürſten von Sachſen die Leitung der höchſten proteſtantiſchen Angelegenheit aus den Händen winden, wenn man in ihm traditionsweiſe den Stellvertreter Guſtav Adolfs verehrte: wenn die um Kriegsbefehl hadernden, eiferſüchtigen Fürſten auf ihn als das geſetzlich entſcheidende Oberhaupt und als die Quelle

ihrer Befugniſſe mit Achtung und Furcht blickten. Nach dieſen vorläufigen Anordnungen eilte Oxenſtjerna über Erfurt nach Franken zurück, wohl erkennend, daß er für den Erfolg ſeiner Pläne gefügigere Werkzeuge in den Fürſten und Ständen der vier obern Kreiſe finden würde, als an den ſpröden Niederſachſen, an dem eigenwilligen, Selbſtſtändigkeit begehrenden Johann Georg und dem ſchwankenden, ſchwachen Georg Wilhelm von Brandenburg. Indem alſo die Hauptmaſſe der Proteſtanten einem gemeinſamen, einmüthigen Wirken im Sinne des Schweden ſich nicht bequemte, berief Oxenſtjerna jene vielfach gegliederten kleineren Stände zur Tagefahrt nach Heilbronn, weil Ulm zu fern und den kämpfenden Heeren Aldringers und Horns zu nahe lag.

„Fragen wir nun, wer ernſtlich Krieg wollte, ſo wird die Antwort für deutſches Volksgefühl betrübend lauten. Der Kaiſer, gewarnt durch die böſen Erfahrungen der letzten Jahre, ſchon mißtrauiſch gegen ſeinen gebieteriſchen Oberfeldherrn, im Verluſt ſeines ſchönen Erblandes Schleſien, war den Friedenserbietungen nicht abgeneigt, deren Vermittelung der König von Dänemark übernommen hatte; ſelbſt der gefürchtete Waldſtein rieth, den Proteſtanten den Frieden unter Vergeſſung des Vergangenen anzubieten, und von der Rücknahme des Reſtitutionsedictes war die Rede. Nur wollte Ferdinand wie Maximilian nicht die Geſetze des Friedens aus den Händen übermüthiger Fremdlinge empfangen, die auf Demüthigung des Reichs und des Hauſes Oeſterreich zugleich ausgingen. So ſehen wir, daß der größte Theil der mächtigeren deutſchen Fürſten und des gemißhandelten Volkes aufrichtig den Frieden wünſchte, der auch zu erlangen ſtand, ſobald man proteſtantiſcher Seits die Quelle der Macht in Einmüthigkeit und nicht im Beſitz von Gütern erkannte, welche der katholiſchen Partei wider den Religionsfrieden entriſſen oder durch Guſtav Adolfs Siege erobert waren. Krieg dagegen, mitleidloſen Krieg wollten die Ausländer, die heimathloſen, beuteſüchtigen Heere, die kleinen Fürſten, meiſt jüngere Söhne ihres Hauſes, welche nichts zu verlieren, wohl aber die lockenden, betrüglichen Schenkungen des Schwedenkönigs zu genießen hofften; Krieg wollten die kleineren Stände in Franken, Schwaben

und am Rhein, die Guſtav Adolf durch urkundliche Verheißungen eines Theiles der Eroberungen über die katholiſche Partei geködert hatte; am Kriege arbeitete endlich eine Rotte von Vaterlandsverräthern, die im franzöſiſchen und ſchwediſchen Solde ſtanden und denen ein Friede den Genuß ihres ſchmachvollen Lohnes raubte. Das Kriegsfeuer ſchürten vor allen ehr-, pflicht- und vaterlandsvergeſſene Beamte der Stände in den obern Kreiſen, weltkundig im Solde Schwedens und von Frankreich beſtochen, der würtembergiſche Kanzler Jacob Löffler, der pfalzzweibrückiſche Geheimrath Philipp Streiff von Lauenſtein, Graf Philipp Reinhard von Solms, die badenſchen, pfälziſchen Miniſter und andere, welche die Stimmen in der Tageſahrt führten, die Uneigennützigkeit und den Edelmuth der beiden Kronen prieſen, auf thätigen Dank drangen, und welche die Nachwelt für die Hingabe der deutſchen Reichsgrenze an Frankreich mit ihrem Fluche zu brandmarken hat.

„Auch der maaslos ehrgeizige Oxenſtjerna, abgeſehen von der jeder großartigen Natur angebornen Luſt, zu herrſchen und zu befehlen, und abgeſehen von dem lockenden politiſchen Vortheile ſeines geliebten Heimathlandes, wünſchte den Krieg; „„zum deutſchen Kriege war kein scopus principalis defensio Religionis, ſondern, daß regnum Sueciae et consortes Religionis,"" fügt er hinzu, „„in Sicherheit ſäßen""; der Kanzler liebte über alles fürſtlichen Prunk, und das edle, alte Kurfürſtenthum mit dem goldenen Mainz, mit dem weinreichen Strome, ſoll ihm ſchon durch ſeinen verſtorbenen Herrn zugeſichert ſein; gewiß iſt, daß die erkauften ſtändiſchen Beamten Frankens das koſtbare Reichsland ihm auswirken wollten, gleichwie ſeinem Schwiegerſohn Guſtav Horn das Hochmeiſterthum Mergentheim. Indem nun Richelieu und Oxenſtjerna der Minderzahl der proteſtantiſch-deutſchen Welt geſchickt ſich zu bemächtigen wußten, ſie dieſelben, von denen kaum einer oder der andere im trüben Halbverſtande die Sache der Gewiſſensfreiheit zu befördern wähnte, unter einen Hut vereinigten, und die frommen Eiferer des Lutherthums, aller weltlichen Klugheit und jedes vaterländiſchen Gefühls baar, dem zertretenen, todmatten Volke vorpredigten, „„alles geſchehe zu

ſeiner Rettung vor ewigem und zeitlichem Verderben"", war der grauenvolle Krieg in Oſtfranken, in Bayern, in Schwaben, im Elſaß, am mittleren und niederen Rhein, in Lothringen, Weſtfalen, Niederſachſen und Schleſien bereits wieder aufgelodert, ehe man die ſtimmberechtigte, leidende Nation gehört und die Erbietungen des Kaiſers, den ſie, in dem Bewußtſein ihres Unrechts, nicht den offenen Feind zu nennen wagten, auch nur der Oeffentlichkeit gewürdigt hatte! Wahrlich, wäre Olivarez mit ſeinem Hofe, mit den Jeſuiten und ihren Unterhändlern bis auf den letzten Mann nach Mexico ausgewandert, und hätte der Kaiſer laut gelobt, auch in ſeinen Erblanden das Gewiſſen frei und den Proteſtanten alle bis zum Jahre 1631 entriſſenen geiſtlichen Güter preiszugeben, jene kampfluſtige, ſelbſtſüchtige und hochverrätheriſche Partei würde kaum die Hand nach dem Oelzweige ausgereckt haben, um die Todeswunde von zwanzig Millionen Brüdern zu kühlen."

Wenn auch nicht Kriegsheld, aber aufgefordert durch ſeine brennende Vaterlandsliebe, die ihm die Leitung der Angelegenheiten zu einem Ehrenpunkt machte, durch das unbegrenzte Vertrauen des abgeſchiedenen Königs, der bei ſeinem Leben ihm ſchon eine faſt unumſchränkte Führung der Geſchäfte anvertraut hatte, und durch ſeine perſönliche Kenntniß von dem Zuſtand Deutſchlands und durch ſeinen tiefen Blick in das Gewebe der Staatspolitik, ſich dieſer ungewöhnlichen, jedoch nothwendigen Stellung zu fügen und den Hof eines Herrſchers zu halten, beſaß Oxenſtjerna Charakterfeſtigkeit genug, in äußerer fürſtlicher Pracht, in welcher er von nun an erſchien, doch Mäßigkeit und Einfachheit zu behalten, ohne aber die an ihm geprieſene Ruhe und Beſonnenheit ſtets in ſeiner Gewalt zu haben. Er war ſeinem Aeußern nach ein großer, Ehrfurcht gebietender Mann, mit offenem, ernſten Antlitz, und ſein nach damaliger Sitte zugeſtutzter Bart gab ſeiner Haltung ein angenehmes Anſehen, welches ſeine von ausgebreiteten Kenntniſſen unterſtützte Beredtſamkeit noch anmuthiger machte. Mit Anna Baat von Tidöe frühzeitig verheurathet, zeugte er eilf Kinder, von denen nur zwei Söhne, Johann und Erich, ihn wenige Jahre überlebten und das Geſchlecht fort-

pflanzten. Auf die Nachwelt aber ging ſein Ruhm über; ſelbſt einer der größten Männer ſeiner Zeit, wurde er hochgeſchätzt von Richelieu, Mazarin, Urban VIII und ſpäter von Whitelocke, der ſich zur Ehre anrechnete, ſein Schüler geweſen zu ſein. Unter Arbeiten erzogen, wie er ſelbſt geäußert hat, und mit Staatsgeſchäften überladen, wußte er ſich doch Mußeſtunden zum Leſen der Bibel und der alten Griechen und Römer abzugewinnen, die ihm ein altgediegenes Anſehen gaben, ſo daß Groot ihn Jedem der Weiſen des Alterthums gleichſtellte. Obwohl gewöhnt, beim Schlafengehen die Sorgen abzuſtreifen und ſie am andern Morgen geſtärkt wieder aufzunehmen, ſo verurſachte ihm doch des Königs Tod die erſte ſchlafloſe Nacht. Ein ſicherer Blick, durch mannichfaltige Erfahrung geſtärkt, erleichterte indeſſen, was augenblicklich unüberſteiglich erſchien.

Den Beruf, den er in Deutſchland übernahm, beſtätigte die königliche Regierung in Stockholm bis zu dem Vollgenuß der königlichen Macht und Mündigkeit, wofür ſie aber ſeine ariſtokratiſchen Grundſätze in Anſpruch nahm, um ſie zur Entwerfung eines neuen Reichsgrundgeſetzes zu benutzen. Guſtav Adolf hatte nämlich bei ſeiner Volljährigkeitserklärung als junger und unerfahrener König dem ſchwediſchen Adel unerhörte Vorrechte zugeſtehen müſſen, die er aber allmälig, ja ſchon bei der Krönung im J. 1617, mißachtete. Nach ſeinem Sinn hatte er zehn Jahre ſpäter in Preuſſen, als er ſeine bei Dirſchau empfangene Halswunde für tödtlich hielt, dem Reichskanzler einen letzten Willen über die Staatsverwaltung Schwedens dictirt, den dieſer erſt nach dem Fall des Königs bekannt machte und nach Stockholm ſchickte. Sind auch die dort von Manchen vorgebrachten Zweifel an der Aechtheit der Urkunde nicht beſtimmt erwieſen, ſo iſt doch der Unwille gewiß, den ihr Inhalt bei Vielen, beſonders dem Adel, erregte. Die Männer, welche der Regierung vorſtanden, verlangten die Wiedereinführung der durch den getödteten König beſchränkten Rechte des Adels und Feſtſtellung des ariſtokratiſchen Princips in der Staatsverfaſſung. Auf ihr Anrathen nun arbeitete Axel den letzten königlichen Willen in ein neues Reichsgrundgeſetz um, dergeſtalt, daß die Gewalt der Staatsverwaltung dem Adel nicht

nur ſo lange, als die Vormundſchaft über die hinterlaſſene unmündige Thronerbin Chriſtina dauern würde, ſondern auch überhaupt in ſolchem Maße überlaſſen wurde, daß ſie nur ein kräftiger Gewalthaber des Thrones wieder zerſtören konnte; denn der Regent drohte ein Schatten zu werden und die Blüthe oder der Fall des Königreichs lediglich von den Tugenden oder Fehlern des Adels abzuhängen, wie man überhaupt im Sinne haben mochte, ein ariſtokratiſches Wahlreich zu gründen.

Es iſt merkwürdig, unbegreiflich zugleich, wie der ſo vielſeitig gebildete Staatsmann Oxenſtjerna, das Schickſal Frankreichs überſehend, ſcharfſinnig auf ein Syſtem hinarbeitete, welches gerade zu ſeiner Zeit der Cardinal von Richelieu mit außerordentlicher Anſtrengung aus dem franzöſiſchen Staatsleben zu verbannen ſuchte. Darum iſt er auch dem Tadel ſeiner Zeitgenoſſen nicht entgangen, welcher um ſo bitterer, als die Neuerung durch dieſes Verfaſſungswerk während Chriſtinens Minderjährigkeit willkürlich eingeführt wurde und der Reichskanzler ſich ſelbſt den Verdacht zuzog, ſein Haus auf den ſchwediſchen Thron heben zu wollen. Den im J. 1634 verſammelten Reichsſtänden wurde es mit der Einkleidung, als ſei es von Guſtav Adolf ſelbſt ausgegangen, vorgelegt, von ihnen nur unter Murren (denn die nichtadelichen Reichsſtände wurden Schattenbilder) zur Annahme und am 29. Jul. dieſes Jahres zur öffentlichen Kunde gebracht. Die vormundſchaftliche Regierung ſchloß demnach die Königin Wittwe Maria Eleonore und deren Schwager, den Pfalzgrafen Johann Kaſimir, trotz ihrer heftigen Widerſprüche, von der Theilnahme an den Staatsgeſchäften aus und übergab deren Führung fünf Reichsräthen (auch der Fünfmännerrath genannt), zu denen Axel Oxenſtjerna gehörte, und 20 Senatoren. Sie mußten, wie ihre untergeordneten Gehülfen, von Adel ſein. Oxenſtjerna insbeſondere behielt das Amt eines Miniſters der auswärtigen Angelegenheiten mit den ausgedehnteſten Befugniſſen, denen der Wink beigefügt, ſich an Elbe und Oder zur Beſchützung Pommerns zurückzuziehen und Frankreich, England ſamt Holland in den Krieg zu verwickeln, ſobald ſich ergebe, daß die ſchwediſche Macht im ſüdlichen Deutſchland nicht aufrecht zu erhalten.

Allen Rangſtreit zu vermeiden, ließ der Kanzler bei Eröffnung der Heilbronner Verſammlung die in ſeiner Wohnung, in dem Refectorium des Deutſchordenshauſes den 18./8. März ſtattfand, keine Stühle ſetzen, und ſtehend vernahmen die Herren ſeine Anträge, im Weſentlichen dahin gehend, daß man miteinander und mit Schweden ein feſtes Bündniß ſchließe und ſo lange für einen Mann ſtehe, bis die evangeliſchen Kurfürſten und Stände die Reichsgrundſatzungen hergeſtellt, der Krone Schweden Satisfaction gegeben, daß man den Kaiſer und die katholiſche Liga als Feinde erkläre, über Stellung und Unterhalt des Kriegsvolks ſich einige, über die oberſte Leitung des Bundes beſtimme und die Krone Schweden gegen etwaige andere Angriffe ſichere. Wie herriſch er auch auftrat, wie gebieteriſch der Ton des ſchwediſchen Edelmannes zu den deutſchen Reichsfürſten, die er nicht immer wie Bundesgenoſſen, ſondern wie Untergebene behandelte, hudelte, ja tyranniſirte, es wurden ihm doch mancherlei Hinderniſſe in den Weg gelegt. Der Kurfürſt von Sachſen, der unterdeſſen mit Georg Wilhelm von Brandenburg eine Zuſammenkunft gehabt, verſuchte heimlich und öffentlich die Einigung der Proteſtanten unter ſchwediſcher Leitung zu hintertreiben und den Beſchluß von einer allgemeinen Zuſammenkunft der Glaubensgenoſſen abhängig zu machen. Georg Wilhelm erklärte ſich zwar noch beifällig und rieth zur Einheit, der pfälziſche Miniſter von Rusdorf aber machte die Meinung geltend, daß die Deutſchen des ſchwediſchen Schutzes nicht bedürften, wenn ſich Kurpfalz, Sachſen und Brandenburg zur Lenkung des Krieges vereinten.

Aehnliche Anſichten fanden ſich bei Mehren, wie bei Herzog Georg von Lüneburg, welcher durch eigenmächtiges Verfahren den Verfügungen des Reichskanzlers entgegenzuwirken verſuchte, ſo daß Frankreich Anfangs zweifelhaft, wen es eigentlich bei Fortſetzung des Krieges zu unterſtützen habe, bis Feuquières zu Würzburg von Oxenſtjerna Aufklärungen über die wahre Beſchaffenheit der Dinge erhalten hatte. Er unterſtützte hierauf den Schweden auf der Tagfahrt zu Heilbronn in der Stiftung des evangeliſchen Bundes zur Fortſetzung des Krieges am 13. April 1633, arbeitete aber dem Reichskanzler darin entgegen, daß die

ihm übertragene Leitung der Bundesgeſchäfte durch einen beigegebenen Bundesrath von eilf Mitgliedern beſchränkt wurde. Der Reichskanzler hingegen reizte und erbitterte viele angeſehene deutſche Familien durch die Vertheilung eroberter Länder und Güter, womit er ſelbſt in unbeſonnenem Stolze, wenn man der Nachricht eines Zeitgenoſſen glauben darf, Hohn und Spott trieb. Es kam ihm lächerlich, ja widerſinnig vor, daß deutſche Fürſten von einem ſchwediſchen Edelmann Länder und Güter (welche im Namen der Königin Chriſtine verſchenkt wurden) verlangten und dieſer jenen ſolche gab. Die wunde Seite ſeiner Herrſchaft in Deutſchland war es, daß er durch ſolche Mittel ſich erſt Gunſt verſchaffen mußte, bei denen ſowohl, welche die Mittel zur Kriegführung gaben, als bei denen, welche die Heere befehligten, und was beſonders gleich Anfangs ſeine Macht untergrub, war der Umſtand, daß er für den Heerbefehl der Bundestruppen keine gewiſſe Beſtimmungen feſtſetzen konnte und dadurch ſeine Günſtlinge, wie den Herzog Bernhard von Sachſen-Weimar, und andere deutſche Feldherren verletzte. Die Einheit des Heerbefehls, die unerläßliche Zügelung der Generale zur Lenkung eines Hauptplanes ging gänzlich verloren, Zwieſpalt, Ungehorſam und Eiferſucht erhielten die Oberhand, und der verſäumte Entſatz Regensburgs, 1634, gab das ſprechende Bild vom wahren Zuſtande des Bundes und ſeiner Glieder.

Noch tagte man zu Heilbronn, als Feuquières in der auffallendſten Weiſe darzuthun wußte, wie ſehr in den Künſten der Diplomatie er dem Schweden überlegen. Durch ſeine Zwiſchenträger unterrichtet, daß im Werke ſei, dem Kanzler zur Belohnung ſeiner Verdienſte das Stift Mainz und die Kurwürde anzutragen, widerſetzte er ſich der Entfremdung einer Beute, nach welcher den Franzoſen belüſtete, ingeheim mit ſolchem Nachdruck, indem er auf die Gefahren, ſo eine ſolche unmäßige Conceſſion dem Frieden bringen könnte, hinwies, daß die Ausführung unterblieb, obgleich der fränkiſche Kreisdirector Chriſtoph Agricola am 16. April 1633 ſeine Mitſtände zu dem einmüthigen Antrag beſtimmt hatte. Die Sache kam aber doch nochmals in Anregung.

Am 15. April 1634 trug der Reichsdroſt Gabriel Oxenſtjerna im ſchwediſchen Senat vor, daß ſein Bruder, der Reichskanzler ihn gebeten habe, das Gutachten des Rathes über das gemachte Anerbieten einzuholen, und den 4. Aug. 1634 ſchrieb die Regierung an den Kanzler ſelbſt: „Falls die deutſchen Stände, wie uns von mehren Seiten berichtet worden, die große Arbeit und den Fleiß unſeres geliebten Bruders mit irgend einer Recompens für ſeine Perſon bedenken wollen, — mögen wir es gern ſehen; und da wir nicht vermuthen, daß unſer geliebter Bruder dadurch ſich dem Dienſt des Vaterlandes entziehen werde, ſo zweifeln wir nicht, daß unſere allergnädigſte Königin und die Stände des Reiches es auch gern ſehen werden.“ Hiernach wird man kaum dem Kanzler den Vorwurf machen können, daß er über den öffentlichen der häuslichen Angelegenheiten vergeſſen habe. Dagegen nennt er in einem Schreiben an ſeinen Sohn Erich vom 29. Juni 1637 das Project, dieſen mit der Königin zu verheurathen, eine Einbildung, einzig des Belachens werth, bittet auch den jungen Mann, ſich zu verheurathen, auf daß aller Verdacht ſchwinde.

Gegen des Herzogs von Friedland Anträge, welche er, wie noch ſein ſpätes Geſtändniß lautete, nie recht begreifen konnte, verhielt Oxenſtjerna ſich mit weiſer Vorſicht. Die Anerbietungen Wallenſteins beim Schluſſe des zweiten ſchleſiſchen Waffenſtillſtandes, welche Arnim zu Gelnhauſen dem Reichskanzler vortrug (11./1. Sept. 1633), und von dem Argwöhniſchen als unzuverläſſig und unausführbar, kaum der Mittheilung an die Stände gewürdigt wurden, veranlaßten doch ihn und Feuquières, vertraute Officiere nach Schleſien zu ſchicken, um, falls der Verräther es ernſtlich meine, ihm die Krone von Böhmen zu bieten. Aber ſo feſt und geiſtesgewandt Axel die Obervormundſchaft des Heilbronner Bündniſſes zu behaupten ſtrebte, er fand ſich aller Orten gehemmt durch die Umtriebe und mehr noch durch das Geld franzöſiſcher Agenten, die zunächſt um den Beſitz von Philippsburg buhlten. Wie läſtig auch dieſer den Kaiſerlichen gebliebene Waffenplatz den Landen der obern Kreiſe, war die Belagerung bis jetzt nur läſſig betrieben worden, wohl um der Frage über

das Beſatzungsrecht in der zu erobernden Feſte auszuweichen. In ſolchem Gedräng mußte der Landesherr, der Kurfürſt von Trier und Fürſtbiſchof von Speier, Philipp Chriſtoph ſich am härteſten geſtraft fühlen, franzöſiſchen Schutzes wenig froh werden, denn la Saludie und Buſſy-Lameth ſchalteten in Städten und Schlöſſern nach den Eingebungen leichtſinnigen Uebermuths, benutzten ſchonungslos Kirchen und kurfürſtliche Prunkgebäude zu militairiſchen Zwecken, während die Spanier ungehindert die Grenzen des Erzſtifts überzogen und die ſchwediſch-deutſche Partei den ohnmächtigen Fürſten mit Hohn und Feindſeligkeit ſtraften, daß er ſeine Hauptfeſte lieber den Franzoſen als dem Bunde gönnen wollen.

Indem aber der Krieg in Oberdeutſchland eine den Schweden durchaus günſtige Richtung genommen hatte, Wallenſteins Heer aus Sachſen, der Lauſitz, Mark, Pommern zurückwich, die nimmer ernſtlich gemeinten Neutralitätsverſuche des Kurfürſten Ferdinand und der Stadt Cöln, auch des Pfalzgrafen von Neuburg, ebenſo die von Dänemark verſuchte Vermittlung durch den Kanzler abgewieſen worden, entſchloß er ſich zur Reiſe nach Halberſtadt, um auf der dort ſtattfindenden Verſammlung, 6. Febr. (27. Jan.) 1634, die beiden ſächſiſchen Kreiſe und Weſtphalen für das Heilbronner Bündniß zu gewinnen. Vorher, 30./20. Dec., ſchrieb er eine Tagfahrt nach Frankfurt aus für den 10./1. März, den Rheingrafen Otto ernannte er zu ſeinem Stellvertreter, dann, 10. Januar, begab er ſich auf die Reiſe. Mancherlei Beſorgniſſe laſteten auf ſeinem ſchöpferiſchen Geiſt: Frankreichs ungeſtümme Forderungen, des Herzogs Bernhard angemaßte Selbſtſtändigkeit, Gerüchte von einer bevorſtehenden Ausſöhnung des Kurfürſten von Sachſen mit dem Kaiſer, endlich der Zweifel, ob für ſeine Krone Guſtav Adolfs erſter, nicht auf redlichem Wege gemachter Erwerb, das Herzogthum Pommern zu behaupten, deſſen Beſitz der Kurfürſt von Brandenburg jetzt ſchon, bei dem nicht mehr fernen Erlöſchen des herzoglichen Hauſes, mit vollem Recht anſprach, auch ſeinen Anſchluß zu einem allgemeinen Bündniß von der Anerkennung dieſes Rechtes abhängig machte.

Als die zweckmäßigſte Einleitung für ſeine Abſichten hatte Oxenſtjerna der bevorſtehenden Bundesverſammlung abſonderlich zur Berathung vorgelegt: „welchermaßen der Krone Schweden in Anſehung der vom glorwürdigſten König dem geſamten, in höchſter Gefahr und vor menſchlichen Augen beinahe im gänzlichen Untergange begriffenen evangeliſchen Weſen, mit Aufſetzung Kron und Scepter, Leibs, Habs und Bluts erwieſenen, endlich mit unverſchmerzlichem und unerſetzlichem Verluſte ſeines edlen königlichen Lebens verſiegelte, unſchätzliche Treue, mit unvergeßlicher, wirklicher, ſelbſtredender Dankbarkeit zu begegnen ſei.“ Gleichwohl ging nur ſehr unvollſtändig in Erfüllung die in der erſten Sitzung, 14./4. Febr., von Oxenſtjerna aufgeſtellte Propoſition, „eine Vereinigung der niederſächſiſchen Stände nach den für Oberdeutſchland zu Heilbronn beliebten Grundſätzen.“ Der Kurfürſt von Sachſen hatte durch offenes Ausſchreiben vor neuem, mit den Reichsgeſetzen unverträglichem Bündniß gewarnt, und die Stände ſelbſt wollten bei der herkömmlichen Kreisverfaſſung beharren. Der Kanzler mußte ſich mit dem Beſchluß vom 28. Febr. begnügen, worin die Stände erklärten, ſie würden vereinigt bleiben, die weitere Vereinigung mit dem oberſächſiſchen und weſtphäliſchen Kreiſe verſuchen und über die Art und Weiſe der Bildung eines evangeliſchen Ganzen zu Frankfurt berathen helfen. Zugleich wurde Herzog Georg von Lüneburg zum General-Feldobriſten des niederſächſiſchen Kriegsheeres erwählt, doch im ſchwediſchen Intereſſe Johann Baner ihm beigegeben.

Zu Stendal ſuchte Oxenſtjerna perſönlich den Kurfürſten von Brandenburg zu gewinnen, Kurſachſen für das Bündniß vorbereiten zu laſſen; aber in Frankfurt gelangten die Angelegenheiten nicht zum Ziele; dort ergaben ſich der Hinderniſſe zu viel: der Reichsſtände hartnäckiges Beharren auf herkömmliche Reichsverhältniſſe, die Menge der verſchiedenartigen Meinungen und Intereſſen derſelben, der Einzelnen Haß gegen den Reichskanzler, ſowie deſſen Hitze und ſtolze Anmaßung, der Franzoſen Unzufriedenheit, der Holländer Eiferſucht und der Engländer Gleichgültigkeit (drei fremde Mächte, welche Oxenſtjerna ſowohl als die deutſchen Bundesgenoſſen im Auge hatten) wirkten hemmend auf

die Angelegenheiten, und Oxenſtjerna erkannte, daß ſelbſt ſein Directorium über die vier obern Reichskreiſe, oder den Heilbronner Bund, ohne Nutzen wäre. Von dem Treiben des Frankfurter Convents gibt des Grafen Brahe Tagebuch eine ſehr ergötzliche Schilderung, die man dem Wiener Congreß ꝛc. etwan entlehnt glauben ſollte: „Die Stände ließen Prunk und Staat den Zügel, viele lebten in täglichem Saus und Braus, bekümmerten ſich wenig um das allgemeine Beſte, waren neidiſch auf Schwedens Glück, mißgönnten ihm das Directorium. Der Kurfürſt von Sachſen ſchürte und warf um, was Andere aufbauten; der Kurfürſt von Brandenburg ſah einzig auf Pommern, die Calviniſten auf den König von England, Herzog Bernhard von Weimar auf ſeine Hoheit und wie er allein ſchalten und walten und von Niemand dependiren möchte; die Herzoge von Braunſchweig und Lüneburg hatten Aemulation mit dem Landgrafen von Caſſel; jeder ſuchte ſeinen Vortheil; franzöſiſches Geld verführte Hohe und Niedere; Ritterſchaft und Städte zankten um Sitze; nirgends Vertrauen; der Eine beneidete den Andern; Fürſten, Grafen und Herren waren wie Kinder, folgten dem was ihre Doctoren und Juriſten ihnen vorpredigten, welche in allen Conventen hinter ihren Herren ſtanden, ſprachen und antworteten als für Stumme. Quantum degeneraverint a pristina virtute! Jeder wollte für ſich leben und agiren, ſo König als General, nicht bedenkend, daß ſie alle bloß membra corporis sub uno capite waren, woraus folgte, dum singuli pugnant, universi vincuntur. Sie führten rechtloſe Waffen gegen ihren Herrn den Kaiſer, welchen ſie alſo nannten; denn ſo lange ſie ihn ihren Herrn nannten und das Schwert gegen ihn zogen, konnte ihr Krieg nichts Anderes als Rebellion genannt werden. Allein, welches Argument man auch brauchte, half es nichts; ſie wollten niemals den Kaiſer für Feind erklären, noch minder der römiſchen Krone unwerth, ſpielten und tändelten mit dem Krieg und statu publico et privato. Den Reichskanzler als ſchwediſchen Legaten und Director des evangeliſchen Bundes ehrten ſie gar ſehr und zollten ihm ſowohl als mir viel Achtung; allein wenn es der Reichskanzler am beſten mit ihnen meinte, legten ſie es am

ſchlimmſten aus, und wahrlich bei ihnen galten weder Gründe noch Rath zu Recht und eigenem Beſten. Da ward gezaudert und disputirt und umſonſt die Zeit abgenützt, bis die unglückliche Schlacht bei Nördlingen geſchlagen war."

Des Kanzlers Grundſatz, die Franzoſen (die bisher nur Geld zahlten) ſo lange als nur immer möglich von der öffentlichen Theilnahme an den deutſchen Angelegenheiten entfernt zu halten, wurde von nun an aufgegeben, und bevor die Niederlage des Bundesheeres bei Nördlingen ſeiner Herrſchaft Grab wurde, übergab er ſchon den Franzoſen die bedeutende Feſtung Philippsburg und ſchlug dem Botſchafter Ludwigs XIII vor, daß Frankreich gegen jährliche Zahlung einer Million Livres an Schweden die Leitung des Kriegsweſens vom Rhein bis an Weſer und Elbe übernehmen und die Verlängerung des polniſchen Waffenſtillſtandes befördern ſollte, während er Norddeutſchland mit Einſchluß des undankbaren ſächſiſchen Kurſtaates lenken wollte.

Die gleich darauf folgende Nördlinger Schlacht änderte plötzlich den Zuſtand der Dinge dergeſtalt, daß der Reichskanzler den Franzoſen keine Bedingungen mehr vorſchreiben konnte, und inſofern mochte der erſte Augenblick nach der eingelaufenen Nachricht von dieſem unglücklichen Ereigniß den Schweden beſtürzter gemacht haben als die vom Tode ſeines Monarchen. Der flüchtige Abſchied der verſammelten Reichsſtände am 3. Sept. blieb ohne Kraft und Eindruck, die getroffene Uebereinkunft mit den franzöſiſchen Geſandten vom 20. deſſelben Monats ſtieß der voreilige Vertrag zu Straßburg am 9. Oct. wieder um, und endlich machten die vom Reichskanzler abgeſchickten Bundesräthe, Jacob Löffler und Streiff, von denen jener Oxenſtjernas Fähigkeit zur Leitung der Geſchäfte bereits verſchrien hatte, deſſen Herrſchaft in Oberdeutſchland durch den Pariſer Vertrag ein Ende. Löffler wurde zwar verſtoßen, aber die Bundesglieder, ſchon zu ſehr an franzöſiſchen Einfluß gewöhnt, unterzeichneten ſeinen Vertrag, und viele von ihnen, des Reichskanzlers Herrſchaft längſt überdrüſſig, traten ſchmähend gegen denſelben auf und erinnerten ihn ſogar an Friedlands Schickſal auf dem Collegialtage zu Regensburg. Officiere, Generale und gemeine Krieger

ſtimmten dreiſt ein in die aufgeregte Stimmung; Vorwürfe und Schmähungen, Verachtung und Erniedrigung, Furcht ließen in ſeiner gekränkten Seele keinen andern Entſchluß übrig, als ſich nach dem Norden zurückzuziehen. Die Franzoſen, aufmerkſam und thätig bei dieſem verwirrten Zuſtande, waren anfänglich zweifelhaft, ob ſie den Reichskanzler als Geiſel durch die Bundestruppen gefangen nehmen oder nach dem Norden ziehen laſſen ſollten, kamen aber bald zu glimpflicher Behandlung zurück, vielleicht aus Beſorgniß, daß der uneinige und faſt verarmte Bund ihnen zur Laſt fallen würde. Er wurde von ihnen ermuthigt, aber auch beſtürmt, den Pariſer Vertrag anzuerkennen, was er entſchieden ablehnte, und zur Aufrechthaltung der beleidigten ſchwediſchen Macht ſandte er zu Anfang des Jahres 1635 den berühmten Hugo de Groot, das Jahr zuvor in ſchwediſche Dienſte berufen, an den franzöſiſchen Hof. Allein dieſer Geſandtſchaft machte Richelieu dieſelben Schwierigkeiten, welche im verfloſſenen Jahre König Karl I von England dem Sohne des Reichskanzlers, Johann Oxenſtjerna, entgegengeſetzt hatte: man wollte nämlich die Vollmacht und Beglaubigung eines Edelmannes nicht anerkennen; daher die Streitigkeiten, welche Groot bei ſeinem Erſcheinen in Paris mit dem Hofe hatte, den Hauptzweck der Sendung hemmten und den Reichskanzler geneigt machten, ſich ſelbſt nach Frankreich zu begeben.

Die beiden Bundesverſammlungen zu Worms, vor Ablauf des Jahres 1634 und zu Anfang des folgenden, hatten für ihn und die ſchwediſche Macht keinen weſentlichen Nutzen gehabt; er entſagte daher allem Einfluß, überließ dem Herzog Bernhard von Sachſen-Weimar die Leitung des Kriegsweſens und die der Bundesgeſchäfte dem Rheingrafen Otto, der an ſeiner Stelle mit Widerſpruch Vieler zum Vicedirector beſtellt wurde. Hierauf begab er ſich im April 1635 nach Compiègne, wo eben der franzöſiſche Hof weilte. Am 26. April kam er mit einem Gefolge von 200 Perſonen daſelbſt an. Ludwig XIII und deſſen Gemahlin nahmen ihn huldvoll auf, und der gewandte Groot machte den Dolmetſcher für die Reden der königl. Perſonen und des Reichskanzlers. Er wurde mit ſolcher Pracht bewirthet, daß

er der franzöſiſchen Ueppigkeit ſchmähte, nahm aber ſehr übel, daß Mazarin in Stieſeln ſeinen Beſuch erwiderte. Die Hauptſachen beſprach und beſchloß er mit dem Miniſter Bouthillier, mit dem er auch am 28. April eine Uebereinkunft traf, welche vorläufig beide Mächte auf die Bekämpfung eines und deſſelben Feindes in Deutſchland mit Berückſichtigung der von Schweden gemachten Eroberungen wies, bis umſtändlichere Verhandlungen nähere Beſtimmungen zum Schluſſe bringen würden. Er begab ſich hierauf reich beſchenkt nach der franzöſiſchen Hauptſtadt und lebte dort einige Tage in Groots Wohnung. Alsdann reiſte er über Dieppe in den Haag, wo er, wie überhaupt in Holland, mit größter Auszeichnung empfangen wurde. Holländiſche Kriegsſchiffe geleiteten ihn auf dem Meer in die Elbe nach Niederſachſen.

Auf der Reiſe von der Küſte nach Magdeburg pflog er zuerſt Unterhandlungen mit dem Landgrafen Wilhelm von Heſſen-Caſſel, dann zu Salzwedel mit dem kurbrandenburgiſchen Abgeordneten, mit welchem er ſich aber weniger verſtändigen konnte, als mit dem Landgrafen. Die Wirkungen des Prager Friedens zwiſchen dem Kaiſer und dem Kurfürſten von Sachſen ließen ſich nicht hemmen. Ueberall fand Oxenſtjerna Abneigung, Furcht, Schrecken und Verzweiflung, ja Vereinigung faſt aller ſeiner bisherigen Bundesgenoſſen mit Kurſachſen und dem Kaiſer zur Vertreibung der Schweden, ſo daß dieſe geneigt, den Frieden für eine Verſchwörung gegen ihr Volk zu halten. In und um Magdeburg, wo er im Juni 1635 ankam, ſah er den Feldmarſchall Baner und deſſen Heer, die einzige und darum ſeit der Nördlinger Schlacht ſehr geſchonte Stütze der ſchwediſchen Macht, aber in ſchlimmerm Zuſtande, als das Bundesheer, ſo er am Rhein verlaſſen hatte. Es war in Aufruhr und tobendem Verlangen nach Erfüllung gegebener Verheißungen begriffen. Der Ungeſtüm der Officiere war ſo gefährlich, daß, wenn Baner ihn nicht geſchützt hätte, er ein Gefangner der zuchtloſen Krieger geworden wäre. Oxenſtjerna, über ſolche Händel „ſchier außer Conſilien verſetzt," mußte in dieſer Lage mehr ſeiner perſönlichen Sicherheit, als des Vortheils der Krone gedenken. Sein hochmüthiges herriſches Weſen hatte ſchon früher mehr als einen tüchtigen Mann

getrieben, voll Ingrimm den ſchwediſchen Dienſt zu verlaſſen. Kniphauſen, einer der Helden des Tages von Lützen, lebte vom Krieg zurückgezogen; der Obriſt Chriſtoph von Houwald, eines Tuchhändlers Sohn und in der Jugend der Kaufmannſchaft beſtimmt, dann ſeit dem polniſchen Kriege Guſtav Adolfs treuer tapferer Genoſſe, war um dieſelbe Zeit von Oxenſtjerna in der heftigſten Erbitterung geſchieden, indem ſein Schreiber, den rückſtändigen Sold des Principalen fordernd, von dem Kanzler mit Schlägen abgefertigt, gleichwie das Schreiben keiner Antwort gewürdigt wurde. Als er nun, in Obriſten Eigenſchaft, in der Stadt Danzig Dienſt getreten, hatte er die größte Luſt, den Sohn Oxenſtjerna, der eben zu Danzig ſich befand, feſtzunehmen, und nur durch geſchmeidige Worte vermochte der erſchrockene Diplomat ſich aus der Schlinge zu ziehen. Oxenſtjerna, unlängſt nach dem Mainzer Kurhut trachtend, vor dem im vorigen Jahr noch Fürſten ſich beugten, um von ſeiner gewaltigen Hand ein Länderalmoſen zu erbetteln, war ſo klein geworden, daß er vor der Rache zürnender Officiere ſich verſtecken mußte. In ſolcher Noth, da auch die Sachſen anfingen, den Schweden lebhaft zuzuſetzen, ſchrieb Oxenſtjerna, auf den Rath ſeines Vertrauten, Chriſtoph Karl Graf von Brandenſtein zu Oppurg, der Krone Schweden Groß-Schatzmeiſter für Deutſchland, ehrerbietigſt an den Kaiſer und verlangte, als traue er der Vollmacht und dem Willen des Kurfürſten von Sachſen nicht, freies Geleit bis nach Wien für den Geſandten ſeiner Königin; verzweifelte er im Ernſt an einem glücklichen Ausgang des Kriegs, oder wollte er, des Zuzugs der bis dahin in Preuſſen verwendeten Völker noch nicht ſicher, durch eine Schalkheit augenblicklicher Verlegenheit ſich entziehen? Jedenfalls ſollte der obengenannte Brandenſtein in Wien unterhandeln. „Als er aber An. 1637 ein Friedens-Negotium der Schweden mit dem Kaiſer auf ſich nahm und zu dem Ende bei Erhaltung ſichern Geleits nach Wien berufen wurde, ward er unterwegs zu Dresden nebſt ſeiner hochſchwangern Gemahlin angehalten und gefangen geſetzt, weil er, als kurſächſiſcher Vaſall, die kurfürſtlichen Avocatoria nicht reſpectiret, auch ſonſten wider Sachſen Consilia ſollte gemacht haben, und

mußte er nach vier Jahren in dem Gefängniß zu Dresden, nicht aber auf seinem Schloße Oppurg, wie einige melden, seinen Geist aufgeben. Sein einiger Sohn Christian starb An. 1640 und ging also die gräfliche Linie dieser Familie aus. Im Artic. IV Pacis Osnabrugens. stehet, daß die Wittwe und Erben dieses Grafens sollten in alle ihre durch Veranlassung des Kriegs entzogenen Güter und Rechte, Oppurg, Knau, Grünau im Osterland, wieder gesetzet werden."

In seiner schimpflichen Flucht war Oxenstjerna insofern noch glücklich, daß er den wichtigen Paß Dömitz vor den Lüneburgern besetzen, auch der Hauptplätze im Mecklenburgischen sich bemächtigen konnte; Wismar, wo er den 1. Oct. anlangte, wurde verwahrt, durch Alexander Leslie für die Sicherheit von Stralsund gesorgt, damit Pommern entweder als letztes Unterpfand eines glimpflichen Friedens oder als Waffenplatz für einen neu beginnenden Krieg zu behaupten. Befehle ergingen zugleich nach Preussen an Graf Jacob de la Gardie und Hermann Wrangel, alle entbehrlichen Streitkräfte nach den deutschen Küsten zu schaffen, daraus, während Baner der Mittel- und Niederelbe angeklammert, ein neues Heer zu bilden, so einen erträglichen oder nach Beschaffenheit vortheilhaften Frieden erobern möge. Daneben aber ließ Oxenstjerna bereits Zeichen von Ermüdung blicken, wie er denn nur aus beleidigtem Stolz die Vermittlung von Sachsen, das zu derb in seinen Aeußerungen über Schweden, verwarf, unter dem Vorgeben, „die Gewährleistung des Friedens durch den Kurfürsten kränke die Ehre und die Sicherheit der Krone," und für die Fortsetzung der Unterhandlung lieber den Herzog Adolf Friedrich von Mecklenburg verwendete. Der rüstete sich eben zu einer Reise nach dem sächsischen Hoflager, 2. Nov. (23. Oct.), als Oxenstjerna, 6. Nov. (27. Oct.), sich über See von Wismar nach Stralsund begab, keineswegs, selbst nach dem Waffenstillstand von Stuhmsdorf und der Wiederkehr schwedischen Waffenglücks bei Dömitz, die freudigen Hoffnungen seines Feldherrn Baner theilend. Denn der Königin Christina Vormünder und der Reichsrath fanden seit dem Prager Frieden die Fortsetzung des Kriegs allzu beschwerlich für die Mittel des König-

reichs, verzichteten ſogar der früher geforderten Entſchädigung, ſo daß einzig der gewandteſten franzöſiſchen Unterhändler Anſtrengung, mit reichlichen Geldverheißungen verbunden, bei dem Kanzler und bei den Ständen die Luſt zur Erneuerung des deutſchen Kriegs erwecken konnte.

Ein ſolcher Unterhändler, der Marquis de Saint-Chamont, eine halbe Million Livres mit ſich führend, hatte Paris am 28. Aug. verlaſſen, erreichte Wismar am 27./17. Oct., nachdem Oxenſtjerna, im Begriff, die Fahrt nach Stralſund anzutreten, ihn wiſſen laſſen, er werde ſeiner noch ſechs Tage in Wismar erwarten; wurde aber ſehr kühl empfangen. Vorwürfe nur vernahm er aus Oxenſtjernas Munde: „Für das Bündniß ſei es zu ſpät, die deutſchen Bundesgenoſſen hätten die Krone verlaſſen, zugleich die beſten Truppen; jeder möge ſeinen Frieden machen ſo gut er könne, wie er auch dem Landgrafen gerathen habe; er ſtehe nur noch um fünf Tonnen Goldes mit dem Kurfürſten im Handel. »Enfin,« heißt es bei Richelieu, »il lui témoigna un si grand étonnement et abattement de coeur, que tout ce qu'il lui proposa pour relever le parti lui paroissoit impossible, et ne sut jamais tirer de lui aucune parole assurée, mais seulement des réponses douteuses et ambiguës, qui témoignoient l'inquiétude et la mauvaise assiette de son esprit.« Daß der Kanzler Comödie ſpielte, kann ich nicht glauben, hat doch Kurfürſt Philipp Chriſtoph in einem Concept sub manu propria niedergelegt: „Hingegen iſt der Churfürſt ſehr ſorgfeltig, damit der Schweden Macht nach der Nördlinger Schlacht nit gar und zumal zertrennt werde. In dießer Stundt thun Herr Cantzler Oxenſtern, Pfalz-Pirckenfeld, Zweybrücken und Saarbrücken ire ganze Hoffnung uff Frankreich und Trier ſetzen."

Nur zögernd, nachdem er am 3. März (23. Febr.) 1636 von Stralſund nach Wismar ſich erhoben hatte, gab Oxenſtjerna, nach dreiwöchentlicher Beſprechung, am 30./20. März eine Reihe Artikel „auf Beſtätigung beider Kronen" heraus. Weil er die noch immer unterbliebene offene Kriegserklärung von Seiten Frankreichs gegen den Kaiſer forderte, und ſeinen Widerwillen gegen das Bündniß mit ſcheinbar gewichtigen Gründen ſtützte:

„die Deutſchen verdienten nicht, daß man ihrer ſich annehme, da ſie die Fremden, aller Verbindlichkeiten ungeachtet, haßten," war der Franzoſe aufrichtig genug zu geſtehen, „der Wankelmuth und der undankbare Trotz der Deutſchen verhindere nicht einen Kampf fortzuſetzen, den man nicht zu derſelben Vortheil, ſondern um den gemeinſamen Feind zu beſiegen, unternommen habe." In Bezug auf die erſte Forderung entgegnete er, Frankreich könne mit dem gleichen Recht Schwedens Kriegserklärung gegen Spanien fordern. Wie Saint-Chamont die von Oxenſtjerna am 30./20. März überreichten Bedingungen demnach zu günſtig für Schweden fand, und vier Monate, bis zum 1. Aug. Friſt, um die Beſtätigung ſeines Königs einzuholen, begehrte, kam man endlich am 11./1. April auf vorläufige Artikel überein: „der Welt glauben zu machen, daß beider Bündniß abgeſchloſſen ſei, in der Zwiſchenzeit auf keine Friedensvermittlung einzugehen und aufrichtig und gemeinſchaftlich jeden Schritt der Art zu überlegen." Oxenſtjerna hielt es ſelbſt damals nicht für unnöthig, den Beſitz von Mainz und Worms, die Gültigkeit der ſchwediſchen Schenkungen in Deutſchland und die Behauptung der neueſten ſchwediſchen Eroberungen im Elſaß, Benfeld und Dachſtein, anzuregen, bemühte ſich für die Befreiung ſeines Schwiegerſohns Horn, empfing von Saint-Chamont ein Angeld von 90,000 Rthlr. und erzwang zuletzt das Verſprechen, daß Frankreich kein Heer auf deutſchem Boden errichten wolle, damit Raub, Mord und Brand excluſive Berechtigungen von Schweden blieben.

Die vormundſchaftliche Regierung in Schweden machte Schwierigkeiten, die Wismarer Artikel, „in deren Gefolge ſie ſich wieder zu Gunſten Frankreichs bei dem Krieg betheiligen ſollte," vor Berufung eines ſtändiſchen Ausſchuſſes zu bewilligen, befahl dem Reichskanzler, die Friedenshandlungen zu Lübeck zu beſchicken, verhieß ihm zu Beiſtand den Hofkanzler Johann Salvius und lud ihn ein, auf dem ſchwediſchen Reichstag im Sommer perſönlich ſich einzufinden. Froh vielleicht, die Laſt der undankbaren, hochverantwortlichen Geſchäfte andern Schultern aufladen zu können, eilte Oxenſtjerna von Wismar nach Stralſund zurück, um von dort aus die letzten Anordnungen für den

Krieg zu treffen. Erfahren in der Weiſe, Geld aufzutreiben, unbedenklich in der Wahl der Mittel, war er bedacht, an Oder, Elbe, Weſer möglichſt zahlreiche Heere aufzuſtellen, aus Schweden die nöthigen Erſatzmannſchaften heranzuziehen. Daneben überwachte er das ganze Frühjahr hindurch die vergeblichen, von Dänemark und Mecklenburg vorgenommenen Friedenshandlungen; er beantwortete Saint-Chamonts Einladung zu mündlicher Beſprechung, um die verheißene Beſtätigung des Wismarer Vertrags zur beſtimmten Zeit auszuwechſeln, mit der Zuſage, daß er der Vormünder Erklärung ſelbſt einholen wolle, ging am 14./4. Juli auf dem Ruden zu Schiff, kam am 24./14. Jul. 1636 nach zehnjähriger Abweſenheit in ſeinem Vaterlande an und wurde mit großem Gepränge empfangen. Hier, im Reichsrath, ſoll er zunächſt vor ſolchen ausgedehnten Vollmachten, wie ſie in Deutſchland ihm übertragen worden, gewarnt haben, weil Eigennutz leicht Mißbrauch damit treiben könnte. Er meinte wohl die verführeriſchen Anerbietungen, welche ihm in Deutſchland gemacht worden waren, erſtlich die Lockungen der franzöſiſchen Geſandten zu einer Verheurathung zwiſchen einem ſeiner Söhne und der Thronerbin Schwedens, dann die Anträge der Heilbronner Bundesgenoſſen für den Beſitz des Kurfürſtenthums Mainz. Bougeant ebenfalls will wiſſen, der Reichskanzler habe bei der vormundſchaftlichen Regierung zu Stockholm des Kurfürſtenthums wegen angefragt; dieſe ſoll aber ihre Zuſtimmung nur unter der Bedingung gegeben haben, wenn er ſo lange in ſchwediſchen Dienſten bleiben werde, bis der Friede zur Zufriedenheit der Krone abgeſchloſſen worden ſei. So viel iſt gewiß, die Franzoſen, die ſolches Anerbieten ſeinem Sinne nicht entgegenhielten, wiederholten daſſelbe nach der Nördlinger Schlacht, um ihn zu feſſeln.

Was die Vermählung Chriſtinens mit ſeinem Sohne anlangt, ſo brachte ſie Feuquières bald nach Guſtav Adolfs Tod zur Sprache, ohne daß ſich ermitteln läßt, wie der Reichskanzler den Antrag aufgenommen hatte. Später iſt ihm Schuld gegeben worden, daß er ſeinen Sohn Erich zu Chriſtinens Gemahl beſtimmt habe, ſie möge nun, wie Bougeant behauptet, auf den deutſchen Kaiſerthron, oder blos auf den ſchwediſchen

Königsthron geſetzt werden. Gewiß iſt, daß ſich Oxenſtjerna nach ſeiner Rückkehr aus Deutſchland der Erziehung Chriſtinens annahm und ſie täglich in Staatsrecht und Politik unterrichtete, und daß er ſie von ihrem 16. Jahre an bei den Senatsſitzungen Antheil nehmen ließ. Er ſchloß die ſchwache, rathloſe Maria Eleonore von der Theilnahme an der Erziehung ihrer Tochter aus. Sie wurde nach Gripsholm verbannt und faßte dort, gleich einer Maria von Medici, den verzweiflungsvollen Entſchluß, lieber kümmerlich im Ausland, als königlich in Schweden leben zu wollen. Sie führte denſelben am 29. Jul. 1640 durch die Flucht nach Dänemark und weiter nach Deutſchland aus. Manche meinten, Oxenſtjernas Feindſchaft gegen die bedrückte königliche Wittwe rühre von deren Abneigung gegen die Verheurathung ihrer Tochter mit des Reichskanzlers Sohn Erich her.

Wie dem auch ſei, Oxenſtjerna arbeitete dem Plan der Vermählung Chriſtinens mit dem jungen Pfalzgrafen Karl Guſtav eifrig entgegen, und als die Königin nach ihrer Krönung merkte, daß der Reichskanzler und ſein adelicher Anhang die Thronfolge unentſchieden laſſen wollten, ſo beſtimmte ſie 1649 den Pfalzgrafen zu ihrem Nachfolger und meinte, daß, wenn ſie die Sache nicht entſchiede, die Häuſer Oxenſtjerna und Brahe ſich um die Krone bewerben und dadurch innere Kämpfe entſtehen würden. Und da Chriſtina anfänglich nicht abgeneigt war, dem Pfalzgrafen Karl Guſtav die Hand zu reichen (ſie ſprach noch im J. 1648 bei deſſen Abreiſe nach Deutſchland davon), folglich dieſelbe einem Unterthanen zu verweigern, ſo ſuchte der Reichskanzler, wie man behauptete, die Vornehmſten des Reiches für die Meinung zu gewinnen, daß ein ausländiſcher Gemahl der Königin dem heimiſchen Reiche ſchaden würde. Ja der alte Reichshiſtoriograph Meſſenius gab ihm in einer Schmähſchrift Schuld, daß er dem jungen Pfalzgrafen nach dem Leben geſtrebt hätte. Leidenſchaftlichkeiten mögen allerdings die Anklagen übertrieben oder entſtellt haben; aber unverwerflich ſind die Zeugniſſe Chriſtinens ſelbſt, die ſie in reifern Jahren verſchiedentlich über Oxenſtjernas Beſtrebungen abgelegt hat: ſie bezüchtigte ihn einmal öffentlich der

Sehnſucht nach einer veränderten Regierungsform, die er in die Hände einer vornehmen Familie bringen wolle; dann machte ſie ihm ſelbſt, als ſie die Regierung ſchon im J. 1651 niederlegen wollte, zur Bedingung ihrer längern Regentſchaft, daß nie wieder von Vermählung ihrer Perſon, wogegen ſie allmälig einen Widerwillen gefaßt hatte, die Rede ſein ſollte. Hieraus, wenn auch der Vater ſeinen Sohn zur Widerlegung der Gerüchte verheurathete, ſchloß man doch richtig, Oxenſtjerna habe dem Adel großes Anſehen, ſich ſelbſt aber im Reich Unentbehrlichkeit verſchaffen wollen, um dieſes wählbar zu machen. Ungezweifelt war es ſein, nicht unberechtigter Ehrgeiz, den erſten Unterthan im Reiche vorzuſtellen; nach der Krone zu trachten, iſt ihm weder im eigenen, noch in des Sohnes Namen eingefallen, und falls er dafür ein Gelüſten empfunden haben könnte, würden die vielen Kriegsleute ihn ſicherlich auf andere Gedanken gebracht haben.

Im Uebrigen erſchien der Reichskanzler in Schweden mit demſelben unbeſchränkten Anſehen, deſſen er in Deutſchland genoſſen hatte, und wenn auch Ränke der Großen ihm entgegentraten, wie der Haß des Reichsdroſtes Pehr Brahe, welchen er durch Familienverbindungen zu heben wußte, ſo ſtand doch bis zur Mündigkeit Chriſtinens ſeiner Macht kein ernſtliches Hinderniß im Wege; denn aus ſeinen Verwandten, Freunden und Günſtlingen war die Mehrheit der Senatsglieder zuſammengeſetzt, und ſeine Stimme erhielt in Berathungen und Beſchlüſſen die Ueberlegenheit, ſo daß er in Verdacht gerieth, er würde das, was ſich nicht immer in Gutem fügen wollte, mit Gewalt zwingen. Als daher zu Ende 1643 der Dänenkrieg ausbrach, ließ er, unter ſeines Schwiegerſohnes Guſtav Horn Leitung, ein Heer rüſten, das neben dem Torſtenſonſchen die Dänen bekämpfen, aber auch Oxenſtjernas Widerwärtige im Reiche demüthigen ſollte. Allein er hatte eigentlich ſeit den früher erlebten Verdrießlichkeiten auf das Nachbarreich einen unauslöſchlichen Haß geworfen und arbeitete mit wahrer Jünglingskraft an dieſem Kriege, wie an den ſeit dem 18./8. Januar 1645 begonnenen Friedensverhandlungen zu Brömſebro, welche in einem ehrenvollen und vortheilhaften Frieden für Schweden endeten, aber nach der Meinung

Einiger noch glänzender geendet haben würden, wenn nicht Chriſtina den Reichskanzler in ſo günſtigen Umſtänden mit Eile gedrängt hätte, damit des alten Staatsmannes Anſehen nicht zu ſehr wachſe. Gelegentlich von Guſtav Horns Vordringen in Schonen, Winter 1644, inſtruirte er deſſen Secretair, den Feldmarſchall zu erinnern, daß, wo es einige Bibliothecae publicae gebe, beſonders wo einige Manuscripta zu kriegen, ſolche nicht zerſtreut, ſondern vollſtändig nach Stockholm zu ſchicken ſeien. So hatte er auch von Torſtensſon verlangt, daß, wofern er in etwelche papiſtiſche Orte komme, wo ſchöne und koſtbare Bibliotheken zu finden, wie vorigen Sommer zu Neiße und Ollmütz, er die Bücher nach Schweden ſchicke, zur Beſſerung der Bibliotheken an den Hochſchulen und Gymnaſien.

Aus Dankbarkeit für Oxenſtiernas Thätigkeit bei dem Krieg und Frieden mit Dänemark ernannte ihn Chriſtina am 16. Oct. 1645 zum Grafen von Södermöre, welche Auszeichnung er ſich ſchon mehre Male verbeten hatte. Der Grafenbrief iſt vom 19. Nov. 1645. Die Grafſchaft wurde radicirt auf den Bezirk Södermöre in Smaland mit ſeinen eilf Kirchſpielen. Die Einkünfte ſchätzte man zu 15,000 Rthlr. jährlich. Den 20. Aug. n. J. hatte der Reichskanzler den Ritterſitz Kongsberg im Diſtrict Aker von Südermanland, mit mehren Inſeln im Mälar, zuſammen 37 Höfe, als Vergabung erhalten. Dieſe wurde den 10. Dec. mit 21½ Höfen vermehrt, und an demſelben Tag dem Kanzler zugeſtanden, alle dieſe Kronlehengüter für ewige Zeiten als Freigüter ankaufen zu dürfen.

Chriſtinens Thronbeſteigung (7. Dec. 1644) gab der Allgewalt Oxenſtiernas einen Stoß. Sie, im Kriege geboren und erzogen, bewies zeitig überwiegende Neigung zum Frieden; Oxenſtierna war anderer Meinung. Schon 1641 klagte ſie, daß die Stimme des Friedens bei ihm kein Gehör fände, ſondern daß er dem Geſandten Salvius in Deutſchland Verweiſe gäbe, ſo oft er von Tractaten ſchreibe. Deshalb ſetzte er noch in demſelben Jahre durch, daß ſein Sohn Johann, obgleich dieſer ſeine Unfähigkeit erkannte und ſeines Sträubens ungeachtet, zum Haupt der ſchwediſchen Geſandtſchaft auf dem Friedenscongreß in Deutſch-

land ernannt wurde. Er gab nachmals dem Schwächling weiſe Lehren in dem ſchweren Geſchäfte. Allmälig gerieth der Sohn mit ſeinem Gehülfen, Adler Salvius, in Zwieſpalt, welchen Chriſtina nährte.

Den 10. April 1647 ſchrieb die Königin an die Geſandtſchaft: „Messieurs, dieſe paar Worte füge ich meinem öffentlichen Schreiben einzig bei, auf daß ich euch eigenhändig entdecke, wie ich fürchte, daß dieſer wünſchbare Tractat, der bisher ſo gute Hoffnung eines günſtigen Entſcheids gab, durch irgend welche mir nicht völlig klare Urſachen muß gehemmt worden ſein. Nun, um euch über meinen Willen völlig ins Klare zu ſetzen, ſo mögt ihr überzeugt ſein, daß ich vor allen Dingen nach einem ſichern und ehrenvollen Frieden trachte; und weil die satisfactio coronae ſchon völlig im Reinen iſt und nichts mehr reſtirt als die Befriedigung des Soldaten und die gravamina der Stände, ſo iſt mein Wille, daß ihr die Sachen mit guter Manier im Gang haltet, bis Erskine zu euch kommen kann und euch ſeine Commiſſion kund thut, und dann das Werk zu einem erwünſchten Ende bringet, die Condition der Stände, die Satisfaction der Krone und die Befriedigung des Soldaten ausführend, ſo gut es ſich ohne Friedensbruch thun läßt, und dann ferner nicht auf die lange Bank ſchieben, wie bisher geſchehen iſt; ſofern anders geſchieht, mögt ihr zuſehen, wie ihr es vor Gott, den Ständen des Reichs und mir zu verantworten habt; von dieſem Ziele laſſet euch durch keinerlei Phantaſien ehrſüchtiger Menſchen abwendig machen, inſoweit es euch lieb iſt unſer höchſten Ungnade auszuweichen und ihr nicht Luſt habt deshalb bleich und roth mir Rede zu ſtehen, dann mögt ihr gewiß ſein, daß keine Autorität noch Familienſchutz mich hindern ſoll der Welt das Mißfallen zu zeigen, das ich an unvernünftigen Proceduren habe.“ Noch deutlicher kund zu geben, wem eigentlich der Wiſcher gelte, ſchrieb die Königin zugleich an Oxenſtjernas Collegen Salvius: „Ich werde nicht unterlaſſen eurer Treue und eurem Fleiße in allen Gnaden Rechnung zu halten, und mit der andern Partei werde ich mich ſo ſtellen, daß ich aller Welt zeigen will, daß auch der Reichskanzler nicht einſam die Welt mit einem Finger

zu bewegen vermag. Sapienti sat. Meinen Brief, der hier beiliegt, an euch beide, mögt ihr an Graf Johann Oxenſtjerna übergeben; und obgleich ich darin euch beide hart anfahre, ſo iſt er doch allein damit gemeint. Fügt es ſo, daß d'Avaux deſſen Inhalt zu wiſſen bekommt, auf daß die Franzoſen nicht eine ſchiefe Meinung von mir faſſen, ſondern ſehen mögen, weſſen die Schuld iſt. Ihr dürft ganz verſichert ſein, daß ich euch ſchadlos halten werde; und wenn Gott euch einmal mit Frieden heimhilft, ſollen eure Dienſte mit senatoria dignitate vergolten werden. Des Grafen Magnus Intereſſe empfehle ich euch wie mein eignes. Ich bitte, laßt mich wiſſen, wie ſich Graf Johann Oxenſtjerna beim Leſen meines Briefs an euch beide geberdet."

Der ſtolze Johann Oxenſtjerna entgegnete, daß er bereit ſei, von ſeinem Betragen Rechenſchaft abzulegen, ſobald es der Königin gefalle; daß er perſönlicher Urſachen und Angelegenheiten halber ſchon lange gewünſcht habe, von der Fortſetzung der Unterhandlungen befreiet zu werden. Er wiſſe wohl, daß eine ſo geringe Perſon wie er entbehrlich ſei, allein derjenige, welcher Ihrer Majeſtät einen ſolchen Brief zu ſchreiben eingegeben, ſolle ihm dafür einmal verantwortlich ſein, falls ſie im Leben ſich träfen. Einige Wochen darauf konnte er der Königin berichten, daß die Schuld der Verzögerung um ſo weniger auf ihm laſte, als die franzöſiſchen Miniſter ſelbſt das Friedenswerk aufſchöben. Den ſeinem Sohn angethanen Verdruß hat ebenfalls und höchlich der Reichskanzler empfunden. Aus Stockholm, 29. Mai 1647, ſchrieb er an denſelben: „Der Brief, der dir geſchrieben worden, hat mich nicht wenig turbirt, und bin ich deshalb den 25. dieſes mit Ihrer Majeſtät in Unterredung gekommen. Es thut mir leid, und ich glaube, wenn er nicht geſchrieben wäre, daß man vielleicht damit innehielte. Man ſucht ihn zu excuſiren und will vorgeben, er ſei nur eine Warnung. Allein die Worte ſind licht und klar. Wie dem auch ſei, ſo ſteht er und kocht. Was mich betrifft, ſo ſoll man, mit Gott, mich nicht ohne Reſolution finden." In jener Unterredung hatte die Königin zuletzt geäußert, daß ſie den fraglichen Brief nicht in böſer Meinung gegen des Kanzlers

Sohn geſchrieben habe, worauf eine ſcheinbare Verſöhnung erfolgte, wiewohl Axel ſich für einige Zeit vom Hofe entfernte. Aus der Einſamkeit von Tidön ſchrieb er an Johann, 19. Jul. und 4. Aug. 1647: „Ich bin nun mit meiner Frau ſeit ungefähr fünf Wochen daheim auf meinen Gütern, um meiner Privatangelegenheiten zu warten, denn ich habe mich, wie dir bekannt iſt, die ganze Zeit hin allein de publicis, aber wenig um meine privata bekümmert. Uebrigens ſteht hier bei uns auf dem Lande Alles gut, und ein herrliches Fruchtjahr vor Augen; das ſegne Gott! Ueber zwei Tage reiſe ich nach Fiholm, das Haus und meine Rodungen zu beſehen. Daſelbſt hab ich heuer eine Schar Dalburſche gehabt, die allbereits ein großes Stück gereutet haben, ſo daß ich hoffe, Fiholm mit Raum und Wieſen verſehen zu haben. Das Schlimmſte mit mir iſt, daß ich nicht gehen kann es zu beſehen, und vor vierzehn Tagen hatte ich das Unglück, mit meinem Pferd in einem Sumpf zu ſtürzen, wo ich das Bein an einem Geheg quetſchte, was mich ſo übel mitnahm, daß ich ſeither auf kein Pferd kommen konnte."

Aber das Friedensgeſchäft verlor er darum nicht aus den Augen. D. d. Tidön, 4. Aug. 1647, ſchreibt er an ſeinen Sohn: „Ich erſehe aus deinem jüngſt angelangten Schreiben, daß Trautmannsdorf, von dem ſpaniſchen Ambaſſador inſtigirt, abgereiſet iſt, und daß der Tractat verzögert wird, daß du und dein College ſich fortwährend in Münſter aufhalten, und daß die Franzoſen, welche früher dich wegen Verſchub blamirt haben, nun ſelbſt den Fortgang hindern. Hierin geht nichts vor, worüber ich ſagen wollte: non putaram. Und ſtelle ich deshalb Alles Gott anheim, wie es Ihm gefällig iſt zu disponiren. Allein es verdrießt mich, daß wir ſelbſt ſo kindiſch judiciren, und noch mehr, daß wir ſo procediren. Ich bin von ehemals nicht ſo gewöhnt, ſondern pflege, wie du weißt, contra quoscunque casus reſolvirt zu ſein. Sed haec dies aliam vitam, alios mores postulat. Doch, mein Sohn, hoffe ich, daß Gott und die Zeit wohl offenbaren wird, wer es recht und wohl meint. Movire dich nicht ſehr. Geh deinen Weg, wie es ſich ziemt, und ſuche den Dienſt und die Reputation unſerer Königin und des Reichs

zu befördern; und wofern etwas hinten bleiben ſollte, ſo ſieh darauf, daß du keinen großen Theil daran habeſt. Den Reſt befehle Gott an! Deine Particular-Difficultät ſehe ich wohl, und welche Ungelegenheit dir aus dieſer Verzögerung erwächſt, allein achte es als ein malum necessarium und trag es mit Geduld." Weiter, Stockholm, 12. Dec. 1647, äußert der Kanzler: „Du wirſt aus dem eigenen Schreiben Ihrer Maj. ihre Intention vernehmen, daß du daſelbſt verbleibeſt und die Commiſſion mit Salvius verrichteſt ſo fürder wie bisher. Lieber Sohn, haſt du ſo lange Zeit dich geplagt und ſo viel Aerger getrunken, ſo harre noch aus und laß dich nicht von der Impatienz verleiten." Dagegen ſpricht der Vater bedeutende Impatienz aus in dem Schreiben d. d. Stockholm, 4. März 1648: „Dein College genießt ſeines gewohnten Vertrauens, doch iſt man hier nicht wie früher des Friedens ſicher, obgleich dein College in ſeinen Privatbriefen wenig Anderes zu ſchreiben weiß, und discurirt mit einem Haufen ratiunculis, als leſe er Terentium oder Plautum für Schulknaben, ſeine große Wiſſenſchaft zu zeigen. Allein, mein Sohn, laß das auf ſich beruhen; was real iſt, dabei bleibe, und wende, ſo viel du kannſt, alle offenbare Jalouſie ab." Den 5. Febr. 1648 hatte er an den nämlichen geſchrieben: „Deine Mutter hat in etwas das Bett hüten müſſen, aber auch mir ſpielt das Alter theilweiſe mit."

Die Klagen des Sohnes hatten auf den Vater ſo nachdrücklich gewirkt, daß er ſich bei der Königin bitter beſchwerte und ſeinen Abſchied mit der Erlaubniß verlangte, ſein Leben im Ausland zu beſchließen. Die Königin, allerdings gegen den alten Reichskanzler kalt, je mehr ihr Liebling, der junge Graf Magnus de la Gardie Einfluß gewann, fand in ihrer Launenhaftigkeit den geforderten Abſchied willkommen; allein die Reichsräthe, darin eine Schmach für die Regierung ſehend, riethen, den verdienſtvollen, erfahrenen Staatsmann zufrieden zu ſtellen. Oxenſtjerna behielt ſein Amt in der ganzen Ausdehnung, in welcher er es bisher bekleidet hatte, namentlich vom Ende des J. 1653 an, und zwar unter Beiſtand ſeines Sohnes Erich; aber der frühere

unbeſchränkte Einfluß, der wohl auch Eiferſucht in Chriſtinen, wie in den Höflingen derſelben neidiſche Ränke erweckt haben mochte, war untergraben. Seine Unentbehrlichkeit in Staatsſachen, die Verehrung durch die fremden Botſchafter ihm erzeigt, Chriſtinens vielleicht erzwungene Hochachtung gegen ihn, ſowie die ſchonenden Rückſichten für ſein zunehmendes Alter waren zwar natürliche Folgen ſeiner Verdienſte und ſeines Familieneinfluſſes; allein es blieb doch, da Chriſtina ihm nicht in allen Stücken, vielleicht in der Furcht, durch ihn verdunkelt zu werden, folgte, ein heimlicher Gram in ſeiner Seele zurück. Hierzu kam ſeine Unzufriedenheit über die Menge an Chriſtinens Hof herbeigezogener Fremdlinge, über deren Ausſchweifungen, ſowie über den weſtphäliſchen Frieden, den er wie die Generale ein übereiltes Werk nannte. Ja man glaubte auch für ſo außerordentliche Anſtrengungen einen bedeutendern Erfolg errungen zu ſehen, wenn Oxenſtjerna, ungeachtet der Schwächen ſeines Sohnes, ſeinen frühern Einfluß behauptet hätte. Daher griff ein von ihm begünſtigter Prediger zu Stockholm, nach Chanuts Zeugniß, dieſen Frieden einſt in voller Kirche ſchmähend an, während Chriſtine und ihr Hof von Freude über denſelben erfüllt waren. Doch ſetzte nun der Reichskanzler, aller Verbindung mit Frankreich abhold, den unmittelbaren Handelsverkehr mit Spanien unter Bekämpfung nicht geringer Schwierigkeiten durch, nachdem er ſchon im Jahr 1640 einen Handelsvertrag mit Portugal und ein Bündniß mit Holland zu gemeinſchaftlicher Vertheidigung abgeſchloſſen hatte. Handelsgeſellſchaften in Schweden beförderte er (auch der Heilbronner Bund im J. 1633 war von ihm in den ſchwediſch-indiſchen Handelsverein, doch ohne Erfolg, gezogen worden), wie Guſtav Adolf, vorſichtig, um nicht in der Kaufleute Feſſeln verſtrickt zu werden. Aber dieſe Thätigkeit ſowohl als ſeine Maßregeln zur Hebung aller nutzloſen und hemmenden Handelsverbote, wie beim Getreidehandel und Bergwerksweſen, waren nicht immer ſegensreich, weil ſie von ariſtokratiſchen Mißgriffen nicht frei. Doch ſoll er der Erſte geweſen ſein, der die Gewerbefreiheit in Schweden eingeführt hat. Man rühmt ferner von ihm ſcharfe Beaufſichtigung der Beamten und ſtrenge Anforde-

rung an vollkommene Erfüllung des Berufs, welcher aber durch ſein barſches Weſen den Beamten nicht ſelten läſtig werden mochte. Hieraus ergibt ſich der Zweifel an der ihm gemachten Beſchuldigung, daß er die Verantwortlichkeit der obern Staatsbeamten abgeſchafft habe, wenn zumal bedacht wird, daß nur einigermaßen wichtige Dinge nach ſeiner Meinung gelenkt werden mußten, obgleich er das Beamten- und Statthalterweſen, die Bureaukratie, zur Erleichterung des Dienſtes vervielfacht haben ſoll.

In Religionsſachen wirkte Oxenſtjerna ganz nach den Begriffen ſeiner Zeit: zeigte er ſich auch für das Schickſal der Reformirten in den Unterhandlungen zum weſtphäliſchen Frieden theilnehmend, ſo bewies er doch kalte Gleichgültigkeit gegen des berühmten Schotten John Dury (Durams) Verſuche (1636—1638) für eine Vereinigung beider evangeliſchen Kirchen, und bis zur Verfolgung an dem ſchwediſchen Biſchof Matthiä für ähnliche geläuterte Entwürfe hat er es getrieben. Aber wiſſenſchaftlichen Verkehr unterhielt er ſtets mit in- und ausländiſchen Gelehrten, und ſeine Urtheile über die Wiſſenſchaften wurden in Schweden als Orakel angenommen. In ſeinem Sinn beförderte er Aufklärung und Bildung. Fünf Gymnaſien errichtete er zum Theil aus eigenen Mitteln, und die von Guſtav Adolf ihm geſchenkte Kurmainzer Bibliothek beſtimmte er für die Anſtalt zu Weſteräs; ſie ging aber, nach Loccenius, auf der See zu Grunde. Nach Johann Skyttes Tode wurde er im J. 1645 Kanzler der Akademie zu Upſala und ſah er bei Prüfung der Studenten und bei Vorleſungen, denen er, ſo oft es die Zeit geſtattete, beiwohnte, hauptſächlich auf Bildung tüchtiger Staatsbeamten. So rühmlich nun auch ſeine Uneigennützigkeit, indem er dem Staate 30,000 Rthlr. Banko ohne Zinſen lieh, mußte er doch noch im J. 1641 zur Deckung der Kriegskoſten für mehr als eine Million Krongüter theils verkaufen, theils verpfänden, welche dem im auswärtigen Krieg reich gewordenen Adel zum Vortheil gereichten.

Man hat in der neuern Zeit den Ariſtokraten Oxenſtjerna in Schutz genommen und gegen hiſtoriſche Zeugniſſe irrig behauptet, der Adel Schwedens habe ausſchließlich alle Bildung, Gelehrſamkeit, Aufklärung und ritterliche Tugenden in ſich vereinigt;

allein wenn der Kanzler auch Genie und Verdienſt vermöge ſeines Wahlſpruches, nach welchem Verdienſt und Ruhm über die Geburt zu ſetzen, ermunterte und unterſtützte, und wenn er auch die ihm von Chriſtinen noch vor deren Abdankung angebotene fürſtliche Würde als eine drückende und nutzloſe Auszeichnung für das Reich abgelehnt hat, ſo hinderte er doch nicht, daß auf der Akademie zu Abo ungeſcheut gelehrt wurde, die Kinder des Adels empfingen ſchon durch die vornehme Geburt einen edlern Charakter. Außerdem ließ er während ſeiner Herrſchaft 40 Perſonen adeln; die Arbeiter in ſeiner Kanzlei mußten meiſt von Adel ſein, und die es nicht waren, wurden geadelt. Auch Chriſtinen hatte er ſeine ausſchweifenden Begriffe über dieſen Stand eingeimpft, ſo daß dieſe es nicht für unpaſſend fand, ihren Leibſchneider in den Adelſtand zu erheben. Daher konnte er, wie ihm zur Laſt gelegt wird, die Abgabenfreiheit des Adels, mit Ausnahme der Dienſt- und Hülfsleiſtungen für den Staat, vertheidigen, und auf dem Reichstage von 1644 beleidigte er durch harte, ungeläuterte und verhöhnende Geſinnungen den geſamten Bauernſtand. Sechs Jahre nachher bedrohte er ſogar die erneuerten Fürbitten der nichtadelichen Reichsſtände mit Beſtrafung, und die launenhafte Chriſtine half den Gegenſtänden der Klagen nicht ab. Allerdings hatte ſich der höhere Adel theils durch ſolche Stütze, theils durch ſeine Verwandtſchaft mit dem königlichen Hauſe, wie durch das von Oxenſtjerna verfaßte Reichsgrundgeſetz zu ſo mächtigem Selbſtgefühl erhoben, daß ihn erſt der kraftvolle Karl X Guſtav demüthigen konnte. Als entſchiedener Vorfechter der Adelsprivilegien gerieth der Kanzler über der dadurch veranlaßten Gährung in perſönliche Gefahr. Er blieb unerſchrocken, Tage lang, ſo oft die Thüre ſich öffnete, den gegen ihn ausgeſendeten Mörder erwartend.

Dies Alles, die Bedrückung der unadelichen Stände und der Schwarm ſchwelgender Fremdlinge am Hofe ſteigerten des Volkes Erbitterung in dem Maße, daß Chriſtinens Thronentſagung willkommen aufgenommen wurde, während Oxenſtjerna ſie lebenslänglich auf dem Throne zu feſſeln und den ihm verhaßten jungen Pfalzgrafen von der Thronfolge abzuhalten äußerſt bemüht war.

Doch mußte der alte Staatsmann noch kurz vor Chriſtinens Abdankung, als ihn der Adel zu ihr abgeſandt hatte, um gewiſſe Beſtimmungen über die Lehnbarkeit einer Anzahl Güter in Pommern und Schweden auszumitteln, eine empfindliche Kränkung erdulden und anhören, daß die Königin in der Hitze über ſeine Feſtigkeit ihn einen alten Narren ſchalt und ihn ſchweigen hieß. Da erwiderte der Graf: „Ich erkenne meine Unfähigkeit für den Dienſt der Krone," und entfernte ſich. Am 10. März 1649 erklärten die Stände und der Reichsrath den Pfalzgrafen Karl Guſtav zum Thronfolger, im Falle die Königin ohne Erben ſterbe. Erſt am folgenden Tage ließ Axel, der ſich jeder Theilnahme bei den Berathungen enthalten hatte, widerſtrebend bewegen, daß er den Beſchluß unterſchreibe, und äußerte er gegen den bei dieſer Gelegenheit an ihn abgeſendeten Hofkanzler Turgel: „Ich bekenne ernſtlich, daß, wenn mein Grab mir zu dieſer Stunde offen und es in meiner Willkür ſtände, mich ins Grab zu legen oder das Inſtrument über die Thronfolge zu unterzeichnen, ſo hole mich der Teufel, wenn ich nicht lieber mich ins Grab legte als es unterſchriebe." Er unterſchrieb endlich mit zitternder Hand. Auch als Karl X Guſtav den Thron beſtieg, konnte er nicht überredet werden, der Feierlichkeit beizuwohnen. Am 25. Oct. 1651 kündigte die Königin dem Reichstag die Abſicht an, die Krone niederzulegen. Sie blieb unerſchütterlich bei den Vorſtellungen des Raths, gab jedoch nach, als der Reichskanzler an der Spitze eines ſtändiſchen Ausſchuſſes ſie beſchwor, von ihrem Vorhaben abzuſtehen. Als aber die Königin am 11. Febr. 1654 ihren letzten unwiderruflichen Entſchluß abzudanken kund gab, da ſprach, nach längerm Abrathen, der Reichskanzler: „Muß es ſein, dann je eher je lieber." Die Gnade der Königin hatte ſich ihm in etwas wieder zugewendet. Sie und ihr Nachfolger (16./6. Jun. 1654) beförderten ſeinen Sohn Johann zum Obermarſchall und den dem Vater an Weſen und Charakter gleichenden Erich zum Nachfolger in der Reichskanzlerwürde. Er aber bekleidete, trotz der Gebrechlichkeit des Alters, ſein Amt auch unter Karl Guſtav mit ſolchem Einfluß, daß er, obwohl dieſer ſeine, mit Hülfe Brahes entworfene Capitulation zur Sicherſtellung der Rechte des Königs, des Reichsrathes und der

Reichsſtände bei der Krönung abgelehnt hatte, ſiegend gegen den königlichen Schwager, Magnus de la Gardie, wirken konnte.

Oxenſtjerna erkrankte tödtlich in ſeinem Berufe, in der Verſammlung der Reichsräthe. Der junge König, welcher Verdienſte zu ſchätzen und ſeine Leidenſchaften gegen den alten Staatsmann, der ſein Glück hatte verhindern wollen, ebenſo zu beherrſchen, als die äußern Eingebungen des Haſſes und der Verfolgung weiſe abzulehnen verſtand, beſuchte den Kranken und erhielt von ihm das koſtbare Andenken, das ihm Ludwig XIII im J. 1635 zu Compiègne gegeben hatte, einen Diamantring. Seine letzten Worte galten aber der Königin Chriſtine und der Reue, die ſie in der Fremde über ihre Thronentſagung empfinden würde. „Sie iſt doch des großen Guſtav Tochter," ſprachs und verſchied. Karl X Guſtav hingegen äußerte vor der irdiſchen Hülle, welche Oxenſtjernas gewaltiger Geiſt am 28. Aug. 1654 verließ, in tiefes Anſchauen verſunken, die merkwürdigen Worte: „Glücklich, wer ſo gelebt hat! Glücklich, wer ſo ſtirbt!" Der Leichnam wurde zuerſt in die Jacobskirche, dann (18. März 1655) in die Hauptkirche zu Stockholm unter großem Gepränge und endlich in die Familiengruft zu Fiholm gebracht.

Ueberſehen darf nicht werden, daß dieſem raſtloſen Staatsmann auch die Abfaſſung des im J. 1653 zu Stockholm erſchienenen und vom Baron von Chemnitz als ſein Eigenthum angeſprochenen zweiten Theiles vom königlich-ſchwediſchen in Deutſchland geführten Kriege zugeſchrieben wird. Ferner ſoll er weſentlichen Antheil an der zu ihrer Zeit Aufſehen erregenden Schrift: De ratione status Imperii Romano-Germanici, welche derſelbe Chemnitz unter dem Namen Hippolitus a Lapide 1640 herausgab, und die gleichſam das Todesurtheil des deutſchen Volks, gehabt haben. Endlich mißt man ihm auch die Flugſchrift De arcanis Austriacae Domus bei. Sein Leben ſelbſt iſt erſt im J. 1831 von dem ſchwediſchen Handelsconſul zu Stralſund J. F. von Lundblad in ſchwediſcher Sprache bearbeitet und von F. von Schubert ins Deutſche übertragen worden.

Von Arels drei Söhnen ſtarb Guſtav unvermählt. Johann, geb. 1611, wurde von dem Vater auserſehen, um als erſter

Geſandter Schweden auf dem Friedenscongreß zu Osnabrück zu vertreten. Ihm, der einige Beſorgniß äußerte, daß er als ein Neuling mit ſo vielen erprobten Staatsmännern zu ringen haben werde, ſchrieb Axel jene beruhigenden Worte: Nescis, mi fili, quantilla prudentia homines regantur. Ein des Vaters doch nicht allerdings unwürdiger Sohn, ſtarb er als Reichsrath und Reichsmarſchall 1657 zu Wismar; er hatte ſich in erſter Ehe, 1636, mit Anna Margaretha Sture, geſt. 1647, und 1648 mit Margaretha Brahe verheurathet. Sein Bruder, Erik Axelſon Graf von Södermöre, Freiherr auf Kimito und Nynäs, geb. im J. 1624, wurde der Königin Chriſtina Oberkammerherr, 1646 Gouverneur von Eſthland, 1651 Reichsrath, 1652 Präſident des Commerzcollegiums, daher er in dem im J. 1654 mit England abgeſchloſſenen Schifffahrts- und Handelstractat zugleich mit ſeinem Vater ſtipulirte. In demſelben Jahre noch erhielt er das Amt eines Reichsvicekanzlers, nach deſſen Tode wurde er Reichskanzler und im folgenden Jahre Statthalter in dem von den Schweden beſetzten polniſchen Preuſſen. Er ſtarb an einem hitzigen Fieber den 15. Oct. 1656, aus ſeiner Ehe mit Eliſabeth Brahe drei Söhne und drei Töchter hinterlaſſend. Ein Sohn, Axel, ſtarb als Rittmeiſter unvermählt im J. 1676. Mit dem andern, mit dem Grafen Karl Guſtav, der ſich im J. 1684 mit der Gräfin Hedwig de la Gardie verheurathete, iſt die Linie in Södermöre ausgeſtorben. Ihr Beſitzthum war ſchon früher durch die Reduction verloren gegangen.

Des Reichskanzlers Bruder, Gabriel Guſtavſon Oxenſtjerna, Freiherr auf Kimito (in dem eigentlichen Finnland) und Nynäs, Herr auf Tyreſiö und Forſſa, wurde im J. 1612 des Herzogs Johann von Oſtergothland Rath, 1617 Reichsrath, Schloßhauptmann zu Stockholm und Landshöfding von Upland, ging 1621 und 1625 als Geſandter nach Dänemark und Holland und erhielt 1633 die Reichsdroſtenwürde, während er zugleich die Aemter eines Präſidenten des Oberjuſtizrathes und eines Landrichters in Weſtergothland bekleidete. Als Reichsdroſt führte er mit ſeinen vier Collegen, den hohen Würdenträgern, nämlich dem Marſchall, Admiral, Kanzler und Schatzmeiſter, die Vormundſchaft über die Königin Chriſtina; er ſelbſt ging auch mit Malte Soop nach

Deutſchland, um die Leiche des Königs Guſtav Adolf zu empfangen. Er ſtarb im J. 1640, wurde aber im Grabe noch, 1651, ſamt ſeinen Söhnen, mit dem gräflichen Titel beehrt. Dieſe Söhne, Guſtav, Ture, Johann und Gabriel, waren ſämtlich aus Gabriels erſter Ehe mit Margaretha Bjelke von Nynäs und Akerö. Der älteſte, Guſtav Gabrielſon, Freiherr auf Kimito, Herr auf Tyreſiö, wurde am 1. Nov. 1639 Landeshauptmann über Weſtmanland, am 28. Mai 1642 Gouverneur von Eſthland und Reval, am 25. Januar 1645 Reichs- und Kanzleirath. Am 10. Nov. 1651 wurde er nebſt ſeinen Brüdern und ſeinem verſtorbenen Vater in den Grafenſtand erhoben und ſeine Grafſchaft auf Kronoberg radicirt. Seine Gemahlin, Maria Sophia de la Gardie hatte ihm nur Töchter geboren. Ture Gabrielſon, geb. im J. 1614, war Landshöfding von Upland und hinterließ aus zwei Ehen die Söhne Ture, geblieben 1676 vor Wolgaſt, Gabriel, Guſtav und Johann. Johann nahm die katholiſche Religion an und erhielt eine Abtei in Polen. Gabriel Tureſon, geb. zu Stockholm im J. 1641 (nicht zu verwechſeln mit ſeinem Vetter Gabriel Gabrielſon), bereiſete nach zurückgelegten Studien einen großen Theil von Europa, that einige Feldzüge und wurde auch zu verſchiedenen diplomatiſchen Sendungen gebraucht. Seine Ernennung zum Generalgouverneur des Fürſtenthums Zweibrücken, 1699, war jedoch eigentlich als eine Ungnade zu betrachten. Gleichwohl regierte er dieſe entlegene Provinz mit großem Anſehen; Einheimiſche und Nachbarn fühlten ſich gleich ſehr durch ſeine großartige Repräſentation angezogen und geblendet. Dieſe Repräſentation verzehrte jedoch ſein Vermögen, eine unglückliche Ehe verbitterte ihm alle Lebensfreuden, und Neider, die er in Stockholm zurückgelaſſen hatte, benutzten jede Gelegenheit, ihm weh zu thun. Seine Geſundheit erlag dem vielfältigen Verdruß, er ſtarb im Mai 1707, und wurde die Leiche nach Schweden gebracht und feierlich durch den Biſchof Billberg beerdigt, daß er demnach wenigſtens äußerlich in der Gemeinſchaft der ſchwediſchen Kirche verharrt haben muß. Auch in verſchiedenen Stellen ſeiner Pensées ſpricht er als ein Lutheraner; dagegen handelt er anderwärts in ſehr beſtimmten Ausdrücken von Ver-

bannung und Güterverluſt, die er um der katholiſchen Religion willen getragen, und in ſeiner Grabſchrift, die er ſich ſelbſt geſetzt hat, iſt die Anſpielung auf eine Religionsveränderung nicht zu verkennen. Hier deren Worte:

Patria, domo et mundo,
Verae religionis, pravae uxoris et podagrae causa
Carui.
Peccator eram, cinis sum,
Amplius nihil.
Apage viator, brevi talis eris.

Des Grafen urſprünglich franzöſiſch geſchriebene, vielfältig aufgelegte Pensées sur divers sujets, avec des réflexions morales, befinden ſich in Jedermanns Händen. Der zu ſolchem Geſchäft freilich keineswegs geeignete Herausgeber, Bruzen de la Martinière, hat ſie von Gemeinplätzen und Stylſünden nicht zu reinigen gewußt; dadurch wird mancher tiefe Gedanke, manches glänzende Wort verunſtaltet. Des Grafen Gemahlin, Chriſtine, war die Tochter des Grafen Erich Oxenſtierna in Södermöre. Sein Sohn, Axel Gabrielſon, Graf zu Kronoberg, Generalmajor und Commandeur des Schwertordens, ſtarb auf ſeinem Gute Tidön unvermählt, 24. Aug. 1755.

Des Hauſes Korsholm Stammvater, Bengt, der vierte Sohn von Gabriel Chriſterſon und Beata Bjelke, Freiherr zu Mörby, Ekebyholm und Lindholm, des Herzogs Karl von Südermanland Rath und Marſchall, befand ſich in deſſen Gefolge, als derſelbe im J. 1579 zu Heidelberg ſein Beilager feierte, und ſtarb als Statthalter von Südermanland und Wermeland den 12. April 1591, nachdem er in erſter Ehe mit Sigrid Ros, des Grafen Guſtav Johanſon Tochter, die den 25. Juni 1586 ſtarb, in anderer Ehe mit Brigitte Boſſe, Knuts Tochter, verheurathet geweſen. Der Sohn der zweiten Ehe, Bengt Bengtſon, Freiherr auf Ekebyholm und Söderbo, Herr auf Rappin in dem heutigen Werroſchen Kreiſe von Liefland, geb. 19. Oct. 1591, wurde, als er von ſeinen weitläuftigen Reiſen zurückkehrte, im Jahr 1620 König Guſtav Adolfs Kammerherr, 1626 Gouverneur in Elbing, 1627 Oberſtallmeiſter, den 16. Sept. 1634 Reichsſtallmeiſter und Generalgouverneur von Liefland und Ingermanland, 1641

Reichsrath. Er ſtarb zu Riga 9. Jun. 1643. Der Sohn der erſten Ehe, Gabriel Bengtſon, Freiherr auf Lindholm und Mörby, geb. 1584, kam im J. 1612 als Gouverneur nach Reval, wurde 1617 Reichsrath, 1645 Generalgouverneur von Liefland, nachher Lagman über Wermeland und Dal, 1651 Reichsſchatzmeiſter und den 31. Jan. 1652 Reichsadmiral. Den 26. März 1651 hatte er ein Patent als Graf von Korsholm und Waſa erhalten, und zwar wurden ihm als Grafſchaft die Stadt Waſa mit der Burg Korsholm, dann Muſtafari, Groß- und Kleinkyro in Oſterbothnien verliehen. Seine Introduction auf der Grafenbank unter Nr. 8 erfolgte im J. 1652. Er ſtarb 1656. In ſeiner Ehe mit Anna Baner, verm. 17. Nov. 1610, hatte er drei Söhne, Gabriel, Bengt und Guſtav, und fünf Töchter. Gabriel Bengtſon, der älteſte der Söhne, wurde im J. 1653 Reichsrath, 1657 Reichsmarſchall und ſtarb 1671. Seine Gemahlin, Marca (nicht Maria; geb. zu Venedig 1626, hatte ſie die Republik des h. Marcus zum Taufpathen gehabt) Chriſtiana Gräfin von Löwenſtein-Wertheim, eine Stieftochter (nicht Wittwe, wie es gewöhnlich heißt) des berühmten Feldherrn Baner, hatte ihm die Söhne Guſtav und Gabriel geboren. Guſtavs einziger Sohn, Gabriel, blieb im Jahre 1709 bei Pultawa als Hauptmann. Guſtavs Bruder, Gabriel, hatte einen Sohn, Georg, geb. im J. 1699, der im Oct. 1756 Generalmajorsrang erhielt.

Des erſten Grafen von Korsholm anderer Sohn, Guſtav Gabrielſon Graf von Korsholm und Waſa, ſtarb im J. 1694 als königl. Geheimrath, der dritte Sohn, Bengt Gabrielſon Graf von Korsholm und Waſa, Freiherr von Mörby und Roſersberg, geb. 1623, ſtudirte zu Upſala, bereiſete den Continent und wohnte den Friedensunterhandlungen zu Osnabrück bei. Karl Guſtav ernannte ihn zum Generalgouverneur von Warſchau und Oberpolen und umgab ihn mit königlichem Gepränge: dadurch ſollte der Statthalter der Polen Augen blenden. Bengt mußte nachmals auch die Friedenspräliminarien entwerfen, entwickelte hierbei eben ſo viele Gewandtheit als poſitive Kenntniß und erhielt zum Lohn die Direction in der Kanzlei der auswärtigen Angelegenheiten und großen Einfluß auf die geſamte Reichsver-

waltung. Er wurde der entschiedene Gegner von des Grafen Magnus de la Gardie ehrgeizigem System, auch von Karl XI, sobald dieser die Regierung antrat, zum Reichsrath bestellt 1673, konnte aber doch den Krieg von 1674 nicht verhindern. Das Unglück der schwedischen Waffen brachte seine Weissagungen zu Ehren, und Karl XI hielt den für den geeignetesten Friedensboten, der überhaupt keinen Krieg gewollt hatte. Bengt erschien demnach als bevollmächtigter Minister auf dem Friedenscongreß zu Nimmegen, 1677—1679, und seine Bemühungen und Erfolge in dem Friedensgeschäfte wurden mit der Präsidentschaft des hohen Tribunals zu Wismar und der Oberlandrichterstelle von Ingermanland belohnt. Im J. 1681 wurde er Premierminister und Präsident des Kanzleirathes und der gänzliche Umschwung in Schwedens äußerer Politik, der Verzicht auf das Bündniß mit Ludwig XIV, das für Schweden ebenso nachtheilig als lästig für das gegen den rastlosen Ehrgeiz des Königs von Frankreich bewaffnete Europa, sind vornehmlich als Bengts Werke zu preisen. Er wollte, daß Schweden sich einzig im Norden vergrößere und zumal verstärke, sich alles Antheils an fremden, fernen Händeln entschlage und durch eine unabhängige, ehrenvolle Politik den innern Wohlstand begründe. Seine Ansichten fanden bei Karl XI die geziemende Anerkennung und Fügsamkeit, wie das insbesondere ein Brief des Monarchen an den Minister, gleich ehrenvoll für beide, beurkundet. Der stolze und harte Karl findet es nicht unter seiner Würde, die Dienste, so er von Oxenstjerna empfangen, zu beloben und ihm dafür offen und männlich zu danken. Das friedliche, so lange von Bengt verfolgte System wurde durch seines Königs Tod zerstört und der Nachfolger ganz eigentlich zum Krieg gezwungen.

Nach Karls XII ersten, staunenswürdigen Erfolgen, nachdem Dänemark gedemüthigt, der Zar in seine Wildnisse zurückgetrieben, Polen erobert war, schrieb der greise Oxenstjerna für den jungen Helden jenes berühmte Mémoire, das als ein Meisterwerk politischer Weisheit, als ein Denkmal wahrhaftiger und furchtloser Vaterlandsliebe in mehren historischen Sammlungen Platz gefunden hat. Reich durch seine Erfahrungen, auf das Genaueste

die Intereſſen des Vaterlandes beurtheilend, wagte er es, den König auf die Vortheile ſeiner Lage aufmerkſam zu machen und auf die Umſtände, welche ihn einladen ſollten, in ſo günſtigen Verhältniſſen Frieden zu ſchließen. Er zeichnet die Stellung, welche ein ſolcher Frieden dem König, nicht nur im Norden, ſondern in Europa überhaupt, anweiſen mußte, ahnet aber auch die Folgen, welche die Verlängerung des Krieges hervorrufen könnte. Karl hörte nicht auf den guten Rath, und Oxenſtjerna ſtarb, nachdem er kaum ſein Mémoire abgeſendet hatte, 22. Jul. 1702. Gleich dem großen Axel Oxenſtjerna, dem er überhaupt in vielen Dingen ähnlich, war Bengt ein warmer Beſchützer der Wiſſenſchaften, und insbeſondere hat die Univerſität Upſala, der er ſeit dem J. 1681 als Kanzler vorſtand, viele Denkmäler ſeiner Freigebigkeit aufzuweiſen. Er war in erſter Ehe mit Eva Wachtmeiſter, in anderer Ehe mit Magdalena Steenbock verheurathet; von ſieben Söhnen überlebten ihn nur drei. Der älteſte, Gabriel, blieb als holländiſcher General in der Schlacht bei Malplaquet den 11. Sept. 1709; ein anderer, Guſtav Bengtſon, ſtarb 1694 als königlicher Rath und Reichs-Feldzeugmeiſter; deſſen Sohn, Guſtav Guſtavſon, wird 1710 als Oberſt genannt. Graf Johann Oxenſtjerna ſtirbt im März 1733. Graf Karl wird im Sept. 1750 Hauptmann bei der Artillerie, Graf Johann Gabrielſon im Jahre 1766 Hofjunker an dem neu gebildeten Hofe des Kronprinzen. Der Kammerherr Freiherr Karl Oxenſtjerna wird den 25. Nov. 1773 Comthur des Waſaordens; das ganze Geſchlecht war demnach nicht in den Grafenſtand erhoben. Im J. 1809 werden genannt: Axel Freiherr von Oxenſtjerna, Oberhofjägermeiſter und Reichsherr, Jacob Guſtav Graf Oxenſtjerna, Caroline Gräfin Oxenſtjerna geb. Wadenſtjerna, Johann Gabriel Graf Oxenſtjerna, Reichsmarſchall, des Seraphinenordens Kanzler ſeit 1790. — Das eigentliche Geſchlechtswappen zeigt eine im Viſir liegende rothe Ochſenſtirn, mit dergleichen Ohren und Hörnern, im goldenen Felde, auf dem goldenen gekrönten Helm erhebt ſich wiederholt die Stirn; die Helmdecke iſt roth und golden.

Nach des Abts Leonhard von Eberbach Tod traten die in verſchiedenen Ordenshäuſern zerſtreut geweſenen Conventualen, Behufs

der Wahl eines Nachfolgers in Cöln zuſammen, und ſie entſchieden ſich für 46) Nicolaus V Weinbach aus Oberlahnſtein, 18. April 1633, der auch ſofort von dem noch in Cöln weilenden Erzbiſchof Anſelm Kaſimir confirmirt wurde. Nicolaus Weinbach reſignirte 13. Mai 1642 und ſtarb 31. März 1658. »Vir sane magne expectationis, mihique inprimis multis nominibus excolendus,« ſchreibt Jongelin. 47) Johann VII Rumpel aus Ballenberg, erw. 15. Mai, confirmirt 14. Juli 1642, ſtarb zu Gottesthal, 3. Febr. 1648. 48) Johann VIII Hofmann aus Miltenberg, erw. 15. März 1648, reſignirte vor erlangter Confirmation 23. Aug. 1648, und ſtarb 3. Januar 1658. 49) Chriſtoph Hahn, Abt zu Schönthal, wurde am 6. Sept. 1648 von Erzbiſchof Johann Philipp, jure devolutionis ernannt, reſignirte am 27. März 1651. 50) Balthaſar Bund aus Aſchaffenburg, erwählt 28. März, beſtätigt 7. April 1651, ſtarb 14. Febr. 1653. 51) Vincentius Reichmann aus Eltvil, erw. 21. April, confirmirt 6. Aug. 1653, ſtarb auf dem Draiſerhof, 2. März 1665. 52) Eugen Greber aus Mainz, erw. 27. April, confirmirt 12. Mai 1665, ſtarb an der Peſt, 15. Aug. 1666. Unter ihm waren der Prieſter 22, der Novizen 2, der Laienbrüder 7. 53) Alberich Kraus aus Boxberg, erw. 8. März, confirmirt 23. Mai 1667, ſtarb 11. Mai 1702. Er hat demnach den gewaltigen Sturmwind vom 25. Sept. 1679 erlebt, der faſt alle Kloſtergebäude dachlos machte und ſie auch ſonſt hart beſchädigte, daß kaum das ganze Jahr 1680 hinreichte, um nur das Nothdürftigſte an Dächern und Thürmen wieder herzuſtellen. Dem geſellten ſich plötzliche Ueberſchwemmungen von der Eberbach und ihren Zuflüſſen ausgehend, wie denn überhaupt ein ſchwer zu bewältigender Ueberfluß an Waſſer den Fußboden von Kirche und Kloſter ſtellenweiſe feucht legte und den Fundamenten bedrohlich wurde.

Angeſichts dieſer Gefahr fand der 54te Abt, Michael Schnock aus Kiederich, erw. 29. Mai, confirmirt 8. Juli 1702, eine Totalreparatur der Kirche dringend nöthig. Es wurde demnach der Gottesdienſt und alles auf die Clauſur Bezügliche zeitweiſe eingeſtellt; die Conventualen, bis auf die wenigen Aufſeher für die Bauarbeiten, vertheilten ſich in benachbarte Abteien, und die um-

faſſenden Arbeiten nahmen im Sommer 1705 ihren Anfang. Im J. 1707 konnte bereits die großartige Orgel aufgeſtellt werden, wie es heißt, eines italieniſchen Meiſters Meiſterwerk. Auf einer Bühne, deren Balkenlöcher annoch in der Mauer ſichtbar, füllte ſie im Weſtende die ganze Breite des Mittelſchiffes. Bei der Uebertragung derſelben in die Pfarrkirche zu Wiesbaden, 1806, mußten wegen Mangel an Raum mehre Theile zurückbleiben, und hat der Brand dieſer Kirche, 27. Juli 1850, das herrliche Werk vollends vernichtet. Augenzeuge der Bauthätigkeit zu Eberbach ſoll am 9. Sept. 1705 ein Rheinreiſender, angeblich der kurpfälziſche Geſandte, Arnold ***, geworden ſein. Damit ſeine vel quasi Relation, zuerſt in der neuen Preuſſiſchen Zeitung gegeben und mehrmals, namentlich in den Rheiniſchen Blättern, Mainz 1859, abgedruckt, unter dem Titel: Eine Rheinreiſe. Von Cölen a. R. nacher Maynz A. D. 1705. Aus den Reiſe-Annotationibus des Herrn Arnold, nicht weiter das Publicum äffe, will ich doch mit dieſer Myſtification mich beſchäftigen. Wichtige Urſachen müſſen den Herausgeber, oder den Abſchreiber, wie er ſehr glücklich ſich bezeichnet, beſtimmt haben, uns den Familiennamen dieſes Reiſenden, der als ein Dienſtmann der Kurfürſtin Sophie von Hannover, „meiner gnedigen Frauen würcklicher Geheimter Schreiber oder Secretarius und gelegentlicher vertrauter Ausreutter," aufgeführt wird, zu verſchweigen. Höchlich iſt eine ſolche vorſichtige Zurückhaltung zu beklagen, indem die Mittheilung des Namens vielleicht doch einen oder den andern Zweifel um den Urſprung ſothanen Reiſeberichtes gelöſet haben möchte. Iſt es doch ſchon etwas bedenklich, daß Hr. Arnold in demſelben Jahr mit Blainville, dem engliſchen Legationsſecretair, den Rhein bereiſete.

Ungleich bedenklicher ſcheint jedoch die Art und Weiſe, in welcher an gar vielen Stellen Hr. Arnold von ſeiner „durchläuchtigen gneddigen Frauen, voll ſanfter Duldung vor der Menſchen Schwächen, iſt ſie niemalen von irgend einer ſolchen erfaſſet worden; von der bräutlichen Zuneigung der werten Jungfer Eliſabeth, meine roſinblumige Jungfer Eliſabeth von achtzehn Frühlingen," ſpricht. Dergleichen pittoreske Wendungen

ſollte man kaum einem Dichter, geſchweige einem Ausreuter de anno 1705 zutrauen. Der verwandten Phraſen finden ſich aber noch gar viele, wie z. B. die Weſthunnen, i. e. die Franzoſen, die grande nation, item „auf ſanfter Anhöhe das Städtchen Lintz, das Herz ſo friſchen Lebens voll in der Bruſt mir ſchlägt, des königlichen Rheinſtroms glanzvolles Angeſicht, von Andernach nach Coblenz ſtehet mit großen güldenen Buchſtaben auf der Marmeltaffel in meinem Hertzen eingemeiſſelt, aber ſchwartz läßt ſie nicht, ſondern roſinroth; die ſteilen Felßwipffel, Weinlaubumwunden und Waldtgekrönet, Leudesdorff wie im ſüſen Lächeln; die Sayn, mich gemahnend wie ein beſcheiden Mägdlein, ſo voll ſchüchterner Anmuth in einer prächtigen Fürſtin Gemach tritt; vor Schönheit wurden meine Augen feucht, vor Schönheit falteten ſich meine Hände; es ſchwimmt ſich ſo ſchön auf den mondenerglänzenden Wellen; von röthendem Abendſtrale übergoſſen," die Betrachtungen über den Geiz, ſind alle dem Jahr Chriſti 1705 wildfremde, dem J. 1858 um ſo geläufigere Redensarten und Anſichten, die gleichwohl noch überboten werden durch des Reiſegefährten, des Jakob Henrich Ausſpruch bei dem Mäuſethurm: „Es ſey das Mährlein, überall und immer, ein zart und grün Blatt am Baum des Erdenlebens, drauf, in nicht ſeltnen Fällen, ein Tröpflein Honigthau's aus dem Paradieſe ſich befindte. Was z. B. kann wirkſamer das Erbarmen preddigen, indem es die Selbſtſucht ſtrafet, als dieſe Mäuſemähr; und nimmer möcht ich dem lieben Kinderthumb ſolche Blumenzier im weitten Gartten der Ueberlieferungen entzogen wiſſen. Zudem iſt das, was wir Mährlein achten, oft nur die klarſte und lauterſte Wahrheit in anmuthig bunter Gewandung, und eine irgendwelche Gefahr für die Seele weiß ich darinnen nimmer aufzufinden; der Erden Nüchternheit kommt doch alzubaldt, und zieht dann gefährlichere Berauſchung hinter ſich."

Dergleichen Wendungen gegenüber muß jede Illuſion ſchwinden; ſie herzuſtellen, hilft weder die ängſtliche, nicht ſelten zwar verunglückte Bemühung, die Rechtſchreibung einer längſt vergangenen Zeit ſich anzueignen, noch die ſo häufig vorkommende Beſchreibung von Eſſen und Trinken, in welcher ſich ein Beſtre-

ben, mit Walter Scott zu wetteifern, dann der Feinſchmecker, welcher Berliner Weißbier dem Champagner vergleicht, nicht verkennen läßt, endlich nicht die eine oder andere Prophezeihung, mit welcher der Prophet im J. 1858 ziemlich leichte Arbeit gehabt haben wird. So ruft er, einen ſtolzen Adler erblickend, der über dem Ehrenbreitſtein ſchwebt: „Ei, Du paſſeſt recht zur Stelle, Königsvogel!“ und der alte Obriſt auf der Pfalz im Rhein vertraut ihm: es ſei ihm oftmals in ſtillen Nächten, beim einſamen Trunke, als müſſe eben an dieſer Stelle einmal eine That geſchehen abſeiten der Kriegsvölker deutſcher Nation wider Frankreich. Sichtlich iſt hier Blüchers Rheinübergang im Jahr 1814 gemeint.

Ein ſtarker Glauben gehört dazu, um mit dem Reiſebeſchreiber anzunehmen, daß ſeiner „durchläuchtigen gneddigen Frauen gemünzter Reichthum, welchen nach Hannover zu bringen, ihm anbefohlen, viel mehr noch denn 200,000 Dukaten betragen habe; poſſirliche Unwiſſenheit verräth er aber von Brühl, oder wie er alterthümlich ſchreibt, von Broel, des Herrn Ertzbiſchofen von Cöllen Sommerſitz, mit prächtigem Schloß und luſtigem Thiergartten (Dielhelms, S. 719, ipsissima verba), handelnd. „Jetzt aber war derſelbe auf dem churpfälziſchen Schloß zu Bensberg, welches von der Höh im Waldt aus der Ferne auf den Rhein herabſieht; dorten auch habe ich ihme meine Reverenz bezeugen dörffen, und ſchienen Seine Gnaden gar viel auf meine durchläuchtige gneddige Fraue, ſo wie inſonders auf deren Hochwürdige Frau Schweſter die Frau Abbatiſſin von Montbuiſſon (Maubuiſſeau, nicht Montbuiſſon, verbeſſert der Abſchreiber, es heißt aber Maubuiſſon) zu halten. Uebrigens, ſo iſt der gneddige Herr nur ſelten und immer nur für kurze Tage in Cöllen, meiſtenzeits in Bonn verweilende.“ Das war aber gerade damals keineswegs der Fall. Ein halbes Jahr bevor Marlborough die Belagerung von Bonn unternahm, den 13. Oct. 1702, hatte der Erzbiſchof und Kurfürſt Joſeph Clemens ſeine Reſidenz verlaſſen, vorgebend, er werde einer Schweinsjagd im Kottenforſt beiwohnen. Statt deſſen hörte er, unter Thränen, in der Capelle des Dorfes Poppelsdorf Meſſe, dann

erhob er ſich nach Dinant, in dem ebenfalls von ihm beſeſſenen Hochſtift Lüttich, von da nach Luxemburg und Lille, endlich nach Valenciennes. Samt ſeinem Bruder, dem Kurfürſten von Bayern in die Acht erklärt den 29. April 1706, lebte er bis zum Frieden von Baden, über 12 Jahre in der Verbannung, daß demnach eitel Dichtung der von Hrn. Arnold ihm abgeſtattete Beſuch.

Dem, oder dem Abſchreiber iſt ähnliches Unglück mit einem Reiſegefährten, dem Gräflein Charles Dieudonné Marie von Guitaud paſſirt. Deß Herr Vater ſoll befreundet geweſen ſein mit der ſchönen, wohlgelehrten Madame de Sévigné, worüber zunächſt zu erinnern, daß die unübertreffliche Briefſchreiberin mit der viereckten Naſe weder ſchön, noch gelehrt genannt zu werden verdient. Dieſe Betrachtung konnte nun freilich den Reiſebeſchreiber nicht hindern, ſich auf einmal, nach ſeinem Ausdruck, en pays de connoissance zu befinden. Er will nämlich wiſſen, es habe die Herzogin von Orléans ſeiner gneddigen Frauen zum Oeftern von der Sévigné und ihrer vielbewunderten Tochter, Madame de Grignan, mit welcher jene gewiſſermaßen ein Zwillingsgeſtirn (ein Ausdruck, dem Beginn des 18. Jahrhunderts ſo fremd, als das gleich darauf vorkommende Siebengebürg), geſchrieben. Das wäre allerdings keine Unmöglichkeit, wahrſcheinlich iſt es aber nicht, daß die viel ſchreibende Herzogin hinreichende Selbſtverleugnung beſeſſen haben ſollte, um einer andern Schreiberin, durch welche ſo uneudlich ſie verdunkelt, zu gedenken. Daneben iſt unvereinbar mit bekannten Thatſachen, was von der Sévigné Briefen M. de Guitaud erzählt haben ſoll, daß nämlich dieſe Briefe, deren eine große Menge vor Händen liege, für den Druck geſammelt würden. Das Sammeln war unnöthig, da der eigentliche Reichthum dieſer Correſpondenz auf den an die Tochter, die Gräfin von Grignan gerichteten Briefen beruhet. Dieſe ſtarb den 13. Aug. 1705; den von der Mutter ihr hinterlaſſenen Schatz hatte ſie als den werthvollſten Theil der Erbſchaft gehütet, »et il n'étoit pas vraisemblable qu'elle consentit jamais à ouvrir au public ces archives de famille.« Auch die Enkelin, die Marquiſe von Simiane, dachte von ferne nicht an eine Veröffentlichung, als ſie ihrem Vetter

Buſſy, dem Sohne des berühmten Mémoirenſchreibers, auf deſſen inſtändiges Bitten, Abſchrift von einer ziemlichen Anzahl der auf ſie vererbten Briefe mittheilte. Aus dieſer Abſchrift iſt dann, nicht im Wege Rechtens, die erſte, dürftige Ausgabe der Briefe, 1726, 2 Bde. in 12° entſtanden.

Auf noch ſchlimmere Abwege iſt der Reiſebeſchreiber gerathen um die Perſon des Gräfleins von Guitaud. Der Sévigné Freund, Nachbar und Lehensherr, denn ihr Gut Bourbilly war ein Lehen von Epoiſſes, Wilhelm von Pechpeirou und Cominges, Graf von Guitaud, hatte ſich 1661 gefreiet die Magdalena von la Grange, des Marquis von Epoiſſes und Grafen von Maligny Tochter. Die ſtarb im Jahr 1667, und weil ſie kinderlos, vermachte ſie Epoiſſes dem Prinzen von Condé, der aber 1672 die Herrſchaft ſeinem erſten Kammerherren, dem Grafen von Guitaud ſchenkte. Seit dem 15. Oct. 1669 mit Eliſabeth Antonia von Berthamon verheurathet, ſtarb dieſer »pieux seigneur« im J. 1685, nachdem er in ſeiner zweiten Ehe fünf Kinder, darunter zwei Söhne, Ludwig Athanaſius und Anton Cyprian, geſehen. Der jüngere, Anton Cyprian, der Theologie Licentiat, wird dem Vater nicht lange überlebt haben. Der ältere, der Graf von Guitaud, Obriſt eines Infanterie-Regiments, wurde Brigadier 1710, Maréchal-de-camp 1719, General-Lieutenant, und 1731 Verordneter, Elu, der Ritterſchaft von Burgund. Ob er, deſſen Enkel noch 1780 Epoiſſes beſaß, als das Gräflein Charles-Dieudonné-Marie gelten kann, mag dem Ermeſſen des Abſchreibers anheimgeſtellt bleiben. Faſt möcht es ſcheinen, als habe dieſer auf gut Glück eines in der Sévigné Briefen vorgefundenen Geſchlechtsnamens ſich bemächtigt, um ſeinem Gemälde wohlthätigen Schatten, ſich die Gelegenheit für patriotiſche Expectorationen zu verſchaffen.

Seiner wunderbaren Prophetengabe habe ich die gebürende Anerkennung nicht verſagt, viel wunderbarer aber mag es erſcheinen, daß eine Reiſebeſchreibung aus dem J. 1705, wenn ſie dann und wann dén vielen poetiſchen, gemüthlichen, burſchikoſen, tapfern Redensarten einige ſparſame Nachrichten von den im Vorbeifahren geſehenen Ortſchaften einwebt, dieſe beinahe ausſchließlich und wörtlich dem Rheiniſchen Antiquarius von

Dielhelm, deß erſte Ausgabe doch dem Jahr 1739 angehört, entlehnen konnte. Davon hier einige Proben.

Herr Arnold ***

Die Stadt Cöln darf den Wahlſpruch führen: Colonia fidelis ecclesiae Romanae filia.

Es iſt ſelbe (die Cölniſche Cathedrale) dem Apoſtel St. Petro gewidmet, und ohne Frag das vortrefflichſte Gebäu im deutſchen Reiche, ja möglicherweiß auf gantzem löblichen Erdenrundt, doch leider bei Weitem nicht ſo ausgebauet, als derjenige, der ſie aufzurichten hat angefangen, ſonder Zweiffel im Sinne gehabt. Nur der hohe Chor iſt gewölbet und der Thurm nicht über die Hälfte erhöhet; hanget aber in derſelben eine große Glocke von 225 Zentnern, oder die ſo ſchwer ſein ſoll, als ausunſten 19 Fuder Weins zu ſein pflegen. Der weite innere Raum des Gotteshauſes beſtehet aus 4 Reihen Pfeilern, die hochherrlich anzuſchauen ſind; vor etwas recht Wunderbares auch muß ich die Stockbögen am hohen Chor achten, ſo wie den Hochaltar, von einem Stück ſchwartzen Marmels, nisi fallor 16 Schuh lang und deren an 9 breit. In der Sakriſtei zeiget man großen Schatz, unter dieſen

Dielhelm.

S. 737. Zu ihrem Wahl- und Sinnſpruch führt ſie dieſe Worte: Colonia fidelis Romanae Ecclesiae filia.

S. 721. Unter den daſigen Kirchen iſt inſonderheit die Cathedral oder Domkirche zu merken, ſo dem Apoſtel Petro gewidmet, und eine der anſehnlichſten und gröſten Kirchen, ja eines der vortreflichſten Gebäue in Deutſchland, doch aber bei weitem nicht ſo ausgebauet iſt, als derjenige, der ſie zu bauen hat angefangen, ſonder Zweifel im Sinne gehabt hat. Sie iſt aber auſſer dem Chor ſonſt nicht gewölbet. Der Kirchthurm ſoll nicht über die Helfte aufgebaut ſeyn. Es hängt in demſelben eine groſſe Glocke von 225 Centnern, oder die ſo ſchwer ſeyn ſoll, als ſonſten 19 Fuder Wein zu ſeyn pflegen. Der inwendige Platz beſtehet aus vier Reihen Pfeiler oder Säulen, und das hohe und ſchöne Chor iſt allein ganz fertig. Es werden deſſen Stockbögen für etwas recht wunderbares gehalten. Der daſige Hauptaltar, ſo 16 Werkſchuhe in die Länge und 8 in die Breite hält, beſteht aus einem ganzen Stein von ſchwar-

Herr Arnold ***

den Stab, ſo St. Petrus geführet haben ſoll; es iſt ſolcher aus verſilbertem Helffenbein und hält man ihne in einer ſilberübergüldeten Scheiden verwahrt.

Die Kirche zu St. Urſula und den Eilftauſend Jungfrauen, daran ein adelig Frauenkloſter hanget, iſt nicht eben groß, aber gar alt und ſtehet in hohem Anſehn. Auch liebe ich ihre Legend und mag nicht mit unſerm gelehrten und ſcharfſichtigen Herrn von Leibnitz achten, die Eilftauſend wären nur eine Jungfrau geweſen, ſo Ximiliam geheißen: Ursula et XI millia. Abſonderlich werden die Hirnſchädel der H. Urſel und ihres Bräutigamen hochgehalten, hangende beiſammen in geſöndertem Behältniſſe, und ſind ihre Verlobungsringe inwendig darinnen beveſtiget.

Unter denen weltlichen Gebäuden pranget das Rath-Hauß herfür, ſo einen ſtarken und prächtigen, von ausgehauenen Steinen erbauten und rundumb-

Dielhelm.

zem Marmel. In der Sakriſtey zeigt man einen groſſen Schatz, und in ſolchem unter andern einen Stab von Helffenbein in einer ſilbernen übergüldeten Scheide, welches des Apoſtels Petri Stab ſoll geweſen ſeyn.

S. 726. Die daſige Kirche zu St. Urſulä oder den eilftauſend Jungfrauen iſt nicht gar groß; aber doch ſehr alt und in ziemlichen Anſehn. Was es mit der H. Urſula und ihren eilftauſend Jungfrauen für eine Beſchaffenheit habe, iſt nunmehro eine bekannte Sache. Dann als einer in einem alten Märtyrerverzeichniß folgende zwey Namen angetroffen hatte, Stæ Ursula et Undecimilla, oder, wie Herr von Leibnitz meynet, Ursula et Ximilla &c. Abſonderlich werden die Schädel der heil. Urſula und ihres Bräutigams ſehr hochgehalten. Sie hängen beyſammen in einem beſondern Behältniſſe, und es ſind ihre guldne Verlobungsringe inwendig an den Hiruſchädeln angemacht.

S. 732. Unter den weltlichen Gebäuden pranget das daſige Rathhaus hervor. Es iſt ein groſſes gothiſches Gebäude, ſo einen hohen und prächtigen, von

Herr Arnold ***

her mit allerlei schönem Bildtwerk gezierten Thurm hat, von deme man die große reiche Stadt, ihre anmuthigen Baumreihen und üppigen Fruchtgelände, so wie den hellen Strom weithin übersehen kann. Drinnen aber betrachtet man, unter andern merkwürdigen Sachen, mehrere Rüstkammern, herrlich ausgefüllet mit Armbrüsten, Bögen, Pfeilen, Köchern, Schilden, Spiesen, Morgensternen, zahllosen Schwertern und anderm Gewehr.

Das Stadtwappen ist getheilt, und hat im untern Fach im silbernen Feldte 11 rothe Feuerflämmlein, von wegen der Eilftausend Jungfrauen, im obern aber im rothen Feldte Drei güldene Kronen von wegen der H. Drei Könige; welches aber Andere auf das dreifache Stadtregiment — als des Herrn Ertzbischoffen, des Raths und des Rectorn der hohen Schulen — haben ausdeuten wollen.

Bonn ist unter dem Kaiser Carolo Crasso von den Normannen mit Feuer und Schwert verwüstet worden, nachgehends aber wieder auferbauet.

Dielhelm.

ausgehauenen Steinen erbauten, und rund umher mit allerley schönem Bildwerk gezierten Thurm hat, von welchem man die ganze Stadt übersehen kan. Man betrachtet darinnen unter andern Sachen etliche Rüstkammern voll Armbrüste, Bögen, Pfeile, Köcher, Schilde und dergleichen altväterischem Gewehrs.

S. 737. Das Wappen der Stadt Cöln ist getheilt, und hat im untern Fach im silbernen Felde eilf rothe Feuerflämmlein wegen der eilftausend Jungfrauen, im obern Fach aber im rothen Felde drei guldne Kronen, wegen der Heil. drei Könige, welches aber andere auf das dreifache Stadtregiment, als des Herrn Erzbischofs, des Raths und des Rectors der dasigen Universität ausdeuten wollen.

S. 673. Unter dem Kaiser Carolo Crasso wurde sie von den Normannen samt den benachbarten Schlößern Colonia, Tolbiacum und Novesium mit Feuer und Schwerdt verwüstet, nachgehends aber wieder auferbaut.

Herr Arnold ***

Dann kommt man an den Weißen Thurm, der vor Zeiten ſich der Platzeborn hat nennen laſſen. Er iſt Gemeingut zu den Ertzſtiften Cöllen und Trier, da er den ſtarken vierkantigen Grenzſtein bildet, und hat gleichzeitig das Ampt, von dem Oberlandt das niedere zu ſcheiden.

Die Bergveſte Ehrenbreitſtein hieß vor Alters erſt Irmſtein, dann Hermanſtein. Als Hermann Hillinus nämblich Ertzbiſchof zu Trier worden, ſo hat er ſich um a. D. 1153 und folgenden Jahren große Müh gegeben, das alte Castrum, wie auch Schloß Helffenſtein, ſo lange ſchon gäntzlich wüſte liegt, wieder aufzubauen. Das Schloß ließe er ſtark beveſtigen, mit einem haltbaren Thurm verſehn, zierliche Gebäude aufführen und mit großen Unkoſten eine Ziſterne in den Felßen hauen; nachdeme ließ Kurfürſt Johannes I, ein geborener Marggraf in Baden, a. D. 1481 dieſes Schloß ausbeſſern und noch mehr beveſtigen, ingleichen mit einem trefflichen Bronen verſehen, wo das Waſſer erſt 280 Schuh tief unter dem Felßen ſich funde.

Dielhelm.

S. 659. Ein alter, viereckigter Thurm, den man vor Zeiten den Platzeborn und Pfaffenthurn geheiſſen hat, heutiges Tages aber den weiſſen Thurn nennet. Er gehört den beyden Churfürſten zu Trier und Cöln, indem ſich in ſelbiger Gegend das trieriſche Gebiete vom cölniſchen und das niedere vom Oberland ſcheidet.

S. 654. Die Bergfeſtung Ehrenbreitſtein, vor Zeiten aber Irmſtein. Als Hermann Hillin Erzbiſchof zu Trier wurde, gab er ſich 1153 und folgenden Jahren große Mühe, dieſes alte verfallene Caſtell wieder aufzubauen, und legte dabey noch das Schloß Helfenſtein an, welches aber ſchon lange gänzlich wüſte liegt. Im J. 1160 ließ er dieſes Schloß noch ſtärker befeſtigen, wie auch mit einem haltbaren Thurn verſehen, imgleichen viele andere trefliche Gebäude darinnen aufführen, und mit großen Unkoſten eine Ciſtern in den Felſen hauen. Nachhero ließ Churfürſt Johannes I, ein geborner Marggraf von Baaden, im J. 1481 dieſes Schloß ausbeſſern und noch mehr befeſtigen, wie auch mit einem tiefen Brunnen verſehen, welcher 280

Herr Arnold ***	Dielhelm.
	Schuhe tief durch den Felsen gehauen wurde.
Die Pfarrkirche in Coblenz zu Unsrer lieben Frauen lieget recht in mitten der Stadt, auf dem allerhöchsten Punkt, und thuen ihre in mehreren Wölbungen und Absätzen aufsteigende Thürme eine fürtreffliche Würkung vor das Auge.	Da diese Kirche auf dem höchsten Standpunkte in der Mitte der Stadt sich ganz frei, ohne von Häusern eingeschlossen zu seyn, emporhebt, so bewirkt sie mit ihren in mehreren Wölbungen und Absätzen künstlich geformten Thürmen ein nicht unbedeutendes Ansehen. So heißt es indessen nicht bei Dielhelm, sondern in Langs Rheinreise, dritte Ausgabe, 1818.
Dabei war Niederlahnstein und die schöne verwitterte Ritterburg Lahneck zu betrachten, und ist daselbsten Grund und Boden Nassauischen Besitzes. Auch die Wiedtbach läßt Hr. Arnold *** aus dem Nassauischen kommen. Ein gutes Gedächtniß ist vorall dem Lügner nöthig.	Auch bei dieser Stelle muß der Reisende von 1705 von dem Vorwurf, daß er den Antiquarius von 1739 abgeschrieben habe, freigesprochen werden. Bekanntlich war bis 1803 Niederlahnstein Trierisch, Lahneck Mainzisch, und beschränkte sich auf Bieberich und Schierstein der Nassauische Besitz am Rhein.
Lateinisch hieß das Städtlein (Boppard) Boppardum, das Gräflein wollts frantzösiren und er nannte es Bon port oder Beau port, weilen es würklich einen guten und schönen Hafen besitzet.	S. 636. Andere wollen es lieber Beauport oder Bonport, das ist, einen schönen und guten Hafen nennen.
Rheinfelß. Als a. D. 1702 der Frantzoß durch allerley Kunstgriffe das Ertzstift Cöllen mit starker Heeresmacht beleget,	S. 629—630. Nachgehends als 1702 bei anwachsender Gefahr, da die Franzosen durch allerhand Kunstgriffe das Chur-

Herr Arnold ***
Stadt und Vestung Trarbach an der Mosel erobert, und die wichtige Bergveste Rheinfelß weder sattsame Mannschaft, noch Geschütz, Kriegs- und Mundt-Vorrath hatte, und solchergestalt von Allem entblöset war, so ruckten des jetztregierenden Herrn Landtgrafen zu Hessencassel hochfürstliche Durchlaucht u. s. w.

Unser Schifflein hält vor dem Lurleifelß, und — ihn tüchtig begrüßende, — erzählt Jakob Henrich, daß Marner, ein alter Deutscher Singmeister, so zu Kaiser Friedrich II Zeitten, mithin etwa ums J. d. H. 1235 gelebt, der verwunderlichen Mähre von der Lurlei allererst Anzeig gebracht, (Anm. Also doch etwas vor Clemens Brentano), so wie daß Melissantes in seiner Curiösen Drographie bemerket, daß man schwerlich dieses Wiederhalls Gleichheit in andern Welttheilen antreffen würde.

Dielhelm.
fürstenthum Cöln mit starker Mannschaft belegt, die Stadt und Festung Trarbach an der Mosel erobert, und sich in selbiger Gegend aller Orten zusammenzogen, anbei auch die wichtige Festung Rheinfels weder sattsame Mannschaft noch Geschütz, Munition und Proviant hatte, und solchergestalt von allem entblöset war, die kaiserliche Besatzung aber dennoch auf casselisches Begehren nicht ausziehen wollte, so rückten des regierenden Landgrafen hochfürstliche Durchlaucht u. s. w.

S. 608. Bey Goarshausen liegt der sehr berührigte und wegen des vielfältigen Wiederhalls schon in den alten Zeiten bekannt gewesene Lurleyberg, welcher auf lateinisch Lurleius benannt wird. Er besteht aus einem hohen Felsen, den Marner, ein alter deutscher Singmeister, so zu Kaisers Friedrichs des II Zeiten ums Jahr 1235 gelebt hat, den Lurleberg nennet. Es schreibt Joh. Gottf. Gregorius, sonst Melissantes genannt, in seiner curieusen Drographie pag. 571, daß man dieses Wiederhalles Gleichheit schwerlich in andern Welttheilen antreffen werde. Aus Dielhelms Worten

Herr Arnold *** Dielhelm.

läßt ſich wohl mit Gewißheit ſchließen, daß Marner allerdings nur von dem Wiederhall, keineswegs von dem „Nixlein Lureley" geſprochen hat, mithin Brentanos Anſpruch auf Priorität beſteht.

Die Pfaltz. Der Befehlshaber, ein churpfältziſcher alter Kriegsobriſte nur mit einem Arme, war ſehr freundlich, da ich mich ausgewießen, meinen Namen ſowohl als mein Wappen noch kennende. Er hat ein ziemliches an Canon und anderm Kriegsgeräth, aber nur alte Soldaten mit Wunden und Narben unter ſich; die länglichte Spitze des Felßeilandes muß ihnen vor ein Gärtlein dienen, da ich mir denn einige Blätter und Blüthlein pflückte, um ſie meiner Durchläuchtigen gneddigen Frauen zu Füſen legen zu können. In dieſem inwendig mit vielen und tiefen Gewölben verſehenen Burgbau muß ich inſonderheit den Bronnen vor etwas recht Merkwürdiges achten, denn er iſt über Glauben und Maas tief in den Felß gehauen, und giebt ein recht gutes Waſſer, ſo gantz anders als das Rheinwaſſer ſchmecket. Zuoberſt auf dem Thurm befindet ſich eine Glocke, womit allemal die auf- und niedergehenden Schiffe, des ſo ge-

S. 605. In dieſem inwendig mit vielen Gewölben verſehenen Schloſſe iſt ſonderlich der Brunnen merkwürdig, welchen man über die maſſen tief in den Felſen gehauen hat, und dennoch ein recht gutes Waſſer giebt, das ganz anders als das Rheinwaſſer ſchmeckt. Ueber dem Eingange hängt ein Fallgatter, zu welchem man vermittelſt einer hölzernen Treppe oder Stiegen hinaufſteigen muß. Zuoberſt auf dem Thurn befindet ſich eine Glocke, womit jedesmal alle auf- und niedergehende Schiffe des Zolls wegen angezeigt werden. Es hat auch dieſes Schloß ſeinen eigenen Commendanten und iſt mit ziemlicher Artillerie verſehen, wird aber nur mit churpfälziſchen Invaliden beſetzet. Nicht weniger werden von Churpfalz ſowohl Staats- als andere Gefangene dahin in ſichere Verwahrung geſchickt. Die Inſel, worauf das Schloß ſteht, läuft etwas lang den Rhein herunter und muß dem Commendanten mit zu einem

Herr Arnold ***	Dielhelm.
nannten güldenen Zolles wegen angezeiget werden.	Garten dienen. Daß in dieſem Garten der Reiſende Blätter und Blüthen pflückte, um ſie ſeiner Churfürſtin zuzuſenden, iſt ein ſinniger Zug, den die an merkwürdigen Stellen Heu und Steine einſammelnden Engländer des 19. Jahrhunderts ihm entlehnt zu haben ſcheinen. Uebrigens mag man hier die Kunſt bewundern, in welcher Hr. Arnold, Dielhelms Worte getreulich beibehaltend, ihnen eine veränderte Stellung zu geben wußte.

Was von Bacharach bis Bingen der Reiſende erzählt, das gibt mindeſtens eben ſo vollſtändig Dielhelm S. 595—601, und wenn es bei dieſem S. 596 irrthümlich heißt: „An des kleinen Waſſers, die Wisperbach, Einfluß liegt der Flecken und das Benedictiner Mönchskloſter Lorch oder Lörich, ſo unter das Bisthum Maynz gehört," ſo hat auch dieſen Schnitzer Hr. Arnold getreulich abgeſchrieben. Hingegen könnte als ſein Eigenthum zu betrachten verſucht werden, was von italieniſchen Handelshäuſern in Bingen, von den Ottini, Brolio und Pomario erzählt, wer nicht wüßte, daß dieſes einem Klebe, 1800, oder Al. Schreiber, 1812, entlehnt. Schreibern insbeſondere gehört an der einzige für den Rheingau aufgefundene Zuſatz: „Vollraths, dem ſchönen Schloß der Barone von Greiffenklav, des einzigen annoch blühenden Geſchlechtes der alten Rhingower Edlen." Alles Uebrige, ſofern es von einigem Belang, iſt dem ehrlichen Frankfurter Haarkräusler abgeſchrieben. Nachzuweiſen, daß es mit dem von Mainz Geſagten derſelbe Fall, wird man von mir nicht verlangen. Es mag die Verweiſung auf Dielhelm S. 530—562 genügen.

Der Abt von Eberbach, Michael Schnock ſtarb 27. Nov. 1727, ſein Nachfolger, 55) Adolf I Dreimülen aus Eltvil, wurde erw.

19. Dec. 1727, confirmirt 13. Mai 1728 und ſtarb 21. März 1737. 56) Hermann Hungrichhauſen aus Mengerskirchen im Dillenburgiſchen iſt ungezweifelt ein Abkömmling des mit Peter Melander Graf von Holzappel, dem berühmten Feldherren, verſchwägerten Johann Gottfried Hungrichhauſen zu Hadamar. Deß Hausfrau, leibliche Schweſter des Feldherren, getraut 24. Nov. 1636, ſtarb 10. Febr. 1649 und wurde zu Nieder-Hadamar beerdigt. In dem Naſſauiſchen iſt in unſern Tagen die Familie Hungrighauſen erloſchen. Dagegen kennt Langs Adelsbuch des Königreichs Baiern, 1815, die „Heyden von Hungershauſſen, Edle. I. Conrad Joſeph, Advocat in München, geb. 7. Jenner 1788. II. Heinrich Joſeph, Reichs-Archiv-Secretär. Geb. 24. December 1788. Brüder. Aus dem Naſſauiſchen abſtammend; den 23. Aug. 1745 erhielt der Großvater Anton Friderich, Reichsvicariats-Hofgerichts- und Regierungs-Secretär zu Amberg von Max III ein Adelsbeſtätigungs- und Edelndiplom." Im Jahr 1746 wurden zu Eberbach gezählt 39 Conventualen, 2 Novizen, 5 Laienbrüder. 57) Adolf II Werner aus Saalmünſter, erw. 24. Sept., confirmirt 13. Oct., conſecrirt 13. Dec. 1750, ſtarb an Jahren und Verdienſten reich, 1. Juni 1795. 58) Leonhard II Müller aus Rüdesheim, erw. 6. Juli 1795, hat die ſchweren Zeiten des Revolutionskriegs erlebt, deren Folgen für Eberbach Bürger Becker beſpricht. „Ich hatte ehemals ſchon einige bachantiſche Tage (si fabula vera) unter den Epikuräern dieſes Kloſters zugebracht. Man war da, wenn man nur irgend durch einen Vorwand ſeinen Beſuch zu beſchönigen wußte, ein willkommener Gaſt. Jetzt waren die Mönche zerſtreut, und im Kloſter lag fränkiſches Militär. Der Pater Kellner, deſſen Vertrauen wir endlich durch unſern chriſtkatholiſchen Glauben zu gewinnen wußten, führte uns unter Thränen in dem ruinirten Kloſter umher. Wir fanden hier die prächtig meublirten Zimmer in Wachſtuben verwandelt, und beſonders den Keller in einem Zuſtande, der freilich den Mönchen keine Ausſicht auf die Zukunft giebt, wenn die Klöſter auf dem rechten Rheinufer nach der Wiederherſtellung des Friedens wirklich noch beibehalten werden ſollten. Ich muß indeſſen offenherzig geſtehen, daß ich in einem ſchönen Lande

lieber eine Abtei finde, als einen adeligen Hof. Der ärmere Theil des Landes hat gewiß noch einigen Vortheil von seiner Gastfreundschaft, und das Geld wird doch wenigstens im Lande verschwelgt. Aber der Adel trägt es nach der Hauptstadt und giebt keine Almosen auf seinen Schlössern. Der abteiliche Unterthan steht sich auch hier in der That besser, als der ritterschaftliche. Jener hat doch einen Hinterhalt in der Eifersucht des Landesherrn, besonders da der Weg nach Rom abgeschnitten war. Dieser aber hängt einzig und allein von der Laune seines Tyrannen ab, der oft nicht einmal denkt:

Ultimus anser erat; superi vetuere necari.

Glücklich wir, die wir weder Mönche noch Adel haben!" Im J. 1803 wurde die Abtei aufgehoben. Damals waren, den Abt ungerechnet, der Capitularen 17; die Einkünfte berechnete man zu 40,000 fl., viel zu niedrig ohne Zweifel, da die Abtei an Körnerfrüchten nur jährlich gegen 10,000 Malter erhob. Abt Leonhard, aus seinem Sitze vertrieben, wendete sich nach Rüdesheim und starb daselbst, in dem Alter von 73 Jahren, 10 Monaten 27 Tagen, am 18. Dec. 1818, als der letzte Abt zu Eberbach.

Vier Jahre vor seinem Abt hatte auch der Abtei Bursierer und Geschichtschreiber, Hermann Bär, die Welt verlassen. Geboren 1. Januar 1742 zu Oberolm, war Hermann der Sohn schlichter, gottesfürchtiger, wohlhabender Eltern, Johann Adam Bär und Anna Maria Weber. Was die Eltern veranlaßte, den Knaben zum Studiren anzuhalten, ist nicht ermittelt; vielleicht hat der Umstand, daß einer der Eberbacher Herren regelmäßig auf dem Birkerhof in der Markung von Oberolm wirthschaftete, Veranlassung gegeben, den Knaben den Studien und letzlich der Kirche zu widmen. Er that Profeß zu Eberbach (7. Aug.?) 1761, bei welcher Gelegenheit er seinen Taufnamen Johannes mit dem Klosternamen Hermann vertauschte, und scheinen von nun an historisch-antiquarische Studien, gestützt auf die reichhaltigen Archive der Abtei, den vorzüglichsten Theil seiner geistigen Thätigkeit ausgemacht zu haben, daß er als gewissenhafter Forscher und tüchtiger Geschichtschreiber bereits bei Lebzeiten in der Literatur einen achtunggebietenden Namen sich erwerben konnte. Im

Publicum trat er zuerſt auf mit Beiträge zur Mainzer Geſchichte der mittlern Zeiten. I. Stück. Diplomatiſcher Verſuch einer Genealogie Chriſtians II Erzbiſchofs zu Mainz. Mit Beilagen. Mainz, 1789, S. VI und 141. Am Schluſſe des Vorberichts äußert der Verfaſſer: „Denn ich will ja nicht hoffen, mit meinem erſten Verſuche dem gelehrten Publikum ſo unwillkommen zu ſein, daß mich deſſen unfreundliche Aufnahme von ferneren Auftritten abſchrecken ſollte.“ Gleich im folgenden Jahr erſchien: Diplomatiſche Nachrichten von der natürlichen Beſchaffenheit und Kultur des Rheingaues in mittlern Zeiten von P. Hermann Bär, des Kloſters Eberbach Prieſter und Burſierer. Mit Urkunden. Mainz, 1790. S. X und 318. Es werden für alle Zeiten dieſe Nachrichten den Rang einer Quellenſchrift behaupten, wie denn Bodmann ſich ihrer in ſeinem großen Werk trefflich gebraucht hat. Es ſollte folgen Diplomatiſche Geſchichte der Abtei Eberbach im Rheingau. Im Auftrag des Vereins für Naſſauiſche Alterthumskunde und Geſchichtskunde bearbeitet und herausgegeben von Dr. K. Roſſel, Secretär des Vereins. Erſter Band. Mit einem Titelkupfer und 5 lith. Tafeln. Wiesbaden, auf Koſten des Vereins gedruckt, 1855. S. XIV und 688. Bis zum J. 1231 reichend. Der zweite Bd. mit einem Titelkupfer und 1 lith. Tafel, S. VI und 400, erſchien 1858 und reicht von 1231—1231. Die Herausgabe ſelbſt zu beſorgen, iſt P. Bär durch die Zeitumſtände verhindert worden: um ſo größeres Verdienſt haben der Verein und Hr. D. Roſſel namentlich durch die Veröffentlichung einer für rheiniſche Geſchichte ſo wichtigen Arbeit, durch die reichen, dem Herausgeber angehörenden Zuſätze und Berichtigungen ſich erworben. Noch hinterließ P. Bär einen aus vielen Stücken beſtehenden Apparat zur Geſchichte ſeines Kloſters, der indeſſen, außer einer magern Skizze, von der neuern Zeit wenig und ſeit 1702 gar nichts bietet. Daß Hr. Roſſel aus dieſen Bruchſtücken eine Fortſetzung des Geſchichtswerkes liefern werde, wage ich kaum zu hoffen. Dagegen iſt er mit einem Urkundenbuch der Abtei beſchäftigt, wovon bereits 3 Lieferungen abgedruckt, daß in kurzem

der 1te Bd. vollendet sein wird. Außerdem hat Hr. Rossel die Redaction übernommen des Prachtwerkes: Denkmäler von Nassau. Herausgegeben von dem Verein für Nassauische Alterthumskunde und Geschichtsforschung. I. Heft, die kirchlichen Alterthümer von Wiesbaden, die Heiliggrab-Kapelle zu Weilburg, das Graue Haus zu Winkel. Wiesbaden, 1852, fol. Denkmäler aus Nassau, II. Heft. Die Abtei Eberbach im Rheingau. Erste Lieferung. Das Refectorium (bisher sogenannte alte Kirche). Text S. 1—15, Tafel I—VII. Denkmäler aus Nassau, III. Heft. Die Abtei Eberbach. Zweite Lieferung. Die Kirche. Mit VI lithogr. Tafeln und 11 Figuren in Holzschnitt und Ueberdruck. Wiesbaden, 1862.

Als ich zum erstenmal, im Frühling 1818, das einst so glänzende Eberbach besuchte, führte ein Fuhrweg durch die Kirche; die vielen aufgerissenen Grabstätten mahnten zur Vorsicht, daß man nicht hinabstürze. Von den 34 Altären war nicht einer verschont geblieben. Von einem angeblichen silbernen Altar mit dem überreich geschmückten Bilde der Königin der Gnaden wußte man nur, daß er dreimal geflüchtet worden, das erstemal nach Sachsen, das zweitemal im Schwedenkrieg 1632 nach Cöln, endlich zum drittenmal während der französischen Invasion, wohin und was aus ihm geworden, waren undurchdringliche Geheimnisse. Den Werth dieses Altars hat man zu mehr als 40,000 Gulden angegeben. Nur an hohen Festtagen wurde er aus seinem sichern Verschluß in der Paramentenkammer hervorgeholt und dem Hochaltar aufgesetzt: dann mußten zwei Knechte in der Kirche wachen. Außer der im Byzantinischen Styl erbauten Hauptkirche ist noch die alte, wahrscheinlich aus der Zeit der ersten Stiftung im J. 1135 herrührende Kirche mit drei Schiffen unter einem Dach und sehr schlanken Säulen bemerkenswerth; nur die Gewölbe scheinen später aufgesetzt. Das alte Dormitorium ist leider mit vielen Wänden durchbaut. Der Capitelsaal, vorlängst und vielleicht noch ein Holzbehälter, möchte wohl dem 15. Jahrhundert angehören. Das neuere Dormitorium, etwan zwischen 1300—1400 erbaut, im Lichten 232 Fuß lang, 42 Fuß

tief, fällt auf durch die sehr eigenthümliche, vielleicht einzige Anordnung der Pfeilerreihe; niedrige, runde, starke Säulen mit mannichfaltigen Knäufen tragen hohe, 20 Fuß weit gespannte Spitzbogengewölbe: jede der zehn Säulen ist um etwas höher wie die vor ihr stehende, die erste hat nämlich 5 Fuß 3 Zoll, die letzte 6 Fuß 5 Zoll Höhe. Steht man nun bei dieser, so vermehrt sich die perspectivische scheinbare Verkürzung der übrigen, und der ganze Raum erscheint dadurch größer; stellt man sich dagegen an das andere Ende, so erscheinen alle Säulen von gleicher Höhe. Unter diesem Dormitorium liegt ein gleich musterhaft ausgearbeiteter Keller.

Im Grafenchor der Hauptkirche befanden sich die Monumente von 16 Grafen oder Gräfinen von Katzenelnbogen, die hier ihre Ruhestätte gefunden haben, anhebend mit Eberhard I, † 1311, und Bartholomäus, dem Propst zu Oberwesel, † 1316. Großartig war zu nennen das Monument des Erzbischofs Gerlach, geborner Graf von Nassau, 1371, das mit seinem thurmartig ansteigenden, im reichsten gothischen Baustyl aufgeführten Baldachin mitten in der Kreuzverzierung freistehend, dem Hochaltar unmittelbar gegenüber seine Stelle gefunden hatte. „Das Bild des Erzbischofs, mit Stab und Inful, in Stein ausgehauen, lag horizontal auf seiner mit Reliefs aus der heiligen Geschichte geschmückten Tumba, und das Monument, um welches man von allen Seiten frei herumwandeln konnte, bildete Jahrhunderte hindurch für alle Besucher des herrlichen Baues den Glanzpunkt nie ermüdender staunender Bewunderung. Die Renovation der Kirche unter Abt Valentin Molitor (Nr. 44) hat dem herrlichen Kunstwerk durch seine Versetzung an die nördliche Chorwand, wo es noch heute sich befindet, den empfindlichsten Schaden gethan; doch behielt auch damals noch der Stein mit dem Bildniß des Erzbischofs seine ursprüngliche Lage." In der Grabschrift heißt es: Sub anno Natiuitatis Domini 1371 die 12. mensis Februarii, in castro Aschaffenburg, Reuerendus in Christo Pater Dominus Gerlacus de Nassau, ex regali prosapia ortus, Archiepiscopus Moguntinus felicis recordationis, et deuotus Mariae Virginis gloriosae capellanus tumbatus; propter acerbitatem

doloris inexpressibilis, et passionis intolerabiliter, afflictione duorum videlicet lapidum oculatim hic positorum, in ipsius vesica per anatomiam repertorum, caussati, diem suum clausit extremum. Cuius anima requiescat in pace, per saecula infinita. Pro quo omnes et singuli hos lapides intuentes, humili corde et flexis poplitibus depromant, Requiem aeternam dona ei Domine et lux perpetua luceat ei, Amen.

Ein ſpäterer Erzbiſchof von Mainz, wie Gerlach dem Hauſe Naſſau entſproſſen, Adolf II, † 1475, hat hier ebenfalls ſeine Ruheſtätte und die folgende Grabſchrift gefunden: Anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo quinto, sexta mensis Septembris, obiit Reuerendissimus in Christo Pater et Dominus D. Adolphus II de Nassau, Archiepiscopus Moguntinus: cuius anima requiescat in pace. Amen. Von beiden Fürſten werde ich an geziemender Stelle handeln. Den Lebenslauf von Gerlachs unmittelbarem Nachfolger, dem Erzbiſchof Johann von Luxemburg, der hier ebenfalls beerdigt, zu zeichnen, weiß ich aber keine paſſendere Gelegenheit, als gerade hier, Angeſichts der folgenden Grabſchrift: Anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo tertio pridie Nonas Aprilis obiit Reverendus in Christo Pater et Dominus Joannes Archiepiscopus Maguntinus, cuius anima requiescat in sancta pace amen. Er iſt in ganzer Figur, die Mitra auf dem Haupt, den Biſchofsſtab haltend, abgebildet. Daß er gewöhnlich und namentlich in der von Jongelinus mitgetheilten Grabſchrift als Graf von Saint-Pol bezeichnet wird, läßt nicht undeutlich erkennen, daß die Zeitgenoſſen um ſeine Familienverhältniſſe nicht gehörig unterrichtet waren. Serrarius, welchem Strobel beipflichtet, hält ihn für den Sohn des Herzogs Wenzel von Luxemburg und Brabant, der aber zufällig kinderlos. Schunk nennt ihn von Linwey, was er durch Ligne erklärt. Wie man ſieht, hat in dem Laufe von vier Jahrhunderten das Studium der Genealogie der jüngern Linie des Luxemburgiſchen Kaiſerhauſes, dieſes für die Moſellana insbeſondere ſo wichtigen Geſchlechts, keine erheblichen Fortſchritte gemacht. Ich gedenke, ſo weit mir das möglich, ſie aufzuklären.

Graf Heinrich I der Große von Luxemburg erheurathete mit Margaretha von Bar das zwiſchen Toul und Saint-Dizier gelegene Ligny mit dem weitläuftigen Gebiet. Damit wurde der zweite Sohn, Walram abgefunden, während der Erſtgeborne, Heinrich II in der Grafſchaft Luxemburg ſuccedirte. Walram empfing im April 1270 von ſeinem Bruder die Belehnung über Ligny und Rouſſy. Am 23. Aug. 1284 übernahm er zu Handen des Grafen Reinold von Geldern die Hut des zwar lebhaft beſtrittenen Herzogthums Limburg, auch der Feſten Limburg und Herzogenrath, wie er denn am Freitag vor Magdalenen 1285 die Abtei Valdieu in Schutz nahm. In der Anhänglichkeit zu Geldern verharrend, beſtritt er bei Woringen, 5. Juni 1288, den Herzog von Brabant, und fand er dort, gleichwie ſeine Brüder, der Graf von Luxemburg und die Baſtarde Heinrich und Balduin, einen rühmlichen Tod. »Waleran était, suivant Hocsem, le plus beau et le plus généreux chevalier de toute l'armée, il combattait à proximité de l'endroit où se trouvait le comte, quand, épuisé par les fatigues et plus encore par les blessures qu'il avait reçues, il expira, en tombant de cheval. Sa mort fut une grande perte pour le comte de Luxembourg, elle ne le découragea pourtant pas, au contraire, ce prince n'en devint que plus animé.« Walram hatte ſich des Gilles von Beaumez Wittwe, Johanna von Beaurevoir beigelegt und von ihr die Söhne Heinrich und Walram II. Heinrich, auf Ligny, woſelbſt er in der Stiftskirche zwei Anniverſarien, für den Vater und für die Mutter anordnete, ſtarb ohne Nachkommenſchaft nach 1304. Walram II, mit der mütterlichen Herrſchaft Beaurevoir, wo die Schelde entſpringt, abgefunden, folgte dem Bruder in dem Beſitz von Ligny, vermählte ſich vor 1316 mit Guſotte Caſtellanin auf Lille, Frau auf Hautbourdin, Emmerin, Sainghien, Phalempin, la Baſſée und Herlies, verkaufte 1316 das Städtchen Deinſe bei Gent an den Grafen Robert III von Flandern, ſtiftete 1330 zu Hautbourdin die beiden Caplaneien Liebfrauen und St. Johann Baptiſt und lebte noch im J. 1353.

Sein Sohn Johann, Caſtellan von Lille, erſcheint unter den Geiſeln, welche 1360 für die Erfüllung des Friedensvertrags

von Bretigny nach England gegeben wurden, und ſtarb 1364, aus der erſten Ehe mit Alix von Flandern, der Erbin von Richebourg, die Söhne Guido, Walram, Heinrich und Johann, dann vier Töchter, darunter Johanna, verm. 8. Dec. 1350 mit dem Grafen von Saint-Pol, Guido IV von Châtillon, hinterlaſſend. Johann, deſſen im J. 1347 gedacht wird, widmete ſich der Kirche, als in welcher die Verwandtſchaft mit Kaiſer Karl IV ihm ſchleunige Beförderung verhieß. Die nächſte Gelegenheit gab der Wahlſtreit in Straßburg, nach des Biſchofs Johann von Lichtenberg Tod, 1365. Eine Partei im Domcapitel war für den Dechant Johann von Ochſenſtein, die andere für den Dompropſt, den Grafen Hanemann von Kyburg. Den Zwiſt zu vermitteln, rief die Stadt Straßburg den Papſt an, 21. Oct. 1365, und erbat ſich zu ihrem Oberhirten entweder den Domdechant, oder aber des Dompropſten Neffen, den Grafen Egeno von Kyburg, ebenfalls Habsburgiſchen Stammes. Indem aber eine Verſtändigung unter den Mitbewerbern nicht zu erreichen, machte der Kaiſer ſeinen Einfluß bei dem römiſchen Hof geltend, und auf Karls IV Empfehlung wurde Johann von Luxemburg, ohne daß er Mitglied des Domcapitels geweſen, zum Biſchof von Straßburg ernannt. Am 11. Juni 1366 hielt er unter großem Gepränge ſeinen Einzug. Ein ſeit längerer Zeit beſtehender Mißbrauch nahm alsbald ſeine Aufmerkſamkeit in Anſpruch. Mehre Landherren, mitunter auch biſchöfliche Beamte, hatten nach Belieben mit der Verlaſſenſchaft der Pfründenbeſitzer geiſtlichen Standes gehandelt, bemächtigten ſich nicht nur der vorgefundenen Habe, ſondern vereitelten auch die teſtamentariſchen Beſtimmungen. Dem Unfug ein Ende zu machen, verordnet der Biſchof, 7. Nov. 1366: daß inskünftige bei Sterbfällen von Geiſtlichen einzig der betreffende Erzprieſter über die Verlaſſenſchaft zu verfügen haben ſoll. Er wird nach Abzug der biſchöflichen Taxe, des ferto (¼ Mark Silber), die Legate austheilen und das Uebrige den natürlichen Erben zuſtellen. Sollte jemand den Erzprieſter in der Vollziehung dieſes biſchöflichen Befehls ſtören, ſo hat er den weltlichen Arm zu Hülfe zu rufen, und verfallen Landherren, welche ſich einer ſolchen Widerſetzlichkeit ſchuldig machen, mit ihrem ganzen Gebiet dem Kirchenbann.

Wie es ſcheint, erweckte ſich der Biſchof durch dieſe Maasregel viele Feinde, und mag er bei deren Durchführung auf mancherlei Hinderniſſe geſtoßen ſein. Die werden ihm die Geſchäftsthätigkeit verleidet haben; er nahm ſeitdem bei der Verwaltung nur wenig Antheil. Von mildem Charakter, mit einem vorwiegenden Hang zur Bequemlichkeit, zur Kleiderpracht und Tafelfreude begabt, nicht ſelten im Trunk ſich übernehmend, ließ er ſeine Beamten walten: die trieben arge Willkür, übten beſonders viele Bedrückungen an den in ihren Amtsgebieten anſäſſigen Ausbürgern der Stadt Straßburg, obwohl in dieſer Hinſicht die Stadt ſich im J. 1368 für die Dauer von 10 Jahren mit dem Biſchof geeinigt hatte. Ein Ereigniß im Innern des Domcapitels, dem J. 1370 angehörend, mußte den von Natur ſchüchternen Prälaten noch zurückhaltender machen. Seine beiden Mitbewerber um das Bisthum, Dompropſt und Dechant, ſetzten auch jetzt noch den Hader fort und machten nicht ſelten in den härteſten Reden ihrem Unwillen Luft. So ſagte eines Tags der Dechant: in ungeſetzlicher Weiſe habe der von Kyburg ſich der Dompropſtei eingedrängt. Dieſe Rede fiel nicht auf den Boden, es wurde davon nach Rom berichtet und dort zu Handen des Domdechants eine Entſcheidung gegeben, welche den Propſt ſeiner Würde entſetzte. Er ſcheint ſich jedoch in Betreff der Anklage gerechtfertigt zu haben, und der Proceß blieb ohne weitere Folgen.

Aber Rache zu nehmen an dem Verläumder hat der ſchwer beleidigte Dompropſt nicht unterlaſſen. Dafür gewann er ſeinen Bruder, Graf Berthold von Kyburg, und zwölf andere Ritter oder Knechte, und von denen begleitet, überfiel er am 12. Sept. 1370 die Dechanei, wo eben Johann von Ochſenſtein am Nachtimbiß ſaß. Bei dem Anblick der vielen Bewaffneten dachten die Dienſtleute nicht an Widerſtand, den leiſtete zwar der Gefährdete, er wurde aber bald überwältigt, unter Geſchrei und Lärm aus dem Hofe fortgeſchleppt und durch das enge Richtergäßlein nach der Ill gebracht, wo ein Nachen bereit, ihn aufzunehmen und weiter zu führen. In große Aufregung verſetzte ſolches Attentat die Stadt, man ſuchte aller Orten nach dem verſchwundenen Dechant, bis am dritten Tage ermittelt wurde,

daß von dem Dompropſt der Streich ausgegangen. Als ferner dem Rath berichtet wurde, es halte der Hauptthäter ſich im Oelgäßchen, bei St. Stephan verborgen, wurden der Ammeiſter und der Städtmeiſter mit ihren Dienern und Knechten ausgeſendet, um auf ihn zu fahnden. Das wurde leichtlich bewirkt, und der von Kyburg, um daß er der Stadt Ehre angetaſtet und gegen ihre Freiheit ſich vergangen hatte, zum Gefängniß gebracht. Der Rath ſäumte jedoch nicht, die beiden Meiſter hinſichtlich der Folgen, welche die Verhaftung eines Geiſtlichen von ſo hohem Rang für ſie haben konnte, ſicher zu ſtellen. Es war nämlich alsbald nach des Dompropſtes Verhaftung, in Kraft eines Synodalbeſchluſſes, von ſämtlichen Behörden des biſchöflichen Sprengels der öffentliche Gottesdienſt eingeſtellt worden, bis dahin der Rath ſich anheiſchig machte, ſeinen Gefangenen dem Biſchof auszuliefern. Das geſchah aber nur pro forma, und ſollte der Propſt in ſtädtiſcher Haft verbleiben, bis dahin er der Kirche und allen durch ſeinen Frevel betroffenen Individuen Genugthuung geleiſtet haben würde. Der Vorſchlag, den Propſt in der Stadt Gewahrſam zu laſſen, war von dem Rath ausgegangen, um zu verhüten, daß das biſchöfliche Gebiet durch die Anhänger des Propſtes heimgeſucht werde. Der päpſtliche Hof ließ die Sache auf ſich beruhen; gleichwohl zog ſie noch viele Unruhen und Fehdſchaften nach ſich. Die verlängerten ſich bis in den Sommer 1371, wo dann der Dechant gegen ein Löſegeld von 4000 Gulden und nach Erlegung eines Koſtgeldes von 60 Pfund ſeine Freiheit erhielt. Am 12. Juli 1372 beſchwur der endlich ebenfalls aus der Gefangenſchaft entlaſſene Propſt die Verſöhnung mit der Stadt: ein Löſegeld wurde ihm nicht abgefordert; nur bezahlte er mit 400 Pfund die Koſten ſeines Unterhalts. Seinem Bruder, dem Grafen Berthold, wurde für immer der Aufenthalt in Straßburg unterſagt. Dieſen Ausgang hat der Biſchof nur aus der Ferne vernommen.

Von Karl IV erhielt er auf ſein bittliches Anſuchen am 10. Febr. 1371 ein Protectorium, wodurch der Propſt zum Jungen St. Peter in Straßburg, Götz von Groſtein zum Verweſer der Angelegenheiten des Hochſtifts ernannt, und der Stadt

geboten, in dieſer Eigenſchaft ihn zu ſchützen. Zwei Tage darauf, 12. Febr. ſtarb Erzbiſchof Gerlach von Mainz, und eine Partei im Capitel, durch den Dompropſt Heinrich Beyer von Boppard geleitet, wählte den Brudersſohn des Verſtorbenen, den Grafen Adolf von Naſſau, während die andere Partei, die größere und beſſere, den Erzbiſchof Kuno von Trier poſtulirte. Der nahm den Ruf nicht an, ſeinem Nebenbuhler war der Kaiſer nicht günſtig, und auf deſſen Empfehlung vergabte Papſt Gregor XI die erledigte Inſul an Johann von Luxemburg, der zeither das Hochſtift Straßburg »pie et honeste rexerat«, wie Bruſchius will. Schon vorher hatte Karl IV ſich bemühet, ihm das Erzbisthum Cöln zu verſchaffen. Sofort, zu Nürnberg 1371, beſtätigte Johann alle Freiheiten des Erzſtiftes Mainz, nachdem er am 22. Juni zu Prag auf dem Altſtädter Markt öffentlich und in Gegenwart vieler Fürſtlichkeiten die Reichslehen empfangen hatte. Gegen Ende Febr. 1372 ritt er feierlich zu Mainz ein, und dort ſcheint mehr noch als zu Straßburg ſeine franzöſiſche Natur aufgefallen zu ſein. Er war, heißt es von ihm, ein Mann von majeſtätiſcher Geſtalt, ſchön von Angeſicht, von ſanfter Gemüthsart, aber einfältig, von wenigem Geiſt. Er überließ die Geſchäfte gewöhnlich ſeinen Beamten, fühlte ſich bei einer wohlbeſetzten Tafel glücklich und ſoll Morgens nie eine Antwort ertheilt haben, ſo er nicht vorderſamſt einen fetten Kapaun verzehrt hätte. Ein wackerer Zecher, war er ſeiner nicht jederzeit mächtig. Man nannte ihn, das alles berückſichtigend, den Biſchof Hammel oder Lamm, oder auch den franzöſiſchen Biſchof.

Vor Ausgang Mais 1372 traf der Kaiſer ſelbſt zu Mainz ein, nach dem Rhein gerufen durch das Unglück ſeines Bruders, des Herzogs Wenzel. Der war in der Schlacht bei Basweiler, ſo beſchrieben Bd. 3 S. 651—652, des Herzogs von Jülich Gefangner geworden. Während des Kaiſers Aufenthalt zu Mainz wurde die Synode eröffnet, welche den Anſpruch des Papſtes, von allen Einkünften der Beneficien den Zehnten zu erheben, einſtimmig verwarf und die Unmöglichkeit, eine ſolche Abgabe zu entrichten, auseinanderſetzte. „Durch die Verheerungen der Peſt, die häufigen Fehden und Erpreſſungen der Räuber war der Land-

mann so verarmt, daß die Pfründen nicht hinreichten, ihre Besitzer nothdürftig zu ernähren. Hierzu kamen die drückenden Exactionen der apostolischen Kammer, die unter allerlei Vorwand so große Summen aus dem Lande zog, daß gute Münzsorten äußerst rar wurden. Die Vorgesetzten der Stifter und Klöster vereinigten sich demnach, ihre Klagen an Se. Heiligkeit, deren wohlmeinende Gesinnungen allgemein bekannt seyen, gelangen zu lassen, und baten um Abhülfe. Sie erklärten jenen, der aus Gewissensskrupel den Zehnten zahlen oder sich vergleichen würde, für infam und seiner Revenuen verlustig."

Der Kaiser weilte in Mainz bis zum 10. Juni, und mag seine Abreise durch eine tumultuarische Bewegung in der Stadt beschleunigt worden sein. „Es kriegten einige kaiserliche Hofleute mit den Bürgern beim Würfelspiel Händel. Die Wuth der letztern ging so weit, daß sie ihre Gegner, die vor der Uebermacht fliehen mußten, bis in die Wohnung der Kaiserin, im Thiergarten, verfolgten, wo sie auch mehrere derselben verwundeten und einen gar ermordeten, und mehreres von der Kaiserin Geschmuck raubten. Der Ernst des Stadtrathes, der die Rädelsführer nachdrücklich züchtigte, stellte die Ruhe wieder her. Aber der Kaiser sah nicht bloß die Angreifer, sondern auch diejenigen unter den Seinigen, die Anlaß dazu gegeben hatten, für sträflich an. Die am meisten Schuldigen mußten es mit dem Leben büßen, und um die Quelle eines ähnlichen Unfugs für die Zukunft zu verstopfen, jagte er alle Würfelhelden vom Hofe." Die Stadt hatte er am andern Tage verlassen.

Von des Erzbischofs Thätigkeit ist nicht viel zu berichten. Zu Eltvil, 28. Juli 1371 bestätigte er die Privilegien der zu Bingen bestehenden Handelsgesellschaft Ottini, und am Ostertag 1372 jene der Stadt Erfurt. D. d. Eltvil, 11. Aug. 1372 freiete er der Propstei Hirzenach Hof Treiß bei Finten von allen und jeden Abgaben, wogegen die Propstei jährlich zu St. Michaels Tag an die Hofkammer liefern sollte 100 Krüglein, zu Siegburg gebacken, und zwei Paar Stiefel. In demselben Jahr nahmen die Rheingauer die Burg Delkenheim, die zur Raubhöle geworden, brannten sie aus und führten den Burgherren Wilderich in die

Gefangenſchaft. Der Stadt Erfurt verhieß Johann Schutz gegen die Unternehmungen des Markgrafen von Meiſſen, gleichwie er ihr die Zahlung der 100 Mark Silber, ſo ſie jährlich als Erſatz des in der Judenſchlacht unter Erzbiſchof Gerlach Geraubten entrichten ſollte, erleichterte. Zu Aſchaffenburg, 4. Januar 1373 genehmigte er die Anordnung einer Commiſſion für die Abhörung der Zollrechnung zu Lahnſtein, und auf Ehrenfels, 30. Nov. 1373 gab er ſeinen Willen für die Stiftung der Karthauſe zu Erfurt. Er ſtarb zu Eltvil, 4. April 1373 (1374), „nicht ohne Verdacht," äußert Werner, „von beigebrachtem Gift." Das Domcapitel poſtulirte hierauf den mittlerweile zum Bisthum Speier beförderten Adolf von Naſſau. „Allein der Pabſt verſagte ihm die Beſtätigung, wie man glaubt aus dem Grunde, weil ein allgemeines Gerücht ihn des beförderten Todes ſeines Vorfahren beſchuldigte."

Des Kurfürſten Bruder, Guido von Luxemburg Graf von Ligny und Saint-Pol, Caſtellan von Lille, Herr auf Rouſſy, Beaurevoir, Richebourg ꝛc. vermählte ſich im J. 1550 mit Mathilde (Mahaut) von Châtillon, des Grafen Johann von Saint-Pol und der Johanna von Fiennes Tochter, als welche durch den unbeerbten Abgang ihres Bruders Guido eine überreiche Erbin werden ſollte. Nicht nur die unermeßliche Grafſchaft Saint-Pol mit ihren 250 Dörfern, mit Doullans, Lucheu, Bohain, ſondern auch der Fiennes ganzer Beſitz, die Caſtellanei Bourbourg, Fiennes, Tingry in Boulonnois, Ruminghen, wurden ihr zu Theil. An des Vaters Stelle war Guido als Geiſel nach England gegeben worden, von dannen er jedoch nach vierjähriger Haft um das J. 1367 entfloh. Es ſchreibt Froiſſart: »En ce temps étoit revenu en France messire Guy de Ligny, comte de Saint-Pol, sans prendre congé aux Anglois, et par grande subtilité. La matière seroit trop longue à deviser, je m'en passerai brièvement. Lequel comte haïssoit tant les Anglois qu'il n'en pouvoit nul bien dire, et rendoit grand'peine à ce que le roi de France descendît à la prière des Gascons (die bereits der engliſchen Herrſchaft überdrüſſig); car bien savoit que si le prince (der ſchwarze Prinz) étoit appelé en parlement, ce

seroit un mouvement de grande guerre. A l'opinion du comte de Saint-Pol étoient descendans plusieurs prélats, comtes, barons et chevaliers du royaume de France; et disoient bien au roi que le roi d'Angleterre ni le prince de Galles n'avoient en rien tenu la paix, ni ce qu'ils avoient juré et scellé, selon la teneur des traités, qui furent faits à Bretigny de-lès Chartres, et depuis confirmés à Calais; car les Anglois avoient toujours couvertement et subtilement guerroyé le royaume de France, plus depuis la paix faite que en devant.« Den Frieden zu brechen, hätte K. Karl V kaum der Vorſtellungen des Grafen von Saint-Pol bedurft; doch waren ſie zeitgemäß und fanden darum eine angemeſſene Belohnung. Ligny wurde im Sept. 1367 durch den König von Frankreich zu einer Grafſchaft erhoben, wofür der Graf ungeſäumt ſeine Dankbarkeit bezeigte.

»Si très tôt que le comte Guy de Saint-Pol et messire Hue de Châtillon, maître pour le temps des arbalétriers de France, purent penser, aviser ni considérer que le roi d'Angleterre étoit défié, il se trairent avant pardevers Ponthieu; et avoient fait secrètement leur mandement de chevaliers et d'écuyers d'Artois et de Hainaut, de Cambrésis, de Vermandois, de Vimeu et de Picardie; et étoient bien six-vingt lances, et vinrent à Abbeville. Si leur furent tantôt les portes ouvertes; car c'étoit chose pourparlée et avisée; et entrèrent ces gens d'armes ens, sans mal faire à nul de ceux de la nation de la ville (29. April 1368). Messire Hue de Châtillon, qui étoit meneur et conduiseur de ces gens, se trahit tantôt de celle part où il pensoit à trouver le sénéchal de Ponthieu, messire Nicole de Louvain, et fit tant qu'il le trouva, et le prit et le retint son prisonnier; et prit encore un moult riche clerc et vaillant homme durement, qui étoit trésorier de Ponthieu. Ce jour eurent les François maint bon et riche prisonnier, et se saisirent du leur, et perdirent les Anglois à ce jour tout ce qu'ils avoient en ladite ville d'Abbeville. Encore coururent ce jour même les François chaudement à Saint-Valery, et y entrèrent de fait et s'en saisirent; et aussi au Crotoy et le prirent, et aussi la ville de Rue sur la mer.

Assez tôt après vint le comte de Saint-Pol au Pontderemy-sur-Somme où aucuns Anglois de là environ étoient recueillis. Si les fit assaillir ledit comte, et là eut grande escarmouche et forte, et y fut fait chevalier Galeran, son aîné fils, lequel se porta bien et vaillamment en sa nouvelle chevalerie. Si furent ces Anglois, qui là étoient, si durement assaillis, qu'ils furent déconfits et morts et pris, et ledit pont et forteresse conquis, et demeura aux François. Et briévement tout le pays et la comté de Ponthieu furent délivrés des Anglois, ni oncques nul n'y en demeura qui put grever le pays.«

Dafür den Grafen von St. Pol zu züchtigen, zog der Herzog von Lancaſter von Calais aus, zuerſt gen Térouanne, wo der Graf »atout grande foison de gens d'armes« aufgeſtellt. Darauf verfolgten die Engländer die Straße nach Hesdin. »Quand le comte de Saint-Pol sentit que les Anglois s'en alloient vers son pays, il connut bien qu'ils n'y alloient mie pour son profit, car trop le haïssoient: si se partit de nuit et recommanda la cité au seigneur de Saimpy et à monseigneur Jean de Roye, et chevaucha tant qu'il vint à la ville de Saint-Pol. A lendemain, à heure de prime, les Anglois furent devant, et là eut grande escarmouche; et vint grandement bien à point la venue du comte à ceux de la ville de Saint-Pol, car par lui et par ceux qu'il amena fut la ville gardée. Si vous dis que le duc de Lancastre et toutes ses gens se reposèrent du tout à leur aise, et rafraîchirent en la comté de Saint-Pol, et ardirent et exilérent tout le plat pays, et y firent moult de dommages, et furent devant le châtel de Pernes, où madame du douaire (des verſtorbenen Grafen Johann zweite Gemahlin, Johanna Bacon, Frau auf Molay) se tenoit; et proprement en avisant le fort, le duc de Lancastre tâta les fonds des fossés à un glaive, mais point n'y assaillirent, combien qu'ils en fissent grand semblant. Si passèrent outre et vinrent devant Lucheu, un très bel châtel dudit comte: si ardirent la ville, mais le château n'eut garde; puis passèrent outre en approchant Saint-Riquier. Et ne cheminoient lesdits Anglois le jour que trois ou quatre lieues: si ardoient et

exiloient tout le plat pays où ils conversoient. Si passèrent la rivière de Somme à la Blanche-Tache au-dessous d'Abbeville, et puis entrèrent au pays de Vimeu, et avoient intention de venir à Harfleur, sur la rivière de Seine, pour ardre la navie du roi de France. Le comte de Saint-Pol et messire Moreau de Fiennes, atout grands gens d'armes, cotoyoient et poursuivoient l'ost des Anglois, par quoi les Anglois ne s'osoient dérouter, fors aller leur droit chemin ou chevaucher en si grande route que pour combattre les François, si ils se fussent, par aucune aventure, traits avant. Et aussi cheminèrent et chevauchèrent tout le pays de Vimeu, et la comté d'Eu, et passèrent au-dessus de Dieppe, et chevauchèrent, et firent tant par leurs journées qu'ils vinrent devant Harfleur, et là se logèrent. Le comte de Saint-Pol s'étoit avancé et étoit entré dans la ville atout deux cents lances.« Drei Tage blieben die Engländer in Unthätigkeit vor Harfleur liegen, sodann traten sie den Rückmarsch an. In Calais angelangt, entließ der Herzog von Lancaster alle die fremden Söldner, namentlich die Deutschen unter Hrn. Walram von Born.

Als am 23. September 1370 Robert Knowles mit seinen Engländern vor Paris erschien, hielt der Graf von Saint-Pol mit mehren andern Rittern von der Besatzung an der Barrière vor dem Thor Saint-Jaques. Einen Tag und zwei Nächte lagen die Engländer vor der Stadt, dann bezogen sie eine Stellung zwischen Paris und Montlhéry. »Un chevalier de leur route avoit voué le jour devant qu'il viendroit si avant jusques à Paris qu'il heurteroit aux barrières de sa lance. Il n'en mentit point, mais se partit de son convoi, le glaive au poing, la targe au col, armé de toutes pièces; et s'en vint éperonnant son coursier, son écuyer derrière lui sur un autre coursier, qui portoit son bassinet. Quand il dut approcher Paris, il prit son bassinet et le mit en sa tête: son écuyer lui laça par derrière. Lors se partit cil brochant des éperons, et s'en vint de plein élai férir jusques aux barrières. Elles étoient ouvertes, et cuidoient les seigneurs qui là étoient qu'il dût entrer dedans; mais il n'en avoit nulle volonté. Ainçois

quand il eut fait et heurté aux barrières, ainsi que voué avoit, il tira sur frein et se mit au retour. Lors dirent les chevaliers de France qui le virent retraire: »»Allez-vous-en, allez, vous vous êtes bien acquitté.«« A son retour, ce chevalier, je ne sais comment il avoit nom, ni de quel pays il étoit, mais il s'armoit de gueules à deux faces noires et à une bordure noire cadentée, eut un dur encontre, car il trouva un boucher sur le pavement, un fort loudier, qui bien l'avoit vu passer, qui tenoit une hache tranchante à longue poignée et pesant durement. Ainsi que le chevalier s'en r'alloit tout le pas, et que de ce ne se donnoit de garde, ce vaillant boudier lui vient sur le côté et lui desclique un coup entre le col et les épaules si très durement qu'il le renversa tout en deux sur le col de son cheval; et puis recouvre et le fiert au chef fort, et lui embat sa hache tout là dedans. Le chevalier, de la grande douleur qu'il sentit, chéit à terre, et le coursier s'enfuit jusqu'à l'écuyer qui l'attendoit au tournant d'une rue sur les champs. Cet écuyer prend le coursier et fut tout émerveillé qu'il étoit avenu à son maître: car bien l'avoit vu chevaucher et aller jusques aux barrières, et là heurter de son glaive et puis retourner arrière. Si s'en vint celle part, et n'eut guères allé avant, quand il le vit entre quatre compagnons qui féroient sur lui ainsi que sur une enclume; et fut si effrayé qu'il n'osa aller plus avant, car bien voyoit qu'il ne lui pouvoit aider: il se mit au retour au plus tôt qu'il put. Ainsi fut là mort ledit chevalier; et le firent les seigneurs qui étoient en la porte, enterrer en sainte terre, et ledit écuyer retourna en l'ost, qui recorda l'aventure qui étoit à son maître avenue. Si en furent tous les compagnons courroucés.«

Kurz vorher hatte Graf Guido dem Herzog von Bourbon einen Ritterdienſt geleiſtet, ihm geholfen bei der Belagerung von Belle-Perche. Die Feſte mußten die Engländer aufgeben; aber die Mutter des Herzogs von Bourbon, die ſie zeither als eine Gefangne behandelt hatten, ſchleppten ſie mit ſich fort. Ein anderer Ritterdienſt, da Graf Guido ſich aufgemacht hatte, ſeinem Vetter, dem Herzog von Luxemburg und Brabant beizuſtehen, koſtete ihm

das Leben. Die Veranlaſſung zu dem Streit erzählt Pelzel in folgenden Worten: „Der Kaiſer Karl hatte ſeinen Bruder Wenzel, den er ſehr liebte, mit Ehrenbezeugungen und Wohlthaten überhäuft und ihn auch zum Reichsverweſer in den Niederlanden und zum Straßenaufſeher in ganz Deutſchland ernannt. Die Herzoge zu Jülich und Geldern waren über dieſe Ehrenſtellen, womit der Herzog Wenzel bekleidet war, eiferſüchtig und ſuchten Gelegenheit, ihren Neid und Zorn ausbrechen zu laſſen, welches ſie auch auf eine ſehr unanſtändige Art thaten. Der Herzog zu Jülich ließ nämlich eine Bande von Räubern in ſeinem Lande herumſtreifen, welche nur die fremden Reiſenden plünderten, ohne den Einwohnern daſelbſt Schaden zuzufügen. Einige Kaufleute aus Brabant, welche von dieſen Straßenräubern geplündert worden, beſchwerten ſich darüber bey dem Herzog Wenzel, als dem Reichsverweſer in dieſem Theile von Deutſchland. Derſelbe nahm dieſes über die maſſen übel, beſonders da man ihn verſicherte, daß die Räuber unter dem Schutze des Herzogs zu Jülich ſtunden, und daß ihnen derſelbe nicht nur Pferde verſchaffte, ſondern ihnen auch eine freie Zuflucht in ſeinen Landen verſtattete. Erſtlich ſchickte der Herzog Wenzel Geſandte an den Herzog zu Jülich und begehrte Genugthuung; da aber keine erfolgen wollte, fiel er mit einem Heere in das Jülichiſche und verheerte das Land. Da ihm aber die Herzoge von Jülich und Geldern mit Kriegsvölkern entgegen zogen, ſo kam es bey Baßweiler zu einer hitzigen Schlacht, welche der Herzog Wenzel zu Luxemburg nicht nur verlor, ſondern auch in die Gefangenſchaft gerieth. Der Herzog Eduard von Geldern, des Herzogs zu Jülich Schwager, wurde in der Schlacht tödtlich verwundet und ſtarb den dritten Tag darauf.“ Von der Schlacht, auf dem Felde von Basweiler geliefert, 20. Aug. 1371, iſt Bd. 3 S. 651 und Abth. III Bd. 5 S. 638—643 gehandelt. Des Grafen von Saint-Pol Leichnam wurde von den Siegern auf dem Schlachtfelde gefunden. Wie es heißt, hatte ein Edelknecht, als das Gefecht ſchon zu Ende, mit kaltem Blute ihn niedergeſtoßen, er mußte aber, auf des Herzogs von Jülich Gebot, am Galgen ſterben, »pour n'avoir épargné le sang d'un prince de si grande naissance.«

Der Kinder des Grafen von Saint-Pol waren ſieben: Walram III, Johann, Peter, Andreas, Johanna, Maria, als Wittwe Johanns von Condé auf Moriamez an Simon den Jungen, Graf von Salm in Püttlingen, Margaretha, in erſter Ehe an Peter von Enghien Graf von Leece, in anderer Ehe an Johann von Werchin, den Seneſchalk von Hennegau verheurathet. Johanna, demoiselle de Luxembourg, blieb in Gefolge ihrer andächtigen Richtung unvermählt, hielt den K. Karl VII von Frankreich zur Taufe, und erbte, auf Ableben ihres Großneffen, des Herzogs von Brabant, Philipp von Burgund, die Grafſchaften Saint-Pol und Ligny und ſtarb zu Beaurevoir, nicht lange nach dem 10. Sept. 1430. Andreas wurde ſeines Bruders Peter Nachfolger in dem Archidiaconat von Dreux, erhielt das Bisthum Cambray durch Wahl vom 31. Januar 1390, unternahm eine Pilgerfahrt nach dem h. Land und ſtarb 1396. Er ruhet in der Domkirche zu Cambray, bis auf das Herz und die Eingeweide, ſo vermöge ſeines letzten Willens zu Avignon, neben der Leiche ſeines Bruders, des ſeligen Peter von Luxemburg, beigeſetzt wurden.

Der Graf von Saint-Pol wird von den gelegentlich des Canoniſationsproceſſes ſeines Sohnes vernommenen Zeugen genannt ein tapferer und vorſichtiger Ritter, der ungemein andächtig, fromm und den Armen hold, der niemals zuließ, daß ſeine Soldaten auf dem Marſch das Geringſte ohne Bezahlung nahmen, und der, wenn ja die Bezahlung vergeſſen worden, aus ſeiner Taſche den Eigenthümer auf das vollſtändigſte entſchädigte. Er faſtete jeden Freitag und Samſtag, enthielt ſich am Mittwoch des Fleiſches, am Freitag der Fiſche. »Item quod in annis puerilibus, antequam matrimonium contraheret, adeo se maturum reddidit, mundi lascivias et vitia adeo abhorruit ab ineunte aetate, quod in virginali statu, quod usque ad tempus, quo matrimonium contraxit, dicitur et reputatur permansisse. Item quod postquam fuerit in Anglia obses pro rege Franciae, fidem et castitatem conjugalem servavit; et alibi ubique idem fecit, nunquam audito contrario.« Seiner Unterthanen Wohl lag ihm dergeſtalt am Herzen, daß er, gewahrend, wie ſein Sohn, der Graf von Saint-Pol, durch das Korn reite, ihm den Stock

um die Ohren schlug, was sich mehr denn einmal zutrug. Auch die Gräfin Mathilde wird als eine ungemein gottesfürchtige Frau, eine Wohlthäterin der Armen geschildert und von ihr gerühmt, daß sie die Kinder im Glauben, in der Hoffnung und Liebe zu Gott erzog. Sie lebte noch den 27. Aug. 1371, wie sich aus einem Parlamentsbeschluß ergibt, daß sie also dem Gemahl, wenn auch nur eine kurze Zeit überlebte.

Peter von Luxemburg, der selige Bekenner, war zu Ligny, auf der im J. 1748 niedergelegten Burg, geboren 20. Jul. 1369. Als vater- und mutterlose Waise hat ihn bis zu seinem achten Jahr die verwittwete Gräfin von Saint-Pol, Fauquemberg und Orgieres, Johanna von Luxemburg, seines Vaters Schwester erzogen. Studienhalber wurde er im Alter von 10 Jahren nach Paris gebracht, wo er zu Präceptoren den Nicolaus Chaudronnier und Nicolaus Claquieu, nachmalen den Michael Alant erhielt. »Inter scholares repertus est omnibus humilior, et magistris suis obsequens, exemplaris, diligens.« Während in den Freistunden seine Mitschüler der Lust sich überließen, verschloß er sich in sein Kämmerlein, dem Gebet und der Betrachtung obzuliegen. Solche Anlagen der Kirche zu gewinnen, verlieh der Papst, motu proprio, dem frommen Kinde ein Domcanonicat zu Paris. Peters Studien wurden durch einen Zug von Bruderliebe unterbrochen. Seinem Bruder Walram die Freiheit zu verschaffen, ging der zwölfjährige Knabe freiwillig als dessen Bürge nach Calais in die Gefangenschaft, und 9—10 Monate hat er darin zugebracht. Während eines Aufenthaltes zu Ligny, ein ganzes halbes Jahr lang, stand er regelmäßig zu Mitternacht auf, um in Gesellschaft seiner Schwester Johanna, die in vielen Dingen ihm Vorbild und Lehrerin geworden ist, zur Mette zu gehen. Zwei Stunden und mehr pflegten dann die Geschwister im Gebet zuzubringen. Dermaßen ernst war bereits der Jüngling geworden, daß er seinem Bruder Andreas, wie dieser selbst erzählt, das Lachen nicht nur verwies, sondern wohl gar mit Ohrfeigen besserte. Gegen sich selbst war er nicht minder streng. Vielfältige Fasten, schwere Bußübungen und Macerationen hat er sich auferlegt. Papst Clemens sah sich genöthigt, dem durch das strenge

Leben Abgeſchwächten den Genuß von Fleiſch, sub poena excommunicationis, zu gebieten, und daß er einen Theil wenigſtens ſeiner Marterwerkzeuge ablege. Den beſten Theil des Ertrags ſeiner Präbenden widmete er den Armen, der Präbenden wurden aber allgemach mehre, z. B. das Archidiaconat von Dreux in dem Bisthum Chartres, das Archidiaconat Brüſſel in dem Sprengel von Cambray und endlich, nach des Dietrich Beyer von Boppard Ableben, gegen den Willen zwar von Kaiſer Wenzel, das Bisthum Metz, etwan im Lenzmonat 1384. Er wurde daſelbſt am Pfingſtſonntag 1384 ohne alle Feſtlichkeit durch den Domſänger eingeführt und hielt im folgenden Jahre, begleitet von ſeinem Bruder Walram und andern Herren, ſeinen feierlichen Einzug, er ſelbſt barfuß und ein Eſelein reitend. Sofort nahm er, in Geſellſchaft des Weihbiſchofs, eine Viſitation vor, »magno cum fructu.« Es begannen aber die Streitigkeiten mit der Stadt Metz, von wegen der Dreizehn Männer, deren Ernennung die Bürgerſchaft dem Biſchof nicht zugeſtehen wollte, indem er, wegen des fehlenden Alters, nur als Adminiſtrator zu betrachten ſei. Das ihm angethane Unrecht ertrug der Biſchof in Geduld; ſein Bruder, der Graf von Saint-Pol hingegen wollte die Metzer mit Gewalt zur Unterwürfigkeit bringen und richtete in ihrem Gebiet arge Verwüſtung an, bis dahin der Kaiſer zu Gunſten der Stadt entſchied. Noch blieben andere Feinde zu beſtreiten. Die mehrſten biſchöflichen Schlöſſer befanden ſich in den Händen von Vettern und Anhängern des verſtorbenen Biſchofs, abſonderlich des Grafen von Salm, welche auszutreiben zumal für den Nachfolger eine Ehrenſache, da ſie, in der Obedienz von Urban VI, von einer Creatur von Clemens VII als Schismatiker zu betrachten. Mit Hülfe ſeines Bruders brachte der Biſchof an 1500 Lanzen zuſammen, und haben die, zum Theil unter ſeiner perſönlichen Anführung, nach und nach die Feſten Vic, Moyenvic, Marſal, Nomeny, Baccarat, Epinal erobert, für den Biſchof eine Gelegenheit, an den vielen Gefangnen ſeine Milde zu bethätigen. Aber der Graf von Saint-Pol, als Sieger, forderte eine gewaltige Summe, 44,000 Franken von wegen der aufgegangenen Kriegskoſten und wollte um derent-

willen den beſten Theil des biſchöflichen Gebiets in Händen behalten. Das konnte Peter nicht zugeben, die beiden Brüder kamen zu Unfrieden, bis es dem Biſchof gelang, durch Abtretung ſeines ganzen Erbtheils und Hinzufügung von 8000 Franken den Anſpruch zu des Stiftes Eigenthum abzukaufen.

Dem Bisthum folgte im April 1386 die Verleihung des Cardinalshuts, unter dem Titel S. Georgii ad Velum aureum, und ſollte der jugendliche Cardinal-Diacon nach Avignon verziehen. Er ſprach zu Ligny bei der geliebten Schweſter Johanna ein, »quae columba erat infellica, innocens et immaculata, totaque pulcra et decora virtutibus et bonis exemplis. Quae quidem fratri suo cardinali beatissimo, quem tenerrime diligebat, virga fuit directionis, et manna dulcedinis. Qui ad invicem fruentes sanctis colloquiis, praeclarisque spiritualibus consolationibus, alter alterum ad virginitatem perpetuo servandam illibatam, devotissime adhortabantur; ad dilectionem Dei super omnia, et charitatem, innocentiam, humilitatem, et alias ceteras praefulgidas virtutes.« An dem glänzenden Hofe von Avignon verharrte Peter in ſeinem einfachen gottſeligen Leben, in ſtrengen Bußübungen, denen doch bald ſeine zarte Leibesbeſchaffenheit unterliegen ſollte. Zweimal wurde er durch ein himmliſches Geſicht getröſtet. Nach der Peterskirche zu Avignon gehend, erblickte er inmitten eines Stralenkranzes das Bild des Gekreuzigten, und ſo betroffen fühlte er ſich durch dieſe Erſcheinung, daß er wohl eine halbe Stunde ſprachlos blieb und als ein Todter nach dem anſtoßenden Kloſter getragen werden mußte. Das nämliche Geſicht wurde ihm, als er auf des h. Vaters Geheiß die neuen Anlagen zu Villeneuve-lez-Avignon in Augenſchein nahm. Dieſe Viſionen ſcheint Peter als die Ankündigung ſeiner bevorſtehenden Auflöſung betrachtet zu haben, zumal die Schwindſucht, von welcher er behaftet, in den letzten fünf Monaten raſche Fortſchritte gemacht hatte. War er auch unlängſt mit dem Gedanken einer Wallfahrt nach Jeruſalem beſchäftigt geweſen, ſo dachte er jetzt nur mehr an die Vorbereitungen einer ungleich weitern Reiſe. Er beſtimmte, daß ſeine Leiche, falls er extra curiam Pontificis ſterbe, zu Paris auf den Kirchhof des

Innocents mitten unter den Armen, und wenn er zu Avignon ſterben würde, daſelbſt auf St. Michaels oder der Armen Kirchhof, wie er im gemeinen Leben genannt, beerdigt werde. Er ernannte zu Univerſalerben ſeine Geſchwiſter Johann, Andreas und Johanna; Andreas ſollte alle ſeine Bücher, die Ausſtaffirung ſeines beſten Zimmers und ſein werthvollſtes Roß, Johanna den ſchönſten Silberbecher, der Dom zu Metz 100 Goldgulden für ein Jahrgedächtniß haben. Er ließ ſeine Diener zuſammenrufen und jeden einzeln ſchwören, daß er zur Stunde ſeinen letzten Willen erfüllen wolle. Dann mußte einer nach dem andern die unter dem Kopfkiſſen verborgene Geißel ergreifen und damit dem Sterbenden einige Hiebe geben, um nach ſeinem Ausdruck ihn zu beſtrafen, daß er Brüder als Diener behandelt habe. Er richtete die heilſamſten Ermahnungen an ſeinen Bruder Andreas, vermachte ſeiner Schweſter Johanna noch abſonderlich die von ihm entworfenen Vorſchriften für das Geiſtesleben, empfing die Sterbſacramente und verſchied in der Karthauſe von Villeneuve-lez-Avignon, 2. Jul. 1387; einen Franken hat man bei ihm, dem Almoſengeber, gefunden. Die Leiche wurde nach Avignon gebracht, wie der Selige es gewünſcht, und es folgte eine unüberſehbare Reihe von Mirakeln, unter ſeiner Anrufung erworben. Todte wurden erweckt, Stumme, Blinde, Taube, Fieberkranke von ihren Gebrechen geheilt. Das Gleiche ereignete ſich mit Lahmen und Gichtbrüchigen aller Art, mit den von Tollheit und Wuth Befallenen, mit gebrochenen Gliedern, mit Ausſatz, Fiſteln, Blutfluß, gefährlichen Geburten, mit Erlöſung aus Gefangenſchaft oder aus den Händen von Räubern, mit Schiffbruch, fallender Sucht, Eigenthumsverletzung, Kopfweh, Stein, Unterleibskrankheiten, Brandunglück ꝛc. ꝛc.

Schön beſpricht Froiſſart die Verehrung, ſo man zu Avignon dem Andenken des liebenswürdigen Jünglings zollte. »En ce temps et en celle saison furent les nouvelles épandues de saint Pierre de Luxembourg, le cardinal, et que son corps étoit saintis en la cité d'Avignon, et lequel en ces jours faisoit et fit merveilles de miracles, et tant et si grande foison qu'innumérables. Si vous dis que ce saint cardinal fut

un homme en son temps de très bonne, noble, sainte et dévote vie, et fit toutes oeuvres plaisantes à Dieu. Il étoit doux, courtois et débonnaire, vierge et chaste de son corps, et large aumônier. Tout donnoit et départoit aux pauvres gens; rien ne retenoit des bien de l'église, fors que pour simplement tenir son état. Le plus du jour et de la nuit il étoit en oraisons. Les vanités et superfluités et les pompes de ce monde il fuyoit et eschevoit; et tant fit que Dieu, en sa jeunesse, l'appela en sa compagnie; et, tantôt après son trépas, il fit grands miracles et apperts; et ordonna à être enseveli au sépulchre commun des pauvres gens; et en toute sa vie n'y eut qu'humilité; et là gît, et fut mis en la chapelle de saint Michel.

»Le pape et les cardinaux, quand ils virent que les miracles du corps saint se multiplioient ainsi, en écrivirent au roi de France, et par espécial à son frère aîné, le comte Waleram de Saint-Pol; et lui mandèrent qu'il allât en Avignon. Le comte ne s'en voulut point excuser ni deporter d'y aller, mais y alla; et donna de belles lampes d'argent, qui sont devant son autel. On se pourroit émerveiller de la grande créance, que ceux du pays de là environ y avoient, et des visitations qu'ils y faisoient, et des présens que rois, ducs, comtes, dames et gens de tous états faisoient. Et en ces jours que je fus en Avignon, car par là, pour le voir, je retournai de la comté de Foix, de jour en jour ces oeuvres et magnificence s'augmentoient; et me fut dit qu'il seroit canonisé. Je ne sais pas comment depuis il en est avenu.« Die glänzendſte Huldigung aber ſollte Peter in dem letzten Seufzer ſeines Gönners, Clemens VII empfangen. Es betete der Sterbende: »Ah! beau Sire Dieu, si je te prie que tu aies merci de mon ame, et me veuilles pardonner mes péchés: et toi très-douce mère de Dieu, je te prie que tu me veuilles aider envers ton benoit fils, notre Seigneur: et vous tous les benoits Saints du paradis, je vous supplie que vous veuillez aider à mon ame aujourd'hui; ah! Luxembourg, je te prie que tu me veuilles aider.« Die Verhandlungen um die Canoniſation nahmen gleich

im J. 1390 ihren Anfang, hatten aber noch kein Reſultat ergeben, als die Bürgerſchaft von Avignon den Beſchluß faßte, das Andenken des Seligen in einem Feſttage, unter Enthaltung von aller Gewerbsthätigkeit alljährlich den 5. Juli zu begehen, was eine Verordnung des Biſchofs Karl von Conti, 3. Jul. 1600, auf den ganzen Sprengel ausdehnte. Daß der 5. Juli als festum duplex begangen werde, verordnete nachmalen Papſt Urban VIII, ſintemalen Clemens VII im J. 1527 die Erhebung des Leichnams verordnet und am 9. April 1530 die Beatification Peters von Luxemburg ausgeſprochen hatte. Die Canoniſation iſt trotz aller Bemühungen des um die Kirche ſo verdienten Herzogs Franz von Luxemburg, und obgleich dieſer für die Koſten der Feier im Namen des Königreichs Frankreich die Summe von 100,000 Goldſtücken angeboten hatte, nicht erfolgt, weil jener ältere Clemens VII, ein Graf von Genf, in Rom als Papſt nicht anerkannt wurde, folglich ungültig die von ihm verliehene Cardinalswürde. Wolle man, das wurde der Familie bedeutet, von ihr aber nicht eingegangen, den Cardinalstitel fallen laſſen, ſo ſtehe nichts der Canoniſation im Wege. Ueber des Bekenners Grab hat ſich nachmalen eine Capelle, dann ein Cöleſtinerkloſter erhoben. „In der Gruft unter der Erden," heißt es in Merians Topographie, „ligt Petrus Luzeburgius, der einen Knaben, ſo von einem Thurm herunter gefallen und alle Glieder zerbrochen, durch ſein Gebet wieder alſo zurecht gebracht haben ſolle, daß die zerbrochene und abgeſonderte Stück für ſich ſelbſten wieder zuſammengewachſen, und der Knab zu ſeiner vorigen Geſundheit gelangt iſt." Vergl. Histoire de la vie, des miracles et du culte du bien-heureux Pierre de Luxembourg, par François Mounas, 1766, in 12°

Des Cardinals älteſter Bruder, Walram III Graf von Saint-Pol und Ligny, war nur 16 Jahre alt, da er an des Vaters Seite, nachdem er eben den Ritterſchlag empfangen, auf dem Basweiler Felde ſtritt und des Herzogs von Jülich Gefangner, zeitig doch und ohne Löſegeld durch des Kaiſers Vermittlung aus der Gefangenſchaft entlaſſen wurde. Fortwährend lagen die franzöſiſche Beſatzung in Boulogne und die Engländer zu

Calais sich in den Haaren, und hatten die Engländer mit Vortheil eine von Boulogne ausgegangene Streifpartei bestritten, 1374. »Ce propre jour avoit fait sa montre messire Hue de Châtillon, qu'on dit monseigneur le maître (des arbalétriers), et avoit avec lui tous ces capitaines de là environ; et étoient bien 400 lances. Le jeune comte de Saint-Pol, messire Walleram, étoit tout nouvellement revenu de sa terre de Lorraine, et n'avoit mie séjourné à Saint-Pol trois jours, quand, par dévotion, il étoit parti pour aller en pélerinage à Notre-Dame de Boulogne: si ouït dire sur son chemin que monseigneur le maître et ces François chevauchoient: si lui vint en avis que ce lui seroit blâme et vergogne, puisque il savoit leurs gens sur le pays qui chevauchoient, s'il ne se mettoit en leur compagnie, et n'y voulut trouver nulle excusance, ainsi que un jeune chevalier qui se désire avancer et qui quert les armes; et s'en vint ce propre jour au matin avec monseigneur Hue de Châtillon et les autres compagnons, qui furent tout réjouis de sa venue. Si chevauchèrent liement ensemble celle matinée vers Ardres, et rien ne savoient des Anglois, ni les Anglois d'eux; et cuidoient les François que les Anglois fussent en Ardres, et vinrent jusques à là et firent leur montre et leur course devant les barrières; et quand ils eurent là été une espace ils s'en retournèrent et prirent leur chemin devers Licques et devers Tournehem.

»Si très tôt que les François se furent partis de devant Ardres et mis au retour, en chevauchant moult bellement, un Anglois issit de la ville d'Ardres et se mit à voie couvertement à l'aventure, pour savoir si jamais il trouveroit leurs gens pour recorder ces riches nouvelles. Et tant alla et tant vint de long et de travers que sur son chemin d'aventure il trouva le seigneur de Gommignies, monseigneur Gautier Devereux et monseigneur Jean de Harleston. Si s'arrêta à eux et eux à lui, et leur conta comment les François chevauchoient et avoient fait leur montre devant Ardres. »»Et quel chemin tiennent-ils?«« dirent les chevaliers. »»Par ma foi, mes seigneurs, ils prirent le chemin pour aller vers

Licques; car encore depuis que je me suis parti, je les ai vu sur le mont de Tournehem, et crois qu'ils ne soient pas loin de ci. Tirez sur dextro, en côtoyant Licques et Tournehem, j'ai espoir que vous les trouverez, car ils chevauchent tout le pas.«« Adonc recueillirent ces trois chevaliers tous leurs compagnons et remirent ensemble, et chevauchèrent tout le pas, la bannière du seigneur de Gommignies tout devant, et les deux pennons des deux autres chevaliers de lez.

»Ainsi quo les François eurent passé Tournehem et qu'ils tiroient à aller vers Licques, ils ouïrent nouvelles de ceux du pays, et furent signifiés que les Anglois chevauchoient et étoient hors d'Ardres: si en furent trop malement joyeux, et dirent qu'ils ne demandoient ni quéroient autre chose; et faisoient trop grande enquête où ils en pourroient ouïr nouvelles, car ils faisoient doute qu'ils ne les perdissent. Et furent sus un état une espace qu'ils se départiroient en deux chevauchées pour eux trouver plus prestement; et puis brisèrent ces propos et dirent, tout considéré, qu'il valoit mieux qu'ils chevauchassent tout ensemble. Si chevauchèrent baudement, bannières et pennons ventilans, car il faisoit bel et joli. Et trop étoit courroucé le comte de Saint-Pol qu'il n'avoit tout son arroy, et spécialement sa bannière, car il l'eût bouté hors; et frétilloit tellement de joie qu'il sembloit qu'il n'y dût jamais venir à temps. Et passèrent outre l'abbaye de Licques, et prirent droitement lo chemin que les Anglois tenoient. Si vinrent à un bosquet dessus Licques, et là s'arrêtèrent et rassanglèrent leurs chevaux, et firent en cedit bosquet une embûche de trois cents lances, desquelles messire Hue de Châtillon étoit chef; et fut ordonné le comte de Saint-Pol à courir à cent lances, chevaliers et écuyers avec lui. Assez près de là au long d'une haie, étoient descendus les Anglois, et avoient rassanglé leurs chevaux; et fut ordonné Jean de Harleston à courir atout vingt-cinq lances pour ouvrir l'embûche des François, et se partit et sa route avec lui. Et l'avoient bien le sire de Gommignies et Gautier Devereux au département avisé que, s'il venoit sur les

coureurs des François, qu'il se fit chasser. Ainsi chevaucha Jean de Harleston, et vint sur le comte de Saint-Pol et sa route qui étoient tous bien montés. Sitôt que les Anglois furent venus jusques à eux, ils firent leur montre, et tantôt se mirent au retour pour revenir à leurs compagnons qui les attendoient au long de la haie en très bonne ordonnance et tout à pied, leurs archers devant eux: Quand le comte de Saint-Pol les vit fuir, il fut un petit trop aigre d'eux poursuivre, et férit cheval des éperons, la lance au poing, et dit: »»Avant! avant! ils ne nous peuvent échapper.«« Lors vissiez dérouter ces François et mettre en chasse après ces Anglois, et les chassèrent jusques au pas de la haie. Quand les Anglois furent là venus ils s'arrêtèrent, et aussi firent le comte de Saint-Pol et sa route; car ils furent recueillis de ces gens et de ces archers qui commencèrent à traire à effort et à navrer chevaux et à abattre chevaliers et écuyers. Là eut un petit de bon estour, mais tantôt il fut passé, car le comte de Saint-Pol et ceux qui avec lui étoient n'eurent point de durée à ces Anglois. Si fut ledit comte pris d'un écuyer de la duché de Guerles, et en celle route le sire de Poix et plus de soixante bons prisonniers, chevaliers et écuyers.

»Droitement sur le point de cette déconfiture étoit venu, en frappant des éperons, monseigneur Hue de Châtillon et sa bannière, et étoient bien trois cents lances; et chevauchèrent jusques au pas de la haie où les autres avoient combattu, et encore y en avoit qui se combattoient. Quand le sire de Châtillon vit la manière que le comte de Saint-Pol et sa route étoient rués jus, si n'eut mie désir ni volonté d'arrêter, mais férit cheval des éperons et se partit et sa bannière. Les autres par droit d'armes n'eurent point de blâme s'ils le suivirent, quand c'étoit leur sire et leur capitaine. Ainsi se départirent de là trois cents hommes, tous bien montés et taillés de faire une bonne besogne et de recouvrer la journée et le jeune comte de Saint-Pol, auquel cette aventure fut moult dure, et à tous les bons chevaliers qui avec lui furent pris.

»Sachez que au commencement, quand les Anglois virent venir sur eux cette grosse route, tous bien montés et appareillés de faire un grand fait, ils ne furent mie bien assurés de leurs prisonniers ni d'eux-mêmes; mais quand ils les virent partir et montrer leurs talons, ils furent grandement reconfortés, et n'eurent nulle volonté adonc de chasser ceux qui fuyoient; mais montèrent à cheval et firent monter leurs prisonniers, et tantôt fut nuit. Si retournèrent ce soir en la garnison d'Ardres, et se tinrent tout aises et tout joyeux de ce qu'ils eurent. Ce propre soir, après souper, acheta le sire de Gommignies le comte de Saint-Pol à son maître qui pris l'avoit, et l'en fit fin de dix milles francs. A lendemain chacun des capitaines retourna où il devoit aller, Jean de Harleston à Guines et Gautier Devereux à Calais, et emmenèrent leurs prisonniers et tout leur butin.

»Ces nouvelles s'espardirent jusques en Angleterre et vinrent jusques au roi; et lui fut dit que son chevalier, le sire de Gommignies avoit eu rencontre et bataille aux François, et si bien s'y étoit porté qu'il avoit déconfit les François, et tenoit le comte de Saint-Pol à prisonnier. De ces nouvelles fut grandement réjoui le roi d'Angleterre, et tint ce fait à grande prouesse; et manda par ses lettres et par un sien écuyer au seigneur de Gommignies qu'il le vînt voir en Angleterre et lui amenât son prisonnier. Le sire de Gommignies obéit, rechargea Ardres à ses compagnons, et puis s'en partit, le comte de Saint-Pol en sa compagnie. Si vinrent à Calais, et là se tinrent tant que ils eurent vent pour passer outre; et quand ils eurent ils entrèrent en un passager. Si arrivèrent ce propre jour qu'ils montèrent, à Douvres. Depuis exploitèrent ils tant que ils vinrent à Windsor, où le roi se tenoit, qui reçut le seigneur de Gommignies en grande cherté. Tantôt le sire de Gommignies, quand il eut fait la révérence, ainsi qu'on doit faire à un roi, lui présenta et douna le comte de Saint-Pol, pour tant qu'il sentoit bien que le roi le désiroit à avoir pour deux raisons; l'une étoit que le roi n'avoit point aimé son père, le comte Guy, pourtant

que sans congé il s'étoit parti d'Angleterre et que très grande peine avoit mis à la guerre renouveler; l'autre qu'il en pensoit bien à ravoir ce grand capitaine et bon chevalier, le captal de Buch (Abth. I Bd. 3 S. 249—264), qui gissoit en prison en la tour du Temple à Paris ens ès dangers du roi de France. Si remercia liement le roi le sire de Gommignies de ce don et de ce présent, et lui fit tantôt délivrer vingt mille francs. Ainsi demeura le jeune comte de Saint-Pol en prison courtoise devers le roi d'Angleterre, reçu sur sa foi d'aller et de venir parmi le châtel de Windsor et non issir de la porte sans le congé de ses gardes; et le sire de Gommignies retourna à Ardres entre ses compagnons. Si paya bien aise, de l'argent du roi d'Angleterre l'écuyer de Guerles qui pris avoit le seigneur de Ligny comte de Saint-Pol.«

Fünf Jahre verlebte Graf Walram in der Gefangenſchaft. »Bien est vérité que le roi d'Angleterre, le captal de Buch vivant, l'offrit plusieurs fois au roi de France pour ledit captal; mais le roi Charles (V) ni son conseil n'y vouloit entendre ni le donner pour échange; dont le roi anglois avoit grande indignation. Si demeura le jeune comte de Saint-Pol prisonnier en Angleterre dedans le bel châtel de Windsor, et avoit si courtoise prison qu'il pouvoit aller partout ébattre, jouer et voler des oiseaux environ Windsor: de ce étoit-il reçu sur sa foi.« Einſam befand ſich aber Walram nicht in der Prachtburg. Da hauſete regelmäßig des ſchwarzen Prinzen Wittwe (ſeit 1376), Johanna, Tochter Johanns von Woodſtock, des Grafen von Kent. Die hatte eine der frühern Ehe mit Thomas Holand Grafen von Kent angehörende Tochter, »madame Mahault, la plus belle dame d'Angleterre. Le comte de Saint-Pol et cette dame s'entraimèrent loyaument et enamourèrent l'un l'autre; et étoient ensemble à la fois en danses et en carolles et en ébattemens, tant qu'on s'en aperçut, et s'en découvrit la dame, qui aimoit le comte de Saint-Pol ardemment, à madame sa mère.« Unlängſt, 1377, hatte der reizenden Mathilde Halbbruder, Richard II, den Thron beſtiegen, und am 18. Jul. 1379 wurde der Ehecontract der beiden Liebenden ausgefertigt. Der

Graf von Saint-Pol wurde zu einem Löſegeld von hunderttauſend Goldfranken angeſetzt; davon ſollte er die Hälfte bei ſeiner Ankunft zu Calais, die andere Hälfte in zwei Terminen, zu Weihnachten nächſtkommend und zu Oſtern erlegen, als Geiſel für die richtige Bezahlung ſeinen Bruder Peter und, nach ſeiner Wahl, die Feſte Guiſe oder Bohain ausliefern. Froiſſart berechnet das Löſegeld zu 120,000 Franken und meint, es ſei ihm die Hälfte hinſichtlich ſeiner Vermählung erlaſſen worden. Deſſen thut aber der Ehevertrag keine Erwähnung.

»Pour trouver la finance, quand les convenances furent prises, le roi d'Angleterre fit grâce au comte de Saint-Pol de repasser la mer, et de retourner sur sa foi dedans l'an. Si vint le comte en France voir le roi et ses amis, le comte de Flandre, le duc de Brabant et le duc Aubert, ses cousins, qui le conjouirent liement. Le roi de France en cet an fut informé trop dur contre le comte de Saint-Pol; car on le mit en soupçon qu'il devoit rendre aux Anglois le fort châtel de Bohain; et le fit le roi saisir de main mise et bien garder, et montra le roi que le comte de Saint-Pol vouloit faire envers lui aucun mauvais traité, ni oncques ne s'en put excuser; et pour ce fait furent en prison au châtel de Mons en Hainaut le chanoine de Robertsart, le sire de Vertaing, Jaquèmes du Sart et Girart d'Obies. Depuis se diminuèrent ces choses et allèrent à néant, car on ne put rien prouver sur eux, et furent délivrés; et le comte de Saint-Pol retourna en Angleterre pour lui acquitter devers le roi, et épousa sa femme, et fit tant qu'il paya les soixante mille francs en quoi il étoit obligé, et puis repassa la mer, mais point n'entra en France car le roi l'avoit en haine. Si allèrent demeurer le comte et la comtesse sa femme au châtel de Ham-sur-Eure (in der Grafſchaft Namur), que le sire de Moriamez (Johann von Condé), qui avoit sa soeur épousée, lui prèta, et là se tinrent tant que le roi Charles vécut, car oncques le comte ne put retourner à son amour.«

Das Exilium war indeſſen von kurzer Dauer: K. Karl V ſtarb den 16. Sept. 1380; ſehr bald nahm der Nachfolger,

Karl VI, den Grafen von Saint-Pol zu Gnaden auf, und in kurzem ward dieſer ein entſchiedener Liebling, daß kein kriegeriſches Ereigniß, keine Reiſe des Hofs, keine Sitzung des Parlaments oder geheimen Raths, kein Friedensſchluß ohne ſeine Mitwirkung ſtattfinden konnte. Des Königs Begleiter in dem Zug nach Flandern, 1382, wurde ihm ein ungemein einträgliches Geſchäft zugetheilt. »Le roi séjournant à Tournay, le comte de Saint-Pol eut une commission de corriger tous les Urbanistes (die von der Obedienz des Papſtes Urban VI), dont la ville étoit moult renommée. Si en trouva-t-on plusieurs; et là où ils étoient trouvés, fut en l'église Notre-Dame ou ailleurs, ils étoient pris et mis en prison et rançonnés moult avant du leur. Et recueillit bien le comte, et sous briefs jours, par cette commission douze cent mille francs; car nul ne partoit de lui qui ne payât ou donnât bonne sûreté de payer.« In denſelben Tagen hatte Walram bei Roosbeek die Flamänder beſtritten, gleichwie er 1388 in dem Heere ſich befand, welches der König in Perſon nach Geldern führte (Abth. III Bd. 5 S. 683—698). Noch in demſelben Jahr beſuchte Walram in Karls VI Auftrag den Congreß zu Lollingen, wo zwiſchen den beiden Kronen Waffenſtillſtand für die Dauer von drei Jahren geſchloſſen wurde, und dieſen Vertrag durch K. Richard bekräftigen zu laſſen, ging er nach England, von dannen er doch zeitig wiederkam, um den Feſtlichkeiten, gelegentlich des Einzugs der jungen Königin, Iſabella von Bayern, beizuwohnen. »Si fut le comte de Saint-Pol le très bien venu du roi et de tous les seigneurs; et étoit à cette fête, et de de-lez la reine de France sa femme qui fut moult réjouie de sa venue.« Kurz darauf wurde die Gräfin, während ihres Aufenthaltes zu Lucheu, durch den Beſuch eines Landsmanns, Peter von Courtenay, erfreut. Der war nach Frankreich gekommen, um mit Guido von la Tremouille zu ſtechen, wurde aber, wie die erſte Lanze gebrochen, durch K. Karls Machtſpruch geſtört. Blieb ihm nichts übrig, als nach Haus zu gehen: ihn ſicher zu geleiten, wurde ihm der Sire de Clary beigegeben, und beide zuſammen machten der Gräfin von Saint-Pol, »qui moult joyeuse étoit de leur

venue,« die Aufwartung. In des Gespräches Verlauf, »la comtesse demanda à messire Pierre de Courtenay quelle chose il lui sembloit des états de France. Messire Pierre en répondit bien et à point et dit: »»Certainement, madame, les états de France sont grands, beaux et bien étoffés, et bien gardés. En notre pays nous n'y saurions avenir. — Et vous contentez-vous bien, dit la dame, des seigneurs de France? Ne vous ont-ils point fait bonne chère, et bien recueilli? — Certes, madame, répondit le chevalier, je me contente grandement d'eux tant que de la recueillette; mais de ce pour quoi j'ai passé la mer, ils se sont petitement acquittés envers moi; et veux bien que vous sachiez que, si le sire de Clary, qui est chevalier de France, fut venu en Angleterre et eût demandé armes à qui que ce fût, on l'eût répondu, servi et accompli son désir et sa plaisance, et on m'a fait tout le contraire. Bien est vérité que on nous mit l'un devant l'autre en armes, messire Guy de la Trémouille et moi; et lorsque nous eûmes joûté une lance, on nous prit sus; et me fut dit, de par le roi, que nous n'en ferions plus et que nous en avions fait assez. Si dis, madame, et le dirai et le maintiendrai partout où je viendrai, que je n'ai à qui su faire armes, et que pas il n'a demeuré en moi, mais en ces chevaliers de France.««

»Le sire de Clary, qui là étoit présent, nota cette parole et se tut à trop grande peine; et toutefois il se souffrit, pourtant que il avoit le chevalier anglois en charge et en convoi. La comtesse de Saint-Pol répondit et dit: »»Messire Pierre, vous vous départez très honorablement de France, quand vous avez obéi, en armes faisant, à la prière du roi; car plus n'en pouviez faire puisque on ne vouloit. Au venir, au retourner et au faire ce que vous avez fait, ne pouvez-vous point avoir de blâme; et tous ceux et celles qui en oulront parler de ça la mer et de là, vous en donneront plus d'honneur que de blâme; si vous contentez, je vous en prie. — Dame, répondit le chevalier, aussi fais-je et ferai. Je ne m'en quiers jamais de soucier.«« Atant laissèrent-ils cette parole et rentrèrent en autres en persévérant le jour et la

nuit, jusques au lendemain que messire Pierre de Courtenay prit congé à la comtesse de Saint-Pol, et elle lui donna au département un très bel fermail d'or, et aussi un au seigneur de Clary par compagnie. Si départirent de Lucheu au matin et prirent le chemin de Boulogne, et tant firent qu'ils y vinrent et y logèrent une nuit, et à lendemain ils chevauchèrent vers Marck et vers Calais. Entre Boulogne et Calais n'a que sept lieues bien courtoises et beau chemin et ample. Ainsi qu'à deux lieues de Calais on entre sur la terre de Marck et d'Oye et de la comté de Guines, lesquelles terres étoient pour ce temps au roi d'Angleterre.

»Quand ils approchèrent Calais, messire Pierre de Courtenay dit au seigneur de Clary: »»Nous sommes en la terre du roi d'Angleterre. Sire de Clary, vous vous êtes bien acquitté de moi conduire et convoyer. Grands mercis de votre compagnie,«« und damit wollt er ſich empfehlen, aber es ſprach Clary: »Messire Pierre, vous êtes en Angleterre sur la terre de votre roi. Je vous ai convoyé et accompagné tant que ci, au commandement du roi notre sire et de monseigneur de Bourgogne. Il vous peut bien souvenir comment, devant hier, vous et moi étions en la chambre de madame de Saint-Pol, qui nous fit très bonne chère. Vous parlâtes là trop largement, ce me semble, et au trop grand blâme et préjudice des chevaliers de France; car vous dîtes que vous veniez de la cour du roi et n'aviez trouvé à qui faire armes. Vos paroles là dîtes et proposées montrent et donnent à entendre qu'il n'y a chevalier en France qui ait osé faire armes, ni joûter à vous, ou courir trois cours de glaive. Je veux bien que vous sachiez que je m'offre ici, quoique je sois l'un des moindres de notre marche, que le royaume de France n'est pas si vide de chevalerie, que vous ne trouviez bien à qui faire armes, si vous voulez à moi, soit encore anuit ou demain de matin, et je le dis à cette entente. Ce n'est par haine ni félonie que j'ai à vous, ni sur vous; ce n'est fors que pour garder l'honneur de notre côté, car je ne veux pas que, vous retourné à Calais ou en Angleterre, vous vantez

que sans coup férir vous avez déconfit les chevaliers de France. Or, répondez, s'il vous plait, à ma parole.«

Der von Courtenay bedachte ſich nicht um die Antwort. »Sire de Clary, vous parlez bien et j'accepte votre parole, et veux que demain au matin, en cette place, vous soyez armé à votre entente et je le serai aussi, et courrons ensemble l'un contre l'autre trois cours de glaive, et par ainsi racheterez-vous l'honneur du roi de France, et me ferez grand plaisir. — Je vous créante,« ſprach der von Clary, »que je serai ci à l'heure que vous me dites.« Pünktlich fanden ſich am andern Morgen die beiden Kämpen zur Stelle, der Engländer begleitet von Johann Devereux, dem Commandanten zu Calais, und mehren Reiſigen. In dem erſten Rennen wurde keiner berührt. In dem zweiten Rennen durchbohrte Clary des Gegners Schild und rannte ihm die Gleve in die Schulter, daß die Spitze eine Hand breit heraustrat. Tödtlich verletzt, ſtürzte der Engländer vom Gaul, mit ihm beſchäftigten ſich ſeine Landsleute. Da ritt Clary hinzu, und es wurde ihm geſagt: »Vous n'êtes pas bien courtois joûteur. — Pourquoi? dit le sire de Clary. — Pour ce que vous avez enferré tout outre l'épaule messire Pierre de Courtenay. Vous dussiez et pussiez bien plus courtoisement avoir joûté.« Antwortet Clary: »De la courtoisie n'étoit pas en moi, puisque j'étois appareillé et accueilli pour la joûte; et autant en pussé-je avoir eu, si l'aventure se fût portée contre moi, en venant de lui sur moi; mais au cas qu'il s'est atys de la joûte à moi, demandez-lui, ou je lui demanderai, si vous voulez, si il lui suffit, et si il lui en faut ou veut plus?« Entgegnet Devereux: »Nennil, chevalier, partez-vous, car vous en avez assez fait.«

Ritt alſo der Sieger ſeines Wegs, vermeinend ſein Beſtes gethan zu haben. Das war keineswegs die am Hof zu Paris waltende Anſicht: man fand da höchſt ſtrafbar den Ritter, welcher, dem Engländer zum Geleitsmann gegeben, ſo rauh mit ihm verfuhr. »On parle de poursuites, d'information, de témoins, l'on se tait du reste« (Corneille). Längere Zeit verhaftet, mußte der Gefährdete noch einen ſcharfen Verweis hin-

nehmen: »Sire de Clary, vous cuidâtes trop bien avoir fait et trop vilainement avez ouvré, quand vous vous offrîtes à faire armes à messire Pierre de Courtenay qui étoit au conduit du roi, et on le vous avoit baillé en garde pour mener et conduire jusques en la ville de Calais. Vous fîtes un grand outrage, quand vous relevâtes les paroles lesquelles il disoit en gengles à la comtesse de Saint-Pol, devant que vous dussiez être retourné en France devers les seigneurs, et eux dit et remontré: *Telles paroles impétueuses contre l'honneur des chevaliers de France a dit en la présence de moi messire Pierre de Courtenay.* Et ce qu'on vous en eût conseillé à faire, dussiez avoir fait; et pour ce que point ne l'avez fait avez-vous eu cette peine. Or soyez une autre fois mieux avisé, et si remerciez de votre délivrance monseigneur de Bourbon et le sire de Coucy, car ils y ont fort entendu pour vous, et aussi à la comtesse de Saint-Pol, car la bonne dame s'en est grandement bien acquittée de vous aider à excuser. — Le sire de Clary répondit et dit: »»Grands mercis! mais je cuidois avoir bien fait.««

Bei dem großen Tournier in London, Sonntag nach Michaelis 1370, ſich zu betheiligen, fuhr Graf Walram hinüber nach Dover und weiter nach London. »Là vint le comte de Saint-Pol très bien accompagné de chevaliers et d'écuyers, et tous armés en harnois de joûte, pour commencer la fête. De celles joûtes eut le prix pour ce dimanche, de ceux de dehors le comte Waleran de Saint-Pol, et de ceux dedans le comte de Huntingdon.« Bei den Friedenshandlungen zu Amiens, 1391, thätig, gaſtirte Walram einſtens die ſämtlichen engliſchen Ritter. Seine Anſprüche zu dem Mitbeſitz von Luxemburg durchzuſetzen, verſuchte er den zweifelhaften Zuſtand des Landes, wo theilweiſe Kaiſer Wenzel, theilweiſe Markgraf Joſt von Mähren anerkannt, zu benutzen. Des Markgrafen Statthalter war ſeit 28. April 1394 Graf Dieter von Katzenellenbogen. „Grave von St. Paul," ſchreibt der Chroniſt Mechtel, „ware aber des Lands zu Lutzelburg Feind, und kame im Jahr 1395 ganz feindlich mehr dann mit 1200 Gleven, Rittern und Knechten, in das Land, und hatte

darzu noch hundert Schützen. Indeſſen ſo bewarbe ſich obgenannter Graf Dieter von Katzenellenbogen dieſer Landen, und hatte (mit Hülfe von Jülich und Cleve) mehr dann 2000 Gleven, Ritter und Knecht, zuſammengebracht. Aber der Grave von St. Paul hatte ſich mit den Seinigen umbgriffen und verſchanzet, alſo da Graf Dieter uff einen Morgen mit ihnen wollte ſtreiten, da waren die Walen (Welſchen) des Nachts hinweggeritten, und ließen ihre Pfeifer die ganze Nacht pfeifen uff der Wallen, daß man wähnet, es wären ſie noch da. Alſo ward Graf Dieter auch einmal betrogen, und die Walen kamen darvon." Im Jahre 1396 ging Walram als Geſandter nach England und vermittelte einen Stillſtand für 25 Jahre, gleichwie er K. Richards II Vermählung mit der Prinzeſſin Iſabella von Frankreich zu Stande brachte. Bei dieſer Gelegenheit äußerte der König ſeine Beſorgniſſe um des Herzogs von Gloceſter Haltung. »Monseigneur,« rieth Walram, »il le vous faut mener par douces paroles et amoureuses. Donnez-lui du votre largement. S'il vous demande quoi que ce soit, accordez lui tout; car c'est la voie par laquelle vous le gagnerez. Il le vous faut blandir tant que vous en aurez fait que le mariage soit passé et que vous ayez votre femme amenée en ce pays. Et quand tout sera fait et accompli, vous aurez nouvel avis et conseil, et auriez bien puissance de ôter les rebelles à vous et mauvais contre vous. Car le roi de France au besoin vous aidera. De ce devez vous être assuré. — En nom Dieu, beau-frère, vous parlez bien, et je le ferai ainsi,« concludirte K. Richard.

Nicht lange, und Walram hatte ſich mit Karl von Albret in das Commando der 500 Lanzen zu theilen, ſo der König von Frankreich den Grafen von Hennegau für ihre Fehde mit den Frieſen lieh. Enkhuiſen war der den vereinigten Streitkräften angewieſene Sammelplatz, da ſchifften ſie ſich ein auf einer Flotte, zu deren Dienſt 30,000 Matroſen aufgeboten worden, und fuhren hinüber nach Kuinder. Ihnen das Landen zu verwehren, hatten ſich da 6000 Frieſen aufgeſtellt, »il étoit le jour Saint-Barthélemi 1396, par un dimanche. Entre ces Frisons y eut une femme vêtue de bleu drap qui, comme folle et enragée,

se bouta hors des Frisons, et s'en vint pardevant le navire; laquelle femme vint tant en approchant iceux Hainuyers qu'elle fut près d'eux le trait d'une flèche. Tantôt cette femme là venue, elle se tourna et leva ses draps, c'est à savoir sa robe et sa chemise, et montra son derrière aux Hainuyers et à toute la compagnie qui voir le voulut, en criant aucuns mots, ne sais pas quels, non qu'elle dit en son langage: »»Prenez là votre bien venue.«« Tantôt que ceux des nefs et des vaisseaux perçurent la mauvaiseté de celle femme, il tirèrent après flèches et viretons. Si fut tout prestement enferrée par les fesses et par les jambes, car au voir dire se sembloit neige qui volât vers elle du trait qu'on lui envoyait. Et ne demeura guères que les aucuns ne saillirent hors des nefs, les aucuns en l'eau et les autres dehors, et se mirent à course après cette malheureuse femme, les épées toutes nues en leurs mains; si fut tantôt prise et atteinte, et finalement toute dépécée en cent mille pièces ou plus.« Es hat auch die Einladung eine ſolche Begeiſterung hervorgerufen, daß trotz des mannhafteſten Widerſtandes der Frieſen feſte Stellung auf einem Deich genommen wurde. Da ordneten ſich die Sieger zu einer Linie von einer halben Stunde Länge. Den Dienſtag darauf wurde der Angriff auf der Frieſen Hauptmacht, 30,000 Mann, geboten. Als Löwen ſtritten ſie, aber vollſtändig war ihre Niederlage, erbarmenlos die Verfolgung, ſo daß der Gefangnen kaum 50 gezählt wurden. Abſonderlich fiel der große Frieſe, wie die Holländer ſelbſt ihn nannten, Juno Juwinghen von Bolswaart, als ein Held, wie er in Preuſſen, Ungern, Türkei, auf Rhodus und Cypern ſich erwieſen hatte. Bedeutende Folgen hat der Tag aber den Siegern nicht gebracht: nachdem ſie Dörfer und Höfe in Brand geſteckt, viel Ungemach von der rauhen Jahrszeit erlitten, zogen ſie heim auf dem Weg, den ſie gekommen.

Abermals ging im J. 1397 der Graf von Saint-Pol als Geſandter nach England, und abermals unterhielt ihn der König von ſeinen Beſorgniſſen um den Herzog von Gloceſter. Walram meinte, er dürfe nicht länger zuſehen: »Si vous le laissez con-

venir, il vous détruira. Si y pourvoyez avant tôt que tard. Il vaut mieux que vous teniez en danger que on vous y tienne,« Worte, die nicht verloren gegangen ſind. Glocester mußte, etwan im Sept. 1397, ſterben. Nicht lange hatte Richard ſich zu freuen, daß er des einen Gegners ledig; der Herzog von Lancaſter nahm ihm Krone und Leben. Des Schwagers Geſchick wollte Graf Walram, auf kurze Zeit Statthalter zu Genua, nicht ungerächt laſſen. Er ſchrieb: »Très-haut et puissant prince Henri duc de Lancastre, moi Waleran de Luxembourg, comte de Ligny et de Saint-Pol, considérant l'affinité, amour et confédération que j'avois par devers très-haut et puissant prince Richard roi d'Angleterre, duquel j'ai eu la soeur en épouse, et la destruction dudit roi, dont notoirement êtes inculpé et très grandement diffamé; avec ce, la grande honte et dommage que moi et ma génération de lui descendant pouvons et pourrons avoir au temps à venir, et aussi l'indignation de Dieu tout puissant et de toutes raisonnables et honorables personnes, si je ne m'expose avec toute ma puissance à venger la destruction dudit roi, dont j'étois allié: pour tant, par ces présentes vous fais à savoir qu'en toutes manières que je pourrais, je vous gréverai: et tous dommages, tant par moi comme par mes parents, tous mes hommes et sujets, je vous ferai, soit en terre, soit en mer: toutefois hors du royaume de France, pour la cause devantdite, non pas aucunement pour les faits mus ou à mouvoir entre mon très redouté et souverain seigneur le roi de France et le royaume d'Angleterre. Et ce je vous certifie par l'impression de mon sceau. Donné dans mon châtel à Luxembourg, le dixieme jour de février l'an 1402.

»Lesquelles lettres furent envoyées au dessusdit roi par un héraut du comte Waleran. A quoi fut répondu par ledit roi Henri que de ce ne faisoit compte, et qu'il avoit bien intention que le comte Waleran auroit à faire garder contre lui sa personne, ses sujets et ses pays. Après cette défiance le comte se disposa et prépara par toutes manières à faire guerre au roi d'Angleterre et aux siens.« Zugleich ließ er,

dem Grafen von Rutland, Sohn des Herzogs von York und Enkel K. Eduards III von England, seine Verachtung zu bezeigen, zu Bohain auf seiner Burg eine Puppe fertigen, den Grafen von Rutland mit seinem Wappen vorstellend, und dazu einen tragbaren Galgen. Die ganze Maschine wurde im Stillen nach einem seiner Schlösser in der Landschaft Boulonnais gebracht. Zwei Ritter, Robinet von Rebreteng und Aléaume von Vimeux, von etwelchen mannhaften Gesellen begleitet, unternahmen es, sie zu den Thoren von Calais zu führen. Da wurde der Galgen aufgeschlagen, Rutland daran gehängt, den Kopf abwärts, und erstaunten die Engländer nicht wenig, als sie bei Aufschließung der Thore diese Maschinerie fanden. Ohne Säumen nahmen sie die Puppe vom Galgen ab und trugen sie nach der Stadt, »et depuis ce temps furent par long espace plus enclins à faire dommage et déplaisir au comte Waleran, à ses pays et sujets que paravant n'avoient été.«

Die Verachtung, welche hier der Graf von Saint-Pol dem englischen Prinzen erwies, war so reichlich verdient, daß die Neuern nicht leicht davon reden mögen. Ich will aber ihr Geheimniß verrathen. Der Usurpator, Heinrich IV hatte sich kaum des Throns bemächtigt, als die Grafen von Rutland, Kent, Huntingdon und Lord Spencer, denen itzt die von Richard II verliehenen Titel Albemarle, Surrey, Exeter und Glocester genommen waren, sich mit dem Grafen von Salisbury und Lord Lumley zum Verderben des Thronräubers einigten. Er sollte in Windsor aufgehoben werden. Zu Weihnachten kamen sie zusammen, aber es fehlte derjenige, der an ihnen zum Verräther geworden. Der Graf von Rutland, so sagen die Beschöniger, erhielt über Tisch ein Schreiben: sein Vater, der Herzog von York, verlangte den Inhalt zu wissen, und Rutland, der nicht weiter das von einem der Verschwornen ihm mitgetheilte Geheimniß zu bewahren wußte, beeilte sich, dasselbe dem König zu offenbaren. Wie dem auch sei, am Abend des 5. Januar 1400 überrumpelten die Verschworuen, von 500 Reitern begleitet, die Burg Windsor, so jedoch an demselben Morgen der gewahrschaute König verlassen hatte. Betreten und verwirrt, wendeten die Herren sich den

westlichen Grafschaften zu, um die dort besonders zahlreichen Anhänger Richards II zu den Waffen zu rufen. Sie wurden aber bald ereilt, nachdem die Regierung mit der Londoner Beihülfe ein Heer von 20,000 Mann aufgebracht hatte, und mußten sich trennen. Die Grafen von Kent und Salisbury wurden in Circenster durch die Bürger gefangen genommen und ohne Umstände am folgenden Tage enthauptet. Zu Bristol erfuhren Spencer und Lumley dasselbe Schicksal. Der Graf von Huntingdon, Thomas Blount, Benedict Sely, viele andere Verschworne erlitten auf Heinrichs IV Befehl die schreckliche noch bestehende Strafe für Verrath. Blount ward gehenkt, der Strick aber bald abgeschnitten; man hieß ihn niedersitzen vor einem großen Feuer; mit einem mächtigen Rasiermesser bewaffnet, trat der Henker zu dem Leider hin, als welchem die Hände gebunden, kniete vor ihm nieder, und bat um Verzeihung, daß er seines Amtes warten, ihn tödten müsse. Thomas fragte: „Sollt Ihr aus dieser Welt mich erlösen? — Ja, ich bitte Euch, verzeihet mir," und Thomas küßte ihn, zum Zeichen der Vergebung. Wieder kniete der Henker, schnitt dem Unglücklichen den Bauch auf, und die Gedärme hart unter dem Magen ab, band die zusammen und warf sie ins Feuer. So saß Blount eine Weile mit offenem Bauch vor dem Feuer, das seine Gedärme verzehrte. Thomas Erpingham, des Königs Kämmerling, schimpfte und höhnte ihn mit den Worten: „Geh und such Dir einen Meister, der Dich heile!" Entgegnet Blount: „Te Deum laudamus! Gesegnet sei der Tag, an dem ich geboren ward, und der von heute, da ich sterbe im Dienste meines Herren und Gebieters, des edeln Königs Richard." Abermals kniete der Henker vor ihm nieder, in Demuth ihn zu küssen, dann wurde dem Geschlachteten der Kopf abgehauen, sein Leib geviertheilt.

Als seine und seiner Unglücksgefährten Viertheile nach London gebracht wurden, kamen ihnen 18 Bischöfe, 34 Aebte, überhaupt eine unzählbare Menschenmenge entgegen, und wurden die schrecklichen Siegeszeichen mit nicht minder schrecklichen Freudenbezeugungen empfangen. Noch war zurück das für jeden, dem noch einige Empfindung von Ehre und Menschlichkeit übrig, entsetz-

lichſte Schauſpiel. Der Graf von Rutland, den Kopf ſeines Schwagers, des Lords Spencer auf einer Stange tragend, überreichte ihn dem König, als ſeiner Treue Pfand. Der Schändliche, welcher bald darauf durch des Vaters Tod, 1. Aug. 1402, Herzog von York und erſter Prinz vom Hauſe wurde, hatte als Werkzeug zu dem Mord ſeines Oheims, des Herzogs von Gloceſter gedient, darauf den König Richard, der ihm vertraute, verlaſſen, ſich wider das Leben Heinrichs IV, dem er den Treueid geleiſtet, verſchworen, darauf ſeine Mitverſchwornen, die durch ihn verführt, verrathen, und prangte jetzt vor den Augen der Welt mit dem Abzeichen ſeiner vielfachen Schande.

Der Graf von Saint-Pol, Obriſt-Forſtmeiſter von Frankreich ſeit 1402, ließ es bei dem Abſagebrief und dem Galgenbild nicht bewenden. Zwar mißlang ſein Angriff auf die Inſel Thanet, 1403, aber Plymouth wurde in Brand geſteckt, und eine große Anzahl von Fahrzeugen, 50 in allem aufgebracht. »En l'an 1404 il assembla à Abbeville environ 1600 combattants, èsquels il y avoit grande partie de nobles hommes, qui avoient fait grande pourvéance de chairs salées, de biscuit, de vin, de cervoise, de beurre, de farines et autres choses nécessaires à mettre en mer; duquel lieu d'Abbeville furent menés par le comte au port de Harfleur, où ils trouvèrent des nefs et des vaisseaux à leur volonté; et quand ils eurent là séjourné aucun peu de jours pour appointer et ordonner leur besogne, en eux se recommandant à monseigneur saint Nicolas montèrent èsdits vaisseaux et cinglèrent tant qu'ils vinrent en l'île de Wight, auquel lieu descendirent à terre, en démontrant chère hardie de combattre leurs ennemis, desquels furent à icelle descente assez peu vus, car tous ceux de ladite île, au moins la plus grande partie, s'étoient retraits ès bois et ès forteresses. Et là y eut faits plusieurs nouveaux chevaliers de la partie du comte. Si allèrent fuster aucuns méchants villages, et boutèrent le feu en aucuns lieux.

»Durant lequel temps vint devers le comte un prêtre du pays, d'assez bon entendement, lequel traita avec lui pour le rachat et salvation d'icelle île, comme il donnoit à entendre,

moyennant qu'il en seroit payé grande somme de pécune au comte et à ses capitaines, qui à ce s'inclina assez; mais, à bref dire, c'étoit une déception que faisoit ledit prêtre afin de les délayer et attarger de paroles, entretemps que les Anglois s'assembleroient pour les venir combattre. De laquelle besogne le comte Waleran fut averti, et pour ce lui et les siens remontèrent en leur navire, et s'en retournèrent ès parties de là où ils étoient venus, sans autre chose faire. Pourquoi plusieurs grands seigneurs qui étoient avec lui en prirent grande déplaisance, pour tant qu'ils avoient mis grand argent à faire leurs pourvéances. Et aussi les pays par où les gensd'armes passèrent en furent moult travaillés; si en commença-t-on, en plusieurs parties, à murmurer très fort contre ledit comte, mais on n'en put avoir autre chose.«

Auch der Angriff auf Marck, den Außenposten von Calais, 1405, nahm einen verkehrten Ausgang. »Environ le mois de mai le comte de Saint-Pol, capitaine de Picardie de par le roi, assembla ès pays de Picardie et de Boulonnois de 4 à 500 bassinets, avec 50 génois arbalétriers, et environ mille Flamands à pied, des marches vers Gravelines, lesquels il mena et conduisit de Saint-Omer vers Tournehem; et de là s'en alla mettre siége devant un châtel nommé Merck, à une grosse lieue près de Calais, lequel tenoient les Anglois qui, avec les autres garnisons de leur parti, avoient couru et travaillé de nouvel moult fort ledit pays de Boulonnois et autres terres voisines. Si fit le comte lever devant ledit châtel plusieurs engins, desquels il avoit grande abondance, dont le châtel fut grandement oppressé. Si se défendoient ceux dedans très courageusement. Et adonc le comte voyant qu'icelui par force d'assaut ne pouvoit prendre sans trop grande peine et perte de ses gens, les fit loger dedans les maisons de la ville, qui étoit close de vieux fossés, lesquels il fit réparer pour être plus sûr à l'encontre de ses adversaires, tant de Calais comme d'autres garnisons: et le lendemain fit assaillir la basse-cour du châtel, laquelle fut prise par force, et y gagnèrent les assaillants grande foison de chevaux, vaches,

brebis et juments. Auquel assaut fut messire Robert de Bérengeville, chevalier, navré, dont il mourut bref ensuivant. Et en icelui jour issirent de Calais environ cent hommes d'armes, lesquels en chevauchant vinrent assez près des François, et les avisèrent tout à leur aise, et puis se retrahirent en la ville de Calais; et tantôt après, par un héraut mandèrent au comte de Saint-Pol que le lendemain viendroient dîner avec lui, si là les vouloit attendre. Auquel héraut fut répondu que, s'ils y venoient, ils seroient reçus et qu'ils trouveroient tout prêt le dîner. Le lendemain très matin issirent de la ville de Calais deux cens hommes ayant bassinets, 200 archers et environ 300 hommes à pied, légèrement armés, et avec eux menèrent douze ou treize chars chargés de vivres et artilleries; lesquels tous ensemble conduisoit un chevalier anglois nommé Richard Haston, lieutenant à Calais du comte de Somerset, frère de Henri de Lancastre, pour ce temps roi d'Angleterre.

»Si cheminèrent en bonne ordonnance jusqu'assez près de leurs ennemis, lesquels par leurs espies et chevaucheurs furent de ce avertis, mais point ne se préparèrent ni mirent en ordonnance dehors leurs logis pour les combattre, ainsi que faire le devoient; ainçois les attendirent dedans leurs clôtures et fossés si longuement, que les Anglois commencèrent terriblement à tirer sur eux et les tuer et navrer du trait, sans qu'iceux François leur pussent faire grande résistance. Et adonc en assez bref terme la plus grande partie des Flamands et gens de pied se commencèrent à devoyer et mettre en fuite, à l'exemple desquels se départirent aussi grande partie des gens d'armes. Et aussi les arbalétriers génois, qui avoient le jour devant alloué la plus grande partie de leur trait à l'assaut devantdit, n'avoient point remis ni appointé autres carreaux au point de leurs arbalétes des garnitures de leur artillerie qui étoient sur les chars; par quoi, quand ce vint au besoin, ils ne firent pas grande défense. Et par ainsi les Anglois, sans que de leur partie y eut grand dommage, déconfirent assez brévement les François, et de-

meurèrent victorieux sur la place; mais le comte de Saint-Pol avec aucuns de sa compagnie, se partit sans avoir nulle occupation de sa personne, et par dehors Saint-Omer s'en retourna à Térouanne. Et tous ceux généralement, qui de sa partie demeurèrent, furent pris et occis en la place, desquels morts pouvoit avoir jusqu'au nombre de 60 ou environ, et furent pris de notables chevaliers ou écuyers de 60 à 80 ou environ.«

Drei Tage ſpäter, in der Nacht, verſuchten die Engländer, 500 an Zahl, reichlich verſehen mit den vor Marck erbeuteten Geſchützen, ſich der Stadt Ardres zu bemächtigen, wurden aber mit Verluſt von 40—50 Mann abgewieſen. »Et adonc le comte de Saint-Pol, qui étoit trait, comme dit est, à Térouanne, espérant aucunement recouvrer son honneur, manda par toutes les marches de Picardie gens à venir vers lui. Si vinrent le seigneur de Dampierre, Jean de Craon et plusieurs autres nobles hommes en très grand nombre. Avec lequel comte ils eurent plusieurs conseils, èsquels ils conclurent d'aller à puissance vers les marches de leurs adversaires, pour iceux esmayer et gréver de toute leur puissance. Mais en ces propres jours fut mandé de par le roi au comte et autres seigneurs dessusdits qu'ils ne procédassent plus avant de faire ladite entreprise, car le roi y avoit pourvu d'autres gens. Et à savoir, y envoya le marquis du Pont, fils au duc de Bar, le comte Dammartin et Harpedanne, chevalier de grand renom, atout 400 bassinets et 500 autres hommes de guerre, qui se logèrent à Boulogne et autres lieux de la frontière, pour lequel mandement et venue dessusdite, le comte de Saint-Pol ne fut point bien joyeux, mais il lui convint souffrir, fût à bon gré ou autrement, les parlers du monde; car autrement il n'y eut su mettre remède, fors seulement ouïr parler le monde.«

Ungezweifelt hat dieſe in Frankreich erfahrne Zurückſetzung, zuſamt der Verſchwägerung, das mehrſte beigetragen, den Grafen von Saint-Pol auf das innigſte den Intereſſen von Burgund zu verknüpfen. Gleich im Beginn der Feindſeligkeiten 1410 führte

er dem Herzog 200 Streiter zu, die zu Ménil-au-Bois und in den nächſten Dörfern der Umgebung von Paris einquartiert wurden. Damit erwarb er ſich die Würde eines Groß-Bouteillirers von Frankreich, 29. Oct. 1410, und bald darauf das Gouvernement der Stadt Paris, wofür ihm ſein Neffe Johann von Luxemburg, kaum noch ein Jüngling zu nennen, beigegeben. »Lesquels sailloient et résistoient très souvent contre les Orléanois qui, aucunes fois, venoient courir jusqu'auprès de la ville de Paris. Et principalement y étoient ordonnés pour garder la personne du roi, afin que par aucuns moyens de ceux tenant la partie d'Orléans ne fût séduit et emmené hors de la ville de Paris.« Das war keine leichte Aufgabe, zumal nachdem der Herzog ſeine Flamänder hatte entlaſſen müſſen. Indeſſen behauptete ſich Walram gegen die vielfältigen Angriffe der Orléaniſten, die ſich zu Saint-Denys feſtgeſetzt hatten und bis zu den Thoren der Hauptſtadt ſtreiften. »Et y avoit souvent de très dures escarmouches et de très grandes apertises d'armes.«

Die Gefahr für Paris war überſtanden, und im Frühjahr 1411 überzog Walram die Landſchaft Valois, wo zunächſt die Stadt Crespy ſich unterwarf. »Après s'en alla au châtel de Pierrefons, qui moult fort étoit et défensable et bien garni, et rempli de toutes choses appartenant à guerre: et lui là venu se mit à parlementer avec des Bosqueaulx, qui en étoit capitaine.« Der nahm 2000 Goldſchilde und räumte den Platz. Dem Beiſpiel folgten das ungemein feſte la Ferté-Milon, Villers-Cotterets und überhaupt die ganze Landſchaft. »Lequel mit partout garnison de ses gens, puis s'en alla en Soissonnois vers Coucy.« Die Stadt ergab ſich nach der erſten Aufforderung, die Burg ſchickte ſich an zu entſchloſſenem Widerſtand. »Le comte Waleran fit environner et loger ses gens assez près de la forteresse, et icelle très fort combattre et travailler de canons et autres habillements de guerre. Et entre les autres choses, fit employer mineurs à grande foison, pour miner la porte de la basse-cour, nommée la porte Maître-Odon, qui étoit pour autant de chose un aussi bel, fort et notable édifice qui fût

à vingt lieues à la ronde; et avec ce minèrent au-dessous d'autres grosses tours, et tant continuèrent en oeuvre que la besogne fut prête pour bouter le feu dedans: et enfin, après que messire Robert d'Esne eut derechef été sommé de lui rendre, fut par le comte ordonné à un certain jour que toutes ses gens fussent mis en armes prêts pour assaillir. Après laquelle ordonnance et que tout fut prêt, fit bouter le feu dedans; lequel feu, par le moyen des apprêts qui subtilement étoient faits dedans icelle, tant continua que finalement la plus grande partie de ladite porte fut confondue, et cheut tout à plat; mais tant de bien y eut pour les assiégés que le mur qui étoit vers eux demeura entier; et par ainsi n'eurent les gens d'armes guère d'avantage pour les envahir. Si furent aucuns, tant d'une partie que de l'autre, morts et navrés à cette besogne; et pareillement fut partie une tour cornière, qui étoit assez puissante, et ne put cheoir tout jus, pour le mur de la ville, auquel elle s'appuya. Si demeura, sur la partie ainsi inclinée, un homme de guerre, qui étoit sus pour la défendre, lequel fut en très grand péril de perdre sa vie, mais enfin, par la diligence de ceux dedans, il fut mis à sauveté.«

Drei Monate ungefähr hatte der Graf vor der Burg gelegen, dann capitulirte Robert von Esne, gegen Empfang einer Summe von 1200 Schilden. Der Graf legte Beſatzung ein, und kehrte nach Paris zurück. »Et là, tantôt après, comme chevalier sage, discret et de grande prudence, et digne de rémunération, fut par le roi et son conseil élu et commis connétable de France; et là lui fut baillée l'épée, en faisant par le comte le serment de bien et loyaument exercer ledit office, duquel fut déposé et jugé indigne messire Charles d'Albret.« Des von Albret Abſetzung wurde den 5. Mai 1411 ausgeſprochen. Ein Jahr ſpäter wurde der Connétable ausgeſendet, vollends den Grafen von Alençon zu überwältigen. Deß Freunde, Gaucourt, Johann von Dreux und Andere rafften eine große Macht zuſammen, in der Meinung, den Connétable, der mit der Belagerung von Saint-Remy-au-Plain beſchäftigt, zu überfallen, und würde

das gelungen ſein, ſo nicht eine verſprengte Patrouille zu den Waffen gerufen hätte. »Le connétable, faisant déployer sa bannière et sonner ses trompettes, issit hors de son logis avec une partie de ses gens, et se mit en bataille pour recevoir ses ennemis, et fit arrêter le surplus: et là, étant monté sur un cheval, allant de lieu en autre, mit ses gens en ordonnance et les exhorta benignement à bien et hardiment combattre les ennemis du roi et de la couronne de France. Et adonc, par le conseil des plus sages de sa compagnie, furent mis au derrière de sa bataille les chars et charrettes, et les chevaux et varlets qui les gardoient. Et à chacun côté de la bataille furent mis emprès les hommes d'armes, les archers et arbalétriers à manière de deux ailes, tant et si loin qu'ils se pouvoient étendre.

»Après laquelle ordonnance ainsi faite, et qu'ils voyoient leurs ennemis venir vers eux, furent faits nouveaux chevaliers, Jean de Luxembourg, Jean de Beausault et plusieurs autres. Et adonc le connétable se mit à pied au plus près de sa bannière; et incontinent les Orléanois ou Armagnacs vinrent, une partie courants à grande force, tous à cheval, dedans la ville, cuidant soudainement envahir leurs adversaires devant qu'ils en fussent avertis. Et quand ils aperçurent qu'ils étoient tous ensemble, se rassemblèrent ensemble, et en faisant grand bruit et grand cri, se boutèrent tous à cheval devant les archers et arbalétriers, et en tuèrent de première venue jusqu'à douze ou environ, et les autres se mirent outre un fossé avantageux, et commencèrent à tirer, tant de leurs arcs comme arbalétes, assez continuellement; et tellement se maintinrent qu'ils grévèrent fort iceux Orléanois, et les mirent en desroi par force de leurs traits, lesquels les chevaux ne pouvoient souffrir, et ruèrent jus plusieurs de leurs maîtres; et adonc le connétable fit marcher sa bataille, et aller avant pour assembler à eux, et leur cria à haute voix: »»Ça, ribaudaille, voyez-me ci que vous querez, venez à moi!«« Lesquels, non pouvant résister, principalement pour le desroi de leurs chevaux, qui étoient si fort

blessés qu'ils ne les pouvoient conduire, commencèrent tantôt à tourner le dos et eux mettre à fuite. Et lors les gens du connétable, tant hommes d'armes comme archers, en élevant grands cris, commencèrent de toutes parts à frapper en eux et les navrer et occire cruellement, et par spécial les archers, qui étoient légèrement armés, les poursuivirent vigoureusement, et en firent mourir plusieurs à grand martyre. Et là avoit un vivier dedans lequel plusieurs chevaux cheurent atout leurs maîtres. Et lors de rechef il y eut un vaillant homme d'armes breton, qui se férit dedans lesdits archers, cuidant et espérant que ses compagnons le suivissent, mais tantôt il fut tiré jus de son cheval et mis à mort très cruellement. Adonc le connétable, voyant ses ennemis être tournés à déconfiture, fit incontinent monter plusieurs de ses gens à cheval et les poursuivre vigoureusement. En laquelle poursuite en furent morts et pris grand nombre, et les autres se sauvèrent à Alençon et autres lieux et forteresses de leur obéissance. En outre, iceux retournants de la chasse, ramenèrent bien 80 prisonniers, entre lesquels étoit le seigneur d'Anières, et messire Janet de Garochières, fils du seigneur de Croisy, lequel étoit à cette besogne avec le connétable; et quand il vit son fils, qui étoit venu contre lui, fut ému de si grande ire que si on ne l'eût tenu, il eût tué son fils dessusdit.«

Wohl 400 Todte ließen die Orléaniſten zurück, zuſamt 120—140 Gefangnen. Die Burg von Saint-Remy öffnete ihre Thore unmittelbar nach der Schlacht, und gemeinſchaftlich mit K. Ludwig von Neapel unternahm der Connétable die Belagerung von Bellesme, das ebenfalls, gleichwie Domfront, capitulirte. Er kehrte nach Paris zurück, wo Ehrenbezeugungen und reiche Geſchenke des Siegers erwarteten, mußte aber zeitig der Nordgrenze ſich zuwenden, da die Engländer mit einem Angriff drohten. Den ihnen zu verleiden, ſuchte Walram der Feſte Guines ſich zu bemächtigen; ſeine Leute wurden jedoch abgetrieben, und zum Ueberfluß verlangte der König, daß er die dem Herzog von Orléans zugehörigen Burgen Coucy und Pierrefons dem Eigenthümer überliefere. Eben hatte er zu Boulogne und Lollingen

mit den Engländern Waffenstillstand abgeschlossen, und er wurde nach Paris berufen. Daß man ihm das Schwert des Connétable abfordern werde, war kein Geheimniß, und entsendete Walram, den Streich abzuwehren, seinen Neffen, den Grafen von Conversano und den Vidame von Amiens, 1413. Denen war Robert le Jeune, Advocat zu Amiens, beigegeben, und hatte dieser vor dem König und versammeltem Rath das Wort zu führen. Niemals, das machte der Sprecher besonders geltend, habe sein Herr sich bei den Parteikämpfen betheiligt, niemals dem König zu Nachtheil Städte und Festen eingenommen, wie das von andern geschehen. Sein kühnes Wort mißfiel; es durch die beiden Gesandten wahr halten zu lassen, wurde ihm aufgegeben; das zu thun, weigerten sich die Herren, und wurde Meister le Jeune ins Gefängniß geschickt, woraus ihn doch des Grafen von Saint-Pol Schwager, der Herzog von Bar, mit genauer Noth erbat. Coucy und Pierrefons mußten dem Herzog von Orléans zurückgegeben werden; es kamen auch königliche Deputirte nach Saint-Pol, den Grafen aufzufordern, »qu'il rendît on envoyât l'épée de connétable, mais il répondit que de son gré, et sans le conseil de ses amis, il ne la rendroit, mais en conseil avec eux il répondroit dedans bref terme, tellement que le roi seroit content de lui. Laquelle réponse ouïe par iceux seigneurs, après que le connétable les eût très honorablement festoyés, revinrent à Paris et racontèrent au roi, en la présence de son conseil, l'état de leur ambassade, dont on ne fut pas bien content.«

Wie bald darauf, 1414, es hieß, Walram sei mit dem Pferde gestürzt, habe das Bein gebrochen und liege zu Saint-Pol krank darnieder, wurde von mehren angenommen, das sei eitel Finte, um des Königs Gebot zu umgehen, was um so glaublicher, da, etwan im Oct. 1414, »Waleran, soi disant encore connétable de France, se partit de sa comté de Saint-Pol atout environ 600 combattants, hommes d'armes et archers, desquels il y avoit bien 60 Anglois, et s'en alla par Bohain à Laon, auquel lieu lui furent fermées les portes, dont il fut mal content. Et se logea au-dessous de la ville; et puis de

par Rheims et par Châlons s'en alla à Ligny, et tantôt après le suivit la comtesse sa femme, lesquels tous ensemble solennisèrent la fête de Toussaints. Et en bref temps après, délaissant sa femme et son châtel de Ligny, s'en alla à Luxembourg, à Thionville et en aucunes autres bonnes villes en sa duché de Luxembourg, de laquelle duché et comté de Chiny icelui comte de Saint-Pol étoit gouverneur, commis de par le duc Antoine de Brabant, son beau-fils.« Gegen Andreastag zog Walram aus, die Feſte Neufville an der Maas, ein der Provinz ungemein beſchwerliches Raubneſt, zu belagern. Ganzer ſechs Wochen lag er davor, dann überließ er die Fortſetzung der Belagerung einem ſeiner Officiere, der auch nach andern ſechs Wochen die Burg zu Fall brachte. Während dem weilte Walram für kurze Zeit in Damviller, ſpäter zu Ivoy, wo er die ganze Faſtenzeit 1416 zubrachte.

»Le 10. avril 1415 (1416) Waleran comte de Saint-Pol et de Ligny soi disant encore connétable de France, accoucha malade dedans le châtel d'Ivoy, en la comté de Chiny; et la cause de sa maladie, comme il fut commune renommée, fut pource que son médecin lui bailla un clystere trop fort. Et environ douze jours après (19. April) fina sa vie, et fut enterré en la grande église de ladite ville d'Ivoy, devant le grand-autel, en grandes pleurs et gémissements de ses gens, combien que par son ordonnance de testament, fait moult notablement en son vivant, il eût ordonné être rapporté et mis en l'abbaye de Cercamp, de laquelle ses prédécesseurs comtes de Saint-Pol étoient fondateurs. Et dame Bonne, sa femme, soeur au duc de Bar, laquelle durant sa maladie manda pour venir devers lui, ayant désir et regret de parler à elle et la voir en son dernier jour, icelle faisant grande diligence, et avec elle la nièce de Waleran, soeur de messire Jean de Luxembourg, vinrent et arrivèrent à Ivoy environ deux heures après son trépas, nonobstant que, pour elles plus hâter à venir, chevauchèrent grand espace enjambées sur chevaux trottants. Lesquelles dames là venues, voyant la mort d'icelui, furent moult tristes et ennuyées au coeur. Et après que la com-

tesse eut là séjournée environ huit heures, et licencié les gensd'armes du comte son mari, s'en rétourna à Ligny, auquel lieu elle fit célébrer en l'église collégiale un service pour son seigneur et mari. Et là, en l'absence d'elle, et par son procureur suffisamment fondé, renonça à toutes les dettes et biens quelconques de sondit feu mari, excepté son douaire, en mettant sur la représentation de sondit seigneur et mari sa courroie et sa bourse, et demandant de ce aux tabellions publics, là étant présents, pour ladite dame un ou plusieurs instruments.«

Es war die zweite Frau, Bonna, des Herzogs Robert von Bar und der Prinzessin Maria von Frankreich jüngere Tochter, welche, Schlüsselbund und Börse auf ihres Herren Gedächtnißtafel werfend, seiner Erbschaft verzichtete. Der ersten Frau, Mathilde von Holand, gedenkt als einer Verstorbenen Walram in dem Fehdebrief an den König von England. Bonna von Bar war ihm durch Eheberedung vom 2. Juni 1400 beigelegt worden; am 5. Nov. 1418 hat sie Nanteuil-la-Fosse, 2 Stunden von Soissons, an Johann von Neufchâtel verkauft. Kinderlos in ihrer Ehe, testirte sie im J. 1436. Aus Walrams erster Ehe kam die einzige Tochter Johanna, welche als des Vaters alleinige Erbin von Freiern ohne Zahl umlagert. Den 19. Febr. 1392 wurde sie dem Grafen von Rethel und nachmaligen Herzog von Brabant, Anton von Burgund verlobt; die Trauung folgte zu Arras, 21. Febr. 1402. Eine der ersten Schönheiten ihrer Zeit, starb Johanna den 12. Aug. 1407, und wurden ihre Söhne Johann und Philipp von Burgund, Walrams, des Großvaters Erben, nur daß er seiner Schwester Johanna Ailly-sur-Noye, bei Amiens, zu lebenslänglichem Genuß, seinem natürlichen Sohn Hennequin die Herrschaft Hautbourdin in der Castellanei Lille und seinem Neffen Johann von Luxemburg eine Rente von 3000 Pfund vermachte. Des Hauses wichtigste Besitzungen schienen demnach für immer an eine fremde Familie überzugehen, allein die beiden Prinzen von Brabant starben ohne rechtmäßige Nachkommenschaft, Johann im J. 1427, Philipp 1430: Brabant, ihr väterliches Erbe, zog der Herzog von Burgund an sich, Saint-

Pol, Ligny, die Caſtellanei Lille fielen zurück auf Walrams betagte Schweſter Johanna.

Von Walrams natürlichen Söhnen war der eine, Simon, ſeit 7. Januar 1441 legitimirt, Propſt der Kirche zu Saint-Omer; der andere, Johann, Hennequin (Hänschen), der Sire de Hautbourdin, verſuchte ſich gar jung im Kriegshandwerk. Er war bei der Einnahme von Braine-le-Château, vertheidigte 1426 die Stadt Hoorn in Nordholland gegen die Angriffe der zürnenden Gräfin Jacobine und machte ſich den Franzoſen furchtbar, daher der Herzog von Bedford ihm die Hut der wichtigen Stadt Meaux vertraute, um 1429. Er entriß den Franzoſen das ſeit längerer Zeit von ihnen beſetzte Avallon, wobei zwar die Feigheit des Commandanten, Forte-Épice, ihm ſehr zu Statten kam. »La lâcheté de ce capitaine des Nivernistes, et son insolent procédé avec les dames d'Avallon la veille de sa fuite, dans un bal, produisirent une haine irréconciliable entre l'Avallonois et le Nivernois. Des pères par testament laissoient à leurs filles une dot honnête, mais à condition qu'elles n'épouseroient pas un homme né au delà de l'Yonne et de la Cure, sans quoi ces testamens prononçoient exhérédation. On se souvient d'un ancien proverbe:

Ma fille, ne passe pas les rivières,
Sans quoi sous ta cote les étrivieres . . . . .«

Worte, aus denen ſich ergibt, daß in jener abgelegenen Gegend heurathsfähige Töchter zu Anfang des 18. Jahrhunderts der Ruthe noch nicht entwachſen waren. In der Dankbarkeit für denjenigen, dem ſeine Hauptprovinz die Befreiung von Feindesnoth verdankte, verlieh Herzog Philipp in dem dritten Ordenscapitel, abgehalten zu Dijon, 29. Nov. 1433, den Vließorden à messire Jehan de Saint-Pol, chevalier, conseiller et chambellan du duc, nachdem er denſelben d. d. Arras, 12. Juni 1433 legitimirt hatte. Zwei Jahre ſpäter folgte Hennequin dem Herzog in die Fahrt nach Arras, zu den Friedensconferenzen, die ihm zwar nichts Erfreuliches brachten. K. Heinrich V von England hatte, ſeine wichtigen Dienſte zu belohnen, ihm am 10. Sept. 1429 die confiscirte Baronie Montmorency und alle übrigen Güter Johanns II

von Montmorency verliehen; die mußt er jetzt aufgeben. In demſelben Jahr 1435 bekämpfte er zu Saint-Omer einen irrenden Ritter aus Caſtilien. »Gutierre Quijada, señor de Villagarcia, vuelto de su romeria de Jerusalen, hizo armas en Sant Omer con Pedro señor de Hautbourdin, hijo bastardo del conde de San Polo, en el año de 1435. Tiró la lanza Quijada quinze pasos antes que llegara el contrario, pasándola por encima de su hombro, y clavándola en el suelo con tanta fuerza, que con dificultad se pudo arrancar. La del señor de Hautbourdin no llego ni con mucho. Despues se combatiéron con las hachas, descargándose recios golpes, y asiéndole Quijada dió con él en el suelo, y levantada la hacha en los manos, le pudiera matar, si el duque Felipe, en cuya presencia se hizo el combate, non echara el baston. El otro hijo, tambien bastardo del conde de San Polo se llamaba Diego, y este estaba aplazado para combatirse con Pedro Barba; pero no pudiendo acudir por enfermedad, riño por el igualmente Gutierre Quijada.« Dem Spanier wird man zu Gute halten, daß er den von Hautbourdin Peter ſtatt Hänschen nennt.

Der unverhoffte Ausgang dieſes Kampfſpiels ſcheint des von Hautbourdin Liebhaberei für dergleichen Ergötzlichkeit keineswegs getilgt zu haben. Gelegentlich der Vermählung K. Jacobs II von Schotland mit Maria von Geldern ſchrieb er eine emprise d'armes aus. »Ce noble et vaillant homme, qui, en tous ses faits, s'est toujours grandement et honorablement gouverné tant en armes comme en toutes autres choses, en gardant toujours l'honneur de son prince et de son souverain seigneur, et aussi l'honneur de toutes dames et demoiselles,« um nicht ſofort ſich erkennen zu laſſen, nahm Zuflucht zu einer Fiction nach dem Geſchmack der Zeit. Es wurde das folgende Schreiben verbreitet: »A tous excellents, hauts et puissants princes et princesses, barons, seigneurs, dames et gentils chevaliers, qui, de leur grâce, voudront voir ces lettres, recommandations et aimables saluts; je, qui de plusieurs suis appelée Belle Pélerine, à l'occasion dé ce que suis informée que assez brief doivent être les hauts pardons en la cité de Rome, me suis

préparée de longue main à faire le voyage audit lieu, et pour ce mise en chemin; et pour ma foiblesse, et que suis une coutumière de grande peine endurer, allai avant par petites journées, en visitant par dévotion les saints lieux que pouvois trouver en mon chemin; et tant exploitai en cette manière, que fortune me mena assez près de la mer, au bout d'une haute forêt très dévoiable, en laquelle étoient en aguet aucuns pillards et robeurs de mer, qui, moult fièrement et effrayément, vinrent contre moi et ceux de ma compagnie. Et certainement crois, vu leur maintien, que par eux eusse été morte ou prisonnière, si ne fût un chevalier qui d'aventure chevauchoit près d'illec; lequel, quand il vit la noise, vint hâtivement contre les robeurs, et, par sa franchise, délivra de leurs mains moi et ma compagnie; et je, qui de cet effroi avois été fort épouvantée, gisois comme pâmée à terre, quand le chevalier me redressa et me prit doucement en ses bras, en disant: »»Ma chère dame, ne vous ébahissez de rien; prenez coeur et vous confortez; car, la merci Dieu! vous êtes délivrée de vos ennemis; et s'il vous plaise, je suis prêt de conduire vous et votre compagnie en aucune bonne ville et sûre place près de ci.««

»Et quand il eut ce dit, et je fus un peu revenue à moi, et eus pouvoir de parler, je le remerciai de bon coeur de la grande courtoisie et bonté qu'il m'avoit faites; et lors commençai très fort à penser au danger et péril où j'étois, considérant que le chemin que j'avois encore à faire étoit bien lointain et périlleux; et pareillement le retourner en mon pays, sans avoir fait mon pélerinage, me seroit grief et très déplaisant; et lors, en pleurant, je lui dis: »»Sire chevalier, je suis la plus troublée gentille femme qui soit aujourd'hui en ce monde, et ne sais à présent comment me conduire.«« Et quand il ouït ce, il me dit doucement: que s'il étoit rien où il sût mettre conseil, ou chose faire, que le corps d'un chevalier pût par honneur accomplir, il se y voudroit sans rien épargner. Adonc, quand le ouïs si franchement parler, et les gracieuses offres qu'il me faisoit, je lui découvris mon

affaire, et comment je étois issue de ma contrée pour faire mon pélerinage, dont j'avois grande partie à faire encore, et chemin très périlleux, et de retourner en mon pays voyois péril et danger, si n'avois bon et sûr conduit. Si lui suppliai que, pour l'amour de Dieu, par pitié et compassion que tous gentils chevaliers doivent avoir des dames désolées, il me voulût, par sa courtoisie prendre en sa conduite durant mon pélerinage, que j'avois et ai, comme raison, en grande dévotion de parfaire. Atant pensa le chevalier un peu; et à chef de priesse, me répondit: »»Ma chère dame, envers vous ne refuserois jà chose que bonnement pusse faire; et à conduit, si Dieu plait, ne faudrez-vous pas; ne jà dommage, ni déshonneur n'aurez en tout le chemin, tant que je vous en puisse garantir et défendre, et quoi qu'il m'en doive advenir. Ma très chère dame, pour vous en avertir, il est vrai que par contrainte de voeu par moi fait, ne pourrois ores entendre à cette besogne, ni autres quelconques où il convint délai ni trait de temps, si premier n'avois accompli une entreprise d'armes; c'est de garder un pas ou lieu, emprès la tour de Beau-Jardin, sur le chemin d'entre Calais et Saint-Omer, en Picardie, au diocèse de Térouanne, jadis appelé la place de Beau-Jardin, et à présent la Croix de la Pélerine, et lequel pas ou lieu j'ai intention de garder, et garderai, s'il plait à Dieu, du quinzième jour de juillet 1449, jusques à la fête Notre-Dame my-août, où inclus et compris est un mois entier, pour délivrer tous gentilshommes chevaliers, extraits de noble lignage; les armes sont déclarées en certains chapitres que j'ai par écrit. Et pour ce, ma très chère dame, si ce est votre plaisir de vous reposer en ce pays, après le travail que avez eu, je serai prêt, ma dite entreprise accomplie, emprendre à vous mener et conduire où il vous plaira, et cependant vous faire tout l'honneur que je pourrai. Si me veuillez sur ce dire votre bon plaisir.««

»Sur quoi dès que eus entendu le doux parler dudit chevalier, et pensé au grand danger où j'avois été, et que, si je n'avois bonne et sûre conduite, pourrois encore cheoir

au grand et très ennuyable danger dessusdit, je, considérant que la réponse dudit chevalier étoit courtoise et ses offres gracieuses, le en remerciai humblement, et demeurai sur ses convenances. Pour ce est-il, très excellents, très hauts et très puissants princes et princesses, barons, seigneurs, dames et gentils chevaliers, que je, pélerine dessusdite, étant de présent en étrange contrée, en grand ennui et déplaisir, et très désirant de faire mondit pélerinage, auquel, par les causes devantdites, je ne savois plus avant exploiter sans la conduite du chevalier dessusdit, qui a empris à moi conduire en ce voyage, ce que faire ne peut avant l'accomplissement de sadite entreprise d'armes, me adresse à votre bonne grâce, et vous supplie en toute humilité, autant que gentille femme, en telle perplexité peut et sçait faire, que de votre noblesse et franchise, et en faveur des dames, vous plaise de votre bénignité donner et octroyer congé et licence, et, qui plus est, induire les nobles chevaliers de vos cours, pays et seigneuries, à ce que de leur courtoisie, veuillent entendre à abréger mondit voyage, par la délivrance de l'emprise d'armes dudit chevalier, selon la forme des chapitres ci-après déclarés, et aussi à vous, vaillants chevaliers, supplie doucement que pour l'honneur de vos dames vous plaise de ainsi faire; en quoi faisant vous conquerrez l'honneur et loyale renommée; et en serai à toujours tenue de prier Dieu pour vous, et à mon pouvoir vous porter bon renom, ce que tous chevaliers doivent mettre peine d'acquérir. Si, à chacun chevalier qui ainsi viendra travailler pour ma délivrance, donnerai un bourdon d'or garni d'un riche rubis, priant qu'il lui plaise porter toute l'année pour remembrance de moi. Si pourra avoir chacun connoissance de leur noble et vaillant courage, et de l'amour et honneur qu'ils portent aux dames. Et m'a requis ledit chevalier, et aussi le certifie à tous, qu'il ne fait sadite entreprise pour quelque haine, envie ou malveillance d'aucun, et prie que nul ne veuille avoir imagination contraire; ains le fait pour à son pouvoir exhausser le noble état de chevalerie; et soi y occuper, pource que, Dieu merci!

on est à présent en ces marches assez en repos du travail des guerres; et le fait aussi pour avoir greigneur connoissance et accointance des bons chevaliers étrangers, en espérance de dorénavant mieux valoir. Et pource que le chevalier dessusdit ne veut à présent ci être nommé, je, pour obvier aux doutes et imaginations que aucuns y pourroient avoir à cette occasion, certifie, par vérité, qu'il est extrait de noble lignage et de puissante maison, et sans vilain reproche. Et le trouvera-t-on prêt et appareillé au jour et place déclarés ès chapitres dont devant est touché, pour faire et accomplir sadite entreprise, si il plait à Dieu de le garder d'encombre et léal ensonne. Et afin que foi soit ajoûtée à ce que devant est écrit, j'ai supplié à haut et puissant prince, monseigneur le comte d'Estampes, que, de sa bénigne grâce, lui plaise faire mettre le scel de ses armes à ces présentes, et aussi aux chapitres de ladite entreprise d'armes; lequel, de sa grâce, le m'a octroyé.«

Dem Schreiben folgen die Capitel der emprise, von denen ich doch eines mittheilen muß. »Premièrement, ledit chevalier, du bon plaisir et par le congé et licence de très haut et très puissant prince, et son très redouté seigneur, monseigneur le duc de Bourgogne, de Brabant et de Limbourg, comparra et sera en personne, le quinzième juillet l'an 1449, sur un pas, lieu, ou place, emprès la tour de Beau-Jardin, sur le chemin entre Calais et Saint-Omer, en Picardie, au diocèse de Térouanne, appelé jadis la Tour de Beau-Jardin et à présent la Croix à la Pélerine, et, à l'aide de Dieu, gardera ledit pas, lieu, ou place, depuis le quinzième jour de juillet jusques à la feste de l'Assomption Notre-Dame my-août, audit an, où tout inclus et compris est un mois entier; emprès laquelle croix il fera pendre un écu blanc à une bande de velin vermeille, en signifiance de l'écu que souloit porter en son temps ce noble et vaillant Lancelot du Lac, qui tant fut loyal et heureux en armes; et après cet écu aura une lance et une hache à dague, appuyée à un palis auquel pendra un cor que veneurs ont accoûtumé de porter en chasse.«

Des Herzogs von Burgund und anderer Großen Herolde übernahmen es, dieſe Scripturen zu verbreiten. Artois, der roi d'armes, ging nach Frankreich, wurde ſehr ehrenvoll am Hofe empfangen, und berührten der Graf von Tancarville, ein caſtilianiſcher Ritter, und Andere die Wappenſchilde, aber der König unterſagte ſchlechterdings die Theilnahme bei jenem Waffenſpiel. An dem Hofe von Bretagne »ne trouva homme qui voulût toucher aux emprises qu'il avoit portées,« und kein beſſeres Glück machte er in der Normandie, wo der Herzog von Somerſet als Statthalter waltete. Toiſon-d'Or fand in England und Schotland niemanden »qui se advisât de toucher.« Namur beſuchte in Deutſchland das Hoflager Kaiſer Friedrichs IV und andere Höfe, aber ein einziger Ritter, Bernhard de Vivant (?) berührte die beiden Schilde in des Herolds Gewahrſam. Er wendete ſich nach dem pays de Berne, worunter vielleicht die Mark Verona zu verſtehen, und Bernhard der Baſtard von Foix »toucha aux emprises et promit et scella d'y venir au temps qui étoit assigné.« Châtel-Belin, der Caſtilien und Aragon bereiſete, »ne trouva homme qui y touchât.« Bereits, das iſt nicht zu verkennen, lag die Ritterſchaft in den letzten Zügen, obgleich Hautbourdin für ſeine Perſon ſich nicht abhalten ließ, in den Schlachten von Rupelmonde, 16. Juni 1452, und Gavre, 22. Juli 1453, mit der größten Auszeichnung zu ſtreiten. Im J. 1454 hatte er, das Hochſtift Lüttich zu überziehen, 1800 Streiter zuſammengebracht, als es dem Biſchof gelang, die dem mächtigen Unärulanten ſchuldigen Geldſummen aufzubringen und hiermit das Ungewitter zu beſchwören. Von Hautbourdins Thätigkeit in dem Krieg um das gemeine Wohl, von der Einnahme von Péronne, die er in Gemeinſchaft mit dem von Savenſe vollbrachte, iſt Rede geweſen. Er ſtarb 1466, ohne Kinder aus ſeiner Ehe mit Jacobine von la Tremouille-Dours zu hinterlaſſen, und verlor an ihm der Herzog von Burgund einen ſeiner tüchtigſten Feldherren; im Sept. 1464 hatte er ſeinen Baſtard, den Johann von Luxemburg genannt Caulus legitimiren laſſen.

Guidos und der Mathilde von Châtillon dritter Sohn, Johann I, ward in der Erbtheilung mit Beaurevoir und Richebourg

abgefunden. Um das J. 1385 zog er mit ſeinem Schwiegervater nach Apulien, die Rechte Mariens von Bretagne, der Königin von Neapel und Herzogin von Anjou gegen K. Karl III zu verfechten. Er hatte ſich nämlich mit Ludwigs von Enghien und der Johanna von San-Severino Tochter Margaretha verheurathet. Dieſe und ihre Muhme, Maria von Enghien, beerbten die beiden großen Häuſer Brienne und Enghien. Maria brachte die Grafſchaft Lecce in Apulien und anderes an die Orſini, Margaretha erhielt zu ihrem Antheil die wichtigen Güter in der Champagne, die Grafſchaften Brienne und Rosnay, die Baronie Piney und Rameru, die Grafſchaft Converſano in Terra di Lavoro, die Baronie Enghien mit ihren 18 Dörfern, Condé u. ſ. w., auch den Anſpruch des Hauſes Brienne zu dem Herzogthum Athen, zu Theben, Korinth und Argos. Johann I ſtarb um 1397, ſeiner Wittwe Teſtament iſt vom 19. Sept. 1398, errichtet auf der Burg zu Tarent. Ihrer Kinder waren fünf, Peter I, Ludwig, Johann II, Katharina und Johanna, dieſe 1415 mit Ludwig von Ghiſtel und zum andernmal mit Johann von Melun auf Antoing und Epinoy verheurathet. Katharina ſollte nach dem väterlichen Teſtament eine Ausſteuer von 2000 Unzen Gold haben, das beſtätigte die Mutter, die Unze Gold zu 60 Carolus Silber berechnend und die ganze Summe auf ihre Güter in Frankreich und Neapel anweiſend. Ludwig widmete ſich der Kirche. Biſchof von Térouanne, übte er im Namen des Herzogs von Bedford und der Regentſchaft vom Febr. 1424 bis in den Herbſt 1435 das Kanzleramt von Frankreich, mit einem Gehalt von jährlich 5000 Pfund. Er weilte noch zu Paris, als durch Einverſtändniß die Stadt den Franzoſen überliefert wurde, 1436. »Louis de Luxembourg évêque de Térouanne, les évêques de Lisieux et de Meaux, le seigneur de Willoughby et plusieurs autres, tenant le parti des Anglois, doutant ce qui leur advint, c'est à savoir que le commun ne se tournât contre eux, firent loger leurs gens en la rue Saint-Antoine auprès de la Bastille; et firent ladite Bastille bien garnir de vivres et de plusieurs habillements de guerre, et avec ce tinrent leurs gens armés et sur leur garde pour eux y retraire si besoin leur en étoit.«

Dieſer Nothfall trat ſehr bald ein. Der Connétable und l'Ile-Adam rückten vor die Baſtille, »où étoient les Anglois, c'est à savoir les susdits évêques et seigneurs, qui déjà se retrayoient dedans ladite Bastille et cuidoient aucunement résister, mais ce fut peine perdue, car leurs adversaires étoient trop puissants au regard d'eux, parquoi ils furent assez tôt reboutés, et en y eut de morts et pris en petit nombre. Et après furent faites barrières au devant de la porte de la Bastille de quartiers de bois. Et se logèrent gens d'armes aux Tournelles et autres logis au plus près, afin qu'iceux Anglois ne pussent saillir dehors. Et lors tous leurs biens qu'ils avoient laissés furent pris et départis. En après, l'évêque de Térouanne, le seigneur de Willoughby et leurs complices eurent parlement avec les François, lequel parlement, par le moyen du seigneur de Ternant et de Simon de Lalaing vint à conclusion par tel si qu'en rendant la Bastille, ils s'en iroient, saufs leurs corps et leurs biens. Si eurent sauf-conduit du connétable de France, sous lequel ils s'en allèrent à Rouen par eau et par terre, et à leur département firent les Parisiens grande huée en criant: *A la queue!* Et issirent les Anglois par la porte des champs, et allèrent par autour monter sur l'eau derrière le Louvre. Si perdit l'évêque de Térouanne sa chapelle, qui étoit moult riche, et grande partie de ses joyaux et autres bonnes bagues, qui demeurèrent au connétable. Toutefois il fut aucunement favorisé du seigneur de Ternant et de messire Simon de Lalaing, et lui fut secrètement rendue aucune partie de ses biens, qui étoient aval la ville.« In demſelben Jahr 1436 erhielt Ludwig das Erzbisthum Rouen, 1439 den Cardinalshut, ſodann das Bisthum Ely. Er ſtarb zu Hathfield, 18. Sept. 1443, und ruhet in der Domkirche zu Ely.

Johann II von Luxemburg auf Beaurevoir und Choques iſt der ſtreitbare Held, der ſo vielfältig die Chronikenſchreiber beſchäftigt. Ein Knabe noch zog er an der Seite ſeines Oheims, des Grafen Walram zu Feld, daß er bereits am Morgen der Schlacht von Saint-Remy-au-Plain, 1412, den Ritterſchlag

empfangen konnte. Im J. 1414 wurde er, »qui étoit lors jeune chevalier,« zum Hauptmann der wichtigen Stadt Arras und der daſelbſt eingelegten 600 Reiſigen beſtellt. In Erwartung des gewaltigen im Anzug begriffenen franzöſiſchen Heers, das in allem wohl 200,000 Köpfe ſtark, darunter 3000 Helme, führte er mehre glückliche Streifzüge aus, deren einer dem Städtchen Ham an der Somme verderblich; dann beſchäftigte er ſich mit den zweckmäßigſten Vertheidigungsanſtalten, gegen welche alle von den Franzoſen angewendete Gewalt nichts vermochte. Dafür ließen ſie die ganze Herrſchaft Saint-Pol ihre Wuth empfinden. Arras ſelbſt wurde durch die meiſterhafte Vertheidigung gerettet, wenn auch der Herzog ſich bequemte, in dem Waffenſtillſtand vom 4. Sept. 1414 die Schlüſſel der Stadt dem König von Frankreich zu überliefern.

Anders geſtalteten ſich die Dinge im J. 1417, als der Herzog von Burgund, an der Spitze von wohl 60,000 Pferden, den Zug nach Paris antrat. »Jean de Luxembourg alla passer l'Oise atout grand nombre de gensd'armes qu'il avoit, par Pressy à aucuns petits bateaux, et firent ses gens en la plus grande partie nager leurs chevaux outre la rivière, et se logea en un village assez près; et le lendemain, atout une partie de ses gens, alla courir devant la ville de Senlis, dans laquelle étoit bailli Robert d'Esne, atout soixante combattants ou environ. Lequel fit saillir ses gens tous de pied à l'encontre dudit de Luxembourg et y eut grande escarmouche. Toutefois la plus grande partie du commun de la ville n'étoit pas bien contente de ce que Robert d'Esne menoit guerre aux gens du duc de Bourgogne; et pour tant, la nuit ensuivant, le commun prit ledit Robert d'Esne et tous ses gens, et après qu'ils en eurent tué huit ou dix, le mirent en prison; mais, par le moyen d'aucuns des plus notables, il fut mis hors de la ville avec tous ses gens et leurs bagues. Et le lendemain très matin fut messire Jean de Luxembourg mandé de ceux de Senlis, lesquels, pour et au nom du duc de Bourgogne, lui baillèrent obéissance, et entra dedans à son plaisir.« Nicht lange, und Johann wurde auserſehen, das nämliche, von

dem Connétable Grafen von Armagnac beinahe zu Fall gebrachte Senlis zu entsetzen. Er hatte an die 8000 Streiter bei sich, und denen fühlte Armagnac sich nicht gewachsen. Er äußerte: »Puisque n'est pas ici le duc de Bourgogne ou son fils, nous ne pouvons pas grandement gagner. Je conseille que nous nous retrayons; car ce sont compagnons aventuriers qui ne demandent qu'à gagner et ne sont pas grandement riches.« Er zog von dannen.

Sonntag 18. Mai 1418 fiel Paris in der Burgunder Gewalt. »Et y vinrent les jours ensuivants la plus grande partie des capitaines de Picardie atout leurs gensd'armes, c'est à savoir Jean de Luxembourg, le sire de Fosseux et moult autres, espérant qu'audit lieu de Paris trouveroient bon gagnage; mais la plus grande partie trouvèrent le contraire de ce qu'ils avoient pensé, et fallut qu'ils payassent leurs dépens.« Dagegen nahmen ihren Anfang die Metzeleien in den Gefängnissen, von denen die Septembertage 1792 die genaueste Nachbildung geworden sind. »Le 12. juin s'assemblèrent les communes gens de Paris de petit état, jusqu'à 60,000 ou plus, environ quatre heures après midi, et tous armés, doutant, comme ils disoient, que les prisonniers ne fussent mis à délivrance, nonobstant les désenhortements du nouvel prévôt de Paris et plusieurs autres seigneurs, embâtonnés de vieux maillets, haches, cognées, massues et moult d'autres bâtons dissolus, en faisant grand bruit, criant: Vive le roi et le *duc de Bourgogne!* s'en allèrent à toutes les prisons de Paris, c'est à savoir au Palais, à Saint-Magloire, à Saint-Martin-des-Champs, au grand Châtelet, au Temple et autres lieux où étoient les prisonniers, rompirent lesdites prisons, tuèrent chepier et chepière et tous ceux qu'ils y trouvèrent, jusqu'au nombre de seize cents ou environ. Desquels furent les principaux le comte d'Armagnac, connétable de France, maître Henri de Marle, chancelier du roi, les évêques de Coutance, de Bayeux, d'Evreux, de Senlis et de Saintes; le comte de Grandpré, Remonet de la Guerre, l'abbé de Saint-Corneille de Compiègne, messire Hector de Chartres, Enguerrand de Martinet,

Charlot Poupart, argentier du roi, les seigneurs de la chambre de parlement, des requêtes, du trésor, et généralement tous ceux qui étoient èsdites prisons; desquels plusieurs y étoient pour débats et pour dettes, mêmement tenant la partie de Bourgogne. Et en cette fureur furent occises plusieurs femmes par la ville, et où elles furent mises à mort furent laissées. Et dura cette cruelle occision jusqu'au lendemain dix heures devant midi.

»Et pour tant que les prisonniers du Grand-Châtelet étoient garnis d'armures et de trait, ils se défendirent monlt fort et navrèrent et occirent plusieurs merdailles d'icelles communes; mais le lendemain, par feu, fumée et autre assaut furent pris; et en firent les dessusdits saillir plusieurs du haut des tours aval, et les autres les recevoient sur leurs piques et sur les pointes de leurs bâtons ferrés, et puis les meurtrissoient paillardement et inhumainement. A cette cruelle occision étoient présents le nouvel prévôt de Paris, messire Jean de Luxembourg, Jacques de Harcourt, le seigneur de Fosseux, le seigneur de l'Ile-Adam, le vidame d'Amiens, les seigneurs de Chevrèuse, de Chatellux, de Cohen, messire Edmond de Bombers, le seigneur d'Auxois et plusieurs autres, jusqu'au nombre de mille combattants ou au-dessus, tous armés sur leurs chevaux, pour défendre les occiseurs, si besoin étoit. Toutefois moult étoient émerveillés de voir faire telle dérision, mais rien n'osoient dire, fors: *Mais enfants, vous faites bien.* Et les corps du connétable, du chancelier et de Remonet de la Guerre furent tous denués, liés et pris ensemble d'une corde par trois jours, et là les traînoient de places en places les mauvais enfants de Paris. Et avoit le connétable de travers son corps, en manière de bande, ôté de sa peau environ deux doigts de large par grande dérision. Et furent en cet état tout nus par trois jours à la vue de chacun, et au quatrième jour furent traînés sur une claie par un cheval dehors Paris, et enterrés en une fosse nommée la Louvière, avec les autres. Et après, combien que les seigneurs dessusdits se missent en peine de rapaiser le commun de

Paris, en eux remontrant qu'ils laissassent punir les malfaiteurs par la justice du roi, néanmoins ne voulurent pas cesser; ainçois alloient par grandes tourbes ès maisons de ceux qui avoient tenu le parti du comte d'Armagnac ou de ceux qu'eux-mêmes haïssoient, lesquels tuoient sans merci, et emportoient le leur. Et qui alors à Paris haïssoit un homme, de quelque état qu'il fut, Bourguignon ou autre, il ne falloit que dire: *Voyes là un Armagnac!* et tantôt étoit mis à mort, sans en faire autre information.«

Ein Aufruhr der Beſatzung lieferte die gewaltige Feſte Coucy 1419 in Luxemburgs Hände; »quant aux biens, il en eut la plus grande partie, et au regard de ceux qui les avoient conquis, en furent assez petitement enrichis.« Roye, die Stadt, ſo durch der Beſatzung Nachläſſigkeit verloren gegangen, erforderte eine ſcharfe Belagerung, bis ſie den 18. Januar 1419 capitulirte. Den Vertheidigern hatte Johann freien Abzug zugeſichert, ſie waren aber nicht weit, als eine ſtarke Schar Engländer eintraf und ſofort die Abziehenden verfolgte, hierbei unterſtützt durch eine große Anzahl burgundiſcher Ritter. Schweren Verluſt haben hierdurch die Franzoſen erlitten, Luxemburg aber fühlte ſich tief verletzt durch den Bruch ſeiner Zuſage, und tödtliche Feindſchaft beſtand ſeitdem zwiſchen ihm und den Croy und Longueval, welche als der Engländer Gehülfen am thätigſten ſich bezeigt hatten. Im Beginn des J. 1420 wurde Johann gegen die der Umgebung von Troyes ungemein läſtige Feſte Alibaudières ausgeſendet. Ohne Säumen ließ er Sturm laufen. »Durant lequel assaut messire Jean de Luxembourg, qui étoit au plus près dudit boulevard, avoit levé la visiére de son bassinet, et regardoit la contenance des défenseurs par entre deux chênes; mais l'un des défenseurs ce percevant, le férit assez près de l'oeil d'une lance ferrée ou non ferrée, ne sais pas bien lequel, duquel coup il fut très durement navré, et en perdit finalement la vue d'icelui oeil. Et lors aucuns de ses gens le ramenèrent dedans sa tente pour lui reposer, et assez tôt après son étendard, qui avoit été porté à l'assaut, fut pris par le bout et coupé au plus près de la lance où il

tenoit, dont ledit de Luxembourg, en poursuivant de courroux en autre, fut très iré.« Man ſchaffte ihn nach Troyes, »où il fut soigneusement visité par notables médecins,« die Belagerung aber ſetzte fort ſein Bruder, der Graf von Converſano, und an den mußte die Feſte ſich ergeben.

Noch hatte in des J. 1420 Lauf Johann als Vormund ſeines Neffen, des Grafen von Ligny, des burgundiſchen Prinzen, mit dem Cardinal-Herzog von Bar zu ſtreiten. Dem war die Lehenspflicht für Ligny nicht geleiſtet worden und er forderte ſie mit gewaffneter Hand. Die Stadt wurde belagert, endlich die Fehde vertragen. Während Herzog Philipp von Burgund noch mit Schleifung der Feſtungswerke von Pont-de-Remy beſchäftigt, Anfangs Aug. 1421, »alla messire Jean de Luxembourg devant la ville de Saint-Riquier, atout cent hommes d'armes d'élite, sous la sûreté du seigneur d'Offemont, et mena avec lui six hommes d'armes, montés et habillés, pour faire armes et rompre lances contre six Dauphinois des gens dudit d'Offemont. Lesquelles paravant avoient été entreprises par leurs certains messages. Lesquelles deux parties venues l'une contre l'autre sous bonne sûreté, commencèrent à jouter et courir l'un contre l'autre; mais de première venue les deux Dauphinois, premiers joutant, tuérent les deux chevaux de leur partie adverse; et après, les autres ensuivant, tant d'un côté comme d'autre, rompirent aucunes lances très gentillement, et en la fin, par trop courte heure, en y eut deux de chacune partie qui ne coururent pas l'un sur l'autre. Et finalement, sans ce qu'il y eût oncques homme blessé de nulle desdites parties, prirent congé amiablement l'un à l'autre et se départirent; et retourna ledit de Luxembourg atout ses gens au Pont-de-Remy, et le seigneur d'Offemont dedans Saint-Riquier. Toutefois Jean de Luxembourg avoit mené avec lui, pour la sûreté de sa personne, cent hommes d'armes des plus experts et mieux habillés de la compagnie du duc de Bourgogne, et avec ce avoit laissé en embûche, dedans un bois, environ trois cents combattants, pour avoir aide si besoin étoit; et à son partement, quand il eut tiré les cent hommes

d'armes dessusdits dehors, et assis ladite embûche, et qu'il fut mis à chemin, regarda aucunement derrière lui, et vit que ceux qu'il avoit laissés au bois susdit se commençoient déjà à defrayer, et mener leurs chevaux paître aux bleds à pleins champs; et lors, de ce tout troublé, prit une lancé et courut vigoureusement à eux pour les faire remettre au lieu où il les avoit laissés. Et adonc les dessusdits, sans attendre l'un l'autre, se retrahirent à pointe d'éperons, tant comme chevaux les pouvoient porter; néanmoins il raconsuivit un homme d'armes nommé Aloyer, auquel il perça la cuisse et le porta jus de son cheval, et à plusieurs autres donna de durs coups. Et après qu'il les eut remis en ordonnance, et dit plusieurs injures à ceux qui les devoient conduire, s'en alla parfournir son entreprise.«

Im Beginn des ſiegreichen Gefechts bei Saint-Riquier, 31. Aug. 1421, empfing der Herzog von Burgund von Johanns Hand den Ritterſchlag. Dieſer aber, allzu hitzig den weichenden Feind verfolgend, wurde zum Gefangnen gemacht, »et emmené grand espace. Mais depuis, par aucuns des gens du duc de Bourgogne, et aussi des siens, fut rescous. Néanmoins il fut navré moult vilainement sur le visage de travers le nez.« Von wegen dieſer Wunde konnte er nur in einer Sänfte getragen den Bewegungen ſeiner Reiſigen folgen. Nach erfolgter Geneſung verſammelte er, die Picardie, wo er fortwährend den Oberbefehl führte, von Feinden zu ſäubern, eine bedeutende Macht: mehre Feſten der Umgebung von Amiens wurden genommen, le Quesnoy, Louroy, Héricourt, zuletzt nach längerm Widerſtand das von Coquart von Cambronne vertheidigte Araines, 1422, und andere Raubneſter. Dafür rächte ſich Pothon de Saintrailles, indem er, 3. Oct. 1423, Ham, »par faute de guet,« erſtieg. »Pour laquelle prise Jean de Luxembourg fut fort troublé, parce que c'étoit à lui. Et pour tant, en grande diligence, assembla ce qu'il put assembler de gens d'armes, à tout lesquels, au tiers jour de la prise, il chevaucha jusqu'à ladite ville, et en grande hardiesse tout soudainement fit icelle assaillir et passer ses gens d'armes parmi la rivière,

avec son étendard. Et reconquit Jean de Luxembourg en bref la ville sur ses ennemis, et en prit et mit à mort cruelle grande partie; et ledit Pothon avec aucuns de ses gens, se réfugia en Thiérache. Toutefois ils furent poursuivis, et y en eut en icelle poursuite grande foison de pris. Auquel jour fut pris dedans la ville et navré terriblement un homme d'armes nommé messire Jean de Fontenelle et Valérien de Saint-Germain, auquel Valérien messire Jean de Luxembourg fit bref ensuite trancher la tète.«

Im April 1423 eroberte Johann Diſy, ferner die Kirche von Broiſſi, von welcher aus die Schnapphahnen die ganze Umgegend beunruhigten, und den Thurm la Borgne, »et furent pris en les deux places bien quatre-vingts d'iceux, entre lesquels étoit un nommé le Gros Breton, un de leurs capitaines, et furent tous pendus aux arbres.« Weiter nahm Luxemburg die Burg Wiègue, und indem er mit den Anſtalten der Belagerung von Guiſe beſchäftigt (1424), wurde bei einem Ausfall Pothon von Saintrailles ſein Gefangner, jedoch bald wieder freigegeben, gegen ein mäßiges Löſegeld, unter der Verpflichtung, mit ſeiner Mannſchaft auf das linke Ufer der Loire ſich zurückzuziehen und nicht wiederzukommen, es geſchehe denn in Geſellſchaft des Königs Karl. Die Belagerung von Guiſe hingegen wurde mit Lebhaftigkeit fortgeſetzt, bis die Stadt zu Handen des von Luxemburg capitulirte, 18. Sept. 1424. Auch Beaumont in der Argonne mußte, nach längerer Vertheidigung, ſich an ihn ergeben, 1428, und die Stadt Mouzon ſich verpflichten, das Gleiche zu thun, ſo ſie nicht bis zu St. Remigien entſetzt werde. Wichtigeres ereignete ſich vor Compiègne. »Durant le temps que le duc de Bourgogne étoit logé à Condin, comme dit est, et ses gens d'armes ès autres villages auprès de Condin et de Compiègne, advint, la nuit de l'Ascension, à cinq heures après midi, que Jeanne la pucelle, Pothon, avec plusieurs autres nobles et vaillants capitaines françois, avec eux de cinq à six cents combattants, saillirent hors, tous armés de pied et de cheval, de la dite ville de Compiègne, par la porte du pont vers Mont-Didier; et avoient intention de combattre et

ruer jus le logis de messire Baudo de Noyelle, qui étoit à Marigny, au bout de la chaussée, comme dit est en autre lieu. Si étoit, à cette heure, messire Jean de Luxembourg, avec lui le seigneur de Créquy, et huit ou dix gentilshommes, tous venus à cheval, non ayant sinon assez petit de son logis devers le logis de messire Baudo; et regardoit par quelle manière ou pourroit assiéger icelle ville de Compiègne. Et adonc iceux François, comme dit est, commencèrent très fort à approcher icelui logis de Marigny, auquel étoient, ou la plus grande partie, tous désarmés.

»Toutefois, en assez bref terme s'assemblèrent, et commença l'escarmouche très grande, durant laquelle fut crié à l'arme en plusieurs lieux, tant de la partie de Bourgogne comme des Anglois; et se mirent en bataille les dessusdits Anglois contre les François, sur la prée, au dehors de Venète, où ils étoient logés; et étoient environ cinq cents combattants. Et d'autre côté, les gens de messire Jean de Luxembourg, qui étoient logés à Claroy, sachant cet effroi, vinrent les aucuns hâtivement pour secourir leur seigneur et capitaine, qui entretenoit la dite escarmouche, et auquel, pour la plus grande partie, les autres se rallièrent: en laquelle fut très durement navré au visage ledit seigneur de Créquy. Finalement, après ce que la dite escarmouche eut duré assez long espace, iceux François, voyant leurs ennemis multiplier en grand nombre, se retrahirent devers leur ville, toujours la pucelle Jeanne avec eux, sur le derrière, faisant grande manière d'entretenir ses gens et les ramener sans perte; mais ceux de la partie de Bourgogne, considérant que de toutes parts auroient bref secours, les approchèrent vigoureusement, et se férirent en eux de plein élai. Si fut, en conclusion, comme je fus informé, la dessusdite pucelle tirée jus de son cheval par un archer, auprès duquel étoit le bâtard de Vendôme, à qui elle se rendit et donna sa foi; et il, sans délai, l'emmena prisonnière à Marigny, où elle fut mise en bonne garde. Avec laquelle fut pris Pothon le Bourguignon et aucuns autres, non mie en grand nombre. Et les dessusdits

François rentrèrent en Compiègne, dolents et courroucés de leur perte ; et, par spécial, eurent moult grande déplaisance pour la prise d'icelle pucelle. Et, à l'opposite, ceux de la partie de Bourgogne et les Anglois en furent moult joyeux, plus que d'avoir cinq cents combattants : car ils ne craignoient ni redoutoient nul capitaine ni autre chef de guerre tant comme ils avoient toujours fait jusqu'à ce présent jour icelle pucelle. Si vint, assez tôt après, le duc de Bourgogne, atout sa puissance, de son logis de Condin, où il étoit logé, en la prée devant Compiègne.

»Et là s'assemblèrent les Anglois, ledit duc et ceux des autres logis en très grand nombre, faisant l'un avec l'autre grands cris et rébaudissements, pour la prise de ladite pucelle : laquelle icelui duc alla voir au logis où elle étoit, et parla à elle aucunes paroles, dont je ne suis mie bien recors, jà soit ce que j'y étois présent. Après lesquelles se trahit ledit duc et toutes ses gens chacun en leur logis, pour cette nuit. Et la pucelle demeura en la garde et gouvernement de messire Jean de Luxembourg. Lequel après, dedans brefs jours ensuivants, l'envoya, sous bonne conduite, au château de Beaulieu, et de là à Beaurevoir, où elle fut par long temps.«

Es war der 23. Mai 1430, als die Jungfrau von Orléans in der Feinde Gewalt fiel. Ohne Säumen erkaufte sie Johann von Luxemburg von dem Bastard von Vendôme, um sie vordersamst nach seiner Burg Beaulieu, dann nach Beaurevoir, seinem eigentlichen Wohnsitz bringen zu lassen. Dort hauseten auch seine Gemahlin und seine betagte fromme Tante Johanna von Luxemburg. Beide empfingen die Unglückliche mit mitleidigem Wohlwollen, baten, sie möge Frauenkleidung anlegen, weil ihre Männertracht in den Augen ihrer Feinde als unverzeihliches Verbrechen gelte. Diese Bitten waren so freundlich und herzlich, daß die Jungfrau später bekannte, hätte sie das thun dürfen, so würde sie es lieber diesen Damen als irgend einer andern Dame in Frankreich, die Königin ausgenommen, zu Liebe gethan haben. Johanna von Luxemburg hat auch ihren Neffen inständig gebeten,

die Jungfrau nicht den Engländern auszuliefern, was er doch endlich aus Furcht der ihm angedrohten kirchlichen Strafen thun mußte. Ein Sündengeld von 10,000 Livres ist ihm dafür geworden. Im Juni desselben Jahrs nahm er Crespy-en-Laonnois und Soissons. Um die gleiche Zeit starb kinderlos Philipp von Burgund, der Herzog von Brabant, und wurde sein Herzogthum von dem Agnat, dem Herzog von Burgund eingenommen, während die Grafschaften Ligny und Saint-Pol, als Luxemburgisches Gut, der nächsten Erbin, Johanna von Luxemburg zufielen, »et pour tant qu'elle aimoit moult cordialement son neveu messire Jean de Luxembourg, lui donna à prendre et avoir grande partie d'icelles seigneuries après son trépas, dont point ne fut bien content le comte de Conversano, seigneur d'Enghien, frère ainé de Jean de Luxembourg, et depuis eurent aucunes redargutions, mais enfin se concordèrent l'un avec l'autre.« Mit Ligny und einigen Gütern in Cambrésis, mit Bohain, Serain, Hélincourt, Marcoin, Cantaing sich begnügend, überließ Johann dem Bruder die Grafschaft Saint-Pol, 1436; dem dritten Bruder, dem Bischof Ludwig von Térouanne, wurde das Schloß Huclies in Boulonnais und die Castellanei Tingry zugetheilt.

Die Belagerung von Compiègne, von Johann und dem Grafen von Huntingdon in Gemeinschaft geführt, mußte nach vielfältigen und langwierigen Anstrengungen, Angesichts des Entsatzes, aufgehoben werden (Dienstag vor Allerheiligen 1430), »délaissant honteusement en leurs logis et en la grosse bastille très grand nombre de grosses bombardes, canons, veuglaires, serpentines, coulevrines et autres artilleries, avec plusieurs engins et habillements de guerre qui demeurèrent en la main des François, lesquelles artilleries étoient au duc de Bourgogne. Pour lequel département messire Jean de Luxembourg eut au coeur très grande déplaisance, toutefois il n'en put avoir autre chose.« Im J. 1432 eroberte er mehre Festen in der Champagne, wogegen sein geschworner Feind, Robert von Saarbrücken, der Damoiseau von Commercy, Ligny, die Stadt erstiegen und geplündert hat, ohne sie

doch behaupten zu können. Die verjährten Streithändel mit dem Herzog von Bar wurden 1433 ausgeglichen. Zu dem Ende kam der Herzog selbst nach Bohain, wo die stattlichste Aufnahme und Bewirthung seiner warteten, um allem Anspruch zu der Grafschaft Guise zu entsagen. »Et pour en avoir plus grande sûreté, se dessaisit le duc de Bar, dedans le châtel de Bohain, sans contrainte, présents plusieurs de ses hommes, qui avoient été demandés avec aucuns officiers d'icelle comté, et autres notaires impériaux et apostoliques qui pour ce y étoient; et avec ce fut protesté un autre appointement touchant à Jeanne de Bar, fille à messire Robert de Bar, comte de Marle, c'est à savoir pour sa part et portion qu'elle tendoit à avoir, à cause de son feu père, sur la duché de Bar.« Zu Ausgang Oct. 1433 erfocht Johann einen namhaften Vortheil über die Besatzung von Laon. »Et jà soit que les François fussent en plus grand nombre que lui, toutefois, tantôt qu'il les aperçut, se férit des premiers dedans eux, sans plus attendre après ses gens, et, pour vrai, il y fit de grandes merveilles et faits d'armes de sa personne. Si fut ce jour le jeune comte de Saint-Pol mis en voie de guerre; car le comte de Ligny, son oncle, lui en fit occire aucuns, lequel y prenoit grand plaisir.« Der Franzosen blieben 160 auf dem Platze, 60—80 wurden gefangen und mehrentheils den andern Tag gehenkt.

Dem Frieden von Arras beizutreten, weigerte sich Johann beharrlich, obgleich er auf der Reise dahin den Herzog von Burgund begleitet hatte, obgleich diese Hartnäckigkeit ihm des Herzogs Ungnade zuzog. Den für seine Unterwerfung von dem König von Frankreich bewilligten Termin ließ er verstreichen, und es entspann sich zwischen ihm und den Franzosen eine lebhafte Fehde, in deren Lauf 1436 die Königlichen die Stadt Soissons eroberten. Die war dem größten Theil nach seiner Stieftochter Eigenthum, und hatte er daselbst Besatzung eingelegt. Auch seine Besitzungen in Cambrésis schienen bedroht durch ein Heer von Ecorcheurs, das sich auf Hennegau geworfen hatte, 1437. »Néanmoins ils ne méfirent rien sur ses terres, pour

ce qu'il étoit toujours bien pourvu de gens de guerre; mais lui baillèrent leurs scellés, et lui à eux, de rien entreprendre l'un sur l'autre.« Ueberhaupt beobachtete Johann von nun an eine zweifelhafte Neutralität. »Il se tenoit comme neutre, et pour le temps avoit peu de hantise avec nulle de ces parties. Si faisoit très fort fournir et garnir ses villes et châteaux de vivres et d'artillerie, sur espérance de lui défendre contre ceux qui nuire ou gréver le voudroient. Et jà soit ce que par plusieurs fois il eût été requis et admonesté de faire serment au roi Charles de France, néanmoins oncques ne s'y voulut consentir; et étoit tout réconforté d'attendre les aventures qui advenir lui pourroient; car il avoit les scellés du roi d'Angleterre, du duc d'York et de plusieurs autres seigneurs anglois, par lesquels ils lui promettoient sur leur foi et honneur que, s'il advenoit que les François approchassent en aucune manière pour lui faire guerre, ils le viendroient secourir à si grande puissance, qu'ils le délivreroient de tous ses ennemis, quelque autre besogne qu'ils eussent à faire; et sur ce ledit de Luxembourg se fioit très grandement.«

Hingegen hatten die Differenzen mit dem Herzog von Burgund eine solche Wendung genommen, daß Johann sich veranlaßt fand, durch Schreiben vom 2. Febr. 1439, gerichtet an die Ritter des Vließordens, dessen Inhaber er seit der Stiftung, eine Rechtfertigung hinsichtlich mehrer gegen ihn erhobenen Vorwürfe zu versuchen. Ein zweites Schreiben vom 13. April 1439 an den herzoglichen Geheimrath, worin um mehre Punkte Genugthuung geboten, fand um so leichter Eingang, da Johann, im Besitz der Festen Coucy, Beaulieu, Ham, Nesle, la Fere, Saint-Gobin, Marle, Arsy, Montagu, Guise, Hérison, Bohain, Beaurevoir, Honnecourt, Oisy, jeden Augenblick sie den Engländern öffnen und hierdurch den Niederlanden die schwersten Drangsale bereiten konnte. Demnach wurden zu Cambray, über welche Stadt Johann die Schutzherrlichkeit übte, Verhandlungen angeknüpft, die zu einer vollständigen Versöhnung ausgingen. Auch mit den Franzosen kam es zu keinen ernstlichen Feindseligkeiten. »Les capitaines qui menoient et entretenoient les gens

de guerre, le doutoient fort, pource qu'ils le sentoient moult vaillant de sa personne, et que toujours il étoit pourvu de gens de guerre pour résister contre eux, s'ils lui faisoient aucun dommage; et savaient bien que s'il les trouvoit sur aucune de ses seigneuries à son avantage, il les feroit détruire sans en avoir aucune miséricorde. Et pour ces raisons, quand ils approchoient desdites seigneuries, ils étoient tous joyeux de bailler leurs scellés, promettant de non lui faire aucun dommage ni quelque grief ou déplaisir à lui ni aux siens; et ainsi le firent plusieurs fois; et aussi il étoit content de les laisses paisibles sur icelles conditions. Toutefois, peu de temps devant sa mort, le roi Charles de France avoit conclu de non plus lui bailler aucuns jours de répit; et avec ce étoit du tout délibéré de venir à grande puissance contre lui, pour le subjuguer et mettre en son obéissance, ou au moins le contraindre de lui faire le serment d'Arras.« Aber bevor es dazu kommen können, in der Nacht zu Dreikönigen 1440, ſtarb Johann, »qui de sa même personne avoit été très chevaleureux et moult douté,« auf ſeiner Burg zu Gaiſe, indem Alter von beiläufig 50 Jahren. Sofort wurden Coucy, Nesle, Beaulieu in Vermandois von ungetreuen Befehlshabern franzöſiſchen Herren überliefert. Alles übrige erbte der Neffe, Graf Ludwig von Saint-Pol, denn Johanns Ehe mit Johanna von Bethune, Roberts, des Vicomte von Meaux, und der Iſabella von Ghiſtel älteſte Tochter, war kinderlos geblieben. Er hatte ſich dieſe überreiche Erbin als Roberts von Bar, des Grafen von Marle und Soiſſons Wittwe, beigelegt den 23. Nov. 1418. Ihr waren nicht allein Vendeuil und die übrigen Beſitzungen ihres Vaters, denen die Erbſchaft der Eleonora von Coucy, als die Vicomté Meaux, die Herrſchaft Condé in der Brie, la Ferté-Ancoul, Tresmes, Eekeren, Hoboken, Rumpſt in Brabant, der vierte Theil der Grafſchaft Vianden, ein außerordentlicher Zuwachs, ſondern auch das unermeßliche Eigenthum des Hauſes Ghiſtel, bis auf die verſchiedenen, in Flandern, Hennegau und Artois gelegenen Güter, welche ihre Mutter, Iſabella von Ghiſtel auf Ghiſtel, Ingelmünſter, Vive ꝛc. 1422

und 1424 einer jüngern, an Ralf von Ailly verheuratheten Tochter zuwendete. Der Frau Johanna gesamtes Eigenthum fiel auf ihre Tochter erster Ehe, Johanna von Bar, die an Ludwig von Luxemburg verheurathet.

Johanns älterer Bruder, Peter von Luxemburg, 19ter Graf von Brienne und Conversano, Herr auf Enghien, Richebourg und Bournival, in der brabäntischen Maierei Nivelles, auch, als seiner Tante Johanna Erbe, Graf von Saint-Pol, Castellan von Lille und Herr von Fiennes, war noch ein Jüngling, als er 1409 an der Seite des Grafen von Hennegau die ihrem Bischof rebellischen Lütticher bestritt. Unverbrüchlich den Interessen von Burgund ergeben, wirkte er zu der Belagerung von Melun, 1420. »Et en ce même siége fit le roi (Karl VI) amener sa femme la reine, grandement accompagnée de dames et de damoiselles, et y séjournèrent environ un mois, étant logées en une maison qu'avoit fait faire le roi d'Angleterre, toute propice emprès ses tentes, qui étoient loin de la ville, afin que des canons ne pussent être travaillées. Et là, devant la tente dudit roi, de nuit sonnoient moult mélodieusement par l'espace d'une heure, ou environ, à jour faillant et au point du jour, huit ou dix clairons d'Angleterre et autres divers instruments. Et entre-temps que ces besognes se faisoient, Pierre de Luxembourg comte de Conversano retournant du siége de Melun, pour aller en sa comté de Brienne, accompagné de 60 hommes ou environ, fut rencontré des Dauphinois, qui se tenoient à Meaux, lesquels, pource qu'ils étoient en trop grand nombre au regard de lui, l'emmenèrent avec toute sa gent audit lieu de Meaux, où il fut long espace, jusqu'à tant que le roi d'Angleterre l'assiégea.« Die Stadt hielt sich aber noch, als Johann von Luxemburg durch geschickte Unterhandlung und ein starkes Lösegeld seinem Bruder die Freiheit verschaffte, 1421. In dem Krieg um Hennegau focht Peter, Ritter des Vließordens seit dessen Begründung, gegen den Herzog von Glocester. Später fiel er bei dem Herzog von Burgund in Ungnade, vermuthlich wegen der Heurath seiner Tochter Jacobine, wogegen seine Verbindungen mit den Engländern um so inniger geworden sind,

wie ihm dann der Regent, der Herzog von Bedford das Heer anvertraute, ſo zu der Wiedereinnahme von Saint-Valery beſtimmt. Die Stadt capitulirte nach einer Vertheidigung von drei Wochen, und Peter wollte die Belagerung von Rambures vornehmen, als er am 31. Aug. 1433 der Peſt erlag. Seine Leiche wurde nach Cercamp in das Erbbegräbniß gebracht. Aus ſeiner Ehe mit Margaretha del Balzo (des Baux), des Herzogs Franz von Andria ältere Tochter, verm. im Mai 1405, geſt. 1469, kamen acht Kinder.

Die Söhne Ludwig, Theobald und Jacob hinterließen alle drei Nachkommenſchaft. Walram ſtarb jung, Johann fand in Africa den Tod. Die älteſte Tochter, Jacobine, wurde des Herzogs von Bedford zweite Gemahlin. »Si avoit ce mariage été traité, certain espace de temps paravant, par le moyen et sollicitude de l'évêque de Térouanne, Louis de Luxembourg, qui pour ce temps étoit un des principaux gouverneurs et conseillers du duc de Bedford: duquel mariage le duc de Bourgogne n'en fut point content du comte de Saint-Pol, pource que, sans son su et conseil, il avoit ainsi allié sa fille. Et toutefois, les fêtes et les noces furent faites solennellement en l'hôtel épiscopal de la ville de Térouanne (zu Anfang des J. 1433). Et pour la joie et plaisir que le duc de Bedford eut et prit de ce mariage, car la fille étoit frisque, belle et gracieuse, âgée de dix-sept ans ou environ, et afin que de lui il fût perpétuellement mémoire, il donna à l'église de Térouanne deux cloches moult riches, notables et de grande valeur, lesquelles il fit amener, à ses propres coûts et dépens, du pays d'Angleterre; et aucuns jours après la fête finie il s'en partit.« Der Herzog von Bedford ſtarb den 14. Sept. 1435; die kinderloſe Wittwe heurathete den Ritter Richard Wydeville, der ihr durch die Schönheit ſeiner Perſon empfohlen, aber mit Gefängniß und um 1000 Pfund geſtraft wurde, weil er eine Kronvaſallin, eine ſolche war die Herzogin von wegen ihres Witthums, ohne königliche Erlaubniß geheurathet hatte. Im J. 1448 zum Lord, 1466 zum Grafen von Rivers ernannt, wurde Wydeville in der Schlacht bei Edgecote, 26.

Juli 1469, ſamt ſeinem Sohne Johann gefangen und gleichwie dieſer auf Befehl von Clarence und Warwick enthauptet. Die Herzogin hatte ihm überhaupt 15 Kinder geboren, darunter die Tochter Eliſabeth, „die ſowohl," berichtet Hume, nach der vortrefflichen Verdeutſchung von J. J. Duſch, „wegen der Reizungen und Schönheit ihrer Perſon, als auch wegen andrer liebenswürdiger Eigenſchaften merkwürdig war. Dieſes junge Frauenzimmer hatte ſich mit dem Sir John Gray von Groby verheyrathet, mit welchem ſie auch verſchiedne Kinder hatte; und nachdem ihr Mann, der an der Seite der Lancaſtriſchen Partey gefochten hatte, in der zweyten Schlacht bey St. Albans geblieben, und ſeine Güter confiſcirt waren, begab ſeine Wittwe ſich zu ihrem Vater auf ſeinen Landſitz zu Graſton in Northamptonſhire. Der König kam auf einer Jagd von ungefähr zu dieſem Hauſe, um die Herzogin von Bedford zu beſuchen; und da dieſes eine erwünſchte Gelegenheit zu ſeyn ſchien, von dieſem galanten Monarchen einige Gnade zu erlangen, warf dieſe junge Wittwe ſich ihm zu Füßen und bat ihn mit Thränen, mit ihren armen unglücklichen Kindern Mitleiden zu haben. Der Anblick einer ſo großen Schönheit in ſo großer Betrübniß rührte den verliebten Eduard ſehr; die Liebe ſtahl ſich unvermerkt unter dem Schein des Mitleidens in ſein Herz, und ihre Betrübniß, welche einer tugendhaften Matrone ſo wohl ſtund, machte, daß ſeine Hochachtung ſeiner Liebe bald gleich wurde. Er hob ſie mit Verſicherung ſeiner Gnade von der Erde auf; er merkte, daß ſeine Leidenſchaft durch das Geſpräch mit einem ſo liebenswürdigen Gegenſtande ſich jeden Augenblick vermehrte, und es währte nicht lange, ſo lag er ſelbſt bittend zu den Füßen der Eliſabeth. Allein dieſe Dame verabſcheuete, entweder durch die Empfindung ihrer Pflicht, eine ehrloſe Liebe, oder merkte, daß der Eindruck, den ſie gemacht hatte, tief genug wäre, daß ſie die höchſte Erhebung hoffen könnte, und weigerte ſich aufs äußerſte, ſeiner Liebe ein Genüge zu leiſten, und alle Schmeicheleyen, Liebkoſungen und Bitten des jungen und liebenswürdigen Eduard wurden von ihrer ſtrengen und unbeweglichen Tugend abgewieſen. Seine Liebe, die durch Widerſetzung gereizet und durch ſeine

Hochachtung für solche edle Gesinnungen vermehret wurde, riß ihn zuletzt über alle Grenzen der Vernunft weg: und er erbot sich, sowohl seinen Thron als sein Herz mit derjenigen Dame zu theilen, die wegen der Schönheit ihrer Person und der Würde ihres Charakters zu beiden ein großes Recht hätte. Die Vermählung wurde in der Stille zu Grafton gefeiert. Das Geheimniß wurde eine Zeitlang sorgfältig verhehlet: keiner argwohnte, daß ein Prinz von so freier Lebensart sich so sehr einer romanhaften Liebe ergeben könnte. Und es waren wichtige Ursachen, welche diesen Schritt, insbesondere zu dieser Zeit, im höchsten Grade gefährlich und unvorsichtig machten."

Diese Heurath, überhaupt ungünstig aufgenommen, erregte insbesondere das Mißvergnügen des Königmachers und seiner mächtigen Vetterschaft. Die zu beruhigen, wurde ausgesprengt, des Königs Unerfahrenheit sei durch die Herzogin und ihre Tochter mißbraucht worden; man habe ihn durch Zauberei und Liebestränke bethört, und als er endlich seine Uebereilung einsah und sich bemühte, die unwürdigen Bande aufzulösen, seien ihm unübersteigbare Hinderniſſe gemacht worden. Der Welt darzuthun, daß ungegründet der Vorwurf, er habe sich eine Frau von niederer Herkunft gesucht, richtete Eduard eine Einladung an ihren mütterlichen Oheim, Jacob von Luxemburg-Richebourg, als welcher, von hundert Rittern und Edelknechten seines Gefolges umgeben, der Krönung der Königin (22. März 1465) beiwohnte. Um so hartnäckiger lastete auf ihrer Mutter der Verdacht der Zauberei, wie aus der von ihr dem K. Eduard IV eingereichten Beschwerdeschrift hervorgeht: „Dem König unserm Herren und Souverain zeiget an und klaget jämmerlich Eure demüthige und getreue Vasallin Jacobe Herzogin von Bedford, daß, obwohl sie jederzeit nach Vorschrift der heiligen Kirche an Gott geglaubt hat und noch glaubt, was einer rechtschaffenen Christin geziemt, sie doch Thomas Wake Esq. in einem großen Theil Eures Reichs in den Ruf der Hexerei gebracht hat und sich einbildet, sie treibe Zauberei und Hexenwerk; als welcher Wake damals, als Ihr, souverainer Herr, das letzte Mal zu Warwick waret, mehren dort gegenwärtigen Lords eine fingerlange, in der Mitte ge-

brochene, mit einem Drath gebundene, einen Geharniſchten vorſtellende bleierne Figur gebracht und geſagt hat, ſolche ſei von dieſer Eurer Bittſtellerin gemacht worden, um damit Zauberei und Hexenwerk zu treiben, während Gott weiß, daß weder ſie noch irgend jemand der Ihrigen ſolche jemals ſahen." Natürlich erkannte der König die Unſchuld der Herzogin. Sie ſtarb den 30. Mai 1472.

Ihre Schweſter Iſabella wurde vermittels Eheberedung vom 9. Januar 1443 dem Grafen von Maine, Karl von Anjou vermählt. Dieſem hatte K. Karl VII die ſämtlichen Güter Peters und Johanns von Luxemburg, nachdem ſie von wegen Anhänglichkeit zu den Engländern confiscirt worden, geſchenkt. Er überließ ſie jedoch, rückſichtlich dieſer Vermählung, dem rechtmäßigen Erben Ludwig von Luxemburg; nur mußten ihm die Grafſchaft Guiſe, Novion in Vermandois, Montmirail, Authon und la Bazoche, Nogent-le-Rotrou in Perche zu rechtem Eigenthum abgetreten werden. Iſabella teſtirte im J. 1472. Eine dritte Schweſter, Katharina, durch Heurathsvertrag vom 2. Jun. 1445 des Herzogs Arthur III von Bretagne Gemahlin, ſtarb kinderlos 1489. Ludwig I von Luxemburg, zur Zeit von des Vaters Tod etwan 15 Jahre zählend, ward von früher Jugend an ſeines tapfern Oheims treuer Waffengefährte und dieſem der Gegenſtand der herzlichſten Zuneigung. Johann vornehmlich hat ſeiner reichen Stieftochter Hand dem Neffen verſchafft. »Le dimanche 16. juillet 1435 Louis de Luxembourg comte de Saint-Pol, de Conversano, de Brienne, et seigneur d'Enghien, épousa Jeanne de Bar, qui étoit seule fille de messire Robert de Bar, comtesse de Marle et de Soissons, dame de Dunkerque, de Warneton et de moult d'autres grandes et notables seigneuries, belle-nièce de messire Jean de Luxembourg comte de Ligny. Et furent les noces faites dedans le châtel de Bohain. Auquel lieu furent environ cent chevaliers et écuyers de la famille et amitié des deux parties, sans y avoir nuls princes des fleurs de lys, dont icelle comtesse étoit issue moult prochaine. A laquelle fête furent la comtesse de Saint-Pol, douagière, mère du comte Louis, et plusieurs de ses enfants.

Le comte de Ligny, comme il fut commune renommé, soutint les frais et dépens d'icelle fête. Si y fut-on servi très abondamment, et avec ce y fut faite très joyeuse chère de tous ceux là étant, en boires, mangers, danses, joûtes et autres ébattements.« Von dem gewaltigen Reichthum, welchen die Braut von der Mutter zu erben hatte, iſt S. 637—638 geſprochen; von des Vaters wegen beſaß ſie faſt das ganze Erbe der großen Häuſer Coucy und Flandern-Caſſel, die Grafſchaft Soiſſons zur größern Hälfte, und Marle (wozu ſeit 1413 auch la Fère und Montcornet gehörten), Dünkirchen, Gravelines, Bourbourg, Caſſel, überhaupt ein Gebiet, das ſich vom Meer bis zu den Thoren von Ypern erſtreckte, ferner Warneton, Oiſy, Bornhem, Alluye, Montmirail, Auton, Brou, la Bazoche.

Von Hauſe aus dem K. Karl VII nicht zum beſten empfohlen, ſollte Ludwig deſſen vollen Zorn empfinden gelegentlich eines in jenen Zeiten nur allzu häufigen Ereigniſſes. Ein Zug Artillerie, aus Flandern kommend, wurde auf dem Wege nach Paris zu Ribemont, wo Ludwig Beſatzung unterhielt, geplündert, 1440. Dafür wurde Genugthuung gefordert, und als er damit zögerte, erhob ſich der König in Perſon, um den ungehorſamen Vaſallen zu züchtigen. Ribemont wurde von der Beſatzung aufgegeben, Marle beſchoſſen, und Ludwig, ohne Ausſicht auf Hülfe aus Burgund, mußte um Gnade bitten. Die wurde ihm, auf ſeiner Mutter eifrige Verwendung, nachdem er die ihm ſo nachtheilige Heurath ſeiner Schweſter mit dem Grafen von Maine bewilligt und den Unterwerfungsact vom 20. April 1441 ausgeſtellt hatte. Vollſtändig wurde indeſſen die Confiscation der Luxemburgiſchen Güter erſt durch königliche Briefe vom 8. Jul. 1444 zurückgenommen, wiewohl Ludwig bereits im Jahr 1441 bei der Belagerung von Pontoiſe die Heeresfolge geleiſtet hatte. »En outre, Louis de Luxembourg, comte de Saint-Pol et de Ligny, qui paravant avoit fait son amas de gens d'armes en ses seigneuries, y arriva environ huit jours après la Saint-Jean atout six cents combattants ou environ, très bien en point; et faisoit moult chaud. Si mit ses gens en bataille assez près du logis du roi; lequel, avec aucuns de ses princes

et capitaines, les alla voir bien à loisir, et toutes ses gens, et fut moult joyeux de sa venue. Si le festoya et mercia moult grandement de ce qu'il l'étoit venu servir à si belle compagnie.«

Den Festivitäten zu Chalons, 1445, veranlaßt durch Karls VII Zusammenkunft mit der Herzogin von Burgund, wohnte Ludwig bei. »Il faisoit fort beau voir les noblesses et riches parements qu'avoient iceux seigneurs et autres qui étoient de leur compagnie, avec lesquels se trouvoit assez souvent aux dites joûtes le comte de Saint-Pol en fort bel arroi, qui aucunes fois, à la fin d'icelles, avoit le plus de renommée et réputation d'avoir le mieux fait, et emportoit le prix des dames pour le mieux joutant.« Gelegentlich des Soester Kriegs wurde er, »lequel avoit grande amitié et cordial amour, dès il y avoit long-temps, avec le jeune damoiseau de Clèves, et se tenoient eux deux comme frères d'armes dès leur jeunesse,« mit einem Heer von 500 Reisigen und 1200 Schützen dem Herzog von Cleve zu Hülfe geschickt, 1446. Im J. 1449 unterstützte er an der Spitze einer Schar von 800 Mann der Franzosen Operationen in der Normandie, absonderlich durch die Occupation von Gournay, Neufchâtel, Pont-l'Evêque, Lisieux, Mantes. Großes Aufsehen erregte er durch seine prächtige Haltung bei der Besitznahme von Rouen, Oct. 1449. »Après venoit celui qui eut bien sa part du bruit et des regards de la journée, savoir Louis de Luxembourg, comte de Saint-Pol, qui étoit monté sur un coursier pommelé, couvert de satin bleu, chargé d'orfévrerie, brodé de franges de fils d'or et de soie: il avoit autour de lui cinq pages, vêtus fort richement de la même couleur dessusdite, desquels les harnois et salades de tête étoient bien richement garnis; il faisoit porter après lui deux lances, dont l'une étoit couverte de drap d'or, et l'autre de velours violet; et si avoit-il affublé un chaperon de satin découpé, fourré de menu vair. Après les pages dessusdits paroissoit le palefrenier, qui menoit en main un grand coursier couvert de drap d'or; en la compagnie duquel étoient plusieurs chevaliers et écuyers revêtus de fort beaux habillements.«

Aufgeboten zu des Herzogs von Burgund Dienst (1452), hütete der Graf von St. Pol das wichtige Alost und wurden die von dort unternommenen Streifzüge den Gentern ungemein lästig. Davon galt der eine dem für die Subsistenz von Gent so wichtigen Lande Waes. »Le noble comte de Saint-Pol, lequel étoit en garnison en la ville d'Aloste, qu'on appele le pays des Quatre Métiers, et est moult fort pays, marchisant au pays de Waes, si avoit volonté d'entrer audit pays de Waes. Si assembla icelui comte ses deux frères germains, avec Adolf de Clèves, frère du duc de Clèves, et neveu du duc de Bourgogne, Cornille, bastard du duc, et plusieurs autres chevaliers et nobles combattants; et entra lui et sa compagnie au pays de Waes; et incontinent qu'ils y furent, entrevinrent allencontre d'eux une grosse compagnie de Gantois, et assaillirent ledit comte. Mais les Gantois ne durèrent comme rien, ains furent par le comte et ses gens prestement et en peu d'heures rués jus; et se tournèrent les Gantois en fuite; et si en mourut deux cents ou plus. Ce fait, le comte cuidoit être assuré pour le jour; mais les Gantois se réunirent derechef à moult grande puissance et compagnie, et vinrent rassaillir et courre sus audit comte.

»Quand on vint dire ces nouvelles au comte, tantôt remit ses gens en bataille, pour recueillir les Gantois; et à cette recueillote furent faits chevaliers nouveaux: Adolf, neveu au duc de Bourgogne, Thiébaut de Luxembourg, seigneur de Fiennes, frère audit comte de Saint-Pol, Cornille, bastard du duc, gouverneur de Luxembourg, lequel étoit sage et hardi chevalier, et plusieurs autres, dont je me tais pour brieveté. Lesquels chevaliers faits, eux et leur compagnie se férirent ès Gantois si fièrement et par telle empainte (choc) que derechef les mirent encore une fois en deroute. En cette bataille mourut des Gantois environ de trois cents ou plus; mais en cette seconde récousse et rencontre, y eut quatre des archiers du corps du duc de Bourgogne qui y firent merveille de vaillance, l'un nommé Hoste le Sur, l'autre le Martire; de deux autres je ne sais leur nom. Après ce fait,

le comte et ses gens se retirèrent par le susdit pont en sa garnison.«

In dem Gefecht bei Rupelmonde, 15. Juni 1452, führte der Graf von Saint-Pol die Vorhut, »où à l'abord furent faites de grandes vaillances,« und ließen die Genter 5—600 Todte zurück. Bald darauf wurde er von dem König von Frankreich zu einem der Gesandten ernannt, welche die Vermittlung zwischen dem Herzog von Burgund und der rebellischen Stadt zu übernehmen hatten. »Et pource que le susdit comte de Saint-Pol étoit lors au service dudit duc en icelle guerre, le roi lui écrivit lettres portant comment il l'avoit délégué son ambassadeur en cette ambassade, et l'avoit dénommé en ladite commission avec les dessusdits; pourquoi il lui mandoit qu'il tirât avec eux, et s'employât au bien de la paix pour terminer cette guerre. Lequel, quand il eut reçu ces lettres, répondit que volontiers de sa puissance il s'y employeroit; et bien le devoit-il faire, car il avoit et possédoit de belles terres en ladite comté, lesquelles étoient bien en aventure, par la continuation de la guerre, d'être entièrement mises en ruine. Par ainsi se joignit-il avec lesdits ambassadeurs, lesquels ensemble se transportèrent devers le duc, auquel ils présentèrent les lettres du roi: et lui, en grande révérence et à grande joie, les reçut.« Der Graf übernahm den Auftrag, ohne sich doch in die Stadt zu wagen, »pour autant que chacun jour il leur faisoit guerre, et avoit fait alliance avec le duc à cause des terres et seigneuries qu'il tenoit de lui.«

Im J. 1453 übernahm der Graf von St. Pol, gemeinschaftlich mit dem Marschall von Burgund, das Commando der Hülfstruppen, welche der Herzog entsendete, um die Engländer in Aquitanien bestreiten zu helfen; den Grafen von St. Pol hatte K. Karl VII ausdrücklich sich erbeten. Vorher glänzte er in den Festlichkeiten zu Lille, wo er namentlich, gleichwie sein Bruder, der Sire de Fiennes, gegen den Schwanenritter, Adolf von Cleve eine Lanze brach. »Lequel étoit venu et extrait anciennement du chevalier au Cigne, lequel étoit fils de la soeur du duc de Bourgogne, frère du duc de Clèves; et avoit

le chevalier fait voeu de joûter celui jour contre tous venants, à chacun un coup de lance. Lequel chevalier au partir de son hôtel avoit un cigne de la grandeur d'un cheval, au moins la façon, car c'étoit un homme vif dedans; lequel conduisoit ledit chevalier atout une longue chaîne de fin or, et le cigne étoit adextré de deux sagittaires, fort bien faits, qui tenoient des arcs et des flèches en leurs mains, et faisoient manière de tirer à l'encontre de ceux qui vouloient approcher le cigne, ce qui étoit belle chose et plaisante à voir. Après alloit ledit chevalier, tenant à la chaîne, comme j'ai dit, armé de toutes armes fort richement et gentiment; duquel le cheval étoit couvert de drap de damas blanc, bordé de franges d'or et ayant son écu de même; et à dextre et sénestre, et au derrière il avoit trois jeunes enfants, pages, habillés de blanc, allants en manière d'angels, montés sur de beaux coursiers enharnachés de drap blanc, bien découpé. Après eux venoit un palfrenier, tout vêtu de blanc, monté sur un petit cheval, lequel conduisoit à la main un destrier tout couvert de drap blanc, bordé de grandes lettres d'or, et fra[illegible]gé d'or, à la devise de messire Adolf; et derrière lui venoit le duc de Clèves, frère du chevalier entrepreneur, et monsieur Jean de Coimbre, nommé l'infant Dom Pedro, qui fut fils du bon roi Dom Jean de Portugal, avec grand nombre de chevaliers et nobles hommes, tous vêtus de blanc, à la parure et livrée du chevalier au Cigne, qui portoient des lances en bonne ordonnance.

»En tel état et compagnie fut amené le chevalier devant les dames, et fut présenté par Toison-d'Or, roi d'armes, à la duchesse de Bourgogne et aux autres princesses, dames et damoiselles; lequel fut bienveingné comme il appartenoit. Et tost après qu'il fut amené dans les lices, le cigne qui l'avoit amené, ensemble les sagittaires furent mis sur un grand hourt, pour attendre le retour. Gérard de Roussillon fut le premier qui se présenta à l'encontre du chevalier, auquel le chevalier bailla si grand coup de la première course, qu'il lui perça et fendit son écu tout outre, dont ledit Gérard eut grand

destourbier. Après vint messire Jean de Montfort, moult grandement houssé de soie et bordure. Assez tost après suivit Louis de Luxembourg comte de Saint-Pol, houssé d'un riche drap d'or, la moitié gris et la moitié cramoisi, et le seigneur de Fiennes, son frère, couvert de velours noir, à larmes noires, montrées d'un peu de blanc.«

Dem Gelübde zum Faſanen verpflichtete ſich der Graf von Saint-Pol in folgenden Worten: »Je voue aux dames et au faisan que avant que soit six semaines, je porterai une emprise à intention de faire armes à pied et à cheval, laquelle je porterai an et jour en la plus grande partie du temps; et je ne laisserai, pour chose nulle qui m'advienne, si le roi ne me le commande, ou quelque armée suffisante se fasse à aller sur les infidèles, par le roi en sa personne, ou par son commandement, ou autrement pour y aller, en laquelle armée, si c'est le bon plaisir du roi afin de servir la chrétienté, j'irai de très bon coeur, mettrai peine, au plaisir de Dieu, d'être des premiers qui assembleront avec les infidèles.« Die Ausdrücke, die ganze Tendenz des von dem Grafen geſprochenen Gelübdes mißfielen dem Herzog, »parce qu'il ne se montrait point sujet tel qu'il étoit.« Seinen Unwillen gab der Fürſt zu erkennen durch das an ſeine Dienerſchaft ergangene Verbot, den von dem Grafen von Saint-Pol zu Cambray angeſtellten Feſtlichkeiten beizuwohnen.

»Le comte de Saint-Pol, qui avoit été à icelle fête du banquet, fit crier et faire savoir à tous nobles, tant de l'hôtel du duc de Bourgogne, comme d'autre part, que le 18. mars 1454, il feroit une fête en la ville et cité de Cambray, qui est ville d'Empire, laquelle se nommeroit la fête de la Licorne, auquel jour il seroit lui quarantième de nobles hommes, montés et armés chacun la lance et l'épée au poing, et icelles épées seroient rabattues et les pointes coupées, pour courre la lance contre autres quarante qui y viendroient, et puis tournoyer lesdites épées. Auquel jour comme il avoit fait crier, il se trouva sur le marché de ladite cité, où il avoit fait faire un parc grand et spacieux, bien fourni de bonnes

lices de bois, lui quarante et deuxième, tous de ses gens, sans y être venu aucuns autres de l'hôtel dudit duc, ni d'autres, sinon deux gentilshommes, dont l'un étoit chevalier, et se nommoit messire Waultre, lequel étoit du pays de Brabant, assez près de Louvain, et portoit sur son heaume un morion; et l'autre s'appeloit Philippe de Lalaing.

»Quand ledit comte vit qu'il avoit fait une grande dépense pour fournir à ladite fête, et la rendre plus solemnelle en plusieurs manières et grandes préparations pour les banquets, et qu'il n'y avoit aucun autre de venu, sinon ceux dessusdits, il reconnut assez qu'aucuns avoient pris peine envers ledit duc, afin qu'il n'y laissât aller aucun de ceux de son hôtel; ce nonobstant, il n'en montra aucun semblant de courroux; mais joyeusement, quand ils se trouvèrent audit parc, il fit départir lesdits quarante, avec les deux dont dessus est fait mention, et puis partirent l'un contre l'autre, c'est à savoir vingt et un d'un côté, et vingt et un de l'autre; et, en ce point, selon le contenu de ladite criée, ils coururent les lances, où il y eut de beaux horions donnés; ce qui étant fait, ils tournoyèrent desdites épées; en quoi faisant, ledit comte fut désarmé en deux lieux; et y fit grandement son devoir, car pour celui de dedans, il eut ce jour le prix; et pour celui de dehors, il fut donné audit chevalier étranger. Et me fut dit que la cause pourquoi il y eut si peu de gens de l'hôtel dudit duc, ce fut au moyen du comte d'Etampes, parce que durant la guerre de Gand, dont ci-devant est fait mention, il y avoit eu aucuns rameurs entre iceux comtes d'Etampes et de Saint-Pol, touchant l'avant-garde de l'armée; et combien que leurdit rameurs vint peu à la connoissance du peuple, néanmoins ils ne s'entre-aimoient pas l'un l'autre. Et toutesfois il n'en arriva point de voie de fait, parce que chacun d'eux craignoit de courroucer ledit duc.

»Ce nonobstant, icelui comte de Saint-Pol fit de soi-même toujours grande chère; et y eut le jour de ladite fête, au banquet qui se tint dans l'hôtel épiscopal de l'évêque de ladite cité, plusieurs nobles chevaliers et écuyers, dames et da-

moiselles, avec les plus notables bourgeois et bourgeoises d'icelle cité, qui furent servis de plusieurs et divers mets, tant de poissons de mer, comme d'eau douce, fort exquis, grands et merveilleusement gros, pource que ladite fête échut en temps de carême. Lesquels poissons ce comte avoit fait rechercher avec soin longtemps avant, espérant, qu'à icelle fête dût être présent le duc de Bourgogne en personne, accompagné de son fils, le comte de Charolais, et de leur noble chevalerie; et étoit icelui de Saint-Pol en grand désir et volonté, à icelle fête, de recevoir et bien traiter lesdits duc, son fils et ses gens. Semblablement y furent servis de vins bons et exquis de plusieurs manières, en grande abondance. Quant à l'hypocras, il fut quasi mis à l'abandon, comme s'il n'eut rien coûté. Et, pour entremets, y fut faite au plus près l'histoire de Melusine et ses enfants, en grands personnages. Finalement ladite fête fut de grande dépense et excessive, à ce que je pus connoître de la chose. Et fut grand dommage qu'il n'y avoit de hauts princes en grand nombre, car les préparatifs et la dépense, et aussi la grande chère et la bonne volonté qu'y fit paroître le comte de Saint-Pol, le valoient bien.«

Zwiſchen dem Grafen von St. Pol und den Croy, die ſeit längerer Zeit den burgundiſchen Hof beherrſchten, waltete von jeher ſchwere Eiferſucht und Abneigung. Die wurden zum Höchſten geſteigert, als Anton von Croy ſich beigehen ließ, für ſeinen Sohn die Hand der älteſten Tochter von Luxemburg zu ſuchen. »En icelui temps Antoine seigneur de Croy, qui de longtemps avoit toujours été premier chambellan du duc de Bourgogne, qui l'avoit fort en grâce, par lesquels moyens il avoit grande autorité dans tous les pays d'icelui duc, avoit un fils nommé Philippe, qui étoit son fils aîné; et il s'avisa que Louis de Luxembourg, comte de Saint-Pol, avoit une très-gente damoiselle, qui étoit sa fille aînée; et lui sembla que, s'il pouvoit trouver manière et moyen de faire l'alliance de sondit fils avec ladite damoiselle, au temps à venir ce seroit pour grandement relever et exhausser la génération et la maison de

Croy, ce qui lui fit rechercher tous les moyens dont il put s'aviser envers ledit comte de Saint-Pol, afin de parvenir au traité de mariage de son fils et de ladite damoiselle; toutefois, quelques moyens qu'il y trouvât, icelui comte n'y vouloit condescendre. Et à la vérité aussi, il en avoit bien raison, pour ce que ladite damoiselle étoit sortie de si noble lieu comme des fleurs de lis; car sa mère étoit fille du comte de Marle, et ledit de Croy n'étoit descendu que de simple bannière.

»Or, quand ledit de Croy reconnut que le comte de Saint-Pol ne se vouloit accorder à cela, il trouva les moyens envers le duc son maître, sous d'autres couleurs qu'il prit, à ce que toutes les terres et revenus qu'icelui comte de Saint-Pol avoit ès pays et seigneuries dudit duc son maître fussent toutes mises en ses mains, et à chacune place il y fit commettre des gens de par lui. Et entre les prétextes et couleurs qu'il rechercha pour y parvenir, il dit audit duc que ce comte de Saint-Pol avoit grandement offensé envers lui, en tant qu'il avoit marié une de ses soeurs à Charles d'Anjou comte du Maine; et, qui pis étoit, il lui avoit baillé, avec sadite soeur, sa ville, son château et comté de Guise, le tout sans le congé et licence de lui; ce qu'il ne pouvoit faire avec raison, attendu qu'il étoit son vasal et sujet, à cause de plusieurs seigneuries de Hainaut, Namur et autres, auxquels ladite ville et château de Guise étoient marchissants, et pourroient grandement pis valoir. Ce qu'il représentoit au duc, pour le plus enflammer contre ce comte de Saint-Pol; lequel, par ces moyens et autres, fut longtemps qu'il ne pouvoit être ouï ni éconté en ses raisons, ni ravoir sesdites terres et seigneuries en sa main, ce qui lui tourna à grand préjudice et dommage.

»Avec cela, ledit seigneur de Croy prenoit peine chacun jour envers le duc son maître, d'éloigner icelui comte de la présence de sa personne; à quoi il travailla tellement, qu'ainçois qu'il pût avoir et obtenir sa paix envers ledit duc, et ravoir sesdites terres en sa main, il convint que ledit comte

de Saint-Pol accordât audit duc l'alliance du mariage de sadite fille avec le fils dudit de Croy, dont les fiançailles furent faites sur certaines et grandes peines de repentises. Lesquelles choses icelui comte de Saint-Pol ne faisoit pas bien libéralement ni de bon coeur; mais à cette heure, il ne pouvoit faire autrement. Et convint qu'il baillât sadite fille, pource qu'elle étoit encore jeune d'âge, à la dame de Croy, femme dudit seigneur, afin de l'apprendre et de l'endoctriner; laquelle y fut long espace de temps. Et tout ce en quoi on lui pouvoit complaire en l'hôtel du seigneur de Croy, on lui faisoit, afin de l'induire à l'achèvement parfait de ce mariage. Et fut menée en la ville de Luxembourg, de laquelle ledit de Croy étoit gouverneur pour le duc.

»Et en cette année mil quatre cents cinquante et cinq, ce seigneur de Croy, sachant véritablement que le comte de Saint-Pol ni ses autres enfants n'étoient aucunement contents du parachévement de ce mariage, il se disposa de prendre jour pour les faire épouser; lequel jour il fit savoir au comte de Saint-Pol et aux autres ses enfants, afin que si leur plaisir étoit d'y être, il en seroit bien joyeux. Lesquelles nouvelles étant venues à sa connoissance, il en fut fort déplaisant, et envoya devers le seigneur de Croy lui présenter et offrir de payer les sommes d'argent qui avoient été dites, au traité dudit mariage, devoir être payées par celui qui de ce se repentiroit; lesquelles offres ledit de Croy ne voulut accepter; et aussi il avoit tellement induit la damoiselle, qui étoit jeune, comme dit est, qu'elle dit que le marché lui plaisoit bien.

»Quand ledit comte sût les réponses d'icelui de Croy, et que le jour s'approchoit que les épousailles se devoient faire, il mit sus une grosse armée, dont il fit chef son fils aîné, qu'on nommoit lors Jean Monsieur, et qui de droit étoit, par la succession de madame sa mère, comte de Marle; et envoya ses gens en intention d'aller en ladite ville de Luxembourg, pour reprendre et ravoir sa soeur. Mais quand ledit de Croy fut averti de la venue d'icelui Jean Monsieur, il fit

monter aussitôt à cheval deux chevaliers de son hôtel, c'est à savoir le seigneur de Rubempré et le seigneur de Maingoval, qui étoient ses deux neveux, et avec un homme de son conseil les envoya audevant d'icelui Jean Monsieur, pour lui dire et déclarer que, s'il venoit audit Luxembourg pour être et assister aux noces de sa soeur, il y fût le très-bien venu; mais que s'il y venoit pour autre chose faire, ils lui signifioient que pas n'entreroit en la ville. Quand lesdits chevaliers et cet homme de conseil eurent reçu cette charge d'ainsi parler, ils partirent de Luxembourg, et tirèrent tant qu'ils rencontrèrent icelui Jean Monsieur avec son armée; auquel ils dirent, en la meilleure manière qu'ils purent, la charge qu'ils avoient du seigneur de Croy. Desquelles paroles ledit Jean Monsieur ne fut pas content, et retourna en sa place de Châteler devers ledit comte son père, sans autre chose avoir pu besogner en ce voyage, de quoi il fut fort déplaisant. Et, non-obstant toutes ces choses ainsi faites, ledit seigneur de Croy les fit épouser, et faire leurs noces le plus solemnellement qu'il se put; et fut là ledit mariage consommé.«

Zum Höchſten entrüſtet, daß man in ſolcher Weiſe über ſein Kind verfüge, ſuchte der Vater Hülfe bei dem Legaten zu Avignon, der auch den Patriarchen von Antiochia beauftragte, die Klage zu unterſuchen. Der Termin war angeſetzt auf den 13. Aug. 1456, wo die beiden Parteien ihre Rechtsgründe vorbringen ſollten. Die Croy erſchienen aber nicht, und der Handel war inſofern beendigt. Um ſo thätiger erwieſen ſich die Croy an dem burgundiſchen Hofe, wo ſie gegen den Grafen die ſchwerſten Inzichten vorbrachten, auch die Sequeſtration ſeiner ſämtlichen niederländiſchen Beſitzungen durchſetzten. Dagegen ſuchte der Graf ſich zu verantworten. »Comme en l'an précédent cinquante-six, Philippe duc de Bourgogne, eût fait mettre en sa main la terre d'Enghien, appartenant au comte de Saint-Pol, laquelle terre est hors du royaume de France, et jà-soit-ce que le comte eût plusieurs grandes terres et seigneuries enclavées ès pays du duc, qu'il tenoit du royaume, le duc n'avoit touché qu'à la terre

d'Enghien, laquelle étoit, comme dit est, hors du royaume; le comte, désirant avoir main-levée de sadite terre, ou savoir pourquoi le duc la avoit mis en sa main et en faisoit recevoir les profits, envoya prier et requérir au duc qu'il lui plût lui envoyer un sauf-conduit, afin qu'il pût venir vers lui et savoir les causes pourquoi il avoit mis ses terres en ses mains. Lequel sauf-conduit le duc ne voulut bailler, ni envoyer de prime face, si ledit comte ne se déclaroit son ennemi; mais s'il se déclaroit son ennemi, très volontiers lui envoyeroit. A quoi fut répondu par le comte: qu'il ne se déclareroit point son ennemi, mais son humble sujet, et que pour doute de son ire n'oseroit venir devers lui sans sauf-conduit, et autrement il n'y viendroit point. A la parfin, le duc lui envoya un sauf-conduit. Et tantôt que ledit comte eut ledit sauf-conduit, accompagné du seigneur d'Offemont, du seigneur de Genlis, du seigneur de Haplaincourt et autres chevaliers, jusqu'au nombre de vingt-quatre ou plus, avec deux avocats de parlement, et autres gens de conseil et écuyers, bien jusques au nombre de deux cents chevaux environ, le quinzième du mois de septembre audit an cinquante-sept, arriva en la ville de Bruxelles, où étoit ledit duc, et le seizième jour dudit mois, le comte vint devers le duc en son hôtel à Bruxelles, et illec, en public, présents tous ceux qui y vouloient être, fut dit et remontré audit comte par le conseil du duc présent: comme le comte étoit bien tenu à lui; et que tout le bien qu'il avoit, venoit la plupart de lui ou de ses prédécesseurs; car par les prédécesseurs du duc auroit été envoyé quérir le père dudit comte avec ses deux oncles, frères de sondit père, au pays de Luxembourg, lesquels on avoit rapporté petits enfants en hottes; et depuis, par le moyen du duc, avoient ensous lui et ailleurs les seigneuries que chacun savoit, c'est à savoir sondit père, nommé Pierre de Luxembourg, la comté de Saint-Pol, la seigneurie d'Enghien et autres terres; son oncle, messire Jean de Luxembourg, la comté de Ligny et plusieurs autres grandes terres; et si le avoit fait capitaine de la comté d'Artois, et

son second oncle cardinal de Rouen. Mais pourquoi il avoit fait mettre sa terre d'Enghien en sa main, étoit, pour certains homicides occultes et autres crimes que le duc disoit que le comte avoit faits, ou fait faire, lesquelles choses on lui déclara. Et dura la déclaration bien l'espace de trois heures, en lui déclarant aussi qu'il n'étoit point venu vers le duc comme son sujet et vassal, ains étoit venu l'épée au poing, accompagné comme ci-dessus est dit, et par sauf-conduit. Après laquelle proposition faite par le conseil du duc contre le comte, le comte répondit: que, au regard du sauf-conduit, il ne l'avoit pas pris comme ennemi du duc, ains étoit et avoit été prêt de le servir; et que s'il ne doutoit que lui, il le sentoit si sage et si prudent que en tout et par tout il se mettoit en sa volonté; mais il savoit de certain que en sa cour avoient aucuns qui l'enflammoient devers lui, et ne l'aimoient pas; pourquoi, doutant l'ire de son prince, il n'eût osé venir sans sauf-conduit, requérant au surplus au duc qu'il pût parler à lui à part pour lui dire et s'excuser des crimes qu'on lui mettoit sus, ou si non, qu'il fut ouï en public en ses excusations, ce qui fut accordé. Toutefois, quelque excusation qu'il fit, tant par sa bouche que par la bouche de maître Jean de Popincourt, avocat en parlement, la main du duc ne fut pas levée de sa terre d'Enghien, et s'en partit le comte sans rien faire. Et la cause principale ponr quoi, entre plusieurs autres, on présumoit que ledit Philippe duc de Bourgogne, n'étoit pas bien conteut du comte, étoit: pour tant que jà pièça le comte, qui avoit plusieurs enfants, tant fils comme fille, avoit donné à mariage sa fille aînée légitime pour prendre à mariage au fils aîné du seigneur de Croy, lequel étoit premier chambellan et gouverneur du duc; laquelle avoit été et étoit passé dix ans en la main dudit seigneur de Croy, pour tant que ladite fille étoit trop jeune, et étoit aussi son fils; mais en icelui temps furent assez âgés; pourquoi le seigneur de Croy avoit fait les noces de son fils et de ladite fille environ le Noël, l'an précédent, et les avoit fait coucher ensemble. Lesquelles noces s'étoient

faites contre la volonté du comte; et n'y avoit point été; ains y avoit envoyé son fils aîné, secrètement, accompagné de gens de guerre, pour la cuider embler et la ramener en son hôtel; mais le seigneur de Croy en fut averti. Si s'en retourna le fils du comte de Saint-Pol sans rien faire, et le seigneur de Croy leur fit consommer le mariage. Depuis lequel mariage consommé, le seigneur de Croy voulut que le comte payât le mariage de sa fille, ce que le comte ne voulut. Toutesfois, touchant toutes ces choses, ne fut rien parlé par le duc, quand il fit déclarer au comte les causes qui le avoient mu à avoir ses terres en sa main.«

Die Rechtfertigung wollte nicht allerdings glücken, und suchte Graf Ludwig Zuflucht an dem französischen Hofe, wo er, zwar für jetzt ohne Erfolg, um die Würde eines Connétable sich bewarb. Daß er aber Ursache hatte, dem Unwillen des Herzogs von Burgund auszuweichen, ergibt sich aus einigen Anzeichnungen bei J. du Clercq. »Environ ce temps, un chevalier, nommé le seigneur de Roncq, lequel avoit épousé la soeur bastarde du comte de Saint-Pol, et lequel étoit l'un de ceux qui mettoient à exécution aucuns criminaux faits quand le comte de Saint-Pol les vouloit faire faire, c'est à savoir, de voie de fait, et de battre ou tuer un compagnon, lequel avoit fiancé une jeune fille, laquelle ledit sieur de Roncq ne vouloit pas qu'il prît, pour ce qu'il l'aimoit, fit prendre ledit compagnon environ la ville de Renty, puis le fit coucher à terre, et couper la lachure de son pourpoint, puis couper les génitoires et son membre, puis lui fit fendre le ventre et prendre le coeur de son ventre, et partir en deux, et ainsi mourut.

»Audit an aussi, le premier jour de mai, en la ville d'Avesnes-le-Comte, lequel jour étoit la fête, vint un gentilhomme, nommé Philippe de Brimeu, capitaine de Lucheu, lequel étoit au comte de Saint-Pol, accompagné de bien vingt-quatre hommes de guerre, tant de pied qu'à cheval; et illec, environ deux heures après midi, trouvèrent Agnieux de Croix, compagnon de guerre, auquel ils donnèrent bien dix-sept ou dix-huit plaies; et illec fut découpé tant ès bras, jambes,

visage, tête que ailleurs, car ils ne le vouloient point tuer; ains disoit toujours ledit Philippe qu'ils ne le tuassent point; mais à chacun horion que on lui donnoit, on lui disoit que le comte de Saint-Pol se recommandoit à lui. Et la cause pourquoi on lui fit ce, étoit, pour tant que ledit Agnieulx, environ huit ans devant, accompagné de plusieurs compagnons, avoit battu et vilainné le bailli et sergeant de la ville de Saint-Pol. Desquels compagnons aucuns avoient été pendus et exécutés à mort, tant pour ce que pour autres choses, et en avoient été pareillement découpés; et disoit-on que encore seroient ainsi habillés ceux qui avoient été avec ledit Agnieulx ledit bailli battre.«

Nichtsdestoweniger fand der Graf von Saint-Pol Mittel, im J. 1458 seinen Frieden mit dem Herzog zu schließen. »Environ ce temps aussi, fut l'accord fait d'entre Philippe, duc de Bourgogne, et le comte de Saint-Pol; et vint le comte devers le duc à Mons en Hainaut, là où ledit duc le reçut très-bénignement. Et parlèrent par plusieurs fois le duc et le comte moult privément ensemble, seul à seul. Duquel accord chacun fut moult joyeux, et même le comte de Charolois, fils du duc, lequel festoya le comte moult hautement en mangers et autrement; si firent les seigneurs et princes.« Es vergingen indessen noch einige Jahre, bevor der Graf vollständig zu Gnaden aufgenommen wurde, 1461, und zwar gelegentlich von des Herzogs Fahrt nach Paris, wo er den neuen König Ludwig XI einführte. Auf der Rückreise besuchte der Herzog Ham und andere Besitzungen des Grafen. »Et étoit ledit comte très-bien en la grâce dudit duc; et avoit le roi, lui étant à Paris et le duc aussi, fait la paix du seigneur de Croy et du comte de Saint-Pol; laquelle haine avoit un temps duré, nonobstant que le fils aîné du seigneur de Croy eût épousé la fille dudit comte de Saint-Pol, par laquelle, à la requête du roi Louis, le duc de Bourgogne pardonna tout son maltalent au comte de Saint-Pol, et fut ledit comte très-bien en la grâce dudit duc, comme il y parut; car le duc repassa par plusieurs de ses places, èsquelles ledit comte festoya le

duc moult hautement et richément; puis repassa le duc par Cambray où le comte de Saint-Pol aussi le festoya moult grandement. Et étoient tous ceux des pays du duc très-bien contents et joyeux de ce que le duc étoit content dudit comte et que le comte étoit moult bien en sa grâce; car le comte étoit très-bien aimé ès pays du duc, et aussi il avoit à perdre par tous les pays dudit duc, en chacun pays plusieurs grosses terres et forteresses; et étoit, comme on disoit, un des plus riches et même le plus riche comte de France,« wie er denn allein mit Frau Johanna von Bar ein Einkommen von wohl 50,000 Livres erheurathet hatte.

Die Wichtigkeit eines ſolchen Mannes konnte einem Ludwig XI nicht entgehen. »En ce temps (1464), le roi Louis fit ajourner à son de trompe le comte de Saint-Pol, Louis, à être devers lui en personne sur le troisième défaut; lequel comte, doutant d'être banni du royaume, par sauf-conduit du roi et autres grands moyens qu'il eut, alla devers le roi à Nogent. Et illec fut très-grandement reçu du roi, et fut traité fait; et fit serment et hommage au roi de ce qu'il tenoit de lui; et lui montroit le roi tout l'amour et honneur qu'il pouvoit. Et disoit-on que le roi lui avoit requis qu'il lui fît serment de non jamais converser avec le comte de Charolois, ne l'aider, ni conforter; à quoi il répondit: qu'il avoit fait serment au comte de le servir, lequel serment il ne pouvoit rompre.« Des Königs Künſte ſcheiterten an des Grafen beharrlicher Abneigung für die Croy, welcher um ſo ſicherer zu frohnen, er das engſte Freundſchaftsbündniß errichtet hatte mit dem, dieſen Günſtlingen nicht minder feindlichen Erben von Burgund, mit dem Grafen von Charolais. Dieſe Freundſchaft und das Aufgeben des Landes an der Somme, wozu die Croy den alternden Herzog verleiteten, hatten weſentlichen Antheil bei dem Krieg um das gemeine Wohl (beſchrieben S. 358—395). Außerordentliche Thätigkeit hat der Graf, ſeit Kurzem des Grafen von Charolais Obriſthofmeiſter, entwickelt in dem Beſtreben, die mächtigſten Landherren für das dem König entgegengeſetzte Bündniß zu gewinnen; als verſtändiger Feldherr hat er in dem Kriege ſich bewährt.

In dem Laufe des Kriegs um die eigene, wie um der Verbündeten Schwäche belehrt, hielt Ludwig XI für das Sicherſte, die Fürſten durch den Einzelnen geſpendete Vortheile zu trennen, daneben in der gleichen Weiſe die verläßlichſten Befehlshaber und Räthe ihnen abwendig zu machen. Nach Wunſch iſt ihm ſolches gelungen, wie denn namentlich der Graf von Saint-Pol der ihm vorgehaltenen Lockſpeiſe nicht zu widerſtehen vermochte; er erhielt die Würde eines Connétable von Frankreich, mit 24,000 Franken Gehalt, durch königlichen Beſtallungsbrief vom 5. Oct. 1465, und wurde am 12. Oct. vereidet, wobei der König perſönlich in dem alten Königshof zu Paris, le Palais ihm das Amtsſchwert umgürtete.

Die neuen Beziehungen zu Frankreich hielten indeſſen den Grafen nicht ab, in den beiden Zügen gegen die Lütticher, 1466, den Vortrab der Burgunder zu befehligen, »non pas par l'autorité du roi, ni avec ses gens-d'armes, mais amena de ceux qu'il avoit amassés ès marches de Picardie.« Indem aber der Connétable bei der Plünderung der reichen Handelsſtadt Dinant leer ausgegangen, wies der Herzog von Burgund ihn auf die Stadt Tuin an, »laquelle ville de Tuin le duc avoit donnée au comte de Saint-Pol pour la prendre et piller et faire sa volonté, en récompensation de ce qu'il n'avoit eu, ni ses gens, quelque butin à la prise de Dinant. Laquelle ville de Tuin se rendit au comte de Saint-Pol, pour et au nom du duc. Et moyennant certaine somme de deniers que elle paya au comte de Saint-Pol, connétable de France, et qu'ils promirent d'abattre leurs portes et toute la muraille de la ville, et Saint-Tron pareillement, ils ne furent point pillés. Et disoit-on que ledit connétable eut dix-mille florins de Rhin pour sa récompense; et encore ne se tenoit-il pas bien récompensé du butin de Dinant, ni ses gens aussi.« Gleich aber im f. J., Oct. 1467, trat in durchaus veränderter Haltung der Graf vor den neuen Herzog von Burgund, der eben zu Löwen mit dem Ordnen eines gegen die Lütticher beſtimmten Heeres beſchäftigt.

»Là arriva devers lui le comte de Saint-Pol, connétable de France (qui pour lors s'étoit de tous points réduit au roi,

et se tenoit avec lui) et le cardinal Ballue, et autres envoyés: lesquels signifièrent audit duc de Bourgogne, comme les Liégeois étoit alliés du roi, et compris en sa tréve, l'avertissant qu'il leur donneroit secours, en cas que ledit duc de Bourgogne les assaillît. Toutesfois ils offrirent, s'il vouloit consentir que le roi pût faire la guerre en Bretagne, que ledit seigneur le laisseroit faire avec les Liégeois. Leur audience fut courte et en public: et ne demeurèrent qu'un jour. Le duc de Bourgogne disoit pour excuse que les Liégeois l'avoient assailli, et que la rupture de la trève venoit d'eux, et non pas de lui: et que pour telles raisons ne devoit abandonner les alliés. Les dessusdits ambassadeurs furent dépêchés; comme il vouloit monter à cheval (qui étoit le lendemain de leur venue) leur dit tout haut qu'il supplioit au roi ne vouloir rien entreprendre sur le pays de Bretagne. Le connétable le pressa, en lui disant: »»Monseigneur, vous ne choisissez point: car vous prenez tout, et voulez faire la guerre à votre plaisir à nos amis, et nous tenir en repos, sans oser courre sus à nos ennemis, comme vous faites aux votres, il ne se peut faire, ni le roi ne le souffriroit point.«« Le duc prit congé d'eux, en leur disant: »»Les Liégeois sont assemblés, et m'attends d'avoir la bataille avant qu'il soit trois jours; si je la perds, je crois bien que vous ferez à votre guise: mais aussi, si je la gagne, vous laisserez en paix les Bretons.«« Et après monta à cheval: et les ambassadeurs allèrent en leur logis s'apprêter pour eux en aller.« In einem Geſpräch unter vier Augen hatte der Herzog gegen den Connétable geäußert: »Beau cousin, vous êtes bien mon ami, et par tant je vous avertis que vous preniez garde que le roi ne fasse de vous comme il a fait d'autres: si vous voulez demeurer par deça, vous serez le très-bien demeuré.« Der Warnung hat aber der Graf um ſo weniger geachtet, da ſeiner um ſo mehr ſich zu verſichern, ihm, dem Wittwer, der König durch Eheberedung, d. d. la Motte d'Esgry in Gatinois, 1. Aug. 1466, die Hand ſeiner Schwägerin, der Prinzeſſin Maria von Savoyen verſchafft, ihr zur Ausſteuer die Grafſchaft Guiſe

und Noyon, oder, da es ihm nicht möglich ſein würde, über die beſagten Beſitzungen zu verfügen, ſtatt deren 60,000 Schilde verſchrieb, endlich dem jungen Ehepaar die Anwartſchaft auf die Grafſchaft Eu verlieh, als zu deren Beſitz der Connétable nach einigen Jahren durch das Ableben des letzten Grafen gelangte. Die beſagte Grafſchaft umfaßte 50 Kirchſpiele und wurde gegen Ende des 17. Jahrhunderts zu dem Preis von 1,600,000 Livres verkauft.

Als K. Ludwig XI 1468 nach Péronne in die Falle ging, befand ſich unter ſeinen wenigen Begleitern auch der Connétable, »qui en rien ne s'étoit mêlé de cette aventure, mais lui en déplaisoit: car pour lors le coeur lui étoit cru; et ne se trouvoit pas humble envers le duc de Bourgogne comme autrefois, et pour cette raison n'y avoit nul amour entre les deux,« und als der König genöthigt, die durch ſeine Künſte abermals gegen Burgund bewaffneten Lüttícher zu beſtreiten, ſtand wiederum der Connétable ihm zur Seite. So ſehr hat dieſer durch die dem bedrängten Monarchen bezeigte Anhänglichkeit ſich empfohlen, daß er in dem 1469 geſtifteten St. Michaelsorden der dritte Ritter geworden iſt. Er ſcheint auch vorzüglich thätig geweſen zu ſein, die Bevölkerungen von Saint-Quentin, Amiens und Abbeville zum Aufruhr zu reizen, und mögen ſeine Erfolge in dieſer Hinſicht nicht wenig beigetragen haben, den König zur Wiederaufnahme der kaum in Gefolge des Vertrags von Péronne eingeſtellten Feindſeligkeiten zu bewegen.

»Le comte de Saint-Pol, homme trés-sage, et autres serviteurs du duc de Guyenne, et aucuns autres, désiroient plutôt la guerre entre ces deux grands princes, que paix, pour deux regards. Le premier, craignoient que ces très-grands états qu'ils avoient, ne fussent diminués, si la paix continuoit: car le connétable avoit quatre cens hommes-d'armes, ou quatre cens lances, payés à la montre, et n'avoit point de contrôleur, et plus de trente mille francs tous les ans, outre les gages de son office, et les profits de plusieurs belles places qu'il tenoit. L'autre, ils vouloient mettre sus au roi, et disoient entre eux, sa condition être telle, que s'il

n'avoit débat par dehors, et contre les grands, qu'il falloit qu'il en eût avec ses serviteurs, domestiques et officiers: et que son esprit ne pouvoit être en repos. Et par ces raisons alléguées, tâchoient très-fort de remettre le roi en cette guerre: et offroit le connétable prendre Saint-Quentin tous les jours qu'on voudroit: car ses terres étoient à l'environ, et disoit encore avoir très-grande intelligence en Flandres et en Brabant, et qu'il feroit rebeller plusieurs villes contre le duc.« Saint-Quentin öffnete ihm ſeine Thore im Dec. 1470, für die Occupation von Amiens fand er eben ſo wenig Schwierigkeiten, da Herzog Karl keineswegs gerüſtet, der franzöſiſchen Armee zu widerſtehen. »Le duc de Bourgogne, qui étoit en crainte très-grande du commencement, envoya un homme devers le connétable, lui prier ne lui vouloir faire le pis qu'il pourroit bien: et ne presser point âprement cette guerre, qui lui étoit encommencée, sans l'avoir défié, ni semons de rien. Le connétable fut fort aise de ces paroles, et lui sembla bien qu'il tenoit le duc en la sorte qu'il demandoit: c'est à savoir en grand doute. Si lui manda pour toute réponse, qu'il voyoit son fait en bien grand péril, et qu'il n'y connoissoit remède qu'un, pour en échapper: c'étoit qu'il donnât sa fille en mariage au duc de Guyenne, et qu'en ce faisant, il seroit secouru de grand nombre de gens, et se déclareroit ledit duc de Guyenne pour lui et plusieurs autres seigneurs: et que lors lui rendroit Saint-Quentin, et se mettroit des leurs. Mais que sans ce mariage, et voir cette déclaration, il ne s'y oseroit mettre: car le roi étoit trop puissant, et avoit son fait bien accoutré, et grandes intelligences ès pays dudit duc, et toutes paroles semblables, de grand épouvantement. Je ne connus oncques bonne issue d'homme qui ait voulu épouvanter son maître, et le tenir en subjection, ou un grand prince de qui on a affaire, comme vous entendrez de ce connétable. Car combien que le roi fût lors son maître, si avoit-il la plûpart de son vaillant, et ses enfans, sous le duc de Bourgogne: mais toujours a usé de ces termes, de les vouloir tenir en crainte tous deux: et l'un par

l'autre: dont mal lui en est pris. Et combien que toute personne cherche à se mettre hors de subjection et crainte, et que chacun haïsse ceux qui les y tiennent, si n'y en a-t'il nuls qui en cet article approchent les princes: car je n'en connus oncques nuls, qui n'ayent mortelle haine à ceux qui les y ont voulu tenir.

»Après que le duc de Bourgogne eût oui la réponse du connétable, il connut bien qu'en lui ne trouveroit nulle amitié, et qu'il étoit principal conducteur de cette guerre, et conçut une merveilleuse haine contre lui, qui jamais depuis ne lui partit du coeur: et principalement que pour tels doutes le vouloit contraindre à marier sa fille.« Der Herzog von Burgund ſollte ſchlechterdings genöthigt werden, ſeine Tochter dem Bruder des Königs, dem Herzog von Guyenne, zu geben. Des Herzogs eiſerner Sinn widerſtand jedoch allen Zumuthungen und Einflüſterungen. »Lui, comme prince courageux et de vertu, fit une grosse armée, et se vint loger devant Amiens, et fortifia son camp tellement qu'il étoit périlleux à y entrer; et le connétable, atout 1500 hommes d'armes des ordonnances et 4000 francs-archers, se bouta à Amiens,« und nach einem thatenloſen Feldzug wurde Waffenſtillſtand für ein Jahr abgeſchloſſen 1470, »dont le connétable montroit signe de déplaisir, car sans nul doute (quelque chose que les gens ayent pensé, ni sussent penser au contraire) ledit comte de Saint-Pol étoit lors ennemi capital du duc de Bourgogne: et eurent plusieurs paroles, et oncques puis n'y eut amitié de l'un à l'autre, comme vous avez vu par l'issue.« Der Waffenſtillſtand, mehrmalen unterbrochen und erneuert, führte zu Unterhandlungen und letzlich zu einem Friedensſchluß 1472, abenteuerlich und unwürdig, wie ihn kaum die neueſte Zeit aufzuweiſen vermag. Der König verſprach, Amiens und Saint-Quentin zurückzugeben, überließ dazu dem Herzog die beiden Grafen, von Nevers und Saint-Pol, um mit ihrem Beſitzthum nach Belieben zu ſchalten. Dagegen wollte der Herzog ſich ruhig verhalten, falls Ludwig XI Bretagne und Guyenne wegnehmen würde.

Der Vertrag brach ſich aber an dem Tod, oder genauer an der Vergiftung des Herzogs von Guyenne, und in größerer Lebhaftigkeit erneuerten ſich die Feindſeligkeiten. Die Belagerung von Beauvais mußten die Burgunder aufheben, vornehmlich von wegen der feſten Haltung des Connétable, der auch mit gleichviel Einſicht und Glück die Normandie vertheidigte. »Après avoir demeuré douze jours devant Rouen, le duc de Bourgogne se conseilla (vu qu'il ne pouvoit finir la bataille) qu'il se retrairoit: ce qu'il fit à moult belle ordonnance, et retira contre Amiens. Mais le connétable faisoit toujours ses diligences, et tellement qu'il se boutoit toujours ès villes, dont le duc de Bourgogne pouvoit peu profiter.« Des wichtigen hiermit ihm geleiſteten Dienſtes iſt aber Ludwig XI nicht lange eingedenk geblieben, wie ſich gelegentlich der Erneuerung des Waffenſtillſtandes, 1473, ergab. »En menant ce traité l'on murmuroit des deux côtés contre le comte de Saint-Pol, connétable de France: et l'avoit le roi pris en grande haine, et les plus prochains de lui semblablement. Le duc de Bourgogne le haïssoit encore plus: et en avoit meilleure cause (car je suis informé à la vérité des raisons des deux côtés) et n'avoit point oublié le duc que le connétable avoit été occasion de la prise d'Amiens et de Saint-Quentin: et lui sembloit qu'il étoit cause et vraie nourrice de cette guerre, qui étoit entre le roi et lui: car en temps de trèves, lui tenoit les meilleures paroles du monde, mais dès ce que le débat commençoit, il lui étoit ennemi capital: et ledit comte l'avoit voulu contraindre à marier sa fille, comme avez vu ci-devant. Encore y avoit une autre pique: car durant que le duc étoit devant Amiens, le connétable fit une course en Hainaut: et entre les autres exploits qu'il fit, il brûla un château, nommé Solre, qui étoit à un chevalier, nommé messire Baudouin de Lannoy. Pour le temps de lors on n'avoit point accoûtumé de mettre feu, ni d'un côté ni d'autre: et prit le duc son occasion sur cela des feux qu'il mettoit, et qu'il avoit mis en cette saison. Ainsi se commença à pratiquer la manière de défaire le connétable: et du côté du

roi en furent ouvertes quelques paroles, par gens qui s'adressoient à ceux qui étoient ennemis du connétable, étant au service du duc; et n'avoit point moins de suspicion sur le connétable que ledit duc: et chacun le disoit occasion de la guerre: et se commencèrent à découvrir toutes paroles et tous traités, menés par lui, tant d'un côté que d'autre: et mettoient en avant sa destruction.

»Quelqu'un pourra demander ci-après, si le roi ne l'eût su faire seul. A quoi je réponds que non: car il étoit assis justement entre le roi et le duc. Il tenoit Saint-Quentin en Vermandois, grosse ville et forte. Il avoit Ham et Bohain, et autres très-fortes places siennes, toutes près dudit Saint-Quentin: et y pouvoit mettre gens à toute heure, et de tel parti qu'il lui plaisoit. Il avoit du roi quatre cens hommes-d'armes, bien payés, dont lui même étoit commissaire, et en faisoit la montre. Sur quoi il pouvoit pratiquer grand argent: car il ne tenoit point le nombre. Outre il avoit d'état ordinaire quarante cinq mille francs: et si prenoit un écu pour chacune pipe de vin qui passoit parmi ses limites, pour aller en Flandres ou en Hainaut: et si avoit de très-grandes seigneuries siennes, et grandes intelligences au royaume de France et aussi au pays du duc, où il étoit apparenté.

»Toute cette année que dura cette trève, s'entretenoit cette marchandise: et s'adressoient ceux du roi à un chevalier du duc, appelé monseigneur d'Humbercourt, dont ailleurs avez ouï parler en ce livre, lequel de tout temps haïssoit très-fort le connétable: et la haine étoit renouvelée n'y avoit guères: car en une assemblée qui s'étoit tenue à Roye, où ledit connétable et autres étoient pour le roi, le chancelier de Bourgogne, le seigneur d'Humbercourt, et autres pour le duc, en parlant de leurs matières ensemble, le connétable démentit très-vilainement ledit seigneur d'Humbercourt. A quoi ne fit autre réponse, sinon ce qu'il enduroit cette injure, il n'attribuât point cet honneur à lui, mais au roi, à la sûreté duquel il étoit venu là pour ambas-

sadeur: et aussi à son maître, de qui il représentoit la personne: et qu'il lui en feroit rapport. Cette seule vilenie et outrage, bien tôt dits, coûta depuis la vie au connétable, et ses biens perdus, comme vous verrez ci-après.«

Ungleich bedrohlicher ließen die Conferenzen von Bouvines (1474) ſich an, wo der Kanzler von Burgund und Humbercourt in des Herzogs Namen unterhandelten. »Le connétable fut averti que l'on y marchandoit à ses dépens: et fit grande diligence d'envoyer vers ces deux princes; à chacun donnoit à connoître qu'il entendoit le tout: et fit tant, pour cette fois, qu'il mit le roi en suspicion que le duc le vouloit tromper, et tirer ledit connétable des siens. Et pour ce à grande diligence envoya le roi devers ses ambassadeurs, étant à Bouvines, leur mandant ne conclure rien contre le connétable, pour les raisons qu'il leur diroit, mais qu'ils allongeassent la trève, selon leur instruction, qui fut d'un an ou six mois, je ne sais lequel. Comme le messager arriva, il trouva que tout étoit déjà conclu, et les scellés baillés dès le soir de devant: mais les ambassadeurs s'entendoient si bien, et étoient si bons amis qu'ils rendirent lesdits scellés: qui contenoient que le connétable étoit pour les raisons, qu'ils disoient, déclaré ennemi et criminel envers tous les deux princes: promettoient et juroient l'un à l'autre que le premier des deux, qui lui pourroit mettre la main dessus, le feroit mourir dedans huit jours après, ou le bailleroit à son compagnon pour en faire à son plaisir: ou à son de trompe il seroit déclaré ennemi des deux princes et parties, et tous ceux qui le serviroient et porteroient faveur ni aide. Et davantage promettoit le roi bailler au duc la ville de Saint-Quentin, dont assez a été parlé: et lui donnoit tout l'argent, et autres meubles du connétable, qui se pourroient trouver dedans le royaume, avec toutes seigneuries tenues du duc: et entre les autres, lui donna Ham et Bohain, qui sont places très-fortes, et à un jour nommé devoient le roi et le duc avoir leurs gens-d'armes devant Ham, et assiéger ledit connétable.

»Toutefois, pour les raisons que je vous ai dites, fut rompue toute cette conclusion: et fut entrepris un jour et lieu, où le connétable se devoit trouver pour pouvoir parler au roi en bonne sûreté: car il doutoit de sa personne, comme celui qui savoit toute la conclusion qui avoit été prise à Bouvines. Le lieu fut à trois lieues de Noyon, tirant vers la Fère, sur une petite rivière, et avoient du côté dudit connétable relevé les guets. Sur une chaussée, qui y étoit, fut faite une forte barrière. Le connétable y étoit le premier: et avoit avec lui tous ses gens-d'armes, ou peu s'en falloit; car il avoit trois cens gentils-hommes d'armes passés: et avoit sa cuirasse sous une robe desceinte. Avec le roi y avoit bien six cens hommes-d'armes: et entre les autres y étoit monseigneur de Dammartin, grand maître d'hôtel de France: lequel étoit ennemi capital du conuétable. Le roi m'envoya devant faire excuse au connétable dequoi il l'avoit tant fait attendre. Tost après il vint: et parlèrent ensemble: et étoient cinq ou six présens de ceux du roi, et des siens aussi. Le connétable s'excusa dequoi il étoit venu en armes, disant l'avoir fait pour crainte du comte de Dammartin. Il fut dit en effet, que toutes choses passées seroient oubliées, et que jamais ne s'en parleroient: et passa le counétable du côté du roi: et fut fait l'appointement du comte de Dammartin et de lui: et viut au gîte avec le roi à Noyon: et puis le lendemain s'en retourna à Saint-Queutin, bien réconcilié, comme il disoit. Quand le roi eut bien pensé et ouï le murmure des gens, il lui sembla folie d'avoir été parler à son serviteur, et l'avoir aiusi trouvé, une barrière fermée au-devant de lui, et accompagné de gens-d'armes, tous ses sujets, et payés à ses dépens: si la haine y avoit été paravant grande, elle l'étoit encore plus: et du côté du connétable le coeur ne lui étoit point appetissé.«

Unter diesen Umständen war für den Grafen von Saint-Pol der Tod seiner Gemahlin, 1475, ein doppeltes Unglück: »dame de bien, laquelle étoit soeur de la reine, qui lui étoit support en sa faveur, car toujours s'entretenoit la marchan-

dise encommencée contre lui. Oncques puis ne fut assuré le connétable.« In der nächſten Umgebung von Saint-Quentin hatte der Graf von Dammartin mit ſeinen Reiſigen ſich gelagert, daß der Connétable auf die ihm bewilligten Gleven nicht mehr zählen durfte, ſondern die Stadt mit ſeinen Lehensleuten, 300 Mann, beſetzen mußte. Ihn wo möglich noch mehr mit dem Herzog von Burgund zu verfeinden, ließ ihn der König dem Hennegau einfallen, Avesnes belagern. »Ce qu'il fit en grande crainte: car il craignoit fort. Il fut devant peu de jours, faisant faire grand guet sur sa personne, puis se retira en ses places, et manda au roi (et ouïs moi même son homme, par le commandement du roi) qu'il s'étoit levé, par ce qu'il étoit certainement informé qu'il y avoit deux hommes en l'armée, qui avoient pris charge du roi de le tuer: et dit tant d'enseignes apparentes, qu'il ne s'en falloit guères qu'il ne fût cru: et que l'un des deux ne fut suspicionné d'avoit dit au connétable quelque chose qu'il devoit taire. Je n'en veux nul nommer, ni plus avant parler de cette matière.« In der Verzweiflung ſuchte der Connétable ſich mit dem Herzog auszuſöhnen; es wurde unterhandelt, die Abtretung von Saint-Quentin verheißen: aber die zu zweimalen behufs der Beſitznahme dahin entſendeten Burgunder mußten ſtets unverrichteter Dinge ſich zurückziehen. Im Gegentheil verſuchte der Connétable eine Verſtändigung mit dem König; »et le roi pressoit fort que le connétable vint devers lui et lui offroit certaine récompense, qu'il demandoit pour la comté de Guise, comme autrefois lui avoit promis. Ledit connétable étoit bien content de venir, pourvu que le roi fît serment, sur la croix Saint-Loup d'Angers, de ne faire nul mal à sa personne, ni consentir qu'autre le fît; et alléguoit qu'aussi bien lui pourroit faire ledit seigneur ce serment, comme il avoit fait autre-fois au seigneur de Lescut: et à cela lui répondit le roi, que jamais ne feroit ce serment à homme: mais que tout autre serment que ledit connétable lui voudroit demander, qu'il étoit content de le faire. Vous pouvez bien entendre qu'en grand travail d'esprit étoit le roi, et aussi ledit connétable: car il ne passoit un

seul jour pour un espace de temps, qu'il n'allât gens de l'un à l'autre, sur le fait de ce serment.«

Mittlerweile war der König von England mit einer bedeutenden Macht zu Calais angelangt, und hatte der Herzog von Burgund Eile, mit dem mächtigen Bundesgenossen sich zu besprechen. Als die Einleitung hierzu, legte er dem König ein Schreiben vor, worin der Connétable den beiden verbündeten Herren alle von ihm abhängende Hülfleistung zusagte, »et dit sa créance, et la fit un peu plus grasse qu'elle n'était: car il assuroit le roi d'Angleterre que le connétable le mettroit dedans toutes ses autres places.« Auf solche Verheißung, ausgehend von dem Oheim seiner Königin, setzte Eduard IV sofort gegen Saint-Quentin sich in Bewegung. »Les Anglois s'attendoient qu'on sonnât les cloches à leur venue, et qu'on portât la croix et l'eau bénite au devant. Comme ils s'approchèrent près de la ville, l'artillerie commença à tirer; et saillit des escarmouches à pied et à cheval, et y eut deux ou trois Anglois tués, et quelques-uns pris: ils eurent un très-mauvais jour de pluie, et en cet état s'en retournèrent en leur ost, fort mal contents, murmurant contre ce connétable, et l'appeloient traître.«

Sofort schwanden des Königs von England kriegerische Gelüste: er nahm ein Stück Geld und zog heim. Doch befand er sich noch auf dem festen Lande, als der Connétable abermals seine Erfahrungen in dem Schaukelsystem, wenigstens bei K. Ludwig XI zur Anwendung bringen zu können glaubte. »Monseigneur le connétable commença à soi apercevoir de ces marchés, et avoir peur d'avoir offensé de tous côtés: craignant toujours cette marchandise, qui avoit cuidé être contre lui à Bouvines, et pour cette cause, il envoyoit souvent devers le roi: et sur l'heure dont je parle, vint devers ledit seigneur un gentil-homme, appelé Louis de Creville, serviteur du connétable, et un sien secrétaire, nommé maître Jean Richer, qui tous deux vivent encore: et dirent leur créance à monseigneur du Bouchage et à moi, premier qu'au roi: car le plaisir dudit seigneur étoit tel. Ce qu'ils apportoient plut

fort au roi, quand il en fut averti: pour ce qu'il avoit intention de s'en servir, comme vous oïrez. Le seigneur de Contay, serviteur du duc de Bourgogne, qui avoit été pris naguères devant Arras, alloit et venoit sur sa foi devers ledit duc, et lui promit le roi donner sa finance et rançon, et une très-grande somme d'argent, s'il pouvoit traiter la paix. D'aventure il étoit arrivé devers le roi, ce jour qu'arrivèrent les deux dessus nommés serviteurs du connétable. Le roi fit mettre ledit seigneur de Contay dedans un grand et vieil ôtevent, qui étoit dedans sa chambre, et moi avec lui, afin qu'il entendît et pût faire rapport à son maître des paroles, dont ledit connétable et ses gens usoient du duc: et le roi se vint soir sur un escabeau rasibus dudit ôtevent, afin que nous pussions mieux entendre les paroles que diroit Louis de Creville, et avec ledit seigneur n'y avoit que le sieur du Bouchage. Ledit Louis de Creville et son compagnon commencèrent lors leurs paroles, disant que leur maître les avoit envoyé devers le duc de Bourgogne, et qu'ils lui avoient fait plusieurs remontrances, pour le desmouvoir de l'amitié des Anglois, et qu'ils l'avoient trouvé en telle colère contre le roi d'Angleterre, qu'à peu fut qu'ils ne l'avoient gagné, non pas seulement à laisser les Anglois, mais à aider à les détrousser en eux retournant. Et en disant ces paroles, pour cuider complaire au roi, ledit Louis de Creville commença à contrefaire le duc de Bourgogne, et à frapper du pied contre terre, et à jurer S. George, et qu'il appeloit le roi d'Angleterre Blancborgne, fils d'un archer, qui portoit son nom: et toutes les moqueries qu'en ce monde étoit possible de dire d'homme. Le roi rioit fort et lui disoit qu'il parlât haut, et qu'il commençoit à devenir un peu sourd: et qu'il le dît encore une fois: l'autre ne se feignoit pas, et recommençoit encore une fois de très-bon coeur. Monseigneur de Contay, qui étoit avec moi, en cet ôtevent, étoit le plus ébahi du monde, et n'eût jamais cru, pour chose qu'on lui eût su dire, les paroles qu'il oyoit.

»La conclusion des gens dudit connétable étoit, qu'ils conseilloient au roi, que pour éviter tous ces grands périls, qu'il voyoit appareillés contre lui, il prit une trève: et que le connétable se faisoit fort de le guider: et que pour contenter ces Anglois, on leur baillât seulement une petite ville ou deux pour les loger l'hiver, et qu'elles ne sauroient être si méchantes qu'ils ne s'en contentassent: et sembloit sans rien nommer, qu'il voulut dire Eu et Saint-Valéry. Et lui sembloit que par ce moyen, les Anglois se contenteroient de lui, et du refus qu'il leur avoit fait de ses places. Le roi à qui il suffisoit d'avoir joué son personnage, et faire entendre au seigneur de Contay les paroles dont usoit et faisoit user ce connétable par ses gens, ne leur fit nulle mal-gracieuse réponse, mais seulement leur dit: »»J'enverrai devers mon frère, et lui ferai savoir de mes nouvelles««: et puis leur donna congé. L'un fit le serment en la main du roi que s'il savoit rien qui touchât le roi, de le révéler: il greva beaucoup au roi de dissimuler de cette matière, où ils conseilloient de bailler terre aux Anglois: mais doutant que le connétable ne fît pis, il n'y voulut point répondre, en façon qu'ils connussent qu'il l'eût mal pris: mais envoya devers lui. Le chemin étoit court, et un homme ne mettoit gueres à aller et retourner. Le seigneur de Contay et moi partimes de cet ôtevent, quand les autres s'en furent allés: le roi rioit, et faisoit bien bonne chère: mais ledit de Contay étoit comme homme sans patience d'avoir ouï telles sortes de gens ainsi se moquer de son maître, et vu encore les traités qu'il menoit avec lui: et lui tardoit bien qu'il ne fût jà à cheval pour l'aller conter à son maître le duc de Bourgogne. Sur l'heure fut dépêché ledit seigneur de Contay, et son instruction écrite de sa main propre, et emporta une lettre de créance de la main du roi, et s'en partit.«

Kein beſſeres Glück machte der Connétable in dem Verſuch, mit dem König von England ſich zu verſtändigen, im Gegentheil ließ dieſer alle von dem Neffen empfangene Briefe dem König von Frankreich ausliefern. »Et ne savoit plus le connétable à quel

Saint se vouer, et se tenoit comme pour perdu. Mainte pensée avoit jà eu ce puissant homme, où il prendroit son chemin pour fuir: car de tout étoit informé, et avoit vu le double des scellés qui avoient été baillés contre lui à Bouvines. Une fois s'adressa à aucuns serviteurs qu'il avoit, qui étoient Lorrains: avec ceux-là délibéra fuir en Allemagne, et y porter grande somme d'argent (car le chemin étoit fort sûr) et d'acheter une place sur le Rhin, et se tenir là jusques à ce qu'il fut appointé de l'un des deux côtés. Une autrefois délibéra tenir son bon château de Ham: qui tant lui avoit coûté, car il l'avoit fait pour se sauver en une telle nécessité: et l'avoit pourvu de toutes choses, autant que château qui fut en lieu de notre connoissance. Encore ne trouva-t-il gens à son gré, pour demeurer avec lui: car tous ses serviteurs étoient nés des seigneuries de l'un prince ou de l'autre: par aventure que sa crainte étoit si grande, qu'il ne s'osa suffisamment découvrir à eux: et je crois certainement qu'il en eût trouvé qui ne l'eussent pas abandonné, et bon nombre: et n'étoit pas tant à craindre pour lui d'être assiégé des deux princes, que d'un seul: car c'étoit chose impossible que les deux armées se fussent accordées.«

Der Connétable wird wohl zeitig Kenntniß erhalten haben von dem Waffenſtillſtand, welchen für die Dauer von 9 Jahren Ludwig XI und Herzog Karl am 13. Sept. 1475 zu Soleuvre, der Burg im Luxemburgiſchen, abſchloſſen, und der nebenbei als ein vorläufiger Partagetractat über des Connétable Beſitzungen gelten kann. Heißt es doch darin: »Et aussi est traité et accordé pour plus ample déclaration, que les terres et seigneuries de la Ferté, Châtellier, Vendeuil et Saint-Lambert, dépendants de la comté de Marle, demeureront au roi en obéissance, pour y prendre tailles, aides et tous autres droits, comme des autres terres de son obéissance, la seigneurie et revenu demeurant à M. le comte de Marle (als ſeiner Mutter Gut), et pareillement les châteaux, villes, terres, châtellenies et seigneuries de Marle, Gercy, Montcornet, Saint-Gobin aussi demeureront à mondit seigneur de Bourgogne en obéissance, pour

y prendre telles aides et tous autres droits dessusdits. La seigneurie et revenu demeureront au comte de Marle, selon le contenu de l'article précédent.«

Betäubt durch die erlangte Gewißheit von alsolcher Bestätigung des zu Bouvines abgeschlossenen Vertrags, war der Connétable einen Augenblick des Willens, Saint-Quentin den Burgundern zu überliefern (5. Sept.), aber ein Schreiben der Königin von Frankreich raubte ihm vollends die Besinnung, so daß er heimlich, von wenigen begleitet, Saint-Quentin verließ. »N'est merveille si le connétable s'éloignoit de Saint-Quentin, car la reine de France, sa belle-soeur, sachant aucunement la volonté du roi, désirant le désappointer, lui manda par ses lettres, que si chère il avoit la vie, se partit d'illec, car le roi contendoit totalement à lui enclore.« In schnellem Ritt gelangte er über Quesnoy nach Binch und von da nach Mons, während Ludwig XI sich nur vor Saint-Quentin zeigen durfte, um Einlaß zu erhalten. »Le roi de France étant aucunement averti que le connétable étoit en variance de rendre Saint-Quentin au duc de Bourgogne, se mit sus, accompagné de vingt-mille combattans; et environ six heures de vêpre, le quatorzième de septembre, se trouva en la ville dudit Saint-Quentin, où il fit nouveaux officiers, destituant ceux que le connétable y avoit ordonnés. Et les dames des seigneurs étant illec tenant le parti du connétable, furent contraintes de partir hâtivement; car le roi fit bannir tous ceux étant à Saint-Quentin, qui étoient adhérens au connétable, icelles ensemble leurs enfans et familles, chargés d'autant de biens et non plus qu'elles en pouvoient porter en leurs gerons, et le demeurant demeuroit au profit du roi et à ses commis. Icelles dames et damoiselles, et autres leurs adhérens, fort déconfortés, et non sans cause, arrivèrent à Cambray.«

Die Nachricht von der Uebergabe von Saint-Quentin war nur eben eingetroffen, als der Herzog den Großamtmann von Hennegau, den von Aimeries befehligte, den Flüchtling in Mons festzuhalten, »en façon qu'il n'en pût saillir, et que lui fût défendu de partir de son hôtellerie. Le bailli n'osa refuser

et le fit: toutefois la garde n'étoit pas étroite pour un tel homme, s'il eût eu vouloir de fuir.« Dann kam der Befehl, ihn nach Valenciennes und weiter nach Péronne zu bringen, wohin einzig der Barbier und ein Kammerdiener ihm folgen durften. Vertragsmäßig ſollte er binnen acht Tagen den Franzoſen ausgeliefert werden, es verging aber ein voller Monat, bevor der Herzog von Burgund zu einer Entſchließung ſich bequemte, die auch vielleicht kaum erfolgt wäre ohne die hartnäckige Vertheidigung von Nancy, 24. Oct. — 30. Nov. 1475. Für ſeinen Zwiſt mit Lothringen die bewaffnete Intervention von Frankreich befürchtend, erließ Karl den Befehl zur Auslieferung, welchen des Grafen von Saint-Pol Todfeinde, der Kanzler Hugonet und Humbercourt mit Vergnügen vollſtreckten. »Aucuns m'ont dit que trois heures après vinrent messagers à diligence, de par le duc, pour commander à ses gens ne point bailler le connétable, qu'il n'eût fait à Nancy, mais il étoit trop tard.« Am 12. Nov. hatte der König von Frankreich das geſamte confiscirte Eigenthum des Connétable dem Herzog von Burgund übertragen. Am 24. Nov. ließ der Connétable, immer noch zu Péronne verwahrt, ſein Teſtament aufnehmen. Darin gibt er ſeinem Sohn Ludwig alle ſeine fahrende Habe, die Grafſchaft Ligny, das Haus zu Brügge und die Herrſchaft Acre bei Leſſine, ſeinem Sohn Peter die Grafſchaft Brienne, Pougy und Bourdenay, dem petit Charles, dem Domherrn zu Cöln, die Güter in Cambréſis, ſamt dem Haus zu Cambray, der Jaqueline von Saint-Simon, zu lebenslänglichem Genuß, ſein Eigenthum zu Chavignon in Laonais und die Herrſchaft Creſſy, der Baſtardtochter Annette die Herrſchaft la Feuillie bei Catteau-Cambréſis und 3000 Franken, der Baſtardtochter Yolantha 2000 Franken u. ſ. w. Der Aufnahme des Teſtaments folgte alsbald die Auslieferung, ſo zu Péronne am Thore ſtattfand, und die Transportirung nach Paris. Dort den 27. Nov. eingetroffen, »habillé d'une cape de camelot, doublée de velours noir, dedans laquelle il étoit fort embrunché, et étoit monté sur un petit cheval à courts crins fort velu,« wurde der Gefangne ſofort in die Baſtille gebracht, vorläufig von dem Kanzler, dem erſten und zweiten Präſidenten

verhört und demnächſt einer Specialcommiſſion übergeben, die ihn, den Majeſtätsverbrecher, zum Tod verurtheilte, wie ſich von ſelbſt verſteht, da der Kanzler das Präſidium führte. Die vielfältigen Umtriebe gegen die Sicherheit des Staats konnte der Angeklagte nicht läugnen; doch mag der Beſitz unermeßlicher Güter ſeine Schuld nicht wenig erſchwert haben.

Am 19. Dec. 1475 wurde ihm das Todesurtheil verkündigt, »duquel dictum et sentence il se trouva fort perplexe, et non sans cause, car il ne cuidoit point que le roi, ni sa justice, le dussent faire mourir. Et dit alors et répondit: Ha! Dieu soit loué, voyez si bien dure sentence; je lui supplie et requiers qu'il me donne grâce de bien le connoître aujourd'hui. Et si dit outre à Mr. de Saint-Pierre, ha, ha, Mr. de Saint-Pierre, ce n'est pas si ce que m'avez toujours dit, et à tant se rétrahit. Et lors ledit Mr. de Saint-Pol fut mis et baillé ès mains de quatre docteurs en théologie, dont l'un étoit cordelier, nommé maître Jean de Sordun, l'autre Augustin, le tiers pénitencier de Paris, et le quart étoit nommé maître Jean Huë, curé de Saint-André des Arts, doyen de la faculté de théologie audit lieu de Paris, auxquels, et à Mr. le chancelier, il requit qu'on lui bailla le corps de Notre-Seigneur, ce qui ne lui fut point accordé, mais lui fut fait chanter une messe devant lui, dont il se contenta assez. Et icelle dite, lui fut baillé de l'eau bénite et du pain béni, dont il mangea: mais il ne bût point lors depuis, et ce fait demeura avec lesdits confesseurs jusques à entre une et deux heures après midi dudit jour, qu'il descendit dudit palais et remonta à cheval, pour aller en l'hôtel de ville, où étoient faits plusieurs échafauds pour son exécution. Et avec lui y étoient le greffier de ladite cour, et huissiers d'icelle. Et audit hôtel de ville descendit et fut mené au bureau dudit lieu, contre lequel y avoit un grand échafaud dressé, et au joignant d'icelui on venoit par une allée de bois à un autre petit échafaud, là où il fut exécuté. En icelui bureau fut illec avec ses confesseurs, faisant de grands et piteux regrets, et y fit un testament tel quel, et sous le bon plaisir du roi, que

ledit sire Denis Hesselin écrivit sous lui. En faisant lesquelles choses il demeura audit bureau jusques à trois heures dudit jour, qu'il issit hors d'icelui bureau, et s'en vint jeter au bout dudit petit échafaud et mettre la face, les deux genoux fléchis devant l'église Notre-Dame de Paris, pour y faire son oraison, laquelle il tint assez longue en douloureux pleurs et grande contrition, et toujours la croix devant ses yeux, que lui tenoit maître Jean de Sordun, laquelle souvent il baisoit en grande révérence, et moult piteusement pleurant. Et après sadite oraison ainsi faite, et qu'il se fût levé debout, vint à lui un nommé Petit-Jean, fils de Henri Cousin, lors maître exécuteur de la haute justice, qui apporta une moyenne corde dont il lia les mains dudit de Saint-Pol, ce qu'il souffrit bien benignement. Et en après le mena ledit Petit-Jean, et fit monter dessus ledit petit échafaud, dessus lequel il se arrêta, et tourna le visage par devers ledit chancelier, de Gaucourt, prevôt de Paris, seigneur de Saint-Pierre, greffier civil de ladite cour, dudit sire Denis Hesselin, et autres officiers du roi notre sire, étant illec en bien grand nombre, en leur criant merci pour le roi, et leur requérant, qu'ils eussent son ame pour recommandée. Non pas, comme il leur dit, qu'il n'entendoit pas qu'il leur coûtât rien du leur. Et aussi se retourna au peuple étant du côté du saint Esprit, en leur suppliant aussi de prier pour son ame, et puis s'en alla mettre à deux genoux dessus un petit carreau de laine aux armes de ladite ville, qu'il mit à point et le remua de l'un de ses pieds, où il fut illec diligemment bandé par les yeux, par ledit Petit-Jean, toujours parlant à Dieu et à ses confesseurs, et souvent baisant ladite croix. Et incontinent ledit Petit-Jean saisit son épée, que son père lui bailla, dont il fit voler la tête de dessus les épaules, si tôt et si transivement, que son corps cheit à terre aussitôt que la tête, laquelle tête, incontinent après, fut prise par les cheveux par icelui Petit-Jean, et mise laver en un seau d'eau étant près d'illec, et puis mise sur les appuis dudit petit échafaud, et montrée aux regardans ladite exécution, qui étoient bien deux

cents mille personnes et mieux. Et après ladite exécution, ainsi faite, ledit corps mort fut dépouillé et mis avec la tête, tout enseveli dedans un beau drap de lin, et puis bouté dedans un cercueil de bois, que ledit sire Denis Hesselin avoit fait faire. Et lequel corps ainsi enseveli, que dit est, fut venu quérir par l'ordre des cordeliers de Paris, et sur les épaules l'emportèrent inhumer en leur église. Et auxquels cordeliers ledit Hesselin fit bailler quarante torches pour faire le convoi dudit corps, après lequel il fut et le convoya jusques audit lieu des cordeliers, et le lendemain y fit aussi faire un beau service en ladite église, et aussi en fut fait service à Saint-Jean-en-Grève, là où aussi sa fosse avoit été faite, cuidant que on l'y dût enterrer, et y eut été mis si n'eût été que ledit de Sordun dît à icelui de Saint-Pol, que en leurdite église y avoit enterrée une comtesse de Saint-Pol, et qu'il devoit mieux vouloir y être enterré, que en nulle autre part, dont icelui de Saint-Pol fut bien content, et pria à ses juges que sondit corps fut porté auxdits cordeliers.

»Après qu'il eût été confessé, et qu'il vouloit venir audit échafaud, dit et déclara à ses confesseurs, qu'il avoit dedans son pourpoint soixante-dix demi-écus d'or, qu'il tira hors d'icelui, en priant audit cordelier, qu'il les donnât et distribuât pour Dieu, et en aumône pour son ame, et en sa conscience, lequel cordelier lui dit, qu'ils seroient bien employés aux pauvres enfans novices de leur maison, et autant lui en dit le confesseur Augustin des enfans de leur maison. Et pour tous les apaiser, dit et répondit icelui défunt connétable à sesdits confesseurs, qu'il prioit à tous lesdits quatre confesseurs, que chacun en prît la quatre partie, et que en leurs consciences le distribuassent là où ils verroient qu'il seroit bien employé. Et en après tira un petit anneau d'or, où avoit un diamant, qu'il avoit en son doigt, et pria audit pénitencier, qu'il le donnât et présentât de par lui à l'image Notre-Dame de Paris, et le mît dedans son doigt, ce que ledit pénitencier promit de faire. Et puis dit encore audit cordelier de Sordun, beau père voyez-ci une pierre que j'ai

longuement portée en mon col, et que j'ai moult fort aimée, pource qu'elle a grande vertu, car elle résiste contre tout venin, et préserve aussi de toute pestilence, laquelle pierre, je vous prie que portez de par moi à mon petit-fils, auquel direz, que je lui prie qu'il la garde bien pour l'amour de moi, laquelle chose lui promit de le faire. Et après ladite mort, monseigneur le chancelier interrogea lesdits quatre confesseurs, s'il leur avoit aucune chose baillée, qui lui dirent, qu'il leur avoit baillé lesdits demi-écus, diamant et pierre, dessus déclarés. Lequel monseigneur le chancelier leur répondit, que au regard d'iceux demi-écus et diamant, ils en fissent ainsi que ordonné l'avoit, mais que au regard de ladite pierre, qu'elle seroit baillée au roi, pour en faire à son bon plaisir.«

Des Preises für die Auslieferung des Mannes, der bei ihm Schutz gesucht hatte, des königlichen Donationsbriefs vom 24. Januar 1475 (1476) sollte der Herzog von Burgund nicht lange genießen. Die vorgefundenen Gelder, 76,000 Schilde, wurden in den fortdauernden Rüstungen verbraucht, und nachdem der kühne Karl vor Nancy, 5. Januar 1476 (1477), den Tod gefunden, nahm der König das Grundeigenthum ein, um solches unter seine Günstlinge zu vertheilen. Der Graf von Rouſſillon erhielt Ligny, mit Brienne wurde Karl von Amboise, mit Saint-Pol Guido Pot, der Ueberläufer, mit Marle, Ham, Soissons, Beaurevoir, Oisy, überhaupt mit den meisten von Johanna von Bar herrührenden Gütern der Marschall von Gié abgefunden. Nicht minder reichlich wurden Wilhelm von Estouteville, Wilhelm von Chaumont, Georg von la Trimouille und andere bedacht.

Der Graf von Saint-Pol hatte aus der ersten Ehe sieben Kinder, Johann, Peter II, Anton, von welchem die Linie in Brienne, Karl, »le petit Charles,« gest. als Bischof zu Laon 24. Nov. 1509, Jacobine, verm. 1455 mit Philipp von Croy, Graf von Porcien, Helena, verm. laut Eheberedung vom 2. März 1465 mit Janus von Savoyen, Graf von Geuf, Philippine, Aebtissin du Moncel bei Pont-Saint-Marence 1475. Der andern Ehe gehören an Ludwig II und Johanna (oder Agnes), Aebtissin

zu St. Agnes in Gent. Der unehelichen Kinder waren acht, darunter Johann, welchem des Vaters Codicill die Herrschaft Hautbourdin zuwies, und Robert, Bischof von Angoulême 1481, gest. 1492.

Ludwig II, geb. 1467, wurde unbeschadet seiner nahen Verwandtschaft mit dem König und den Ehepacten seiner Mutter, durch welche Ligny ihm verschrieben, in das Unglück seines Hauses verwickelt und lebte in Dürftigkeit bis zum Tod Ludwigs XI. Karl VIII entzog ihn der Dunkelheit, gab ihm sein Eigenthum zurück und behandelte ihn mit ausgezeichnetem Wohlwollen. »Charles VIII eut pour favori premièrement le comte de Ligny, le plus beau prince de ce temps que l'on sût, gentil, vaillant, adroit, généreux, qui étoit l'amour des dames et l'admiration de la noblesse.« Als erklärter Günstling folgte er dem König in den Feldzug nach Neapel, 1494. An der Spitze von 2000 Schweizern und 500 Lanzen führte er den Cardinal della Rovere seinem Bisthum Ostia ein. Er unterhandelte mit Alexander VI, der zu einem Vergleich sich bequemen mußte, und ritt sodann samt Alegre, als die beiden ersten Generale, zu Rom ein. Auf dem Rückzug, 1495, bestimmte er den König, die Republik Siena unter seinen Schutz zu nehmen. »Il se figura qu'il pourroit tirer parti des dissensions intestines, pour obtenir la souveraineté de Sienne. Quelques factieux l'encouragèrent dans cette espérance; et le roi qui avoit plus besoin que jamais de toutes ses forces pour lui-même, laissa cependant trois cents hommes à Sienne, sous le commandement de Gaucher de Dinteville, pour garder cette prétendue souveraineté de Ligny. Celui-ci fut en effet nommé capitaine-général de la république, avec 20,000 florins d'appointemens par année, en retour de ce que le roi s'engageoit à garantir aux Siennois tout leur territoire, à la réserve de Montepulciano. Mais avant la fin de juillet 1495, de nouveaux soulèvemens avoient chassé de Sienne le lieutenant de Ligny et tous les Français.«

Auch der Pisaner, welche so hart gedrückt unter der Herrschaft von Florenz, nahm Ligny sich an; auf seine Verwendung wurden sie für unabhängig erklärt. Die meisten den Florentinern

entzogenen Plätze wurden den Creaturen des Grafen anvertraut, Piſa ſelbſt dem von Entragues, Sarzana dem Baſtard von Rouſſy, aus dem Luxemburgiſchen Hauſe. Als dieſe, der übernommenen Pflichten uneingedenk, die ihnen anvertrauten Pfänder verkauften, fiel der Graf von Ligny in Ungnade, die doch bald vorüber. Der König konnte ohne ſeinen Liebling nicht ſein.

Unter Ludwig XII, der ihm den St. Michaelsorden verlieh, ihn zu ſeinem Obriſt-Kämmerer ernannte, ſtieg wo möglich des Grafen Anſehen noch höher. Im J. 1499 theilte er ſich mit Trivulzio und Aubigny in das Commando der zur Eroberung der Lombardei ausgeſendeten Armee. Schon im nächſten Jahr kam Ludwig Sforza aus Deutſchland zurück, in der Abſicht, ſein Herzogthum wieder zu gewinnen; Ligny behauptete ſich in Como, bis ein dreimal wiederholter Befehl Trivulzios ihn nöthigte, ſeinen Poſten zu verlaſſen und auf Mailand ſich zurückzuziehen. Die Bewegung wurde indeſſen bald unterdrückt, obwohl ſie über den größten Theil des Landes ſich ausgedehnt hatte. »Il faut entendre que quand le roi de France eût fait sa première conquête de la duché de Milan, il voulut récompenser ses bons serviteurs, en leur donnant terres et seigneuries audit duché; mêmement au seigneur de Ligny, Tortona, Voghera et quelques autres places, où ils s'étoient révoltés quand le seigneur Ludovic revint d'Allemagne, ce qui avoit fort fâché le seigneur de Ligny. Si se délibéra de les aller voir, et mena en sa compagnie le vertueux capitaine Loys d'Ars, son lieutenant, le bon chevalier sans peur et sans reproche, qui portoit son guidon alors, et plusieurs autres gentilshommes. Si vint jusqu'à Alexandrie, et faisoit courir le bruit, qu'il mettroit Tortone et Voghera à sac, combien qu'il n'en avoit nulle volonté, car il étoit de trop bonne nature. Quand ses sujets surent sa venue, et le bruit qui couroit de leur destruction, furent, et non sans cause, bien étonnés. Si eurent conseil ensemble qu'ils enverroient au-devant de leur seigneur, le plus humblement qu'ils pourroient, pour impétrer miséricorde, ce qu'ils firent: et jusques au nombre de vingt des plus apparens le vinrent trouver à deux milles de Voghera, pour lui

cuider faire la révérence, et eux excuser. Mais, combien qu'on les montrât au seigneur de Ligny et les connût assez, ne fit pas semblant de les voir, et tira outre jusques dedans la ville, au logis qui étoit pris pour lui.

»Les pauvres gens qui étoient allés an-devant, furent bien étonnés de si étrange recueil. Si se retirèrent en leur ville le plus doucement qu'ils purent, et cherchèrent moyen de parler au capitaine Loys d'Ars pour faire leur appointement envers le seigneur; ce qu'il promit à son possible faire, car jamais ne fut gentilhomme de meilleure nature. Si leur assigna jour à lendemain: cependant alla faire ses remontrances au seigneur de Ligny, le suppliant qu'en sa faveur il les voulût écouter, ce qui lui fut accordé. Et le lendemain, après le dîner, cinquante des plus apparens de la ville vinrent à son logis, et têtes nues, se jétèrent à genoux devant lui, en criant: *Miséricorde!* Puis commença à parler l'un d'entre eux, homme fort éloqnent,« und ſchloß die Rede mit den Worten: »Et en signe qu'ils veulent demeurer envers vous tels que je vous dis, vous font en toute humilité un petit présent selon leur puissance, qui est de trois cens marcs de vaisselle d'argent, lequel il vous plaira prendre, en démontrant que votre ire est cessée sur eux.«

»Alors se tut, et fit apparoître sur deux tables, bassins, tasses, gobelets et autre manière de vaisselle d'argent, que le seigneur de Ligny ne daigna regarder, mais en homme conrroucé, fièrement répondit: »»Comment, méchants, lâches et infâmes, êtes-vous si hardis d'entrer en ma présence, qui, comme faillis de coeur, sans cause ni moyen, vous êtes révoltés? Quelle foi désormais pourrai-je avoir en vous? Si on fût venu mettre le siége devant votre ville, icelle canonner et assaillir, c'eût été autre chose: mais ennemi ne s'est jamais montré, qui fait assez apparoître qne de votre propre volonté êtes retournés à l'usurpateur do cette duché. Si je faisois mon devoir, ne vous forois-je pendre et étrangler, comme traîtres et déloyaux, aux croisées de vos fenêtres? Allez, fuyez de devant moi; que jamais ne vous voie.«« En

disant lesquelles paroles, les pauvres citoyens étoient toujours à genoux.

»Alors le vaillant et prudent capitaine Loys d'Ars mit le bonnet hors de la tête, et, un genou en terre, dit: »»Monseigneur, pour l'honneur de Dieu et de sa passion, faites-moi cette grâce que à ma requête leur veuillez pardonner votre maltalent; car je leur ai promis, et jamais n'auroient fiance en moi si m'aviez refusé. J'espère, Monseigneur, que toute votre vie les trouverez bons et vrais sujets.«« Et les pauvres gens, sans attendre qu'on répliquât, commencèrent tous d'une voix à crier: *Monseigneur, il sera ainsi que dit le capitaine, au plaisir de Monseigneur.* Le bon seigneur de Ligny, ouïe leur clameur, mu de pitié, et quasi larmoyant, les fit lever, et leur déclara deux propos, l'un d'amitié et l'autre de rudesse, pour montrer qu'ils avoient grandement failli.

»Quand à l'un dit: »»Allez; pour l'amour du capitaine Loys d'Ars, qui tant m'a fait de services, que pour beaucoup plus grosse chose ne le voudrois refuser, je vous pardonne, et n'y retournez plus. Mais au regard de votre présent, je ne le daignerois prendre, car vous ne le valez pas.«« Si regarda autour de lui, et advisa le bon chevalier (Bayard), auquel il dit: »»Picquet, prenez toute cette vaisselle, je la vous donne pour votre cuisine.«« A quoi soudainement répondit: »»Monseigneur, du bien que me faites, très-humblement vous remercie; mais jà Dieu ne plaise que biens qui viennent de si méchantes gens que ceux-ci, entrent en ma maison: ils me porteroient malheur.«« Si prit pièce à pièce toute cette vaisselle, et à chacun qui étoit là en fit présent, sans que pour lui en retint la valeur d'un denier; qui fit ébahir toute la compagnie, car alors il n'eût su finer dix écus.

»Quand il eût tout donné, partit hors de la chambre; aussi firent les habitans. Si commença à dire le seigneur de Ligny à ceux qui étoient demeurés. »»Que voulez-vous dire, Messeigneurs? avez-vous vu le coeur de Picquet et sa libéralité? Ne lui fit pas Dieu grand tort, qu'il ne le fît roi de quelque puissant royaume? il eût acquis tout le monde à lui

par sa grâce. Croyez-moi que ce sera une fois un des plus parfaits hommes du monde.« Bref, toute la compagnie donna grande louange au bon chevalier. Quand le seigneur de Ligny eût un peu pensé pour ce jour, et considéré que ne lui étoit rien demeuré du présent qu'il lui avoit fait, le lendemain à son lever lui envoya une belle robe de velours cramoisi, doublée de satin brochée, un fort excellent coursier, et trois cents écus en une bourse, qui ne lui durèrent guères, car ses compagnons y eurent part comme lui.«

Ligny befand ſich in des Königs Gefolge, als dieſer am 26. Aug. 1502 der Stadt Genua einritt, bewarb ſich auch um das Commando der nach Apulien beſtimmten Armee, »et en pria le roi qui lui refusa tout à trac: en quoi lui fut fait grand tort, car à cause des alliances et maison de sa femme il étoit raison qu'il y allât; aussi que pour ce sujet il y pouvoit avoir de grandes intelligences, mais surtout qu'il étoit bon capitaine, brave, vaillant, jeune et très beau; dont il en conçut par tel refus un si grand dépit, qu'il en mourut de regret.« (Brantôme.) Zu Lyon von einer Krankheit befallen, deren Tödtlichkeit er alsbald erkannte, errichtete Ludwig am 12. Oct. 1503 ſein Teſtament, worin dem König die Herrſchaft Voghera und die Häuſer Vangilore und Caſino zugetheilt. Er ſtarb allgemein beklagt, in dem Alter von höchſtens 37 Jahren, den 31. Dec. 1503. K. Karl VIII hatte ihn während der ephemeren Occupation von Neapel mit Dianora de Guevara, der älteſten Tochter von Peter de Guevara, dem Marcheſe del Baſto, Grafen von Ariano und Apici, Groß-Seneſchalk von Neapel und von Iſotta Ginevra del Balzo, Fürſtin von Altamura, verheurathet, und beſaß er, theils in Gefolge dieſer Heurath, theils durch königliche Donation, die Herzogthümer Andria und Venoſa, das Fürſtenthum Altamura, die Grafſchaft Montepeloſo, Canoſa, Minervino, Bisceglia, daher er regelmäßig ſich betitelte: Fürſt von Athen, Herzog von Andria und Converſano, Graf von Venoſa und Altamura. Die kinderloſe Ehe wurde aber zeitig durch den Tod aufgelöſet. »Car quand le roi Charles VIII voulut retourner en France, amena avec lui le seigneur de Ligny,

dont bientôt après, ainsi que le bruit fut, la dame mourut de deuil.«

Des Connétable ältester Sohn, Johann, 22ter Graf von Soiſſons, Graf von Marle und Rouſſy, Marſchall von Burgund, Ritter des goldenen Vließes (1473), gerieth 1475 auf einem Streifzug in franzöſiſche Gefangenſchaft. »Audit temps au commencement de décembre, fut amené le comte de Roussi, qui prisonnier étoit dedans la grosse tour de Bourges, jusques au Plessis du Parc, autrement dit le Montils-lez-Tours, où le roi étoit. Et illec fut parlé à lui, et lui fit plusieurs grandes remonstrances des grandes folies, èsquelles par long-temps il étoit entremis, et comment il avoit abusé du roi durant ce qu'il avoit été et soi porté son ennemi, et fait plusieurs grands et énormes maux à ses villes, pays et sujets, comme maréchal de Bourgogne pour le duc. Et comment vilainement et honteusement il avoit été pris prisonnier par les gens de guerre du roi, qui pour lui étoient en armes audit pays de Bourgogne sous la charge de Mgr. le duc de Bourbonnois. Et par ledit de Roussi baillée sa foi au seigneur de Combronde, et comment il avoit accepté de mondit seigneur le duc vingt et deux mille écus d'or. Et lui fit le roi de grands peurs et effrois, dont ledit seigneur Roussi cuida avoir froide joye de sa peau: mais en conclusion le roi le mit à quarante mille écus de rançon, et lui fut par lui donné terme de les trouver et apporter devers le roi dedans deux mois après ensuivans, pour tous termes et délais, et que autrement et où il y auroit faute dedans ledit terme, qu'il fût assuré qu'il mourroit.« Johann fand den Tod in der Schlacht bei Murten, 22. Jun. 1476. Er war unverheurathet.

Peter II Graf von Saint-Pol, von Marle, Brienne, Converſano, 23ter Graf von Soiſſons, 21ter Vicomte von Meaux, Caſtellan von Lille, Herr von Enghien, Oiſy, Ham, Beaurevoir, Bohain, Condé in Brie, Bourbourg, Dünkirchen, Belle, Lucheu, Vendeuil, Chavignon, Bournival, Aere, la Baſſée, des Transports de Flandres, des Tonlieux de Bruges, hieß bei des Bruders Lebzeiten einzig Graf von Brienne. Von wegen ſeiner

Anhänglichkeit zu Burgund ist er niemals zum Genuß der in Frankreich belegenen Güter gekommen. Bei dem Aufruhr zu Gent, 1477, war er ungemein geschäftig: »il haïssoit le seigneur d'Humbercourt et le chancelier Hugonet, pource qu'ils livrèrent son père à Péronne entre les mains des serviteurs du roi.« Er sah auch die beiden Herren das Blutgerüst besteigen. Mit der Großmutter, der Herzogin Margaretha, und mit Adolf von Cleve-Ravenstein vertrat er Pathenstelle bei dem am 22. Juni 1478 gebornen Erzherzog Philipp. In dem feierlichen Aufgang zur Kirche, 28. Juni, hielt der von Cleve sich der Herzogin zur Rechten, zur Linken »haut et puissant seigneur monseigneur Pierre de Luxembourg comte de Saint-Pol, de Brienne et de Marle,« während sein Bruder Ludwig das Salzfaß trug. Der Graf von Saint-Pol verehrte dem Kindlein einen reichen Helm und eine goldene Lilie. Peter starb auf der Burg zu Enghien, 26. Oct. 1482. »Le vingt-sixième jour d'octobre, monseigneur Pierre de Luxembourg, comte de Saint-Pol, de Ligny, de Conversan, de Brienne, de Marle et de Soissons, trépassa de ce siècle, en la ville d'Enghien, et délaissa deux filles, l'une, nommée Marie, laquelle fut mariée au comte de Romont, et la maisnée, nommée Françoise, à messire Philippe de Clèves. Les solemnités des obséques dudit comte furent célébrées en l'église d'Enghien, aussi somptueusement que jamais furent faites pour comte de Saint-Pol; et fut ladite église où il repose, tendue de draps noirs, ayant quatre aunes de large, armoyés de ses armes, étoffés de fin argent, et du collier de la toison-d'or, dont il étoit chevalier; et étoient illec cierges ardens du poids de livre et demie en nombre de six cents, à demi pied près l'un de l'autre.

»*Item,* au milieu du choeur étoit la chapelle et la bière à quatre pans, de onze à douze pieds de haut; au-dessus étoient cinq cents cirons de une livre, et à quatre quartons les blasons du trépassé, et quatre chandeliers ayans chacun un cierge pesant dix livres.

»*Item* dessous la bière étoit une couche à crête de six à sept pieds de haut, couverte de velours noir, et une

croix blanche de velours; et traînoit à tous côtés quatre aunes; et dessus ledit drap un riche pale de velours cramoisi, à une croix blanche.

»Le jeudi vingt-huitième de novembre, se partirent du château d'Enghien, en habits de deuil embrochés, pour venir aux vigiles: Loys, monseigneur de Luxembourg, le seigneur de Fiennes, le seigneur de Renty, le seigneur de Beloeil, Loys Rollin, fils du bailli de Hainaut, Baudouin de Fontaines; et au devant d'iceux étoient dix-sept officiers, tous vêtus de cottes d'armes; et au-dessus d'iceux, soixante-douze que chevaliers, qu'écuyers ou gens d'office, tous vêtus de noir et chaperons de même.

»Et aux ailes du deuil, de cent à six-vingt hommes, vêtus de noir et embrochés, portans chacun un flambeau armoyé; autres gens des villages dudit seigneur, jusques au nombre de neuf cents, semblablement habillés, portoient chacun un flambeau.

»*Item,* Toison-d'Or mit sur la bière un très riche chapeau comtal; et pareillement un roi d'armes portoit et mit sur la bière la cotte d'armes dudit seigneur; et six autres hérauts et officiers, vêtus de cottes d'armes du trépassé, portoient chacun une bannière des six comtés dont il avoit le titre et seigneurie.

»*Item,* le deuil étoit accompagné de monseigneur l'évêque de Cambray, de messire Olivier de la Marche, représentant la personne du duc, dont il étoit premier maître d'hôtel, le comte de Romont, le seigneur de Ligne, le seigneur de Boussu, le seigneur de Goux, le bailli de Hainaut, le seigneur de Fontaine, Hugues de Melun, le seigneur d'Inchy et le seigneur de Condé.

»*Item,* trois messes furent chantées auxdites obséques, l'une du Saint-Esprit, par l'abbé de Cambron, l'autre de la vierge Marie par l'abbé de Marolles, et celle de *Requiem* par l'abbé de Cambray. Et quant le deuil fut disposé pour venir à la dernière messe, le seigneur de Lisuneau porta le pennon de mondit seigneur; Robert de Melun et le seigneur

de Vertain conduisirent un coursier houssé et paré des armes du trépassé; Hugues de Melun porta l'épée; le seigneur de Hames porta l'écu; le seigneur de Fontaine porta le heaume, timbre et armage; le seigneur de Boussu la bannière dudit seigneur. Toutes ces choses furent apportées en l'église et offertes, puis mises à l'entour de la bière. Le cheval pareillement fut offert, mais ne retourna pas vers la bière, car l'on avoit fait un huis propice au choeur de ladite église par lequel il passa outre.

»Loys monseigneur alla premier à l'offertoire, et le deuil en suivant comme dessus; puis fut fait un notable sermon à la louange de Dieu et du bon seigneur trépassé, où fut comprise sa généalogie; et furent distribués aux pauvres la somme de six cents francs, où furent onze mille personnes, desquelles trente-huit furent éteintes en la presse, dont la pitié fut durement ennuyeuse et lamentable.« Peter war in ſeiner Ehe mit Margaretha von Savoyen, des Herzogs Ludwig Tochter und Wittwe des Markgrafen von Montferat, Johann Paläologos, geſt. im Ghiſteler Hof zu Brügge, März 1483, ein Vater von drei Söhnen, welche den Kinderjahren nicht überlebten, und zwei Töchtern geworden.

Davon blieb die jüngere, Franzisca, Frau von Enghien, kinderlos, wiewohl ſie ſeit 1487 mit Philipp von Cleve in Ravenſtein verheurathet. Ihre ältere Schweſter, Maria, nahm, als ihres Oheims, des Grafen von Romont, Jacobs von Savoyen Wittwe, den zweiten Mann (8. Sept. 1487), den Grafen von Vendôme, Franz von Bourbon, als womit ſie zum Genuſſe der bis dahin ihr vorenthaltenen Güter in Frankreich gelangte. Denn wenn auch in dem Friedensvertrag von 1482 die vollſtändige Reſtauration des Hauſes Luxemburg bedungen, ſo hatten nichts deſto weniger die unrechtmäßigen Inhaber der Güter Vorwand und Mittel gefunden, die Vollſtreckung der bezüglichen Stipulation zu verzögern. Dem machte die zweite Heurath ein Ende. Durch königliches Edict, am 10. Febr. 1488 bei dem Parlament einregiſtrirt, wurde die Gräfin von Vendôme dem Beſitz aller von der Großmutter, wie auch von dem Conné-

able herrührenden Güter eingewieſen. Sie überlebte dem zweiten Herren und ſtarb zu la Fère, 1. April 1546, nachdem ſie zu Gunſten ihrer Kinder über Saint-Pol, Marle, Soiſſons, Converſano, die Vicomté Meaux, Enghien, Dünkirchen, Gravelines, Ham, la Roche, Beaurevoir, Bohain, Bourbourg, die Caſtellanei Lille ꝛc. verfügt hatte.

Männliche Nachkommenſchaft, die von Brieune genannte Linie, hinterließ einzig des Connétable dritter Sohn, Anton I, welchem die Grafſchaften Brienne und Rouſſy, die Baronien Rameru und Piney, die Vicomté Machaut, Pougy und Warneton, auch nach des Bruders Tod die Grafſchaft Ligny zugefallen ſind. Seinen Beziehungen zu dem Hof von Burgund entriſſen, ging er über in Karls VIII Dienſt, wie ihm denn am 12. Juni 1493 der mißliche Auftrag wurde, die Erzherzogin Margaretha in das Vaterhaus zurückzuliefern. Ludwigs XII Rath und Kammerherr, erhielt er am 19. Mai 1504 ein Reſtitutionsedict gleichen Inhalts, wie das früher ſeiner Nichte Maria bewilligte. Er wurde noch verſchiedentlich zu Geſandtſchaften verwendet und ſtarb 1515. Am 15. März 1472 hielt er Hochzeit mit Antoinette von Beaufremont Gräfin von Charny und Montfort, Frau auf Arnay-le-Duc, Pouilly und Mont-Saint-Jean, von welcher zwei Kinder. Claudius ſtarb unvermählt, Philiberte Gräfin von Charny wurde 1494 mit Johann von Chalons vermählt. Der Vater, Wittwer, ſchritt zur andern und zur dritten Ehe, mit Franziska von Croy-Chimay und mit Egidia von Coetivy. In der zweiten Ehe war geboren Karl I Graf von Brienne, Ligny und Rouſſy, Vicomte von Machaut, Baron von Rameru, Piney, Warneton, Ghiſtel, Pougy, Ivry, Garennes, Epinay, Beynes ꝛc. Hauptmann über 50 Lanzen, General-Lieutenant in dem Gouvernement der Picardie, dann, 1522, in jenem von Ile-de-France und Paris. Im Jahr 1519 hatte er ſeine Anſprüche zu dem Herzogthum Luxemburg an Robert von der Mark überlaſſen, ſie jedoch in kurzem gegen Abtretung der Herrſchaft Machaut wieder an ſich gebracht, zugleich die Wiederlöſe von Machaut zu dem Preis von 10,000 Livres ſich bedungen. Er ſtarb 1530, in dem Alter von beiläufig

42 Jahren, aus der Ehe mit Charlotte von Eſtouteville, der Erbin von Beynes, Maſſy, Marcilly, Ivry, die Söhne Anton II, Ludwig und Johann, dann mehre Töchter hinterlaſſend.

Eine Tochter, Franziſca, wurde 1535 dem Markgrafen Bernhard III von Baden und als deſſen Wittwe dem Grafen Adolf von Naſſau-Wiesbaden angetraut. Ihre Tochter zweiter Ehe hat Rouſſy in das Haus Manderſcheid getragen. Die Mutter ſtarb, zum anderumal Wittwe, zu Uſeldingen, ihrem Wittwenſitz, 27. Juni 1566. Johann von Luxemburg, Abt von Ivry in der Normandie, von la Rivour bei Troyes und Saint-Maur, Adminiſtrator, ſeit 1539, dann 1547 Biſchof zu Pamiers, wird als ein ausgezeichneter Redner geprieſen. Er ſtarb zu Avignon 1548. Ludwig Graf von Rouſſy, Baron von Saint-Martin d'Ablais und la Nouvelle, ſtarb 11. Mai 1571 kinderlos in der Ehe mit Antoinette von Amboiſe, Antons von la Rochefoucault-Barbezieux Wittwe. Ihre großen Güter, Ravel, Chaumont, Meillan, Sagonne, Linieres in Berry, Preuilly, mit ſeinen 24 Kirchſpielen die erſte Baronie der Landſchaft Touraine, Charenton u. ſ. w. hatte Ludwig meiſt verſchleudert. Anton II Graf von Brienne und Ligny, Baron von Rameru und Piney, Vicomte von Machaut, auf Ghiſtel, Tingry, Pougy, Montaingou, Warneton, Hauptmann über 50 Lanzen und Obriſt der Legionen von Champagne und Brie, unternahm es, von ſeinem Bruder Ludwig unterſtützt, das wenig haltbare Ligny gegen Kaiſer Karl V zu vertheidigen, 1544. Genöthigt zu capituliren, benahm er ſich in der Unterhandlung ſo unvorſichtig, daß die Kaiſerlichen Gelegenheit fanden, von der Feldſeite aus die Burg zu erſteigen, worauf die Beſatzung der Stadt das Gewehr ſtreckte. Die Anführer blieben bis zum Ende des Kriegs in Gefangenſchaft, Anton aber ſtarb in dem Alter von 44 Jahren zu Ligny, 18. Febr. 1557. Seit 1535 mit Margaretha von Savoyen-Tende, des Connétable von Montmoreney Schwägerin, vermählt, hinterließ er neben einer Tochter, die Söhne Johann, Franz und Anton. Dieſer, des St. Michaelordens Ritter, auf Piney, Morvilliers, Obſonville bei Nemours, Fair und Ramedes, ſtarb unverheurathet, während der Belagerung von la Rochelle, 1573.

Johann Graf von Brienne und Ligny, Baron von Saint-Martin d'Ablais, gerieth wegen der Erbtheilung mit ſeinen Brüdern zu Streit. In dem darauf erfolgten Vergleich, 23. Nov. 1572, wurde feſtgeſetzt, daß, gleichwie die Grafſchaft Ligny laut teſtamentariſcher Beſtimmung Ludwigs II vom J. 1503 ſtets nur dem männlichen Erben zuzufallen habe, künftig auch mit der Grafſchaft Brienne und der Baronie Piney geſchehen ſolle, ſo lange männliche Nachkommenſchaft, von den drei Contrahenten entſproſſen, vorhanden ſein würde, eine Beſtimmung, welche in demſelben Jahr die Beſtätigung des Parlaments erhielt. Johann, für Thron und Altar ſtreitend, diente namentlich bei der Belagerung von Sancerre, 1573, wozu er ſeine Compagnie von 50 Lanzen geführt hatte. Er ſtarb zu Brienne, 1. Juli 1576, in dem Alter von 39 Jahren. Ihm überlebten aus ſeiner Ehe mit Wilhelmine von der Mark-Sedan, Roberts IV Tochter, drei Kinder. Der Sohn, Karl II, 25ter Graf von Brienne und Ligny, Gouverneur von Stadt und Landſchaft Metz, Hauptmann über hundert Lanzen, focht für K. Heinrich III gegen die Ligue, gleichwie für ſeinen Schwager Epernon in der berühmten Stubenſchlacht zu Angoulême (Bd. 2 S. 414—420). Des nämlichen Schwagers Cavalerie befehligte er, nachdem dieſem die Hut von Blois anvertraut worden, April 1579. »Le comte de Brienne, par complaisance pour ces troupes peu disciplinées, et pour leur accorder plus de liberté, avoit pris son logement au château de Saint-Ouen (bei Amboiſe), assez loin de l'armée du roi. Aussi le duc de Mayenne trouva la majeure partie des soldats du comte répandus par les villages des environs. Les uns furent prisonniers, le reste abandonna ses chevaux et chercha à se sauver par la fuite. Le comte lui-même fut assiégé dans le château et forcé de se rendre, après avoir essuyé quelques volées de canon.« Vermöge der Capitulation ſollte er gegen den Herzog von Elbeuf, welchen Epernon zu Loches gefangen hielt, ausgewechſelt werden, was aber wegen deſſen Weigerung, den Gefangenen freizugeben, unterblieb. Brienne mußte lange Zeit zu Paris in der Gefangenſchaft ausharren, ein Umſtand, der nicht ohne Einfluß auf K. Heinrichs III

waltſames Ende. Die blutige That auszuführen hatte Jacob Clément übernommen. »Mais, pour autant que frère Jacques n'avoit aucune connoissance aux gens de guerre, et qu'il ne pourroit parvenir à Saint-Cloud ni passer sans passeport, s'advisa que le comte de Brienne y avoit bon crédit; pour cette cause, il va au Louvre, où ledit sieur étoit pour lors, gardant la chambre et empêché de sortir pour quelques petits empêchements que chacun sait, où étant, parla au chapelain dudit comte, et lui déclara comme ayant affaire vers le roi, il venoit pour avoir un passeport de monsieur. Là se trouve le secrétaire dudit sieur, qui lui dit qu'à grande peine en pourroit-il avoir. Le chapelain dit que, puisque c'étoit un religieux, que monsieur ne lui refuseroit et n'en feroit difficulté, et le pria d'en écrire un tout prêt, ce qu'il fit. Or, ainsi qu'ils devisoient par ensemble, le secrétaire dit: »»J'ai vu que j'aimois bien les moines, mais maintenant je ne les aime guères, car les moines ont été cause de notre malheur, parce qu'il vint à Saint-Ouen trois cordeliers demander l'aumône à monsieur le comte, qui leur donna trois écus, et allèrent advertir l'ennemi de nos affaires, et fûmes chargés incontinent.«« Frère Jacques lui répondit: »»Il peut être que ce ne fut pas les religieux, et qu'il y en avoit d'autres qui vous pouvoient découvrir. — Je ne sais, dit le secrétaire; on nous à dit aussi qu'il y avoit un religieux jacobin qui avoit délibéré de tuer le roi.«« Frère Jacques, sans s'effrayer ou changer de couleur, leur répondit: »»Il peut bien être.«« Sur ces termes, le passeport s'achève, et vint à monsieur le comte qui achevoit de dîner et mangeoit du fruit, qui sans difficulté, après avoir parlé quelque temps avec le religieux, et donné aussi quelque parole de créance et une lettre, signa ledit passeport, lui fit prendre du vin, et ainsi prit congé frère Jacques.« Von K. Heinrich IV erhielt Brienne den Orden des Heiligen Geiſtes 1597, dagegen blieb ohne Wirkung die Erhebung der Grafſchaft Brienne zu einem Herzogthum, indem das Parlament ſich weigerte, das königliche Patent einzuregiſtriren. Karl war ohne Kinder in ſeiner Ehe mit Anna von Rogaret,

des Herzogs von Epernon Schweſter, verm. 20. Febr. 1583, und es gelangten durch ſein Abſterben, 23. Nov. 1605, die Fideicommißgüter, Brienne, Ligny u. ſ. w., an ſeines Vaters Bruder, den Herzog von Piney.

Franz von Luxemburg, Herzog von Piney, Fürſt von Tingry, Graf von Rouſſy, Ligny, Brienne und Rosnay, Vicomte von Avranche, Argentan, Jemes und Saint-Silvain in der Normandie, Baron von Pougy, Ponthierry, Beudenvre, Rameru, la Fauche, Saint-Martin d'Ablais, Bohain, Hncliers und Hedineur, auf Brincourt, Oudincourt, Vieurville ꝛc., Ritter der königlichen Orden, Geheim- und Staatsrath, Hauptmann über 100 Lanzen, war dem geiſtlichen Stande beſtimmt und mit den Abteien l'Isle und Haute-Fontaine bei Vitry ausgeſtattet, als er, in Betracht, daß ſein Neffe unverheurathet, er ſelbſt noch keine Weihen empfangen hatte, ſeinen Pfründen reſignirte, um ſich am 13. Nov. 1576 mit Diana von Lothringen, des Herzogs Claudins von Aumale Tochter, zu vermählen. Kurz vorher, Sept. 1576, war ſeine Baronie Piney, einſchließlich Rameru, zu einem Herzogthum erhoben worden. Im J. 1586 wurde er nach Rom geſendet, dem neuerwählten Papſt Sixtus V Glück zu wünſchen und ihn, wo möglich, der Ligue zu entfremden. Mit ungewöhnlichen Ehrenbezeigungen empfangen, ſcheint er gleichwohl mit allgemeinen Verheißungen abgefertigt worden zu ſein. Nichts deſto weniger hat er ſich mit dieſer Sendung die Erhebung ſeiner Baronie Tingry zu einem Fürſtenthum verdient.

Unter den Großen einer von den erſten, den König Heinrich IV anzuerkennen, wurde er zum andernmal 1589 nach Rom abgeſchickt, um die Gründe, durch welche der Adel zu dieſer Anerkennung bewogen, dem Papſt vorzutragen. Viel hat er diesmal ebenfalls nicht ausgerichtet, und wenn auch von dem an die Subſidien für die Ligue ausblieben, ſo wird das hauptſächlich dem öconomiſchen Syſtem des Papſtes zuzuſchreiben ſein. Bei der Krönung Heinrichs IV, zu Chartres, Febr. 1594, ſtellte Franz den Grafen von Toulouſe vor. Vier Jahre ſpäter ging er abermals nach Rom, dem Papſt Clemens VIII in des Königs von Frank-

reich Namen die Obedienz zu leiſten. Im J. 1599 trat er in die zweite Ehe mit Margaretha von Lothringen, des Herzogs Nicolaus von Mercoeur Tochter, verwittwete Herzogin von Joyeuſe, und K. Heinrichs III Schwägerin. Sie ſtarb kinderlos, 20. Sept. 1625, zwölf Jahre nach ihrem zweiten Herren, der in ſeinem Schloß zu Pougy, 30. Sept. 1613, verſchied, reich an Jahren, Würden und Gütern.

In ſeiner erſten Ehe hatte der Herzog von Piney, neben fünf Töchtern, den Sohn Heinrich gewonnen. Geboren 11. Oct. 1582, waren dieſem zu Pathen gegeben K. Heinrich III und die Königin Mutter, Katharina von Medici, vertreten durch den Grafen von Chaligny, Heinrich von Lothringen und die Herzogin von Guiſe. »Le dimanche 27. de Janvier 1585 sur les quatre heures après midi, Henri de Luxembourg, fils de haut et puissant prince monseigneur François de Luxembourg, premier duc de Piney, pair de France, chevalier des deux ordres du roi Henri III de ce nom, conseiller de Sa Majesté en ses conseils privé et d'état, mari de très-illustre princesse madame Diane de Lorraine, fille de feu très-illustre et très-vaillant prince monseigneur Claude de Lorraine, duc d'Aumale, fut baptizé en l'église paroissiale de Pougy, au diocèse de Troyes, étant lors âgé de deux ans trois mois seize jours, en la forme requise et accoûtumée entre les grands, et spécialement ceux, que les rois tiennent sur les fonds. L'on alla prendre le petit enfant au château de Pougy, en un grand lit d'honneur, auquel on montoit par trois petits degrés, couverts tout à l'entour de grands tapis de Turquie, de tapis de velours et de drap d'or. Et sur ledit lit y avoit une fort belle et riche couverture d'hermines blanches mouchetées. Du dessous de cette couverture fut pris et levé le petit prince par deux grandes et vertueuses dames, mesdames de Praslin et de la Chaussée, qui le baillèrent à très-honnête, illustre et vertueuse dame, madame de Dinteville, laquelle le mit par l'avis et prière de toute la compagnie, ès mains de puissant seigneur, monsieur Joachim de Dinteville, son mari, chevalier des deux ordres du roi, conseiller de Sa Majesté et son lieutenant-

général au gouvernement de Champagne et Brie, pour le porter à l'église.

»Devant icelui seigneur marchoient en premier rang plusieurs gentilshommes du pays, portans trois gros flambeaux de cire blanche. Après lesquels venoit le seigneur de la Chaussée, portant le grand cierge blanc du baptême. Puis le sieur de Cheley portant le chresmeau. Le sieur de Belan la salière. Le sieur de Saint-Amand l'aiguière. Le sieur du Châtel le bassin. Le sieur de Listenois le jeune la serviette. En cet ordre, et étant tous lesdits seigneurs fort richement vêtus, fut porté ledit petit prince jusques à l'église. Monseigneur Henri de Lorraine comte de Chaligny, frère de la reine regnante, le suivoit pour en être parrain: et très-illustre princesse madame Catherine de Clèves duchesse de Guise pour en être la marraine, au nom dudit roi Henri III de ce nom, et de sa très-honorée dame et mère, la reine Catherine de Medici, étans là envoyés expressément par leurs majestés, qui n'y purent venir en personne, encore qu'ils l'eussent promis, et fait, pour y être, retarder ledit baptême deux ans trois mois; au bout desquels ils avoient commis en leurs places mondit seigneur de Chaligny et madame de Guise. Haut et très-puissant prince monseigneur Henri de Lorraine, duc de Guise, pair et grand-maître de France, gouverneur des provinces de Champagne et Brie, étoit au plus près desdits parrain et marraine. Puis suivoient plusieurs grands seigneurs, dames et damoiselles du pays. Et en cet ordre fut le petit prince apporté jusques à la porte de l'église, où réverend père en Dieu messire Claude de Baufremont, évêque de Troyes, revêtu de ses ornements pontificaux, assisté des abbés de La Rivour et Basse-fontaine, de son official et des chanoines dudit Pougy, tous revêtus de chapes de soie, le reçut; fit une fort docte et sainte exhortation sur le baptême, entendit le nom de Henri donné et imposé par lesdits parrain et marraine; puis fit les saintes prières, exorcismes et cérémonies sur l'enfant, jusques à ce qu'il fallut aller aux saints fonds. Auxquels mondit sieur de

Dinteville continua le porter toujours entre ses bras. Lesdits fonds étoient artificiellement préparés devant le grand autel de ladite église, et y avoit trois petits dégrés tout à l'entour, couverts de tapis de Turquie, tapis de velours et de drap d'or. Là le petit prince reçut le saint lavement, et les saintes onctions de la main dudit sieur évêque. Puis, l'exhortation faite par lui-même audit seigneur parrain et à ladite dame marraine, fut reporté par ledit sieur de Dinteville audit château de Pougy, avec la même conduite, honneur et révérence, qu'il y avoit été apporté. Dequoi tous les assistans de cette tant grande, belle et honorable compagnie se réjouissoient, louans dieu du baptême heureux de ce si gentil petit prince, qu'ils jugeoient tous devoir être quelque jour un très-grand personnage, et comme un protecteur assuré de toute la patrie, descendant par une longue entresuite et révolution d'années, tant du côté paternel que maternel, de plusieurs rois, empereurs, ducs et autres potentats d'Allemagne, France, Hongrie, Bohème, Sicile, Bourgogne, Luxembourg, Lorraine et Flandre: à l'exemple desquels, et particulièrement de monseigneur son père, il ne pouvoit faillir d'être amateur de la vertu, et observateur des saintes loix divines et humaines, sous l'obéissance et conduite desquelles il aspireroit toujours à grandes choses. Dieu par sa sainte grâce lui en donne perpétuellement la volonté, et le fasse par sa sainte bénédiction croître et multiplier sur terre, lui donnant le coeur et piété invincible de ses grands bisayeux, Sigismond, Charles et Henri, jadis empereurs très-vertueux et très-puissants, et une longne lignée, qui par prouesse et magnanimité les ensuive. Ainsi soit-il.

»Au surplus monseigneur son père fit un grand et solennel festin à toute cette assemblée, le soir du baptême: auquel mondit seigneur et madite dame, parrain et marraine, furent servis de toutes les plus exquises viandes et vins que l'on avoit pu faire venir de tous les côtés de la France et Flandre. Et furent lesdits seigneur et dame servis à la royale, n'étant qu'eux deux seuls à une grande table, qui leur

étoit préparée expressément, avec chacun leurs maîtres d'hôtel, écuyers, échansons, et autres officiers; tout ainsi que si le roi et la reine y eussent été en personne. Monseigneur de Guise tenoit une autre grande table pour lui, les princes, et autres grands seigneurs et dames, qui furent tous servis de pareilles viandes que celles de la table susdite. Comme aussi deux autres tables pour les gentilshommes et damoiselles, le tout avec fort bon ordre, bons visages, bonnes chères de tous côtés: et après souper force musique, un grand bal, une comédie, et toute autre sorte d'ébattements et recréations honnêtes, qui durèrent l'espace de trois jours.« Der Täufling, zum Mann gereift, wurde des Herzogs von Mayenne Begleiter in der Gesandtschaftsreise nach Spanien 1612, und dort von K. Philipp III mit hoher Auszeichnung behandelt. Heinrich Herzog von Luxemburg und Piney, Fürst von Tingry, Graf von Brienne, Roussy, Rosnay und Ligny, Souverain von Aigremont, Baron von Bendeuvre und Ramern, Hauptmann über 100 Lanzen, starb zu Jargeau, 23. Mai 1616, der letzte Mann des Kaiserhauses, und wurde zu Ligny beigesetzt. Im Sept. 1597 hatte er, kaum 15 Jahre alt, sich laut Eheberedung vom 19. Junius 1597 mit Magdalena von Montmorency, Tochter Wilhelms von Montmorency-Thoré und Frau auf Montbéron, Thorey en Tonnerois, Gandelus, la Prune-au-Pot, Dangu, Macy, Savoisy, Réelle, Montigny, Wimes, Hachet-le-Grand, Lieucourt und Bellencourt in Artois, gest. im Dec. 1615, vermählt. Aus dieser Ehe kamen zwei Töchter, Margaretha Charlotte und Maria Liese. Diese, Fürstin von Tingry und mit Heinrich I von Levis Herzog von Ventadour vermählt, trennte sich von ihm mit dessen Einwilligung, indem die Ehe kinderlos, um sich in dem von ihr gestifteten Karmelitenkloster zu Chambéry zu verschließen. In dessen Kirche legte sie am 22. Sept. 1641 die Gelübde ab, und daselbst starb sie den 18. Januar 1660, nach dreißig der Andacht geweihten Jahren. Ihre ältere Schwester, Margaretha Charlotte Herzogin von Piney, Gräfin von Ligny, auf Dangu ꝛc. starb zu Ligny, im Nov. 1680, in dem Alter von 72 Jahren. Verm. laut Eheberedung vom 6. Januar 1620 mit Leo von Albert, des Conné-

table von Luynes Bruder, Wittwe 25. Nov. 1630, war sie die zweite Ehe eingegangen mit Karl Heinrich von Clermont-Tonnerre, gest. 8. Jul. 1674. Die Tochter dieser zweiten Ehe, Magdalena Charlotte Bonna Teresa von Clermont genannt von Luxemburg, Herzogin von Piney, Fürstin von Tingry, Gräfin von Ligny, auf Dangu ꝛc. wurde in der Ehe mit Franz Heinrich von Montmorency-Bouteville, dem nachmaligen Marschall von Luxemburg, die Ahnfrau des neuern Hauses Luxemburg (Abth. III Bd. 4 S. 792).

Noch ist von zwei Brüdern des Connétable von Saint-Pol, von Theobald und Jacob von Luxemburg zu sprechen. Dieser, »messire Jacques de Luxembourg seigneur de Richebourg,« verrichtete Wunder von Tapferkeit in dem Treffen bei Gavre, 1453 den Gentern geliefert. Am 22. März 1465 ward er zu London Zeuge der Krönung seiner Nichte, der Gemahlin König Eduards IV. »Le roi envoya requérir au comte de Charolois, qu'il lui voulût faire cet honneur, qu'il lui envoyât aucuns seigneurs des amis d'elle et de son sang, afin qu'on ne pensât pas qu'elle ne fût de noble lieu et de noble sang; lequel comte y envoya Jacques de Saint-Pol, frère du comte de Saint-Pol et oncle à icelle reine, accompagné de chevaliers et nobles hommes jusques au nombre de cent chevaux ou environ, et donna audit Jacques six cents couronnes, et à chacun chevalier ou gentilhomme cent couronnes pour eux festoyer honorablement en Angleterre. Et fut honorablement reçu en Angleterre, et lui fit le roi grande chère et à eux tous; et firent des joûtes et ébattements plusieurs, car icelui Jacques avoit en sa compagnie de nobles hommes, pour faire tous ébattements, fussent armes, joûtes, tournois, courir aux barres, jouer à la palme et tous autres déduits. Après que le roi l'eût festoyé moult grandement, et tant qu'on ne pourroit plus, il retourna devers le comte de Charolois.«

In seinem Unwillen über die Croy verschenkte der Graf von Charolais das ihnen entrissene Lannoy an Jacob von Luxemburg, wogegen dieser bei Montlhéry einer der vordersten im Streit. Verrath und der Bürger von Arras Uebermuth überlieferten ihn

franzöſiſcher Gefangenſchaft. »Lors le roi cuida retirer son armée: et espéroit gagner le duc de Bourgogne à cette trève, vue la nécessité en quoi il étoit: mais une femme, que je connois bien, mais je ne la nommerai point, pource qu'elle est encore vivante, écrivit une lettre au roi, qu'il fît tourner ses gens devant Arras et les environs: le roi y ajoûta foi: car elle étoit femme d'état. Je ne loue point son oeuvre: pource qu'elle n'y étoit point tenue: mais le roi y envoya monseigneur l'admiral bastard de Bourbon, accompagné de bon nombre de gens: lesquels brûlèrent grande quantité de leurs villes, commençans vers Abbeville jusques à Arras. Ceux de ladite ville d'Arras, qui de longtemps n'avoient eu nulle adversité, et étoient pleins de grand orgueil, contraignirent les gens de guerre, qui étoient en leur ville de saillir: le nombre n'étoit pas suffisant pour les gens du roi: en façon qu'ils furent remis de si près, que largement en y eut de tués, et de pris, et même tous leurs chefs: qui furent messire Jacques de Saint-Pol, frère du connétable, le seigneur de Contay, le seigneur de Carency et autres: dont il s'en trouva des plus prochains de la dame, qui avoit été occasion de cet exploit: et y eut ladite dame grande perte: mais le roi en faveur d'elle répara le tout par le temps.« Jacob wurde dem König Ludwig XI vorgeführt und befragt, vorzüglich in Bezug auf Saint-Quentin, ſo er in des Herzogs von Burgund Auftrag zu dreimalen hatte occupiren ſollen. »Ledit seigneur lui demanda, combien il avoit de gens pour y entrer: il répondit que la troisième fois il avoit trois mille hommes. Ledit seigneur lui demanda aussi, s'il se fût trouvé le plus fort, s'il eût tenu pour le roi, ou pour le connétable. Ledit messire Jacques de Saint-Pol répondit que les deux premiers voyages il ne venoit que pour réconforter son frère: mais que la troisième, vu que ledit connétable avoit trompé son maître et lui par deux fois, que s'il se fût trouvé le plus fort, il eût gardé la place pour son maître, sans faire violence audit connétable, ni à rien qui eût été à son préjudice, sinon qu'il n'en fût point sailli à son commandement. Depuis et peu de temps

après, le roi délivra de prison ledit messire Jacques de Saint-Pol, et lui donna des gens-d'armes en bel et grand état, et s'en servit jusques à la mort. Et ses réponses en furent cause.« Der König, der Thaten eingedenk, so Jacob bei Eroberung der untern Normandie, im Treffen bei Formigny 1450 verrichtet hatte, gab ihm eine Compagnie Lanzen mit einer starken Besoldung, schenkte ihm auch, 30. Jul. 1481, Nogent-le-Rotrou, Alluye, Pierrecoupe, Montmirail, Authon und la Bazoche-Gruet. Das Alles hat man aber an dem burgundischen Hofe sehr übel vermerkt, und heißt es in den Registern des Vließordens, gelegentlich des zu Herzogenbusch am 5—8. Mai 1481 abgehaltenen Capitels: »Messire Jacques de Luxembourg, seigneur de Ricebourg, combien qu'il fût pris en exploit de guerre honorablement, et pour la querelle et défense de feu de très-noble mémoire monseigneur le duc Charles, jadis duc de Bourgogne et de Brabant, comme chef et souverain du noble ordre de la Toison-d'or, dernier défunt, néanmoins depuis sa liberté de prison lui, qui étoit et est sujet naturel de très-haut, très-excellent, très-puissant prince monseigneur Maximilian, archiduc d'Autriche et de Bourgogne, et de madame la duchesse sa compagne, chef et souverain du dit ordre, et lui, chevalier, frère et compagnon d'icelui, à cause de ce grandement obligé et astreint par étroit serment audit ordre, n'a pas seulement fait serment audit roi de France, adversaire de mondit seigneur et madame, mais a délaissé de porter le collier d'icelui ordre de la Toison-d'or; et sans rendre et renvoyer ledit collier, a reçu et porté publiquement l'ordre dudit roi de France, s'est montré en armes avec les ennemis de mondit seigneur, en exploits de guerre, et a reçu, par don et autorité d'icelui, et appréhendé à son profit villes, places, terres et seigneuries appartenans à mesdits seigneur et dame, et à leurs féaux vassaux et sujets, ce que faire ne pouvoit selon lesdits serments par lui faits audit ordre, par quoi il a été jugé hors d'icelui ordre, et déclaré inhabile pour jamais plus le porter. Fait comme dessus.« Den Orden hatte Jacob im Jahre 1468 erhalten, und wurden zugleich mit

ihm in derſelben Weiſe mehre andere abtrünnige Ritter beſtraft. Er ſtarb den 20. Aug. 1487, ſeine Wittwe, Eliſabeth von Roubaix, die Erbin der gleichnamigen Herrſchaft in Flandern, im J. 1502. Sie hatte nur Töchter geboren, welche Richebourg und Roubaix in die Häuſer Werchin und Melun trugen. Der angebliche Sohn Johann Jacob von Luxemburg kann nur ein Baſtard ſein, und würde ich ſeiner nicht erwähnen, wenn nicht mehre ſeiner Nachkommen ſich des Grafentitels von Mors angemaßt hätten.

Theobald von Luxemburg, der Stifter der Linie in Fiennes, wurde bei der Brudertheilung mit den Herrſchaften Fiennes, Armentieres und Erquinghem abgefunden. Verm. 1. Juni 1441 mit der Erbin von Sotteghem, Philippine von Melun, trat er nach ihrem Ableben in den Ciſterzienſerorden, wie denn Jac. du Clercq erzählt: »En celui an 1456, environ le mois de mai, Thiébaut de Luxembourg, chevalier, seigneur de Fiennes, frère germain au comte de Saint-Pol, s'en alla rendre moine de Cisteaux, en l'abbaye de Cisteaux, lequel Thiébaut étoit de l'âge de 36 ans, très beau chevalier, et avoit été marié à la fille du seigneur d'Anthoing, de laquelle il avoit à celui jour plusieurs enfants et étoit sa femme morte; et disoit-on que dès son enfance avoit eu volonté d'entrer en religion et servir Dieu. Toutefois, jusques au jour qu'il se rendit, avoit été moult mondain, vaillant chevalier et gentilhomme; mais il n'eut guère été en religion qu'il ne fut abbé d'Igny, près Dormans, et puis eut d'autres abbayes (Orcamp namentlich), et tant fit qu'il fût évêque du Mans, et puis alla en cour de Rome, afin d'avoir plus d'honneurs et de bénéfices.« Ueberhaupt ſcheint der Chroniſt dem Biſchof nicht gar hold geweſen zu ſein. Im J. 1465 kam dieſer nach den Niederlanden, als Oberhaupt einer franzöſiſchen Geſandtſchaft, und es ſchreibt du Clercq: »lequel évêque, comme dit est ci-dessus, s'étoit rendu moine en l'abbaye de Cisteaux, et avoit laissé grandes terres et seigneuries, et cuidoit-on que ce fut par grande dévotion; mais tantôt qu'il fût moine, il ne cessa tant qu'il fût abbé d'Igny, et d'abbé d'Igny évêque du Mans, et sur toutes choses

aimoit deniers, comme on disoit; et disoit-on que ledit évêque y besogna peu ou néant.« Thcobald, Cardinal durch Creation von Sixtus IV, ſtarb 1. Sept. 1477 und wurde in ſeiner Domkirche begraben. Ihm überlebten 9 Kinder, darunter 5 Söhne.

Der jüngſte Sohn, Franz ſtiftete die Linie der Vicomtes von Martigues, von der unten. Philipp, Biſchof von Mans und Térouanne, Domdechant zu Tournay, Abt zu Saint-Vincent binnen Mans und zu Saint-Martin in Séez, wurde im J. 1495 zum Cardinal-Prieſter, tit. S. Marcello e Pietro, und ſpäter zum Cardinal-Biſchof von Albano ernannt. Im J. 1498 erſcheint er als Legat a latere und einer der Richter für die Eheſcheidungs-Angelegenheit Ludwigs XII. Im J. 1512 vertauſchte er das Bisthum Térouanne gegen jenes von Arras. Er ſtarb, 71 Jahre alt, 22. Jun. 1519 und wurde in der Domkirche zu Mans beigeſetzt. Lange erhielt ſich das Gedächtniß ſeiner Güte und Mildthätigkeit: durch ſein Teſtament hat er die Mittel zu der Errichtung des Collége du Mans zu Paris gegeben, gleichwie er das Schloß Ivry-l'Evêque, eine Stunde von Mans, erbaute. Sein älteſter Bruder, Jacob I, Herr von Fiennes, Sotteghem und Gavre, Gouverneur von Douay, Rath und Kammerherr des Erzherzogs Maximilian, des Vließordens Ritter 1478, focht bei Guinegate 1479 und ſtarb 1487. Maria von Berlaymont, Frau auf Ville, Hamalde, Cantaing, Pommereul, Hauterange und Baſiers, hatte ihm acht Kinder geſchenkt. Der jüngſte Sohn, Franz, erhielt auf Abdankung ſeines Oheims Philipp das Bisthum Mans, dem er doch nur 2 Jahre 8 Monate vorſtehen ſollte. Er ſtarb 8. Sept. 1509. Johann Herr von Ville, des Erzherzogs Philipp Obriſtkämmerer, auch Ritter des Vließordens, war mit Iſabella von Cuilenburg, Frau auf Borſelen und Hoogſtraten verheurathet, ſtarb aber ohne Nachkommenſchaft 21. Sept. 1508. Seine Wittwe heurathete den Anton von Lalaing. Der älteſte Sohn, Jacob II, auf Fiennes, Armentieres, Gavre, Cantaing und Sotteghem, Pair von Hennegau und Artois, der Erzherzoge Maximilian und Philipp Rath und Kämmerer, Ritter des goldenen Vließes im J. 1491, freite ſich eine reiche Erbin. Margaretha von Bruges, Frau auf Auxy, Flavy und Fontaines,

war die Tochter Ludwigs von Bruges und der Maria von Aury. Dieſe beſaß, als des Hauſes Aury letzte Tochter, deſſen ſämtliche Güter, Aury, Gennes, Montorgeuil, Dompierre, Eſtouyes ꝛc. und hatte noch dazu den Reichthum ihrer Mutter, Johanna von Flavy, die ebenfalls eine Erbtochter, und namentlich die Herrſchaften Flavy, Baſentin, Averdoing und Maiſerolles geerbt. Von ihren vier Kindern kommen nur Jacob III und Franzisca in Betracht.

Jacob III, Baron von Fiennes, Armentieres, Gavre, Aury-le-Château und ſur-Eau, auf Averdoing, in der Grafſchaft Saint-Pol, Maiſerolles, Fontaine-ſur-Somme, Flavy, Sotteghem, Arquenghien, wurde auf des Grafen Engelbert II von Naſſau Ableben Statthalter und General-Capitain in Flandern, ferner Kaiſer Karls V Kammerherr und Ritter des goldnen Vließes 1519, in demſelben Jahr, daß ſeine Baronie Gavre zu einer Grafſchaft erhoben wurde. Die mächtige Stadt Tournay mußte ſich durch Capitulation vom 30. Nov. 1521 an ihn ergeben. Kinderlos in der Ehe mit Helena von Croy, iſt er im J. 1530 mit Tod abgegangen, daher ſeine Schweſter Franzisca die Erbin aller ſeiner Beſitzungen wurde. Verm. 1516 mit dem Grafen Johann IV von Egmond, Wittwe 19. April 1528, ſtarb ſie den 1. Nov. 1557.

Theobalds von Luxemburg-Fiennes fünfter Sohn, Franz, erhielt durch ſeines Vetters, Karls IV von Anjou, des Grafen von Maine und Titularkönigs von Neapel, Teſtament vom 10. Dec. 1481 die wichtige Vicomté Martigues, ſamt Penes und Châteauneuf in der Provence. Im J. 1488 ging er mit Robert Gaguin, dem General der Mathuriner, als Geſandter nach England. Im J. 1491 mit ausgedehnten Vollmachten zum Groß-Seneſchalk und Gouverneur der Provence ernannt, gerieth er darüber in arge Weitläuftigkeiten mit Aimar von Poitiers-Saint-Valier. Im J. 1495 folgte er dem König Karl VIII in den Zug nach Neapel. Bei den Feierlichkeiten in Genf gelegentlich des Empfangs der jugendlichen Gemahlin des Herzogs Philibert von Savoyen, der Erzherzogin Margaretha, veranſtaltet, legte der Vicomte von Martigues hohe Ehre ein durch ſeine Meiſter-

ſchaft in ritterlichen Uebungen, Dec. 1501. »Le dimanche ensuivant se firent grosses joûtes de six, qui reçurent tous venants. Le premier fut le bastard de Savoye, puis François de Luxembourg, le seigneur de Cheveron, le grand-écuyer, le seigneur de Valençon et le maître-d'hôtel Cardon. Il y avoit un grand château, touré de quatre tours, une grande porte au milieu, où s'ouvroit la tête d'un lion, qui ouvroit la gueule si grande, que les joûteurs passèrent à cheval pour venir sur les rangs. Assez près étoit le jardin d'Autriche, où il y avoit un haut arbre, au bout duquel étoit une belle marguerite, et plusieurs petites marguerites à l'entour. Au premier jour des joûtes partirent de la plus haute tour six dragons, jetant feu l'un après l'autre, portant chacun les armes des six joûteurs, et rentroient les dragons en la marguerite de l'arbre. Le premier venant sur les rangs fut le bastard de Savoye contre le seigneur de Siboix, et étoient les chevaux des six joûteurs houssés des armes de Savoye, et le lendemain des armes de madame; et convenoit que chacun d'iceux, tant défendeurs que joûteurs, fissent dix courses; et celui qui moins rompoit de lances que son compagnon, étoit tenu donner à l'autre autant de verges d'or que le nombre en étoit. Il y eut de bons joûteurs d'une part et d'autre, souverainement François de Luxembourg vicomte de Martigues, qui fut servi de Frédéric bastard de Melun; et ledit François monseigneur renvoyoit ses gens dormir au bout des lices« (Molinet).

Des Vicomte von Martigues Gemahlin Eleonore, einzige Tochter von Janus von Savoyen Graf von Genf und von Helena von Luxemburg (S. 672), Wittwe von Jacob Ludwig von Savoyen Marquis von Gex, hatte in die zweite Ehe getragen das Marquiſat Baugé in der Breſſe, wozu 25 große Kirchſpiele, 80 Dörfer und mehr als 30 Lehen gehörten, dann die in Savoyen oder der Wadt belegenen Herrſchaften Evian, Feſterne, Montay, Vevay, Blonay und la Tour-du-Peil. Sie ſtarb in hohem Alter, 1. Mai 1530, und wurde zu Annecy in der Kirche des Dominicanerkloſters beigeſetzt. Von ihren zwei Söhnen war der jüngere, Gabriel, Rhodiſerritter. Der ältere, Franz II

Vicomte von Martigues verzog nach der Bretagne, wo er durch seine Heurath mit Charlotte von Broſſe genannt Penthièvre ausgedehnte Beſitzungen, Penthièvre, die Vicomté Bridiere, Sainte-Severe, l'Aigle, Bouſſac, les Eſſarts, Pallnau, Chantoceaux, Huriel, la Perouſe, Flieſt, Châtelacher, le Bourg-Archembaut an ſich gebracht hatte. Er wurde ein Vater von drei Kindern. Der ältere Sohn, Karl III, einer der Vertheidiger von Metz 1552 und von Hesdin 1553, wurde zu Hesdin durch einen Büchſenſchuß verwundet. Nach der Einnahme des Schloſſes ließ der Prinz von Piemont ihn, der ſorgfältigern Pflege halber, nach ſeinem eigenen Quartier bringen, »ou il ne fut guères qu'il ne mourut, et fut fort regretté pour sa valeur et générosité.« Er ebenfalls hatte eine überreiche Frau heimgeführt, Claudia von Foix, Gräfin von Comminges, Beaufort und Rhetel, Vicomteſſe von Lautrec, Villemur und Frouſac, auf l'Eſparre, Caſtillon, Coutras, Leſcun, Orval, Raucourt ꝛc., Guidos XVII von Laval Wittwe. Sie ſtarb im Wochenbett 1553, und überlebte ihr nur kurze Zeit ein einziges Kind, Heinrich von Luxemburg.

Karls III jüngerer Bruder Sebaſtian, Herzog von Penthièvre, Vicomte von Martigues, hieß in ſeinen frühern Jahren der Marquis von Baugé oder auch le Chevalier sans peur. Einer der Vertheidiger von Metz, wurde er im J. 1553 beordert, ſich in das belagerte Térouanne zu werfen. An der Spitze von 300 Mann brach er ſich Bahn durch der Kaiſerlichen dicht geſchloſſene, hartnäckig vertheidigte Linie, daß er die Breſche zu überſteigen vermochte. Nichtsdeſtoweniger wurde die Stadt mit Sturm genommen den 20. Junius 1553, und Sebaſtian gerieth in Gefangenſchaft, ohne doch ſofort erkannt zu werden. Dieſes Incognito behauptete er bis nach ſeines Bruders Tod, wo dann ſein Name, und daß er deſſen alleiniger Erbe, verrathen, er auch als ein Gefangner von Wichtigkeit ſtrenger bewacht wurde, bis er, nach vierthalb in Gravelines vertrauerten Jahren, ſeine Freiheit durch ein ſtarkes Löſegeld erkaufte. Nachdem er dem Herzog von Guiſe bei der Einnahme von Calais und Guines treulich beigeſtanden, wurde er im J. 1560, der Königin-Re-

gentin zu Beiſtand, mit dem Titel eines »couronnel général des bandes françoises en Ecosse,« nach Schotland detachirt. Ihm waren 1000 Mann Fußvolk und einige Reiterei beigegeben, und damit ſollte er das von der ganzen Macht der Rebellen belagerte Leith behaupten. »Ce siége du petit Leith a été des plus grands qu'aient été depuis quarante ans aux guerres étrangères, pour être la place fort petite et peu forte, et là aussi y étoient assemblées toutes les forces d'Angleterre et d'Ecosse, le tenant si étroitement serré par terre et par mer, qu'un rat n'y eût su seulement entrer. Le siége dura si long-temps qu'on étoit à la fin, même que les capitaines et soldats vécurent fort long-temps de coquilles et moules, que la mer, quand elle se retiroit et baissoit, laissoit sur le sable. Mais pourtant, pour en amasser si peu qu'ils pouvoient, il falloit attaquer de si grosses escarmouches, qu'ils en achetoient le manger bien cher, et par mort et par des blessures et beaucoup de peines. Mondit sieur de Martigues y acquit la gloire d'être un très-brave couronnel et fort-vaillant.« Alſo Brantôme, den aber Walther Scott noch zu überbieten weiß, verſichernd, „daß die Franzoſen ſich mit ſolcher Geſchicklichkeit und Entſchloſſenheit vertheidigten, daß ſie dem Rufe, in welchem ſie als beſte Truppen Europas ſtanden, völlig entſprachen.“ Die Franzoſen jenes Zeitalters galten vielmehr, abſonderlich unſern Landsknechten und Reitres und den Spaniern verglichen, als die ſchlechteſten Truppen, ſo daß Franz I, Heinrich II keinen Krieg hätten führen können ohne die abtrünnigen Schweizer, ohne die noch ungleich ſtrafbarern deutſchen Ueberläufer in ihrem Sold, die Rheingrafen, den Vogelsberger, Roggendorf, Reifenberg ꝛc. Mehr als irgend ein anderes Volk ſind die Franzoſen ſolchen Perioden der Erſchlaffung ausgeſetzt; man bedenke nur der Normänner Treiben in Neuſtrien und Aquitanien, der Engländer fortwährende Ueberlegenheit im 14. und 15. Jahrhundert, den dreißigjährigen und ſiebenjährigen Krieg, die erſten Jahre des Revolutionskriegs. Uebrigens ergaben ſich eitel vergeblich der Franzoſen Ausdauer und Beharrlichkeit vor Leith. Der Edinburgher Friedensvertrag, abgeſchloſſen durch Montluc, den

Biſchof von Valence, den falſchen Prieſter, ſicherte den Triumph der Rebellion.

Brantôme fahret fort: »M. de Martigues pourtant, étant arrivé à Paris avec force gentilshommes et capitaines des siens, ne fut sans un petit accident de fortune qui lui arriva, dont il n'y avoit aucune raison qu'elle lui fît ce trait sur le coup de sa gloire; car, ainsi qu'il étoit en son logis qu'il dînoit, et n'attendoit que les chevaux de poste pour aller trouver le roi à Fontainebleau, et lui faire la révérence, on lui vint dire que les sergens avoient pris un de ses capitaines, et l'emmenoient prisonnier au petit Châtelet. Lui, aussi prompt du pied que de la main, sort de table, part et court, et ses gens après lui, et attrape les sergens, les estrille un petit, et recourt d'entre leurs mains son capitaine, et retourne en son logis: dont la cour de parlement en ayant eu des nouvelles, en fut fort émue, et soudain fait sa forme de justice en cela accoutumée; si bien qu'il fallut que mondit sieur de Martigues fut arrêté en son logis, lequel il eut pour arrêt. Soudain M. de Martigues envoya un courrier au roi pour lui porter des nouvelles de tout, dont Sa Majesté et toute sa cour en fut fort troublée; car il étoit fort aimé, et n'attendoit-on que sa venue d'heure à autre. La reine en fut fort fâchée, pour voir ainsi traiter un tel seigneur, qui ne faisoit que venir combattre si heureusement et vaillamment pour elle, son royaume et son état. MM. ses oncles, M. de Guise, M. le cardinal de même, en étoient fort dépilés, à cause de ce grand service fait à la reine, leur nièce. La reine et d'autres dames, des grandes que je sais, qui en faisoient la contestation en un souper, disoient: qu'il n'y avoit droit ni raison que la justice fût si impudente et aveuglée, que, sans avoir égard à un tel service signalé de M. de Martigues et de ses gens, fait au roi, d'aller prendre ainsi si inconsidérément, et si tôt, sans leur donner loisir de se remettre, et leurs bourses, et respirer de la grande fatigue d'un si long siége, ni sans avoir fait au moins la révérence à son roi, venir faire prisonniers telles gens, à

l'appétit d'un créditeur importun qui plutôt devoit être mis en prison.

»Pour fin, le roi y envoya soudain et dépêcha l'un de ses capitaines des gardes, avec très-ample commission. Etant donc à Paris, il fait sa charge si habilement et si sagement, qu'il sortit M. de Martigues de telle peine. Mais pour intériner sa grâce, si fallut-il pourtant qu'il passât le guichet; et disoit-on que, s'il ne fût été du calibre de la grande maison qu'il étoit, et le remarquable service qu'il venoit de faire au roi et à la reine, il en fût été en peine, et les choses ne se fussent passées si doucement comme elles passèrent. Cela fait, il vint à la cour, aussi bien venu du roi, des reines, des dames et de tout le monde que j'ai jamais vu grand venir d'un voyage. Vous voyez pourtant que c'est que de la justice, et comme le temps passé on lui portoit honneur et révérence: car quiconque l'offensoit, elle n'avoit égard aux maisons, ni aux races, ni au service des rois, ni à chose quelconque.«

Als im Sept. 1562 der Herzog von Etampes aus der Bretagne herüberkam, um dem Wüthen Montgommerys Einhalt zu thun, hatte er ſeinen Neffen Martigues als alter ego bei ſich. Ihren glücklichen Waffen wich Montgommery, um in Havre Zuflucht zu ſuchen; ſchwer aber ließ Martigues bei der Einnahme von Vire die dort in großer Zahl vorgefundenen Bürger von Mans büßen, daß ſie das Grabmal ſeines Großoheims, des Biſchofs Philipp von Luxemburg zerſtört, des Sarges nicht verſchont hatten. In Anerkenntniß der Befreiung von le Mans, Bayeux ꝛc. erhielt Martigues das Amt eines Colonel-général de l'infanterie française, ſo durch des von Randan Fall vor Bourges erledigt, und zu guter Stunde wurde ihm dieſes Commando übertragen. Kaum hatte der Prinz von Condé die durch d'Andelot in Deutſchland geworbenen reitres an ſich gezogen, als er vor den Thoren von Paris dem Krieg ein Ende zu machen dachte, Ausgang Nov. 1562. Die geprieſenen Gensd'armes, der Stolz und die Blüthe der franzöſiſchen Heere, der beſten Truppen Europas, verſchwanden wie die Spreu vor dem Winde bei dem Anblick der Reiter: ungehört

blieb des tapfern Herzogs von Guiſe zweimal wiederholter Ruf: »Ah! gensd'armes de France, prenez la quenouille et quittez la lance,« und einzig durch das Feuer der Archibuſierer, welche Martigues in die maſſive Windmühle vor dem Thor Saint-Jacques geworfen hatte, wurde das königliche Heer, die Hauptſtadt vor einem vernichtenden Unfall bewahrt. »J'ouïs M. de Guise louer fort le soir M. de Martigues d'avoir très-bien fait ce jour-là, et qu'il pensoit qu'il fut plus vaillant et hasardeux que sage couronnel et prévoyant: mais qu'il étoit les deux, et qu'un jour il seroit un grand capitaine.«

In dem Treffen bei Dreux zeichnete der Vicomte ſich nicht minder aus, wie vor Rouen und Orléans, nichts deſto weniger mußte er vermöge der Pacification vom 19. März 1563 ſein Commando an d'Andelot abgeben. Dagegen beerbte er 1565 ſeinen Oheim, den Herzog von Etampes, dem er ſeit 20. März 1562 für das Gouvernement der Bretagne adjungirt. »Il exerça ce gouvernement si bien et si sagement, qu'il en acquit très-grande gloire, et se fit fort aimer à la noblesse de là; si bien qu'on lui donna cette réputation de l'avoir fait sortir de son pays, de l'avoir menée où bon lui sembloit, et depaysée; ce que gouverneur de long-temps n'avoit fait, ni su faire.« Dieſer perſönliche Einfluß allein verſchaffte ihm die Mittel, dem im Vordringen nach der Loire begriffenen d'Andelot neun Cornetten Reiterei, etwelche reitende Mousquetairs, 10 Fähnlein und eine zahlreiche Ritterſchaft aus ſeiner Provinz entgegenzuſtellen. Auf die Mitwirkung des Herzogs von Montpenſier zählend, warf er ſich kühn dem Vortrab der Feinde entgegen. Den errungenen Vortheil verfolgend, befand er ſich urplötzlich Angeſichts einer ihm weit überlegenen Macht, zwiſchen Augers und Saumur. Ein Rückzug war unmöglich geworden, blindlings führt Martigues ſeine Scharen zum Angriff, und d'Andelot, unter den Führern der Hugonotten der ſtreitbarſte und kriegserfahrenſte, entging kümmerlich der Gefangenſchaft, mußte mit namhaftem Verluſt weichen (Sept. 1568). »Martigues, content de s'être ouvert le passage et d'avoir chassé de ses postes un grand capitaine du mérite de d'Andelot, et

craignant que s'il s'obstinait à pousser encore les ennemis, il leur donneroit temps de rassembler toutes leurs forces et de lui fermer les passages par où il pourroit faire sa jonction avec Montpensier, il fit sonner la retraite et continua sa marche du côté de Saint-Martin et des Roziers. Mais en suivant la levée, dont est accompagnée la Loire, il vit au-dessous de lui, dans la vallée, le corps entier de la Noue, desorte que se trouvant enveloppé de toutes parts, il reconnut que pour se tirer de ce mauvais pas, il falloit redoubler de hardiesse. Donc il fit dire à Puigaillard qui, poussé par d'Andelot, lui demandoit du secours, qu'il eût à se sauver comme il pourroit. En même temps il fit charger les troupes de la Noue, qui furent enfoncées et laissèrent la route de Saumur libre. Martigues y fut reçu en vainqueur,« d'Andelot aber, ohne Mittel die Loire zu überſchreiten, gerieth in die äußerſte Noth, aus der ihn doch Montpenſier durch ſeine Fahrläſſigkeit entkommen ließ.

Bei Montcontour that Martigues den erſten Angriff; wenige Tage zuvor, Sept. 1569, hatte der König ſeine Grafſchaft Penthièvre zu einem Herzogthum erhoben. Bei der Belagerung von Saint-Jean-d'Angely hatte er ſich mit der Anlage einer Batterie beſaßt und wollte eben einige Archibuſiere hinter den Schanzkörben aufſtellen, als eine Büchſenkugel aus der Stadt ihn vor die Stirne traf, daß er nach wenigen Stunden des Todes, 29. Nov. 1569. »Le roi Charles reçut une grande perte par la mort de ce prince, pour avoir été l'un des plus magnanimes et vaillants de son temps, ayant fait de grands et recommandables services à la couronne de France.« Es überlebte ihm aus ſeiner Ehe mit Maria von Beaucaire, verm. 1560, die einzige Tochter Maria von Luxemburg, geb. 15. Febr. 1562, verm. 12. Jul. 1575 mit Philipp Emanuel von Lothringen, Herzog von Mercoeur, dem ſie Penthièvre, Martigues, das Marquiſat Baugé, Sauverges, Bouſſac, Thomine, die halbe Grafſchaft Riberat, die Vicomté Placheſ, überhaupt alle Güter des Hauſes Penthièvre zugebracht hat. Sie ſtarb 6. Sept. 1623, ſieben Jahre nach dem Ableben des letzten Mannes aus dem Lurem-

burgiſchen Hauſe, als ein fernerer Beweis für die Richtigkeit des Satzes, daß es mit den Geſchlechtern die gleiche Bewandtniß hat wie mit den Bäumen in Flur und Feld; das allmälige Eingehen der Aeſte kündigt den nicht allzu fernen Untergang des Baumes an.

Der Orden von Ciſterz, jener prachtvolle Baum, ſtark genug, um beinahe ganzer drei Jahrhunderte dem ſchrecklichen, durch die Reformation ihm bereiteten Verluſt zu überleben, wurde durch die franzöſiſche Revolution gefällt, zuerſt in ſeinem Wiegenland, dann in der übrigen Chriſtenheit. Dem gemeinſamen Schickſal konnte Eberbach nicht entgehen, vielmehr mußte es daſſelbe in beſonderer Härte empfinden. Kirche und Kloſter erlitten eine grauſenhafte Mißhandlung, gleichſam die Wiederholung von dem Bilderſturm in den Niederlanden während der zweiten Hälfte des 16. Jahrhunderts. Beinahe möchte man als rettende That begrüßen die Verſetzung der Monumente der Grafen von Katzenellenbogen (S. 568) in den Park zu Biebrich. Davon ſchreibt Hr. Roſſel in der Geſchichte des Kloſters Eberbach: „Leider hat eine ſpätere pietätloſe Zeit auch dieſe Denkmäler nicht unangetaſtet gelaſſen. Als der Herzog Friedrich Auguſt im J. 1806 die moderniſirte Burgruine herrichten ließ, die ſeitdem einen der maleriſchſten Punkte des Biebricher Parkes bildet, und hierzu einige echt mittelalterliche Decorationen zum Aufputz wünſchenswerth erſchienen, da wurden aus der ſäculariſirten Abtei ohne Anſtand einige der ſchönſten Denkmäler weggeholt und in der Mosbacher Burg aufgeſtellt. Fern von der geweihten Stätte, da ihre Gebeine ruhen, müſſen jener Grafen gepanzerte Steinbilder jetzt an den Thoreingängen und in dem Corridor der Burg als decorative Statiſten Wache ſtehen und dem Eintretenden einen Begriff von der Romantik des Mittelalters beibringen helfen. — Von den ſechs hier aufgeſtellten Monumenten gehören fünf der Familie der Grafen von Katzenelleubogen zu und zwar:

„1) Das älteſte, ohne Inſchrift, nach Koſtüm und Ornamentik aus dem Ende des 13. oder dem Anfang des 14. Jahrhunderts herrührend, im Corridor rechts aufgeſtellt, iſt ohne Zweifel das Bildniß des Grafen Eberhard I, † 1312. Wenn

nämlich Dahl in Müllers Beiträgen zur deutschen Kunst- und Geschichtskunde, Leipzig 1837, I, S. 19, unsern jetzt inschriftlosen Grabstein auf Eberhard I, † 1312, bezieht, so steht zwar damit die Ansicht Wencks (Hess. L.-G. I, S. 335 Anm. y) im Widerspruch, der einen andern ebenfalls inschriftlosen Grabstein aus dem Clarenkloster in Mainz — jetzt im Museum zu Wiesbaden — gewiß ganz unrichtig für jenen Eberhards I ausgibt. Unserm Dafürhalten nach hat aber Dahl allerdings darin das Richtige getroffen, daß er den letztgedachten in Müllers Beitr. I, Bl. VI abgebildeten Grabstein für denjenigen Diethers IV, † 1315, annimmt; es bliebe daher für unsern aus Eberbach hierhergebrachten Stein nur zu ermitteln übrig, ob derselbe mehr für Eberhard I, oder etwa für dessen Sohn Berthold, † 1319, anzusprechen sein möchte. Da jedoch Bertholds Grabstein in Eberbach (vgl. Wenck a. a. O. I, Urk. S. 272) mit einer Inschrift versehen war, welche unserm Steine fehlt, so müssen wir an seinen Vater Eberhard I, den Stifter der Neu-Katzenelnbogischen Linie, den klugen Rathgeber und tapfern, treuen Kriegsgenossen der Könige Rudolf von Habsburg und Adolf von Nassau, seines Neffen, um so gewisser denken, als derselbe urkundlich ein hohes Alter erreicht hat und das Steinbild wirklich einen Mann von hohen Jahren erkennen läßt. Die Figur, mit betend vor der Brust gefalteten Händen, über welche die geöffneten Ringelhandschuhe malerisch zurückfallen, mit der Toga bekleidet, welche das Schwert lose umgürtet, gemahnt auch künstlerisch ganz an den strengen, feierlichen Typus, der die Kunstgebilde des 13. Jahrhunderts charakterisirt. Die fein gefühlte Behandlung der Gesichtszüge, des Haares, der Gewandung erinnert auffallend an den Styl des herrlichen Grabmonumentes Graf Heinrichs II von Solms († nach 1258) in der Klosterkirche zu Altenberg bei Wetzlar. Vgl. Müllers Beiträge, II, Bl. 11.

„2) Auch das nächststehende Bild im Corridor, in künstlerischer Ornamentik wohl das vollendetste von allen, von einer reichen architectonischen Einfassung umgeben, ist ohne Beischrift. Die elegante Rüstung, der Wappenrock, mit darunter befindlichem Panzerhemde, der Turnierhelm in der Linken, zeigen große Aehn-

lichkeit mit dem Monument Johanns von Falkenſtein († 1371) in der Kirche zu Arnsburg. Der Name des Dargeſtellten läßt ſich aus den beiden Statuetten von Heiligen errathen, die in den Füllungen zu beiden Seiten der Figur unter Baldachinen angeordnet ſind, rechts Johannes der Täufer, links Johannes der Evangeliſt. Es iſt alſo ein Johannes und zwar kein anderer als Graf Johannes I, † 1357, deſſen Grabſchrift Wenck (a. a. O. S. 274 Nro. XIII) mittheilt. Vermuthlich ſtand dieſelbe auf einer das impoſante Monument umgebenden beſondern Einfaſſung und iſt bei dem Abbruch und Transport zurückgeblieben. Der pyramidale Aufſatz nebſt den beiden Vialen, die über dem Monumente bis zur Decke des Vorplatzes hinauf reichen, ſind moderues Flickwerk, wie auch die beideu Naſſauiſchen Wappenſchilder in dieſem Aufſatz, wodurch man wahrſcheinlich die impoſante Heldengeſtalt zu einem Naſſauer ſtempeln wollte, um ſie dann mit deſto größerer Wahrſcheinlichkeit für Kaiſer Adolf von Naſſau ausgeben zu können, unter deſſen Namen unſer Steinbild gar manchem Beſucher der Burg vorgewieſen worden iſt.

„3) Rechts neben dem innern Eingang ſteht, durch ſeine Umſchrift kenntlich, Graf Philipp der Aeltere, der Letzte ſeines Stammes, † 1479. Am äußern Thoreingang neben der Brücke rechts ſein Sohn:

„4) Graf Philipp der Jüngere, † 1453, von dem Müller a. a. O. I, Bl. V eine ſehr gelungene Abbildung geliefert hat. Endlich ihm gegenüber, zur Linken von der Brücke:

„5) deſſen Großvater, Graf Johannes III, † 1444. Bei den drei letzten Monumenten ſind die Grabſchriften, wie ſie Wenck a. a. O. I, S. 277, Nr. XXIV, XXV, XXIX mittheilt, bis auf einzelne Beſchädigungen wohl erhalten."

Es urtheilt von der Kirche Laſſaulx: „Sowie der Dom in Mainz die Bauſtile mehrer Jahrhunderte an einem und demſelben Gebäude vereinigt, und darum das Aeußere keinen angenehmen Eindruck gewährt, ſo ſind ſolche zu Eberbach an einzelnen Gebäuden zu erkennen, wovon zugleich jedes zu den ausgezeichneten gehört. Zuerſt die alte Kirche mit drei Schiffen unter einem Dach und ſehr ſchlanken Säulen, wahrſcheinlich

noch aus der Zeit der ersten Stiftung im Jahre 1131 und nur die Gewölbe aus späterer, dann das alte leider mit vielen Wänden durchbaute Dormitorium, die neuere 1186 geweihte Kirche, das spätere Dormitorium, etwa zwischen 1300 und 1400 erbaut, endlich der Capitelsaal, gegenwärtig ein Holzstall, allenfalls zwischen 1400 und 1500. Sehr eigenthümlich, ja vielleicht einzig ist die Anordnung der Pfeilerreihe in jenem neuern, im Lichten 232 Fuß langen, 42 Fuß tiefen Dormitorium; niedrige, starke, runde Säulen mit mannichfaltigen Knäufen tragen hohe, 20 Fuß weit gespannte Spitzbogengewölbe; jede der 10 Säulen ist um etwas höher, wie ihre vorhergehende, die erstere hat nämlich 5 Fuß 3 Zoll, die letzte 6 Fuß 5 Zoll Höhe: steht man nun bei dieser, so vermehrt sich die perspectivische scheinbare Verkürzung der übrigen, und der ganze Raum erscheint hierdurch größer; stellt man sich dagegen an das andere Ende, so erscheinen alle Säulen von gleicher Höhe. Unter demselben findet sich ein eben so zierlicher Keller, mit den besten Weinen aus deutschen Gauen." Der ganze innere Raum der prächtigen Kirche wurde viele Jahre lang zu einem Heu- und Strohmagazin verwendet, das Portal als Ein- und Durchfahrt für den bereits besprochenen, die Kirche durchschneidenden Fahrweg benutzt. Eine Scheidewand, bei dem 10. Pfeilerpaar anhebend, wurde quer durch das Innere geführt. Die im J. 1836 von Herzog Wilhelm angeordnete Einrichtung des östlichen Theils der Kirche, vom Chor und Querschiff bis zum 5. Pfeilerpaar, behufs der Abhaltung des Gottesdienstes, veranlaßte die anständigere Herrichtung dieses Theils des Kircheninnern, so wie die Beschränkung des Scheueraums auf den mittlern Theil des Gebäudes, der dann freilich durch eine neue bis zu den Wölbungen reichende Zwischenmauer von dem übrig gebliebenen Kirchenraum geschieden werden mußte. Um diese fragmentarische Restauration, um die Rettung und Aufstellung der Gedächtnißtafeln der hier ruhenden Erzbischöfe von Mainz, der Aebte u. s. w. hat mein gelehrter ehrenwerther Freund, Hr. Archivar Habel, ausgezeichnetes Verdienst sich erworben.

Die übrigen Klostergebäude wurden seit 1811 zu einem Correctionshaus und zu einem Irrenhaus eingerichtet, welches

gleich in den ersten Jahren seiner Existenz einen ausgezeichneten Ruf sich erwarb und fortwährend bewahrt hat. Das Correctionshaus ist zur Bestrafung bestimmter, zu keiner härtern Strafe geeigneter Vergehen und zur bürgerlichen und sittlichen Besserung solcher Individuen angeordnet worden, die wegen Müßiggang oder Arbeitsscheu verurtheilt sind. Die Sträflinge theilen sich in zwei Hauptclassen: solche, die auf eine von wenigstens drei Monaten und höchstens fünf Jahren bestimmte, und solche, die auf unbestimmte Zeit verurtheilt sind, wornach sich denn auch die besondere Behandlung der einzelnen richtet. Jeder muß übrigens von seinem Arbeitsverdienst ohne Zuschuß von außen her leben und darf seinen ganzen Ueberverdienst nach freier Willkür verwenden. An der Spitze der Anstalt steht ein Director, dem ein Cassirer samt Accessist, der Haus- und der Hülfsarzt, der Schullehrer, der Verwalter, fünf Werkmeister, zwei Aufseherinen für die weiblichen Sträflinge, ein Wachtmeister mit eilf Gardisten beigegeben. In kirchlicher Hinsicht pfarrt das Correctionshaus, dessen freiwillige Bevölkerung zu 52 Köpfen angegeben wird, mit seinen 160 katholischen Sträflingen nach Hattenheim. Den evangelischen Gottesdienst besorgt hier, wie in der Irrenanstalt, ein eigener Vicarius.

Die Irrenanstalt, die noch 1843 ebenfalls in den Klostergebäuden untergebracht war, ist seitdem nach dem eigens für sie erbauten Eichberg übertragen worden. Das mächtige Gebäude, auf die Höhe über Eberbach gelagert, ist auf weite Strecken vom Rhein aus sichtbar. Die Anstalt „hat zunächst die Bestimmung, solche inländische Irren zum Behufe der Verwahrung, Verpflegung und fortgesetzten physischen und psychischen Behandlung aufzunehmen, die nach Anstellung aller in ihrer zeitherigen Lage möglich gewesenen Versuche ungeheilt geblieben und ihres Verstandes in dem Grade beraubt sind, daß sie der Ruhe und Sicherheit ihrer Nebenmenschen gefährlich werden können und deshalb besondere Anstalten zu ihrer Unschädlichmachung erheischen. Es werden aber auch ausländische Irren aufgenommen. Die Verpflegung der Irren erfolgt nach vier verschiedenen Classen. Ausländer zahlen in der ersten Classe jährlich 800 Gulden, in

der zweiten 420 Gulden, in der dritten 350 Gulden und in der vierten 200 Gulden; Inländer dagegen in der erſten Claſſe 500 Gulden, in der zweiten 320, in der dritten 210 Gulden. Rückſichtlich der in die vierte Claſſe aufgenommenen Inländer, wohin ganz Arme oder wenig Bemittelte gehören, wird das nach den jährlichen Preiſen berechnete Koſtgeld und der Bedarf für Kleidung aus dem Vermögen der aufgenommenen Perſonen oder den Armencaſſen bezahlt, alles andere aber aus dem Fond des Inſtituts beſtritten. Auch hat ſich ein beſonderer Verein zu dem Zwecke gebildet, Entlaſſene aus dem Zucht-, Corrections- und Irrenhauſe an Orten, wo ihr früherer Lebenswandel oder ihre Krankheit nicht bekannt geworden ſind, unterzubringen, zu beaufſichtigen und zu unterſtützen." Die Heil- und Pflegeanſtalt Eichberg leitet ein Director, ſelbſtverſtändlich ein Arzt von Ruf, dem als Hülfsärzte ein Medicinalaſſiſtent und ein Medicinalacceſſiſt, ferner ein Caſſirer, ein Verwalter, ein Oberwärter, zwölf Wärter, neun Wärterinen und eine Aufſeherin beigegeben. Die 28 Katholiken, nebſt 64 katholiſchen Irren, pfarren nach Hattenheim. Den evangeliſchen Gottesdienſt beſorgt der Vicarius in Eberbach.

Außer der Strafanſtalt bewahrt Eberbach noch den eigentlichen Schatz des Domanial-Kelleramts. In ſeinen ausgedehnten prachtvollen Kellern lagern die zum Verkauf beſtimmten, wie auch die inländiſchen Herzoglichen Cabinetsweine, eine Auswahl, wie man ſie gewiß nicht leicht in Deutſchland weiter findet. In dieſem Weincabinet ſind im J. 1816 „an Weinen aus den Jahren 1804, 1806, 1807 und 1811 im Ganzen 88 Fuder 5 Ohm 1 Vrtl. im damaligen Werthanſchlage von 140,900 fl. vorhanden geweſen. Als im J. 1818 auch die Verwaltung der in den Hofkellern von Biebrich und Weilburg vorräthigen Weine der Generaldomänendirection übertragen ward, lagerten in dieſen Kellern ſowie in dem von Eberbach an älteren Weinen aus der Zeit vor dem Jahre 1816 im Ganzen 224 Fuder oder 179 Stück 1 Ohm 18 Vrtl. Nach der letzten Naturalrechnung der Domanialweinlager beſtand deren Vorrath am Schluſſe des Jahres 1847:

1) in den Vorrathkellern zu Eberbach und Biebrich in
1208 Ohm 19 Vrtl. 3 M.

2) in den Filialkellern zu Hochheim, Wiesbaden, Eberbach und Rüdesheim:

a) an weißem Wein, in 1518 „ 17 „ $2^{15}/_{16}$ M.

b) an rothem Wein, in 27 „ 4 „ 1 „

Zuſammen 2755 Ohm 1 Vrtl. $2^{15}/_{16}$ M.
oder 367 Stück 3 Ohm 11 Vrtl. $2^{15}/_{16}$ Maas."

Kiedrich, Scharfenſtein.

Von Eberbach führt über die meiſt bewaldeten Höhen ein Weg, die herrlichſten Ausſichten beherrſchend, nach Kiedrich. Im Abhange rechts iſt der Wachholderhof gelegen, bei welchem die rebelliſchen Bauern im Jahr 1525 gleichſam ihr Hauptquartier hatten. Kiedrich ſelbſt, in höchſt romantiſcher Lage, wenn auch in Eleganz den am Rhein gelegenen Ortſchaften nicht zu vergleichen, iſt gleichwohl von den ſogenannten Waldflecken der erſtgeborne. Die Kirche zu Eltvil ſamt den davon abhängenden Zehnten in Eltvil ſelbſt, Katercho, Walluf, Steinheim, Erbach, Hattenheim hatte Erzbiſchof Friedrich, 937—954, dem von ihm gegründeten St. Peterſtift in Mainz zugewendet. Im Jahre 1018 verpachtete Erzbiſchof Egilbert ſeinen Hof in Kiteriche zu 22 Mark an das Kloſter Bleidenſtatt. Am 24. Junius 1118 ſchenkt Erzbiſchof Adalbert I den Hof zu Kitercho, der ihm auf tödtlichen Abgang der Hiltrudis, Wittwe ſeines Miniſterialen Wulſerich, durch des Grafen Ludwig richterliches Erkenntniß zugeſprochen worden mit allem Zubehör an Land und Leuten, dem Kloſter zu St. Johann auf dem Biſchofsberg. Den Novalzehnten in der Gemarkung beſaß St. Victors Stift bereits 1143, und ſchenkte demſelben Erzbiſchof Heinrich 1147 aus der hieſigen Frohnhube einen Bauplatz für Anlegung einer Zehentſcheuer. Im 13. Jahrhundert beſaß den Ort Rheingraf Emich

pfandweiſe von wegen verſchiedener Darlehen, die er folgendermaßen ſpecificirt: Die Villa in Kedircho beſitzt der Rheingraf zum Pfand für gemachte Vorſchüſſe, nämlich 5 Mark, dem von Rom kommenden Nuntius des Erzbiſchofs bezahlt. Durch Sifried, den erzbiſchöflichen Caplan, übermacht 8 Mark. Für den Neffen des Erzbiſchofs, den Hartrad von Merenberg aus der Gefangenſchaft zu löſen, 36 Mark. Dem Erzbiſchof für die Reiſe zu dem Landgrafen, 4 Mark. Dem Nuntius des Königs O. 2 Mark. Die empfangenen 30 Malter Korn ſind zu 5 Mark angeſchlagen. Für die Söldner, die ſogenannten Sergeanten, 34½ Mark 16 Denare und 51 Malter Korn, dieſe zu 9½ Mark berechnet, welches alles dieſe Söldner in 5 Wochen verzehrten. Item wurden auf des Biſchofs Geheiß dem Gottfried von Wirbach Namens des Grafen Lampert 10 Mark gegeben. Item für von dem von Waldmannshauſen erkauften Weizen 9 Mark. Ungezweifelt hat von dieſem Beſitz der Rheingrafen, nicht aber von ihren Lehensfolgern, den Grafen von Naſſau, die ausgezeichnete Weinlage, der Gräfenberg den Namen. Gräfinberg müßte Storck, der Erfinder des Namens Gräfinburg für die Feſte o bTrarbach, ſchreiben, um conſequent zu erſcheinen.

„Abt Werner von Eberbach, 1258 — 1262, ſchaffte," alſo ſchreibt P. Hermann Bär, „den ſchönen Gräfenberg an, deſſen ſüße Früchte das Kloſter noch heute genießet. Dieſer edle Weinhügel, der Stolz und die Zierde der Kiedricher Rebenflur, war urſprünglich ein Eigenthum der Grafen von Naſſau. In der Folge gaben ſie ihn aber den Herren von Heppenheſt zu Lehen, die unter den Burgmannen von Caub in nicht geringem Anſehen ſtanden. Damals war er ſamt einem zugehörigen Hausplatz in Kiedrich von zwei Familien gleich getheilt. Embricho und ſein Bruder Konrad traten ihre Hälfte davon als mildes Almoſen an Eberbach ab und erſetzten dem Graf Walram ſein Lehen mit Auftrag eines eignen Weingartens zu Caub. So gierig auf den Gotteslohn war aber Heinrich, ihr Vetter, nicht. Er fand ſich zwar eben auch nicht ungeneigt, das Kiedricher Gut zu veräußern; allein von Schenkung und Seelengerede wollte er nichts hören. Nur trug er dem Kloſter ſeine Hälfte vom Gräfenberg

und die Hausstätte gegen jährlichen Drittheil der rothen Weincrescenz erblich an. Abt Werner, der zu temporisiren gelernt hatte, ging einstweilen den lästigen Bestand ein und tröstete sich mit der festen Aussicht auf eine baldige Aenderung, die ihn das Local-Verhältniß zwischen dem Gut und seinem Herrn erwarten ließ. Heinrich residirte als Castellan zu Caub, von seinem Kiedricher eben nicht sehr großen Eigenthum merklich entfernt, und man durfte voraussetzen, daß er einen bequemen Tausch nicht verschmähen würde. Darauf gründete Werner seinen Plan, suchte dem Kloster in Cauber Terminei Weinberge anzuschaffen, für die er den Rest des Gräfenbergs eintauschen könnte, und wir werden diesen Zweck nach vier Jahren unter seinem Nachfolger wirklich erreicht sehen." Abt Heinrich „vollendete, was sein Vorgänger mit dem Gräfenberg eingeleitet hatte. Dessen Plan zufolge brachte er zu Caub so viele Weingärten ans Kloster, als zum Aequivalent für jenen Berg zureichend schien. Nun bot er dem zu Caub burgsässigen Heinrich von Heppenheft den Tausch an. Dieser zeigte sich, wie man voraussah, ganz bereitwillig, nahm die ihm so wohl gelegenen Weingärten an, trug sie dem Grafen Walram zu Lehen auf und verschaffte dadurch dem Kloster seinen Gräfenberg als volles Eigenthum."

Im J. 1286 geben Wolfinus scultetus in Rudesheim et Methildis, Eheleute zu Kiedrich, in strata publica ville eiusdem, zwei Weinberge, gelegen in loco dicto Waldenhelffen, altera in loco dicto Altwikes, und auf den Fall, daß ihre beiden Töchter ohne Kinder sterben, ihre gesamte Habe zu Kiedrich an das Kloster Eberbach. Im J. 1296 setzen Sifrid Bode, Ritter, und Sophie, Eheleute, alle ihre Güter in Kiedrich zum Unterpfand für eine von gedachtem Kloster übernommene Pacht in Wiesbaden. Die Verhandlung ist aufgenommen vor dem hiesigen mit Schultheiß und Scheffen besetzten Gericht. Im J. 1359 widmeten Ruprecht von Buches und seine Gemahlin Guda ihr hiesiges bedeutendes Eigenthum zur Stiftung eines neuen Altars in der Abteikirche. Den sehr heftig gewordenen Streit der Gemeinde mit der Abtei, als welche sich weigerte, von ihren Gütern die Bede zu entrichten, ließ Erzbischof Gerlach 1367 durch alle

zu dem Ende verſammelte Schultheißen und Scheffen des Rheingaues „von der Wüſchebur an bis zur Waldaffen" entſcheiden, und wurde Eberbach verurtheilt, jährlich 10 Mark Pfennige zu erlegen. Im Jahre 1417 ſtiftete ein hieſiges bürgerliches Ehepaar, ſeine ganze Habe hierzu beſtimmend, ein Hospital, „daz man die Billgeryn, die Valentinum den lieben Himmelforſten ſuchen, darynne herborgen ſal, wann ſy es begeren." Dieſen Pilgrimen zu Gute bildete ſich hier gegen die Mitte des 15. Jahrhunderts die Elende Bruderſchaft, die ſich zur Aufgabe nahm, unbemittelten Pilgrimen, die in ihrer Wallfahrt ſterben, ein chriſtliches Begräbniß zu verſchaffen. Der Wallfahrt Ziel, die Pfarrkirche zum h. Valentinus beſtand urkundlich bereits 1275 und hatte, außer dem Pleban und dem Frühmeſſer, fünf Altariſten für die fünf Nebenaltäre. Die Kirche, ſchreibt de Laſſaulx, zeigt ein trefflich vollſtändiges Exemplar des Stils gegen Ende des 15. Jahrhunderts; die Kanzel iſt von 1491, die Kirchſtühle 1510 von Erhard Sallkener aus Abensberg, welcher ähnliche zu Gauodernheim fertigte. Auch die daſige etwas ältere Capelle mit einer künſtlichen Treppe und einem Steinhelm, d. h. ſteinernem Thurmdach, gehört zu den beſten der Art." In der That übertrifft St. Michaels Capelle auf dem Kirchhof über dem Beinhaus, in dem reinſten gothiſchen Styl, durch die Vollendung der Ausführung die Pfarrkirche, die an ſich ſchon ein herrliches Baudenkmal. Die Capelle wurde 1427 fundirt. Ich glaube ſchon erinnert zu haben, daß es der Vorzeit frommer Brauch geweſen, neben die Hauptkirchen eine dem h. Michael geweihte Capelle zu ſetzen, damit der Erzengel, der Hüter der Himmelsburg, auch das irdiſche Gotteshaus unter ſeinen Schutz nehme. In der neueſten Zeit hat ein vornehmer reicher Engländer aus eignen Mitteln die Capelle auf das Prachtvollſte reſtaurirt, wo ſie denn im J. 1861 eingeweihet wurde. Der Nämliche beſchäftigt ſich gegenwärtig in gleich verdienſtlicher Weiſe mit der Pfarrkirche.

Der h. Valentinus, dieſer Pfarrkirche Patron, wurde von wegen der Unſchuld ſeiner Sitten, durch den h. Felicianus, den Biſchof von Foligno, zum Biſchof von Interamna (Terni) geweihet, um das J. 260. Eifrig in dem Bekehrungsgeſchäft, hat

er sehr bald eine Anzahl gläubiger Schüler um sich versammelt, dergleichen Saturninus, Castulus, Magnus Lucius, die Jungfrau Agapes, die alle die Marterkrone zu erlangen berufen. Der Machthaber Aufmerksamkeit scheint Valentinus doch nur durch das Wunder, so er an einigen edeln Athenern wirkte, erregt zu haben. Die, Proculus, Ephebus und Apollonius, waren, die Wissenschaft der Lateiner sich anzueignen, nach Rom gekommen und wohnten bei ihrem Landsmann Craton, der in des Demosthenes und Cicero Redekunst gleich heimisch, für sie der geeignetste Lehrer. Deß einziges Söhnlein, Chäremon wurde im Laufe seiner Studien von einer Lähmung befallen, die so vollständig, daß der Kopf zwischen den Knien ihm steckte. Die Heilkünstler der Hauptstadt insgesamt vermochten nichts gegen das unerklärbare Uebel, verzweifeln schier wollte der Vater, da erzählte ihm eines Tags Fonteius, vir tribunitius, sein eigner Bruder, von demselben Uebel in noch höherm Grad ergriffen, sei durch einen Heiligen, den Bischof Valentinus, der zu Interamna wohnhaft, von der Krankheit hergestellt worden, den zu beschicken, möge er nicht unterlassen. Das ließ nicht zweimal Craton sich sagen. Einige Freunde übernahmen es, den heiligen Mann herbeizurufen. Er kam, wurde in Cratons Haus aufgenommen, und führte der Vater ihn zu des Kranken Lager. Dem möge er, so bat Craton, helfen, wie er dem Bruder des Fonteius geholfen.

Sprach der Bischof: „Wenn du willst, soll er geheilt werden." Entgegnet Craton: „Ich gebe dir meine halbe Habe, wenn du den Knaben aus diesen Banden zu lösen vermagst. — Ich wundere mich," hebt wiederum Valentinus an, „daß du, der erfahrne Lehrer, nicht begreifst, was ich damit sagen wollte, er wird, so du willst, geheilt werden. Denn an meinen Jesum glaubend, wird dein Glauben vor Gott ungleich kostbarer befunden werden, als das Vertrauen zu hölzernen oder metallnen Götzenbildern. Glaube demnach, daß der Sohn Gottes, Jesus Christus, der wahre Gott ist, sage ab dem eiteln Bildertand, und dein Kind ist geborgen. — Ich weiß nichts," bekennt Craton, von eurer Religion, gehört nur habe ich, daß ein jeder durch seinen Glauben selig wird, daß keinem des andern Glauben

nützen, noch deß Unglauben ſchaden kann." Weiter lehret der Biſchof, bis zu ſeinen Füßen fallet der Redner, ſprechend: „Ich glaube, daß, welchen du verkündigſt, der wahre Gott ſei." Wiederum lehrt Valentinus: „Der chriſtliche Glauben äußert ſich nicht nur in Worten, ſondern auch in Werken. — Welches ſind die Werke?" fragt Craton, und es ſpricht der Mann Gottes: „Abſagen mußt du den von Menſchenhänden gefertigten Bildern, welche in den Tempeln angebetet werden, und du wirſt, dem reinſten Waſſer eingetaucht und hierdurch aller Sünde bar, als ein Sohn Gottes angenommen werden. — Wie kann Waſſer die Sünde abwaſchen? — Das Waſſer nimmt durch das Geheimniß der hh. Dreifaltigkeit den heiligen Geiſt in ſich auf, und durch den werden alle Sünden und Verbrechen getilgt." Es erinnert der bekümmerte Vater: „Unſere Disputation länger fortſetzend, verkürzen wir meines Kindes Leben."

„Wenn du nicht," fällt der heilige Biſchof ein, „glaubſt, was du niemals hören noch ſehen konnteſt, ſo iſt dein Sohn nicht zu retten. Niemals haſt du gehört, daß eine Jungfrau empfangen, geboren hat, und nach der Geburt Jungfrau geblieben iſt. Haſt du jemalen gehört oder geſehen, daß einer trockenen Fußes über des Meeres Abgründe dahin ſchritt, den Winden gebot, mit einem Wink den Sturm beſchwichtigte, zuletzt gekreuzigt, geſtorben und begraben, am dritten Tage wieder auferſtand und Angeſichts Vieler gen Himmel fuhr, auf daß er, wie die Engel bezeugen, nochmals von dannen komme, zu richten die Lebendigen und die Todten. Glaubſt du, daß dieſes geſchehen, ſo tritt heran und laß dich taufen, damit du für deinen Sohn Geſundheit erbitteſt und durch ihn zu ewigem Leben gelangeſt." Verſetzt Craton: „Was du auch ſagen magſt, der vielen Worte Sinn läßt alſo ſich zuſammenfaſſen: wenn geſund wird derjenige, um den ſie geſprochen. — Indem," belehrt St. Valentinus, „alle der Welt Weisheit, in welcher du Meiſter zu ſein wähneſt, vor Gott eine Thorheit iſt, und du nicht ſo vollkommen glauben kannſt, als der Glauben es erheiſchet, ſo gib mir dein Wort, daß du, falls deinem Sohne Geſundheit werde, ſamt allen deinen Hausgenoſſen zu Chriſtus dich bekehren wolleſt." Darauf hat Craton

seine Frau und sämtliche Hausgenossen herbeigerufen und niedergestreckt in den Staub verheißen, daß sie insgesamt an Christum glauben würden, so das Kind genese. Des Versprechens Zeugen waren Proculus, Ephebus, Apollonius, und haben sie, begierig, des Chäremon Gesundheit zu werben, das gleiche Gelöbniß gesprochen.

Darauf ließ St. Valentinus ein Kämmerlein sich anweisen, darin mit dem kranken Knaben einen Tag und eine Nacht in tiefer Stille, die für das ganze Haus geboten, zuzubringen. Er verschloß der Kammer Thüre, breitet auf dem Boden sein härenes Bußgewand und legt darauf den Knaben, den halbtodt vom Lager er aufnahm. Die ganze Nacht brachte der Bischof im Gebet und im Lob des Herren zu; gegen Mitternacht erfüllte glänzendes Licht das Stüblein, so daß die draußen auf der Lauer standen, wähnten, es brenne darin. Eine Stunde später erhob sich der Knabe, vollkommen geheilt und sofort mit lauter Stimme den Schöpfer preisend. Und als die Eltern den Lobgesang vernahmen, die Stimme erkannten, die drei Jahre lang nur Gestöhn und Schmerzenseufzer hören ließ, rannten sie wider die Thüre, Oeffnung verlangend. Aber es verwies der Heilige sie zur Geduld: „ich werde euch nicht einlassen, ich habe dann meine Aufgabe in der bestimmten Anzahl von Gebeten und Hymnen gelöset." Sie mußten sich gedulden bis zur Morgenstunde, wo dann der Heilige den vollkommen hergestellten Knaben seinen Eltern zuführte. Da ließen Craton und seine Hausfrau sich taufen, und das thaten die übrigen Hausgenossen, Chäremon und die drei Athener, die, hiermit nicht zufrieden, den weltlichen Studien gänzlich valedicirten, um sich fortan nur mit den Geheimnissen des Christenglaubens zu beschäftigen.

Dem Wunderthäter gesellten sich Schüler in großer Zahl, darunter Abundius, des Stadtpräfecten Placidus Sohn. Daß dieser den Göttern abtrünnig geworden, klagte Placidus seinen Collegen vom Senat, und empfanden die heftigen Zorn ob dem Verführer der Jugend, dergleichen nach ihrer Ansicht St. Valentinus. Er wurde in Banden dem Senat vorgeführt, mit Ruthen gehauen, angewiesen, den Göttern zu opfern, nach langwieriger

Geiselung dem Gefängniß zugeschickt. Aber er hatte in Mitten der Pein und auch im Gefängniß den Heiland verherrlicht, und schien solche Standhaftigkeit den Machthabern noch bedenklicher als selbst die Bekehrungen. Sie ließen bei stiller Nacht den Glaubensboten dem Kerker entführen, und wurde er auf Befehl des wüthigen Stadtpräfecten Placidus enthauptet. Den Leichnam brachten die drei Athener, Proculus, Ephebus und Apollonius nach Interamna, wo sie in der Vorstadt ihm seine Grabstätte anwiesen. Von dem theuren Lehrer zu scheiden, fanden die dankbaren Schüler unmöglich: sie beteten täglich bei dem Grabe, wurden darüber von den Heiden ergriffen, vor Gericht gestellt und, wie es Leontius, der Consular, verordnete, hingerichtet. Die Leichname der Märtyer, seiner Mitschüler, hat der h. Abundius unweit von dem Grabe des gemeinsamen Lehrers zur Erde bestatten lassen.

Lange Jahre darnach, gegen Anfang des 12. Jahrhunderts, hat Baldrich der Bischof von Dol, gelegentlich einer Pilgerfahrt, zu Rom das Haupt des h. Valentinus empfangen und, weil er von seinem Sitz in der Bretagne vertrieben, besagtes Haupt in die berühmte Abtei Jumieges (Gemeticum) an der Seine gegeben. Wunder in großer Zahl soll die Reliquie, Heilungen, namentlich an Wahnsinnigen dort gewirkt, Pest und Dürre verscheucht haben. Zu Kiedrich vorzüglich wird St. Valentin als besonderer Schutzpatron und Nothhelfer gegen die fallende Sucht und andere unheilbare Krankheiten angerufen, wie dann die Kirche einige Reliquien von ihm besitzt. Sie enthält auch mehre Grabmonumente, darunter jenes des Kaspar von Eltz, kurmainzischer Rath, Vicedom, Hofrichter und Großhofmeister, gest. im Januar 1619, seines Alters 69.

Aus Jumieges haben die normännischen Sieger die Verehrung des heiligen Bischofs Valentinus nach England getragen, und erhält sie sich dort in einer Beziehung bis auf den heutigen Tag. „Am 14. Februar, dem St. Valentinstag, wählt sich jeder Vogel, wie die Engländer meinen, sein Weibchen für den übrigen Theil des Jahres. Nach einer seit undenklichen Zeiten herkömmlichen Sitte, deren Ursprung vielleicht sich im Heidenthum

verliert, muß derjenige Mann, der an dieſem Tage ein Mädchen zuerſt ſieht, auf wenigſtens zwölf Monate deſſen Liebhaber ſeyn, deſſen Valentin heißen. Seit der Reformation iſt dem heil. Valentin noch das Recht geblieben, den Cupido des Alterthums vorzuſtellen. Den Mädchen ſendet man an dieſem Tage Gedichte zu, was den Liebesboten nicht unerheblichen Gewinn abwirft." Uebrigens wolle man nicht, wie zwar häufig geſchehen, den h. Valentinus Biſchof mit St. Valentinus Presbytero Martyre Romae, via Flaminia verwechſeln. Von dem iſt die Bekehrung des Aſterius, eines der Beamten des Stadtpräfecten zu Rom, und der ganzen Haushaltung, 46 Perſonen, ausgegangen. Dem iſt, gleichwie dem Biſchof, der 14. Februar geweihet. Außer den beiden führen die Bollandiſten noch einen Märtyrer Valentinus an, der in dem ſpaniſchen Kloſter Socvellanos verehrt wird, einen andern, deſſen Leib die Jeſuitenkirche zu Gent beſitzt (2. Sonntag nach Oſtern), einen dritten, deſſen Leichnam Graf Ludwig von Egmond von Papſt Gregor XV im J. 1623 erhielt, und den er Anfangs zu Hamaïde in ſeiner Schloßcapelle der öffentlichen Verehrung ausſetzte, »ubi et miraculis claruit, et in subsidium advocatus hernosis maxime auxilio fuit et opitulationi.« Späterhin wurde der größere Theil des Leichnams nach Armentieres in St. Brigitten Kloſter gegeben. Endlich hat auch in Africa ein h. Valentinus zuſamt 24 Kriegern die Marterkrone gewonnen.

Im J. 1851 zählte Kiedrich, einſchließlich der 11 Mahlmühlen, 1364 Einwohner, durchaus Katholiken, die an Ackerland 600 Morgen, 500 M. Weinberge und 396 M. Wieſe, ein Schatz, dergleichen kaum eine andere Gemeinde des Rheingaues aufzuweiſen vermag, auch bedeutende Waldungen beſitzen, wiewohl hier, gleichwie aller Orten im Gau, ein ſehr großer Theil der nutzbaren Länderei den Forenſen zuſteht. Das nöthige Brodkorn mögen die Einwohner bei allem Fleiß wohl kaum gewinnen; dagegen betreiben ſie mit gleich viel Emſigkeit und Erfolg den Obſtbau, beſonders in edlern Sorten, die durch die Herren von Ritter und durch die Abtei Eberbach eingeführt wurden. Die Obſtzucht iſt wohl nirgend im Herzogthum vorzüglicher. Das Hauptproduct bleibt jedoch ein ſehr vorzüglicher Wein, von dem

im Durchschnitt jährlich 150, in Hauptjahren an die 300 Stück geherbstet werden. Der Gräfenberg insbesondere, in dessen Besitz die herzogliche Domaine, Graf von Fürstenberg, Baron Ritter, die Erben Nilkens sich theilen, genießt eines europäischen Rufs.

Das Geschlecht der Ritter von Grünstein hat seinen Stammsitz Meluinenburg (Lünenburg) im Stift Utrecht, unweit Cuylenburg. Es theilte sich nach der Erwerbung des Rittersitzes Groenensteyn in die zwei Linien zu Lünenburg und zu Grünstein. Jene ist vorlängst erloschen, des Hermann Cornelius Friedrich Ritter von Grünstein und der Maria Katharina Landschad von Steinach Sohn, Stephan, heurathete die Anna Ursula von Schwalbach, einzige Schwester des letzten Schwalbach, des ehelos verstorbenen Kaspar Gernand, und brachte dadurch einen großen Theil des Besitzthums der Schwalbach, namentlich die Güter in Kiedrich auf seine Nachkommen. Sein Sohn Johann Heinrich Daniel wurde in der Ehe mit Maria Elisabeth Wilhelmine von Warsberg der Vater von Damian Hartard Ernst, Vicedom zu Mainz seit 1732, gest. 13. März 1742, welcher der Stammvater aller spätern Ritter von Grünstein geworden ist. Sie theilten sich in der Folge in zwei Aeste, wovon der noch blühende von Damian Emmerich Ernst, kurmainzischer Geheimrath und Hofgerichtspräsident, abstammt, während der andere mit seinem Begründer Franz Anton, kurmainzischer Kämmerer und Hofrath, erloschen ist. Constantin Philipp Anton, Reichsfreiherr Ritter von Grünstein, geboren 10. Jul. 1777, herzoglich Nassauischer Kämmerer, auch einst Präsident der Rechnungskammer, war in erster Ehe mit Maria Anna Franziska von Wiesenthau, gest. 1827, in anderer Ehe seit 26. Jun. 1832 mit Louise von Welden verheurathet und starb 14. Dec. 1855, aus der zweiten Ehe drei Söhne hinterlassend. Sein Bruder, Philipp Franz Karl, Großcomthur des St. Georgenordens, kön. bayerischer Kämmerer und wirklicher Geheimrath, ist in der Ehe mit Sophia Elisabeth de Luze Vater eines Sohns und einer Tochter geworden. In einer in Niederland zurückgebliebenen Linie glänzte noch im 17. Jahrhundert als Beförderer der Wissenschaften und Culturanstalten, als Gönner der Gelehrten Theodor

Johann Albert Ridder zu Groenenſtein, Herr auf Andelſt, Keſſenich, Rynſteyn, deſſen Humanität und Eifer für die Unterſtützung hiſtoriſcher Forſchungen zu rühmen, der gelehrte Holländer A. Mathäi in dem Buch de Nobilitate nicht Worte genug findet.

Kiedrich hatte vordem auch eigenen Adel. Eckehardus de Kitercho et filius eius erſcheinen als Zeuge im J. 1165, wie im J. 1228 Ernest de Kitercho. Adelheid, Herprechts von Kiedrich Wittwe, hat ſich durch eine Stiftung zu Gunſten der Abtei Eberbach verewigt. „Sie war reich, unbeerbt und darum zu milden Stiftungen deſto beſſer gefaßt. Ihre Wohnung zu Kiedrich machte ſie mit den Eberbachern mehr bekannt und neigte ihre Freigebigkeit auf dieſes Kloſter. In ihren Schenkungsbriefen nennt ſie ſich Schweſter Adelheid und war alſo mit Eberbach affiliirt, oder wahrſcheinlicher nach dem Tode ihres Eheherrn in das Inſtitut der Beguinen getreten. Schon vor zehn Jahren hatte ſie den Eberbacher Convent in einem beſondern Stiftungsbrief vorläufig zu ihrem Univerſalerben erklärt. Dieſem Beſchluß zufolge traf ſie 1286 über ihr großes Patrimonium die teſtamentariſche Verfügung. Zuerſt wies ſie aus ihren dem Kloſter vermachten Beſitzungen zu Kiedrich und Oberheimbach jährlich 20 Marken an Geld, eine Carrate Wein vom beſten Gewächs zu Heimbach und drei Ohm aus dem Gräfenberg zu Kiedrich an, welche der Verſammlung auf Weihnachten und Marienhimmelfahrt zu einem ausreichenden Mahle verſpendet werden ſollten. Alsdann beſtimmte ſie zu einem ähnlichen Zweck einen ſtändigen Pacht von 100 Malter Weizen, den ſie um 160 baare Marken vom Kloſter erkauft hatte, und der nach des Abts Willkür vom Leheimer oder einem andern Hof geliefert und binnen der vierzigtägigen Faſten zu Weißbrod für die Mönche verbacken werden ſollte. Endlich, weil ſich vorgedachter Convent alle Freitage „„mortificirte und aus heiliger Andacht über die Ordensgeſetze von Milchſpeiſen enthielt,““ wies ſie dem Küchenmeiſter zur Verbeſſerung der auf dieſe Tage zu reichenden Pitanzen den jährlichen Ertrag ihrer Güter zu Gaulsheim und Büdesheim an, welche ſie um 220 Marken erkauft hatte. Um die Erfüllung ihres Vermächtniſſes ſicher zu ſtellen, verband ſie diejenigen,

denen die Vollziehung auflag, unter ſtrengſter Religionspflicht zur genaueſten Sorgfalt. Ja mit dieſer Anordnung nicht zufrieden, verpönte ſie jedes ſträfliche Verſäumniß der Spende mit jedesmaligem Verluſt der Revenüen, welche ſogleich an das Mainzer Domcapitel fallen ſollten. Den nicht unmerkwürdigen Beweggrund ſolcher außerordentlichen Fürſorge drückt ſie in ihrem Teſtament ſelbſt mit folgender Rügung aus: „„Weil es oft geſchieht, daß die mit der Marie zu den Füßen Jeſu in der Stille ihrem Seelenheil obliegenden Conventualen, wie abgeſtorben vom Herzen und vor den Augen der Menſchen verborgen, von den Officialen vernachläſſigt werden, wie auch einige Weltleute aus der Erfahrung wiſſen."" Dies wichtige Vermächtniß ward zur Vermehrung der Feierlichkeit am Feſttage des heil. Bernhard (20. Aug.) ausgefertigt, vom Abt zu Eberbach, von Dechant, Scholaſter und Domcapitel zu Mainz beſiegelt."

In einem Bannbrief für das Domcapitel zu Mainz, 8. Sept. 1331, wird ein Clas Hut von Kiedrich, Ritter, und Ver (Frau) Gertrud, ſeine eheliche Hausfrau genannt. Daß aber das eigentliche Geſchlecht von Kiedrich ſeinen Namen abgelegt habe, um ſich fortan von ſeinem Burgſitz auf Scharfenſtein zu benennen, iſt nicht unwahrſcheinlich. Scharfenſtein, die Burg auf einem freundlichen freiſtehenden Hügel, dem zu ihren Füßen liegenden Kiedrich gegenüber, zeigt noch in ihren Ruinen, wie anſehnlich und ausgedehnt ſie geweſen. Waltherus de Scharphinstein wird 1191 als einer der Mainzer Domherren genannt. Die Burg war alſo damals bereits vorhanden und ohne Zweifel Eigenthum der Erzbiſchöfe, ihrer muthmaßlichen Erbauer. Im Jahr 1222 erklärt Erzbiſchof Sigfried II, apud castrum nostrum Scarpenstein, es habe vor ihm und in ſeine Hand Werner Curb allem Recht zu des Kloſters Eberbach Hof Haßlach verzichtet. Der nämliche Erzbiſchof weilte auf der Burg 20. Aug. 1215 und 2. April 1230. Am 16. Jul. 1255 ſtellen Erzbiſchof Gerhard I, im J. 1263 Werner auf Scharfenſtein Urkunden aus. Desgleichen hat der Schattenkönig Wilhelm von Holland den Scharfenſtein beſucht und daſelbſt in Betreff der Capelle zu Friedberg eine Urkunde ausgeſtellt, 15. Nov. 1252. Im Jahr

1301 belagerten die im Dienste Kaiser Albrechts ausgezogenen Mainzer den Scharfenstein, mußten jedoch nach dreitägigen vergeblichen Anstrengungen, non sine confusione, abziehen. Nichtsdestoweniger sah sich nachmalen Erzbischof Gerhard II genöthigt, ueben Bingen, Klopp, Lahnstein, Ehrenfels, auch den Scharfenstein dem Kaiser zu überliefern, und noch 1304 befand sich dieser, oder genauer sein Treuhänder Gottfried von Brauneck, in der drei Burgen, Scharfenstein, Ehrenfels und Klopp Besitz. Im J. 1318 belagerten K. Ludwig, Erzbischof Balduin von Trier und ihre Helfer die für K. Friedrich III haltenden Festen Wiesbaden und Scharfenstein, ohne ihrer Meister werden zu können.

Damals und seit lange bestand auf Scharfenstein eine zahlreiche Burgmannschaft, die von Zeit zu Zeit durch neue Werbungen verstärkt wurde. Im J. 1248 waren hier 4 Burgmänner, deren jeder ein Burglehen von 20 Mark Jahresertrag besaß. Einen Werbebrief stellte Erzbischof Gerhard II am 27. Nov. 1297 aus: „Wir bestellen den Ritter Heinrich von Glimmendal zu unserm Burgmann auf Scharfenstein, unter dem Versprechen, ihm 40 Mark Aachener Pfennige zu geben. Indem uns das Geld dafür nicht eben zu Handen, verschreiben wir ihm dafür unsere Mühle bei Kiedrich, die zwar verfallen. Er soll sie wieder aufbauen, die dadurch veranlaßte Ausgabe berechnen und der Mühle so lange genießen, bis ihm für die 40 Mark und die aufgewendeten Baukosten Bezahlung geworden, wo er dann die 40 Mark zum Ankauf eines Allods zu verwenden und dieses der Mainzer Kirche lehenbar aufzutragen hat." Am Dienstag nach Pfingsten 1289 hatte der nämliche Erzbischof den Ritter Friedrich von Rüdesheim für dessen Lebzeit zum Burggrafen auf Scharfenstein bestellt, mit der Clausel, daß, wenn einer der folgenden Erzbischöfe irgend eine Veranlassung finden sollte, den Ritter dieses Amtes zu entsetzen, solches nur geschehen könne, nachdem dem Burggrafen Bezahlung geworden für eine Schuld von 320 Mark reinen Silbers, welche er bei dem Erzbischof ausstehen hat. Stirbt aber der Burggraf im Amt, so haben seine Erben wegen besagter Schuld nichts zu fordern, sie erlischt mit seinem Tode.

In der Folge mag die Burg den Gemeinern von Scharfenſtein zu Lehen angeſetzt worden ſein, und verſchwinden dieſe allmälig, bis auf das von Scharfenſtein benannte Geſchlecht, das, in mehre Haupt- und Nebenäſte getheilt, ſich nicht allein durch die Wappenbilder, ſondern mehr noch durch die Tincturen, in die Schwarzen, die Grünen und die mit den Steinen ſchied, und an vielen Orten des obern Rheingaues, zu Kiedrich, Erbach, Hattenheim, Neudorf, auch zu Mainz, vielfältig ſich niederließ. Schon im 13. Jahrhundert hatte eine Nebenlinie ſich auf dem Himmelberg, dem zwiſchen Kiedrich und Rauenthal belegenen Waldhügel, eine kleine Burg erbaut, die nur erſt im 15. Jahrhundert einging. Sie heißt im gemeinen Leben die alte Burg. Egeno, miles, et Cunradus de Scharpinstein erſcheinen in einer Urkunde von 1206; in einer andern vom 19. April 1219 werden Egeno de Scarpenstein, Rudolfus ibidem genannt. Meingot von Scharfenſtein, dann die Ritter Diederich und Hartwich (dieſer wenigſtens ungezweifelt ein Scharfenſtein) ſind Zeugen einer Urkunde des Erzbiſchofs Sigfried II für St. Alban vom J. 1227. Im J. 1249 vermachen Nicolaus von Scharfenſtein, Ritter, und Emelina, Eheleute, dem Kloſter Eberbach eine jährliche Gift. Am 20. Januar 1253 beurkundet Erzbiſchof Gerhard I, daß Heinrich von Dusburg und Hertwich von Scharfenſtein, beide Chorherren zu Mariengraden, ſich eines am jüngſtvergangenen St. Stephanstag, während der Mette, bei ihrem Mitcanonicus Gelfred begangenen Diebſtahls in Geld und andern Dingen angeklagt haben, daher er will, daß die beiden Sünder zu nächſtkommendem Lichtmeſſenabend ſich auf die Reiſe begeben, ſo daß ſie bis zum Sonntag Exaudi außerhalb der Grenzen von Deutſchland ſich befinden. Es ſoll auch Heinrich von Dusburg drei, Scharfenſtein zwei Jahre lang den deutſchen Boden meiden.

Aus Gnaden wird jedoch zugegeben, daß, falls ſie zu Paris, »vel in alio solempni studio,« zum Behuf ihrer Studien ſich aufhalten wollen, Heinrich von Dusburg die halbe, der von Scharfenſtein die volle Präbende beziehe, während ſie in Sitten und Wiſſenſchaft ſich vervollkommnen. Wenn ſie aber den Schul-

disciplinen nicht obliegen, ſind ſie von dem Genuß der Präbenden ganz und gar auszuſchließen. Hat Heinrich von Dusburg die drei Jahre überſtanden, ſo kann er ſeine Präbende nicht verdienen, es habe ihn dann der h. Stuhl oder ein apoſtoliſcher Legat dispenſirt, und er, nach abgelegter geiſtlicher Kleidung, in claustro eine ſechswöchentliche Gefängnißſtrafe ausgehalten. Dann iſt er befähigt, in der Kirche ſeine Präbende zu verdienen, jedoch ſoll er daſelbſt jederzeit den unterſten Platz haben, niemals zu Capitel kommen, auch für immer der capitulariſchen Stimme verluſtig ſein, wie nicht minder der Curie, ſo er zeither von der Kirche gehabt. Niemals iſt ihm von der Kirche wegen eine Curie oder ein Haus zu verleihen. Nach Verlauf der beiden Jahre ſoll Hertwich ebenfalls die Präbende nicht verdienen, er habe dann vorher Dispenſation erhalten und die Carcerſtrafe, wie oben, ausgehalten. Von dem Capitel bleibt er fünf Jahre, von der begangenen Miſſethat an gerechnet, ausgeſchloſſen. „Sodann aber kann er, nach von uns oder dem Nachfolger empfangener Dispenſation, zum Capitel aufgenommen werden, wenn anders dem Capitel einleuchtet, daß er in Führung und Studien ſich gebeſſert hat.“ Des Nicolaus von Scharfenſtein Wittwe Neſa wird 1294 angeführt. Nicolaus und Gerhard ſitzen in dem Manngericht, ſo von wegen des Grafen Ludwig von Rieneck Verlaſſenſchaft einberufen, 1339. Haymanns von Scharfenſtein Tochter Katharina wurde an Adam Schlump von Winternheim verheurathet, laut der Ehepacten von 1483. Johann von Scharfenſtein, Walbott zu Mainz 1525, lebte noch 1550.

Vorlängſt mußten vielfältige Theilungen vorgenommen worden ſein. Der obengenannte Meingot von Scharfenſtein hatte wenigſtens zwei Söhne, Nicolaus und N. Jener führt in ſeinem Siegel in einer Urkunde von 1249 den ſchwarzen Balken ohne Stein. Sein Bruder N. aber hatte einen Sohn Wilhelm, in deſſen Wappenſchild der nachmalen grün tingirte breite Balken mit einem ſchmalen darüber vorkommt, weshalb er unbedenklich wo nicht als der unmittelbare Ahnherr, zuverläſſig aber doch als einer der älteſten unter den Grünen von Scharfenſtein aufgeſtellt werden darf. Wilhelm wurde 1273 von der Abtei St. Alban

mit 2 Carraten Wein, zu Bodenheim fallend, belehnt. Eberhard, Ritter, 1355. Seine Tochter Richenza heurathete den Friedrich von Schönberg bei Weſel. Bruno wird zum Abt in St. Alban erwählt 1371, † 1380. Otto, Ritter, ſtirbt 1391, ſeine Hausfrau Getza Stumpf von Waldeck 1404. Auf den Grabſteinen zu Kiedrich heißt es: Anno Dñi MCCCLXXXXI obiit strenuus miles Otto de Scharpenstein, in die Pentecostes. Anno Dñi MCCCCIV obiit Getza, eius uxor, die ipsa Letare, quorum anime r. i. p. Ihr Sohn Trushard, Chorherr zu St. Alban, ſtarb 17. Januar 1419. Wilhelm der Junge und Grete, Eheleute 1396 und 1410. Otto, Abt zu St. Alban, Eberhard der ältere, Kuno der ältere, Kuno der jüngere, Otto und Henne, ſeine Brüder, ſind 1309 ihres Vetters Trushard Eideshelfer für ſeine Aufnahme in das Domcapitel zu Mainz. Bruno, Domherr zu Mainz 1407, † 12. Juni 1415. Bruno, Domcuſtos zu Mainz und Propſt zu U. Lieben Frauen in Weſel, läßt 1415 die Capelle in der Domcuſtorei einweihen, ſtirbt 1. Juli 1416 und ruhet in St. Niclaſen Capelle am Dom, wo er vordem cum Almutio abgemalet. Er hatte einen Bruder Namens Gerhard. Bruno, Cuſtos zu St. Alban, ſein Vetter. Trushard, Domherr 1417, ſtirbt 17. Januar 1419. Eberhard 1423. Anna war an Gilbert von Schönborn verheurathet. Konrad 1428, † 1432, zu Kiedrich begraben. Otto 1441, des ſeligen Otto Sohn, geſt. um 1444. Gerhard, Brunos Bruder, Domcuſtos 1470. Johann und ſeines Bruders ſeligen Kinder, 1470. Wilhelm, geſt. 30. Mai 1496, begraben zu Geiſenheim; ſeine Hausfrau Ode von Rhein. Gertrud, Wilhelms Tochter, war 1468 an Johann Brömſer von Rüdesheim verheurathet; Wittwe 1480, nimmt ſie den zweiten Mann, Friedrich von Rüdesheim der jüngere. Johann der jüngere von Scharfenſtein, der letzte dieſes Aſtes, ſtarb in der Blüthe ſeiner Jahre eines gewaltſamen Todes. Er wurde begraben zu Hattenheim auf dem Kirchhof vor dem Kreuz. Auf dem Grabſtein heißt es: Anno Dñi 1517 (28. März) ſtarb der Ernveſt Johan von Scharfenſtein, dictus junge, dem Got gnade.

Die Schwarzen von Scharfenſtein führten im ſilbernen Felde einen breiten, oben und unten aber mit einem ſchmalern einge-

faßten ſchwarzen Balken, auf dem Helm zwei ausgebreitete ſilberne Flüge über den ſchwarzen Balken. Von ihnen werden genannt Dido Scarpinstein, Zeuge der Urkunde von 1268, wodurch die Brüder Hermann, Johann und Friedrich von Biegen dem Kloſter Altenmünſter die auf den drei jährlichen Vogtgedingen zu Igſtatt ſchuldigen servitia für 35 Mark Cölniſcher Pfennige verkaufen. Graf Adolf von Naſſau erlaubt dem Ritter Nicolaus von Scharfenſtein, »ob grata, qui idem Nicolaus nobis impendit, servitia,« alles dasjenige, ſo er von dem Grafen zu Lehen trage, ſeiner Hausfrau Ofinia (Euphemia) zu Witthum zu verſchreiben, »dicte Ofinie presentem litteram sigillo nostro tradidimus communitam,« Samſtag nach Chriſti Himmelfahrt 1277. Nicolaus von Scharfenſtein, der mit des Stadtkämmerers von Mainz, des Rudolf zum Silberberg Tochter Agnes verheurathet, erkaufte 1333 in Gemeinſchaft Frau Neſen, ſeiner ehelichen Wirthin, und Hartmuths von Kronberg von Konrad von Bickenbach deß Theil der Burg Tannenberg und aller dazu gehörigen Güter und Dörfer, es ſei eigen oder Lehen, Gericht, Leute, ſodann ſein Theil und Recht an dem Zehnten zu Adilſpach, um 2624 Pfund Heller und fünftenhalben Schillinge Heller. „Wir han auch ausgenommen," ſagt der Verkäufer, „die Dörfer die hernach geſchrieben ſtehen, Adilſpach, das Henneche, Guntersblum und Norheim, und die Güter, die darin hören, ohne den Zehnten zu Adilſpach, den han wir ihnen verkauft, und han auch ausgenommen unſer Mannlehen und unſer Kirchenſätze. Wäre aber, daß kein Mannlehen zu Loſung ſtünde, oder was Gut zu Loſung ſteht, das ſollen ſie oder ihre Erben loſen und ſollens inhabeu, mit Namen, was zu Tannenberg höret oder vormals gehöret hat."

Truſchard iſt 1285 Zeuge der Urkunde, wodurch die beſagten Brüder von Biegen die Hälfte der Vogtei zu Heidesheim an das Kloſter Altenmünſter verkaufen. Johann, 1312, 1328, hatte ſein Wappen in Glas gemalt und ſeinen Leichenſtein zu Eberbach. Auf dem Leichenſtein heißt es: † Anno Dñi MCCCXXIX vn Id. Oct. O. Johannes de Scharpenstein. Diedo et Elisabeth eius uxor. Didos Schweſter, Eliſabeth, an Giſelbert von Rüdes-

heim verheurathet, und mit ihrem Herren in der Anhänglichkeit zu dem Kloſter Eberbach wetteifernd, wollte gemeinſchaftlich mit demſelben dem Convent in Eberbach zu ihrem und ihrer Eltern ewigem Andenken jährlich einen guten Tag ſtiften (25. Auguſt 1292). „Zu dem Ende ſchenkten ſie dem Kloſter ihre ganze Habe zu Gaulsheim unter der Bedinguiß, daß von dem Ertrag den Conventualen am 24. Auguſt ein ausreichendes Mahl in Weißbrod und Fiſchen gereicht werden ſollte. Um den Schmaus vollkommen zu machen, wieſen ſie aus einem ihrer Weinberge zu Hattenheim, Weſtelborn genannt, jährlich zwei Ohm Franzwein dazu an. Die Verwaltung der Pitanz ward nach ſchon hergebrachter Gewohnheit dem Küchenmeiſter aufgetragen und die Spende unter Verluſt des Weins und zweier Geldmarken, welche dem Kloſter Aulhauſen zufallen ſollten, auf das ſchärfſte anbefohlen. Noch mehr ward aber die Veräußerung der Güter ſelbſt verpönt. Denn in dieſem Fall ſollte ſogleich das ganze Vermächtniß für Eberbach aufhören und dem St. Martinsſtift in Bingen auf immer zu Theil werden."

Im J. 1312 ſchenkten Dido und ſeine Schweſter Eliſabeth, jetzt Giſelberts von Rüdesheim Wittwe, nach Eberbach alle Güter und Gefälle, die ihnen zu Lorch und Gaulsheim zuſtanden. „Die reinen Einkünfte davon widmeten ſie dem Convent für einige beſondere Pitanzen, hauptſächlich aber dazu, daß von Kreuzerhöhung an jedem Mönch und Converſen im Kloſter täglich zwei Eier oder dafür ein Häring aufgetiſcht werden ſollten. Von Kreuzerhöhung an ward den Mönchen nach der Regel des heil. Benedict täglich nur eine Mahlzeit zur Non (Nachmittag 3 Uhr) geſtattet, und dies dauerte bis zu der noch ſtrengern vierzigtägigen Faſten. Um die Eberbacher einigermaßen dafür ſchadlos zu halten, ſtiftete Dido für ſie ſeine Eier- oder Häringspitanz, und verordnete dabei ausdrücklich, daß wegen ihr weder von der ordentlichen Diät, noch von etwa ſchon vorherigen Pitanzen ein Abzug geſchehen ſolle. Für jeden Abzug mußten auch hier dem Convent zu Bleidenſtatt 4 Mark und dem daſigen Prior, der ſich bei den Senioren in Eberbach über die getrene Befolgung jährlich einmal zu erkundigen hatte, alle zwei Jahre zur Beloh-

nung ein Paar neuer Schuhe präſentirt werden. »Ut hujusmodi labor Priori de Blidenstatt gravis non existat, sed potius delectabilis et solatiosus — ordinamus — quod cellerarius coquine nostre sepedicto Priori alternatis annis duos Botos novos dare tenebitur.« Um ſich für das wichtige Geſchenk dankbar einzuſtellen, verſprach Abt Wilhelm, bei dem Kloſterhof zu Kiedrich eine Capelle zu bauen, ſolche mit allen Erforderniſſen gehörig einzurichten, für Didos und ſeiner Voreltern Seelenheil wöchentlich darin durch einen Prieſter aus hieſigem Mittel eine Meſſe zu beſtellen, und ſo oft dieſe binnen einer ganzen Woche, ſonder zulängliches Hinderniß, unterlaſſen würde, den Mangel jedesmal dem Convent in Bleidenſtatt mit einer Mark zu büßen. Sicher haben ſolche Strafmarken den Bleidenſtatter Fiscus nie bereichert; denn die verſprochene Meſſe ward in den Capitular-Turnus aufgenommen, und wird nach bereits 500 Jahren noch heutzutage mit der religiöſeſten Genauigkeit beſorgt.“ Noch ſchenkten 1329 Dido und Eliſabeth, ſeine Hausfrau, alle ihre Güter in Lorch zu beſtimmten Pitanzen.

Am Freitag nach Quasimodogeniti 1333 erkaufen Nicolaus von Scharfenſtein und Agnes, ſeine eheliche Hausfrau, von Frau Ida von Nach und ihrem Sohn Gottfried von Randeck das Burglehen, ſo ſie hatten zu Oppenheim zu Lehen von dem Reich, und mußten die Hausgenoſſen und Burgmänner dafür Gewährſchaft leiſten. Indem Oppenheim, Burg und Stadt, an das Erzſtift Mainz verpfändet waren, gab zu ſolchem Verkauf Erzbiſchof Balduin als Proviſor zu Mainz ſeine Einwilligung, unter der Bedingung, daß, wie weiland Eberhard von Randeck gethan, das Burglehen, wozu 50 Pfund Heller jährlicher Renten aus Fiſchereien und Wieſen bei Oppenheim gehören, verdient werde. Am 20. Sept. 1342 vergönnt K. Ludwig Claſen von Scharfenſtein, daß er ſeines Bruders Tochtermann, den Dieter Kämmerer von Worms in die Gemeinſchaft aller Lehen, die er von dem Reiche hat, aufnehme. Am Sonntag nach St. Gallen Tag 1344 bekundet Graf Georg von Veldenz, daß er um ernſtliche Bitten willen Clauſen von Scharfenſtein verleihet „mit dieſem Brief Dieter, des Kämmerers Sohn von Worms, und Katharinen,

ſeiner ehelichen Wirthin, und ihren beiden Kindern, die lehenbar mögen ſein, das halbe Theil aller der Lehen, die der vorgenannte Claus von uns und unſer Herrſchaft zu Lehen hat und gelegen ſind zu Hattenheim oder anderswo, mit den Fürworten, wenn Herr Claus von Scharfenſtein nit mehr iſt, und auch ob er verführe ohne Kind, daß dann alle Lehen und Gut, die Herr Claus itzund von uns hat zu Lehen, zumal fallen ſollen auf den vorgenannten Dieter und Katharinen, und ſollen ſie und ihre zwei Leibeserben, die lehenbar mögen ſein, daſſelbe Lehen und Gut von uns und unſern Erben zu Lehen han und empfangen. Wäre es auch, daß derſelbe Herr Claus etliche Kind gewinne, ſo ſoll dann dieſe Satzung zwiſchen ihm und dem vorgenannten Dieter todt ſein."

Am 16. Juni 1346 bekundet K. Karl IV, „daß wir an haben geſehen getreue willige Dienſte, die uns und dem Reich der geſtreuge Ritter Claus von Scharfenſtein oft unverdroſſen gethan hat und noch thun ſoll und mag in künftigen Zeiten, und haben ihm ſein Lebtag beſtätigt ſolch Burglehen mit Waſſer, Wieſen und anderer Zugehörung, das er hat in der Burg zu Oppenheim, und haben ihm dazu von beſonderer Gnaden die Freundſchaft gethan und Gnaden, wann daß er nicht iſt, daß Neſe, ſeine Hausfrau, dieſelbe Burglehen haben, halten und nießen ſoll ihr Lebtage, in aller der Maße, als Claus dieſelben itzund haltet und beſitzet." Am Freitag nach Drei Königen 1354 erklärt derſelbe König, daß er durch fleißige Bitte ſeines Getreuen, Claus von Scharfenſtein, und durch getreue willige Dienſte von Dieter Kämmerer von Worms empfangen, beſagten Dieter und ſeine Lehenserben laſſe kommen in die Gemeinſchaft des Burglehens zu Oppenheim und der Mannlehen zu Nieder-Ingelheim und Weinheim, die von dem heiligen Reich rühren und Claus von Scharfenſtein innehat und beſitzet, „ſo daß beide ſämtlich und in Gemeinſchaft die Burg- und Mannlehen ihr Lebtage ſollen halten, beſitzen und Uns und dem heiligen Reich darum ſein verbunden. Und geſchähe, daß ihrer einer abginge ohne Lehenserben, ſo ſollen der andere und ſeine Lehenserben die obgenannten Burg- und Mannlehen halten und beſitzen."

Dieſe Beſtimmung mag Frau Neſen nicht allerdings zugeſagt haben; ſie zu beruhigen, erklärte Dieter Kämmerer von Worms am Freitag nach Frohnleichnam 1354: „iſt es Sach, daß Herr Claus abgeht, das Gott verbiete, ſo ſoll Frau Neſe dieſelben Burglehen haben, beſitzen, nießen und brauchen, all die Weile ſie gelebet, gleicher Weiſe als ob Herr Claus lebte. Und dazu ſoll ich Dieter ihr beholfen und beſtanden ſein, ob es meiner Kinder Willen oder irgend jemand anders nit wäre, daß ihr das feſt und ſtet gehalten werde.“ Deß zu mehrer Sicherheit wurden ihr Bürgen geſtellt, und hat an demſelben Tage das weltliche Gericht zu Mainz die Verhandlung beſtätigt, „und dazu ſollen die Bürgen zu Mainz einfahren in ein erbare offen Herberge und da leiſten und nimmer außer Leiſtung zu kommen, Frau Neſen ſei eher erfüllet und alles ſtete gehalten. Alſo wär es Sache, daß Frau Neſe von wem immer Anſprach gewinne von der Lehen wegen, dieweil ſie lebt, ſo wäre ihr Herr Dieter tauſend Pfund Heller ſchuldig zu einer Pön, und ſollte doch feſt und ſtet ſein.“

Nicolaus von Scharfenſtein und ſeine Hausfrau waren ausgezeichnet freigebige Wohlthäter für alle Stifte und Klöſter der Stadt Mainz und des Rheingaues, wie das die Necrologe beweiſen. Namentlich ſtifteten ſie im J. 1349 im Kloſter Eberbach einen Altar zu Ehren der hh. Bartholomäus, Andreas und Nicolaus, begabten es auch mit Renten und ſchenkten 60 Pfund Heller zum Bau der Capellen. Nicolaus ſtarb im Rufe der Heiligkeit 1357 und wurde in der Kloſterkirche zu Eberbach beerdigt, wo auch ſein Grabſtein: † Anno Dñi MCCCLVII III Non. Decembr. in vigilia b. Barbare Virg. O. Nicolaus de Scharpinstein, miles, qui morabatur in Hattinheim. c. a. r. i. p. a. Ein Vierteljahrhundert ſpäter beinahe wurde neben ihn gebettet ſeine Wittwe, Frau Neſe, wie das ihr Grabſtein bezeuget: † Anno Dñi MCCCLXXXI. o. Nese, Kemmerer Rudolfes dochter, Clas von Scharpenstein Ritters Hausfraw. uf dinstag vor unser frawen dag Nativitatis. Um ihre Erbſchaft ſcheinen ſich einige Miſſel erhoben zu haben, denn am Freitag nach Mariengeburt 1381 bekennen und thun kund „Ich Katharine

zum Humbrecht und wir die andern Mitganerben, die das angehet und dazu gehören, Frau Neſen ſeligen Erben, Herrn Claus ſeligen Wittwe von Scharfenſtein, Ritters, ſämtlich und ſonderlich, daß wir gelobet han auf Gott und unſere Seelen ohne Gefährde, wär es Sach, daß wir oder unſer einer affter datum dieſes Briefs gerait Gut fänden an Gold, an Silber, oder an gemünztem Geld, das von Herrn Clas ſeligen von Scharfenſtein und Frau Neſen ſeligen, ſeiner ehelichen Hausfrauen, darkommen wäre, ausgenommen ſilbern Trinkfaß und Kleinod, über das Gut das itzo funden iſt, der oder die, wer unter uns der vorgenannten Frau Neſen ſelig Gut fände, die ſollen das gefundene Gut unverzüglich geben und überantworten Herrn Johann Herren zu Frankenſtein, Frau Annen, ſeiner ehelichen Hausfrau, Frau Juliana, Heinrichs von Thann Edelknecht ſeligen Wittwe, und Dieter Kämmerer, Edelknecht, Herrn Claus von Scharfenſtein ſeligen Erben, das Drittel und die Zwazahl ſoll uns, der vorgenannten Frau Neſen ſeligen Erben, verbleiben, und ſoll uns, der Frau Neſen ſeligen Erben, darüber niemand drängen mit Gericht oder ohne Gericht zu keinem Eide und in keine Weiſe, ohne alle Gefährde." Die an Dieter Kämmerer von Worms verheurathete Bruderstochter des Nicolaus von Scharfenſtein, Katharina, war auf Kiliani, 8. Juli 1351, geſtorben und im Kloſter Himmelkron zu Hochheim bei Worms begraben worden. Ihr Bruder mag geweſen ſein Clas von Scharfenſtein der Junge, Ritter, der am Sonntag nach Lucä 1357 bekennt, die Mühle zu Pfungſtett gemeinſchaftlich mit Rudolf von Ortenberg von Hrn. Konrad von Frankenſtein zu Lehen zu tragen.

Wilhelm der Alte von Scharfenſtein, Ritter, 1381, ſtarb 1390, wie es denn auf ſeinem Grabſtein zu Hattenheim heißt: † Anno Dñi MCCCXC o. dnus Wilhelmus de Scharpenstein, miles strenuus c. a. r. i. p. a. In der Ehe mit einer von Saulheim war er Vater geworden von Kuno der Alte, Kuno Vitzthum im Rheingau, Johann und Hermann, die 1409 ſich mit Gerhard, Henne und Gerhard, Gebrüdern, Wilhelm, Altohrs ſeligen Sohn, alle von Scharfenſtein (mit den Steinen) wegen des Zehenten zu Gonzenheim verglichen. Kuno kommt ſeit 1401 als Vice-

dom im Rheingau vor, nachdem er früher Amtmann zu Hofheim geweſen. Im J. 1413 ſchlichtete er als erbetener Schiedsrichter die zwiſchen dem Erzbiſchof und dem edel Junker Johann von Wied Herr zu Iſenburg waltende Feindſchaft. Zu Apoſtelheilung 1415 ſchreibt er: „Meinen ſchuldigen Dienſt, gnädiger Herr, Herr Johann Erzbiſchof zu Mainz. Ich Cune von Scharpenſtein, Hauptmann meines gnädigen Herren des Römiſchen Königs und Vitzthum im Rheingau, laſſen Euch wiſſen: ſolche Mannlehen und Burglehen als ich von Euch han, und auch, als ich Euer Diener und Rath bin, und was Eide und Gelübde ich Euch darüber gethan han, das ſag ich Euch auf, und will Euch darum zu der Zeit nit mehr verbunden ſein, ausgeſcheiden mein Vitzthumamt und Frauenſtein.“ Dem folgen Klagen über nicht erfüllte Verheißungen. Weiter heißt es: „Darauf Ihr mich dringet und gedrungen habt, daß ich Euch Rathsdienſte und alle Verbindniſſe vorgeſchriebener Maaſen auffage, und wäre deß lieber überhoben geweſen.“ Dieſe Aufkündigung betrachtete der Erzbiſchof als eine ihm angethane Beleidigung, und derenthalben ſich zu verantworten, wurde Scharfenſtein auf den Dienſtag nach Jacobi nach Aſchaffenburg vor ein Maungericht geladen. Ohne Zweifel hat er jedoch das Vitzthumamt von wegen einer Pfandſchaft behalten, bis er im J. 1415 davon geritten war, wie es in dem Amtsbrief für den neuen Vitzthum, Johann Brömſer von Rüdesheim, vom 26. Dec. 1415 heißt. Dieſer waltete bis 1417, worauf denn Kuno das Amt wieder übernahm, auch häufig bis 1420 darin erſcheint. Allem Anſehen nach hat Erzbiſchof Konrad III ihn deſſen Dienſtag nach Reminiscere 1424 entſetzt und ihm dagegen für ſeine Lebtage das Burggrafenamt in Luckenmühl verliehen. Kuno hauſete meiſt zu Erbach und iſt im Jahr 1427 mit Tod abgegangen. Von den Kindern ſeiner Ehe mit Krafft's von Allendorf Wittwe, Eliſabeth Knebel von Katzenellenbogen, ſcheint ihm lediglich eine Tochter überlebt zu haben, die an einen Vetter, Henne von Scharfenſtein verheurathet wurde. Nicolaus der Junge hingegen hinterließ aus der Ehe mit Salentins Hund von Saulheim Tochter mehre Kinder, darunter Salentin, Domherr zu Mainz, Amtmann zu Bingen, geſt. 22. Januar

1473. Der Aſt erloſch in der Perſon von Johann von Scharfenſtein, der Jüngere genannt, 1500.

Die von Scharfenſtein mit den Steinen führten im ſilbernen Feld einen ſchwarzen Balken, der oben und unten von ſchwarzen Steinen in ungleicher Zahl und Ordnung begleitet. Ihre Abſtammung iſt zweifelhaft. Einige laſſen die Grünen und Schwarzen von einem ganz andern Hauptſtamm, als die Gennen, die Kratzen und die mit den Steinen herkommen, behandeln die letzten als ein eigenes, von Grün und Schwarz ganz abgeſondertes Geſchlecht und betrachten die Gennen und Kratzen als von ihm ausgegangene Seitenäſte. Hingegen betrachten Andere die Schwarzen als den Hauptſtamm, der im Anfang des 13. Jahrhunderts den ſchwarzen Balken ohne Steine, bald hernach aber mit Steinen unter vielen Abwechslungen geführt und in der Folge den Gennen, Kratzen ꝛc. das Daſein gegeben haben ſoll. Wilhelm von Scharfenſtein, genannt Altohr, wurde, unter mehren Kindern, Vater eines Gerhard, † 1445, deſſen Enkel, Johann von Scharfenſtein zu Kiedrich 1477, geſt. 1520, in der Ehe mit Guda von Bobenhauſen, verm. 1485, eine zahlreiche Nachkommenſchaft gewann, darunter Johann der Jüngere, Walbott zu Mainz 1521, geſt. 22. Jul. 1555. Dieſer wurde in der zweiten Ehe mit Anna Wolfskehl von Fetzberg, Vater jenes Dieter, geſt. 1567, von deſſen vier Söhnen zwei, Johann Dieter und Philipp Melchior in Frankreich auf dem Schlachtfeld fielen; Wilhelm Heiderich kam durch Gift um, und Hans Georg ſtarb plötzlich, 17. April 1604. Er hinterließ die Söhne Johann Friedrich und Johann Gerhard Werner. Dieſer, geb. 1592, fürſtlich Wormſiſcher Hofjunker, fand den Tod in Piemont, 1617, bei der Belagerung oder Vertheidigung von Vercelli. Sein Bruder, Johann Friedrich von Scharfenſtein, geb. 1584, ſtarb unverheurathet zu Mainz, 10. Aug. 1632, und wurde bei ſeinen Voreltern in der Pfarrkirche zu St. Ignatius beerdigt. Da er ſeines Stammes Letzter, wurde ihm das Wappen gebrochen mit in das Grab gegeben. Eine Nebenlinie dieſes Aſtes, die zwar Andere von den Brunen aus dem Aſt der Grünen von Scharfenſtein herleiten, mögen die Brunen von Scharfenſtein ſein, vermuthlich nach ihrem unmittel-

baren Stammvater genannt. Sie beſaßen unter der Burg Scharfenſtein unweit Kiedrich ein anſehnliches Burghaus, welches vielleicht der uralten Herren de Keterecho Stammſitz geweſen. Am Mittwoch vor Pfingſten, 7. Juni 1429, verſichern Elizabeth, relicta quondam Johannis armigeri, filii dicti Brun de Scharpenstein, nec non Truschardus, Johannes et Otto, confratres, filii mei, ihrer Tochter, reſp. Schweſter, Nonne zu Retters, einen lebenslänglichen Spielpfennig von 14 Schilling Cölniſch, »super curiam nostram infra castrum Scharpenstein sitam, quam tenet nunc Gerhardus dictus Walpodo.« Der drei Söhne Vatersbruder Otto beſiegelte die Urkunde, und heißt es in ſeinem Siegel: S. Ottonis Brun de Scharpenstein. Der Hof beſteht theilweiſe noch, iſt aber durch die Grafen von Solms, der Kratz von Scharfenſtein Miterben, veräußert worden.

Die Gennen von Scharfenſtein führten im ſilbernen Feld ein ſchwarzes Andreaskreuz, von 13 rothen Steinen begleitet, 3 in jedem der drei obern Winkel, 4 in dem untern Winkel, nach Humbracht ein rothes Andreaskreuz mit 13 ſchwarzen Steinen. Als ihren Stammvater betrachtet Bodmann den Vatersbruder jenes Heinrich von Scharfenſtein, der, nach ihm, ſich zuerſt, 1390, Kratz nannte, den Emmerich von Scharfenſtein genannt Genne, 1320. Emmerich Genne hatte einen Sohn, Johann, 1357, und dieſer eine Tochter, Gutta, welche, die letzte der Linie und des Namens, mit Krafft von Allendorf vermählt wurde und den 17. Febr. 1403, ihr Herr aber den 5. Oct. n. J. verſtarb. Beide wurden zu Eberbach in dem Kreuzgang beerdigt. „Das Bild dieſer Gutta, mit ihrem und ihres Eheherrn Geſchlechtsſchilde, befindet ſich in einer überaus ſchönen Glasmalerei an einem Fenſter des Kreuzganges daſelbſt, an der Stelle ihrer Gräber.“

Auch der Zweig der Kratz von Scharfenſtein iſt, nach Bodmann, ein Abkömmling der Scharfenſtein mit den Steinen. „Indem uns vor dem Schluſſe des 14. Jahrhunderts keiner dieſes Namens in Urkunden vorgekommen iſt, ſo halten wir ſolches für einen der jüngſten Aeſte dieſes Hauſes. Heinrich von Scharfenſtein (mit den Steinen), 1340, hatte 5 Söhne, wovon Heinrich ſich 1390 zuerſt Kratz von Scharfenſtein nannte und der Stifter

des Kratzschen Astes ward. Dessen Wappenschild bestand in einem rothen Balken im silbernen Felde, mit 13 schwarzen Steinen, oben 4, 3, unten 3, 2, 1." Jener Heinrich wurde in der Ehe mit Katharina von Wiltberg, Völkers Tochter, Vater eines andern Heinrich, gest. 1449, aus dessen Ehe mit Irmgard von Metzenhausen ein Sohn und zwei Töchter kamen. Die jüngere Tochter, Margaretha Kratz von Scharfenstein nahm den Schleier in dem Kloster Engelport, Prämonstratenserordens, wurde zur Meisterin erwählt 1450 und regierte das Haus 82 Jahre lang, demselben sehr zu Vortheil und noch mehr den Armen zu Trost. Dafür wurde ihr im Leben noch die Gabe, Wunder zu wirken, wie denn im Jahre 1530 auf ihr Gebot die durch die vielen Almosen erschöpften Speicher sich plötzlich wieder füllten. Sie starb, über hundert Jahre alt, 19. Nov. 1532. Ihr Bruder Heinrich, gest. vor dem J. 1507, wurde in der Ehe mit Margaretha von Sötern ein Vater von 6 Kindern, darunter Kaspar, gest. 1513, dessen und der Agnes von Schönberg bei Oberwesel Sohn Philipp, Amtmann zu Coblenz 1549—1552, gest. 8. Aug. 1570, seit 1531 mit Anna von Schönenburg verheurathet, 15 Kinder gewann, darunter die Söhne Johann Philipp, Deutschordenscomthur zu Mechelen, Kaspar, Hugo, Philipp, Kuno, Comthur zu Mechelen, Friedrich. Hugo, Domdechant zu Trier, wurde den 15. Juni als Propst zu St. Paulin bei Trier eingeführt, den 28. Dec. 1582 als Archidiaconus major vereidet, am 4. Febr. 1588 zum Domdechant und am 27. Sept. 1623 zum Dompropst in Trier erwählt und starb 25. Juni 1625, alt 84 Jahre. Er war auch Dompropst zu Speier. Philipp, Dompropst zu Mainz 1595, wurde den 4. Mai 1604 zum Bischof von Worms erwählt und starb 13. Juli n. J. Er war daneben Propst zu St. Bartholomäus in Frankfurt. Kaspar, mit Maria Jacobe von Hagen verheurathet, hinterließ vier Kinder: Hugo, Domherr zu Mainz und Worms, Propst zu St. Bartholomäus in Frankfurt, gest. 31. März 1619, Johann Philipp, Domherr zu Trier, Worms und Speier, Margaretha, Aebtissin zur Stuben an der Mosel, gest. 1654, Maria Christina, verm. 1611 an Philipp von Hattstein.

Friedrich, der jüngſte der Brüder, war Amtmann zu Lichtenberg 1562, Obriſter im franzöſiſchen Dienſt, fürſtlich Lothringiſcher Rath 1584, endlich kurtrieriſcher Obriſter und Commandant auf Ehrenbreitſtein. Er ohne Zweifel hat von Lothringen die Pfandſchaft Saargemünd und Saaralb übernommen. In der erſten Ehe mit Eliſabeth von Boyneburg genannt Honſtein gewann er die Söhne Anton und Johann Bechtold, Domherr zu Mainz, Trier, Worms und Speier, geſt. 8. Juni 1594, dann die an Johann Diederich von Metternich zu Zievel verheurathete Tochter Margaretha; ſeiner zweiten Ehe mit Johanna von Ligneville gehören an: Hannibal, der als Obriſtlieutenant vor Ofen blieb 1602, Judith, Gem. Johann von Hattſtein, und Alexander, der 1604 ſeine Dompräbende zu Mainz reſignirte, 1616 die Maria Agatha Echter von Mespelbrunn heimführte und 1620 kinderlos verſchied. Anton Kratz von Scharfenſtein, kurtrieriſcher Rath, auch Amtmann zu Coblenz und in der Bergpflege, 1588—1615, hat zu Marienrod im Kloſter das wunderliche, Bd. 4 S. 225—232 erzählte Abenteuer beſtanden. Seine erſte Frau, Gotthards von Metternich zu Zievel Tochter, Antons Walbott von Baſſenheim Wittwe, geſt. 1614, hat ihm 6 Kinder geſchenkt, während ihre Nachfolgerin im Ehebett, Barbara von Merode kinderlos geblieben iſt. Des älteſten Sohns, der eine der Celebritäten des 30jährigen Kriegs, des Grafen Johann Philipp Kratz von Scharfenſtein Lebens- und Leidensgeſchichte iſt Bd. 1 S. 455—459 vorgetragen worden. Hugo Eberhard, Domcantor, dann Cuſtos zu Mainz, auch Kämmerer, welchen Amtes er doch am 13. Jul. 1638 entlaſſen wurde, Domherr zu Trier und Worms, in der Trieriſchen Kirche Chorbiſchof tit. S. Lubentii 1627—1650, war der Coadjutor, welchen Kurfürſt Philipp Chriſtoph im Jahr 1650 ſich auserſehen hatte, erhielt doch 1653 die Trieriſche Dompropſtei, 1654 das Bisthum Worms und ſtarb im März 1663 zu Regensburg, wo er ſich von wegen des Reichstags aufhielt. Deutſchland verlor an ihm einen ſeiner größten Fürſten. Lothar, Domherr zu Trier und Worms 1610, ſtarb 1620. Adam Diederich, kaiſerlicher Obriſter und Commandant zu Landsberg an der Warthe, blieb über einem Ausfall, April 1631. Amalie Regina

wurde an Johann Otto von Gymnich, Anna Elisabeth an Philipp Diederich von Schönenburg mit den Kreuzen verheurathet.

Der Feldmarschalk hatte in erster Ehe, mit Maria von Metternich, des Kurfürsten Lothar von Trier Schwester, fünf Kinder, in anderer Ehe mit Eleonora von Fels die Töchter Amalie Regina Elisabeth, Stiftsdame zu St. Cäcilien binnen Cöln, und Eleonore Barbara Maria, verm. 1653 an den Grafen Johann August von Solms-Rödelheim, gesehen. Der älteste Sohn, Lothar Hugo, erscheint als Domherr zu Mainz und Trier 1626; Friedrich Karl, Domherr zu Trier, Domicellar zu Mainz und Würzburg, starb in blühendem Alter; Maria Agatha wurde an Emmerich Ernst von Wiltberg verheurathet; Anna Katharina starb ehelos.

Der Stammherr endlich, Johann Anton, kurtrierischer Geheimrath und Hofmarschall, hatte nur in erster Ehe, mit Anna Franzisca von Sötern, des Kurfürsten Philipp Christoph von Trier Großnichte, Kinder, wohingegen unfruchtbar die zweite Ehe mit der Rheingräfin Anna Maria von Daun. Die vier Töchter sind aber in der Wiege oder gleich nach der Geburt gestorben; zu Jahren kam einzig der Sohn Hugo Ernst Graf Kratz von Scharfenstein, Freiherr von Riesenberg, kurtrierischer Geheimrath und Oberamtmann zu Boppard. Er starb 1721, der letzte seines Geschlechtes, Namens, Schildes und Helms. Durch Testament hatte er über seinen Nachlaß verfügt, hauptsächlich wohl zu Gunsten derer von Wiltberg; das schöne Gut zu Kamp, sein gewöhnlicher Wohnsitz, den er noch heute durch Spuk beunruhigen soll, Bd. 4 S. 643—645, gab er dem Kloster Oberwerth, wo eine seiner Freundinen den Schleier genommen hatte. Die große Herrschaft Kauth und Riesenberg, in dem nachmaligen Klattauer Kreise von Böhmen, eine Erwerbung des Feldmarschalks, die er der Hofkammer mit 35,000, sowie das anstoßende Drachkow mit 6790 Schock Meißn. bezahlte, mag durch des Erwerbers Fehltritt verloren gegangen sein. Das Haus zu Coblenz in der Judengasse kam zum Verkauf. Die Gräfin von Solms, die Halbschwester, von der Mutter, die eine Hussitin, in ihrem Glauben erzogen, wird mit dem Pflichttheil abgefunden

worden ſein. Aus den ihr angewieſenen einzelnen Gütern in dem Trieriſchen, Mainziſchen und auf dem Hundsrücken componirte der Reichsdeputations-Hauptſchluß von 1803 eine Grafſchaft Cratz-Scharfenſtein, für deren Verluſt das fürſtliche Haus Solms durch die Abteien Arnsburg und Altenberg entſchädigt wurde. Die Burg Scharfenſtein ſelbſt kam ſpäterhin an die Walbott von Baſſenheim, die noch heute, ſchreibt P. Herm. Bär, die Ruinen mit einem ſchönen Anhange von Gütern beſitzen.

Dem Herkommen nach den Scharfenſtein durchaus fremd, ſind die Eſelweck von Scharfenſtein, welche von wegen eines Burgſitzes dieſen Beinamen führten, vornehmlich aber zu Mainz hauſeten. Heiurich und Wilhelm Eſelweck von Scharfenſtein, Gebrüder, einigten ſich zu Pfingſten 1279 hinſichtlich ihrer Lehen, in der Weiſe, daß die Wittwe des zuerſt Verſtorbenen mit ihren Kindern, männlichen oder weiblichen Geſchlechts, der Lehen genießen ſoll, wie ihr Herr ſie gehabt; würde ſie aber zur zweiten Ehe ſchreiten, ſoll der überlebende Bruder ſie der Lehen entſetzen, die Vormundſchaft und Mundeburde der hinterlaſſenen Kinder übernehmen und die Lehen unter ſie vertheilen. Die Urkunde wurde zu Eberbach niedergelegt, ſo daß, falls darauf zu recurriren, diejenigen, welche dazu berechtigt, männlichen Geſchlechtes wohlverſtanden, ſie innerhalb des Kloſters, Weibsleute aber vor der Kloſterpforte einſehen mögen. Iſt die Urkunde geleſen, ſo wird ſie auch ferner im Kloſter verwahrt, ohne daß ſie jemalen von dannen zu entfernen. Heinrich Eſelweck von Scharfenſtein war am Mittwoch vor Allerheiligen 1278 von Friedrich Stal von Biegen mit dem ihm eigenen Dorf Igſtatt zu Erbe belehnt worden, ſo daß nach ſeinem Tod Wittwe und Töchter das Lehen beſitzen mögen. Er hatte ſich aber dem Kurfürſten von Mainz durch Fehdſchaften mißfällig gemacht und durfte das Mainziſche Gebiet nicht betreten, deshalb er um das Feſt des h. Märtyrers Albanus ſeinen Bruder Wilhelm bevollmächtigte, das Lehen Igſtatt zu Handen Gottfrieds von Epſtein, »nomine Dominorum Veteris Monasterii Moguntini,« zu reſigniren. Im J. 1283 werden genannt Henricus et Nicolaus dicti Eselwecke milites de Scharpenstein. Ein Nebenzweig der Eſelweck mögen die Stange von Scharfenſtein ſein.

Wilhelm Stange von Scharfenstein war Lehenmann der Propstei zu St. Victor, und hat aus dessen Händen der Stiftscantor Ludwig zu Kreuzerfindung 1275 das Lehen, 2 Carraten Weins aus dem Hof Oestrich, abgelöset, um es zu Stiftungen an seiner Kirche zu verwenden.

Hinter dem Scharfenstein, im Petersthal, lag das kleine Castell, »quod Nuwinhus vulgariter appellatur, retro castrum Scharphynstein,« das zwar Erzbischof Sigfried II castellum S. Petri nennt in der Urkunde vom 26. Nov. Pontificatus nostri anno 20, wodurch er das Stift zu Bingen ermächtigt, nach dem Tod eines Canonicus die Einkünfte von dessen Präbende zwei Jahre lang zum Vortheil der Fabrik zu verwenden. Erzbischof Peter, der wohl in seiner vielfältigen Reisen Verlauf die Grande-Chartreuse bei Grenoble besucht und von dort eine hohe Verehrung für den Orden mitgebracht hatte, wird geflissentlich eine analoge, wenn auch nur das Schattenbild einer Alpenlandschaft darstellende Oertlichkeit gesucht haben, und seine Wahl für die zu begründende Karthause fiel auf eine wüste Stelle des St. Petersthals. Von der Grande-Chartreuse aus wurden ihm um das J. 1306 einige Karthäuser zugeschickt, darunter der Pole Martin, der mit der Einrichtung sich befassen sollte. Ohne Säumen legte man Hand ans Werk, und mag bereits im J. 1312 der Bau vollendet, das Haus bezogen worden sein, denn mehre Urkunden über dessen Besitzungen gehören in das besagte Jahr; aber erst im J. 1326 wurde die neue Karthause durch Beschluß des Generalcapitels in den Orden aufgenommen. Die Stiftung machte der Erzbischof aus seinem persönlichen Vermögen, wie sowohl der Hauptstiftungsbrief vom 21. Mai 1320, als auch einzelne Kaufbriefe bekunden. So hatte er die Güter zu Weilbach, Wicker und Massenheim im J. 1312 um 346 Pfund Schilling 8 Heller von Wolfram von Eberstein, Ulrich von Bickenbach und Elisabeth, Wittwe Gottfrieds von Hohenlohe, andere Güter ebendaselbst in dem nämlichen Jahr von Graf Poppo von Eberstein, seiner Gemahlin Guda und Frau Elisabeth, der Wittwe Gottfrieds von Hohenlohe, um 754 Pfund 13 Schilling 4 Heller erkauft. In dem Stiftungs-

brief ſind die Grenzen des eigentlichen Kloſterguts genau beſchrieben: »que distinctio seu limitatio a fontibus inclusis usque ad finem pratorum dicte vallis (S. Petri) mediis hic inde interclusis, videlicet agris, pratis, pascuis, riuulis et silvis, et usque ad summitates montium, que a transeuntibus in valle videri possunt, et non vltra, se extendit.« Auch Beholzigungs- und Weiderecht in den anliegenden Waldungen verlieh der Stifter ſeinem Kloſter, deſſen Grundſtein er eigenhändig gelegt hatte. So lange die Karthauſe ſeines mächtigen Schutzes genoß, blieb ſie unangefochten; kaum hatte Peter die Augen geſchloſſen, 4. Juni 1320, ſo begannen die Anfeindungen, die Angriffe von Seiten der benachbarten Ritter, die es nicht verſchmerzen konnten, daß ihre Jagdgerechtſame durch das neue Kloſter beſchränkt. Am ärgſten ſetzten die unmittelbaren Nachbarn, die Gemeiner auf Scharfenſtein, den wehrloſen Clausnern zu, daß dieſe genöthigt, den Erzbiſchof Matthias anzurufen. Der ſchickte eine Commiſſion auf Ort und Stelle, und wurde die Klage vollkommen begründet gefunden, wiewohl man aus zarten Rückſichten annahm, das Getöſe der Jäger ſtöre die Mönche in ihrer Andacht. So wurde denn die Karthauſe nach der unmittelbaren Nähe von Mainz übertragen, 1322, bei Lebzeiten des Priors (ſeit 1320) Johannes II, der den Grundſtein zu dem Neubau legte, auch der Baumeiſter der Karthauſen zu Trier, Coblenz, Cöln und Würzburg geworden iſt und 1325 verſtarb. Die Translation hat Erzbiſchof Matthias im J. 1324 feierlich beſtätigt.

Eltvil.

Die Kiedricher Bach, die in ihrem kurzen Lauf 14 Mühlen treibt, geht hinab nach Eltvil, um in den Rhein zu münden. Dahin führen auch über ſanfte Abhänge mehre Pfade, die um ſo fleißiger begangen werden, da Eltvil ſeit unfürdenklichen Zeiten die Metropole des Rheingaues vorſtellt. Andere Pfade ſind zugerichtet den Außenwerken gleichſam von Eltvil, dem Draiſerhof und der Sicambria. Der Draiſerhof, deſſen Urſprung

S. 403—404 beſprochen, wurde zeitig, gleich jenem in Reichertshauſen, zu einem klöſterlichen Weinlager benutzt, wie er denn in der Bulle vom J. 1162 als cellarium bezeichnet wird. Durch Ankauf und Schenkung ſollt er bald bedeutenden Zuwachs erhalten. Im J. 1208 kaufte die Abtei 18 Morgen Ackerland, der Morgen zu 11 Schilling Cöln., das Ganze zu 17 Mark, von Boemunds von Eltvil Söhnen Werner und Heinrich. Im J. 1218 ſagten Gottfried von Epſtein als Vaſſal und Albrecht von Schenkenſtein als Aftervaſſal dem Erzbiſchof Siegfried das Lehen der nahe gelegenen Inſel auf, welche ſodann der Erzbiſchof an Eberbach vergabte. Im J. 1366 kaufte die Abtei von Nicolaus von Scharfenſtein und Hebela, Eheleuten, 1½ Morgen Ackerland, und in demſelben Jahr von Kuno, dem Schultheiß zu Eltvil, 6 Viertel Acker. Die zwiſchen Kiedrich, Eltvil und dem Hof gelegene, davon abhängende Mühle hatte Erzbiſchof Siegfried II der Abtei 1228 gegen eine jährliche Recognition von 2 Pfennigen verliehen. Der Draiſerhof und der oberhalb Eltvil belegene Hof Steinheim wurden im J. 1803 dem um das Haus Naſſau hochverdienten Miniſter Hans von Gagern verliehen, von dieſem aber, der Zeitlebens ein Verächter des Geldes, wenn dieſes ſein Eigenthum, ganz eigentlich verſchleudert. Hans von Gagern ſtarb, 86 Jahre alt, den 22. Oct. 1852 auf ſeinem Ritterſitz Hornau bei Epſtein, den die von Coudenhoven von den Bettendorf ererbt hatten. Hier der amtliche Bericht nm jene Donation:

„Wir Friedrich Auguſt, von Gottes Gnaden Fürſt zu Naſſau ꝛc. ꝛc., und Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden Fürſt zu Naſſau ꝛc. ꝛc., urkunden und bekennen hiermit für Uns und Unſere Nachkommen: daß Wir in Betracht der von dem Regierungs-Präſidenten Freiherrn von Gagern Unſerem Fürſtlichen Hauſe vielfältig geleiſteten nützlichen und ausgezeichneten Dienſte, es für Unſere Pflicht gehalten haben, demſelben eine angemeſſene Belohnung hierfür zu leiſten, und Uns ſonach gnädigſt bewogen gefunden haben, ihm und ſeiner Familie erb- und eigenthümlich als eine Schenkung zu überlaſſen:

„1) das Draiſer Hofgut zu Erbach, an Aeckern 182 Morgen 3 Viertel 20 Ruthen, an Wieſen 16 Morgen 3 Viertel

6 Ruthen und an Weinbergen, namentlich eigenen, 7 Morgen 1 Viertel 11 Ruthen, an Zinsweinbergen 29 Morgen 1 Viertel 11 Ruthen haltend, nebst einer Erbbestandsmühle, wobei an Aeckern 16 Morgen 2 Viertel 2 Ruthen und an Wiesen 1 Morgen 3 Viertel 14 Ruthen befindlich sind;

„2) das Steinheimer Hofgut, an Aeckern 219 Morgen 5 Ruthen, an Wiesen 3 Morgen 27 Ruthen, an eigenen Weinbergen 31 Morgen 2 Viertel 2 Ruthen haltend, wobei ein Antheil Rheinaue mit 20 Morgen Aecker, 1 Morgen Wiesen, 29 Morgen Weidenstücken befindlich ist; sodann

„3) das Seminarien-Haus und Gut zu Erbach, welches an Weinbergen, so theils dem ehemals zu Mainz bestandenen St. Peters-Stift, theils dem St. Gangolfs-Stift, theils dem Seminarienfond selbst zugestanden haben, 8 Morgen 3 Viertel 27 Ruthen befindlich sind;

sammt allen auf diesen Gütern haftenden Rechten und Gerechtigkeiten, einschließlich der damit verbundenen Lasten, so wie solches alles sich gegenwärtig befindet und in der hier beiliegenden Beschreibung angeführt und verzeichnet ist, also und dergestalt, daß derselbe in den Besitz und Genuß dieser geschenkten Güter von dem Augenblick an eintreten soll, wo die Aufhebung der Abtey Erbach geschehen wird. Zu dessen Urkunde haben Wir ihm Freiherrn von Gagern hierüber gegenwärtigen Schenkungsbrief unter Unserer eigenhändigen Unterschrift und beygedruckten Fürstlichen Insiegeln in Gnaden mitgetheilt.

„So geschehen Biebrich den 30. August 1803.

„Schloß Engers den

„Die Hofkammer zu Wiesbaden, vom Fürsten Friedrich August (13. Juni 1803) hinsichtlich des Ertrags und Werthes der dem Freiherrn von Gagern zugedachten, vormals zur Abtei Eberbach gehörenden Gütern um Bericht aufgefordert, erstattete denselben mit Vorlage nachfolgender summarischen, durch genaue Schätzung ermittelten Zusammenstellung der Güter nach ihrem Flächengehalt, Ertrag und Capitalwerth.

	Bezeichnung der Güter.	Flächengehalt. Mrg.	V.	R.	Berechnung des jährl. Reinertrags. fl.	kr.	Anschlag des Capitalwerths. fl.	kr.	Steuercapital. fl.	Steuer in Simplo. fl.	kr.
	I. Das Draiser Hofgut.										
a.	Wohnhaus mit Oeconomiegebäuden	—	—	—	—	—	5030	—	1667	6	56¾
b.	Garten und Hof	6	2	5	—	—	1045	—	1519	6	19¾
c.	Ackerland	182	3	0	—	—	36681	30	13284	55	21
d.	Wiesen	16	3	6	—	—	4898	—	2008	8	22
e.	Weinberge	8	—	1	—	—	2153	20	299	1	14¾
f.	Zinsweinberge	29	1	7	—	—	7333	20	2242	9	20¼
g.	Erbbestände: 1) eine Erbbestandsmühle	—	2	22	—	—	—	—	333	1	23¼
	2) Garten	—	—	—	—	—	—	—	72	—	18
	3) Ackerland	16	2	2	—	—	—	—	1671	6	57¾
	4) Wiesen	1	3	14	—	—	—	—	306	1	16½
	Der jährliche Canon dieser Mühle beträgt 40 Mltr. Korn (à 5 fl.), capitalisirt à 6 pCt., beträgt	—	—	—	—	—	3333	20	—	—	—
	Der jährliche Brutto-Ertrag der Güter und Weinberge ist berechnet zu . . . . . 5889 fl. 45 kr.										
	Hiervon in Abzug gebracht die Reallasten, Bau- und Unterhaltungskosten ꝛc. . . 3476 fl. 44 kr.	—	—	—	2419	1	—	—	—	—	—
	Zusammen	262	2	7	2419	1	60474	30	23401	97	30¼

	Bezeichnung der Güter.	Flächengehalt. Mrg.	V.	R.	Berechnung des jährl. Reinertrags. fl.	kr.	Anschlag des Capitalwerths. fl.	kr.	Steuercapital. fl.	Steuer in Simplo. fl.	kr.
	II. Das Steinheimer Hofgut.										
a.	Wohnhaus mit Oeconomiegebäuden auf dem Hof	—	—	—	—	—	3100	—	2333	9	43½
b.	Kleines Häuschen mit Scheuer auf der Au	—	—	—	—	—	430	—	—	—	—
c.	Garten und Hofraum innerhalb der Mauer	3	1	12	—	—	798	—	300	1	15
	„ außer den Mauern	2	1	17	—	—	628	—			
d.	Eigenthümliches Ackerland	219	—	5	—	—	30614	30	17072	71	8
	a. In der Neudorfer und Oberwallufer Gemarkung:										
	Wiesen	3	—	27	—	—	845	—	179	—	44¾
	Weinberge	31	2	2	—	—	5411	20	2989	12	27½
	b. Auf der Rheinau:										
	Ackerland	20	—	—	—	—	2133	20	468	1	57
	Wiesen	1	—	—	—	—	160	—			
	Weinberge und Heckenstücke	29	—	—	—	—	1546	40	906	3	46½
	Brutto-Ertrag der Güter und Weinberge, veranschlagt zu . . . . . 6771 fl. 40 kr.										
	Hiervon abgezogen die Lasten, Feldbau, Unterhaltungskosten . . . . . 4950 fl. 46 kr.										
		—	—	—	1810	54	—	—	—	—	—
	Zusammen	309	1	23	1810	54	45666	50	24247	101	1¾

	Bezeichnung der Güter.	Flächengehalt. Mrg.	V.	R.	Berechnung des jährl. Reinertrags. fl.	kr.	Anschlag des Capitalwerths. fl.	kr.	Steuercapital. fl.	Steuer in Simplo. fl.	kr.
	III. Der Seminariumshof zu Erbach.										
a.	Wohnhaus mit Oeconomiegebäuden	—	2	3	—	—	3150	—	783	3	15¾
b.	Garten und Hausplatz	—	—	—	—	—	498	—	—	—	—
c.	Weinberge	8	3	27	—	—	3570	40	1120	4	40
	Jährlicher Brutto-Ertrag veranschlagt zu 762 fl. 30 kr.										
	Abzug für Lasten, Bau- und Unterhaltungskosten 519 fl. — kr.										
		—	—	—	243	30	—	—	—	—	—
	Summa	9	1	30	243	30	7218	40	1903	7	55¾
	Zusammentrag.										
I.	Der Draiser Hof samt Zubehör	262	2	7	2419	—	60475	—	23401	97	30¼
II.	Der Steinheimer Hof	309	1	23	1811	—	45667	—	24247	101	1¾
III.	Das Erbacher Gut	9	1	30	243	—	7219	—	1903	7	55¾
	Gesammtsumme	581	1	20	4473	—	113361	—	49551	206	27¾

„Durch eine weitere Donationsurkunde d. d. Biebrich den 12. Oct. 1803 wurde noch die auf der Abtei Eberbach haftende Jagdgerechtigkeit auf den Draiſer und Steinheimer Hof transferirt. Sodann wurde mittels Miniſterialreſolution vom 1. Nov. 1810 zur Entſchädigung für die den obengenannten Gütern durch das Edict vom J. 1809 entzogene Steuerimmunität dem Herrn von Gagern die volle Zehntfreiheit vom J. 1811 an bewilligt. Nach einem Promemoria des Regierungspräſidenten Ibell vom 4. Aug. 1815 über obige Schenkung (in den Miniſterial-Acten) iſt dieſe Zehntbefreiung veranſchlagt zu 538 fl. 20 kr. und dabei bemerkt, daß ſämtliche Objecte von Freiherrn von Gagern ſucceſſive um den Kaufpreis von 140,000 fl. veräußert worden ſeien. (1) Privatnachrichten zufolge ſollen die beiden Höfe I. und II. von den Herren Herber und Kertell zuſammen um 100,000 fl. erkauft worden ſein. Der Draiſer Hof wurde ſpäter von Hrn. Herber an den Freiherrn von Bodelſchwingh, der ihn noch beſitzt, (um 90,000 fl.) käuflich abgegeben. Der Steinheimer Hof kam im J. 1848 durch Erbtheilung der Kertellſchen Familie (im Anſchlag von 140,000 fl.) in den Beſitz des Herrn Wittekind."

Der heutige Beſitzer des Draiſerhofs iſt der Freiherr Gisbert von Bodelſchwingh-Plettenberg, geb. 13. Januar 1790, Fideicommißbeſitzer auf Bodelſchwingh, Herr der Güter Rodenberg, Schörlingen, Bamenohl, Borghauſen, Schwarzenberg in Weſtphalen, Gereshoven, Ketzgen und Ketzgerhof im Jülichiſchen, Loward im Königreich Holland, Teſchendorf, weiland derer von Wedel Lehen in dem vormaligen Saziger Kreis von Hinterpommern. Er hat in ſeiner Ehe mit Wilhelmine von Plettenberg-Stockum drei Söhne gewonnen, iſt auch ſelbſt ein Plettenberg, obgleich er nach altem, jetzt meiſt verkannten Herkommen

(1) Die uneigennützigen Verdienſte des Herrn Staatsminiſters Freiherrn von Gagern um das Land bei ſeinen Miſſionen zu Paris und Wien ſind hinlänglich bekannt. Schon im J. 1787, 26. März, trat derſelbe als Regierungsrath in Naſſau-Weilburgiſche Dienſte. Seit 6/9. Auguſt 1811 auf ſein Anſuchen mit ſeinem vollen Gehalt und Dienſtrang penſionirt, lebt derſelbe, hoch bejahrt und allgemein verehrt, auf ſeinem Landgut zu Hornau."

Digitized by Google

den angeheuratheten Namen Bodelschwingh obenan stellt. Daß die von Plettenberg, mögen sie nun der nachmaligen Stadt den Namen gegeben oder ihn von ihr empfangen haben, des Ortes Vogtei und auch ihre dasigen Güter nach und nach an die Grafen von der Mark verkauft haben, unterliegt keinem Zweifel. Gotscalcus de Plettenbracht wird 1179, Heulolphus 1187 genannt. Rabodo, 1231, ist der Hauptstifter des Dominicanerklosters zu Soest. Johann von Plettenbracht, Ritter, Marschalk von Westphalen, befehdete 1296 des Grafen von der Mark Hofmeister, den Rötger von Altena. Schloß und Städtchen Hellenberg, durch den Grafen von Waldeck zerstört, wurde durch ihn 1310 wieder aufgebaut, gleichwie er den Dörfern Osterfeld und Belicke Stadtrecht verschaffte. Sein Enkel Gerhard, 1335—1380, baute den Clusenstein, Neuenrode und Neustadt, und wurde der Vater eines andern Gerhard, Gerd, der 1385 als Herr, Burgmann vielleicht zum Schwarzenberg bei Plettenberg bezeichnet wird. Seine Nachkommen haben allmälig die übrigen Burgmänner auf Schwarzenberg ausgekauft, und am 9. Dec. 1661 hat Kurfürst Friedrich Wilhelm von Brandenburg an Christoph von Plettenberg zum Schwarzenberg und Grevel, Drost zu Plettenberg, das Schloß Schwarzenberg käuflich überlassen, mit dem Vorbehalt, „daß Haus, Thurm und Roßhaus ein Burglehen bleiben sollen. Besagtes Haus hat schöne Gerechtsame, nicht nur in Ansehung der Waldungen, wie es denn eigenthümlich den Küchenberg und einen Theil von dem Soen besitzt, auch an der Lenhauser Mark betheiligt ist, sondern es müssen auch die Insassen der Bauerschaften Pasel und Eiringhausen nicht allein, wenn sie Bäume fällen, an das Haus Stammgeld entrichten, sondern es wird auch von ihnen gefordert, daß sie die daraus gebrannten Kohlen an derer von Plettenberg Hämmer liefern. Demnächst gehören auch zu dem Schloß die schönsten Jagdgerechtigkeiten und Fischereien." Christophs Sohn, Jobst Heinrich, Drost zu Plettenberg 1688, erheurathete mit Anna Sophia von Hüchtenbrock zu Gartrop den schönen Rittersitz Heeren (die Ehepacten sind vom 16. Febr. 1679), gleichwie dessen Enkel, Gisbert Friedrich Wilhelm, Erb- und Gerichtsherr zu Heeren, Schwarzenberg, Werve, Hilbeck, durch seine Heurath

mit Gisberta Anna Louise von Bodelschwingh die Bodelschwingh-schen Stammgüter erheurathete, und stammen von ihm ab nicht nur die Bodelschwingh-Plettenberg, sondern auch die Linie Plettenberg-Heeren, deren heutiger Stammhalter Gustav Freiherr von Plettenberg, Majoratsherr auf Hilbeck, Heeren, Werve und Hahnen, Lieutenant im k. preussischen Gardedragonerregiment, geb. 20. Mai 1835. Die Plettenberg zu Grevel haben zum Ahnherrn Christophs jüngern Sohn, Christian Wilhelm Ferdinand auf Grevel, Johanniterordens-Ritter, Obrist in holländischen Diensten, † 1689, der in der Ehe mit der Gräfin Olympia Teresa von Arberg die Söhne Heinrich Ferdinand, Dompropst zu Passau 1735, Friedrich Christian und Franz Karl, dieser Deutschordens-Comthur zu Waldbreidbach und k. k. Obrister, gewonnen hatte. Friedrich Christian, geb. 6. Aug. 1686, Herr zu Grevel und Stambsried in der Oberpfalz, kurcölnischer Comitialgesandter, ging 1735 in der gleichen Eigenschaft in k. k. Dienste und blieb Principal-Commissarius bis zum Tod Kaiser Karls VI. Er selbst starb im Nov. 1744, aus der Ehe mit Maria Johanna von Gymnich zwei Söhne hinterlassend, mit welchen wohl die Linie zu Grab getragen wurde. Grevel haben die Grafen Nesselrod erkauft. Drei andere Nebenlinien, in Schellenberg, Husten und Grimminghausen, waren vorlängst erloschen.

Der Linie in Neilen Ahnherr wurde Johanus von Plettenberg, des Marschalks von Westphalen jüngerer Bruder Hunold. Drost zur Hovestatt hat er 1301 dem Amtmann zum Hamm, Berthold von Thümen eine Schlacht geliefert, darin er jedoch unterlag. Sein Sohn, Hunold von Plettenbrecht, des Erzbischofs Wilhelm von Cöln Kämmerer, beschenkte in Gemeinschaft seiner Hausfrau Lenecke St. Walpurgen Stift und St. Peters Capelle zu Soest. In der nämlichen Capelle stiftete er 1374 einen Altar, und wird er in der Urkunde der alte Ritter genannt. Sein jüngerer Sohn Heidenreich pflanzte die Linie in Meiderich, deren Mannsstamm im Jahre 1638 erloschen ist; der ältere Sohn, Hunold, auf Neilen, wird in einem Brief von 1355 famulus, 1359 — 1370 der junge Ritter, Herrn Hunolds

Sohn, genannt. Er lebte noch 1391. Hunold und Diederich, Gebrüder, auf Neilen, werden 1603 von der Aebtiſſin zu Herdicke mit Lekingſen und Barmendorf belehnt. Diederich war Vicedom und Domcantor zu Münſter und Paderborn, Propſt zum Luſtorf. Hunold wurde der Vater von Wolter Heinrich, in deſſen Sohn Georg Kaspar auf Neilen 1678 der Mannsſtamm der Linie ausging.

Hermann von Plettenberg in Lenhauſen erkaufte 1494 das Haus Stockum von den Gebrüdern von Neheim. Sein Urenkel Chriſtoph, † 25. April 1601, erheurathete mit Cunera von Marhüls das gleichnamige Gut. Von deſſen Urenkelu blieb Bernd Heinrich auf Marhüls, des Prinzen von Oranien Gardehauptmann, vor Maaſtricht 1676. Chriſtoph Hermann, auf Stockum, fiel im Duell. Moriz Heinrich, auf Lenhauſen und Stockum, General-Major von der Infanterie in holländiſchem Dienſt, wurde der Vater von Chriſtoph Friedrich Stephan auf Stockum, geb. im Oct. 1698. Er diente K. Friedrich Wilhelm I von Preuſſen, wurde Major bei Bredow Cüraſſier im J. 1741, erhielt als Obriſtlieutenant den Orden pour le mérite, Juni 1747, wurde Obriſt und Regimentscommandeur bei Bredow, Juli 1749, erhielt als Generalmajor das Dragonerregimeut von Ruitz 1757 und im Aug. 1763 die geſuchte Entlaſſung. Sein Antheil Lenhauſen hat er au den Grafen von Plettenberg verkauft, dagegen das Haus Heide im Kirchſpiel Unna erkauft. Er hinterließ eine zahlreiche Nachkommenſchaft, und wird die Linie Stockum heute repräſentirt durch den Freiherrn Eugen von Plettenberg, geb. 1805, Sohn des königl. preuſſiſchen 1818 verſtorbenen Obriſten Diederich von Plettenberg-Stockum.

Den Namen des gemeinſamen Stammvaters der Linieu in Lenhauſen, Nordkirchen und Oſterwide weiß ich nicht zu finden. Deſſeu Sohn Chriſtian von Plettenberg, auf Lenhauſen, 1570, erheurathete Oſterwide mit Anna von Nagel. Sein jüngerer Sohu, Nagel von Plettenberg, gründete die bald wieder erloſchene Nebenlinie in Oſterwide, Goens und Olderſum. Der ältere Sohn, Heinrich, auf Lenhauſeu, 1578, wurde der Vater Chriſtians, der 1607 zu Limburg an der Lenne mit Finentrop, Bergſtraß und

Werl belehnt, zwei Söhne und zwei Töchter hinterließ. Ida, Aebtiſſin zu Fröndenberg, ſtarb 1671, Chriſtian, Domſcholaſter zu Münſter, 1687; der Stammherr, Bernd, auf Lenhauſen, Bergſtraß, Finentrop, gewann in der Ehe mit Ottilia von Fürſtenberg zu Waterlapp die Söhne Friedrich Chriſtian, Ferdinand, Wilhelm, Bernd, Friedrich Moriz, Chriſtian Diederich. Friedrich Chriſtian, zu Lenhauſen, geb. 8. Aug. 1644, wurde Domherr zu Münſter, der Hofkammer und des Hofgerichts Präſident, Domdechant, endlich zum Fürſtbiſchof erwählt 29. Jul. 1688 und ſtarb 5. Mai 1706. Die Grabſchrift nennt ihn »pietate clarus, consilio providus, labore indefessus, animo ad omnem casum immotus, patrem patriæ, principem pacis, qui faciebat judicium cuncto populo suo.« Er hat aus eigenen Mitteln das Schloß zu Ahaus erbaut, dem zu Vecht die unterirdiſchen Gewölbe hinzugefügt, das daſige Zeughaus reichlich ausgeſtattet, große Summen, in Gefolge ſeines Bündniſſes mit dem Kaiſer, Holland und England, auf den Kriegsſtaat verwendet, auch 1692 dem Kaiſer gegen den Türken ein Hülfscorps von 4000 Mann zugeſchickt, ohne damit dem Lande Koſten zu verurſachen. Die überaus werthvolle Beſitzung Nordkirchen verſchaffte er ſeinem Neffen Ferdinand Adolf.

Ferdinand, Dompropſt zu Münſter, Domdechant zu Paderborn, Domcapitular zu Hildesheim, Canonicus zu St. Victor binnen Mainz, vertrat das Bisthum häufig auf Reichstagen, war auch bei den Friedenshandlungen zu Ryswyk gegenwärtig. Wilhelm, des Deutſchordens Landcomthur in Weſtphalen, Comthur zu St. Georgen in Münſter, befehligte in dem Reichskrieg mit Frankreich des Hochſtiftes Münſter Völker. Bernd war zu Münſter und Paderborn, Friedrich Moriz zu Hildesheim und Münſter Domherr. Chriſtian Diederich, Domſcholaſter zu Hildesheim, wird wegen ſeiner ausgebreiteten hiſtoriſchen und antiquariſchen Kenntniſſe von Schaten ſehr gerühmt. Johann Adolf, auf Lenhauſen, Bergſtraß, Melrich, Nordkirchen, Davensberg und Meinhövel, kurcölniſcher Kammerherr und Geheimrath, wurde 20. Juli 1689 in des h. R. R. Freiherrenſtand erhoben und ſtarb 1698. Ihm überlebten aus der Ehe mit Franziſca Tereſa

Gudula von Wolf-Metternich die Söhne Ferdinand Adolf, von dem unten, und Bernd Wilhelm. Dieser, geb. 25. Jul. 1695, auf Lenhausen, Melrich, Bergstraß, Lembeck, Finentrop, Loe, Mercklinckhausen, Essentau, Lacke, Coppel, Emte, Hagenbeck und Hovestatt, welches seine herrliche Erwerbung, wurde zugleich mit seinem Bruder 1724 in den Reichsgrafenstand erhoben. Kurcölnischer Geheimrath, Drost zu Werl und Neheim, ist er am 12. April 1730 verstorben. Seit 1721 mit Sophie Agnes Gräfin von Westerholt verheurathet, hinterließ er neben zwei Töchtern die Söhne Joseph Clemens, Clemens August und Ferdinand Joseph, dieser, auf Unter-Lenhausen, Domherr zu Münster, Hildesheim und Paderborn, fürstl. Hildesheimischer Geheimrath, geb. 21. Januar 1728, gest. vor 1788. Clemens August, auf Dickburg, geb. 26. Oct. 1727, Domherr zu Paderborn und Münster, Domicellar zu Mainz, Propst des Fräuleinstifts zu Lippstadt, starb 1779. Joseph Clemens, auf Lenhausen, Hovestatt u. s. w., geb. 23. März 1723, war kurcölnischer geheimer Land- und Kriegsrath, Drost zu Werl, Neheim und Oestinghausen, Erbkämmerer des Herzogthums Westphalen, mit Clara Regina Adriane Droste von Füchten in erster, in anderer Ehe mit Maria Teresa von Weichs-Körtlinghausen verheurathet, und hatte in der zweiten Ehe zwei Kinder. Die Tochter, Marianne, heurathete 1804 den Alexander von Krane zu Brockhausen; der Sohn, Graf Clemens August Joseph, geb. 24. Nov. 1767, † 15. Dec. 1805, wurde in der Ehe mit Bernardine Antoinette Droste von Vischering Vater des Grafen Joseph Franz, geb. 21. Mai 1804, heutiger Besitzer von Lenhausen u. s. w., auch seit 15. Mai 1834 mit der Gräfin Maria von Merveldt vermählt.

In Bezug auf den ältern Bruder des Begründers der Linie in Hovestatt und Lenhausen, Ferdinand Adolf Reichsgraf von Plettenberg zu Wittem, Freiherr zu Eyß und Schlenacken, Herr zu Nordkirchen, Meinhövel, Davensberg, Lembeck, Capelle, Neuburg, Gülpen, Mergeraden, Bolsum, Hemerich, Kenten, Quadrat, Ulmen, Alroth, Burfort, Geisbeck, Haselburg, Grotenhaus, Hagenbeck, Emten, Koppel, Lacke, Vogelsang ist Abth. III Bd. 4 S. 381—396 eine biographische Skizze mitgetheilt worden. Die Herr-

ſchaft Eyß im Umfang des Herzogthums Limburg hat er 1722 für 5500 Rthlr. und bald darauf auch von dem Grafen von Giech die Reichsherrſchaft Wittem an der Geul erkauft; wegen Wittem mit Eyß und Schlenacken erhielt er die Reichsſtandſchaft und Aufnahme in das weſtphäliſche Grafencollegium. Am 30. Januar 1733 hat Kurfürſt Clemens Auguſt von Cöln ihm das durch Abſterben des Franz Arnold von Frenz heimgefallene Schloß zu Ulmen in der Eifel, ſamt dem Hof zu Waſſenach und einem Burglehen zu Nürburg zu neuem und rechtem Mannlehen angeſetzt (1772 an den Grafen von Goltſtein verkauft). Des Grafen Ferdinand Adolf einziger Sohn Franz Joſeph Maria, geb. 14. Mai 1714, des h. R. R. Graf von Pletteuberg und Wittem, Freiherr zu Eyß und Schlenacken, Herr deren Herrſchaften Koſel, Nordkirchen u. ſ. w., Erbkämmerer des Erzſtiftes Cöln, Erbmarſchall des Hochſtifts Münſter, k. k. wirklicher Geheimrath und Kämmerer, Brigadier der Leibgarde des Prinzen von Oranien, vermählte ſich 10. Nov. 1737 mit Maria Aloyſia Franziſca, des Fürſten Franz Anton von Lamberg und der Prinzeſſin Ludovica Friderike Erneſtine von Hohenzollern Tochter, geſt. zu Wieu, 27. März 1796, wurde im Oct. 1750 dem Beſitz der Reichsgrafſchaft Wittem eingeführt und ſtarb 20. April 1779, Vater von acht Kindern. Die Tochter Bernardine heurathete den Fürſten Dominic Andreas von Kauuitz-Rietberg-Queſtenberg. Der zweite Sohn, Clemens Auguſt, † 26. März 1771, gewann in der Ehe mit Marianne von Galen den einzigen Sohn Maximilian Friedrich, geb. 20. Januar 1771. Dieſer verlor mit der Abtretung des linken Rheinufers ſeine Reichsherrſchaft, erhielt aber als Entſchädigung dafür die vordem der Abtei Hegbach zuſtändigen Ortſchaften Mietingen und Sulmingen, die ſeitdem ſogenannte Grafſchaft Mietiugen, ſamt dem Zehnten zu Baltringen, 500 Jauchert Wald und einer auf Burheim radicirten Rente von 6000 Gulden. Verm. 20. Januar 1801 mit einer Gräfin von Gallenberg, hinterließ er bei ſeinem Abſterbeu die einzige Tochter Maria Gräfin von Plettenberg-Mietingen, geb. 22. März 1809, und ſeit 16. Febr. 1833 mit dem Grafen Nicolaus Franz Eszterhazy verheurathet.

Johanns von Plettenberg und der Irmgard von Vischenich Sohn Gerhard wurde der Vater Rabolds auf Lach, der, fürstlicher Jülichischer Hofmeister und Amtmann zu Bergheim 1513, Kessenich mit Margaretha von Binsfeld erheurathete. Von seinen drei Söhnen war Rabold, auf Eller, Drost zu Heimbach, des Herzogs von Jülich Marschalk und Kanzler 1495—1544; mit Margaretha von Eynenberg hat er Drimborn und Landskron erheurathet. Sein Sohn Rabold wurde 1541 mit Drimborn belehnt; indem er aber kinderlos in der Ehe mit Maria von der Donck 1545, theilten sich in den Nachlaß seine drei Schwestern, und erhielt Margaretha, Gem. Friedrich von Eltz, Drimborn und etwas von Landskron; Irmgard, an Johann von Harff verheurathet, erhielt Nörvenich und etwas von Landskron; Katharina, Gem. Hermann Quad von Wykerad, erbte Eller und etwas von Landskron. Johann von Plettenberg, des ersten Rabold zweiter Sohn, auf Lach, Jülichischer Landmarschall, starb kinderlos 1590. Der dritte Sohn, Bertram, 1531, auf Kessenich, erheurathete Grund mit Anna von Nesselrod und wurde ein Vater von acht Kindern, darunter Wilhelm, Johann, Bertram, Capitular zu Siegburg, und Heinrich, gest. 1659, kinderlos in zwei Ehen, mit Anna von Metternich, der Erbin zu Reinhardstein, und Juliana von Boulich. Johann, auf Kessenich, Amtmann zu Bergheim, blieb ebenfalls ohne Nachkommenschaft in der Ehe mit Sophia von Wachtendonk. Wilhelm, auf Grund und Kessenich, Amtmann zu Bornefeld und Hückeswagen, Wittwer von Katharina von Nagel, nahm die zweite Frau, Elisabeth von Haus, und hat diese neben fünf Töchtern ihm den Sohn Bertram gebracht. Alsolcher, mit Aleid Quad von Büllesheim verheurathet, mußte den einzigen Sohn, Bertram ebenfalls genannt, 1614 begraben, daß also mit ihm die rheinische Linie erloschen ist. Grund erbte seine älteste Schwester Margaretha, die als Gerhards von Waldenburg genannt Schenkern Wittwe den zweiten Mann, Johann von Neuhof genannt Ley zu Gorghausen nahm. Die längst erloschenen Linien der Plettenberg zu Schönrad, Engstfeld und Wischelingen darf ich wohl übergehen, um dafür von denen von Plettenberg in Lief- und Kurland zu handeln.

Im J. 1426 erſcheint Wolter von Plettenberg als Comthur zu Dobbeln und demnächſt zu Mietau. Im J. 1432 kamen einer von Sponheim und einer von Plettenberg in des Andreas Gayl Geſellſchaft nach Liefland. Godert von Plettenberg war 1450—1461 liefländiſcher Ordensmarſchalk. Wolter von Plettenberg, der bisherige Ordensmarſchalk, wurde 1494 zum Heermeiſter von Liefland erwählt, und empfängt des Ordens eine Linie durch ihn den höchſten Glanz. Seine Geſchichte iſt Abth. I Bd. 3 S. 402—416 gegeben. „Wulff von Plettenberg hat die Vereinigung der Landſchaft auf die neuen Mannlehnsrechte, genannt die Gnade, 1523 mit beſiegelt. Wolter von Plettenberg wurde 1538 von dem liefländiſchen Heermeiſter, nebſt Andern, als Commiſſair nach Eſthland geſandt, um den daſigen Adel mit der Revalſchen Bürgerſchaft zu vergleichen. Wolter von Plettenberg war 1555, nebſt Andern, Mitgeſandter des Heermeiſters nach Schweden. Johann von Plettenberg hat 1561 die Subjections-Pacten mit zu Stande gebracht. Ueberhaupt folgt der liefländiſche Zweig nach ganz authentiſchen Nachrichten und einer Ahnentafel vom J. 1686 alſo auf einander: Johann von Plettenberg, des Heermeiſters Bruder, war Deutſchordensritter, Herr der Häuſer Lude-Groshof, Homeln, Ruhenthal ꝛc. Das zuletzt erwähnte Gut verkaufte er 1505 an Otto Grothuß. Vermählt hatte er ſich mit Gertrud Tödwen, Tochter eines Ritters. Aus dieſer Ehe gingen, ſo weit die Nachrichten reichen, folgende Kinder hervor: 1) Goeſſe von Plettenberg, vermählt mit Kerſten von Tiefenhauſen, auf Roeſt, Wadts ꝛc. Er ſtarb 1540. 2) Anna von Plettenberg, vermählt mit Johann Ungern auf Pürckel und von der Veſt. 3) Wolter von Plettenberg auf Lude-Groshof und Homeln. Er bekam 1551 vom Heermeiſter Heinrich von Galen gewiſſe Gerechtigkeiten an das Schloß Ermes. Seine Gemahlin war Eliſabeth von Tiefenhauſen aus dem Hauſe Berſon. Nur eins von ſeinen Kindern hab ich gefunden, nämlich Fromhold von Plettenberg, Erbherr auf Lude-Groshof und Homeln. Als der Zar Iwan Baſiliewitſch im J. 1577 den Schatten-König von Liefland, den Herzog Magnus von Holſtein zu ſich entbot, dieſer aber Bedenken trug, das feſte Wenden zu verlaſſen, mußten

zwei von des Herzogs Räthen, Fromhold von Plettenberg absonderlich, die bedenkliche Unterhandlung mit dem Fürchterlichen übernehmen. Nicht viel Worte, desto mehr Hiebe hat es gegeben zu Aſcherade 31. Aug. 1577, und wurden die beiden Herren, ſchrecklich gegeißelt oder geknutet, nach Wenden zurückgeſchickt. In der Ehe mit Eliſabeth Schwartzhoff aus dem Hauſe Altenwoge und Ecken erzeugte Fromhold den Wolter von Plettenberg, Staroſt auf Neuhauſen, Erbherr auf Lude-Groshof und Homeln. Bei der großen polniſchen Reviſion der liefländiſchen Güter im J. 1599 wird er generosus in Ludo haeres et vexillifer Dorpatensis genannt. In des Gadebuſch liefländiſchen Jahrbüchern kommt er noch unter dem J. 1615 mit vor. Es ſcheint, daß die liefländiſchen Güter um das J. 1621 von der Familie mögen auf irgend eine, mir unbewußte Art abgekommen ſind, denn bei ſeinem mir bekannten Sohn kommt nichts davon vor. Derſelbe war Hieronymus von Plettenberg, Obriſter und Erbherr auf Nerfften, Salwen und Daudſewas in Semgallen, welche Güter er von wegen ſeiner Mutter, Anna von Effern, geerbt hatte. Er hinterließ zwei Töchter, von welchen die eine, Eva Eliſabeth, mit Wolter von Plettenberg, aus dem Hauſe Linden herſtammend, vom kurländiſchen Zweige, ſich vermählte; geb. 3. Sept. 1636, Erbherr auf Nerfften, Salwen, Daudſewas, Grawendahl und Miſſhof, ſtarb dieſer am 31. Januar 1672. Am 24. Nov. 1782 ſtarb der königl. polniſche Geheimrath und Ritter des Stanislaus-Ordens, Heinrich Ernſt von Plettenberg, Erbherr auf Semieten, als der letzte männliche Erbe dieſes Geſchlechts in Kurland. Das Stammgut Linden blieb alſo bei den zwei Töchtern ſeines ſchon vorher geſtorbenen älteſten Bruders. Der nähere Ahnherr dieſer erloſchenen kurländiſchen Linie in Weſtphalen war Heinrich von Plettenberg, Herr zu Meiderich 1581, welcher Helena von Hatzfeldt zur Gemahlin hatte. Seine beiden Söhne waren: 1) Johann von Plettenberg Herr zu Meiderich, welcher 1624 ſtarb; 2) Wilhelm von Plettenberg, welcher im 16. Jahrhundert nach Kurland ging und Erbherr auf Linden und Birſegalln, in Semgallen, wurde. Heinrich von Plettenberg aus dem Aſcheradſchen iſt in der Matricula milit. Curland.

1605 für den adlichen Roßdienst zu 3 Pferden angeschlagen. Wilhelm von Plettenberg war 1620 kurländischer Ritterbanksrichter, und hat seine Ankunft in diesen Landen aus der Grafschaft Mark angegeben „„und zum Beweise seines alten Adels angeführt, daß einer seines Geschlechts, Wolter von Plettenberg, Heermeister des liefländischen Ordenslandes gewesen, auch daneben seine Ahnen producirt, als Vaterslinie: Plettenberg, Lappe, Tödwen, Brackel; Mutterlinie: Hatzfeld, Nesselrod, Droste, Schorlemmer. Sein Geschlecht wurde damals in die erste Classe verzeichnet."" Von wegen ihrer Abstammung aus dem Hause Meiderich haben die Gebrüder Heinrich von Plettenberg, Oberhauptmann zu Tuckum und fürstlicher Rath, Erbherr auf Linden, Biesegallen ꝛc., Barthold, Erbherr auf Wolgunde, in der Folge fürstlicher Landmarschall und Oberrath, dann Franz Wilhelm, Erbherr auf Santen, den „Hermann Gottfried von Bockenförde genannt Schüngell, Dumherr des Stifts Fritzlar, anno 1638 bevollmächtiget, ihre Güter in Westphalen, so ihnen in diesem Jahr von ihrem Vetter Diedrich von Plettenberg, Erbherrn auf Meiderich und Langenholthusen, durch dessen Tod angestorben, zu übernehmen."

Bleibt mir noch übrig von den eigentlichen Bodelschwingh zu handeln. Bodelschwingh, schreibt der Pfarrherr zu Frömern, „ist ein trefflicher Rittersitz mit schönen Gärten und fischreichen Teichen umgeben, eine halbe Stunde von Mengede und neben dem Dorf gleiches Namens gelegen. Zu diesem Schloß gehöret auch das Gericht Bodelschwingen, welches von dem Gericht Mengede ganz unterschieden ist. Die Besitzer dieses Hauses sind Erbvögte des kais. freien Hofes Frolinde, Richter der ersten Instanz derer in der Grafschaft Dortmund wohnender Frolinder Hofsleute, Schultheißen des vom Abten zu Werden lehnrührigen Hofes und Hofgerichts zu Marten, auch Holzrichter zu Hockerde, in dem Walde Meinelo. Zu diesem Schloße gehörte vorzeiten ein berühmter Freistuhl, davon noch ohne Zweifel die Gewohnheit ist, daß in einer nahe bei dem Schloß gelegenen Weide unter einem großen Hagedornen Strauch den Verbrechern heutiges Tages das Urtheil gesprochen wird. Henrich Liune Freigraf nennt in einem

Briefe vom Jahr 1443 den Freistuhl zu Bodelswingen des Hilgen Richs Overste Frigericht."

Als deren von Bodelschwingh erster Stammvater wird betrachtet Giselbert Specke, Ritter, aufgeführt in einem Brief des Stifts Herdicke vom J. 1303, auch als Richter zu Buchen 1306. Sein Sohn Ernst dictus Specke de Bodelswinge, famulus, und dessen Hausfrau Elisabeth verkaufen 1318 an das Kloster Elsey einige Güter zu Tospele, »sub pensione trium obulorum, super palum regium in Tremonia annuatim solvendorum.« Am Samstag nach Remigien 1328 erkaufte Ernst das Holzgericht zu Hockerde in dem Wald Meinelo, und mag er wohl der 1337 genannte Ernestus Specke, dapifer Arnoldi comitis de Marca in Bocum sein. Hingegen dürfte ein Sohn von ihm sein jener Ernst von Bodenswengel, welcher im J. 1387 von der Stadt Dortmund die Lehen über das halbe Gericht Mengede zu Mannlehen empfing. Dieses Bruder, Gerd von Bodelswing zu Bodelschwingen 1397, 1408, wurde der Vater von Ernst, der Großvater von Gerd, unter dessen Söhnen Wennemar, Ernst, der Ahnherr der Linie in Mengede, und Heinrich, des Deutschordens Ritter, Comthur zu Wellem und Landcomthur in Westphalen 1483, zu merken. Der Stammherr, Wennemar Herr zu Bodelschwingen, herzoglicher Marschall und Rath, Drost zu Lünen, Hofsschultheiß zu Hockerde, Gerichtsherr zu Mengede, starb 28. Mai 1532. Sein Sohn Gisbert erheurathete mit Anna Stael von Holstein „das schön Schloß und freier Rittersitz" Ickern, eine halbe Meile von Mengede an der Emscher gelegen. Sein Sohn Wennemar war ein Vater von sechs Söhnen, darunter Gisbert und Jobst Wilhelm, von dem unten. Gisberts Enkel, Gisbert Bernd, Director der Märkischen Ritterschaft, Cleve-Märkischer Hofgerichtsrath, starb im März 1686, Vater von Wessel Wirich, Friedrich Wilhelm, kön. preussischem Obristlieutenant, geblieben vor Landau, 17. Oct. 1704, und Gisbert. Des Johanniter-Ordens Senior und Comthur zu Schievelbein, Geheimer Regierungsrath für die Neumark, Drost zu Altena und Iserlon, Erbherr zu Sallenthin, ist dieser, 80 Jahre alt, den 20. Sept. 1735 verstorben. „Kurbrandenburgischer Kammerjunker, hatte er An. 1688

das Unglück, in einer Rencontre einen von Morrien zu entleiben; er ward aber occasione der Geburt des Churprinzens, hernach Königs in Preuſſen, gewiſſer vorkommenden Umſtände halber pardonirt und nachgehends Regierungsrath zu Küſtrin, Oberhofmarſchall Markgraf Albrechts zu Sonneburg, Ritter und Kanzler des Johanniterordens." Weſſel Wirich, Generalkriegscommiſſarius für die Grafſchaft Mark, freite ſich die Erbtochter von Wilm Salentin Ketzgen zu Gerreshoven, Oberauſen, Merum und Budingen, Alſtein Almuth Louiſe, 1688, und wurde durch ſie Vater des einzigen Sohns Gisbert Wilhelm, auf Bodelſchwingh, Gerretzhoven, Oberauſen, Merum, Budingen, Loe, Santfurt, Efferen, Loenen, Rechede und Senne, Gerichtsherr zu Bodelſchwingh und Mengede, Hofsſchultheiß zu Hockerde und Marten, Erbvogt des kaiſerlichen freien Hofs Frolinde, Erbthürwärter des Erzſtifts Cöln (aus der mütterlichen Erbſchaft), geſt. 13. April 1753. Aus der zweiten Ehe mit Katharina Sophia Louiſe Theodora Vogt von Elspe hinterließ er die einzige Tochter Gisbertine Anna Louiſe, geb. 2. Aug. 1729 und 1754 dem Freiherrn Gisbert Friedrich Wilhelm von Plettenberg zu Heeren angetraut, und dem hat ſie das ganze Beſitzthum der Hauptlinie zugetragen. Alſo entſtand das Haus Bodelſchwingh-Plettenberg.

Die Linie der Bodelſchwingh in Mengede erloſch in der Perſon von Gerd, 16. April 1604. Jene in Ickern, an deren Spitze Wennemars und der Iſabella von Wachtendonk jüngſter Sohn, Jobſt Wilhelm, 1625, wurde zu Grab getragen mit den vier Töchtern ſeines Sohns Franz, auf Ickern, Loburg und Altenmengede, kurbrandenburgiſcher Obriſt 1666. Die älteſte dieſer Töchter, Margaretha, die Erbin zu Ickern, heurathete den Diederich Quad von Landskron zu Flammersheim. Franz hatte aber einen jüngern Bruder, Reiner oder Reinhard, der im J. 1633 als Herr zu Velmede erſcheint, nachdem dieſer „wohlgelegene und ſchöne Ritterſitz unweit der Zeſicke an der Landſtraßen, die von Camen nach Lünen führt, im Amt Camen und Kirchſpiel Metler gelegen", das Eigenthum ſeiner Gemahlin Anna Felicitas von Oynhauſen, die als Wittwe den Rittmeiſter Jobſt von der Brüggen heurathete und den 26. Juni 1669 verſtarb. Ihr Sohn,

Reinhard Diederich von Bodelſchwingh zu Velmede, wurde den 13. Juni 1668 bei der Ritterſchaft der Grafſchaft Mark aufgeſchworen. Sein Sohn, Chriſtoph Gisbert Diederich auf Velmede, † 19. Sept. 1744, wurde Vater von Chriſtoph Gisbert Chriſtian auf Velmede, der die Lehengüter der erloſchenen Hauptlinie in Bodelſchwingh beanſpruchte, auch 1754 zu Dortmund mit dem Gericht Mengede belehnt wurde. Ein Enkel oder Urenkel von ihm wird geweſen ſein Ernſt von Bodelſchwingh-Velmede, der, Landrath in Weſtphalen, zum Oberpräſidenten der Rheinprovinz ernannt wurde und hier ſeine genaue Kenntniß von Perſonen und Sachen bekundete, indem er, königlicher Commiſſarius für die Biſchofswahl zu Trier, in der erſten Probe dem Biſchof Arnoldi, dem milden, verſöhnlichen, demüthigen Prieſter, die Excluſion gab. Im J. 1842 erfolgte ſeine Ernennung zum Finanzminiſter und im J. 1844 zum Cabinetsminiſter. Seinen Rathſchlägen ſoll es zuzuſchreiben ſein, daß im J. 1848, Angeſichts der letzten zu nehmenden Barricade, die ſiegenden Truppen abgerufen wurden, um ſofort Berlin zu verlaſſen und in Dänemark des Kaiſers Bart zu ſuchen. Der von Bodelſchwingh-Velmede wurde darauf Regierungspräſident zu Arnsberg und ſtarb ſehr plötzlich über einer fröhlichen Jagdpartie, 1852 oder 1853. Ein Bruder von ihm iſt der Finanzminiſter Karl von Bodelſchwingh-Heyde, geb. 16. Dec. 1800. In Bezug auf Velmede meint Heinrich von Hövel, Speculum Westphaliæ, es ſei eben ſo ungereimt, wenn man das Rittergeſchlecht von Vehlen im Stift Münſter von der Prophetin der Bructerer, von Velleda herleite, als wenn andere auf die Gedanken verfallen, das Schloß Velmede in der Grafſchaft Mark, nebſt den Geſchlechtern gleiches Namens, ſeien Ueberbleibſel dieſer Velleda.

Dem Draiſerhof folgt zunächſt Sicambria, dicht am Rhein, die reizende Villa, von geſchmackvollen Anlagen umgeben, urſprünglich der Cappelhof (nicht Capellhof) genannt. Im Jahre 1464 erkaufte die Abtei Eberbach von Johann Knebel von Katzenellenbogen und Anna, ſeiner Hausfrau, einen Weinberg zu Eltvil, Cappelhof genannt. Wie er der Abtei entfremdet worden, weiß ich nicht. In der neueſten Zeit hat Hr. Nilkens, der reiche

Weinhändler in Coblenz, den Hof käuflich von einem Herrn von Langer in Darmſtadt an ſich gebracht, bedeutend verſchönert, auch ihm, unter Ermächtigung der herzoglichen Regierung, den ſeiner Heimath, dem Lande zwiſchen Maas und Schelde entlehnten Namen Sicambria beigelegt. Weislich hatte er der Regierung die Mühe, einen paſſenden Namen zu finden, erſpart, vielleicht ſich erinnernd, daß dieſe Behörde, angerufen, den anſtößigen Familiennamen Kuheuter umzuwandeln, dafür das edlere Milchſack gewählt hatte. Der Namen Sicambria pranget über dem Eingang des herrſchaftlichen Hauſes; die Inſchrift wird aber in der neueſten Zeit von wegen des Buchſtabens C angefochten: dem wollen die Kritiker ein G ſubſtituiren, indem man glaubt, die Benennung des germaniſchen Stammes der Sicambrer von ihren Wohnſitzen zwiſchen Sieg und Emſcher herleiten zu können. Wo hätten aber die Ubier vor ihrer Verpflanzung nach dem linken Rheinufer gewohnt? Sodann ſchreiben Jul. Cäſar und Ovid ſtets Sicamber. Indeſſen iſt unſere große Zeit vorzugsweiſe eine Zeit ſprachlicher Entdeckungen, deren Krone vielleicht der herrliche folgenreiche Fund, daß der unſterbliche Dichter Vergilius, nicht Virgilius zu heißen hat. Seitwärts von Sicambria über die Landſtraße, etwas erhöhet, liegt, von Parkanlagen begleitet, des Hrn. Marx ausgedehnte Villa, beinahe dem Städtchen Eltvil ſich anſchließend.

Von demſelben ſchreibt Bodmann: „Wenn Bär u. A. Eltvils Urſtände in die römiſche Periode verſetzen und ihm unter allen übrigen Orten des Rheingaues das höchſte Alter zuſprechen, ſo pflichte ich dieſer Meinung nicht bey. Urkunden und Denkmäler bewähren es handgreiflich, daß 1) ſein Urſprung pur deutſch ſeye, auch 2) Lorch, Winkel, Rüdesheim, vielleicht auch Kiderich, die Ehre eines gleichen Alters mit ihm theilen. Von einem Römercaſtelle daſelbſt weiß die Geſchichte eben ſo wenig. Zuverläſſig gehört unſer alter Weiler, woraus Eltvil hervorging, nicht dieſem Zeitraum, ſondern der Karolingiſchen Periode an. Faſt von keinem Flecken des Rheingaues läßt ſich die primitive Eigenſchaft und dadurch der Urſprung ſeines allmälig entwickelten Emporſteigens ſo beſtimmt und deutlich als von Eltvil nach-

weiſen. Hier war, ſo lange dieſer Gau ſich noch in der Fiscalgewalt unſerer deutſchen Könige befand, gerade ſo wie zu Rüdesheim und Lorch im untern Rheingau und wie zu Wiesbaden in der Königshunderte, ein königl. Oberhof, welcher unſtreitig ſchon damals jene Unterhöfe, Bezirke und Villicationen unter ſich begriff, die ſich noch ſpäter nachher durch Mark-, Gerichts-, Heerbanns-, kirchliche und andere Verbindungen rings umher, gleich mindern Geſtirnen um den Mond, dem polit. Forſcherauge kenntlich machen.

„Eltvil, durch K. Ottos I Freygebigkeit ſammt dem obern Rheingaue bis zum Ausfluſſe des Elsbachs (Elisa) mit der primatiſchen Kirche zu Mainz vereint, behielt als erzbiſch. Saal- und Dinghof dieſen Vorzug unverrückt, gewann dadurch frühzeitig einige Befeſtigung, eine anſehnlichere Bevölkerung und Wohlſtand, ſchwung ſich eben dadurch in die uralte, aus jenem Curialvorzuge ihm angeſtammte Ehre eines rheing. Gerichtsoberhofs, ward darauf der Sitz des Landgerichts und eines rheing. Erzprieſters, erhielt endlich den ſo glänzenden als erſprießlichen Vorzug, ſich mit einer eigenen erzbiſch. Burg und bald darauf von K. Ludewig IV mit dem Landſtadtrecht geziert zu ſehen. Denn der Proviſor des Erzſtiftes Mainz, Erzbiſchof Balduin zu Trier, um der unruhigen, in Fehde mit ihm begriffenen Mainzer Bürgerſchaft einen Zaum anzulegen und ihr den Rheinpaß von unten herauf wie von oben herab, bei Flörsheim, die Mainzufuhr abzuſchneiden, baute im J. 1330 eine neue Burg zu Eltvil und brachte dem dahinterliegenden Orte, um ihm mehrere Aufnahme, der Burg ſelbſt aber dadurch mehrere Hände zur Vertheidigung zu verſchaffen, im J. 1332 von K. Ludewig die feyerliche Urkunde zuwege, wornach ihm geſtattet ward, ſich ummauern und befeſtigen, ſich auch der Freyheiten der Stadt Frankfurt bedienen zu dürfen. Durch dieſen neuen Vorzug, in Verbindung der ältern, überflügelte nunmehr Eltvil ſeine vorhin gleich anſehnliche Schweſtern des Rheingaues gar mächtig und ward, zumal durch einige beſondere Freyheiten unterſtützt, das förmliche Haupt des geſammten Laudes des Rheingaues.

„In dieſer, damal vielbedeutenden Auszeichnung ſtieg Eltvil allmälig immer höher. Es ward nicht nur für den obern Rhein-

gau, ſondern auch rings umher für eine beträchtliche Strecke rechts und links des Rheinſtroms der Oberhof, d. i. das Rechtsorakel für Belehrung in verworrenen Rechtsfällen und für Erledigung der von Untergerichten den Partheyen zugefügten Beſchwerden die Freiſtätte, ſodann, nach dem Untergang des uralten rheing. Mallus, der Lützelaue, der gewöhnliche Verſammlungsort der geſammten Landſchaft in Dingen jeder Art, die das Intereſſe des Landes und ſeiner ſämmtlichen Genoſſen in Anſpruch nahmen, und ſowie ſo viele benachbarte Kirchen Filiale der Eltviler Hauptkirche waren, ſo modelte ſich nach dieſem hierarchiſchen Muſter genau auch die politiſche Verfaſſung: Steinheim, Oberwalluf, Rauenthal und lange Zeit auch Kiderich ſtanden unter dem Eltviler Gerichtszwange; ein unſtreitiger Reſt des alten fiscaloberhöfiſchen Verbandes und ſpäterhin Mutter des Eltviler Oberamts und deſſen Schultheißerey. Ferner, ſowie jene Dorfgemeinden in frühern Zeiten mit Eltvil nur Eine Pfarrgemeinde ausmachten, ſo bildeten ſie eben auch in dieſem Zeitraume nur Eine Markgemeinde. Dieſe Markgenoſſenſchaft war im Mittelalter eine fruchtbare Mutter mannichfaltiger Anſtalten, aber auch eben ſo vieler Zwiſten zum Nachtheil nachbarlicher Eintracht. Noch jetzt iſt Eltvil von Neudorff in Anſehung der Feldmarke nicht geſchieden, dergeſtalt, daß beide Gemeinden noch wirklich nur Eine Markgemeinde ausmachen.

„Endlich bildete in vordern Zeiten die Gemeinde zu Eltvil mit den übrigen Töchtergemeinden auch nur Eine und dieſelbe Heerbannsgemeinde, welche, mit den übrigen unvermiſcht und in abgeſonderter Schaar (Compagnie), unter des Landhauptmanns (des Rheingrafen, nachher Vicedoms) Anführung auszog, mit der geſammten Rotte des Rheingaues zwar ihre Kriegsaventure beſtand, hingegen die Anſtalten und Koſten ihrer Reiſe, Folge, Heerwägen, reiſige Schäden ꝛc. unter ſich abgeſondert anordnete, umlegte und ausglich, mithin ein genaues Muſter der altrömiſchen Metrokomial-Verfaſſung, obgleich im verjüngten Maasſtabe, bey ſich aufſtellte.

„Alle dieſe uralten Verhältniſſe machten demnach Eltvil dieſes obigen Vorzugs nicht nur nicht unwürdig, ſondern trugen

umgekehrt zur Befeſtig- und Erhöhung ſeines hervorſtechenden Anſehens unter ſeinen Landesgenoſſen das Meiſte bey, obgleich Mißgunſt, Neid ꝛc. — die ewigen Gefährten des Erhabenen — nicht müßig waren, bey Gelegenheit ſich öffentlich und heimlich entgegen zu lagern. Damit verband ſich noch in der Folge, daß die Burg zu Eltvil im 14. und 15. Jahrhundert gleichſam das ordentliche Hoflager unſerer Mainziſchen Erzbiſchöfe war, wodurch neben dem Glanze auch Nahrung, Handel, Bevölkerung vermehrt und Eltvils alter Wohlſtand in dem Maße erhöht ward, daß damit jener unſerer ſämmtlichen Landſtädte des Erzſtifts in keinen Vergleich geſtellt werden mochte. Dort hauſete überdies eine beträchtliche Anzahl edler Geſchlechter, die durch den gräulichen Spuk, welcher Mainz im J. 1462 betroffen hatte, noch anſehnlichen Zuwachs erhielt; auch war es zu wiederholten Malen die Zufluchtſtätte der aus Mainz flüchtigen Kleriſey, als welche noch im J. 1519, „„do die peſtilenziſche Regierung zu Menze was,““ Geſundheits wegen ſich lange dort aufhielt, wie ſolches wegen den bürgerl. Unruhen und Meutereyen gleichfalls im J. 1435, 1449 ꝛc. geſchehen war.“

Urkundlich wird Eltvil zum erſtenmal im J. 1032 genannt, als Wulferich für das Jahrgedächtniß ſeines Vaters Dudo einen daſelbſt gelegenen Weinberg an Bleidenſtatt ſchenkte. Dahin gaben ferner Dirolf und Heilrad, Eheleute, einen Weinberg in confinio Altavilla iuxta ripam Rheni, der Seelen Dirolfs und ſeiner Mutter Friderun zu Troſt, 1090. Am Oſtertag, 8. April 1151, ſchenkt Erzbiſchof Heinrich I an das Kloſter auf dem Jacobsberg das Fiſchwaſſer die Waldaffe, inſoweit es zu dem erzbiſchöflichen Frohnhof in Eltvil gehörte; dafür ſoll man im Kloſter den Tag Cosmä und Damiani, als an welchem der Erzbiſchof die Weihe empfing, feierlich begehen, nach ſeinem Ableben aber für ihn ein Jahrgedächtniß halten. Von wegen des Jahrgedächtniſſes verheißt er den Brüdern eine reichliche Pitanz, plenariam charitatem aus dem Ertrag des von dem Frohnhof abhängenden Forſtes.

Nicht ſowohl die Anmuth der Landſchaft, als vielmehr die Nähe der Stadt Mainz, der ſie eine Brille zu werden beſtimmt,

ſcheint die Anlage einer Burg am obern Rande des Ortes veranlaßt zu haben. Balduin von Luxemburg, der Erzbiſchof von Trier, nachdem er bereits 1320 durch Poſtulation berufen worden, den erzbiſchöflichen Stuhl von Mainz einzunehmen, konnte oder wollte der zweiten Poſtulation vom J. 1328 ſich nicht verſagen. Er übernahm ſofort die Verwaltung des andern Erzſtiftes, ergriff von allen Feſten Beſitz. „Denn es herrſchte zu dieſer Zeit," erzählt Trithem, „ein großer Streit zwiſchen dem Clerus und der Bürgerſchaft zu Mainz, weil jener an ſeinen alten Freiheiten und Rechten feſthielt, welche die Bürger zu unterdrücken ſtrebten. Und dieſe Zwiſtigkeit war es, welche die Canoniker bewog, den Erzbiſchof Balduin zum Verweſer zu wählen, weil ſie ihn als einen klugen und hochherzigen, mit Königen und Fürſten befreundeten Mann kannten, durch den ſie den Uebermuth der Bürger zu brechen hofften. Noch bei Lebzeiten des Erzbiſchofs Matthias hatte der in Avignon reſidirende Papſt Johannes XXII die demnächſtige Beſetzung des erzbiſchöflichen Stuhles von Mainz der apoſtoliſchen Verfügung vorbehalten, und als die Erledigung erfolgte, ernannte er am 11. October 1328 den Propſt von Bonn, Heinrich von Virnenburg, zum Erzbiſchof und ertheilte ihm, obgleich derſelbe damals noch nicht die Prieſterweihe empfangen hatte, die Befugniß, die Jurisdictionsrechte des Mainzer Stuhles, insbeſondere ſo weit ſie die römiſche Königswahl beträfen, ſchon jetzt auszuüben. Inzwiſchen erhielt er aber die Nachricht von der Poſtulation Balduins, und obgleich er deshalb dem Mainzer Capitel ſein großes Erſtaunen darüber ausdrückte, weil ihm die päpſtliche Reſervation doch bekannt ſein müſſe, und befahl, dem päpſtlichen Proviſor Heinrich ſich zu unterwerfen: ſo gehorchten doch weder das Capitel, noch der Poſtulirte dieſem Befehl, ein Beweis, wie ſehr dieſe päpſtlichen Reſervationen wiederum den reinen Friedenshimmel trübten, deſſen ſeit der neuen Epoche der Wahlfreiheit bei Beſetzung der biſchöflichen Stühle die deutſchen Kirchen genoſſen. Aber auch die Mainzer Bürgerſchaft verweigerte es, den neuen Beſchützer der Kirche, wie die Gesta Trevirorum ihn nennen, aufzunehmen; denn ſie fürchtete den ſtrenggeſinnten und mächtigen Mann. Um

deshalb ihn von einem Besuch der Stadt abzuhalten, sowie jede Gemeinschaft mit ihm innerhalb der Stadt zu verhüten, vertrieben die Bürger fast alle Geistlichen aus Mainz, überfielen auf Laurentiustag (10. Aug.) 1329 das Kloster Jacobsberg, das sie nebst der Kirche zerstörten und in eine feste Burg zur Bedeckung der Stadt umwandelten, und legten das prachtvolle Kloster St. Alban wie das St. Victorstift und das erzbischöfliche Schloß in Asche. „Von dieser Zeit an," schreibt Trithem, „bis zur vollständigen Unterwerfung der Stadt, welche in meinem Geburtsjahr (1462) Statt hatte, ist als Strafe Gottes für diese Frevel das Glück den Mainzern immer entgegen gewesen. Sie sanken täglich immer mehr, bis sie endlich, durch die Größe ihrer Schuld gedrückt und zu nichte gemacht, Hülfe und Freundschaft aller Städte im Umkreise verloren und zuletzt, in Folge eines Aufruhrs auch Stadt, Herrschaft und obrigkeitliche Gewalt verlierend, gezwungen waren zu sterben oder auszuwandern." Der vertriebene Clerus flüchtete auf seine Güter im Rheingau. Balduin aber rückte mit einem Heer heran, das Gebiet von Mainz zu verwüsten und zu zerstören. Um den Mainzern endlich allen Verkehr abzuschneiden, befestigte er Eltvil, wo er zugleich eine Burg errichtete, sowie nicht minder Gaualgesheim und die Kirche zu Flörsheim, damit auf diese Weise Waaren und Alles, was etwa heimlich von Frankfurt nach Mainz geschafft werden könnte, weggenommen und der Stadt überhaupt weder Lebensmittel noch andere Nothwendigkeit zugeführt würden.

Die Stärke der neuen Festung zu mehren, wurde auch ein Anfang gemacht mit der Befestigung des anliegenden Fleckens, welche zwar in offenem Widerspruch mit der von Kaiser Friedrich II der Stadt Mainz 1224 ertheilten, von Richard von Cornwall und Rudolf I bestätigten Handfeste, »ut infra quatuor leucas in districtu seu circuitu ciuitatis predicte nulla prorsus munitio, castrum, ciuitas aut oppidum, aut exstructio, que Burglich Buw vulgariter appellatur, a modo construatur,« es mußte daher für Balduins Schöpfungen zu Eltvil und Algesheim ein Rechtstitel gesucht werden. Den ertheilte K. Ludwig am 23. Aug. 1332, und heißt es in der Urkunde: „Auf Bitten

des ehrwürdigen Balduin, Erzbiſchofes von Trier, Proviſor des heiligen Stuhles von Mainz, unſeres Fürſten und geliebten Secretarius, ſowie auch zum Vortheil der Mainzer Kirche ſchmücken wir kraft Unſerer kaiſerlichen Machtvollkommenheit durch Gegenwärtiges den Ort Eltevil, im Rheingau gelegen und zur Mainzer Kirche gehörig, mit der Wohlthat der Freiheit, ſo daß dieſer Ort mit Mauern, Gräben und anderen Befeſtigungen umgeben und beſchützt werden mag. Der Ort und ſeine Bewohner ſollen ſich der Freiheit und Immunitäten wie unſere Stadt Frankfurt, ſowie der Abhaltung eines Wochenmarktes auf immer erfreuen u. ſ. w." Wenn der um die Geſchichte des Rheingaues ſo vielfach verdiente Eberbacher Burſier Pater Bär glaubte, durch die Verleihung dieſer Freiheit ſei Eltvil Reichsſtadt geworden, ſo hat dem ſchon Bodmann widerſprochen, indem er ſagt: „Bei Errichtung neuer Städte, neuer Klöſter, neuer hohen Schulen u. ſ. w. war es gemeine Sitte des Mittelalters, der neuen Pflanzung die Freiheit einer ältern, benachbarten dieſer Art als Mitgift zu ertheilen, — dabei hatte es aber keineswegs die Meinung, dieſe neuen Geſchöpfe dem alten Verbande mit ihrem Fürſten und dem Lande zu entreißen, ſofort ſie zu Reichsfreien und unmittelbaren Reichs- oder Freiſtädten zu erheben, ſondern das Ganze bezog ſich auch hier, wie natürlich, nur auf die mit jenen Mutterſtädten gleiche Befugniß, ſich zu befeſtigen, und die Marktfreiheit." Im Allgemeinen iſt das nun zwar richtig, im Beſondern jedoch nicht, und die eigentliche Bedeutung ergibt ſich am klarſten aus einer Urkunde vom 25. Febr. desſelben Jahres (Böhmer, Cod. dipl. Moenofrancofurtanus I, 517), worin der Kaiſer ſagt, daß die von ihm an einige Städte, Märkte und Dörfer der Herren ertheilte Freiheit nicht den Sinn habe, als ſollten dieſe nun alle die Freiheit und beſondern Gnaden haben, wie Frankfurt und andere Reichsſtädte, ſondern daß ſie ſothane Freiheit nur an den Wochenmärkten haben möchten, und ihr Urtheil zu ſuchen nach derjenigen Stadt Recht, darnach ſie Freiheit erhalten hätten.

„Inzwiſchen war auch der kaiſerliche Rechtsſpruch gegen die Mainzer ergangen, der am 27. Januar 1332 dahin gefället

worden, daß die Stadt auf Klage der Geiſtlichkeit wegen eines ihr zugefügten über 200,000 Mark Silber betragenden Schadens in die Acht erklärt und Anleit (1) auf ihr Gut gegeben wurde. Zugleich wurde die Stadt aller von dem Erzſtift erhaltenen Privilegien verluſtig erklärt; die Acht und Anleit ſollten ohne Einwilligung der Kläger nicht zurückgenommen werden; wer den Verurtheilten fürder beholfen ſei, ſolle gleiche Schuld tragen; alle früher mit ihnen eingegangenen Bündniſſe endlich ſollen aufgelöſt ſein. Ferner beurkundete der Kaiſer, daß an dem genannten Gerichtstag zwiſchen der Geiſtlichkeit von Mainz auf der einen und dieſer Stadt auf der andern Seite, das Stift St. Victor gegen Rath, Bürger und Gemeinde daſelbſt auf Erlegung von 6000 Mark Silber wegen Zerſtörung ſeines Münſters geklagt, und er demſelben auf ſein Anſuchen den Gottfried von Epſtein, den zeitlichen Amtmann zu Oppenheim, und Burgmannen und Rath daſelbſt zu Anleitern auf das Mainzer Gut, und viele genannte Herren und Städte zu Schirmern und Helfern gegeben habe.

„Zwiſchen dem Erzbiſchof Balduin und der Stadt Mainz kam es jedoch bald zur Ausgleichung, indem er bereits den 22. Juli dem Landfrieden beitrat, welchen die Städte Mainz, Straßburg, Worms, Speier und Oppenheim mit dem Biſchof Gerlach von Worms und den Pfalzgrafen Rudolf und Ruprecht geſchloſſen hatten und den er am 21. Auguſt durch beſondere Urkunde zu halten verſprach.

„Noch harrte aber die Angelegenheit wegen der Ernennung Heinrichs von Virnenburg zum Erzbiſchof von Mainz ihrer Entſcheidung. Am 30. April 1333 hatte zwar der Papſt Johannes XXII den Erzbiſchof Balduin, der, geſtützt auf die Wahl einiger Mainzer Canoniker, ſich der Verwaltung dieſes Erzſtifts bemächtigt habe, aufs ernſtlichſte gemahnt, daſſelbe an den mit der päpſtlichen Proviſion verſehenen rechtmäßigen Erzbiſchof Heinrich zu überlaſſen, und zugleich den Domdechant von Angers, Gerhard von Biſturre, als ſeinen Bevollmächtigten zur Entſcheidung dieſes

(1) Einſetzung in die durch gerichtliche Autorität erhaltenen Güter.“

Gegenstandes beglaubigt; allein der Tod ereilte den Papst am 4. Dec. 1334, ehe noch eine Erledigung dieser Zwistigkeit erfolgt war. Sein Nachfolger Benedict XII griff die ganze Angelegenheit in demselben Sinne wieder auf und entschied sich für die Ernennung Heinrichs, trotz der Verwendung des Königs Philipp von Frankreich für Balduin. In einem Briefe vom 5. Juli 1336 schrieb er deshalb an den König, dessen Einmischung in deutsche Angelegenheiten zu dieser Zeit sehr bezeichnend ist, daß demnach durch feierliche, bei dem römischen Stuhl verhandelte Processe erkannt worden sei, wie das Erzbisthum Mainz vermöge der noch bei Lebzeiten des Erzbischofs Matthias von Papst Johann XXII auf den Erledigungsfall sich vorbehaltenen Provision dem päpstlichen Provisen Heinrich von Virnenburg gehöre, die von einigen Mainzer Canonikern vorgenommene Wahl Balduins, Erzbischofs von Trier, ebenso unbefugt gewesen sei, als dessen eigenmächtige und gewaltsame Occupation des Mainzer Stuhls, weshalb der König ihn dann für entschuldigt halten wolle, wenn er aus Gründen des Rechts dessen für Balduin eingelegter Empfehlung keine Folge geben könne. Jetzt gab dann auch Erzbischof Balduin nach und resignirte in einem Schreiben vom 12. Nov. 1336 auf die Verwaltung des Erzstifts, die er durch an den Papst abgesandte Bevollmächtigte in dessen Hände niederlegte. Unterm 16. Dec. veröffentlichte der Papst diese Resignation und forderte in einem Schreiben vom 10. Januar 1337 die Einwohner der Stadt und Diöcese Mainz auf, seinen Bevollmächtigten Guigo von St. Germain und Nicolaus Capoccia von St. Omer zu gehorchen, die er mit der körperlichen Besitznahme des Erzstifts und seiner geistlichen und weltlichen Verwaltung beauftragt habe. Am 11. April kamen die beiden Machtboten nach Bingen, wo das Domcapitel sich aufhielt, und forderten dasselbe auf, ihnen die Verwaltung des Erzstiftes zu übergeben, und nachdem auch der Erzbischof Balduin das Capitel zu sich nach Bacharach berufen hatte, um ihm zu erklären, daß er die Verwaltung niederlege, wurde dann Heinrich von Virnenburg als Erzbischof anerkannt. Weil jedoch zu befürchten stand, daß der Papst wegen der Widersetzlichkeit

des Capitels daſſelbe zur Strafe ziehen werde, ſo fand die Anerkennung Heinrichs nur unter der Bedingung Statt, daß er dem Capitel des Papſtes und römiſchen Stuhles Huld erwerbe, ſo daß der Papſt an ihren Leib und Gut keinerlei Ungnade lege und ſie aus dem Bann laſſe, bis wohin das Capitel im Beſitz von Lahneck, Lahnſtein, Ehrenfels, Bingen, Oppenheim, Starkenburg und Wildenberg bleiben möge.

„Als Erzbiſchof Heinrich die Regierung des Erzſtiftes antrat, waren Burg und Befeſtigung von Eltvil noch nicht vollendet. Obgleich dieſelben aber als Zwangsmittel gegen ſeine eigenen Freunde, die Mainzer Bürger, entſtanden waren, ſo mochte er doch ihren Werth viel zu gut einſehen, um ſie unausgeführt zu laſſen oder gar wieder zu zerſtören, und er ließ es ſich deshalb zur erſten Sorge ſein, das begonnene Werk zu Ende zu führen, wie dieſes namentlich die Binger Chronik berichtet, worin es heißt: „„— und fing an der neu Erzb. Henricus daß ſchloß zu Elvelt außzubauen und daß ſtättlein mit graben und maurn zu befeſtigen, was von Balduino von Trier angefangen außzuführen.““ Während des Baues wurde die Burg jedoch im Jahre 1339 von einem Brande heimgeſucht, der nicht nur einen beträchtlichen Theil derſelben zerſtörte, ſondern auch ſämtliche dort niedergelegte Urkunden von den Zeiten der Merowinger ab bis zum 13. Jahrhundert vernichtete. So erzählt Bodmann, ohne jedoch die Quelle anzugeben, woher dieſe Nachricht geſchöpft, die auch an keinem andern Orte zu finden und daher nicht weiter zu belegen iſt, während er hinwiederum ferner berichtet, daß Erzbiſchof Heinrich ſowie deſſen Nachfolger Gerlach ſie wieder hergeſtellt hätten und dieſer letztere, ein geborner Graf zu Naſſau, ſie verſchönert und zu ſeinem Lieblingsſitz und ſteten Sommeraufenthalt gewählt habe, weil ſie dem Lande ſeiner Voreltern und Verwandten ſo nahe gelegen war. Erzbiſchof Heinrich war nur bis zum J. 1346 im Beſitze von Eltvil; denn am 7. April dieſes Jahrs wurde er von Papſt Clemens VI excommunicirt, ſuspendirt und des Mainzer Bisthums verluſtig erklärt: weil er trotz der päpſtlichen Warnung ſeine Verbindung mit dem gebannten Kaiſer Ludwig fortgeſetzt, demſelben Beiſtand geleiſtet

und ſo der Kirche, ſeiner Mutter, die ihn erhoben, Trotz geboten habe; weil er ungehorſam, treulos geweſen und die Eide gebrochen, die er dem Papſt Johannes und ſeinen Nachfolgern geſchworen habe; weil er trotz der über ihn verhängten Suspenſion fortgefahren habe, die Befugniſſe geiſtlicher und weltlicher Aemter auszuüben, ſo unter andern den Erwählten von Würzburg zu weihen u. ſ. w,, wie dieſes alles die in Schunks Beiträgen 2, 352 mitgetheilte, ausführliche Collatio facta per Clementem P. P. VI. in depositione Henrici Archiepiscopi Moguntini enthält. An ſeine Stelle ernannte der Papſt den zwanzigjährigen Domdechanten Gerlach, der ſich auch ſofort in den Beſitz des Rheingaues ſetzte und zunächſt am 11. Juli die Wahl des Markgrafen Karl von Mähren zum deutſchen König leitete, wie dieſes der Papſt gewünſcht hatte. Die Wahl geſchah zu Rhens durch die Erzbiſchöfe von Mainz, Cöln und Trier, den König Johann von Böhmen und Rudolf von Sachſen, welche einmüthig erklärten, daß das Reich ſchon ſeit einiger Zeit erledigt geweſen ſei; allein Karl konnte auch ſelbſt dann noch nicht in den ruhigen Beſitz des Reiches kommen, als durch den am 11. October 1347 erfolgten plötzlichen Tod Ludwigs ſein großer Gegner beſeitigt worden, da namentlich Ludwigs Sohn, der Markgraf Ludwig von Brandenburg, das bayeriſche Haus und der abgeſetzte Erzbiſchof Heinrich ihm einen neuen Gegenkönig aufzuſtellen bemüht waren, den ſie endlich in Verbindung mit dem Herzog von Sachſen-Lauenburg in dem Grafen Günther von Schwarzburg fanden, welcher von ihnen am 1. Januar 1349 als König gewählt wurde. Zwar fielen ſeine eigenen Brüder ſowie der Pfalzgraf Rudolf wieder ab, doch wagte er es, mit einem Heer gegen Karl zu ziehen; ſein Vortrab wurde indeß von dem Grafen Eberhard von Würtemberg geſchlagen, worauf ein großer Theil ſeiner Truppen auseinanderlief und er ſich genöthigt ſah, in die Burg und Stadt Eltvil ſich zu werfen und ſich bis über die Ohren zu verſchanzen. Hier ſtieß auch Ludwig von Brandenburg zu ihm, aber nicht mit einer Unterſtützung, ſondern mit dem Rath, ſich mit Karl zu vergleichen, der ihn belagerte. Günther, der nun wohl ſah, wie wenig

Aussicht für ihn da war, die dargebotene Krone zu behaupten, ging darauf ein, erhielt durch den Vertrag vom 24. Mai 1349 20,000 Mark Silber als Abstand und begab sich nach Frankfurt, wo er bald darauf, am 14. Juni starb. Albert von Straßburg und die Limburger Chronik sagen, er habe von einem Frankfurter Arzt, Freydank mit Namen, bei seinem Aufenthalt in Eltvil (Alchphyl) Gift erhalten, und dieses, meint Bodmann nach dem Chron. Sanpentrin., sei durch diejenigen veranlaßt worden, welche ihm die Gegenkönigswürde aufgedrungen, ihn nachher im Stiche gelassen und ihrer Treulosigkeit sich geschämt hätten. „„Tausend Tode,"" soll Günther gesagt haben, „„wenn es möglich wäre, möcht ich sterben, damit euch, meinen Verräthern, und euern Nachkommen der Judasname ewig anhangen müßte.""

„Eine nochmalige starke Befestigung erhielt die Burg zu Eltvil unter Erzbischof Johann II im J. 1409. Dieser beabsichtigte nämlich, einen neuen Thronwechsel herbeizuführen, und hatte sich deshalb bereits mit den Erzbischöfen von Trier und Cöln geeinigt, als König Ruprecht, seine gefährdete Stellung einsehend, beschloß, durch einen Kriegszug den Entwürfen des Erzbischofs zuvorzukommen. Dieser, durch getreue Boten davon unterrichtet, daß der erste Einfall dem Rheingau gelten sollte, befestigte eiligst seine Burg zu Eltvil und besetzte sie mit einer ansehnlichen Truppenmasse, als plötzlich der König auf der Burg Landskron bei Oppenheim starb und ein neuer Thronkrieg dadurch dem Reich erspart wurde.

„Seit Gerlachs Zeiten war die Burg die beständige Residenz der Mainzer Erzbischöfe gewesen, und so starben hier am 4. April 1373 Johann I von Luxemburg-Ligny, am 10. Juni 1434 Conrad III aus dem Geschlecht der Wildgrafen und am 6. Sept. 1475 Adolf II von Nassau, bis endlich Erzbischof Dieter von Isenburg, der von 1475 bis 1482 regierte, die Martinsburg in Mainz erbaute, die nun eine beständige Residenz der Kurfürsten wurde. Doch ließ sie Erzbischof Berthold von Henneberg, welcher vom Jahr 1484 bis 1504 auf dem Stuhl des h. Bonifacius saß, im Zeitgeschmack erneuern, und Erzbischof Sebastian von Heusenstamm nahm nach der Zerstörung der Martinsburg durch

den Markgrafen Albrecht im J. 1552 wiederum da seine Residenz. Hier starb er auch am 18. März 1555. Als aber sein Nachfolger Daniel Brendel von Homburg die Martinsburg wiederum hergestellt und erweitert hatte, und endlich gar das neu erbaute Schloß zu Aschaffenburg Aufenthaltsort der Erzbischöfe wurde, gerieth die Burg zu Eltvil allmälig in Verfall, ein großer Theil wurde abgebrochen und der Rest dem zeitlichen Landschreiber des Rheingaues zur Amtswohnung eingeräumt."

Im Sommer 1584 nahm der kranke Kurfürst August von Sachsen mit einem Gefolge von mehr als hundert Personen und 225 Pferden auf Einladung des Kurfürsten von Mainz Quartier im Schlosse und Städtchen Eltvil, um von dort aus die Brunnencur zu Langenschwalbach zu gebrauchen, zu welchem Behufe das Wasser bei Nacht durch Träger von dem Bade aus dahin gebracht wurde. Die Unsicherheit hatte in Folge der Religionskriege so überhand genommen, daß der Kurfürst von Sachsen sich nur hinter den Gräben und Mauern des wohlverwahrten Schlosses sicher fühlte. Das Schloß muß indessen im dreißigjährigen Kriege (1640?) eine Zerstörung erlitten haben, da die Merianſche Abbildung von Eltvil in der Topographia archiepiscopatus Moguntinensis von 1645 Thurm und Burg dachlos darstellt. Im Text heißt es: „Hat ein Schloß, so jetzt abgebrannt."

„Von der Mainzischen Burg," schreibt mein werther Freund, Hr. Assessor Elteſter, „sind noch bedeutende Reste, obwohl stark moderniſirt, vorhanden. Von guter Wirkung ist namentlich der 80 Fuß hohe, massiv aus rothen Sandsteinquadern erbaute Thurm, nach dem Wappen und der Jahrzahl auf der Rheinseite, 1485, von Erzbischof Berthold von Mainz aufgeführt, möglicherweise den ältern Thurm in sich schließend, da die Mauern von ungewöhnlicher Dicke sind. Der Thurm hat unten einen Verließraum, darüber 4 gewölbte Stockwerke mit Kreuzstockfenstern, und über einem sehr zierlichen Bogenfries, der dahinter befindliche Machicoulis (Gießschlöte zur Bestreichung des Fußes des Thurms) verbirgt, ein Wachtzimmer mit hohem Spitzdach. Ein achteckiger Treppenthurm und drei zierliche Erkerthürmchen krönen

die Zinne sehr malerisch. Von dem innen offenen Gebäudeviereck, das sich dem Thurm nordwestlich anlehnte, mit 2 runden Eckthürmen, stehen nur die alten hohen Außenmauern aufrecht. Das Hauptwohngebäude des Erzbischofs war sicher der südliche Flügel, wo noch die Substructionen eines großen Gebäudes unter den modernen Amtsgebäuden zu erkennen sind. Auf der Ostseite von der Stadt her ist noch das schön profilirte gothische Einfahrtsthor erhalten, zu welchem eine Zugbrücke über den 80 Fuß breiten und 20 Fuß tiefen gemauerten Graben führte. Auf der Rheinseite zieht sich um den Fuß des Thurmes die alte Ringmauer mit ihren Zinnen und zierlichen Eckthürmchen. Die ehrwürdigen Kanonenkugelnarben des 30jährigen Krieges auf der Rheinseite des Thurmes hat die neueste rosenfarbene Anpinselung gründlich vertilgt. Die Burg wird jetzt als Amts- und Renteigebäude von dem Amte Eltvil benutzt."

In der Nähe der Burg stand wohl auch die Münze, welche, im 14. Jahrhundert angelegt, bis in das folgende ihre Thätigkeit fortsetzte. „Das älteste Mainzer Münzprivilegium, welches man kennt, ist jenes, welches Erzbischof Gerlach im Jahre 1354, 22. Januar, dem Eltviler Münzmeister, dem Brabänter Johann von Wesemale ertheilt hat. Ebenderselbe verlieh im J. 1360 die Münze und das Haus zu Eltvil Friedrichen von Münstereifel. Im J. 1382 bestellte Erzbischof Adolf I den Meister Johann von Richense auf 12 Jahre als Münzmeister zu Eltvil, Bingen und Höchst. Nach dieser Zeit finde ich von Eltviler Münzmeistern nichts mehr. Die Freyheiten derselben enthält eine weitläuftige Urkunde Erzbischofs Gerlach vom Jahre 1354, wovon wir hier die Summarien liefern. Sie bestanden 1) in der Freyheit von allen Geld- und andern Abgaben, ausgenommen den Pacht, den sie an den Erzbischof zu liefern hatten. 2) In ihrem und ihrer Diener privilegirten Gerichtsstande vor dem Erzbischof oder seinem Commissar in gröberen Verbrechen. 3) In der Förderung auswendig des Landes und Gerichtes. 4) In der Freyheit von Schätzung und Zoll ihrer Kaufmannschaft und andern Sachen. 5) In der Pflicht des Münzherrn, im Falle der Gefängniß sie zu ledigen und zu lösen, ohne allen

ihren Schaden. 6) In deſſen Zuſicherung, ſie binnen der beſtimmten Zeit von der Münze nicht zu entſetzen, und 7) im Vorzugsrechte bey neuer Verpachtung nach Ablauf der vorigen Zeitpacht. Sie wurden immer auf beſtimmte, 5—7 Jahre angenommen. Erzbiſchof Gerlach ließ nicht auf ſeine Rechnung, ſondern auf Koſten der Münzer, gegen Pacht und Schlagſchatz münzen; dieſer beſtand von der Mark Gold in einem halben kleinen Gulden, von der Mark Silber aber in einem großen Turnoſen oder 2 Schill. Heller. Ohne des Wardeins Verhängniſſe durfte die Münze nicht von der Münzſtatt weggetragen werden; ſie kam in eine Büchſe, wozu ſowohl der Münzmeiſter, als der Wardein einen Schlüſſel hatte. Sie ward von erzbiſchöfl. münzverſtändigen Commiſſarien geſeigert und geprüfet, und wenn ſie recht befunden war, erhielt der Münzmeiſter darüber ſeine Quittung. Befand ſich dabey, daß bey der Mark Golds oder Silbers nur 2 Grän, oder dabey, an Schrot oder Korn gebrachen, ſo war der Münzmeiſter zwar nicht ſtraffällig, jedoch verbunden, ſolches beym künftigen Werke und Schlage wieder einzubringen und hinzu zu thun."

Auch eine Buchdruckerei hat der Ort gehabt. „Heinrich Bechtermünz (Bechtelmonze), ein Schüler und Gehülfe Henchins Genßfleiſch, genannt Gudenberg, gleichfalls Mainzer Patrizier und mit Genßfleiſch verwandt, errichtete zu Eltvil noch bey des Erfinders Lebzeiten, und zwar mit deſſen eigenen, ihm jedoch nicht zum Eigenthum, ſondern nur nutznießlich überlaſſenen Typen und Druckzeuge, eine Buchdruckerey; er ſtarb aber vor Genßfleiſch im Jahre 1467, und ſein Bruder Niclas vollendete das von ihm angefangene, nun äußerſt ſeltene Werk: Vocabularium latino-teutonicum, 1467, in kl. 4. mit Hülfe Wigands Spieß von Ortenberg. Eben dieſer fertigte 1469 eine neue Auflage davon mit den nämlichen Typen, die er nach Henchins Tode vom Mainzer Stadtſyndicus (Kanzler) Dr. Conrad Homery (nicht Humbracht, wie Köhler meint) erhalten hatte. Neue Auflagen davon erfolgten ferner in den Jahren 1472, 1479. Heinrichs Hausfrau war Grede von Schwalbach zu Niederhoſheim, mit welcher er eine im J. 1464 an Jacob von Sorgenloch ver-

heurathete Tochter, Else, und einen Sohn, Heinrich Bechtermünz, erzeugte. Unser Heinrich kommt bereits in einer noch ungedruckten Urkunde vom J. 1440 off den ersten Sontag nach St. Felentins (Valentins) Dag, in Gesellschaft Clas Widenhoffs und Johann Molsberg, als Zeuge vor. Nach einem alten Calendar oder Necrologe von einem Hagiologio des Klosters St. Agnes zu Mainz starb er III Idus Julii (1467), wo auch die Todestage seines Vaters Johann Bechtelmunze und seiner Mutter Nese, imgleichen seines Bruders verzeichnet sind. Er starb zu Eltvil und fand seine Grabstätte in der Pfarrkirche daselbst, wo auch noch das ihm errichtete Denkmahl zu sehen ist. Hanns Bechtelmunz, Heinrichs Sohn, starb auch zu Eltvil 1483 und ward daselbst begraben; sein Denkmahl tragt die Inschrift: Anno Dñi M. CCCC. LXXXIII den 5 ... tag Aug. obiit validus Joannes de Bechtelmunss, c. a. r. i. p. Das daran befindliche Wappen kommt genau mit jenem überein, welches sich unter andern auf dem Denkmahle des 1498, 9. Jun. verstorbenen und zu Eltvil begrabenen Jacobs von Sorgenloch, imgleichen auf dem Grabsteine des 1510, Dienstag, den 8. Tag nach Martini verlebten, vor dem St. Katharinen-Altar des Klosters Eberbach beerdigten Philipp von Sorgenloch, mit den Ahnen Sorgenloch, Bechtermünz, Udenheim, Schwalbach, und unter den Wappen der 16 Ahnen des im J. 1614, 19. Nov. verstorbenen Phil. Adolf von Molsberg, auf dessen Denkmahle in der Kirche zu Bodenheim befindet. Als Scheffe des Gerichts zu Hechtsheim zeigt sich unser Hanns Bechtelmünz in Urkunden vom J. 1467, 1471, 1472, 1481, nach welchem er daraus verschwindet; an diesem Orte besaßen die drei Geschlechter, Genßfleisch, Bechtelmünz und Spieß, ansehnliche Höfe." Hans hinterließ nur Töchter, Klosterfrauen alle drei. In Gemeinschaft seiner Schwester Else, die an Jacob von Sorgenloch und als Wittwe an Hans von Sorgenloch genannt Gensfleisch verheurathet, beerbte er den Oheim Nicolaus Bechtermünz, deß einzige Tochter Margaretha Priorin zu Dalheim. Die genannten Erben verkauften das Druckergeräthe an die Kogelherren zu Marienthal, die hinwiederum, als sie zu drucken aufhörten, im J. 1508 an Friedrich Haumann

von Nürnberg, Buchdrucker im Kirſchgarten zu Mainz verkauften. Dort mag die Officin zu Grunde gegangen ſein.

Die ſtattliche gothiſche Kirche zu St. Peter und Paul, im Herzen der Stadt gelegen, war „noch im 12. Jahrhundert die einzige Pfarrkirche im ſogenannten Oberamt Rheingau, von der alle übrigen Ortſchaften in dieſem Sprengel als Filiale abhingen. Erzbiſchof Friedrich hatte ſie in der Mitte des 10. Jahrhunderts (936 bis 954) ſammt dem Zehnten der ſchon damals eigens beſtandenen fünf Dörfer Hattenheim, Erbach, Kiedrich, Steinheim und Walluf dem St. Peterſtift bei Mainz zur Verbeſſerung ſeiner Präbenden geſchenkt, den Pfarrſatz daſigem Propſt zugeeiguet und für den von ihm zu ernennenden Paſtor den Zehntertrag von Hattenheim beſonders angewieſen. Im Jahr 1069 erneuerte Sifrid I dem Stifte ſeine durch Unfall beſchädigten Documente darüber und beſtätigte mit ſeiner Autorität die anſehnliche Schenkung ſeines Vorfahrs.

„Zweihundert Jahre lang blieb das Stift in unangefochtenem Beſitze der ſo wichtigen Pfarrei. Nun trat aber das Frauenkloſter Tiefenthal als Mitwerber auf und nahm die Kirche zu Eltvil, als ein Geſchenk des Erzbiſchofs Arnold, von dem es zwei Diplome darüber aufwies, in Anſpruch. Die Sache kam unter Arnolds Nachfolger Konrad zum Prozeß, ward auf ſeinen Befehl und in ſeinem Namen vom damaligen Dompropſt Chriſtian geſchlichtet, der aber nachher als Erzbiſchof ſein Urtheil ſelbſt reformirte, gelangte durch Appellation an das päpſtliche Gericht und ward endlich nach vieljährigem Umtriebe von dem nach Mainz zurückgekehrten Erzbiſchof Konrad 1183 für das St. Peterſtift definitiv entſchieden, wie uns derſelbe in einem darüber ausgefertigten Briefe ſehr umſtändlich berichtet.

„Die oben genannten fünf Dörfer hatten anfänglich in ihrer Mitte noch keine Gotteshäuſer, und ihre Einwohner mußten nicht nur ſelbſt zu den gebotenen Religionsübungen nach Eltvil wandern, ſondern auch ihre neugebornen Kinder zur Taufe und ihre Todten zum Begräbniſſe dahin bringen. Dies ward ihnen aber in der Folge zu läſtig, und wie Bevölkerung und Wohlſtand zunahmen, wetteiferten ſie mit einander, ſich ihre Andacht bequemer zu machen. In dieſer Abſicht erwirkten ſie

ſich nach und nach von den Erzbiſchöfen das Privilegium, kraft deſſen ſie in ihrem Bezirke Kirchen erbauten und eigene Prieſter dingten, die, in ihrer Mitte wohnend, ihnen auf Sonn- und Feſttagen die feierliche Liturgie, die Verkündigung des Wortes Gottes und ſonſt, nebſt Ausſpendung der übrigen Sacramente, auch Taufe und Begräbniß verrichten konnten.

„So hatten ſich nun zwar die Nebendörfer ihren Kirchengang und andere Religionspflichten erleichtert, ſie blieben aber dennoch in dem Send- oder Zehntbanne der Mutterkirche zu Eltvil, und ihre Privatkirchen hießen darum nur Capellen. Die Einrichtung beſtand ſchon vor Ende des 10. Jahrhunderts, und der kleine Ort Steinheim bei Eltvil war der erſte, oder iſt doch aus einer ungedruckten Urkunde der erſt bekannte, wo ſolche getroffen worden. Ein dort angeſeſſener Edelmann hatte darin mit Genehmigung des Erzbiſchofs Willigis ein Gotteshaus erbaut und aus ſeinem Erbe begiftet. Er ließ es von dem ehrwürdigen Azzo, Biſchof der alten Stadt (Orvieto), Gott und der Ehre ſeiner Heiligen einweihen, und Willigis gab den Einwohnern zu Steinheim das Privilegium, daß ſie in ihrer Capelle taufen und begraben laſſen und ſich nach ihrem Belieben einen tauglichen Prieſter wählen ſollten, der in ihrer Mitte wohnen und den Kirchendienſt zu gewiſſen Stunden deſto richtiger verſehen könnte. Sei es nun, daß die Steinheimer aus zufälligem Hinderniſſe ihr Vorrecht nicht ſogleich in Ausübung brachten, oder vom Paſtor zu Eltvil Widerſpruch fanden: ſie verlangten nach einem halben Jahrhundert von Erzbiſchof Sifrid und erhielten die Beſtätigung, wovon der Originalbrief noch da iſt. „„Dieſe von meinem Vorfahrer gegebene Erlaubniß,““ ſpricht Sifrid, „„beſtätige auch ich der Capelle zu Steinheim, daß ſie nämlich Taufe, Begräbniß und einen beſtändigen Prieſter in ihrer Mitte haben können.““

„Da hätten wir alſo ein diplomatiſches Zeugniß von der Kirchenverfaſſung im 10. Jahrhundert, wie ich ſolche oben überhaupt darſtellte, freilich nur von dem einzigen Steinheim, von dem ſich aber aus der Analogie auch auf andere, zumal wichtigere Ortſchaften ſicher ſchließen läßt. Doch ich bedarf nicht

einmal des analogiſchen Beweiſes, indem mir die nämliche Urkunde die poſitive Nachricht davon darbietet. Wirklich fand das Beiſpiel von Steinheim bald Nachahmung, und ſchon in der Mitte des 11. Jahrhunderts zeigen ſich auch in den andern drei Rheinorten, Walluf, Erbach und Hattenheim einheimiſche Capellen mit gleichen Befugniſſen; denn Erzbiſchof Sifrid I füget in derſelben Urkunde, worin er die Steinheimer Capelle mit ihren Willigiſiſchen Vorrechten beſtätigt, den oben angeführten Worten Folgendes bei: „„wie auch die übrigen Capellen zu Hattenheim, Erbach und Walluf haben.““

„Da Sifrid nur die Rheinorte zum Beiſpiel und als mit dem Tauf- und Begräbnißprivilegium begabt nennt, ſo ſcheint ausgemacht, daß die Walddörfer Kiedrich, Rauenthal, Neudorf und Oberwalluf zu ſeiner Zeit (1059 — 1084) entweder noch keine einheimiſchen Capellen, oder doch jene Begünſtigung nicht hatten. Von Rauenthal und Neudorf iſt dieſe Bemerkung aus ſpätern Nachrichten zuverläſſig; denn das erſte bekam nur erſt im 14. Jahrhundert eine Capelle, und das andere mußte noch im Anfang des 16. die neugebornen Kinder nach Eltvil zur Taufe bringen. Von Kiedrich und Oberwalluf kann ich zwar die Epoche ihres eigenen Gottesdienſtes nicht angeben; doch läßt ſich vom erſten, einem ſehr alten und merklich angewachſenen Orte, mit Grund vermuthen, daß es den Rheinflecken bald nachgerückt ſei und ſich eine ebenſo privilegirte Capelle verſchafft habe.

„Die meiſten Nebenorte hatten alſo ſchon im 11. Jahrhundert, ja zum Theil noch früher, ihren einheimiſchen Kirchendienſt. Sie blieben aber dabei als Filiale der Pfarr- oder Sendgerichtsbarkeit von Eltvil unterworfen und mußten ihre Prieſter ſelbſt unterhalten, ohne von dem in ihrer Feldgemarkung fallenden Zehnten eine Zubuße fordern zu können, wie Sifrid in gedachter Urkunde ausdrücklich verordnet. Um daher dieſen Unterhalt und mit ihm die Bedienung ihrer Capellen auf immer zu ſichern, dachte man auf ſtändige Fonds und brachte Grundſtücke zuſammen, die man den Geiſtlichen zu ihrem Stipendium anwies. Hin und wieder gab es edelmüthige Gönner, die aus ihrem reich-

haltigen Vermögen Capellen- und Prieſterpfründen ſtifteten, wie uns Sifrid in gedachter Urkunde von Steinheim berichtet. Anderswo ging es nicht ſo ſchleunig zu. Die Vermächtniſſe waren ſeltener oder fielen nicht ſo ergiebig aus, und die Gemeinden trugen ſelbſt aus ihren Alimenten zur Errichtung des Fonds bei. Auch davon ſahen wir ein Beiſpiel zu Hattenheim, wo die Bürgerſchaft gegen die Mitte des 12. Jahrhunderts den vom Kloſter Eberbach ertauſchten Weingarten zu ihrer Kirchenpfründe ſchlug. Auf ſolche Art entſtanden nach und nach die in der Folge ſogenannten Pfarrgüter, die man in Deutſchland noch heut zu Tage, und zwar im Rheingau vorzüglich an Weinbergen antrifft, die ſich bei einigen Orten vor andern mehr oder weniger auszeichnen, nicht zwar nach Verhältniß der Größe und Bevölkerung, ſondern je nachdem ſich zur Anlage derſelben mehr oder weniger freigebige Stifter eingefunden hatten.

„Dieſe Kirchenverfaſſung im Oberamt Rheingau beſtand bis ins 13. Jahrhundert, da endlich die Capellen zu ſelbſtſtändigen Kirchen und die Filialen zu Pfarreien erhoben wurden. Die Epoche dieſer Umgeſtaltung läßt ſich zwar nicht genau und auf Jahr oder Tag beſtimmt angeben, es finden ſich aber einige nicht zweideutige Spuren, aus denen ſich erſehen läßt, daß ſich die Umwandlung nach 1211 und, wenigſtens zum Theil, vor 1232 ereignet habe. Ich darf vorausſetzen, daß Hattenheim, als einer der älteſten mit eigener Capelle verſehenen Filialorte, auch einer von den erſten war, der mit gänzlicher Exemtion von Eltvil und freier Pfarrei begabt worden. Nun zeigt ſich aber Hattenheim bis 1211 noch unter den Filialen; denn der Compilator des oft belobten Archivalauszugs führt in ſeinen Bruchſtücken von Urkunden den dortigen Geiſtlichen immer nur unter dem Titel Eccleſiaſticus, Clericus oder Prieſter von Hattenheim an. Dieſer nur allgemeine, beſtändig gebrauchte Ausdruck deutet unfehlbar an, daß er damals noch von Eltvil abhängig und mit keiner Pfarr-Gerichtsbarkeit ausgerüſtet war. Bald nachher änderte ſich aber die Sprache, und der nämliche Geiſtliche wird vom Continuator des Auszugs auf das Jahr 1232 unter den Zeugen einer Verhandlung unter dem Titel Plebanus angeführt. Sogar zeigt

ſich mir eine Spur, den erſten wahren Pfarrer von Hattenheim namentlich, und zwar vor dem Jahre 1232, aufzuſtellen. Zwiſchen den Jahren 1208 und 1212 kommt ein Antonius Clericus von Hattenheim unter den Zeugen vor. Nicht gar lange nachher wird vom Continuator des Archivalauszugs ein Antonius Plebanus von Hattenheim angeführt. Iſt dieſer mit dem vorigen eine Perſon, ſo ward er aus einem vormaligen Vicar der erſte Pfarrer, und zwar noch vor 1232; denn in dieſem Jahre tritt Arnold als Plebanus auf. Wie dem aber ſein mag, wenigſtens war ſchon 1232 zu Hattenheim die Pfarrei errichtet.

„Daß in andern Ortſchaften, die ſchon lange ihre Capellen und eigene Prieſter hatten, um dieſelbe Zeit eine gleiche Metamorphoſe vorgegangen ſei, läßt ſich aus der Analogie und der frommen Eiferſucht, die wir ſchon bei den Capellen geſehen haben, gar nicht bezweifeln. Der Papſt Alexander III hatte nicht gar lange vorher mit ſeinem berühmten Decretalbriefe den Ton dazu gegeben, indem er den Biſchöfen nicht nur Vollmacht, ſondern Befehl ertheilte, in den Sprengeln, wo mehrere Ortſchaften zu einer Mutterkirche gehörten, auch gegen den Willen der urſprünglichen Patrone neue Pfarreien zu errichten. Die Execution war im Eltviler Kirchſpiel und überhaupt im Rheingau um ſo leichter, weil die meiſten Filiale ſchon eigene Capellen und ſtändige Pfründen für ihre Seelſorger hatten; denn dadurch war ſchon ein beträchtlicher Fond zum ſtandesmäßigen Pfarrgehalt angelegt, und das Peterſtift, welches als primitiver Paſtor und Zehntherr der Alexandriniſchen Conſtitution die Congrua herreichen mußte, kam mit Anweiſung geringerer Competenzen davon, worüber ſich anderswo mehr Schwierigkeit und darum Verzögerung einfanden. Um ſo viel ſicherer läßt ſich daher glauben, daß man, nachdem einmal der Anfang gemacht war, in einem Orte nicht ſtehen blieb, ſondern auch die andern Filiale, worin ſich die nämliche Vorbereitung darbot, zu Pfarreien beförderte und alſo die bisherigen Capellen in den fünf ältern Ortſchaften: Walluf, Steinheim, Erbach, Hattenheim und Kiedrich, in der erſten Hälfte des 13. Jahrhunderts zu ſelbſtſtändigen Pfarrkirchen geworden ſeien. Ohne Zweifel blieben aber Rauenthal und Neudorf eben darum

noch lange zurück, weil ſie weder Capellen noch Fonds in ihrem Mittel hatten.

„Um der erlangten Würde zu entſprechen, begannen die Pfarrgemeinden nun auch neue Kirchen zu bauen, oder die alten in eine beſſere Form umzuſchaffen. Auch darin ſtellt ſich mir die Hattenheimer als eine der erſten dar. Schon im Jahre 1239 war ſie im Bau begriffen, ihre Kirche mit einem neuen Gewölbe von Steinen auszurüſten. Um ſich einen Beitrag für die Koſten anzuſchaffen, verkaufte ſie dem Kloſter Eberbach ihr Recht an einem öffentlichen Weg, der durch die Mitte des Steinbergs in den Wald hinzog. Wilhelm, Propſt zu St. Moriz und Archidiacon im Rheingau, beurkundete den Verkauf und merket ausdrücklich die Beſtimmung des Kaufſchillings zum neuen Kirchengewölbe an.

„Uebrigens ging man bei Errichtung dieſer Pfarreien auf einer Seite faſt durchaus von der Alexandriniſchen Vorſchrift ab. Nach dieſer ſollte die Ernennung der neuen Pfarrer dem primitiven Paſtor oder Zehntherrn zur Vergeltung der abzureichenden Competenzen zufallen. So geſchah aber hier nicht, und das St. Peterſtift erhielt, neben dem jetzigen Patronat von Eltvil, nur jenes von Rauenthal, das es im Jahre 1714 gegen den Pfarrſatz von Erbach vertauſchte. Alle übrigen Pfarreien bekamen andere Patronen. Der Grund dieſer Ausnahmen von der Regel liegt ohne Zweifel in den früheren Verhältniſſen. Alle Ortſchaften hatten ſchon vor der Zeit ihre bepfründeten Capellen, und dieſe ihre Lehenherren, die ſich entweder, als Stifter, aus dem canoniſchen Grundſatze auch das Recht, die Präbendarien zu ernennen, erworben hatten, oder ſolches in der Folge durch merkliche Dotirung von den Gemeinden, welche größtentheils die urſprünglichen Patrone der Capellen waren, an ſich brachten. Das Stift ließ die Abweichung ohne vielen Widerſpruch und um ſo leichter geſchehen, weil es wegen der ſchon beſtehenden Pfarrpfründen deſto geringere Competenzen anzuweiſen hatte, und alſo für bloßen Rechtsverluſt auf der andern Seite mit reellem Gewinn ſchadlos gehalten ward.

„Aus dieſem faſt ganz diplomatiſchen Berichte von der alten Pfarrkirche zu Eltvil iſt nun leicht begreiflich, wie und warum

das dortige Paſtorat an den Domdechant Heinrich gekommen ſei. Der edle Zehntertrag von der ſchon weit angebauten Flur von Hattenheim, welchen Erzbiſchof Friedrich dem Paſtor von Eltvil angewieſen hatte, war ein zu fettes Stipendium, als daß es einem Plebejer zu Theil werden ſollte. Die Pröpſte zu St. Peter, damals immer ſelbſt Domherren, ernannten daher gewöhnlich Cleriker von Adel dazu, die ſich, wie auch anderswo häufig der Fall war, eben nicht ſelbſt mit der ſo weitſchichtigen Seelſorge abgaben, ſondern nur die Wolle zogen und die Weide ihrer Heerden gedungenen Stellvertretern überließen. So that auch der Domdechant Heinrich; ein gemietheter Vicar beſorgte das Hirtenamt, und er hob den ſchönen Zehnten von Hattenheim."

Die Kirche zu Eltvil rührt in ihrer jetzigen Geſtalt von Erzbiſchof Gerlach, 1346 — 1371, her. Den Thurm, rother Sandſtein, erbaute Erzbiſchof Konrad III, wie das Mainziſche und Rheingräfliche Wappen über dem Portal und der bereits auf Abwege gerathene gothiſche Styl verrathen. Erzbiſchof Adolf II beſtätigte am 14. Dec. 1468 die Statuten, zu welchen der Pfarrherr und die Altariſten ſich verpflichtet hatten. Der Altariſten waren 1614 ſechs, für ſo viele Seitenaltäre; der Leichenſteine zählt Helwig 17 auf, als derer von Koppenſtein, von Sorgenloch, von Molsberg, Frei von Dern, Schönberg, Bicken, Hülshofen, Binsfurt, Bechtermünz, Stockheim, Weiß von Löwenſtein u. ſ. w. Die Frühmeſſe wurde 1312, 1450 der heilige Kreuzaltar von Konrad Rade von Idſtein geſtiftet. Die außerhalb der Stadt belegene Capelle zu St. Nicolaus, von Hermann Burgethor von Waldeck fundirt und 1327 beſtätigt, ſoll die Ruheſtätte des Erzbiſchofs Heinrich III (von Virnenburg) geworden ſein; Andere ſuchen ſein Grab zu Bonn, Münſtermaifeld, Eberbach, wo man doch nichts von ihm weiß. Die wunderthätige Hoſtie hat Erzbiſchof Johann II von Naſſau hierhin gegeben, und erzählt er davon, Eltvil, 24. Juni 1402: In der öſterlichen Zeit des Jahrs 1400 war die Gemeinde von Gladbach in der Pfarrkirche verſammelt, um aus den Händen des Pfarrers Volpo das Sacrament des Altars zu empfangen. Unter den Andächtigen befand ſich eine Frau, des Namens Ela, ob ſie

gleich, als notoriſche Ehebrecherin, von dem Genuß der Sacramente ausgeſchloſſen worden. Sie zurückzuweiſen, glaubte Volpo nicht wagen zu dürfen; größeres Scandal zu vermeiden, reichte er ihr die geweihte Hoſtie, die aber ſofort, Angeſichts der Vielen, dem Munde des Weibes entflog, ſich auf den Arm des Pfarrherren niederließ, um von dannen in kreisförmigen Wendungen zu der Patene aufzuſteigen. Davon ſie zu löſen, ergab ſich als eine Unmöglichkeit. Die Mähre von ſolchem Wunder verbreitete ſich durch die ganze Landſchaft, und der Erzbiſchof, beſorgend, daß in dem einſamen Gladbach das Heiligthum die ihm gebürende Verehrung nicht empfangen würde, beſchloß, dasſelbe nach der Pfarrkirche von Eltvil zu übertragen. Zu dem Ende ging eine Proceſſion nach Gladbach. Dann verordnete der Erzbiſchof, es ſolle »predictum verum Dominici Corporis sacramentum prefate patene sic adherens,« alljährlich zu Johannis Geburt vor dem Amt proceſſionaliter und bei brennenden Kerzen durch die Straßen von Eltvil getragen werden, doch daß bei ungünſtigem Wetter erlaubt, die Proceſſion auf den Umfang der Kirche zu beſchränken. Endlich werden Indulgenzen verliehen Allen, welche dieſer Feier in Andacht beiwohnen.

Eltvil hatte vordem eigenen Adel. Buobo de Eltavilla wird 1108, Ernestus de alta villa 1131, 1134, Gottfried, Ritter, und Siegfried 1228, Berward 1256, Konrad de Eltevile, Ritter, 1289 genannt. Gottfried, Ritter, ſchenkt 1296 ſeiner Tochter Gertrud $^1/_2$ Mark von einer Wieſe zu Delkenheim und kommt noch 1329 vor. Agnes von Eltvil, Wittwe des Hermann an dem Burgethor zu Lorch. Meingot, Ritter, 1330. Konrad Schenk von Eltvil, Untervitzthum im Rheingau 1372. Die Jud von Eltvil, vermuthlich eines Herkommens mit den Jud zum Stein in der Stadt Mainz, waren Lehenleute der Abtei St. Maximin bei Trier und erfreuten ſich eines bedeutenden Beſitzes im Rheingau. Jacob Jude, den man nennet Wülfferseyden, 1437, iſt wohl eine Perſon mit Jeckel Judde von Elfeld, der 1440 einen Theil ſeines Hauſes zu Hattenheim an Henne Zum Jungen verkauft. Grete und Sielchin (Sibylla), Jacobs Schweſtern, 1445. Ihre Mutter Chriſtine, die an Wilhelm Jud von Eltvil

verheurathet, ſtirbt 1483. Wilhelm vergleicht ſich mit dem Kloſter Eberbach in Bezug auf Haus und Güter zu Klopheim 1485. Wilhelm, Amtmann zu Wiesbaden 1498. Wilhelm, Schultheiß zu Lorch 1507. Heute beſitzen die Grafen von Elz am untern Ende der Stadt, am Rhein ein modernes Haus; der anſehnlichen Gemäldeſammlung vorzüglichſte Zier iſt eine Suſanna im Bad, von Domenichino. Mitten in der Stadt liegt der Freiherren von Langwerth von Simmern Hof in dem maleriſchen italieniſchen Styl des 17. Jahrhunderts. Ungemein freundlich iſt die Lage, gleichwie die ganze Dispoſition der Stadt, der man nicht anſieht, daß ſie einſt von finſtern Mauern umſchloſſen geweſen. Von dieſen Mauern iſt außer einem alten, als Gefängniß benutzten Thurm wenig mehr vorhanden. In dem Schematismus der Diöceſe Limburg für das Jahr 1851 wird die katholiſche Bevölkerung zu 2168, in dem Staats- und Adreß-Handbuch für das Herzogthum die Geſamtbevölkerung zu 2190 Köpfen angegeben. Die Markung umfaßt 6641 Morgen.

Gleich jenſeits der alten Umſchließung von Eltvil fällt auf der Rheinberg, das geſchmackvoll in gothiſchem Styl reſtaurirte Burghaus der Grafen von Grunne mit hohen Giebeln und runden Treppenthürmchen. Auf der Stelle hatten die Münch von Lindau einen Anſitz, den die Erbin der Linie, Anna Münch von Lindau ihrem Herrn, Johann Frei von Dern zubrachte, 1496. Dieſer mag viel daran gebaut haben, wie denn das Haus nach ſeinen weſentlichſten Details dem Anfang des 16. Jahrhunderts anzugehören ſcheint. Es blieb der Frei von Dern Eigenthum bis zu ihrem Erlöſchen 1737, kam mit der Erbtochter an Adolf Wilhelm Franz von Greifenklau, 1753, und nach etwa 60 Jahren zum Verkauf, wodurch das Burghaus des Grafen Carlomann von Grunne Eigenthum geworden iſt, wie es denn noch in den Händen ſeines Enkels ſich befindet.

Die Grafen von Grunne ſollen ein Zweig der Hemricourt ſein, eines Geſchlechtes des alten Hasbaniens, das vornehmlich um des Schriftſtellers Jacob von Hemricourt willen Aufmerkſamkeit verdient. Thomas und Ameil von Hemricourt, Brüder, lebten zu Anfang des 13. Jahrhunderts. Als die Stadt

Lüttich 1212 von den Brabäntern genommen und aufs Schrecklichſte heimgeſucht wurde, verhinderte Thomas allein, durch ſeinen Einfluß bei dem Herzog von Brabant, die gänzliche Zerſtörung der unglücklichen Stadt. Als die Lütticher ein Jahr ſpäter, am 13. Oct. 1213, in dem Treffen bei der Warde de Steppe, unweit Montenaken und Houtem, blutige Rache nahmen, ſtritten Thomas und Ameil in der Sieger vorderſten Reihen, und indem ſie die Schmach des Vaterlandes tilgten, rächten ſie zugleich eine perſönliche Unbill. Ihr Feind, Heinemann von Hotteburge, fiel unter ihren Streichen. Um der Blutrache zu entgehen, heuratheten Thomas und Ameil jeder eine Tochter des gefallenen Ritters. Thomas wurde der Vater von vier Söhnen. Auch Ameil hinterließ eine zahlreiche Nachkommenſchaft, welche die ſämtlichen Ortſchaften längs der Yrne, auch mehre Dörfer im Innern des Landes bevölkerte; aus derſelben ſind vornehmlich die von Bovigniſtier und Stier zu bemerken (Wilhelm Frognut, Gerhard de Byle, Thomas de Lantremange, Robert de Crenwick).

Des Wilhelm Frognut älterer Sohn (der jüngere, Gottfried, beſaß Herk bei Tongern), Wilhelm Malclerc, genannt ly bon Sires de Hemricourt, war einer der gewaltigſten Ritter des 13. Jahrhunderts; bis nach Neapel drang des zu Schimpf und Ernſt gleich furchtbaren Kämpen Ruf, daß Karl von Anjou ſich ihn erbat, um in dem Zweikampf, den er zu Bordeaux mit dem König von Aragon beſtehen ſollte, an ſeiner Seite zu fechten. Der Zweikampf unterblieb. Aber Wilhelm fand ferner Gelegenheit genug, ſeinen unbändigen Muth zu zeigen: eine ſeiner wichtigſten und hartnäckigſten Fehden galt denen von Berlo; in einer andern, mit dem Vilain de Jardegnée wurde er deſſen Gefangener. »Adont fist ly Vilains traire ariere ses amis et arainat le Saingnor de Hemricourt par ceste maniere: Sires de Hemricourt, Sires de Hemricourt vos aveis tamains ans porsyet le monde de là meire et decha meir et asteit partis de tamains perveulheuz assauz et al dierain esteis cheus en las don si povre escuwier que je suy; je vos conjure par la foid que vos deveis a Dieu et a Monss. Saint George que vous moy dites, que vos feriez de moy, se vous me tenioz en teile

point que je vous tieng a present? et ilh respondit com hardis et sains paour, par le seriment dont tu mas conjureit et par les oez Dieu, tu morois de ceste main, dont tamains ont esteit mors: Sires de Hemricourt, Sires de Hemricourt, respondit ly Vilains, de ma mort ne sieroit ce nint gran domage, mais delle vostre ne sieroit jamais ly domage restoreis, ja ne plaice a Dieu, que de sy petit homme que je suy, soit mors sy vailhans hons que vos esteis, mais je vos requiere et recarge soy loyalteit de chevalerie que moy voilhiez acordeir a voz cuziens de Blehen (welche die Fehde eigentlich betraf), car tout ce que je leur ay forfait je lamenderay a vostre ordinance et moy suffyerat vostre simple parolle, car je ne suy nint dignes de rechivoir le creance de sy vailhant homme que vous esteis, et de ce que je ay mespris envers vos, je vos en prie merchis: ilh aidat releveir le bon Saingnor et s'en genoulhat devant ly et ilh ly pardonat et ly otroyat de faire la dite pais, sy qu'il fist, car ilh chevachat tantost a Blehen et fist de la dite Werre une bonne pais, se demoront apres ce bon voisins, chil de Blehen et de Jardegneez, car ilh estoient assy cuziens dedit linage de Harzeez, sy qu'il demoront de dont en avant en pais. De ceste cortoisie et gentileche fut puis ly Vilains dessurnommeis mult prisiez, loyez et avanchiez, s' en fut tot le sorplus de son eage honoreis de tos Saingnors.« So Hemricourt, S. 123, und mag dieſe Stelle als eine Probe ſeiner Sprache dienen.

Thomas von Hemricourt zu Lautremange hatte einen Sohn, der geiſtlich, und drei Töchter. Die eine, Maria, verliebte ſich in einen jungen Mann, Namens Adam, den Sohn des Wilmar de Tombor, eines ehrlichen Bauersmanns aus Hemricourt, welchen Adam ſie als ihres Vaters Liebling und Geſchäftsführer kennen gelernt, entfloh mit ihm nach St. Troud und ließ ſich dort trauen. Grenzenlos war des Vaters Zorn; zwei Jahre lang mußte Adam, fortgeſetzter lebensgefährlicher Nachſtellung zu entgehen, ſich in St. Trond eingeſchloſſen halten. Endlich erfolgte doch die Ausſöhnung. Adam lebte bei dem Schwiegervater und führte nach wie vor deſſen Geſchäfte; aber niemals

war Thomas zu bewegen, daß er der Tochter auch nur das Mindeſte gegeben hätte, obgleich er ihres Sohnes Pathe geworden. Dieſer Sohn, auch Thomas von Hemricourt genannt, ſtudirte zu Paris, wurde, als einer der größten Rechtsgelehrten, Sentencier de la cour de l'Officiat zu Lüttich und erzeugte in ſeiner Ehe mit Clemence de Cornut ſieben Söhne. Der älteſte, Adam, wurde Mönch in der Abtei Beaurepaire und Prior zu Reckheim; der zweite, Thomas, ſtarb als einer der reichſten Weinhändler der Stadt Lüttich; der jüngſte, Gilles, Secrétaire des échevins de Liège und vermählt mit Ida d'Abée, intereſſirt uns beſonders als der Vater Jacobs von Hemricourt, des Geſchichtſchreibers.

Jacob, deſſen Geburtsjahr anzugeben ich nicht vermag, war zweimal vermählt, in erſter Ehe mit Franziska de Miſſion, deren Vater, Peter de Miſſion, ein wohlhabender Bürger und Tuchmacher in Lüttich, in zweiter Ehe mit Agnes von Coir, der Wittwe Johanns von Lavoir. Er überlebte beiden Frauen, trat in hohem Alter in den Johanniterorden, ohne jedoch von den Ordenseinkünften etwas zu beziehen, — wahrſcheinlich war er alſo was man in ſpätern Zeiten Chevalier de grâce nannte, — ſtarb den 18. Oct. 1403 und wurde zu Lüttich in der Chapelle des clercs beigeſetzt. Das ihm daſelbſt errichtete Grabmonument iſt, ſamt der Capelle ſelbſt, unter der franzöſiſchen Herrſchaft verſchwunden; von jenem hat indeſſen Salbray einen Abriß geliefert. Der Nämliche hat auch Hemricourts Hauptwerk edirt unter dem Titel: Miroir des nobles de Hasbaye, composé en forme de chronicque par Jacques de Hemricourt chevalier de S. Jean de Jérusalem, l'an 1353. Où il traite des généalogies de l'ancienne noblesse de Liège et des environs, depuis l'an 1102 jusques en l'an 1398. Avec l'histoire des guerres civiles dudit pays, qui ont duré l'espace de quarante cinq ans et le traité de paix, qui fut concluë ensuite desdites guerres. Mis du vieux en nouveau langage, enrichy d'un grand nombre de figures en taille-douce, et dédié à Monseigneur le Comte de Marchin, par le Sr. de Salbray. A Bruxelles, chez E. Henry Fricx, 1673. fol. S. 375.

Hemricourt, deſſen Stellung von jener der meiſten Chronikſchreiber weſentlich verſchieden, hat auch eine ihm durchaus eigenthümliche Manier angenommen. Statt Annalen zu liefern, erzählt er die Schickſale und Verbindungen ſeiner Verwandten und Bekannten; nicht nur daß er Dinge vortragt, die ihm auf das Genaueſte bekannt ſein mußten, nicht nur daß er über Gegenſtände belehrt, die in den gewöhnlichen Chroniken ſo ſehr vernachläſſigt ſind, das häusliche Leben, die häusliche Politik des Mittelalters, ſondern es gibt auch das perſönliche Intereſſe, ſo er an Allem nimmt, ſeiner Darſtellung eine Lebhaftigkeit, einen Glanz, dergleichen kein einziger Schriftſteller der mittlern Zeit beſitzt. Unvergleichlich, durch den kindlichen Ton, die bibliſche Einfalt iſt der Eingang, worin der Chroniſt von dem Herkommen der *Warfuſée*, des ausgebreiteten Geſchlechts, handelt. „Zu dieſer Zeit," ſchreibt Hemricourt, „lebte ein edler Ritter, genannt Raſo der Bärtige, Bruder des Grafen von Dammartin-en-Goyelle, welcher im Schilde führte eine Kirchenfahne mit drei Ringen, die Farben weiß ich nicht. Dieſer Ritter fiel durch eine Unthat, von der nichts gemeldet, in die Ungnade des Königs Philipp von Frankreich, der mit Iſabella von Hennegau vermählt, und wurde des Reiches verwieſen. Er zog aus, mit ſich führend eine reiche Habe, viele Koſtbarkeiten und Roſſe, und wendete ſich nach der Stadt Huy, wo er ein großes Haus machte, Jäger, Falconiere, Hunde und Stoßvögel hielt. Jagd und Fiſchfang waren ſeine gewöhnlichen Zeitvertreibe. Einſt hatte er vom frühen Morgen an auf dem Gebiet von Warfuſée gejagt, da hörte er, um die Mittagsſtunde, das Glöcklein, welches ankündigte, wie eben der Prieſter in der Capelle der Burg Warfuſée das geheimnißvolle Werk der Elevation begehe. Dahin wendete der von Dammartin alsbald ſein Roß, denn ihn trieb es, das Hochwürdigſte zu ehren, und noch zu rechter Zeit erreichte er die Capelle, wo der Burgherr ſelbſt dem Meßopfer beiwohnte. Die Elevation iſt vollbracht, und des Burgherrn Blicke fallen auf den Fremdling. Er läßt ihn zu Tiſch bitten und bewillkommt ihn nach der Meſſe mit traulichem Handſchlage, befragt den Gaſt um Herkommen und Stand, führt ihn nach dem Saal. Hier läßt er

die Tiſche ordnen und ſodann die ſchöne Alix, ſeine einzige Wonne, herbeirufen; ſie ſoll den fremden Ritter begrüßen. Das Fräulein kommt ſofort auf des Vaters Gebot und wendet ſich als eine wohlgezogene Tochter dem Ritter zu, heißt ihn willkommen und verkehrt mit ihm in anſtändiger und anmuthiger Freiheit. Der gute Herr von Warfuſée läßt die beiden neben einander ſitzen und bewirthet reichlich und mit freudigem Herzen den fremden Ritter und deſſen Gefolge, daß ſie alle darüber erſtaunen. Nachdem man abgeſpeiſt und ſich noch einige Kurzweil gemacht, dankte Herr Raſo dem Baron von Warfuſée und ſeiner Tochter für empfangene Ehre und geleiſtete gute Geſellſchaft und beurlaubte ſich gar höflich, wogegen der Freiherr den Scheidenden vielfältig bat, er möge, ſo oft ſein Weg ihn vorbeiführen würde, Schloß Warfuſée nicht unbeſucht laſſen; denn er könne ihm kein größeres Vergnügen gewähren, als durch ſeine Geſellſchaft. Und Raſo, bereits in Liebe verfallen zu Fräulein Alix, verſprach das willig, und kam ſo oft wieder, daß endlich, nachdem ſie einander vollkommen kennen gelernt hatten, eine Heurath geſchloſſen wurde zwiſchen Herrn Raſo dem Bärtigen von Dammartin-en-Goyelle und Fräulein Alix. Und bald darauf erbaute Raſo nahe bei Warfuſée einen Thurm ſamt einer ehrbaren Wohnung und nannte den zum Gedächtniß ſeiner Voreltern und Herkunft Dammartin. Du ſollſt aber wiſſen, daß die meiſten der Warfuſée, Männer wie Frauen, ein durchſtochenes Ohrläppchen haben, durch deſſen Oeffnung eine Nähnadel gezogen werden mag, ohne das Ohr zu verletzen. Das haben ſie geerbt von Raſo dem Bärtigen, deſſen Ohr alſo durchſtochen war, wie die Ueberlieferungen der Alten berichten."

Arg hat ſich der Herausgeber der Chronik, Salbray, oder genauer, der Abbé Maſſart, an dem Werk verſündigt. Salbray war nämlich ganz unfähig, einen franzöſiſchen Autor aus dem 14. Jahrhundert zu verſtehen; außerdem war er auch ein höchſt flüchtiger Arbeiter, wie ſich dieſes aus den erſten Zeilen ergibt. Er verſichert nämlich in ſeinen Nachrichten von des Ritters Leben, die zwar ungleich dürftiger, als die hier mitgetheilten, derſelbe ſei den dritten Tag des Decembers 1403 geſtorben, während die

gegenüber angebrachte Grabſchrift ganz deutlich den 18. December zeigt. Aber noch weſentlichere Fehler fallen dem Herausgeber zur Laſt. Hemricourt erzählt z. B., er habe ſein Werk im J. 1398 geſchloſſen, und doch wird S. 73 eine Begebenheit aus dem J. 1415 (Hemricourt ſtarb, wie geſagt, 1403) erzählt; Salbray kann demnach nicht das Original, wie er doch ausdrücklich verſichert, ſondern nur eine interpolirte Abſchrift vor ſich gehabt haben, und ein neuer correcter Abdruck, etwa für die Sammlung der deutſchen Geſchichtſchreiber, in die das Werk allerdings gehörte, wird um ſo wünſchenswerther, da des Canonicus Jalheau Ausgabe vom J. 1791 (à Liége, chez Bassompierre, fol.), mit Hinweglaſſung des Urtextes, nur Maſſarts Ueberſetzung liefert, nach dem Geſchmack des 18. Jahrhunderts zugeſtutzt, der doch einige brauchbare Anmerkungen hinzugefügt, während des Prälaten Bütkens Arbeit unvollendet geblieben iſt. — Ein anderes Werk des gelehrten Hemricourt, ein Tractat de la temporalité de l'évêché de Liège iſt nur in der Handſchrift vorhanden, und gemeiniglich der unter dem Namen Pawillart bekannten Sammlung Lütticher Geſetze, Freiheiten und Verträge einverleibt; noch vor ſechzig Jahren hatte dieſer Tractat Geſetzeskraft. — In ſeiner erſten Ehe mit Franziſca de Miſſion wurde Jacob Vater eines Sohnes, Gilles, der nach einander drei Frauen nahm: die erſte, Johanna Boileau de Mons, ſtarb kinderlos; die zweite, Agnes de Lavoir, war ſeiner Stiefmutter Tochter erſter Ehe und wurde die Mutter von Johann und Franziſca von Hemricourt; die dritte, Maria de Blehen, hinterließ ebenfalls mehre Kinder. — Richard von Hemricourt, Herr von Seron, Meſſe, Forvie, erheurathete im J. 1660 Ramioul, an der Maas, unweit Lüttich, erkaufte auch um das J. 1700 Mozet bei Namur, ſo doch ſein Sohn, Konrad Richard Ferdinand Joſeph von Hemricourt, wieder veräußerte, wie das auch der Fall mit dem ſchönen Ramioul geweſen. Berthold Franz Walter Graf von Hemricourt, Domherr zu Lüttich ſeit dem J. 1768, lebte noch 1796, und ſeines Bruders männliche Nachkommenſchaft blühet bis auf den heutigen Tag.

Georg Hemricourt de Mozet — für dieſe Bezeichnung kann ich die Gewähr nicht übernehmen: finde ich doch, daß erſt am

3. Febr. 1672 die Regierung der Niederlande Namens Karls II Königs von Spanien das bisher zu den Domainen der Grafschaft Namur gehörige Mozet an Franz von Corswarem veräußerte, und daß dessen Wittwe das Gut am 16. Mai 1695 an eine Baronin Harhe de Bierzet und diese an Richard von Hemricourt verkaufte. Doch lassen wir das bei Seite. Georg Hemricourt de Mozet Graf von Grunne Herr zu Harsin, herzoglich lothringischer Kämmerer und erster ständischer Deputirter der Provinz Luxemburg, starb zu Grunne, in dem wallonischen Luxemburg, 27. April 1749. Aus seiner Ehe mit Franzisca Christophora Eleonore de Lambertye, Tochter des Marquis Georg de Lambertye, des herzoglich lothringischen Obristkämmerers, auch Hofmarschall und der Stände von Lothringen Marschall, kamen acht Kinder, darunter drei Söhne, die vor dem Feind geblieben sind. Sie folgen also: 1) Nicolaus Franz. 2) Philipp Anton. 3) Anna Franzisca, Stiftsdame zu Remiremont, geb. 4. Juni 1700. 4) Karl, k. k. Kämmerer und Obrist bei Stampach, Cüraſſier, gest. zu la Roche. 5) Louise Franzisca Dieudonnée, geb. 19. Juni 1715, gest. zu Namur, 11. Januar 1779, Wittwe seit 1748 von Philipp von Pinchart, auf Wartez und Ville-en-Warêt, erster Deputirter der Ritterschaft von Namur. Es wurden diese Pinchart den 22. Jul. 1652 geadelt. 6) Norbert, Grenadier-Hauptmann bei Thüngen, blieb 22. Jul. 1739 in der Schlacht bei Krotzka. 7) Vincenz, Obristwachtmeister in seines Bruders Regiment, fiel 21. Aug. 1742 in einem Ausfall der Besatzung von Prag. 8) Ludwig, k. k. Kämmerer und Obristlieutenant bei Karl Lothringen, Infanterie, blieb in der Schlacht von Hohenfriedberg, 4. Juni 1745. Der Sohn, mit welchem die Bedeutung der Familie anhebt, Nicolaus Franz Joseph, geb. zu Grunne, 25. Dec. 1701, kam in des Herzogs Franz Stephan von Lothringen Gefolge nach Wien. „Er ward 1734 Obrister bey Suckow Infanterie und 1735 General-Feld-Wachtmeister, in welcher Qualität er den nachherigen Feldzügen in Ungern wider die Türcken beywohnte. A. 1737 im Oct. bekam er das Infanterie-Regiment Müffling. A. 1739 wurde er in der Schlacht bey Krotzka bleßiret. A. 1740 kam er unter dem Grafen

von Neuperg in Schleſien zu ſtehen und ward im Mart. 1741 General-Feld-Marſchall-Lieutenant." Er wurde, tödtlich verwundet, unter einem Leichenhaufen hervorgezogen. „Er brachte etliche Jahre zu, ehe er wieder curirt wurde. Im Nov. 1743 fand er ſich auf erhaltenen Paßport zu Paris ein, um allda ſeine Wunden aus dem Grunde heilen zu laſſen. Es hieß, er habe zugleich Inſtruction und Vollmacht gehabt, an einem Vergleiche zwiſchen den Häuſern Oeſterreich und Bayern zu arbeiten; aber das Gerüchte hievon iſt falſch geweſen. Er kehrte nach vollendeter Cur wieder nach Wien zurücke, ohne die geringſte Conferentz mit einem Miniſter gehalten zu haben. A. 1744 wohnte er dem Feldzuge in Deutſchland unter dem Printzen Karl von Lothringen bey und führte die letzte Colonne, als die Armee nach dem Rheinſtrom marſchirte, um über ſolchen zu paſſiren und dem Elſas einzufallen, welche Unternehmung aber fruchtlos ablieſe. A. 1745 wohnte er der Schlacht bey Striegau in Schleſien bey, gieng darauf nach Wien und begleitete alsdenn den Groß-Hertzog nach der Armee im Reich, von dar er ihm nach Franckfurt folgte, als ſolcher daſelbſt zum Kayſer erwehlet worden. Im Nov. wurde er mit einem Corpo von 10,000 Mann nach Sachſen geſchickt, um ſich mit der Sächſiſchen Armee wider die Preuſſen zu vereinigen, die zu Ende dieſes Monaths in die Sächſiſchen Lande eingefallen waren. Er wohnte den 18. Dec. mit 2000 Mann von ſeinem Corpo der Schlacht bey Keſſelsdorff bey und kriegte nach geſchloſſenem Frieden ſein Winter-Quartier in Böhmen. A. 1746 gieng er mit einem Corpo nach den Niederlanden, um die allirte Armee in Brabant zu verſtärcken. Er wartete den 26. Mart. zu Cölln auf den Feld-Marſchall Grafen von Batthiani, mit welchem er bey der Armee anlangte und darauf dieſem ſowohl als den folgenden Feldzügen bis zum Aachiſchen Friedensſchluſſe beywohnte, mittlerweile aber den 14. Apr. 1747, ſamt ſeinem Bruder in den Reichs-Grafen-Stand erhoben wurde." K. K. wirklicher Geheimrath und Kämmerer, Generalfeldzeugmeiſter, Inhaber des vormaligen Infanterieregiments Müffling, Nr. 26, ſeit Oct. 1737, Gouverneur zu Ath, des Herzogs von Lothringen Envoyé extraordinaire in Berlin bei K. Friedrichs II Thron-

beſteigung und bei dem Friedenscongreß zu Aachen, ſtarb er auf ſeinem Schloß Grunne, unweit Namur, 15. Febr. 1751, da er im Begriff, das Fürſtenthum la Roche zu erkaufen und zugleich das Gouvernement von Luxemburg zu übernehmen. „Er hat in der Kriegskunſt vortreffliche Wiſſenſchaft und Erfahrung erlangt, war mäßig, munter, wachſam, tapfer, bei Officieren und Soldaten beliebt, und wegen ſeiner großen Verdienſte ſelbſt bei dem Kaiſer ſehr hoch angeſehen."

Es beerbte ihn ſein Bruder Philipp Anton, k. k. Generalmajor von der Cavalerie, geb. 26. Nov. 1702, † 17. Mai 1753 zu Namur. Verm. mit der Gräfin Anna Tereſe Eszterhazy, war er ein Vater von drei Kindern geworden. Der ältere Sohn, Ferdinand Maria, geb. in Ungern 1725, gerieth, Obriſt bei des Oheims Regiment, in preuſſiſche Gefangenſchaft, von dannen er doch zu Anfang Aprils 1763 zurückkam, wurde den 27. April n. J. Generalmajor, am 1. Januar 1771 Feldmarſchall-Lieutenant und ſtarb zu Wien 1779 unvermählt. Sein Bruder, Philipp Anton Maria Joſeph Reichsgraf von Grunne, auf Harſin, Caſtillon, Wartez, Ville-en-Warêt und Friſet, geb. auf der Mutter Gut Nyek in Ungern, 11. Febr. 1732, ward wegen ſeiner ausgezeichneten Bravour an dem blutigen Tage von Torgau auf dem Schlachtfeld zum Major ernannt, hatte als Obriſt und Feſtungscommandant zu Königgratz im Lauf des bayeriſchen Erbfolgekriegs die beſagte Feſtung zu vertheidigen, erhielt durch Adoption die Güter des ausgeſtorbenen Geſchlechtes Pinchart in der Grafſchaft Namur und ſtarb zu Königgratz, 3. April 1797, aus der Ehe mit Chriſtiane von Holſtein die Söhne Philipp und Carlomann hinterlaſſend. Philipp Ferdinand Wilhelm Hemricourt de Mozet de Pinchart Graf von Grunne auf Wartez, Ville-en-Warêt und Frizet, dann ſeit 1802 auf Dobersberg, Ilnau, Beygarten, Taxen im Viertel Obermanhardsberg, Oeſtreich unter der Enns, machte 1790 als Rittmeiſter die letzte Campagne des Türkenkriegs mit, wurde ſodann wirklicher Kämmerer des Erzherzogs Karl, des Generalgouverneurs der Niederlande, focht von 1792 an gegen die Franzoſen, 1793 als des Kaiſers Flügeladjutant, 1796 und 1797 als Obriſt und kaiſerlicher und

Reichs-Generaladjutant am Rhein und 1799 als Commandeur des Dragonerregiments Kaiſer Franz II, wurde im Beginn des Feldzugs von 1800 Generalmajor und ſchloß am 25. Dec. n. J. mit dem franzöſiſchen General Lahorie die dem Lunéviller Frieden einleitende Demarcations- und Waffenſtillſtands-Convention. Ritter des Maria-Tereſa-Ordens 1801, Hofkriegsrath 1805, zweiter Inhaber des Ulanenregiments Erzherzog Karl Ludwig, k. k. Kämmerer und Geheimrath, ſtarb er, General der Cavalerie im Penſionsſtand, 26. Januar 1854. Der Sohn ſeiner Ehe mit Roſalie von Feltz, verm. 25. Sept. 1801, Graf Karl Ludwig, geb. 25. Aug. 1808, iſt k. k. Kämmerer und Geheimrath, Feldmarſchall-Lieutenant, erſter General-Adjutant des Kaiſers ꝛc., auch Vater von ſechs Kindern.

Graf Joſeph Maria Carlomann auf Caſtillon und Beau-Logis, geb. 20. Febr. 1769, Obriſt-Lieutenant bei Latour Dragoner, wurde im J. 1804 außerordentlicher Geſandter bei dem däniſchen und nachmalen bei dem weſtphäliſchen Hof. Auf dem Schlachtfeld von Aspern zum Generalmajor ernannt, ſeit 1818 königlich niederländiſcher General-Lieutenant und Geſandter bei dem Bundestag zu Frankfurt, hat er die anmuthige Beſitzung bei Eltvil erkauft, wie er denn auch alleiniger Beſitzer der Güter in den Niederlanden geworden iſt. Er ſtarb 7. Oct. 1853, zwölf Jahre nach ſeinem erſtgebornen Sohn, dem Grafen Alexander, † 16. Dec. 1841, von dem jedoch ein Sohn, Graf Arthur, geb. 1840. Außerdem überleben dem Grafen Carlomann zwei Söhne und eine Tochter, vermählte Gräfin Robiano, ſämtlich Kinder ſeiner Ehe mit Eliſabeth von Secus, vermählt 28. Januar 1812.

Ueberſicht des Inhalts.

Seite.

Johannesberg . . . . . 1—145
Fürſt Clemens Wenceslaus von Metternich . . . . . 1—140
Das Hungerſyſtem für Kinder 1—5
Der Hofmeiſter Simon . . . 5—9
Die Univerſität 8
Heurath und Liebſchaften . . 9—10
Der Geſandtſchaftspoſten in Dresden . . . . . 10—11
Negotiation in Berlin 12
Sendung nach Paris . . . 13—21
Liebeshandel mit der Großherzogin von Berg und mit Frau Junot 14—16
Amusez ce niais-là 16
Das Miniſterium der auswärtigen Angelegenheiten . . . 21—33
Der Finanzminiſter Graf Wallis 24—25
Der Beitritt zur großen Allianz 33—44
Unterredung mit Napoleon 36—37
Der Wiener Congreß . . 45—50
Die Lombardei . . . . 52—57
Des Staatskanzlers Furcht vor den Zeitungsmännchen 57
Seine Beziehungen zu Gentz 57—59
Congreß zu Aachen . . . 59—60
Congreß zu Laibach . . . 62—63
Jener zu Verona . . . 65—69
Heurath mit der von Leykam 72—73
Der Jagellonen Reich 79
Italieniſche Zuſtände . . 80—82
Der Herzog von Reichſtadt 84—85
Heurath mit der Gräfin Zichy . 90
Rivalität mit dem Grafen Kolowrat 90—91
Oppoſition in Ungern 91—93. 114—117
Des Fürſten Abneigung gegen die Jeſuiten 109
Die Kataſtrophe . . . . 119—126
Flucht . . . . . 127—128
Aufenthalt in England 128
Heimkehr . . . . . 130—132
Tadel von Schwarzenbergs Politik 132
Tod . . . . . 133—135
Beſitzthum . . . . . 135—137
Familie 137
Charakter . . . . . 138—140
Der Johannesberg . . . 141—145
St. Bartholomä, die Lützelau 145—150
Winkel . . . . . 150—208

Seite.

Des h. Hrabanus Bethaus . . 157
Dynaſtengeſchlecht von Winkel 157—160. 204—205
Erzbiſchof Ruthard . . . 157—160
Die Pfarrei . . . . . 163—164
Erzbiſchof Hrabanus Maurus 164—202
Seine Erhebung zu dem Stuhl von Mainz 191
Mittelheim . . . . . 208—211
Vollraths . . . . 211. 212—214
Die Greifenklau 211—212. 214—217
Aloys Otto Philipp Johann, der letzte Greifenklau 216
Proceß um ſeinen Nachlaß . . 217
Die Matuſchka . . . . . 217—220
Die Wolfskehl in Franken 220—222
Chriſtian Wolfskehl, der Feldmarſchall-Lieutenant 221
Das Kloſter Gottesthal . . . 222
Auguſtinermönche, aus Eberbach vertrieben, laſſen ſich bei Mittelheim nieder . . . . 223—227
Ihre zweite Auswanderung 228—231
Nonnen treten an ihre Stelle . . 231
Streit mit Eberbach um die Rheinau 231—233
Die Nonnen bauen ſich zu Gottesthal an . . . . . 233—234
Sie unterwerfen ſich der Regel von Ciſterz 235
Des Kloſters ſpätere Schickſale . 236
Die Jungau, die Karthäuſerau, die Grün-, die Langau . 236—237
Oeſtrich . . . . . 237—293
Die Zum Jungen 238—249. 281—284
Frilo, Erbauer der Burg zu Oeſtrich 249
Peters Zumjungen Händel mit Eberhard Windeck 249
Eberhard Windeck . . . 249—280
Sein Haß gegen die Geſchlechter in Mainz . . . . . 250—255
Tritt in K. Siegmunds Dienſt . 250
Seine Verdienſte um des Kaiſers Caſſe 251
Er wird einer der Zehner in Mainz 252
Verzweifelte Finanzlage der Stadt 253
Windeck wird in den neuen Rath nicht aufgenommen 254
Windecks Bericht von ſeiner Feindſchaft mit Peter Zumjungen 255—256

Seite.

Er beschuldigt diesen einer Mordthat 256
Was gegen ihn Zumjungen vorbringt 257
Windeck zu Preßburg verhaftet . 257
Sein Kummer um K. Siegmunds Tod 257
Er stirbt 257
Windecks poetischer Bericht von den stürmischen Ereignissen in Mainz 258
Privatnotiz, die Absetzung des alten, die Einführung des neuen Raths betreffend 265
Widerlegung von Windecks poetischem Bericht 270
Peter Zum Jungen gegen den schnöden, bösen, landverlaufenen Böswicht Windeck 273
Der Stadt Preßburg Zeugniß über die von Windeck verübten Frevel 275
Gaunerstreich, durch Eberhard Windeck in Preßburg begangen 277
Poetische Uebersicht von Windecks Treiben in Mainz 280
Der Feldmarschall Johann Hieronymus Zum Jungen . . 281—284
Das für ihn ehrenvolle Gefecht bei Calcinato . . . . 281—282
Er nimmt Susa 282
Feldzug in Savoyen 282
Einnahme von Porto Hercole . 282
Die Genueser zu Paaren getrieben 283
Krieg in Sicilien 283
Treffen bei Francavilla . . . 283
Die Citadelle von Messina belagert 284
Einnahme von Palermo . . . 284
Zum Jungen, Commandirender in Sicilien, dann in der Lombardei 284
Stirbt 284
Hofrath Herber, Präsident der nassauischen Nationalversammlung, zum Zuchthaus verurtheilt . . 284
Revolutionaire Taktik 285
Berühmte Oestricher 285
Heinrich von Ehrenberg, Pfarrer in Oestrich 285
Die von Ehrenberg am Neckar . 285
Gerhard von Ehrenberg, Fürstbischof zu Speier 287
Sein Lob 287
Johanns von Ehrenberg Reise nach dem heiligen Land . . 289—290
Philipp Adolf von Ehrenberg, Fürstbischof zu Würzburg . . 290

Seite.

Strenge gegen Zauberer und Hexen 290
Auch gegen den eigenen Nepoten 290—293
Erlöschen der Familie 293
Reichardshausen . . . . 294—298
Ursprung des Klosterhofs . 294—296
Erwerbung der Rheinau . . . 296
Reichardshausen wird der Herzogin Louise von Nassau Eigenthum . . . . . 296—298
Geht durch Kauf an den Grafen von Schönborn über . . . 298
Die vormals daselbst aufbewahrte Gemäldesammlung 298
Hattenheim . . . . . 298—306
Vincentius hell und klar, gibt ein gutes Weinjahr 298
Die Ritter von Hattenheim 300—302
Werden von denen von Scharfenstein beerbt . . . . . 301—302
Die Salmann von Silberberg 302—303
Die Langwerth von Simmern 303—305
Valentin Heimes, Mainzischer Weihbischof . . . . . 305—306
Der Mareobrunn 306
Erbach 306
Der Prinzessin Marianne von Preussen Villa und Gemäldesammlung 306
Die Villa von dem Grafen Clemens August von Westphalen erbaut . . . . . 306—307
Des Gutes frühere Besitzer, die von Marioth 307
Des Geschlechtes von Westphalen uraltes Herkommen 307
Arnold von Westphalen, Bischof zu Lübeck 308
Wilhelm von Westphalen, Bischof von Lübeck 309
Friedrich Wilhelm von Westphalen, zum Fürstbischof von Hildesheim erwählt . . . 310—311
Sein löbliches Regiment . . . 311
Wird auch Fürstbischof zu Paderborn 312
Stirbt 315
Clemens August Wilhelm von Westphalen beerbt seinen Oheim, den Fürstbischof 316
K. K. bevollmächtigter Minister bei den Kurhöfen von Cöln und Trier und dem westphälischen Kreis 316
Reichsgraf 28. Juni 1792 . . 316

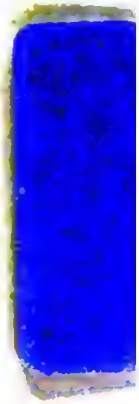
Seite.
Burggraf zu Friedberg durch Wahl vom 28. Mai 1805 316
Vertrag mit Darmstadt, hinsichtlich des Besitzes der Burg . . 316
Die Burg Friedberg . . . 316—324
Des Burggrafen Besoldung . . 317
Die Münze . . . . . 318—319
Beziehungen zu der Stadt 319—320
Ernst Ludwig von Breidenbach, der letzte evangelische Burggraf . . 320
Die Beamten 321
Maders Sichere Nachrichten von der Burg Friedberg, 1766—1774, 3 Thle. 322
Die Burg beschrieben . . 322—323
Der Burg Gebiet . . . 323—324
Des Grafen Clemens August von Westphalen Nachkommenschaft . 324
Die Grafen von Aicholt . 326—331
Der Königstuhl in Kärnthen 327—330
Die Pfarrkirche zu Erbach 331—332
Die von Allendorf . . . 332—336
Der Eselsohren häufiges Vorkommen in Wappenbildern 336—337
Die von Katzenellenbogen 338—340
Die Sure von Katzenellenbogen . 340
Die Kesselhut von Katzenellenbogen 340
Die Katzenellenbogen zum Thurm 340—341
Die Burg Gerolstein . . 341—342
Die von Gerolstein . 342—343. 345
Dietrich von Gerolstein fällt in der Schlacht von Montlhéry . 343
Die Händel zwischen Burgund und Frankreich . . . . . 343—344
Anton von Chabannes Graf von Dammartin . . . . 344—358
Der Krieg um das gemeine Wohl 358—395
Die Somme, die alte Naturgrenze von Flandern 395
Die von Hohenstein . . 395—396
Die Breder von Hohenstein 396—398
Die Vogt von Klingelbach 398—399
Die von Erbach, Eberbach 399—400
Des Neuhofs Ursprung . 400—406
Der Steinberg . . . . 406—411
Abhandlung von Rheinweinen 411—415
Die Vortrefflichkeit des Steinberger Weins nicht allgemein anerkannt 415—416
Des Weines Preise . . . 416—417
Hallgarten . . . . . 417—422
Die von Wiesbaden 420
Die Abtei Eberbach . . . 422—716
Bodmanns Zeugniß für Eberbach 422

Seite.
Zuerst von regulirten Oberherren besetzt, wird Eberbach Benedictinern übergeben 426
Einführung der Cisterzienser 427—429
Ruthard, der erste Abt . . 429—441
Entstehung des Hofs Neuthres 431—432
Erwerbung des Birkenhofs 433—434
Schönau, die erste Tochter von Eberbach 433
Otterberg, die zweite Tochter . . 435
Begründung des Sandhofs 435—437
Erwerbung von Breitenfels . . 437
Der Hof Haßlach . . . 438—433
Das Gütchen Dulzenheim . 439—440
Der zweite Abt, Eberhard, der Verfasser des Buchs von Bernhards Mirakeln . . . 441—444
Aufzählung der Grangien der Abtei 441—442
Der Abtei Weinhandel . . . 442
Der bei den Cisterzienfern übliche Dreißiger, Tricenarius . . . 444
Gründung des Mapperhofs . . 445
Arnsburg, Tochter von Eberbach 445
Des Hofs zu Hadamar Ursprung 446—447
Der Hof Dadenborn . . . 448—450
Des Abtes Wilhelm von Valdien Unterhaltung mit einer Besessenen, die Zustände in Eberbach betreffend . . . . . 450—453
Ein Verkehr mit dem Teufel aus neuerer Zeit . . . . 453—456
Empörung der Converfen . . . 456
Erwerbung des Hofs zu Dienheim 456—457
Des Papstes Innocentius III Schutzbrief 457
Die Höfe zu Laubenheim und Heimbach . . . . . 457—458
Anfertigung des Buches Oculus memoriae 459
Abt Konrad I, Verfasser des Exordium magnum Cisterciense 461
Streit mit den Rheingauern in Betreff des Mark- und Behelzigungsrechts . . . . 461—463
Alle von Eberbach abhängenden Rheinauen wurden erhalten . 465
Das Hospital . . . . 465—467
Der Hof zu Oberwesel . . 467—468
Ankauf einer Kammer in dem Hauptkloster Cisterz 468
Ankauf des Frankenfelds, der Hof Riedhausen 469
Der Hof in Mosbach . . 469—470

Seite.
Die unter der Vaterſchaft von Eberbach ſtehenden Frauenklöſter 471
Vollſtändige Erwerbung des Gräfenbergs 471
Des Hofs zu Schierſtein Urſprung 473—474
Der Hof zu Limburg . . 474—475
Ankauf des wichtigen Bünsheimerhofs bei Leheim 475
Erwerbung des Rheinthors St. Servatien zu Cöln 476
Der jüdiſchen Wucherer Druck 478—479
Reliquien vom h. Bernhard 482—483
Die Aebte von 1346 an . 484—485. 488—489. 550. 563—564
Des Abtes Nicolaus IV Leiden durch den Bauernkrieg . 485—488
Verwüſtung der Abtei durch die Schweden und Heſſen . . . 489
Sie wird an Arel Oxenſtjerna gegeben 489
Die Oxenſtjerna . . . . 490—549
Arel Oxenſtjerna, der ſchwediſche Reichskanzler . . . . . 500—543
Eine apocryphe Rheinreiſe 551—563
Der letzte Abt, Leonhard II Müller 564—565
P. Hermann Bär . . . 565—566
Die Kirche . . 566—567. 712—713
Die Monumente 568
Der Erzbiſchöfe Gerlach und Adolf II von Naſſau, dann Johanns von Luxemburg Monumente 568—569
Der Grafen von Luxemburg Linie Ligny 570
Johann von Luxemburg als Biſchof zu Straßburg . . . . 571—574
als Erzbiſchof zu Mainz . 574—576
Guido von Luxemburg Graf von Saint-Pol . . . . . 576—583
Der ſelige Peter von Luxemburg 583—588
Graf Walram III . . . 588—615
Heurathet, als der Engländer Gefangner, K. Richards II Halbſchweſter . . . . . 593—594
Sein Fehdebrief an den Thronräuber Heinrich von Lancaſter. 602
Der Baſtard Hennequin von Luxemburg . . . . . 616—622

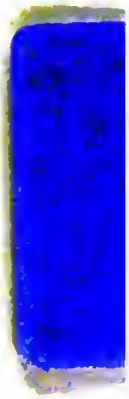
Seite.
Bekämpft den irrenden Ritter Gutierre Quijada 617
Seine emprise de la Belle Pélerine . . . . . 617—622
Johann II, der ſtreitbare Held 624—637
Die Jungfrau von Orléans wird ſeine Gefangne 633
Die Herzogin von Bedford und ihre Tochter, die Königin von England . . . . . 639—642
Ludwig von Luxemburg Graf von Saint-Pol, Connétable von Frankreich . . . . . 642—678
Proceß und Hinrichtung . 674—678
Ludwig II Graf von Ligny 679—684
Graf Peter II . . . . 684—687
Die Linie in Brienne . . 688—696
Tod des letzten Mannes aus dem Kaiſerhauſe 696
Jacob von Luxemburg-Richebourg 697—700
Die Linie in Fiennes . . 700—702
Die Linie in Martigues und Penthièvre . . . . . 702—710
Aufhebung der Abtei 711
Der Grafen von Katzenellenbogen Monumente . . . . 711—712
Das Corrections- und Irrenhaus 713—715
Das Kelleramt . . . . 715—716
Kiedrich, Scharfenſtein . . 716—745
Der Gräfenberg . . 717—718. 725
Die beiden Gotteshäuſer . . . 719
Der h. Valentinus . . . 719—724
Die Ritter von Grünſtein 725—726
Die von Scharfenſtein . . 728—745
Die Karthauſe im Petersthal 745—746
Der Draiſerhof . . . . 746—752
Die von Plettenberg und von Bodelſchwingh . . . . 752—765
Sicambria 765
Eltvil . . . . . 766—800
Die Burg 778
Die von Eltvil, die Jud von Eltvil 789—790
Der Rheinberg . . . . 790—800
Die von Henricourt . . 790—796
Jacob von Henricourt, der Geſchichtſchreiber . . . . 793—796
Die Grafen von Grumme . 796—800

UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 01466 2657



Digitized by Google

UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 01466 2657



Digitized by Google